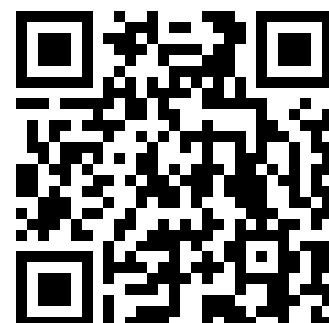

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

GoogleTM books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

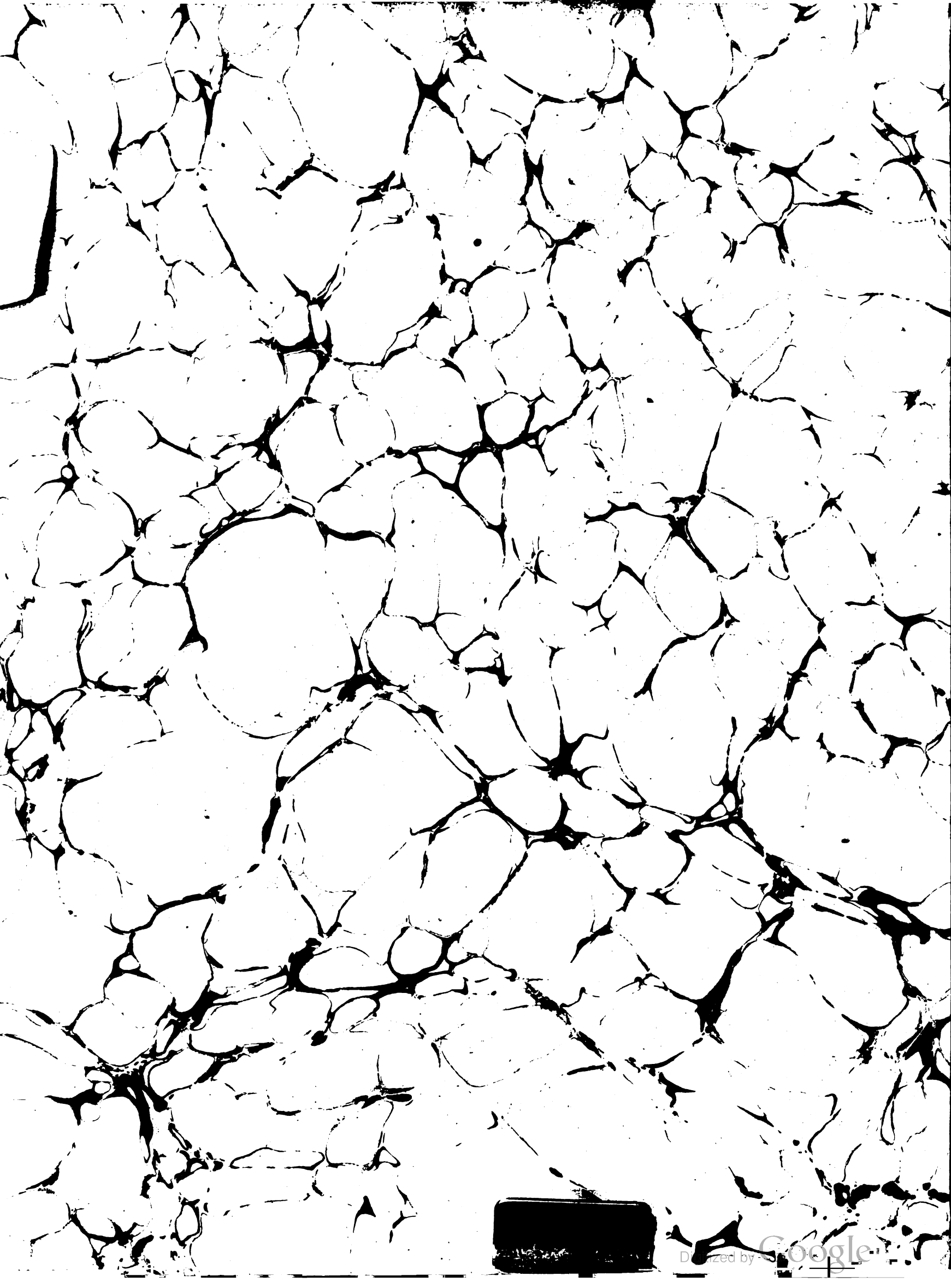
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>





CONSEIL MUNICIPAL DE LYON

PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES

Du 1^{er} Juillet au 31 Décembre 1907

CONSEIL MUNICIPAL DE LYON

PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES

Du 1^{er} Juillet au 31 Décembre 1907

(Annexe du *BULLETIN MUNICIPAL OFFICIEL*)



LYON

IMPRIMERIE NOUVELLE LYONNAISE

(ASSOCIATION SYNDICALE DES OUVRIERS TYPOGRAPHES)

Rue Sainte-Catherine, 3

1907

Digitized by Google

58

ANNEXE

AU

BULLETIN MUNICIPAL OFFICIEL

DE LA VILLE DE LYON

du 28 juillet 1907 (1)

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 22 Juillet 1907

PROCÈS-VERBAL

SOMMAIRE

Liste des présents et des absents.....	2	Instance introduite par M. Delorme, architecte, contre la ville de Lyon devant le Conseil de Préfecture.....	12	Ecole centrale des Arts et Manufactures. — Demande de bourse de l'Etat.....	18
Adoption du procès-verbal de la séance du 24 juin 1907.....	2	Rapporteur : M. JACQUET.		Rapporteur : M. GORJUS.	
Recrutement. — Soutiens de famille		Taxe sur les constructions neuves. — Instance de la Société « Pax Labor » contre la ville de Lyon devant le Conseil de Préfecture.....	12	Ecole supérieure de Commerce de Lyon. — Boursiers de la Ville. — Notes trimestrielles.....	18
Exonération de la taxe militaire.....	2	Rapporteur : M. JACQUET.		Rapporteur : M. GORJUS.	
Demandes d'allocation d'une indemnité journalière.....	2	Hospices civils. — Legs Bertholon-Mourier. — Ouverture de crédit.....	13	Ecoles publiques. — Création d'emplois.....	18
Demandes de congé.....	3	Rapporteur : M. JACQUET.		Rapporteur : M. GORJUS.	
Nomination de la Commission spéciale pour l'examen du compte d'administration de 1906, du budget supplémentaire de 1907 et du projet de budget de 1908. — Renvoi.....	3	Etablissement d'ouvertures dans un mur mitoyen avec un délaissé de terrain communal. — Projet de convention.....	13	Hospices civils. — Instance Thouzelier-Brintel.....	18
Construction d'un abattoir à la Mouche. — Demande de M. Garnier, architecte.....	3	Rapporteur : M. JACQUET.		Rapporteur : M. GORJUS.	
Rapporteur : M. ROGNON.		Compte de gestion présenté par M. Deholo, Receveur municipal de Lyon, pour l'exercice 1906.....	13	Cours municipaux de langues vivantes étrangères. — Bourses de voyage à l'étranger.....	19
Subvention à la Chambre syndicale des sculpteurs sur bois et mouluriers de Lyon pour l'envoi d'un délégué à un Congrès.....	3	Rapporteur : M. NOVEL.		Rapporteur : M. GORJUS.	
Rapporteur : M. ROGNON.		Caisse de retraites des sergents de ville. — Réversibilité de pension veuve Berthet (Marie-Joséphine). — Modifications trimestrielles.....	14	Ecole nationale d'Agriculture de Montpellier. — Demandes de bourses de l'Etat.....	19
Subvention au Syndicat des ouvrières et ouvriers civils du Magasin général de Lyon pour l'envoi d'un délégué à un Congrès.....	4	Rapporteur : M. NOVEL.		Rapporteur : M. GORJUS.	
Rapporteur : M. RENARD.		Caisse de retraites des sergents de ville. — Pensions Mathieu (Jean-Pierre-Alexandre) et Imbert (Casimir-Sylvain).....	14	Personnel enseignant de la ville de Lyon. — Indemnités de logement. — Modifications trimestrielles.....	19
Concerts publics. — Renouveau-ment du traité avec la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique.....	4	Rapporteur : M. NOVEL.		Rapporteur : M. GORJUS.	
Rapporteur : M. CHAT.		Service de la Voirie. — Fourniture de balais. — Renouvellement du marché.....	14	Ecole spéciale militaire. — Demandes de bourses de l'Etat.....	19
Fêtes publiques. — Règlement des comptes.....	4	Rapporteur : M. NOVEL.		Rapporteur : M. CHAT.	
Rapporteur : M. CHAT.		Compagnie des Omnibus et Tramways de Lyon. — Substitution aux deux lignes Cordeliers-Villeurbanne et Gare de Vaise-Place du Pont, d'une ligne unique Gare de Vaise-Villeurbanne. — Réunion, en une seule, des deux lignes Bellecour-Montchat et Bellecour-Gare de Vaise.....	15	Assurance contre l'incendie des édifices affectés au culte.....	19
Projet d'établissement de la ligne « Parc (Porte-Tête-d'Or)-Avenue de l'Archevêché ».....	5	Rapporteur : M. MENUT.		Rapporteur : M. CHAT.	
Rapporteur : M. RIVIÈRE.		Subvention à la Chambre syndicale des litiers en fer et cuivre, pour l'envoi d'un délégué à un Congrès.....	15	Hospices civils. — Charité. — Instance judiciaire contre les parents de l'enfant Benon (Alexis).....	20
Ancien presbytère de l'église Saint-Pierre-de-Vaise. — Bail Fétut.....	10	Rapporteur : M. MENUT.		Rapporteur : M. CHAT.	
Rapporteur : M. VIAL.		Chemins vicinaux ordinaires nos 91 et 101. — Déclassement du sol et rétrocession à l'Etat. — Décision de la Commission départementale.....	16	Legs fait à la ville de Lyon par M. César Bellochovic. — Acceptation.....	21
Bureau de perception de la taxe sur l'alcool, rue de Saint-Cyr, 78. — Renouvellement du bail.....	10	Rapporteur : M. MENUT.		Rapporteur : M. CHAT.	
Rapporteur : M. VIAL.		Construction d'un groupe scolaire dans le quartier Béchevelin. — Acquisition d'un immeuble appartenant à M ^{me} Prautheux.....	16	Don de M. le Président de la République à la Caisse des Ecoles. — Emploi en rentes 3 % sur l'Etat.....	21
Renouvellement du droit d'affichage sur les murs des bâtiments communaux et sur les murs de refend. — Demande de l'Agence Fournier.....	11	Rapporteur : M. MENUT.		Rapporteur : M. CHAT.	
Rapporteur : M. VIAL.		Service des Inhumations. — Transformation de la tenue des porteurs... — Décision de la Commission départementale.....	16	Création de deux cours à l'Université de Lyon.....	21
Eclairage électrique de diverses voies publiques du 5 ^e arrondissement.....	11	Rapporteur : M. PIATON.		Rapporteur : M. PIC.	
Rapporteur : M. VIAL.		Erection, au cimetière de Loyasse, d'un monument à la mémoire de Paul Chenavard.....	17	Galleries Saint-Nizier. — Projet de location à M. Albou.....	23
Rupture de la conduite des eaux de la rue de l'Hôtel-de-Ville. — Règlement des dégâts.....	11	Rapporteur : M. ROGNON.		Rapporteur : M. PIC.	
Rapporteur : M. JACQUET.		Ecole du service de Santé militaire. — Demandes de bourses de l'Etat.....	17	Prolongement de l'avenue de Saxe. — Instance Guinand frères. — Projet de transaction.....	23
		Rapporteur : M. GORJUS.		Rapporteur : M. PIC.	
		Ecole navale. — Demandes de bourses de l'Etat.....	17	Ecole « La Martinière ». — Baux et renouvellement de baux.....	23
		Rapporteur : M. GORJUS.		Rapporteur : M. BAUDRY.	
		Ecole d'Arts et Métiers de Cluny. — Demandes de bourses de l'Etat.....	17	Caisse de retraites des employés de l'Administration municipale. — Pension Louche (Claude-Jean).....	23
		Rapporteur : M. GORJUS.		Rapporteur : M. BAUDRY.	
		Ecole polytechnique. — Demandes de bourses de l'Etat.....	18	Caisse de retraites des employés de l'Administration municipale. — Pension Guymard (Jean-Marie).....	24
		Rapporteur : M. GORJUS.		Rapporteur : M. BAUDRY.	
				Caisse de retraites des employés de l'Administration municipale. — Réversibilité de pension veuve Mathieu.....	24
				Rapporteur : M. BAUDRY.	
				Hospices civils. — Projet d'échange avec MM. Bouffier et Pravaz, de diverses parcelles de terrains situées dans les 3 ^e et 6 ^e arrondissements.....	24
				Rapporteur : M. FAGOT.	
				Caisse de retraites des employés de l'Administration municipale. — Pension Vincent (Marie).....	24
				Rapporteur : M. FAGOT.	

Assurance contre l'incendie de la Bourse du Travail. — Projet de police.	25
<i>Rapporteur</i> : M. FAGOT.	
Dispensaire général de Lyon. — Comptes et budgets.....	25
<i>Rapporteur</i> : M. FAGOT.	
Mont-de-Piété de Lyon. — Comptes et budgets.....	25
<i>Rapporteur</i> : M. FAGOT.	
Cession par les Hospices civils de Lyon des terrains nécessaires au prolongement des rues de Créquy et Louis-Blanc. — Classement de diverses voies publiques dans la voirie urbaine.	25
<i>Rapporteur</i> : M. FAGOT.	
Construction d'un immeuble sur le prolongement d'une rue A projetée entre les rues Rachais et Garibaldi. — Pétition de MM. Pansu frères...	26
<i>Rapporteur</i> : M. MOUSSET.	
Concession de distribution d'électricité de l'îlot Bellecour. — Substitution de M. Grialou à M. de Mercey	26
<i>Rapporteur</i> : M. MOUSSET.	
Location à la Compagnie « Oliver » du magasin situé rue de l'Hôtel-de-Ville, 14. — Projet de bail	27
<i>Rapporteur</i> : M. MOUSSET.	
Elargissement du chemin vicinal ordinaire n° 60, « de la Villette ». — Pétition Drevet.....	27
<i>Rapporteur</i> : M. BATAILLE.	
Cession par la Ville d'une parcelle de terrain située rue de Belfort prolongée.	27
<i>Rapporteur</i> : M. THÉVENON.	
Legs de M ^{me} Jeanne-Julienne Dumas au Sou des Ecoles du 2 ^e arrondissement. — Acceptation.....	28
<i>Rapporteur</i> : M. JACQUIER.	
Subvention au Syndicat des employés civils de l'Artillerie et du Génie, pour l'envoi d'un délégué à un Congrès....	28
<i>Rapporteur</i> : M. FALCONNIER.	
Caisse de retraites des sergents de ville. — Pensions Bardet (Philibert-Léon) et Bernard (Victor-Emmanuel).	29
<i>Rapporteur</i> : M. FALCONNIER.	
Subvention au Syndicat des ouvriers mécaniciens et similaires, pour l'envoi d'un délégué à un Congrès.....	29
<i>Rapporteur</i> : M. ROUX.	
Subvention à la Chambre syndicale de l'orfèvrerie lyonnaise, pour l'envoi d'un délégué à un Congrès.....	29
<i>Rapporteur</i> : M. ROUX.	
Subvention à la Chambre syndicale des travailleurs sur cuivre, pour l'envoi d'un délégué à un Congrès.....	29
<i>Rapporteur</i> : M. GIPON.	
Subvention à la Chambre syndicale des conducteurs-typographes, pour l'envoi d'un délégué à un Congrès....	29
<i>Rapporteur</i> : M. ABEL.	
Subvention à l'Union des Syndicats du papier.	30
<i>Rapporteur</i> : M. ABEL.	
Subvention à la Chambre syndicale des chaudronniers en fer, pour l'envoi d'un délégué à un Congrès.....	30
<i>Rapporteur</i> : M. BIZET.	
Renouvellement de l'entreprise relative aux travaux de ferronnerie et de quincaillerie à exécuter pour le service de la Voirie.....	30
<i>Rapporteur</i> : M. BIZET.	
Cylindrage à vapeur des chaussées empierrées. — Renouvellement de l'entreprise.....	30
<i>Rapporteur</i> : M. TIXIER.	

Droits d'enregistrement réclamés à la Ville sur l'acte de reprise du service des Eaux.....	30
<i>Rapporteur</i> : M. RIVIÈRE.	
Erection d'un monument à la mémoire du professeur Gailleton, ancien maire de Lyon.....	31
<i>Rapporteur</i> : M. RIVIÈRE.	
Modification des circonscriptions cantonales et des circonscriptions des justices de paix	33
<i>Rapporteur</i> : M. CUSSET.	
Subvention au Syndicat des infirmiers et similaires des Hospices civils de Lyon, pour l'envoi d'un délégué à un Congrès.....	35
<i>Rapporteur</i> : M. CUSSET.	
Revision et reproduction autophotographique d'une partie du plan de la Ville au 1/500^e. — Soumission de M. Saint-Denis et de la Société des Imprimeries Réunies....	35
<i>Rapporteur</i> : M. DECLÉRI.	
Hôtel des Invalides du Travail. — Rétablissement de l'emploi de surveillant général.....	36
<i>Rapporteur</i> : M. CARLE.	
Congrès des Gouttes de Lait. — Envoi d'un délégué du service d'Hygiène.....	36
<i>Rapporteur</i> : M. BARBERO.	
Congrès international d'hygiène et de démographie de Berlin. — Envoi d'un délégué.....	36
<i>Rapporteur</i> : M. BARBERO.	
Question de M. Pic , sur les habitations à bon marché.....	36
Question de M. Tixier , sur la mare du Pré-Castillon.....	38
Question de M. Arnaud , sur l'entrepôt des douanes.....	40
Question de M. Rognon sur l'amélioration de l'aération d'une justice de paix et sur la restauration d'un immeuble.....	42
Dépôt de pétitions	42

PRÉSIDENCE DE M. LE MAIRE

Secrétaire : M. PIATON.

Le lundi 22 juillet 1907, à 8 h. 1/4 du soir, MM. les membres du Conseil municipal de Lyon, dûment convoqués le 20 juillet, en séance publique, par M. le Maire, en vertu d'une autorisation spéciale de M. le Préfet du Rhône, se sont réunis à l'Hôtel de Ville, dans la salle ordinaire de leurs délibérations.

M. PIATON, secrétaire, procède à l'appel nominal.

Présents : MM. Bataille, Beauvisage, Brunard, Hoffherr, Abel, Veyron, Carle, Menut, Foret, Cusset, Tixier, Richerand, Rognon, Cadet, Falconnier, Curtelin, Roux, Fagot, Barbero, Piaton, Gipon, Voillot, Marietton, Nové-Josserand, Herriot, Godart, Jacquet, Fort (Victor), Manus, Gorjus, Thévenon, Mermillon, Voidier, Renard, Vial, Roustang, Rivière, Jacquier, Arnoud, Baudry, Chat, Pic, Mousset, Arnaud.

Absents excusés : MM. Decléris, Marro, Gourju, Faure (Jean), Bizet, Gadeud, Novel.

M. ROGNON : Messieurs, je suis chargé d'excuser notre collègue, M. Marro, qui est malade.

M. CHAT : Je présente également au Conseil les excuses de notre collègue, M. Bizet.

M. LE MAIRE : Messieurs, je suis chargé d'excuser M. Gourju qui a été touché trop tard par la convocation qui lui a été adressée et M. Bizet qui est retenu chez lui par un deuil de famille.

Adoption du procès-verbal de la séance du 24 juin 1907.

M. LE MAIRE : Messieurs, vous avez tous lu le procès-verbal de la séance du 24 juin 1907. Quelqu'un de vous a-t-il des observations à présenter sur la rédaction de ce procès-verbal.

Si personne ne demande la parole, je mets son adoption aux voix.

(Adopté.)

Recrutement. — Soutiens de famille des classes 1903 et 1904 — Exonération de la taxe militaire.

CINQUIÈME ABRONDISSEMENT.

M. ROUSTANG, rapporteur de la Commission spéciale, propose au Conseil d'émettre un avis très favorable aux demandes d'exonération du paiement de la taxe militaire, formées en faveur des nommés Baur, Roudin, Cochar, Croisy, Dumas, Ernoult, Guillot, Jarrige, Julien, Saumon, Thivillon, Bertholet, Chalançon, Gleize, Laléchowsky, Lécart, Mignotet, dispensés de la classe de 1903; Lamange, Leynaud, Louis, Morel, Noël, Odin, Rabilloud, Wencker, Bidon, Dumas, Duret, Grasso, Moutier, Poiteau, Saunier, Rachel, dispensés de la classe de 1904.

(Avis très favorable est émis.)

Recrutement. — Soutiens de famille. — Demandes d'allocation d'une indemnité journalière. (Art. 22 de la loi du 21 mars 1905).

Au nom de la Commission spéciale, M. CHAT, rapporteur, propose d'émettre : 1^o un avis très favorable aux demandes d'allocation d'une indemnité journalière formées par les familles des nommés Cola, Morel, Caille de la classe de 1905; Basset, Bionnay, Crétollier, Fomète, Gallet, Giraudet, Jagaille, Jouchoux, Marcand, Michallet, de Nardi, Noally, Perrié, Rousseau, Teppe, Trautvetter, de la classe de 1906; 2^o un avis favorable aux demandes d'allocation présentées en faveur des familles des nommés Costamagna, Revol, de la classe de 1905; Goutièvre, Grouffier, de la classe de 1906, domiciliés dans le 1^{er} arrondissement.

(Ces conclusions sont adoptées.)

M. RIVIÈRE, rapporteur de la Commission spéciale, propose au Conseil d'é-

mettre un avis favorable aux deux demandes d'allocation d'indemnité journalière formées par les familles des nommés Arnaud, Bouley, de la classe de 1905, domiciliés dans le 2^e arrondissement.

(Adopté.)

M. PIC, au nom de la Commission spéciale, propose au Conseil d'émettre un avis très favorable à la demande d'allocation d'une indemnité journalière présentée en faveur de la famille du nommé Duroule, de la classe de 1906, domicilié dans le 2^e arrondissement.

(Ces conclusions sont mises aux voix et adoptées.)

Le Conseil, sur la proposition de M. CUSSET, rapporteur de la Commission spéciale, émet : 1^o un avis très favorable à la demande d'allocation d'une indemnité journalière formée par la famille du nommé Berger, de la classe de 1906 ; 2^o un avis favorable aux demandes d'allocation d'une indemnité présentées en faveur des familles des nommés Lachal, de la classe de 1905 ; Mathon, de la classe de 1906, tous domiciliés dans le 3^e arrondissement.

Au nom de la Commission spéciale, M. ROGNON, rapporteur, propose au Conseil d'émettre un avis très favorable à la demande d'allocation d'une indemnité journalière formée par la famille du nommé Romanet, de la classe de 1905, domicilié dans le 3^e arrondissement.

(Avis très favorable est émis.)

M. MANUS, rapporteur de la Commission spéciale, propose au Conseil d'émettre : 1^o un avis très favorable aux demandes d'allocation d'une indemnité journalière présentées en faveur des familles des nommés : Chauvet, de la classe de 1905 ; Bordone, Boneaud, Bozon, Conte, Dubœuf, Gandy, Lanus, Mahier, Mérieux, Rapillard, de la classe de 1906 ; 2^o un avis favorable à la demande d'allocation formée par la famille du nommé Martinot, de la classe de 1906, tous domiciliés dans le 4^e arrondissement.

(Le Conseil adopte.)

Le Conseil, sur la proposition de M. ROUSTANG, rapporteur, émet : 1^o un avis très favorable aux demandes d'allocation d'une indemnité journalière, formées par les familles des nommés Bergdoll, Fournier, Gaudefroy, Aujard, Ponchon, Perrein, Guibeaud, de la classe de 1905 ; Billet, Bonnet (Bastien), Bonnet (Pierre), Berthollo, Bouillot, Bourget, Bourgin, Busenhard, Chevrier, Fombonne, Fournier (Emile), Mirabel, Rocardet, Saumon, Savigny, de la classe de 1906 ; 2^o un avis favorable aux demandes d'allocation présentées en faveur des familles des nommés Durand, Mayer, Pouchot, de la classe de 1906 ; tous domiciliés dans le 5^e arrondissement.

Au nom de la Commission spéciale, M. GIPON, rapporteur, propose au Conseil d'émettre un avis très favorable aux demandes d'allocation d'une indemnité

journalière, présentées en faveur des familles des nommés Thomann, Giberge, de la classe de 1906, domiciliés dans le 6^e arrondissement.

M. FALCONNIER, rapporteur de la Commission spéciale, propose au Conseil d'émettre un avis très favorable aux demandes d'allocation d'une indemnité journalière formées par les familles des nommés Gealot, de la classe de 1905 ; Rémy, de la classe de 1906 ; domiciliés dans le 6^e arrondissement.

(Avis très favorable est émis.)

Le Conseil, sur la proposition de la Commission spéciale, émet un avis défavorable à la demande d'allocation d'une indemnité formée par la famille du nommé Lombard, de la classe de 1906.

Recrutement. — Soutiens de famille. — Demandes de congé. (Art. 22 de la loi du 15 juillet 1889).

Au nom de la Commission spéciale, M. CHAT, rapporteur, propose au Conseil d'émettre un avis très favorable à la demande de congé, comme soutien de famille, formée en faveur du sieur Laperrière, soldat au 2^e régiment d'artillerie.

(Adopté.)

M. PIC, rapporteur de la Commission spéciale, propose d'émettre un avis très favorable à la demande de congé, à titre de soutien de famille, présentée en faveur du sieur Ginet, soldat au 159^e régiment d'infanterie.

(Adopté.)

Sur la proposition de M. ROGNON, rapporteur de la Commission spéciale, le Conseil émet un avis très favorable aux demandes de congé, comme soutiens de famille, formées en faveur des sieurs Schreiber, soldat au 2^e régiment d'artillerie ; Bonnet, soldat au 158^e régiment d'infanterie.

Au nom de la Commission spéciale, M. MANUS, rapporteur, propose d'émettre un avis très favorable à la demande de congé, à titre de soutien de famille, formée en faveur du sieur Vacherot, soldat à la 2^e compagnie d'artificiers.

(Avis très favorable est émis.)

Nomination de la Commission spéciale pour l'examen du compte d'administration de 1906, du budget supplémentaire de 1907 et du projet de budget de 1908. — Renvoi.

M. LE MAIRE : Messieurs, votre Commission générale a été d'avis de remettre à la prochaine séance la nomination de la Commission spéciale du budget.

Si vous n'y voyez pas d'inconvénient, la nomination de cette Commission figurera à l'ordre du jour de la prochaine séance.

(Adopté.)

Construction d'un abattoir à la Mouche. — Demande de M. Garnier, architecte.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, l'avant-projet de construction d'un abattoir à la Mouche a été établi par M. Garnier (Tony), architecte, désigné par votre délibération du 30 janvier 1906.

Cet avant-projet fait en ce moment l'objet d'une étude de la part des services intéressés, et il vous sera soumis prochainement.

Mais en attendant l'approbation de ce travail, M. Garnier (Tony) m'a demandé un acompte de 25,000 francs sur les honoraires qui lui sont dus, en raison des avances et des frais de personnel qui lui incombent depuis un certain temps.

Je vous propose, Messieurs, de vouloir bien m'autoriser à faire droit à la demande de M. Garnier.

Lyon, le 22 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,

Edouard HERRIOT.

M. ROGNON, rapporteur de la Commission générale, propose au Conseil d'ordonner la délivrance à M. Garnier, architecte, d'un acompte de 25,000 fr.

(Ces conclusions sont mises aux voix et adoptées.)

Subvention à la Chambre syndicale des sculpteurs sur bois et mouluriers de Lyon pour l'envoi d'un délégué à un Congrès.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre une demande par laquelle la Chambre syndicale des sculpteurs sur bois et mouluriers de Lyon sollicite de la Ville une subvention pour l'envoi d'un délégué à un Congrès corporatif devant avoir lieu à Brest, les 15, 16 et 17 septembre prochain.

Je vous propose, Messieurs, d'accueillir favorablement cette demande.

Si vous partagez cet avis, la subvention à allouer serait décomptée de la façon suivante, conformément à vos délibérations des 21 novembre 1905 et 30 janvier 1906 :

Chemins de fer, 3^e classe, aller et retour.....Fr. 75 75

Congrès, 3 journées ; voyage,
4 journées à 8 francs..... 56 »

Total Fr. 131 75

Le montant de cette subvention serait prélevé sur le crédit inscrit au budget de l'exercice courant sous le titre : « Dépenses imprévues ».

Lyon, le 17 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,

Edouard HERRIOT.

Au nom de la Commission générale, M. ROGNON, rapporteur, propose au Conseil d'allouer à la Chambre syndicale des

sculpteurs sur bois et mouluriers une subvention de 131 fr. 75.

(Adopté.)

Subvention au Syndicat des ouvrières et ouvriers civils du Magasin général de Lyon, pour l'envoi d'un délégué à un Congrès.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre une demande par laquelle le Syndicat des ouvrières et ouvriers civils du Magasin général de Lyon sollicite de la Ville une subvention pour l'envoi d'un délégué à un Congrès corporatif devant avoir lieu à Paris, les 29, 30 et 31 juillet prochain.

Je vous propose, Messieurs, d'accueillir favorablement cette demande.

Si vous partagez cet avis, la subvention à allouer serait décomptée de la façon suivante, conformément à vos délibérations des 21 novembre 1905 et 30 janvier 1906 :

Chemin de fer, 3 ^e classe, aller et retour.....	Fr. 40 45
Congrès: 3 journées; voyage, 2 journées, à 8 francs.....	40 »
Total.....	Fr. 80 45

Le montant de cette subvention serait prélevé sur le crédit inscrit au budget de l'exercice courant sous le titre : « Dépenses imprévues. »

Lyon, le 9 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,

Edouard HERRIOT.

Le Conseil municipal, sur la proposition de M. RENARD, rapporteur de la Commission générale, alloue au Syndicat des ouvrières et ouvriers du Magasin général de Lyon une subvention de 80 fr. 45.

Concerts publics. — Renouvellement du traité avec la Société des Auteurs, Compositeurs et Editeurs de Musique.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, le traité intervenu en 1902 entre la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique et la ville de Lyon, traité comportant pour cette dernière le droit de se servir des œuvres du répertoire de la Société, pour les auditions données à l'occasion du 14 juillet et des concerts publics de l'Harmonie municipale, est arrivé à expiration le 30 juin dernier.

J'ai engagé des pourparlers avec la Société en vue du renouvellement de ce traité. Ainsi qu'il résulte des lettres que je joins au présent rapport, la Société consent au renouvellement du traité aux mêmes conditions que précédemment, c'est-à-dire moyennant le paiement annuel par la Ville d'une somme de 450 fr.

Je vous propose, Messieurs, d'approuver ce projet de traité qui aura une durée de cinq ans, à partir du 1^{er} juillet 1907.

Lyon, le 18 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,

Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, depuis trois mois des pourparlers sont engagés entre l'Administration municipale et le représentant, à Lyon, de la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique. L'obstination de ce dernier à exiger que le contrat lui assurât, outre son entrée personnelle, deux fauteuils aux théâtres municipaux; le légitime et persistant refus de M. le Maire qui, les théâtres étant concédés, ne pouvait obliger les Directeurs à s'imposer pareille obligation ont prolongé le débat épistolaire engagé jusqu'au 9 juillet, date à laquelle défense fut faite à la ville de Lyon d'exécuter publiquement les œuvres du répertoire de la Société.

M. le Maire s'empessa d'exposer les causes du conflit à la Direction de la Société, à Paris, et, finalement, les propositions de la Ville furent acceptées.

Dans ces conditions, nous vous demandons d'autoriser l'Administration à signer le projet de traité, non sans faire une double remarque : la première, que l'autorisation de se servir des œuvres de son répertoire portant sur toutes les auditions gratuites données au cours d'une année, le crédit de 450 francs jusqu'ici porté en dépenses dans le budget de la Fête nationale doit à la vérité être incorporé au budget ordinaire de la Ville; la seconde, que par les auditions données à l'occasion de la Fête nationale, on doit comprendre les concerts gratuits et les bals publics organisés aussi bien le 13 que le 14 et parfois le 15 juillet, les Comités de quartier étant, dans la circonstance, les intermédiaires de la Ville, puisqu'ils sont subventionnés par elle.

Le Rapporteur,

Laurent CHAT.

(Ces conclusions sont adoptés.)

Fêtes publiques. — Règlement des comptes.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, le Conseil municipal a mis à la disposition de l'Administration pour les fêtes anglaises et le voyage présidentiel une somme de 80,000 francs par sa délibération en date du 3 décembre 1906. A cette somme est venue s'ajouter une somme de 110,000 francs prévue au budget ordinaire pour l'installation des Concours agricole et horticole. D'autre part, le Conseil général du Rhône a remis à la Ville une somme de 20,000 francs, inférieure d'ailleurs de 15,000 francs à la subvention précédemment allouée pour le Concours.

En résumé et dans l'ensemble le bud-

get total de ces fêtes s'est élevé en recettes à la somme de 210,000 francs.

L'Administration s'est attachée à rester dans les limites des crédits très modérés qu'elle a demandés au Conseil. L'examen des comptes déposés au dossier démontrera qu'elle a procédé avec la plus stricte économie.

Les dépenses, presque toutes connues présentement, se répartissent de la façon suivante :

1^o Séjour des Anglais et Ecosseis, voyage du Président, 90,100 francs, d'où une économie de près de 10,000 francs sur la prévision de 100,000 francs ;

2^o Concours agricole et horticole, 86,200 francs, d'où une économie de plus de 23,000 fr. sur le crédit de 110,000 fr. affecté à ces concours.

Seule, l'Exposition d'hygiène a occasionné des dépenses supérieures aux prévisions. Ces dépenses se sont élevées à la somme totale de 49,600 francs dont le détail est au dossier. Pour subvenir à cette dépense de 49,600 francs, vous m'avez autorisé à utiliser les économies réalisées sur d'autres chapitres, soit 34,100 francs. Il reste à trouver une somme de 15,900 francs que je vous demande l'autorisation d'inscrire en dépenses au budget supplémentaire de l'année 1907.

Cette augmentation de dépenses, qui porte sur un chapitre du budget des fêtes, ne sera d'ailleurs pas onéreuse pour la Ville. Elle sera compensée, en effet, et au delà par l'inscription en recettes d'une somme de 38,000 francs, produit des entrées à l'Exposition d'hygiène et d'une somme de 72,000 francs, produit des entrées aux différents Concours, ensemble 110,000 francs. Or, nous n'avions prévu au budget qu'une recette de 35,000 fr. comme produit des entrées; l'augmentation sur les prévisions de recettes, pour les entrées, est donc de 75,000 fr.

Comme vous le voyez, Messieurs, le règlement de l'affaire est tout à fait satisfaisant au point de vue financier comme au point de vue moral. Les prévisions les plus optimistes ont été dépassées; ce résultat est dû en partie à la vigilance des employés de la Ville. Je vous demande, Messieurs, de bien vouloir joindre vos félicitations à celles que je leur ai déjà adressées.

Lyon, le 18 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,

Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, nous pensons qu'il plaira au Conseil municipal de connaître quelques-unes, parmi les principales, des recettes et des dépenses afférentes aux fêtes de mai et juin 1907.

Les recettes se sont élevées exactement à 110,658 fr. 25 comprenant les entrées aux différents concours et les abonnements pour 106,342 fr. 50, l'affermage de l'affichage sur les clôtures et celui des buvettes pour 4,000 francs, la vente des catalogues et les amendes payées par les exposants manquants. Si l'on répartit cette somme totale entre le Concours national agricole, l'Exposition

d'horticulture et l'Exposition d'hygiène on obtient respectivement les chiffres de 51,421 fr. 25, 21,252 fr. 25 et 37,984 fr. 75 c.

Il reste pour 6,000 francs environ de dépenses à solder dont 5,500 francs pour l'Exposition d'horticulture et 500 francs pour l'Exposition d'hygiène. Il a été payé à ce jour 135,323 fr. 07 dont 51,234 fr. 51 pour le Concours national agricole, 34,953 fr. 94 pour l'Exposition d'horticulture et 49,134 fr. 62 pour l'Exposition d'hygiène.

Le montant exact des frais occasionnés par les fêtes des 16, 17, 18, 19 et 20 mai 1907 en l'honneur de la visite de M. le Président de la République et des représentants des Municipalités anglaises et écossaises est de 90.118 fr. 25; le logement de nos hôtes anglais et écossais à l'hôtel Terminus entre dans cette somme pour 17,334 fr. 20, le feu d'artifice pour 7.000 francs, la Fête vénitienne pour 6,249 fr. 80, la représentation de gala aux Célestins pour 2,002 francs, celle donnée au Grand-Théâtre pour 5,491 fr. 75, la location des voitures pour 11,664 francs, etc.

Ces quelques détails fournis, votre Commission générale vous propose d'autoriser l'Administration à inscrire une somme de 15,900 francs en dépenses au budget supplémentaire de l'année 1907. Elle vous demande en outre de joindre vos félicitations à celles que M. le Maire a déjà adressées aux employés de la Ville qui ont su faire un effort intelligent et soutenu.

Le Rapporteur

Laurent CHAT.

M. LE MAIRE : Il me paraît juste d'ajouter à ces félicitations celles que nous devons à MM. les docteurs Courmont et Lacome qui se sont occupés avec beaucoup de zèle et de dévouement de l'organisation de l'Exposition d'hygiène. (Très bien ! Très bien !)

Je mets aux voix les conclusions du rapport de M. Chat.

(Ces conclusions sont adoptées).

Projet d'établissement de la ligne de tramways Parc (porte Tête-d'Or) — Avenue de l'Archevêché.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, en conformité de votre délibération du 8 mai 1906, par laquelle vous avez émis un avis favorable à la fusion des Compagnies O.-T.-L. et N.-L.-T., l'Administration municipale a passé avec la Compagnie O.-T.-L. une convention aux termes de laquelle cette dernière est tenue entre autres choses de prolonger dans un délai d'une année la ligne de tramways de la rue Duquesne jusqu'à l'avenue de l'Archevêché en suivant sur la rive droite du Rhône l'itinéraire : rue Président-Carnot, rue Childebert, rue de l'Hôtel-de-Ville, rue des Archers, place des Célestins, rue d'Egypte, quai des Célestins, pont Tilsitt, avenue de l'Archevêché.

Pour satisfaire à cet engagement, la

Compagnie a adressé le 22 décembre dernier à M. le Préfet du Rhône un avant-projet qui m'a été communiqué le 7 janvier 1907 pour la suite à y donner.

Dans cet avant-projet la Compagnie proposait de modifier l'itinéraire ci-dessus visé, sur une partie du parcours et de suivre, à partir de la rue Président-Carnot, la rue de la République pour rejoindre la rue des Archers.

J'ai renvoyé ce projet à la Compagnie O.-T.-L. en la priant de le modifier de manière à emprunter conformément à la convention précitée la rue Childebert et la rue de l'Hôtel-de-Ville ou la rue Gasparin pour prendre ensuite la rue des Archers.

A la date du 1^{er} mars courant la Compagnie m'a renvoyé ledit projet accompagné d'une variante donnant satisfaction à ma demande, mais elle fait remarquer les inconvénients que le nouveau tracé comporte et au sujet desquels il conviendra que vous vous prononciez afin de déterminer l'itinéraire à adopter définitivement.

D'après le mémoire descriptif joint au dossier, la ligne projetée, en empruntant les voies existantes ayant la même largeur d'un mètre desservira la gare des Brotteaux, mais comme construction elle aura son origine sur le boulevard du Nord au droit de la porte Tête-d'Or du Parc.

Elle empruntera la rue Duquesne, le quai de l'Est, le quai des Brotteaux, le pont Lafayette, la rue Président-Carnot, la place et la rue de la République (ou les rues Childebert et Gasparin, suivant variante), la rue des Archers, la place des Célestins, la rue d'Egypte, à l'aller et la rue des Célestins au retour, le quai des Célestins, le pont Tilsitt et l'avenue de l'Archevêché où ses voies se raccorderont avec celles de la Compagnie F.-O.-L.

Elle sera à double voie sur toute sa longueur sauf dans la rue Duquesne, à l'angle de la rue Malesherbes par suite de la présence d'un immeuble faisant saillie sur l'alignement et dans la rue des Archers, en raison de la faible largeur de la chaussée.

La traction sera électrique avec fil aérien et trolley sur toute la longueur de la ligne.

La tension électrique sur la ligne aérienne sera de 500 volts environ. Le courant proviendra soit de l'usine centrale de la rue d'Alsace, à Villeurbanne, soit de l'usine du cours Henri. L'alimentation et le retour du courant seront assurés par les feeders actuels.

La largeur des caisses des véhicules sera de 2 m. 10. Les voitures seront celles actuellement en service sur l'ancien réseau de la Compagnie N.-L.-T.

Les voitures motrices seront munies d'un ou deux moteurs enveloppés dans une carcasse métallique faisant partie du circuit magnétique. Sur chaque plateforme sera installé un régulateur électrique permettant la mise en marche, le freinage électrique et la marche en arrière. Elles seront, en outre, munies de tous les appareils de sécurité, interrupteurs, parafoudres, freins à main, etc.

La composition des trains sera celle autorisée sur la ligne Perrache-Parc par la rue Moncey, soit une voiture motrice et deux remorques.

Le maximum de la vitesse des trains sera de 20 kilomètres à l'heure.

Le nombre minimum de voyages qui devront être faits, tous les jours, dans chaque sens, sera de 80; pendant la journée, l'intervalle entre les voitures qui desserviront la ligne sera de 10 minutes au maximum.

La concession prendra fin le 23 août 1946, en même temps que celle des lignes de la place des Cordeliers à Cusset et à la Croix-Luizet.

Les rails, du type à gorge, seront en acier et du poids de 36 kilogrammes au moins par mètre courant.

Les voitures comporteront deux classes de voyageurs et les tarifs seront les suivants :

SECTIONS	1 ^{re} cl.	2 ^e cl.
Archevêché-Cordeliers.....	0 40	0 05
Archevêché-Gare Brotteaux...	0 45	0 10
Cordeliers-Av. de Noailles	0 10	0 05
Pont Morand-Gare Brotteaux..	0 10	0 05

Les dépenses de premier établissement sont évaluées à la somme de 680,000 francs.

Les recettes probables dans l'hypothèse d'un produit brut de 0 fr. 52 par kilomètre-voiture sont évaluées à 99,887 fr. 84.

Les frais d'exploitation comprenant : frais généraux, frais de direction, du mouvement de la voie et des bâtiments, du matériel roulant et de traction, à raison de 0 fr. 37 par kilomètre-voiture, ainsi que les intérêts du capital et amortissement, sont évalués à 98,274 fr. 04.

D'où il résulte un bénéfice de : 99,887 fr. 84 — 98,274 fr. 04 = 1,613 fr. 80.

Toutes les voies publiques empruntées ont des largeurs suffisantes pour permettre l'établissement de la ligne, sauf à effectuer quelques rescindements de trottoirs dans les rues des Archers, des Célestins et sur le quai des Célestins. Ces rescindements sont d'ailleurs sans inconvénient.

Il conviendra cependant de rejeter du côté Nord la courbe de raccordement entre la rue des Célestins et le quai, afin de diminuer autant que possible le rescindement de 2 m. 70 qui est prévu à l'angle du trottoir.

Il y aura lieu aussi d'imposer à la Compagnie O.-T.-L. une redevance de 1 % sur les recettes brutes de la ligne et une redevance supplémentaire de 10 %, déduction faite, sur la recette brute, du produit kilométrique moyen qui résulte de la somme de 1,401.000 fr. appliquée à l'ensemble de l'ancien réseau N.-L.-T.

Sous ces réserves, j'ai l'honneur de vous soumettre le dossier de cette affaire et je vous serai obligé, Messieurs, de vouloir bien :

1° Emettre votre avis sur le tracé définitif qu'il convient d'adopter;

2° Décider la mise à l'enquête de l'avant-projet établi conformément au tracé que vous aurez adopté;

3° Autoriser l'Administration municipale à solliciter de l'Etat, au nom de la ville de Lyon, la concession de la nouvelle ligne, avec faculté de rétrocession à la Compagnie des Omnibus et Tramways de Lyon.

Lyon, le 7 mars 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, une des conditions auxquelles vous avez soumis dans votre délibération du 8 mai 1906, votre avis favorable à la fusion des deux Compagnies de tramways, la Compagnie O.-T.-L. et la Compagnie N.-L.-T., était l'obligation pour la Compagnie O.-T.-L. de prolonger et d'exploiter dans un délai d'un an la ligne de tramways de la rue Duquesne jusqu'à l'avenue de l'Archevêché. La convention passée entre la Compagnie et l'Administration municipale traçait, à ce nouveau parcours du tramway, l'itinéraire suivant : rue Président-Carnot, place de la République, rue Childebert, rue de l'Hôtel-de-Ville, rue des Archers, place des Célestins, pont Tilsitt, avenue de l'Archevêché.

La Compagnie O.-T.-L., dans l'avant-projet qu'elle adressa le 22 décembre 1906, à M. le Préfet du Rhône, proposait une modification à cet itinéraire : la ligne au lieu de tourner de la place de la République dans la rue Childebert, suivait la rue de la République jusqu'à la rue des Archers, parcourait cette rue d'un bout à l'autre, et tournait ensuite la place des Célestins.

Dès qu'elle eut communication de ce changement d'itinéraire, l'Administration municipale renvoya le projet à la Compagnie en l'invitant à se conformer au projet primitif.

Au 1^{er} mars, le dossier revint à l'Administration, la Compagnie s'était rangée au devis de l'Administration, et maintenait le premier projet (place de la République et rue Childebert), mais signalait des inconvénients, qui suivant elle, devaient faire repousser l'itinéraire proposé.

C'est dans cet état que M. le Maire saisit le Conseil municipal de la question par un rapport en date du 7 mars; M. le Maire exposait les deux tracés proposés, l'un contenu dans la convention primitive; le second, tel qu'il avait été modifié par la Compagnie et vous demandait de vous prononcer sur le tracé définitif à adopter.

Votre Commission générale crut devoir nommer une Sous-Commission composée de six membres qui devait aller sur place étudier les avantages et les inconvénients des tracés en présence : au cours des travaux de cette Sous-Commission, un troisième tracé, dont l'invention fut due à l'initiative d'un de ses membres, fut proposé; ce tracé suivait la rue Président-Carnot,

entraît dans la rue Grôlée, tournait dans la rue Childebert, parcourait cette dernière jusqu'à la place des Jacobins, et allait ensuite à la place des Célestins soit par la rue de l'Hôtel-de-Ville, soit par la rue Gasparin et la rue des Archers. Ce troisième tracé fut critiqué par la Compagnie et par plusieurs de nos collègues pour ses coudes nombreux et brusques, pour les difficultés d'exploitation inhérents à son parcours, rendant impossible sur cette ligne une circulation intensive.

Après les discussions, qui eurent lieu dans trois séances de votre Commission générale, celle-ci adopta enfin le tracé rue Président-Carnot, place et rue de la République et rue des Archers.

Elle fut conduite à cette solution par ce fait que le tramway, destiné à relier entre elles des parties opposées de la ville, le quartier des Brotteaux et le quartier de l'Archevêché, et aussi les parties hautes du 5^e arrondissement par un prolongement qui se fera nécessairement dans quelque temps, devait avoir une circulation très active, afin de répondre aux besoins qui avaient imposé sa création.

Cet itinéraire était le plus avantageux à ce point de vue, car il suivait, d'un bout à l'autre, deux artères principales dans le 2^e arrondissement, la rue Président-Carnot et la rue des Archers, en ligne droite, tandis que les deux autres tracés présentaient des difficultés d'exploitation, qui auraient rendu impossible ou très difficile la fréquence des voyages.

Répondant à un besoin d'intérêt général, rendu plus vif et plus immédiat par la reprise par la Ville de la jouissance du quartier Grôlée, réclamé énergiquement par les pétitions nombreuses et instantes des habitants et commerçants des quartiers intéressés, qui avaient pu légitimement escompter les promesses contenues en leur faveur dans la convention du 8 mai 1906, ce tramway devait être construit; votre Commission générale l'a pensé ainsi, et, en autorisant l'installation de trolleys et de fils aériens sur la place et la rue de la République sur une longueur de 230 mètres, elle n'entend en rien porter atteinte aux exceptions admises dans la convention du 17 avril 1896, qui imposèrent le caniveau aux deux lignes « Perrache-Brotteaux » et « Gare de Vaise-Place du Pont » sur une partie de leur parcours. Cette question de caniveau reste intangible : elle est, par la convention du 17 avril 1896, nettement déterminée; votre délibération de ce jour n'y apportera aucune modification.

En vous invitant à adopter toutes les autres conditions indiquées dans le rapport de M. le Maire et qui trouveront leur place dans l'acte définitif de concession, votre Commission générale vous propose le projet de délibération suivant :

Le Conseil municipal,

Vu la convention du 8 mai 1906 :

Vu le rapport de M. le Maire de Lyon, en date du 7 mars 1907;

Sa Commission générale entendue ;

Emet un avis favorable au tracé de prolongement du tramway avenue Duquesne

jusqu'à l'avenue de l'Archevêché, par la rue Président-Carnot, la place et la rue de la République, la rue des Archers, la place des Célestins, la rue d'Egypte et la rue des Célestins à l'aller, et, au retour, le quai des Célestins, le pont Tilsitt et l'avenue de l'Archevêché.

Décide la mise à l'enquête de l'avant-projet établi conformément à ce tracé.

Autorise l'Administration municipale à solliciter de l'Etat, au nom de la ville de Lyon, la concession de la nouvelle ligne avec faculté de rétrocession à la Compagnie des Omnibus et Tramways de Lyon.

Le Rapporteur,
Ch. RIVIÈRE.

M. TIXIER : Messieurs, le tracé du tramway « Parc (porte Tête-d'Or)-Archevêché » a donné lieu à de nombreux débats et a été l'objet de votes successifs et contradictoires.

La Commission générale s'est prononcée à deux reprises différentes en faveur du tracé indiqué par la Sous-Commission, qui consistait à faire passer la ligne par la rue Président-Carnot, la rue Grôlée et la rue Childebert.

Aujourd'hui, l'Administration nous propose d'accepter le tracé de la Compagnie qui emprunte la place et la rue de la République et la rue des Archers.

Eh bien, Messieurs, si nous nous reportons aux discussions qui ont eu lieu lorsque l'autorisation de faire la transformation de la traction employée pour les tramways a été donnée à la Compagnie, nous voyons, — et je me rappelle très bien de cela, — que le principal argument que l'on fit valoir à ce moment-là, non seulement au sein du Conseil municipal, mais même au dehors, était un argument d'esthétique. On prétendait alors que l'installation de poteaux en fer rue de la République serait quelque chose de monstrueux; que la rue de la République était une des plus belles rues de notre Ville et que ce serait vraiment nuire à son caractère que d'y installer des poteaux et des conducteurs aériens. Si aujourd'hui nous consentons à laisser établir dans le sens de la longueur de cette rue une ligne aérienne sur une distance de 230 mètres, je crois que nous faisons entièrement disparaître l'argument qui en 1896 a permis à nos prédécesseurs d'obtenir la majorité au Conseil pour l'installation du caniveau. Il ne faut pas oublier, en effet, que l'installation de ce caniveau avait de nombreux adversaires et je dois dire que si j'avais fait partie du Conseil d'alors, je me serais prononcé peut-être contre son installation; mais aujourd'hui le caniveau existe et nous ne devons pas le laisser disparaître.

Je me souviens qu'à un moment donné certains de nos collègues, partisans du projet de la Compagnie, c'est-à-dire du tracé par la place et la rue de la République et par la rue des Archers, ont annoncé leur intention de demander, en séance publique, le vote par appel nominal sur cette question. Aujourd'hui, au nom des membres de la Sous-Commission nommée pour étudier ce projet de tramway, qui sont partisans du tracé, rue Président-Carnot, rue Grôlée et rue

Childebert, je demande que l'on vote par appel nominal sur les conclusions du rapport de M. Rivière.

PLUSIEURS CONSEILLERS : Très bien !

M. RIVIÈRE : Permettez-moi de répondre deux mots aux arguments donnés par M. Tixier.

Je faisais partie du Conseil qui, le 17 avril 1896, a voté la convention intervenue entre la Ville et la Compagnie des Tramways pour la substitution de la traction électrique à la traction animale sur son réseau.

J'ai été de ceux qui ont voté l'installation du caniveau sur les lignes « Perrache-Brotteaux », et « Place du Pont-Gare-de-Vaise », c'est-à-dire pour les rues et places que vous connaissez.

Je dois dire ici, comme M. Tixier, que mon vote sur cette question serait différent aujourd'hui de ce qu'il a été alors, mais que mon collègue me permette de lui faire remarquer qu'à ce moment-là, la traction électrique par trolley n'était pas encore bien entrée dans les mœurs. Depuis ce vote, douze années se sont écoulées et l'argument de l'esthétique présenté alors a depuis beaucoup diminué de valeur. Je puis citer des rues et des places traversées par un trolley et qui sont tout aussi belles que la rue et la place de la République où seul existe le caniveau ; je fais allusion à la place Bellecour où le trolley est établi sur un côté et qui n'en est pas enlaidie du tout.

L'argument donné il y a douze ans n'a donc plus aujourd'hui toute sa valeur puisque nous sommes habitués au trolley, mais permettez-moi d'insister devant vous sur cette fameuse question du caniveau.

Je dis, et nombre de nos collègues abondent dans ce sens, que cette question demeure absolument entière. Il ne faut pas exagérer la valeur de la concession que nous sommes obligés de faire en autorisant l'établissement du trolley rue de la République sur une longueur de 230 mètres.

Reportons-nous à la convention du 17 avril 1896. Dans son article 3 cette convention stipule :

Le système électrique employé sera celui par conducteur aérien dit à « trolley » pour tout le réseau, sauf l'exception suivante :

Sur la ligne « Perrache-Brotteaux » depuis la rue de la Barre jusqu'à l'aiguillage de la place Tolozan, dans la rue et la place de la République, la place de la Comédie et la rue Puits-Gaillot,

Et sur la ligne « Place du Pont-Gare de Vaise », depuis la place des Cordeliers, au niveau de la rue de la Bourse, dans la rue de la République, la rue du Bât-d'Argent, la rue de l'Hôtel-de-Ville, la rue Lafont et la place des Terreaux jusqu'à l'entrée des rues d'Algérie et Constantine, le système adopté sera celui du fil souterrain à grand caniveau.

J'appelle l'attention du Conseil sur la rédaction de cet article.

Il n'est pas question d'une énumération de rues, mais d'un parcours déterminé, affecté aux deux lignes « Perrache-Brotteaux ».....

M. FORET : Non, c'est une erreur !

M. RIVIÈRE :..... et « Place du Pont-Gare de Vaise » traversant telles ou telles rues. (*Protestations.*)

M. LE MAIRE : Pourquoi engagez-vous la question sur ce point qui n'a pas d'importance ? La discussion est assez difficile, pour qu'il n'y ait pas lieu de la compliquer encore.

M. RIVIÈRE : Je dis, Monsieur le Maire, que ce point a une grande importance. Et la rédaction de cet article montre qu'en votant les conclusions de mon rapport, vous ne compromettez en rien le principe que nous avons voté en 1896. Les deux exceptions prévues concernant deux lignes d'un parcours déterminé, mais rien de plus. Tant que ces lignes existeront, tant que le caniveau subsistera sur le parcours des deux lignes « Perrache-Brotteaux » et « Place du Pont Gare de Vaise », le principe que nous avons consacré ne sera pas compromis.

Voilà ce que je voulais vous dire, Messieurs. C'est, je crois, un argument qui a bien sa valeur.

M. TIXIER : Vous nous dites, Monsieur Rivière, respectons le principe du caniveau, mais laissons établir le trolley !

M. MARIETTON : J'appuie les conclusions du rapporteur, tendant à l'exécution immédiate d'une ligne réclamée depuis si longtemps par la population, et je ne crois pas que l'on puisse, même si l'on prend en considération les raisons d'esthétique données par M. Tixier, retarder indéfiniment cette création.

A un autre point de vue, il n'est pas soutenable que la Compagnie puisse s'autoriser de la dérogation que pourrait faire le Conseil municipal pour demander la suppression du caniveau. Ce sont là des questions distinctes et, quel que soit son vote de ce soir, le Conseil municipal restera toujours libre de maintenir le caniveau dans la rue de la République. J'en conclus donc qu'il est nécessaire d'autoriser la création de cette ligne avec conducteur aérien et trolley, création qui ne présente pas d'inconvénients et donnera satisfaction aux populations intéressées.

M. VIAL : J'appuie énergiquement les conclusions de notre collègue Rivière, et je demande que l'on autorise la Compagnie à utiliser le trolley depuis la place de la République jusqu'à la rue des Archers, à la condition formelle que cette autorisation ne modifie en rien les droits imprescriptibles que la Ville a, de maintenir le caniveau dans la rue de la République.

Il est absolument nécessaire que cette ligne se fasse au plus tôt ; il y va de l'intérêt de toute la partie haute du 5^e arrondissement.

Je demanderais, en outre, qu'on oblige les Compagnies O.-T.-L. et F.-O.-L. à s'entendre pour délivrer des correspondances.....

M. MENUT : C'est fait.

M. VIAL :..... des correspondances gratuites, afin que les habitants du

5^e arrondissement puissent, comme ceux de la Croix-Rousse, se rendre, moyennant des prix abordables, dans l'intérieur de la Ville.

Il est absolument nécessaire que le 5^e arrondissement, si déshérité, qui vient de perdre les abattoirs, soit au moins mis sur le pied d'égalité avec les arrondissements voisins.

M. ROGNON : Messieurs, je regrette de ne pas être du même avis qu'un certain nombre de nos collègues. Je tiens néanmoins à protester contre les arguments fournis par le rapporteur au sujet de la création de la ligne du Parc à l'Archevêché. J'ajoute que si le Conseil avait, à nouveau, à se prononcer sur la création d'un réseau de tramway avec conducteur à caniveau, je demanderais, contrairement à l'avis émis par MM. Tixier et Rivière, l'adoption du caniveau sur toutes les lignes. (*Protestations.*)

S'il est maintenant question d'esthétique, il pourra, dans quelques années, être question de sécurité. Nous avons le droit de nous demander si la Compagnie surveille ses fils aériens avec toute la vigilance voulue ; un danger permanent est suspendu sur la tête des Lyonnais. Il augmentera encore avec l'accroissement du nombre des feeders et pourra devenir très grave.

D'autre part, Messieurs, on nous a dit que nos réclamations ne serviraient à rien puisque nous avons du côté de la Compagnie, toutes les garanties voulues. Eh bien ! je dis que, du jour où elle aura installé 230 mètres de fils aériens sur la rue de la République, la Compagnie pourra facilement, par une campagne de presse bien menée et par d'habiles démonstrations qu'elle développera sous les yeux du public lyonnais, prétendre qu'il n'est pas nécessaire de maintenir le caniveau. Toutes les protestations élevées autrefois contre l'établissement du trolley s'effacent, par le seul fait que l'on en a toléré 230 mètres sur la rue de la République.

C'est là mon opinion personnelle. Je continuerai à penser de même.

J'attire maintenant votre attention, Messieurs, sur les procédés de la Compagnie. On a prétendu, dans certains milieux, que j'étais de parti pris ; permettez-moi de protester contre cette assertion. La Compagnie a obtenu, tout d'abord, la concession du tramway de Perrache au Parc, lequel a ensuite été prolongé jusqu'aux Cordeliers en passant par la rue Duquesne. Il a même été question de faire passer le tramway de Cusset par cette même rue Duquesne pour l'amener à la place des Cordeliers.

L'autre jour, lorsque M. Barbero a déposé son rapport relatif au prolongement de la grande ligne « Perrache-Brotteaux » jusqu'à Cusset, j'ai fait remarquer que la Compagnie, en faisant ce prolongement, avait certainement l'intention de supprimer une des lignes en exploitation. Il m'a été répondu que non. Je crois que d'ici quelque temps on aura la preuve que j'avais raison. Il en est de même, aujourd'hui, pour la ligne que la Compagnie veut prolonger jusqu'à l'Archevêché.

Autrefois, il y avait des départs pour Perrache toutes les cinq minutes. Bientôt nous n'en aurons plus que toutes les huit ou dix minutes.

Les intérêts de la population sont lésés, parce qu'autrefois la ligne de tramways qui parcourait la ville du Sud au Nord, donnait satisfaction à tous.

Je maintiens donc ma proposition de faire passer la ligne rue Président-Carnot pour couper ensuite la rue de la République et s'engager immédiatement dans la rue Childebert.

Ni la Commission, ni le Conseil n'ont voulu examiner cette proposition qui, cependant, avait le droit de l'être.

M. LE MAIRE : Il est bien entendu, Monsieur Rognon, que lorsque cette ligne fonctionnera, il y aura un départ toutes les trois ou quatre minutes et je crois qu'il est nécessaire que ce point soit bien précisé : le service sera intensif.

M. ARNAUD : La question soumise ce soir au Conseil a été longuement discutée dans plusieurs séances de Commission et croyez bien, Messieurs, que ceux qui sont décidés à accepter le tracé de la Compagnie, tracé qui comporte le passage de ce tramway place et rue de la République et rue des Archers, n'ont pas eu un instant l'idée d'être les dupes de la Compagnie, si tant est qu'elle nous ait dupés ou qu'elle essaye de nous duper. Plus j'examine la question, plus je suis convaincu que le principe du caniveau n'est pas lié à l'installation que l'on nous propose du tramway du Parc à l'Archevêché.

Je suis convaincu, d'autre part, que la ligne passant par la rue Childebert ne pourrait donner satisfaction à la population. Il subsiste donc ce seul argument que la Compagnie nous tend un piège....

M. MENUT : C'est notre conviction ?

M. ARNAUD : Vous pouvez avoir raison ! Mais, Messieurs, il n'y a piège que lorsqu'on ne voit pas, que lorsqu'on ne prend pas de précautions. Dans le cas qui nous occupe, puisque vous êtes persuadés que la Compagnie des Tramways à l'intention de se servir du trolley rue de la République sur une longueur de 230 mètres comme d'un précédent pour demander et obtenir la disparition du caniveau, nous n'avons qu'à spécifier dans notre délibération de ce soir que la présence de ces fils de trolley ne constituera en aucune façon un précédent et qu'à aucune époque et sous aucune forme la Compagnie ne pourra se prévaloir de l'autorisation qui lui est accordée ce soir pour installer des fils aériens en place du caniveau rue de la République. Ou il n'y a plus de traités possibles au monde, ou en faisant ces réserves, la délibération que nous allons prendre n'engagera personne et surtout n'engagera pas nos successeurs.

Pour ma part, si j'ai la ferme intention de m'opposer dans l'avenir à toute tentative faite dans ce sens par la Compagnie, je me résous à lui accorder ce soir ce qu'elle demande, parce que cette demande est d'accord avec l'intérêt général de nos concitoyens.

Nous sommes tous d'accord pour reconnaître que la seule chose qui donnera une valeur à la ligne que nous voulons établir sera son trafic intensif.

Or, le tracé place de la République, rue de la République, rue des Archers peut seul permettre le service intensif que nous réclamons à la Compagnie parce que c'est un tracé en ligne directe, si j'ose m'exprimer ainsi. En présence de cette nécessité, il faut nous résoudre à ce sacrifice d'esthétique que nous sommes obligés de consentir, et que nous avons déjà consenti, ne l'oubliez pas, pour la place des Jacobins et la place des Terreaux. D'ailleurs, vous savez tous aussi bien que moi que dans toutes les grandes villes de France, le trolley est le seul système de prise de courant employé pour les tramways.

Pour terminer, Messieurs, je vous dirai qu'en présence de l'incontestable intérêt qu'il y aura pour les 2^e et 5^e arrondissements à avoir un tramway qui ira depuis le Parc jusqu'à l'Archevêché en diagonale, nous pouvons bien consentir le sacrifice d'esthétique que la Compagnie nous demande.

M. RENARD : Messieurs, je dépose sur le bureau du Conseil une pétition des habitants des quartiers Saint-Just, Saint-Irénée, les Minimes et du Point-du-Jour qui réclament une fois de plus le tramway du Parc à l'Archevêché. Je suis d'avis que nous devons autoriser la Compagnie à passer par la place et la rue de la République et la rue des Archers, car si nous lui refusons cette autorisation, nous n'aurons jamais ce tramway qui est nécessaire. Si nous voulons défendre vraiment les intérêts de ceux que nous représentons, si nous voulons que cette question soit solutionnée rapidement, nous devons laisser installer des conducteurs aériens sur le tracé passant par la rue de la République et la rue des Archers, et lorsque nous voyons la population d'un de nos quartiers diminuer de jour en jour parce que son accès n'est plus possible, nous ne pouvons hésiter.

Il va de soi que les élus de chaque arrondissement doivent défendre d'abord les intérêts qu'il représentent, mais c'est l'intérêt général de la ville de Lyon qui est aussi en jeu et j'insiste auprès de tous mes collègues pour qu'ils veuillent bien consentir un léger sacrifice à cet intérêt général.

M. TIXIER : Nos collègues viennent d'invoquer l'intérêt qu'il y aurait pour le 2^e et le 5^e arrondissement à créer le plus vite possible cette ligne de tramway, mais, Messieurs, nous ne sommes pas du tout opposés à cette installation, nous disons seulement que le tracé par la rue Childebert, proposé par la Sous-Commission est possible, quoi qu'en dise la Compagnie. Pour vous démontrer ce que j'avance, je demanderai simplement au rapporteur si dans le dossier qu'il a entre les mains ne figure pas une demande de concession faite par la Compagnie N.-L.-T. et signée de M. Guillon, directeur, pour le tramway qui nous occupe aujourd'hui.

M. RIVIÈRE : C'est exact !

M. TIXIER : Cette demande indique précisément le tracé proposé par la Sous-Commission, rue Président-Carnot, rue Grôlée et rue Childebert. Si M. Guillon, directeur de la Compagnie N.-L.-T. trouvait alors ce tracé possible, comment se fait-il que devenu directeur de la Compagnie O.-T.-L., c'est-à-dire des deux Compagnies fusionnées, il ne le trouve plus acceptable ?

Il ne faudrait pas que l'on essayât de faire croire que nous sommes opposés à l'intérêt général de la Ville en votant contre les prétentions de la Compagnie ; si la Compagnie l'avait voulu, le tramway que nous demandons, circulerait déjà. Messieurs, je maintiens ma demande d'appel nominal.

M. ROGNON : Ses lignes de raccordement seraient déjà faites !

M. ARNAUD : Et vous auriez des réclamations dans six mois !

M. LE MAIRE : Il me paraît indispensable que l'Administration donne son opinion sur une affaire qui a si fortement passionné le Conseil et provoqué des études aussi longues. Il faut bien que l'on sache en effet, Messieurs, que si ce rapport n'est déposé que ce soir, alors que la ligne devrait être en fonctionnement depuis le 8 mai 1907, c'est parce que ce projet a été très souvent remanié et qu'il a donné lieu à des études très sévères. Voici de quelle façon l'affaire s'est présentée. Je dois dire d'abord que la Compagnie a fait preuve de toute la mauvaise volonté possible dans l'étude de cette question....

M. FORET : C'est certain.

M. LE MAIRE : Laissez-moi le dire ! Je vous prie de croire que je m'en souviendrai. Si un jour nous nous trouvons en présence de propositions de la Compagnie O.-T.-L., lorsque nous serons en droit de lui opposer un tracé différent....

M. FORET : On peut lui imposer le tracé proposé par la Sous-Commission.

M. LE MAIRE : Non, parce que la Compagnie ne tient pas à faire la ligne du Parc à l'Archevêché ; elle n'y a pas intérêt.

M. FORET : Nous ne tenions pas à la fusion et nous l'avons acceptée.

M. LE MAIRE : La situation est tout-à-fait différente — et c'est ce que vous oubliez — quand il s'agit d'une ligne que réclame la Compagnie ou d'une ligne que nous lui imposons. Quand l'exploitation d'une ligne qui doit être très productive est demandée par la Compagnie elle-même, nous pouvons lui imposer toutes nos conditions ; mais la situation est tout autre quand il s'agit d'une ligne que nous voulons lui imposer dans l'intérêt général de la Ville et surtout dans l'intérêt d'un quartier où nous voulons amener un peu de vie et d'activité ; dans ce dernier cas, il serait présomptueux de compter sur la bonne volonté de la Compagnie. Je tiens à le déclarer ici, je

me méfie de la Compagnie des tramways de Lyon et je continuerai à m'en méfier. Mais, plaçons-nous ce soir seulement au point de vue de l'intérêt de la Ville. Je ne parlerai pas des pétitions qui ont été signées sur la question qui nous occupe. Pour ma part, j'en ai reçu deux contradictoires; l'une qui émane du Syndicat d'initiative de Lyon et qui proteste contre l'établissement du trolley rue de la République, mais je crois que lorsque ce Syndicat aura étudié la question à fond comme nous l'avons fait, il reviendra sur son opinion; l'autre qui nous a été adressée par le Comité des intérêts généraux du plateau de Saint-Just. Cette pétition revêtue de 3.405 signatures, demande l'établissement immédiat du tramway « Parc-Avenue de l'Archevêché ».

M. VEYRON : Je me demande quel intérêt cela peut avoir pour les habitants du Point-du-Jour que ce tramway passe ou non rue de la République.

M. LE MAIRE : Je ne tire aucun argument de cette pétition, je vous prie de le remarquer.

M. VEYRON : Je constate que c'est la première fois que nous voyons au Conseil une pétition aussi bien reliée que celle-là.

M. MENUT : C'est la Compagnie qui l'a payée.

M. LE MAIRE : Tout à l'heure notre collègue M. Tixier, prétendait que la Commission générale avait émis plusieurs votes contradictoires au sujet du tracé de la ligne de tramways du Parc à l'Archevêché; vous auriez pu ajouter, mon cher collègue, que l'Administration elle-même avait eu sur ce point des opinions différentes. Je vais m'en expliquer très nettement.

Lorsque l'établissement d'un tramway à travers le 2^e arrondissement m'a été proposé, nous avons, de concert avec le rapporteur, cherché quel était le meilleur tracé possible pour la nouvelle ligne. A ce point de vue, il n'était pas douteux que le meilleur tracé consistait à emprunter la rue Président-Carnot, la rue Grôlée et la rue Childebert, si l'on n'envisageait que l'installation de la voie. Je me suis donc associé aux conclusions du rapporteur et je les ai défendues avec lui; mais la Compagnie nous a fait pour ce tracé du 2^e arrondissement, les mêmes objections qu'elle nous avait déjà faites pour celui du 1^{er} arrondissement. Elle nous a démontré que si ce tracé était le meilleur au point de vue de la construction même de la ligne, il n'était pas — la Compagnie dit n'était pas possible — je dirai, moi, n'était pas bon, au point de vue de la circulation des tramways. Je m'explique. Il est de toute évidence que l'on peut faire passer une ligne de tramway par la rue Grôlée et la rue Childebert, mais la question délicate est de savoir si l'exploitation de la ligne, passant par des rues aussi étroites, ayant à subir des courbes aussi accentuées, pourrait être assez intensive et aussi facile que celle d'une ligne que j'appellerai directe.

J'estime que l'on doit répondre à cette question par la négative; le tracé par les rues Président-Carnot, Grôlée et Childebert présente des inconvénients très grands qui paraissent ne pas exister dans le tracé proposé par la Compagnie. Le jour où j'en ai été convaincu, j'en suis résigné au passage du tramway dans la rue de la République; il ira en ligne droite de la place des Cordeliers jusqu'au fond de la place de la République, ce qui permettra d'aller beaucoup plus vite. Comme il s'agit de faire là l'une des deux lignes diagonales que j'ai proposés l'année dernière, il importe que son exploitation soit très facile et son service intensif. En ce qui concerne l'exploitation de la ligne, l'intérêt général est donc en jeu.

On nous a dit : « L'établissement des fils aériens sur la rue et sur la place de la République est — je crois bien que c'est l'expression employée — une chose monstrueuse. » Je ne suis pas, croyez-le bien, Messieurs, un partisan fanatique de l'emploi du trolley. Je vais plus loin et je déclare qu'il n'est pas beau de voir circuler un tramway dans une rue; cela manque d'élégance. Mais à mon sens il faut, dans certains cas, savoir sacrifier, je ne dirai pas l'esthétique, mais certains avantages esthétiques à la commodité de nos concitoyens.

Des fils de trolleys, on vous le disait tout à l'heure, il y en a sur la place Bellecour. Bien des grandes villes en ont également; je ne vous citerai que Milan. Les Italiens, quoique très fiers de leurs monuments et de leurs places, n'ont pas hésité à tolérer l'emploi des trolleys sur la place de Milan, au centre même de la ville, en face de la cathédrale pour avoir une exploitation plus régulière.

De plus, les personnes les plus intéressées dans cette affaire, les habitants de la rue Président-Carnot et de la place de la République acceptent cette incommodité, ce manque relatif d'esthétique. Nous n'avons pas de raisons pour nous montrer plus exigeants que les premiers intéressés. Je vous l'ai dit, il y a un instant, je ne suis pas un défenseur *a priori* du trolley; mais, dans l'espèce, je me demande si, pour éviter l'établissement de fils aériens rue de la République, il faut renoncer à la construction d'une ligne très importante; car c'est véritablement de cette façon que se pose la question.

On a prétendu que si nous acceptions le projet présenté par la Compagnie, c'était, à bref délai, la suppression complète du caniveau à Lyon. Je vous demande, Messieurs, la permission d'affirmer que je n'en crois rien, et permettez-moi à ce sujet de répéter ce que je disais tout à l'heure en séance de Commission générale. Le jour où le Conseil municipal voudra supprimer le caniveau, aucune des précautions que nous pourrions prendre n'empêchera l'exécution de sa volonté. Au contraire, si le Conseil municipal prochain, ou si une série de Conseils municipaux, sont dans les dispositions où nous sommes actuellement, ils sauront imposer le maintien du caniveau.

Si nous traitons à fond la question du caniveau, je vous dirais que, d'après les avis que j'ai recueillis à ce sujet, il faut faire une grande distinction entre le caniveau en ligne droite et le caniveau en ligne courbe. Si, le caniveau en ligne droite présente certains avantages, il est, au point de vue de son établissement et de son fonctionnement, très défectueux dans les courbes. Or, en l'espèce, c'est de cette dernière forme du caniveau qu'il s'agit. Je comprends très bien que même mise à part la question des dépenses, la Compagnie hésite à établir le caniveau en courbe, car nous ne pouvons pas ignorer qu'il a causé des déceptions.

Le trolley, dit M. Rognon, peut, ce qui est exact, devenir dangereux; mais croyez-vous que le caniveau n'ait jamais causé des accidents?

Je dis donc que nous devons maintenir très fermement par des réserves inscrites dans la délibération du Conseil, la volonté de l'Assemblée municipale de maintenir le caniveau rue de la République; mais, d'autre part, il ne faut pas exagérer l'importance, non pas de la concession que nous faisons à la Compagnie, mais de la solution que nous adoptons. Au lendemain du vote de l'établissement du trolley sur les 230 mètres dont il est question, le Conseil municipal ne serait pas plus engagé que la veille en ce qui concerne la suppression générale du caniveau. Ce qui ferait le plus de plaisir à la Compagnie, ce serait, j'en suis sûr, de nous voir renoncer à cette ligne.

Messieurs, il faut choisir en somme entre les arguments visant l'esthétique et ceux visant la commodité. Mes chers collègues, veuillez croire que je suis tout à fait partisan de la défense de l'esthétique de notre Ville et que si je ne voyais, sur le point que nous discutons, un intérêt grave engagé, je me prononcerais très volontiers en faveur de l'interdiction des fils aériens, rue de la République. Mais il y a, ici, pour la Ville un intérêt si direct à essayer d'enrichir ce quartier Grôlée dont elle est propriétaire, à essayer d'amener la vie dans cette rue Président-Carnot où elle a des locataires, que, pour ma part, et après avoir passé par un état d'esprit différent, je me range à l'avis du rapporteur.

Plusieurs conseillers : Aux voix !

M. HOFFHERR : Messieurs, je rappellerai au Conseil qu'au moment où la Compagnie O.-T.-L. a demandé la fusion de la ligne « Place du Pont-Gare de Vaise » et « Villeurbanne-Place des Cordeliers », il y avait, dans cette Assemblée, un certain nombre de nos collègues qui voulaient traiter à fond la question des tramways. Le Conseil ne nous a malheureusement pas suivis; il nous a donné tort et a autorisé la fusion de ces deux lignes. Je suis convaincu que si nous avions été écoutés nous ne serions pas en face de la situation qui nous est faite aujourd'hui.

M. LE MAIRE : Pas du tout !

M. HOFFHERR : Le rapporteur le disait tout à l'heure.

M. LE MAIRE : Permettez-moi un mot, mon cher collègue. Le tramway du Parc à l'Archevêché se fera en vertu de la convention de mai 1906. C'est sur cette convention que porte la discussion; par conséquent, même en admettant que le Conseil vous eût suivis au moment dont vous parlez, il n'aurait pas été possible de revenir sur la convention qui était déjà signée au moment où vous avez fait votre proposition.

Plusieurs conseillers : Aux voix!

M. HOFFHERR : J'ajouterai que si on a constaté, il y a douze ans, que les trolleys étaient affreux sur la rue de la République, cette question d'esthétique subsiste encore aujourd'hui.

Si vous autorisez l'établissement du trolley sur une longueur de 230 mètres, je me demande pourquoi vous ne l'admettez pas pour l'étendue totale de la rue de la République!

Plusieurs conseillers : Très bien! Très bien!

M. MOUSSET : Chaque fois qu'il s'agit d'une amélioration quelconque à apporter dans l'itinéraire du parcours des tramways, la question du caniveau est mise en jeu; il s'en suit que ces améliorations ne reçoivent que très tardivement, et souvent jamais, une solution. En conséquence, je prie l'Administration municipale de bien vouloir, dans l'intérêt de toute la population lyonnaise, entamer des pourparlers avec la Compagnie O.-T.-L. afin d'obtenir la suppression totale du caniveau.... (*Très bien! Très bien!*).... en laissant le soin à l'Administration de demander quelles seraient les compensations que la Compagnie nous accorderait.

Il y aurait là des avantages sérieux pour les voyageurs sans que la Compagnie ait à en souffrir. (*Très bien! Très bien!*).

M. ARNAUD : Messieurs, si nous repoussons le tracé proposé par une partie des membres de la Sous-Commission et si nous acceptons le tracé proposé par la Compagnie pour la ligne du tramway « Parc-Archevêché », ce sera parce que nous reconnaissons que ce tracé est le plus rationnel et le seul qui puisse nous donner un service intensif. Nous ne serons guidés par aucune autre intention et ce ne sera pas parce que la Compagnie des Tramways aura prétendu imposer son tracé que nous aurons agi ainsi.

Si nous faisons passer cette ligne par la rue Grôlée, nous ne pourrions avoir, par suite des courbes et des pilotages, qu'un passage de voiture toutes les dix minutes; ce n'est pas ce que la population veut. Ce tramway ne rendra vraiment des services que si les départs se font toutes les trois ou quatre minutes.

Quant à la proposition faite par notre collègue, M. Mousset, de demander à la Compagnie la suppression complète du caniveau, je la trouve inacceptable et je me refuse absolument à entrer dans cette

voie. Ce n'est pas à nous, c'est à la Compagnie qu'il appartient de faire cette demande.

Plusieurs voix : La clôture!

M. LE MAIRE : Messieurs, la clôture est demandée. Que ceux qui sont d'avis de clore la discussion veuillent bien lever la main.

(Adopté.)

M. LE MAIRE : La discussion est close. Nous allons voter sur les conclusions de M. le Rapporteur. Une demande d'appel nominal a été faite. Nous allons procéder à ce vote. Ceux qui seront d'avis d'accepter les conclusions du rapporteur voudront bien déposer dans l'urne un bulletin *Oui*; ceux qui seront d'avis contraire voteront *Non*.

Si ces conclusions sont acceptées, seront inscrites dans notre délibération les deux dispositions suivantes :

1° Il est bien entendu que, contrairement à la proposition de notre collègue, M. Mousset, et pour des raisons que je suis prêt à lui donner, l'adoption du tracé proposé par M. Rivière n'entraînera en aucune façon l'abandon du caniveau et que les voitures « Perrache-Brotteaux » continueront à fonctionner par ce système;

2° Il est bien entendu également que la circulation des voitures sera de quatre minutes en quatre minutes sur le parcours de la ligne dont nous allons voter le tracé.

M. VEYRON : Il faut bien spécifier que la circulation sera telle sur tout le parcours, pour éviter que la Compagnie ne fasse un service intensif que depuis les Cordeliers jusqu'à l'Archevêché.

M. LE MAIRE : C'est entendu, Monsieur Veyron, les voitures devront se suivre de quatre minutes en quatre minutes sur toute la longueur de la ligne du Parc à l'Archevêché.

M. ROGNON : Pour faire ce service, la Compagnie supprimera une autre ligne; cette façon de faire ne lui est pas étrangère.

M. LE MAIRE : Messieurs, si vous le voulez bien, nous allons procéder au vote sur les conclusions de M. le Rapporteur, avec les additions que je viens de vous proposer.

Le vote par appel nominal donne les résultats suivants :

Votants	41
Majorité absolue.....	21
<i>Oui</i>	26
<i>Non</i>	15

(Le Conseil a adopté.)

Ont voté Oui : MM. Arnaud, Arnoud, Bataille, Baudry, Beauvisage, Carle, Fagot, Falconnier, Fort (Victor), Godart, Gorjus, Jacquier, Manus, Marietton, Mermillon, Nové-Josserand, Piaton, Pic, Renard, Rivière, Roustang, Roux, Thévenon, Vial, Voidier, Voillot.

Ont voté Non : MM. Abel, Barbero, Brunard, Chat, Cusset, Foret, Gipon, Hoffherr, Jacquet, Menut, Mousset, Richerand, Rognon, Tixier, Veyron.

Absents au moment du vote ou n'ayant pas pris part : MM. Cadet, Curtelin, Herriot.

ABSENTS EXCUSÉS : MM. Bizet, Decléris, Faure (Jean), Gadoud, Gourju, Marro, Novel.

Ancien presbytère de l'église Saint-Pierre-de-Vaise. — Bail Fétut.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre un projet de bail pour la location à M. Fétut, curé de l'église Saint-Pierre-de-Vaise, de l'ancien presbytère de cette paroisse.

Ce projet comporte la location de la totalité de l'immeuble situé rue de la Carrière, 3, pendant une période de neuf années à partir du 24 décembre 1906.

Le loyer annuel est fixé à 2,000 francs, non compris l'impôt des portes et fenêtres. Mais en raison de la participation assez importante du preneur dans les dépenses de construction de l'immeuble et du peu de durée de son occupation depuis la reconstruction du presbytère, il lui sera consenti annuellement, à titre personnel, une remise de 1,000 fr. sur ce prix.

Cette disposition accorde à M. Fétut la compensation à laquelle il pouvait équitablement prétendre, tout en sauvegardant les droits de la Ville.

Ce projet de contrat stipule que l'immeuble est loué dans son état actuel et que le preneur devra supporter toutes les réparations locatives pendant toute la durée du bail.

Enfin, il réserve à M. Fétut seul la faculté de pouvoir donner congé chaque année pour le terme de décembre, en cas de fermeture ou de désaffectation de l'église.

Je vous propose, Messieurs, de vouloir bien approuver ce projet de bail.

Lyon, le 10 avril 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

M. VIAL, rapporteur de la Commission générale, propose au Conseil d'approuver le projet de bail consenti à M. Fétut, pour l'immeuble rue de la Carrière, 3.

(Adopté.)

Bureau de perception de la taxe sur l'alcool, rue Saint-Cyr, 78. — Renouvellement du bail.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre un projet pour le renouvellement du bail du bureau de perception de la taxe sur l'alcool situé rue Saint-Cyr, 78.

Ce projet comporte la location des mêmes locaux que ceux déjà occupés par la Ville pour une nouvelle période de neuf ans avec faculté réciproque de dédite pour les troisième et sixième années.

Le prix annuel du loyer est ramené de 600 à 500 francs.

La propriétaire contribue, en outre, aux réparations nécessaires dans le local pour une somme de cinquante francs qui viendra en déduction du premier terme de loyer.

Je vous propose, Messieurs, de vouloir bien approuver ce projet de bail.

Lyon, le 28 mai 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Sur la proposition de M. VIAL, rapporteur de la Commission spéciale, le Conseil approuve le projet de renouvellement de bail du bureau de perception de la taxe sur l'alcool, rue de Saint-Cyr, 78.

Renouvellement du droit d'affichage sur les murs des bâtiments communaux et sur les murs de refend. — Demande de l'Agence Fournier.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, par délibérations du Conseil municipal des 5 août et 18 novembre 1902, le droit exclusif d'affichage sur divers bâtiments et murs communaux et sur les murs de refend appartenant à la Ville a été concédé de gré à gré à l'Agence Fournier moyennant : 1° le paiement à la Ville d'une somme de 7,968 francs par an ; 2° la pose gratuite par cette agence des affiches et documents administratifs de la Mairie de Lyon.

Ce marché arrivant à expiration le 31 décembre 1907, M. le Président du Conseil d'administration de l'Agence avec lequel des pourparlers ont été engagés à ce sujet, a, par une lettre que vous trouverez annexée au dossier, proposé le renouvellement du marché pour une période de cinq années à partir du 1^{er} janvier 1908, aux mêmes clauses et conditions sauf en ce qui concerne la redevance annuelle de la Ville qui serait élevée de 7,968 francs à 10.000 fr. par an.

Consulté au sujet de cette proposition, M. le Directeur de la Voirie municipale a émis un avis favorable à son acceptation à la condition toutefois que le cautionnement de l'Agence Fournier soit porté de 4,000 à 5,000 francs, c'est-à-dire à une somme égale à la moitié du montant de la location annuelle.

Les conditions de ce marché me paraissant acceptables, je vous propose, Messieurs, de rendre définitif le projet établi entre l'Administration municipale et l'Agence Fournier.

Lyon, le 3 Juin 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Votre Commission générale, après avoir pris connaissance des nouvelles offres qui ont été faites par deux Sociétés pour le renouvellement du droit

d'affichage sur les murs des bâtiments communaux, a décidé d'accepter la dernière offre de l'Agence Fournier qui atteint 11,100 francs et qui est la plus haute qui ait été faite; mais elle demande que conformément au désir du Ministre de l'Instruction publique transmis au Maire de Lyon par une lettre de M. le Recteur en date du 18 juin, il soit interdit au concessionnaire de placer des affiches immorales sur les murs du Lycée.

En tenant compte de cette modification au traité, la Commission générale vous propose de ratifier cette acceptation et d'autoriser l'Administration à traiter au prix de 11,100 francs avec l'Agence Fournier.

Le Rapporteur,
J.-E. VIAL.

(Ces conclusions sont mises aux voix et adoptées.)

Eclairage électrique de diverses voies publiques du 5^e arrondissement.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, en conformité de votre délibération du 24 décembre 1906, la fourniture des candélabres et des lanternes-lyres nécessaires pour l'éclairage électrique de diverses voies publiques du 5^e arrondissement a été mise en adjudication publique; mais cette tentative d'adjudication, qui a eu lieu à l'Hôtel de Ville le 9 avril 1907, n'a pas donné de résultat, les soumissionnaires qui se sont présentés ayant demandé, sur les prix du bordereau, des augmentations variant de 29 à 35 %.

Ensuite de cet insuccès, j'ai provoqué, de la part de divers entrepreneurs, des offres en vue de l'exécution de ladite fourniture, par voie de traité de gré à gré.

Sur les six maisons auxquelles je me suis adressé, seule, la Société des fonderies et ateliers de construction de Tusey (Meuse) m'a adressé une soumission que j'ai l'honneur de vous soumettre.

Cette soumission comporte une simple dérogation au cahier des charges en ce qui concerne les dimensions intérieures de la section horizontale du socle des candélabres qui ne seront que de 0.245 x 0.245, tandis que les dimensions exigées étaient de 0.28 x 0.25, soit de 0 m. 27 en moyenne. Cette dérogation paraît pouvoir être acceptée sans inconvénient.

La fourniture des candélabres serait faite aux prix du devis.

Quant à la fourniture des lanternes, la Société des fonderies de Tusey demande une plus-value de 15 francs sur les prix du bordereau, soit pour les 17 lanternes à fournir, une somme de 255 fr. qui pourra être prélevée sur la somme à valoir prévue au devis.

Je vous propose, Messieurs, de vouloir bien approuver cette soumission et décider que la dépense, évaluée en totalité à la somme de 7,750 francs, sera imputée sur le crédit de 20,000 francs inscrit à

l'article 82 du budget de l'exercice courant, sous le titre : « Amélioration et extension de l'éclairage public.

Lyon, le 3 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, l'adjudication publique pour la fourniture des candélabres et des lanternes nécessaires à l'amélioration de l'éclairage dans le 5^e arrondissement, n'ayant pas donné de résultat vu la hausse énorme qui s'est produite sur les métaux employés, l'Administration nous propose d'approuver une soumission faite par les fonderies de Tusey pour cette fourniture.

Cette Société le fait aux prix du devis moyennant une dérogation au cahier des charges en ce qui concerne les dimensions intérieures de la section horizontale du socle des candélabres. Cette dérogation ne nuit en rien à l'établissement des appareils qui doivent être logés dans ces socles. En conséquence, la Commission générale vous propose un avis conforme à celui de l'Administration et au nom de tous les conseillers du 5^e arrondissement, je prierai l'Administration de hâter le plus possible l'établissement de ce nouvel éclairage dont le besoin se fait réellement sentir.

Le Rapporteur,
VIAL.

(Adopté.)

Rupture de la conduite des eaux de la rue de l'Hôtel-de-Ville. — Règlement des dégâts.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, à la suite de la rupture de la conduite de distribution d'eau de la rue de l'Hôtel-de-Ville, rupture qui s'est produite le 30 janvier dernier vers la rue Childebert, des dégâts importants ont été occasionnés dans le sous-sol de l'immeuble rue de l'Hôtel-de-Ville, 81, occupé par M^{me} Yché-Roubin, marchande d'objets et de denrées provenant de la Chine et du Japon.

Certaines marchandises ont été complètement détériorées par l'eau et ne peuvent plus se vendre; d'autres ont été dépréciées en partie et ont pu être vendues au rabais par M^{me} Yché-Roubin.

Cet accident a motivé l'intervention de la Compagnie L'Assurance générale des Eaux, qui assure M^{me} Yché-Roubin.

D'accord avec la sinistrée et l'agent de la Compagnie d'assurances, le service de la Voirie a établi de suite sur place une liste détaillée des objets et marchandises perdus ou avariés ainsi que des dépenses accessoires occasionnées par l'accident. Les prix ont été indiqués après la production des factures; les dépréciations ont été évaluées sur les mêmes bases après entente.

L'évaluation faite contradictoirement dans ces conditions et acceptée par les intéressés s'élève à la somme de 845 fr. 40 c.

La Ville de Lyon étant responsable desdits dégâts et d'autre part, la Compagnie *L'Assurance générale des Eaux et Accidents*, dont le siège est à Lyon, rue de la Barre, 3, ayant dédommagé M^{re} Yché-Roubin, j'ai l'honneur de vous proposer, Messieurs, de vouloir bien m'autoriser à rembourser à cette Compagnie la somme de 845 fr. 40, indiquée ci-dessus.

Cette somme devra faire l'objet d'un crédit spécial de pareil chiffre à inscrire au budget supplémentaire de l'exercice courant.

Lyon, le 29 Avril 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Le Conseil municipal, sur la proposition de M. JACQUET, rapporteur de la Commission générale, autorise le remboursement à *L'Assurance générale des Eaux et Accidents* d'une somme de 845 fr. 40.

Instance introduite par M. Delorme, architecte, contre la ville de Lyon, devant le Conseil de Préfecture.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, dans sa séance du 22 mars dernier, le Conseil de Préfecture a rendu son arrêté dans l'instance en règlement d'honoraires et paiement de dommages-intérêts intentée par M. Delorme, architecte, contre la ville de Lyon.

Aux termes de cet arrêté, la rémunération due par la ville de Lyon à M. Delorme pour l'établissement des plans de la caserne des sapeurs-pompiers est fixée à 1,000 francs, avec intérêts à partir du 26 juillet 1906, date du dépôt du mémoire introductif d'instance.

Le Conseil de Préfecture se déclare incompétent pour statuer sur la demande en paiement de dommages-intérêts et compense les dépens.

En vous communiquant cet arrêté qui a été signifié à la Ville le 16 avril 1907, j'ai l'honneur de vous proposer, Messieurs, de vouloir bien, conformément à l'avis émis par l'un des conseils de la Ville, décider qu'il y a lieu de l'accepter purement et simplement.

Si vous acceptez cette manière de voir, le montant de la condamnation prononcée contre la Ville, sera prélevé sur le crédit inscrit au budget de l'exercice courant, pour : « Frais judiciaires et d'actes ».

Lyon, le 6 mai 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, le 21 mars 1902, M. Delorme, architecte, remettait à M. Augagneur, alors maire de Lyon, un projet relatif à la construction d'une caserne de sapeurs-pompiers, avec un devis s'élevant à environ 600,000 francs.

M. Augagneur, estimant qu'une partie

seulement du projet était pour le moment nécessaire, demanda un projet divisé en deux parties, dont l'une se construirait de suite, l'autre, quand cela plairait à la Ville.

Le devis de la première partie, s'élevant à 360,612 fr. 97, a été accepté par le Conseil municipal.

Dans sa séance du 22 octobre 1903, le Conseil municipal a invité l'Administration à désigner un nouvel architecte pour diriger les travaux de la caserne à édifier et à régler les honoraires dus à M. Delorme.

Dans une autre séance, en date du 18 février 1904, en même temps que le Conseil acceptait le nouveau projet de M. Duret, architecte, il fixait à 1,50 % la rémunération due à M. Delorme sur son projet (1^{re} partie), soit 5,409 fr. 64 d'honoraires.

M. Delorme formula d'abord des réserves pour encaisser cette somme mais, plus tard, il encaissa les 5,409 fr. 64, sans aucune réserve, sauf en ce qui touche la construction de la deuxième partie, si toutefois la Ville la fait construire.

Cependant, bien que rien ne laissât supposer que la Ville eût l'intention d'achever l'édification de la caserne, M. Delorme, à la date du 26 juillet 1906, déposait au greffe du Conseil de Préfecture un mémoire introductif d'instance, par lequel il réclamait à la ville de Lyon :

1^o Une somme de 5,058 fr. 20 pour honoraires de la deuxième partie de son projet.

2^o 25,000 francs de dommages-intérêts, parce que les travaux lui étaient retirés, à son avis, sans motifs plausibles.

A son tour, à la date du 11 décembre 1906, la Ville déposait un mémoire en défense, tendant à démontrer que M. Delorme avait accepté la somme de 5,409 fr. 64 à titre de règlement définitif, puisqu'il n'avait pas protesté contre le vote du Conseil municipal; qu'en conséquence, sa demande était mal fondée.

Le 10 janvier 1907, M. Delorme dépose au greffe un nouveau mémoire, tendant à obtenir, non plus 25,000 francs, mais 1 franc de dommages-intérêts, indépendamment de ses 5,058 fr. 20 d'honoraires, demandant en outre que la Ville soit condamnée aux dépens.

Enfin, après plaidoiries, le Conseil de Préfecture du Rhône, dans sa séance publique du 22 mars 1907, rendait un arrêté par lequel, considérant qu'il est dû une rémunération pour la deuxième partie non exécutée du projet, partie non approuvée par le Conseil municipal et pour laquelle, par conséquent, il n'est pas dû d'honoraires réglementaires a fixé à 1,000 francs cette rémunération.

Les intérêts, ainsi qu'il est d'usage, courant de plein droit à dater du dépôt au greffe du mémoire introductif d'instance, c'est-à-dire du 26 juillet 1906.

Sur la demande en dommages-intérêts, s'élevant primitivement à 25,000 francs et réduite ensuite à 1 franc, à raison de la soi-disant diffamation commise par la voie du *Bulletin municipal*, le Conseil se déclare incompétent.

Le surplus des prétentions de M. Delorme est rejeté.

Les dépens sont compensés.

Votre Commission générale vous propose, Messieurs, d'accepter purement et simplement cet arrêté et de décider que les frais en résultant pour la Ville seront prélevés sur le crédit inscrit au budget de l'exercice courant, sous la rubrique : « Frais judiciaires et d'actes ».

Le Rapporteur,
L. JACQUET.

(Ces conclusions sont mises aux voix et adoptées).

Taxe sur les constructions neuves. — Instance de la Société « Pax Labor », contre la ville de Lyon devant le Conseil de Préfecture.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, par un mémoire déposé au greffe du Conseil de Préfecture le 27 mars 1907, la Société « Pax Labor » demande à être déchargée de la taxe sur les constructions neuves qui lui a été imposée à raison des travaux qu'elle a exécutés pour la construction de la caserne des sapeurs-pompiers.

Cette Société prétend que le cahier des charges de cette entreprise étant muet sur le paiement des taxes de remplacement, ces dernières incombent au propriétaire de l'immeuble édifié, qui est en l'espèce, la ville de Lyon.

Cette allégation n'est pas exacte. L'adjudication des travaux de construction de la caserne des sapeurs-pompiers a été faite sous l'empire des dispositions du cahier des charges générales (en date du 14 octobre 1902) imposées aux adjudicataires de travaux communaux, dont l'article 56 est ainsi conçu :

« Pour les travaux neufs, seulement, les entrepreneurs adjudicataires seront tenus de payer les taxes de remplacement prévues à la 7^e catégorie de la loi du 28 juin 1901, ces taxes seront acquittées par les entrepreneurs... ».

Il ne peut donc y avoir aucun doute sur la régularité de la taxe contestée, et ce chef de demande doit être écarté.

Subsidiairement, la Société requérante conteste le cube de maçonnerie qui a servi de base à la taxe; ce cube n'étant, d'après elle, que de 86 m. 740 d. cubes.

Il résulte du rapport ci-joint de M. le Directeur de la Voirie que le cube réel imposable est de 113 m. 647 d. cubes au lieu de 137 m. 380 d. cubes.

Pour ces motifs, je vous propose, Messieurs, d'accorder à la Société demanderesse une réduction de 35 fr. 60 et de m'autoriser à défendre à l'action qu'elle a engagée, dans le but d'obtenir le rejet du surplus de sa réclamation qui n'est pas fondée.

Lyon, le 15 mai 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

M. JACQUET, rapporteur de la Commission spéciale, propose au Conseil d'accorder à la Société « Pax Labor » une réduction de 35 fr. 60 sur la taxe qui lui a été imposée et d'autoriser l'Administration municipale à défendre à l'instance engagée contre elle.

(Le Conseil adopte.)

Hospices civils de Lyon. — Legs Bertholon-Mourier. Ouverture de crédit.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, par délibération en date du 8 mai 1907, le Conseil général d'administration des Hospices civils sollicite l'autorisation :

1° D'inscrire au budget additionnel de l'exercice 1907, fonds extraordinaires, sous la rubrique : « Succession Bertholon, Asile du Bouchage », une recette de 234,820 fr. 49 ;

2° D'ouvrir au budget additionnel du même exercice, fonds extraordinaires, un crédit de 25,000 francs destiné à l'exécution des legs Bertholon-Mourier.

Je vous propose, Messieurs, d'émettre un avis favorable à la délibération dont il s'agit.

Lyon, le 29 mai 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Sur la proposition de M. JACQUET, rapporteur de la Commission spéciale, le Conseil émet un avis favorable à la délibération des Hospices, au date du 8 mai 1907.

Etablissement d'ouvertures dans un mur mitoyen avec un délaissé de terrain communal. — Projet de convention.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, la Compagnie immobilière du 1^{er} arrondissement a fait édifier une maison de deux étages sur un terrain lui appartenant, rues de la Martinière et de la Paix. Ce terrain est contigu à l'Ouest, avec un délaissé de terrain communal provenant de l'ex-immeuble Schies exproprié pour l'amélioration du quartier de la Martinière.

La maison dont il s'agit n'a qu'un caractère provisoire. Mais la Compagnie immobilière, qui a eu surtout en vue l'utilisation de son terrain, a prévu des jours dans le mur de pignon mitoyen avec le délaissé communal. Ce délaissé, vu sa forme et sa faible étendue, est destiné à rester en l'état de terrain nu jusqu'au jour où il pourra lui être adjoint une partie du sol de la rue de la Paix. En attendant, il est, en fait, incorporé à la voie publique et il crée un dégagement utile à la circulation, ainsi qu'à la nouvelle école « La Martinière des filles », à laquelle il fait face au Sud.

Dans ces conditions, les jours pris par

la Compagnie immobilière sur ce délaissé ne présentent, pour le moment du moins, aucun inconvénient. Il importe cependant de réserver pour l'avenir les droits de la Ville.

Dans ce but, M. le Directeur de la Voirie a préparé le projet de convention que j'ai l'honneur de vous soumettre et qui a été accepté par M. Clermont, administrateur délégué de la Compagnie immobilière du 1^{er} arrondissement.

Aux termes de cette convention, la Compagnie immobilière reconnaît que c'est par simple tolérance, que la Ville lui a laissé prendre des jours sur ledit délaissé et elle s'engage à lui payer en retour une redevance annuelle de 30 fr.

En outre, en vue de ne pas engager la Ville pour une trop longue période, la convention n'est consentie que pour une durée de trois années, renouvelable d'année en année par tacite reconduction, avec faculté réciproque de résiliation annuelle.

Les conditions de ce traité paraissant acceptables, j'ai l'honneur de vous prier, Messieurs, de vouloir bien m'autoriser à le rendre définitif.

Lyon, le 1^{er} juillet 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, au nom de la Commission générale, je vous propose d'approuver les conditions du traité entre la Ville et la Société immobilière du 1^{er} arrondissement et de prier l'Administration d'étudier un projet destiné à incorporer à la voie publique les deux parcelles de ter-

rain appartenant à la Ville et sises à l'Est de la place de la Miséricorde.

Le Rapporteur,
L. JACQUET.

(Adopté.)

Compte de gestion présenté par M. Debolo, Receveur municipal de Lyon, pour l'exercice 1906.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre le compte présenté par M. le Receveur municipal de Lyon, pour la gestion 1906, (première et deuxième partie) et la gestion 1907 (première partie).

Ce compte comprend, pour la gestion 1906, le rappel des opérations complémentaires de l'exercice 1905, les opérations budgétaires des douze premiers mois de l'exercice 1906 et celles relatives aux services hors budget, et, pour la gestion 1907, les opérations complémentaires de l'exercice 1906, clos au 31 mars 1907.

Il embrasse, dans son ensemble, les opérations de recettes et de dépenses des budgets de la ville de Lyon et de l'Ecole La Martinière (dont la gestion est confiée au même Receveur), ainsi que celles relatives aux services hors budget.

Afin de vous faciliter l'examen de ce compte, je crois devoir résumer ci-après les opérations afférentes aux diverses parties et aux divers services qui le composent : Gestion 1906, première et deuxième parties. — Opérations effectuées pendant les douze premiers mois de l'exercice 1906.

GESTION 1906, 1^{re} ET 2^{re} PARTIES. — OPÉRATIONS EFFECTUÉES PENDANT LES DOUZE PREMIERS MOIS DE L'EXERCICE 1906.

DÉSIGNATION des SERVICES ET COMPTABILITÉS	RECETTES	DÉPENSES	EXCÉDENTS au 31 décembre 1906	
			DE RECETTES	DE DÉPENSES
1° Services budgétaires.				
<i>1^{re} partie.</i>				
Opérations complémentaires de l'exer- cice 1905, clos au 31 mars 1906 (rappel):				
Ville de Lyon et comptabilités parti- culières.....	3,787,062 99	5,021,060 93	" "	1,233,997 96
<i>2° partie</i>				
Opérations des douze premiers mois de l'exercice 1905:				
Ville de Lyon.....	20,433,132 37	18,726,753 68	1,706,378 69	" "
Ecole La Martinière.....	346,528 15	279,622 08	66,906 07	" "
TOTAUX des services budgétaires.....	24,566,723 51	24,027,436 71	1,773,284 76	1,233,997 96
2° Services hors budget.....	4,384,050 60	4,800,543 34	" "	416,492 74
TOTAUX.....	28,950,774 11	28,827,980 05	1,773,284 76	1,650,490 70
Excédent de recettes.....			122,794 06	
Au 31 décembre 1905, la situation de M. le Receveur municipal présentait un excédent de recettes, savoir:				
Sur les services budgétaires.....	5,293,322 39		6,525,392 28	
Sur les services hors budget.....	1,232,069 89			
Au 31 décembre 1906, le résultat, ci.....			6,648,486 34	
est conforme à celui constaté au procès-verbal de clôture des registres et de situation de caisse à la même époque.				

GESTION 1907, 1^{re} PARTIE. — OPÉRATIONS EFFECTUÉES PENDANT LES TROIS MOIS COMPLÉMENTAIRES DE L'EXERCICE 1906.

DÉSIGNATION des SERVICES OU COMPTABILITÉ	RECETTES	DÉPENSES	EXCÉDENTS	
			DE RECETTES	DE DÉPENSES
Ville de Lyon	2,205,124 13	4,028,261 32	" "	1,823,137 19
Ecole La Martinière.....	38,132 76	61,474 35	" "	23,341 59
TOTAUX.....	2,243,256 89	4,089,735 67	" "	1,846,478 78

SITUATION A LA CLOTURE DE L'EXERCICE 1906, EN CE QUI CONCERNE LES SERVICES BUDGÉTAIRES.

DÉSIGNATION des OPÉRATIONS	VILLE DE LYON		ÉCOLE LA MARTINIÈRE	
	RECETTES	DÉPENSES	RECETTES	DÉPENSES
Opérations effectuées pendant les douze premiers mois de l'exercice 1906 (gestion 1905, 2 ^e partie).....	20,433,132 37	18,726,553 68	346,528 13	279,622 08
Opérations effectuées pendant les trois mois complémentaires (gestion 1907, 1 ^{re} partie).....	2,205,124 13	4,028,231 32	38,132 76	61,474 35
TOTAUX.....	22,638,256 50	22,755,015 "	384,660 91	341,096 43
Excédent { de recettes.....	" "	" "	43,564 48	" "
{ de dépenses.....	116,758 50	" "	" "	" "
L'exercice 1905, clos au 31 mars 1906, présentant un excédent de recettes de	4,013,732 14 (1)	" "	45,592 29	" "
Le résultat définitif de l'exercice 1906, égal au compte administratif du même exercice, est un excédent de recettes de	3,891,973 64	" "	89,156 77	" "

(1) Cette somme comprend 66.029 fr. 28 provenant des comptabilités particulières incorporées depuis 190 dans le budget municipal; l'excédent réel, en ce qui concerne la ville de Lyon, était de 3.947.712 fr. 86, chiffre égal à celui figurant dans les comptes de 1905.

Le présent compte a été vérifié et reconnu exact par M. le Trésorier Payeur général du Rhône, en ce qui concerne le montant et l'imputation par exercice et par gestion des opérations de recettes et de dépenses qui y sont indiquées.

En conséquence, j'ai l'honneur, Messieurs, de vous proposer de prendre une délibération approuvant ce compte et en arrêtant les résultats au 31 décembre 1906 et au 31 mars 1907, conformément à l'article 71 de la loi du 5 avril 1884.

Lyon, le 29 mai 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Sur la proposition de M. ROUSTANG, en remplacement de M. NOVEL, rapporteur de la Commission générale, le Conseil approuve le compte de gestion présenté par M. Deholo.

Caisse de retraites des sergents de ville de Lyon. — Réversibilité de pension veuve Berthet (Marie-Joséphine), née Dalex.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de placer sous vos yeux un rapport de M. le Préfet du Rhône au sujet de la demande en

réversibilité de pension formé par M^{me} veuve Berthet (Marie-Joséphine), née Dalex, veuve d'un ancien garde de 1^{re} classe, à la Compagnie du corps des gardiens de la paix de la ville de Lyon.

Cette demande est conforme aux prescriptions du décret du 19 septembre 1863, instituant une Caisse spéciale de retraites pour le corps des sergents de ville de Lyon.

Je vous propose, en conséquence, de vouloir bien émettre un avis favorable à la demande de M^{me} veuve Berthet, et de fixer à la somme de 175 francs la pension de retraite annuelle et viagère à lui accorder.

Cette pension serait imputée sur les fonds de la Caisse de retraites des sergents de ville de Lyon, et prendrait cours du 29 mars 1907, lendemain du décès du sieur Berthet.

Lyon, le 25 juin 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Le Conseil municipal, sur la proposition de M. ROUSTANG, en remplacement de M. NOVEL, rapporteur de la Commission spéciale, fixe à la somme de 175 fr. la pension de retraite annuelle et viagère à accorder à M^{me} veuve Berthet.

Caisse de retraites des sergents de ville. — Pensions Mathieu et Imbert.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de placer sous vos yeux les rapports de M. le Préfet du Rhône au sujet des demandes en liquidation de pensions formées par M. Mathieu (Jean-Pierre-Alexandre), ancien garde de 1^{re} classe, à la 1^{re} compagnie, et M. Imbert (Casimir-Sylvain), ancien sous-brigadier de 1^{re} classe à la 3^e compagnie.

Ces demandes sont conformes aux prescriptions du décret du 19 septembre 1863, instituant une caisse spéciale de retraites pour le corps des sergents de ville de Lyon.

Je vous propose, en conséquence, de vouloir bien émettre un avis favorable à ces demandes et de fixer la pension de retraite annuelle à leur accorder, savoir :

M. Mathieu, à la somme de 874 fr.

M. Imbert, à la somme de 783 francs.

Ces pensions seraient imputées sur les fonds de la Caisse de retraites des sergents de ville de Lyon, et prendraient cours du 1^{er} juin 1907.

Lyon, le 25 juin 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Le Conseil municipal, sur la proposition de M. ROUSTANG, en remplacement de M. NOVEL, rapporteur de la Commission spéciale, fixe à la somme de 874 fr., la pension à allouer à M. Mathieu et à 783 francs la pension de M. Imbert.

Service de la Voirie. — Fourniture de balais. — Renouvellement du marché.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre un projet de cahier des charges dressé par M. le Directeur du service de la Voirie, en vue du renouvellement, par voie d'adjudication publique, du marché relatif à la fourniture des balais nécessaires aux divers services de la Voirie.

Aux termes de ce cahier des charges, le nouveau marché aurait une durée de trois années, du 1^{er} janvier 1908 au 31 décembre 1910.

Le montant annuel des fournitures est évalué à 6,500 francs environ et le cautionnement est fixé à 300 francs.

Je vous serais obligé, Messieurs, de vouloir bien prendre une délibération au sujet de cette affaire.

Lyon, le 3 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Sur la proposition de M. ROUSTANG, en remplacement de M. NOVEL, rapporteur de la Commission générale, le Conseil approuve le cahier des charges dressé pour le renouvellement du marché pour la fourniture des balais nécessaires au service de la Voirie.

Compagnie des Omnibus et Tramways de Lyon. — Substitution, aux deux lignes Cordeliers-Villeurbanne et Gare de Vaise-Place du Pont, d'une ligne unique Gare de Vaise-Villeurbanne. — Réunion, en une seule, des deux lignes Bellecour-Montchat et Bellecour-Gare de Vaise.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre un projet présenté par la Compagnie O.-T.-L. en vue :

1° De la substitution aux deux lignes Cordeliers-Villeurbanne et Gare de Vaise-Place du Pont, d'une ligne unique Gare de Vaise-Villeurbanne, avec correspondance gratuite entre cette ligne et la ligne à voie étroite Cordeliers Monplaisir;

2° De la réunion, en une seule, des deux lignes Bellecour-Montchat et Bellecour-Gare de Vaise.

La première partie est présentée en exécution tant de votre délibération du 8 mai 1906 qui a imposé à la Compagnie le désencombrement de la place des Cordeliers que de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 19 décembre 1906, qui autorise la substitution projetée, à titre provisoire, en attendant le décret à intervenir.

La deuxième partie est présentée pour permettre aussi le désencombrement de la place Bellecour.

Par une délibération du 25 février dernier, vous avez approuvé ces deux propositions et vous avez pris acte des offres suivantes de la Compagnie concernant :

a) L'établissement de voies en forme de boucle autour de l'église Saint Bonaventure, à l'effet de reporter rue Grôlée les terminus des lignes de Bron, Montchat Genas, Monplaisir, Cusset et Croix-Luizet;

b) Le changement d'itinéraire de la ligne Saint-Paul-Gerland, empruntant le cours de la Liberté au lieu de l'avenue de Saxe;

c) La création d'une ligne Place du Pont-Rue Terme, avec terminus à la gare basse du funiculaire.

Mais votre approbation n'a été donnée que sous réserve des conditions additionnelles suivantes :

1° Doublement de la voie sur le cours Lafayette prolongé, entre la place de la Cité et la place de la Mairie, à Villeurbanne;

2° Echange de correspondances gratuites entre toutes les lignes de tramways à voie étroite et toutes les lignes rencontrées à voie normale;

3° Augmentation du matériel et mise en service de 100 moteurs nouveaux;

4° Fermeture des voitures à l'avant.

Or, par la lettre ci-jointe du 22 mars 1907, la Compagnie O.-T.-L. fait connaître qu'elle accepte la première et la quatrième de ces conditions, mais qu'il lui est impossible d'accepter sans restrictions celles placées sous les numéros 2 et 3.

Elle ajoute que dans son projet du 19 février que vous avez adopté, elle a offert seulement la correspondance gratuite entre la ligne de Vaise-Villeurbanne

et la ligne à voie étroite Cordeliers-Monplaisir, et elle déclare qu'elle ne peut faire davantage, étant entendu d'ailleurs que la correspondance sera délivrée par la ligne Vaise-Villeurbanne pour toutes les autres lignes rencontrées.

En ce qui concerne l'obligation contenue sous le numéro 3, elle explique qu'elle remplacera 100 moteurs actuels sous ses voitures par 100 moteurs nouveaux construits pour des vitesses plus convenables pour son service urbain. Quant à l'augmentation du matériel, elle vient de commander des remorques qui seront ouvertes l'été et fermées l'hiver, et elle commandera de nouvelles automotrices dès que le type de voitures fermées à l'avant, qui est à l'étude en ce moment, aura été approuvé par l'Administration.

Les propositions I et II ci-dessus sont les seules parties du projet qui constituent des dérogations au cahier des charges du réseau urbain et qui, conséquemment, doivent être soumises à l'enquête et approuvées ensuite par décret.

Les offres a, b et c sont à l'égard du public des renseignements utiles pour l'enquête et constituent des engagements dont il y a lieu de prendre acte; mais ces engagements ne doivent pas être visés dans le décret à intervenir.

En effet, l'établissement de voies en forme de boucle autour de l'église Saint-Bonaventure peut être autorisé par arrêté préfectoral et, d'ailleurs, ces voies existent actuellement.

D'autre part, si la ligne de Gerland existe en fait, elle n'existe pas officiellement, n'étant pas encore concédée. D'ailleurs, elle passe aujourd'hui cours de la Liberté.

Enfin, la création d'un service Place du Pont-Funiculaire de la rue Terme doit être réservée, car elle constitue une nouvelle ligne qui exigera une enquête spéciale et un décret.

Quant aux conditions 1°, 2°, 3° et 4°, elles sont aussi étrangères à l'objet de l'enquête et il suffit que vous preniez acte des engagements pris par la Compagnie, qui aura à se pourvoir en temps utile des autorisations nécessaires.

Ainsi que cela a été dit ci-dessus, les divergences existant entre la Ville et la Compagnie portent sur les points 2° et 3°.

Il semble possible d'éliminer ce dernier point, car les restrictions de la Compagnie ne sont pas en opposition avec le but poursuivi par la Municipalité, qui est d'augmenter le matériel et de l'améliorer de manière à obtenir un service convenable.

La divergence 2° sur les correspondances est beaucoup plus sérieuse; la correspondance gratuite étant une sujétion onéreuse pour elle, la Compagnie n'est pas disposée à lui donner de l'extension. Il vous appartient d'examiner s'il y a lieu de maintenir la condition que vous avez imposée.

Dans le cas où vous jugeriez que la réalisation du projet qui vous est soumis ne doit pas être subordonnée à la question des correspondances, il y aurait lieu d'approuver ce projet dans les conditions indiquées dans le projet de délibé-

ration ci-joint et d'autoriser sa mise à l'enquête.

Lyon, le 5 juin 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, l'Administration municipale nous soumet un projet présenté par la Compagnie O.-T.-L. en vue :

1° De la substitution aux deux lignes « Cordeliers-Villeurbanne » et « Gare de Vaise-Place du Pont », d'une ligne unique « Gare de Vaise-Villeurbanne », avec correspondance gratuite entre cette ligne et la ligne à voie étroite « Cordeliers-Monplaisir »;

2° De la réunion, en une seule, des deux lignes « Bellecour-Montchat » et « Bellecour-Gare de Vaise ».

Messieurs, au nom de votre Commission générale, j'ai l'honneur de vous proposer :

1° De maintenir absolument votre délibération prise dans la séance du 25 février dernier et dont voici la teneur :

Est approuvé le projet présenté par la Compagnie des Omnibus et Tramways de Lyon, en vue du désencombrement de la place des Cordeliers, tel qu'il est exposé dans le mémoire justificatif ci-dessus visé et analysé de ladite Compagnie aux conditions suivantes comportant :

a) Le doublement de la voie sur le cours Lafayette prolongé, entre la place de la Cité et la place de la Mairie à Villeurbanne;

b) L'échange de correspondances gratuites entre toutes les lignes de tramways à voie étroite et toutes les lignes rencontrées à voie normale;

c) L'augmentation du matériel et la mise en service par la Compagnie O.-T.-L. de 100 moteurs nouveaux;

d) La fermeture des voitures à l'avant;

2° Le maintien absolu d'une ligne « Place du Pont Gare basse du funiculaire de la rue Terme » en attendant son prolongement sur la Croix-Rousse.

Le Rapporteur,
André MENUT.

(Le Conseil adopte.)

Subvention à la Chambre des litiers en fer et cuivre, pour l'envoi d'un délégué à un congrès.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre une demande par laquelle la Chambre syndicale de litiers en fer et cuivre, sollicite de la Ville une subvention pour l'envoi d'un délégué à un congrès corporatif, devant avoir lieu à Paris, du 19 au 23 septembre 1907.

Je vous propose, Messieurs, d'accueillir favorablement cette demande.

Si vous partagez cet avis, la subvention à allouer serait décomptée de la façon suivante, conformément à vos délibérations des 21 novembre 1905 et 30 janvier 1906 :

Chemin de fer 3^e classe, aller et retour.....Fr. 40.45
 Congrès, 5 journées, voyages
 2 journées à 8 francs..... 56 »
 Total.....Fr. 96.45

Le montant de cette subvention serait prélevé sur le crédit inscrit au budget de l'exercice courant sous le titre : « Dépenses imprévues ».

Lyon, le 2 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,
 Edouard HERRIOT.

M. MENUT, rapporteur de la Commission générale, propose au Conseil d'allouer à la Chambre des litiers en fer et cuivre une subvention de 96 fr. 45.

(Adopté.)

Chemins vicinaux ordinaires nos 91 et 101. — Déclassement du sol et rétrocession à l'Etat. — Décision de la Commission départementale.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, par décision du 11 mai 1907, la Commission départementale a prononcé le déclassement en vue de leur suppression et de leur rétrocession à l'Etat, pour la reconstruction de la Manufacture des tabacs de Lyon, des parties de chemins vicinaux ordinaires de la banlieue de Lyon désignées ci-après :

1^o Amorce du prolongement du chemin vicinal ordinaire n° 91 « de la Promenade » sur 116 mètres de longueur, à partir de la rue latérale à supprimer longeant le bord Est du chemin de fer de Genève;

2^o Amorce du prolongement du chemin vicinal ordinaire n° 101 « de Saint-Hippolyte », sur 113 mètres de longueur, également à partir de la rue latérale à supprimer à l'Est du chemin de fer de Genève.

Pour me conformer à la loi du 10 août 1871, j'ai l'honneur de placer sous vos yeux une copie de cette décision et des plans qui l'accompagnent.

Je vous serai obligé, Messieurs, de vouloir bien me donner acte de cette communication.

Lyon, le 8 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,
 Edouard HERRIOT.

Sur la proposition de M. MENUT, rapporteur de la Commission spéciale, le Conseil donne acte à l'Administration municipale de sa communication.

Construction d'un groupe scolaire dans le quartier Béchevelin. — Acquisition d'un immeuble.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, par une pétition en date du 7 mai 1907, M^{me} Prautheaux, demeu-

rante à Lyon, rue Béchevelin, 6, a offert de vendre à la Ville au prix de 12,500 fr. un immeuble qu'elle possède rue de la Vierge, 6, et qui est contigu à l'emplacement du groupe scolaire projeté dans le quartier de Béchevelin.

L'immeuble Prautheaux est indiqué sur le plan joint au dossier par les lettres A. B. C. D. E. F. Il occupe une surface approximative de 55 mètres carrés dont une partie (37 mètres carrés environ) est destinée à être incorporée à la rue de la Vierge et le surplus, soit 18 mètres carrés, est nécessaire pour régulariser l'emplacement du groupe scolaire projeté.

Dans son rapport, M. le Directeur de la Voirie, à qui cette pétition a été communiquée, expose qu'après divers pourparlers avec M^{me} Prautheaux, cette dernière a consenti à céder son immeuble au prix payé par elle en 1906 soit à 8,600 francs.

Ce prix paraît acceptable. En effet, le revenu brut dudit immeuble est de.....Fr. 564 »

Si on déduit 25 % pour les charges diverses, soit..... 141 »

Il reste pour revenu net..... 423 »

Parsuite le prix de 8,600 francs représente très approximativement la capitalisation à 5 % du revenu net.

Quant au prix de revient du mètre carré construit il serait de $8,600 \times 55 = 156$ francs.

Ce prix, bien qu'assez élevé pour une construction d'un étage seulement, ne paraît pas exagéré si l'on considère que la parcelle a une surface relativement faible et qu'elle est entièrement bâtie.

M. le Directeur de la Voirie a, en conséquence, conformément d'ailleurs à mes instructions fait signer à M^{me} Prautheaux un projet de traité que j'ai l'honneur de vous soumettre.

Aux termes de ce projet de traité, la Ville deviendrait propriétaire de l'immeuble dont il s'agit au prix précité de 8,600 francs. Elle resterait chargée de l'éviction des locataires, mais cette formalité n'entraînerait aucune dépense, les occupants ayant tous des locations verbales.

Je vous propose, Messieurs, de vouloir bien accepter cette acquisition, et m'autoriser à rendre définitif le projet de traité qui vous est soumis.

Quant à la somme de 8,600 francs, montant de la dépense, elle pourra être imputée sur les crédits inscrits au budget sous le titre : « Acquisition d'immeubles en saillie sur l'alignement des voies publiques et frais s'y rattachant ».

Lyon, le 17 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,
 Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE

Messieurs, au nom de votre Commission générale, j'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir accepter le projet de traité qui vous est soumis concernant l'acquisition, par la Ville, d'un immeuble appartenant à M^{me} Prautheaux et situé rue de la Vierge, 5, nécessaire à la cons-

truction d'un groupe scolaire dans le quartier Béchevelin.

Je vous propose, en outre, de décider que la somme de 8,600 francs, montant de la dépense, sera imputée sur les crédits inscrits au budget sous le titre : « Acquisition d'immeubles en saillie sur l'alignement des voies publiques et frais s'y rattachant. »

Le Rapporteur,
 André MENUT.

(Adopté.)

Service des Inhumations. — Transformation de la tenue des porteurs.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, les porteurs du service des Convois funèbres reçoivent actuellement de la Ville un vêtement d'uniforme composé d'un habit, d'un gilet et d'un chapeau.

Cette tenue, qui est d'un modèle très ancien, m'a paru susceptible de modifications et j'ai examiné notamment la possibilité de remplacer l'habit par un veston et le chapeau par une casquette portant l'indication du service.

La fourniture des vêtements d'uniforme actuels ayant fait l'objet d'un marché n'expirant que le 31 décembre 1911, j'ai engagé des pourparlers avec l'adjudicataire en vue d'obtenir son assentiment pour la transformation de cette tenue. Par une lettre que vous trouverez au dossier, M. Le François fait connaître qu'il consent à fournir au lieu et place des vêtements actuels une tenue dans laquelle l'habit sera remplacé par un veston et le chapeau par une casquette. Le pantalon sera également d'un modèle différent. Les photographies jointes au présent rapport représentent cette nouvelle tenue que je vous soumets.

Les vêtements d'uniforme délivrés chaque année représentent pour la Ville une dépense de 76 francs par porteur. Le coût de la nouvelle tenue s'élèverait à 79 francs.

Etant donné qu'il est indispensable de pourvoir les porteurs de deux uniformes, il s'ensuit que la mesure proposée occasionnerait pour la première année une dépense de 4,032 francs (les porteurs sont au nombre de 36).

D'autre part, l'attribution nécessaire d'un veston et d'une casquette aux vingt porteurs auxiliaires se traduirait par une dépense de 680 francs, soit au total une somme de 4,712 francs.

Comme le budget ne comporte qu'une prévision de 2,736 francs pour les vêtements à cette catégorie du personnel, il serait donc nécessaire, si votre décision est favorable à la transformation de la tenue, de voter un crédit à inscrire au budget supplémentaire de l'exercice courant. Après application du rabais d'adjudication, la somme nécessaire est de 1,700 francs environ.

Lyon, le 10 juin 1907.

Le Maire de Lyon,
 Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, il y a quelque temps, il avait été demandé à l'Administration de vouloir bien apporter quelques modifications dans le nouveau costume projeté pour les porteurs des convois funèbres.

M. le Maire avait, alors, donné l'ordre de retirer le dossier déposé entre mes mains, afin de lui permettre un nouvel examen de la question.

A la suite de cet examen, M. le Maire a décidé de proposer :

a) De supprimer le passepoil placé sur les manches du veston ;

b) De remplacer le passepoil blanc du pantalon par un passepoil violet ;

c) De supprimer, sur la casquette, la mention « Inhumations » qui serait remplacée par les armes de la Ville.

La nouvelle tenue ainsi transformée coûterait 78 francs au lieu de 79.

La dépense totale ne s'élèverait plus qu'à 4,620 francs ; le crédit supplémentaire à voter pourrait ainsi être ramené à 1,600 francs.

Au nom de la Commission générale, je vous prie donc, Messieurs, de vouloir bien accepter ces nouvelles propositions de l'Administration.

Le Rapporteur,
PIATON.

(Adopté.)

Erection, au cimetière de Loyasse, d'un monument à la mémoire de Paul Chenavard.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, par une délibération du 17 octobre 1899, le Conseil municipal a décidé qu'une concession à perpétuité serait réservée, dans le cimetière de Loyasse, aux restes mortels de Paul Chenavard.

A son tour, l'Administration municipale actuelle a pensé qu'il convenait de perpétuer la mémoire du grand artiste qui honora notre Cité et lui légua ses œuvres et sa fortune, en élevant, à sa mémoire, un monument sur le terrain concédé.

Ce monument a fait l'objet d'un projet que j'ai l'honneur de vous soumettre et dont l'étude a été confiée à M. Hugué, architecte.

D'après le devis estimatif, la dépense est évaluée à la somme de 7,700 francs, y compris les honoraires de l'architecte fixés au chiffre invariable de 700 francs.

En vue de l'exécution de ces travaux, j'ai invité M. Hugué à provoquer des offres de la part de divers entrepreneurs spécialistes. Des quatre soumissions qu'il a recueillies, celle de M. Dubreuil jeune, est la plus avantageuse.

Aux termes de sa soumission, M. Dubreuil jeune s'engage à construire le monument dont il s'agit aux conditions suivantes qui paraissent acceptables :

En pierre de Saint-Martin-de-Sénosan (banc gris), au prix forfaitaire de 6,500 fr. et dans le délai de 12 mois.

En pierre de Comblanchien au prix forfaitaire de 6,880 francs et dans le délai de 6 mois.

Je vous propose, en conséquence, Messieurs, de vouloir bien approuver le

projet qui vous est soumis, ainsi que la soumission présentée par M. Dubreuil jeune, en spécifiant la nature de la pierre qui devra être employée.

Quant à la dépense, elle devra faire l'objet d'un crédit spécial à insérer au budget supplémentaire de l'exercice courant.

Lyon, le 17 juin 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

M. ROGNON : Messieurs, l'Administration nous demande d'accepter le projet qui nous est soumis pour l'érection d'un monument à la mémoire de Paul Chenavard et d'approuver la soumission de M. Dubreuil jeune, en nous prononçant sur la qualité de la pierre à employer pour ce monument.

Il convient de rappeler ici qu'il y a exactement 12 ans que la dépouille mortelle de Paul Chenavard est dans un caveau provisoire de la Ville. Nous savons tous ce que fut ce grand artiste qui a laissé, à la Ville, une fortune considérable. Il est regrettable que l'on ne se soit pas préoccupé plus tôt d'élever un monument à sa mémoire, et nous devons remercier l'Administration municipale actuelle d'avoir su réparer cet oubli.

Le projet présenté par M. Dubreuil jeune est de très bon goût, mais je crois nécessaire d'employer à sa construction la pierre de Comblanchien. Bien que cette pierre soit d'un prix plus élevé que la pierre de Saint-Martin-de-Sénosan, comme nous désirons une exécution rapide de ce monument, il convient de la préférer en raison des difficultés qu'il y a à se procurer un banc de cette dernière pierre.

La pierre de Comblanchien est également, au point de vue du travail, plus jolie et en général beaucoup plus facile à travailler.

M. LE MAIRE : Nous acceptons votre proposition, M. Rognon. Messieurs, que ceux qui sont d'avis d'adopter les propositions de l'Administration et de M. le Rapporteur veuillent bien lever la main.

(Ces conclusions sont adoptées.)

Ecole du Service de Santé militaire. — Demandes de Bourses de l'Etat.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre quatre demandes de bourses de l'Etat, à l'Ecole du Service de Santé militaire, formées en faveur des jeunes Dumousseau, Goswiller, Martin de Laulérie et Rome, dont les parents sont domiciliés à Lyon.

Conformément aux dispositions de la circulaire ministérielle du 21 mars 1907, je vous prie, Messieurs, de vouloir bien émettre votre avis sur chacune de ces demandes.

Lyon, le 18 juin 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

M. GORJUS, rapporteur de la Commission spéciale, propose au Conseil d'émettre : 1° un avis favorable aux demandes Dumousseau et Goswiller ; 2° un avis défavorable aux demandes Martin de Laulérie et Rome, en raison de la situation de fortune des parents qui ne nécessite pas cette faveur.

(Ces conclusions sont adoptées.)

Ecole navale. — Demandes de Bourses de l'Etat.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre deux demandes de bourses de l'Etat, à l'Ecole navale, formées en faveur des jeunes Cano et Lesbre dont les parents sont domiciliés à Lyon.

Conformément aux dispositions de l'instruction et programme pour l'admission à ladite Ecole, je vous prie, Messieurs, de vouloir bien émettre votre avis sur chacune de ces demandes.

Lyon, le 18 juin 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Au nom de la Commission spéciale, M. GORJUS, rapporteur, propose au Conseil d'émettre un avis très favorable à la demande Lesbre, et de n'émettre aucun avis sur la demande Cano, qui est retirée.

(Adopté.)

Ecole d'Arts et Métiers de Cluny. — Demandes de bourses de l'Etat.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre dix demandes de bourses de l'Etat, à l'Ecole des Arts et Métiers de Cluny, formées en faveur des jeunes Bellier, Bonnard, Bonnet, Clavier, Fassion, Faure, Guillaud, Poulin, Marion et Vert, dont les parents sont domiciliés à Lyon.

Conformément aux dispositions de l'article 12 du décret du 11 octobre 1899, je vous prie, Messieurs, de vouloir bien émettre votre avis sur chacune de ces demandes.

Lyon, le 18 juin 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Sur la proposition de M. GORJUS, rapporteur de la Commission spéciale, le Conseil émet un avis très favorable aux dix demandes formées en faveur des jeunes Marion, Bonnet, Bonnard, Fassion, Clavier, Guillaud, Bellier, Poulin, Vert et Faure ; ces demandes ainsi classées par ordre d'intérêt.

Ecole polytechnique. — Demandes de bourses de l'Etat.**RAPPORT DE M. LE MAIRE.**

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre sept demandes de bourses de l'Etat, à l'Ecole polytechnique, formées en faveur des jeunes Desmazes, Dupuis, Lévy, Perrin, Souche, Expilly et Mariller, dont les parents sont domiciliés à Lyon.

Conformément aux dispositions de l'instruction ministérielle du 26 janvier 1907, je vous prie, Messieurs, de vouloir bien émettre votre avis sur chacune de ces demandes.

Lyon, le 18 juin 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

M. GORJUS, rapporteur de la Commission spéciale, propose au Conseil d'émettre : 1° un avis très favorable aux demandes Desmazes, Perrin, Souche, Expilly et Mariller; 2° un avis favorable à la demande Dupuis; 3° un avis défavorable à la demande Lévy.

(Ces conclusions sont mises aux voix et adoptées.)

Ecole centrale des Arts et Manufactures. — Demande de bourse de l'Etat.**RAPPORT DE M. LE MAIRE.**

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre une demande de bourse de l'Etat, à l'Ecole centrale des Arts et Manufactures, à Paris, en faveur du jeune Martinod, dont les parents sont domiciliés à Lyon.

Conformément aux dispositions du programme d'admission à ladite Ecole, je vous prie, Messieurs, de vouloir bien émettre votre avis sur cette demande.

Lyon, le 18 juin 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Le Conseil municipal sur la proposition de M. GORJUS, rapporteur de la Commission spéciale, émet un avis très favorable à la demande Martinod.

Ecole supérieure de Commerce de Lyon. — Boursiers de la Ville. — Notes trimestrielles.**RAPPORT DE M. LE MAIRE.**

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre les bulletins des notes obtenues par les boursiers de la Ville à l'Ecole supérieure de Commerce de Lyon, pendant le dernier trimestre de l'année scolaire 1906-1907.

Ces notes sont très satisfaisantes.

Je vous prie, Messieurs, de vouloir bien me donner acte de cette communication.

Lyon, le 10 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Le Conseil municipal, sur la proposition de M. GORJUS, rapporteur de la

Commission spéciale, donne acte à l'Administration de sa communication.

Ecoles publiques. — Création d'emplois.**RAPPORT DE M. LE MAIRE.**

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre un rapport en date du 12 juin dernier par lequel M. l'Inspecteur d'Académie demande la régularisation en emplois définitifs des emplois d'auxiliaires autorisés dès le début de l'année scolaire 1906-1907.

L'augmentation de l'effectif scolaire qui avait motivé ces créations, s'est maintenue pendant le cours de l'année.

Les emplois à créer définitivement sont les suivants :

Ecole primaire supérieure de filles, rue d'Auvergne. — Cette école recevait en octobre dernier 203 élèves. Elle en a aujourd'hui 189. A la rentrée prochaine des classes, 70 élèves entreront en 2^e année et devront former deux divisions dont l'une sera dirigée par la maîtresse nouvelle.

ECOLLES DE GARÇONS.

Chemin des Grandes-Terres. — Cette école ne compte que 126 places pour 141 élèves.

Rue Adélaïde-Perrin. — 101 places pour 140 élèves.

Rue de l'Ordre. — 375 élèves sont répartis en 7 classes; un huitième emploi s'impose.

ECOLLES DE FILLES.

Rue de la Bourse. — 105 élèves pour 2 maitresses.

Rue Jacquard. — 215 élèves pour 4 maitresses.

Cet emploi nouveau est celui prévu par la délibération du Conseil municipal du 13 décembre 1906 et qui a été créé définitivement par décision ministérielle du 30 avril 1907.

Rue l'Ordre. — 495 élèves pour 9 maitresses.

Route de Vienne. — 323 élèves pour 5 maitresses.

Rue Saint-Victor. — 423 élèves pour 7 maitresses.

Rue Pierre-Corneille. — 267 élèves pour 5 maitresses.

Rue Montgolfier. — 168 élèves pour 3 maitresses.

Dans cette dernière école, les salles de classe sont insuffisantes et ne contiennent que 136 places.

M. l'Inspecteur d'Académie demande également la création d'un emploi définitif dans les écoles maternelles rue Montgolfier et rue de la Favorite, à Saint-Just. Des auxiliaires me paraissent suffisantes pour assurer le service de ces écoles maternelles. Il en résultera une économie appréciable pour la Ville et le résultat sera le même.

Par contre, M. l'Inspecteur d'Académie propose de supprimer un emploi d'adjoint à l'Ecole de garçons de la rue Bossuet qui ne compte que 285 élèves pour 7 classes et un emploi à l'Ecole de garçons de la rue Villeroi qui ne reçoit plus que 132 élèves pour 4 classes.

Je crois devoir vous proposer égale-

ment d'émettre un avis favorable à la suppression d'un emploi à l'Ecole de garçons de la rue Neyret. Le nombre des élèves est de 261 pour 7 maitres, ce qui est une moyenne insuffisante. L'Ecole de garçons de la place Morel est, du reste, à proximité et peut sans inconvénient recevoir les élèves qui seraient en surnombre rue Neyret.

Je vous propose, Messieurs, d'émettre un avis favorable à ces créations ou suppressions d'emplois à partir du 1^{er} octobre prochain.

Le budget supplémentaire de 1907 régularisera les dépenses nouvelles qui en résulteront.

Lyon, le 12 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, les créations et les suppressions d'emplois proposées par le rapport de l'Administration sont de toute nécessité; nous vous prions donc d'accepter les conclusions du rapport.

Cependant l'Administration demandait de faire assurer le service par des maitresses auxiliaires, mais de l'avis de M. l'Inspecteur d'Académie, une titulaire serait indispensable pour l'école maternelle de la rue Montgolfier.

Cette solution ayant été acceptée ultérieurement par M. le Maire, nous nous rangeons à cet avis.

Le Rapporteur,
Henry GORJUS.

(Mises aux voix, ces conclusions sont adoptées.)

Hospices civils de Lyon. — Instance Thouzellier-Brintel. — Autorisation de défendre.**RAPPORT DE M. LE MAIRE.**

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre, avec un mémoire à l'appui, la délibération ci-jointe en date du 3 juillet 1907, par laquelle le Conseil général d'administration des Hospices civils de Lyon sollicite l'autorisation de défendre à l'action judiciaire que se proposent de leur intenter les mariés Thouzellier-Brintel, pour les motifs indiqués dans le mémoire cité plus haut.

Je vous prie, Messieurs, de vouloir bien émettre votre avis sur la suite à donner à cette délibération conformément aux prescriptions de l'article 70 de la loi du 5 avril 1884 et de l'article 3 de la loi du 8 janvier 1905.

Lyon, le 18 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Le Conseil, sur la proposition de M. GORJUS, rapporteur de la Commission spéciale, émet un avis favorable à la délibération des Hospices civils de Lyon, en date du 3 juillet 1907.

Cours municipaux de langues vivantes étrangères. — Bourses de voyage à l'étranger.**RAPPORT DE M. LE MAIRE.**

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre un dossier comprenant :

1° Les procès-verbaux ainsi que les épreuves corrigées et notées, du Concours des 10 et 11 juillet courant, pour l'obtention des bourses de voyage à l'étranger ;

2° Les demandes des candidats déclarés admissibles.

Aux termes de la délibération du Conseil municipal du 12 juillet 1904 et du règlement du 1^{er} mai 1906, il vous appartient, Messieurs, de sanctionner les propositions du Jury d'examen et de décider, s'il y a lieu, que pour une même langue, ces bourses seront accordées soit à deux garçons, soit à deux filles. En outre, une ou plusieurs bourses peuvent être partagées en demi-bourses ou même supprimées, selon les circonstances.

Lyon, le 20 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,

Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, au nom de votre Commission spéciale, je vous propose d'attribuer cette année cinq bourses et deux demi-bourses de séjour à l'étranger, pour les trois langues, Anglais, Allemand, Italien, aux concurrents des cours municipaux de langues étrangères ; cinq hommes et deux dames en bénéficieront.

Le Rapporteur,

Henry GORJUS.

(Ces conclusions sont adoptées.)

Ecole nationale d'agriculture de Montpellier. — Institut national agricole. — Demandes de bourses de l'Etat.**RAPPORT DE M. LE MAIRE.**

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre deux demandes de bourses de l'Etat à l'Ecole nationale d'agriculture de Montpellier et à l'Institut national agricole, formées en faveur des jeunes Mounaud et Ronfard dont les parents sont domiciliés à Lyon.

Conformément aux dispositions du programme d'admission aux dites écoles, vous êtes appelés, Messieurs, à émettre votre avis sur ces demandes.

Lyon, le 20 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,

Edouard HERRIOT.

Sur la proposition de M. GORJUS, rapporteur de la Commission spéciale, le Conseil émet un avis très favorable à la demande Mounaud et à la demande Ronfard.

Personnel enseignant de la ville de Lyon. — Indemnités de logement. — Modifications trimestrielles.**RAPPORT DE M. LE MAIRE.**

Messieurs, à la suite de diverses modifications survenues pendant le 2^e tri-

mestre de 1907, dans l'état du personnel enseignant de la ville de Lyon, M. l'Inspecteur d'Académie propose de nouvelles indemnités de logement en échange de celles dont bénéficiait le personnel enseignant remplacé.

Les propositions de M. l'Inspecteur d'Académie sont les suivantes :

NOMS	ECOLLES	INDEMNITÉS		OBSERVATIONS
		précédente	à accorder	
1 ^o Instituteurs.				
MM. Savoye.....	Rue Bonnefoi, 5.	"	490	Directeur. Venu le 8 avril 1907 de l'école route d'Heyrieu où il était logé.
Blanchard	Rue Bécnevelin.	"	300	Du 1 ^{er} juin au 31 septembre 1907.
Vincent.....	Rue Bossuet.	"	300	id.
2 ^o Institutrices.				
M ^{me} Plantier.....	Ch. des Culattes.	"	300	Vient de Limonest le 8 avril 1907.
L'Hôte.....	Rue de la Buire.	"	420	Directrice. Vient d'Alger le 16 mai 1907.
Mélinand.....	Pl. Michel-Servet.	"	300	Vient de Villefranche le 1 ^{er} mai 1907.
Duperray	Quai Jayr.	"	300	Installée le 6 juin 1907.

Ces propositions étant conformes aux prescriptions du décret du 20 juillet 1894 et de vos délibérations datées des 13 mars et 21 novembre 1905, je vous propose, Messieurs, de vouloir bien émettre un avis favorable à leur fixation définitive.

Lyon, le 16 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,

Edouard HERRIOT.

M. GORJUS, rapporteur de la Commission spéciale, propose au Conseil d'émettre un avis favorable aux propositions de M. l'Inspecteur d'Académie relatives aux modifications survenues dans l'état des indemnités de logement au personnel enseignant de la ville de Lyon.

(Adopté.)

Ecole spéciale militaire. — Demandes de bourses de l'Etat.**RAPPORT DE M. LE MAIRE.**

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre trois dossiers relatifs à des demandes de bourses de l'Etat à l'Ecole spéciale militaire de Saint-Cyr.

Il vous appartient, Messieurs, d'exprimer votre avis sur la suite à donner à ces demandes.

Lyon, le 17 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,

Edouard HERRIOT.

Sur la proposition de M. GORJUS, rapporteur de la Commission spéciale, le Conseil émet un avis très favorable aux demandes Rigault, Andrieu et Magnin.

Assurance contre l'incendie des édifices affectés au culte.**RAPPORT DE M. LE MAIRE.**

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre deux réclamations qui m'ont été adressées par des Compagnies assurant, contre l'incendie, divers édifices religieux, pour obtenir le renouvellement des polices ou le paiement des primes.

La loi du 2 janvier 1907 impose aux personnes ou collectivités qui auront obtenu la jouissance gratuite des églises, la charge des réparations de toute nature, ainsi que les frais d'assurance et autres afférents aux édifices et aux meubles les garnissant.

En présence de ces dispositions légales, je ne puis que vous proposer, Messieurs, de laisser aux bénéficiaires des édifices religieux, le soin de pourvoir à leur assurance contre l'incendie et à leur entretien.

Lyon, le 19 juin 1907.

Le Maire de Lyon,

Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, j'ai l'honneur de rapporter à nouveau devant vous le dossier concernant l'assurance contre l'incendie des édifices affectés au culte, dossier qu'à la séance du 24 juin dernier, vous

avez renvoyé à l'Administration. Au nom de votre Commission générale, je vous propose de ratifier les conclusions de mon précédent rapport; elles tendent à laisser les contrats d'assurance à la charge des prêtres qui, ayant tout le profit résultant de la libre et gratuite disposition des locaux, doivent en toute équité acquitter les charges prévues à l'article 13 de la loi du 9 décembre 1905.

Le Rapporteur,
Laurent CHAT.

M. Laurent CHAT : Messieurs, à l'occasion de ce dossier, je signale à l'Administration municipale un vœu adopté par le Congrès radical et radical socialiste tenu à Lyon sous les auspices de la Fédération autonome radicale, radicale-socialiste et socialiste du Rhône. Ce vœu est en faveur de l'organisation d'une assurance mutuelle municipale contre l'incendie en attendant le jour trop différé où le Parlement aura le courage de réaliser le monopole des assurances par l'Etat. Peut-être l'Administration voudrait-elle bien se préoccuper de la question ou demander au Conseil municipal de nommer une commission d'étude de cette réforme dont l'accomplissement serait d'un réel intérêt pour les particuliers et pour la Ville.

M. LE MAIRE : Pour répondre à M. Chat, je dirai que la question qui pourrait vraiment nous intéresser, ce serait un projet d'Assurance mutuelle contre l'incendie entre les villes, et je crois savoir que cette dernière question sera portée à l'ordre du jour du prochain Congrès des Maires.

M. ARNAUD : Si j'ai bien compris, M. Chat propose d'accepter les conclusions du rapport de l'Administration, c'est-à-dire de refuser d'assurer les édifices du culte.

Je renouvelle à ce propos la question que j'ai posée à la dernière séance publique.

Est-ce que la décision que nous allons prendre ne pourra pas avoir pour nous de fâcheuses conséquences par la suite?

M. LE MAIRE : Au point de vue juridique, l'assurance des églises incomberait peut-être à la Ville, mais j'estime qu'il y a là une situation tout à fait fâcheuse pour nous, créée par la non application de la loi de séparation. Il ne nous est pas possible, dans cette circonstance comme dans beaucoup d'autres d'ailleurs, d'accepter pour la Ville des charges qui sont les conséquences onéreuses de la loi de séparation, alors que le clergé en conservera tous les avantages. S'il en était ainsi, la loi de séparation ou plus exactement les lois de séparation auraient constitué pour nous un véritable marché de dupes. Les églises conserveraient au moins autant d'avantages qu'elles en avaient auparavant en ce qui concerne la possession des églises, tandis que les villes, au contraire, auraient à leur charge des dépenses qui peuvent être énormes, car la question des assurances est ici peu importante. Si nous nous rangions à la

solution que semble préconiser M. Arnaud, nous pourrions être entraînés à des conséquences infiniment graves lorsqu'il s'agira des questions de grosses réparations par exemple. Dans ces conditions, après avoir examiné scrupuleusement la question, puisque l'affaire est déjà venue en séance publique et qu'elle a été retirée pour que l'Administration puisse prendre l'avis de la Commission du Contentieux, je maintiens les conclusions de mon premier rapport. N'auraient-elles pour effet que de démontrer aux législateurs et aux pouvoirs supérieurs que la loi de séparation n'est pas tout à fait ce que nous aurions désiré qu'elle fût, que ce résultat serait heureux. J'estime qu'il serait très imprudent de notre part d'assurer les églises alors que nous n'avons aucune espèce de participation aux revenus de ces immeubles. C'est le clergé qui en a la jouissance, et non la Ville et il faudrait que la Ville en payât l'assurance! Non, Messieurs, ce serait scandaleux, il n'y a pas d'autre terme qui puisse définir la situation!

M. PIC : Je crois, Messieurs, qu'au point de vue juridique, l'assurance des églises incombe à l'Administration municipale, en vertu de la loi de 1907. Mais il me semble aussi qu'étant donné que les risques ne sont pas considérables, la Ville peut rester son propre assureur. Si nous pouvions entrer dans la voie qui vient de nous être tracée tout à l'heure des assurances mutuelles municipales, nous pourrions en retirer un sérieux avantage puisque nous n'aurions plus à redouter aucun risque. En attendant, nous pouvons accepter les conclusions de l'Administration en nous plaçant, non pas sur le terrain juridique, mais sur le terrain pratique.

M. ARNAUD : Si l'Administration municipale accepte les responsabilités qu'elle peut encourir, je n'y vois pas d'inconvénient. Mais, d'une façon générale, je suis d'avis de respecter la loi!

M. LE MAIRE : Mon cher collègue, laissez-moi calmer vos scrupules. La loi ne dit rien....

M. ARNAUD : J'entends bien.

M. LE MAIRE : Nous sommes sous l'empire d'une loi inapplicable, du moins non appliquée par le clergé.

Ce n'est pas nous qui devons prendre à notre charge les responsabilités de la situation. Je vous demanderai, au contraire, de les faire peser sur le Gouvernement.

M. PIC : Le Ministre a déclaré que l'Etat devait inscrire à son budget des sommes considérables pour aider les communes.

M. LE MAIRE : C'est une question de bonne foi. Il ne s'agit pas pour nous de prendre des mesures de persécution. Le clergé a la jouissance des églises; il serait excessif que le Gouvernement l'autorisât à nous envoyer tous les ans — ou tous les trimestres — ses polices à acquitter, alors qu'il n'assume lui-

même envers la commune et envers le Gouvernement, aucune responsabilité.

M. ARNAUD : Nous pourrions émettre un vœu motivé.

M. LE MAIRE : Il serait un peu long, s'il devait résumer toutes nos protestations en ce qui concerne la Séparation. Je crois qu'il faut laisser la question pour plus tard.

M. PIC : Nous pourrions émettre un vœu en ce qui concerne la promesse de l'Etat d'aider les communes.

M. LE MAIRE : L'Etat a un moyen bien simple de nous aider. Nous lui demandons de nous attribuer l'archevêché pour y mettre des collections qui lui appartiennent. Notre demande est déposée au Ministère de l'Instruction publique et au Ministère des Finances; nous en attendons encore la solution.

Il nous est permis d'attendre, de la part de l'Etat, une marque de bonne volonté dans le règlement d'une question qui l'intéresse directement. Pour ma part, je défendrai les intérêts de la Ville de toutes mes forces en ce qui concerne les charges que l'on prétend lui imposer.

M. ARNAUD : L'archevêché fera-t-il partie des bâtiments non assurés?

M. LE MAIRE : L'archevêché est entré dans le domaine privé de l'Etat.

M. ARNAUD : Il m'aurait paru dangereux de ne pas assurer un tel immeuble.

M. LE MAIRE : Il est sous séquestre et sa conservation est assurée par l'Administration des Domaines.

M. ARNAUD : Vous savez que l'Etat prévoit, lui, une somme à son budget pour les incendies qui peuvent se produire.

M. FORT (Victor), adjoint : Pas du tout! Lorsqu'il se produit un sinistre, l'Etat demande simplement au Parlement les sommes nécessaires à la reconstruction de l'immeuble incendié.

L'Etat n'assure même pas ses manufactures.

M. LE MAIRE : Même les manufactures d'allumettes!

M. ARNAUD : C'est ce que je voulais dire; ou prend sur des disponibilités budgétaires; en un mot, l'Etat est son propre assureur.

M. LE MAIRE : Messieurs, je mets aux voix les conclusions du rapporteur. Que ceux d'entre vous qui sont d'avis de les approuver veuillent bien le manifester en levant la main.

(Ces conclusions sont adoptées.)

Hospices civils de Lyon. — Charité. — Malades payants. — Enfant Benon (Alexis). — Instance judiciaire contre les parents.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre une délibération en date du 13 février 1907, par laquelle le Conseil général

d'administration des Hospices civils de Lyon a décidé d'engager une instance judiciaire contre M. Benon, aux fins de le faire condamner au paiement :

1° D'une somme de 10 francs par jour, pour frais de traitement de son enfant à la Charité, soit pour 64 journées, 640 francs ;

2° D'une somme de 200 francs comme honoraires du personnel médical.

Suivant les prescriptions de l'article 3 de la loi du 8 janvier 1905, vous êtes appelés, Messieurs, à émettre votre avis sur la suite à donner à cette délibération.

Lyon, le 3 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION SPÉCIALE.

Messieurs, les faits pour lesquels le Conseil général d'administration des Hospices civils de Lyon a délibéré qu'il y avait lieu d'engager une instance contre M. Benon, aux fins de recouvrer une somme de 740 francs, méritent d'être publiquement signalés.

Vous savez tous combien sont lourdes les charges des Hospices civils ; vous savez aussi que ces charges sont parfois aggravées grâce à des certificats d'indigence trop bénévolement accordés en dehors de Lyon ; vous savez, enfin, que les malades indigents sont dans une proportion si grande que l'on a toutes les peines du monde à les accueillir tous dans nos hôpitaux. Dans ces conditions, un devoir rigoureux s'impose à chacun, dans l'intérêt des malheureux et de la morale publique : c'est de payer selon ses facultés, lorsque l'on fait appel aux hospices pour s'y faire soigner.

Or, un riche commissionnaire en bestiaux, M. Benon, domicilié avenue de la République à la Demi-Lune, a fait admettre d'urgence son fils Alexis, atteint de fièvre typhoïde, à l'Hospice de la Charité ; aurait-il la prétention de se croire libéré parce qu'il a fait le versement réglementaire de 2 francs par jour, inférieur à la dépense réelle ?

Le Conseil général d'administration des Hospices, considérant que M. Benon possède une situation de fortune lui permettant de faire soigner son enfant, soit à domicile, soit dans une maison desanté ; considérant qu'il est inadmissible qu'une famille fortunée fasse une économie en faisant soigner un de ses membres dans un hôpital au détriment du patrimoine des pauvres et lui fasse occuper un lit en remplacement d'un indigent qui n'aurait pu être admis faute de place comme cela arrive malheureusement depuis longtemps ; considérant enfin que M. Benon a bien compris l'abus blâmable qu'il avait commis, puisqu'il a successivement offert de verser un supplément de 200 francs, puis 300, puis 400 francs, a décidé de réclamer à M. Benon père 10 francs par journée de présence, faite par son fils à l'Hospice, soit 640 francs, puis 200 francs comme honoraire du personnel médical.

M. Benon a tout d'abord paru reconnaître le bien fondé de cette réclamation

puisqu'aux dates des 4 et 30 novembre il a versé deux fois 50 francs, mais depuis un retour d'opinion a dû se produire, car il a refusé de solder le complément, soit 740 francs.

Nous vous demandons, Messieurs, de féliciter le Conseil général d'administration des Hospices d'avoir en cette occurrence aussi nettement défendu la cause des déshérités de la vie et de la fortune, et de l'autoriser à engager contre M. Benon aîné, commissionnaire en bestiaux à Lyon-Vaise, l'instance judiciaire dont il s'agit.

Le Rapporteur,

Laurent CHAT.

(Mises aux voix ces conclusions sont adoptées.)

Legs fait à la ville de Lyon par M. César Bellochovic. — Acceptation.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, par testament olographe en date du 9 janvier 1907, M. César Bellochovic, en son vivant représentant de commerce, demeurant à Lyon, rue Béchevelin, 4, a légué une somme de 14,000 francs à la ville de Lyon.

Suivant les volontés du légataire, cette somme devra être employée en achat de rentes sur l'Etat et les arrérages affectés chaque année, jusqu'à concurrence de 30 francs, à l'entretien de son tombeau au cimetière de la Guillotière, le surplus devant être réparti en livrets de Caisse d'épargne de 20 francs à distribuer aux élèves des Ecoles laïques du 3^e arrondissement. Ce don devra porter le nom de « César Chovic ».

Le Comité de la Caisse des Ecoles, dans sa séance du 1^{er} juillet 1907, a accepté au nom des Ecoles du 3^e arrondissement le bénéfice de cette dernière libéralité.

Je vous propose, Messieurs, d'accepter le legs fait à la Ville par M. César Bellochovic et de décider que la somme léguée, déduction faite de droits de mutation et des frais de testament, sera employée en achat de rente 3 % sur l'Etat.

Lyon, le 15 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION SPÉCIALE.

Messieurs, votre Commission spéciale vous propose d'accepter le legs de M. César Bellochovic et d'approuver la délibération de la Caisse des Ecoles qui, de son côté, a accepté avec reconnaissance la part lui revenant dans les libéralités de ce philanthrope.

Le Rapporteur,

Laurent CHAT.

(Adopté.)

Don de M. le Président de la République à la Caisse des Ecoles. — Emploi en rentes 3 % sur l'Etat.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, lors de son voyage à Lyon, en mai dernier, M. le Président de la République a fait diverses libéralités au profit d'œuvres de bienfaisance, et notamment un don de 1,000 francs à la Caisse des Ecoles de Lyon.

Le Comité de cette Caisse, appelé à se prononcer sur l'emploi de cette somme, a invité son président, dans sa séance du 1^{er} juillet 1907, à convertir cette libéralité en un titre de rente dont les arrérages seraient affectés aux besoins généraux de la Caisse des Ecoles.

Je vous propose, Messieurs, de prendre une délibération conforme et d'autoriser le Receveur municipal à faire l'acquisition d'un titre de rente 3 % sur l'Etat jusqu'à concurrence de 1,000 fr.

Lyon, le 16 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION SPÉCIALE.

Messieurs, vous approuverez certainement la délibération du Comité de la Caisse des Ecoles qui, estimant que la libéralité faite par M. le Président de la République ne pouvait être considérée comme une recette ordinaire, a prudemment décidé d'acheter de la rente française 3 % jusqu'à concurrence de 1,000 francs.

Le Rapporteur,
Laurent CHAT.

(Adopté.)

Création de deux cours à l'Université de Lyon.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, l'Administration municipale estime qu'il n'y a pas pour elle de devoir plus pressant que de développer et de mettre à la disposition de tous, l'enseignement à tous ses degrés. Elle a élaboré un programme de constructions scolaires qui a déjà fait l'objet d'un certain nombre de rapports soumis à vos délibérations. Elle se préoccupe de préparer la construction d'un nouvel établissement d'enseignement secondaire. Pour compléter cette œuvre, elle vous demande de créer à l'Université deux enseignements nouveaux qui ajouteront aux bienfaits de notre Enseignement supérieur municipal. Il ne saurait être question, en effet, de faire fonctionner ces cours au Palais des Arts, occupé tous les soirs de la semaine pendant le semestre d'hiver.

Ces deux enseignements porteront : l'un, sur l'histoire des religions, l'autre, sur l'histoire des doctrines économiques et sociales.

Il n'est pas difficile de justifier l'urgence de ces créations. L'histoire des religions n'est pas enseignée au grand

public d'une façon vraiment scientifique et utile. D'une part, en effet, elle est enseignée avec des préoccupations dogmatiques et dans une intention de propagande qui sont absolument incompatibles avec l'esprit et les méthodes scientifiques.

Les quelques tentatives qui ont été faites récemment pour introduire dans ces études un peu de liberté et d'esprit critique ont été réprimées par les intéressés avec une netteté qui ne laisse aucun doute sur leur hostilité contre les méthodes rationnelles. D'autre part, il est certain que, pour combattre ces interprétations erronées de l'histoire véritable des religions, on y oppose parfois une passion et une violence qui, excusables peut-être dans la polémique, ne permettent pas de faire l'éducation scientifique de la libre pensée. Il importe donc d'appeler le grand public à entendre discuter de ces questions par des savants impartiaux, instruits, munis de nombreuses connaissances, et en particulier, de la connaissance des langues anciennes, capables d'aborder les phénomènes religieux avec les mêmes méthodes qui s'appliquent à l'étude historique des autres phénomènes humains.

De même, les doctrines économiques et sociales sur lesquelles se fondent nos opinions, sont souvent déformées par la polémique; la pensée de leurs auteurs est mal interprétée, les événements auxquels elles sont associées sont mal connus, le grand public manque, sur ces sujets, d'indications précises, et cependant, c'est de leur connaissance, c'est de l'étude raisonnée et réfléchie qui peut en être faite que doit procéder l'éducation politique du pays.

Cet enseignement, semble-t-il, devrait avoir un triple objet :

1° L'historique, à grands traits, des doctrines économiques et sociales jusqu'à la période contemporaine ;

2° La recherche des lois économiques qui régissent la société actuelle en insistant de préférence sur la question de répartition (capital, travail, salariat, association), et sur le rôle de l'Etat ;

3° Les grands aspects de la politique financière des Etats modernes, les impôts sous leurs formes diverses, la question de l'impôt sur le revenu, les monopoles, les régies.

Au cours de la discussion du budget de 1907, M. Pic a signalé ces lacunes. Je vous propose, Messieurs, de m'autoriser à organiser, avec le concours de l'Université, ces deux enseignements qui seront entièrement publics.

La loi organique du 10 juillet 1896, sur les Universités, combinée avec les prescriptions de la loi de finances du 28 avril 1893 et le décret du 22 juillet 1897, autorise les conseils municipaux à procéder à ces créations. Chacun de ces cours comportant un minimum de vingt leçons, serait rétribué à raison de 1,500 francs l'an. C'est donc une dépense annuelle de 3,000 francs que je vous propose de voter. Cette dépense n'entraînera, d'ailleurs, aucune charge nouvelle pour la Ville. Elle sera compensée par une réduction de même somme sur

le budget du Muséum d'histoire naturelle qui m'a paru pouvoir être réduit sans inconvénient pour ce service.

Lyon, le 20 juin 1907.

Le Maire de Lyon,

Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, l'enseignement supérieur municipal a conquis rapidement dans notre Ville une juste notoriété, et ce succès même impose à la ville de Lyon le devoir de combler certaines lacunes. Deux d'entr'elles vous ont été signalées au cours de la discussion du budget.

Sur ma remarque qu'il y aurait une réelle utilité à instituer au Palais des Arts, à côté des cours d'ordre philosophique, scientifique ou littéraire qui y sont professés, un enseignement économique à l'usage du grand public, — ou plutôt à restaurer cet enseignement qui, pendant plusieurs années, fut fait avec grand succès par un professeur de la Faculté de Droit, — M. le Maire vous fit connaître son intention d'étudier, avec le concours de l'Université, la création de deux cours nouveaux : *Histoire des Religions et Histoire des doctrines économiques* (*Bullet. municip.*, 10 déc. 1906). C'est sur la réalisation de ce projet que vous êtes appelés aujourd'hui à statuer.

Il ne nous a pas paru qu'il convint d'augmenter le nombre des cours professés au Palais des Arts. Nous avons estimé au contraire qu'il convenait, pour bien marquer la sollicitude de la ville de Lyon à l'égard des établissements d'enseignement supérieur qu'elle a contribué à créer ou à développer, et pour fortifier le lien qui doit unir l'enseignement supérieur municipal à l'enseignement universitaire proprement dit, d'utiliser, pour les nouveaux cours municipaux, les locaux que l'Université veut bien mettre à notre disposition; étant bien entendu d'ailleurs que les cours créés ou subventionnés par la Ville seront, comme ceux professés au Palais des Arts, des cours du soir, entièrement publics, susceptibles par conséquent d'être suivis par toutes les classes de la population.

Je n'insisterai pas longuement sur l'utilité de cette double création. L'*Histoire des Religions* a déjà fait l'objet d'un cours très suivi au Palais des Arts, et nul ne saurait sérieusement contester l'opportunité d'un enseignement, dans lequel sera objectivement exposé en toute indépendance scientifique, l'évolution historique des religions. Les hautes considérations développées à cet égard dans le rapport de M. le Maire de Lyon vous paraîtront sans doute déterminantes, et je me ferai scrupule d'y rien ajouter.

L'urgence d'un cours d'*Histoire des doctrines économiques* n'est pas moins certaine à une époque où les problèmes économiques et sociaux tendent de plus en plus à prendre le pas sur les questions de politique pure. Il n'est pas indifférent, pour la marche des affaires publiques, que la généralité des citoyens

prenne clairement conscience de la complexité des problèmes économiques dont le législateur contemporain s'efforce de rechercher la solution, et des aspects divers que ces problèmes ont revêtus, aux diverses époques de l'histoire des peuples.

A ce point de vue, le cours de sociologie ne saurait suffire; car le professeur de sociologie est obligé de se maintenir en quelque sorte sur les sommets, et d'étudier du point de vue philosophique l'évolution organique des sociétés. L'économiste, au contraire, étudie dans le détail les lois économiques, et recherche par quels moyens législatifs les Pouvoirs publics peuvent coopérer à l'évolution sociale, dans le sens de l'amélioration progressive du sort du plus grand nombre.

Dans notre esprit, cet enseignement, pour être réellement utile au grand public, devrait avoir un double objet : 1° l'*histoire à grands traits des doctrines économiques et sociales*, de l'antiquité à la période contemporaine, complétée par un *exposé synthétique des lois économiques qui régissent la société actuelle*. Cet exposé porterait de préférence sur les questions de répartition (rémunération du capital et du travail, salariat et association), et sur le rôle tutélaire dévolu à l'Etat (protection des travailleurs, assurance et assistance sociales); 2° les *grandes lignes de la politique financière des Etats modernes*: l'impôt sous ses formes diverses, la question de l'impôt global et progressif sur le revenu; les monopoles, monopole d'Etat, régies municipales et concessions.

Cette dualité d'objet de l'enseignement économique à instituer conduit logiquement à la création de deux cours distincts, se complétant l'un par l'autre, mais confiés à deux professeurs différents. L'un sera intitulé : *cours d'histoire des doctrines économiques et d'économie sociale*; le second aura pour objet les *principes de la législation financière*.

Cette division n'entraînerait ni complications, ni surcroît de dépenses; car, tandis que le professeur d'histoire des religions ferait un cours chaque semaine, les deux autres professeurs alterneraient chaque quinzaine, sauf à répartir leur enseignement sur deux années.

La ville de Lyon, si elle ratifiait nos propositions, posséderait ainsi un enseignement social digne d'être mis en parallèle avec celui que la ville de Paris a institué dans ces dernières années, en faisant appel au concours de la Sorbonne, du Collège de France, de l'Ecole pratique des Hautes Etudes, et du Conservatoire des Arts et Métiers (voir au dossier le rapport de M. Chautard au Conseil municipal de Paris).

Les négociations préliminaires engagées par l'Administration avec l'Université ont démontré que la réalisation de notre projet ne se heurte, à aucune difficulté d'ordre législatif ou administratif. La loi organique du 10 juillet 1896 sur les Universités d'une part, la loi municipale, d'autre part, autorisent formellement les communes à coopérer, dans la mesure et sous la forme qui leur plaît d'a-

dopter, aux dépenses ordinaires et extraordinaires des Universités, et notamment sous la forme de création de chaires, ou de cours complémentaires. Vous êtes d'ailleurs entrés déjà dans cette voie il y a quelques années, en fournissant à l'Université une contribution pour la transformation en chaire magistrale du cours d'Histoire de Lyon confié à M. Charléty.

Nous vous demandons en conséquence d'autoriser votre Administration à étudier, de concert avec l'Administration académique et le Conseil de l'Université, la création, dans les locaux de l'Université (Facultés de Droit et des Lettres), à partir de la rentrée prochaine de trois cours publics :

Un cours public d'*Histoire des religions*, professé à la Faculté des Lettres ;

Un cours public d'*Histoire des doctrines économiques et d'économie sociale*, et un cours public de *Principes de la législation financière*, professés l'un et l'autre à la Faculté de Droit.

Le premier de ces cours, comportant un minimum de vingt leçons, à raison d'une leçon par semaine, serait rétribué 1,500 francs l'an ; les deux autres, alternés, ne comportant chacun que dix leçons, à raison d'une par quinzaine, seraient rétribués à 750 francs ; total : 3,000 francs.

Les trois titulaires seraient désignés dans les formes administratives ordinaires par le Conseil de l'Université (publicité réglementaire au *Bulletin de l'Instruction publique* pour provoquer les candidatures, présentation des Facultés intéressées) ; les choix de l'Université seraient, avant d'être sanctionnés par le Ministre de l'Instruction publique, soumis à l'agrément du Conseil municipal. La Ville s'engagerait à maintenir pour les trois cours sa subvention globale de 3,000 francs pendant cinq années.

Je dois vous faire remarquer, en terminant, que ces créations n'entraîneront en fait aucun surcroît de dépenses pour la Ville, le chiffre de 3,000 francs que nous vous demandons de voter étant compensé par une réduction de pareille somme que l'Administration a récemment effectuée sur les crédits du Muséum, sans qu'il en résulte aucun inconvénient pour le fonctionnement régulier de ce service. Nous ne faisons donc en somme que vous proposer une meilleure utilisation de crédits destinés à l'enseignement.

Le Rapporteur,
P. PIC.

(Ces conclusions sont mises aux voix et adoptées.)

Galerias Saint-Nizier. — Projet de location à M. Albou.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre un projet de bail pour la location à M. Albou des magasins situés

derrière l'abside de l'église Saint-Nizier, rue de l'Hôtel-de-Ville, 42-44, et qui ont fait retour à la Ville par l'effet de la loi de séparation des Eglises et de l'Etat.

Ce projet est conclu pour une période de neuf ans à partir du 1^{er} juillet 1907, avec faculté réciproque de dédire pour les troisième et sixième années en prévenant par écrit six mois à l'avance.

Le loyer annuel est fixé à la somme de 3,000 francs, non compris l'impôt des portes et fenêtres qui reste à la charge du preneur ; cette somme devra être versée par trimestre et d'avance à la Caisse municipale.

A l'occasion de ce bail, la Ville fera exécuter à ses frais les réparations prévues dans le devis de M. l'Architecte en chef, en date du 24 juin 1907 et s'élevant à la somme de 345 fr. 43, rabais déduit.

Je vous propose, Messieurs, de vouloir bien approuver ce projet de bail.

Lyon, le 15 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Au nom de la Commission spéciale, M. PIC, rapporteur, propose au Conseil d'autoriser l'Administration à rendre définitif le projet de bail passé avec M. Albou, pour la location des magasins situés derrière l'abside de l'église Saint-Nizier, rue de l'Hôtel-de-Ville, 42-44.

(Le Conseil adopte.)

Prolongement de l'avenue de Saxe. — Instance Guinand frères. — Projet de transaction.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, par une délibération du 12 novembre 1906, vous avez autorisé l'Administration municipale à défendre à l'instance engagée contre la ville de Lyon par MM. Guinand frères, en vue l'obtenir : 1^{er} La restitution des terrains cédés gratuitement par eux, sous certaines conditions, pour le prolongement de l'avenue de Saxe ; 2^o Diverses indemnités en compensation du préjudice qu'ils prétendaient leur avoir été causé par la non-exécution, dans le délai fixé, des travaux de mise en état de viabilité de ladite avenue.

Or, après divers pourparlers, MM. Guinand frères ont consenti à régler cette affaire à l'amiable et à retirer leur instance aux conditions suivantes :

1^o La Ville fera établir une chaussée provisoire sur l'avenue de Saxe prolongée jusqu'au chemin des Cures ;

2^o Le niveau sera celui proposé par le service de la Voirie et qui est indiqué par un poteau placé à l'entrée des terrains de MM. Guinand ;

3^o Tous les frais d'instance faits à l'heure actuelle et s'élevant à la somme de 683 fr. 05, seront supportés par la Ville.

L'Administration a accepté ces conditions qui sont de nature à mettre fin au litige, au mieux des intérêts de la Ville,

et elle a donné des instructions à M. le Directeur de la Voirie en vue de l'exécution de la chaussée provisoire au moyen des crédits d'entretien.

Je vous serai obligé, Messieurs, de vouloir bien, par une délibération, ratifier cette décision et autoriser le paiement de la somme de 683 fr. 05, montant des frais d'instance à la charge de la Ville, laquelle pourra être prélevée sur le crédit inscrit au budget de l'exercice courant pour « Frais judiciaires et d'actes ».

Lyon, le 17 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Sur la proposition de M. PIC, rapporteur de la Commission générale, le Conseil accepte le projet de transaction intervenu entre la Ville et MM. Guinand frères, et décide que la somme de 683 fr. 05, montant des frais d'instance, sera prélevée sur le crédit inscrit au budget de l'exercice courant pour : « Frais judiciaires et d'actes ».

Ecole « La Martinière ». — Baux et renouvellement de baux.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre quatre baux consentis par la Commission administrative de « La Martinière », pour des immeubles appartenant à l'Ecole :

1^o et 2^o Renouvellement des baux Desgravelles et Reboisson, place des Terreaux, 1 ;

3^o Renouvellement du bail Villard, place Saint-Clair, 5 ;

4^o Bail de sous-location Poncet-Termoz, rue Royale, 20.

Je vous prie, Messieurs, de vouloir bien émettre votre avis sur chacune de ces pièces.

Lyon, le 21 juin 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

M. BAUDRY, rapporteur de la Commission spéciale, propose au Conseil d'émettre un avis favorable aux quatre baux consentis par la Commission administrative de la Martinière.

(Adopté.)

Caisse de retraites des employés de l'Administration municipale. — Pension Louche (Claude Jean).

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre une demande en liquidation de pension formée par M. Louche (Claude-Jean), ex-dessinateur à la Voirie municipale, admis à faire valoir ses droits à la retraite à partir du 1^{er} juillet 1907, pour raisons de santé.

Cette demande se trouvant dans les conditions prévues par l'article 7 du règlement de la Caisse de retraites des employés municipaux, M. Louche peut prétendre, par application de l'article 11 de ce même règlement, à une pension de retraite de 1.385 fr. 98, ainsi qu'il résulte du bordereau de décompte que vous trouverez joint au dossier.

C'est donc à la somme de 1.385 francs (centimes négligés), que je vous propose, Messieurs, de liquider la pension de retraite annuelle et viagère à accorder à M. Louche.

Les arrérages en seront prélevés sur les fonds de la Caisse de retraites des employés de l'Administration municipale et prendront cours à partir du 1^{er} juillet 1907, date de la cessation des services de M. Louche à la Voirie municipale.

Lyon, le 2 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Le Conseil municipal, sur la proposition de M. BAUDRY, rapporteur de la Commission spéciale, fixe à la somme de 1.385 francs, la pension de retraite annuelle et viagère à accorder à M. Louche.

Caisse de retraites des employés de l'Administration municipale — Pension Guymard (Jean-Marie).

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre une demande en liquidation de pension formée par M. Guymard (Jean-Marie), ex-chef cantonnier au service municipal de la Voirie, admis à faire valoir ses droits à la retraite à partir du 1^{er} juillet 1907.

M. Guymard se trouvant dans les conditions prévues par les articles 7 et 11 du règlement de la Caisse des retraites des employés municipaux a, par suite, droit à une pension de 1.443 fr. 35, ainsi qu'il résulte du bordereau de décompte que vous trouverez joint au dossier.

C'est donc à la somme de 1.443 francs (centimes négligés), que je vous propose, Messieurs, de liquider la pension de retraite annuelle et viagère à accorder à M. Guymard.

Les arrérages en seront prélevés sur les fonds de la Caisse de retraites des employés de l'Administration municipale et prendront cours à partir du 1^{er} juillet 1907, date de la cessation des services de M. Guymard.

Lyon, le 2 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Sur la proposition de M. BAUDRY, rapporteur de la Commission spéciale, le Conseil liquide à la somme de 1.443 fr. la pension de retraite annuelle et viagère à allouer à M. Guymard.

Caisse de retraites des employés de l'Administration municipale. — Réversibilité de pension veuve Mathieu.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre une demande en réversibilité de pension formée par M^{me} de Saint-Jean (Marie-Louise), veuve de M. Mathieu (Jean-Louis), ex-retraité de l'Administration municipale, décédé à Lyon le 27 mars 1907.

M^{me} veuve Mathieu se trouvant dans les conditions prévues par l'article 19 du règlement de la Caisse de retraites des employés municipaux, peut, conformément à l'article 20 du dit règlement, prétendre à la moitié de la pension de 870 francs dont jouissait son mari, soit 870 francs : 2 = 435 francs.

C'est donc à la somme de 435 francs que je vous propose, Messieurs, de liquider la pension de retraite annuelle et viagère à accorder à M^{me} veuve Mathieu.

Les arrérages en seront prélevés sur les fonds de la Caisse de retraites des employés de l'Administration municipale et prendront cours à partir du 28 mars 1907, lendemain du décès de M. Mathieu.

Lyon, le 2 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Au nom de la Commission spéciale, M. BAUDRY, rapporteur, propose au Conseil de fixer à la somme de 435 fr., la pension à allouer à M^{me} veuve Mathieu.

(Le Conseil adopte.)

Hospices civils. — Projet d'échange avec MM. Bouffier et Pravaz de diverses parcelles de terrains situées dans les 3^e et 6^e arrondissements.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, par une délibération du 15 mai 1907, le Conseil général d'administration des Hospices civils de Lyon, a sollicité l'autorisation de céder à MM. Bouffier et Pravaz, une parcelle de terrain d'une superficie de 1.674 m. 86 d. carrés, située rue Duguesclin entre les rues Crillon et Tronchet, et de recevoir en échange, avec une soulte de 17,455 fr. 75 c., deux parcelles de terrains d'une superficie totale de 52.287 m. 92 d. carrés situées en bordure du cours Eugénie et des chemins de Saint-Denis-de-Bron, des Pins, de Villeurbanne à Vénissieux et de Monplaisir à l'Asile de Bron.

En exécution d'un arrêté de M. le Préfet du Rhône en date du 30 mai 1907, ce projet d'échange a été soumis à une enquête qui a été faite à la Mairie centrale du 10 au 18 juin 1907 inclusivement et au cours de laquelle aucune observation n'a été produite.

De son côté, M. le Commissaire enquêteur a émis un avis entièrement favorable.

Conformément aux prescriptions de l'article 10 de la loi du 7 août 1851, il vous appartient, Messieurs, de donner votre avis au sujet de cette affaire.

Lyon, le 24 juin 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION SPÉCIALE.

Messieurs, l'Administration des Hospices nous demande d'approuver un échange de terrains avec MM. Bouffier et Pravaz. Les conditions de cet échange qui comprend une soulte de 17.500 fr. environ, en faveur des Hospices, nous paraissant normales et même avantageuses pour ceux-ci, nous vous proposons donc de donner l'autorisation demandée.

Le Rapporteur,
V. FAGOT.

(Adopté.)

Caisse de retraites des employés de l'Administration municipale. — Pension Vincent (Marie).

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre une demande en liquidation de pension formée par M^{me} Vincent (Marie), ex-directrice du Bureau municipal de placement pour dames, admise à faire valoir ses droits à la retraite à partir du 1^{er} juillet 1907, pour raisons de santé.

Entrée dans l'Administration municipale le 1^{er} janvier 1892, M^{me} Vincent se trouve dans les conditions prévues par l'article 7 du règlement de la Caisse des retraites et justifie de 15 ans 6 mois de services valables pour la retraite.

Son dernier traitement étant de 2.200 francs, la pension à laquelle elle peut prétendre est égale à 2.200 francs × 15 a. 6 m. : 45 = 757,77.

C'est donc à la somme de 757 francs (centimes négligés), que je vous propose, Messieurs, de liquider la pension de retraite annuelle et viagère à accorder à M^{me} Vincent.

Les arrérages en seront prélevés sur les fonds de la Caisse de retraites des employés de l'administration municipale et prendront cours à partir du 1^{er} juillet 1907, date de la cessation des services de M^{me} Vincent.

En demandant la liquidation de sa pension, M^{me} Vincent sollicite, en outre, l'attribution d'un secours annuel et renouvelable de 443 francs, afin d'élever à 1.200 francs, le montant de ses ressources annuelles.

En raison de l'état précaire de santé de M^{me} Vincent, qui ne pourra se livrer à aucun travail, j'ai l'honneur, de vous proposer, Messieurs, d'accueillir favorablement cette demande et d'accorder à M^{me} Vincent le secours qu'elle sollicite.

Le montant en serait prélevé sur le,

crédit inscrit au budget pour « Pensions et secours à la charge de la Ville » et il partirait, comme la pension, du 1^{er} juillet 1907.

Lyon, le 2 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION SPÉCIALE.

Messieurs, l'Administration nous propose d'approuver la liquidation de la pension de M^{lle} Vincent, ex-directrice du bureau de placement pour dames aux Célestins. La liquidation réglementaire atteint la somme de 757 fr. 77, mais sur la demande de l'intéressée et en raison tant de ses bons services que de l'état de sa santé, l'Administration propose de joindre au total de la pension un secours annuel et renouvelable de 443 francs afin d'élever les ressources de M^{lle} Vincent à la somme de 1,200 fr.

En raison du dévouement apporté par M^{lle} Vincent dans l'exercice de ses fonctions, nous vous proposons, Messieurs, d'approuver ces conclusions.

Le Rapporteur,
V. FAGOT.

(Adopté.)

Assurance contre l'incendie de la Bourse du Travail. — Projet de police.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre un projet consenti par la Compagnie « la Paternelle » pour le renouvellement de la police, assurant contre l'incendie la Bourse du Travail.

Ce projet est conclu pour une période de six ans et cent-quatre-vingt-onze jours à partir du 24 juin 1907. Les parties se réservent cependant le droit de résilier le présent contrat à l'expiration de chaque année.

Le capital assuré s'élève à la somme de 280.000 francs et la prime à payer à 67 fr. 95.

Les conditions de faveur faites à la Ville, étant insérées dans le présent contrat, je vous propose, Messieurs, de l'approuver.

Lyon, le 2 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION SPÉCIALE.

Messieurs, l'Administration nous demande d'approuver le renouvellement de l'assurance de la Bourse du Travail à la Compagnie « la Paternelle », pour la somme de 280.000 francs avec une prime de 67 fr. 95 et une durée de six années, résiliable d'année en année.

Nous vous proposons, Messieurs, d'approuver ces conclusions.

Le Rapporteur,
V. FAGOT.

(Adopté.)

Dispensaire général de Lyon. — Comptes et budgets.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre les documents suivants qui m'ont été transmis par le Dispensaire général de Lyon :

Compte de gestion de l'exercice 1906 ;
Compte administratif pour le même exercice ;

Budget additionnel pour l'exercice 1907 ;

Budget primitif pour l'exercice 1908.

Conformément aux prescriptions de l'article 70 de la loi du 5 avril 1884, il vous appartient, Messieurs, d'émettre votre avis au sujet de ces comptes et budgets.

Lyon, le 9 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION SPÉCIALE.

Messieurs, on nous soumet, conformément à la loi du 5 avril 1884, les comptes et budgets du Dispensaire général qui s'élèvent en chiffres ronds à 55,000 francs.

Ces comptes et prévisions nous paraissant parfaitement établis, nous vous proposons, Messieurs, de leur accorder votre approbation.

Le Rapporteur,
V. FAGOT.

(Le Conseil adopte.)

Mont-de-Piété de Lyon. — Comptes et budgets.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre, avec les délibérations s'y rapportant, les documents suivants qui m'ont été transmis par le Conseil d'administration du Mont-de-Piété de Lyon :

1^o Compte de gestion de 1906 ;

2^o Compte administratif pour le même exercice ;

3^o Budget additionnel de 1907 ;

4^o Budget primitif de 1908.

Il vous appartient, Messieurs, d'émettre votre avis au sujet de ces comptes et budgets.

Lyon, le 9 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION SPÉCIALE.

Messieurs, après examen, nous vous proposons d'approuver les comptes et budgets présentés par l'Administration du Mont-de-Piété et qui nous paraissent établis régulièrement. Je regrette seulement que cette Administration n'ait pas cru devoir tenter le moindre essai de remboursement à domicile, amélioration que nous avons indiquée à di-

verses reprises à propos de précédents budgets.

Le Rapporteur,
V. FAGOT.

(Adopté.)

Cession par les Hospices civils de Lyon des terrains nécessaires au prolongement des rues Créqui et Louis-Blanc. — Classement de diverses voies publiques dans la Voirie urbaine.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, avant de faire entreprendre les travaux de mise en état de viabilité des rues Créqui et Louis-Blanc prolongées sur l'emplacement de l'ancien monument des Brotteaux, l'Administration municipale a dû s'entendre avec les Hospices civils de Lyon au sujet de la cession par ces derniers des terrains formant l'assiette des prolongements desdites voies publiques et dont ils sont propriétaires.

Après divers pourparlers, les Hospices ont consenti à céder les terrains dont il s'agit, qui occupent une superficie de 2,350 mètres carrés, sans stipulation de prix et uniquement aux conditions suivantes insérées dans un projet de traité que j'ai l'honneur de vous soumettre.

1^o La Ville devra faire classer comme voies municipales les voies privées ci-après désignées et dont le sol lui est cédé gratuitement par les Hospices civils de Lyon :

Rue Barrier, ouverte avec 12 mètres de largeur entre les rues Cuvier et Robert ;

Rue Amédée-Bonnet, ouverte également avec 12 mètres de largeur, entre les rues Duguesclin et Tête-d'Or ;

Rue François-Garcin, ouverte avec 12 mètres de largeur entre les rues de Bonnel et Servient et avec 20 mètres de largeur, entre cette dernière rue et la rue Mazenod ;

Deux carrefours triangulaires joignant la rue Moncey, l'un entre les rues de la Part-Dieu et Voltaire, l'autre entre les rues Boileau et Dunois.

En ce qui concerne les rues Barrier et François-Garcin, il est expliqué que trois parcelles en saillie sur l'alignement et sur lesquelles il existe des constructions seront livrées par les Hospices aux époques suivantes :

Parcelle à l'angle des rues Barrier et Bugeaud, le 24 juin 1910 ;

Parcelle à l'angle des rues Barrier et Robert, lors de la reconstruction des bâtiments en bordure, quelle qu'en soit l'époque ;

Parcelle à l'angle des rues François-Garcin et Mazenod, le 24 juin 1907.

2^o La Ville devra en outre : a) faire établir sur les trois rues précitées, des chaussées en cailloux roulés conformes aux profils normaux et des trottoirs en terre avec bordurettes en granit ; b) maintenir en leur état actuel les deux carrefours qui, en fait, sont déjà incorporés à la voie publique ; c) faire éclairer.

rer à ses frais lesdites voies, au moyen des lanternes existantes.

Le classement des rues Barrier, Amédée-Bonnet et François-Garcin occasionnerait à la Ville une dépense de 30,000 francs pour travaux de pavage et pose de bordurettes et une dépense annuelle de 840 francs pour l'éclairage et l'entretien des douze lanternes installées par les Hospices.

Les conditions imposées à la Ville pour obtenir la cession du sol des prolongements des rues Créqui et Louis-Blanc, serait donc peu onéreuse. D'autre part, il convient de remarquer qu'il y a une réelle utilité à faire prononcer dès à présent un classement qui s'imposerait tôt ou tard, attendu que les trois rues sont bordées d'immeubles importants et qu'elles desservent une nombreuse population.

En prévision de ce classement et en vue de la fixation des alignements et du nivellement desdites voies, M. le Directeur du service municipal de la Voirie a préparé un projet spécial que je vous soumetts également.

Les plans de ce projet indiquent :

Par des traits noirs, liserés de noir, les alignements actuels conservés;

Par des traits rouges les alignements projetés;

Par des teintes jaunes, des terrains à livrer gratuitement par les Hospices à la voie publique lors de la démolition des immeubles en saillie sur les alignements tracés en rouge;

Par des teintes roses les deux carrefours à incorporer à la voie publique.

Les alignements qui avaient été projetés par les Hospices pour les rues Barrier, Amédée-Bonnet et François-Garcin ainsi que le nivellement actuel de ces rues et deux carrefours sont maintenus.

En conséquence, je vous propose, Messieurs, de vouloir bien :

1^o Approuver le traité susvisé intervenu entre la Ville et les Hospices civils et m'autoriser à le rendre définitif.

2^o Approuver le projet dressé par le service municipal de la Voirie en vue du classement des voies privées cédées à la Ville et décider que ce projet sera soumis à une enquête dans les formes prévues par l'ordonnance du 23 août 1835.

Quant à la mise en état de viabilité des prolongements des rues Créqui et Louis-Blanc, je vous soumettrai prochainement des propositions à ce sujet.

Lyon, le 10 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,

Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, l'Administration municipale nous demande de ratifier un traité conclu entre elle et les Hospices, par lequel ceux-ci cèdent gratuitement à la Ville le terrain nécessaire au percement des rues Créqui et Louis-Blanc, soit 2,350 mètres sur l'emplacement du monument des Brotteaux. Cette cession est faite à la condition que la Ville classe immédiatement les rues Barrier, Amé-

dée-Bonnet, François-Garcin et deux carrefours joignant la rue Moncey.

Ce classement s'imposant tous les jours davantage dans ce quartier populeux, nous trouvons ces conditions très acceptables et vous proposons de les ratifier.

Le Rapporteur,

V. FAGOT.

(Ces conclusions sont adoptées.)

Construction d'un immeuble sur le prolongement d'une rue A projetée entre les rues Rachais et Garibaldi. — Pétition de MM. Pansu frères.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, par une pétition en date du 22 mai 1907, M. Curny, architecte, rue de l'Hôtel-de-Ville, 64, agissant au nom de MM. Pansu frères, sollicite l'autorisation d'élever des constructions sur un terrain que ces derniers possèdent à l'angle de la rue Garibaldi et de la place de la Croix.

Ce terrain est indiqué sur le plan joint au dossier, par les lettres D. E. B. F. G. M. Une partie C. F. G. H. K., teintée en jaune clair, doit être acquise par la Ville pour élargir la rue Garibaldi, et une autre portion triangulaire A. B. C., teintée en jaune foncé, devrait être également achetée par la Ville si elle donnait suite au projet d'ouverture de la rue A entre les rues Rachais et Garibaldi.

MM. Pansu ne font aucune observation en ce qui concerne l'obligation de suivre l'alignement B. K. sur la rue Garibaldi, mais pour l'alignement A. C. à suivre sur la rue A, ils demandent, si cela est possible, à ne pas être astreints à se conformer à cet alignement et à pouvoir s'appuyer contre le mur mitoyen A. B. de la maison Gay, rue Garibaldi, n° 282.

Ils tiennent à pouvoir implanter à leur convenance leurs futures constructions dans le périmètre D. E. B. K. H. M. liseré en rouge, qui englobe le triangle jaune foncé A. B. C.

Ainsi que l'explique M. le Directeur du service de la Voirie dans son rapport, il ne paraît pas y avoir d'inconvénient à donner satisfaction à la demande de MM. Pansu frères, attendu que l'ouverture de la rue A projetée a maintenant peu de chance de s'exécuter. En effet, par deux délibérations, en dates des 9 juillet 1901 et 31 juillet 1906, le Conseil municipal a autorisé M. Gay d'une part et la Société des Imprimeries Delaroche et Schneider d'autre part, à implanter diverses constructions sur des terrains leur appartenant et situés dans le prolongement de la rue A projetée.

En présence de ces décisions, qui impliquent évidemment l'abandon du percement de la rue A, j'ai l'honneur de vous proposer, Messieurs, de vouloir bien, conformément d'ailleurs à l'avis émis par M. le Directeur du service, décider qu'il y a lieu d'autoriser purement

et simplement MM. Pansu frères aux fins de leur demande.

Lyon, le 27 juin 1907.

Le Maire de Lyon,

Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, M. Curny, architecte à Lyon, agissant au nom de MM. Pansu frères, sollicite l'autorisation d'élever des constructions sur un terrain que ces derniers possèdent à l'angle de la rue Garibaldi et de la place de la Croix.

Ce terrain est indiqué sur un plan joint au dossier.

L'ouverture d'une rue A projetée a maintenant peu de chance de s'exécuter et cela par suite de deux délibérations du Conseil municipal ayant autorisé M. Gay, d'une part, et la Société des imprimeries Delaroche et Schneider, d'autre part, à implanter diverses constructions sur des terrains leur appartenant et situés dans le prolongement de la rue A projetée.

En présence de ces décisions qui impliquent l'abandon du percement de la rue A, j'ai l'honneur de vous proposer, Messieurs, de vouloir bien, conformément à l'avis de M. le Directeur du service de la Voirie, décider qu'il y a lieu d'autoriser MM. Pansu frères aux fins de leur demande.

Le Rapporteur,

F. MOUSSET.

(Adopté.)

Concession de distribution d'électricité de l'îlot Bellecour. — Substitution de M. Grialou à M. de Mercey.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, par une pétition du 27 mai dernier, M. de Mercey, directeur de la station électrique de l'îlot Bellecour, demande que M. Grialou, ingénieur civil, demeurant à Lyon, rue Président-Carnot, n° 6, lui soit substitué dans les droits et obligations attachés à la concession de distribution d'électricité qui lui a été accordée par une délibération du Conseil municipal du 24 mai 1898.

De son côté, M. Grialou déclare par une lettre du 10 juin courant, qu'il est entièrement d'accord avec M. de Mercey, pour demander cette substitution.

Dans ces conditions et conformément d'ailleurs à l'avis émis par M. le Directeur du service de la Voirie, j'ai l'honneur de vous proposer, Messieurs, de vouloir bien autoriser la substitution de M. Grialou à M. de Mercey dans tous les droits et obligations résultant de la concession précitée qui doit prendre fin le 31 octobre 1923.

Lyon, le 1^{er} juillet 1907.

Le Maire de Lyon,

Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION SPÉCIALE.

Messieurs, M. de Mercey, directeur de la station électrique de l'îlot Bellecour, demande que M. Grialou lui soit

substitué dans les droits et obligations attachés à la concession de distribution d'électricité qui lui a été accordée par une délibération du Conseil municipal du 24 mai 1898. De son côté M. Grialou déclare, par lettre, qu'il est entièrement d'accord avec M. de Mercey pour demander cette substitution.

En conséquence je vous propose, Messieurs, conformément à l'avis émis par M. le Directeur du service de la Voirie, de vouloir bien autoriser cette substitution dans tous les droits et obligations résultant de la concession précitée.

Le Rapporteur,
F. MOUSSET.

(Le Conseil adopte.)

Location à la Compagnie « Oliver » du magasin situé rue de l'Hôtel-de-Ville, 14.— Projet de bail.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, le 9 mars 1906, la Ville louait à M. Roux, directeur de la machine à écrire « Idéal », le magasin situé rue de l'Hôtel-de-Ville, 14, avec jouissance du 24 juin suivant.

Le bail fut établi au nom de M. Roux, représenté par M. Arnal, et signé par ce dernier, qui n'avait aucun pouvoir régulier.

A la suite de difficultés commerciales qu'il eut avec son représentant, M. Roux fit signifier à la Ville, le 9 mars dernier, par acte extra-judiciaire, qu'il « entendait rester complètement étranger aux clauses du bail et n'être jamais inquiété par la ville de Lyon, soit pour défaut de paiement des loyers, soit pour dégradations, incendie ou pour toute autre cause que ce soit. »

M. Arnal, occupant du magasin, qui représente actuellement la machine à écrire « Oliver », s'étant désisté également de tous ses droits sur le local, j'ai fait signer à M. Monver, administrateur délégué de la Compagnie « Oliver », le projet de bail ci-joint que j'ai l'honneur de vous soumettre.

Ce projet est conclu pour une période de neuf ans à partir du 1^{er} juillet 1907, avec faculté réciproque de dédire pour les troisième et sixième années.

Le prix annuel de location est porté de 2,500 à 2,700 francs et devra être versé par semestre et d'avance à la Caisse municipale.

Enfin, en cas de contestations, la Compagnie « Oliver » fait élection de domicile au local loué.

Je vous propose, Messieurs :

1^o De prendre acte de la renonciation de MM. Roux et Arnal à tous leurs droits sur le local ;

2^o D'approuver le projet de bail consenti à la Compagnie « Oliver ».

Lyon, le 3 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION SPÉCIALE.

Messieurs, il s'agit d'un projet de bail pour un magasin situé rue de l'Hôtel-de-Ville, 14.

Je vous propose, Messieurs :

1^o De prendre acte de la renonciation de MM. Roux et Arnal à tous leurs droits sur le local.

2^o D'approuver le projet de bail consenti à la Compagnie Oliver.

Le Rapporteur,
F. MOUSSET.

(Adopté.)

Elargissement du chemin vicinal ordinaire, n° 60 « de la Villette ». — Pétition Drevet.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, par une pétition du 6 avril 1907, M. Claude Drevet, constructeur d'appareils de chauffage et propriétaire d'un terrain situé chemin de la Villette, n° 63, a demandé l'autorisation de construire sur ce terrain, en saillie sur l'alignement, une maison de 130 mètres carrés de superficie, comprenant un sous-sol, un rez-de-chaussée et un étage avec combles.

Les alignements, approuvés par une décision du 22 février 1902, de la Commission départementale, attribuent audit chemin une largeur de 25 mètres. Sa largeur actuelle au droit de la propriété Drevet n'étant que de 10 mètres, cette propriété se trouve frappée de reculement par les nouveaux alignements sur une profondeur de 15 mètres. Comme la longueur totale du terrain est de 18 m. 75, la superficie à occuper pour l'élargissement de la voie publique serait donc de 281 m. 25 d. carrés.

En raison de l'importance de ce reculement et suivant la jurisprudence admise par le Conseil d'Etat, l'immeuble dont il s'agit ne peut être assujéti aux servitudes de voirie.

M. Drevet peut donc faire subir à sa propriété, dans la partie en saillie sur l'alignement approuvé, toutes les modifications qu'il jugera utiles et l'autorisation de construire suivant l'alignement actuel de la voie publique ne saurait lui être refusée qu'en acquérant à l'amiable ou par voie d'expropriation le terrain situé sur l'emprise de l'élargissement projeté.

Dans cette situation, j'ai prié MM. les Agents voyers de négocier avec M. Drevet l'acquisition de son terrain, ainsi que des constructions et murs de clôture qui y existent au prix maximum de 12,000 fr., qui paraît correspondre à une évaluation raisonnable eu égard à la valeur des terrains du quartier.

Dans un rapport des 30 mai et 5 juin 1907, MM. les Agents voyers font connaître que leurs démarches sont restées sans résultat, M. Drevet exigeant une indemnité totale de 43,900 francs, ainsi évaluée :

Terrain (à raison de 50 fr. le mètre).....	Fr. 14.000 »
Construction et installation existant sur le terrain.....	4.900 »
Indemnité de déplacement.....	25.000 »
Total égal.....	Fr. 43.900 »

Les évaluations dudit propriétaire en ce qui concerne le terrain et les constructions sont sensiblement supérieures à celles du service vicinal.

En outre, sa prétention de demander une indemnité spéciale très élevée, en raison du déplacement de ses installations industrielles, ne paraît pas justifiée.

D'ailleurs, en présence de cette prétention, il semble difficile d'apprécier quelle pourrait être la dépense qui incomberait à la Ville dans le cas où cette dernière poursuivrait, par voie d'expropriation, l'élargissement du chemin de la Villette sur la propriété Drevet.

Enfin, il convient de remarquer que le bâtiment projeté, prévu seulement avec un étage, ne semble pas devoir être d'une valeur considérable, et que la réalisation de l'élargissement prévu sur la propriété Drevet n'apporterait pas d'amélioration sensible, quant à présent, car dans la partie du chemin de la Villette, comprise entre la place et la rue Paul-Bert, il existe, à l'alignement de 10 mètres, plusieurs maisons importantes, de construction récente, qui retarderont l'élargissement à 25 mètres.

Pour ces raisons, j'ai l'honneur de vous proposer, Messieurs, de vouloir bien décider qu'il y a lieu d'autoriser purement et simplement M. Drevet aux fins de sa demande.

Lyon, le 27 juin 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, par une pétition en date du 6 avril dernier, le sieur Claude Drevet demande l'autorisation de construire une maison sur un terrain qu'il possède rue de la Villette, 63 ; cette propriété se trouve frappée de reculement sur 15 mètres de profondeur, suivant les nouveaux alignements approuvés le 22 février 1902, qui nécessitent l'incorporation à la voie publique de 281 m. 25 de terrain. En raison de l'importance de l'emprise, la jurisprudence adoptée par le Conseil d'Etat ne permet pas que le dit immeuble soit assujéti aux servitudes de voirie, le nouvel alignement ne peut donc être réalisé que par l'expropriation ou l'acquisition à l'amiable de la partie nécessaire ; à cet effet, l'Administration est entrée en pourparlers avec le sieur Drevet, lequel a formulé ses prétentions qui sont les suivantes :

Pour le terrain, à 50 francs le mètre carré	14.000 »
Pour constructions et autres installations.....	4.900 »
Plus une indemnité de déplacement de.....	25.000 »
Soit une somme totale due pour toutes indemnités de Fr.	43.900 »

L'évaluation faite par les Agents voyers s'élevait à la somme de 12 000 francs pour toutes indemnités, qui paraît très raisonnable comparativement avec les prix payés récemment pour des terrains acquis pour le même objet, qui n'ont pas excédé 35 francs le mètre carré.

La demande du sieur Drevet est d'une exagération inacceptable, surtout si l'on considère que la partie de la rue de la Villette à élargir, entre la place et la rue Paul-Bert où se trouve l'immeuble du pétitionnaire, est occupée par plusieurs maisons importantes et de construction récente, devant forcément apporter un retard assez éloigné à la réalisation complète de l'élargissement prévu. En conséquence, votre Commission générale, considérant comme l'Administration dans son rapport, que l'élargissement sur le seul immeuble Drevet n'apporte pas une amélioration immédiate assez sensible selon la dépense, pour être accepté, décide qu'il y a lieu d'autoriser purement et simplement le sieur Drevet aux fins de sa demande.

Le Rapporteur,
BATAILLE.

(Le Conseil adopte ces conclusions).

Cession par la Ville d'une parcelle de terrain située rue de Belfort prolongée.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, par une pétition en date du 5 septembre 1906, MM. Tournus et Pourchet, régisseurs d'immeubles, agissant au nom des mariés Boubée, sollicitent l'autorisation de pratiquer des ouvertures dans le mur de l'immeuble situé passage d'Igre, 9, qui est mitoyen avec un terrain communal longeant la rue de Belfort, et, en cas de refus, ils demandent à acquérir ce terrain.

Au cours des pourparlers engagés par le service municipal de la Voirie avec les propriétaires intéressés, ces derniers ont renoncé à pratiquer les ouvertures projetées, et déclaré qu'ils préféreraient acheter ledit terrain sur lequel ils exercent, d'ailleurs, un droit de préemption conformément aux articles 53 de la loi du 16 septembre 1807 et 2 du décret du 26 mars 1852.

Le terrain dont il s'agit est situé sur l'alignement Sud-Ouest de la rue Belfort, au Nord-Est de l'immeuble des pétitionnaires. Il mesure, en moyenne, 0 m. 70 de largeur. Sa surface, d'après une mensuration contradictoire, est de 11 m. 30 d. carrés.

M. le Directeur de la Voirie estime qu'en raison de la situation du dit terrain, qui est tout en façade, sa valeur est de 339 francs, à raison de 30 francs le mètre carré.

Cette estimation a été acceptée par les mariés Boubée.

D'autre part, il a semblé opportun de profiter de cette occasion pour régler en même temps une difficulté pendante entre la Ville et lesdits propriétaires

relativement à des dégâts occasionnés à leur immeuble en octobre 1904 par des infiltrations d'eau provenant du remblaiement de la rue Belfort prolongée.

Depuis cette époque, le service de la Voirie a fait exécuter les travaux nécessaires pour éviter le retour des inconvénients signalés; néanmoins, l'humidité a atteint certains murs jusqu'à 1 m. 70 au-dessus du niveau du rez-de-chaussée, et deux appartements ont été, de ce fait, inoccupés pendant un mois ou deux.

Après discussion, M. Boubée a consenti à transiger amiablement, moyennant le paiement par la Ville, d'une indemnité de 50 francs pour réparation du préjudice subi.

Dans ces conditions et pour terminer en une seule fois ces deux affaires, M. le Directeur de la Voirie a fait signer aux mariés Boubée un projet de traité que j'ai l'honneur de vous soumettre et aux termes duquel ces derniers auraient à payer à la Ville une somme de 289 fr., ainsi calculée.

Acquisition de terrain :	
11 m. 30 d. carrés $\times$ 30 = ...	339 »
A déduire :	
Indemnité pour préjudice causé par des infiltrations d'eau....	50 »
Reste à payer.....	289 »

Les conditions de ce projet de traité paraissant acceptables pour la Ville, je vous propose, Messieurs, de vouloir bien m'autoriser à passer l'acte définitif.

Lyon, le 1^{er} juillet 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Sur la proposition de M. THÉVENON, rapporteur de la Commission générale, le Conseil approuve le projet de traité passé avec les mariés Boubée pour la cession par la Ville d'une parcelle de terrain située rue Belfort prolongée.

Legs de M^{me} Jeanne-Julienne Dumas au Sou des Ecoles du 2^e arrondissement. — Acceptation.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, par testament authentique en date du 21 avril 1907, M^{me} Jeanne-Julienne Dumas, veuve en secondes noces de M. Alexandre Viallet, en son vivant demeurant à Lyon, boulevard des Brotteaux, 28, a légué à la ville de Lyon, une somme de 5,000 francs, pour le Sou des Ecoles du 2^e arrondissement.

Il n'existe pas à proprement parler de société de ce nom dans le 2^e arrondissement. Mais la Ville pourra tenir compte des intentions de la testatrice en remettant chaque année le produit de cette libéralité à une Société de patronage scolaire remplissant le but charitable que s'est proposée M^{me} Dumas.

Je vous propose, en conséquence, d'accepter le legs dont il s'agit en stipulant que son montant, déduction faite des droits de mutations et des frais de testa-

ment, sera converti en achat de rente 3 % sur l'Etat au nom de la Ville, avec affectation des arrérages au profit des enfants pauvres fréquentant les écoles publiques du 2^e arrondissement.

Lyon, le 2 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION SPÉCIALE.

Messieurs, M^{me} Dumas a légué à la ville de Lyon, une somme de 5,000 fr. pour le « Sou des Ecoles du 2^e arrondissement ».

Les sociétés, généralement désignées sous l'appellation de « Sou des Ecoles », prennent, pour se distinguer, des titres divers : « Denier, Tutélaire, Patronage, Encouragement », etc. Celle du 2^e arrondissement a adopté la dénomination de « Patronage scolaire ». Il est hors de doute que c'est à elle que doit aller la libéralité que la testatrice a eu la généreuse pensée de faire au Sou des Ecoles du 2^e arrondissement.

Votre Commission spéciale vous propose, Messieurs, de l'accepter avec reconnaissance et d'en constituer l'emploi dans les conditions spécifiées par le rapport de M. le Maire.

Le Rapporteur,
L. JACQUIER.

(Adopté.)

Subvention au syndicat des employés civils de l'Artillerie et du Génie pour l'envoi d'un délégué à un Congrès.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre une demande par laquelle le syndicat des employés civils de l'artillerie et du Génie du XIV^e corps d'armée sollicite de la Ville une subvention pour l'envoi d'un délégué à un Congrès corporatif devant avoir lieu à Paris du 3 au 6 juillet 1907.

Je vous propose, Messieurs, d'accueillir favorablement cette demande.

Si vous partagez cet avis, la subvention à allouer serait décomptée de la façon suivante, conformément à vos délibérations des 21 novembre 1905 et 30 janvier 1906 :

Chemin de fer 3 ^e classe, aller et retour.....	Fr. 40 45
Congrès, 4 journées ; voyage,	
2 journées, à 8 francs.....	48 »
Total.....	Fr. 88 45

Le montant de cette subvention serait prélevé sur le crédit inscrit au budget de l'exercice courant sous le titre : « Dépenses imprévues ».

Lyon, le 2 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

M. FALCONNIER, rapporteur de la Commission générale, propose d'allouer

au Syndicat des employés civils de l'artillerie et du génie du 14^e corps d'armée, une subvention de 88 fr. 45, pour l'envoi d'un délégué au Congrès de Paris.

(Adopté.)

Caisse de retraites des sergents de ville de Lyon. — Pensions Bardet (Philibert-Léon) et Bernard (Victor-Emmanuel).

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de placer sous vos yeux un rapport de M. le Préfet du Rhône au sujet des demandes en liquidation de pensions formées par M. Bardet (Philibert-Léon), ancien adjudant de 1^{re} classe, et M. Bernard (Victor-Emmanuel), ancien sous-brigadier de 1^{re} classe à la 3^e compagnie du corps des gardiens de la paix de la ville de Lyon.

Ces demandes sont conformes aux prescriptions du décret du 19 septembre 1863, instituant une caisse spéciale de retraites pour le corps des sergents de ville de Lyon.

Je vous propose, en conséquence, de vouloir bien émettre un avis favorable à ces demandes et de fixer les pensions de retraite annuelle et viagère à leur accorder, savoir :

A la somme de 1,121 francs pour M. Bardet (Philibert-Léon) ;

A la somme de 832 francs pour M. Bernard (Victor-Emmanuel).

Ces pensions seraient imputées sur les fonds de la Caisse de retraites des sergents de ville de Lyon, et prendraient cours du 1^{er} juillet 1907.

Lyon, le 8 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,

Edouard HERRIOT.

Le Conseil, sur la proposition de M. FALCONNIER, rapporteur de la Commission spéciale, fixe à la somme de 1.121 francs, la pension de retraite annuelle et viagère à accorder à M. Bardet (Philibert-Léon) et à 832 francs la pension de retraite annuelle et viagère à accorder à M. Bernard (Victor-Emmanuel).

Subvention au Syndicat des ouvriers mécaniciens et similaires pour l'envoi d'un délégué à un Congrès.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre une demande par laquelle le syndicat des ouvriers mécaniciens et similaires sollicite de la Ville une subvention pour l'envoi d'un délégué à un Congrès corporatif devant avoir lieu à Paris, du 19 au 23 septembre prochain.

Je vous propose, Messieurs, d'accueillir favorablement cette demande.

Si vous partagez cet avis la subvention à allouer serait décomptée de la façon suivante, conformément à vos délibérations des 21 novembre 1905 et 30 janvier 1906 :

Chemin de fer, 3^e classe, aller et retour.....Fr. 40 45

Congrès 5 journées, voyage
2 journées, 7 journées à 8 francs 56 »

Total.....Fr. 96 45

Le montant de cette subvention serait prélevé sur le crédit inscrit au budget de l'exercice courant sous le titre : « Dépenses imprévues ».

Lyon, le 2 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,

Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, le Syndicat des ouvriers mécaniciens et similaires demande une subvention pour l'envoi d'un délégué à un Congrès corporatif qui aura lieu à Paris du 19 au 23 septembre prochain.

La subvention à accorder, serait de 96 fr. 45, décomptée de la façon suivante :

Chemin de fer, 3^e classe, aller et retour.....Fr. 40 45

Congrès, 5 journées, voyage,
2 journées, 7 journées à 8 francs 56 »

Total.....Fr. 96 45

Conformément à l'avis de l'Administration, je vous propose, Messieurs, d'accueillir favorablement cette demande de subvention.

Le Rapporteur,

F. Roux.

(Adopté.)

Subvention à la Chambre syndicale de l'orfèvrerie lyonnaise pour l'envoi d'un délégué à un Congrès.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre une demande par laquelle la Chambre syndicale de l'orfèvrerie lyonnaise sollicite de la Ville une subvention pour l'envoi d'un délégué à un Congrès corporatif devant avoir lieu à Paris du 19 au 23 septembre 1907.

Je vous propose, Messieurs, d'accueillir favorablement cette demande.

Si vous partagez cet avis, la subvention à allouer serait décomptée de la façon suivante, conformément à vos délibérations des 21 novembre 1905 et 30 janvier 1906 :

Chemin de fer, 3^e classe, aller et retour.....Fr. 40 45

Congrès : 5 journées ; voyage,
2 journées à 8 francs..... 56 »

Total.....Fr. 96 45

Le montant de cette subvention serait prélevé sur le crédit inscrit au budget de l'exercice courant sous le titre : « Dépenses imprévues ».

Lyon, le 15 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,

Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, il s'agit d'une subvention à accorder à la Chambre syndicale de

l'orfèvrerie lyonnaise pour l'envoi d'un délégué à un Congrès corporatif devant avoir lieu à Paris du 19 au 23 septembre prochain.

La subvention à accorder serait de 96 fr. 45 et décomptée de la façon suivante :

Chemin de fer, 3^e classe, aller et retour.....Fr. 40 45

Congrès 5 journées, voyage
2 journées, 7 journées à 8 francs 56 »

Total.....Fr. 96 45

Conformément à l'avis de l'Administration, je vous propose, Messieurs, d'accueillir favorablement cette demande de subvention.

Le Rapporteur,

F. Roux.

(Adopté.)

Subvention à la Chambre syndicale des travailleurs sur cuivre pour l'envoi d'un délégué à un Congrès.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre une demande par laquelle la Chambre syndicale des travailleurs sur cuivre de Lyon sollicite de la Ville une subvention pour l'envoi d'un délégué à un Congrès corporatif devant avoir lieu à Paris, du 19 au 23 septembre prochain.

Je vous propose, Messieurs, d'accueillir favorablement cette demande.

Si vous partagez cet avis, la subvention à allouer serait décomptée de la façon suivante, conformément à vos délibérations des 21 novembre 1905 et 30 janvier 1906 :

Chemin de fer, 3^e classe, aller et retour.....Fr. 40 45

Congrès, 5 journées ; voyage,
2 journées, à 8 francs..... 56 »

Total.....Fr. 96 45

Le montant de cette subvention serait prélevé sur le crédit inscrit au budget de l'exercice courant, sous le titre : « Dépenses imprévues ».

Lyon, le 2 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,

Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, au nom de votre Commission générale, j'ai l'honneur de vous proposer d'allouer la somme de 96 fr. 45 à la Chambre syndicale des travailleurs sur cuivre pour l'envoi d'un délégué à un Congrès corporatif.

Le Rapporteur,

F. GIRON.

(Adopté.)

Subvention à la Chambre syndicale des conducteurs-typographes, pour l'envoi d'un délégué à un Congrès.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre une demande par laquelle la Chambre syndicale des conducteurs-typographes sollicite de la Ville une

subvention pour l'envoi d'un délégué à un Congrès corporatif, devant avoir lieu à Paris, du 7 au 14 juillet 1907.

Je vous propose, Messieurs, d'accueillir favorablement cette demande.

Si vous partagez cet avis, la subvention à allouer serait décomptée de la façon suivante, conformément à vos délibérations des 21 novembre 1905 et 30 janvier 1906 :

Chemin de fer 3 ^e classe, aller et retour.....	40 45
Congrès, 8 journées ; voyage, 2 journées, à 8 francs.....	80 »
Total.....	120 45

Le montant de cette subvention serait prélevé sur le crédit inscrit au budget de l'exercice courant, sous le titre : « Dépenses imprévues ».

Lyon, le 2 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Au nom de la Commission générale, M. ABEL, rapporteur, propose au Conseil d'allouer à la Chambre syndicale des conducteurs-typographes, la somme de 120 fr. 45 pour l'envoi d'un délégué au Congrès de Paris.

(Le Conseil adopte.)

Subvention à l'Union des Syndicats du Papier.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre la demande de l'Union des Syndicats du Papier qui sollicite l'allocation annuelle de 300 francs destinée à récompenser les plus méritants des élèves de ses cours professionnels.

Je vous propose, Messieurs, d'accueillir cette demande. La montant de la subvention sera prélevé sur le crédit des : « Dépenses imprévues » de l'exercice en cours.

Lyon, le 12 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

M. ABEL, rapporteur de la Commission générale, propose au Conseil d'allouer à l'Union des Syndicats du Papier une somme de 300 francs pour récompenser les élèves les plus méritants de ses cours professionnels.

(Le Conseil adopte.)

Subvention à la Chambre syndicale des chaudronniers en fer pour l'envoi d'un délégué à un Congrès.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre une demande par laquelle la Chambre syndicale des chaudronniers en fer, sollicite de la Ville une subvention destinée à couvrir les frais d'envoi

d'un délégué à un Congrès corporatif qui doit avoir lieu à Paris du 19 au 23 septembre 1907.

Je vous propose, Messieurs, d'accueillir favorablement cette demande.

Si vous partagez cet avis, la subvention à allouer serait décomptée de la façon suivante, conformément à vos délibérations des 21 novembre 1905 et 30 janvier 1906 :

Chemins de fer, 3 ^e classe, aller et retour.....	Fr. 40 45
Congrès, 5 journées ; voyage, 2 journées à 8 francs.....	56 »
Total.....	Fr. 96 45

Le montant de cette subvention serait prélevé sur le crédit inscrit au budget de l'exercice courant sous le titre : « Dépenses imprévues ».

Lyon, le 2 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Au nom de la Commission générale, M. CHAT, en remplacement de M. BIZET, rapporteur, propose au Conseil d'allouer à la Chambre syndicale des chaudronniers en fer, une somme de 96 fr. 45 pour l'envoi d'un délégué au Congrès de Paris.

(Le Conseil adopte.)

Renouvellement de l'entreprise relative aux travaux de ferronnerie et de quincaillerie à exécuter pour le service de la Voirie.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, le marché relatif aux travaux de ferronnerie et de quincaillerie nécessaires à l'entretien des squares et promenades publiques, ainsi que des bâtiments dépendant du service municipal de la Voirie, arrivant à expiration le 31 décembre prochain, M. le Directeur du service de la Voirie a dressé, en vue du renouvellement de cette entreprise, un projet de cahier des charges que j'ai l'honneur de vous soumettre.

Ce cahier des charges est à peu près la reproduction de celui de l'entreprise actuellement en cours. Il ne comporte que des modifications de détail d'ailleurs peu importantes. Seuls les prix du bordereau ont été modifiés pour tenir compte de la hausse des métaux.

Le nouveau marché aurait une durée de trois années, du 1^{er} janvier 1908 au 31 décembre 1910.

Le montant annuel des travaux est évalué à 5,000 francs environ et le cautionnement serait fixé à 500 francs.

Je vous propose, Messieurs, de vouloir bien approuver ce cahier des charges et décider que les travaux qui en font l'objet seront mis en adjudication publique.

Lyon, le 3 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Le Conseil, sur la proposition de M. CHAT, en remplacement de M. BIZET, rapporteur de la Commission générale, approuve le cahier des charges relatif aux travaux de ferronnerie et de quincaillerie à exécuter pour le service de la Voirie.

Cylindrage à vapeur des chaussées empierrées. — Renouvellement de l'entreprise.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, l'entreprise relative au cylindrage à vapeur des chaussées empierrées arrivant à expiration le 31 décembre 1907, M. le Directeur du service municipal de la Voirie a dressé, en vue du renouvellement de cette entreprise, un projet de cahier des charges que j'ai l'honneur de vous soumettre.

Aux termes de ce cahier des charges, le nouveau marché aurait une durée de trois années, du 1^{er} janvier 1908 au 31 décembre 1910.

Le montant annuel des travaux est évalué à 4,000 francs environ et le cautionnement est fixé à 400 francs.

Je vous propose, Messieurs, de vouloir bien approuver le cahier des charges dont il s'agit et décider que les travaux qui en font l'objet seront mis en adjudication publique.

Lyon, le 3 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

M. TIXIER, rapporteur de la Commission générale, propose au Conseil d'approuver le cahier des charges, relatif à l'entreprise de cylindrage à vapeur des chaussées empierrées, et de décider la mise en adjudication publique des travaux.

(Ces conclusions mises aux voix, sont adoptées.)

Droits d'enregistrement réclamés à la Ville sur l'acte de reprise du service des Eaux.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, à la suite de la reprise par la Ville de Lyon de son service de distribution d'eau, concédé en 1853 à la Compagnie générale des Eaux, l'Administration de l'enregistrement a décerné contre la Ville une contrainte en vue du paiement des droits de mutation résultant de la prétendue rétrocession faite par la Compagnie à la Ville de son droit d'exploitation, considéré comme propriété de biens meubles.

La Ville a fait opposition à cette contrainte, et l'affaire, portée devant le tribunal de la Seine, a été jugée le 20 avril 1907.

Le jugement intervenu, qui m'a été signifié à la date du 7 juin dernier, rejette l'opposition de la Ville et la condamne à souscrire, dans les deux mois

de la signification, une déclaration estimative du montant de chaque annuité à payer à la Compagnie des Eaux, ainsi que des approvisionnements repris par la Ville en fin de concession. La Ville doit, en même temps, acquitter les droits qui seront reconnus exigibles d'après cette déclaration.

Faute de faire la déclaration dans le délai précité, la Ville est condamnée au paiement d'une somme de 1.886.603 fr., montant de l'évaluation faite par la régie des droits de mutation exigibles.

Il m'a paru, tout d'abord, qu'il y avait lieu de déférer à la Cour de cassation le jugement précité, qui n'a tenu aucun compte, dans ses considérants insuffisamment motivés, de la plupart des arguments de droit et de fait invoqués par la Ville à l'encontre des prétentions de l'enregistrement. On ne peut qu'être surpris de voir juger si sommairement une affaire aussi importante.

J'ai, en conséquence, invité notre avocat à la Cour de cassation à déposer le pourvoi à titre conservatoire. Je vous propose de vouloir bien ratifier cette décision.

Mais le pourvoi n'étant pas suspensif, il y a lieu de se préoccuper des moyens d'assurer l'exécution du jugement.

La Ville n'admet ni les chiffres ni l'intégralité des éléments qui ont servi de base à l'évaluation faite par l'enregistrement du montant des droits à payer. Elle doit donc, toutes réserves faites sur le principe de l'exigibilité de ces droits, faire la déclaration demandée, d'après les seuls éléments et les seules évaluations qu'elle estime passibles du droit de mutation qu'elle est condamnée à payer. Tel est, du reste, l'avis exprimé par la Commission du Contentieux dans sa séance du 30 juin dernier.

Il résulte d'une note annexée au dossier que la déclaration à faire dans ces conditions donnerait lieu au paiement immédiat d'une somme de 277.695 francs, à titre de droits de mutation sur la valeur du droit d'exploitation prétendument rétrocédé par la Compagnie à la Ville et sur la valeur des approvisionnements. Il convient d'ajouter à cette somme une prévision de 22.305 francs, pour les frais d'enregistrement du jugement et les autres frais du procès.

Je vous propose, en conséquence, de m'autoriser à faire sur ces bases la déclaration précitée et à payer les droits y afférents.

Il sera nécessaire, à cet effet, de voter d'urgence un crédit de 300.000 fr., les opérations dont il s'agit devant être effectuées avant le 7 août prochain.

Lyon, le 5 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, par un jugement portant la date du 20 avril 1907, le Tribunal civil de la Seine a tranché le différend qui s'était élevé entre la ville de Lyon et l'Administration de l'enregistrement sur la nature et la quotité des droits à percevoir sur la reprise de l'exploitation du

service des Eaux exercée par la Ville à l'encontre de la Compagnie générale.

Ce jugement estime que la concession à cette dernière Compagnie du monopole de la distribution des eaux dans le périmètre de la commune de Lyon et pour une durée de quatre-vingt-dix-neuf ans, concession contenue dans les traité et cahier des charges du 8 août 1853, constitue une propriété mobilière entrée dans le patrimoine de la Compagnie : il retient ensuite que le rachat opéré en 1899 par la Ville sous les conditions prévues à l'article 34 du traité de 1853 opère une mutation à titre onéreux de biens meubles, mutation passible du droit proportionnel de 2 %, droit établi par l'article 69, paragraphe 5 de la loi du 22 frimaire an VII. Et, comme le prix de ce rachat est représenté par cinquante-sept annuités de 1.300.000 francs chaque, le Tribunal calcule le montant des droits à percevoir sur la totalité de ces cinquante-sept annuités, et, en ajoutant à cette première perception une nouvelle taxation à raison de 2 % sur les approvisionnements existant au moment du rachat, c'est-à-dire au 23 octobre 1899, approvisionnements considérés comme des biens meubles, faisant l'objet d'une mutation, le Tribunal arrête à la somme considérable de 1.883.603 francs le chiffre exact et définitif des droits à percevoir par l'Administration de l'enregistrement sur la ville de Lyon.

Le dispositif de cette décision, dont l'exécution s'impose à la Ville, déboute celle-ci des oppositions aux contraintes qui lui avaient été décernées pour l'acquittement des droits, et lui prescrit de faire, dans le délai de deux mois à partir de la signification du jugement une déclaration instructive en marge de l'original de l'exploit du 23 octobre 1899, par lequel la Ville signifiait à la Compagnie sa volonté irrévocable de reprendre le service des Eaux à partir du 1^{er} janvier 1900, déclaration qui portera tant sur le montant de l'annuité représentative du droit d'exploitation racheté, que des approvisionnements existants alors et cédés par la Compagnie à la Ville. A défaut de faire la dite déclaration, la Ville serait d'ores et déjà condamnée à payer au Trésor la somme de 1.883.603 francs.

M. le Maire de Lyon a introduit contre ce jugement un pourvoi en cassation ; mais, comme en ces matières, le pourvoi n'est pas suspensif, il incombe à la Ville le soin de remplir l'injonction prescrite par le jugement du Tribunal de la Seine.

La Commission du Contentieux a délibéré sur le texte et la valeur de cette déclaration estimative, et, considérant que les éléments constitutifs tant de l'annuité de rachat correspondant exactement à la valeur de l'exploitation qu'à la valeur des approvisionnements, retenus par le jugement sont inexacts et critiquables, a arrêté à la somme de 277.695 francs le montant des droits à percevoir sur les deux mutations qui étaient le résultat de l'opération du rachat. Cette estimation qui pourra

évidemment être discutée par l'Enregistrement assure ainsi l'exécution de l'injonction prescrite par le jugement et empêche l'exigibilité immédiate des droits fixés par le dit jugement.

Cette satisfaction donnée à la décision du Tribunal de la Seine, il appartiendra à la Cour de Cassation de dire un mot définitif sur le sort juridique de ce différend : sans aborder ici une discussion d'ordre juridique, qui ne trouverait pas sa place, nous pouvons avoir le ferme espoir que la Cour suprême ne considérera pas comme une transmission de biens meubles, le rachat opéré par la Ville, d'un droit d'exploitation, qu'elle n'avait fait que déléguer temporairement à un tiers, mais comme une résiliation ou une annulation de marché, d'une concession de Travaux Publics ou le paiement d'une indemnité ou enfin un bail ; soit que l'on envisage ces différentes solutions, les droits perçus ne seraient plus que 1 %, 0 fr. 50 ou environ 0,20 %. Mais, pour assurer l'exécution du jugement, il est nécessaire d'ouvrir un crédit suffisant pour acquitter au Trésor le montant des droits, correspondant à l'estimation qui sera faite par l'Administration municipale et faire face aux frais quelconques qui seront la conséquence de ce jugement.

Je vous propose donc le projet de délibération suivant :

Le Conseil municipal,
Vu le rapport de M. le Maire,
Vu le jugement du Tribunal de la Seine, en date du 20 avril 1907 et son dispositif,
Sa Commission générale entendue,

DÉLIBÈRE :

Est ratifiée la décision de M. le Maire de Lyon, par laquelle la Ville de Lyon a introduit un pourvoi contre le jugement dont s'agit devant la Cour de Cassation.

Est ouvert un crédit total de 300.000 fr., tant pour acquitter les droits d'Enregistrement afférents à la mutation estimative exigée par le jugement que pour payer tous les frais quelconques, conséquence du dit jugement.

Le Rapporteur,
Ch. RIVIÈRE.

(Adopté).

Erection d'un monument à la mémoire du professeur Gailleton, ancien maire de Lyon.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, en attendant la construction du monument que le Comité d'initiative et la ville de Lyon doivent élever à la mémoire du docteur Gailleton, vous avez, par une délibération du 29 avril dernier, donné le nom de l'ancien maire de Lyon au quai de la Charité et à la place Grolier, spécifiant ainsi que le monument devait s'élever place Grolier.

Cet emplacement paraît, en effet, bien choisi, parce qu'il est situé dans le 2^e arrondissement, dont M. Gailleton fut conseiller municipal pendant de longues années et que, d'autre part, il se trouve à proximité des Palais de l'Université lyonnaise, qui sont une des principales œuvres de l'ancien maire de Lyon.

Le moment paraît donc venu de s'occuper de la question du monument à construire. Je vous demanderai, Messieurs, de m'autoriser à m'entendre avec le Comité pour vous soumettre, d'accord avec lui, des propositions définitives, mais auparavant j'aurais besoin d'avoir votre avis sur le point de savoir s'il conviendrait de confier l'étude du projet à des artistes (architecte et sculpteur) choisis par l'Administration municipale ou s'il y a lieu, au contraire, de procéder par voie de concours sur les bases d'un programme à établir.

Je vous serais obligé, Messieurs, de vouloir bien prendre une délibération de principe à ce sujet.

Lyon, le 8 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,

Edouard HERRIOT.

M. RIVIÈRE, rapporteur : Messieurs, il se pose deux questions : l'Administration doit-elle, en la circonstance, procéder par voie de concours sur les bases d'un programme donné, ou, au contraire, doit-elle traiter de gré à gré avec un statuaire et un architecte ?

Au nom de la Commission générale, je vous propose la seconde solution.

M. FORET : Messieurs, j'ai toujours été partisan de donner nos travaux ordinaires en adjudication publique et nos travaux d'art au concours. Je reste formellement attaché à ce principe, car je crois que c'est la méthode la plus rationnelle et la plus impartiale que l'on puisse appliquer. Si les résultats des concours n'ont pas toujours été aussi heureux que nous aurions pu le désirer, nous pouvons dire que lorsque le choix est simplement fait par une Administration, les mêmes erreurs peuvent se produire. Croyez bien, Monsieur le Maire, que je ne mets pas en doute votre compétence ; je veux uniquement mettre votre responsabilité à couvert. En procédant autrement que par la voie du concours, je crois qu'une Municipalité assumerait de graves responsabilités, même si son choix était très judicieux.

M. LE MAIRE : De toutes façons notre choix sera critiqué et combattu.

M. FORET : Sur ce point, je suis d'accord avec vous. Vous trouverez toujours quelqu'un qui, par esprit de parti ou parce que ses intérêts auront été lésés, critiquera la décision prise. C'est pour cette raison que je tiens à ce que cette question soit tranchée d'une façon définitive et votée par appel nominal. Il est nécessaire que chacun ait sa part des responsabilités. J'ai entendu formuler de nombreuses critiques au sujet de travaux donnés en dehors du concours ; il n'est pas impossible que j'en entende de nouvelles.

M. ROGNON : Messieurs, il serait inadmissible, à mon avis, que l'on employât le procédé que l'Administration préconise.....

M. LE MAIRE : Pardon!.....

M. ROGNON :..... ou plutôt que le rapporteur préconise d'accord, certainement, avec l'Administration.

M. le Maire vient de dire que, d'une manière comme de l'autre, il serait critiqué, ce qui veut dire qu'au fond il ne pencherait pas plus pour la première proposition, c'est-à-dire celle émise par le rapporteur que pour celle que M. Foret a faite.

En tout cas, il est inadmissible que dans une ville comme Lyon, qui fait de grands sacrifices pour entretenir une Ecole des Beaux-Arts et qui affecte spécialement à cette Ecole un « Prix de Paris », on supprime de parti pris le concours, ce qui enlève aux concurrents lyonnais tout moyen de faire valoir leur talent.

Plusieurs raisons militent en faveur du concours.

Et d'abord, en confiant l'entreprise à un statuaire, sans concours préalable, la seule interprétation de l'artiste choisi est examinée ; c'est là un inconvénient qui ne se présenterait pas avec le concours, car nous aurions alors le choix entre les créations de plusieurs cerveaux.

Si l'on examinait comment les choses se sont passées, on s'apercevrait que ce qu'il y a d'intéressant, d'artistique dans notre Ville est l'œuvre d'artistes lyonnais. Il semblerait cependant, depuis quelque temps, que l'on veuille donner le monopole des statues à ériger à Lyon, à des artistes étrangers à notre Ville. Ainsi, il y a à peu près trois ans, le monument Burdeau a été confié à M. Boucher ; celui du Docteur Ollier a été ensuite confié au même artiste, et le monument élevé à la mémoire de Mangini, qui a été dernièrement inauguré dans les jardins de la Préfecture, a été confié à M. Boucher encore. Vous me permettez, à ce sujet, de faire des réserves.

Les statues des notabilités lyonnaises que nous pouvons désirer faire exécuter, ne doivent pas être uniquement confiées à des Parisiens ; il y a, dans notre Ville, des artistes dont les œuvres peuvent bien être comparées à celles des sculpteurs étrangers que nous avons élevés sur nos places.

M. LE MAIRE : Permettez-moi un mot sur ce point. Je tiens à spécifier que ce sont des Comités particuliers qui ont fait les désignations dont vous parlez.....

M. ROGNON : Je le sais.

M. LE MAIRE :..... Qu'il s'agisse des monuments Burdeau, Ollier ou Mangini, la responsabilité de l'Administration ne doit pas être mise en cause.

M. ROGNON : Ce n'est pas la Ville qui est responsable, je le veux bien, mais je constate que les Comités s'adressent plutôt aux artistes étrangers qu'aux artistes lyonnais. Il ne faudrait pas que la Ville, qui, dans la circonstance, doit fournir le terrain et une grosse participation financière, commette la même faute.

Il est évident que si l'on procède comme pour le monument Carnot, que l'on a confié à un statuaire dont le projet était très inférieur à celui produit par le candidat classé premier au concours, les concours ne donneront jamais de résultats heureux. J'estime que dans la circonstance, il est indispensable que les intérêts des artistes et de l'art lyonnais soient sauvegardés.

D'après des explications qui ne sont pas indiquées au rapport, mais qui nous ont néanmoins été données, il est évident que la tâche de l'architecte sera aussi importante que celle du sculpteur. Il y a, à mon avis, à Lyon, des architectes et des sculpteurs capables de figurer avec honneur au concours qui serait ouvert. Nous aurions ainsi une œuvre locale, une œuvre lyonnaise.

Je demande donc le maintien du concours public.

M. LE MAIRE : Je dois, si vous le voulez bien, vous donner, avant le vote, l'opinion de l'Administration. L'Administration n'est opposée à aucun des procédés que vous pourrez lui proposer, sauf un qui est le suivant : nous ne voulons pas accepter que le concours soit limité aux artistes habitant Lyon. J'estime que ce serait une façon désastreuse de protéger l'art lyonnais que de lui éviter la concurrence. Il faut avoir le courage de le dire, l'art vit de concurrence et si nous voulons maintenir et développer à Lyon l'art des sculpteurs ou des architectes, il faut maintenir la porte ouverte à la concurrence et provoquer une sorte d'émulation entre les artistes de notre région et tous les autres artistes quels qu'ils soient.

M. FORET : Je me rallie à votre proposition, Monsieur le Maire. Le concours doit être ouvert non seulement aux artistes lyonnais, mais à tous ceux qui seront susceptibles d'y prendre part ; je tiens, moi aussi, à maintenir la concurrence.

M. LE MAIRE : Le concours a quelquefois des inconvénients, il en a surtout un que je vais vous signaler, et qui se remarque pour les concours de peu d'importance. Un certain nombre d'artistes qui ont beaucoup de commandes refusent ou négligent d'y prendre part ; on a pu constater ce fait très souvent et parmi les artistes qui ne prennent pas part au concours figurent souvent les meilleurs.

D'autre part, si l'Administration vous avait demandé — mais je m'en rapporte à la décision du Conseil, car son vote sur ce point n'a pas beaucoup d'importance — si l'Administration vous avait demandé, dis-je, de lui laisser le soin de s'entendre avec le Comité pour l'érection de ce monument, c'est qu'elle avait un projet qu'elle voulait faire exécuter pour ainsi dire en régie.

Messieurs, je ne veux pas doter la ville de Lyon d'une statue de plus ; nous en avons assez et d'assez laides. Puisqu'il s'agit d'honorer la mémoire d'un ancien maire de Lyon, j'estime qu'il est

conforme à ce qui a été, pour ainsi dire, sa pensée, de faire en lui rendant hommage une œuvre qui embellisse la Ville.

C'est ainsi que l'Administration, avec la collaboration du service des Cultures, avait conçu un projet qui consistait d'abord à choisir la place Grolier pour l'érection de ce monument, à conserver la fontaine qui orne cette place — elle n'est pas merveilleuse, mais c'est une pièce intéressante qu'il y a lieu de ne pas faire disparaître — et à élever au fond de cette place, à la distance réglementaire de cette maison très haute qui arrête la vue lorsqu'on vient du pont de l'Université, un portique plein orné de bas-reliefs, et d'un buste du docteur Gailleton.

Je comptais encadrer le tout d'un square, y planter même des peupliers de façon à masquer à la fois une maison assez laide et à créer un coin de verdure dans cette partie de la Ville qui en a grand besoin.

Je crois que ce serait un projet assez heureux et qui achèverait de donner, au pont de l'Université, la perspective qui lui convient.

Voilà quel était le projet de l'Administration et j'estimais que le service des Cultures, devant avoir une part assez importante dans sa réalisation, vous pouviez nous laisser toute la latitude nécessaire pour nous entendre avec le Comité du monument.

Si le Conseil préfère qu'il y ait un concours, je veux bien l'accepter, mais à la condition qu'il ne soit pas limité aux seuls artistes lyonnais.

M. FORET : On peut faire le concours sur votre projet ; il n'y a aucun inconvénient.

M. LE MAIRE : Je le répète, Messieurs, je ne fais aucune opposition à ce qu'il soit procédé à un concours.

M. CHAT : Avec un jury de compétence notoire !

M. FORET : Monsieur le Maire, si je vous ai bien compris tout à l'heure, vous avez dit que le Comité du monument était une espèce de jury ; cela je ne l'accepte pas.

M. LE MAIRE : De toute façon, quand il s'agit d'art, il faut s'attendre à être discuté.

M. RIVIÈRE : Est-ce que M. le Maire s'est entendu avec le Comité du monument ?

M. LE MAIRE : Mais non, il s'agit de prendre une délibération de principe ; je verrai ensuite le Comité du monument.

M. RIVIÈRE : Il aurait, peut-être, quelques opinions à émettre à ce sujet.

M. CHAT : Et beaucoup d'argent à demander.

M. FORET : Monsieur le Maire, j'ai demandé le vote par appel nominal.

M. ROGNON : J'ai fait une proposition qui a été appuyée par M. Foret.

M. LE MAIRE : Nous allons d'abord voter, si vous le voulez bien, sur les conclusions du Rapporteur. Ceux qui sont d'avis de les adopter voteront *oui*, ceux qui sont d'avis contraire voteront *non*.

Puisque nous nous occupons de sculpture, en ce moment, et pendant que les urnes circulent, je dois aussi vous dire, Messieurs, que prochainement je vous proposerai le remaniement de la fondation Groggnard.

J'estime qu'il faudrait, si rien dans le testament ne nous en empêche, laisser accumuler les revenus de cette fondation pour pouvoir, lorsque nous aurons réuni des capitaux suffisants, commander une œuvre d'art intéressante pour la Ville et qui puisse être érigée sur une de nos places publiques. (*Très bien ! Très bien !*).

Le vote, par appel nominal, donne les résultats suivants :

Votants.....	27
Non.....	20
Oui.....	7

Les conclusions du rapport de l'Administration sont repoussées.

Ont voté NON : MM. Abel, Arnaud, Barbero, Baudry, Brunard, Carle, Chat, Cusset, Foret, Gipon, Gorjus, Hoffherr, Jacquet, Manus, Marietton, Menut, Mousset, Pic, Rognon, Thévenon, Tixier, Veyron.

Ont voté oui : MM. Fagot, Jacquier, Rivière, Roux et Voidier.

Excusés au moment du vote où n'y ayant pas pris part : MM. Arnoud, Bataille, Beauvisage, Cadet, Curtelin, Falconnier, Fort (Victor), Godart, Herriot, Mermillon, Nové-Josserand, Piaton, Renard, Richerand, Roustang, Vial, Voillot.

Absents excusés : MM. Bizet, Decléris, Marro, Gourju, Faure (Jean), Gaudou, Novel.

M. LE MAIRE : Maintenant, Messieurs, je mets aux voix la proposition faite par MM. Rognon et Foret qui consiste à ouvrir un concours pour l'érection d'un monument à la mémoire du docteur Gailleton.

Je demande que ce concours soit accessible à tous les artistes, lyonnais ou non.

M. JACQUIER : Je demande à que ce concours ait lieu sur un programme établi conformément aux indications que vient de nous fournir M. le Maire.

M. LE MAIRE : Je ne maintiens pas mes indications ; le concours sera absolument libre.

M. CHAT : Il faut bien savoir cependant si la fontaine doit être maintenue.

M. LE MAIRE : Les candidats nous présenteront divers projets, les uns conservant la fontaine, les autres sa disparition ; le meilleur projet sera choisi.

M. RIVIÈRE : Il est bien entendu que l'Administration s'entendra avec le Comité avant l'organisation de ce concours ?

M. LE MAIRE : C'est entendu !

Messieurs, que ceux qui sont d'avis d'adopter la proposition de MM. Rognon et Foret, veuillez bien lever la main.

(Cette proposition est adoptée.)

Modifications des circonscriptions cantonales et des circonscriptions des justices de paix.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, en 1895, à la suite de plusieurs vœux émis par le Conseil municipal de Lyon, le Conseil général du Rhône et le Conseil d'arrondissement de Lyon, la Municipalité avait étudié un projet de modifications des circonscriptions cantonales et, accessoirement, des circonscriptions des justices de paix.

Le Conseil municipal, par une délibération du 27 février 1895, approuva ce projet, qui comportait la création de six nouveaux cantons, ce qui élevait ainsi de huit à quatorze le nombre des cantons de Lyon.

La répartition proposée était justifiée par l'inégalité qui existe entre le nombre d'habitants des divers cantons actuels et aussi par la nécessité de mettre fin à cette anomalie singulière résultant du fait que les habitants d'une partie importante de notre territoire sont rattachés au canton de Villeurbanne.

Cette inégalité dans la population des cantons s'est encore, depuis 1895, accentuée dans de sensibles proportions, surtout en ce qui concerne les 7^e et 8^e cantons.

Le tableau suivant indique : 1^o la population de chaque canton à l'origine de la répartition actuelle en 1867 ; 2^o la population officielle des cantons en 1895 et celle qui résulte du dernier recensement.

	Population en 1867	Population en 1895	Population en 1906
1 ^{er} Canton	39.339	52.081	50.032
2 ^e —	29.434	30.403	23.819
3 ^e —	58.842	67.595	56.192
4 ^e —	33.222	35.710	36.695
5 ^e —	18.785	26.485	29.002
6 ^e —	31.197	31.109	31.794
7 ^e —	39.983	68.587	77.612
8 ^e —	57.444	92.662	110.042
3 ^e Arr ^e partie Cant. Villeurbanne	14.237	30.617	50.086
6 ^e — — —	934	2.828	6.840

Ainsi que le montre le tableau ci-dessus, les 7^e et 8^e cantons ont actuellement une population presque double de celle qu'ils comptaient à l'origine. La partie de la banlieue de Lyon rattachée au canton de Villeurbanne, qui représentait en 1867 15.000 habitants, en compte maintenant 57.000 ; ce nombre de nos concitoyens justiciables du canton de Villeurbanne, formerait à lui seul un canton

dont l'importance serait supérieure à celle de n'importe quel canton des grandes villes de France.

Après une étude du projet de 1895, l'autorité supérieure reconnut la nécessité d'apporter des remaniements à la division cantonale de Lyon. Dans une lettre du 13 novembre 1897, le Ministre de l'Intérieur indiquait que le « Gouvernemenent avait reconnu qu'il y avait « une disproportion considérable entre « la population des divers cantons de la « ville de Lyon et qu'il était tout disposé « à étudier un remaniement de ces circonscriptions ».

L'accueil ainsi fait au projet permettait d'espérer une solution favorable qui ne s'est pas réalisée. Il est vrai que la question de l'annexion à Lyon des territoires suburbains mise à l'étude dès 1902, comportait une division cantonale différente qui n'avait pas permis de poursuivre l'approbation du projet élaboré en 1895.

Aujourd'hui que l'annexion semble ajournée par suite des exigences des Municipalités intéressées, il paraît nécessaire de reprendre le projet de nos prédécesseurs et d'en réclamer la solution dans le plus bref délai.

Il n'est pas possible, en effet, de tolérer le maintien d'une organisation si manifestement en opposition avec l'équité et la logique.

L'adoption de ce projet n'aurait pas seulement pour conséquence d'établir une proportionnalité nécessaire entre le chiffre des habitants des cantons et de détacher du canton de Villeurbanne les 57,000 lyonnais qui en dépendent actuellement; elle aurait aussi pour avantage d'augmenter la représentation de la Ville au Conseil général où ses intérêts ne sont pas toujours sauvegardés. Il ne faut pas perdre de vue, en effet, que les Conseillers généraux ont des attributions administratives ayant pour les communes une répercussion financière; ils répartissent les impôts directs, fixent les contingents communaux pour les enfants assistés, les aliénés, l'entretien des chemins de grande communication et d'intérêt commun; ils déterminent aussi les subventions allouées par le département aux communes pour l'application de la loi sur l'assistance obligatoire; enfin, ils donnent leur avis sur les questions d'administration communale dans les cas prévus par les lois.

Or, personne ne peut soutenir que la représentation de la ville de Lyon au Conseil général soit suffisante.

D'après le dernier recensement, le département du Rhône compte 858.907 habitants; la ville de Lyon figure dans ce chiffre pour 472.114, et le reste du département tout entier n'y rentre que pour 376.893, c'est-à-dire près de 100.000 habitants de moins qu'à Lyon. Malgré cette supériorité numérique importante, la ville de Lyon ne possède que huit Conseillers généraux, alors que le reste du département en a vingt et un. L'arrondissement de Villefranche, avec ses 161.865 habitants, élit dix Conseillers généraux; le 3^e arrondissement qui a lui 160.128, élit un seul Conseiller général.

Il n'est pas possible de rester plus longtemps dans cet état d'infériorité. Si la représentation au Conseil général était proportionnelle au chiffre de la population, notre Ville devrait avoir seize Conseillers généraux sur vingt-neuf, au lieu de huit. Il y a d'autant plus d'injustice à laisser subsister cette situation que la ville de Lyon supporte à elle seule plus des deux tiers des centimes avec lesquels s'alimente en grande partie le budget départemental.

Je vous propose donc, Messieurs, de confirmer, par une délibération, le pro-

jet adopté par le Conseil municipal les 27 février 1895 et 25 juin 1898, en modifiant toutefois les limites prévues pour les cantons compris dans les 3^e et 6^e arrondissements, MM. les adjoints délégués ayant formulé à ce sujet des propositions nouvelles que vous trouverez annexées au dossier.

Ce projet, ainsi modifié, comporte la division de la ville de Lyon en quatorze cantons et en huit arrondissements de justices de paix, conformément au tableau ci-après et comme l'indique le plan joint au dossier :

Arrondissements municipaux	CANTONS	COMPOSITION	PÉRIMÈTRE	Arrondissements de Justice de Paix
1 ^{er}	3 ^e	Sud-Est de l'arrondissement.	La Saône, le 2 ^e arrondissement, le Rhône, le 4 ^e arrondissement jusqu'au prolongement par une ligne idéale de la rue des Fantasques, la rue des Fantasques, la montée Saint-Sébastien, la rue Burdeau, la montée des Carmélites, la rue Sergent-Blandan, la place Saint-Vincent.	1
	13 ^e	Nord-ouest.	La Saône, la place Saint-Vincent, la rue Sergent-Blandan, la montée des Carmélites, la rue Burdeau, la montée Saint-Sébastien, la rue des Fantasques, le 4 ^e arrondissement, la Saône.	
2 ^e	1 ^{er}	Centre.	La Saône, la rue Franklin, le Rhône, la rue de la Barre, la place Bellecour, la rue Bellecour.	1
	14 ^e	Sud.	La Saône, le Rhône, la rue Franklin.	
3 ^e	2 ^e	Nord (actuelle).	La Saône, la rue Bellecour, la place Bellecour, la rue de la Barre, le Rhône, le 1 ^{er} arrondissement.	1
	8 ^e	Nord-ouest.	Le Rhône, le cours Lafayette, la ligne du chemin de fer, le cours Gambetta.	
	11 ^e	Nord-est.	La ligne du chemin de fer, le cours Lafayette, la limite de Lyon avec les communes de Villeurbanne et de Bron, la route de Grenoble, le cours Gambetta prolongé.	
	9 ^e	Sud-ouest.	Le Rhône, le cours Gambetta, la ligne du chemin de fer.	
4 ^e	10 ^e	Sud-est.	Le Rhône, la ligne du chemin de fer, le cours Gambetta prolongé, la route de Grenoble, les limites de Lyon avec les communes de Bron et Saint-Fons.	1
	4 ^e	Actuelle.	(La Croix-Rousse) division actuelle.	
5 ^e	5 ^e	Division actuelle.	(Vaise, Point-du-Jour).	1
	6 ^e	Id.	Saint-Paul, Saint-Jean, Saint-Just. Saint-Irénée.	
6 ^e	7 ^e	Ouest de l'arr.	L'axe de la rue de Sèze prolongé du quai des Brotteaux à la rue Bellecombe par la rue à créer, le cours Lafayette, le Rhône et la limite de Lyon avec la commune de Villeurbanne.	1
	12 ^e	Est id.	Le Rhône, la limite de Lyon avec la commune de Villeurbanne, l'axe de la rue de Sèze prolongé du quai des Brotteaux à la rue Bellecombe par la rue à créer.	

Vous remarquerez que ce projet n'entraînerait pas la création de nouveaux sièges de juges de paix. Il répartit notre territoire entre les huit justices de paix en plaçant, dans certains cas, deux cantons sous la juridiction d'un seul juge.

Une seule judicature manquerait de prétoire : celle intéressant les 8^e et 11^e

cantons (partie Nord du 3^e arrondissement). Les dépenses d'aménagement, d'installation, de location et d'entretien de ce prétoire, pourraient être supportées par la Ville.

Lyon, le 18 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, la division actuelle de la ville de Lyon en huit cantons, date de 1867. Depuis cette époque, la Ville a pris une extension considérable, surtout sur la rive gauche. Aussi, dès 1895, après toute une série de vœux émis par les Assemblées départementales, l'Administration municipale, ainsi que l'indique le rapport de M. le Maire, avait élaboré un projet de modifications des circonscriptions cantonales et accessoirement des circonscriptions des Justices de paix.

Pour des causes multiples et malgré de nombreuses réclamations dont la légitimité fut d'ailleurs reconnue par le Gouvernement, le projet de la Municipalité n'eut aucune suite.

Aujourd'hui qu'est ajournée l'annexion des communes suburbaines qui comportait une division cantonale différente, il convient de reprendre les propositions de l'ancienne Municipalité. En effet, la situation présente ne peut durer : elle n'est en rapport ni avec l'importance de la Ville, ni avec le chiffre de sa population. D'autre part, on ne peut tolérer plus longtemps l'illogique rattachement au canton de Villeurbanne d'une importante population suburbaine de Lyon. Partout ailleurs ce sont les communes ou les fractions de communes rurales qui sont annexés aux cantons urbains.

La division de Lyon en quatorze cantons nous donnera-t-elle entière satisfaction ? Je ne le crois pas. A Paris, tous les Conseillers municipaux sont Conseillers généraux de la Seine. Ils peuvent donc défendre au sein de l'Assemblée départementale les intérêts de la majorité qu'ils représentent. Les quatorze Conseillers généraux de Lyon, quoiqu'étant les représentants de beaucoup plus de la moitié de la population du département, seront encore en minorité au Conseil général du Rhône.

Mais nous ne voulons pas demander des choses excessives car nous savons qu'une véritable proportionnalité entre le nombre des habitants et le nombre des élus aux Conseils départementaux ne pourrait être établie que par une loi dont les effets s'étendraient à tout le territoire français.

En conséquence, et sous le bénéfice de ces observations, je vous propose, Messieurs, au nom de votre Commission générale d'accepter l'ensemble des propositions de M. le Maire, persuadé que, de la division cantonale nouvelle et de la plus équitable représentation de la population lyonnaise au sein des Assemblées départementales les intérêts multiples de la ville de Lyon seront sauvegardés.

Le Rapporteur,
F. CUSSET.

(Adopté.)

Subvention au Syndicat des infirmiers et similaires des Hospices civils de Lyon pour l'envoi d'un délégué à un Congrès.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre une demande par laquelle la

le Syndicat des infirmiers et similaires des Hospices civils de Lyon sollicite de la Ville une subvention pour l'envoi d'un délégué à un Congrès corporatif devant avoir lieu à Paris du 10 au 13 juillet 1907.

Je vous propose, Messieurs, d'accueillir favorablement cette demande.

Si vous partagez cet avis, la subvention à allouer serait décomptée de la façon suivante, conformément à vos délibérations des 21 novembre 1905 et 30 janvier 1906 :

Chemin de fer, 3 ^e classe, aller et retour.....	Fr. 40 45
Congrès, 4 journées; voyage,	
2 journées, à 8 fr.....	48 »
Total... Fr.	88 45

Le montant de cette subvention serait prélevé sur le crédit inscrit au budget de l'exercice courant sous le titre : « Dépenses imprévues ».

Lyon, le 9 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

M. CUSSET, rapporteur de la Commission générale, propose au Conseil d'allouer au Syndicat des infirmiers et auxiliaires des Hospices civils de Lyon, une subvention de 88 fr. 45 pour l'envoi d'un délégué à un Congrès.

(Cette proposition mise aux voix est adoptée.)

Revision et reproduction autophotographique d'une partie du plan de la Ville au 1/500^e. — Soumissions de M. Saint-Denis et de la Société des Imprimeries réunies.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, un inventaire récent a permis de constater que les reproductions de vingt feuilles du plan parcellaire de la Ville au 1/500^e étaient épuisées, et qu'il était nécessaire d'en effectuer un nouveau tirage pour satisfaire aux besoins des divers services municipaux et permettre la vente de ces feuilles.

Toutefois, comme la mise à jour des dites feuilles date de quinze à vingt ans, et que, depuis cette époque, il est survenu de nombreux changements, soit par suite d'opérations de Voirie, soit par l'édification de nouvelles constructions, il convient, avant de procéder à leur impression, d'en faire préalablement une nouvelle revision.

Les vingt feuilles dont il s'agit portent les n^{os} 66, 105, 130, 139, 155, 165, 197, 219, 262, 267, 277, 278, 280, 281, 283, 293, 295, 296, 298 et 309; elles sont indiquées sur le plan joint au dossier par une teinte rose. Elles embrassent une étendue de territoire d'environ 290 hectares et leur surface effective de dessin rapportée à l'échelle de 1/500^e représente environ 1,185 décimètres carrés.

Pour ces travaux, les calques-clichés pour reproduction seront exécutés en copiant, d'une part, sur les minutes les

parties n'ayant pas subi de modifications; et, d'autre part, sur les expéditions, les parties revisées. Puis ces calques seront reportées photographiquement sur zinc et on procédera ensuite à l'impression autographique des dites feuilles.

M. le Directeur de la Voirie propose de confier l'ensemble des travaux de revision et d'exécution de calques-clichés à M. Saint-Denis, géomètre-topographe, demeurant à Lyon, rue Dunois, n^o 4.

Ce géomètre, qui exécute actuellement pour le compte de la Ville une nouvelle édition du plan général au 1/10000^e, a été chargé en 1906 d'une revision du plan au 1/500^e analogue à celle qu'il s'agit de faire aujourd'hui, et il s'en est acquitté à la satisfaction de l'Administration.

La revision de 1906 avait été payée 7 francs l'hectare. Pour la nouvelle revision, ce prix a été reconnu manifestement insuffisant et porté à 8 francs dans la soumission ci-jointe. Cette augmentation de 1 franc par hectare a paru équitable en raison des nombreuses modifications survenues depuis la dernière revision, et aussi eu égard à ce que les feuilles à reviser sont disséminées sur divers points de la Ville et nécessiteront de multiples déplacements.

Quant au travail de dessin pour calque, il a été maintenu comme précédemment à 1 fr. 50 le décimètre carré de dessin effectif.

En ce qui concerne l'impression, la Société des Imprimeries réunies (anciennes maisons Delaroche et Schneider), a accepté de se charger de la reproduction autophotographique des vingt feuilles dont il s'agit, aux conditions antérieurement consenties, soit à raison de 60 francs la feuille, pour l'impression et le tirage à 150 exemplaires. Cette Société a signé une soumission également ci-jointe établie sur ces bases.

L'exécution de ces travaux donnera lieu aux dépenses suivantes :

Revision : surface approximative 290 hectares, à 8 francs. Fr. 2.320 »

Calques pour reproduction :

Surface approximative de dessin, 1,185 d. carrés à 1 fr. 50 c. l'un..... 1.777 50
4.097 50

Reproduction : Impression et tirage à 150 exemplaires de vingt feuilles à 60 fr. l'une. 1.200 »

Dépense approximative totale..... 5.297 50

J'ai l'honneur de vous prier, Messieurs, de vouloir bien décider l'exécution des travaux dont il s'agit et approuver les soumissions présentées par M. Saint-Denis et par la Société des Imprimeries réunies.

Quant à la somme de 5,297 fr. 50, montant de la dépense, elle pourra être prélevée jusqu'à concurrence de 3,000 fr. sur le crédit inscrit au budget de l'exercice courant, pour : « Revision et conservation des plans de la Ville », et pour

le surplus, soit 2,297 fr. 50, sur le crédit à inscrire pour le même objet, au budget de l'exercice 1908.

Lyon, le 17 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

M. ABEL, en remplacement de M. DECLÉRIS, rapporteur de la Commission générale, propose au Conseil d'approuver les soumissions de M. Saint Denis et de la Société des imprimeries réunies relatives à l'exécution des travaux de revision et reproduction autophotographique d'une partie du plan de la Ville au 1/500°.

(Le Conseil adopte.)

Hôtel des Invalides du Travail. — Rétablissement de l'emploi de surveillant général.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, le règlement relatif à l'Hôtel des Invalides du Travail approuvé par le Conseil municipal le 15 octobre 1901 comportait notamment un emploi de surveillant général.

Le dernier titulaire de cette fonction est décédé en août 1905 et n'a pas été remplacé. Dans la pensée que cet emploi pourrait être supprimé, il n'a pas été prévu dans le règlement du personnel que vous avez approuvé le 6 novembre 1906.

Une expérience de deux années a démontré qu'il n'est plus possible de laisser cet emploi vacant et que dans l'intérêt de la bonne tenue et du bon fonctionnement de l'établissement, il y a lieu de procéder à la désignation d'un surveillant général.

Je vous propose, en conséquence, de rétablir cet emploi auquel correspondraient quatre classes avec les traitements de 1,800, 2,000, 2,200, 2,400 fr.

Le titulaire recevrait en outre le logement.

Lyon, le 15 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Au nom de la Commission générale, M. CARLE, rapporteur, propose au Conseil d'autoriser l'Administration municipale à rétablir l'emploi de surveillant général à l'Hôtel des Invalides du Travail.

(Le Conseil adopte.)

Congrès des « Gouttes de lait ». — Envoi d'un délégué du service d'hygiène.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, un grand Congrès international dit des « Gouttes de lait », aura lieu à Bruxelles, du 12 au 16 septembre prochain. On discutera dans cette réunion des œuvres de prévoyance sociale

et des questions d'hygiène visant notamment l'allaitement et l'alimentation de la première enfance.

Il y aurait intérêt pour nos services d'hygiène à suivre les travaux et les discussions de ce Congrès qui s'annonce comme devant être très important au point de vue des idées qui y seront exposées et des enseignements à en retenir.

Une somme de 150 francs me paraît nécessaire, pour me permettre de déléguer à ce Congrès le Médecin inspecteur des Crèches de la ville de Lyon. Si tel est votre avis, je vous prie, Messieurs, de mettre cette somme à ma disposition et de décider qu'elle sera prélevée sur le crédit des : « Dépenses imprévues ».

Lyon, le 17 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, un Congrès des Gouttes de Lait doit avoir lieu à Bruxelles du 12 au 16 septembre prochain; à ce Congrès sera discutée la question des œuvres de prévoyance sociale, de l'allaitement de l'enfance, de la législation des différents pays sur le contrôle de la production du lait pour les nourrissons, ration alimentaire de ces derniers, etc., etc. Ces questions étant très intéressantes, surtout après le Congrès tenu dernièrement à Lyon; je vous prie, Messieurs, de vouloir bien autoriser l'Administration à prélever une somme de 150 francs, sur le crédit des : « Dépenses imprévues » pour permettre de déléguer à ce Congrès le Médecin inspecteur des Crèches de la Ville.

Le Rapporteur,
BARBERO.

(Adopté.)

Congrès international d'hygiène et de démographie de Berlin. — Envoi d'un délégué.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, un Congrès international d'hygiène et de démographie doit se tenir à Berlin du 23 au 29 septembre prochain.

Parmi les matières inscrites au programme de ce Congrès, figure notamment tout ce qui touche à l'épuration et à l'utilisation des eaux d'égouts ainsi qu'aux divers systèmes de tout à l'égout.

J'ai pensé qu'au moment où la ville de Lyon se préoccupait de la suppression des fosses d'aisances fixes et de leur remplacement par un système de canalisations spéciales, il y avait intérêt pour elle à adhérer à ce Congrès et à s'y faire représenter par M. Auric, l'ingénieur en chef directeur du service municipal de la Voirie.

Dans mon esprit, la mission de M. Auric ne se bornait pas à assister aux

séances du Congrès; elle comprendrait également la visite de diverses villes allemandes (Cassel, Cologne, Francfort), où fonctionnent des installations de « tout à l'égout » analogues à celle qu'il s'agirait de créer à Lyon.

Si vous partagez cette manière de voir, vous voudrez bien m'autoriser à déléguer M. le Directeur de la Voirie au Congrès de Berlin et décider que les dépenses qui résulteront de l'accomplissement de la mission confiée à ce chef de service seront imputées sur le crédit affecté aux « Dépenses imprévues ».

Lyon, le 17 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, un Congrès international d'hygiène et de démographie devant se tenir courant septembre prochain à Berlin, je vous prie au nom de votre Commission générale, en raison des questions d'hygiène importantes qui y seront traitées, de vouloir bien autoriser M. le Maire à y déléguer M. le Directeur de la Voirie, en décidant que les dépenses résultant de cette mission seront imputées sur le crédit affecté aux « Dépenses imprévues ».

Le Rapporteur,
BARBERO.

(Adopté.)

M. BARBERO : Messieurs, j'aurais bien voulu que la Municipalité fut représentée par un de ses membres à ce Congrès en raison des questions importantes qui vont y être traitées et en particulier de celle du tout à l'égout.

M. LE MAIRE : Je dois annoncer au Conseil que je compte aller moi-même à Berlin assister à ce Congrès très intéressant pour notre Ville et prendre part aux manifestations internationales qui peuvent se produire, contribuer à l'amélioration des rapports entre l'Allemagne et la France, ce que je désire beaucoup pour ma part. Si, en septembre, je ne puis faire ce voyage, je me ferai représenter et si le Conseil désigne un ou plusieurs de ses membres pour accompagner la personne qui me remplacera, j'accepterai bien volontiers. Si vous le voulez, Messieurs, nous reparlerons de la question en temps opportun.

Messieurs, je mets aux voix les conclusions du Rapporteur.

(Ces conclusions sont adoptées.)

Question de M. Pic sur les habitations à bon marché.

M. PIC : Messieurs, le problème de l'habitation ouvrière est actuellement posé devant l'opinion, et appelle une prompt solution. Les Congrès internationaux d'hygiène et de préservation contre la tuberculose, le récent Congrès

tenu à Lyon, en mai dernier, par l'Alliance d'hygiène sociale ont mis en pleine lumière deux faits :

1° L'urgence des mesures à prendre pour assainir les grandes cités ouvrières, et faire disparaître ces foyers morbides, ces îlots maudits de maisons ouvrières insalubres qui constituent un danger redoutable pour la santé publique ;

2° L'insuffisance radicale des mesures prises jusqu'ici en France, insuffisance due en partie aux entraves que la loi française apporte à l'initiative des Municipalités, en partie aussi au défaut d'éducation de l'opinion, à l'indifférence ou à la routine des Conseils d'administration de nos établissements d'assistance et de prévoyance.

Le contraste, à ce point de vue, est complet entre la France et l'étranger. Il n'y a qu'à vous rappeler les travaux considérables d'assainissement et de transformation méthodique des quartiers populeux effectués, en régie, par les grandes villes anglaises, Londres, Liverpool, Glasgow, Edimbourg, etc. . . . Mais il importe de remarquer que, dans cet ordre d'idées, la plupart des Etats de l'Europe rivalisent avec l'Angleterre ; l'Allemagne, l'Italie, la Belgique, la Suisse en particulier, ne le cèdent en rien à la Grande-Bretagne. C'est ainsi qu'en Allemagne, Dusseldorf a consacré jusqu'ici près de 4 millions en avances aux Sociétés de constructions ; que Strasbourg inscrit, depuis 1899, 100.000 marks à son budget pour l'amélioration des logements ouvriers sous diverses formes combinées (garantie d'intérêts aux Sociétés coopératives de construction, concession de terrains gratuites ou à prix réduits, constructions directes avec le concours financier du Bureau de bienfaisance et de la Caisse d'épargne). Hambourg, Francfort, etc., méritent aussi d'être mentionnées.

Je vous signalerai aussi, en Italie, la ville de Milan, qui, en 1906, a voté 4 millions pour la construction en régie d'une cité ouvrière à la périphérie de la Ville ; en Suisse, la ville de Zurich qui, forte d'un referendum populaire, vient d'ouvrir à son budget un crédit de 2,373,000 francs pour la construction d'habitations ouvrières.

En France, la tutelle administrative à laquelle étaient assujetties les Municipalités, jusqu'à la loi du 12 avril 1906 sur les habitations à bon marché, ne leur avait pas permis de s'associer à cette œuvre de bienfaisance. Une loi de 1894 avait bien conféré aux Caisses d'épargne, Hospices, Bureaux de bienfaisance, etc., et à l'Etat, par l'entremise de la Caisse des Dépôts et Consignations, la faculté de construire en régie ou de faire des avances en numéraire, sous certaines conditions, aux Sociétés de construction ; mais les établissements n'ont usé qu'avec une timidité excessive jusqu'ici des facilités qu'ils tenaient de la loi.

Au lendemain du legs de 10 millions de la fondation Rotschild, la ville de Paris désireuse d'aider, par des concessions de terrains, à l'exécution rapide du projet de cité ouvrière conçu par le donateur, ouvrit une campagne très active en

faveur de la revision de la loi. La Commission spéciale des habitations à bon marché, nommée par le Conseil municipal de Paris, à la suite d'un remarquable rapport de M. Turot, conclut nettement en faveur de la reconnaissance de droit pour les Municipalités de construire en régie.

Ce vœu n'a pas été accueilli dans sa teneur par le législateur de 1906. Mais si la loi nouvelle n'autorise pas encore les villes françaises à construire elles-mêmes, comme le font les villes étrangères, du moins leur permet-elle de s'associer activement, sous des formes diverses, à l'œuvre de transformation hygiénique des quartiers populeux. Parmi les combinaisons autorisées, je vous citerai les suivantes :

1° Souscription d'actions d'une Société de construction, jusqu'à concurrence des deux tiers des titres. En ce cas, la Société n'est, à vrai dire, qu'une filiale de la Municipalité, une sorte de Société paravent ;

2° Apport de terrains, pour la moitié de leur valeur, à une Société de construction ;

3° Avances en numéraire aux Sociétés, soit sous forme de prêt hypothécaire, soit sous forme de souscription d'obligations ;

4° Garantie d'intérêt pendant dix ans au maximum, jusqu'à concurrence de 3 %, aux actions et obligations des Sociétés.

Le texte nouveau, vous le voyez, est d'une grande souplesse et permet aux villes (ou aux départements) de graduer la mesure de leur participation suivant les circonstances locales ou les disponibilités de leur budget.

Plusieurs villes françaises ont déjà nommé des Commissions spéciales pour étudier les moyens pratiques d'appliquer la loi nouvelle, ainsi que les y invite, dans une circulaire récente, M. le Ministre du Travail. Dans une de ses dernières séances, le 25 juin dernier, le Conseil municipal de Paris a adopté, conformément aux conclusions de sa Commission spéciale, présentées par M. Turot, le principe de la constitution d'une Société de construction et d'exploitation, filiale de la Municipalité, dont le capital serait constitué pour un tiers par l'Administration de l'assistance publique (qui a déjà consenti près de 4 millions, en terrains et en espèces, à des constructions de cités ouvrières, déclaration de M. Mesureur au Congrès d'hygiène sociale), pour deux tiers par la ville de Paris qui, à cet effet, émettrait un emprunt de 10 millions. L'Administration de l'assistance publique a fait connaître, d'autre part, que son concours était assuré à toutes les sociétés sérieuses qui se constitueraient dans l'avenir, et qu'elle était disposée, comme la loi l'y autorise, à affecter aux constructions et prêts hypothécaires un cinquième de son portefeuille, lequel est d'environ 200 millions : soit une disponibilité de 40 millions.

Il a paru, au Congrès d'hygiène sociale, qu'il était de son devoir strict d'encourager dans cette voie les Municipalités françaises, et le Congrès de l'Alliance d'hygiène sociale, à la suite

de notre rapport, a voté à l'unanimité les vœux suivants :

I. — Il est éminemment désirable que les Conseils généraux et les Conseils municipaux, déferant à l'invitation du législateur, constituent des Commissions spéciales chargées d'étudier, de concert avec les Comités de patronage départementaux, les moyens pratiques de susciter et d'encourager, dans les limites déterminées par la loi de 1906, les initiatives privées tendant à l'amélioration de l'habitation ouvrière. La souscription d'actions est particulièrement recommandée.

II. — Il est également désirable que les institutions de prévoyance et d'assistance, spécialement les Caisses d'épargne, le Bureau de bienfaisance, les hôpitaux et hospices, consentent à se plier aux méthodes nouvelles, et à affecter une partie de leurs ressources, comme la loi leur en fait un devoir moral, soit à la construction en régie de maisons ouvrières, soit à des souscriptions d'actions ou d'obligations, soit à des prêts hypothécaires aux coopératives de construction ou autres sociétés d'habitation à bon marché.

III. — Il importe de faire, en France, l'éducation de l'opinion, et, par des conférences publiques, des cours d'hygiène sociale, des expositions et tous autres moyens de propagande, de soutenir et d'encourager toutes les initiatives individuelles ou collectives tendant au même but.

IV. — Le Parlement est invité à étudier, dans le plus bref délai possible, la proposition de M. Siegfried relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Je vous fais remarquer, en passant, l'importance du quatrième vœu relatif à la proposition Siegfried. Cette proposition, inspirée des lois anglaises, aurait pour but de mettre fin aux abus scandaleux des expropriations dans les grandes villes, abus dont le résultat est de paralyser l'action réformatrice des Municipalités, en les obligeant à payer des mesures au poids de l'or.

Il y a quelques jours, le Congrès radical-socialiste s'est approprié à son tour les vœux émis par le Congrès d'hygiène sociale.

Ne vous semble-t-il pas, Messieurs, que l'heure est venue pour la ville de Lyon d'entreprendre à son tour l'étude de ce problème ? Je n'ai pas qualité pour vous indiquer une solution ; c'est à l'Administration qu'il appartient de prendre ou de faire surgir les initiatives nécessaires et d'étudier, concurremment avec une Commission spéciale nommée par le Conseil, commission qui devrait associer à ses travaux le Comité départemental de patronage réorganisé sur des bases déterminées par la loi nouvelle, les combinaisons qui lui sembleraient les meilleures. Permettez-moi cependant de renouveler ici un vœu déjà formulé par moi à l'occasion de la discussion du budget : il serait très désirable que les Conseils d'administration de nos grands établissements d'assistance, hôpitaux et Bureau de bienfaisance, veuillent bien s'associer à nos efforts et coopérer activement, comme ils le font dans d'autres villes, à la transformation de la Cité. Mieux vaut prévenir que guérir, empêcher la tuberculose de se propager, plutôt que d'avoir à la soigner. La lutte moderne contre la misère et la maladie

a pris des formes scientifiques nouvelles que les Conseils d'administration, soit des hôpitaux, soit du Bureau de bienfaisance de Lyon, doivent tenir à honneur d'appliquer. Le secours à domicile, dans certains cas, est nécessaire; mais il n'en est pas moins nécessaire de faire disparaître le taudis, générateur de la misère physique, et trop souvent morale.

Peut-être, d'autre part, vous semblerait-il opportun que la première application de la loi de 1906 à Lyon se produise en faveur d'une classe de travailleurs singulièrement déshéritée, bien que son labeur séculaire ait été la principale source de la prospérité de notre Ville; je veux parler des tisseurs. Vous connaissez tous le double concours institué par la Caisse de prêts aux tisseurs, sur l'heureuse initiative d'un de nos collègues, M. Gorjus; l'un tendant à l'étude du projet d'édification d'une Cité ouvrière spécialement construite et aménagée pour les tisseurs; l'autre à l'étude d'un projet d'usine de tissage à façon.

Ces deux concours seraient assurés du succès, si les coopératives ouvrières de construction, désireuses de réaliser les projets primés, savaient à l'avance que la Municipalité lyonnaise se propose de leur faire une première application, sous une forme à déterminer, de la loi de 1906.

Je sais combien M. le Maire de Lyon, combien le Conseil municipal tout entier est désireux d'encourager toutes les œuvres à portée sociale. Tous d'ailleurs, ou presque tous, nous avons inscrit dans notre programme la question du logement populaire, et nous devons tenir à honneur de respecter les engagements pris envers nos électeurs. Je vous proposerai, en conséquence, si l'Administration n'y voit pas d'obstacle, de voter les deux résolutions suivantes :

1° Le Conseil invite l'Administration à étudier de concert avec une Commission spéciale et avec le Comité départemental de patronage, les moyens pratiques de coopérer, dans les conditions déterminées par la loi de 1906, à l'œuvre sociale des habitations ouvrières;

2° Le Conseil émet le vœu que la première application de cette loi par la ville de Lyon, se produise, s'il est possible, en faveur des tisseurs.

M. LE MAIRE : Messieurs, je crois que ce n'est pas le moment de discuter à fond une question aussi grave devant le Conseil municipal.

Je n'ai pas besoin de dire que je suis tout à fait partisan de tous les systèmes qui mettront à la disposition des ouvriers et des employés des logements plus confortables que ceux qu'ils occupent aujourd'hui.

Parmi les systèmes préconisés par M. Pic, il en est un cependant auquel je suis assez hostile : c'est le système de la garantie d'intérêt. En revanche le jour où il se constituera à Lyon une Société sérieuse, ayant l'intention de construire des maisons à bon marché, elle trouvera assurément un concours plein de bonne volonté de la part de l'Administration municipale qui l'aidera soit par une participation financière, soit en mettant

à sa disposition les terrains nécessaires. Ce système est peut-être le plus pratique. Il est entendu que si une initiative était prise en ce qui concerne la construction d'habitations à bon marché dans la presqu'île de Perrache, par exemple, nous pourrions donner notre aide à une Société pourvu qu'elle se proposât un but philanthropique, un but utile et ne cherchât pas à faire des spéculations.

La chose la plus urgente, comme vous l'avez indiqué, Monsieur Pic, c'est d'obtenir du Parlement le vote de la loi Siegfried. On ne fera rien d'important avant d'avoir révisé la loi tout à fait néfaste, tout à fait arriérée de 1841 sur les expropriations. Cette loi nous fait payer en matière d'expropriation des prix très supérieurs à la valeur des terrains et elle permet aux propriétaires, lorsqu'on exécute des travaux sur leur propriété, de se faire payer des indemnités scandaleuses. Il y a là toute une législation à reformer et le Parlement devrait bien y songer; je crois que c'est la première mesure à demander pour arriver au résultat que M. Pic nous indique.

Je crois, d'autre part, que c'est à la Caisse d'Epargne qu'il faut demander le concours le plus sérieux que l'on puisse attendre d'une Société particulière. En effet, les Hospices, à Lyon, sont dans une situation financière assez difficile; ils se trouvent en déficit et il est difficile de compter en ce moment sur leur concours effectif.

Nous avons eu des conférences à ce sujet avec des délégations du Conseil général du Rhône, avec M. le Préfet du Rhône et avec les représentants des Hospices. Je déclare que je suis très disposé à aider les Sociétés sérieuses ou les institutions déjà existantes comme la Caisse d'Epargne, qui voudraient placer une partie de leurs capitaux dans une entreprise d'habitations à bon marché.

M. RIVIÈRE : Je m'associe, bien entendu, au vœu présenté par M. Pic mais comme Administrateur des Hospices je fais des réserves au sujet de la participation de cette institution, à ces projets; sa situation financière ne lui permettra pas d'y aider d'une manière effective; comme l'a dit, M. le Maire, tout à l'heure, nous sommes en déficit et ne pouvons pas, par conséquent, diminuer encore nos ressources.

M. JACQUIER : Il en est de même pour le Bureau de bienfaisance de Lyon.

M. FAGOT : Ces constructions d'habitations à bon marché font partie du programme municipal. Il faudrait, peut-être, que la Municipalité prît l'initiative de convoquer les Administrations susceptibles de participer à cette œuvre, et examinât la question de près afin de se rendre compte s'il ne serait pas possible de faire quelque chose.

Après tout, l'argent qui serait placé là ne serait pas perdu.

M. LE MAIRE : Je le ferai bien volontiers.

M. PIC : Un mot seulement. Certains Bureaux de bienfaisance sont entrés

dans cette voie, en particulier celui de Nancy.

M. RIVIÈRE : Tout dépend de leur situation financière.

M. PIC : Je crois pouvoir affirmer qu'elle est modeste.

M. LE MAIRE : C'est une grosse question. Il suffit de savoir que nous sommes d'accord sur le principe.

M. ROGNON : J'ai un projet à déposer, mais je n'en ferai rien ce soir, car la question mérite et doit être examinée de près.

M. LE MAIRE : Elle est, en effet, très importante.

Question de M. Tixier sur la mare du pré Castillon.

M. TIXIER : Tous, Messieurs, vous connaissez, par on-dire au moins, la mare du pré Castillon. Tous aussi, vous connaissez le sans-gêne de la puissante Compagnie P.-L.-M., et son peu de souci des intérêts généraux ou privés qu'elle peut léser.

Autrefois, le chemin de la Croix-Barret avait une pente plus que suffisante pour l'écoulement rapide des eaux pluviales.

L'établissement des voies ferrées coupant ce chemin détermina un point bas et les eaux durent chercher une issue sur les côtés.

Peu à peu, des constructions s'élevèrent au Sud et en bordure du chemin de la Croix-Barret. De plus, en raison de la proximité de la gare de triage, le passage à niveau devint impraticable. Il y a une trentaine d'années, pour permettre la circulation des voitures, que les manœuvres ininterrompues des wagons rendaient impossible, la Compagnie P.-L.-M. construisit un pont sur le côté Nord du chemin, laissant sur le côté Sud une sorte de cul-de-sac. En même temps, on établit un tronçon de canal ayant son origine contre le trottoir Sud du chemin de la Croix-Barret, passant sous ledit chemin, sous la rampe donnant accès au pont et venant déboucher dans le pré dit « pré Castillon », où devaient s'écouler les eaux pluviales. Telle est l'origine de la fameuse mare.

Depuis fort longtemps, les habitants du Grand-Trou demandent deux choses :

1° Que des barrières soient placées de chaque côté des rampes donnant accès au pont de la Croix-Barret;

2° Qu'une canalisation soit établie sous la route de Vienne et sous le chemin de la Croix-Barret de façon à faire disparaître la mare du pré Castillon.

Le pont de la Croix-Barret n'a rien d'artistique, je vous l'assure. Les plans inclinés qui y donnent accès sont trop étroits, mal entretenus. Comme il n'existe pas la moindre barrière, de nombreuses chutes se produisent.

Un accident est surtout demeuré célèbre dans le quartier. Certain soir, un congréganiste bien connu pour sa dévotion à Bacchus, se laissa choir le long du talus et roula dans la mare. Il fallut l'intervention de plusieurs citoyens compatissants, accourus à ses cris, pour le retirer boueux et trempé, de sa fâcheuse situation.

Si l'accident s'était produit quelques heures plus tard, les cris de la pieuse victime auraient pu n'être pas entendus, et peut-être, le lendemain, n'aurait-on trouvé qu'un cadavre.

Depuis la construction du pont, l'installation d'une barrière devant prévenir les accidents est réclamée. Cette barrière n'aurait pas entraîné une grosse dépense et pourtant rien n'a été fait.

Les travaux projetés par la Compagnie P.-L.-M. vont apporter sur ce point des changements considérables. Les habitants comptent sur la vigilance de l'Administration municipale pour obtenir que le nouveau pont qui sera construit, soit d'un accès plus facile et moins dangereux que le pont actuel.

Quant à la canalisation à établir sous la route de Vienne et sous le chemin de la Croix-Barret, elle a été promise bien des fois depuis quelques années.

Le 3 janvier 1905, alors que je lui recommandais une pétition des habitants, M. Augagneur me répondait : « La canalisation que vous demandez est précisément à l'étude ».

Vous-même, Monsieur le Maire, avez reconnu l'urgente nécessité de cette canalisation. Lors de notre dernière séance publique, vous avez dit que les travaux de doublement des voies ferrées entre Lyon et Chasse feraient enfin disparaître la mare du pré Castillon.

Outre que cette mare est un réceptacle de toutes sortes de débris immondes et qu'aux alentours l'atmosphère est empuantiée par les odeurs qui s'en dégagent; les habitants du quartier attribuent à son voisinage les nombreux cas de fièvre typhoïde qui se produisent; car, il ne faut pas l'oublier, malgré le règlement sanitaire dans ce coin de la commune de Lyon, habité exclusivement par des travailleurs, la fièvre typhoïde règne à l'état endémique.

Les habitants du Grand-Trou font encore appel à la sollicitude de l'Administration municipale pour que, les plans de la Compagnie P.-L.-M. étant définitivement établis d'accord avec la ville de Lyon, la construction de canaux sous la route de Vienne et sous le chemin de la Croix-Barret, soit immédiatement commencée. Ces travaux de canalisation doivent précéder les travaux de doublement des voies ferrées, cela paraît de toute évidence.

De même, le simple bon sens semblait indiquer que la disparition de la mare du pré Castillon était subordonnée à l'établissement d'une canalisation devant assurer l'écoulement des eaux qui se déversent dans cette mare. La Compagnie P.-L.-M. pense autrement.

Prise soudain d'un grand souci pour l'hygiène du quartier du Grand-Trou, elle fait amener du remblai dans le pré Castillon. Elle a commencé le comble-

ment de la mare à l'endroit précis où débouche le tronçon de canal par où s'écoulaient tant bien que mal les eaux pluviales. Ce zèle subit de la Compagnie a eu un résultat plutôt fâcheux pour les habitants du chemin de la Croix-Barret.

Le 1^{er} mai dernier, survint une forte pluie. Les eaux ne trouvant plus l'issue qui leur avait été ménagée dans le pré Castillon, envahirent les propriétés situées au Sud du chemin.

Les derniers jours du mois passé furent marqués par des orages et des pluies abondantes. Le 1^{er} juillet, je reçus la visite de deux amis habitant le chemin de la Croix-Barret. Ces deux amis me firent connaître que depuis deux jours leurs propriétés étaient envahies par l'eau.

Le lendemain, lorsque je pus me rendre sur les lieux, la pluie ayant cessé, l'eau avait disparu mais en laissant de nombreuses traces. Propriétaires et locataires avaient dû élever des digues pour empêcher, dans la mesure du possible, l'envahissement des rez-de-chaussée de plusieurs maisons et diriger l'eau dans les jardins. Cette eau avait laissé dans les jardins, sur le sol des cours et des passages y donnant accès, un limon de plusieurs centimètres d'épaisseur.

Il est hors de doute, qu'une nouvelle pluie orageuse survenant, les faits que je vous signale se reproduiront.

La Compagnie P.-L.-M., lors de la construction de sa ligne a arrêté l'écoulement normal des eaux pluviales du chemin de la Croix-Barret. Par la construction d'un canal coupant ce chemin dans le sens de la largeur et débouchant dans le pré Castillon qui est sa propriété, la Compagnie a assumé une servitude. Elle doit assurer l'écoulement des eaux provenant du chemin de la Croix-Barret.

Je ne crois pas que la Compagnie songe à contester la servitude qui lui incombe. Je suis même persuadé que si, au lieu de modestes travailleurs devenus petits propriétaires, elle avait en face d'elle une Société immobilière ou un de nos gros propriétaires d'immeubles de rapport, non seulement elle n'aurait pas obstrué le canal débouchant dans le pré Castillon, mais elle se serait ingéniée à assurer au mieux l'écoulement des eaux.

Comme les petits, à bout de patience, se révoltent quelquefois, deux au moins des propriétaires lésés ont pris leurs dispositions pour, à la première occasion, faire établir un procès-verbal de constat et je crains bien qu'en la circonstance la Ville ne soit mise en cause.

Evidemment, ce n'est pas la menace d'un procès qui doit influencer sur les décisions de la Municipalité, qui doit être guidée par d'autres considérations.

Une puissante Compagnie a assumé une servitude et semble aujourd'hui vouloir s'y soustraire. L'Administration municipale a d'autant plus le devoir d'intervenir qu'elle a, je crois, la possibilité d'obliger la Compagnie P.-L.-M. à assurer l'écoulement des eaux pluviales sur le point qui nous occupe.

Le 6 juillet nous avons assisté, mon

ami Richerand et moi, à une réunion des électeurs du Grand-Trou. Nous avons constaté que ces braves citoyens étaient indignés du sans gêne de la Compagnie P.-L.-M. et nous leur avons donné l'assurance que les seize Conseillers municipaux du 3^e arrondissement qui en 1904, sollicitèrent ensemble et obtinrent leurs suffrages républicains, ne cesseraient de faire entendre leurs protestations que le jour où ils auront obtenu satisfaction.

Dès le 1^{er} juillet, je vous fis connaître, Monsieur le Maire, les faits qui m'avaient été signalés. Le 3 juillet, je vous présentai deux amis qui vous donnèrent des explications précises. Aujourd'hui, je vous demande quelles mesures ont été prises pour préserver des inondations les propriétés et les maisons proches de la mare du pré Castillon, en attendant la canalisation, si souvent promise, de la route de Vienne et du chemin de la Croix-Barret.

M. LE MAIRE : Monsieur Tixier, je me suis préoccupé de cette affaire depuis que vous avez bien voulu m'en parler. J'ai engagé, avec la Compagnie, une longue correspondance que vous trouverez dans le dossier que je tiens à votre disposition.

Vous y trouverez aussi un très long rapport de M. l'Agent voyer cantonal qui a été transmis déjà à la Compagnie P.-L.-M. La question est à l'étude à Valence, l'affaire dépendant de M. l'Ingénieur Ruffieux, qui a son bureau dans cette ville. En tout cas et dès à présent, nos précautions sont prises pour que, un accident arrivant, il ne soit imputable qu'à la Compagnie et qu'elle seule en supporte les frais.

Il est évident que nous devons exiger de la Compagnie P.-L.-M. qu'elle prenne des mesures pour assurer l'écoulement des eaux qui s'amassent chemin de la Croix-Barret, puisqu'elle a supprimé les portions d'aqueducs qui existaient entre la mare du pré Castillon et le point bas dont il s'agit. D'autre part, il me paraît évident que la sécurité des habitants de ce quartier ne sera suffisante que le jour où nous aurons établi une canalisation rejoignant l'égout de la route de Vienne....

M. TIXIER : C'est entendu.

M. LE MAIRE : canalisation qui viendra, du point dont vous avez parlé, perpendiculairement par le chemin de la Croix-Barret, rejoindre la route de Vienne.

Il me paraît indispensable d'établir, dès aujourd'hui, que, pour la construction de cet égout, la participation de la Compagnie est indispensable. Dès que la Compagnie aura reconnu la légitimité de la participation que nous lui demandons, nous ferons l'égout, car l'étude est complète maintenant et le projet existe dans le dossier que je vais vous transmettre; nous n'attendons que la reconnaissance de la légitimité de notre réclamation pour agir.

M. TIXIER : La Compagnie ne peut se

soustraire à cette participation en raison des servitudes qu'elle a assumées. Si l'écoulement des eaux ne se fait plus d'une façon régulière, c'est de son fait, et par suite des travaux qu'elle a effectués.

M. LE MAIRE : Bien entendu. Nous demandons à la Compagnie les deux choses suivantes : d'abord, des travaux pour assurer l'écoulement des eaux de pluie, accumulées à la suite de la suppression d'une partie des canaux qui en assuraient l'écoulement ; ensuite, sa participation dans la construction d'un égout que nous sommes disposés à construire dès que celui de la route de Vienne fonctionnera.

M. VEYRON : Il avait été convenu autrefois que la Compagnie participerait à la construction de l'égout de la route de Vienne, qui devrait rejoindre celui du chemin de la Croix-Barret. L'égout de la route de Vienne, après avoir traversé le passage à niveau, relevait sa pente pour éviter l'établissement de tranchées trop profondes.

L'Administration avait fait des démarches auprès de la Compagnie pour la faire participer dans la dépense. Je m'étonne que le projet soit resté si longtemps stationnaire. La question de l'égout de la route de Vienne et celle du chemin de la Croix-Barret auraient dû avancer parallèlement.

M. LE MAIRE : Je vous répète que si la Compagnie n'agit pas, si le service de Valence qui a en mains les deux dernières communications que j'ai adressées au P.-L.-M. ne nous donne pas satisfaction, je saisisrai de la question le service du Contrôle.

C'est le Préfet qui, par l'intermédiaire du service du Contrôle doit agir auprès de la Compagnie pour lui faire respecter ses obligations.

M. TIXIER : Je dois vous dire que la Compagnie a, depuis quelques jours, a commencé des tranchées.

M. LE MAIRE : Ce serait alors un commencement d'exécution.

M. TIXIER : Le point intéressant à retenir, c'est l'obligation dans laquelle se trouve la Compagnie de participer à la construction de l'égout qui doit remplacer la mare du pré Castillon que la Compagnie est obligée de combler pour construire ses nouvelles voies.....

M. LE MAIRE : Nous sommes d'accord !

M. TIXIER : La Compagnie ne peut du reste conserver cette mare, le règlement sanitaire est applicable en cette circonstance quand il dit « que doit disparaître tous les puisards servant à l'écoulement des eaux..... »

M. LE MAIRE : Nous n'avons cessé de correspondre à ce sujet, Monsieur Tixier ; et nous ferons tout ce qu'il nous sera possible de faire pour obtenir satisfaction.

M. TIXIER : Je vous remercie, Monsieur le Maire.

Question de M. Arnaud sur l'Entrepôt des Douanes.

M. ARNAUD : Messieurs, dans notre séance du 10 décembre 1906, à propos d'un chapitre des recettes du budget municipal, j'avais signalé à M. le Maire certaines observations du commerce lyonnais qui désire la simplification des formalités et démarches à accomplir dans notre entrepôt des Douanes de la rue Dugas-Montbel, ainsi que la modification des règlements en vigueur en ce qui concerne les conditions actuelles des dépôts temporaires de marchandises.

D'autre part, je m'étais fait l'écho de réclamations très vives émanant du petit personnel sédentaire des Douanes qui se plaint de l'insalubrité des locaux affectés aux bureaux de notre entrepôt, locaux humides, sans air et sans lumière.

L'enquête personnelle que j'ai faite m'a permis de me convaincre que ces plaintes n'avaient rien d'exagéré.

Plusieurs certificats de médecins que j'ai eu sous les yeux établissent formellement que des maladies graves contractées par des employés de l'entrepôt des Douanes n'avaient pas d'autre origine que l'insalubrité des locaux affectés aux bureaux.

J'indiquais donc qu'il y avait lieu de prendre une mesure permettant le transfert des bureaux dans un local salubre. qu'il y aurait lieu d'édifier, sous forme d'annexe, à la suite du bâtiment central de l'entrepôt.

Dans le *Bulletin municipal* du 25 mars 1907, j'ai trouvé la réponse suivante de l'Administration à mes observations :

Des propositions tendant à modifier certaines parties du tarif en vigueur et à transférer les bureaux dans le bâtiment actuellement occupé par M. le Receveur principal des Douanes ont été soumises, le 29 décembre dernier, à M. le Directeur des Douanes.

L'étude de la question sera poursuivie dès que l'avis de cette Administration me sera parvenu.

Mais rien n'a encore été fait, à ce jour, ni pour la modification du règlement de l'entrepôt, ni pour le transfert des bureaux.

Or, ces deux questions sont aussi urgentes l'une que l'autre.

En effet, à la première, sont liés les intérêts pécuniaires de la ville elle-même.

La seconde regarde la santé de modestes travailleurs de l'Etat qu'on n'a pas le droit d'exposer ainsi à toutes sortes de maladies et d'infirmités.

Je voudrais, en passant, signaler à l'Administration que, les jours de pluie, par suite de l'absence de chéneaux aux toitures des bâtiments de l'entrepôt, le personnel de la manutention reçoit de véritables douches qui n'ont rien d'hygiéniques.

En résumé, je demande à M. le Maire de prendre des mesures immédiates en vue d'améliorer le fonctionnement de l'entrepôt municipal des Douanes, tant au point de vue de la facilité à donner aux entrepositaires, — ce qui aurait pour conséquence d'augmenter encore les recettes qui vont, d'ailleurs, en croissant

chaque année — qu'au point de vue de l'installation, dans des locaux salubres, des bureaux de l'entrepôt.

M. LE MAIRE : Monsieur Arnaud, nous avons déjà eu l'occasion de nous occuper, au Conseil municipal, de l'entrepôt des Douanes. A la suite de vos premières observations, je me suis rendu sur place ; je reconnais le bien fondé d'un certain nombre des réclamations dont vous vous êtes fait l'écho. Il est hors de doute que les employés sont logés dans des bureaux qui sont loin d'être l'idéal du confortable. Je dois dire que ces bureaux n'ont pas été seulement acceptés, mais demandés par l'Etat, dans l'état où ils se trouvent aujourd'hui. L'Etat doit jouer son rôle dans l'amélioration de ces locaux ; il ne faut pas laisser mettre, à la charge de la Ville seule, des dépenses de cette importance.

Il y a une solution qui me paraît, de toutes, la plus simple. Elle consiste à déplacer les bureaux et à les installer dans le bâtiment où est actuellement logé le Directeur des Douanes. J'ai engagé, avec ce chef de service, une correspondance à ce sujet. Il m'a répondu par une lettre que voici, datée du 9 avril 1907 et dont je ne vous donnerai pas lecture, car elle atteint les proportions d'un véritable mémoire ; je vous la communiquerai. Elle contient les arguments du Directeur en réponse à la solution que j'avais proposée.

Il me semble qu'il y a lieu d'aller plus loin et d'obtenir du Ministre compétent, qu'il nous donne satisfaction, car nous ne pouvons pas laisser l'Etat mettre, à la disposition du Directeur des Douanes, une maison toute entière, bien plus vaste que ses besoins ne le comportent.

Il est essentiel de défendre les intérêts de la Ville et de mettre le Directeur en demeure d'évacuer ses logements. Les bureaux seraient installés dans une partie du bâtiment qu'il occupe actuellement, et les locaux occupés par les bureaux seraient affectés au service de l'entrepôt. Je crois que c'est là la meilleure solution. J'avais essayé de l'obtenir par une combinaison amiable, cela n'a pas été possible. C'est donc au Ministre compétent qu'incombe la charge de poursuivre l'affaire et d'imposer cette solution.

J'ai bien étudié également les solutions, qui consisteraient : l'une à prolonger le bâtiment dans sa partie antérieure, l'autre à l'exhausser. Mais ces deux solutions me paraissent très difficiles. Il est difficile de prolonger le bâtiment dans sa partie antérieure, car ce prolongement obstruerait à peu près complètement la cour, qui est absolument nécessaire à l'évolution des voitures devant les entrepôts ; — les employés de la douane ont, d'ailleurs, reconnu eux-mêmes le bien fondé de cette raison.

D'autre part, le bâtiment, dans son état actuel, ne peut pas supporter un étage supérieur. La solution que je vous ai indiquée me paraît donc être la meilleure.

M. ARNAUD : Monsieur le Maire, je

comprends très bien que vous ayez l'intention de sauvegarder les intérêts de la Ville contre les prétentions de l'Administration des douanes; mais, ne vous faites pas d'illusions, si nous restons dans la voie que vous nous indiquez, rien ne sera fait en ce qui concerne le transfert des bureaux de la douane. Je vous assure que la situation est intenable pour le petit personnel. J'ai eu entre les mains des certificats prouvant que des rhumatismes, des affections d'yeux étaient contractés quotidiennement par le personnel.

Je ne crois pas que vous puissiez mettre mes paroles en doute....

M. LE MAIRE : Personne ne doute du bien fondé de vos affirmations.

M. ARNAUD :.... et je ne puis admettre qu'on laisse les employés dans des conditions de travail semblables. Les locaux occupés par les bureaux servaient, autrefois, d'entrepôt à sel. On a dû en sortir le sel à cause de l'humidité, et on a eu l'audace d'y mettre des hommes!

Si nous continuons à négocier, malgré le dévouement de nos élus au Parlement, avec l'Administration des Douanes, nous n'aurons pas plus raison pour cette question que nous n'avons eu raison pour d'autres.

L'Administration vous fera peut-être valoir l'article du règlement qui dit que le directeur d'un entrepôt doit habiter l'entrepôt lui-même; c'est une question que je ne résous pas.

Je soutiens que — nous pourrions nous rendre sur place pour étudier la question — sans occasionner de trop fortes dépenses, il serait facile de construire une annexe au bâtiment central, qui ne gênerait pas le passage des voitures et ne nuirait pas au trafic de l'entrepôt. Vous auriez là des locaux où le personnel serait très bien; d'autre part, le public aurait moins de détours à faire pour remplir les diverses formalités exigées.

Je crois qu'il y a là quelque chose d'urgent. J'ai d'autres arguments à invoquer que je ne peux pas faire valoir en séance publique. Il y va de l'intérêt de la Ville de ne pas laisser les choses dans leur état actuel, car nous courrons à des surprises désagréables, et nous pourrions être mis en cause.

M. LE MAIRE : Je ne demanderai pas mieux que de trouver une autre solution à la question, mais on ne peut pas me demander d'incliner les droits de la commune devant ceux de l'Etat s'il manque à son devoir.

La solution que je propose n'est pas la moins efficace. Il suffit d'un ordre de service du Ministre compétent pour que le Directeur des douanes évacue le logement qu'il occupe actuellement.

Vous croyez que l'on pourrait construire sans inconvénient des bâtiments nouveaux; je ne crois pas qu'on puisse gagner beaucoup de place en avançant le bâtiment du côté de l'entrée.

L'Etat nous obère, l'Etat nous acca-

ble, c'est bien le moins qu'il use de son autorité sur ses fonctionnaires quand l'intérêt des communes est en jeu. Nous avons bien le droit de le mettre en demeure de prendre des dispositions telles que nous puissions obtenir, sans frais pour la Ville, une satisfaction qui conciliera tous les intérêts en jeu. Je le reconnais — j'ai visité les locaux — ils sont bien loin de réaliser ce que l'on doit à des employés qui travaillent dans l'intérêt général. Mais je ne saurais être très partisan de la solution qui consisterait à remanier considérablement l'entrepôt, car l'obligation se créera peut-être de faire un autre entrepôt à la gare des Brotteaux.

M. ARNAUD : Ce sera trop tard. Si notre entrepôt est modifié par le transfert d'une partie des entrepôts à la gare des Brotteaux, nous aurons une grosse diminution des recettes, Monsieur le Maire; le transit international nous échappera.

Il est dans l'intérêt de la Ville que la modification de l'entrepôt se fasse d'accord avec l'Administration supérieure, car si nous nous la mettions à dos, nous lui donnerions un argument pour le transfert.

M. LE MAIRE : Je serai obligé, je le sais, d'entrer en lutte avec l'Administration centrale, qui essaiera de nous faire capituler. La ville de Lyon est menacée par l'Administration supérieure de voir transférer ailleurs son entrepôt des douanes. Soyez tranquilles, Messieurs, notre entrepôt ne sera pas transféré et, pour des raisons que je vous dirai, il restera à Lyon! Mais il n'est pas possible de nous laisser constamment imposer par l'Etat, sous prétexte qu'il est le plus fort, des solutions qui chargent les finances de la Ville et qui m'obligent à déposer des rapports comme celui qui a paru hier au *Bulletin municipal*.

M. ARNAUD : C'est pourtant la Ville qui doit fournir les locaux de l'entrepôt.

M. FORT (Victor), adjoint : Je vous rappellerai seulement pour mémoire, Messieurs, qu'à la suite d'une interpellation que j'avais faite, il a été donné satisfaction aux légitimes réclamations du commerce lyonnais. Les locaux, incontestablement mauvais, qui sont à la disposition du personnel, ont été réparés. A ce moment nous avons pu constater que ces locaux ne répondaient pas du tout à leur destination, mais il est bien entendu que nous ne pouvons pas modifier l'aménagement de bâtiments servant à l'Etat.

On a réclamé uniquement pour les commerçants lyonnais certaines facilités. Or, je ne sache pas que ces commerçants aient à se plaindre. Si de nouvelles réclamations se font jour, nous n'aurons qu'à recommencer ce que nous avons fait déjà, et bien que l'on paraisse mettre en doute l'influence des représentants de la Ville au Parlement, je promets d'intervenir personnellement

auprès du Ministre compétent et je me rendrai auprès de lui pour appuyer les protestations que vous faites entendre.

M. ARNAUD : Nous acceptons la promesse que vous nous faites et vous souhaitons de réussir. Je n'ai pas, pour mon compte personnel, mis en doute un seul instant l'influence de nos élus au Parlement.

Mais à mon avis, la situation actuelle ne peut durer, car des existences humaines sont en jeu, et qui peut en être rendue responsable, si ce n'est la Ville?

M. FORT (Victor), adjoint : La Compagnie P.-L.-M....

M. LE MAIRE : Je ne peux pas laisser dire que c'est à la Ville qu'incombent les responsabilités de la situation actuelle, car si je vous lisais la lettre du Directeur des Douanes, vous verriez que lui-même reconnaît que des obligations importantes incombent à l'Etat de ce chef. Le remède à la situation actuelle existe; n'importe qui peut en vérifier la facile exécution; il consiste à faire abandonner par M. le Directeur des Douanes le logement qu'il occupe, ce qui nous fournirait la place nécessaire pour loger les employés qui souffrent dans leurs locaux actuels. Que M. le Directeur des Douanes veuille bien accepter la combinaison de l'Administration municipale qui consisterait pour lui à habiter dans tel quartier qu'il choisira et ce sera toute une maison que nous pourrions aménager en bureaux.

Monsieur Arnaud acceptez-vous, comme conclusion, que je poursuive des négociations avec l'Etat pour obtenir de lui ce remaniement des locaux et que je demande des dispositions administratives qui mettront fin au problème; ou, au contraire, croyez-vous qu'il soit du devoir de la Ville d'accepter purement et simplement une dépense extrêmement contestable et la construction de bâtiments, qui selon moi, seront la cause de grands inconvénients?

M. ARNAUD : Je demande à nos élus au Parlement d'obtenir une réponse formelle en ce qui concerne le déménagement du Directeur. Lorsque nous aurons reçu une réponse, nous verrons ce que nous aurons à faire. Mais j'ajoute que cette réponse devra nous parvenir rapidement.

M. LE MAIRE : C'est entendu. Nous agirons ainsi.

M. FORT (Victor) : Je m'engage à porter moi-même la délibération du Conseil et à y exiger une réponse formelle.

M. LE MAIRE : Nous vous en remercions.

Question de M. Rognon sur l'amélioration de l'aération d'une justice de paix et sur la restauration d'un immeuble.

M. ROGNON : Monsieur le Maire, je voudrais attirer l'attention de l'Administration sur la mauvaise installation de la justice de paix de la grande rue de la Guillotière; elle est souvent archicomble et malheureusement elle se trouve placée dans des conditions hygiéniques très défavorables. Il n'y a pas possibilité d'aérer la salle d'audience sans ouvrir les fenêtres et comme la circulation est très intense dans la rue de la Guillotière, on ne peut plus s'entendre quand elles sont ouvertes.

Je demande à l'Administration s'il ne serait pas possible d'ouvrir des impostes dans cette salle d'audience.

M. LE MAIRE : Je reconnais le bien-fondé de votre observation; la justice de paix qui se trouve au n° 55 de la grande rue de la Guillotière, est en effet très insuffisamment aérée; dès demain, je vais donner des ordres pour que l'on installe des vasistas dans la salle d'audience.

M. ROGNON : Je voudrais également attirer l'attention de l'Administration sur un fait qui s'est produit ces derniers jours dans un quartier de la Guillotière, à proximité des Facultés.

Il y a, dans la rue de l'Université, de vieilles masures prêtes à s'écrouler; ces derniers temps, on a reconstruit le mur de façade d'une de ces maisons sans même faire déménager les locataires. On pouvait voir les lits du dehors, et les ménages sont restés dans cette situation pendant toute la durée des travaux. La maison dont il s'agit n'est pas à l'alignement; si elle avait été située rue de la République, on n'aurait certainement pas permis de refaire la façade comme elle a été refaite; on n'aurait même pas permis, je crois, de la refaire du tout.

Il ne faudrait pas, parce que cette maison est placée dans la rue de l'Université, qui n'est déjà pas embellie par ce grand mur que vous connaissez, il ne faudrait pas, dis-je, la laisser subsister éternellement, car malgré la réparation qui vient d'être faite, sa solidité n'est certainement pas grande et il n'y en a déjà que trop d'autres qui sont dans le même état.

Je voudrais savoir s'il est permis à des propriétaires de faire reconstruire la façade d'une maison, d'abord sans faire déménager les locataires qui l'occupent, ensuite sans se préoccuper si la construction est solide ou non.

Je crois que si, cette année, nous avons ouvert une exposition d'hygiène, c'est pour qu'elle serve à quelque chose et pour empêcher que de semblables taudis subsistent dans notre Ville.

Je ne comprends pas que l'Administration municipale ait permis pareille restauration dans les conditions que j'ai indiquées. Cette maison ne tient aujourd'hui que par sa façade neuve.

Je demande que l'Administration veuille bien vérifier les faits que j'ai si-

gnalés et, si elle les reconnaît exacts, qu'elle fasse appliquer la loi qui l'autorise à faire démolir de telles maisons.

M. LE MAIRE : Si je ne me trompe, Monsieur Rognon, vous voulez parler de la petite maisonnette d'un rez-de-chaussée et d'un premier étage qui se trouve au n° 10 de la rue de l'Université.

Voici le rapport de l'Ingénieur voyer sur cette question :

En 1900, le Jury d'expropriation a alloué à M^{me} veuve Jacques Prugnard une indemnité de 2,000 francs pour que le mur de face de cette construction soit démolit et reconstruit sur le nouvel alignement.

Cette indemnité n'avait pu être payée en raison de certaines irrégularités provenant d'une erreur de dénomination commise par le propriétaire du terrain sur lequel cette maison est édifiée. Après avis de la Commission du Contentieux, cette indemnité fut consignée.

Conformément à notre proposition, l'Administration considérant que, puisque la somme était consignée, la Ville pouvait exiger la démolition de la portion de bâtiment en saillie, prit le 24 mai dernier un arrêté mettant en demeure les propriétaires réels ou dénomés de cette maisonnette de faire démolir dans un délai de vingt jours les portions de construction en saillie sur l'alignement de la rue de l'Université, au droit du n° 10. Cet arrêté fut notifié par M^e Berthet, huissier de la Ville.

La démolition de ces portions de construction avait pour effet de faire disparaître une dénivellation du sol de la voie publique gênante pour la viabilité et la desserte du terrain communal voisin, ainsi qu'un avant toit très bas et disgracieux en saillie sur la rue.

Le propriétaire s'est conformé à cet ordre en adressant à M. le Maire, le 8 juillet courant, une pétition pour démolir la portion en saillie et reconstruire la façade à l'alignement.

Nous répondons à cette pétition par le rapport spécial de voirie ci-joint qui fixe l'alignement ainsi que les droits à payer.

En terminant, nous ajouterons, pour toutes fins utiles, que la maison en question est établie sur le terrain d'autrui et que le bail de location de ce terrain doit expirer dans deux ans.

M. ROGNON : On peut donc escompter que, dans deux ans, on verra disparaître cette maison. En tout cas, il y aurait toute nécessité à ce que, dans ce quartier, on commençât à construire des bâtiments présentables.

Dépôt de pétitions.

Pétition des habitants de la rue Sébastopol demandant l'établissement de bouches d'arrosage entre les n° 59 de cette rue et la rue Paul-Bert.

Déposée par M. ROGNON.

M. ROGNON : Je prie M. le Maire de donner suite à cette pétition.

M. LE MAIRE : Je l'étudierai, je vous le promets.

Pétition des habitants du quartier de la Buire, demandant l'amélioration de l'éclairage de cette place.

Déposée par M. CUSSET, au nom de M. Foret et au sien.

M. FORET : Au nom des habitants du quartier de la place de la Buire, j'ai l'honneur de demander à l'Administration de bien vouloir faire installer, sur cette place, quelques becs de gaz, car elle en est complètement privée et sert de refuge à des individus peu recommandables.

M. LE MAIRE : Renvoyé à l'Administration pour instruction.

Pétition des habitants de la place de l'Abondance et de la rue de Créqui, demandant l'établissement d'un arrêt facultatif des tramways à l'angle de ces deux voies.

Déposée par M. CUSSET, au nom de M. FORET.

Renvoyée à l'Administration pour la suite à y donner.

Pétition des habitants de la rue Hénon, de la grande rue de la Croix Rousse, des rues Denfert-Rochereau, de l'Enfance et environnantes, demandant le prolongement du tramway de « Perrache à la place du Commandant-Arnaud » jusqu'à la rue Saint-Pothin, par les rues Pailleron et Hénon.

Déposée par M. GORJUS.

M. GORJUS : Messieurs, cette pétition est recouverte de 684 signatures, et je la recommande à toute la bienveillante attention de M. le Maire.

M. LE MAIRE : Dont acte.

Pétition des habitants et commerçants de la rue Mercière, demandant la remise en vigueur de l'arrêté préfectoral du 8 octobre 1874.

Déposée par M. ARNAUD.

M. ARNAUD : Messieurs, j'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Conseil une pétition qui proteste contre l'inexécution de l'arrêté du 8 octobre 1874 interdisant la rue Mercière aux lourds charrois, en raison des accidents qu'ils y ont causés déjà. Il y a quelques jours encore, une femme a été presque broyée. Je demande à M. le Maire, au nom des signataires de la pétition, d'intervenir auprès de M. le Préfet pour obtenir qu'un agent se tienne à cet effet en permanence dans la rue Mercière et pour faire placer aux deux extrémités de la rue une plaque indicatrice portant la mention de la défense absolue faite aux gros charrois de traverser la rue Mercière.

M. LE MAIRE : J'ai déjà rappelé cet arrêté, Monsieur Arnaud, et la meilleure preuve qu'il est appliqué, c'est que j'ai sous les yeux une contravention en date

du 18 juillet 1907, dressée contre un charretier, qui traversait la rue Mercière avec un tombereau chargé de sable.

M. ARNAUD : Il y aurait quinze procès-verbaux à faire par jour.

M. LE MAIRE : Cette question est assez délicate ; je vous soumettrai le dossier très intéressant que j'ai sous les yeux, vous pourrez le consulter. En attendant d'avoir solutionné cette affaire, j'ai donné des instructions pour que les gros charrois n'empruntent pas cette rue.

..

Pétition du Comité de concentration des Forces socialistes du 2^e arrondissement, demandant : 1^o la réinstallation, sur la place Carnot, des bornes-fontaines qui y ont été supprimées ; 2^o l'intervention de l'Administration municipale pour faire installer dans un immeuble un branchement pour l'eau potable.

M. ARNAUD : Monsieur le Maire, j'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Conseil une pétition du Comité de concentration des forces socialistes du 2^e arrondissement, demandant le rétablissement des bornes-fontaines qui se trouvaient sur la place Carnot et qui ont été supprimées.

Les nombreux enfants qui, pendant la belle saison, viennent jouer sur cette place, sont privés d'eau et n'ont d'autres ressources pour se désaltérer que de boire l'eau qui coule dans la fontaine du monument.

Je signalerai en même temps à l'Administration que certains propriétaires d'immeubles n'ont pas encore fait faire les canalisations nécessaires pour donner l'eau de la Ville à tous leurs locataires. Je crois savoir que les demandes faites par les locataires de ces maisons, rencontrent une grande résistance de

la part des régisseurs qui ne veulent pas faire les réparations nécessaires pour amener l'eau dans les étages. Je connais un de ces immeubles rue Dugas-Montbel, 13, où soixante-quatre locataires sont privés d'eau potable.

M. LE MAIRE : Nous étudierons cette question. En ce qui concerne la suppression des bornes-fontaines de la place Carnot, elle a été autorisée par l'Administration municipale le 14 décembre 1906. Le 26 décembre suivant, le service de la Voirie a répondu à une pétition qui demandait la pose d'une borne-fontaine place Carnot, en face de la rue Victor-Hugo. Ce rapport concluait à l'inutilité de bornes-fontaines si, comme l'indique l'arrêté du 28 janvier 1858 qui réglemente l'usage des bornes-fontaines, ces appareils doivent être exclusivement réservés aux usages domestiques.

S'il s'agit de fournir l'eau pour la boisson des enfants, je veux bien étudier la question, mais avant d'installer là une fontaine Wallace, je tiens à consulter le bureau d'hygiène, car à notre avis l'emploi de gobelets servant à l'usage commun de tous les enfants peut avoir des inconvénients très graves.

..

Rappel d'une pétition demandant le changement de nom de la rue de Bonald.

M. MENUT : Messieurs, dans une précédente séance j'ai demandé à l'Administration de vouloir bien changer la dénomination de la rue de Bonald dont le nom prête à confusion avec la rue de Bonnel. Rien n'a encore été fait. Est-ce que l'Administration pense pouvoir nous proposer bientôt ce changement de nom de rue ?

M. LE MAIRE : Il sera compris dans le premier rapport que je dois vous pré-

senter sur les changements de noms d'un certain nombre de rues de la Ville, conformément à la décision prise par le Conseil municipal dans sa séance du 24 juin 1907.

..

Pétition des habitants du quartier des Ecoles normales de la Croix-Rousse, protestant contre la privation du gaz, lors des illuminations.

M. MANUS : Monsieur le Maire, prévenu trop tard, je n'ai pu vous informer à temps d'une protestation des habitants et commerçants du quartier des Ecoles normales de la Croix-Rousse, qui se plaignent d'être privés du gaz dans diverses circonstances.

C'est ainsi que pour le 14 Juillet, au moment des illuminations, ils en ont été complètement privés à partir de 8 heures du soir.

Vous devez comprendre, Monsieur le Maire, combien est grand le préjudice causé à ces commerçants qui ont déjà protesté pour pareil fait auprès de la Compagnie et n'ont vu tenir aucun compte de leurs réclamations.

Je vous serais donc reconnaissant de bien vouloir insister auprès de la Compagnie du Gaz pour que satisfaction soit donnée aux justes réclamations des habitants et commerçants de ce quartier.

M. LE MAIRE : Nous interviendrons auprès de la Compagnie du Gaz de Lyon.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 11 h. 45.

Digitized by Google

57 **ANNEXE**
 AU
BULLETIN MUNICIPAL OFFICIEL
 DE LA VILLE DE LYON
 du 22 septembre 1907 (1)

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 16 Septembre 1907

PROCÈS-VERBAL

SOMMAIRE

Liste des présents et des absents.....	46
Adoption du procès-verbal de la séance du 22 juillet 1907. — Observation de M. Cadet.....	47
Allocution de M. le Maire, à l'occasion du décès de M. Gipon. — Concessions gratuites et perpétuelles de terrains pour les sépultures de MM. Lavigne et Gipon.....	47
Recrutement — Soutien de famille. — Demande de congé. (Art. 22 de la loi du 15 juillet 1889.).....	47
Hospices civils. — Amélioration des services de l'Hôtel-Dieu. — Ouverture de crédit.....	47
Rapporteur : M. ROGNON.	
Suppression de l'emploi d'Inspecteur des Bibliothèques populaires.....	48
Rapporteur : M. ARNAUD.	
Fixation des alignements des chemins vicinaux ordinaires n° 44 et 45, le long du fort de la Vitriolerie. — Décision de la Commission départementale.....	48
Rapporteur : M. TIXIER.	
Subvention au Syndicat des ouvriers égoutiers de la ville de Lyon, pour l'envoi d'un délégué à un Congrès...	49
Rapporteur : M. TIXIER.	
Subvention à la Chambre syndicale des cantonniers et similaires de Lyon, pour l'envoi d'un délégué à un Congrès.....	49
Rapporteur : M. TIXIER.	
Subvention au Syndicat des paveurs, dresseurs et piqueurs de grès de Lyon, pour l'envoi d'un délégué à un Congrès.....	49
Rapporteur : M. TIXIER.	
Facultés des Lettres. — Notes semestrielles.....	49
Rapporteur : M. GORJUS.	
Réfections des canalisations extérieures de gaz à l'Hôtel des Invalides du Travail.....	49
Rapporteur : M. GORJUS.	
Ecole pratique d'Agriculture d'Ecully. — Demande de bourse départementale.....	50
Rapporteur : M. GORJUS.	

Ecole supérieure de Commerce de Lyon. — Demande de bourse de l'Etat.....	50
Rapporteur : M. GORJUS.	
Ecole nationale d'Agriculture de Montpellier. — Demande de bourse de l'Etat.....	50
Rapporteur : M. GORJUS.	
Elargissement du chemin vicinal ordinaire n° 45, « de la Colombière ». — Acquisition d'une parcelle de terrain appartenant aux mariés Peytoud-Bergeret.....	50
Rapporteur : M. MOUSSET.	
Caisse de retraites des employés de l'Administration municipale. — Pension Evieux (Claude-Joseph-Antoine). Rapporteur : M. MOUSSET.	51
Service des Eaux. — Entretien des prises et branchements sur la voie publique. — Modification du règlement..	51
Rapporteur : M. MOUSSET.	
Sapeurs-pompiers. — Pensions Chaziz (François-Antoine) et Desprez (Henry).....	51
Rapporteur : M. MARRO.	
Sapeurs-pompiers. — Demandes de secours formées par MM ^{mes} veuves Cotisson, Solviche, Berthet et Guyon-Vernier.....	52
Rapporteur : M. MARRO.	
Subvention à la Chambre syndicale des ouvriers du bronze, pour l'envoi d'un délégué à un Congrès.....	52
Rapporteur : M. MARRO.	
Subvention à la Fédération lyonnaise des chauffeurs-mécaniciens-électriciens, pour l'envoi d'un délégué à un Congrès.....	52
Rapporteur : M. MARRO.	
Subvention au Syndicat des ouvriers du service municipal des Eaux, pour l'envoi d'un délégué à un Congrès...	52
Rapporteur : M. MARRO.	
Legs de M. Osiris à la ville de Lyon. — Acceptation.....	53
Rapporteur : M. DECLÉRI.	
Sergents de ville. — Pension Chapel (François-Émile-Marius).....	53
Rapporteur : M. DECLÉRI.	
Sergents de ville. — Pension Agéron (Jean-André).....	53
Rapporteur : M. DECLÉRI.	
Sergents de ville. — Pension Liboz (Charles-Casimir).....	53
Rapporteur : M. DECLÉRI.	
Ancien presbytère de Sainte-Anne-de-Baraban. — Projet de bail à M. Carrot.....	54
Rapporteur : M. BATAILLE.	
Hospices civils. — Ouverture de crédit.....	54
Rapporteur : M. ROGNON.	
Subvention à la Chambre syndicale des menuisiers en sièges de la ville de Lyon, pour l'envoi d'un délégué à un Congrès.....	54
Rapporteur : M. ROGNON.	
Elargissement des chemins vicinaux ordinaires n° 17, « des Pins » et 130, « des Sablonniers ». — Acquisition d'une parcelle de terrain appartenant aux époux Terrier.....	54
Rapporteur : M. ROGNON.	
Elargissement du chemin vicinal ordinaire n° 17, « des Pins ». — Acquisition d'une parcelle de terrain appartenant à M. Blanchard (Jean-Baptiste).	54
Rapporteur : M. ROGNON.	
Subvention à la Chambre syndicale des ouvriers ébénistes de Lyon, pour l'envoi d'un délégué à un Congrès...	55
Rapporteur : M. ROGNON.	
Service municipal électrique et service de remontage des pendules et horloges.....	55
Rapporteur : M. ROGNON.	
Subvention au Syndicat des ouvriers tapissiers de Lyon, pour l'envoi d'un délégué à un Congrès.....	56
Rapporteur : M. ROGNON.	
Subvention au Syndicat des ouvriers et ouvrières de la sparterie et similaires de Lyon et banlieue, pour l'envoi d'un délégué à un Congrès.....	56
Rapporteur : M. ROGNON.	
Allocation à M. Gaget, conseiller prud'homme, de l'indemnité mensuelle de M. Rousset, invalidé.....	56
Rapporteur : M. ROGNON.	
Ecole maternelle, cours Henri, 65. — Renouvellement du bail.....	56
Rapporteur : M. ROGNON.	
Subvention à la Chambre syndicale des ouvriers papetiers de Lyon, pour l'envoi d'un délégué à un Congrès...	57
Rapporteur : M. BAUDRY.	
Subvention à la Section centrale de l'Union des Syndicats du tissage de la région lyonnaise, pour l'envoi d'un délégué à un Congrès.....	57
Rapporteur : M. BAUDRY.	
Legs Cellard (Jean-Pierre), à la ville de Lyon. — Acceptation.....	57
Rapporteur : M. RICHERAND.	
Construction d'un égout chemin de Corne-de-Cerf, entre la rue d'Aubigny et la rue de l'Ordre.....	57
Rapporteur : M. RICHERAND.	
Bureau de bienfaisance de Lyon. — Comptes et budgets.....	58
Rapporteur : M. NOVEL.	
Démolition d'un immeuble communal quai Fulchiron. — Instance engagée contre la Ville par M. Barraut.	58
Rapporteur : M. NOVEL.	
Dépôt de pompes situé quai Pierre-Scize, n° 58. — Renouvellement du bail.....	58
Rapporteur : M. NOVEL.	
Personnel licencié de l'Octroi. — Attribution de secours annuels et viagers. — Demande veuve Chambon.	58
Rapporteur : M. NOVEL.	
Elargissement de la rue des Fossés-de-Trion. — Acquisition d'une parcelle de terrain appartenant à M. Madinier.....	59
Rapporteur : M. NOVEL.	
Renouvellement du bail Verchère pour l'occupation d'un terrain, montée du Chemin-Neuf, 13.....	59
Rapporteur : M. NOVEL.	
Subvention à la Chambre syndicale de la bijouterie lyonnaise, pour l'envoi d'un délégué à un Congrès.....	59
Rapporteur : M. FALCONNIER.	
Construction d'un égout rue Créqui, entre le cours Morand et la rue Vauhan.....	60
Rapporteur : M. FALCONNIER.	

Taxe sur les constructions neuves. — Instance Meyret contre la ville de Lyon..... 60
Rapporteur : M. CHAT.

Subvention à la Fédération des Sociétés musicales du Rhône et du Sud-Est, pour l'organisation d'une fête fédérale..... 60
Rapporteur : M. CHAT.

Caisse de retraites des employés de l'Administration municipale. — Réversibilité de pension veuve Lagoutte... 60
Rapporteur : M. CHAT.

Hospices civils. — Action judiciaire contre M. Galland. — Remboursement de frais d'hospitalisation..... 61
Rapporteur : M. CHAT.

Tribunal de Commerce. — Revision de la liste électorale consulaire. — Délégués du Conseil municipal..... 61
Rapporteur : M. CHAT.

Subvention à la Chambre syndicale des sténographes et dactylographes commerciaux, pour l'envoi d'un délégué à un Congrès..... 61
Rapporteur : M. CHAT.

Caisse de retraites des employés de l'Administration municipale. — Réversibilité de pension veuve Patet... 61
Rapporteur : M. CHAT.

Caisse de retraites des employés de l'Administration municipale. — Réversibilité de pension veuve Lafoy... 61
Rapporteur : M. CHAT.

Caisse de retraites des employés de l'Administration municipale. — Réversibilité de pension veuve Hermann. 62
Rapporteur : M. CHAT.

Anciens presbytères de Saint-Eucher, Saint-Nizier, Saint-Martin-d'Ainay et Saint-Joseph. — Demande d'attribution à la ville de Lyon..... 62
Rapporteur : M. CHAT.

Entretien des bâtiments communaux, 4^e série, 6^e lot. — Substitution de M. Brochay à M. Flachet..... 62
Rapporteur : M. CHAT.

Conservatoire de musique. — Rapport de M. l'Inspecteur de l'enseignement musical..... 63
Rapporteur : M. CHAT.

Chemin vicinal ordinaire n° 52, de « Monplaisir à Saint-Alban ». — Construction d'une canalisation..... 63
Rapporteur : M. CARLE.

Construction d'un immeuble en saillie sur l'alignement du chemin vicinal ordinaire n° 124, « des Alouettes ». — Pétition Teillon père et fils..... 63
Rapporteur : M. CARLE.

Abandon par la Ville à l'Etat de la nue propriété de l'immeuble des Recluses. — Modification au texte primitif de la convention..... 64
Rapporteur : M. RIVIÈRE.

Instance engagée contre la Ville par M. Berthet, propriétaire d'un immeuble, quai de Bondy, 21..... 64
Rapporteur : M. RIVIÈRE.

Exhaussement de diverses voies publiques dans le quartier Saint-Paul. — Instance Desthieux et Dalmas. — Arrêté du Conseil de Préfecture..... 64
Rapporteur : M. RIVIÈRE.

Hospices civils. — Legs dame Mourier..... 66
Rapporteur : M. FAGOT.

Taxes de remplacement en 1903, 1904 et 1905. — Admission en non-valeur de cotes irrécouvrables..... 66
Rapporteur : M. FAGOT.

Ecole professionnelle d'horlogerie de Lyon. — Bourses municipales en 1907-1908..... 67
Rapporteur : M. FAGOT.

Annexe du groupe scolaire rue Bossuet, 87. — Renouvellement des baux..... 67
Rapporteur : M. FAGOT.

Hospices civils. — Vente aux enchères publiques, d'une parcelle de terrain dépendant de la masse n° 151, aux Brotteaux..... 67
Rapporteur : M. FAGOT.

Subvention au Syndicat des aides-pharmaciens de Lyon, pour l'organisation d'un Congrès..... 68
Rapporteur : M. BARBERO.

Hospices civils. — Acquisition de la propriété des mariés Tisseur, à Villeurbanne..... 68
Rapporteur : M. BARBERO.

Subvention à la Société « Lyon Nautique »..... 68
Rapporteur : M. BARBERO.

Subvention à la Chambre syndicale des ouvriers en voitures de Lyon, pour l'organisation d'un Congrès..... 68
Rapporteur : M. ROUSTANG.

Secours annuel et renouvelable à MM. Michal, jardinier, et Pernon, faisanier..... 68
Rapporteur : M. ROUSTANG.

Caisse de retraites des employés de l'Administration municipale. — Réversibilité de pension veuve Bonnard. 69
Rapporteur : M. ROUSTANG.

Ancien presbytère de Saint-Bonaventure. — Location du 2^e étage à M^{lle} Chemin. — Projet de bail..... 69
Rapporteur : M. JACQUIER.

Elargissement de la rue Adélaïde-Perrin. — Acquisition d'une parcelle de terrain appartenant aux héritiers Michaud..... 69
Rapporteur : M. JACQUIER.

Concession gratuite et perpétuelle d'un terrain au cimetière de la Croix-Rousse, pour la sépulture de M. Barodet..... 69
Rapporteur : M. JACQUIER.

Service des Subsistances. — Modification du règlement du personnel... 70
Rapporteur : M. RENARD.

Demande de secours en faveur d'une ex-institutrice..... 70
Rapporteur : M. THÉVENON.

Subvention à la Chambre syndicale des ouvriers meuniers et similaires du Rhône et des départements voisins, pour l'organisation d'un Congrès..... 71
Rapporteur : M. THÉVENON.

Chemin vicinal n° 23, « de la Maladière ». — Concession, par la Compagnie P.-L.-M., à la ville de Lyon, de la jouissance d'une parcelle de terrain. 71
Rapporteur : M. VIAL.

Mise en état de viabilité de l'avenue Félix-Faure, entre les rues Vendôme et Créqui..... 71
Rapporteur : M. CUSSET.

XIV^e Congrès international de la

Libre-Pensée à Prague. — Demande d'adhésion du Conseil municipal de Lyon..... 72
Rapporteur : M. CUSSET.

Subvention à la Chambre syndicale des ouvriers lithographes de Lyon, pour l'envoi d'un délégué à un Congrès..... 73
Rapporteur : M. CUSSET.

Participation du personnel du Bureau de bienfaisance à la Caisse de retraites des employés municipaux. — Observations de la Commission administrative..... 73
Rapporteur : M. CUSSET.

Immeubles rue Emile-Zola, 2, et rue de Pazzi, 3. — Assurance contre l'incendie..... 74
Rapporteur : M. PIC.

Hospices civils. — Instance contre la commune de Vizille..... 74
Rapporteur : M. PIC.

Rupture d'un joint sur la conduite de refoulement du réservoir de Montessuy. — Dégâts occasionnés dans l'immeuble Revel, grande rue Saint-Clair, 77..... 74
Rapporteur : M. PIC.

Chauffage de l'Hôtel de Ville. — Prorogation du marché Martin..... 74
Rapporteur : M. BIZET.

Subvention au Syndicat des ouvriers mouleurs, fondeurs en métaux, pour l'envoi d'un délégué à un Congrès... 74
Rapporteur : M. VOILLOT.

Dépôt et rappel de pétitions..... 75

Question de M. Curtelin, relative à la non distribution de récompenses aux élèves des écoles municipales..... 76

Proposition de M. Tixier, relative à la vacance d'un emploi au Bureau de bienfaisance..... 76

Question de MM. Renard et Laurent Chat, au sujet de la suppression, par la Compagnie des Bateaux-Mouches, de plusieurs pontons sur la Saône..... 77

Question de M. Fagot, sur le programme municipal (enlèvement des immondices, etc.)..... 78

Question de MM. Jacquier et Arnaud, sur une demande de la Compagnie Industrielle des pétroles..... 80

Question de M. Arnaud, sur la répression des délits de pêche..... 81

Question de M. Jacquet, relative à la situation des employés du funiculaire « rue Terme-Croix-Rousse »... 82

Observation de M. Chat, relative à la fréquence des accidents sur la ligne de tramway de Lyon à Neuville. 83

Question de M. Arnaud, sur le mode de distribution des cartes électorales, lors des élections cantonales..... 83

PRÉSIDENCE DE M. LE MAIRE

Secrétaire : M. CHAT.

Le 16 septembre 1907, à 8 h. du soir, MM. les membres du Conseil municipal de Lyon, dûment convoqués le 14 septembre, en séance publique, par M. le Maire, en vertu d'une autorisation

spéciale de M. le Préfet du Rhône, en date du 13 septembre 1907, se sont réunis à l'Hôtel de Ville, dans la salle ordinaire de leurs délibérations.

M. PIATON, secrétaire, procède à l'appel nominal.

Présents : MM Bataille, Beauvisage, Decléris (fils), Brunard, Abel, Veyron, Carle, Menut, Foret, Tixier, Richerand, Marro, Rognon, Falconnier, Curtelin, Roux, Fagot, Barbero, Piaton, Voillot, Gourju, Herriot, Godart, Faure (Jean), Jacquet, Manus, Gorjus, Thévenon, Gadoud, Mermillon, Voidier, Renard, Vial, Roustang, Rivière, Jacquier, Arnoud, Baudry, Chat, Pic, Arnaud.

Absents excusés : MM. Hoffherr, Cusset, Cadet, Marietton, Nové-Josserand, Bizet, Fort (Victor), Novel, Mousset.

M. LE MAIRE : Messieurs, j'ai reçu une lettre d'excuses de M. Bizet ; M. Cadet s'est excusé pareillement.

M. CARLE : Je prie mes collègues de bien vouloir excuser également M. Mousset, qui n'a pu venir à la séance de ce soir.

Adoption du procès-verbal de la séance du 22 juillet 1907. — Observation de M. Cadet.

M. LE MAIRE : Messieurs, je suis chargé de vous lire la lettre suivante de M. l'adjoint Cadet, relative au procès-verbal de la séance du 22 juillet 1907, dont vous avez tous pris connaissance.

Lyon, le 16 septembre 1907.

Monsieur le Maire,

Ne pouvant pas assister à la séance du Conseil municipal de ce soir, je vous prie de vouloir bien me faire excuser.

Au sujet du procès-verbal de la séance du 22 juillet, je vous prie, Monsieur le Maire, de faire rectifier en indiquant que si j'avais été présent au moment du scrutin j'aurais voté contre l'installation du trolley dans la rue de la République.

Veuillez, Monsieur le Maire, agréer l'assurance de mes sentiments distingués.

A. CADET.

Si personne ne demande la parole, je mets aux voix l'adoption du procès-verbal de la séance du 22 juillet.

(Adopté.)

Allocution de M. le Maire, au sujet du décès de M. Gipon, Conseiller municipal du 6^e arrondissement. — Concessions gratuites et perpétuelles de terrains, aux cimetières de Loyasse et de la Guillotière, pour les sépultures de MM. Lavigne et Gipon.

M. LE MAIRE : Messieurs, depuis notre dernière séance, un événement très douloureux a frappé le Conseil municipal : nous avons eu le regret de perdre notre excellent collègue, M. Gipon.

Francisque Gipon était bien connu de la démocratie républicaine, car il remplissait avec scrupule les fonctions

qu'elle lui avait confiées. Délégué cantonal en 1903, il fut élu Conseiller municipal du 6^e arrondissement aux élections générales de mai 1904 ; il n'avait cessé de manifester, de la façon la plus active, l'intérêt qu'il portait aux œuvres républicaines et particulièrement aux œuvres scolaires ; il était délégué de cette Assemblée au Conseil d'administration de la Caisse des écoles, président de la Société des Amis de l'Enseignement laïque du quartier de la Buanderie, vice-président de la Tutélaire des Brotteaux, membre fondateur de la Société des Cantines scolaires du 6^e arrondissement.

Vous savez, Messieurs, que notre regretté collègue était aussi membre du Conseil d'administration du Bataillon des sapeurs-pompiers ; ses compétences spéciales nous furent plusieurs fois précieuses dans ce service ; sa collaboration avait été active à la Commission chargée de la revision du nom des rues, dont vous avez approuvé récemment le rapport ; membre de la Commission du budget en 1905, vous l'aviez désigné également en 1906 pour faire partie de la délégation municipale chargée de porter en Angleterre et en Ecosse les témoignages d'amitié de la ville de Lyon.

En saluant ici sa mémoire, j'adresse à sa famille l'hommage de nos regrets bien sympathiques et affectueux.

Je vous demande, Messieurs, de décider qu'une concession gratuite et perpétuelle, au cimetière de la Guillotière, sera accordée pour la sépulture de M. Gipon.

Je demande également que la même décision soit prise à l'égard d'un autre de nos anciens collègues et que le terrain où repose M. Lavigne, au cimetière de Loyasse, fasse aussi l'objet d'une concession perpétuelle.

Certain à l'avance de votre approbation unanime, je mets cette double proposition aux voix.

(Le Conseil adopte à l'unanimité.)

Recrutement. — Soutien de famille. — Demande de congé. (Art. 22 de la loi du 15 juillet 1889.)

Au nom de la Commission spéciale, M. ROGNON, rapporteur, propose au Conseil d'émettre un avis très favorable à la demande de congé comme soutien de famille, formée en faveur du sieur Vacher, soldat au 8^e régiment d'infanterie coloniale.

(Avis très favorable est émis.)

Hospices civils de Lyon. — Amélioration des services de l'Hôtel-Dieu. — Ouverture d'un crédit.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, dans sa séance du 22 mai 1907, le Conseil général d'administra-

tion des Hospices civils a approuvé cinq devis de travaux et de fournitures à faire à l'Hôtel-Dieu :

1^o Le devis n^o 1, s'élevant à 25.200 fr., concerne l'aménagement, dans les locaux du quai n^o 48, 49, 50 et 51 qui seront disponibles au 24 juin prochain, d'une infirmerie et consultation gratuite pour la maternité ;

2^o Le devis n^o 2, s'élevant à 18.600 fr., concerne l'aménagement d'une lingerie et annexes ;

3^o Le devis n^o 3, s'élevant à 30.600 fr., est relatif à l'aménagement des bains des hommes et à l'installation d'une étuve à désinfecter ;

4^o Le devis n^o 4, s'élevant à 17.000 fr., a pour objet l'aménagement de chambres d'internes dans les entresols des locaux du quai qui seront disponibles à partir du 24 juin prochain ;

5^o Le devis n^o 5, s'élevant à 8.600 fr., comprend l'installation d'un chauffage général par la vapeur à basse pression pour tous les locaux qui font l'objet des devis déjà cités.

Les Hospices civils sollicitent :

1^o L'autorisation de faire faire à l'Hôtel-Dieu les fournitures et les travaux projetés, par voie d'adjudication restreinte, et par voie de régie les fournitures et les travaux non compris dans les lots à adjudger. Le cahier des charges générales, approuvé par le Préfet le 26 octobre 1906, imposé aux entrepreneurs de travaux des Hospices, servira de base à cette adjudication ;

2^o L'ouverture au budget additionnel de l'exercice 1907, « Fonds extraordinaires », d'un crédit de 100.000 fr. à imputer sur les capitaux disponibles, sans affectation spéciale, qui s'élevaient au 31 décembre 1906, à 1.184.693 fr. 66.

Le reliquat de ces capitaux s'élève à ce jour à 954.400 fr. 86.

Il vous appartient, Messieurs, d'exprimer votre avis sur la délibération dont il s'agit.

Lyon, le 20 juin 1907.

Le Maire de Lyon,

Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION SPÉCIALE.

Messieurs, dans sa séance privée du 11 juillet, le Conseil municipal a demandé des modifications à la délibération du Conseil général d'administration des Hospices civils en date du 22 mai, et notamment la suppression de l'adjudication restreinte pour les travaux énumérés au rapport de l'Administration et ne faisant pas l'objet de spécialités.

Par une délibération nouvelle, satisfaction a été donnée au Conseil et les travaux et fournitures de maçonnerie, charpente, menuiserie, serrurerie, plâtrerie, peinture et vitrerie seront mis en adjudication publique.

Je vous propose donc, Messieurs, d'émettre un avis favorable à l'exécution de la délibération du Conseil général d'administration des Hospices civils de Lyon en date du 22 mai, modifiée par la

délibération de cette même assemblée du 31 juillet.

Le Rapporteur,
Etienne ROGNON.

(Avis favorable est émis.)

Suppression de l'emploi d'Inspecteur des Bibliothèques populaires.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, le décès de M. Nugues, laisse vacant l'emploi d'Inspecteur des Bibliothèques d'arrondissement. Pendant ces derniers temps, l'état de santé de ce fonctionnaire ne lui avait pas permis de consacrer à son service tout le temps qu'il eût désiré lui-même y employer. Pour cette raison, et aussi par suite d'instructions insuffisantes, les bibliothèques d'arrondissement se trouvent présentement, soit en ce qui concerne le choix des livres, soit en ce qui touche le service de prêt ou l'entretien des collections, dans une situation qui rend nécessaires des mesures de réorganisation et qui a provoqué des rapports adressés à mon Administration par le Ministère de l'Instruction publique.

Pour ces motifs, j'ai l'honneur de vous prier de m'autoriser à supprimer provisoirement l'emploi d'Inspecteur des Bibliothèques d'arrondissement, récemment créé. Le service serait placé sous l'autorité et la direction de M. le Bibliothécaire en chef de la Ville, qui serait chargé de m'adresser tous les mois un rapport sommaire sur la réorganisation de ce service. M. le Bibliothécaire recevrait, pour ce travail supplémentaire, une allocation prise sur le crédit des bibliothèques d'arrondissements (art. 122. des dépenses ordinaires). La mesure que je vous propose permettrait donc à la fois de réaliser une économie et de réorganiser nos bibliothèques d'arrondissement qui, dans ma pensée, ne doivent être que des succursales de nos grands dépôts.

Lyon, le 26 juin 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, à la suite du décès de M. Nugues, Inspecteur des Bibliothèques d'arrondissement, M. le Maire nous demande de l'autoriser à faire procéder à la réorganisation de ce service, réorganisation qui s'impose, car, soit en ce qui concerne le choix des livres, soit en ce qui touche le service des prêts, il y a de sérieuses réformes à faire.

D'ailleurs, à la date du 30 novembre 1906, M. le Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes signalait lui-même en ces termes, à l'Administration municipale, les modifications à apporter à ce service.

Le rapport de l'Inspection générale vient d'appeler mon attention sur certaines améliorations qui pourraient être introduites

dans les bibliothèques populaires de la ville de Lyon. J'ai l'honneur de les soumettre à votre bienveillant examen.

Étant donnée l'importance des dépôts municipaux, il serait désirable qu'une statistique très complète fût dressée, qui fournirait : 1° le chiffre de la population de l'arrondissement ; 2° les principales catégories professionnelles qui la composent ; 3° celles qui fréquentent la bibliothèque ; 4° les catégories d'ouvrages empruntés (avec évaluation numérique) ; 5° le rapport entre les catégories professionnelles et les catégories d'ouvrages. Il y aurait également lieu de distinguer l'âge et le sexe des lecteurs.

J'insisterai, d'autre part, pour que la Municipalité veuille bien étudier une nouvelle répartition des dépôts populaires. Le 2° arrondissement, par exemple, compte 75,253 habitants et ne possède qu'une bibliothèque ; le 1° arrondissement, en revanche, dispose, pour 55,081 habitants, d'une bibliothèque populaire et des deux grands établissements municipaux. La meilleure mesure consisterait, sans doute, à créer de nouveaux dépôts dans les arrondissements moins privilégiés, et je la recommande tout particulièrement à votre sollicitude. Je vous demanderai, à ce propos, s'il ne serait pas possible d'augmenter le nombre des bibliothécaires, là où leur insuffisance numérique se fait trop vivement sentir, comme dans le 2° arrondissement.

Il me reste à vous remercier d'avoir compris un certain nombre de périodiques dans les acquisitions et à vous prier de faire établir des catalogues méthodiques sur fiches, de manière à faciliter les recherches des lecteurs.

J'estime aussi que l'on pourrait admettre utilement au prêt extérieur les adultes de 13 à 15 ans ; cela permettrait à des jeunes gens qui sortent de l'école de continuer leurs lectures, de ne point perdre le goût des choses intellectuelles.

L'intérêt que vous portez au développement de l'instruction m'est un garant que vous prendrez en considération ces desiderata dont la réalisation augmenterait l'influence des bibliothèques sur la population en général et leur attirerait une clientèle ouvrière plus considérable. Il est à noter, en effet, que de 1904 à 1905, le nombre des prêts a sensiblement fléchi dans 4 des 6 arrondissements.

Je vous serais très obligé de me faire connaître votre sentiment sur ces différents points.

M. le Maire nous propose donc, Messieurs, la suppression, au moins provisoire, de l'emploi d'Inspecteur des bibliothèques d'arrondissement, lesquelles seraient placées sous l'autorité et la direction de M. le Bibliothécaire en chef.

Ce dernier recevrait une allocation prise sur le crédit de 2.400 francs inscrit à l'article 112 des dépenses ordinaires et qui devient disponible par suite du décès du titulaire de l'emploi.

Dans la pensée de M. le Maire, M. le Bibliothécaire en chef devrait d'abord dresser un rapport détaillé de l'état actuel de nos bibliothèques d'arrondissement et ensuite lui signaler les modifications à y apporter. La réorganisation se ferait ainsi méthodiquement, au fur et à mesure que des crédits pourraient être employés.

Messieurs, je vous demande d'autoriser M. le Maire à prendre les mesures qu'il nous propose.

Nos bibliothèques d'arrondissement rendent et rendront de plus en plus

d'immenses services pour l'instruction et l'éducation populaires. Elles sont d'ailleurs de plus en plus fréquentées.

Aussi les sacrifices que nous ferons pour en assurer le bon fonctionnement seront-ils féconds.

Il importe, avant tout, Messieurs, de refaire le catalogue de nos collections, dont quelques-unes — et en particulier celle du 2° arrondissement — sont dans un état assez lamentable.

Il faut que ce catalogue soit établi de façon telle que le public puisse connaître immédiatement quels sont les livres non encore distribués, parmi lesquels il peut faire son choix.

On pourrait aussi publier les nouvelles acquisitions pour encourager les lecteurs.

D'autre part, il faut procéder à la révision des livres et orienter les achats à faire dans le sens d'une rénovation de nos bibliothèques qui contiennent beaucoup trop de piètres récits d'aventures ou de fades romans.

Il faut que nos lecteurs et surtout les jeunes gens aient à leur disposition un certain nombre d'ouvrages sérieux où ils puissent puiser des connaissances utiles et des principes sûrs.

Peut-être aussi pourrait-on mettre en lecture certains périodiques éclectiques.

L'empressement que met le public à fréquenter nos bibliothèques d'arrondissement — dont quelques-unes comptent plusieurs milliers de lecteurs inscrits — nous fait un devoir de ne rien négliger pour qu'elles soient à la hauteur du rôle important que nous voulons leur faire jouer dans l'éducation populaire.

Le Rapporteur,
E. ARNAUD.

M. LE MAIRE : L'Administration est d'accord avec M. le Rapporteur.

Messieurs, je mets aux voix les conclusions du rapport de la Commission générale.

(Adopté.)

Fixation des alignements des chemins vicinaux ordinaires nos 44 et 45, le long du fort de la Vitriolerie. — Décision de la Commission départementale.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, par décision du 11 mai 1907, la Commission départementale a fixé les alignements des chemins vicinaux ordinaires n° 44, « des Culattes » et 45, « de la Vitriolerie à Saint-Fons » et « embranchement de la Colombière », aux abords du fort de la Vitriolerie.

Pour me conformer à la loi du 10 août 1871, j'ai l'honneur de placer sous vos yeux une copie de cette décision et des plans et profils qui l'accompagnent.

Je vous serai obligé de vouloir bien me donner acte de cette communication.

Lyon, le 8 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Sur la proposition de M. TIXIER, rapporteur de la Commission générale, le Conseil donne acte à M. le Maire de sa communication relative à la fixation des alignements des chemins vicinaux ordinaires n° 44 « des Culattes » et 45 « de la Vitriolerie à Saint-Fons », « embranchement de la Colombière », aux abords du fort de la Vitriolerie.

Subvention au Syndicat des ouvriers égoutiers de la ville de Lyon, pour l'envoi d'un délégué à un Congrès.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre une demande par laquelle le Syndicat des ouvriers égoutiers de la ville de Lyon sollicite de la Ville une subvention pour l'envoi d'un délégué à un Congrès de la Fédération des travailleurs municipaux de France et des Colonies qui doit avoir lieu à Marseille les 12, 13 et 14 septembre 1907.

Je vous propose, Messieurs, d'accueillir favorablement cette demande.

Si vous partagez cet avis, la subvention à allouer serait décomptée de la façon suivante, conformément à vos délibérations des 21 novembre 1905 et 30 janvier 1906 :

Chemin de fer 3 ^e classe, aller et retour.....	27 60
Congrès, 3 journées ; voyage, 2 journées, soit 5 journées à 8 fr. 40 »	
Total.....	67 60

Le montant de cette subvention serait prélevé sur le crédit inscrit au budget de l'exercice courant, sous le titre : « Dépenses imprévues ».

Lyon, le 20 août 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Au nom de la Commission générale, M. TIXIER, rapporteur, propose au Conseil d'allouer au Syndicat des ouvriers égoutiers de la ville de Lyon, une subvention de 67 fr. 60, pour l'envoi d'un délégué à un Congrès.

(Adopté.)

Subvention à la Chambre syndicale des cantonniers et similaires de Lyon, pour l'envoi d'un délégué à un Congrès.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre une demande par laquelle la Chambre syndicale des cantonniers et similaires de Lyon sollicite de la Ville une subvention pour l'envoi d'un délégué au Congrès de la Fédération des travailleurs municipaux qui doit avoir lieu à Marseille, les 12, 13 et 14 septembre 1907.

Je vous propose, Messieurs, d'accueillir favorablement cette demande.

Si vous partagez cet avis, la subvention à allouer serait décomptée de la façon suivante, conformément à vos délibérations des 21 novembre 1905 et 30 janvier 1906 :

Chemin de fer, 3 ^e classe, aller et retour.....	Fr. 27 60
Congrès, 3 journées ; voyage, 2 journées, soit 5 journées à 8 fr. 40 »	
Total.....	Fr. 67 60

Le montant de cette subvention serait prélevé sur le crédit inscrit au budget de l'exercice courant, sous le titre : « Dépenses imprévues ».

Lyon, le 26 août 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

M. TIXIER, rapporteur de la Commission générale, propose au Conseil d'allouer une somme de 67 fr. 60 à la Chambre syndicale des cantonniers et similaires de Lyon, pour l'envoi d'un délégué à un Congrès.

(Adopté.)

Subvention au Syndicat des paveurs, dresseurs et piqueurs de grès de Lyon, pour l'envoi d'un délégué à un Congrès.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre une demande par laquelle le Syndicat des paveurs, dresseurs et piqueurs de grès de Lyon sollicite de la Ville une subvention pour l'envoi d'un délégué au Congrès de la Fédération des Travailleurs municipaux de France et des Colonies qui doit avoir lieu à Marseille, les 12, 13 et 14 septembre 1907.

Après examen de cette demande, je vous propose, Messieurs, de l'accueillir favorablement.

Si vous partagez cet avis, la subvention à allouer serait décomptée de la façon suivante, conformément à vos délibérations des 21 novembre 1905 et 30 janvier 1906 :

Chemin de fer, 3 ^e classe, aller et retour.....	Fr. 27 60
Congrès : 3 journées, voyage : 2 journées, soit 5 journées à 8 fr. 40 »	
Total.....	Fr. 67 60

Le montant de cette subvention serait prélevé sur le crédit inscrit au budget de l'exercice courant sous le titre : « Dépenses imprévues ».

Lyon, le 2 septembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Sur la proposition de M. TIXIER, rapporteur de la Commission générale, le Conseil alloue au Syndicat des paveurs, dresseurs et piqueurs de grès de Lyon, une subvention de 67 fr. 60, pour l'envoi d'un délégué à un Congrès.

Subvention au Syndicat des employés de commerce, de bureau et d'industrie, pour l'envoi d'un délégué à un Congrès.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre une demande par laquelle le Syndicat des employés de commerce, de bureau et d'industrie, sollicite de la Ville une subvention destinée à le défrayer des frais que lui a occasionnés l'envoi d'un délégué au Congrès national des Syndicats d'employés qui a eu lieu à Toulouse les 15, 16 et 17 août 1907.

Après examen de cette demande, je vous propose, Messieurs, de l'accueillir favorablement.

Si vous partagez cet avis, la subvention à allouer serait décomptée de la façon suivante, conformément à vos délibérations des 21 novembre 1905 et 30 janvier 1906.

Chemin de fer, 3 ^e classe, aller et retour.....	Fr. 45 85
Congrès 3 journées, voyage 2 journées, soit 5 journées à 8 fr. 40 »	
Total.....	Fr. 85 85

Le montant de cette subvention serait prélevé sur le crédit inscrit au budget de l'exercice courant sous le titre : « Dépenses imprévues ».

Lyon, le 12 septembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Le Conseil municipal, sur la proposition de M. TIXIER, rapporteur de la Commission générale, alloue au Syndicat des employés de commerce, du bureau et d'industrie, une subvention de 85 fr. 85.

Faculté des Lettres. — Notes semestrielles.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre le bulletin des notes obtenues pendant le deuxième semestre de l'année scolaire 1906-1907, par un boursier de la Ville à la Faculté des Lettres.

Ces notes sont très satisfaisantes.

Je vous prie, Messieurs, de vouloir bien me donner acte de cette communication.

Lyon, le 17 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Sur la proposition de M. GORJUS, rapporteur de la Commission spéciale, le Conseil donne acte à l'Administration de sa communication.

Réfection des canalisations extérieures de gaz à l'Hôtel des Invalides du Travail.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, à la suite de réclamations relatives au mauvais état des canalisations extérieures de gaz de cet établissement, et de vérifications opérées par le

service de la Voirie, l'Administration a soumis à votre approbation un projet comportant la réfection complète de la canalisation de l'allée principale sur une longueur de 200 mètres environ et le remplacement des tuyaux d'alimentation des lanternes extérieures qui étaient de diamètre insuffisant.

Ces travaux, exécutés conformément au projet approuvé par votre délibération du 24 décembre 1906, ont eu pour résultat d'améliorer le fonctionnement des appareils d'éclairage extérieur et de réduire dans une très grande proportion les fuites qui existaient sur l'ensemble de la canalisation.

Ainsi que l'a constaté le service de la Voirie, la conduite principale présente aujourd'hui une étanchéité parfaite et les fuites, dont l'importance s'élevait précédemment à 13 mètres cubes à l'heure, se trouvent actuellement réduites à 3 mètres cubes seulement. On doit donc en déduire que celles qui subsistent sont réparties sur le reste de la canalisation.

Bien qu'il soit difficile d'obtenir et surtout de maintenir d'une façon constante l'étanchéité complète d'une canalisation à gaz placée en sous-sol, il est certain que la fuite actuelle de 3 mètres cubes est encore trop considérable et qu'il importe de la faire disparaître.

Pour ces raisons, le service de la Voirie a préparé un nouveau projet, que j'ai l'honneur de vous soumettre.

Ce projet comprend la dépose et la repose de 200 mètres de conduites de 0 m. 08 de diamètre et 110 mètres environ de conduites de 0 m. 054 et les travaux de réfection des prises de branchements sur le parcours. Le montant de la dépense est évalué à la somme de 1,200 francs.

En vue de l'exécution des travaux ci-dessus, la Compagnie du Gaz de Lyon a souscrit la soumission ci-jointe, dans laquelle les travaux de réfection ont été spécifiés d'une manière aussi détaillée que possible. Les prix consentis pour ce travail spécial paraissent avantageux.

J'ai, en conséquence, l'honneur de vous proposer, Messieurs, de vouloir bien accepter le projet qui vous est présenté et approuver la soumission soussignée par la Compagnie du Gaz de Lyon pour l'exécution des travaux qu'il comporte.

Quant à la somme de 1,200 francs, montant de la dépense, elle pourra être imputée sur le crédit ordinaire de l'éclairage public.

Lyon, le 13 août 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

M. GORJUS, rapporteur de la Commission générale, propose au Conseil: 1° d'approuver le projet présenté par le service municipal de la Voirie et la soumission soussignée par la Compagnie du Gaz de Lyon pour la réfection des canalisations extérieures de gaz à l'Hôtel des Invalides du Travail; 2° de décider que la somme de 1,200 francs, montant de la dépense sera imputée sur le crédit ordinaire de l'éclairage public.

(Ces conclusions sont adoptées.)

Ecole d'agriculture d'Ecully. — Demande de bourse départementale.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre un état des charges de famille de M. Mathis, avenue Félix-Faure, 192, qui sollicite une bourse départementale à l'Ecole d'agriculture d'Ecully, en faveur de son fils Joseph.

Je vous prie, Messieurs, de vouloir bien donner votre avis sur cette affaire.

Lyon, le 26 août 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Sur la proposition de M. GORJUS, rapporteur de la Commission spéciale, le Conseil émet un avis très favorable à la demande de bourse départementale à l'Ecole d'Agriculture d'Ecully, formée par M. Mathis, avenue Félix-Faure, 192, en faveur de son fils Joseph.

Ecole supérieure de Commerce de Lyon. — Demande de bourse de l'Etat.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre une feuille de renseignements concernant une demande de bourse de l'Etat à l'Ecole supérieure de commerce de Lyon, en faveur du jeune Reynaud, dont les parents sont domiciliés à Lyon.

Conformément aux dispositions de la circulaire ministérielle du 7 juin 1907, je vous prie, Messieurs, de vouloir bien émettre votre avis sur cette demande.

Lyon, le 29 août 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Le Conseil, sur la proposition de M. GORJUS, rapporteur de la Commission spéciale, émet un avis très favorable à la demande de bourse de l'Etat à l'Ecole supérieure de Commerce de Lyon, en faveur du jeune Reynaud, dont les parents sont domiciliés à Lyon.

Ecole nationale d'agriculture de Montpellier. — Demande de bourse de l'Etat.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous communiquer une feuille de renseignements concernant une demande de bourse de l'Etat à l'Ecole d'agriculture de Montpellier, en faveur du jeune Causan, dont les parents habitent Lyon.

Conformément aux dispositions de la dépêche ministérielle du 24 juillet 1907, je vous prie, Messieurs, de vouloir bien émettre votre avis sur cette demande.

Lyon, le 29 août 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

M. GORJUS, rapporteur de la Commission spéciale, propose au Conseil d'émettre un avis très favorable à la demande de bourse de l'Etat à l'Ecole d'agriculture de Montpellier, formée en faveur du jeune Causan, dont les parents sont domiciliés à Lyon.

(Avis très favorable est émis.)

Elargissement du chemin vicinal ordinaire n° 45, « de la Colombière ». — Acquisition d'une parcelle de terrain.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, par un arrêté en date du 12 juillet 1907, j'ai fixé l'alignement à suivre par les mariés Peytoud-Bergoret, domiciliés à Lyon, quai de la Vitriolerie, n° 9, pour l'établissement d'une clôture le long du terrain qu'ils possèdent, chemin de la Colombière, n° 18.

Cet alignement a déterminé l'incorporation à la voie publique d'une parcelle de terrain d'une superficie de 56 m. 16 d. carrés, estimée par MM. les Agents voyers à la somme de 589 fr. 68, se décomposant ainsi :

Terrain : 56 m. 16 d. carrés à	
9 fr. 50	Fr. 533 52
Indemnité pour déclôture,	
dommages, etc.....	56 16
Total égal.....	Fr. 589 68

Cette estimation a été acceptée par les propriétaires, qui ont signé le traité provisoire ci-joint.

Les conditions de ce traité paraissant acceptables pour la Ville, j'ai l'honneur de vous prier, Messieurs, de vouloir bien m'autoriser à passer le contrat définitif.

Quant à la somme de 589 fr. 68, montant de la dépense, elle pourra être imputée sur le crédit inscrit au budget pour « Entretien des chemins vicinaux ordinaires ».

Lyon, le 17 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

M. CARLE, en remplacement de M. MOUSSET, absent, donne lecture du rapport suivant :

RAPPORT DE LA COMMISSION SPÉCIALE.

Messieurs, par un arrêté en date du 12 juillet dernier, M. le Maire a fixé l'alignement à suivre par les mariés Peytoud-Bergoret, domiciliés à Lyon, quai de la Vitriolerie, 9, pour l'établissement d'une clôture le long du terrain qu'ils possèdent chemin de la Colombière, 18.

Cet alignement a déterminé l'incorporation à la voie publique d'une parcelle de terrain d'une superficie de 56 m. 16 d. carrés estimée par MM. les Agents voyers à la somme de 589 fr. 68, soit à raison de 9 fr. 50 le mètre carré, plus, pour dommages, 56 fr. 16 : total égal : 589 fr. 68.

Un traité provisoire a été signé à cet effet.

Ces conditions paraissant acceptables pour la Ville, j'ai l'honneur, Messieurs,

de vous proposer, au nom de votre Commission spéciale, d'autoriser l'Administration à passer le contrat définitif.

La somme de 589 fr. 68, montant de la dépense, pourra être imputée sur le crédit inscrit au budget, pour : « Entretien des chemins vicinaux ordinaires ».

Le Rapporteur,
F. MOUSSET.

(Ces conclusions, mises aux voix, sont adoptées.)

Caisse de retraites des employés de l'Administration municipale. — Pension Evieux (Claude-Joseph-Antoine).

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre une demande en liquidation de pension formée par M. Evieux (Claude-Joseph-Antoine), ex-directeur de l'Hôtel des Invalides du Travail, admis à faire valoir ses droits à la retraite à partir du 1^{er} juillet 1907.

La demande de M. Evieux étant conforme aux prescriptions des articles 7 et 11 du règlement de la Caisse de retraites des employés municipaux, il peut, par suite, prétendre à une pension de 3,564 fr. 17, ainsi qu'il résulte du bordereau de décompte que vous trouverez joint au dossier.

C'est donc à la somme de 3,564 francs (centimes négligés) que je vous propose, Messieurs, de liquider la pension de retraite annuelle et viagère à accorder à M. Evieux.

Les arrérages en seront prélevés sur les fonds de la Caisse de retraites des employés de l'Administration municipale et prendront cours à partir du 1^{er} juillet 1907, date de la cessation des services de M. Evieux.

Lyon le 17 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

M. CARLE, en remplacement de M. MOUSSET, donne lecture du rapport suivant :

RAPPORT DE LA COMMISSION SPÉCIALE.

Messieurs, il s'agit d'une demande en liquidation de pension formée par M. Evieux (Claude-Joseph-Antoine), directeur de l'Hôtel des Invalides du Travail, admis à faire valoir ses droits à la retraite à partir du 1^{er} juillet 1907.

Cette demande étant conforme aux prescriptions des articles 7 et 11 du règlement de la Caisse de retraites des employés municipaux, il peut, par suite, prétendre à une pension de 3,564 fr. 17, ainsi qu'il résulte du bordereau de décompte joint au dossier.

C'est donc à la somme de 3,564 francs que je vous propose, Messieurs, au nom de votre Commission spéciale, de liquider cette pension.

Les arrérages en seront prélevés sur les fonds de la Caisse de retraites

des employés de l'Administration municipale et prendront cours à partir du 1^{er} juillet 1907, date de la cessation des services de M. Evieux.

Le Rapporteur,
F. MOUSSET.

(Adopté.)

Service des Eaux. — Entretien des prises et branchements sur la voie publique. — Modification du règlement.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, par mon rapport du 11 mars dernier, je vous ai exposé les conditions dans lesquelles avait été engagée en 1903, entre la Ville et plusieurs propriétaires d'immeubles, une instance judiciaire non encore solutionnée, au sujet de l'entretien des branchements et prises d'eau établis sur la voie publique.

Conformément à l'interprétation qui a été donnée aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 12 du règlement, la Ville ne prend à sa charge que la réparation de ceux de ces ouvrages établis postérieurement au 1^{er} janvier 1900. Quand il s'agit de prises ou branchements établis avant cette date, les frais d'entretien doivent être supportés par les propriétaires.

Plusieurs de ceux-ci n'ont pas voulu admettre cette distinction et leur prétention en opposition avec le règlement a donné naissance au procès en cours.

Par deux lettres qu'ils m'ont adressées récemment, MM. les présidents de la Chambre syndicale des gérants d'immeubles et de l'Union syndicale des gérants d'immeubles, ont demandé à mettre amiablement fin à cette instance.

Dans un désir de conciliation, — les arguments de la Ville à l'appui de l'interprétation actuelle de l'article 12 du règlement gardant toute leur force, — j'ai examiné et fait examiner par la Commission du Contentieux, les moyens de mettre fin à ladite instance et de donner satisfaction aux demandes formulées déjà à maintes reprises par les Chambres syndicales des gérants d'immeubles.

J'estime qu'il convient de placer désormais sous le même régime, tous les propriétaires comme le sont tous les concessionnaires d'eau, les Chambres syndicales de régisseurs se portant fort pour les propriétaires qui ont payé des frais de réparations qu'ils n'en réclameraient pas le remboursement. D'ailleurs au cas où une instance de leur part interviendrait, la procédure en cours reprendrait purement et simplement.

Je vous propose en conséquence, de décider qu'à l'avenir la Ville prendra à sa charge les frais d'entretien de toutes prises et branchements d'eau placés sur la voie publique, sous la réserve exprimée par le dernier paragraphe de l'article 12 du règlement du Service des eaux.

Le supplément de dépense qui incomberait de ce chef à la Ville ne serait pas très élevé et pourrait être supporté par

les crédits inscrits chaque année au budget pour travaux de canalisation et de prises d'eau, sans qu'il soit nécessaire de relever ces crédits.

Lyon, le 19 juillet 1907.

Le Maire de Lyon.
Edouard HERRIOT.

M. CARLE, en remplacement de M. MOUSSET, donne lecture du rapport suivant :

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, par un rapport du 11 mars dernier, M. le Maire nous faisait connaître les conditions dans lesquelles avait été engagée, en 1903, entre la Ville et plusieurs propriétaires d'immeubles, une instance judiciaire non encore solutionnée, au sujet de l'entretien des branchements et prises d'eau établis sur la voie publique.

Par deux lettres adressées récemment à M. le Maire, MM. les présidents de la Chambre syndicale des gérants d'immeubles et de l'Union syndicale des gérants d'immeubles ont demandé à mettre amiablement fin à cette instance.

Après examen de la Commission du Contentieux, les arguments de la Ville à l'appui de l'interprétation actuelle de l'article 12 du règlement gardant toute leur force, il convient de placer à l'avenir, sous le même régime tous les propriétaires, comme le sont tous les concessionnaires d'eau, les Chambres syndicales de régisseurs se portant fort pour les propriétaires qui ont payé les frais de réparations qu'ils n'en réclameraient pas le remboursement. D'ailleurs, au cas où une instance de leur part interviendrait, la procédure en cours reprendrait purement et simplement.

Je vous propose, au nom de la Commission générale, de décider qu'à l'avenir la Ville prendra à sa charge les frais d'entretien de toutes les prises et branchements d'eau placés sur la voie publique, sous la réserve exprimée par le dernier § de l'article 12 du règlement du service des Eaux.

Ce supplément de dépense qui incomberait de ce chef à la Ville ne serait pas élevé et pourrait être supporté par les crédits inscrits chaque année au budget pour « Travaux de canalisation et de prises d'eau » sans qu'il soit nécessaire de relever ces crédits.

Le Rapporteur,
F. MOUSSET.

(Adopté.)

Sapeurs-pompiers. — Liquidation des pensions de retraites de MM. Chaziz (François-Antoine) et Desprez (Henry).

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre deux demandes en liquidation de pensions de retraite formées par MM. Chaziz (François-Antoine), ex-sapeur de 2^e classe à la 5^e compagnie, et Desprez

(Henry), ex-sapeur de 1^{re} classe à la 1^{re} compagnie du Bataillon des sapeurs-pompiers de la ville de Lyon.

Aux termes des articles 131 et 135 du règlement du Bataillon, les sapeurs-pompiers ont droit à une pension de retraite fixée aux deux tiers de la solde moyenne d'activité des trois dernières années, après vingt-cinq ans de services effectifs et à la condition qu'ils aient au moins 55 ans d'âge.

MM. Chaziz (François-Antoine) et Desprez (Henry) remplissant ces conditions, j'ai l'honneur de vous proposer de leur accorder une pension annuelle et viagère, savoir :

M. Chaziz (François-Antoine), 150 fr. ;
M. Desprez (Henry), 166 francs.

Ces pensions seraient prélevées sur le crédit inscrit au budget sous le titre : « Pensions et secours à la charge de la Ville » et partiraient du jour de la radiation des contrôles du Bataillon de MM. Chaziz (François-Antoine) et Desprez (Henry).

Lyon, le 19 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

M. MARRO, rapporteur de la Commission spéciale, propose au Conseil de liquider à la somme de 150 francs la pension de retraite annuelle et viagère à accorder à M. Chaziz (François-Antoine), et à celle de 166 francs la pension de retraite à accorder à M. Desprez (Henry).

(Le Conseil adopte.)

Sapeurs-Pompiers. — Demandes de secours formées par MM^{mes} veuves Cotisson, Solviche, Berthet et Guyon-Vernier.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre les dossiers de quatre demandes de secours formées par M^{me} Cotisson, Solviche, Berthet et Guyon-Vernier, veuves d'anciens pompiers décédés en activité de service sans avoir droit à une pension de retraite.

Des renseignements que vous trouverez joints au dossier, il résulte que les pétitionnaires sont dans une situation digne d'intérêt. De son côté, le Conseil d'administration du Bataillon, dans sa séance du 7 juillet 1907, a émis un avis favorable à leurs demandes.

Pour ces motifs, j'ai l'honneur de vous proposer, Messieurs, de vouloir bien allouer à M^{mes} veuves Cotisson, Solviche, Berthet et Guyon-Vernier, chacune un secours une fois donné de 100 francs.

Ces sommes pourraient être prélevées sur le crédit inscrit au budget de l'exercice courant, sous le titre : « Pensions et secours à la charge de la Ville ».

Lyon, le 22 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Le Conseil, sur la proposition de M. MARRO, rapporteur de la Commission spéciale, alloue à MM^{mes} veuves Cotisson, Solviche, Berthet et Guyon-Vernier, un secours une fois donné de 100 francs. Le montant de ces secours sera prélevé sur le crédit inscrit au budget de l'exercice courant, sous le titre : « Pensions et secours à la charge de la Ville ».

Subvention à la Chambre syndicale des ouvriers du bronze, pour l'envoi d'un délégué à un Congrès.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre une demande par laquelle la Chambre syndicale des ouvriers du bronze sollicite, de la Ville, une subvention pour l'envoi d'un délégué au Congrès de la Métallurgie, qui doit avoir lieu à Paris, du 19 au 23 septembre prochain.

Je vous propose, Messieurs, d'accueillir favorablement cette demande.

Si vous partagez cet avis, la subvention à allouer serait décomptée de la façon suivante, conformément à vos délibérations des 21 novembre 1905 et 30 janvier 1906 :

Chemin de fer, 3 ^e classe, aller et retour.....	40 45
Congrès, 5 journées; voyage, 2 journées à 8 francs.....	56 »
Total.....	96 45

Le montant de cette subvention serait prélevée sur le crédit inscrit au budget de l'exercice courant sous le titre « Dépenses imprévues ».

Lyon, le 24 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

M. MARRO, rapporteur de la Commission générale, propose au Conseil d'allouer à la Chambre syndicale des ouvriers du bronze, une somme de 96 fr. 45 pour l'envoi d'un délégué à un Congrès. (Adopté.)

Subvention à la Fédération lyonnaise des chauffeurs-mécaniciens-électriciens, pour l'envoi d'un délégué à un Congrès.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre une demande par laquelle la Fédération lyonnaise des chauffeurs-mécaniciens-électriciens sollicite de la Ville une subvention pour l'envoi d'un délégué à un Congrès corporatif devant avoir lieu à Paris, les 20, 21 et 22 septembre prochain.

Je vous propose, Messieurs, d'accueillir favorablement cette demande.

Si vous partagez cet avis la subvention à allouer serait décomptée de la

façon suivante, conformément à vos délibérations des 21 novembre 1905 et 30 janvier 1906 :

Chemin de fer, 3 ^e classe, aller et retour.....	Fr. 40 45
Congrès 3 journées, voyage 2 journées, soit 5 journées à 8 francs.....	40 »
Total.....	Fr. 80 45

Le montant de cette subvention serait prélevé sur le crédit inscrit au budget de l'exercice courant sous le titre : « Dépenses imprévues ».

Lyon, le 2 août 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Au nom de la Commission générale, M. MARRO, rapporteur, propose au Conseil d'allouer à la Fédération lyonnaise des chauffeurs-mécaniciens-électriciens, une somme de 80 fr. 45 pour l'envoi d'un délégué à un Congrès.

(Le Conseil adopte.)

Subvention au Syndicat des ouvriers de service municipal des Eaux, pour l'envoi d'un délégué à un Congrès.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre une demande par laquelle le Syndicat des ouvriers du service municipal des Eaux sollicite de la Ville une subvention pour l'envoi d'un délégué au Congrès des travailleurs municipaux qui doit avoir lieu à Marseille les 12, 13 et 14 septembre courant.

Après examen de cette demande, je vous propose, Messieurs, de l'accueillir favorablement.

Si vous partagez cet avis, la subvention à allouer serait décomptée de la façon suivante, conformément à vos délibérations des 21 novembre 1905 et 30 janvier 1906 :

Chemins de fer, 3 ^e classe, aller et retour.....	Fr. 27 60
Congrès, 3 journées; voyage, 2 journées, soit 5 journées à 8 fr.	40 »
Total.....	Fr. 67 60

Le montant de cette subvention serait prélevé sur le crédit inscrit au budget de l'exercice courant sous le titre : « Dépenses imprévues ».

Lyon, le 12 septembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Sur la proposition de M. MARRO, rapporteur de la Commission générale, le Conseil alloue au Syndicat des ouvriers du service municipal des Eaux, une subvention de 67 fr. 60.

**Legs de M. Osiris à la ville de Lyon.
Acceptation.****RAPPORT DE M. LE MAIRE.**

Messieurs, par testament en date du 15 mars 1906, M. Daniel-Iffla Osiris, en son vivant rentier, demeurant à Paris, rue Labruyère, 9, a notamment légué à la ville de Lyon une rente annuelle et perpétuelle de 1,000 francs, qui devra être affectée à la fondation d'un prix qui portera le nom de M. Osiris et qui sera destiné à récompenser les élèves jugés les plus dignes et les plus méritants des écoles communales, garçons et filles, sans distinction de culte.

Les arrérages de cette rente devront être distribués le jour de la distribution des prix et convertis en livrets de la Caisse d'épargne de 50 francs, à répartir également entre les écoles de filles et celles de garçons.

Chaque lauréat ne pourra en disposer avant sa majorité.

Au cours de l'instruction prescrite par le décret du 1^{er} février 1896, deux des héritiers de M. Osiris, tout en déclarant consentir à l'exécution des dispositions testamentaires, demandent à ce qu'il leur soit remis une partie de la fortune du testateur. Mais cette réclamation ne paraît concerner que le légataire universel qui est, en l'espèce, l'Institut Pasteur de Paris, et il ne semble pas, en ce qui concerne la ville de Lyon, légataire particulier, qu'il y ait lieu de s'y arrêter.

Le Comité de la Caisse des écoles de Lyon, dans sa séance du 1^{er} juillet 1907, a accepté le bénéfice de cette libéralité.

Je vous propose, Messieurs, d'accepter le legs de M. Osiris et de rejeter les réclamations des héritiers du testateur, en tant qu'elles auraient, pour conséquence, de restreindre le legs particulier fait à la ville de Lyon.

Lyon, le 22 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Sur la proposition de M. DECLÉRIS, rapporteur de la Commission spéciale, le Conseil décide d'accepter le legs de M. Osiris et de rejeter les réclamations des héritiers du testateur, en tant qu'elles auraient pour conséquence de restreindre le legs particulier fait à la ville de Lyon.

Caisse de retraites des sergents de ville de Lyon. — Pension Chapel (François-Emile-Marius).**RAPPORT DE M. LE MAIRE.**

Messieurs, j'ai l'honneur de placer sous vos yeux un rapport de M. le Préfet du Rhône au sujet de la demande en liquidation de pension formée par M. Chapel (François-Emile-Marius), ancien garde de 3^e classe, à la Compagnie du corps des gardiens de la paix de la ville de Lyon, à la suite des blessures reçues en service commandé et dont les suites

le mettent hors d'état de continuer ses fonctions.

Cette demande est conforme aux prescriptions du décret du 19 septembre 1863, instituant une Caisse spéciale de retraites pour le corps des sergents de ville de Lyon.

Je vous propose, en conséquence, de vouloir bien émettre un avis favorable à la demande de M. Chapel (François-Emile-Marius) et de fixer à la somme de 675 francs la pension de retraite annuelle et viagère à lui accorder.

Cette pension serait imputée sur les fonds de la Caisse de retraites des sergents de ville de Lyon et prendrait cours du 1^{er} juillet 1907, date à laquelle le garde Chapel a été rayé des contrôles.

Lyon, le 29 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Le Conseil, sur la proposition de M. DECLÉRIS, rapporteur de la Commission spéciale, fixe à la somme de 675 francs la pension de retraite annuelle et viagère à accorder à M. Chapel (François-Emile-Marius).

Caisse de retraites des sergents de ville de Lyon. — Pension Ageron (Jean-André).**RAPPORT DE M. LE MAIRE.**

Messieurs, j'ai l'honneur de placer sous vos yeux un rapport de M. le Préfet du Rhône au sujet de la demande en liquidation de pension formée par M. Ageron (Jean André), ancien garde de 2^e classe, à la compagnie du corps des gardiens de la paix de la ville de Lyon, à la suite d'infirmités contractées dans l'exercice de ses fonctions.

Cette demande est conforme aux prescriptions du décret du 19 septembre 1863, instituant une caisse spéciale de retraites pour le corps des sergents de ville de Lyon.

Je vous propose, en conséquence, de vouloir bien émettre un avis favorable à la demande de M. Ageron (Jean-André), et de fixer à la somme de 604 francs la pension de retraite annuelle et viagère à lui accorder.

Cette pension serait imputée sur les fonds de la Caisse de retraites des sergents de ville de Lyon, et prendrait cours du 12 juillet 1907, date à laquelle le garde Ageron a été rayé du contrôle.

Lyon, le 26 août 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

M. DECLÉRIS, rapporteur: Messieurs, l'Administration préfectorale nous soumet pour avis un rapport concernant la mise à la retraite du nommé Ageron, ancien gardien de la paix de 2^e classe. Je vois dans le dossier que ce garde, admis à faire valoir ses droits à la retraite à la suite d'infirmités contractées dans l'exercice de ses fonctions, a été pendant trois

années consécutives, affecté au poste de police de la rue d'Essling et qu'il a dû, pendant toutes les factions qu'il a montées durant ces trois années, se réfugier lorsque le temps était pluvieux, dans l'allée la plus voisine du poste, où soufflait un violent courant d'air.

Il est évident que ce qui est arrivé à ce garde arrivera aussi à d'autres. Il est donc nécessaire que l'Administration municipale intervienne auprès de l'autorité préfectorale pour demander que tous les postes soient pourvus d'une guérite où les agents de planton puissent s'abriter en cas de pluie.

Voilà un gardien de la paix qui n'est pourtant pas très âgé et qu'on est obligé d'admettre à la retraite parce qu'il est atteint de surdité incurable contractée dans l'exercice de ses fonctions. Je demande que des précautions soient prises pour que les hommes soient mieux à l'abri à l'avenir.

Sous le bénéfice de cette observation, je propose au Conseil, au nom de la Commission spéciale, un avis favorable à la liquidation au chiffre de 604 francs de la pension de retraite à allouer à M. Ageron.

M. LE MAIRE: L'Administration municipale tiendra compte de vos observations et invitera la Préfecture à prendre les mesures nécessaires pour éviter le renouvellement de pareils faits.

Je mets aux voix les conclusions du rapport de la Commission spéciale.

(Avis favorable est émis.)

Caisse de retraites des sergents de ville de Lyon. — Pension Liboz (Charles-Casimir).**RAPPORT DE M. LE MAIRE.**

Messieurs, j'ai l'honneur de placer sous vos yeux un rapport de M. le Préfet du Rhône au sujet de la demande en liquidation de pension formée par M. Liboz (Charles-Casimir), ancien garde de 1^{re} classe, à la Compagnie du corps des gardiens de la paix de la ville de Lyon.

Cette demande est conforme aux prescriptions du décret du 19 septembre 1863, instituant une caisse spéciale de retraites pour le corps des sergents de ville de Lyon.

Je vous propose, en conséquence, de vouloir bien émettre un avis favorable à la demande de M. Liboz, et de fixer à la somme de 711 francs, la pension de retraite annuelle et viagère à lui accorder.

Cette pension serait imputée sur les fonds de la Caisse de retraites des sergents de ville de Lyon, et prendrait cours du 1^{er} août 1907.

Lyon, le 9 Septembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

M. DECLÉRIS, rapporteur de la Commission spéciale, propose au Conseil de

fixer à la somme de 711 francs la pension de retraite annuelle et viagère à allouer à M. Liboz (Charles-Casimir).

(Ces conclusions mises aux voix sont adoptées.)

Ancien presbytère de Sainte-Anne-de-Baraban. — Projet de bail à M. Carrot.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre un projet de bail, pour la location, à M. Carrot, fabricant de limes, rue Chaponnay, 122, du rez-de-chaussée et d'une partie du premier étage de l'ancien presbytère de Sainte Anne de-Baraban, rue Sébastopol, 82.

Ce projet est conclu pour une période de quinze ans et trois mois à partir du 1^{er} octobre 1907.

Le prix annuel de location est fixé à la somme nette de 1,300 francs et devra être versé, par semestre et d'avance, à la Caisse municipale.

Ce bail prévoit, à la charge de la Ville, diverses réparations indispensables pour aménager l'immeuble et l'approprier à sa nouvelle destination.

Enfin, M. Carrot se réserve la faculté de construire un atelier dans le jardin et d'établir un escalier pour faire communiquer intérieurement les deux étages qui lui sont loués.

Je vous propose, Messieurs, de vouloir bien approuver ce projet de contrat.

Lyon, le 22 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Sur la proposition de M. BATAILLE, le Conseil approuve le projet de contrat passé avec M. Carrot, fabricant de limes, rue Chaponnay, 122, pour la location du rez-de-chaussée et d'une partie du premier étage de l'ancien presbytère de Sainte-Anne-de-Baraban.

Hospices civils de Lyon. — Ouverture de crédit.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, par délibération du 3 juillet 1907, le Conseil général d'administration des Hospices civils de Lyon, sollicite l'ouverture sur les fonds ordinaires, d'un crédit supplémentaire (approvisionnement) de 172.000 francs, somme inscrite au budget supplémentaire de l'exercice 1907, et destinée au paiement des œufs et du lait mis à la charge de la pharmacie centrale.

J'ai l'honneur de vous soumettre cette délibération en vous priant, Messieurs, de vouloir bien émettre votre avis sur la suite à lui donner.

Lyon, le 24 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Le Conseil, sur la proposition de M. ROGNON, rapporteur de la Commission spéciale, émet un avis favorable à la délibération du Conseil général d'administration des Hospices civils de Lyon, en date du 3 juillet 1907.

Subvention à la Chambre syndicale des menuisiers en sièges de Lyon, pour l'envoi d'un délégué à un Congrès.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre une demande par laquelle la Chambre syndicale des ouvriers en sièges de Lyon sollicite, de la Ville, une subvention pour l'envoi d'un délégué à un Congrès corporatif devant avoir lieu à Brest les 15, 16 et 17 septembre 1907.

Je vous propose, Messieurs, d'accueillir favorablement cette demande.

Si vous partagez cet avis, la subvention à allouer serait décomptée de la façon suivante, conformément à vos délibérations des 21 novembre 1905 et 30 janvier 1906 :

Chemin de fer, 3 ^e classe, aller et retour.....	75 75
Congrès, 3 journées; voyage,	
4 journées à 8 francs.....	56 »
Total.....	131 75

Le montant de cette subvention serait prélevé sur le crédit inscrit au budget de l'exercice courant sous le titre « Dépenses imprévues ».

Lyon, le 24 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Au nom de la Commission générale, M. ROGNON, rapporteur, propose au Conseil d'allouer à la Chambre syndicale des menuisiers en siège de la ville de Lyon, une somme de 131 fr. 75, pour l'envoi d'un délégué à un Congrès.

(Le Conseil adopte.)

Elargissement des chemins vicinaux ordinaires n° 17, « des Pins » et 130, « des Sablonniers ». — Acquisition d'une parcelle de terrain.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, par arrêté en date du 15 avril 1907, j'ai fixé l'alignement à suivre par les époux Terrier-Milliet, propriétaires, domiciliés à Lyon, 90, chemin des Pins, pour la construction d'une maison à l'angle des chemins vicinaux ordinaires n° 17 « des Pins » et 130 « des Sablonniers ».

Cet alignement a déterminé l'incorporation à la voie publique, d'une parcelle de terrain d'une superficie de 89 m. 83 d. carrés, estimée par MM. les Agents voyers à la somme de 898 fr. 30, à raison de 10 francs le mètre.

Cette estimation est acceptée par les

propriétaires, qui ont signé le traité provisoire ci-joint.

Les conditions de ce traité paraissant acceptables pour la Ville, j'ai l'honneur de vous prier, Messieurs, de vouloir bien m'autoriser à passer le contrat définitif.

La somme de 898 fr. 30, montant de la dépense, pourra être prélevée sur les crédits inscrits au budget sous le titre : « Acquisition d'immeubles en saillie sur l'alignement des voies publiques et frais s'y rattachant ».

Lyon, le 31 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Le Conseil, sur la proposition de M. ROGNON, rapporteur de la Commission spéciale, approuve le traité passé avec les époux Terrier-Milliet et décide que la somme de 898 fr. 30, montant de la dépense, sera prélevée sur le crédit inscrit au budget, sous le titre : « Acquisition d'immeubles en saillie sur l'alignement des voies publiques et frais s'y rattachant ».

Elargissement du chemin vicinal ordinaire n° 17, « des Pins ». — Acquisition d'une parcelle de terrain.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, par une pétition, en date du 22 mai 1907, M. Blanchard (Jean-Baptiste), employé de commerce et propriétaire de l'immeuble, chemin des Pins, 88, sollicite le paiement d'une parcelle de terrain située au droit du dit immeuble et qui a été incorporée à la voie publique.

La parcelle de terrain dont il s'agit est représentée par une teinte jaune sur le procès-verbal de mensuration joint au dossier. Elle occupe une superficie de 40 m. 53 d. carrés estimée par MM. les Agents voyers à la somme de 405 fr. 30, à raison de 10 francs le mètre carré.

Cette estimation a été acceptée par le propriétaire qui a signé le traité provisoire ci-joint.

Les conditions de ce traité paraissant acceptables pour la Ville, j'ai l'honneur de vous prier, Messieurs, de vouloir bien m'autoriser à passer le contrat définitif.

Quant à la somme de 405 fr. 30, montant de la dépense, elle pourra être imputée sur le crédit inscrit au budget pour l'« Entretien des chemins vicinaux ordinaires ».

Lyon, le 31 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Sur la proposition de M. ROGNON, rapporteur de la Commission spéciale, le Conseil approuve les conclusions du rapport de l'Administration.

Subvention à la Chambre syndicale des ouvriers ébénistes de Lyon, pour l'envoi d'un délégué à un Congrès.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre une demande par laquelle la Chambre syndicale des ouvriers ébénistes de Lyon sollicite de la Ville une subvention pour l'envoi d'un délégué au Congrès de l'ameublement qui doit avoir lieu à Brest les 15, 16 et 17 septembre prochain.

Je vous propose, Messieurs, d'accueillir favorablement cette demande.

Si vous partagez cet avis, la subvention à allouer serait décomptée de la façon suivante, conformément à vos délibérations des 21 novembre 1905 et 30 janvier 1906 :

Chemin de fer, 3 ^e classe, aller et retour	Fr. 75 75
Congrès, 3 journées; voyage, 4 journées; ensemble 7 journées à 8 fr.	56 «
Total...Fr.	131 75

Le montant de cette subvention serait prélevé sur le crédit inscrit au budget de l'exercice courant sous le titre : « Dépenses imprévues ».

Lyon, le 2 août 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Le Conseil, sur la proposition de M. ROGNON, rapporteur de la Commission générale, alloue une somme de 131 fr. 75 à la Chambre syndicale des ouvriers ébénistes de Lyon pour l'envoi d'un délégué à un Congrès.

Service municipal électrique et service de remontage des pendules et horloges.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, au moment de la création du service municipal électrique, en juin 1903, il avait été affecté à ce service :

Un chef de service,

Un ouvrier électricien titulaire et des ouvriers auxiliaires, pour le paiement desquels une inscription de 2,100 francs a toujours figuré au budget depuis cette date.

Le règlement du personnel, que vous avez approuvé le 12 novembre 1906, a confirmé cette organisation, qui était suffisante à l'origine, mais qui ne répond plus aux besoins actuels.

En effet, ce service auquel il n'était confié au début que l'entretien des appareils téléphoniques et télégraphiques, des horloges électriques et d'éclairage électrique dans les bâtiments communaux, a été, depuis, chargé d'exécuter tous les travaux pour modifications ou installation d'éclairage même importantes dans les services de la Ville.

Cet accroissement de travail a imposé

l'obligation d'adjoindre au personnel titulaire, un ouvrier auxiliaire, qui a été occupé en permanence et dont les besoins du service exigent le maintien.

Je vous propose, en conséquence, de transformer en emploi définitif ce poste d'auxiliaire permanent, en décidant que le service municipal électrique comprendra deux ouvriers électriciens titulaires.

Le traitement de cet agent serait prélevé, pour 1907, sur la somme de 2,100 fr. inscrite au budget pour paiement des ouvriers auxiliaires. Il participerait, comme l'ouvrier déjà en fonctions, à la Caisse nationale de retraites pour la vieillesse.

Le service en régie du remontage, réglage et entretien des horloges publiques et pendules des bâtiments communaux que vous avez organisé par votre délibération du 24 décembre 1906 comprend :

Le salaire d'un ouvrier horloger	Fr. 2.000
Le salaire d'un ouvrier occupé partiellement au remontage des horloges	700
Les dépenses d'entretien et achats divers	1.300
Total.....Fr.	4.000

Par un rapport que vous trouverez au dossier, M. le Chef du service municipal électrique, sous la surveillance duquel a été placé ce nouveau service, expose que le montage et le réglage des pendules exige la présence constante de l'ouvrier préposé à ce travail. Il demande, en conséquence, la création d'un emploi.

Le salaire à attribuer au titulaire de ce poste serait de 1,520 francs. Pour y faire face, il serait fait emploi de la somme de 700 francs déjà inscrite au budget. Le surplus, soit 820 francs, serait prélevé sur la somme de 1,300 fr. destinée aux dépenses d'entretien. M. Lozier indique que cette prévision est trop élevée et que la somme de 480 francs, qui restera disponible, sera suffisante pour l'achat des fournitures d'entretien.

Cette modification à l'organisation du service n'entraînant pas de dépense supplémentaire, je vous propose de l'approuver. Le titulaire de cet emploi participerait à la Caisse nationale de retraites pour la vieillesse.

Lyon, le 2 août 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

M. ROGNON, rapporteur : Messieurs, il s'agit d'un service qui a été mis en régie par l'Administration municipale l'année dernière. Je vous propose des conclusions conformes au rapport de M. le Maire, en faisant remarquer toutefois ce que j'avais signalé déjà, au moment où la nouvelle organisation du personnel est venue en discussion, à savoir que le crédit proposé serait insuffisant. J'ajouterai que je crois encore que la somme laissée disponible pour l'achat des fournitures d'entretien sera insuffisante.

Sous le bénéfice de ces réflexions, je vous propose, Messieurs, au nom de la Commission générale, d'approuver les conclusions du rapport de l'Administration.

M. LE MAIRE : Bien que les observations faites ne soient pas très graves, je crois devoir donner quelques explications au Conseil et rassurer M. le Rapporteur. Jusqu'à présent, il ne s'agit que d'une répartition différente du crédit mis à notre disposition. Sans en changer le montant global, l'Administration vous propose une diminution sur les dépenses de matériel et une augmentation correspondante des frais de personnel.

Lorsque le service d'entretien des pendules et horloges de la Ville a été, conformément d'ailleurs à notre programme et à nos principes, organisé en régie, il a été établi aussi économiquement que possible. Jusqu'à présent, nous sommes restés dans les limites du crédit inscrit au budget et je ferai tous mes efforts pour que le Chef de ce service ne dépasse pas le chiffre de 4,000 francs affecté à cette nature de dépense.

M. ROGNON, rapporteur : Le seul désir que nous puissions maintenant exprimer, c'est que le personnel effectue régulièrement le service qui lui est confié. Dans plusieurs Mairies de Lyon, les pendules ne sont jamais remontées; il serait à souhaiter qu'elles le fussent.

M. LE MAIRE : Il est de règle que les occupants des locaux de la Ville remontent eux-mêmes les pendules de ces locaux. C'est ainsi que cela se pratique à l'Hôtel de Ville, et nous estimons que cette façon de procéder est bien plus économique que s'il fallait déranger, pour ce travail facile, des personnes étrangères.

Pour vous donner satisfaction, nous rappellerons par une circulaire aux occupants des locaux municipaux, le soin qui leur incombe.

M. FORET : Et les horloges électriques sur reverbères ?

M. LE MAIRE : En ce qui concerne les cadrans électriques, nous nous heurtons à un cas de force majeure. On a fait tout le possible, mais soit parce que les fils aériens des tramways suivent les lignes du service horaire, soit pour tout autre cause que nous n'avons pas pu déterminer, le plus souvent ces horloges ne fonctionnent pas.

M. FORET : Alors ?

M. LE MAIRE : Alors, il vaudrait peut-être mieux les supprimer que de donner aux passants l'illusion de l'heure.

Je demanderai au service compétent une étude et des conclusions.

M. FORET : Ces pendules ne marchent certainement pas mieux aujourd'hui qu'avant.

M. ROGNON : Si l'on décide la suppression des horloges électriques, il faudra

que le service ait soin de remonter régulièrement ou de réparer, s'il en est besoin, les autres horloges. Celle de la place du Pont, par exemple, ne marche pas depuis quelques jours ; elle doit être réparée par la Ville et devrait fonctionner régulièrement, car elle rend beaucoup de services.

M. LE MAIRE : Je donnerai des instructions pour qu'elle soit réparée, si c'est utile.

Messieurs, je mets aux voix les conclusions du rapport de M. Rognon. Que ceux qui sont d'avis de les adopter, veuillez bien lever la main.

(Ces conclusions sont adoptées.)

Subvention au Syndicat des ouvriers tapissiers de Lyon, pour l'envoi d'un délégué à un Congrès.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre une demande par laquelle la Chambre syndicale des ouvriers tapissiers de Lyon sollicite de la Ville une subvention pour l'envoi d'un délégué au Congrès de l'Ameublement qui doit avoir lieu à Brest les 15, 16 et 17 septembre prochain.

Je vous propose, Messieurs, d'accueillir favorablement cette demande.

Si vous partagez cet avis, la subvention à allouer serait décomptée de la façon suivante, conformément à vos délibérations des 21 novembre 1905 et 30 janvier 1906 :

Chemin de fer, 3 ^e classe, aller et retour	Fr. 75 75
Congrès : 3 journées ; voyage, 4 journées, soit 7 journées à 8 fr. 56 »	
Total.....	Fr. 131 75

Le montant de cette subvention serait prélevé sur le crédit inscrit au budget de l'exercice courant sous le titre : « Dépenses imprévues ».

Lyon, le 19 août 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Sur la proposition de M. ROGNON, rapporteur de la Commission générale, le Conseil alloue une somme de 131 fr. 75 au Syndicat des ouvriers tapissiers de Lyon, pour l'envoi d'un délégué à un Congrès.

Subvention au Syndicat des ouvriers et ouvrières de la sparterie et similaires de Lyon et banlieue, pour l'envoi d'un délégué à un Congrès.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre une demande par laquelle le Syndicat des ouvriers et ouvrières en sparterie de Lyon et banlieue sollicite de la Ville une subvention pour l'envoi d'un délégué à un Congrès corporatif qui doit

avoir lieu à Saint-Dié, les 15, 16 et 17 août 1907.

Je vous propose, Messieurs, d'accueillir favorablement cette demande.

Si vous partagez cet avis, la subvention à allouer serait décomptée de la façon suivante, conformément à vos délibérations des 21 novembre 1905 et 30 janvier 1906 :

Chemin de fer, 3 ^e classe, aller et retour	Fr. 35 90
Congrès : 3 journées ; voyage, 2 journées, soit 5 journées à 8 fr. 40 »	
Total.....	Fr. 75 90

Le montant de cette subvention serait prélevé sur le crédit inscrit au budget de l'exercice courant sous le titre : « Dépenses imprévues ».

Lyon, le 19 août 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Au nom de la Commission générale, M. ROGNON, rapporteur, propose au Conseil d'allouer une somme de 75 fr. 90 au Syndicat des ouvriers et ouvrières de la sparterie et similaires de Lyon et banlieue, pour l'envoi d'un délégué à un Congrès.

(Le Conseil adopte.)

Allocation à M. Gaget, conseiller prud'homme, de l'indemnité mensuelle de M. Rousset, invalidé.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, le Conseil de préfecture ayant, par arrêté en date du 13 octobre 1906, prononcé l'annulation de l'élection au Conseil des Prud'hommes (4^e catégorie de la soierie) de M. Marius Rousset, ouvrier teinturier, ce dernier forma aussitôt, contre cette décision, un recours au Conseil d'Etat.

Le 24 mai 1907, M. le Préfet signifia à l'intéressé le rejet de son recours.

Depuis cette époque, le service de M. Rousset, au Conseil des Prud'hommes, est assuré d'une façon permanente par M. Gaget, conseiller de la même catégorie qui, de ce fait, ne peut plus se livrer à aucun travail de sa profession, d'autant que son collègue M. Bouvier, est malade depuis le 22 janvier, et que tout son service incombe, en outre, à M. Gaget.

En conséquence, Messieurs, je vous prie de vouloir bien décider que l'indemnité mensuelle allouée à M. Rousset, sera reportée sur M. Gaget, jusqu'à ce qu'il soit pourvu à son remplacement.

Lyon, le 26 août 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

M. ROGNON, rapporteur : Messieurs, afin de ne pas créer un précédent qui pourrait avoir des conséquences fâcheuses, je vous propose de ne pas reporter sur M. Gaget, l'indemnité mensuelle de M. Rousset, conseiller prud'homme invalidé.

M. LE MAIRE : Puisque M. le Rapporteur n'insiste pas, je ne reviens pas sur la discussion qui a eu lieu en Commission générale.

Je mets aux voix les conclusions de la Commission qui tendent au refus de l'indemnité. Que ceux qui sont d'avis de les adopter veuillent bien lever la main, (Ces conclusions sont adoptées.)

Ecole maternelle, cours Henri, 65. — Renouvellement du bail.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre un projet de renouvellement du bail de l'école maternelle située cours Henri, n° 65.

Ce projet de bail comporte la location des mêmes locaux que ceux déjà occupés par la Ville, et est établi pour une période de neuf années à partir du 24 décembre 1907.

En prévision du transfert de cette école dans une construction à édifier dans le quartier, une clause de dédit pour les 3^e et 6^e années a été insérée au bail.

Le prix du loyer reste fixé à la somme annuelle de 2,050 francs.

Je vous propose, Messieurs, de vouloir bien approuver ce projet de bail.

Lyon, le 26 août 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Au nom de la Commission spéciale, M. ROGNON, rapporteur, propose au Conseil d'approuver le projet de renouvellement du bail de l'école maternelle située cours Henri, 65.

(Le Conseil adopte.)

M. ROGNON, rapporteur : Messieurs, je profite de l'occasion qui m'est offerte pour demander à l'Administration d'activer le plus possible la construction des groupes scolaires projetés, afin d'éviter le renouvellement de tous ces baux.

M. LE MAIRE : L'Administration fait tout son possible pour activer la construction de ces groupes scolaires, Monsieur Rognon. J'ai déposé au Conseil un rapport donnant la description sommaire des bâtiments projetés ; lorsque vous aurez approuvé ce rapport, je pourrai procéder à l'emprunt qui nous est nécessaire et nous entrerons tout de suite dans la voie d'exécution. Si les architectes veulent bien apporter à ces travaux autant de bonne volonté et de diligence qu'en a mis l'Administration municipale, nous pourrions très prochainement faire sortir de terre ces constructions. Je ferai d'ailleurs tous mes efforts dans ce sens.

Sous le bénéfice de ces observations, je mets aux voix les conclusions présentées par M. le Rapporteur, au nom de la Commission spéciale.

(Adopté.)

Subvention à la Chambre syndicale des ouvriers papetiers de Lyon, pour l'envoi d'un délégué à un Congrès.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre une demande par laquelle la Chambre syndicale des ouvriers papetiers de Lyon sollicite de la Ville une subvention pour l'envoi d'un délégué à un Congrès corporatif devant avoir lieu à Paris, du 15 au 18 août prochain.

Je vous propose, Messieurs, d'accueillir favorablement cette demande.

Si vous partagez cet avis, la subvention à allouer serait décomptée de la façon suivante, conformément à vos délibérations des 21 novembre 1905 et 30 janvier 1906 :

Chemin de fer, 3 ^e classe, aller et retour.....	Fr....	40 45
Congrès : 4 journées ; voyage,		
2 journées, à 8 francs.....	48 »	
Total.....	Fr.	88 45

Le montant de cette subvention serait prélevé sur le crédit inscrit au budget de l'exercice courant sous le titre : « Dépenses imprévues ».

Lyon, le 24 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,

Edouard HERRIOT.

Le Conseil, sur la proposition de M. BAUDRY, rapporteur de la Commission générale, alloue à la Chambre syndicale des ouvriers papetiers de Lyon, une somme de 88 fr. 45 pour l'envoi d'un délégué à un Congrès.

Subvention à la Section centrale de l'Union des syndicats du tissage de la région lyonnaise, pour l'envoi d'un délégué à un Congrès.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre une demande par laquelle la section centrale de l'Union des syndicats du tissage de la région lyonnaise sollicite de la Ville une subvention pour l'envoi d'un délégué à un Congrès corporatif devant avoir lieu à Saint-Dié, les 15, 16 et 17 août 1907.

Je vous propose, Messieurs, d'accueillir favorablement cette demande.

Si vous partagez cet avis, la subvention à allouer serait décomptée de la façon suivante, conformément à vos délibérations des 21 novembre 1905 et 30 janvier 1906 :

Chemin de fer 3 ^e classe, aller et retour.....	Fr.	35 90
Congrès, 3 journées ; voyage,		
2 journées, soit 5 journées à 8 fr.	40 »	
Total.....	Fr.	75 90

Le montant de cette subvention serait prélevé sur le crédit inscrit au budget de l'exercice courant sous le titre : « Dépenses imprévues ».

Lyon, le 12 août 1907.

Le Maire de Lyon,

Edouard HERRIOT.

Sur la proposition de M. BAUDRY, rapporteur de la Commission générale, le Conseil alloue une somme de 75 fr. 90 à la section centrale de l'Union des Syndicats du tissage de la région lyonnaise.

Legs Cellard (Jean-Pierre) à la ville de Lyon. — Acceptation.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, par testament olographe en date du 5 juillet 1906, M. Cellard (Jean-Pierre), en son vivant carrossier, demeurant à Lyon, rue Paul-Bert, 115, a légué à la ville de Lyon une somme de 100,000 francs, nette de tous frais et droits.

Conformément aux volontés du généreux testateur, cette somme devra être convertie en rentes sur l'Etat et les arrérages répartis chaque année entre soixante veuves indigentes, domiciliées à Lyon depuis plus de cinq ans, n'ayant subi aucune condamnation et ayant au moins deux enfants de moins de 16 ans.

Ce legs, qui devra porter le nom de « Jean-Pierre Cellard » ne pourra être attribué que tous les deux ans à la même veuve.

Enfin, les bénéficiaires de cette fondation seront désignées chaque année par une Commission composée d'adjoints au Maire de Lyon, à raison de un par arrondissement.

Je vous propose, Messieurs, d'accepter le legs fait à la Ville par M. Cellard (Jean-Pierre).

Lyon, le 24 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,

Edouard HERRIOT.

M. TIXIER, en remplacement de M. RICHERAND, donne lecture du rapport suivant :

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, par testament olographe en date du 5 juillet 1906, M. Cellard (Jean-Pierre), en son vivant carrossier, demeurant à Lyon, rue Paul-Bert, 115, a légué à la ville de Lyon une somme de 100,000 francs, nette de tous frais et droits.

Conformément aux volontés du généreux testateur, cette somme devra être convertie en rentes sur l'Etat et les arrérages répartis, chaque année, entre soixante veuves indigentes, domiciliées à Lyon depuis plus de cinq ans, n'ayant subi aucune condamnation et ayant au moins deux enfants de moins de seize ans. Ce legs, qui devra porter le nom de Cellard (Jean-Pierre), ne pourra être attribué que tous les deux ans à la même veuve. Enfin, les bénéficiaires de cette fondation seront désignées chaque année par une Commission composée d'Adjoints au Maire de Lyon, à raison de un par arrondissement.

Je vous propose, Messieurs, d'accepter le legs fait à la Ville par M. Cellard (Jean-Pierre).

Au nom de votre Commission géné-

rale, j'adresse ici, Messieurs, un souvenir reconnaissant au donateur, dont la générosité permet à la ville de Lyon de venir une fois de plus secourir de douloureuses infortunes ; ce legs est l'expression d'un cœur qui savait compatir aux misères humaines et qui voulait y remédier dans toute l'étendue de ses moyens. Il est d'un haut exemple, qui portera ses fruits j'en suis sûr, et sera suivi par ceux de nos concitoyens à qui les joies de la fortune font comprendre les devoirs de solidarité qui leur incombent.

Notre cité pourra ainsi s'enorgueillir d'une beauté nouvelle, celle de compter parmi les villes où la souffrance et la misère sont le plus ardemment combattues et où des mains fraternelles se tendent le plus souvent.

Le Rapporteur,

RICHERAND.

(Adopté).

Construction d'un égout chemin de Corne-de-Cerf, entre la rue d'Aubigny et la rue de l'Ordre.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, de nombreuses réclamations ont appelé l'attention de l'Administration municipale sur le défaut d'écoulement des eaux pluviales dans la partie du chemin de Corne-de-Cerf située entre la rue d'Aubigny et la rue de l'Ordre.

Le chemin vicinal ordinaire n° 54 de Corne-de-Cerf est actuellement canalisé de la façon suivante :

1° Entre le cours Lafayette et la rue d'Aubigny par une conduite en poterie de 0 m. 30 de diamètre intérieur et d'une longueur de 263 mètres se déversant dans l'égout du cours Lafayette ;

2° Entre la rue Paul-Bert et la rue de l'Ordre, par un égout ovoïde de 1 m. 90 sur 1 m. 30, d'une longueur de 164 mètres venant de la rue de l'Ordre et se déversant dans l'égout de la rue Paul-Bert.

En temps ordinaire, la poterie de 0 m. 30 existant entre le cours Lafayette et la rue d'Aubigny suffit à assurer l'écoulement des eaux de la partie du chemin non canalisée.

Mais au moment des orages, les eaux provenant dudit chemin et des rues avoisinantes refoulées par la crue subite de l'égout du cours Lafayette, s'accumulent au point bas situé à l'intersection du chemin de Corne-de-Cerf et de la rue d'Aubigny et inondent ces deux voies sur une longueur de 100 à 150 mètres. La nappe d'eau qui se forme alors dépasse parfois la hauteur des trottoirs de 0 m. 10 à 0 m. 15 pendant une heure ou plus, suivant l'intensité de l'orage. Il en résulte de l'humidité, parfois des dégradations aux immeubles riverains et toujours une gêne réelle pour la circulation.

Pour faire disparaître ces inconvénients, MM. les Agents voyers ont, conformément à mes instructions, dressé le projet ci-joint que j'ai l'honneur de vous soumettre.

Ce projet comporte l'établissement d'une canalisation à grande section dans la partie du chemin de Corne-de-Cerf située entre la rue de l'Ordre et la rue d'Aubigny, soit sur une longueur totale de 306 mètres divisée en deux tronçons savoir :

1° Un égout de 1 m. 10 sur 0 m. 80 à partir de la rue d'Aubigny et sur une longueur de 100 mètres ;

2° Un égout de 1 m. 50 sur 0 m. 80 à la suite du précédent, jusqu'à l'égout de la rue de l'Ordre, soit sur une longueur de 206 mètres.

D'après le détail estimatif joint au dossier, la dépense est évaluée à la somme de 11,000 francs y compris une somme à valoir de 1,555 fr. 50 pour frais de surveillance et travaux imprévus.

Je vous propose, Messieurs, de vouloir bien approuver le projet qui vous est soumis et décider que les travaux feront l'objet d'une adjudication publique conformément à l'article 37 du règlement général sur les chemins vicinaux.

Quant à la somme de 11,000 francs, montant de la dépense, elle pourra être prélevée sur le crédit inscrit au budget de l'exercice courant pour : « Construction d'égout ».

Lyon, le 2 septembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

M. TIXIER, en remplacement de M. RICHERAND, rapporteur de la Commission générale, propose au Conseil d'adopter le projet dressé par le service vicinal en vue de la construction d'un égout à grande section sous le chemin de Corne-de-Cerf, entre la rue de l'Ordre et la rue d'Aubigny.

(Adopté.)

Bureau de bienfaisance de Lyon. — Comptes et budgets.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre, avec les délibérations de la Commission administrative s'y rapportant :

1° Le compte de gestion du receveur du Bureau de bienfaisance de Lyon pour l'exercice 1906 ;

2° Le compte administratif de cet établissement pour la même période ;

3° Le budget supplémentaire pour 1907 ;

4° Le projet de budget pour l'exercice 1908.

Il vous appartient, Messieurs, d'émettre votre avis au sujet de ces comptes et budgets.

Lyon, le 29 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Sur la proposition de M. RENARD, en remplacement de M. NOVEL, rapporteur de la Commission spéciale, absent, le Conseil émet un avis favorable à l'appro-

bation des comptes et budgets du Bureau de bienfaisance.

Démolition d'un immeuble communal quai Fulchiron. — Instance engagée contre la Ville par M. Barraut.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, par un mémoire introductif d'instance déposé le 25 juin 1907 au Greffe du Conseil de Préfecture du Rhône, M. Barraut employé, demeurant à Lyon, rue des Trois-Pierres, 44, expose que le 14 septembre 1906, il a été victime sur le quai Fulchiron, d'un accident relativement grave ; que cet accident a été occasionné par des travaux de démolition exécutés pour le compte de la ville par M. Janin, entrepreneur ; que par jugement du Tribunal de Commerce du 7 décembre 1906, il a obtenu contre M. Janin une condamnation à 800 fr. de dommages-intérêts, mais qu'il n'a pu encore recouvrer le montant de sa créance. Il demande par suite que la ville de Lyon soit reconnue responsable des fautes de ses concessionnaires ou préposés et qu'elle soit condamnée aux lieu et place de M. Janin au paiement de la somme de 800 fr. avec intérêts de droit.

Dans son rapport, M. le Directeur de la Voirie expose les raisons pour lesquelles, à son avis, la responsabilité de la Ville dans cette affaire ne saurait être recherchée.

Il ajoute que M. Janin lui a déclaré qu'il tenait à dégager complètement la Ville et qu'il avait chargé M. Pondeveaux, avoué, de former opposition contre le jugement précité du Tribunal de Commerce qui a d'ailleurs été rendu par défaut.

Quoi qu'il en soit, j'ai l'honneur de vous proposer, Messieurs, de vouloir bien m'autoriser à défendre à l'instance engagée contre la Ville par M. Barraut et d'appeler en garantie M. Janin.

Lyon le 31 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Au nom de la Commission générale, M. RENARD, en remplacement de M. NOVEL, rapporteur, propose d'autoriser l'Administration municipale à défendre à l'instance engagée contre la ville de Lyon par M. Barraut et d'appeler en garantie l'entrepreneur des travaux de démolition de l'immeuble du quai Fulchiron.

(Le Conseil adopte.)

Dépôt de pompes situé quai Pierre-Scize, n° 58 — Renouvellement du bail.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre un projet pour le renouvellement du bail du dépôt de pompes situé quai Pierre-Scize n° 58.

Ce projet est conclu pour une période de neuf ans, à partir du 24 décembre prochain, avec faculté de débite pour les 3^e et 6^e années.

Le prix annuel de location est fixé à la somme nette de 500 fr., tous impôts et frais accessoires compris.

Enfin le propriétaire fera exécuter à ses frais les réparations demandées par le service d'incendie.

Je vous propose, Messieurs, de vouloir bien approuver ce projet de bail.

Lyon, le 3 août 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Le Conseil, sur la proposition de M. RENARD, en l'absence de M. NOVEL, rapporteur de la Commission spéciale, approuve le projet de renouvellement du bail du dépôt de pompes, quai Pierre-Scize, 58.

Personnel licencié de l'Octroi. — Attribution de secours annuels et viagers. — Demande veuve Chambon.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre la demande présentée par M^{me} Chambon, veuve d'un capitaine licencié de l'Octroi, qui sollicite la réversibilité de la pension annuelle et viagère accordée à son mari par la délibération du Conseil municipal en date du 21 janvier 1902, modifiée par celles des 28 juillet 1903, 26 juin et 24 septembre 1906.

Aux termes de l'article 28 du règlement de la Caisse de retraites des employés de l'Octroi, les veuves doivent justifier qu'elles étaient « mariées cinq ans avant la mise en retraite de leurs « maris décédés pensionnaires », pour pouvoir prétendre à la réversibilité de la pension allouée à ces derniers.

Or, M^{me} Chambon, mariée depuis le 12 avril 1898, ne remplit pas cette condition, et c'est pour ce motif qu'il lui a été répondu, à la date du 1^{er} juillet dernier, que sa demande n'était pas susceptible d'une suite favorable.

Dans une seconde demande, M^{me} Chambon fait valoir de nouvelles considérations tendant à obtenir, à défaut d'une pension régulière que les règlements ne permettent pas de lui accorder, l'attribution d'un secours annuel et viager égal à la pension dont elle escomptait le bénéfice.

Ces considérations me paraissent équitables et de nature à justifier une exception en faveur de M^{me} Chambon et des veuves d'employés licenciés se trouvant dans les mêmes conditions.

Il est certain, en effet, que contractant mariage avant la suppression de l'Octroi, les épouses des agents de ce service pouvaient croire qu'elles rempliraient un jour les conditions exigées pour la réversibilité, et que, dans le cas où elles deviendraient veuves, elles pourraient profiter des droits à la retraite acquis à leurs maris. Par le fait même de leur mariage, elles pensaient

acquérir, dans les limites du règlement, un droit indiscutable que la disparition inopinée du service de l'Octroi leur a empêché d'exercer. Cet événement ayant ruiné, à ce point de vue, les espérances de quelques-unes de ces veuves, il paraît équitable d'adoucir à leur égard les rigueurs du règlement.

D'autre part, lors de la suppression de l'Octroi, le personnel de cette Administration eut, paraît-il, avec mon prédécesseur, plusieurs entrevues au cours desquelles la situation faite à ce personnel fut traitée, et notamment la question qui fait l'objet du présent rapport. Bien qu'aucune décision officielle n'ait été prise à ce sujet, il paraîtrait que M. Augagneur aurait donné l'assurance que les veuves justifiant de cinq ans de mariage au moment du décès de leurs maris, pourraient obtenir la réversibilité, quoique leur mariage ait eu lieu moins de cinq ans avant la cessation des fonctions de ces derniers.

La ville de Lyon n'a pu, évidemment, être engagée par cette promesse verbale, mais il semble qu'elle ait contracté là une obligation morale dont la réalisation est d'autant plus facile que cette obligation s'accorde avec les raisons d'équité susvisées.

Je dois ajouter que la mesure que je soumets à vos délibérations ne sera pas onéreuse pour les finances municipales, en raison du petit nombre de personnes appelées à en profiter et des sommes relativement peu importantes dont elle entraînera le paiement.

J'ai donc l'honneur, Messieurs, de vous proposer de vouloir bien décider :

1° Qu'en principe les veuves d'employés licenciés de l'Octroi mariées depuis moins de cinq ans lors de la suppression de ce service, mais justifiant de cinq ans de mariage au moment du décès de leurs maris, pourront obtenir, dans les conditions indiquées par la délibération du 18 juillet 1903 et en produisant les mêmes justifications que pour la réversibilité des pensions ordinaires, un secours annuel et viager égal au montant de la pension à laquelle elles pourraient prétendre si elles avaient été mariées cinq ans avant la cessation des fonctions de leurs maris ;

2° Que ces secours seront prélevés sur le crédit inscrit au budget, pour : « Pensions et secours à la charge de la Ville » ;

3° Qu'en ce qui concerne M^{me} Chambon, — dont le mari jouissait d'une pension de 946 francs et dont le dernier traitement d'activité était de 2,300 fr., — le secours à lui attribuer est fixé à la somme annuelle de 383 francs.

Lyon, le 3 août 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

M. RENARD, au nom de M. NOVEL, rapporteur de la Commission générale, propose au Conseil d'adopter les conclusions du rapport de l'Administration.

(Mises aux voix, ces conclusions sont adoptées.)

Elargissement de la rue des Fossés-de-Trion. — Acquisition d'une parcelle de terrain appartenant à M. Madinier.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, par arrêté en date du 31 juillet 1907, j'ai fixé l'alignement à suivre par M. Madinier, propriétaire, domicilié à Lyon, rue Saint-Alexandre, n° 9, pour établissement d'une clôture sur un terrain qu'il possède à l'angle de la rue des Fossés-de-Trion et du chemin vicinal ordinaire n° 3 de Saint-Irénée à l'Etoile d'Alaï.

Cet alignement a déterminé l'incorporation à la voie publique, d'une parcelle de terrain d'une superficie de 125 m. 90 d. carrés, estimée par M. le Directeur de la Voirie à la somme de 1,888 fr. 50, à raison de 15 francs le mètre.

Cette estimation est acceptée par le propriétaire qui a signé le traité provisoire ci-joint.

Les conditions de ce traité paraissant avantageuses pour la Ville, j'ai l'honneur de vous prier, Messieurs, de vouloir bien m'autoriser à passer le contrat définitif.

Quant à la somme de 1,888 fr. 50, montant de la dépense, elle sera prélevée sur le crédit inscrit au budget de l'exercice courant pour : « Acquisition d'immeubles en saillie sur l'alignement et frais s'y rattachant. »

Lyon, le 19 août 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Sur la proposition de M. RENARD, remplaçant M. NOVEL, rapporteur de la Commission spéciale, absent, le Conseil décide l'acquisition d'une parcelle de terrain appartenant à M. Madinier et située à l'angle de la rue des Fossés-de-Trion et du chemin de Saint-Irénée à l'Etoile-d'Alaï.

Renouvellement du bail Verchère pour l'occupation d'un terrain Montée du Chemin-Neuf, 13.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, par une pétition du 4 juillet dernier, M. Verchère Joseph, propriétaire, demeurant à Lyon, rue Tramassac, 22, demande à renouveler pour la même durée le bail de neuf ans qui lui avait été consenti par la Ville, à partir du 1^{er} juillet 1899, pour l'occupation d'un terrain communal situé montée du Chemin-Neuf, 13.

Le terrain dont il s'agit, indiqué au plan joint au dossier par une teinte rose, mesure une surface de 87 m. 94 d. carrés. Il provient d'une cession faite à la Ville en 1881, en vue de l'élargissement du chemin Neuf. Il est en contrebas de la voie publique et sans utilité pour la circulation.

C'est en raison de cette situation qu'il fut loué au pétitionnaire, moyennant le paiement d'une redevance annuelle de

131 fr. 91, établie à raison de 1 fr. 50 par mètre carré. Dans le bail consenti, il avait été en outre stipulé que la Ville réservait le droit de résiliation, sans indemnité, en prévenant le locataire six mois à l'avance, lorsque l'une des deux façades des deux propriétés formant l'enclave du dit terrain sera reconstruite sur le nouvel alignement.

La situation des lieux n'ayant subi aucun changement, j'ai fait préparer, au profit de M. Verchère, un nouveau projet de bail que j'ai l'honneur de vous soumettre.

Aux termes de ce projet, la location serait consentie pour une durée de neuf ans, à partir du 1^{er} juillet 1908, aux conditions indiquées ci-dessus du bail en cours. De plus, l'impôt foncier et autres impôts pouvant grever le terrain loué, seraient remboursés à la Ville par le locataire.

Ces conditions paraissant convenablement établies, je vous serai obligé, Messieurs, de vouloir bien m'autoriser à passer l'acte définitif.

Lyon, le 19 août 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Au nom de la Commission spéciale, M. RENARD, en l'absence de M. NOVEL, rapporteur, propose d'approuver le projet de bail pour la location à M. Verchère d'un terrain communal situé montée du Chemin-Neuf, 13.

(Adopté.)

Subvention à la Chambre syndicale de la Bijouterie lyonnaise, pour l'envoi d'un délégué à un Congrès.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre une demande par laquelle la Chambre syndicale de la la bijouterie lyonnaise, sollicite de la Ville une subvention destinée à couvrir les frais d'envoi d'un délégué au Congrès de la métallurgie qui doit avoir lieu à Paris du 19 au 23 septembre prochain.

Je vous propose, Messieurs, d'accueillir favorablement cette demande.

Si vous partagez cet avis, la subvention à allouer serait décomptée de la façon suivante, conformément à vos délibérations des 21 novembre 1905 et 30 janvier 1906 :

Chemin de fer, 3 ^e classe, aller et retour.....	Fr. 40 45
Congrès, 5 journées ; voyage, 2 journées, soit 7 journées à 8 francs.....	56 »
Total.....	Fr. 96 45

Le montant de cette subvention serait prélevé sur le crédit inscrit au budget de l'exercice courant sous le titre : « Dépenses imprévues ».

Lyon, le 29 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Le Conseil, sur la proposition de M. FALCONNIER, rapporteur de la Commission générale, fixe à la somme de 96 fr. 45 le chiffre de la subvention à allouer à la Chambre syndicale de la bijouterie lyonnaise, pour l'envoi d'un délégué au Congrès de Paris.

Construction d'un égout rue Créqui, entre le cours Morand et la rue Vauban.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre un projet dressé par M. le Directeur du service municipal de la Voirie, en vue de la construction d'un égout du 4^e type sous la rue Créqui, entre le cours Morand et la rue Vauban.

L'établissement de cet égout est justifié par l'importance des immeubles qui bordent cette voie à proximité du cours Morand. Il permettra de supprimer les cassis qui existent encore dans la traversée de la rue Bossuet et qui sont une gêne réelle pour la circulation et présentent des inconvénients au point de vue de la salubrité publique.

Cette canalisation fera suite à celle qui vient d'être exécutée entre le cours Morand et la rue Sully. Elle aura une longueur de 334 mètres divisée en trois parties :

La première, comprise entre le cours Morand et la rue de Sèze, déversera ses eaux dans l'égout au Nord du cours Morand avec une pente de 0 m. 09 par mètre ; la deuxième partie, comprise entre la rue de Sèze et la chaussée Nord de la place Edgar-Quinet, suivra une pente de 0 m. 071 par mètre pour évacuer une partie de ses eaux dans le collecteur secondaire de la rue Cuvier, et l'autre partie dans l'égout au Nord de la place Edgar-Quinet. Enfin, la troisième partie, comprise entre la chaussée Sud de la place Edgar-Quinet et la rue Vauban, aura son écoulement dans l'égout au Sud de la place Edgar-Quinet suivant une pente de 0 m. 0053 par mètre.

D'après le détail estimatif, la dépense résultant de l'exécution de ces travaux est évaluée à la somme de 20.700 francs y compris une somme à valoir de 903 fr. 60 pour travaux imprévus.

Je vous propose, Messieurs, de vouloir bien approuver ce projet et décider que les travaux seront mis en adjudication publique.

Quant à la somme de 20.700 francs, montant de la dépense, elle pourra être prélevée sur le crédit de 100.000 francs inscrit à l'article 76, chap. 1^{er} du budget de l'exercice courant pour : « Construction d'égouts ».

Lyon, le 4 septembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

M. FALCONNIER, rapporteur de la Commission générale, propose d'approuver le projet dressé par le service municipal

de la Voirie, en vue de la construction d'un égout du 4^e type sous la chaussée de la rue Créqui, entre le cours Morand et la rue Vauban.

(Ces conclusions sont mises aux voix et adoptées.)

Taxe sur les constructions neuves. — Instance Meyret contre ville de Lyon.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, par un mémoire déposé le 8 juillet 1907, au greffe du Conseil de Préfecture du Rhône, M. Meyret, industriel, chemin des Cures, 13, demande une réduction de la taxe sur les constructions neuves qui lui a été imposée pour les divers bâtiments qu'il a fait édifier à l'adresse précitée.

M. Meyret prétend qu'un de ces bâtiments a été indûment taxé de 3^e catégorie, bien qu'exclusivement affecté à l'usage d'industrie.

Or, il résulte de l'enquête à laquelle il a été procédé par le service compétent, que ce bâtiment sert à la fois de bureau, de magasin, de cuisine-réfectoire et de dortoir pour le personnel occupé par M. Meyret. L'affectation exclusive au commerce ou à l'industrie qui caractérise les bâtiments de la 4^e catégorie, dont l'application est demandée, n'existe donc pas en l'espèce et en raison des locaux d'habitation qu'elle renferme, cette construction ne peut être taxée qu'en 3^e catégorie.

Pour ces motifs, je vous propose, Messieurs, de m'autoriser à défendre à l'action engagée par M. Meyret devant le Conseil de Préfecture du Rhône.

Lyon, le 30 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Sur la proposition de M. CHAT, rapporteur de la Commission spéciale, le Conseil autorise l'Administration à défendre à l'instance engagée contre la Ville par M. Meyret.

Subvention à la Fédération des Sociétés musicales du Rhône et du Sud-Est, pour l'organisation d'une fête fédérale.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, la Fédération des Sociétés musicales du Rhône et du Sud-Est, qui groupe présentement soixante-dix sociétés, organise pour le dimanche 6 octobre une grande fête fédérale pour la distribution des récompenses aux anciens musiciens.

J'ai l'honneur de vous demander, Messieurs, de vouloir bien accorder à cette association, une subvention de 500 fr., la fête devant attirer à Lyon un grand

nombre de curieux et servir les intérêts du commerce local.

Lyon, le 30 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, nous vous demandons avec d'autant plus d'insistance de voter la subvention de 500 francs proposée par M. le Maire, que les sociétés musicales traversent depuis quelques années une crise périlleuse pour leur existence ; le développement des sociétés sportives, si intéressantes à bien des titres et si dignes de nos encouragements, a incontestablement nui au recrutement et au bon fonctionnement des fanfares et chorales ; aussi, ne devons-nous pas ménager à ces dernières notre appui moral et notre concours financier dans l'intérêt de l'art comme dans celui du commerce, et pour l'agrément de la population.

Le Rapporteur
Laurent CHAT.

(Le Conseil adopte.)

Caisse de retraites des employés de l'Administration municipale. — Réversibilité de pension veuve Lagoutte.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre une demande en réversibilité de pension formée par M^{me} Simon (Maria), veuve de M. Lagoutte (François), ex-retraité de l'Octroi de Lyon, décédé à Fleurieux-sur-l'Arbresle (Rhône), le 23 avril 1907.

M^{me} veuve Lagoutte se trouve dans les conditions prévues par l'article 23 de l'ordonnance du 11 novembre 1842, fixant la pension de la veuve au quart de celle dont jouissait le mari.

M. Lagoutte était titulaire d'une pension de 758 francs ; celle à attribuer à M^{me} veuve Lagoutte sera donc égale à 758 fr. : 4 = 189 fr. 50.

C'est donc à la somme de 189 francs (centimes négligés), que je vous propose, Messieurs, de liquider la pension de retraite à accorder à M^{me} veuve Lagoutte.

Les arrérages en seront prélevés, conformément à l'article 1^{er} du décret du 1^{er} décembre 1906, sur les fonds de la Caisse de retraites des employés de l'Administration municipale et prendront cours à partir du 24 avril 1907, lendemain du décès de M. Lagoutte.

Lyon, le 31 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Le Conseil, sur la proposition de M. CHAT, rapporteur de la Commission spéciale, fixe au chiffre de 189 francs, la portion de pension de retraite réversible en faveur de M^{me} veuve Lagoutte.

Hospices civils de Lyon. — Action judiciaire contre M. Galland. — Remboursement de frais d'hospitalisation.**RAPPORT DE M. LE MAIRE.**

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre une délibération en date du 3 juillet 1907, par laquelle le Conseil général d'administration des Hospices civils de Lyon, sollicite l'autorisation d'actionner en justice M. Galland, entrepreneur de transports à Lyon, aux fins d'obtenir le remboursement de la somme de 1,270 francs due par ledit pour frais de traitement à l'Hôtel-Dieu de son ouvrier Lange (Ernest).

Je vous prie, Messieurs, de vouloir bien émettre votre avis sur la suite à donner à cette délibération.

Lyon, le 1^{er} août 1907.

Le Maire de Lyon,

Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION SPÉCIALE.

Messieurs, M. Lange (Ernest), ouvrier au service de M. Galland, entrepreneur de transports, rue Saint-Michel, 50, à Lyon, a été victime d'un accident du travail contracté au service de son patron; il a été reçu à l'Hôtel-Dieu le 31 mars 1906 et en est sorti le 16 mars 1907. Il est donc dû aux Hospices 1,225 francs pour les 350 journées de séjour à 3 fr. 50 l'une, plus 45 francs pour fourniture d'un appareil orthopédique, 1,270 francs au total. Les tentatives faites auprès de M. Galland pour obtenir cette somme n'ayant pas abouti, votre Commission spéciale vous propose d'autoriser le Conseil général d'administration des Hospices de Lyon à actionner en justice M. Galland, pour obtenir le remboursement de ladite somme de 1,270 francs.

Le Rapporteur,

Laurent CHAT.

(Adopté.)

Tribunal de Commerce. — Revision de la liste électorale consulaire. — Délégués du Conseil municipal.**RAPPORT DE M. LE MAIRE.**

Messieurs, aux termes de l'article 3 de la loi du 8 décembre 1883, la liste des électeurs du ressort de chacun des Tribunaux de Commerce est dressée annuellement, dans le mois de septembre, par le Maire assisté de deux Conseillers municipaux.

Je vous propose, Messieurs, de vouloir bien, dans votre prochaine séance, désigner les deux Conseillers municipaux qui devront m'être adjoints pour cette opération.

Lyon, le 8 août 1907.

Le Maire de Lyon,

Edouard HERRIOT.

Sur la proposition de M. CHAT, rapporteur de la Commission spéciale, le Conseil désigne MM. Gorjus et Fagot, pour faire partie de la Commission de revision de la liste électorale consulaire.

Subvention à la Chambre des sténographes et dactylographes commerciaux, pour l'envoi d'un délégué à un congrès.**RAPPORT DE M. LE MAIRE.**

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre une demande par laquelle la Chambre syndicale des sténographes et dactylographes commerciaux sollicite de la Ville une subvention pour l'envoi d'un délégué à un congrès corporatif, qui doit avoir lieu à Limoges, du 14 au 17 août 1907.

Je vous propose, Messieurs, d'accueillir favorablement cette demande.

Si vous partagez cet avis, la subvention à allouer serait décomptée de la façon suivante, conformément à vos délibérations des 21 novembre 1905 et 30 janvier 1906 :

Chemin de fer 3 ^e classe, aller et retour.....	Fr. 31 95
Congrès, 4 journées, voyages	
2 journées, soit 6 journées à 8 fr..	48 »
Total.....	Fr. 79 95

Le montant de cette subvention serait prélevé sur le crédit inscrit au budget de l'exercice courant sous le titre : « Dépenses imprévues ».

Lyon, le 12 août 1907.

Le Maire de Lyon,

Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, votre Commission générale vous propose d'autoriser l'Administration à prélever une somme de 79 fr. 95 sur le crédit inscrit au budget de l'exercice courant, sous le titre : « Dépenses imprévues », pour la Chambre syndicale des sténographes et dactylographes commerciaux de Lyon et à raison de l'envoi d'un délégué au Congrès de 1907, à Limoges.

Le Rapporteur,

Laurent CHAT.

(Ces conclusions sont adoptées.)

Caisse de retraites des employés de l'Administration municipale. — Réversibilité de pension veuve Patel.**RAPPORT DE M. LE MAIRE.**

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre une demande en liquidation de pension, avec réversibilité sur sa tête, formée par M^{me} Lentillon (Elisa), veuve de M. Patel (Jean-Louis), ex-employé à la Mairie du 3^e arrondissement, décédé à Lyon, le 14 juillet 1907.

Entré dans l'Administration municipale le 1^{er} janvier 1881, M. Patel comptait au moment de son décès 26 ans 6 mois et 14 jours de services. Son dernier traitement étant de 2,500 francs, la pension à laquelle il aurait pu prétendre est égale à :

$2,500 \times 26 \text{ a. } 6 \text{ m. } 14 \text{ j.} : 45 = 1,474 \text{ fr. } 36$

M^{me} veuve Patel se trouvant dans les conditions prévues par les articles 19 et 20 du règlement de la Caisse de retraites des employés municipaux peut, par suite, prétendre à la moitié de cette pension, soit

$1,474 \text{ fr. } 36 : 2 = 737 \text{ fr. } 18.$

C'est donc à la somme de 737 francs (centimes négligés) que je vous propose, Messieurs, de liquider la pension de retraite annuelle et viagère à accorder à M^{me} veuve Patel.

Les arrérages en seront prélevés sur les fonds de la Caisse de retraites des employés de l'Administration municipale et prendront cours à partir du 15 juillet 1907, lendemain du décès de M. Patel.

Lyon, le 12 août 1907.

Le Maire de Lyon,

Edouard HERRIOT.

Le Conseil, sur la proposition de M. CHAT, rapporteur, propose au Conseil de liquider à la somme de 737 francs la pension de retraite réversible en faveur de M^{me} veuve Patel.

Caisse de retraites des employés de l'Administration municipale. — Réversibilité de pension veuve Lafoy.**RAPPORT DE M. LE MAIRE.**

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre une demande en réversibilité de pension formée par M^{me} Balbo (Bennoite), veuve de M. Lafoy (Guillaume), ex-retraité de l'Administration municipale, décédé à Lyon, le 31 mai 1907.

M^{me} veuve Lafoy se trouvant dans les conditions prévues par les articles 19 et 20 du règlement de la Caisse de retraites des employés municipaux peut par suite prétendre à la moitié de la pension de 961 francs dont jouissait son mari, soit $961 : 2 = 480 \text{ fr. } 50.$

C'est donc à la somme de 480 francs (centimes négligés) que je vous propose, Messieurs, de liquider la pension de retraite annuelle et viagère à accorder à M^{me} veuve Lafoy.

Les arrérages en seront prélevés sur les fonds de la Caisse de retraites des employés de l'Administration municipale et prendront cours à partir du 1^{er} juin 1907, lendemain du décès de M. Lafoy.

Lyon, le 26 août 1907.

Le Maire de Lyon,

Edouard HERRIOT.

M. CHAT, rapporteur de la Commission spéciale, propose de liquider au

chiffre de 480 francs la portion de pension réversible en faveur de M^{me} veuve Lafoy.

(Ces conclusions sont mises aux voix et adoptées.)

Caisse de retraites des employés de l'Administration municipale. — Réversibilité de pension veuve Hermann.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre une demande de réversibilité de pension formée par M^{me} Laquintaine (Euphrosine), veuve de M. Hermann (Philippe-Henri), ex-retraité de l'Administration municipale, décédé à Lyon, le 11 juillet 1907.

M. Hermann était titulaire d'une pension de retraite de 702 francs depuis le 16 mars 1891. M^{me} veuve Hermann peut prétendre, par application des articles 9 et 10 du décret du 19 octobre 1868, en vigueur au moment de la liquidation de la pension de son mari, au tiers de cette somme, soit 702 : 3 = 234 francs.

C'est donc à la somme de 234 francs que je vous propose, Messieurs, de liquider la pension de retraite annuelle et viagère à accorder à M^{me} veuve Hermann.

Les arrérages en seront prélevés sur les fonds de la Caisse de retraites des employés de l'Administration municipale et prendront cours à partir du 12 juillet 1907, lendemain du décès de M. Hermann.

Lyon, le 26 août 1907.

Le Maire de Lyon,

Edouard HERRIOT.

Sur la proposition de M. CHAT, rapporteur de la Commission spéciale, le Conseil liquide au chiffre de 234 francs le montant de la réversibilité de pension à accorder à M^{me} veuve Hermann.

Anciens presbytères de Saint-Eucher, Saint-Nizier, Saint-Martin-d'Ainay et Saint-Joseph. — Demande d'attribution à la ville de Lyon.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, l'application des lois de séparation des Eglises et de l'Etat a rendu libres un certain nombre de presbytères ayant appartenu aux anciennes fabriques.

Il appartient au Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes de leur donner une nouvelle destination.

Il m'a paru que la ville de Lyon, qui paye annuellement plus de 200,000 francs de loyers pour ses écoles, devait solliciter l'attribution de ceux de ces immeubles qui peuvent être affectés à la création ou au transfert d'écoles publiques installées trop à l'étroit dans des locaux en location et qui ne répondent plus aux

besoins scolaires des quartiers dans lesquels elles sont situées.

En conséquence, j'ai l'honneur de vous proposer de solliciter de M. le Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes, l'attribution à la ville de Lyon, des presbytères ci-après, pour être affectés :

1° Le presbytère de Saint-Eucher, rue de Dijon, au transfert de l'école de garçons située au n° 17 de la même rue ;

2° Le presbytère de Saint-Nizier, rue Saint-Nizier, 10, au transfert de l'école de garçons de la rue Paul-Chenavard, 29, et de l'école maternelle de la place Meissonnier ;

3° Le presbytère d'Ainay, rue de l'Abbaye-d'Ainay, au transfert de l'école de garçons de la rue Adélaïde-Perrin, 13 ;

4° Le presbytère de Saint-François, rue Auguste-Comte, à la création d'une école de filles et au transfert de l'école maternelle de la rue des Marronniers.

Lyon, le 2 septembre 1907.

Le Maire de Lyon,

Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, à la date du 23 mai 1907, M. l'Inspecteur d'Académie a adressé à M. le Préfet du Rhône un rapport concernant la possibilité et la nécessité d'affecter, à un service public scolaire certains presbytères de Lyon ayant appartenu aux anciennes fabriques et actuellement placés sous séquestre.

Par une dépêche en date du 18 juillet 1907 M. le Préfet demande à M. le Maire de Lyon de faire connaître d'urgence l'avis du Conseil municipal sur les propositions de M. l'Inspecteur d'Académie afin de pouvoir, suivant les cas, soit inviter M. le Directeur des Domaines à poursuivre la location des immeubles dont il s'agit, soit à surseoir à cette mesure.

M. le Maire, dans le rapport qu'il vous a soumis à la date du 2 septembre 1907, est d'avis de solliciter de M. le Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes, l'attribution à la ville de Lyon des presbytères ci-après :

1° Le presbytère Saint-Eucher, situé rue de Dijon, 30 ; — il se compose d'un rez-de-chaussée occupé, en grande partie, par les dépendances de l'église contiguë, d'un 1^{er} étage, dont la surface et la hauteur permettraient d'installer convenablement deux classes, et d'un 2^e étage servant de logement aux vicaires ; il existe en outre une petite cour à l'Est de la maison et un jardin à l'Ouest. Or, les deux écoles publiques de la rue de Dijon ne sont pas parfaitement installées dans les locaux loués par la Ville, et l'une de ces écoles, celle de filles de préférence, pourrait avantageusement être placée dans le presbytère de Saint-Eucher ;

2° Le presbytère de Saint-Nizier, situé rue Saint-Nizier, 10 ; — c'est une fort belle maison à 4 étages, dont les chambres sont bien éclairées, et dans laquelle on pourrait utilement placer l'école de garçons de la rue Paul-Chenavard et l'école de filles de la place Meissonnier,

trop à l'étroit depuis le développement qu'elles ont pris.

3° Le presbytère d'Ainay, situé rue de l'Abbaye-d'Ainay, 20 ; — la maison est de belle apparence et suffirait certainement pour une école publique de garçons à quatre classes ; elle conviendrait excellemment pour l'école de garçons actuellement installée dans un local loué par la Ville, rue Adélaïde-Perrin, 13 ;

4° Le presbytère de Saint-François, situé rue Auguste-Comte, 11 ; — il serait possible de transférer dans cet immeuble l'école de garçons et l'école maternelle de la rue des Marronniers, et d'y ajouter une école de filles, dont la création s'impose dans cette partie du 2^e arrondissement qui en est dépourvue ; cette opération serait d'autant plus facile qu'au presbytère proprement dit est annexé un autre immeuble dans lequel sont installées deux écoles privées, une pour les garçons et une pour les filles, immeuble qui appartenait également à la fabrique.

Nous sommes persuadés, Messieurs, que l'Etat, qui fait peser sur le budget des villes au-dessus de 100.000 habitants des charges écrasantes pour les dépenses relatives à l'Instruction publique, fera œuvre d'équité en nous accordant l'attribution que nous sollicitons des immeubles susdits ; ils serviront à la création ou au transfert d'écoles publiques, rendus nécessaires par la confiance de jour en jour plus grande manifestée par les familles pour l'Instruction rationnelle si bien répandue par la phalange des dévoués instituteurs et institutrices de la République.

Le Rapporteur,

Laurent CHAT.

(Ces conclusions sont mises aux voix et adoptées.)

Entretien des bâtiments communaux, 4^e série, 6^e lot. — Substitution de M. Brochay à M. Flachat.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, suivant procès-verbal en date du 23 janvier 1906, M. Flachat (Alexandre), demeurant à Lyon, avenue de Saxe, 112, a été déclaré adjudicataire des travaux d'entretien des bâtiments communaux (4^e série, 6^e lot, ameublement).

Or, par une lettre en date du 2 août 1907, M. Flachat fait connaître qu'à partir du 1^{er} août 1907, il a cédé le fonds de commerce qu'il exploitait à Lyon à M. Brochay (Edouard), et il demande que ce dernier lui soit substitué pour la continuation des travaux dont il a été déclaré adjudicataire.

De son côté, M. Brochay par une lettre de même date, sollicite également cette substitution et s'engage à continuer le marché adjugé à M. Flachat, aux mêmes conditions et en y employant le même personnel.

Dans un rapport en date du 8 août 1907, M. l'Architecte en chef expose que M. Brochay est depuis longtemps

déjà le collaborateur de M. Flachat, qu'il offre à ce titre toutes garanties désirables pour l'exécution des travaux précités et qu'en outre les renseignements recueillis sur son compte lui sont nettement favorables. Il émet l'avis que cette demande de substitution peut être acceptée.

Je vous serai obligé, Messieurs, de vouloir bien prendre une délibération au sujet de cette affaire.

Lyon, le 2 septembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, vu l'avis favorable émis par M. l'Architecte en chef et étant donnés les renseignements recueillis sur M. Brochay, nous vous demandons d'autoriser M. le Maire à substituer M. Brochay à M. Flachat pour la continuation du marché d'entretien (4^e série, 6^e lot, tapisserie) dont ce dernier a été chargé en vertu de l'adjudication du 23 janvier 1906.

Le Rapporteur,
Laurent CHAT.

(Adopté.)

Conservatoire de musique. — Rapport de M. l'Inspecteur de l'Enseignement musical.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous communiquer une lettre de M. le Sous-Secrétaire d'Etat aux Beaux-Arts relative au rapport de M. l'Inspecteur de l'Enseignement musical, qui a visité, cette année, le Conservatoire national de musique de Lyon.

Je vous prie, de vouloir bien me donner acte de cette communication.

Lyon, le 4 septembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, le Conseil municipal s'impose des sacrifices importants — bien qu'encore insuffisants — pour subvenir aux frais de gestion et d'enseignement du Conservatoire national de musique et de déclamation, succursale de Lyon. Les délégués du Conseil municipal au sein de cet établissement peuvent se rendre compte de sa marche et ils vous apportent ici l'assurance qu'il est en complet essor; l'honneur de sa prospérité revient à M. Savard, dont la direction ferme, consciencieuse et artistique a permis de relever singulièrement le niveau de l'enseignement et d'obtenir, dans la plupart des classes, des progrès soutenus et des résultats très satisfaisants, qui font également honneur à MM. et MM. les professeurs.

Il nous plaît de constater que le rapport adressé à M. le Sous-Secrétaire

d'Etat des Beaux-Arts par M. l'Inspecteur de l'Enseignement musical confirme nos appréciations, et c'est avec plaisir que nous vous soumettons son avis autorisé :

L'école de Lyon continue à mériter les plus grands éloges. On ne saurait trop louer le zèle, le talent et l'autorité du Directeur, M. Savard. Grâce à lui, discipline, ordre, enseignement, tout est aussi bien qu'on peut le désirer.

Nous ne pouvons que rappeler les appréciations flatteuses de l'année dernière pour les cours d'harmonie, de solfège et de chant. Enseignement très méthodique, donnant des résultats très satisfaisants. Nous en dirons autant des cours de déclamation dramatique et lyrique.

Les classes d'instruments sont en général excellentes. Une mention spéciale pour le piano et le violon. La classe de clarinette et surtout celle de basson sont très sensiblement en progrès.

Mais ce qui à Lyon est très supérieur, ce sont les classes d'ensemble vocal et instrumental. Cette année, elles nous ont paru encore meilleures qu'en 1906. Plus de fond, plus de cohésion, une entente du sens musical plus parfaite et telle qu'on est surpris de la trouver chez de simples élèves.

Vous serez certainement d'avis, Messieurs, de joindre vos félicitations à celles qui viennent d'une personnalité aussi distinguée et aussi particulièrement compétente que M. l'Inspecteur de l'Enseignement musical.

Le Rapporteur,
Laurent CHAT.

(Ces conclusions sont mises aux voix et adoptées.)

Chemin vicinal ordinaire n° 52, « de Monplaisir à Saint-Alban ». — Construction d'une canalisation.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, le chemin de Monplaisir à Saint-Alban est actuellement canalisé au moyen d'une conduite tubulaire en ciment de 0 m. 50 de diamètre intérieur, sur une longueur de 485 mètres entre la grande rue de Monplaisir et l'immeuble n° 22 dudit chemin; au delà de ce dernier point et sur un parcours d'environ 50 mètres, la canalisation consiste simplement en une poterie de 0 m. 30.

Or, au moment des pluies d'orage, la dite poterie de 0 m. 30 devient insuffisante pour assurer l'évacuation des eaux qui, alors, inondent la chaussée et même les trottoirs du chemin de Saint-Alban, pendant un temps plus ou moins long, suivant l'intensité de l'averse, et cela sur une étendue d'environ 200 mètres.

Pour remédier à cette situation, qui a fait l'objet de plusieurs réclamations de la part des habitants du quartier, il suffirait de prolonger, jusqu'à la rue Volney, la canalisation de 0 m. 50 qui s'arrête actuellement au droit de l'immeuble n° 22 et de placer deux gueulards, avec branchements, à l'extrémité de cette nouvelle conduite.

C'est dans ce but que MM. les Agents

voyers ont préparé, conformément d'ailleurs à mes instructions, un projet que j'ai l'honneur de vous soumettre et qui comporte la construction, sur une longueur de 109 mètres, d'une conduite tubulaire en ciment de 0 m. 50 de diamètre intérieur.

D'après le devis estimatif, la dépense est évaluée à la somme de 1,700 francs.

Cette dépense est insignifiante et elle sera facilement compensée par les taxes de remplacement que les riverains seront tenus de payer après l'exécution de la canalisation.

Je vous propose, Messieurs, de vouloir bien approuver ce projet qui vous est soumis et décider que les travaux feront l'objet d'une adjudication publique, conformément à l'article 37 du règlement général sur les chemins vicinaux.

Quant à la somme de 1,700 francs, montant de la dépense, elle pourra être prélevée sur le crédit inscrit au budget de l'exercice courant pour : « Construction d'égouts. »

Lyon, le 31 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Le Conseil, sur la proposition de M. CARLE, rapporteur de la Commission générale, approuve le projet de construction d'une canalisation sous le chemin de Monplaisir à Saint-Alban.

Construction d'un immeuble en saillie sur l'alignement du chemin vicinal ordinaire n° 124, « des Alouettes ». — Pétition Teillon père et fils.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, par une pétition en date du 21 janvier 1907, MM. Teillon père et fils demeurant grande rue de Monplaisir, 66, sollicitent l'autorisation de construire une annexe à la villa qu'ils possèdent indivisément à Lyon, chemin des Alouettes, 27, et d'exhausser d'un étage la maison existante.

Les alignements approuvés par une décision de la Commission départementale en date du 19 décembre 1903, attribuent au chemin des Alouettes une largeur de 12 mètres. Par suite sa largeur au droit de la propriété des pétitionnaires étant de 7 mètres, cette propriété se trouve frappée de reculement par les nouveaux alignements, sur une profondeur de 5 mètres et sur toute l'étendue de sa façade qui est de 20 mètres.

La surface à occuper pour l'élargissement de la voie publique serait donc de 100 mètres carrés.

En raison de l'importance de ce reculement, et suivant une jurisprudence constante du Conseil d'Etat, l'immeuble Teillon père et fils est donc incontestablement exonéré des servitudes de Voirie et les propriétaires peuvent lui faire subir dans la partie en saillie sur l'alignement approuvé toutes les modifications qu'ils jugeront nécessaires.

L'autorisation de construire sur l'alignement actuel de la voie publique ne

saurait leur être refusée qu'en acquérant à l'amiable ou par voie d'expropriation le terrain situé sur l'emprise de l'élargissement projeté.

Dans ces conditions j'ai prié MM. les Agents voyers de négocier avec MM. Teillon l'acquisition de la portion de leur immeuble nécessaire à l'élargissement du chemin des Alouettes au prix maximum de 10,000 francs qui paraît correspondre à une estimation raisonnable, eu égard à la valeur du terrain dans ce quartier.

Dans un rapport en date des 25 et 26 avril 1907, MM. les Agents voyers me font connaître que leurs démarches sont restées sans résultat, MM. Teillon exigeant une indemnité de 16,000 francs pour cession de cette partie de leur immeuble. J'ajoute que les tentatives faites depuis pour amener ces propriétaires à une évaluation plus modérée n'ont pas eu plus de succès; MM. Teillon se sont montrés d'une intransigeance absolue dans leurs prétentions.

L'importance du chemin des Alouettes n'est pas considérable au point de vue de la viabilité, et d'autre part, étant donné que les immeubles contigus à celui des pétitionnaires, font une saillie égale sur l'alignement du dit chemin, l'élargissement réalisé au droit de la propriété Teillon n'apporterait aucune amélioration immédiate à la voie publique.

Pour ces raisons, j'ai l'honneur de vous proposer, Messieurs, de vouloir bien décider qu'il y a lieu d'autoriser purement et simplement MM. Teillon père et fils aux fins de leur demande.

Lyon, le 2 septembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

M. CARLE, rapporteur de la Commission générale, propose au Conseil d'autoriser MM. Teillon père et fils à exhausser l'immeuble qu'ils possèdent chemin des Alouettes, 27, en saillie sur l'alignement de cette voie publique.

(Ces conclusions, mises aux voix, sont adoptées.)

Abandon par la Ville, à l'Etat, de la nue-propriété de l'immeuble des Recluses. — Modification au texte primitif de la convention.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, par une délibération en date du 24 décembre 1906, vous avez autorisé l'Administration municipale à passer avec l'Etat la convention définitive en vue de l'abandon par la Ville de la nue-propriété de l'immeuble des Recluses.

Aux termes de cette convention, le Département de la Guerre devait, avec le produit de la vente des terrains et des bâtiments faisant l'objet dudit abandon, faire construire sur l'esplanade de l'ancien fort de la Vitriolerie, de nouveaux bâtiments destinés à la justice militaire.

Or, par une lettre du 20 juin 1907, M.

le Chef du Génie explique qu'il est très probable que l'adoption du projet de loi sur la suppression des Conseils de guerre rendra ces constructions inutiles et qu'au surplus M. le Ministre de la Guerre, avant d'approuver la convention précitée, vient de l'inviter à la modifier en stipulant que le produit de la vente dudit immeuble pourrait être employé, le cas échéant, à la construction dans la place de Lyon de casernements neufs ou à l'amélioration de casernements existants.

M. le Chef du Génie s'est conformé à ces instructions en ajoutant au dit acte, dans la partie concernant les conditions de l'abandon, le paragraphe suivant :

« Toutefois, dans le cas où le vote de la loi sur les Conseils de guerre, actuellement soumise au Parlement, rendrait ces nouvelles constructions inutiles, le produit de cette vente pourrait être employé par le Département de la Guerre à la construction dans la place de Lyon de casernements neufs ou à l'amélioration des casernements existants ».

Ce changement éventuel d'affectation de fonds ne paraissant présenter aucun inconvénient au point de vue des intérêts de la Ville, j'ai l'honneur de vous proposer, Messieurs, de vouloir bien accepter la modification indiquée par M. le Chef du Génie.

Lyon, le 31 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Sur la proposition de M. RIVIÈRE, rapporteur de la Commission générale, le Conseil approuve la modification demandée par M. le Chef du génie au texte de la convention passée avec l'Etat en vue de l'abandon par la Ville de la nue-propriété de l'immeuble des Recluses.

Instance engagée contre la Ville par M. Berthet, propriétaire d'un immeuble, quai de Bondy, 21.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, par un mémoire déposé au greffe du Conseil de Préfecture du Rhône le 4 juin 1907, M. Berthet, propriétaire d'un immeuble situé quai de Bondy, 21, réclame à la Ville une indemnité de 8,000 francs, plus les intérêts de droit pour réparation du préjudice qu'il prétend avoir été causé audit immeuble par les travaux d'exhaussement exécutés sur le quai de Bondy.

Dans un rapport que j'ai l'honneur de placer sous vos yeux, M. le Directeur de la Voirie expose les raisons pour lesquelles il y a lieu de résister aux prétentions du demandeur, attendu que la nouvelle situation des lieux, créée par les travaux de transformation exécutés dans le quartier Saint-Paul, a procuré des avantages notables à tous les points de vue aux divers commerçants, ainsi qu'aux propriétaires, dont les immeubles

acquerront rapidement une plus-value importante.

En conséquence, je vous propose, Messieurs, de vouloir bien m'autoriser à défendre à l'instance engagée contre la Ville par M. Berthet.

Je vous propose, en outre, de m'autoriser également à accomplir les formalités prévues par la loi du 16 septembre 1807, pour obtenir de M. Berthet, le paiement d'une redevance annuelle correspondant à la plus-value apportée à son immeuble par suite de l'exécution des travaux d'amélioration du quartier Saint-Paul.

Lyon, le 19 août 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Au nom de la Commission générale, M. RIVIÈRE, rapporteur, propose d'autoriser l'Administration municipale :

1° A défendre à l'instance engagée contre la ville de Lyon par M. Berthet; 2° A exiger de ce propriétaire une redevance annuelle, conformément aux dispositions de la loi du 16 septembre 1807.

(Le Conseil adopte.)

Exhaussement de diverses voies publiques dans le quartier Saint-Paul. — Instance Desthieux et Dalmas. — Arrêté du Conseil de Préfecture.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, par deux arrêtés en date du 21 juin 1907, le Conseil de Préfecture du Rhône, statuant sur les actions en dommages-intérêts engagées contre la ville de Lyon par les sieurs Desthieux et Dalmas, locataires des immeubles place du Petit-Change, 2, et quai de Bondy, n° 23, à la suite de travaux d'exhaussement exécutés sur diverses voies du quartier Saint-Paul, a condamné la Ville à payer les indemnités suivantes, avec les intérêts de droit à compter du jour de la demande :

A M. Desthieux.....	Fr. 20.300	»
A M. Dalmas.....	3.800	»
Intérêts, environ.....	640	»
Ensemble....	Fr. 24.740	»

La Ville devant, en outre, aux termes des mêmes arrêtés, supporter une partie des dépens et des frais d'expertise, il convient d'ajouter à cette somme les frais suivants :

1° Honoraires pour plaidoiries et part de dépens, environ.....	Fr. 835	30
2° Frais d'expertise :		
Affaire Desthieux, 2541 95 × 3 : 4 =	1.906	46
Affaire Dalmas, 888 15 × 4 : 5 =	710	52
Total.....	Fr. 28.192	28

soit en chiffres ronds la somme de 28,200 francs.

Conformément à l'avis émis par la

Commission du Contentieux, j'ai l'honneur de vous proposer, Messieurs, de vouloir bien m'autoriser à faire effectuer le paiement des sommes mises à la charge de la Ville.

Quant à la somme de 28,200 francs, montant de la dépense, elle pourra être prélevée sur le crédit de 60,000 francs inscrit au budget supplémentaire de l'exercice courant pour : « Indemnités et frais d'instances pour exhaussement de diverses voies publiques du quartier Saint-Paul. »

Lyon, le 2 septembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

M. RIVIÈRE, rapporteur de la Commission générale, propose au Conseil d'autoriser M. le Maire à faire effectuer le paiement des sommes mises à la charge de la Ville par les deux arrêtés du Conseil de Préfecture du Rhône, en date du 21 juin 1907.

M. RENARD : Je crois que le Conseil municipal aurait tort d'accepter le jugement que vient de rendre le Conseil de Préfecture, concernant l'indemnité accordée à M. Desthieux.

Si un préjudice pouvait être causé à quelqu'un du fait de la transformation de ce quartier, c'était à un commerçant qui, installé sur une rue large, aurait vu cette rue devenir étroite, et non pas à quelqu'un qui, installé dans une rue étroite, l'a vu transformer en une rue beaucoup plus large.

Or, M. Desthieux est dans ce dernier cas. Auparavant, antérieurement aux améliorations de voirie apportées dans ce quartier, le café qu'il exploite se trouvait dans une rue si étroite que l'on pouvait toucher la main, de chez lui, à son voisin d'en face ; aujourd'hui, cette rue a une largeur de plus de 12 mètres. Croyez-vous que l'élargissement de cette voie ait pu causer un préjudice quelconque à ce débitant ? Non, Messieurs, et la preuve, c'est que, si on mettait en regard du prix payé par M. Desthieux, lors de l'achat de son café, celui qu'il a vendu dernièrement, on se rendrait compte que ce fonds a augmenté de valeur dans une grande proportion.

Je crois donc que nous ne devrions pas nous incliner devant la décision du Conseil de Préfecture. Le Conseil municipal devrait poursuivre l'affaire devant le Conseil d'Etat. Il est inadmissible que lorsqu'un commerçant a retiré un bénéfice d'une amélioration de voirie, exécutée par la Ville, il soit indemnisé pour cela.

M. RIVIÈRE, rapporteur : Messieurs, je comprends fort bien les arguments que vient de nous présenter notre collègue, M. Renard, et je suis tout à fait d'accord avec lui lorsqu'il dit que l'indemnité à laquelle nous sommes condamnés est injustifiée, mais l'arrêté du Conseil de Préfecture a été rendu — M. Renard le sait bien, puisque tout à l'heure je lui ai communiqué le dossier — l'arrêté du Conseil de Préfecture a été rendu, dis-je, sur l'avis de trois

experts : un, choisi par le demandeur, un autre par la Ville et un troisième par le Conseil de Préfecture.

Si M. Renard a eu, comme je le crois, le temps d'examiner le dossier, il a pu voir que l'expert de M. Desthieux concluait au paiement d'une indemnité de 60,000 francs, celui de la Ville à une indemnité de 19,000 et quelques centaines de francs, et, enfin, l'expert du Conseil de Préfecture s'est prononcé pour une indemnité de 20,300 francs.

C'est ce chiffre qui a été adopté par le Conseil de Préfecture et au paiement duquel la Ville a été condamnée par l'arrêté du 21 juin 1907.

M. Renard pense que l'Administration devrait poursuivre l'affaire devant le Conseil d'Etat. Mais à quoi bon ? Le Conseil d'Etat, évidemment et nécessairement, confirmerait l'arrêté du Conseil de Préfecture rendu sur les conclusions des trois experts. Nous sommes en présence d'une question de fait : les experts se sont-ils trompés ? Ont-ils augmenté d'une façon effective les dommages-intérêts dus à M. Desthieux ? C'est possible, mais deux d'entre eux ont émis un avis presque semblable et le Conseil de Préfecture n'a pu qu'adopter celui du troisième expert désigné par lui. Cet avis sera vraisemblablement adopté aussi par le Conseil d'Etat, à moins que vous n'obteniez une nouvelle expertise ; mais de cela je doute fort.

M. RENARD : Il est inutile d'aller en pourvoi devant le Conseil d'Etat s'il ne doit que ratifier le jugement rendu par le Conseil de Préfecture, c'est entendu. Mais il est notoire que l'établissement du demandeur a gagné par suite de la transformation du quartier. Pourquoi, dans ces conditions, voulez-vous que le Conseil d'Etat juge comme le Conseil de Préfecture ?

M. LE MAIRE : Nous sommes tous d'accord en ce qui concerne l'abus qui consiste à faire payer par la Ville des indemnités en suite de travaux de voirie, qui, loin de léser les demandeurs, leur ont, au contraire, incontestablement profité.

J'ai rappelé l'autre jour en Commission générale — et je rappelle encore aujourd'hui — ce qui s'est passé lors de l'ouverture du pont de l'Université. Nous avons dû payer des indemnités par suite de l'exhaussement de la chaussée, à des commerçants qui, très nettement, très visiblement, au vu et au su de tout le monde, avaient bénéficié, dans des proportions considérables, de l'ouverture de ce pont.

Seulement, Monsieur Renard, voici le point sur lequel j'attire votre attention et la raison qui me fait partager l'opinion de M. le Rapporteur.

Quelque intérêt que puisse montrer le Conseil d'Etat pour cette question, vous n'obtiendrez pas de lui un jugement plus favorable que celui rendu par le Conseil de Préfecture. N'oubliez pas, Monsieur Renard, qu'en pareille matière le Conseil de Préfecture est un défenseur des intérêts de la Ville, beaucoup plus vigoureux et plus sagace que le Conseil d'Etat. Nous en avons déjà fait l'expé-

rience. Le Conseil de Préfecture, siégeant dans la ville qui défend devant lui ses intérêts, est plus apte à les comprendre que le Conseil d'Etat. L'expérience nous a montré que les décisions du Conseil de Préfecture étaient généralement des décisions à minima, tandis que celles du Conseil d'Etat nous étaient généralement bien plus défavorables.

Ce qu'il faut demander et inscrire dans nos programmes législatifs, c'est la revision de cette jurisprudence et de la loi sur les expropriations. D'ailleurs, depuis que j'ai eu l'occasion de vous entretenir de cette question, j'ai retrouvé, par hasard, un projet de loi que je recommande à l'attention de nos Députés et Sénateurs, et qui porte la signature de trois Présidents de la République, MM. Carnot, Loubet et Fallières. Ce projet, fort bien fait, demande la revision de la fameuse loi de 1841 sur les expropriations, qui est véritablement scandaleuse, que beaucoup de pays ne connaissent pas et qui nous expose, en France, à de graves inconvénients lorsque nous voulons faire exécuter des travaux de voirie.

C'est dans ce sens qu'il faut diriger nos efforts, et pour l'instant ce que je demande au Conseil de retenir de cette affaire, c'est la nécessité d'obtenir la revision de la loi scandaleuse, anti-républicaine, oligarchique sur les expropriations.

M. PIC : Je serais plutôt, pour ma part, de l'avis émis par M. Renard. Il me semble qu'il y aurait intérêt à aller devant le Conseil d'Etat, qui n'est pas une juridiction de cassation, et qui peut statuer sur le fond de la question. Il pourrait examiner les faits et ordonner une nouvelle expertise, qui nous serait peut-être moins défavorable. Pourquoi ne point essayer ?

M. le Maire nous propose de protester contre la loi sur les expropriations ; s'il s'agissait d'un simple dommage causé à un propriétaire par une amélioration de voirie, cela serait le cas. Mais il existe précisément une loi, datée de 1807, qui permet de tenir compte des plus-values apportées à un immeuble par une opération de ce genre. Il faut nous en servir.

M. LE MAIRE : Mon cher collègue, cette loi de 1807, nous l'invoquons constamment, et notamment dans l'espèce actuelle, nous l'avons mise en avant.

M. RIVIÈRE, rapporteur : La loi de 1807 permet d'opposer aux demandes de dommages-intérêts formées en suite de l'exécution de travaux publics, les plus-values qui résultent de l'exécution de ces travaux. Toutes les fois qu'il y a semblable débat devant le Conseil de Préfecture, la Ville oppose cette question de plus-value.

Mais voici des chiffres sur lesquels je vous demande de réfléchir : l'expert du demandeur avait demandé 60,000 francs.

M. RENARD : 80,000 francs.

M. RIVIÈRE, rapporteur : L'expert désigné par M. Desthieux avait conclu à un dommage qu'il évaluait à un peu plus

de 64,000 francs. M. Desthieux lui-même demandait 80,000 francs.

M. LE MAIRE : C'est de l'extravagance !

M. RIVIÈRE, rapporteur : L'expert de la Ville estimait à 19,145 fr. le préjudice causé à ce riverain, auquel — j'insiste sur ce point — aucune offre n'a été faite, de la part de l'Administration municipale, avant l'expertise; enfin, le tiers expert nommé par le Conseil de Préfecture a fixé à 20,300 francs le montant de l'indemnité à payer par la Ville.

M. FALCONNIER : Et la plus-value acquise par le fonds ?

M. RIVIÈRE, rapporteur : Considérez le peu d'écart qui existe entre le chiffre indiqué par l'expert de la Ville et celui qui a été fixé par le Conseil de Préfecture.

Quelle attitude pourrions-nous avoir devant le Conseil d'Etat en présence de ce quasi accord ? Je crois que, dans l'es-pèce actuelle, il faut nous résigner. Nous pouvons accompagner notre décision des réclamations dont parlait M. le Maire, dans les formes des lois de 1841 et de 1807; mais je crains que nous n'allions au devant d'un échec, si nous portons l'affaire devant le Conseil d'Etat. C'est pourquoi j'insiste pour que le Conseil municipal adopte les conclusions de la Commission générale.

M. RENARD : Je veux bien admettre la théorie de M. Rivière; mais depuis l'ouverture de l'instance, il s'est produit un fait nouveau, ignoré du Tribunal : M. Desthieux a vendu son fonds. C'est le chiffre de cette vente qui indique bien la plus-value que le fonds avait acquise.

M. ARNAUD : C'est cela !

M. RENARD : Le prix d'achat du fonds placé sur une rue étroite et celui de la vente par M. Desthieux quand la Ville eut élargi la rue à 12 mètres, sont dans le rapport de 1 à 3.

D'autre part, les experts ont pu se tromper, même l'expert de la Ville.

M. JACQUET : Il faudrait justement invoquer cette circonstance et dire que lorsque les experts se sont prononcés, ils ne connaissaient pas la valeur du fonds et la plus-value qu'il avait retirée de l'élargissement de la rue.

On pourrait donc aller devant le Conseil d'Etat avec cet argument nouveau et peut-être obtiendrions-nous gain de cause.

M. LE MAIRE : Les experts ont pu ignorer ces faits qu'on peut appeler de spéculation, mais j'ai les plus fortes raisons de croire que le Conseil d'Etat n'en tiendra pas compte.

Ce qui me fait hésiter à vous proposer cette solution, c'est précisément ce que vient de dire M. Rivière, c'est le peu d'écart qui existe entre le chiffre indiqué par l'expert de la Ville et celui qui

est fixé par la décision du Conseil de Préfecture.

Si le Conseil municipal le désire, je renverrai la question devant la Commission du Contentieux, mais il faudrait alors présenter des conclusions très fermes. Rappelez-vous ce qui s'est passé lorsque nous avons envoyé à Paris l'affaire des Eaux; nous ne pouvons espérer, dans une affaire dont tous les éléments sont locaux, obtenir du Conseil d'Etat une décision plus favorable que celle du Conseil de Préfecture.

M. GODART, adjoint : La Commission du Contentieux, appelée à statuer à cet égard, a dit qu'il n'y avait pas lieu de continuer l'instance. Elle a déclaré également que des offres devaient être faites aux intéressés avant expertise, de façon à mettre à la charge des demandeurs la plus grande partie des frais.

M. RIVIÈRE, rapporteur : Le demandeur sollicitait une indemnité de 80,000 fr., chiffre manifestement exagéré puisque le Conseil de Préfecture ne lui accorde que 20,300 francs. Si, par hasard, la Ville, se rendant compte du dommage causé, avait fait une offre avant la désignation des experts, le montant de cette offre aurait été mis en regard de l'indemnité demandée; il n'y avait pas de comparaison possible, et le demandeur aurait été condamné aux 4/5 des frais alors que la Ville en supporte aujourd'hui les 3/4.

A mon avis, il serait sage, dans des circonstances semblables, de faire, comme en matière d'expropriation, des offres aux intéressés avant expertise. A la fin de l'année, on aurait réalisé ainsi une économie importante sur les frais d'instance.

M. LE MAIRE : Les conclusions du rapport de la Commission générale tendent à admettre la décision du Conseil de Préfecture. Je mets ces conclusions aux voix. Que ceux qui sont d'avis de les adopter veuillent bien le manifester en levant la main.

(Le Conseil adopte.)

Hospices Civils de Lyon. — Legs M^{me} Mourier.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre, avec les pièces s'y rapportant, une délibération en date du 3 juillet 1907, par laquelle le Conseil général d'administration des Hospices civils de Lyon sollicite l'autorisation d'accepter définitivement et sous bénéfice d'inventaire, aux clauses et conditions imposées, le legs fait à ces établissements par M^{me} Mourier née Bertholon suivant testament olographe du 20 décembre 1904.

Je vous prie, Messieurs, de vouloir bien émettre votre avis sur la suite à donner à cette délibération.

Lyon, le 1^{er} août 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION SPÉCIALE.

Messieurs, l'Administration des Hospices nous demande l'autorisation d'accepter sous bénéfice d'inventaire le legs testamentaire fait à ceux-ci, sous conditions spéciales, par M^{me} Mourier et qui s'élève approximativement à la somme de 166,000 francs.

Nous vous proposons, Messieurs, de donner cette autorisation.

Le Rapporteur,
V. FAGOT.

M. FAGOT, rapporteur : Je désirerais un renseignement au sujet de ce legs ait sous la condition que l'immeuble à construire devra être élevé au premier étage un an après le décès de la testatrice. Est-ce que cette clause expresse pourra être remplie ?

M. RIVIÈRE : Les Hospices civils de Lyon ont accepté le legs universel qui leur a été fait par M^{me} Mourier, à condition qu'ils construiraient à Givors un asile pour les vieillards et que cette construction atteindrait la hauteur du premier étage avant la fin de la première année qui suivrait le décès. L'Administration hospitalière a pris toutes les précautions pour que cette condition soit exécutée, et je puis dire que jeudi dernier, les travaux avaient d'ores et déjà atteint le premier étage. Or, le délai d'un an n'expire que le 24 décembre prochain.

M. MARRO : Et si le Conseil municipal refusait l'acceptation de ce legs, les Hospices auraient quand même fait une dépense considérable.

M. RIVIÈRE : On ne demande au Conseil municipal qu'un avis, et — permettez-moi de vous le dire — il serait possible de passer outre si un avis défavorable était émis par le Conseil municipal.

D'après la loi de 1901 sur les dons et legs aux établissements hospitaliers, les Hospices civils de Lyon ont le droit d'accepter provisoirement les libéralités qui leur sont faites.

M. LE MAIRE : Messieurs, je mets aux voix les conclusions présentées par M. Fagot et qui tendent à donner un avis favorable à la délibération par laquelle le Conseil d'administration des Hospices a accepté le legs fait à ces établissements par M^{me} Mourier.

(Avis favorable est émis.)

Taxes de remplacement en 1903, 1904 et 1905. — Admission en non-valeur de cotes irrécouvrables.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre divers états de cotes irrécouvrables sur taxes de remplacement des années 1903, 1904 et 1905, présentés par M. le Percepteur de Lyon, 10^e Division, pour l'apurement des comptes de la gestion de son prédécesseur, M. Sarlat, appelé à d'autres fonctions.

Le montant de ces états est de :

Taxe sur les constructions neuves.....Fr.	9.469 29
Taxe sur la propriété bâtie	839 14
Taxe sur la propriété non bâtie.....	8 40
Taxe sur l'habitation.....	704 70
Taxe sur les locaux commerciaux.....	64 08
Taxe sur les débits de boissons.....	871 27
Taxe sur l'entretien des constructions.....	338 40
Total.....Fr.	12.295 28

Je vous propose, Messieurs, de vouloir bien admettre cette somme en non-valeur, ainsi que celle de 26 fr. 45 à laquelle se sont élevés les frais de poursuites exercées infructueusement pour le recouvrement de ces cotes.

Lyon, le 13 août 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION SPÉCIALE.

Messieurs, l'Administration nous soumet un rapport au sujet des taxes de remplacement irrécouvrables des années 1903, 1904 et 1905, présentées par M. le Percepteur de la 10^e division pour l'apurement des comptes de son prédécesseur M. Sarlat.

Ce compte qui se monte à la somme totale de 12,295 fr. 28 plus 26 fr. 45 de frais de poursuites offre cette particularité bizarre que la plus grosse partie de cette perte pour le budget, soit 9,469 fr. 29 c. provient des taxes sur les constructions neuves, qui ne semblent pas à première vue, être susceptibles de pareil déchet.

Sous le bénéfice de cette observation, je vous propose, Messieurs, d'approuver le rapport de l'Administration.

Le Rapporteur,
V. FAGOT.

(Adopté.)

Ecole professionnelle d'horlogerie de Lyon. — Bourses municipales en 1907-1908.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, trois bourses sont vacantes à l'Ecole professionnelle d'horlogerie.

Onze candidats se sont présentés à l'examen d'admission à ces bourses municipales.

J'ai l'honneur de vous soumettre les dossiers des cinq premiers, qui ont obtenu à peu près le même nombre de points. Ces dossiers contiennent également des renseignements sur la situation de fortune et la moralité des parents.

Il vous appartient, Messieurs, de classer les candidats dans l'ordre de mérite et de désigner les bénéficiaires des trois bourses actuellement vacantes.

Le règlement permet l'attribution de demi-bourses.

Lyon, le 14 août 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, il s'agit de la répartition des bourses accordées ordinairement à l'Ecole professionnelle d'horlogerie de la rue Duguesclin.

A ce propos, je tiens à répéter ce que j'ai déjà dit en Commission — sans aucun parti pris contre l'école ou son directeur que je ne connais pas — que cette école, qui paraît ne vivre que de ses boursiers, ne nous semble pas répondre à un besoin de l'industrie locale, et que si l'Administration voulait bien étudier à fond la question, elle pourrait peut-être nous présenter un emploi plus profitable des fonds affectés à cette subvention.

Ceci dit sans conclusion immédiate, je vous propose, Messieurs, d'accorder sur les trois bourses vacantes une bourse entière aux nommés Arbarette et Schmitt, et une demi-bourse aux nommés Berrod et Virando, qui nous paraissent remplir les conditions d'avancement et de situation requises.

Le Rapporteur,
V. FAGOT.

M. LE MAIRE : Je peux dire que jusqu'à ce jour l'Administration municipale n'a reçu que de bons renseignements sur cette Ecole professionnelle, qui rend de réels services, ainsi qu'on peut s'en rendre compte par l'état qui m'a été communiqué et que je tiens à votre disposition. Cet état comprend la liste des jeunes gens sortis de l'école et le montant de leurs salaires.

M. FAGOT, rapporteur : L'horlogerie n'est pas une industrie lyonnaise et il semble étrange qu'une industrie qui ne s'exerce à Lyon que sous forme de réparations, motive l'existence d'une école spéciale.

M. LE MAIRE : L'horlogerie n'est peut-être pas, en effet, une industrie locale ; mais on n'en consomme pas moins à Lyon une grande quantité de montres, d'horloges et de pendules. Nous avons pensé qu'il y avait là une initiative intelligente, qui méritait d'être secondée par l'Administration municipale, toujours prête à encourager toutes les œuvres intéressantes.

Messieurs, je mets aux voix, les conclusions du rapport de la Commission générale.

(Adopté.)

Annexe du groupe scolaire, rue Bossuet, 87. — Renouvellement des baux.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre un projet de renouvellement des baux de l'annexe de l'Ecole de filles et de l'Ecole maternelle rue Bossuet, 87.

Ce projet comporte la location des mêmes locaux que ceux déjà occupés par ces Ecoles, pour une durée de neuf années, à partir du 24 décembre prochain, avec faculté réciproque de dédire pour les troisième et sixième années.

Le prix du bail reste fixé à la somme de 3,800 francs.

A l'occasion de ce renouvellement, la propriétaire fera réparer les planchers de l'Ecole maternelle.

Je vous propose, Messieurs, de vouloir bien approuver ce projet de contrat.

Lyon, le 26 août 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION SPÉCIALE.

Messieurs, l'Administration nous propose le renouvellement des baux de l'annexe de l'école de filles et de l'école maternelle de la rue Bossuet, 87, pour une durée de six années et au même prix de 3,800 francs, la réparation du plancher devant être effectuée par la propriétaire.

Nous vous proposons, Messieurs, d'approuver ces conclusions.

Le Rapporteur,
V. FAGOT.

(Adopté.)

Hospices civils de Lyon. — Vente aux enchères publiques d'une parcelle de terrain dépendant de la masse n° 151, aux Brotteaux.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, par une délibération du 19 juin 1907, le Conseil général d'administration des Hospices civils de Lyon sollicite l'autorisation d'aliéner aux enchères publiques, sur la mise à prix de 133 francs par mètre carré, soit au prix total de 107,889 fr. 60, une parcelle de terrain d'une superficie de 811 m. 20 d. carrés, située à l'angle de l'avenue du Parc et de la rue Vendôme, et dépendant de la masse n° 151, aux Brotteaux.

En exécution d'un arrêté de M. le Préfet du Rhône, en date du 10 juillet 1907, ce projet de vente a été soumis à une enquête, qui a été faite à la Mairie du 6^e arrondissement, du 29 juillet au 6 août 1907 inclusivement et au cours de laquelle aucune observation n'a été produite.

De son côté, M. le Commissaire enquêteur a émis un avis favorable au projet d'aliénation dont il s'agit.

Conformément aux prescriptions de l'article 10 de la loi du 7 août 1851, il vous appartient, Messieurs de donner votre avis au sujet de cette affaire.

Lyon, le 27 août 1907,

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, l'Administration des Hospices nous demande l'autorisation de vendre aux enchères une partie de la masse 151, aux Brotteaux, qui fait l'angle de l'avenue du Parc et de la rue Vendôme et dont la superficie est de 811 mètres, au prix initial de 133 francs le mètre.

Nous vous proposons, Messieurs, d'accorder l'autorisation demandée.

Le Rapporteur,
V. FAGOT.

(Adopté.)

Subvention au Syndicat des aides-pharmaciens de Lyon pour l'organisation d'un Congrès.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre une demande par laquelle le syndicat des aides-pharmaciens de Lyon sollicite de la Ville une subvention destinée à le défrayer d'une partie des frais que lui occasionnera un congrès corporatif devant avoir lieu prochainement à Lyon.

En 1903, à l'occasion d'un précédent congrès, ce syndicat avait obtenu du Conseil général une subvention de 200 fr. Après examen de ladite demande, je vous propose, Messieurs, de vous intéresser à votre tour à l'organisation du congrès projeté, en allouant au syndicat des aides-pharmaciens une subvention de 100 fr.

Si vous partagez cet avis, cette subvention serait prélevée sur le crédit inscrit au budget de l'exercice courant pour : « Dépenses imprévues ».

Lyon, le 2 août 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, au nom de votre Commission générale, je vous propose d'accorder au Syndicat des aides-pharmaciens la subvention qu'il sollicite pour l'organisation d'un Congrès, soit la somme de 100 francs qui sera prélevée sur l'article du budget : « Dépenses imprévues. »

Le Rapporteur,
BARBERO.

(Adopté.)

Hospices civils de Lyon. — Acquisition de la propriété des mariés Tisseur, à Villeurbanne.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, par une délibération du 22 mai 1907, le Conseil général d'administration des Hospices civils de Lyon a sollicité :

1° L'autorisation d'acquérir au prix de 68,544 francs, une propriété d'une superficie de 8,568 mètres carrés, située à Villeurbanne, entre l'avenue Piaton et les rues Charles-Lyonnet, du Niger et Louis-Guérin, et appartenant aux mariés Tisseur ;

2° L'ouverture au budget de l'exercice courant (dépenses extraordinaires) d'un crédit de 80,000 francs nécessaire au paiement de la dépense; comprenant le

prix d'acquisition de ladite propriété et les frais et honoraires afférents aux actes à intervenir.

En exécution d'un arrêté de M. le Préfet du Rhône, en date du 15 juin 1907, ce projet d'acquisition a été soumis à une enquête, qui a eu lieu à la mairie de Villeurbanne, du 17 au 25 juillet 1907 inclusivement et au cours de laquelle aucune observation n'a été produite.

Conformément aux prescriptions de l'article 10 de la loi du 7 août 1851, il vous appartient, Messieurs, de donner votre avis au sujet de cette affaire.

Lyon, le 13 août 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Au nom de la Commission générale, M. BARBERO, rapporteur, propose un avis favorable à la demande contenue dans la délibération prise le 22 mai 1907 par le Conseil d'administration des Hospices.

(Avis favorable est émis.)

Subvention à la Société « Lyon Nautique ».

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, en m'adressant, à la date du 31 juillet dernier, une demande d'autorisation pour l'organisation d'un concours de natation sur la Saône, la Société « Lyon-Nautique » sollicitait également une subvention destinée à être distribuée comme récompense aux lauréats.

Comme témoignage de l'intérêt porté par la Municipalité à une entreprise dont les résultats ont été très satisfaisants, j'ai l'honneur de vous proposer de vouloir bien accorder à la dite Société une subvention de 200 francs qui pourra être prélevée sur les crédits inscrits au budget de l'exercice courant, sous la rubrique : « Dépenses imprévues ».

Lyon, le 12 septembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, au nom de votre Commission générale et conformément à l'avis de l'Administration, je vous propose d'accorder à la Société « Lyon Nautique » une subvention de 200 francs et cela pour encourager le sport de la natation.

Le Rapporteur,
BARBERO.

(Adopté.)

Subvention à la Chambre syndicale des ouvriers en voitures de Lyon, pour l'organisation d'un Congrès.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre une demande par laquelle la

Chambre syndicale des ouvriers en voitures de Lyon sollicite de la Ville une subvention destinée à la défrayer d'une partie des dépenses que lui occasionnera l'organisation d'un congrès, qui doit avoir lieu à Lyon, le 7 octobre et jours suivants.

Après examen de cette demande, je vous propose, Messieurs, d'allouer à la dite Chambre syndicale une subvention de 175 fr., qui serait prélevée sur le crédit inscrit au budget de l'exercice courant pour : « Dépenses imprévues ».

Lyon, le 3 août 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Sur la proposition de M. ROUSTANG, rapporteur de la Commission générale, le Conseil alloue à la Chambre syndicale des ouvriers en voitures, une subvention de 175 francs.

Secours annuel à MM. Michal, jardinier et Pernon, faisandier.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre deux rapports dans lesquels M. le Directeur du service des Cultures expose la situation de MM. Michal, jardinier et Pernon, faisandier, et conclut en proposant la mise à la réforme de ces deux agents et en demandant pour eux l'attribution d'un secours annuel.

Les certificats médicaux que vous trouverez ci-joints et qui ont été délivrés aux intéressés par le médecin de l'Administration municipale, justifient les propositions de M. Gérard.

J'ai, en conséquence, prononcé la mise en réforme de ces deux agents, à partir du 1^{er} octobre prochain.

Une fois privés de leur salaire, MM. Michal et Pernon se trouveront dans une situation digne de retenir votre attention.

Cette situation est la suivante :

M. Michal a 62 ans ; il compte plus de 36 ans de services et se trouve dans un état de santé qui lui interdit tout travail. Un secours annuel, qui me semble devoir être fixé à 500 francs, le mettrait à l'abri du besoin.

M. Pernon compte près de 20 ans de services, pendant lesquels il a rempli ses fonctions d'une manière exemplaire. Plusieurs fois il a été blessé en donnant des soins aux animaux du jardin zoologique. Il est âgé de 68 ans, veuf, sans enfant et n'ayant par conséquent personne pour lui venir en aide.

Bien que cet employé n'ait accompli que 20 ans de service, un secours annuel de 450 francs pourrait lui être accordé.

Si tel est votre avis, Messieurs, je vous prie de vouloir bien sanctionner ces deux propositions par une délibération.

Lyon, le 3 septembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Au nom de la Commission spéciale, M. ROUSTANG, rapporteur, propose au Conseil d'approuver les propositions de l'Administration.

(Adopté.)

Caisse de retraites des employés de l'Administration municipale. — Réversibilité de pension veuve Bonnard.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre une demande en réversibilité de pension formée par M^{me} Brunand (Louise-Marthe), veuve de M. Bonnard (Claude), ex-retraité de l'Octroi de Lyon, décédé à Lhuis (Ain), le 8 juillet 1907.

La demande de M^{me} veuve Bonnard étant conforme aux prescriptions édictées par les articles 23 et 24 de l'ordonnance du 11 novembre 1842 réglant la Caisse de retraites de l'Octroi au moment de la liquidation de la pension de son mari, cette dernière peut prétendre au tiers de la somme de 844 francs, montant de la pension annuelle attribuée à M. Bonnard, soit

844 : 33 = 281 fr. 33.

C'est donc à la somme de 281 francs (centimes négligés) que je vous propose, Messieurs, de liquider la pension de retraite annuelle et viagère à accorder à M^{me} veuve Bonnard.

Les arrérages en seront prélevés, conformément à l'article premier du décret du 1^{er} décembre 1906, sur les fonds de la Caisse de retraites des employés de l'Administration municipale et prendront cours à partir du 9 juillet 1907, lendemain du décès de M. Bonnard.

Lyon, le 12 septembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Sur la proposition de M. ROUSTANG, rapporteur de la Commission spéciale, le Conseil liquide à la somme de 281 fr., la pension de retraite annuelle et viagère à allouer à M^{me} veuve Bonnard.

Ancien presbytère de Saint-Bonaventure. — Location du 2^e étage à M^{lle} Chemin. — Projet de bail.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre un projet de bail consenti par la Ville à M^{lle} Chemin, en vue de la location du deuxième étage au-dessus de l'entresol de l'immeuble, rue Grôlée, n° 4, dépendant de l'ancien presbytère de Saint-Bonaventure.

Ce projet est conclu pour une période de neuf ans et trois mois, à partir du 1^{er} octobre 1907.

Le loyer annuel est fixé à la somme nette de quatre mille francs, payable par semestre et d'avance à la Caisse municipale.

Enfin, la Ville devra faire exécuter à ses frais les réparations prévues dans le devis de M. l'Architecte en chef et s'élevant à la somme de 2690 fr. 24, rabais déduit.

Je vous propose, Messieurs, de vouloir bien approuver ce projet de bail.

Lyon, le 3 août 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Au nom de votre Commission générale, j'ai l'honneur de vous proposer, Messieurs, de vouloir bien donner votre approbation au projet de bail qui vous est soumis.

Le Rapporteur,
L. JACQUIER.

(Adopté.)

Elargissement de la rue Adélaïde-Perrin. — Acquisition d'une parcelle de terrain appartenant aux héritiers Michaud.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, par arrêté en date du 24 janvier 1907, j'ai fixé l'alignement à suivre par les héritiers Michoud, propriétaire, pour la reconstruction de la façade d'un bâtiment situé rue Adélaïde-Perrin, 15.

Cet alignement a déterminé l'incorporation à la voie publique, d'une parcelle de terrain d'une superficie de 10 m. 14 d. 60 c. carrés, estimée par M. le Directeur de la Voirie à la somme de 1,724 fr. 82, à raison de 170 francs le mètre.

Cette estimation est acceptée par le propriétaire qui a signé le traité provisoire ci joint.

Les conditions de ce traité paraissant avantageuses pour la Ville, j'ai l'honneur de vous prier, Messieurs, de vouloir bien m'autoriser à passer le contrat définitif.

Quant à la somme de 1,724 fr. 82, montant de la dépense, elle pourra être prélevée sur les crédits inscrits au budget de l'exercice courant pour « Acquisition d'immeubles en saillie et frais s'y rattachant ».

Lyon, le 13 août 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, votre Commission générale a émis un avis favorable à l'acquisition de cette parcelle de terrain, en vue de l'élargissement de la rue Adélaïde-Perrin, et je vous prie de prendre une délibération conforme aux propositions de l'Administration.

Le Rapporteur,
L. JACQUIER.

(Adopté.)

Concession gratuite et perpétuelle d'un terrain, au cimetière de la Croix-Rousse, pour la sépulture de M. Barodet.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, le 22 avril 1906, a eu lieu, au cimetière de la Croix-Rousse, l'inhumation de M. Désiré Barodet, ancien maire de Lyon, ancien député et sénateur de la Seine.

Après avoir été Conseiller municipal, puis Adjoint au Maire, M. Désiré Barodet fut appelé, le 25 avril 1871, à la direction des affaires municipales. Il conserva ces fonctions au cours d'une des périodes les plus troublées, où il rendit à la Cité et à la République les plus importants services.

M'inspirant des précédents admis par le Conseil municipal, je vous propose, Messieurs, pour honorer la mémoire de Désiré Barodet, qui a donné l'exemple de la fidélité aux principes démocratiques, de décider qu'une parcelle de terrain de 2 mètres de superficie, sera concédée gratuitement et à perpétuité au cimetière de la Croix-Rousse pour recevoir ses restes mortels.

Quant aux droits de timbre et d'enregistrement et à la part revenant au Bureau de bienfaisance sur le prix de cette concession, lesquels s'élèvent à la somme de 464 fr. 80, ils pourront être prélevés sur le crédit des « Dépenses imprévues » de l'exercice courant.

Lyon, le 2 septembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, la proposition de décider qu'un terrain sera concédé gratuitement et à perpétuité au cimetière de la Croix-Rousse, pour recevoir les restes mortels de Désiré Barodet, honore celui qui a eu la généreuse pensée de la présenter au Conseil municipal, et elle rencontrera de votre part une unanime adhésion.

Votre Commission spéciale chargée de la revision du noms des rues de Lyon avait déjà indiqué que le nom de Barodet devrait être donné à une rue du 4^e arrondissement, et son rapporteur, notre collègue Laurent Chat, appuyait la proposition de la note suivante :

En souvenir de Barodet (1823-1906), instituteur révoqué par M. de Falloux, à raison de ses opinions politiques, qui fut l'un des premiers à proclamer la République à Lyon, le matin du 4 septembre 1870. Il fut successivement Conseiller municipal, Adjoint, puis Maire de Lyon, à la mort de M. Hénon. Il fut nommé député de Paris le 27 avril 1873, réélu à diverses reprises, puis nommé sénateur. Avant de mourir, il exprima le vœu de dormir son dernier sommeil au cimetière de la Croix-Rousse. La démocratie lyonnaise lui fit, le 22 avril 1906, des funérailles solennelles.

L'Administration, qui doit incessamment présenter au Conseil une première liste de noms de rues en remplacement d'autres appelés à disparaître, y comprendra certainement celui de Barodet.

En attendant, nous sommes en présence d'une demande en concession d'un terrain pour la sépulture de cet enfant de Saône-et-Loire que les circonstances firent consacrer citoyen de Lyon.

Point n'est besoin de rappeler en détail les titres que Barodet avait acquis à la reconnaissance de notre Ville et de la France républicaine.

Qu'il me soit permis cependant de reproduire quelques extraits de ses confidences sur l'une des « périodes les plus troublées où — d'après les termes de l'exposé des motifs de la proposition de M. le Maire — il rendit à la Cité et à la République les plus importants services. »

Rappelant la fondation de cercles républicains à Lyon, sous l'Empire, Barodet mentionne le *Cercle de la Ruche*, rue Pouteau, n° 18, dont il cite quelques sociétaires les plus en vue : « Arnaud, qui fut, plus tard, l'héroïque commandant dont la fin fut si tragique, Maynard, Ganguet, Condamin, qui prirent une part importante à la révolution du 4 septembre. »

« Et, ajoute-t-il, j'en étais devenu moi-même un membre assez assidu. On y attaquait résolument l'Empire et on s'y préparait, avec persévérance et confiance, à la venue de la « Marianne », ardemment désirée. »

« Le matin du 4 septembre, le Préfet ayant été pressé de se présenter au balcon de l'Hôtel de Ville et de promettre au peuple, qui remplissait la place des Terreaux, qu'une distribution d'armes serait faite immédiatement à la garde nationale, ce fonctionnaire, non sans quelque résistance et de très mauvaise grâce, finit par y consentir. Il se rendit donc au balcon, en traversant ses appartements, suivi par toutes les personnes qui se trouvaient dans son cabinet, et je ne fus pas le moins empressé, déclare Barodet. »

« Le Préfet, troublé et tout tremblant, balbutia quelques mots que personne n'entendit et se retira aussitôt, ainsi que la plupart de ceux qui l'avaient accompagné. »

« C'est alors que Durand, que je n'avais jamais vu encore, et moi, mais lui d'une voix beaucoup plus forte que la mienne, proclamâmes la République. »

Je passe, Messieurs, sur la formation du Comité de Salut Public, sur l'envahissement de l'Hôtel de Ville le 28 septembre, ainsi que sur d'autres circonstances critiques, où Barodet remplit le rôle de conciliateur.

Quant au mouvement insurrectionnel du mois de mars, contre-coup de celui de Paris, Barodet nie formellement que « la Mairie ait accepté jamais d'entrer en négociations avec la Commune révolutionnaire de Lyon. Le Maire Hénon et ses adjoints avaient, dès la première entrevue avec les délégués de la garde nationale insurgée, refusé énergiquement de compromettre, en appuyant une tentative insensée, nos franchises municipales si chèrement reconquises. »

Et voici ce qu'il dit de la journée du 23 mars 1871 :

Ayant appris, vers 10 ou 11 heures du matin, que le général Crouzat, qui avait

massé ses troupes à la gare de Perrache, se disposait à marcher sur l'Hôtel de Ville, où siégeait la Commune révolutionnaire, je me rendis aussitôt auprès de lui, avec mon collègue Vallier, pour nous opposer aux mesures de rigueur et empêcher, si cela était possible, l'effusion du sang.

« Je conjurai le général d'épargner le sang français et de ne pas déchaîner, sur notre Ville, par une intervention militaire qui n'était pas nécessaire, les horreurs de la guerre civile. J'affirmai que la Commune révolutionnaire qui occupait l'Hôtel de Ville, avec de faibles moyens de défense dont elle ne saurait pas même se servir, était composée de gens peu sérieux dont le bon sens public commençait à faire justice, et je demandai que le général voulût bien accorder deux jours à la Municipalité pour en finir pacifiquement et sans qu'il en coûtât une goutte de sang. »

« Le général Crouzat voulut bien promettre de rester l'arme au bras, aussi longtemps que cela lui serait possible. »

Barodet trouva alors ce dérivatif heureux : le retour immédiat des mobiles du Rhône rappelés de Grenoble, et, pour le 25, leur réception triomphale à la Guillotière.

Résultat : la Commune avait, le matin même, évacué l'Hôtel de Ville.

Il n'a pas non plus tenu à Barodet que les troubles du 30 avril se terminassent sans effusion de sang.

Entendant tonner le canon, Barodet, qui présidait le bureau de vote de la rue Adélaïde-Perrin, se fit remplacer au fauteuil, et se rendit à l'Hôtel de Ville.

J'y trouvai, dit-il, M. Hénon très peiné de n'avoir pu dissuader le Préfet de recourir à la force armée. Que pouvions-nous y faire ?

Je revins à mon bureau de vote, profondément attristé qu'on fit marcher infanterie et cavalerie, au risque de verser des flots de sang, contre une cinquantaine de détraqués, quand il eût suffi d'une centaine de gardes nationaux de bonne volonté, pour cerner la Mairie, garder les issues et attendre que les occupants, réduits par la faim, la soif ou la lassitude, se rendissent à discrétion.

Nous avons tous reproché à M. Valentin de s'être exagéré l'importance de cette affaire et d'avoir fait appel à l'armée.

Barodet a oublié de signaler la présence de l'artillerie sur le théâtre de la répression. A son défaut, Andrieux, dans son pamphlet : *La Commune à Lyon*, a soin de nous le rappeler, en se vantant d'avoir lui-même donné à l'officier qui commandait la batterie et déclarait qu'il se bornerait à tirer à blanc, l'« ordre écrit de tirer sérieusement ».

La gestion municipale de Barodet, et les circonstances dans lesquelles Paris le nomma son député pour protester contre la suppression de la Mairie centrale de Lyon, sont trop connues pour qu'il soit nécessaire de les rappeler.

De même, ses travaux à la Chambre, puis au Sénat, sont non seulement consignés dans nos archives nationales, mais sont encore imprimés dans la mémoire de tous nos concitoyens.

Je vous remercie, Messieurs, d'avoir bien voulu choisir comme rapporteur de la proposition qui vous est soumise, un vieil ami de Barodet et son ancien collègue au Parlement. En vous demandant un vote unanime pour la concession d'une sépulture perpétuelle,

vous honorerez, ainsi que l'écrit M. le Maire, « la mémoire de Désiré Barodet, qui a donné l'exemple de la fidélité aux principes démocratiques ».

Le Rapporteur,
L. JACQUIER.

(Ces conclusions sont mises aux voix et adoptées.)

Service des subsistances. — Modification du règlement du personnel.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, le règlement du personnel comporte notamment pour le service des subsistances 11 contrôleurs ou inspecteurs et un garde-chef à la halle des Cordeliers.

Le titulaire de ce dernier poste venant d'être admis à faire valoir ses droits à la retraite, M. l'Inspecteur du service des subsistances m'a proposé :

1° De confier ce poste à un inspecteur, lequel jouirait du logement en échange du supplément de travail que lui occasionnerait cette fonction qu'il exercerait concurremment avec ses fonctions d'inspecteur ;

2° La création d'un emploi d'inspecteur, le nombre de ces agents étant devenu insuffisant par suite de l'organisation, en exécution de la loi du 1^{er} août 1905, du service de prélèvement des denrées alimentaires.

Cette réorganisation devant, sans augmentation de dépense, améliorer le fonctionnement du service, je vous propose de vouloir bien la sanctionner.

Lyon, le 3 août 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

M. RENARD, rapporteur de la Commission générale, propose au Conseil d'approuver les conclusions du rapport de M. le Maire.

(Le Conseil adopte.)

Demande de secours en faveur d'une ex-institutrice.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre une demande de secours que m'a transmise M. l'Inspecteur d'Académie en faveur de M^{lle} Philibert, ex-institutrice à l'Ecole de filles, rue Condé, n° 37.

M^{lle} Philibert a dû quitter ses fonctions pour cause de maladie et se trouve depuis trois ans environ, à la charge de sa sœur, veuve et mère de deux enfants. Elle comptait près de dix-neuf ans de services dans l'enseignement public.

Dans ces conditions, un secours me paraît justifié, et je vous propose, Messieurs, de vouloir bien lui accorder une allocation de 250 francs payable en deux

moitiés : l'une, le 15 octobre, l'autre, le 15 décembre 1907, à prélever sur le crédit des « Secours et pensions à la charge de la Ville ».

Lyon, le 12 août 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Sur la proposition de M. THÉVENON, rapporteur de la Commission générale, le Conseil alloue à M^{lle} Philibert, un secours de 300 francs.

Subvention à la Chambre syndicale des ouvriers meuniers et similaires du Rhône et des départements voisins, pour l'organisation d'un Congrès.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre une demande par laquelle la Chambre syndicale des ouvriers meuniers et similaires du Rhône et des départements voisins sollicite de la Ville une subvention pour l'organisation d'un Congrès national corporatif devant avoir lieu à Lyon les 30, 31 août et 1^{er} septembre 1907.

Après examen de cette demande, je vous propose, Messieurs, d'allouer au Syndicat des ouvriers meuniers et similaires du Rhône et des départements voisins, une subvention de 150 francs qui serait prélevée sur le crédit inscrit au budget de l'exercice courant sous le titre : « Dépenses imprévues ».

Lyon, le 26 août 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Au nom de la Commission générale, M. THÉVENON, rapporteur, propose au Conseil d'allouer une subvention de 150 francs à la Chambre syndicale des ouvriers meuniers et similaires.

(Adopté.)

Chemin vicinal n° 23, « de la Maladière ». — Concession par la Compagnie P.-L.-M., à la Ville de Lyon, de la jouissance d'une parcelle de terrain.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, en vue de l'exécution de voies nouvelles à la gare de Lyon-Vaise, la Compagnie P.-L.-M. a soumis à l'approbation de M. le Ministre des Travaux publics, un projet de travaux comportant la suppression des deux rampes d'accès qui permettent aux voitures d'aller du chemin de la Maladière aux dépôts de charbons de la gare.

L'alignement du chemin de la Maladière au droit de ladite gare a été fixé par un arrêté préfectoral du 15 juin 1853 et, par application de cet alignement, la Compagnie P.-L.-M. se proposait de construire le nouveau mur d'enceinte

de la gare de Vaise suivant la limite des terrains dépendant du chemin de fer déterminée par la ligne A B tracée en rouge sur le plan joint au dossier.

L'exécution de ces dispositions aurait eu pour résultat de réduire à 5 mètres la largeur du chemin au droit du point saillant du mur de clôture opposé, ce qui aurait occasionné une gêne très sérieuse pour la viabilité.

Dans cette situation, le service vicinal a demandé à la Compagnie de construire son mur de clôture à une certaine distance en arrière de l'alignement A B dont il s'agit, de manière à laisser au chemin de la Maladière une largeur d'au moins 6 mètres dans sa partie la plus étroite et à permettre l'établissement, par les soins et aux frais de la Ville d'un trottoir de 1 mètre de largeur à gauche de ce chemin.

La Compagnie P.-L.-M. a consenti à donner satisfaction à cette demande et à observer l'alignement tracé en bleu sur le plan, à la condition que le terrain du chemin de fer qui sera ainsi réuni à la voie publique, ne demeure affecté à cette voie qu'à titre précaire.

Elle a, en conséquence, préparé en vue de la location dudit terrain, qui occupe une superficie approximative de 28 m. 50 d. carrés, un projet de convention que j'ai l'honneur de vous soumettre.

Aux termes de cette convention, la Compagnie P.-L.-M. concède à la Ville de Lyon la jouissance du terrain dont il s'agit jusqu'au 31 décembre 1958.

Néanmoins, au cas où les besoins de son exploitation viendraient à l'exiger, la Compagnie aurait, à toute époque et en prévenant six mois à l'avance, le droit de reprendre, pour son usage exclusif, tout ou partie de l'emplacement concédé.

L'Etat pourrait également user du même droit dans le cas où il viendrait à exercer la faculté de rachat que lui confère l'art. 37 du cahier des charges de la concession de la Compagnie P.-L.-M.

De son côté, la Ville de Lyon pourrait résilier le traité à sa volonté, notamment en cas d'exécution de l'alignement du côté droit du chemin de la Maladière, à charge, par elle, de prévenir la Compagnie six mois à l'avance et de faire les frais du déplacement du mur de clôture, de façon à réincorporer dans les limites de la gare la parcelle concédée.

La redevance annuelle à payer par la Ville est fixée à la somme de 10 francs.

Je vous serai obligé, Messieurs, de vouloir bien prendre une délibération au sujet de cette affaire.

Lyon, le 12 août 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, il s'agit d'une parcelle de 28 m. 50 d. carrés de terrain appartenant à la Compagnie P.-L.-M. Cette

parcelle longe le chemin de la Maladière et la circulation dans cette partie serait gravement compromise si la Compagnie reprenait ce terrain. L'Administration lui propose donc de la louer au prix de 10 francs par an.

Je vous propose d'approuver ces conclusions.

Le Rapporteur,
VIAL.

(Adopté.)

Mise en état de viabilité de l'avenue Félix-Faure, entre les rues Vendôme et Créqui.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, la ville de Lyon ayant pris possession des immeubles situés sur le prolongement de l'avenue Félix-Faure, entre les rues Vendôme et Créqui, et la démolition de ces immeubles étant complètement achevée, j'ai l'honneur de vous soumettre le projet dressé par le service de la Voirie en vue de la mise en état de viabilité de cette portion de voie publique.

Ce projet se divise en trois parties :

La première partie comprend les travaux de terrassement et de remblaiement pour le nivellement de la chaussée et des trottoirs, l'établissement de la chaussée, en cailloux roulés, la fourniture et la pose de bordures de trottoirs en granit.

Ainsi que l'indique le plan et le profil en long du projet, l'avenue Félix-Faure sera prolongée sur 83 mètres de longueur; elle aura 20 mètres de largeur totale, dont 10 mètres pour la chaussée et 5 mètres pour chacun des trottoirs. Le nivellement adopté est le même que celui de la partie déjà ouverte sur 64 mètres à partir de la rue Vendôme; il suivra une rampe de 0,0067 par mètre et se raccordera avec l'axe de la rue Créqui.

La seconde partie est relative à l'éclairage, qui exigera l'établissement de deux nouveaux candélabres pourvus de lanternes à incandescence de 100 litres et la pose d'une conduite à gaz de 55 mètres de longueur. Cette canalisation est entièrement à la charge de la Compagnie du Gaz de Lyon, d'après l'article 5 du traité de concession.

Les candélabres seront placés en quinconce et à des distances semblables à celles qui séparent les appareils actuellement en service sur cette partie de l'avenue Félix-Faure.

Enfin, la troisième partie comporte les installations nécessaires pour assurer l'arrosage de l'avenue Félix-Faure, entre les rues Vendôme et Duguesclin et de la partie Ouest de la place de l'Abondance dans le prolongement de la rue Créqui, c'est-à-dire :

1° La fourniture et la pose de 11 bouches d'arrosage;

2° La fourniture et la pose des conduites en fonte nécessaires à l'alimentation de ces orifices, savoir :

a) 140 mètres de conduites en fonte de

162 m/m de diamètre, dont 60 mètres en égout et 80 mètres en tranchée;

b) 35 mètres de conduite en fonte de 80 m/m de diamètre.

D'après les détails estimatifs joints au dossier, la dépense totale est évaluée à la somme de 8,270 francs, se décomposant ainsi.

1° Construction de chaussée :

Terrassements, pavage, etc.....	Fr. 2.114 62	
Bordurettes de trottoirs et dépose de bordures	687 06	} 4.300
Travaux en régie.....	1.029 »	
Somme à valoir pour imprévus.....	469 32	
2° Eclairage.....	270 »	270
3° Fontainerie :		
Fournitures de tuyaux et pièces en fonte....	1.353 60	} 3.700
Posé de canalisations nouvelles.....	697 96	
Etablissements de bouches d'arrosage.....	1.316 06	
Somme à valoir pour imprévus.....	332 38	
Total égal...	Fr. 8.270 »	8.270

Je vous propose, Messieurs, de vouloir bien approuver le projet qui vous est soumis et décider :

1° Que les travaux et fournitures seront confiés aux entrepreneurs adjudicataires du service de la Voirie aux conditions de leurs marchés respectifs, savoir :

a) Les travaux de terrassements et pavage à l'entrepreneur d'entretien des chaussées en cailloux roulés (3° lot);

b) La fourniture des bordurettes à l'entrepreneur de l'entretien des trottoirs et dallages en asphalte;

c) Les travaux d'installation pour l'éclairage, à la Compagnie du Gaz de Lyon;

d) La fourniture des lanternes et candélabres aux adjudicataires actuels de ce genre de fournitures;

e) La fourniture des tuyaux en fonte, à la Société des Hauts Fourneaux et Fonderies de Pont-à-Mousson;

f) La pose des canalisations et des bouches d'arrosage à l'entrepreneur du premier lot d'entretien de la fontainerie;

2° Que la somme de 8,270 francs, montant de la dépense, sera imputée sur le crédit inscrit au budget supplémentaire de l'exercice courant pour le « Prolongement de l'avenue Félix-Faure. »

Lyon, le 19 août 1907.

Le Maire de Lyon,

Edouard HERRIOT.

Sur la proposition de M. VEYRON, en remplacement de M. CUSSET, rapporteur de la Commission générale, le Conseil adopte les conclusions du rapport de M. le Maire.

XIV^e Congrès international de la Libre-Pensée, à Prague. — Demande d'adhésion du Conseil municipal de Lyon.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre une demande par laquelle la

Fédération Internationale de la Libre-Pensée sollicite l'adhésion du Conseil municipal de Lyon au XIV^e Congrès international de la Libre-Pensée, qui se tiendra du 8 au 12 septembre prochain à Prague.

A cette demande est joint le programme du dit Congrès.

Il vous appartient, Messieurs, de prendre une décision à ce sujet.

Lyon, le 19 août 1907.

Le Maire de Lyon,

Edouard HERRIOT.

En l'absence de M. CUSSET, rapporteur, M. VEYRON donne lecture du rapport suivant :

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, le XIV^e Congrès universel de la Libre-Pensée s'est ouvert à Prague le dimanche 8 septembre dernier. Au nom de votre Commission générale qui l'en avait chargée, l'Administration municipale a fait parvenir, au bureau de cette Assemblée et à tous nos camarades libres penseurs réunis dans ces assises internationales, une dépêche de vive sympathie et de félicitations pour l'œuvre poursuivie.

Aujourd'hui, je viens vous demander de ratifier la décision de votre Commission générale et, comme par le passé, de participer aux travaux des libres penseurs. Evidemment, votre adhésion ne peut plus être effective : elle sera simplement morale. Cependant ne croyez pas qu'elle constituera une manifestation purement platonique. Pour les besoins de la propagande, pour sa satisfaction personnelle, la Libre-Pensée du monde entier a toujours tenu pour un précieux encouragement l'adhésion effective ou morale des grandes cités démocratiques, des collectivités à ses Congrès.

Messieurs, à Rome le 20 septembre 1904, à Paris le 4 septembre 1905 — deux anniversaires glorieux — vous étiez représentés. Vos délégués, de tout l'effort de leur énergie, d'accord en cela avec la Libre-Pensée mondiale, posèrent la question sociale et travaillèrent à la grande réforme présentement accomplie, de la séparation des Eglises et de l'Etat en France. Et cependant cette fameuse séparation semblait être une de ces « réformes traditionnelles » dont on parle toujours et qu'on ne réalise jamais. Une fois de plus la France, s'appuyant sur la Libre-Pensée, a donné l'exemple. Déjà en Italie, même en Espagne — nos deux sœurs latines — les libres penseurs sont nombreux et forts. Le jour n'est pas éloigné où, échappant aux étreintes du cléricalisme, ces deux grandes nations s'émanciperont définitivement en faisant à leur tour la séparation des Eglises et de l'Etat. Les Parlements qui prendront cette courageuse initiative seront approuvés, comme a été approuvée et pour ainsi dire plébiscitée en France, aux der-

nières élections législatives, la loi de séparation, préparée par plusieurs générations de républicains et de libres penseurs, enfin votée conformément à la volonté du peuple français.

L'Eglise qui, pendant dix-huit siècles, a été la souveraine, l'impérieuse maîtresse des corps et des esprits, n'a pas su réaliser la paix occidentale. Plus ambitieuse, la Libre-Pensée ne se contente pas d'être anticléricale, elle se déclare paciñste. L'œuvre d'entente cordiale entre tous les peuples, objet de ses plus chers désirs, sera créée par l'union de tous les libres-penseurs, sans distinction aucune de races, ni de couleurs; ils ne sont pas ennemis les uns des autres; ils ont proclamé la fraternité universelle.

Mais la Libre-Pensée ne se déclare pas encore satisfaite. Il ne suffit pas, selon elle, de faire de beaux rêves d'or, de bonheur pour l'humanité, de tout mettre en œuvre pour les réaliser dans un avenir que nous espérons prochain. Elle demande davantage encore. Passionnément, elle s'attache à l'examen des problèmes sociaux posés devant la conscience contemporaine. Armée des seules lumières de la raison, se servant de la méthode scientifique qui est la sienne, qui est elle-même, puisque la Libre-Pensée n'est que la vulgarisation de la méthode scientifique, elle apporte ses documents et des preuves, loyalement elle propose ses solutions en dehors et contre tout dogmatisme.

La Libre-Pensée est tolérante, elle examine et discute toutes les opinions, elle ne porte pas d'anathème; elle ne consentira jamais à être un cléricalisme rouge, un cléricalisme à rebours. Elle n'est pas une religion, une croyance nouvelle que nous essayons de substituer « aux vieilles chansons qui ont bercé l'enfance de l'humanité ». Non. Elle est simplement une méthode, et c'est là son orgueil, pour arriver à la connaissance de la vérité.

La Libre-Pensée se définit elle-même laïque, démocratique et sociale. Elle a sa philosophie et sa morale indépendante de toute révélation. Elle proclame volontiers, après Jirinni Bentham, le grand philanthrope anglais, que le « plus grand bonheur du plus grand nombre est la base de toute morale et de toute législation ».

Immense est le champ d'action de la Libre-Pensée, plus vaste encore s'il est possible est la bonne volonté de ses adhérents. S'il en est d'obscurs et d'inconnus parmi eux, d'autres — et ils sont nombreux — se trouvent placés par leur science, par leur intelligence, par les services qu'ils rendent, à la tête de leur pays dont ils sont à la fois la parure et la gloire.

Messieurs, à l'unanimité des élus républicains et socialistes du Conseil, vous adhérez moralement au XIV^e Congrès universel de la Libre-Pensée. Pourquoi ? Parce que selon l'expression du maître Anatole France, elle est « le lien subtil et fort » qui réunit en un bloc indestructible, auquel sont promises les plus belles et les plus pacifiques victoires, toutes les énergies humaines, s'ap-

puyant sur la seule raison, en marche
« vers les temps meilleurs ».

Le Rapporteur,
F. CUSSET.

(Ces conclusions sont adoptées.)

**Subvention à la Chambre syndicale
des ouvriers lithographes de Lyon
pour l'envoi d'un délégué à un
Congrès.**

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre une demande par laquelle la Chambre syndicale des ouvriers lithographes de Lyon sollicite de la Ville une subvention pour l'envoi d'un délégué à un Congrès international de la Lithographie qui doit avoir lieu à Copenhague, les 19, 20 et 21 septembre 1907.

Je vous propose, Messieurs, d'accueillir favorablement cette demande.

Si vous partagez cet avis, la subvention à allouer serait décomptée de la façon suivante, conformément à vos délibérations des 21 novembre 1905 et 30 janvier 1906 :

Chemins de fer, 3 ^e classe, aller et retour.....	Fr. 170 »
Congrès, 3 journées; voyage,	
5 journées, soit 8 journées à 8 fr.	64 »
Total	Fr. 234 »

Le montant de cette subvention serait prélevé sur le crédit inscrit au budget de l'exercice courant sous le titre : « Dépenses imprévues ».

Lyon, le 26 août 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Le Conseil municipal, sur la proposition de M. VEYRON, en remplacement de M. CUSSET, rapporteur de la Commission générale, absent, alloue à la Chambre syndicale des ouvriers lithographes de Lyon, une subvention de 234 francs.

**Participation du personnel du Bureau
de bienfaisance à la Caisse des re-
traites des employés municipaux. —
Observations de la Commission ad-
ministrative.**

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, par une délibération du 25 février 1907, vous avez admis la participation des employés du Bureau de bienfaisance aux charges et bénéfices de la Caisse de retraites des employés de l'Administration municipale.

Cette délibération, communiquée à la Commission administrative du Bureau de bienfaisance, a donné lieu à diverses observations portant sur l'article 3, aux termes duquel « les conditions de recrutement, de rémunération, d'avancement et d'admission à la retraite des employés du Bureau de bienfaisance, seront fixées par un règlement établi « par cette Administration et approuvé

« par le Conseil municipal. Le Maire « devra être consulté avant toute pro- « motion ou mise à la retraite d'un em- « ployé participant. »

La Commission administrative fait tout d'abord remarquer que suivant délibération du 29 juillet 1898, un règlement a été établi pour le recrutement, la rémunération et l'avancement du personnel du Bureau de bienfaisance. Un nouveau règlement sur ce point spécial ne lui paraît donc pas indispensable.

D'autre part, la disposition votée par le Conseil municipal paraît à la Commission administrative en contradiction avec les attributions conférées aux Bureaux de bienfaisance par les actes constitutifs de ces établissements, et notamment par l'article 18 de l'ordonnance du 31 octobre 1821, qui dispose notamment que « tous les employés des « Bureaux de bienfaisance, à l'exception « des receveurs, sont nommés par les « Commissions administratives et révo- « qués par elles. »

Je ne crois pas qu'en insérant dans votre délibération du 25 février 1907, la disposition précitée, vous ayez eu l'intention d'empiéter sur les attributions du Bureau de bienfaisance qui conservait en tout état le droit absolu de choisir et de révoquer son personnel. Les réserves faites par le Conseil municipal avaient leur justification dans la nécessité de sauvegarder l'équilibre de la Caisse des retraites. La Municipalité, tutrice de cette Caisse, a le devoir d'assurer et de maintenir le bon état de ses finances, et de demander certaines garanties à ceux qui désirent y participer.

La forme à donner à ces garanties importe peu, et si celle qui a été choisie par le Conseil municipal est susceptible d'occasionner des difficultés, rien ne s'oppose à ce qu'on lui en substitue une autre. L'important, c'est d'établir entre la Municipalité et le Bureau de bienfaisance un accord sur certaines questions se rattachant aux conditions de recrutement et de rémunération du personnel, lesquelles, comme vous le savez, exercent une influence considérable sur le chiffre des pensions à servir par la Caisse municipale de retraites.

Pour faciliter cet accord, je vous propose tout d'abord de supprimer purement et simplement l'art. 3 de notre délibération du 25 février 1907, dont la forme impérative et conditionnelle a pu susciter les appréhensions de la Commission administrative du Bureau de bienfaisance.

Je vous propose, en second lieu, de m'autoriser à entrer en pourparlers avec cette Commission afin d'obtenir : 1° que le règlement du personnel établi par sa délibération du 29 juillet 1898 soit complété en ce qui concerne l'âge d'admission dans le service des employés, lequel, comme cela existe dans les services municipaux, ne devrait pas excéder 35 ans ; 2° que le Maire, président de la Commission administrative du Bureau de bienfaisance, soit personnellement consulté avant toute promotion ou mise à la retraite d'un employé

participant à la Caisse de retraites, et qu'il soit informé de toutes les nominations, promotions et autres mutations faites dans le personnel par la Commission administrative.

En vous faisant ces propositions, je crois entrer dans les vues de conciliation exposées à la fin du rapport ci-joint de M. le Vice-Président de la Commission administrative du Bureau de bienfaisance.

Lyon, le 4 septembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

M. VEYRON, en l'absence de M. CUSSET, rapporteur, lit le rapport suivant :

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, lorsqu'on répondant aux vœux des employés du Bureau de bienfaisance, vous les avez admis à participer aux charges et bénéfices de la Caisse de retraites des employés de l'Administration municipale, vous avez formulé certaines réserves et conditions propres à sauvegarder les intérêts de cette Caisse, largement subventionnée par la ville de Lyon. A cela rien que de très naturel. Mais la rédaction de l'article 3 de votre délibération du 25 février 1907 semble être, d'après la Commission administrative en contradiction avec les attributions conférées au Bureau de bienfaisance par les actes constitutifs de ces établissements.

Cette petite difficulté est facile à faire disparaître tout en continuant à prendre soin des intérêts qui vous sont confiés. Il suffit pour cela, conformément à la demande de M. le Maire, de supprimer purement et simplement l'article 3, objet du litige et d'autoriser l'Administration municipale à entrer en pourparlers avec la Commission administrative du Bureau de bienfaisance, afin d'obtenir d'elle les garanties que nous jugeons indispensables.

En conséquence, au nom de votre Commission générale, j'ai l'honneur de vous proposer de décider que :

1° L'article 3 de la délibération du 25 février 1907 est purement et simplement supprimé ;

2° Le Maire est autorisé à entrer en pourparlers avec la Commission administrative du Bureau de bienfaisance afin d'obtenir :

a) Que le règlement du personnel établi par la délibération du 29 juillet 1898, soit complété en ce qui concerne l'âge d'admission dans le service des employés, lequel, comme cela existe dans les services municipaux, ne devrait pas excéder 35 ans ;

b) Que le Maire, président de la Commission administrative du Bureau de bienfaisance, soit personnellement consulté avant toute promotion ou mise à la retraite d'un employé participant à la Caisse des retraites, et qu'il soit informé de toutes les nominations, promotions et autres mutations faites dans le personnel par la Commission administrative.

Enfin, Messieurs, permettez à votre rapporteur de prier l'Administration municipale de faire toute diligence pour

arriver rapidement à une entente parfaite avec la Commission administrative du Bureau de bienfaisance, car les employés auxquels vous allez contribuer à donner une retraite sont vraiment intéressants.

Le Rapporteur,
F. CUSSET.

(Le Conseil adopte.)

Immeubles rues Emile-Zola, 2, et de Pazzi, 3. — Assurance contre l'incendie.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre un projet de police consenti par la Société d'assurances mutuelles « La Fraternelle Parisienne », pour le renouvellement de l'assurance contre l'incendie des immeubles rues Emile-Zola, 2 et de Pazzi, 3, récemment acquis par la Ville en vue de la construction d'un groupe scolaire.

Ce projet est conclu pour une période de six ans, quatre mois et dix-sept jours à partir du 14 août 1907, avec faculté réciproque de le résilier annuellement en prévenant par écrit trois mois d'avance. Le capital assuré s'élève à la somme de 642.000 francs et la prime annuelle à 76 fr. 15.

Les conditions de faveur faites à la Ville étant insérées dans le présent projet de police, je vous propose, Messieurs, de vouloir bien l'approuver.

Lyon, le 30 août 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

M. PIC, rapporteur de la Commission spéciale, propose au Conseil d'approuver le projet de police d'assurance contre l'incendie des immeubles rues Emile-Zola, 2, et de Pazzi, 3.

(Adopté.)

Hospices civils de Lyon. — Instance contre la commune de Vizille (Isère).

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, par délibération en date du 31 juillet 1907, le Conseil général d'administration des Hospices civils de Lyon sollicite l'autorisation d'intenter une action judiciaire contre la commune de Vizille (Isère), aux fins d'obtenir le recouvrement de la somme de 257 fr. 50 due par ladite commune pour frais de traitement à l'hôpital Saint-Pothin, du nommé François Guistetto.

J'ai l'honneur de vous soumettre cette délibération en vous priant, Messieurs, de vouloir bien émettre votre avis sur la suite à lui donner.

Lyon, le 30 août 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Le Conseil, sur la proposition de M. PIC, rapporteur de la Commission spéciale, émet un avis favorable à la délibération des Hospices civils, en date du 31 juillet 1907.

Rupture d'un joint sur la conduite de refoulement du réservoir de Montessuy. — Dégâts occasionnés dans l'immeuble Revel, 77, grande rue Saint-Clair.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, le 22 février dernier, une infiltration d'eau abondante se produisait dans les caves de l'immeuble situé 77, grande rue Saint-Clair, à Caluire, appartenant à M. Revel, pharmacien, 83, route de Vienne.

Après d'assez longues recherches, effectuées par M. Revel et par le service de la Voirie, il fut constaté que l'eau provenait de l'une des conduites de refoulement du réservoir de Montessuy, dont un des joints avait été partiellement chassé par la pression.

Des dégâts ont été occasionnés dans les caves de plusieurs locataires; des travaux de fouilles, de démolition et de reconstruction de murs ont été exécutés sous la direction de l'architecte de M. Revel. Ce dernier a perdu plusieurs journées en démarches et déplacements pour les recherches, qui ont duré longtemps et ont été suivies par les agents du service technique des Eaux.

Pour ces divers motifs, M. Revel réclame à la Ville une indemnité dont le montant s'élève, après vérification et estimation contradictoire en présence de tous les intéressés et du propriétaire, à la somme de 845 fr. 75.

Cette somme comprend :

1° Travaux divers pour fouilles et recherches.....	Fr. 231 75
2° Indemnité à M. Revel pour honoraires d'architecte, trouble dans la jouissance de l'immeuble et perte de temps.....	500 »
3° Dégâts, pertes ou avaries de marchandises dans les caves des divers locataires.....	114 »
Total égal.....	845 75

La responsabilité de la Ville étant indiscutable, j'ai l'honneur de vous prier, Messieurs, de vouloir bien m'autoriser à payer à M. Revel la somme de 845 fr. 75 indiquée ci-dessus, étant bien entendu que, moyennant cette indemnité, le propriétaire dont il s'agit garantit la Ville contre les réclamations de tous les intéressés.

Le montant de la dépense devra faire l'objet d'un crédit spécial de pareil chiffre à rattacher au budget supplémentaire de l'exercice courant.

Lyon, le 2 septembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Sur la proposition de M. PIC, rapporteur de la Commission générale, le Con-

seil autorise le paiement à M. Revel de la somme de 845 fr. 75.

Chauffage de l'Hôtel de Ville. — Prorogation du marché Martin.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, aux termes d'un traité en date du 20 août 1892, M. Jean Martin, entrepreneur de fumisterie, demeurant à Lyon, place de la Martinière, 23, a été chargé pour une période de dix années arrivant à expiration le 31 octobre 1907, du chauffage et de l'entretien des appareils de chauffe de l'Hôtel de Ville.

Or, par un rapport en date du 20 août 1907, M. l'Architecte en chef me fait connaître qu'il y aurait utilité à proroger pour la période du 1^{er} novembre 1907 au 30 septembre 1908 le marché dont il s'agit, afin de pouvoir comprendre dorénavant le chauffage de l'Hôtel de Ville dans l'entreprise générale du chauffage à vapeur des bâtiments communaux dont le renouvellement aura lieu l'année prochaine.

Il a en conséquence fait signer à M. Martin une soumission aux termes de laquelle cet entrepreneur s'engage à continuer le service dont il est chargé pendant la période de onze mois à courir du 1^{er} novembre 1907 au 30 septembre 1908, aux conditions de son marché actuel, lequel comporte une rémunération de 3.900 francs par année.

J'estime que cette manière de voir est conforme aux intérêts de la Ville, et je vous propose, Messieurs, de vouloir bien approuver la soumission présentée par M. Martin.

Quant à la dépense évaluée pour onze mois à la somme de 3.575 francs, elle sera imputée sur le crédit inscrit au budget sous le titre : « Chauffage des bâtiments communaux et services municipaux ».

Lyon, le 2 septembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Sur la proposition de M. BIZET, rapporteur de la Commission générale, le Conseil approuve la soumission Martin.

Subvention au Syndicat des ouvriers mouleurs-fondeurs en métaux, pour l'envoi d'un délégué à un Congrès.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre une demande par laquelle le Syndicat des ouvriers mouleurs-fondeurs en métaux sollicite de la Ville une subvention pour l'envoi d'un délégué au Congrès de la métallurgie, qui doit avoir lieu à Paris, du 19 au 23 septembre courant.

Après examen de cette demande, je vous propose, Messieurs, de l'accueillir favorablement.

Si vous partagez cet avis, la subvention à allouer serait décomptée de la façon suivante, conformément à vos délibérations des 21 novembre 1905 et 30 janvier 1906 :

Chemin de fer, 3 ^e classe, aller et retour.....	Fr. 40 45
Congrès, 5 journées; voyage, 2 journées, soit 7 journées à 8 fr. 56 »	
Total	Fr. 96 45

Le montant de cette subvention serait prélevé sur le crédit inscrit au budget de l'exercice courant sous le titre : « Dépenses imprévues ».

Lyon, le 16 septembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Le Conseil, sur la proposition de M. VOILLOT, rapporteur de la Commission générale, alloue une subvention de 96 fr. 45 au Syndicat des ouvriers mouleurs-fondeurs en métaux.

Dépôt et rappel de pétitions.

Pétition déposée par M. ARNAUD et par laquelle les commerçants et maraîchers du quai Saint-Antoine protestent contre la suppression partielle du stationnement de voitures sur ledit quai, entre les rues Dubois et Grenette.

M. ARNAUD : Messieurs, j'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Conseil, une pétition des maraîchers approvisionneurs du marché du quai Saint-Antoine et des commerçants du quartier, qui se plaignent que, par suite du doublement de la voie du tramway de Saint-Paul à Monplaisir, 32 voitures qui stationnaient sur le quai, entre les rues Dubois et Grenette, sont maintenant envoyées sur le bas-port. Ils demandent que, pendant la durée du marché, un service de pilotage soit établi comme il en existe un plus bas, vers la rue du Petit-David. Je prie M. le Maire de prendre des mesures immédiates.

(Cette pétition est renvoyée à l'Administration pour la suite à y donner.)

Pétition déposée par M. ROUSTANG et par laquelle les commerçants et habitants de l'avenue de l'Abattoir, à Vaise, demandent le balayage de cette voie plus d'une fois par semaine et l'établissement, sur cette avenue, de bouches d'arrosage.

(Renvoyée à l'Administration pour étude.)

Pétition des habitants du chemin des Plâtriers, des rues du Bourbonnais et de la Pyramide, demandant des mesures d'assainissement pour le chemin des Plâtriers.

(Cette pétition, déposée par M. ROUSTANG, est renvoyée à l'Administration pour instruction.)

Pétition des habitants de la rue Octavio-Mey, demandant la suppression du stationnement des voitures non motrices de tramway au haut de cette rue.

M. RENARD : Monsieur le Maire, je me fais l'écho de plaintes nombreuses formulées par les habitants de la rue Octavio-Mey qui se plaignent du stationnement des voitures de tramway au haut de cette rue. Tous les jours, de midi à 2 heures, il y a là cinq ou six buffalos qui gênent la circulation.

La Compagnie O.-T.-L. a établi de nouvelles voies dans la rue qui descend au pont du Change. Ne pourrait-elle pas faire stationner, à cet endroit, les buffalos destinés au transport des ouvriers ?

M. LE MAIRE : J'étudierai la question. Dans certains quartiers, on veut des terminus, dans d'autres on n'en veut pas.

M. RENARD : Les habitants ne se plaignent pas de l'existence du terminus à cet endroit, mais bien du trop long stationnement des buffalos qui demeurent là plusieurs heures et gênent la circulation.

M. LE MAIRE : Nous étudierons la question, avec le désir de vous être agréable.

Pétition des habitants de la rue Sainte-Jeanne, demandant l'établissement d'une bouche d'arrosage sur cette voie.

Cette pétition, déposée par M. BATAILLE, est renvoyée à l'Administration pour instruction.

Rappel d'une pétition des habitants de la rue de la Métallurgie, demandant la mise en état de viabilité de cette rue.

M. BATAILLE : Monsieur le Maire, les habitants de la rue de la Métallurgie me prient de rappeler à l'Administration leur demande de classement de cette rue dans la Voirie vicinale. Ce classement leur avait été promis à condition que la mise en état de viabilité fut faite par les habitants de la rue. Aujourd'hui, cette mise en état de viabilité est complète et ils attendent que l'Administration municipale tienne sa promesse.

M. LE MAIRE : Nous avons hésité jusqu'à ce jour pour des raisons de principe.

M. BATAILLE : Il y a l'exemple de la rue David cependant.

M. LE MAIRE : Je compte pouvoir vous donner prochainement satisfaction.

Rappel d'une pétition relative au classement dans la Voirie urbaine de la rue Carry.

M. BATAILLE : Les habitants de la rue Carry me prient de rappeler à l'Admi-

nistration qu'ils ont donné à la Ville une subvention pour la mise en état de viabilité de cette rue. Ils attendent que cette rue soit classée dans la Voirie urbaine.

M. LE MAIRE : Nous étudierons la question.

Pétition des commerçants du boulevard de la Croix-Rousse, demandant l'extension de la vogue de ce quartier jusqu'au Clos Joue.

M. MANUS : Messieurs j'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Conseil une pétition qui ne comprend pas moins de cent signatures de commerçants du boulevard de la Croix-Rousse et des rues des 1^{er} et 4^e arrondissements s'y rattachant, lesquels demandent le prolongement de la vogue de la Croix-Rousse jusqu'à la place du Clos Joue.

En effet, Monsieur le Maire, la pétition des commerçants de ces quartiers est absolument justifiée et je fais appel à votre bienveillance pour que satisfaction lui soit donnée.

M. LE MAIRE : Je ne peux guère influencer sur l'importance de cette vogue et sur son étendue.

M. MANUS : On peut disséminer davantage qu'on ne le fait actuellement les baraques des forains.

M. THÉVENON : Je demanderai aussi à M. le Maire que la vogue de la Croix-Rousse ne soit pas retardée comme elle l'a été l'année dernière.

M. LE MAIRE : L'année dernière nous avons eu des demandes continuelles de modifications du tableau des vogues de 1905 et j'ai reconnu qu'il y avait de graves inconvénients à donner satisfaction à ces demandes.

On appelle, vous le savez, tableau des vogues, une espèce de code établissant la répartition de ces fêtes dans les différents quartiers de la Ville. Si on y apporte une modification, si petite soit-elle, elle a sa répercussion sur l'ensemble du tableau.

J'ai donné l'ordre que dorénavant l'on s'en tienne strictement au tableau des vogues de 1905 et je crois, Messieurs, qu'il faut que nous tenions la main à ce qu'il n'y soit apporté aucun changement. Cela ne m'empêchera pas d'ailleurs d'étudier l'établissement d'une vogue nouvelle qui ne figurerait pas sur ce tableau, comme celle qui est demandée pour la place Jean-Macé.

Pétition déposée par M. ROGNON et par laquelle les habitants de la partie comprise entre les n^{os} 31 et 39 de l'avenue Berthelot demandent la plantation d'arbres sur le côté Nord de ladite avenue.

M. LE MAIRE : J'enverrai cette pétition pour étude au service des Cultures.

Question de M. Curtelin, relative à la non distribution de récompenses aux élèves des écoles municipales.

M. CURTELIN : Messieurs, vous savez que le Conseil municipal, dans sa séance du 4 février 1907, a voté une somme de 25,000 francs destinée à remplacer les anciennes distributions de prix aux élèves des écoles municipales. On avait décidé de donner des livres utiles, des dictionnaires, des géographies, et même de donner des récompenses dans le courant de l'année aux élèves ayant fait un effort considérable; mais, aux dernières vacances, aucune récompense n'a été décernée, et plusieurs parents sont venus m'en demander la raison.

J'ai été très étonné moi-même de voir que rien n'a été donné aux élèves au cours de l'année scolaire et je viens demander à l'Administration quels sont les motifs qui l'ont empêchée d'employer le crédit inscrit au budget.

M. LE MAIRE : Ce n'est pas l'Administration qui s'est opposée en quoi que ce soit, bien entendu, à l'exécution de la décision du Conseil municipal.

Je n'ai pas de renseignements officiels sur la question; dès que je les aurai, je vous les communiquerai. Il semble bien cependant que c'est l'autorité académique qui n'a pas appliqué la délibération du Conseil municipal et qui a soulevé des difficultés.

Le Conseil avait décidé que la somme mise à la disposition de l'ensemble du personnel de chaque école serait employée au mieux des intérêts de l'école, après entente obligatoire entre le directeur et ses adjoints. Il a paru à l'Administration académique que cette décision était révolutionnaire.

L'obligation d'une entente complète entre instituteurs et directeur d'école est, paraît-il, contraire à tous les principes traditionnels de l'enseignement. (Rires.) C'est ce qui fait, semble-t-il, que le crédit n'a pas été utilisé.

L'absence momentanée de M. l'Inspecteur d'Académie a fait que j'ai n'ai pas encore reçu de rapport à ce sujet, mais je vous indique d'où est venue vraisemblablement la difficulté.

L'Administration municipale a le devoir de faire respecter les votes et les droits du Conseil, et je rappellerai à l'autorité académique que, pour une soi-disant question de principe, une décision de l'Assemblée municipale ne peut pas ne pas être appliquée. Lorsque le Conseil prend une décision comme celle-ci, lorsqu'il apparaît de l'intérêt général de remplacer le mode ancien de distribution des prix par une méthode plus rationnelle, plus intelligente, nous n'admettrions pas que cette décision soit tenue en échec. Je vous donnerai plus tard à ce sujet, Messieurs, des renseignements plus détaillés que ceux que je puis vous fournir ce soir.

Proposition de M. Tixier, relative à la vacance d'un emploi au Bureau de Bienfaisance.

M. TIXIER : Messieurs, un emploi de fonctionnaire se trouve actuellement

vacant au Bureau de bienfaisance. Il y a quelques mois, le Conseil municipal s'est trouvé en présence d'un fait accompli à propos de la nomination d'un fonctionnaire dans le même établissement, et il n'a pu qu'élever des protestations contre une nomination scandaleuse faite sans son assentiment.

J'avais remarqué à ce moment que tout le Conseil était unanime à vouloir sauvegarder les intérêts des fonctionnaires de carrière, c'est pourquoi je pense être l'interprète de tous mes collègues en déposant le vœu suivant au nom de MM. Piaton, Falconnier, Foret, Carle, Thévenon, Richerand et au mien :

Le Conseil municipal,

Approuvant les déclarations de M. le Maire au cours de la séance du 5 mai 1907, relatives à la nomination d'un fonctionnaire du Bureau de bienfaisance;

Considérant qu'un emploi est actuellement vacant par suite du décès de M. Dervieux;

Invite M. le Maire à user de toute son influence de président du Bureau de bienfaisance pour que cet emploi soit réservé à un candidat appartenant au personnel de la Ville ou du Bureau de bienfaisance.

M. LE MAIRE : L'Administration fera son devoir.

M. VOILLLOT : Je tiens à donner mon avis sur le vœu qui vient d'être présenté par notre collègue, M. Tixier.

J'ai eu l'occasion, au cours d'une de nos dernières séances publiques, de donner, sans aucune réserve, mon opinion sur le cas que l'on devait faire de certains citoyens qui, après une carrière heureuse et facile, postulent des emplois qui devraient être réservés aux fonctionnaires de carrière.

M. ROGNON : Très bien !

M. VOILLLOT : à des fonctionnaires qui ont passé de longues années au service de l'Administration municipale ou de toute autre administration et pour qui ces emplois sont le couronnement de leur carrière. Il serait scandaleux de nommer à ces postes des râclures de la politique, qui ne voient là qu'une satisfaction de leurs intérêts personnels.

Je vous demande pardon, Messieurs, d'avoir employé ce qualificatif, je n'en ai pas trouvé d'autre pour exprimer ce que je ressens.

Il est inadmissible que des gens se servent de leur mandat politique pour arriver à des situations avantageuses, barrant ainsi la route à des fonctionnaires ayant débuté jeunes dans leur carrière, après avoir triomphé dans des concours. J'espère que dans les Administrations tous les emplois tendront, de plus en plus, à être attribués de cette manière, qui donne toutes garanties de travail et de dévouement de la part de ceux qui doivent les remplir. Il est à souhaiter que, depuis la base jusqu'au sommet de l'échelle hiérarchique administrative, les emplois quels qu'ils soient ne soient jamais donnés qu'à ceux qui les méritent et qui y ont droit.

Je m'associe, sous ces réserves, au vœu de M. Tixier.

M. LE MAIRE : Mais, Monsieur Voillot.....

M. VOILLLOT : Je n'ai pas incriminé l'Administration municipale, Monsieur le Maire !.....

M. LE MAIRE : Il n'y avait, en effet, pas lieu de le faire. En ce qui concerne l'emploi dont vous parlez, l'Administration municipale n'a reçu, je dois le dire, aucune déclaration de candidature. Toute discussion tendant à viser particulièrement une personne ou une catégorie de personnes serait donc prématurée, il est de mon devoir de le dire.

Je vais mettre aux voix le vœu présenté par M. Tixier.

M. VOIDIER : Messieurs, permettez-moi de protester contre les paroles injurieuses de M. Voillot.

M. LE MAIRE : Elles ne sont pas à votre adresse, Monsieur Voidier !

M. VOILLLOT : Je n'ai prononcé le nom de personne !.....

M. VOIDIER : J'estime qu'un vieux serviteur de la démocratie, qui a passé vingt-cinq années dans les assemblées communales ou départementales et que l'âge oblige à se retirer de la carrière politique, est parfaitement dans son droit en passant en quelque sorte de l'armée active dans la réserve, je veux dire dans l'administration. Il existe d'ailleurs des précédents sous les Conseils municipaux anciens. J'estime que c'est manquer de reconnaissance envers ceux qui ont passé de longues années dans la carrière politique, en rendant des services à la démocratie, que leur refuser même le droit d'être candidats à un poste administratif.

M. LE MAIRE : Je réponds à M. Voidier que l'on a parlé d'une façon générale d'une catégorie et non d'une personne.

M. VOILLLOT : Je m'étonne que M. Voidier ait éprouvé le besoin de prononcer son nom dans ce débat, puisqu'il ne m'était même pas venu à la pensée de le prononcer.

J'ai protesté, il y a quelques mois, en semblable circonstance; j'apporte aujourd'hui la même vigueur dans ma protestation contre ce que je considère, non comme des errements administratifs, mais comme de l'injustice flagrante; c'est sur ce point qu'a porté mon intervention.

Je n'ai cité aucun nom, je m'en suis même bien gardé, car j'aurais pu être amené, si je l'avais fait, à en prononcer plusieurs.

Je vous prie de ne pas voir dans mon intervention une marque d'hostilité à l'égard de qui que ce soit. J'affirme mon opinion, qui est celle du Conseil municipal puisque nous avons voté dans une occasion et pour des raisons semblables, un ordre du jour non équivoque présenté par notre collègue M. Foret et par moi-même, ordre du jour qui rallia les suffrages de tous nos collègues. Nous n'avons découvert personne, nous avons

affirmé une fois de plus notre opinion sur une question de principe, sans avoir eu un instant la pensée d'incriminer ou de juger qui que ce soit.

M. LE MAIRE : Messieurs, l'Administration vous prie de ne pas continuer cette pénible discussion....

M. VOILLLOT : Je tiens à faire observer en terminant que la politique ne doit pas être une carrière.

M. GADOUD : Messieurs, notre collègue Voldier a exprimé tout à l'heure des pensées que j'approuve. Lorsqu'un homme est fini, comme il le dit, il doit se retirer de la politique, mais non pour entrer dans l'Administration.

M. LE MAIRE :.....Puisque j'ai l'occasion de prendre la parole sur ce sujet, je tiens à dire d'abord que, d'après ce qui m'a été raconté, j'ai été mis en cause dans un certain journal à cette occasion. Ce journal m'aurait prêté, au sujet de certains collègues, des propos malveillants et des intentions qui ne concordent pas du tout avec mes habitudes et ma façon d'agir. Il n'y a dans tout cela absolument rien de vrai, j'ai à peine besoin de vous le dire.

Après ces observations trop longues à mon avis, je mets aux voix, comme c'est mon devoir, le vœu présenté par **M. TIXIER**.

Que ceux d'entre vous qui sont d'avis de l'adopter veuillent bien le manifester en levant la main.

(Ce vœu est adopté.)

M. JACQUIER : Je déclare m'abstenir.

M. LE MAIRE : Votre abstention sera mentionnée au procès-verbal.

Question de MM. Renard et Laurent Chat, au sujet de la suppression, par la Compagnie des bateaux-mouches, de plusieurs pontons sur la Saône.

M. RENARD : Monsieur le Maire, au nom de mes collègues MM. Mermillon et Vial et en mon nom personnel, je viens vous demander si la Compagnie des bateaux-mouches a le droit d'informer la population de son intention de supprimer quatre pontons débarcadères sur la Saône quarante-huit heures seulement avant d'exécuter cette décision.

Les notes parues dans les journaux le samedi annonçaient que le mardi suivant les pontons seraient enlevés. C'est là vous le reconnaîtrez, un laps de temps trop court pour pouvoir intervenir auprès des Pouvoirs publics ou même auprès de la Compagnie.

D'autre part, la Compagnie n'est pas en droit de supprimer d'une façon aussi brusque les moyens de communication existant dans un quartier. Je suis convaincu qu'il y a quelques relations entre la Compagnie des bateaux-mouches et la Compagnie O.-T.-L. On a voulu obliger les voyageurs du quartier Pierre-Scize, comme ceux de Port Neuville dont parlera **M. Chat** dans un instant, à prendre le tramway.

A mon avis, la Compagnie a tort de vouloir établir un trajet rapide entre le pont La Feuillée et Vaise, car elle nous montre que l'esprit qui la fait agir est bien le même que celui qui anime la Compagnie O.-T.-L. dans des circonstances semblables. La Compagnie des bateaux-mouches a l'intention d'établir un trajet direct entre Perrache et Vaise, en s'arrêtant peut-être à La Feuillée, mais en supprimant tous les débarcadères intermédiaires. En agissant ainsi, elle porte un grand préjudice aux habitants des deux rives de la Saône.

Je viens vous demander Monsieur le Maire, si vous avez des explications à nous donner à ce sujet, et vous prier de nous les communiquer officiellement.

M. CHAT : Messieurs, mon collègue, **M. Renard** a trop bien dit ce qu'il convenait de dire pour que j'insiste longuement. J'ai simplement à associer, dans cette plainte légitime, les habitants de la rive gauche de la Saône à ceux de la rive droite. La suppression du ponton de Port-Neuville leur cause un préjudice réel et une gêne considérable. Et je vous signale ce fait, Messieurs, que c'est au moment où la nécessité d'un nouveau moyen de communication s'imposant dans l'intérêt de la population des deux rives, nous nous apprêtons à construire le pont dit de l'Homme-de-la-Roche, que la Compagnie supprime brutalement l'un de ces moyens de communication — si imparfait qu'il soit — et nous met, suivant la tactique chère à la Compagnie O.-T.-L., en présence du fait accompli. Je proteste donc énergiquement, au nom des intérêts lésés et en celui de mes collègues du 1^{er} arrondissement.

M. TIXIER : Le fait même que deux pontons ne travaillent pas, indique l'inutilité d'un pont vers l'Homme-de-la-Roche. (Oh ! Oh ! Bruit !)

M. CHAT : Il s'agit de savoir si ces pontons ne travaillent réellement pas.

M. RENARD : Celui de Pierre-Scize embarque ou débarque 600 à 700 voyageurs par jour.

M. MERMILLON, adjoint : C'est peut-être celui qui travaille le plus.

M. CHAT : Ce n'est pas douteux.

M. MANUS : La Compagnie aurait mis alors quarante-quatre ans pour s'apercevoir que ces pontons ne faisaient pas leurs frais.

M. LE MAIRE : Remarquez, Messieurs, qu'en quarante-quatre années, bien des choses changent. Il est profondément regrettable que la Compagnie lyonnaise de transports ait supprimé 4 pontons : Ainay, Port-Neuville, Pierre-Scize et Vaise-Gare. Si l'un de ces pontons, plusieurs fois installé et supprimé, n'est rétabli que depuis 1906, la Compagnie peut dire que l'expérience récente qu'elle a faite n'est pas concluante ; mais il n'en est pas de même pour les embarcadères d'Ainay, de Port-Neuville et de Vaise-Gare, qui sont très anciens, et je me suis trouvé tout d'abord appelé à

demander à la Compagnie pour quelles raisons elle avait supprimé ces pontons auxquels nos concitoyens étaient habitués. Il faut bien remarquer d'abord qu'il n'en est pas de même pour un service de transport de voyageurs par bateaux, que pour une ligne de tramways ; si, par hasard, une société de tramways s'avisait de supprimer, sans autorisation préalable, une ou plusieurs de ses stations, elle tomberait immédiatement sous le coup de la loi de 1881 sur les transports par terre, mais cette loi ne s'applique pas, dans l'espèce, aux transports par eau.

Ce qui a amené la Compagnie à supprimer quelques pontons — on est bien obligé de le dire publiquement — c'est l'insuffisance des recettes. La Compagnie Lyonnaise de transports a été fondée le 1^{er} juillet 1905 au capital de 600,000 fr., pour exploiter le service des voyageurs entre Perrache, Vaise et Saint-Rambert-l'Isle-Barbe. Elle n'a pas réussi jusqu'à présent ; voilà la vérité stricte. Lorsqu'elle a vu que le succès ne répondait pas à ses espérances, cette Société a apporté dans son exploitation un certain nombre de modifications qui devaient, dans sa pensée, amener une amélioration appréciable de l'état de ses finances : elle a réduit à 0 fr. 05, les jours de semaine, le prix du trajet de Perrache à Vaise, qui était auparavant de 0 fr. 10 ; elle a amélioré son matériel — oh ! sans exagération, je me hâte de l'ajouter — elle a créé à ce moment le ponton de Pierre-Scize et la Mouche du soir, organisé enfin un service entre l'Isle-Barbe, Collonges et Fontaines-sur-Saône.

Malgré toutes ces modifications, la Compagnie Lyonnaise de transports n'a pas obtenu les résultats qu'elle attendait : ses dépenses ont augmenté dans de notables proportions, — il est vrai qu'une de ces augmentations de dépenses a eu un effet heureux, c'est l'amélioration de salaire accordée au personnel — et ses recettes ont diminué. J'ai sous les yeux le résultat financier de l'exercice 1906-1907 ; il est loin d'être excellent. La Compagnie, pour ne pas supprimer totalement son service, s'est donc trouvée dans la nécessité de diminuer ses dépenses. C'est ainsi que quatre emplacements de débarcadères ont été supprimés, pour permettre de remplacer quatre pontons hors d'usage, sans que la Compagnie fasse construire du matériel neuf.

Dans ces conditions, la question qui se pose est de savoir si la ville de Lyon peut s'opposer à la suppression de ces quatre pontons d'embarquement. Eh bien, la Ville est, par malheur, sans autorité, puisqu'il n'y a pas de cahier des charges imposé par elle à la Compagnie des bateaux-mouches. Peut-elle davantage intervenir auprès de la Préfecture pour obtenir le rétablissement des pontons supprimés ? Il faut, pour cela, se reporter à l'arrêté préfectoral du 22 juin 1905, le dernier en date, qui contient simplement la réserve suivante :

« Art. 7. — Il ne pourra être apporté de changement dans la position des

« pontons, ni être fait de modifications
« aux ouvrages autorisés, qu'en vertu
« d'une nouvelle permission de l'Admi-
« nistration. »

Il est sous entendu qu'il s'agit de l'Administration préfectorale. Or, la Préfecture, d'après les renseignements qui me sont parvenus, est d'avis que la Compagnie de transports peut supprimer à son gré et sans une autorisation spéciale, les pontons qu'elle reconnaît inutiles. Il faut donc insister auprès de M. le Préfet du Rhône pour que, se fondant sur l'arrêté de 1905, il refuse à la Compagnie l'autorisation de supprimer certains pontons ; mais c'est un point de droit à juger, et en ce qui concerne la Ville, vous comprendrez que j'observe la plus grande réserve, ne pouvant point empiéter sur les attributions préfectorales.

M. RENARD : Je vous remercie, Monsieur le Maire, des renseignements que vous venez de nous donner ; mais j'insiste sur ce point que les quatre pontons qui viennent d'être enlevés sur la Saône ne sont pas ceux qui donnent le moins de résultats au point de vue financier. Et j'ajoute que la Compagnie a commis sciemment une erreur en laissant subsister un ponton sur la rive gauche. Je ne veux pas créer d'antagonisme entre un arrondissement et un autre, mais il faut bien constater qu'on n'a pas hésité à en maintenir un moins productif que tout autre pour faire plaisir à un gros industriel.

M. CHAT : Vous parlez de MM. Gillet. Nous voudrions être traités sur le même pied.

M. RENARD : Les quartiers de la rive droite de la Saône sont donc privés du service des mouches depuis Saint-Jean jusqu'à Vaise. Sur tout ce long parcours, les habitants se trouvent obligés de prendre les tramways.

D'autre part, si la Compagnie Lyonnaise de transports, qui exerce son trafic jusqu'à Collonges et Fontaines, trouve son intérêt à transporter rapidement les habitants des communes voisines, desservies par une Compagnie rivale, nous avons le devoir de défendre aussi les intérêts de nos concitoyens. Si la Compagnie veut pratiquer son industrie en dehors de Lyon, elle doit assurer également son service à l'intérieur de la Ville.

Je sais bien que la première autorisation donnée à la Compagnie en 1863 ne prévoyait l'installation de pontons que sur la rive gauche de la Saône, sauf pour le point terminus de Vaise ; mais actuellement, tous les habitants du 5^e arrondissement se trouvent lésés par ce fait qu'il n'existe plus de pontons de Saint-Jean jusqu'à Vaise. C'est un gros inconvénient pour eux, la suppression des pontons de Pierre-Scize et de Port-Neuville les privant de toute communication entre ces deux points jusqu'au jour, assez prochain je l'espère, où l'on construira enfin la passerelle de l'Homme-de-la-Roche.

Je demande donc à l'Administration municipale de vouloir bien faire remar-

quer à la Préfecture les inconvénients que je viens de signaler pour obtenir le rétablissement des installations supprimées.

M. LE MAIRE : Je transmettrai à M. le Préfet la délibération du Conseil, et je le prierai de défendre sur ce point les intérêts des habitants du 1^{er} et du 5^e arrondissements puisque l'Administration municipale est malheureusement désarmée, comme je viens de vous le faire constater.

Question de M. Fagot sur le programme municipal.

M. FAGOT : Messieurs, nous allons bientôt arriver au terme de notre mandat ; il m'a semblé que le moment était venu de passer en revue nos travaux afin de condenser ce que nous avons pu réaliser de nos projets, ce que nous pouvons encore faire, ou au moins mettre en train et enfin ce que nous avons dû abandonner ou ajourner pour raisons budgétaires ou pour d'autres raisons du programme général que nous avons presque tous signé.

Il est utile, je crois, que le public sache au moment où un mandat va être renouvelé, comment a été accompli celui qui dans quelques mois va prendre fin.

Je citerai pour mémoire et sans commentaire les points acquis qui sont les plus importants. Le canal « de Lyon à la mer » suit son cours peut-être un peu lent : une Commission interdépartementale a été nommée et nous espérons qu'elle aboutira un jour ou l'autre.

L'emprunt nécessaire aux groupes scolaires se négocie et les plans s'élaborent, l'Hôtel des Invalides du travail est au complet, l'Orphelinat de garçons en voie de construction.

La suppression à peu près complète des Bureaux de placement par la concurrence gratuite est réalisée.

La mise en régie du pavage est chose faite, celle de l'enlèvement des immondices sur laquelle nous reviendrons est imminente, enfin l'Ecole supérieure du 6^e arrondissement est décidée par l'Administration.

Arrivons maintenant aux articles restés en suspend : nous voyons en premier lieu les Maisons-Asiles pour vieux ménages. Je sais bien que la nouvelle loi d'assistance obligatoire impose à la Ville de lourdes charges qui ne sont d'ailleurs pas encore complètement connues ; je crois cependant que l'idée n'en doit pas être abandonnée, et qu'une expérience pourrait être faite dans les terrains que la Ville possède derrière les voûtes de Perrache. J'en dirai autant pour les maisons ouvrières, question très agitée, mais qui n'a encore reçu aucune solution.

Je regrette pour ma part que la question de l'annexion soit à peu près abandonnée et que sur ce point les idées de l'Administration actuelle soient sensiblement divergentes de celles de l'Administration précédente.

Enfin, il reste le « tout à l'égout », dont l'étude doit être faite ou tout au moins fort avancée. Je prie M. le Maire de nous indiquer la solution qu'il entrevoit à ces questions sur lesquelles je grefferai pour terminer celle de l'enlèvement des immondices qui peut s'y relier. L'adjudication actuelle prenant fin le 31 décembre prochain, l'Administration doit avoir en ce moment un projet nouveau de régie, tout prêt pour faire face aux nécessités. Cette question offre d'ailleurs un intérêt considérable au point de vue de l'hygiène. Il est plus que temps d'abandonner le tombereau moyen-âgeux de nos ancêtres ; plusieurs systèmes ont été proposés à la Ville et même essayés par le service compétent ; il ne semble pas qu'aucun ait plu. Que va-t-on faire ?

M. LE MAIRE : Je suis très heureux que notre collègue, M. Fagot, me donne l'occasion de parler des questions qu'il a soulevées. Je les ai déjà traitées devant le Conseil municipal, et je ne veux pas m'étendre trop longuement, parce qu'il me faudrait parler une heure sur chacune d'elles pour l'épuiser.

Si je ne me trompe, M. Fagot a visé trois points : le premier est relatif à la construction de maisons pour vieux ménages. Notre collègue sait combien je suis partisan de cette création. J'ai donc chargé M. l'architecte Bouilhères de dresser plusieurs projets, qui constituent le dossier que voici. De son côté, le service de la Voirie a négocié pour des échanges de terrains.

Un certain nombre d'objections ont été présentées cependant ; l'application de la loi sur l'assistance, notamment, va modifier obligatoirement nos prévisions. M. l'Adjoint Cadet a déclaré également qu'il n'était pas, en principe, favorable à la construction de maisons pour les vieux ménages et a relevé plusieurs difficultés qui sont inhérentes à la question. En effet, comment la Ville nourrirait-elle les vieux ménages indigents qu'elle aura logés, ou plutôt les nourrirait-elle ? Et si vous décidez de ne pas les nourrir, comment ferez-vous le jour où ils se trouveront dans un état de pauvreté tel qu'ils ne pourront plus subvenir à leur existence ?

Ce sont des cuisines qu'il faut alors prévoir et installer avec des dispositions spéciales.

D'autre part, comment assurer la surveillance et le fonctionnement de ces installations ?

Toutes ces difficultés ont fait que M. l'Adjoint Cadet m'a proposé, comme étant plus facilement réalisable et aussi plus utile à son avis, le développement de l'assistance à domicile. C'est à ce moment qu'a été promulguée la loi d'assistance aux vieillards, qui prévoit l'hospitalisation des incurables. Il n'est pas besoin de rappeler ici que la ville de Lyon a fait des efforts considérables pour son application. En ce qui nous concerne, nous pouvons dire que cette loi a été réellement appliquée, car elle fonctionne à Lyon d'une manière déjà très satisfaisante et que l'assistance à domicile est ici largement pratiquée.

La loi d'assistance aux vieillards prévoit donc l'assistance à domicile des personnes incapables de subvenir aux besoins de l'existence et, en outre, l'hospitalisation des incurables. Le problème est ardu pour la ville de Lyon. Il n'y en a pas parmi nous, Messieurs, qui ne sache combien il se trouve d'hommes, de femmes, âgés ou infirmes qu'il est nécessaire d'hospitaliser. Vous êtes tous venus me signaler de ces cas urgents, lamentables, auxquels, le plus souvent, nous avons eu les plus grandes difficultés à porter remède.

M. le Préfet a donc bien voulu provoquer, sur ma demande, la réunion d'une Commission qui s'est occupée de la création d'hospices d'incurables. Voici la première difficulté qui est apparue tout d'abord : un conflit inévitable entre l'Administration de la Ville et l'Administration des Hospices.

Il s'est passé, à l'occasion de l'application de la loi d'assistance aux vieillards, un fait très important que je signale à votre attention. Les Hospices entretiennent un grand nombre de nos incurables. Or, la loi sur l'assistance déclare que les Hospices ne sont obligés à les recevoir que dans la mesure de leurs ressources disponibles. Aussitôt, les Hospices ont émis la prétention de se débarrasser d'un grand nombre d'incurables de la Ville et de profiter ainsi de la loi pour se décharger d'un certain nombre de leurs obligations : de sorte que si nous avions laissé agir, dans ce sens, cette Administration, au lendemain du jour de la promulgation de la loi, elle en aurait profité pour assister moins d'incurables qu'auparavant. En fait, elle s'est disposée à congédier un grand nombre de vieillards que nous serions fort embarrassés d'hospitaliser.

J'ai répondu à l'Administration des Hospices que si elle n'avait pas de ressources disponibles pour hospitaliser nos incurables, c'était parce que depuis longtemps elle oubliait que les Hospices de Lyon étaient des établissements communaux et non départementaux. J'ai fait observer que les Hospices devaient, avant tout, satisfaire aux besoins de la Ville dont ils faisaient partie. J'ai soutenu cette thèse devant la Commission et, s'il le faut, je la soutiendrai ailleurs. Je soutiendrai que les Hospices de Lyon, doivent, avant tout, être des Hospices communaux et, qu'avant de faire face aux hospitalisations départementales, ils doivent satisfaire à leurs obligations envers nous ; s'ils voulaient s'en tenir à leur rôle, ils auraient des ressources suffisantes pour assister tous nos incurables.

Vous voyez, Messieurs, à quelle solution nous aboutissons : à la création d'un Hospice d'incurables, aux dépenses duquel la Ville doit participer. Je serais assez disposé à demander au Conseil municipal les sommes nécessaires pour son aménagement. Quant à son emplacement, je crois qu'il est tout trouvé dans les bâtiments du Grand séminaire. Mais avant de nous imposer un nouvel effort dans ce sens, je désire régler, avec les

Hospices, ce conflit si important, parce que si l'autorité administrative ou judiciaire nous donnait satisfaction, si les Hospices étaient invités à secourir d'abord les assistés de la Ville, notre Hospice d'incurables serait inutile.

Vous voyez, Messieurs, de quelle façon j'étudie cette question de l'hospitalisation des incurables qu'il a fallu substituer à la question de l'hospitalisation des vieux ménages, pour généraliser le problème et pour traiter d'ensemble les deux questions.

Messieurs, le second point visé par M. Fagot, est la question du tout à l'égout. J'en parle tout de suite. Vous savez quels engagements j'ai pris à ce sujet, en particulier l'hiver dernier. Je n'ai pas pu — car j'aurais fait preuve de mauvaise foi — promettre à la population lyonnaise de lui donner le tout à l'égout avant la fin de notre mandat ; la question est trop considérable. Il faut, en effet, bouleverser pour un temps toute la Ville, changer nos habitudes, choisir entre des systèmes nombreux et prendre surtout des mesures financières telles que le budget de la Ville ne soit pas victime d'accidents semblables à ceux qui sont survenus à Paris et à Marseille. La question est donc très vaste ; elle sera, selon moi, le point essentiel du prochain mandat.

Ce que j'avais promis, c'était de hâter l'étude de la partie théorique de ce problème. C'est ce que j'ai fait. A la suite de l'Exposition d'hygiène, j'ai demandé un rapport sur cette question aux hommes les plus qualifiés pour cela, aux hygiénistes municipaux dont les noms sont bien connus, MM. Imbeaux, de Nancy et Calmette. La grosse difficulté, quand il s'agit du tout à l'égout, est la suivante : on se trouve en présence de nombreuses propositions venues de maisons industrielles ; l'important est de distinguer où est la solution scientifique et de l'isoler des intérêts commerciaux, des arguments de spéculation. J'ai tenu à avoir un rapport sur ce point ; je l'ai actuellement à telles enseignes que je vous demanderai bientôt de me voter un petit crédit pour le payer. Je le tiens à la disposition de ceux d'entre vous qui voudraient le consulter. Il établit la base de ce que doit être un projet de tout à l'égout dans notre Ville. Mais les grandes études restent à faire pour mettre ce projet debout et l'amener à réalisation.

Enfin, Messieurs, le troisième point visé par M. Fagot est beaucoup plus urgent, il vise l'enlèvement des ordures ménagères. C'est une question que nous ne pouvons pas différer, car ainsi que vous le savez, l'adjudication pour l'enlèvement des immondices expire à la fin de cette année.

Depuis plusieurs mois, ainsi qu'en témoignent les nombreux dossiers que j'ai ici, nous avons étudié cette question d'une façon minutieuse avec les services compétents de la Ville. Nous avons envisagé un grand nombre d'hypothèses. Si vous en êtes curieux, je vous donnerai tous les renseignements que vous pourrez désirer, notamment sur la solution qui consisterait dans l'évacuation

des détritiques en utilisant notre réseau de tramways. Je me demande si cette dernière solution ne sera pas celle de l'avenir.

Avant de présenter un rapport au Conseil sur cette question, j'ai tenu à me rendre compte de l'efficacité d'un procédé usité à Berlin, et dont je pourrai apprécier la valeur lorsque j'irai, ainsi que vous m'y avez invité, représenter la Ville au Congrès d'Hygiène et de Démographie qui doit s'ouvrir le 23 septembre. Au mois d'octobre ou de novembre, je déposerai un rapport sur le bureau du Conseil en vous soumettant les difficultés très nombreuses, beaucoup plus nombreuses qu'on ne se l'imagine, qui compliquent le problème. Nous sommes pressés par le temps, car il nous faut arriver avant la fin de l'adjudication.

Voilà de quelle façon se pose la question que vous avez soulevée. Je n'insiste pas davantage, afin de ne pas abuser des instants du Conseil. Soyez persuadés que l'attention de l'Administration est en éveil et qu'elle s'efforce de tenir les engagements pris par elle devant le corps électoral.

M. TIXIER : Monsieur le Maire, je crois que le système berlinois dont vous avez parlé consiste à enlever les immondices au moyen de caisses fermées par des couvercles.

Ce procédé, si je ne me trompe, a été essayé à Toulouse, tout récemment, et l'on s'aperçoit déjà qu'il n'est guère possible de le faire adopter.

Je ne crois pas que d'ici dix ans vous ayez pu arriver à l'imposer aux propriétaires lyonnais. Je vous cite là un fait matériel que l'on peut vérifier.

Il ne s'agit pas seulement d'imposer l'emploi de caisses fermées, destinées à être emportées avec plus ou moins de soin, que l'on rapportera brisées et sans couvercles, mais il s'agit plutôt d'obliger les propriétaires à mettre des caisses dans les allées, et de les faire sortir au moment voulu. A cela, on n'est pas encore arrivé, car il y a encore nombre de maisons qui sont dépourvues de caisses à immondices. Dans ces conditions, comment voulez-vous imposer un nouveau système de caisses fermées ?

M. LE MAIRE : C'est là, mon cher collègue, l'histoire de tous les progrès. Je vous en donne un petit exemple. Vous savez que récemment j'ai pris un arrêté dirigé — permettez-moi de m'exprimer ainsi — contre les moustiques. Le Bureau d'hygiène ayant prétendu, à la suite d'expériences paraissant concluantes, que les moustiques se développaient de préférence dans un endroit que je n'ai pas besoin de préciser ; j'ai pris un arrêté pour imposer aux propriétaires la pose d'un treillage métallique à l'orifice des conduites y donnant accès.

A peine avais-je pris cet arrêté, que je reçus une protestation formidable de la Chambre syndicale des gérants d'immeubles me disant que vraiment c'était une mesure draconienne, une injustice flagrante, on ne disait pas révolutionnaire, mais on le pensait. Figurez-vous

que cela va coûter 15 francs à chaque propriétaire ! Je n'ai pas besoin de dire que je tiendrai bon. Il en sera de même pour toutes les mesures prises dans l'intérêt de nos concitoyens. Nous aurons contre nous les propriétaires ; il faut bien nous y attendre.

Nous discuterons bientôt à fond, Messieurs, la question d'enlèvement des immondices, et vous verrez, car je l'ai assez étudiée pour le savoir, qu'il n'est pas de système qui ne comporte des inconvénients.

J'avais songé un instant à mettre à l'étude celui que nous avons vu fonctionner en Angleterre, et qui consiste dans l'incinération des immondices. Par malheur, ce procédé, très facile à employer là-bas, est difficilement applicable en France. En Angleterre, en raison de la rigueur du climat, les ordures ménagères contiennent une grande quantité de charbons, ce qui les rend très combustibles. Quant aux produits d'une combustion plus difficile, il est possible de les mélanger avec du charbon pour les détruire, — celui-ci étant très bon marché en Angleterre. Voilà pourquoi, dans presque toutes les villes de la Grande-Bretagne, il existe des usines d'incinération d'immondices.

Nous avons fait une expérience avec les ordures ménagères de notre Ville, mais les immondices n'ont, chez nous, qu'un pouvoir combustible minime et leur mélange avec du charbon pour rendre leur incinération possible entraînerait une dépense considérable. C'est ce qui fait qu'en France on pratique si peu l'incinération des immondices.

M. TIXIER : Il y a d'autres raisons, c'est d'abord qu'on en fait de l'engrais.

M. LE MAIRE : Il y en a beaucoup d'autres ; je vous montrerai les difficultés de l'incinération.

Le système le plus simple pour l'enlèvement des immondices serait peut-être le double jeu de caisses ; en tout cas, c'est le plus hygiénique. Il consiste à mettre une caisse par maison à la disposition des locataires, et au moment où le rondeur enlève la caisse pleine, il en laisse une vide à la place. De cette façon, les immondices ne sont manœuvrées qu'en dehors de la ville.

Je ne veux pas rentrer ce soir dans le détail de ce projet, je signale simplement au Conseil municipal que l'Administration s'occupe de la question avec activité.

Question de MM. Jacquier et Arnaud sur une demande de la Compagnie industrielle des pétroles.

M. JACQUIER : Messieurs, une Compagnie industrielle d'huile et d'essence de pétrole qui, malgré les protestations de nombreux habitants et du Conseil municipal de Lyon, a obtenu de la Préfecture l'autorisation d'établir son dépôt sur le quai Perrache, vient de faire au

près de l'Administration supérieure une demande de modification à son installation, modification qui consisterait à « édifier des bacs de réception et de charge permettant de faire sur place la mise en fûts et en bidons ».

Or, qui ne voit les dangers d'incendie et d'explosion qu'occasionnerait la manipulation journalière de matières aussi inflammables que sont l'huile et l'essence de pétrole ? Les accidents, dus à leur transvasement d'un récipient dans un autre sont excessivement fréquents, et sans parler du sinistre que Châlons-sur-Marne a éprouvé cemois-ci du fait d'une explosion survenue à un entrepôt de pétrole, nous avons vu près de nous se produire pareil accident qui, pour être moins grave, est pourtant de nature à faire redouter le voisinage de pareils établissements, si l'on y opère la mise en fûts et en bidons.

Une dépêche d'Aix-les-Bains, du 22 septembre, nous apprenait la nouvelle suivante : « A une heure de l'après-midi, une formidable explosion mettait en émoi les habitants des rues de Genève et de la Chaudanne. Au n° 24 de cette dernière rue, et au deuxième étage, habitait M. N..., chauffeur de M. L..., qui devant partir pour Paris, avait débouché un bidon d'essence, tout en fumant une cigarette.

« L'essence s'étant volatilisée dans la chambre, une explosion se produisit, jetant dans la rue vitres et vêtements en feu et renversant un briquetage.

« L'incendie qui s'était déclaré à la suite de l'explosion, fut éteint après une demi-heure d'efforts. Les blessures de M. N..., qu'on a transporté à l'hôpital, sont excessivement graves. »

Voilà assurément ce qui se produirait un jour ou l'autre, au dépôt de pétrole de Perrache, si celui-ci était autorisé à transvaser le contenu des wagons réservoirs dans des bacs dont le liquide serait ensuite soutiré dans des fûts et des bidons.

Messieurs, vous vous opposerez énergiquement à ce que semblable demande soit prise en considération. L'enquête « de commodo et incommodo » va être close. Aux protestataires, dont le nombre aurait été considérable si nous avions jugé à propos de provoquer un mouvement dans ce sens, le Conseil municipal joindra la protestation de tous ses membres, et M. le Maire voudra bien insister auprès de l'autorité préfectorale pour que la situation, créée au quartier de la presqu'île de Perrache par l'établissement d'un dépôt de pétrole, ne soit pas aggravée par ce que la Compagnie parisienne appelle une « modification de l'installation ».

M. ARNAUD : Je me suis fait inscrire comme notre collègue M. Jacquier, pour prendre la parole sur cette question, parce qu'elle est extrêmement grave pour le quartier de Perrache.

Nous allons faire d'un côté de grosses dépenses pour le prolongement du cours Charlemagne et l'aménagement des voies y aboutissant, et d'un autre côté nous irions laisser installer dans le quartier une industrie extrêmement dan-

gereuse, qui risque d'en éloigner les habitants que nous voudrions y attirer.

D'autre part, cet établissement sera la cause d'une réelle perte pour la Ville, car les terrains qu'elle possède dans la presqu'île perdront la plus grande partie de leur valeur si une usine de pétrole y est installée.

Je ne sais pas si la question que nous posons ce soir, M. Jacquier et moi, sera inutile. Nous avions déjà protesté dans la séance du 9 août 1904 contre l'établissement de ce dépôt de pétrole et le 13 mars 1905, j'ai repris de nouveau la question. M. le Maire Augagneur a donné alors au Conseil municipal lecture d'une lettre très énergique qu'il avait adressée le 26 décembre précédent à M. le Préfet du Rhône. Ensuite de mon observation, il avait même été décidé d'adresser un recours au Conseil d'Etat.

Malgré tout, l'installation du dépôt de pétrole a été autorisée ; mais l'arrêté d'autorisation spécifiait formellement qu'il s'agissait d'un simple dépôt, qu'il n'y serait fait aucune manipulation ni transvasement ; en somme cet établissement ne devait présenter aucun danger. Aujourd'hui, Monsieur le Maire, c'est une véritable usine d'épuration de pétrole qu'on vient nous demander de laisser installer.

Lessinistres qu'a signalés M. Jacquier sont malheureusement fréquents et j'ajoute qu'à Paris un accident s'est également produit dans une usine du même genre, causant de graves dommages. Dans ces conditions, nous ne pouvons laisser installer à Perrache un dépôt de pétrole, et j'ai la ferme conviction que l'Administration supérieure ne laissera pas passer inaperçue la protestation dont nous nous faisons l'écho ce soir.

M. LE MAIRE : Je me suis déjà préoccupé de cette question, car, dès la mise à l'enquête du projet de modification de l'installation de ce dépôt de pétrole, j'ai reçu un certain nombre de réclamations à la suite desquelles j'ai demandé des renseignements.

Je tiens le plus grand compte des observations de MM. Jacquier et Arnaud, mais, étant donné que l'avis du Conseil municipal devra être demandé officiellement, ce qui ne saurait tarder, je voudrais attendre cette circonstance pour demander à ce moment la nomination d'une Commission. Voici pourquoi j'ai provoqué des observations de la part de la Compagnie industrielle des pétroles. Je n'ai pas besoin de vous dire que je reproduis tels quels les arguments qu'elle a développés. La Compagnie ne méconnaît pas le danger que peuvent présenter en général des organisations semblables, mais elle se fonde sur ce fait qu'un certain nombre d'installations de même nature existent à Lyon pour demander d'être autorisée elle aussi à manipuler le pétrole dans des bacs. Le décret du 19 mai 1873 fixe à cinquante mètres la distance minima entre les réservoirs de pétrole et les constructions avoisinantes ; le projet mis à l'enquête prévoit une distance de cinquante-neuf mètres entre les appareils et la maison la plus rapprochée. De plus, les pétitionnaires se

sont forts de prouver que d'autres réservoirs existant à Lyon, sont construits, contrairement au décret de 1873, à moins de cinquante mètres de maisons habitées. Ils demandent, en conséquence, qu'un traitement uniforme soit appliqué à toutes les industries similaires à la leur et qu'il y ait égalité entre eux et les autres dépositaires de pétrole avec lesquels ils se trouvent en opposition d'intérêts.

Encore une fois, Messieurs, je vous transmets purement et simplement les renseignements qui m'ont été donnés par la Compagnie industrielle des pétroles; elle nous dit: « Il existe à Lyon deux organisations concurrentes: la première est notre Société; la seconde est un Syndicat composé de trois maisons », et elle prétend que dans les dépôts appartenant aux maisons syndiquées, les bacs sont installés dans des conditions infiniment plus dangereuses qu'elle ne se propose d'établir les siens.

M. JACQUIER : Mais lorsque ces dépôts ont été construits, c'était dans des terrains vagues.

M. LE MAIRE : Je vous répète, Messieurs, que je ne discute pas les raisons que donne la Compagnie des pétroles, je ne fais que vous les exposer; et si vous voulez bien me le permettre, je vais vous lire quelques lignes du mémoire qui m'a été remis et qui restera déposé au dossier. La Compagnie prétend que le fait de la concurrence entre elle et le Syndicat des autres marchands de pétrole a provoqué à Lyon une baisse considérable de prix.

« Les ventes effectuées à Lyon — dit-elle — constatent qu'il est consommé annuellement une moyenne de 40.000 fûts ou 72.000 hectolitres.

« En 1904, les prix de vente en gros étaient de 27 à 28 fr. l'hectolitre, ceux au détail de 0 fr. 35 à 0 fr. 40, le litre; « en 1905, au moment de l'installation de la Compagnie industrielle des pétroles, ils sont tombés à 24, puis à 22 francs l'hectolitre en gros, et à 0 fr. 30, puis à 0 fr. 25 le litre au détail, soit au bénéfice du consommateur une différence de 0 fr. 10 par litre. »

M. JACQUIER : Nous n'avons que faire de ces chiffres !

M. LE MAIRE : Je vous les cite comme la Compagnie me les a donnés; ils sont intéressants pour le public.

M. JACQUIER : Nous n'avons jamais dit que cette Société ne pouvait pas faire des installations qui lui permettent de servir sa clientèle de Lyon, mais jamais au milieu du quartier de Perrache.

M. ARNAUD : Il y a Saint-Fons, où il existe déjà d'autres établissements classés comme dangereux ou insalubres !

M. JACQUIER : Qu'ils aillent dans les îles de Robinson ou de Pierre-Bénite !

M. LE MAIRE : Je vous signale simplement les dires de la Compagnie, mais

j'indique aussi qu'il y a des renseignements à prendre. C'est pour cette raison que je crois que le Conseil municipal fera bien, au lieu de prendre dès ce soir une décision de principe, à laquelle je serai le premier à me rallier puisque la sécurité publique est en jeu, de décider d'attendre.

Au moment où la Municipalité sera officiellement appelée à se prononcer, je demanderai la nomination d'une Commission de trois membres, qui sera chargée de faire une enquête générale sur les conditions d'exploitation des dépôts de pétrole à Lyon. Ainsi, les mêmes mesures de protection pourront être imposées, dans l'intérêt public, à tous les dépositaires ou manipulateurs de ce produit.

M. ARNAUD : Ce ne sera pas trop tard ? A quelle époque doit se terminer l'enquête ?

M. LE MAIRE : L'enquête sera close le 27 septembre; alors, la question viendra devant le Conseil municipal pour avis, et nous provoquerons, à ce moment, la nomination d'une Commission.

M. ARNAUD : Quelles que soient les conclusions de la Commission qui sera nommée, je ne crois pas que mes collègues du 2^e arrondissement ni moi, nous nous résolvions jamais à voir installer à Perrache, après le prolongement du cours Charlemagne, une industrie aussi dangereuse qu'une raffinerie de pétrole.

M. JACQUIER : La caserne qui appartient à la Ville est située à moins de 50 mètres de l'emplacement des réservoirs projetés.

M. LE MAIRE : Je crois qu'elle en est distante de plus de 50 mètres.

M. JACQUIER : Sûrement, non.

M. LE MAIRE : Je ne suis pas favorable à l'installation de ces réservoirs, puisque j'y ai déjà fait opposition.

M. JACQUIER : Et la Préfecture désignera un médecin, qui dira qu'un dépôt de pétrole n'est pas contraire à l'hygiène !

Les poudrières non plus ne sont pas insalubres. Pourtant on n'en laisserait pas installer une en plein Lyon !

M. LE MAIRE : Vous avez parfaitement raison, mais nous aurons l'occasion de nous renseigner complètement.

Question de M. Arnaud, sur la répression des délits de pêche à Lyon.

M. ARNAUD : Messieurs, il devient nécessaire d'attirer l'attention de l'autorité préfectorale sur les nombreux délits de pêche qui se commettent à Lyon et aux environs, sur le Rhône, et principalement sur la Saône.

J'ai reçu des plaintes nombreuses de

pêcheurs à la ligne, qui m'ont demandé de me faire l'écho de leur protestation au sein du Conseil municipal.

D'une enquête sommaire à laquelle je me suis livré, il résulte qu'en effet, nos fleuves sont dévastés par des individus sans scrupules, qui usent de tous les procédés et enfreignent tous les règlements pour se procurer du poisson, qu'ils vendent quelquefois à vil prix.

Les individus en question sont non seulement pêcheurs en tout temps, mais ils pratiquent aussi, sans posséder aucun permis, toutes sortes de pêches, principalement celles prohibées.

Pêche au carré, à l'araignée, à la brécanière, pose de fils, composés parfois de plusieurs centaines d'hameçons, emplois de produits toxiques comme ceux nommés vulgairement « coque » et « trouille », tout est bon, pourvu que le poisson soit pris, et ils en font de véritables hécatombes en quelques heures.

Les professionnels dont je parle opèrent surtout la nuit.

A l'aide de filets, dont les mailles sont d'une dimension bien inférieure à celles prévues par le règlement, ils s'emparent du menu fretin, compromettant ainsi gravement le peuplement de nos rivières, où l'on ne rencontrera bientôt plus que de rares poissons.

Aussi les honnêtes pêcheurs à la ligne sont-ils découragés et le sport si démocratique et si hygiénique de la pêche va-t-il, si on n'y prend garde, disparaître peu à peu, au moins à Lyon.

Nous devons le défendre, cependant, non seulement parce qu'il procure un passe-temps agréable à un grand nombre de nos concitoyens, mais encore parce qu'il est une source de profits pour beaucoup de petits commerçants.

On m'objectera sans doute qu'il y a des fonctionnaires spéciaux chargés de faire respecter les lois et règlements concernant la pêche.

Messieurs, il faut dire la vérité. Ces gardes-pêche, dont le nombre est d'ailleurs insuffisant, ne peuvent empêcher les pirates d'eau douce d'accomplir leurs méfaits.

Ces braves gens — je parle des gardes — se promènent, le jour, le long des bords, prêts à verbaliser contre un honnête chevalier de la gaule qui se sera laissé aller à pêcher avec une de ces lignes dites « à fond ».

Mais ils se gardent bien d'aller la nuit, et même pendant le jour, dresser une contravention aux professionnels qui ravagent nos fleuves. Ils savent trop ce qu'il pourrait leur en coûter !

Non, le garde-pêche, à Lyon et dans la banlieue, ne peut verbaliser étant seul.

Il faut qu'il y ait une nouvelle organisation de la répression des délits de pêche.

C'est évidemment un effort à faire, mais cet effort est nécessaire. J'ajoute qu'il ne sera que temporaire. Car lorsque les véritables malfaiteurs que sont les délinquants dont je parle auront été traqués et punis sévèrement, ils n'auront pas envie de continuer à pratiquer leur coupable métier.

Il faut aussi, Messieurs, que l'on surveille et que l'on frappe les revendeurs du poisson non réglementaire, lequel, paraît-il, est mis en vente sans aucun souci des arrêtés préfectoraux.

S'il n'y avait pas des marchands ou des restaurateurs acheteurs du fretin prohibé, on ne le pêcherait pas et l'empoissonnement de nos fleuves ne serait pas compromis.

Je vous demande donc, Messieurs, de bien vouloir adopter le vœu suivant qui, je l'espère, sera pris en sérieuse considération par M. le Préfet du Rhône :

Le Conseil municipal,

Se faisant l'écho des plaintes des pêcheurs à la ligne lyonnais, signale à M. le Préfet du Rhône les nombreux délits de pêche qui se commettent sur le Rhône et sur la Saône;

Lui demande de prendre les mesures nécessaires pour qu'une répression sévère des délits de pêche et de la vente du poisson prohibé vienne sauvegarder et le sport de la pêche et le peuplement de nos rivières.

M. BAUDRY : Je demande à ajouter une proposition au vœu proposé par notre collègue, M. Arnaud, c'est la destruction des engins prohibés saisis.

M. LE MAIRE : Il existe, Messieurs, un arrêté de M. le Préfet du Rhône sur la réglementation de la pêche en 1907, en date du 18 octobre 1906. Je prierai M. le Préfet d'en assurer l'application dans le sens des observations formulées par M. Arnaud.

Je vois, en effet, que cet arrêté prévoit l'interdiction d'employer certains engins de pêche, ainsi que la saisie des poissons dont le type — si j'ose employer cette expression — n'est pas conforme au modèle réglementaire.

Je m'associe donc au vœu de M. Arnaud, qui sera transmis à l'autorité préfectorale.

M. BAUDRY : J'insiste pour qu'on y ajoute la destruction des engins saisis. On sait parfaitement que, lorsqu'un pêcheur est convaincu d'avoir employé un engin prohibé, cet engin est vendu ensuite au profit du domaine public et que le délinquant peut le racheter à un prix bien inférieur à sa valeur réelle.

M. LE MAIRE : Je crois, en effet, que la meilleure solution est la destruction de ces engins.

M. BAUDRY : C'est le seul remède.

M. GOURJU : Si certains engins sont prohibés, ils doivent l'être pour tout le monde, et le seul fait de leur fabrication et de leur mise en vente constitue un délit.

M. BAUDRY : Non seulement on vend des engins non réglementaires, qui coûtent 100 ou 150 francs, mais toutes les fois qu'on en saisit un, l'Administration des Domaines, en le remettant en vente, permet au braconnier de pêche de rentrer en possession de son matériel.

La destruction de ces engins est le seul remède pour protéger la pêche, et

j'attire l'attention de l'Administration sur ce point.

M. LE MAIRE : Messieurs, je mets aux voix le vœu présenté par M. Arnaud et l'addition proposée par M. Baudry.

(Le Conseil adopte.)

Question de M. Jacquet, relative à la situation des employés du Funiculaire « rue Terme-Croix-Rousse ».

M. JACQUET : M. Renard vient de nous donner tout à l'heure un exemple de la rapacité de la Compagnie des bateaux-mouches, qui agit, a-t-il dit avec raison, comme le fait la Compagnie des tramways, toutes les fois que les circonstances le lui permettent.

C'est un sujet semblable sur lequel je suis obligé de revenir aujourd'hui pour renouveler les observations que j'ai faites, il y a quelque temps déjà, devant le Conseil municipal, relativement à la situation faite par la Compagnie O.-T.-L. aux employés du funiculaire « rue Terme-Croix-Rousse ».

Malgré mes instances réitérées, malgré l'intervention de l'Administration municipale, cette Compagnie s'obstine à ne pas vouloir nous donner satisfaction. Les employés du funiculaire « rue Terme-Croix-Rousse » sont très mal payés; certains d'entre eux touchent 30 sous par jour. Ils ont été augmentés de 3 sous par jour lorsque ce funiculaire a été rattaché à la Compagnie O.-T.-L. A ce moment, en effet, la Compagnie décida qu'elle donnerait à ses employés une bonification de 10 % sur la recette effectuée chaque jour. Cette bonification se traduit par une augmentation de salaire de 0 fr. 15 par employé. Comme la Compagnie occupe 6 employés, cela lui faisait une diminution quotidienne de gain de 18 sous; mais, Messieurs, elle a bientôt trouvé le moyen de transformer cette perte en gain par la suppression de l'un de ces employés; de ce fait elle gagne 30 sous, tandis qu'elle ne donne à ses autres employés qu'une bonification de 15 sous.

Vous voyez, Messieurs, que la Compagnie O.-T.-L. ne recule devant rien pour augmenter ses bénéfices.

M. LE MAIRE : Elle ne recule devant aucun sacrifice !!

M. JACQUET : J'ai fait des démarches personnelles auprès de cette Compagnie, mais elle n'en a tenu aucun compte; nous sommes depuis longtemps habitués à sa manière de faire, mais il faut convenir qu'elle en abuse par trop. Puisqu'elle promet toujours de nous donner satisfaction, je demande à M. le Maire de vouloir bien intervenir pour l'obliger à payer ses employés à un tarif raisonnable. Cette Compagnie a prétendu que les employés qu'elle occupe au funiculaire « rue Terme-Croix-Rousse » sont tous retraités. Messieurs, un seul a une retraite de 50 francs, les autres

n'en ont pas. Et quand la Compagnie a, comme je vous le disais tout à l'heure, supprimé son sixième employé, ce sont les autres qui ont dû assumer son travail qui n'a pas été supprimé en même temps. Rien ne nous dit que dans quelques jours elle ne licenciera pas la moitié de son personnel, en faisant faire tout le travail par ceux qui resteront.

C'est pour éviter tous ces abus que je vous demande, Messieurs, de vouloir bien adopter le vœu suivant :

Le Conseil municipal,

Justement ému du traitement dérisoire des employés du funiculaire de la rue Terme à la Croix-Rousse, prie le Maire de Lyon d'intervenir énergiquement auprès de la Compagnie des tramways, pour faire cesser sans retard cette exploitation d'une partie de son personnel.

M. BAUDRY : Je désirerais qu'il fut ajouté à ce vœu une mention visant l'assimilation des employés du funiculaire « rue Terme-Croix-Rousse », soit aux employés de chemins de fer, soit aux employés de tramways. Ce qu'il y a d'exact, c'est que ce sont des employés de chemins de fer, il faut donc qu'on leur en donne les avantages, les salaires et les jours de repos.

M. JACQUET : En ce qui concerne le repos hebdomadaire, je dois dire que le personnel n'avait qu'un jour de repos par mois; dernièrement, après une réclamation qu'il fit, la Compagnie lui a accordé un jour de plus, soit au total deux jours.

Il paraîtrait que sur la demande de M. le Ministre des Travaux publics, la Compagnie aurait promis à ses employés deux jours de plus, mais à condition que ces deux jours soient à la charge des employés; elle les leur retiendrait en effet sur leur salaire; c'est-à-dire que ce personnel au lieu de bénéficier d'une amélioration de traitement serait privé de son salaire pendant deux jours.

Est-ce que les employés du funiculaire « rue Terme-Croix-Rousse » ne devraient pas être assimilés aux autres employés de tramways? Ce sont des employés de tramways au point de vue de la discipline; ne pourraient-ils pas être considérés comme tels au point de vue salaire? Il est tout à fait injuste de dire que ce sont des employés de chemins de fer, puisque M. le Ministre lui-même dit que non.

Messieurs, je crois qu'il y a assez longtemps que la Compagnie O.-T.-L. abuse de ce personnel, il faut l'obliger à le mieux traiter.

M. LE MAIRE : D'après les renseignements que j'ai sous les yeux, la Compagnie O.-T.-L. a consenti à accorder à ce personnel, sur la demande de M. le Ministre des Travaux publics, le repos hebdomadaire avec vingt-quatre jours de repos payés par an, bien qu'il ne fût pas soumis à la loi du 13 juillet 1906. La question est actuellement à l'étude au service du Contrôle, pour l'établissement du tableau de roulement.

M. JACQUET : Je regrette que M. Victor Fort soit absent ce soir, il aurait pu

nous donner connaissance d'une lettre écrite au Ministre des Travaux publics par la Compagnie du funiculaire, qui ne tient pas du tout ce langage; il y est dit que le repos hebdomadaire est accordé aux employés du funiculaire « rue Terme-Croix-Rousse », sous certaines conditions. Ces conditions sont celles que je vous citais tout à l'heure; la Compagnie veut retenir à ses employés le salaire qu'ils toucheraient s'ils ne se reposaient pas.

M. LE MAIRE : Au point de vue général, je regrette que les observations qui me sont présentées aujourd'hui n'aient pas été faites l'année dernière, lors de la convention avec la Compagnie O.-T.-L., au moment de la fusion. Si, à ce moment-là, nous avions pensé les uns ou les autres à ce détail, nous aurions pu insérer dans la convention une clause relative à la situation du personnel du funiculaire « rue Terme-Croix-Rousse », comme nous l'avons fait pour les employés des tramways.

M. BAUDRY : Mais, Monsieur le Maire, c'est la deuxième fois que nous faisons ces observations.

M. LE MAIRE : La concession accordée au funiculaire « rue Terme-Croix-Rousse » est une concession d'Etat; mes moyens d'action sont donc très limités, car cette Compagnie n'a pas de cahier des charges avec la Ville. J'essaierai cependant d'obtenir satisfaction.

Le cahier des charges du funiculaire a été dressé par l'Etat; seul le Ministre des Travaux publics ou le Préfet, par conséquent, a le droit d'intervenir d'une façon directe; je ne puis, moi, intervenir qu'en faisant pression sur la Compagnie; c'est ce que je tenterai.

Je regrette encore une fois qu'on ne m'ait pas signalé l'importance de la question au moment de la fusion parce que j'aurais inséré dans le projet de convention des conditions relatives au personnel du funiculaire « rue Terme-Croix-Rousse ». Je ferai tout mon possible pour obtenir l'amélioration de la situation des employés de ce funiculaire; j'interviendrai auprès de la Compagnie, et s'il le faut auprès du Ministre, mais — et M. Jacquet s'en rend bien compte — je n'ai malheureusement à ma disposition aucun moyen précis et efficace d'intervenir. Si j'en avais un, je m'en servais de main.

M. JACQUET : Dans la motion que j'ai présentée, je vous prie d'intervenir uniquement afin de rappeler la Compagnie à ses devoirs vis-à-vis de son personnel, auquel elle donne un véritable salaire de famine.

M. LE MAIRE : Les contrôleurs ont un salaire de 50 francs, les chefs de train touchent 100 francs, et les chefs de gare, malgré leurs galons, 140 francs seulement !

M. JACQUET : Pourquoi ne sont-ils pas assimilés aux autres employés des tramways ? La Compagnie O.-T.-L. ne peut

pas, comme l'a fait la Compagnie lyonnaise de transport, prétendre qu'elle ne fait pas de recettes.

M. LE MAIRE : L'habileté de la Compagnie O.-T.-L. consiste à établir des budgets séparés pour chacune de ses exploitations. Elle obtient ainsi des résultats financiers apparents qui lui permettent de refuser à certains de ses employés toute augmentation.

Mais si l'on fusionne tout ces comptes, on constate que les bénéfices d'ensemble de la Compagnie O.-T.-L. lui permettent de donner des salaires raisonnables.

Sous le bénéfice des observations qui viennent d'être présentées, je mets aux voix le vœu de M. Jacquet.

(Ce vœu est adopté.)

Observation de M. Chat, relative à la fréquence des accidents sur la ligne de tramway de Lyon à Neuville.

M. CHAT : Messieurs, en présence de la multiplicité des accidents qui se produisent sur la ligne de Lyon à Neuville, je demande à l'Administration si elle n'a pas le pouvoir, dans l'intérêt général, d'inviter utilement l'autorité compétente à prendre telles mesures que de raison pour sauvegarder la sécurité publique. A l'origine, les conditions d'installation de la voie pouvaient être suffisantes, alors que chaque convoi ne comprenait qu'une voiture, mais depuis de longues années déjà ce sont de véritables trains qui circulent, à rapide allure, et il y a un danger permanent à tolérer plus longtemps l'état actuel de la voie. J'ai de mes yeux vu, au bas de la montée Victor-Hugo, des ouvriers se livrer à un ressemelage qu'aucun cordonnier n'aurait voulu faire sur un soulier aussi usé que le serait la voie en cet endroit.

M. LE MAIRE : C'est une Compagnie pratiquant le sabotage. (Rires).

M. CHAT : Je suis persuadé que M. le Maire voudra bien réveiller la vigilance béate de MM. les Ingénieurs du Contrôle.

M. LE MAIRE : Messieurs, l'Administration ne doit pas être mise en cause, car, là encore, elle est désarmée. On lui attribue des responsabilités dans des services où elle ne peut exercer aucun contrôle.

L'Administration n'a pas d'avis à donner, et ne peut intervenir en aucune façon, en particulier en ce qui concerne la ligne de tramway de Lyon à Neuville.

J'ai là sous les yeux deux rapports relatifs aux accidents récents. Le premier a trait à la collision des trains 138 et 141 et porte l'avis suivant de M. l'Ingénieur en chef :

Il résulte clairement du rapport ci-dessus que le mécanicien et le conducteur du train 141 sont tous deux responsables de la collision qui fait l'objet du présent rapport.

Nous estimons que le retrait du permis de conduire du mécanicien X..., proposé par M. l'ingénieur Pascalon, est une punition

suffisante; mais pour le conducteur Z..., nous sommes d'avis qu'il y a lieu de porter la mise à pied proposée de 1 à 15 jours.

M. JACQUET : Cela fera plaisir aux victimes !

M. LE MAIRE : L'Administration des Ponts et Chaussées prétend donc qu'en cette circonstance la faute incombe au personnel. Est-ce vrai ? Est-ce faux ? Ce n'est pas moi qui puis le contrôler.

M. ROGNON : Peut-être le personnel est-il surmené ?

M. LE MAIRE : Cela se peut bien, en effet.

Le deuxième rapport est relatif aux observations présentées par M. le Président du Conseil général à propos de la Compagnie T.-L.-N., de la vitesse excessive de ses trains en ville, et de l'insuffisance des signaux et des freins employés.

La Compagnie, en réponse aux observations ci-dessus visées, a adressé à M. le Préfet du Rhône une lettre, mentionnée dans le deuxième rapport, et expliquant que les freins sont examinés avant chaque départ de train.

Nous estimons, dit ce rapport, que l'attention de la Compagnie a été suffisamment attirée par notre enquête sur les divers points signalés par M. le Président du Conseil général et nous ne pensons pas, en conséquence, qu'il y ait lieu de prendre des mesures spéciales à ce sujet.

Je ferai remarquer à M. l'Ingénieur ordinaire que ces conclusions, bien sévères quand il s'agit de deux employés de tramways, me paraissent bien douces quand il s'agit de la Compagnie.

Je signale donc le personnel à toute la bienveillance de M. l'Ingénieur ordinaire du Contrôle, et je signale, en revanche, à toute sa sévérité, la Compagnie de tramways de Lyon à Neuville, qui semble bien avoir prouvé, en plusieurs circonstances, que le contrôle rigoureux de l'Etat pouvait être utile. (Très bien ! Très bien !).

Question de M. Arnaud, sur le mode de distribution des cartes électorales lors des élections cantonales.

M. ARNAUD : A la veille de l'élection cantonale du 28 juillet dernier, j'apprenais tout à fait incidemment — car personne ne m'avait signalé le fait — qu'un grand nombre de cartes d'électeurs étaient revenues à la Mairie, non distribuées.

En effet, près de 2,000 cartes sur un total de 13,600 n'avaient pas été remises à leurs destinataires !

Et le 27 juillet, à 5 heures du soir, bien que plusieurs centaines d'électeurs fussent venus retirer leur carte à la Mairie que j'avais laissée ouverte le samedi soir, un électeur faisait constater, par ministère d'huissier, qu'il en restait encore 1,351 à distribuer.

J'ajoute que c'était pour les bureaux situés derrière les voûtes de Perrache que les cartes restantes étaient les plus

nombreuses : exactement 166 pour le 8^e bureau et 195 pour le 9^e.

L'officier ministériel requis constatait aussi que beaucoup de ces cartes portaient au dos une mention au crayon indiquant le nouveau domicile de l'électeur, souvent très peu éloigné de celui inscrit sur la carte; quelques cartes ne portaient aucune mention; d'autres — en assez grand nombre — disparurent complètement sans qu'il fut possible d'en retrouver la trace : elles n'avaient pas été remises à leurs destinataires et elles n'étaient pas rentrées à la Mairie; enfin, Messieurs, des électeurs, qui avaient retiré leur carte soit à la Mairie, soit au bureau de vote, ne furent pas peu surpris de lire, au dos, une mention les portant comme « inconnus » ou « partis sans adresse », alors qu'ils n'avaient pas changé de domicile depuis plusieurs années!

J'ai là, dans mon dossier, quelques-unes de ces dernières cartes; il en est une notamment qui concerne un de mes amis mentionné comme « inconnu à cette adresse », bien qu'il y ait neuf années qu'il habite au domicile indiqué!

Le résultat de cette non-distribution, vraiment extraordinaire, fut qu'un grand nombre d'électeurs — principalement d'électeurs ouvriers — ne prirent pas part au vote du 28 juillet.

Les uns s'imaginèrent qu'ils avaient été indûment radiés — ce qui n'est pas rare au 2^e arrondissement — et ils ne se présentèrent pas au bureau de vote où leur carte se trouvait. Les autres s'abstinrent volontairement, disant : « On sait bien nous trouver pour nous remettre nos feuilles d'impôt, pourquoi ne peut-on nous découvrir quand il s'agit de nous permettre de voter? »

Evidemment, ces abstentions dues à la mauvaise distribution des cartes électorales ont faussé, dans une certaine mesure, le scrutin du 28 juillet.

Messieurs, à qui incombe la responsabilité du fait que je signale?

A première vue, il semble que c'est aux gardiens de la paix chargés de la distribution. Certainement, ils auraient pu faire mieux, mais il faut dire, cependant, à leur décharge, qu'ils ont eu seulement deux jours pleins pour distribuer les 13,600 cartes du 2^e arrondissement. Et c'est un laps de temps trop court.

Faut-il incriminer le bureau électoral de la Mairie? Non, car il lui a été matériellement impossible de remettre plus tôt les cartes aux gardiens de la paix.

Voici, en effet, Messieurs, les explications qui m'ont été fournies par les employés intéressés :

Les premières cartes d'électeurs en blanc ont été livrées par l'imprimeur le vendredi 12 juillet à cinq heures et demie du soir.

La copie de ces cartes a commencé immédiatement le samedi 13, au matin, et n'a pu être terminée que le vendredi suivant 19 juillet. L'établissement des 13,600 cartes d'électeurs a donc dû se faire en 6 jours et a occasionné aux deux seuls employés chargés de ce service un travail supplémentaire important.

Il a fallu ensuite opérer le classement par quartier. Ce travail a demandé 3 journées, les 20, 22 et 23 juillet.

Les cartes ont été remises aux gardiens de la paix chargés de la distribution le mercredi 24 juillet, à 9 heures du matin. La distribution a duré les 24 et 25 juillet. Les cartes n'ayant pas touché leurs destinataires sont rentrées à la Mairie le jeudi soir et dans la journée du vendredi 26 juillet, avant-veille de l'élection.

Les employés ne s'expliquent pas qu'il y ait eu un si grand nombre de cartes égarées. Quelques rares omissions, une dizaine à peine au maximum, ont pu se produire au moment de la copie qui a dû être très rapide en raison du peu de temps dont ils disposaient.

On peut supposer que des cartes ont été déposées dans des boîtes aux lettres de personnes parties à la campagne, ou soit à des étrangers qui auraient consenti à les faire parvenir à leurs destinataires.

Il résulte de ce qui précède, Messieurs, qu'il y a lieu de prendre pour l'avenir des mesures sérieuses afin qu'un pareil fait, si préjudiciable à la libre expression du suffrage universel, ne se renouvelle pas.

Tout d'abord, il serait à désirer que le décret de convocation des électeurs ne fût pas publié, comme il l'a été au mois de juillet dernier, quelques jours seulement avant le scrutin.

Ensuite, il faudra que l'Administration consente — quand cela sera nécessaire — à mettre des employés supplémentaires à la disposition des Mairies d'arrondissement pour l'établissement rapide des cartes.

Il faudrait qu'il y eût toujours au moins un délai d'une semaine entre la remise des cartes aux distributeurs et le scrutin, de façon à ce que la distribution puisse se faire sérieusement et aussi que les électeurs non touchés aient le temps de venir retirer leur carte à la Mairie.

Enfin, Messieurs, je crois qu'il est nécessaire d'en revenir à la distribution par la Poste.

Je fais cette proposition un peu à regret, car elle tend à donner un surcroît de besogne à une catégorie de travailleurs qui nous sont particulièrement chers par le dévouement et l'intelligence qu'ils apportent dans l'exercice de leurs fonctions. Mais nos braves facteurs, j'en suis sûr, ne se plaindront pas qu'on leur confie la distribution des cartes d'électeurs, car eux seuls sont capables de la bien faire : ils connaissent les maisons et leurs habitants; on leur communique l'adresse de ceux qui ont récemment changé de domicile; ils font suivre la correspondance, et nous pouvons être certains qu'avec eux, seules les cartes dont il sera tout à fait impossible de découvrir les destinataires feront retour à la Mairie.

L'Administration pourra, d'ailleurs, dédommager les facteurs des Postes du supplément de besogne que leur apportera la distribution des cartes électorales, en leur allouant une indemnité comme cela s'est fait autrefois.

M. LE MAIRE : Messieurs, il y a, en effet, deux façons de procéder pour la distribution des cartes électorales. L'une consiste à employer les gardiens de la paix; l'autre, à les remettre aux Postes et Télégraphes.

La distribution par les facteurs présente cet avantage que les cartes sont confiées aux soins de personnes qui connaissent par leurs adresses et par leurs noms les habitants de leur quartier et qui ont, en outre, une grande habitude de ce genre de travail. Par contre, le premier procédé est plus coûteux que le second; il a entraîné, la dernière fois qu'on l'a employé, une dépense de 2,500 francs, chiffre de l'indemnité allouée aux facteurs, à laquelle il faut ajouter 900 francs de frais d'affranchissement, soit une dépense totale de 3,400 francs.

La Mairie centrale a demandé, avant l'époque où se sont produits les faits dont il s'agit, leur avis aux Mairies d'arrondissement sur la question de savoir s'il y avait lieu de revenir au système de distribution par les gardiens de la paix. Les Mairies ayant répondu par un avis favorable, ce système a été rétabli.

Les cartes électorales doivent, en effet, à mon sens, être distribuées sous le contrôle des Mairies d'arrondissement. Mais, dans l'espèce, M. Arnaud a raison de dire qu'il faudrait des employés supplémentaires, lorsque le travail d'établissement des cartes doit être fait dans un délai trop court. La Mairie du 2^e arrondissement ne saurait incriminer la Mairie centrale....

M. ARNAUD : Pas du tout!

M. LE MAIRE : Elle n'a, en pareil cas, qu'à nous faire savoir qu'elle a besoin d'un personnel supplémentaire. En aucun cas, l'Administration ne peut mettre des employés à la disposition d'un Secrétaire de Mairie qui n'en demande pas.

Le décret de convocation des électeurs a paru un peu tard. Nous avons fait toute diligence. Mais il appartient aux Secrétaires de Mairies et, au besoin, à MM. les Adjoints d'arrondissements de nous faire savoir qu'ils ont besoin d'un personnel supplémentaire. Avec un personnel suffisant, il aurait été possible de faire parvenir à leur adresse, un certain nombre de cartes qui sont restées en souffrance.

M. CURTELIN : Il est certain que, cette année, la distribution des cartes électorales a été faite d'une façon déplorable, non seulement dans le 2^e arrondissement, mais sur toute l'étendue de la ville de Lyon. Au 6^e arrondissement, des cartes n'ont pas été remises à des électeurs qui n'ont pas changé de domicile depuis cinq ou six ans. Jamais les agents n'ont fait aussi mal que la dernière fois le service de la distribution des cartes; on serait presque tenté de croire qu'ils l'ont fait exprès pour qu'à l'avenir on ne leur fasse plus faire ce travail supplémentaire. Il y a, dans le corps de police, beaucoup de jeunes gardes qui ne connaissent pas suffisamment Lyon pour bien exécuter ce service; c'est pourquoi un nombre considérable de cartes n'ont pas été distribuées.

Il est certain que la remise aux intéressés des cartes d'électeurs est mieux

assurée par la Poste que par les gardiens de la paix.

M. ARNAUD : Les gardiens de la paix ne connaissent pas aussi bien les habitants des quartiers que les facteurs, c'est naturel.

M. GOURJU : Il faut bien dire que les gardiens de la paix sont frappés d'une tare que j'appellerai congénitale. Ils sont gardiens de la paix et non facteurs. Les facteurs ont tous les jours des correspondances ou des prospectus à distribuer dans leur quartier. Cela leur permet de connaître tous les habitants de leur secteur ; les gardiens de la paix, eux, ne peuvent pas les connaître.

Dans un bureau de vote que je présidais un jour, j'ai retrouvé, parmi le tas de cartes non distribuées, la mienne qui portait la mention : « Parti sans laisser d'adresse », alors que j'habitais depuis vingt-cinq ans au même endroit, et que j'étais à la fois Conseiller municipal et Conseiller général de mon arrondissement. J'étais certainement connu du facteur, mais je ne l'étais pas du gardien de la paix chargé de ma carte.

Dans ces conditions, comme en matière électorale, l'objet en vaut la peine, je crois qu'il vaudrait mieux dépenser un peu plus d'argent pour assurer une meilleure distribution des cartes.

M. ARNAUD : Lorsque la distribution est faite par les gardiens de la paix, on remarque que les cartes trouvent toujours moins bien leurs destinataires que quand elle est faite par les soins de la Poste. Si, dans les maisons riches, les locataires ont presque chacun une boîte aux lettres, il n'en est pas de même dans les maisons ouvrières. Les gardes qui ne connaissent pas les locataires remportent les cartes s'ils ne trouvent pas de boîtes où les déposer. Et les ouvriers, ainsi oubliés, ne se présentent pas au scrutin.

M. LE MAIRE : Je consulterai de nouveau MM. les Adjoints d'arrondissement et s'ils estiment que le service de distribution des cartes électorales est mieux fait par la Poste que par les gardes, c'est ainsi qu'il sera procédé désormais.

Le système qui consiste à faire remet-

tre les cartes par les gardiens de la paix serait excellent si elles pouvaient être établies plus tôt ; avec un délai de quinze jours, on pourrait effectuer une distribution parfaite. Mais, cette année, il s'est produit une certaine hésitation dans la fixation de la date des élections pour le renouvellement des Conseils généraux et d'arrondissement ; la convocation a été très brusque et le délai réservé à la confection et l'envoi des cartes a été trop court.

M. ARNAUD : Dans les mêmes conditions de délai, les cartes confiées à la Poste auraient presque toutes trouvé leurs destinataires, cela n'est pas douteux.

(L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 11 h. 1/4.)

1153 — Imp. Nouvelle Lyonnaise, rue St-Catherine,
F. CHOUARD, directeur.

58

ANNEXE

AU

BULLETIN MUNICIPAL OFFICIEL

DE LA VILLE DE LYON

du 13 octobre 1907

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 7 Octobre 1907

PROCÈS-VERBAL

SOMMAIRE

Liste des présents et des absents.....	87
Adoption du procès-verbal de la séance du 16 septembre 1907. — Observations de MM. Fort (Victor) et Rognon.....	87
Communication par M. le Maire, d'un télégramme de M. le Maire de Belfort.....	88
Recrutement. — Soutiens de famille. — Demandes de congé (Art. 22 de la loi du 15 juillet 1889).....	88
Retrait de la délégation de M. l'Adjoint Cadet.....	88
Nomination de la Commission chargée de l'examen du compte d'administration de 1906, du budget supplémentaire de 1907 et du projet de budget primitif pour 1908.....	89
Entretien et construction des trottoirs en asphalte. — Remboursement de retenues de garantie....	91
Rapporteur : M. VIAL.	
Construction d'un Orphelinat de garçons.....	91
Rapporteur : M. GORJUS.	
Hospices civils. — Compte administratif de 1906. — Budget supplémentaire de 1907. — Budget prévisionnel de 1908.....	94
Rapporteur : M. GORJUS.	
Lycée Ampère. — Bourses municipales en 1907-1908.....	95
Rapporteur : M. GORJUS.	
Dégâts occasionnés aux murs de l'église Saint-Bonaventure. — Arrêt du Conseil d'Etat.....	96
Rapporteur : M. HOFFHERR.	
Construction de groupes scolaires..	96
Rapporteur : M. JACQUET.	
Acquisition de l'immeuble Pouzet, rue Pareille, 13.....	98
Rapporteur : M. JACQUET.	
Parc de la Tête-d'Or. — Construction d'un bâtiment pour les gardes..	98
Rapporteur : M. CURTELIN.	
Réfection des olives à ombrer des grandes serres du Parc de la Tête-d'Or.....	101
Rapporteur : M. CURTELIN.	
Ancien presbytère de Saint-Vincent-de-Paul. — Projet de bail à M. Peyrot, curé.....	101
Rapporteur : M. CARLE.	
Prolongement de l'avenue de Saxe dans les quartiers de la Mou-	

che et de Gerland. — Instance de la Compagnie internationale des procédés Adolphe-Seigle contre la Ville...	102
Rapporteur : M. CARLE.	
Chemin vicinal ordinaire n° 45, « de la Colombière », — Instance Girard et Theillard. — Projet de transaction.	102
Rapporteur : M. CARLE.	
Projet d'établissement de bouches d'incendie dans les 3 ^e , 4 ^e , 5 ^e et 6 ^e arrondissements.....	102
Rapporteur : M. PIATON.	
Plantation d'arbres boulevard du Nord et Porte des Légionnaires....	103
Rapporteur : M. PIATON.	
Caisse de retraites des employés municipaux. — Versements rétroactifs.....	103
Rapporteur : M. PIATON.	
Concession de distribution d'électricité à la Société grenobloise de Force et Lumière. — Modifications du cahier des charges.....	103
Rapporteur : M. ROUX.	
Chemin vicinal ordinaire n° 72, « de Bellecombe ». — Modification du nivellement.....	104
Rapporteur : M. ROUX.	
Acquisition, par voie d'alignement, de trois parcelles de terrain appartenant aux Hospices civils de Lyon...	104
Rapporteur : M. FALCONNIER.	
Prolongement du chemin de Gerland et classement dans la vicinalité, élargissement et prolongement du chemin de Surville.....	104
Rapporteur : M. TIXIER.	
Service des Eaux. — Renouvellement de l'entreprise de transport des charbons. — Projet de cahier des charges	106
Rapporteur : M. TIXIER.	
Construction d'un égout route de Vienne, entre la rue Bernard et le chemin des Quatre-Maisons.....	106
Rapporteur : M. TIXIER.	
Application au personnel des services municipaux, de la loi sur le repos hebdomadaire.....	108
Rapporteur : M. TIXIER.	
Sapeurs-pompiers. — Désignation d'un Conseiller municipal comme membre du Conseil d'administration.	109
Rapporteur : M. TIXIER.	
Construction de chaussées en pavés d'échantillon.....	109
Rapporteur : M. TIXIER.	
Caisse de retraites des employés et professeurs de l'Ecole « La Martinière ». — Compte administratif de 1906. — Budget additionnel de 1907. — Budget primitif de 1908...	110
Rapporteur : M. CHAT.	
Ecole « La Martinière ». — Budget additionnel de 1907 et budget principal de 1908.....	111
Rapporteur : M. CHAT.	
Bureau de bienfaisance de Lyon. — Changement de local. — Réparations.....	111
Rapporteur : M. CHAT.	
Caisse de retraites des employés de l'Administration municipale. — Pension Bérard (Etienne-Joseph-Clément).....	111
Rapporteur : M. CHAT.	
Education des enfants anormaux. — Envoi d'une mission d'étude à Paris et à Bordeaux.....	111
Rapporteur : M. CHAT.	

Dépenses imprévues. — 1 ^{er} trimestre de 1907. — Emploi du crédit....	113
Rapporteur : M. CHAT.	
Sergents de ville. — Pension Renaud (Alexandre).....	113
Rapporteur : M. MOUSSET.	
Caisse de retraites des employés de l'Administration municipale. — Demande de secours annuel en faveur de l'orphelin Rogeron (Camille-Georges).....	113
Rapporteur : M. MOUSSET.	
Mise en état de viabilité de la rue Louis-Blanc, entre les rues Vendôme et Duguesclin, et de la rue Créqui, entre les rues Robert et Vauban...	114
Rapporteur : M. BARBERO.	
Subvention à la Chambre syndicale des polisseurs sur métaux et nickeleurs, pour l'envoi d'un délégué à un Congrès.....	115
Rapporteur : M. ROGNON.	
Allocation d'un secours à M. Pelletier, ancien concierge.....	115
Rapporteur : M. ROUSTANG.	
Subvention au Groupe lyonnais de l'Association des sous-agents des Postes, Télégraphes et Téléphones, pour l'envoi d'un délégué à un Congrès.....	115
Rapporteur : M. RENARD.	
Exposition d'hygiène. — Subvention aux Associations ouvrières....	115
Rapporteur : M. FAGOT.	
Avis.....	115

PRÉSIDENCE DE M. LE MAIRE

Secrétaire : M. MENUT.

Le lundi 7 octobre 1907, à 8 h. du soir, MM. les membres du Conseil municipal de Lyon, dûment convoqués le 5 du même mois en séance publique, par M. le Maire, en vertu d'une autorisation spéciale de M. le Préfet du Rhône, eu date du 5 octobre 1907, se sont réunis à l'Hôtel de Ville, dans la salle ordinaire de leurs délibérations.

M. MENUT, secrétaire, procède à l'appel nominal.

Présents : MM. Bataille, Beauvisage, Decléris (fils), Brunard, Hoffherr, Abel, Veyron, Menut, Foret, Cusset, Tixier, Richerand, Marro, Rognon, Falconnier, Curtelin, Roux, Fagot, Barbero, Piaton, Voillot, Gourju, Herriot, Godart, Faure (Jean), Bizet, Jacquet, Fort (Victor), Manus, Gorjus, Thévenon, Gadoud, Mermillon, Voidier, Renard, Vial, Novel, Roustang, Rivière, Arnoud, Baudry, Chat, Mousset, Pic, Arnaud.

Absents excusés : MM. Carle, Cadet, Marietton, Nové-Josserand, Jacquier.

Adoption du procès-verbal de la séance du 16 septembre 1907. — Observations de MM. Fort (Victor) et Rognon.

M. LE MAIRE : Messieurs, vous avez tous pris connaissance du procès-verbal

de la séance du 16 septembre. Quelqu'un demande-t-il la parole sur sa rédaction ?

M. FORT (Victor), adjoint : Messieurs, j'ai une observation à présenter à l'occasion de ce procès-verbal.

Au cours d'une interpellation qu'il a faite, à la séance du 16 septembre, à propos du funiculaire de la rue Terme à la Croix-Rousse, mon ami, M. Jacquet, a exprimé le regret que je ne sois pas présent pour donner lecture au Conseil municipal d'une lettre que j'ai reçue à la date du 5 juillet, relative au personnel de ce funiculaire.

Je crois, en effet, qu'il est utile que le Conseil municipal prenne connaissance de cette lettre; cela lui donnera la preuve que la Compagnie O.-T.-L. avait pris des engagements dont je ne crois pas qu'elle ait songé à se départir.

Voici la lettre qui m'a été adressée par M. le Ministre des Travaux publics :

Paris, le 5 juillet 1907.

Monsieur le Député et cher Collègue,

Ainsi que j'ai eu l'honneur de vous en aviser, je suis intervenu tout particulièrement auprès de la Compagnie des Omnibus et Tramways de Lyon, exploitant le chemin de fer de la rue Terme à la Croix-Rousse, en vue d'obtenir qu'elle fasse bénéficier le personnel de ce chemin de fer de repos périodiques équivalents à ceux dont jouissent, en vertu de la loi du 13 juillet 1906, sur le repos hebdomadaire, les employés et ouvriers du commerce et de l'industrie.

Cette Compagnie vient de me faire savoir qu'elle a décidé d'accorder au personnel en question 52 journées de repos par an, dans les conditions déjà adoptées par le personnel du funiculaire de la place Croix-Paquet à la Croix-Rousse.

Il résulte, d'ailleurs, des renseignements fournis par la Compagnie, qu'à raison de la formule admise pour intéresser le personnel dans la recette, l'innovation des 52 journées annuelles de repos n'apportera aucune diminution dans les salaires qui étaient accordés à ce personnel quand la Compagnie a pris l'exploitation du funiculaire.

Agréez, Monsieur le Député et cher Collègue, l'assurance de ma haute considération.

Pour le Ministre des Travaux publics,
des Postes et Télégraphes.

Le Directeur du Cabinet,
Signé : LÉON BARTHOU.

M. BAUDRY : Les appointements des employés du funiculaire sont, à l'heure actuelle, ce qu'ils étaient avant; lorsque la Compagnie O.-T.-L. a pris le funiculaire, elle a donné à chacun de ses employés 1 % de la recette journalière à partager proportionnellement à leurs appointements fixes; ce 1 % s'est traduit par une augmentation d'appointements de 13 ou 14 francs pour le chef de gare, de 10 à 12 francs pour le sous-chef, de 6 à 7 francs pour les employés du service de la traction et de 5 à 6 francs pour les employés du tourniquet.

Mais en lui donnant deux journées de repos payé par mois, la Compagnie a l'intention de supprimer à son personnel le bénéfice du 1 %. Il y a aussi autre chose dont je vous entretiendrai ultérieurement et j'espère que la Compa-

gnie voudra bien apporter dans le sort de son personnel certaines améliorations, sans diminuer encore les appointements de ses employés, je veux dire sans leur enlever le bénéfice du 1 %, qu'elle leur accorda si généreusement !

M. LE MAIRE : Je vous prie de vouloir bien venir me parler de cette affaire dans mon cabinet; nous pourrions ainsi étudier et discuter une question qui ne peut pas s'engager ici à propos d'une adoption de procès-verbal.

M. ROGNON : Je demande également la parole pour une observation que j'ai à faire au sujet du procès-verbal de la dernière séance publique.

J'avais fait une interruption lors de la lecture du rapport que M. Jacquier nous a présenté à propos de la concession accordée à perpétuité au cimetière de la Croix-Rousse pour les restes de Barodet. Cette interruption qui ne figure pas au procès-verbal était relative au point que voici.

M. Jacquier nous a lu quelques passages de la relation écrite par Barodet sur les événements de 1871.

Il en ressort que Barodet a été à Lyon le défenseur de la République contre la répression. Mais je tiens à relever qu'il traite de détraqués, d'énergumènes ou de fous dangereux, ceux qui créèrent la commune à Lyon. A ce moment, j'ai protesté en disant : « Cela n'est pas flatteur pour le docteur Crestin ! » C'est cette interruption qui ne figure pas au procès-verbal.

J'ai ici des documents qui prouvent bien que cet homme, aux côtés duquel marchait le docteur Gailleton, n'était nullement un détraqué, encore moins un fou dangereux. Si je fais ce soir cette observation, c'est pour sauvegarder la mémoire du docteur Crestin qui était très estimé au 3^e arrondissement; le fait que la ville de Lyon a consenti à donner son nom à une rue de ce quartier en est la meilleure preuve.

M. LE MAIRE : Il est très certain que le Conseil municipal associe dans un même sentiment de respect et d'admiration tous les républicains qui ont collaboré à l'avènement d'idées nouvelles.

Je suis sûr que c'est aussi le sentiment de M. Jacquier et que je puis m'exprimer en son nom.

Sous le bénéfice de ces observations, je mets aux voix l'adoption du procès-verbal de la séance du 16 septembre 1907.

(Ce procès-verbal est adopté.)

Communication au Conseil d'un télégramme de M. le Maire de Belfort.

M. LE MAIRE : Messieurs, j'ai reçu de M. le Maire de Belfort, un télégramme ainsi conçu :

Belfort, 7 octobre 1907.

La cérémonie patriotique du cimetière vient d'avoir lieu plus imposante que jamais; Municipalité, Conseil municipal, Armée,

fonctionnaires civils et militaires, population tout entière y assistaient réunis dans une même pensée de patriotique reconnaissance en ce jour de mémorable anniversaire. Belfort adresse à Lyon et à sa Municipalité un souvenir ému de sa gratitude. Vive Lyon ! Vive la République !

Le Maire de Belfort,
Charles SCHNEIDER.

Ce télégramme sera inséré au procès-verbal.

Recrutement. — Soutiens de famille. — Demandes de congé. — (Article 22 de la loi du 15 juillet 1889).

Au nom de la Commission spéciale, M. BAUDRY, rapporteur, propose au Conseil d'émettre un avis très favorable à la demande de congé, à titre de soutien de famille, formée par le sieur Thiellon (Jean), soldat au 10^e régiment d'infanterie.

(Avis très favorable est émis.)

Sur la proposition de M. MARRO, rapporteur de la Commission spéciale, le Conseil émet un avis très favorable à la demande de congé, à titre de soutien de famille, formée par le sieur Corbel-Ravasson (Etienne-Antoine), soldat au 7^e régiment de cuirassiers.

Le Conseil, sur la proposition de M. GORJUS, rapporteur de la Commission spéciale, émet un avis très favorable aux demandes de congé, comme soutiens de famille, formées par les sieurs : Côte (Louis-François), soldat au 21^e régiment d'infanterie; Baudrand (Xavier-Alexandre), soldat au 149^e régiment d'infanterie; Lavorel (Jacques-Joseph-Marius), soldat au 35^e régiment d'infanterie.

Sur la proposition de M. NOVEL, rapporteur de la Commission spéciale, le Conseil émet un avis très favorable aux demandes de congé formées par les nommés : Guillalet (Philibert-Benoît), incorporé aux équipages de la flotte; Feignier (Jean-Marie), soldat au 109^e régiment d'infanterie.

Retrait de la délégation de M. l'adjoint Cadet.

M. LE MAIRE : Messieurs, j'ai reçu, à la date du 1^{er} octobre, la lettre suivante de M. Cadet :

Lyon, le 26 septembre 1907.

Monsieur le Maire,

Permettez-moi de vous rappeler que j'ai eu l'avantage de vous entretenir longuement dans votre cabinet, il y a quatre mois environ, au sujet du rapport que vous avez présenté au Conseil municipal le 15 mars dernier, relativement au projet d'étude pour la construction de nouveaux ponts à Lyon. J'ai cru devoir vous faire remarquer que ledit projet se présentait à l'examen sous de mauvais auspices; qu'en effet, la Ville ne disposant pas de crédit disponible, était dans

l'impossibilité, pour le moment du moins, de procéder à cette édification sans contracter un emprunt et par conséquent grever son budget sans nécessité absolue.

Je vous demandais, comme conséquence, de ne pas donner suite au projet d'augmentation du personnel spécial chargé de cette étude.

A la suite de notre entretien, et quoique vous m'ayez demandé à réfléchir avant de vous prononcer sur cette question, votre intention m'a paru être alors un acquiescement au désir que je venais d'exprimer de surseoir à cette étude; ce rapport n'a pas encore été rapporté devant nos collègues du Conseil municipal, mais j'ai pu constater que vous faites état, dans le budget supplémentaire, des dépenses prévues par le rapport précité.

Votre jugement étant en opposition avec mon appréciation, ne voulant pas, d'autre part, assumer la responsabilité d'engager les finances de la Ville par l'exécution de projets que je considère comme inutiles, ou tout au moins comme étant d'un ordre très secondaire, je vous prie, Monsieur le Maire, de vouloir bien pourvoir à mon remplacement dans la délégation que vous m'avez fait l'honneur de me confier à l'Hôtel de Ville.

Veuillez, Monsieur le Maire, agréer l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

A. CADET.

J'ai répondu immédiatement à M. Cadet pour lui dire que je m'empresserais de déférer à son désir et, dans la journée du 1^{er} octobre, j'ai pris un arrêté qui a été publié au *Bulletin municipal officiel* du 6, lui retirant toute délégation.

Je serais disposé à considérer cet événement comme tout à fait insignifiant si, dans sa lettre, M. Cadet ne me mettait dans l'obligation de défendre mon Administration qui a mis, au premier rang de ses préoccupations, le souci de l'ordre et de l'économie. Je suis donc obligé de vous dire, ici, pourquoi j'ai inscrit dans le projet de budget que vous aurez sous peu à discuter, une faible somme, un crédit de prudence, pour l'étude de ponts nouveaux.

Messieurs, cette question n'est pas nouvelle à Lyon et ce n'est pas d'hier que l'on a proclamé, devant le corps électoral, et ici même, la nécessité de construire à Lyon un certain nombre de nouveaux ponts; ces ponts sont, avec des degrés d'urgence et d'importance différents: la passerelle de l'Homme-de-la-Roche qui, depuis si longtemps, est promise au 5^e arrondissement; le pont de l'Hôtel-Dieu, qu'il est de toute urgence de refaire dans le plus bref délai possible, surtout depuis la construction de la nouvelle gare des Brotteaux; le pont de La Feuillée; un pont qui devra, quelque jour, mettre en communication les nouveaux abattoirs avec le quartier de Perrache.

Ces projets sont depuis longtemps annoncés et vous savez, Messieurs, que mon prédécesseur s'est comme moi-même toujours prononcé très nettement en faveur de leur étude et de leur exécution. Je n'ai pas à vous citer les nombreuses promesses qui ont déjà été faites à ce sujet; je me bornerai à vous lire les déclarations que mon prédécesseur a faites dans la séance du 20 décembre

1903; vous verrez que sa thèse était tout à fait conforme à la mienne. M. Augagneur disait :

Personne ne conteste l'urgence de la reconstruction du pont la Feuillée, ni même l'utilité d'une passerelle vers l'Homme-de-la-Roche; mais pour l'instant, nous n'avons pas à entrer dans la voie de la discussion sur ces deux questions.

D'ici un mois ou deux, quand nous vous soumettrons le projet des travaux à exécuter de 1904 à 1908, vous pourrez faire entrer, dans ce projet, la construction de ces deux ponts, dont la dépense, en ce qui concerne la passerelle de l'Homme-de-la-Roche n'est pas considérable en effet.

Je suis tout le premier à dire que ces projets devront être très soigneusement étudiés, mais il me paraît de la plus élémentaire prudence pour une Administration de ne pas attendre que les ponts existants soient rompus pour faire des études en vue de leur reconstruction.

Assez souvent, en France, commence l'étude de certains travaux alors qu'il est déjà trop tard pour les exécuter. L'Administration municipale réprouve cette pratique. D'ailleurs, nous avons déclaré cet hiver devant le corps électoral que nous hâterions le plus possible l'étude et la construction des nouveaux ponts.

Voilà, Messieurs, sur l'ensemble de la question, les explications que je désirais vous donner, explications qui n'apprennent rien de nouveau, puisque vous êtes tous depuis longtemps au courant de la question.

Je tiens à dire — et je regrette que M. Cadet ne soit pas présent, car j'aurais mieux aimé le dire devant lui — que j'ai été très étonné de son opposition à l'inscription au budget supplémentaire d'un crédit de 7,000 francs pour frais d'études en vue de la construction de ponts sur le Rhône et sur la Saône. J'en suis étonné surtout parce que dans une étude que j'ai eu l'occasion de faire, j'ai trouvé au *Bulletin municipal officiel* du 28 mars 1897, un rapport établi par une Commission spéciale chargée d'indiquer par ordre d'urgence les grands travaux à exécuter dans l'intérieur de la ville de Lyon. Ce rapport classe dans la première catégorie des travaux urgents à réaliser, entre la construction du pont de la Boucle et celle du pont de l'Université, l'édification de la petite passerelle de l'Homme-de-la-Roche. Or, Messieurs, M. Cadet, qui depuis a été nommé adjoint, faisait partie de cette Commission spéciale et, en cette qualité, avait signé, comme vous pourrez vous en rendre compte, le projet dans lequel la construction de cet ouvrage figurait parmi les travaux les plus urgents à entreprendre.

J'ai repris, depuis, l'étude de ces travaux et j'étais tout prêt à présenter au Conseil un projet d'exécution de la passerelle de l'Homme-de-la-Roche, étant donné que les études préparatoires étaient terminées et que le travail qui dépend de l'Administration était complet. J'ai donc, comme c'était mon devoir et j'ajoute aussi comme c'était

mon habitude, soumis le dossier à M. Cadet, qui m'a répondu par la lettre que voici. Je demande au Conseil municipal la permission de lui en donner lecture :

Monsieur le Maire,

Je considère que le pont de l'Homme-de-la-Roche n'est pas appelé à rendre les services comparables aux dépenses qu'il nécessitera.

Avant de déposer ce rapport au Conseil municipal, je prie Monsieur le Maire de faire étudier par le service un pont reliant les quartiers de la Croix-Rousse et Saint-Just, en prévoyant, aux deux extrémités de ce pont un escalier permettant de mettre en communication le pont projeté avec les quais de la Saône, Saint-Vincent et Pierre-Scize.

Les quelques personnes qui voudront passer de la rive droite à la rive gauche (ou *vice versa*), emprunteront les escaliers du pont de la Croix-Rousse à Saint-Just.

Ce pont aurait l'avantage, sans grosses dépenses supérieures, sur le projet actuel, de relier deux quartiers actuellement sans communication entre eux, il donnerait satisfaction aux habitants qui réclament la construction du pont de l'Homme-de-la-Roche, il donnerait, en outre, à notre Ville, un attrait de plus.

Signé : A. CADET

Messieurs, je ne veux pas prolonger cette explication, qui est gênante pour tout le monde et désagréable pour moi; mais je trouve surprenant que M. Cadet proteste contre l'inscription au budget d'un crédit de prudence de 7,000 francs, alors que, dans la lettre que je viens de lire, il me propose d'engager la Ville dans la construction d'un ouvrage dont le coût a été évalué par le service municipal de la Voirie à 3,500,000 francs! Entre 7,000 francs et 3 millions et demi, il y a un certain écart, vous pouvez en juger. J'estime que le corps électoral, devant lequel nous avons pris un engagement précis, aurait le droit de reprocher au Maire de n'avoir pas fait le nécessaire en vue de la réalisation, à bref délai, des projets préparés et promis depuis longtemps. En somme, de quoi s'agit-il? Simplement de faire à peu de frais une étude et d'en soumettre les résultats au Conseil municipal. Rien de plus.

Voilà, Messieurs, les explications que j'avais le devoir de vous donner, tenant par-dessus tout à rester dans les termes exacts de la lettre qui m'a été adressée; vous sentirez tous que, sans vouloir passionner cette affaire, il m'était impossible de ne pas faire de réponse aux insinuations dirigées contre la sagesse et la prudence de mon Administration. (*Très bien!*)

Nomination de la Commission chargée de l'examen du compte d'administration de 1906, du budget supplémentaire de 1907 et du projet de budget primitif pour 1908.

M. LE MAIRE: Messieurs, l'ordre du jour appelle la nomination de la Commission chargée de l'examen des comptes et budgets de la Ville. Comment le Conseil entend-il former cette Commission?

M. FORET : Messieurs, au nom d'un grand nombre de nos collègues radicaux, radicaux-socialistes et socialistes-indépendants, j'ai l'honneur de présenter au Conseil la proposition suivante :

Les compte et budgets qui vont nous être soumis par l'Administration municipale sont les derniers que ce Conseil aura à voter.

L'application des lois nouvelles, mises à la charge des communes, et la fin de procès engagés donnent au budget supplémentaire de 1907 et au budget principal de 1908 une importance capitale ; ils seront comme une sorte de récapitulation des budgets précédents.

Les soussignés ont estimé que la Commission générale tout entière devait être appelée à les discuter, ainsi que le compte administratif de M. le Maire pour 1906.

D'accord avec l'Administration municipale, nous vous proposons, Messieurs, d'examiner en commun ces compte et budgets, au lieu de laisser, comme les années précédentes, à treize commissaires le soin de contrôler, vérifier et proposer des amendements.

Cette proposition est signée par MM. Gorjus, Jacquet, Chat, Rivière, Decléris, Falconnier, Cusset, Thévenon, Carle, Menut, Renard, Roux, Baudry, Pic, Curtelin, Mousset, Veyron, Jacquier, Tixier, Vial, Hoffherr, Piaton, Richerand, Barbero, Fagot, Foret.

M. VOILLLOT : Messieurs, mes collègues Rognon, Marro, Arnaud, Manus, Gadoud, Novel, Marietton, Roustang et moi-même, tenons à déclarer que si cette proposition, signée de la majorité du Conseil, nous avait été présentée, nous l'eussions signée bien volontiers, car nous sommes de ceux qui ne reculent devant aucune responsabilité. Nous l'acceptons tout de même. Mais il nous sera permis de nous étonner de ce procédé nouveau, car les responsabilités à prendre — qui servent de prétexte à cette proposition signée seulement des membres de la majorité — existaient également à l'époque où, systématiquement, la fraction politique que nous représentons ici était écartée de cette Commission.

Néanmoins, c'est avec attention et dévouement que nous apporterons tout notre concours à l'élaboration du budget.

Messieurs, permettez-moi de vous faire observer que, dans cette circonstance, notre déclaration devrait être revêtue de dix signatures, alors qu'elle n'en compte que neuf. S'il en est ainsi, c'est que des horizons nouveaux se sont révélés à certain des nôtres que nous ne retrouvons plus au nombre des signataires ; il nous platt, cependant, de ne pas le retrouver davantage au nombre des membres de la majorité. Il était nécessaire de le dire autant pour dégager notre responsabilité que pour défendre nos droits.

M. FORET : Je ferai remarquer à notre collègue, M. Voillot, que parmi ceux de nos collègues, au nom desquels il a présenté la déclaration que nous venons d'entendre, il s'en trouve un qui faisait partie, l'année dernière, de la Commission du budget.

M. MARRO : Par "rône !

M. FORET : Nous ne faisons l'aumône à personne.

M. ARNAUD : C'est un peu par commiseration que j'ai été désigné pour faire partie de la Commission du budget, puisque je n'avais pas obtenu le nombre de voix nécessaire.

M. LE MAIRE : Vous avez cependant fait partie de cette Commission au même titre que vos collègues.

M. VOILLLOT : Nous ne nous opposons pas à la proposition qui est soumise au Conseil. Nous avons bien souvent revendiqué le moyen de transformer la composition de la Commission du budget, de manière à ce que tous les membres du Conseil municipal, à quelque parti politique qu'ils appartiennent, aient à leur disposition le moyen d'étudier de près le budget communal ; nous nous sommes toujours vu refuser satisfaction. Aujourd'hui, brusquement, la majorité de cette assemblée propose une façon nouvelle de procéder ; nous ne pouvons que nous en réjouir.

L'année dernière, les Conseillers municipaux de notre parti ont été systématiquement éliminés de la Commission du budget, et lorsque notre collègue, M. Arnaud, a été nommé, c'a été par pure commiseration, comme il l'a déclaré lui-même ; il aurait pu dire par aumône, puisqu'il n'avait pas recueilli le nombre de voix nécessaire pour être élu au premier tour de scrutin. Nous ne sommes donc pas fâchés du procédé proposé cette année, au contraire. Je tenais simplement à faire remarquer la différence de traitement d'une année à l'autre, différence qui fait que cette année on transforme le Conseil tout entier en Commission générale, pour examiner le projet de budget, alors que les années précédentes la fraction politique à laquelle nous appartenons avait toujours été évincée de la Commission.

Au nom de cette fraction, nous remercions les auteurs de la proposition qui nous est faite, parce qu'au moment où l'on parle de cassure, nous voyons avec plaisir que la majorité du Conseil se rallie à une idée qui nous rassemble tous en cette occasion.

M. FORET : Vous semblez, en cette occasion, ne regretter qu'une chose, c'est que cette proposition ne vienne pas de vous.

M. VOILLLOT : Nous avons l'habitude de placer nos opinions politiques après les questions purement administratives, et, à ce point de vue, nous avons toujours fait notre devoir.

M. FORET : Pas toujours.

M. CURTELIN : Il y en a d'autres aussi qui font leur devoir.

M. VOILLLOT : Je constate une chose, c'est que s'il y a dans la proposition faite un souci politique, ce n'est pas nous qui l'avons. *(Bruit.)*

Je me contente de dire qu'il y a une

différence de traitement si l'on compare ce qui se faisait les années précédentes avec ce que l'on propose aujourd'hui.

Nous sommes très souvent d'accord sur les questions d'ordre purement administratif et je tenais à faire constater que la nomination de la Commission chargée d'examiner le prochain budget se trouve une des rares autres questions sur lesquelles nous puissions l'être également. La proposition a été faite sans nous consulter, mais nous y adhérons pleinement.

Si l'on met cette proposition en regard de l'ostracisme dans lequel nous étions tenus d'ordinaire, il faut bien convenir qu'il y a une différence. Nous avons le devoir de le faire remarquer.

M. LE MAIRE : Messieurs, il est de mon devoir de répondre au nom de l'Administration, puisqu'il est question de ses comptes et budgets.

M. VOILLLOT : Je n'ai pas attaqué l'Administration, Monsieur le Maire ; je n'ai fait qu'exprimer l'opinion de mes collègues du parti socialiste et ma propre opinion.

M. LE MAIRE : Je l'entends bien ainsi, mais permettez-moi de vous dire, puisque l'Administration s'est associée à la proposition qui nous est soumise, qu'elle a eu, sur ce point, une intention qu'elle peut bien expliquer. Nous arrivons à la fin de notre mandat ; il importe donc que nos comptes et budgets soient discutés d'une façon aussi complète et précise que possible ; c'est cette raison qui nous a guidés, et non pas, comme vous avez paru le croire, le désir de vous compromettre ou de vous faire prendre des responsabilités !...

M. VOILLLOT : Nous n'avons pas peur des responsabilités !

M. LE MAIRE : Si telle était votre pensée, nous serions obligés de demander que l'on renonçât à la proposition. C'est par pure loyauté que l'Administration municipale a demandé que chacun de vous pût venir discuter ses comptes. En agissant ainsi, elle n'engage pas votre responsabilité ; vous conservez la même liberté de lui refuser votre approbation au cours des séances privées de la Commission du budget, comme au cours des séances publiques du Conseil municipal. Mais vraiment dans quelle situation nous trouvons-nous actuellement ? Je vous pose amicalement cette question. Comment pouvons-nous vous être suspects, lorsque nous proposons de comprendre dans la Commission du budget la majorité en y joignant la minorité ? Ce serait vraiment rendre notre tâche difficile que nous critiquer sur ce point. Acceptez cette proposition loyalement, comme elle est faite, elle n'engage la responsabilité de personne ; elle vous invite tous à examiner les comptes et budgets qui vous seront présentés, tout en vous laissant libres de juger à votre guise les actes de l'Administration, ou les décisions de la majorité.

Il n'y a pas lieu à mon sens de prolonger le débat sur ce point.

M. VOILLOT : Si cela n'a pas d'importance, Monsieur le Maire, je demande à ceux de nos collègues qui ont signé la proposition qui fait l'objet de ce débat, pour quel motif ils ont omis de nous demander d'y joindre nos signatures, alors qu'ils l'avaient fait dans d'autres occasions ? De deux choses l'une : ou cela a de l'importance ou cela n'en a pas. Si cela n'en a pas, je me demande pourquoi, vous avez agi ainsi.

M. LE MAIRE : Quand vous faites, mon cher collègue — comme c'est le premier de vos droits, — des propositions au nom de votre groupe, venez-vous les soumettre d'avance à vos autres collègues ? Absolument pas.

M. VOILLOT : C'est votre attitude qui a dicté la nôtre !

M. LE MAIRE : J'estime qu'il est de mon devoir, au moment où est faite une proposition qui doit mettre tout le monde d'accord, de ne pas prolonger le débat et de procéder de suite au vote.

M. VOILLOT : Nous voterons cette proposition, mais sous le bénéfice des observations que nous venons de faire.

M. FORET : Messieurs, je proteste, au nom de ceux de mes collègues qui m'ont chargé de déposer la proposition dont il s'agit, contre les paroles que vous venez d'entendre. M. Voillot semble dire que nous avons agi dans l'ombre : au contraire, nous vous avons fait part de notre intention à l'issue de la dernière séance de la Commission générale ; vous n'avez fait alors aucune observation.

M. ROGNON : Vous n'avez rien demandé à aucun d'entre nous.

M. FORET : Vous auriez trouvé excessif que nous venions en séance publique vous faire une proposition sans vous en avoir donné lecture, auparavant, en Commission générale. Or, je le répète, cette communication vous a été faite. J'ajoute que je suis parfaitement d'accord avec M. le Maire quand il dit que vous n'avez pas toujours eu le soin de nous soumettre, avant de les rendre publiques, les propositions que vous élaborez.

M. VOILLOT : Je vous répète que votre attitude seule a dicté notre conduite.

M. LE MAIRE : Messieurs, je mets aux voix la proposition présentée par M. Foret.

Que ceux d'entre vous qui sont d'avis que la Commission du budget et la Commission générale ne fassent qu'un seul et même tout, veuillent bien le manifester en levant la main.

(Le Conseil adopte).

M. LE MAIRE : Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

Messieurs, il y aurait lieu, peut-être, de procéder à la nomination d'un président et d'un rapporteur.

Voulez-vous procéder à cette nomination dès ce soir et, à cet effet, suspendre la séance, ou, au contraire, désirez-vous

que cette question soit portée à l'ordre du jour de la prochaine séance ?

M. GOURJU : Au point de vue de la procédure, il me semble que nous engageons mal la question.

Nous venons de donner notre confiance à la Commission générale ; à sa première réunion, elle procédera à ces nominations.

M. LE MAIRE : Permettez-moi de vous faire remarquer que ce sera la même chose, puisque la Commission générale est composée du Conseil tout entier. Je suis, cependant, aux ordres de l'Assemblée.

M. CUSSET : Reportons ces nominations à la première séance de Commission.

M. LE MAIRE : Il est donc entendu que la Commission constituera son Bureau lors de sa première réunion.

Entretien et construction des trottoirs en asphalte. — Remboursement de retenues de garantie.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, par une pétition du 6 juin dernier, la Société « L'Asphalte », qui était adjudicataire de l'entretien et de la construction des trottoirs en asphalte pendant les années 1902 à 1906, sollicite le remboursement des retenues de garantie des divers travaux qu'elle a exécutés et dont le montant s'élève exactement à la somme de 35,282 fr. 90, se décomposant ainsi :

1° Travaux ordinaires d'entretien et de construction de trottoirs en asphalte, à échéance du 31 décembre 1907.....	Fr. 18.026 33
2° Chaussée rue de l'Université, à échéance du 1 ^{er} octobre 1907.....	45 75
<i>A Reporter..</i>	18.072.08
<i>Report.....</i>	18.072.08
3° Asphalage des quais de Vaise, de Bondy, de l'Archevêché et des Brotteaux, à échéance du 15 août 1908...	3.531 80
4° Etablissement de trottoirs dans les 3 ^e et 6 ^e arrondissements, à échéance du 31 décembre 1907.....	10.924 02
5° Travaux neufs d'asphalage dans le quartier de la Martinière, à échéance du 31 décembre 1907.....	2.755 »
Total égal.....	Fr. 35.282 90

Ainsi que l'expose M. le Directeur du service de la Voirie dans son rapport, il ne peut être donné satisfaction à la demande de remboursement anticipé de la garantie des travaux des trois premiers articles, dont l'exécution se rattache exclusivement à l'exercice 1906. Mais il ne saurait en être de même pour la garantie des travaux relatifs à l'établissement de trottoirs dans les 3^e et 6^e

arrondissements et dans le quartier de la Martinière, qui ont été commencés les premiers en 1902 et les seconds en 1903 et qui ont été terminés, pour la plus grande partie, en 1905.

Le délai de garantie d'un an se trouve en fait accompli ; d'autre part, lesdits travaux ayant été exécutés dans les meilleures conditions, il semble équitable de donner satisfaction à la demande de la Compagnie « L'Asphalte » qui offre toute garantie et dont le marché a d'ailleurs été renouvelé pour une durée de quatre années à partir du 1^{er} janvier 1907.

J'ai, en conséquence, l'honneur de vous proposer, Messieurs, de vouloir bien autoriser le remboursement à la Compagnie « L'Asphalte » de la somme de 13,679 fr. 02 retenue à titre de garantie sur le montant des travaux de construction de trottoirs en asphalte dans les 3^e et 6^e arrondissements et dans le quartier de la Martinière.

Lyon, le 8 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,

Edouard HERRIOT.

M. VIAL, rapporteur de la Commission spéciale, propose au Conseil d'autoriser, conformément aux conclusions de l'Administration, le remboursement à la Compagnie *L'Asphalte*, de la retenue de garantie pratiquée sur le montant des travaux qu'elle a exécutés de 1902 à 1905.

(Adopté.)

Construction d'un Orphelinat de garçons.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, si la collectivité est aujourd'hui tenue d'assister les vieillards, elle n'en a pas moins le devoir de continuer à s'occuper de l'enfance.

A Lyon, des efforts ont déjà été tentés dans ce sens et un Orphelinat municipal de jeunes filles construit dans l'ancienne propriété Chazière, fonctionne depuis plusieurs années dans d'excellentes conditions.

Pour compléter cette œuvre éminemment démocratique, l'Administration municipale a décidé de construire dans la même propriété, qui présente une surface suffisante, un Orphelinat de garçons pour soixante-quatre pensionnaires.

Cette jonction des deux bâtiments permettra de réaliser des économies importantes dans les frais de gestion par la réunion des services communs (cuisine, réfectoire, buanderie et bains) dans un bâtiment central, qui sera construit entre les deux Orphelinats.

C'est dans ces conditions que j'ai chargé M. Meysson, architecte, de préparer un projet de construction du nouvel Orphelinat.

D'accord avec l'Administration municipale et avec le Conseil d'administration de l'Orphelinat de jeunes filles,

M. Meysson a dressé un projet définitif que j'ai l'honneur de vous soumettre.

D'après ce projet, l'entrée sera rue Saint-Pothin. Là se trouvera le pavillon du concierge, composé d'un porche précédant une salle commune, d'une cuisine et d'un W.-C. Un escalier partant de l'entrée conduira au premier étage, où se trouveront trois pièces.

De l'entrée, une longue avenue conduira à l'Orphelinat de garçons qui occupera une superficie de 682 mètres carrés.

Le style des façades est des plus simples, quoique suffisamment décoratif; les murs seront construits en maçonnerie de moellons; les planchers pour les étages seront en fer; les parquets seront posés sur bitume; enfin, pour la toiture, il a été prévu une charpente métallique, avec hourdis à base d'amiante ou autre matière isolante et incombustible.

L'emploi de matériaux isolants aura pour résultat d'éviter au deuxième étage, les effets des brusques variations de la température extérieure.

Au rez-de-chaussée, à l'entrée de la façade principale, il a été aménagé un vestibule carré à droite. A la suite du parloir se trouveront la salle du Conseil et le bureau de la Directrice. Une porte placée en face de l'entrée et donnant sur le vestibule, fera communiquer avec une longue galerie qui desservira le bâtiment dans toute sa longueur. Cette galerie se répètera uniformément à chaque étage. A gauche du vestibule sera une grande salle d'étude pour soixante-quatre enfants, à laquelle seront contiguës deux autres salles pour travaux manuels. Un vestiaire unique sera adjoint à ces trois salles.

Dans l'aile droite seront situés les appartements du personnel composé de cinq pièces.

Dans l'axe du bâtiment se trouvera un escalier monumental en pierre, qui desservira les étages.

Par cette combinaison générale, les deux Orphelinats seront rendus indépendants. C'est d'ailleurs à cet effet que les ouvertures ont été placées à 2 m. 20 au-dessus du sol.

Deux escaliers assureront la communication avec le sous-sol où se trouveront le chauffage des bains, de la buanderie et du réfectoire, les dépôts de charbons et les caves à provisions.

De la buanderie un escalier montera au premier étage où se trouvera un grand séchoir couvert au-dessus des préaux.

Pour le chauffage de l'Orphelinat, le système à eau chaude à basse pression a été adopté par l'Architecte. Les chaudières, au nombre de deux, en fonte, à flamme renversée sont placées au centre du bâtiment; une seule suffira par des froids moyens pour assurer le chauffage. Pour les radiateurs du type « Peerless » double, ou « National » double, 25 sont prévus au rez-de-chaussée, 18 au premier étage et 16 au deuxième étage.

Dans les grandes salles il a été prévu, comme organes de ventilation, des clapets d'admission d'air frais et des persiennes réglables pour l'évacuation de l'air vicié. Pour éviter les courants d'air,

les bouches d'admission d'air seront placées derrière les corps de chauffe.

Le premier étage comprendra un vaste dortoir pour 32 lits et un lit de surveillance. Ce dortoir communiquera directement avec la salle où seront installés les lavabos avec 32 robinets et le vestiaire de la semaine comprenant 32 cases numérotées.

Le vestiaire du dimanche qui comprendra aussi 32 cases numérotées sera contigu au vestiaire de la semaine.

Dans l'aile gauche se trouveront les magasins généraux et la lingerie.

Le deuxième étage sera semblable au premier, avec cette seule différence qu'à la place des magasins généraux et de la lingerie, se trouvera l'infirmerie composée d'une grande salle de 8 lits, d'une salle d'isolement de 4 lits, d'un cabinet pour le docteur, d'une salle de bains avec deux baignoires et de W.-C. avec lavabos. A droite de l'escalier une salle servant de cuisine pour l'infirmerie sera ménagée.

A tous les étages, à gauche de l'escalier seront installés des W.-C. lavabos.

Les combles ne seront pas utilisés pour le moment, mais ils pourraient l'être en cas de besoin; il en est de même pour le sous-sol où a été placée la chaufferie.

Une vaste cour de récréation s'étendra entre l'Orphelinat de garçons et le bâtiment projeté des services centraux, au milieu desquels s'élèveront deux préaux, dont un pour les garçons et un pour les filles, séparés par une cloison mobile.

Le bâtiment des services centraux comprendra :

1° Un réfectoire pour 140 enfants divisé en deux parties également par une cloison mobile.

La cloison mobile peut permettre à l'occasion de réunir les préaux et le réfectoire et de former une vaste salle de fête de 400 mètres carrés environ de superficie.

Un passage couvert mettra en communication chacun des Orphelinats avec les réfectoires.

2° Une cuisine et ses dépendances (laverie, dépense et W.-C.) ouvrant sur la cour de l'Orphelinat des filles seulement;

3° Une buanderie dans les mêmes conditions d'ouverture que la cuisine;

4° Une salle de bains (comportant 16 douches et 29 baignoires) avec vestiaires ouvrant sur chacune des deux cours.

Chaque appareil sera pourvu d'un robinet de réglage à double ajustage et à cadran gradué permettant de régler la température des locaux.

En outre, les chaudières seront munies de régulateurs de tirage et combustion réglant automatiquement le chauffage.

Pour les baignoires, on installera une chaudière en fonte système rond; le réchauffeur d'eau, qui aura une contenance de 700 litres, sera muni d'un serpent à l'intérieur. Cet appareil fournira l'eau des douches et de la buanderie.

D'après le devis estimatif, qui se subdivise en quatre parties, la dépense est évaluée comme suit :

N° des LOTS	NATURE DES TRAVAUX	1 ^{re} PARTIE	2 ^e PARTIE	3 ^e PARTIE	4 ^e PARTIE	TOTAUX
		Orphelinat proprement dit	Bâtiment des dépendances	Pavillon du Concierge	Murs de clôture et Couverts	
1 ^{re}	Terrassements, maçonnerie, pierre de taille et ciment.....	119,924 50	62,628 85	8,114 15	13,076 70	203,744 20
2 ^e	Charpente, planchers et couvert...	4,229 "	15,936 50	3,151 80	3,855 55	27,172 85
3 ^e	Menuiserie.....	25,795 50	9,395 "	1,969 30	" "	37,159 80
4 ^e	Serrurerie.....	43,136 "	10,838 15	1,644 40	1,212 "	56,830 55
5 ^e	Zinguerie et plomberie.....	5,485 50	5,008 "	536 40	467 50	11,497 40
6 ^e	Plâtrerie, peinture et vitrerie.....	18,502 25	5,281 50	1,482 75	" "	25,272 50
7 ^e	Chauffage central et appareils.....	1,120 "	17,200 "	960 "	" "	18,580 "
8 ^e	Grès et appareils sanitaires.....	12,610 "	1,315 "	110 "	" "	14,035 "
	TOTAUX.....	230,799 75	127,609 "	17,268 80	18,611 75	394,289 30
	Honoraires de l'Architecte à 5 %.....					19,710 70
	TOTAL GÉNÉRAL.....					414,000 "

Ainsi que cela résulte du tableau qui précède, le prix du mètre carré de construction, en ce qui concerne l'Orphelinat de garçons proprement dit reviendra à 230,799 fr. 75 : 682 = 338 francs environ, tandis que l'orphelinat de jeunes filles n'a coûté que 157,000 : 520 = 302 francs par mètre carré.

Mais cette différence s'explique facilement si l'on remarque que le bâtiment projeté pour les garçons sera construit en maçonnerie de moellons, à l'exclusion du mâchefer, que la charpente et les planchers seront en fer et qu'en outre le chauffage à vapeur y sera installé,

ce qui n'existe pas à l'Orphelinat de jeunes filles.

Je vous propose, Messieurs, de vouloir bien approuver ce projet et décider que les six premiers lots seront mis en adjudication publique.

Le 7^e lot (chauffage) et le 8^e lot (grès et appareils sanitaires) pourraient faire l'objet d'une adjudication restreinte.

Quant à la dépense, évaluée à la somme totale de 414,000 francs, elle devra être imputée, savoir :

85,900 francs sur le crédit d'égal chiffre inscrit au budget supplémentaire de l'exercice 1906, sous le titre : « Construction d'un Orphelinat laïque de garçons », lequel crédit sera reporté au budget supplémentaire de l'exercice courant, et le surplus, soit 328,100 fr. sur un crédit à inscrire au budget de l'exercice 1908.

Lyon, le 9 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,

Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, la ville de Lyon met en pension dans les agences du service départemental des Enfants assistés, 150 enfants orphelins environ, dont 87 sont du sexe masculin; cela coûte approximativement à la Ville 25,000 francs, depuis l'augmentation des tarifs de placement.

Pendant de longues années la Ville entretenait des orphelins masculins à la Providence Denuzières. En 1887, époque où l'on retira ces pupilles, par suite d'un événement déplorable, la Ville en avait 60; l'instruction religieuse catholique exclusivement ordonnée par le testament de M^{re} Denuzières, le certificat de baptême exigé, fait que la Ville ne peut se servir de cet établissement pour les garçons.

Les filles sont plus favorisées. En 1894, s'ouvrait l'Orphelinat municipal de jeunes filles, admettant 40 orphelines. Ce nombre, atteint en 1896, fut porté depuis, soit en 1900, à 50, et, à l'heure actuelle, l'Administration municipale a pu, sans augmenter le budget de la maison, admettre 52 enfants; mais ceci est un maximum, car pour augmenter ce nombre il faudrait ajouter des ailes au bâtiment existant.

Cet Orphelinat, qui a donné les résultats que vous connaissez, est pris pour modèle et visité même par des étrangers.

Il fallait donc faire pour les orphelins ce qui avait été fait pour les orphelines; c'est pourquoi, à trois reprises, sur la proposition de M. Victor Fort, le Conseil municipal votait des fonds pour la construction d'un Orphelinat de garçons. Ces fonds accumulés se montent à 85,900 francs, et l'exécution de ce projet vous est soumis aujourd'hui par le rapport de M. le Maire.

Il consiste dans la réunion, sous une même gestion et dans la même propriété, des deux Orphelinats, complètement indépendants l'un de l'autre, séparés par deux préaux et un bâtiment central où seront installés des services communs : réfectoire avec cloison mobile,

cuisine et dépendances, buanderie, salle de bains.

Ce bâtiment sera relié, par des passages couverts, aux deux Orphelinats et il permettra de rendre libre, dans l'Orphelinat de filles, plusieurs pièces qui pourront être utilisées comme dortoir, si, comme il est à souhaiter, le nombre d'orphelines est augmenté.

C'est donc, avec l'Orphelinat de garçons, devant contenir 64 pensionnaires, un second bâtiment et l'extension de l'Orphelinat de filles que l'Administration vous propose.

Votre Commission générale n'a pas d'objection à faire au projet présenté par M. Meysson, architecte, chargé par M. le Maire d'étudier la construction d'un Orphelinat modèle. Les plans, ainsi que le style du bâtiment, ont reçu l'approbation de l'Administration municipale et de l'Administration de l'Orphelinat de jeunes filles.

L'Administration municipale a jugé à propos d'imposer la maçonnerie de moellons, à l'exclusion du mâchefer qui était entré pour plus de moitié dans l'Orphelinat de filles. Si on a ajouté à cela les planchers en fer imposés également et l'établissement d'un chauffage à vapeur, vous ne trouverez pas exagéré le prix de 388 francs le mètre carré, contre 302 francs qu'a coûté l'Orphelinat de filles.

Le montant total de la dépense pour la construction du bâtiment de l'Orphelinat, du bâtiment des services centraux, du pavillon du concierge, des passages couverts, du chauffage et des appareils sanitaires, s'élèvera à 414,000 francs et nous croyons pouvoir vous assurer que les devis soigneusement examinés par les services compétents, ne seront pas dépassés et que si, par hasard ils l'étaient, les dépassements seraient pris sur les rabais d'adjudication.

Si vous approuvez les conclusions du rapporteur de votre Commission générale, qui sont d'accord avec celles de l'Administration municipale, vous n'aurez à voter qu'un crédit de 328,100 francs à inscrire au budget de l'exercice 1908, car les 85,900 francs inscrits au budget de 1906 seront reportés à l'exercice courant.

En même temps vous voudrez bien décider que les six premiers lots détaillés dans le devis estimatif seront seuls mis en adjudication publique et que le septième (chauffage) et le huitième (grès et appareils sanitaires) feront l'objet d'une adjudication restreinte.

Je dois avant de terminer faire remarquer, comme le dit d'ailleurs le rapport de M. le Maire, que le Conseil d'administration de l'Orphelinat municipal de jeunes filles a favorisé le projet de la réunion des deux Orphelinats estimant, d'une part, que des soins maternels étaient préférables pour des garçons qui ne doivent rester à l'établissement que jusqu'à 13 ou 14 ans, et qui recevront une éducation virile à l'école municipale la plus proche et que, d'autre part, pour répondre à toutes les objections, les précautions les plus grandes sont prises pour la parfaite indépendance des deux

Orphelinats; les garçons auront leur sortie sur la rue Saint-Pothin, les filles rue Chazière.

Le Conseil d'administration a vu aussi le moyen de compléter le personnel de l'Orphelinat de filles où une sous-directrice était prévue; grâce au dévouement de la directrice actuelle, nous avons pu nous passer de cet emploi, mais il devient nécessaire.

Cette sous-directrice prendra les traditions de la maison et les perpétuera à son tour.

Le Rapporteur,

Henry GORJUS.

M. JACQUET : Messieurs, je voudrais présenter quelques observations sur la partie du rapport de notre collègue, M. Gorjus, qui a trait à la division en lots des différents travaux à mettre en adjudication pour la construction de l'Orphelinat de garçons.

J'ai remarqué, en examinant le dossier, que les travaux de terrassement, de maçonnerie, de carrelage, ainsi que la fourniture des pierres de taille et des ciments, avaient été réunis en un seul lot, sous le n^o 1. Or, il est facile de se rendre compte que ces divers travaux sont du ressort de quatre professions distinctes.

En agglomérant ainsi des travaux de natures différentes et en les confiant à un seul entrepreneur, on s'expose à des mécomptes. En effet, un entrepreneur ne peut pas avoir la compétence nécessaire pour faire exécuter lui-même tous ces travaux; il est obligé de s'adresser à des sous-traitants qui, par son intermédiaire, sont mis en rapport avec l'Architecte, directeur des travaux. C'est là un gros inconvénient, vous en conviendrez.

De plus, si cet entrepreneur prend en adjudication des travaux si différents, c'est qu'il y est encouragé par la prime que lui donnent les sous-traitants.

Je me demande pourquoi la Ville ne profiterait pas elle-même de cette prime, en chargeant des spécialistes d'exécuter les différents travaux que comportent les constructions qu'elle fait édifier?

Je pourrais, Messieurs, faire la même observation pour le sixième lot, où l'on a réuni, d'une part, la vitrerie, la plâtrerie et la peinture et, d'autre part, la fumisterie et la marbrerie. Or, je ne sache pas que les vitriers fassent de la peinture ou de la plâtrerie, ni que les fumistes s'occupent de la marbrerie. Il y a des spécialistes pour cette industrie. Dans l'espèce, il s'agit de cheminées en marbre; il est tout naturel, à mon sens, de s'adresser à un marbrier pour leur confection.

Pour toutes ces raisons, je demande donc à l'Administration municipale de bien vouloir tenir compte de mes observations et je demande la modification du rapport de notre collègue, M. Gorjus, dans le sens que j'indique, de manière à attribuer chaque catégorie de travaux à des spécialistes compétents.

M. LE MAIRE : J'ai vu l'Architecte chargé de la construction; il m'a déclaré ne voir aucun inconvénient à ce que l'on adopte la façon de procéder que

vous préconisez — il y verrait plutôt des avantages. Je mesuis mis aussi d'accord avec M. le Rapporteur en ce qui concerne ces modifications et je les énumère pour qu'elles soient reproduites au procès-verbal. L'adjudication sera faite en divisant les travaux de terrassement, de maçonnerie, de pierres de taille et de ciment, qui font l'objet du premier lot, ainsi que ceux de vitrerie, de plâtrerie et de peinture qui font l'objet du sixième lot.

M. JACQUET : Il me reste, Messieurs, à présenter une courte observation relativement à l'adjudication restreinte préconisée par M. Gorjus à la fin de son rapport. Je suis d'accord avec lui pour choisir ce mode d'adjudication, mais à la condition que l'Architecte, directeur des travaux, puisse choisir les fournisseurs qu'il lui plaira.

Je voudrais que cette adjudication ait lieu entre un nombre suffisant d'entrepreneurs spécialistes et sous le contrôle de deux délégués du Conseil municipal que vous désigneriez, Monsieur le Maire. De cette façon, la Ville aurait toutes garanties désirables.

M. LE MAIRE : Je désignerai volontiers deux membres du Conseil municipal, comme je l'ai fait plusieurs fois.

Messieurs, je mets aux voix, sous le bénéfice des modifications proposées par M. Jacquet, les conclusions de cet important rapport.

(Adopté.)

Hospices civils de Lyon. — Compte administratif de 1906. — Budget supplémentaire de 1907. — Budget prévisionnel de 1908.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre les documents qui suivent, émanant de l'Administration des Hospices civils de Lyon :

Compte administratif pour l'exercice 1906.

Budget supplémentaire de l'exercice 1907.

Budget prévisionnel de l'exercice 1908.

Il vous appartient, Messieurs, d'émettre votre avis sur ces divers documents.

Lyon, le 27 août 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, les comptes qui nous sont fournis par les Hospices civils de Lyon : « Compte administratif pour 1906 », « Budget supplémentaire pour 1907 », « Budget prévisionnel pour 1908 », montrent que l'Administration de ces établissements a tenu compte des critiques faites à différentes époques par le Conseil municipal. Nous vous proposons de les approuver.

Cependant, dans le compte administratif de 1906, se trouvent encore des

reliquats dus par des départements pour journées à leur charge, et relatifs aux années 1898, 1899, 1900, 1901, 1902, 1903, 1904, 1905.

Notre collègue, M. Victor Fort, rapporteur des compte et budgets des Hospices civils en 1901, avait signalé ces reliquats anciens et s'étonnait de les voir figurer dans les restes à recouvrer du compte administratif de 1903.

Ce qui paraît plus grave, ce sont les préoccupations du Conseil d'administration pour obtenir l'équilibre des recettes et des dépenses. On y sent la menace du déficit certain, malgré l'exonération de l'obligation de remployer les arrérages, soit environ 135,000 francs par an. Cette exonération cessera en 1909.

Les causes qui nous sont données comme faisant craindre le déficit sont les suivantes : « Hausse sur toutes matières ; augmentation de salaires du personnel ; nombre toujours croissant de préposés, servants, journaliers nécessaires aux besoins nouveaux et enfin application du repos hebdomadaire. »

D'un autre côté : « stagnation des recettes, par l'absence de dons sans affectation spéciale. »

Frappé par ces rapports pessimistes, je les ai rapprochés de la déclaration de M. le Maire dans la séance publique du 16 septembre dernier disant que « les Hospices civils de Lyon oubliaient qu'ils devaient être avant tout des établissements communaux et non départementaux ; que s'ils voulaient tenir leur rôle, ils auraient des ressources suffisantes pour assister nos incurables. » J'ai voulu savoir ce qu'entendait dire M. Holstein, rapporteur du budget supplémentaire de 1907, en écrivant :

« D'autre part, il nous a paru opportun de signaler la situation qui nous est faite par la concession des soins gratuits donnés à l'Hôtel Dieu aux malades indigents du département du Rhône (hors Lyon), que la loi du 15 juillet 1893 oblige pourtant de mettre à la charge du département et des communes. »

« Les frais de séjour de ces malades s'élevaient en 1906 à 123,000 francs, que nous avons déboursés sans aucune compensation. Ce chiffre sera vraisemblablement à peu près le même en 1907. »

« Si la loi était appliquée, nous rentrerions dans nos débours, et, en supposant que cette obligation pour les communes, de nous payer, écarte un certain nombre de malades qu'elles dirigent sur nos hôpitaux, ce serait, sans supplément de dépenses pour nous, nos charges restant les mêmes, tout à l'avantage des malades indigents de la commune de Lyon qui nous paraissent mériter la priorité. »

Cette situation est toujours l'application de la formule chère au Conseil général du Rhône que « la collectivité la plus riche doit payer pour les autres. »

La loi du 15 juillet 1893 sur l'assistance médicale gratuite est appliquée partout, sauf dans le département du

Rhône. On se demande « pourquoi » et « comment » cet état de choses a pu durer si longtemps, « qui » en a la responsabilité et « quand » on pourra le faire cesser ?

Il y a mieux encore ; la loi dit que « toute commune est rattachée pour le traitement de ses malades à un ou plusieurs hôpitaux les plus voisins. »

Cependant, on constate que des communes ayant des hôpitaux : Villefranche, Tarare, Beaujeu, Belleville, Amplepuis, Sainte-Foy, Condrieu, Thizy, Neuville et dernièrement Villeurbanne, envoient leurs malades indigents à Lyon, gardant sans doute ceux qui payent.

L'exemple de l'Arbresle vient à point pour démontrer qu'il faut exiger l'application de la loi de 1893. En effet, les épidémies de typhoïde font affluer les malades à l'Hôtel-Dieu ; les Hospices ont ouvert deux salles pour adultes à Saint-Pothin, une salle d'enfants à la Charité. Cela va augmenter les dépenses des Hospices et le budget de 1907 sera sûrement en déficit.

Aux termes de la loi, les dépenses hospitalières sont à la charge des municipalités lorsque la dotation de l'établissement est insuffisante. Les contribuables lyonnais auront-ils à supporter la dépense résultant de l'épidémie de l'Arbresle ?

Il faut faire cesser cette situation et nous aurons le droit d'imposer aux Hospices civils de Lyon, de garder nos vieillards incurables et même d'en augmenter le nombre.

Au nom de votre Commission générale, je vous propose donc d'adopter le vœu suivant et de charger M. le Maire d'en poursuivre la réalisation :

Le Conseil municipal de Lyon,

Demande à M. le Préfet du Rhône et au Conseil d'administration des Hospices civils de Lyon de prendre les mesures nécessaires pour faire appliquer la loi du 15 juillet 1893, sur l'assistance médicale gratuite, et pour sauvegarder, par là, le patrimoine des indigents lyonnais.

Le Rapporteur
Henry GORJUS.

M. LE MAIRE : Il y a là, en effet, une situation très grave qui mérite de retenir toute l'attention du Conseil. Je suis d'avis de voter le vœu présenté par M. Gorjus, bien que je le croie insuffisant pour obtenir satisfaction. Je crois qu'il faudra poursuivre cette affaire avec beaucoup d'énergie et défendre les droits des incurables lyonnais avec beaucoup d'insistance devant le Conseil d'administration des Hospices et l'Administration supérieure.

Je suis très heureux de voir que M. Holstein, rapporteur du budget des Hospices civils, entre tout à fait dans les vues de l'Administration municipale et partage notre avis.

Il est tout à fait intéressant pour nous de voir qu'un membre du Conseil d'administration des Hospices, choisi par ses collègues, déclare que la ville de Lyon a raison lorsqu'elle prétend que

cès établissements ne font pas face à leurs obligations communales et font à d'autres communes du département des faveurs au détriment des Lyonnais.

Je mets donc aux voix les conclusions du rapport de M. Gorjus ainsi que le vœu qu'il nous a présenté.

(Le Conseil adopte.)

Lycée Ampère. — Bourses municipales. — Année scolaire 1907-1908.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre : 1° les propositions de M. le Proviseur du Lycée Ampère pour régulariser la situation des boursiers municipaux ; 2° les dossiers des postulants nouveaux à classer dans l'ordre de mérite pour l'attribution des bourses qui sont actuellement vacantes ou qui le deviendront dans le cours de l'année scolaire.

1° Prolongations de Bourses :

a) Boursier dont la bourse doit être prorogée pour une nouvelle année : Pillet (Armand), né le 21 juillet 1887, élève de mathématiques spéciales ;

b) Boursiers âgés de plus de 19 ans le 30 septembre 1907 : Perrachon (Louis), mathématiques spéciales ; Floret (Francisque), mathématiques, B. ;

c) Boursiers proposés pour prolongation de bourse dans le second cycle :

Boursiers communaux :

Limouzin (Marcel), 3° B.
Champeau (Isidore), 3° B.
Vial (César), 3° B.

Bourses de fondation :

Boyer (Ferdinand), 3° B.
Prade (Michel), 3° B.

2° Transformation de bourses d'essai en bourses définitives :

Marion (Camille), 4° B.
Chaix (Georges), 6° A.
Villemin-Payet (Georges), 6° B.

3° Transformation de bourses d'externe surveillé en bourses de demi-pensionnaire :

Les parents des élèves Basset, Tous-saint et Soullignac demandent la transformation en bourses de demi-pensionnaire des bourses d'externe surveillé dont bénéficient leurs enfants. Cette faveur peut leur être accordée sans inconvénient, en raison des bourses de demi-pension laissées vacantes par les élèves Ronfard (Pierre), Claret (Henri) et Celard (Fleury), ce dernier titulaire de d'une demi-bourse de la fondation Gouttenoire.

4° Attribution de bourses nouvelles :

Le reliquat du crédit provenant des bourses vacantes et de la déduction que nous avons obtenue de la remise des frais d'études aux fils du personnel enseignant, permet d'attribuer sept bourses d'externe surveillé. Les postulants sont au nombre de dix. Je vous sou mets leurs dossiers avec un état indiquant d'une

façon aussi précise que possible, la situation des familles, leurs ressources, leurs charges, ainsi que le nombre de points obtenus par le candidat au concours d'admission.

Je vous propose, Messieurs, d'adopter les conclusions de M. le Proviseur du Lycée et de classer les nouveaux candidats dans l'ordre de mérite en vue de leur attribuer les bourses actuellement vacantes et celles qui pourraient le devenir dans le cours de l'année scolaire.

Je vous propose, en outre, de m'autoriser à prélever sur le reliquat de la fondation Delaroche, la somme nécessaire pour permettre d'attribuer à l'élève Lamarque déjà bénéficiaire d'une bourse de demi-pension, une bourse d'internat. Ce jeune homme, prix d'honneur de philosophie, est considéré par ses maîtres comme un esprit très distingué et un sujet d'avenir.

La subvention ainsi allouée sera payable aux échéances réglementaires entre les mains de M. l'Econome du Lycée.

Lyon, le 30 septembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION SPÉCIALE.

Messieurs, votre Commission spéciale vous propose suivant l'avis de l'Administration municipale et de M. le Proviseur du Lycée Ampère :

1° La prolongation, pour un an, des bourses attribuées à MM. Pillet (Armand), Perrachon (Louis), Floret (Francisque), Limouzin (Marcel), Champeau (Isidore), Vial (César), Boyer (Ferdinand), Prade (Michel) ;

2° La transformation en bourses définitives des bourses d'essai de MM. Marion (Camille), Chaix (Georges), Villemin-Payet (Georges) ;

3° La transformation en bourses de demi-pensionnaires des bourses d'externes surveillés de MM. Basset, Tous-saint et Soullignac.

Les notes de ces élèves sont excellentes et la situation de leurs parents n'a pas subi de changements.

Votre Commission vous demande de classer comme suit par ordre de mérite — en tenant compte des ressources des familles et du nombre de points obtenus par les candidats au concours d'admission — pour les bourses vacantes et celles qui pourraient le devenir dans le cours de l'année scolaire :

1° Thomas, 2° Charvet, 3° Nicolier, 4° Courtieu, 5° Mandon, 6° Reyssier, 7° Chagny, 8° Lapierre, 9° Bontron, 10° Reynaud.

Enfin, je vous propose, Messieurs, d'autoriser M. le Maire à prélever sur le reliquat de la fondation Delaroche, la somme nécessaire pour attribuer à l'élève Lamarque, déjà bénéficiaire d'une bourse de demi-internat, une bourse d'internat.

Le Rapporteur,
Henry GORJUS.

M. BAUDRY : Messieurs, on déclare depuis longtemps que le Lycée Ampère

est trop exigü pour les élèves qu'il reçoit et qui y sont logés très à l'étroit. J'ai donc été très surpris d'apprendre qu'il y avait encore dans le Lycée une chapelle où tous les ans on disait une messe de rentrée, et je demande au Conseil de vouloir bien adopter le vœu suivant :

Le Conseil municipal,

Invite le Gouvernement à faire respecter et à respecter dans ses institutions la liberté de conscience de chaque citoyen et comme conséquence à supprimer dans les Lycées de l'Etat les messes dites de rentrée.

Si j'ai rédigé ma proposition dans les termes que je viens de vous faire connaître, c'est que j'ai été tout à fait surpris et choqué d'apprendre par un père de famille que les élèves étaient astreints, sinon en droit, du moins en fait....

M. LE MAIRE : Non, Monsieur Baudry, Ceci est exagéré.

M. PIC : Cela n'est pas exact.

M. BAUDRY : Monsieur le Maire, je vous démontrerai que les élèves sont amenés à assister à ces messes de rentrée, parce qu'ils sont entraînés par les uns ou par les autres, ou simplement pour ne pas rester seuls dans les cours de récréation.

M. LE MAIRE : Je ne peux pas laisser passer une affirmation semblable en ce qui concerne le Lycée Ampère.

Vous pouvez ajouter quelque créance aux paroles de quelqu'un qui a été pendant dix ans professeur de Lycée, qui n'est jamais allé à la messe de rentrée et qui n'a jamais été puni pour cela. Je vous affirme que vont à la messe ceux-là seuls qui désirent y aller.

M. BAUDRY : En tout cas, il y a une église dans les bâtiments du Lycée, et on y dit toujours des messes ; j'estime que cela ne devrait pas être.

M. LE MAIRE : L'existence de cette chapelle dans les bâtiments du Lycée Ampère est une raison de plus pour construire un nouveau Lycée.

Je suis tout à fait disposé à transmettre votre vœu au Ministère, Monsieur Baudry, mais je ne peux pas m'engager à le faire aboutir.

M. PIC : Comme membre du Bureau d'administration du Lycée Ampère, je puis affirmer de la façon la plus formelle que la liberté des élèves du Lycée est complète à ce point de vue.

La célébration des messes de rentrée est une mesure générale pour tous les Lycées de France. Sa suppression ne dépend pas du tout de l'Administration du Lycée, mais exclusivement du Gouvernement.

M. BAUDRY : Ces messes existent encore, cela me suffit.

M. LE MAIRE : L'Administration du Lycée est très libérale et il serait très regrettable d'incriminer M. le Proviseur du Lycée Ampère qui est le type même de l'excellent républicain.

M. BAUDRY : La célébration, dans un

Lycée, d'une messe où tous les élèves assistent est quelque chose de tout à fait stupide, après la réalisation de la séparation des Eglises et de l'Etat.

M. LE MAIRE : Messieurs, je mets aux voix les conclusions du rapport de M. Gorjus. Que ceux qui sont d'avis de les adopter veuillez bien la main.

(Adopté).

Dégâts occasionnés aux murs de l'église Saint-Bonaventure. — Arrêt du Conseil d'Etat.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, par un arrêt du 5 janvier 1907, le Conseil d'Etat a rejeté le pourvoi formé par la ville de Lyon contre un arrêté du Conseil de Préfecture du 20 mai 1904 qui l'avait condamnée à payer à la fabrique de l'église Saint-Bonaventure une indemnité de 11,662 fr. 90, avec intérêts à compter du 13 mai 1904 pour réparation des dégâts occasionnés aux murs de la dite église par la démolition des constructions qui l'entouraient et qui appartenaient à des tiers.

Le montant de l'indemnité mise à la charge de la Ville par cet arrêt et dont M. Deloye, receveur des Domaines, séquestre des biens de la dite fabrique, a demandé le paiement par une lettre du 18 mars dernier s'élève à la somme de 13,260 francs environ, savoir :

Capital.....	Fr. 11.662 90
Intérêts du 13 mai 1904 au jour du paiement (environ) ..	1.600 »
Total.....	Fr. 13.262 90

Soit 13,260 francs en chiffre rond.

Conformément à l'avis émis par la Commission du Contentieux j'ai l'honneur de vous proposer, Messieurs, de vouloir bien m'autoriser à faire effectuer le paiement de cette somme qui devra être prélevée sur un crédit spécial d'égal chiffre à inscrire au budget supplémentaire de l'exercice courant.

Lyon, le 10 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,

Edouard HERRIOT.

Au nom de la Commission générale, M. HOFFMANN, rapporteur, propose d'autoriser l'Administration municipale à faire effectuer le paiement de l'indemnité à laquelle la ville de Lyon a été condamnée pour réparation des dégâts occasionnés aux murs de l'église par la démolition des constructions qui l'entouraient.

(Ces conclusions sont mises aux voix et adoptées.)

Construction de groupes scolaires.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, le moment étant venu de s'occuper de l'emprunt à contracter pour la construction, dans Lyon, de nouveaux

groupes scolaires, j'ai l'honneur de vous soumettre deux avant-projets aujourd'hui définitivement arrêtés.

Je me bornerai pour le moment à faire la description sommaire de ces avant-projets, une description complète ne pouvant être faite que lorsque les projets définitifs, à grande échelle, auront été dressés en vue de l'adjudication des travaux.

I

1° Groupe du quartier de la Martinière. — Projet Clermont.

Ce groupe sera construit sur la masse comprise entre les rues Sergent-Blandan, Tourret, Bouteille et Pareille. Sa superficie sera de 1,250 mètres carrés.

En raison de la faible étendue du terrain, il contiendra seulement une école de garçons et une école de filles; l'école maternelle sera construite sur un terrain voisin.

Ces constructions feront disparaître les écoles suivantes en location et pour lesquelles la Ville paie annuellement un loyer total de 10,380 francs : Ecole de garçons rue des Augustins, 13; école de filles et école enfantine, rue des Capucins, 6; école de filles et classe enfantine, rue Tavernier.

D'après le projet, l'entrée des garçons sera rue Sergent-Blandan et celle des filles rue Tourret. Un logement de concierge est prévu entre les deux entrées. Le rez-de-chaussée sera divisé en deux parties, comprenant une cour pour les garçons et une cour pour les filles, avec préaux couverts, w.-c. et urinoirs.

Au premier étage sera installée l'école de filles comprenant six classes pour 300 élèves, avec vestiaires, lavabos et w.-c. Deux cabinets sont prévus pour la directrice et les adjointes.

Le deuxième étage, destiné aux garçons, sera divisé sensiblement comme le premier. Il comprendra aussi six classes pour 300 élèves.

La cuisine et les cantines seront installées au sous-sol.

Le chauffage sera à basse pression.

2° Groupe du quartier des Jacobins. — Projet Cahuzac.

Ce groupe sera construit sur l'emplacement de trois immeubles acquis par la Ville et situés rue Pazzi, 1; rue Emile-Zola, 2, et rue Pazzi, 3, et place des Jacobins, 7. Sa superficie sera de 1,296 mètres carrés.

Il réunira les écoles suivantes : Ecoles de garçons, rue Centrale, 46, et rue Palais-Grillet, 14, et l'école de filles, place des Jacobins, 8.

La Ville paie annuellement, pour ces écoles, un loyer de 18,600 francs environ.

En raison de l'exiguité du terrain, le groupe ne comprendra qu'une école de garçons et une école de filles.

Les entrées seront rue Emile-Zola et un logement de concierge sera ménagé entre ces deux entrées.

Au rez-de-chaussée se trouveront :

Une cuisine avec le réfectoire; au centre, la cour, séparée au milieu par un mur contre lequel seront adossés les

privés des maîtres et des élèves, ainsi que les urinoirs.

Au fond, un préau situé dans le bâtiment sur la rue de Pazzi.

Une entrée pour voitures sera ménagée rue de Savoie.

Au premier étage sera installée : l'école de filles comprenant 6 classes de 48 élèves chacune, et une salle de couture.

Au deuxième étage, distribué sensiblement comme le premier, sera installée l'école de garçons avec 6 classes de 48 élèves chacune, et une salle de travail manuel.

Au troisième étage se trouveront les combles qui pourront être utilisés comme ateliers, salles de dessin, salle de réunion, etc.; leur éclairage et leur aération se feront au moyen de ciels vitrés. Une partie de cet étage sera surélevée ce qui permettra de former un local s'éclairant par des fenêtres sur rue et sur cour et pouvant servir à l'installation d'un dépôt de modèles ou d'une bibliothèque.

II

Quant aux autres avant-projets ils seront prochainement examinés ou approuvés par la Commission municipale des groupes scolaires.

Ces avant-projets concernent les groupes scolaires suivants :

3° Groupe du quartier de la Madeleine. — Projet Payet.

Ce groupe sera construit sur un terrain de 2,670 mètres de superficie situé à l'intersection des rues Saint-Lazare, Chevreul et de l'Université.

Il contribuera à alléger le groupe scolaire de l'avenue Berthelot et l'école de garçons de la rue de la Thibaudière.

Il comprendra une école de garçons et une école de filles de 6 classes chacune, ainsi qu'une école maternelle de 4 classes.

4° Groupe du quartier Béchevelin. — Projet Prosper Perrin.

Ce groupe sera construit sur un emplacement d'une superficie de 3,030 mètres carrés, situé entre la grande rue de la Guillotière et les rues de la Vierge et Saint-Michel.

Il permettra de supprimer l'école de garçons de la rue Béchevelin et l'école de filles de la rue Saint-Michel, pour lesquelles la Ville paie un loyer de 10,740 francs.

Il comprendra une école de garçons, une école de filles de huit classes chacune et une école maternelle de trois classes.

5° Groupe du quartier de la Buire. — Projet Monot.

L'emplacement de ce groupe est situé rue de la Buire, à l'angle de la rue Neuve-de-la-Villardière. Il a une superficie de 3,400 mètres carrés.

Cette construction réunira les écoles suivantes : école de garçons rue Garibaldi, 141; école de filles, passage Biérix, et école maternelle, rue de la Buire.

Pour ces trois dernières, la Ville paie un loyer annuel de 5,900 francs.

Ce groupe comprendra une école de garçons et une école de filles de sept classes chacune, ainsi qu'une école maternelle de quatre classes.

6^e Groupe de la rue Meynis. — Projet Guérin.

Ce groupe sera construit sur un emplacement de 3,850 mètres carrés, situé rue Meynis, entre la rue Paul-Bert et l'avenue Félix-Faure.

Il permettra de supprimer l'école de garçons de la rue Paul-Bert qui est installée dans un local en location et qui coûte annuellement 1,600 francs.

Il permettra également d'alléger l'école de filles du groupe scolaire de la rue de l'Ordre, qui compte dix classes, dont quelques-unes sont installées dans des conditions défectueuses.

Il comprendra une école de garçons de six classes, une école de filles de six classes et une école maternelle de quatre classes.

7^e Groupe du quai Jayr. — Projet Collomb.

L'emplacement de ce groupe scolaire a une superficie de 3,907 mètres carrés. Il est situé quai Jayr, entre ce quai et la rue de Saint-Cyr.

Cette construction permettra de supprimer l'école de garçons de la rue de Saint-Cyr, l'école de filles quai Jayr et l'école maternelle quai Jayr, et rue de Saint-Cyr, pour lesquelles la Ville paie un loyer annuel de 10,450 francs.

Elle comprendra une école de garçons de six classes, une école de filles de six classes et une école maternelle de quatre classes.

8^e Groupe du quartier Saint-Paul. — Projet Perrier.

Ce groupe sera construit sur un terrain communal de 1,180 mètres carrés de superficie, situé dans le quartier Saint-Paul, entre la rue Lainerie et la rue nouvelle allant de la place du Petit-Change à la place Saint-Paul.

En raison de la faible superficie du terrain, le groupe ne comprendra qu'une école de garçons et une école de filles, de sept classes chacune. L'école maternelle sera construite sur un terrain situé à proximité.

Ces constructions engloberont l'école de garçons de la place du Petit-Collège, l'école de filles de la place Saint-Paul, l'école maternelle de la montée des Carmes, l'école de garçons et l'école maternelle de la rue du Bœuf.

Le loyer annuel afférent aux locaux de ces quatre dernières écoles est de 6,580 francs.

9^e Ecole de filles, rue du Tunnel. — Projet Fanon.

Cette école sera construite sur un terrain communal de 1.500 mètres carrés de superficie, situé rue du Tunnel, à proximité de l'école de filles actuelle qui est installée dans des conditions défectueuses et pour laquelle la Ville paie un loyer annuel de 1,800 francs.

La nouvelle école sera composée de six classes.

10^e Ecole maternelle, rue Tissot. — Projet Fanon.

Cette école sera construite sur un terrain de 2.426 mètres carrés de superficie appartenant à la Ville.

Elle comprendra quatre classes.

11^e Groupe rue Boileau. — Projet Cumin.

Ce groupe sera édifié sur un terrain acquis récemment des Hospices civils de Lyon et situé entre le cours Lafayette, la rue Boileau et la rue Robert, sa superficie est de 2.379 mètres carrés.

Il permettra de supprimer l'école de garçons de la rue Boileau, l'école de filles de la rue Amédée-Bonnet et l'école de filles de la rue Rabelais qui sont aussi installées dans des locaux en location. La Ville paie pour ces écoles un loyer annuel de 9.300 francs.

Il comprendra une école de garçons et une école de filles de six classes chacune et une école maternelle de trois classes.

III

Dans aucun des groupes à construire il ne sera prévu de logements pour le personnel enseignant.

D'après les évaluations approximatives qui ont été faites, la dépense occasionnée par les nouvelles constructions scolaires, s'élèvera à la somme totale de 6 millions de francs, savoir :

Groupe de la Martinière.	419.275 »
Ecole maternelle (terrain et construction).....	450.000 »
Groupe des Jacobins....	525.000 »
— de la Madeleine....	510.000 »
— de Béchevelin....	600.000 »
— de la Buire.....	600.000 »
— de la rue Meynis....	595.000 »
— du quai Jayr.....	593.430 »
— du quartier Saint-Paul.....	357.030 »
Ecole maternelle (terrain et construction).....	150.000 »
Ecole de filles rue du Tunnel.....	240.668 »
Ecole maternelle rue Tissot.....	170.561 »
Groupe de la rue Boileau	537.600 »
Prévision pour constructions scolaires imprévues.....	251.434 »
Total égal Fr.	6.000.000 »

Il est bien entendu que les auteurs des projets ne pourront, à aucun moment, formuler de réclamations dans le cas où les évaluations ci-dessus viendraient à être réduites, soit par la Commission des groupes scolaires, soit par suite de nouvelles dispositions administratives.

J'ai, en conséquence, l'honneur de vous proposer, Messieurs, de vouloir bien approuver le programme des travaux scolaires à exécuter, tel qu'il vient d'être exposé, et m'autoriser à engager des pourparlers avec des établissements financiers en vue de la réalisation d'un emprunt de 6 millions de francs, destiné à pourvoir à la dépense prévue.

Lyon, le 26 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, chacun de nous a pris l'engagement, soit dans son programme électoral, soit dans des réunions politiques, de faire aboutir avant la fin du présent mandat, l'achèvement des groupes scolaires de la ville de Lyon.

Le moment est venu de faire l'effort financier nécessaire.

C'est pourquoi l'Administration nous propose de nous prononcer d'abord sur deux groupes, dont les projets sont entièrement prêts et qui ont été approuvés, après diverses modifications, par la Commission des groupes scolaires.

Ce sont :

- 1^o Celui du quartier de la Martinière;
- 2^o Celui des Jacobins.

Le groupe de La Martinière, œuvre de l'architecte Clermont, sera construit dans un centre très peuplé, entre les rues Sergent-Blandan, Bouteille, Tourret et Pareille.

Il pourra recevoir 300 filles et 300 garçons.

Une école maternelle sera construite à proximité de ce groupe.

Ces nouvelles écoles feront disparaître celles de la rue des Augustins, 13; de la rue des Capucins, 6, et de la rue Tavernier pour lesquelles la Ville paie annuellement un loyer total de 10,380 fr.

Le premier étage du groupe sera affecté aux 6 classes de filles, le deuxième aux 6 classes de garçons.

Aucun logement d'instituteur ne sera réservé, ni dans ce groupe, ni dans les autres, la Commission des groupes ayant exprimé, avec raison, l'avis que l'aménagement de ces appartements revenait à la Ville bien plus cher que l'indemnité qu'elle alloue habituellement aux instituteurs.

Votre Rapporteur, Messieurs, appelle l'attention de l'Administration sur l'utilité absolue qu'il y aurait à assainir moralement, comme elle le sera matériellement, cette partie du 1^{er} arrondissement.

Elle devra pour cela s'entendre avec la Préfecture, de qui dépend ce résultat, afin que les deux assainissements aient lieu en même temps.

Le deuxième projet, dit « des Jacobins », œuvre de l'architecte Cahuzac, répond à tous les besoins de ce quartier.

Il aura sa façade principale place des Jacobins et à l'entrée de la rue Emile-Zola; sa façade postérieure sera rue de Pazzi.

Il remplacera les écoles actuelles de la rue Centrale, 46, de la rue Palais-Grillet, 14, et de la place des Jacobins, 8, pour lesquelles la Ville paie annuellement 18,600 francs de loyers.

Le rez-de-chaussée comprendra : le logement du concierge, entre les deux entrées; une cuisine pour les élèves, un réfectoire, des cours, préaux, etc.

Au premier étage, 6 classes de filles, à 48 places chacune et une salle de couture.

Au deuxième étage, 6 classes de garçons, disposées comme celles des filles, avec une salle de travail manuel.

Au-dessus de cet étage, existeront de vastes combles, qui pourront recevoir

des ouvriers, salles de dessin, salle de réunion, dépôt de modèles, bibliothèque, etc.

Une partie de cet étage sera plus élevée que le reste et sera éclairée par des fenêtres sur rue et cour; les autres pièces seront éclairées par des ciels-vitrés.

Les autres projets, sauf un seul que l'on attend encore, ont été examinés déjà par la Commission des groupes scolaires, mais des modifications ont été imposées à leurs auteurs: quelques-uns sont déjà revenus modifiés, les autres vont revenir incessamment et seront soumis à leur tour à vos délibérations.

Ils comprennent:

1° Le groupe de la Madeleine (projet Payet);

2° Le groupe Béchevelin (projet Prosper Perrin);

3° Le groupe de la Buire (projet Monot);

4° Le groupe de la rue Meynis (projet Guérin);

5° Le groupe du quai Jayr (projet Collob);

6° Le groupe de Saint-Paul (projet Perrier);

7° L'Ecole de la rue du Tunnel (projet Fanon);

8° L'Ecole de la rue Tissot (projet Fanon);

9° Le groupe Boileau (projet Cumin).

D'après les évaluations approximatives qui ont été faites, la dépense occasionnée par ces nouvelles constructions scolaires s'élèvera à la somme de 6 millions, y compris une prévision de 250,000 francs pour constructions scolaires imprévues.

Toutefois, il est bien entendu que les évaluations ci-dessus pourront être réduites s'il y a lieu, soit par la Commission des groupes scolaires, soit par de nouvelles dispositions administratives.

Toutes réserves sont faites, par exemple, pour la dépense du groupe des Jacobins, dont l'évaluation n'a pu être contrôlée par votre Rapporteur, le devis ne figurant pas au présent dossier.

Le Commission générale rappelle à l'Administration qu'elle désirerait que chacun des groupes scolaires de la Ville portât le nom d'un homme qui se sera illustré, soit dans les sciences, soit dans la littérature.

Cette manière de perpétuer leur souvenir serait certainement approuvée par la démocratie tout entière.

Enfin, Messieurs, votre Commission générale vous propose d'approuver le présent programme des travaux scolaires à exécuter et d'autoriser l'Administration à engager des pourparlers avec des établissements financiers, en vue de la réalisation d'un emprunt de 6 millions, destiné à pourvoir à la dépense nécessitée par ces constructions.

Le Rapporteur,

L. JACQUET.

M. ARNAUD: Je vous rappelle, Monsieur le Maire, la petite observation que je vous avais présentée en ce qui con-

cerne les dégagements du groupe scolaire du quartier des Célestins.

M. LE MAIRE: Monsieur Arnaud, ce projet est encore à l'étude, et ma prudence m'engage à être discret; ce que je puis vous promettre, c'est que nous ferons tout ce qu'il sera possible de faire pour réunir le plus d'avantages possibles dans cette construction.

M. ARNAUD: Je vous rappellerai aussi qu'il y aurait lieu de hâter la construction de l'école de la rue Gilibert, qui n'est pas encore terminée depuis deux ans que les travaux sont commencés.

M. LE MAIRE: Je le sais bien, Monsieur Arnaud. Je ne comprends pas pourquoi M. l'Architecte en chef de la Ville ne peut pas arriver à terminer cette construction.

J'ai donné à ce sujet toutes les instructions nécessaires; je me suis même rendu sur place.

D'ici, je rappelle à M. l'Architecte en chef qu'il faut que cette construction soit faite le plus tôt possible.

M. BIZET: Je ne suis pas étonné de ces lenteurs.

M. LE MAIRE: Je ne puis pourtant pas faire moi-même cette construction. Il ne me reste plus que cela à faire!

M. BIZET: Il faudrait aller aussi à la Mairie du 1^{er} arrondissement pour voir ce qui s'y passe.

M. LE MAIRE: J'y suis allé, Monsieur Bizet, vous le savez bien, puisque nous avons visité ensemble les locaux.

Messieurs, sous le bénéfice de ces observations, je mets aux voix les conclusions du rapport présenté par M. Jacquet.

(Ces conclusions sont adoptées).

Acquisition de l'immeuble Pouzet, rue Pareille, 13.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, par une pétition en date du 10 janvier 1907, M. Pouzet, demeurant à Lyon, rue Vaubecour, 6, a demandé l'autorisation de faire exécuter à l'immeuble qu'il possède rue Pareille, 13, des réparations confortatives et dans le cas où cette autorisation ne pourrait lui être accordée, il a offert de vendre ledit immeuble à la Ville.

La maison appartenant à M. Pouzet est indiquée sur le plan ci-joint par les lettres A.B.C.D. Elle occupe une surface approximative de 65 mètres carrés et comporte un rez-de-chaussée et quatre petits étages.

Cette maison est atteinte très profondément par l'alignement occidental de la rue Pareille, donnant 10 mètres de largeur à cette voie publique.

La partie ainsi retranchée, figurée par une teinte jaune sur ledit plan, mesure environ 36 mètres carrés, de telle sorte

qu'une fois l'alignement réalisé, il ne resterait pour construire que le délaissé A.E.F.D. teinté en vert et mesurant 29 mètres carrés, absolument insuffisant pour recevoir une construction salubre.

D'après la jurisprudence sur l'alignement, la maison de M. Pouzet est donc exonérée des servitudes de voirie. Par suite, la Ville doit ou permettre à M. Pouzet de réparer et reconforter sa maison, ou l'en empêcher en la lui achetant, soit à l'amiable, soit par expropriation.

Du reste, postérieurement à sa demande, et après de longs pourparlers engagés par le service de la Voirie, M. Pouzet a déclaré renoncer définitivement à faire effectuer la réfection dudit immeuble. Il a, par suite, consenti à le céder à la Ville moyennant le prix de 12,000 fr., et il a signé un projet de traité que j'ai l'honneur de vous soumettre.

Ainsi que le fait remarquer M. le Directeur du service de la Voirie, le prix du mètre carré (terrain et construction) ressort ainsi à 12,000 : 65 = 184 francs.

Cette opération de voirie serait donc conclue dans des conditions normales, si l'on considère surtout que le terrain situé en face de la maison Pouzet et qui forme l'emplacement du groupe scolaire projeté dans le quartier de la Martinière est revenu à la Ville au prix moyen de 394 francs.

D'autre part, l'immeuble serait livré à la Ville libre de tout engagement locatif.

Les conditions obtenues paraissant acceptables, je vous propose de vouloir bien m'autoriser à passer l'acte définitif.

Quant à la somme de 12,000 francs, montant de la dépense, elle pourra être prélevée sur le crédit inscrit au budget de l'exercice courant pour: « Acquisition d'immeubles en saillie sur l'alignement des voies publiques et frais s'y rattachant. »

Lyon, le 13 août 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

M. JACQUET, rapporteur de la Commission générale, propose d'approuver l'acquisition de l'immeuble Pouzet, rue Pareille, 13, atteint par l'alignement de la dite rue.

(Le Conseil adopte).

Parc de la Tête-d'Or. — Construction d'un bâtiment pour les gardes.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, le bâtiment du Parc de la Tête-d'Or connu sous le nom d'ancienne brasserie de l'Exposition, et dans lequel sont actuellement logés huit gardes, se trouve dans un état tel que des réparations importantes s'imposent.

D'après le devis dressé par M. l'Architecte en chef de la Ville, ces réparations occasionneraient une dépense évaluée à la somme nette de 10,661 fr. 52.

En raison du chiffre élevé de cette

dépense et, d'autre part, le bâtiment dont il s'agit se trouvant dans des conditions d'hygiène condamnées par le règlement sanitaire, j'ai décidé sa démolition et j'ai chargé M. Huguet, architecte, sous réserve bien entendu de la ratification de ce choix par le Conseil municipal, d'étudier un projet en vue de la construction d'un nouveau bâtiment, destiné à loger dix ménages de gardes.

C'est ce projet que j'ai l'honneur de vous soumettre.

L'emplacement choisi est situé en face du bâtiment actuel, de l'autre côté de l'allée à piétons, dans la grande pelouse.

La construction projetée comprendra un bâtiment de 44 mètres de façade et ayant 9 m. 40 de profondeur dans sa partie centrale et 12 m. 10 aux extrémités formant pavillons.

Elle comportera un haut soubassement formant sous-sol, un rez-de-chaussée et un étage s'élevant seulement dans les deux parties formant pavillons.

Les combles seront aménagés pour servir de greniers. Une partie du soubassement sera réservée pour les entrepôts du service de la Voirie et des Cultures; le surplus sera occupé par une salle de bains, une buanderie et un séchoir à l'usage commun des gardes, et par les caves, au nombre de dix.

Au rez-de-chaussée seront disposés six logements, dont cinq de trois pièces et un de quatre pièces. Le premier étage comprendra quatre logements de trois pièces aménagés dans les deux pavillons.

Chacun des logements comprendra un vestibule et des water-closet.

Le rez-de-chaussée sera élevé sur un haut soubassement de façon que les logements soient efficacement préservés de toute humidité pouvant provenir du sol. En outre, toutes les chambres à coucher seront disposées au Midi ou, par exception, à l'Est et à l'Ouest.

Les dix logements seront répartis en trois groupes formant en quelque sorte trois immeubles contigus ayant leurs entrées distinctes sur une plateforme commune établie au-devant du bâtiment sur la façade principale.

Les murs seront construits en béton de gravier avec emploi de maçonnerie de moellons pour quelques parties dans la hauteur du soubassement et en béton de scories malaxé mécaniquement, dans la hauteur du rez-de-chaussée et du premier étage.

Les planchers seront composés de poutrelles creuses de béton armé, système Siegwart, posées jointives avec joints coulés au ciment.

Le parquet sera remplacé par une application d'un aggloméré de sciures de bois et d'amiante: le sol ainsi constitué donne l'aspect d'un linoléum uni; il est très résistant et facile à entretenir.

Un enduit au plâtre appliqué directement sous le plancher de ciment armé constituera les plafonds, lesquels comporteront une gorge à leur intersection avec les murs et cloisons.

Dans les w.-c. on installera des appareils à cuvettes en porcelaine avec siphons et des réservoirs de chasse.

Les évier seront en grès émaillé avec

bonde siphon; ils seront, en outre, munis d'un siphon.

Les quatre colonnes destinées à recevoir les eaux usées provenant des évier seront également munies d'un siphon placé au bas de chacune d'elles. Ces eaux ne devant pas être déversées dans le lac et ne pouvant pas être conduites à l'égout seront épurées partiellement dans deux fosses septiques avant d'être envoyées dans les puits perdus.

Une fosse d'aisance étanche est prévue au projet.

Quant à la charpente, elle sera entièrement métallique.

En vue de la mise en adjudication des travaux, M. Huguet a établi un bordereau des prix spécial, et ce n'est qu'exceptionnellement, dans le cas où des travaux non prévus seraient exécutés,

que les prix de la série de la Ville seront appliqués.

Dans son rapport, M. Huguet donne à cet égard les explications nécessaires.

Le lotissement comportera aussi des dérogations aux usages locaux. C'est ainsi que le lot de menuiserie comprendra le ferrage des portes, croisées, volets, etc., travail exécuté généralement par le serrurier; que divers ouvrages exécutés ordinairement par le maçon seront compris dans le lot de plomberie; que la fourniture des gros fers à bâtiment sera réunie à la charpente en fer pour former un lot spécial; que le reste de la serrurerie sera réservé et fera l'objet d'un lot spécial de ferronnerie.

L'ensemble des travaux prévus au devis se subdivisera en dix lots, répartis et évalués comme suit:

N° des Lots	NATURE DES TRAVAUX	MONTANT des Lots	SOMMES à valoir	TOTAL
1	Terrassement, maçonneries, ouvrages en ciment, pierres de taille, couverture en tuiles.	39.993 07	4.006 93	44.000 "
2	Charpentes en fer et fers à bâtiment.....	6.324 "	676 "	7.000 "
3	Zinguerie, plomberie, canalisation des eaux ménagères et installation des appareils sanitaires.	4.545 05	454 95	5.000 "
4	Menuiserie et quincaillerie nécessaire à la pose des menuiseries.....	8.183 52	816 48	9.000 "
5	Plâtrerie, peinture et vitrerie.....	6.338 33	661 67	7.000 "
6	Ferronnerie et autres travaux de serrurerie...	2.252 "	248 "	2.500 "
7	Dallages en mosaïque	1.284 "	116 "	1.400 "
8	Revêtements en lithoxyle, en remplacement des parquets.....	3.787 "	413 "	4.200 "
9	Fourneaux et poêles.....	1.850 "	150 "	2.000 "
10	Cheminiées marbre ou pierre.....	1.760 "	140 "	1.900 "
	TOTAUX.....	76.316 97	7.683 03	84.000 "
	Honoraires de l'Architecte : 5 %.....			4.200 "
	DÉPENSE TOTALE.....			88.200 "

BIBLIOTH
DE LA
VILLE DE
LYON

Je vous propose, Messieurs, de vouloir bien approuver ce projet et décider que les travaux compris dans les cinq premiers lots feront l'objet d'une adjudication publique.

Les travaux compris dans les autres lots pourraient, en raison de leur nature spéciale, être mis en adjudication restreinte.

Quant à la dépense, évaluée à la somme de 88,200 francs, elle sera imputée, jusqu'à concurrence de 40,000 fr., sur un crédit d'égal chiffre à inscrire au budget supplémentaire de l'exercice courant et, pour le surplus, soit 48,200 fr.,

sur un crédit à inscrire au budget de l'exercice 1908.

Lyon, le 31 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, l'Administration nous propose la construction au Parc de la Tête-d'Or d'une maison qui servirait de logement aux gardes du Parc. Depuis longtemps déjà le besoin de cette construction se faisait sentir; en effet, les gardes

sont logés actuellement dans une maison en bois qui avait été construite au moment de l'Exposition de 1894 pour servir de brasserie pendant sa durée, et qui ne tient plus debout; tout y est complètement vermoulu.

L'emplacement choisi par l'Administration me paraît très bon; la nouvelle construction s'élèverait en face de la maison existante et serait presque complètement cachée par les arbres; par conséquent, elle n'ennuierait en rien à l'esthétique de notre beau Parc.

Les travaux sont divisés en dix lots et s'élèveront à la somme de 88,200 francs y compris les honoraires de M. Huguet, architecte.

Par exception, le travail étant peu important, l'architecte a réunis aux menuiseries la quincaillerie nécessaire à leur pose; mais il est bien entendu que cela ne crée pas un précédent et que dorénavant dans tous les travaux de la Ville, la ferrure sera réunie à la serrurerie.

Ceci dit pour calmer les craintes de plusieurs de nos collègues et de la Chambre syndicale des serruriers.

En conséquence, Messieurs, j'ai l'honneur, au nom de la Commission générale, de vous proposer d'adopter les conclusions de l'Administration.

Le Rapporteur,
CURTELIN

M. BIZET : D'après le rapport que vient de nous présenter M. Curtelin, les travaux de serrurerie et de menuiserie sont compris dans le même lot d'adjudication pour les travaux qu'on nous propose de décider?

M. LE MAIRE : Nous sommes d'accord avec vous, Monsieur Bizet, sur l'observation même que je prévois de votre part.

M. BIZET : Alors, c'est avec le Rapporteur que je ne suis pas d'accord!

M. LE MAIRE : Je crois au contraire que vous êtes complètement d'accord avec lui; si vous le voulez, M. le Rapporteur va vous relire le passage qui fait l'objet de votre question.

M. CURTELIN, rapporteur : Voici ce qui est écrit dans mon rapport :

Il est bien entendu que cela ne crée pas un précédent et que dorénavant dans tous les travaux de la Ville, la ferrure sera réunie à la serrurerie.

Ceci dit pour calmer les craintes de plusieurs de nos collègues et de la Chambre syndicale des serruriers.

M. LE MAIRE : Voulez-vous me permettre de mettre les choses au point, Monsieur Bizet?

M. BIZET : C'est le Rapporteur qu'il faut mettre au point, il n'y est pas! (*Rires.*)

M. LE MAIRE : Je vais tâcher de placer les choses sur leur véritable terrain.

Lorsque le rapport dont M. Curtelin vient de vous donner connaissance, a été présenté à la Commission générale, un certain nombre d'entre vous, Messieurs, ont fait des observations au sujet

d'un petit lot de quincaillerie qui avait été réuni au lot de la menuiserie pour la mise en adjudication.

Nous avons réuni les deux spécialités de la menuiserie et de la ferrure, en partant de cette idée que, pour un travail dont l'importance n'était pas considérable, — il s'agit en tout de 9,000 francs, — il y avait intérêt à n'avoir à traiter qu'avec un seul entrepreneur. A ce moment, j'ai reçu des protestations de la Chambre syndicale des serruriers qui m'a fait remarquer que cette manière de faire était contraire aux usages lyonnais.

J'ai immédiatement consulté l'architecte chargé de la construction en question; celui-ci m'a répondu par un rapport joint au dossier où il demande le maintien de cette disposition, étant donné le peu d'importance des travaux réunis et le grand nombre de divisions introduites dans l'ensemble des travaux en adjudication.

J'ai revu, depuis, la Chambre syndicale des serruriers; c'est peut-être cela que vous ignoriez. Monsieur Bizet, et ces Messieurs m'ayant renouvelé leurs protestations, je me suis mis d'accord avec eux de la façon que voici :

Il a été entendu que pour ce petit lot de 9,000 francs, nous donnerions satisfaction à l'architecte, mais que cette disposition particulière ne serait pas conservée pour les travaux futurs, et qu'il demeurerait entendu que l'Administration municipale resterait fidèle au principe qui consiste à mettre en deux lots distincts les travaux de serrurerie et de menuiserie. La Chambre syndicale des serruriers est donc, à l'heure actuelle, complètement d'accord avec M. le Rapporteur et avec l'Administration; comme je crois que la thèse défendue par M. Bizet est celle de la Chambre syndicale des serruriers, les renseignements que je viens de lui donner doivent suffire.

M. BIZET : Pas du tout!

M. JACQUET : Le rapport contient une erreur!

M. LE MAIRE : Je vous affirme, Monsieur Bizet, que la Chambre syndicale des serruriers a très bien compris nos raisons et qu'il est bien entendu, qu'à l'avenir, nous séparerons la ferrure de la menuiserie.

M. BIZET : Je ne suis d'accord ni avec vous, ni avec M. le Rapporteur. Je ne sais pas quels sont les délégués de la Chambre syndicale de la serrurerie que vous avez reçus.

M. CURTELIN, rapporteur : Il y avait, parmi les délégués, un conseiller prud'homme patron, M. Solle.

M. BIZET : Il n'exerce plus. Je m'étonne qu'il soit d'accord avec vous, puisqu'il est venu me trouver pour me demander de protester contre cette réunion de deux lots bien différents; mais j'accepte que les délégués de la Chambre syndicale des serruriers soient d'accord avec vous, moi je ne le suis pas et je

crois que mes collègues, MM. Voillot, Jacquet et Menut, qui sont de la partie, se joindront à moi pour protester.

Nous avons lutté pendant un trop grand nombre d'années en vue d'obtenir la division des lots d'adjudication, pour voir aujourd'hui un architecte, sortant de l'Ecole des Beaux-Arts de Paris, réunir des ouvrages différents, dans le seul but d'avoir moins d'entrepreneurs à surveiller et, comme conséquence, moins de lettres à écrire.

C'est absolument comme si M. Curtelin, qui est marchand de vins, se chargeait de confectionner un vêtement complet à la place d'un tailleur! (*Rires.*)

La responsabilité de chaque catégorie de travail, comme cela a été dit en séance de Commission, doit revenir à l'entrepreneur qui a fourni le travail. Le serrurier doit être responsable de tous les ouvrages de serrurerie et non le menuisier.

M. LE MAIRE : Voici l'observation que je désirais faire : dans l'espèce, d'après les renseignements qui m'ont été fournis, et que la Chambre syndicale des serruriers elle-même ne conteste pas, il ne s'agit pas, à proprement parler, d'un travail de serrurerie, mais bien de pose d'objets de quincaillerie; c'est un travail que les menuisiers peuvent facilement exécuter. Il a été entendu avec la Chambre syndicale, et notre collègue M. Curtelin le sait parfaitement, que c'est de la façon que je vous ai indiquée qu'il sera procédé dorénavant. Puisque les intéressés sont tous d'accord à ce sujet, je ne peux pas être plus serrurier que les serruriers.

M. BIZET : Je demande le retrait du dossier.

M. LE MAIRE : Il est extraordinaire que pour la pose de quelques serrures une discussion aussi longue ait lieu au Conseil municipal. Pour cette question minime, le dossier de construction d'un bâtiment au Parc est en suspens depuis un mois bientôt. J'ai vu les représentants de la Chambre syndicale des serruriers, et lorsque ces délégués disent eux-mêmes qu'ils sont d'accord avec l'architecte auteur du projet, comment voulez-vous, Messieurs, que je ne fasse pas état de cette déclaration?

Cependant, si le Conseil municipal tient à ce que l'Administration retire le dossier, nous sommes prêts à le faire; mais je tiens à faire remarquer que, d'une part, nous sommes entièrement d'accord avec les représentants autorisés de la corporation intéressée et que, d'autre part, il s'agit d'un lot qui atteint tout juste le chiffre de 9,000 francs, c'est-à-dire une somme presque insignifiante. Dans ces conditions, je ne crois pas qu'on puisse dire que nous avons lésé les intérêts des serruriers.

Plusieurs Conseillers : Aux voix! Aux voix!

M. BIZET : Il me semble qu'on devrait chercher à faire exécuter les travaux par ceux dont c'est le métier.

M. LE MAIRE : Que voulez-vous que cela me fasse au demeurant que les serrures soient posées par des menuisiers ou par des serruriers ?

M. BIZET : C'est une question de principe.

M. LE MAIRE : Je vous demanderai, Monsieur Bizet, à quel moment vous avez vu les délégués de la Chambre syndicale ? Je les ai reçus jeudi dernier ; ils ont fait allusion à l'entretien qu'ils avaient eu avec vous, mais ils ont déclaré, en présence de M. le Rapporteur, qu'ils étaient absolument d'accord avec l'auteur du projet. Je ne peux donc pas aller plus loin.

M. BIZET : Tout à l'heure, vous avez dit que le dossier était depuis un mois en discussion au Conseil municipal. Au moment où il a été déposé, j'ai le regret de le rappeler à M. Curtelin, j'ai dit que je lui serais reconnaissant de bien vouloir ne pas le faire passer sans que nous l'ayons examiné ensemble.

M. CURTELIN, rapporteur : Ce n'est pas tout à fait cela.

M. BIZET : Vous présidiez la Commission générale et vous m'avez répondu que vous attendriez mon retour si je n'étais pas là ; vous saviez bien que j'étais en délégation à Paris.

M. CURTELIN, rapporteur : Vous n'aviez qu'à être présent. On ne peut cependant pas attendre que tous les Conseillers municipaux soient présents aux séances de Commissions pour discuter les affaires de la Ville.

M. LE MAIRE : Permettez-moi de vous faire remarquer, Monsieur Bizet, que l'accord verbal intervenu entre l'Administration et la Chambre syndicale des serruriers date de jeudi dernier. Si, depuis, la Chambre syndicale a élevé des protestations, je puis retirer le dossier pour discuter à nouveau sur le fond de la question, mais si ces protestations sont antérieures à jeudi, ce n'est pas utile.

M. JACQUET : Je désirerais également relever une erreur de la part de M. le Rapporteur qui, dans son rapport, est en contradiction formelle avec les déclarations qu'a faites tout à l'heure M. le Maire, disant que, d'accord avec la Chambre syndicale des serruriers, la quincaillerie serait réunie à la serrurerie.

M. CURTELIN, rapporteur : Vous faites erreur. Pour le moment, il s'agit de fournitures de quincaillerie nécessaires à la pose des menuiseries. Voilà ce qui fait le fond du débat, et l'architecte propose exceptionnellement de réunir cette fourniture aux travaux de menuiserie ; mais, dorénavant, le ferrure sera jointe à la serrurerie.

Maintenant, je tiens à répondre à M. Bizet que, si l'on veut attribuer toutes les natures d'ouvrage ou de fournitures à ceux dont c'est le métier, il ne

faudrait donner la quincaillerie ni aux menuisiers, ni aux serruriers, mais bien aux quincailliers. Je dis même mieux, il existe des ferreurs qui font la pose des objets de quincaillerie. Cependant, tous les entrepreneurs peuvent soumissionner pour ces travaux, parce que tous peuvent prendre des ouvriers spéciaux pour la pose des ferrures.

Dans certaines villes, à Grenoble, par exemple, la quincaillerie est réunie à la menuiserie. J'ai été assez longtemps dans la métallurgie pour connaître la question aussi bien qu'un serrurier. Tout le monde sait que ce n'est pas le serrurier qui fait les serrures, il les achète chez le quincaillier.

M. LE MAIRE : Est-ce que l'entrevue que vous avez eue avec les serruriers, Monsieur Bizet, est postérieure à jeudi dernier ?

M. BIZET : J'en ai vu un aujourd'hui !

M. LE MAIRE : Je ne peux pas avoir la prétention de consulter tous les serruriers de la ville de Lyon !

M. BIZET : Puisque la Chambre syndicale de la serrurerie a autorisé la jonction de la quincaillerie à la menuiserie, je l'accepte également.

M. LE MAIRE : Nous n'avions pas d'autorisation à demander à la Chambre syndicale.

M. BIZET : Je vous demande pardon ; j'ai voulu dire que la Chambre syndicale a accepté cette décision.

M. LE MAIRE : La question a été discutée très longuement en séance de la Commission générale. C'est suffisant, je crois, pour permettre à chacun d'exprimer son vote. D'ailleurs, ce serait rendre toute affaire impossible à solutionner par l'Administration que ne pas déclarer suffisantes les démarches qu'elle a faites dans cette circonstance où elle est d'accord avec tous les intéressés. Croyez bien, d'ailleurs, que je n'attache pas là une question d'amour-propre.

M. BIZET : Je serais heureux de savoir le nom des délégués de la Chambre syndicale qui sont venus vous voir.

M. LE MAIRE : Je ne puis retenir les noms de tous les délégués qui se présentent à mon cabinet. J'en reçois, d'ailleurs, beaucoup sous la responsabilité et avec la garantie d'un de vous, Messieurs, qui les accompagne.

Je mets aux voix les conclusions du rapport de M. Curtelin. Que ceux qui sont d'avis de les adopter veuillent bien lever la main.

M. BIZET : Je vote contre.

(Le Conseil adopte.)

Réfection des claies à ombrer des grandes serres du Parc de la Tête-d'Or.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre un devis dressé par M. le Directeur du service des Cultures en vue de l'emploi du crédit de 2,000 francs inscrit à l'article 89, chap. 1^{er} du budget de l'exercice courant pour la réfection et le remplacement des claies à ombrer des grandes serres (4^e fonds).

Ce devis prévoit la fourniture et la pose de 510 mètres carrés de claies à ombrer.

En vue de l'exécution de ces travaux, M. le Directeur du service des Cultures a, conformément d'ailleurs à mes instructions, fait souscrire à M^{me} veuve Volland, entrepreneur, précédemment chargée de travaux analogues exécutés sur les fonds de 1906, une soumission jointe au dossier et qui comporte la pose avec toutes fournitures des 510 mètres carrés de claies prévus au devis, moyennant la somme de 1.900 fr. 23, non compris une somme à valoir de 99 fr. 77 pour travaux imprévus, soit en tout 2.000 francs.

Ces conditions paraissent avantageuses, si l'on considère qu'à quantité égale le prix est inférieur de 410 fr. 67 à celui demandé par l'entrepreneur spécialiste qui a effectué pour le compte de la Ville les premiers travaux de cette nature.

J'ai, en conséquence, l'honneur de vous prier, Messieurs, de vouloir bien approuver le devis présenté par M. le Directeur du service des Cultures et accepter la soumission souscrite par M^{me} veuve Volland en vue de l'exécution des travaux dont il s'agit.

Quant à la somme de 2.000 francs, montant de la dépense, elle sera imputée sur le crédit inscrit à l'article 89, chap. 1^{er} du budget de l'exercice courant pour : « Travaux de plantation et aménagements divers des jardins et promenades ».

Lyon, le 2 septembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Au nom de la Commission générale, M. CURTELIN, rapporteur, propose l'approbation du devis dressé par M. le Directeur du service des Cultures, pour la réfection des claies à ombrer des grandes serres du Parc de la Tête-d'Or et de la soumission de M^{me} veuve Volland.

(Le Conseil adopte ces conclusions.)

Ancien presbytère de Saint-Vincent-de-Paul. — Projet de bail à M. Peyrot, curé.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre un projet pour la location du presbytère de Saint-Vincent-de-Paul à M. Peyrot, curé de cette église.

Ce projet est établi pour une période de neuf ans à partir du 1^{er} juillet 1907, avec faculté réciproque de dédite pour les 3^e et 6^e années.

Le loyer annuel est fixé à la somme de 600 fr. non compris l'impôt des portes et fenêtres, qui reste à la charge du preneur.

Toutefois, dans le cas où la Ville, soit pour un service public, soit pour l'accomplissement d'un projet quelconque, aurait besoin des lieux loués, le locataire sera tenu de les remettre à la Ville, sans pouvoir exiger aucune indemnité, pourvu qu'il soit prévenu six mois à l'avance.

Le preneur se réserve la même faculté en cas de fermeture ou de désaffectation de l'église.

Je vous propose, Messieurs, de vouloir bien approuver ce projet de contrat.

Lyon, le 3 août 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Le Conseil, sur la proposition de M. VEYRON, en remplacement de M. CARLE, rapporteur de la Commission générale, absent, approuve le projet de bail passé avec M. Peyrot, curé de Saint-Vincent-de-Paul, pour la location du presbytère de cette paroisse.

Prolongement de l'avenue de Saxe dans les quartiers de la Mouche et de Gerland. — Instance de la Compagnie internationale des procédés Adolphe Seigle contre la Ville.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, par un mémoire déposé à la Préfecture du Rhône, le 23 février 1907, la Compagnie internationale des procédés Adolphe Seigle, ayant cédé gratuitement à la Ville, sous certaines conditions, des terrains lui appartenant pour le prolongement de l'avenue de Saxe, annonce son intention d'intenter une action judiciaire à la ville de Lyon pour n'avoir pas rempli les obligations stipulées dans la convention du 24 mars 1900, relative à l'ouverture de ladite avenue dans le quartier de la Mouche.

Ladite Compagnie réclame à la Ville, indépendamment de la restitution des terrains cédés, une somme de 50.000 fr. à titre de dommages et intérêts pour réparation du préjudice qu'elle prétend avoir subi à raison du retard apporté dans l'exécution des travaux de viabilité de l'avenue de Saxe prolongée.

Dans son rapport, M. le Directeur du service de la Voirie expose longuement les raisons pour lesquelles la réclamation de la Compagnie internationale des procédés Adolphe Seigle ne lui paraît pas fondée.

J'ai, en conséquence, l'honneur de vous proposer, Messieurs, de vouloir bien autoriser l'Administration municipale à résister à l'instance engagée contre la Ville par la Compagnie internationale des procédés Adolphe Seigle.

Lyon, le 13 août 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

M. VEYRON, en l'absence de M. CARLE, rapporteur de la Commission générale, propose au Conseil d'autoriser l'Administration municipale à défendre à l'instance engagée contre la ville de Lyon, par la Compagnie internationale des procédés Adolphe Seigle, devant le Conseil de Préfecture du Rhône.

(Mises aux voix, ces conclusions sont adoptées.)

Chemin vicinal ordinaire n° 45. « de la Colombière ». — Instance Girard et Theillard. — Projet de transaction.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, par une délibération du 4 février 1907, vous avez autorisé l'Administration municipale : 1^o à défendre à l'instance engagée contre la ville de Lyon par MM. Girard et Theillard, propriétaires indivis d'un immeuble situé à l'origine du chemin « de la Colombière », en vue d'obtenir une indemnité en compensation du dommage causé à leur immeuble par le mauvais écoulement des eaux; 2^o à engager contre les susdits propriétaires une instance en revendication d'une parcelle de terrain communal, indûment occupée par eux.

Après d'assez longs pourparlers, il a semblé préférable à l'Administration municipale de régler cette affaire à l'amiable, et d'autre part MM. Girard et Theillard ayant déclaré qu'ils ne poursuivaient que le strict remboursement des dommages éprouvés par eux, un projet de transaction a pu s'établir sur les bases suivantes :

1^o MM. Girard et Theillard acquerront de la Ville, au prix de 6 francs le mètre carré, soit pour la somme totale de 523 fr. 50 une parcelle de terrain d'une superficie de 87 m. 25 d. carrés, située en bordure de leur propriété, et provenant d'une portion de l'ancien chemin « de la Colombière »;

2^o La Ville paiera à MM. Girard et Theillard, une somme de 1,900 fr. pour tous les dommages que leur a causés le déplacement du chemin « de la Colombière », les travaux qui en ont été la conséquence, la stagnation des eaux, les pertes de loyers, etc.;

3^o MM. Girard et Theillard renoncent expressément à toutes les actions qu'ils ont intentées ou pourraient intenter contre la ville de Lyon en raison du changement d'alignement, déplacement de voies publiques, perte de façade ou d'accès, dégâts causés à leur propriété. Ils se désistent de l'instance pendante devant le Conseil de Préfecture;

4^o La ville de Lyon prend à sa charge les frais de la susdite instance, y compris les honoraires dus à M. Bouilhères, expert. Ces frais s'élèvent au total à 252 fr. 20.

L'Administration a accepté ces conditions qui sont de nature à mettre fin au litige au mieux des intérêts de la Ville.

Je vous serai obligé, Messieurs, de

vouloir bien, par une délibération, ratifier cette décision.

Quant à la somme de 2,152 fr. 20, montant de l'indemnité et des frais d'instance, elle pourra être imputée sur un crédit d'égal chiffre à rattacher au budget supplémentaire de l'exercice courant.

Lyon, le 2 septembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Sur la proposition de M. VEYRON, remplaçant M. CARLE, rapporteur de la Commission générale, le Conseil approuve le projet de transaction intervenue entre la Ville et MM. Girard et Theillard, pour mettre fin à l'instance engagée par ces propriétaires.

Projet d'établissement de bouches d'incendie dans les 3^e, 4^e, 5^e et 6^e arrondissements.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre un projet dressé par M. le Directeur du service de la Voirie, en vue de l'établissement dans les 3^e, 4^e, 5^e et 6^e arrondissements, de 14 bouches d'incendie demandées par M. le Commandant du bataillon des sapeurs-pompiers.

D'après les détails estimatifs joints au dossier, la dépense est évaluée à la somme totale de 4,480 francs, y compris une somme à valoir de 383 fr. 68 pour travaux imprévus.

Pour l'estimation de la dépense, il a été fait application des prix du marché d'entretien desquels on a déduit le rabais correspondant à chacun des lots intéressés.

Je vous propose, Messieurs, de vouloir bien approuver ce projet et décider que la somme de 4,480 francs, montant de la dépense, sera prélevée sur le crédit inscrit au budget de l'exercice courant pour « Construction de bouches d'arrosage et de bornes-fontaines ».

Quant aux travaux, ils pourront être confiés aux entrepreneurs adjudicataires de l'entretien de la fontainerie, aux clauses et conditions de leurs marchés respectifs.

Lyon, le 13 août 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Au nom de la Commission générale, M. PIATON, rapporteur, propose l'approbation du projet dressé par M. l'Ingénieur en chef de la Ville, en vue de l'établissement de 14 bouches d'incendie dans les 3^e, 4^e, 5^e et 6^e arrondissements.

(Adopté.)

Plantation d'arbres boulevard du Nord et Porte des Légionnaires.**RAPPORT DE M. LE MAIRE.**

Messieurs, le budget de l'exercice courant comporte à l'article 89 du chapitre I^{er} un crédit de 3,720 francs en vue d'une plantation d'arbres sur le boulevard du Nord et aux abords de la Porte des Légionnaires.

Pour assurer l'emploi de ce crédit, M. le Directeur du service des Cultures a dressé un projet que j'ai l'honneur de vous soumettre et qui prévoit la plantation de 87 platanes sur les trottoirs du boulevard du Nord, dans la partie comprise entre la rue Barrême et l'avenue du Parc, et sur ceux de la place située devant l'entrée du Parc, dite des Légionnaires.

D'après le détail estimatif joint au dossier, la dépense est évaluée à la somme de 3,720 francs, se répartissant ainsi :

Travaux de terrassements. Fr.	2.638 68
Travaux de plantations.....	373 »
<i>A reporter...</i>	<i>3.011 68</i>
<i>Report.....</i>	<i>3.011 68</i>
Confection de corsets métalliques.....	496 »
Somme à valoir pour travaux imprévus.....	212 32
Total égal..... Fr.	3.720 »

Je vous propose, Messieurs, de vouloir bien approuver le projet qui vous est soumis et décider :

1^o Que les travaux de terrassements seront confiés à l'entrepreneur adjudicataire des travaux de même nature à exécuter pour le service des Cultures, aux clauses et conditions de son marché, lequel comporte un rabais de 20 %;

2^o Que les travaux de plantation et ceux de confection de corsets métalliques seront effectués en régie par le service des Cultures;

3^o Que la dépense, évaluée à la somme de 3,720 francs, sera imputée sur le crédit inscrit à l'article 89, chapitre I^{er} pour : « Travaux de plantation et aménagement divers de jardins et promenades. »

Lyon, le 19 août 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Le Conseil municipal, sur la proposition de M. PIATON, rapporteur de la Commission générale, approuve le projet de plantation d'arbres, boulevard du Nord et porte des Légionnaires, dressé par M. le Directeur du service des Cultures, et les conclusions du rapport de M. le Maire.

Caisse de retraites des employés municipaux. — Versements rétroactifs.**RAPPORT DE M. LE MAIRE.**

Messieurs, par une délibération du 26 avril 1904, dont copie est ci-jointe, le

Conseil municipal avait autorisé les employés municipaux à verser rétroactivement à la Caisse de retraites sur les sommes qu'ils avaient reçues de la Ville avant d'être tributaires de ladite caisse. Aux termes de cette délibération un délai d'un an était accordé aux intéressés pour effectuer leur versement.

Plusieurs employés, pour des raisons diverses, n'ont pu profiter de cette mesure dans le délai qui leur était imparti.

Pour permettre à ceux d'entre eux qui le désiraient de bénéficier des dispositions bienveillantes prises en 1904, je vous propose d'ouvrir une nouvelle période pendant laquelle les versements de cette nature pourraient être opérés.

Si vous approuvez cette mesure, qui serait la dernière relativement à cette question, il conviendrait de fixer au 31 décembre de l'année courante la date extrême de ces versements, qui ne pourraient, dans tous les cas, être effectués qu'aux conditions stipulées par la délibération précitée.

Lyon, le 4 septembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

M. PIATON, rapporteur de la Commission générale, propose au Conseil des conclusions conformes aux propositions de l'Administration municipale.

(Ces conclusions, mises aux voix, sont adoptées.)

Concession de distribution d'électricité à la Société Grenobloise de Force et Lumière. — Modifications du cahier des charges.**RAPPORT DE M. LE MAIRE.**

Messieurs, par une délibération du 25 mars dernier, vous avez accordé à la Société Grenobloise de Force et Lumière, une concession de distribution d'électricité et approuvé le cahier des charges destiné à régir cette concession.

Or, M. le Préfet du Rhône à qui j'avais transmis le dossier de cette affaire, en vue de la régularisation nécessaire, vient de me renvoyer ce dossier accompagné d'un rapport de MM. les Ingénieurs contenant diverses observations au sujet de certaines dispositions du cahier des charges.

En premier lieu, M. l'Ingénieur ordinaire émet l'avis que l'article 2 dudit cahier des charges devrait être complété par une clause stipulant, conformément à l'article 8 de la loi du 15 juin 1906, que la Ville s'engage à ne pas accorder des conditions plus avantageuses aux entreprises concurrentes, autorisées par elle et qu'elle se réserve, d'autre part, le droit d'accorder des permissions de voirie à d'autres entreprises de même catégorie.

Mais M. l'Ingénieur en chef du département, fait remarquer avec juste raison, que ces clauses étant spécifiées par la loi du 15 juin 1906, il est inutile

de les reproduire dans le texte du cahier des charges.

D'ailleurs, la Ville s'est déjà engagée vis-à-vis de la Compagnie du Gaz, par son traité du 31 juillet 1897 (art. 15), à traiter tous les concessionnaires sur un pied d'égalité absolue, tout en se réservant le droit d'accorder à tout autre demandeur des autorisations de voirie analogues.

Les principes posés par la loi sont donc entièrement sauvegardés par les traités en vigueur.

En second lieu, M. l'Ingénieur ordinaire fait observer que la nouvelle loi ne permet pas à la commune un prélèvement sur les recettes brutes de la Société concessionnaire, alors que l'article 18 du traité de concession prévoit un prélèvement de cette nature. Il ajoute que ladite Société ayant consenti néanmoins ce sacrifice, les sommes à en provenir devraient être employées à un dégrèvement des tarifs en faveur des abonnés.

Il est évident que le prélèvement de 6% sur les recettes brutes, prévu au cahier des charges type des concessions municipales d'électricité, constitue une dérogation aux dispositions de la nouvelle loi. Mais outre que cette clause fait partie d'un traité bien antérieur à la loi de 1906, la Ville ne pouvait renoncer à des avantages qui lui ont été conférés en compensation de ceux qu'elle a consentis aux Sociétés concessionnaires. C'est pourquoi je ne puis partager l'avis de M. l'Ingénieur ordinaire en ce qui concerne la destination à donner aux redevances dont il s'agit, d'autant plus que les tarifs réellement pratiqués par les concessionnaires étant notablement inférieurs aux tarifs maxima fixés par le cahier des charges, les réductions de tarifs consentis à titre de dégrèvement, pourraient être absolument illusoirs.

La solution proposée par l'Ingénieur en chef du département paraît devoir supprimer toute difficulté. Elle consiste à remplacer dans la dernière phrase de l'article 18 ces mots : *Ces redevances comprennent les frais de contrôle municipal par ceux-ci : Ces prélèvements représenteront les frais de contrôle municipal.*

Ces modifications devant faire disparaître toute cause de dérogation à la loi de 1906, M. le Directeur du service de la Voirie a proposé à M. Mauvernay, représentant à Lyon de la Société Grenobloise de les accepter.

L'accord s'étant fait à ce sujet, le cahier des charges a été rectifié dans le sens indiqué ci-dessus et la nouvelle rédaction a été approuvée par M. Mauvernay.

J'ai l'honneur de vous proposer, Messieurs, de vouloir bien approuver à votre tour les modifications dont il s'agit.

Lyon, le 13 août 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, il s'agit d'une modification au cahier des charges en ce qui concerne la concession de distribution

d'électricité à la Société grenobloise de Force et Lumière, accordée par délibération du Conseil municipal du 25 mars dernier.

Cette modification, qui porte sur une simple phrase, ne change en rien les conditions de la concession.

Je vous propose donc, Messieurs, de bien vouloir l'approuver.

Le Rapporteur,
F. Roux.

(Ces conclusions sont adoptées.)

Chemin vicinal ordinaire n° 72, « de Bellecombe ». — Modification du nivellement.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, le chemin de Bellecombe est pourvu d'une canalisation en ciment de 0 m. 50 de diamètre intérieur conduisant les eaux de cette voie publique dans l'égout du cours Lafayette.

En temps ordinaire et au moment des pluies de durée et d'intensité moyenne l'écoulement des eaux est convenablement assuré au moyen de cette canalisation, mais pendant les pluies d'orages, le refoulement produit par l'abondance et la vitesse des eaux de l'égout du cours Lafayette fait obstacle à l'évacuation des eaux du chemin de Bellecombe qui alors s'accumulent à un point bas situé entre la rue des Prés et la petite rue de la Viabert et inondent le chemin sur une longueur d'environ 50 à 100 mètres suivant l'intensité de l'averse.

La nappe d'eau qui se forme à cet endroit dépasse parfois le niveau du trottoir de 0 m. 20 à 0 m. 30 pendant une heure ou deux au maximum et elle disparaît, au plus tard, une heure après la fin de l'orage lorsque le niveau des eaux de l'égout du cours Lafayette a sensiblement baissé.

Ces inondations, malgré leur peu de durée, occasionnent de l'humidité et des dégradations aux immeubles riverains; elles causent, en outre, à la circulation de réels embarras.

Pour remédier à cette situation, qui a fait l'objet de nombreuses réclamations de la part des habitants du quartier et qui ne peut que s'aggraver par suite de la création de nouvelles rues à l'Est de la gare des Brotteaux, j'ai invité le service vicinal à préparer les projets nécessaires en vue de la modification du nivellement du chemin de Bellecombe sur le point précité, et de la substitution d'un égout à grande section à la canalisation existante.

J'ai l'honneur de vous soumettre aujourd'hui le projet de modification du nivellement.

Ce projet comporte le remblaiement du chemin de Bellecombe (chaussée et trottoirs compris) sur une longueur de 162 m. 50 entre la rue des Prés et la petite rue de la Viabert. La hauteur maximum de remblai prévue, est de 0 m. 30 au point bas actuel du chemin pour finir à zéro aux deux extrémités de la partie

modifiée. Les déclivités du projet comprennent une pente de 0 m. 0017 par mètre sur 64 m. 50. et, à la suite, une rampe de 0 m. 001 sur 98 mètres de longueur.

L'adoption de ce nivellement ne gênera pas sensiblement l'accès des immeubles riverains dont, à l'exception d'une entrée d'allée, les seuils ne se trouveront pas au-dessous du nouvel axe de la chaussée.

Je vous propose, Messieurs, de vouloir bien approuver ce projet et décider qu'il sera soumis à une enquête dans les formes prévues par l'ordonnance du 23 août 1835.

Je vous soumettrai ultérieurement les projets relatifs à l'exécution des travaux de terrassements et de construction de l'égout.

Lyon, le 13 août 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, M. le Maire nous propose un projet de modification du nivellement du chemin vicinal ordinaire, n° 72, « de Bellecombe », afin de faciliter l'évacuation des eaux qui s'accumulent à un point bas situé entre la rue des Prés et la petite rue de la Viabert, et inondent le chemin sur une longueur d'environ 50 à 100 mètres au moment des averses et suivant leur intensité.

Cette modification étant de toute urgence, je vous propose, Messieurs, de bien vouloir approuver le projet qui vous est soumis, conformément au rapport de l'Administration.

Le Rapporteur,
F. Roux.

(Adopté.)

Acquisition, par voie d'alignement, de trois parcelles de terrain appartenant aux Hospices civils de Lyon.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, à la suite de demandes d'autorisation produites par MM. Gervat, Gonnet et Prat, en vue de la construction de bâtiments sur trois parcelles de terrain appartenant aux Hospices civils de Lyon et situées chemin de grande communication n° 6 (cours Vitton), aux n° 92, 94 et 96. M. le Préfet du Rhône a, par arrêtés des 27 février et 13 juin 1907, déterminé l'alignement à suivre sur cette voie publique conformément au plan approuvé le 12 mars 1881, lequel fixe à 24 m. 30 (trottoirs compris), la largeur dudit chemin.

La réalisation de cet alignement a nécessité l'occupation sur la propriété des Hospices d'une parcelle de terrain d'une superficie de 215 m. 74 d. carrés.

En outre, le fait de l'ouverture par les Hospices d'une rue privée sur le côté Est de la nouvelle emprise de la Compagnie P.-L.-M. (ligne de Genève), nécessite l'incorporation au cours Vitton d'une seconde parcelle de terrain appartenant

auxdits Hospices et mesurant 74 m. 75 d. carrés.

Enfin, par suite de la construction, par la Compagnie P.-L.-M. sur l'alignement approuvé du cours Vitton du pont destiné au passage de la ligne du chemin de fer de Genève, une troisième parcelle de terrain dépendant également du domaine hospitalier, et dont la superficie est de 34 m. 30 d. carrés, doit être incorporée à la voie publique.

En vue du règlement amiable de l'indemnité due pour cession de ces terrains, MM. les Agents voyers se sont mis en rapport avec MM. les Administrateurs des Hospices civils de Lyon, lesquels après divers pourparlers ont signé un projet de traité que j'ai l'honneur de vous soumettre et qui comporte :

1° La cession des parcelles indiquées sur le plan ci-joint par les numéros 1 et 3, d'une superficie totale de 250 m. 04 d. carrés, au prix de 85 francs le mètre carré, soit pour la totalité : 250 m. 04 x 85 = 21.253 fr. 40.

2° La cession gratuite de la parcelle numéro 2 d'une superficie de 74 m². 75 située au droit de la rue privée à ouvrir en bordure de la nouvelle emprise du chemin de fer P.-L.-M.

Ces conditions paraissent acceptables pour la Ville, attendu qu'indépendamment de la cession gratuite ci-dessus indiquée et qui peut être estimée à 6,350 francs environ, la valeur des terrains environnants, placés dans une situation analogue est d'environ 90 fr. le mètre carré.

Je vous propose, en conséquence, Messieurs, de vouloir bien m'autoriser à passer l'acte définitif.

Quant à la somme de 21,253 fr. 40, montant de la dépense, elle sera imputée sur les crédits inscrits au budget de l'exercice courant, pour : « Acquisition d'immeubles en saillie sur l'alignement des voies publiques et frais s'y rattachant ».

Lyon, le 13 août 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Le Conseil, sur la proposition de M. FALCONNIER, rapporteur de la Commission générale, décide l'acquisition de trois parcelles de terrain appartenant aux Hospices civils de Lyon et nécessaires à l'élargissement du cours Vitton, aux abords de la nouvelle gare des Brotteaux.

Prolongement du chemin de Gerland et classement dans la vicinalité, élargissement et prolongement du chemin de Surville.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, par une délibération du 15 avril 1902, approuvée le 27 juin suivant, le Conseil municipal précédent a décidé la mise à l'étude, en vue du classement dans la vicinalité ordinaire de la banlieue de Lyon (3^e arrondissement), de plusieurs chemins privés ou publics, de

nouveaux chemins à ouvrir, ainsi que de divers prolongements de chemins déjà classés.

L'établissement de ces projets doit avoir lieu en plusieurs années suivant un programme fixé par la délibération précitée.

Le dossier ci-joint, que j'ai l'honneur de vous soumettre, comprend deux projets dressés par MM. les Agents voyers, en exécution de cette délibération, savoir :

1° Prolongement du chemin vicinal ordinaire n° 14, « de la Guillotière à Gerland » ;

2° Classement dans la vicinalité ordinaire, élargissement et prolongement du chemin rural dit « de Surville ».

Voici, ci-après résumées, les dispositions de chacun des deux projets :

1° *Prolongement du chemin vicinal ordinaire, n° 14, « de la Guillotière à Gerland ».*

Classement dans la vicinalité ordinaire, fixation du tracé, des alignements et du nivellement, pour l'ouverture, avec 16 mètres de largeur, du prolongement du chemin vicinal ordinaire n° 14, « de la Guillotière à Gerland », sur 109 m. 10 de longueur entre le chemin vicinal ordinaire n° 116, « de Champagnieux », et le prolongement projeté du chemin de Surville, dont il est question ci-après.

Le tracé du prolongement du chemin de Gerland est indiqué sur le plan général au 1/10,000^e ci-joint, par un ponctué rouge limité par deux lignes rouges entre les lettres S. T.

Les alignements de ce prolongement sont figurés par des lignes rouges sur le plan parcellaire au 1/500^e également ci-joint. Sur ce même plan, la teinte jaune indique les parcelles de terrain à occuper pour la réalisation du projet.

Enfin, le nivellement prévu pour le prolongement dont il s'agit est indiqué par une ligne rouge sur le profil en long ci-annexé.

La dépense qui serait nécessaire pour ouvrir et mettre en état le nouveau tronçon de chemin serait la suivante :

Terrains et dommages..	Fr. 10.000 »
Terrassements	500 »
Bordures et rigoles.....	1.500 »
Empierrement cylindré.....	2.000 »
Total..	Fr. 14.000 »

2° *Classement dans la vicinalité, élargissement et prolongement du chemin de Surville.*

Classement dans la vicinalité ordinaire avec la dénomination de : chemin vicinal ordinaire n° 190, dit « de Surville » du chemin de 2,475 m. 35 de longueur totale à établir vers la limite de Lyon et de Saint-Fons entre le Rhône et la route de Vienne (route nationale n° 7), lequel chemin comprendrait un tronçon de 1,403 mètres de longueur à ouvrir entre le Rhône et l'origine actuelle (côté du Rhône) du chemin rural de Surville, ainsi que la longueur totale de ce dernier chemin qui aboutit à la route de Vienne après un parcours de 1,072 m. 35 à partir du chemin de desserte des propriétés Cognat et Mallan.

Le dit projet comporte, en outre du classement sus-indiqué :

La fixation du tracé et des alignements du tronçon de chemin à ouvrir suivant le prolongement du chemin de Surville ;

La fixation des alignements de ce dernier chemin en vue de son élargissement à 12 mètres ;

Enfin la fixation du nivellement du chemin à classer sur toute sa longueur de 2,475 m. 35 qui comprend :

Une longueur de 2.097 m. 35 entièrement sur le territoire de Lyon.

Une longueur de 121 » entièrement sur le territoire de Saint-Fons.

Et une longueur de 257 » limitrophe entre Lyon et Saint-Fons.

Total égal.....	2.475 m. 35
Soit sur le territoire de Lyon	2.225 85
Et sur le territoire de Saint-Fons.....	249 50

Le tracé du tronçon de chemin qui devait être entièrement ouvert pour prolonger le chemin de Surville jusqu'au Rhône, est indiqué sur le plan général au 1/10,000^e ci-joint, par deux lignes rouges entre les lettres A. B. C ; le chemin de Surville, qui fait suite au tronçon ci-dessus indiqué et qu'il s'agit d'élargir à 12 mètres, est représenté sur le même plan par un liseré rose limité par deux lignes noires entre les lettres C. D. E. F.

Le classement projeté porterait donc sur le chemin dont le tracé est indiqué suivant A. B. C. D. E. F sur le plan précité, entre le Rhône et la route de Vienne.

Les alignements proposés pour ce chemin sont figurés par des lignes rouges et noires sur le plan parcellaire à l'échelle de 1/500^e et les terrains à occuper, tant pour la partie à ouvrir que pour l'élargissement du chemin existant à utiliser, sont représentés par des teintes jaunes.

Enfin, le nivellement prévu est indiqué par une ligne rouge sur le profil en long joint au projet.

L'inspection du plan général permet de se rendre compte de l'importance que la nouvelle voie publique à créer présenterait pour la circulation, d'autant plus que le chemin de Surville qu'elle emprunterait traverse par-dessous les lignes de chemin de fer de Marseille et de Grenoble, tandis que les autres voies publiques adjacentes au chemin de fer, entre les chemins du Moulin-à-Vent et de Surville, distants de plus de 1 kilomètre, sont interceptées par le remblai de la voie ferrée.

Mais d'après le tracé et les alignements rouges dont il vient d'être question pour établir le chemin de Surville avec la largeur de 12 mètres on devrait traverser d'importants bâtiments industriels situés près du Rhône, ce qui entraînerait une dépense certainement très élevée.

Dans un but de stricte économie,

MM. les Agents voyers ont étudié une variante au tracé rouge dans la partie comprise entre le Rhône et le chemin de Champagnieux prolongé, soit entre les points G et B du plan général ; la dite variante indiquée sur ce plan par un ponctué bleu, entre deux lignes bleues, éviterait complètement les bâtiments précités. Elle aurait son origine G à 60 mètres environ en aval de l'origine A du tracé rouge.

Les alignements proposés à 12 mètres de largeur suivant le tracé bleu G. B., sont figurés par des lignes bleues sur le plan parcellaire à 1/500^e.

Le tracé modificatif ne serait plus le prolongement direct du chemin de Surville, mais il permettrait un meilleur lotissement des terrains du côté du Rhône, que le tracé rouge qui se rapproche trop du prolongement H. K. du chemin des Culattes et du tracé H. L. M. du chemin de la Tour dont le Conseil municipal précédent a demandé l'étude dans sa délibération sus mentionnée du 15 avril 1902.

Le tracé bleu du tronçon G. B. du chemin à ouvrir en prolongement du chemin de Surville, rendrait même inutile l'ouverture du tronçon N. B. figuré par un ponctué jaune entre deux lignes rouges, précédemment étudié par MM. les Agents voyers pour le prolongement du chemin vicinal ordinaire n° 116, « de Champagnieux », si le tracé bleu était adopté pour le prolongement du chemin de Surville, il suffirait en effet de poursuivre le chemin de Champagnieux jusqu'à la rencontre de ce prolongement en B et, à partir de ce point, les chemins de Champagnieux et de Surville aboutiraient au Rhône par le tronçon G. B. qui leur serait commun. Au lieu d'ouvrir le tronçon N. B. en prolongement direct du chemin de Champagnieux il deviendrait alors préférable de créer une nouvelle voie sensiblement parallèle au chemin de Surville telle que N. O ; qui pourrait traverser le chemin de fer au moyen du pont de 6 mètres d'ouverture existant par-dessus la ligne de Marseille près du mur d'enceinte militaire et rejoindre la route de Vienne en empruntant le chemin de ronde O. P. R. longeant le mur d'enceinte.

En considération de ce qui précède, je vous propose d'adopter pour le chemin de Surville, le tracé bleu rouge indiqué sur le plan général suivant G. B. C. D. E. F. et de décider que les alignements seront fixés conformément aux lignes tracées sur le plan parcellaire, en bleu pour la partie G. B. et en rouge pour la partie B. C. D. E. F. lesquels alignements sont attributifs d'une largeur totale de 12 mètres.

La dépense approximative qui serait nécessaire à l'exécution du projet peut être évaluée comme suit :

1° Ouverture du tronçon G. B. C. :	
Terrains.....	Fr. 25.000
Terrassements	20.000
Ouvrages d'art (acqueducs).....	5.000
Rigoles et bordures de trottoirs	20.000
Empierrement cylindré	20.000
Total.....	90.000

Report.....	90.000	
2° Elargissement du chemin rural existant dans la partie C. D. E. F.:		
Terrains.....Fr.	20.000	
Terrassements.....	5.000	
Bordures et rigoles.	13.000	
Empierrement cylindré.....	12.000	
Total.....Fr.	50.000	50.000
Total général.....Fr.	140.000	

La dépense immédiate pourrait se borner à l'acquisition de terrains à occuper pour l'ouverture du tronçon G. B. C., soit à la somme de..Fr. 25.000

Les acquisitions des terrains pour élargissement du chemin existant seraient réalisées au fur et à mesure que les disponibilités budgétaires le permettraient.

Enfin les travaux de mise en état de viabilité pourraient être exécutés de manière à répartir la dépense sur plusieurs exercices.

En conséquence, j'ai l'honneur de vous prier, Messieurs; de vouloir bien approuver ces projets et décider qu'ils seront soumis à une enquête dans les formes prévues par l'ordonnance du 23 août 1835.

Quant à la dépense, des propositions spéciales vous seront soumises ultérieurement.

Lyon, le 22 août 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, pour donner suite à une délibération du Conseil municipal du 15 avril 1902, MM. les Agents voyers ont dressé deux projets.

Le premier projet, relatif au prolongement du chemin vicinal ordinaire, n° 14, « de la Guillotière à Gerland », sur une longueur de 109 m. 10, avec une largeur de 16 mètres, entraînera une dépense d'environ 14,000 francs.

Le second projet, beaucoup plus important, vise le classement dans la vicinalité ordinaire, l'élargissement à 12 mètres et le prolongement jusqu'au Rhône, du chemin rural dit: « de Surville ».

Un premier tracé prolongeait le chemin de Surville en ligne droite jusqu'au Rhône; il avait l'inconvénient grave de traverser les bâtiments et la cour d'une usine de produits chimiques de construction relativement récente. L'indemnité à payer eût été fort élevée. MM. les Agents voyers ont étudié une variante.

Le prolongement jusqu'au Rhône du chemin de Champagnieux est compris dans le programme de travaux à exécuter dans le quartier de la Mouche. Or, les chemins de Surville et de Champagnieux prolongés se rencontreront en un point déterminé. La variante étudiée consiste à donner aux deux chemins, à partir de leur point de rencontre, un prolongement commun jusqu'au Rhône.

Cette combinaison a le double avantage, tout en donnant à peu près les

mêmes facilités à la circulation, d'éviter le paiement de la grosse indemnité qui résulterait de l'expropriation d'un immeuble important, et de réduire considérablement la longueur des chemins à créer.

La dépense approximative nécessaire à l'exécution du projet est évaluée à 140,000 francs. Mais la dépense immédiate pourrait se borner à l'acquisition des terrains à occuper par l'ouverture du tronçon comprenant le prolongement du chemin de Surville jusqu'à son point de rencontre avec le chemin de Champagnieux et le prolongement commun de ces deux chemins jusqu'au Rhône.

Les deux projets qui vous sont présentés par l'Administration sont d'une utilité incontestable. Aussi je vous propose, au nom de votre Commission générale, de les approuver et de décider qu'ils seront soumis à l'enquête dans les formes prévues par l'ordonnance du 23 août 1835.

Le Rapporteur,
E. TIXIER.

(Le Conseil adopte.)

Service des Eaux. — Renouvellement de l'entreprise de transport des charbons. — Projet de cahier des charges.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, l'entreprise relative au transport des charbons et du matériel ordinaire de canalisation et de fontainerie nécessaire au service municipal des Eaux, arrivant à expiration le 31 décembre prochain, M. le Directeur du service de la Voirie a dressé, en vue du renouvellement de cette entreprise par voie d'adjudication publique, un projet de cahier des charges que j'ai l'honneur de vous soumettre.

Aux termes de ce cahier des charges, qui n'est que la reproduction de celui de l'entreprise en cours, la durée du nouveau marché est fixée à une année, du 1^{er} janvier au 31 décembre 1908.

Son importance est évaluée à 22,000 fr. environ.

Le forfait d'acquisition des mâchefers reste fixé à 1,500 francs.

L'adjudicataire sera tenu de constituer un cautionnement de 1,000 francs.

Je vous serai obligé, Messieurs, de vouloir bien prendre une délibération au sujet de cette affaire.

Lyon, le 2 septembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, l'Administration vous soumet un projet de cahier des charges pour le « transport des charbons, évacuation des cendres et mâchefers, et transports divers », à faire, pendant l'année 1908, pour les usines municipales des Eaux.

Au nom de votre Commission générale, je vous propose d'approuver ce

cahier des charges et de décider que l'entreprise dont il s'agit, fera l'objet d'une adjudication publique.

Le Rapporteur,
E. TIXIER.

(Adopté).

Construction d'un égout route de Vienne, entre la rue Bernard et le chemin des Quatre-Maisons.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, à la suite de plusieurs pétitions demandant le prolongement, jusqu'au groupe scolaire, de l'égout récemment construit sous la route de Vienne, le service des Ponts et Chaussées, tout en éludant la question relative à la participation financière de l'Etat dans la dépense, avait dressé, à titre de simple indication, un projet en vue de ce prolongement.

La dépense avait été évaluée à la somme de 25,000 francs, et un crédit spécial d'égal chiffre avait été inscrit au budget supplémentaire de l'exercice 1906. Or, après un nouvel examen, le service municipal de la Voirie a reconnu qu'en raison de la nature du sous-sol, il était nécessaire d'apporter audit projet des modifications nombreuses, nécessitant une augmentation de dépense et il a dressé un nouveau projet que j'ai l'honneur de vous soumettre. L'importance de ce projet, au point de vue de l'hygiène, lui donne un caractère incontestable d'urgence. Sa réalisation entraînera la suppression des puits perdus dans lesquels se déversent les eaux du groupe de la place Belleville et dont l'existence est un danger permanent pour la santé des élèves.

De plus, ce projet est intimement lié au projet de suppression de la mare du Pré Castillon puisque l'égout projeté sous le chemin de la Croix-Barret et dont la construction doit faire l'objet d'une entente entre la Ville et la Compagnie P.-L.-M., doit y déverser ses eaux.

D'après le devis joint au dossier, l'égout à construire sous la route de Vienne aura une longueur de 470 mètres, comprise entre la rue Bernard et le chemin des Quatre-Maisons; il sera du 4^e type et mesurera intérieurement 1 m. 80 de hauteur et 1 mètre de largeur.

Il occupera le côté Est de la chaussée, entre le rail extérieur de la voie de tramway et la bordure du trottoir. Cette disposition fait disparaître une des difficultés d'exécution résultant de la présence des voies de tramways.

Le radier de l'égout sera établi à l'axe du chemin des Quatre Maisons, à 2 m. 86 en contrebas du niveau de la chaussée et suivra successivement des pentes de 0.001, 0.004 et 0.0027 par mètre, pour aboutir au niveau du radier de l'égout existant.

L'exécution des travaux, ainsi que l'indique le détail estimatif, donnera lieu à une dépense totale de 43,500 francs, y

compris une somme à valoir de 3,657 fr. 90 c. pour travaux imprévus et une autre somme de 1.000 francs pour le cylindrage de l'empierrement de la chaussée.

Je vous propose en conséquence, Messieurs, de vouloir bien approuver le projet qui vous est soumis, et décider :

1° Que les travaux de construction d'égout feront l'objet d'une adjudication publique ;

2° Que les travaux de cylindrage de la chaussée seront confiés à l'entrepreneur adjudicataire de ces travaux, aux conditions de son marché.

Quant à la somme de 43,500 francs, montant de la dépense, elle sera imputée, jusqu'à concurrence de 25,000 fr., sur le crédit inscrit pour cet objet au budget supplémentaire de l'exercice courant, et pour le surplus, soit 18,500 fr., sur le crédit de 100,000 francs inscrit au budget primitif du même exercice pour : « Construction d'égouts. »

Lyon, le 4 septembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, depuis de nombreuses années, les habitants de la route de Vienne réclament l'établissement d'un égout sous cette voie.

En 1903 fut terminé un tronçon d'égout construit par la Compagnie P.-L.-M., depuis l'avenue Berthelot jusqu'au droit du n° 57 de la route de Vienne. Cette construction fut faite avec la participation pécuniaire de l'Etat, de la ville de Lyon et de la Compagnie P. L.-M.

Par pétition du 9 mars 1903, la Société d'encouragement aux écoles laïques du Grand-Trou, après avoir exposé dans quelles conditions déplorables se trouvaient l'école maternelle du chemin des Quatre-Maisons et le groupe scolaire de la place Belleville, par suite de la nécessité de diriger les eaux ménagères et pluviales dans des puits perdus, demandait le prolongement, jusqu'à la place Belleville, de l'égout en construction.

Le 16 mars de la même année, par une pétition adressée à M. le Préfet du Rhône, un groupe d'habitants demandait que ledit égout fut prolongé jusqu'au chemin de Montagny.

Enfin, une pétition, en date du 30 janvier 1906, que votre Rapporteur eut l'honneur de déposer sur le bureau du Conseil municipal, rappelait les pétitions antérieures et demandait, en outre, l'établissement d'un égout sous le chemin de la Croix-Barret.

Il est de toute justice de rappeler que, dès mars 1903, l'Administration municipale se préoccupa de donner satisfaction aux pétitionnaires.

Comme l'Etat avait consenti à participer, pour une somme égale à celle fournie par la ville de Lyon, soit 6,300 fr., à la dépense de construction de la partie d'égout alors en voie d'exécution, il paraissait logique que, pour le prolongement dudit égout, l'Etat intervint dans la même proportion. L'Administration

municipale sollicita donc, avec l'avis du service des Ponts et Chaussées sur le prolongement demandé, la participation de l'Etat dans les dépenses.

Le service des Ponts et Chaussées reconnu immédiatement qu'il y avait utilité incontestable à prolonger l'égout, alors en construction, au moins jusqu'au groupe scolaire et elabora même un plan. Mais pour ce qui est de la participation de l'Etat, M. l'Ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, dans son rapport du 30 avril 1903, dit que « l'affaire » ne semble comporter de suite que si « la ville de Lyon se charge de construire et d'entretenir à ses frais le prolongement en question. »

Le Ministère des Travaux publics statua comme suit, le 3 juillet 1903 : « Il résulte des renseignements fournis que, tout en reconnaissant la parfaite utilité, au point de vue hygiénique, du prolongement de l'égout en question, les dispositions actuelles de la route nationale n° 7 ne sont, intrinsèquement, ni défectueuses, ni insuffisantes, mais qu'elles deviennent telles par suite de circonstances accessoires qui ne sont pas du fait de la route. »

Dans ces conditions, l'Administration ne peut consentir à un sacrifice pécuniaire en faveur de l'amélioration demandée, la viabilité de la route nationale n° 7 ne se trouvant pas intéressée au prolongement de l'égout en construction aux abords du passage à niveau.

En conséquence, j'estime, Monsieur le Préfet, qu'il n'y a pas lieu d'accorder de subvention à la ville de Lyon, pour le prolongement dont il s'agit.

Donc, l'Etat consentait un sacrifice financier pour un égout construit par la Compagnie P.-L.-M., sous la route nationale n° 7, égout absolument nécessaire pour permettre la suppression du passage à niveau. Mais, dès qu'il s'agit du prolongement de cet égout, bien qu'il en reconnaisse « la parfaite utilité, au point de vue de l'hygiène », le Ministère des Travaux publics estime qu'il n'y a pas lieu d'accorder la moindre subvention à la ville de Lyon. Bien qu'il s'agisse d'une amélioration d'intérêt général et qu'elle doive être exécutée sous une voie appartenant à l'Etat, dès l'instant où elle ne présente aucun intérêt particulier pour aucune puissante Compagnie, l'Etat estime que la bonne ville de Lyon doit seule en faire tous les frais.

C'est là un fait qu'il convenait, peut-être, de constater.

Devant ce refus de toute participation de l'Etat, la ville de Lyon a dû se décider à réaliser, avec ses propres deniers, un projet qui présente un caractère d'incontestable urgence.

Les études faites par le service des Ponts et Chaussées, à simple titre d'indication, faisaient ressortir une dépense de 25,000 francs pour le prolongement de l'égout de la route de Vienne, jusqu'au chemin des Quatre-Maisons. Un nouvel examen a démontré au service municipal de la Voirie qu'il était indispensable d'apporter de nombreuses modifications au projet primitif et qu'il en

résulterait une notable augmentation des dépenses.

Le projet qui vous est soumis aujourd'hui, prévoit une dépense de 43,500 fr. pour la construction, sur une longueur de 470 mètres, d'un égout du 4^e type (1 m. 80 de hauteur et 1 mètre de largeur dans œuvre).

Le profil en long proposé par M. l'Ingénieur du service municipal de la Voirie diffère sensiblement de celui étudié par le service des Ponts et Chaussées. Ayant en vue de recueillir les eaux de toutes les rues transversales et de les amener, par l'égout de la route de Vienne, à l'égout collecteur de l'avenue Berthelot, MM. les Ingénieurs des Ponts et Chaussées indiquaient une pente uniforme de 0 m. 0027 par mètre.

Le service municipal de la Voirie estime qu'il faut éviter le plus possible le déversement des matières dans l'égout de l'avenue Berthelot, qui est destiné déjà à recevoir de grandes quantités d'eau. Tenant compte de la création prochaine, sous l'avenue de Saxe prolongée, d'un égout collecteur, prévoyant que l'égout de la route de Vienne sera, plus tard, prolongé au delà du chemin des Quatre-Maisons et rattaché au collecteur de l'avenue de Saxe par les chemins de Montagny, du Moulin-à-Vent, de Gerland et de Debourg, M. l'Ingénieur de la voie publique propose des pentes successives de 0 m. 001 et 0 m. 0027 par mètre. Ce nivellement aura pour résultat d'éviter des terrassements très importants qui, en raison de la nature du sous-sol, auraient encore grossi considérablement la dépense.

L'exécution du projet qui vous est soumis assainira une partie de la route de Vienne, fera disparaître les puits perdus du groupe scolaire et de l'école maternelle qui se colmatent trop rapidement et constituent un danger permanent pour la santé des enfants, et enfin permettra la construction, tant réclamée, et à si juste raison, d'un égout sous le chemin de la Croix-Barret, dès que sera conclue l'entente nécessaire entre la ville de Lyon et la Compagnie P.-L.-M., ce qui ne saurait tarder.

En conséquence, votre Commission générale vous propose d'approuver le projet préparé par le service municipal de la Voirie, en vue de la construction d'un égout du 4^e type, sous la route nationale n° 7 (route de Vienne), entre la rue Bernard et le chemin des Quatre-Maisons et de décider :

1° Que les travaux de construction feront l'objet d'une adjudication publique ;

2° Que les travaux de cylindrage de la chaussée seront confiés à l'entrepreneur adjudicataire de ces travaux, aux conditions de son marché.

La somme de 43,500 francs, montant de la dépense, y compris une somme à valoir de 3,657 fr. 90, pour travaux imprévus, et une autre somme de 1,000 fr. pour le cylindrage et l'empierrement, sera imputée, jusqu'à concurrence de 25,000 francs, sur le crédit inscrit pour cet objet au budget supplémentaire de l'exercice courant, et pour le surplus, soit 18,500 francs, sur le crédit de

100,000 francs inscrit au budget primitif du même exercice, pour : « Construction d'égouts ».

Le Rapporteur,
E. TIXIER.

(Ces conclusions sont mises aux voix et adoptées.)

Application au personnel des services municipaux, de la loi sur le repos hebdomadaire.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, bien que la loi sur le repos hebdomadaire ne soit pas applicable aux employés des communes, j'ai pensé qu'il serait conforme au programme de l'Administration municipale d'étendre les dispositions bienveillantes de cette loi au personnel de la Ville.

Dans cette intention, j'ai étudié le moyen d'accorder un jour de repos par semaine à tous les agents de la Ville qui sont astreints à assurer un service le dimanche.

Cette mesure est déjà appliquée dans plusieurs services municipaux : c'est ainsi que le personnel des subsistances, des musées, de l'Hôtel des Invalides du Travail, des voitures publiques, de la vacherie jouit d'un repos d'un jour par semaine au moyen d'un roulement établi, en tenant compte des exigences du service.

Le personnel du service des Inhumations bénéficie également de cet avantage. Conformément à la demande qu'ils ont formée, il est accordé aux ordonnateurs, porteurs, et cochers, au moment de l'année où le service le permet, un nombre de jours de repos suffisant pour leur assurer, avec le congé qui leur est habituellement délivré, cinquante-deux journées de repos par an.

Les agents du service des Cultures auront prochainement également un jour de repos par semaine par voie de roulement, comme l'indique M. le Directeur de ce service dans un rapport que je vous soumetts.

J'ai examiné aussi dans quelles conditions cette mesure pourrait être appliquée aux cantonniers de la Ville. Pour cette catégorie d'employés, étant donné leur grand nombre (367 y compris les cantonniers des chemins vicinaux), le problème est beaucoup plus difficile à résoudre.

Par un rapport que je vous communique, M. le Directeur de la Voirie expose que ce résultat pourrait être obtenu par trois moyens :

Le premier consisterait à accorder un congé de vingt-quatre heures par semaine à tous les cantonniers. Comme il n'est pas possible de supprimer toutes les semaines le service du nettoyage pendant un jour, il serait nécessaire de faire appel à des auxiliaires. M. Auric estime à 100,000 francs par an la dépense qu'entraîneraient ces suppléances.

La deuxième solution consisterait à porter à vingt-six jours le congé annuel

de ces agents, ce qui, avec les cinquante-deux demi-journées de repos des dimanches soir (le dimanche, les cantonniers ne travaillent que jusqu'à midi), élèverait à cinquante-deux le nombre total de journées de repos accordées à cette catégorie du personnel. Cette solution serait moins onéreuse que la précédente ; elle nécessiterait néanmoins une dépense supplémentaire de 35,000 francs par an, car, ainsi que le fait remarquer M. le Directeur de la Voirie, il serait indispensable de pourvoir, par des agents auxiliaires, au remplacement des cantonniers titulaires mis en congé pendant vingt-six jours.

Le troisième moyen envisagé par M. le Directeur de la Voirie attribuerait, comme les deux premiers, cinquante-deux journées de repos par an aux cantonniers, en : 1° maintenant le congé annuel actuel et le repos du dimanche soir, soit trente-neuf journées ; 2° accordant à chaque agent une demi-journée de repos le jeudi, à partir de midi, tous les quinze jours, soit : treize journées. Total : cinquante-deux journées.

La suspension du travail pendant la demi-journée du jeudi aurait lieu alternativement dans trois arrondissements chaque semaine et M. le Directeur de la Voirie pense que cette suspension de service ne présenterait pas d'inconvénient grave. Il ajoute que si, sur certains points très fréquentés, cette mesure paraissait susciter des difficultés, il pourrait y être remédié en affectant sur ces points, pendant l'absence des cantonniers titulaires, les agents auxiliaires occupés en permanence à la Voirie.

Les charges écrasantes auxquelles le budget de la Ville doit faire face ne permettent pas d'accueillir les deux premières solutions ; il convient de les écarter à raison des conséquences financières qui en découlent.

Je vous propose de décider la mise en pratique, à titre d'essai, du troisième moyen qui présente l'avantage de permettre d'appliquer la loi nouvelle avec les crédits inscrits au budget pour le paiement des ouvriers auxiliaires.

J'estime, comme M. Auric, que la suppression totale du service pendant la demi-journée du jeudi tous les quinze jours n'occasionnera pas de réclamations de la part du public, si, comme je l'espère, nos agents font preuve de bonne volonté dans l'exercice de leurs fonctions.

Mon Administration ne pourrait, au reste, tolérer qu'il en fût autrement. La situation des cantonniers a été depuis quelques années améliorée de la façon la plus sensible. Il y a six ans, ils recevaient 1.140 francs par an ; le traitement de début, à la suite des mesures que j'ai eu l'honneur de vous proposer, est actuellement de 1,520 francs. Ces agents ont participé d'autre part à toutes les mesures qui ont été prises pour rendre meilleure et plus stable la situation du personnel municipal. Il serait inadmissible que le corps des cantonniers ne répondît pas à ces faveurs successives par un redoublement de zèle et de dis-

cipline que je suis d'ailleurs formellement résolu à exiger.

Si vous acceptez ces conclusions, il ne restera plus que quelques questions de détail à régler et le Conseil municipal pourra s'honorer d'avoir, devançant les volontés du législateur, appliqué au personnel municipal la loi du repos hebdomadaire, sans grever outre mesure les finances municipales que nous avons le devoir de surveiller et de ménager.

Lyon, le 5 septembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, pour assurer le repos hebdomadaire au personnel placé sous ses ordres, M. le Directeur des Cultures avait proposé un système de roulement qui présentait un grave inconvénient. Certains ouvriers de ce service, libres après la demi-journée du dimanche matin, ne devaient reprendre le travail que l'après-midi du lundi.

Avec juste raison, toutes les corporations ouvrières ont combattu ce mode de repos. Il est agréable, en effet, de pouvoir passer en famille la journée ou la demi-journée du dimanche, mais, pour la plupart, ces travailleurs ne sauraient comment employer la matinée du lundi.

Sur la remarque que lui en a faite votre Rapporteur, M. le Directeur des Cultures a bien voulu reconnaître qu'il était plus logique d'accorder un jour de repos complet, en semaine, aux ouvriers qui auront été appelés, par suite des nécessités du service, à faire une journée ou deux demi-journées de travail le dimanche ou un jour férié.

D'accord avec le Syndicat des jardiniers municipaux qui comprend la presque totalité des ouvriers employés au Parc de la Tête-d'Or, je vous prie d'approuver les mesures proposées par M. le Directeur des Cultures dans son rapport à M. le Maire, en date du 29 août 1906, avec les modifications contenues dans sa lettre du 25 septembre 1907, lettre adressée à votre Rapporteur qui la joint au dossier. Ces mesures assurent au personnel du service des Cultures cinquante-deux journées de repos par an.

Ces cinquante-deux journées se décomposent en un congé annuel, en journées et demi-journées de repos les dimanches et jours de fêtes légales ou locales et en journées de repos en semaine.

La réglementation adoptée ne modifiera pas sensiblement le service et ceux de nos compatriotes qui cherchent des délassements au Parc n'auront rien à changer à leurs habitudes. Les serres, qu'il était d'abord question de fermer le dimanche, resteront ouvertes au public, comme par le passé.

C'est là un résultat heureux, car, s'il est du devoir de l'Administration et du Conseil municipal d'aller plus loin que le législateur et de faire bénéficier les travailleurs municipaux de la loi sur le

repos hebdomadaire, nous avons aussi le devoir étroit de donner satisfaction aux besoins du public et de n'apporter, sans cause sérieuse, aucun obstacle à ses habitudes ou à ses plaisirs légitimes.

Pour les cantonniers de la Voirie urbaine et du service vicinal, étant donné leur grand nombre, il ne paraissait pas aisé de trouver une combinaison pratique donnant satisfaction aux intéressés sans provoquer des réclamations justifiées de la part des habitants.

M. l'Ingénieur en chef de la Ville a soumis à l'Administration trois solutions.

La première avait le tort grave d'entraîner une dépense de 100.000 francs. L'Administration l'a écartée comme trop onéreuse.

La seconde consistait à accorder aux cantonniers, outre les demi-journées de repos du dimanche soir, vingt-six journées de congé annuel: elle comportait une dépense de 30 à 35.000 francs.

La troisième solution, avec le congé annuel actuel et les demi-journées du dimanche, donnait à chaque agent une demi-journée de repos le jeudi soir, tous les quinze jours. Cette solution ayant l'avantage de n'entraîner aucune charge nouvelle pour le budget avait été adoptée par l'Administration.

Dès que j'ai pu étudier sommairement le dossier, deux inconvénients sérieux me sont apparus. D'abord, si on suspend le travail de nettoyage tous les quinze jours, pendant l'après-midi du jeudi, dans trois arrondissements à la fois, on court grand risque de provoquer de nombreuses plaintes du public. Ensuite, ainsi que je l'ai fait remarquer à propos de la demi-journée du lundi pour les ouvriers du Parc, il est certain que de nombreux cantonniers ne sauraient comment employer leur demi-journée du jeudi. Ce loisir de quelques heures aurait, à mon avis, pour unique résultat d'exposer au moins quelques-uns de ces agents à des dépenses inutiles et que ne comporte pas leur modeste budget. Une demi-journée de congé ne permet d'entreprendre quoi que ce soit de sérieux. Si on veut que les congés donnés en semaine soient vraiment profitables à ceux qui en bénéficieront, il faut que ces congés soient au moins d'un jour entier chacun.

La solution adoptée par l'Administration risquait de mécontenter le public sans donner satisfaction aux cantonniers. Le Syndicat des cantonniers et similaires de Lyon a, dans une lettre adressée à M. le Maire, le 17 septembre dernier, indiqué la solution définitive adoptée maintenant par M. l'Ingénieur en chef de la Ville et par l'Administration. Elle consiste à donner mensuellement à chaque agent un jour de congé entier en semaine; pendant ce congé, le cantonnier ne sera pas remplacé et ses collègues les plus proches devront se partager son travail. Ainsi seront évités les congés d'une demi-journée en semaine et le public n'aura nulle raison de se plaindre, puisque le service sera assuré au moins pour les travaux indispensables de chaque jour.

Pendant les mois de novembre, décembre, janvier et février, de l'avis même du Syndicat des cantonniers, la présence de tout le personnel est nécessaire et il ne serait point accordé de congés.

Votre Rapporteur vous invite, Messieurs, à approuver les mesures proposées en dernier lieu par M. l'Ingénieur en chef de la Ville, dans un rapport daté du 18 septembre 1907. Ces mesures assurent aux cantonniers, outre les après-midi des dimanches et fêtes légales ou locales, un congé annuel d'un nombre de jours suffisant pour porter le temps de repos dont ils jouiront à 52 journées.

Ainsi que le dit M. le Maire dans son rapport, le Conseil municipal pourra s'honorer d'avoir, devantant les volontés du législateur, appliqué au personnel municipal la loi sur le repos hebdomadaire. Cette mesure bienveillante sera d'autant plus appréciée qu'elle vient après le relèvement des traitements et alors que certains employeurs, fort heureusement en petit nombre dans notre région, se refusent encore à appliquer la loi sans diminuer les salaires.

Le Rapporteur,
E. TIXIER.

(Mises aux voix, ces conclusions sont adoptées.)

Sapeurs-pompiers. — Désignation d'un Conseiller municipal comme membre du Conseil d'administration.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, aux termes du règlement du Bataillon des sapeurs-pompiers, le Conseil d'administration de ce corps doit comprendre deux conseillers municipaux.

Or M. Gipon qui avait été désigné à cette fonction par une délibération du 17 mai 1904 étant récemment décédé, il conviendrait de pourvoir à son remplacement.

Je vous serai obligé de vouloir bien procéder à cette désignation dans l'une de vos prochaines séances.

Lyon, le 12 septembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, votre Commission générale vous propose de désigner notre collègue, M. Mousset, pour remplacer au Conseil d'administration du Bataillon des sapeurs-pompiers, notre regretté collègue, M. Gipon.

Le Rapporteur,
E. TIXIER.

(Cette désignation est adoptée.)

Construction de chaussées en pavés d'échantillon.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, le budget de l'exercice courant comporte à l'art. 77, chap. 1^{er}, un crédit de 120.000 francs pour la construction de chaussées en pavés d'échantillon, pavés de bois et autres pavages.

Sur ce crédit il a été réservé une somme de 27.500 francs pour l'établissement d'une chaussée en pavés d'échantillon, rue du Repos (chemin vicinal ordinaire n° 77), et une autre somme de 15.000 francs, pour la mise en état de viabilité des rues Louis-Blanc et Créqui prolongées sur l'emplacement de l'ancien monument des victimes du siège de Lyon.

Le crédit disponible se trouve ainsi réduit à 77.500 francs.

Pour assurer l'emploi de ce reliquat, le service de la Voirie a dressé, conformément au programme approuvé par l'Administration, un projet que j'ai l'honneur de vous soumettre et qui intéresse les voies publiques suivantes :

1^{er} arrondissement. — Place Sathonay, dans le prolongement de la rue Sergent-Blandan, et rue Hippolyte-Flandrin, entre la place Sathonay et la rue de la Martinière.

Le remplacement du pavage actuel en cailloux épinés de ces deux voies par un pavage en pavés d'échantillon, sera la continuation de l'amélioration réalisée en partie dans le quartier de la Martinière. Cette transformation permettra de tenir ces chaussées en meilleur état d'entretien et de faciliter ainsi la circulation.

2^e arrondissement. — Cours du Midi, chaussée Sud-Est, entre les rues Delandine et du Bélier.

Le pavage proposé sur le côté Sud du cours du Midi, entre les rues Delandine et du Bélier, amorcera celui qui sera exécuté prochainement entre le quai Perrache et la rue du Bélier. Il sera la continuation de la transformation des chaussées empierrées commencées depuis 1902.

3^e arrondissement. — Rue Danton, entre l'avenue Félix-Faure et la rue de l'Abondance.

Le pavage de cette rue a été prévu afin de pouvoir bénéficier d'une participation de 1.600 francs, offerte par M. Burton, propriétaire, demeurant avenue Félix-Faure, 63.

D'ailleurs, la rue Danton est canalisée depuis longtemps et l'amélioration proposée est justifiée par le développement que ce quartier a pris depuis quelques années en raison de la construction d'immeubles et d'entrepôts importants.

5^e arrondissement. — Rue Berjon, entre le numéro 12 et la rue de la Duchère.

L'exécution de ce pavage complètera la transformation de la chaussée de la rue Berjon commencée en 1905.

6^e arrondissement. — Rue Suchet, entre le cours Vitton et la rue Bossuet; Rue Pierre-Corneille, entre le cours Lafayette et la rue Vauban.

Rue Suchet. — Le pavage en pavés d'échantillon de la rue Suchet, entre le cours Vitton et la rue Bossuet, fera suite au pavage de même nature exécuté cette année.

La rue Suchet est empruntée par les lourds chargements de pierre, charbons, etc., provenant de la gare de la Part-Dieu, en raison de l'encombrement occasionné par les voies de tramways sur le boulevard des Brotteaux. La transformation proposée permettra de maintenir en meilleur état d'entretien la chaussée de cette voie qui sera complètement pavée en pavés d'échantillon.

Rue Pierre-Corneille. — Cette voie est canalisée depuis 1893; elle est une des plus importantes du 6^e arrondissement. La transformation proposée sera la continuation du programme poursuivi depuis 1905, et qui consiste à améliorer successivement la circulation sur les voies publiques du 6^e arrondissement,

comprises entre les quais de l'Est et des Brotteaux et les avenues de Saxe et de Noailles.

La façon des pavages en pavés d'échantillon sera effectuée en régie par les ouvriers qui sont occupés à l'entretien des chaussées, et suivant les conditions prévues pour ces différentes natures de travaux.

Le pa-ge en pavés d'échantillon de grès a été adopté pour les voies publiques des 1^{er}, 2^e, 3^e et 6^e arrondissements, et le pavage en pavés d'échantillon de granit pour celles du 5^e arrondissement, où la circulation des voitures est moins intense que dans les premières. Le pavé de grès possède, en effet, l'avantage de conserver toujours une surface rugueuse qui facilite la circulation sur les voies fréquentées.

D'après les détails estimatifs joints au dossier, la dépense totale s'élève à la somme de 77,500 francs, se répartissant comme l'indique le tableau ci après.

DÉSIGNATION DES LOTS	DÉPENSES		
	des travaux à adjudger	des travaux imprévus	TOTALES
1 ^{er} Lot. — Place Sathonay-rue Hippolyte-Flandrin.....	11.412 15	187 85	11 800 »
2 ^e Lot. — Cours du Midi.....	12 662 »	338 »	13.000 »
3 ^e Lot. — Rue Danton.....	7.713 30	186 70	7.900 »
4 ^e Lot. — Rue Berjon.....	12.010 50	389 50	12.400 »
5 ^e Lot. — Rue Suchet-rue Pierre-Corneille.....	28.468 25	531 75	29 000 »
Montant des travaux à adjudger.....	72.266 20	1 833 80	74.100 »
Travaux à exécuter en régie par les ouvriers du service de la Voirie.....	2.914 »	486 »	3.400 »
DÉPENSES TOTALES.....	75.180 20	2.319 80	77.500 »

Je vous propose, Messieurs, de vouloir bien approuver le projet qui vous est soumis et décider :

1^o Que les travaux d'extraction des déblais pour la préparation de la forme des chaussées à paver et les fournitures diverses à effectuer pour les pavages feront l'objet d'une adjudication publique en cinq lots;

2^o Que la façon du pavage sera exécutée en régie par les ouvriers du service de la Voirie.

Je vous propose également d'accepter la subvention de 1,600 francs offerte par M. Burton, pour le pavage de la rue Danton, et d'autoriser M. le Receveur municipal à encaisser cette somme. Quant à la dépense, évaluée à 77,500 fr., elle pourra être imputée sur le crédit de 120,000 francs inscrit à l'art. 77, chap. 1^{er}, du budget de l'exercice courant pour : « Construction de chaussées en pavés d'échantillon, pavés de bois et autres pavages ».

Lyon, le 12 septembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, sur le crédit de 120,000 fr. inscrit au budget de l'exercice courant pour : « Construction de chaussées en

pavés d'échantillon ou autres », il a été réservé une somme de 27,500 francs pour l'établissement d'une chaussée en pavés d'échantillon, rue du Repos, et une autre somme de 15,000 francs pour la mise en état de viabilité des rues Louis-Blanc et Créqui prolongées sur l'emplacement de l'ancien monument des victimes du siège de Lyon.

Le crédit disponible se trouve ainsi réduit à 77,500 francs.

L'Administration nous propose d'affecter ce reliquat à des améliorations de voirie qui comportent pour 74,100 francs de travaux à l'entreprise et pour 3,400 fr. de travaux à exécuter en régie.

Contrairement à ce qui a été fait précédemment, les travaux d'extraction des déblais pour la préparation de la forme des chaussées à paver, seraient compris dans les travaux à mettre en adjudication au lieu d'être exécutés en régie. Ceci n'implique pas que la Ville veuille restreindre l'application de la régie directe : il faut même espérer que, dans un avenir prochain, elle n'aura recours aux entrepreneurs ni pour la préparation de la forme des chaussées, ni pour les fournitures. Mais, dans l'état actuel des choses, les travaux de terrassement à exécuter sur la voie publique pour le compte de l'Administration municipale sont relativement peu importants. Or,

par suite d'une conception fautive des devoirs et des facultés de la Ville, conception commune à un trop grand nombre de nos concitoyens, les ouvriers terrassiers, après l'achèvement des travaux neufs pour lesquels ils avaient été embauchés, demandaient à être occupés d'une façon permanente, ce qui n'était pas possible. Ils exprimaient en outre la crainte de n'être pas repris par les patrons pour lesquels ils travaillaient précédemment.

Les entrepreneurs, cela ne fait aucun doute, voient avec peine exécuter en régie des travaux qu'ils espéraient obtenir, et il est fort possible qu'ils fassent quelques difficultés pour embaucher les ouvriers ayant participé à ces travaux en régie.

C'est pour éviter ces difficultés que le service municipal de la Voirie demande de comprendre dans les travaux à mettre en adjudication l'extraction des déblais.

Au nom de votre Commission générale, je vous propose d'approuver le projet qui vous est soumis par l'Administration et de décider :

1^o Que les travaux d'extraction des déblais pour la préparation de la forme des chaussées et les fournitures diverses à effectuer pour les pavages feront l'objet d'une adjudication publique en cinq lots;

2^o Que la façon du pavage sera exécutée en régie par les ouvriers du service de la Voirie.

Le Rapporteur,
E. TIXIER.

(Ces conclusions sont adoptées.)

Caisse de retraites des employés et professeurs de l'Ecole La Martinière. — Compte et budgets.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre le compte administratif de l'exercice 1906, le budget additionnel de 1907 et le budget principal de 1908 de la Caisse de retraites des employés et professeurs de l'Ecole La Martinière.

Ces compte et budgets présentent les résultats suivants :

COMPTE ADMINISTRATIF DE 1906 :

Recettes.....	Fr. 19.910 87
Dépenses.....	10.834 53
Excédent de recettes.....	Fr. 9.076 34

BUDGET ADDITIONNEL DE 1907 :

Recettes.....	9.076 34
Dépenses.....	9.096 34

BUDGET PRINCIPAL DE 1908 :

Recettes.....	15.721 20
Dépenses.....	15.721 20

Je vous propose, Messieurs, de vouloir bien approuver ces documents.

Lyon, le 3 septembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Sur la proposition de M. CHAT, rapporteur de la Commission spéciale, le Conseil approuve les compte et budgets de la Caisse de retraites de l'Ecole « La Martinière ».

Ecole La Martinière. — Compte et budgets.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre le compte administratif de l'exercice 1906, le budget additionnel de 1907 et le budget principal de 1908 de l'Ecole La Martinière.

Ces comptes et budgets présentent les résultats suivants :

COMPTE ADMINISTRATIF DE 1906:

Recettes	Fr. 430.253 20
Dépenses	341.096 43
Excédent de recettes.	Fr. 89.156 77

BUDGET ADDITIONNEL DE 1907:

Recettes	202.281 57
Dépenses	202.281 57

BUDGET PRINCIPAL DE 1908:

Recettes	245.297 80
Dépenses	245.297 80

Je vous propose, Messieurs, de vouloir bien approuver ces documents, en conformité de l'article 6 de l'ordonnance du 29 novembre 1831.

Lyon, le 3 septembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Sur la proposition de M. CHAT, rapporteur de la Commission spéciale, le Conseil adopte les compte et budgets de « La Martinière ».

Bureau de bienfaisance de Lyon. — Changement de local. — Réparations.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, dans sa séance du 23 août dernier, la Commission administrative du Bureau de bienfaisance de Lyon a décidé le transfert du siège central au n° 5 de la rue Pizay.

Les réparations et aménagements à effectuer, pour la mise en état de ce local, entraînerait une dépense de 7,643 francs, ainsi qu'il résulte du devis ci-joint.

Il sera fait face à cette dépense au moyen de la somme de 3,000 francs à verser par MM. Revel, père et fils, et pour le surplus, à l'aide du crédit inscrit au budget de 1907 pour : « Dépenses imprévues ». Ce crédit a été augmenté de 15,000 francs pour faire face à cette prévision.

Par la même délibération, la Commission administrative du Bureau de bienfaisance a autorisé son président à signer un bail de douze ans, au prix

annuel de 4,000 francs, impôts en sus, à partir du 25 décembre prochain, et a, de plus, accepté, à titre de transaction amiable, l'offre faite par le propriétaire de l'immeuble où siège actuellement l'Administration, d'une indemnité représentative de six mois de loyer.

J'ai l'honneur, Messieurs de vous soumettre les pièces concernant cette affaire en vous priant de vouloir bien, conformément aux prescriptions de l'article 70 de la loi du 5 avril 1884, émettre votre avis sur la suite à lui donner.

Lyon, le 17 septembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION SPÉCIALE.

Messieurs, après examen du devis fourni par l'architecte, M. Jacquet, j'ai l'honneur de vous proposer d'approuver les conclusions de l'Administration, étant donné que tous les calculs ont été reconnus exacts.

Le Rapporteur,
Laurent CHAT.

(Adopté.)

Caisse de retraites des employés de l'Administration municipale. — Pension Bérard (Etienne-Joseph-Clément.)

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre une demande en liquidation de pension formée par M. Bérard (Etienne-Joseph-Clément), ex-garde chef à la halle des Cordeliers, admis à faire valoir ses droits à la retraite à partir du 1^{er} octobre 1907.

M. Bérard se trouvant dans les conditions prévues par l'article 7 du règlement de la caisse de retraites des employés municipaux, peut prétendre, par application de l'article 11 de ce même règlement, à une pension de 1,418 fr. 38, ainsi qu'il résulte du bordereau de décompte que vous trouverez joint au dossier accompagnant sa demande.

C'est donc à la somme de 1,418 francs (centimes négligés), que je vous propose, Messieurs, de liquider la pension de retraite annuelle et viagère à accorder à M. Bérard.

Les arrérages en seront prélevés sur les fonds de la caisse de retraites des employés de l'Administration municipale et prendront cours à partir du 1^{er} octobre 1907, date de la cessation des services de M. Bérard.

Lyon, le 1^{er} octobre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Sur la proposition de M. CHAT, rapporteur de la Commission spéciale, le Conseil fixe à 1,418 francs la pension de retraite allouée à M. Bérard.

Education des enfants anormaux. — Envoi d'une mission d'étude à Paris et à Bordeaux.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, vous n'ignorez pas que le grave problème social de l'éducation des enfants mentalement anormaux est depuis quelques années déjà dans notre pays l'objet de préoccupations sérieuses et d'études suivies dans divers milieux philanthropiques, pédagogiques, médicaux, judiciaires et administratifs.

Dès l'année 1904, une Commission fut constituée au Ministère de l'Instruction publique pour l'étude de cette question et la recherche des moyens propres à donner satisfaction aux besoins signalés. En 1905, cette Commission organisa dans toute la France une enquête à l'effet de connaître, approximativement tout au moins, le nombre des enfants qui ne peuvent, pour une cause quelconque, physique, intellectuelle ou morale, tirer profit de l'enseignement commun donné dans les écoles, et dont la présence dans les classes constitue toujours un embarras et souvent un danger. Cette enquête a fait connaître notamment la présence, dans les écoles publiques de la ville de Lyon, de plus de 400 enfants appartenant aux diverses catégories dites des *anormaux médicaux*, des *arriérés* et des *instables*.

Cette constatation m'a vivement ému, et j'ai estimé que mon Administration avait le devoir de rechercher les moyens de remédier au mal révélé par cette inquiétante statistique. Ces pauvres enfants, incapables de profiter de l'enseignement intellectuel et moral donné dans nos écoles ordinaires, dont leur présence trouble le fonctionnement régulier, seront plus tard incapables aussi de gagner honnêtement leur vie, et fatalement destinés à devenir, par la suite, soit une lourde charge, soit un danger menaçant pour la société où ils ne pourront occuper une place normale par leur travail : l'hospice ou la prison, voilà leur avenir !

L'accroissement continu des charges de l'Assistance publique et le développement graduel de la criminalité juvénile sont dus, en grande partie, à l'indifférence regrettable où l'on s'est tenu jusqu'ici, dans notre pays, à l'égard des enfants anormaux et de la recherche des procédés éducatifs susceptibles d'en faire des utilités sociales.

Il faudra retirer ces enfants déshérités des écoles ordinaires, renoncer à en faire des candidats au certificat d'études primaires, inaccessible pour eux autant qu'inutile pour bien d'autres, leur assurer d'abord les soins médicaux que réclame leur état, et leur faire donner, en même temps, dans des établissements spéciaux, par des méthodes médico-pédagogiques appropriées, l'éducation physique, intellectuelle et morale que chacun d'eux est susceptible de recevoir.

Pour cela, il faut d'abord les connaître en les faisant examiner par des médecins, seuls capables de déterminer les causes de leur état, d'indiquer les traitements capables de l'améliorer ou

même de le guérir complètement, enfin de signaler aux éducateurs la direction à donner à leurs efforts pédagogiques.

J'ai déjà abordé ce premier point dans le courant de l'année scolaire 1906-1907, d'abord en instituant un Dispensaire médico-pédagogique municipal, rattaché au Bureau d'hygiène, puis en organisant, dans les écoles même, le recensement et l'examen médical des enfants anormaux. Aux consultations du Dispensaire médico-pédagogique, qui ont fonctionné tous les jeudis de l'année scolaire, depuis le 6 décembre 1906, à l'hôtel municipal de la rue de la Tunisie, des parents ont amené, sur le conseil des instituteurs et institutrices, une centaine d'enfants qui ont été examinés, souvent à plusieurs reprises, par un certain nombre de médecins spécialistes dont le concours gracieux nous a été assuré par le Groupe régional lyonnais pour l'étude et la protection de l'enfance anormale. Les mêmes médecins et quelques autres, ont également coopéré à l'examen médical des enfants dans les écoles, comme adjoints aux médecins inspecteurs ordinaires.

Maintenant que nous avons ainsi commencé à faire connaissance avec les enfants dont nous devons nous occuper, il reste à créer des établissements spéciaux pour les recevoir et à former un personnel de maîtres spécialisés capables d'assurer leur éducation.

La création d'établissements spéciaux autonomes recevant, soit des élèves externes, soit surtout des internes, est une œuvre considérable qui exigera une assez longue préparation et de sérieuses études. L'heure n'est pas encore venue de vous présenter des propositions à ce sujet. Mais nous pourrions bientôt, avec le concours de l'Administration académique, organiser, dans certaines des écoles actuelles qui possèdent des locaux disponibles, des classes de perfectionnement pour les enfants qui ne profitent pas des classes ordinaires et doivent en être retirés.

Quant au personnel enseignant d'élite auquel devra être confiée la tâche délicate et pénible d'assurer l'éducation spéciale de ces enfants, il s'agira d'abord d'initier à cette nouvelle tâche les institutrices et les instituteurs disposés à s'y dévouer.

Déjà le Groupe régional lyonnais en a réuni un certain nombre qui, grâce à la lecture des publications spéciales rassemblées dans sa bibliothèque et à des conférences données par plusieurs médecins, ont commencé à préparer cette initiation, encore toute théorique.

Cette préparation ne saurait suffire; il est indispensable que quelques-uns d'entre eux, tout au moins, aillent étudier sur place le fonctionnement d'écoles spéciales là où il en existe déjà en France.

Dès le début de cette année, la ville de Bordeaux, qui nous a devancés sur ce terrain et dont l'expérience ne peut que nous être très profitable, a ainsi envoyé trois membres du personnel enseignant en mission à Paris, où ils ont pu se rendre compte des procédés pratiques employés

pour l'éducation des diverses catégories d'enfants anormaux. C'est à la suite de cette mission que Bordeaux a pu organiser dès le 1^{er} mai dernier dans ses écoles, deux classes spéciales qui, en trois mois, ont déjà donné d'intéressants résultats.

Dans cette même ville de Bordeaux doit se tenir du 25 au 27 octobre, le II^e Congrès national d'éducation sociale où la question de l'éducation des enfants anormaux doit être traitée d'une manière particulièrement approfondie, au point de vue pratique.

En conséquence, j'ai l'honneur de vous proposer d'envoyer en mission spéciale d'études à Paris et à Bordeaux, une Commission de cinq membres, composée de trois instituteurs ou institutrices désignés par M. l'Inspecteur d'Académie, de M. le docteur Chazal, médecin interne du Bureau d'hygiène, secrétaire-archiviste du Dispensaire médico-pédagogique municipal, et de M. l'adjoint Beauvisage, qui s'est occupé tout particulièrement de l'organisation de ce service.

Cette Commission irait passer quatre jours à Paris, trois jours à Bordeaux, et, en comprenant trois jours pour le voyage, serait absente de Lyon pendant dix jours. Après avoir visité les établissements médico-pédagogiques de Paris et de Bordeaux, et suivi les travaux du II^e Congrès national d'éducation sociale, elle rapporterait à mon Administration des renseignements précieux pour l'organisation des établissements nouveaux à créer par la ville de Lyon; en même temps, les instituteurs ou institutrices qui en auraient fait partie seraient tout naturellement désignés pour transmettre à leurs collègues les résultats de leurs observations pédagogiques et travailler ainsi à constituer le personnel enseignant spécial indispensable au fonctionnement efficace de ces établissements nouveaux.

Un projet de loi, déposé par le Gouvernement sur le bureau de la Chambre des Députés le 13 juin dernier, prévoit l'organisation dans toute la France, de semblables établissements, classes spéciales et écoles autonomes. Non seulement nous serions bien préparés, grâce à ces travaux et à notre initiative à appliquer dans tous ses détails la future loi, dès le lendemain même de sa promulgation, mais l'expérience que la ville de Lyon aura ainsi bientôt acquise en cette matière, pourrait peut-être déjà permettre à ses représentants au Parlement d'intervenir utilement dans la discussion même du projet de loi.

Je vous propose donc de prendre à la charge de la Ville les frais de la mission à envoyer à Paris et à Bordeaux, frais qui peuvent se décomposer ainsi :

Frais de chemin de fer, 5 billets à 96 francs l'un (2^e classe). Fr. 480 »

Frais de séjour, 10 jours à 15 francs par jour et par délégué 5 × 150..... 750 »

Total.....Fr. 1.230 »

Cette somme à prélever sur le crédit des : « Dépenses imprévues » serait, sauf

justification ultérieure, mise à la disposition de la mission dont il s'agit.

Lyon, le 1^{er} octobre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, M. le Maire de Lyon demande au Conseil municipal de faire un pas de plus dans la voie des initiatives généreuses. Après la création de colonies de vacances (Serverin et Œuvre municipale lyonnaise des enfants à la montagne), après avoir étendu et perfectionné le service d'inspection médicale dans les écoles, après avoir organisé dans la propriété du Vernay l'Ecole estivale de plein air, l'Administration a créé le Dispensaire médico-pédagogique placé à l'Hôtel municipal de la rue de la Tunisie dont le but immédiat est d'étudier les enfants mentalement anormaux de nos écoles publiques, dont le cas relève à la fois « de la médecine, de la psychologie, de la pédagogie et du droit » ainsi que l'indique judicieusement M. le docteur Eugène Chazal dans son étude si documentée sur les *anormaux psychiques*, étude dans laquelle nous allons largement puiser pour établir notre rapport.

Que sont les anormaux ? « Les enfants qui, par suite de tares organiques ou fonctionnelles, sont incapables de profiter des méthodes d'enseignement actuellement employées dans les écoles.... Sont anormaux : les aveugles, les sourds, les manchots, les adénoïdiens, les inintelligents, depuis l'idiot le plus profond jusqu'à l'arriéré le plus léger, les épileptiques, les vicieux, etc.... ». En somme, deux catégories distinctes : les *anormaux physiques*, sourds-muets et aveugles pour l'instruction et l'éducation desquels de nombreuses institutions publiques ou privées existent; et les *anormaux psychiques*, qui continuent en France de fréquenter les écoles primaires « alors qu'ils n'en retirent aucun profit, cette instruction non assimilable étant même souvent une cause d'aggravation de leur état »; le rapport de M. le Maire ajoute à cette constatation de M. le docteur Chazal que leur présence même sur les bancs de l'école trouble le fonctionnement régulier des cours.

Si, dans l'intérêt de ces malheureux enfants comme dans l'intérêt de la collectivité, des mesures ne sont point prises, on en verra s'augmenter annuellement le nombre. Il faut leur donner un enseignement approprié à leur état car dans les écoles ordinaires, ainsi que le dit M. Bager dans son rapport à M. le Directeur de l'Enseignement primaire du département de la Seine : « Ils n'ont rien à prendre que le sentiment de leur infériorité relative, l'habitude du découragement, de la désespérance, ou peut-être de la révolte ».

En effet, Messieurs, comment ne pas être frappé du développement prodigieux de la criminalité juvénile ? De 1831 à 1835, les tribunaux correctionnels jugeaient 9.732 mineurs de 21 ans, 2.753 de 16 ans; de 1887 à 1895 ces chiffres

s'élevaient respectivement à 43.505 et 8.118 ; et pour la seule année 1896 ils ont été de 34.348 et de 7.683. En 1839 les suicides s'élevaient aux chiffres de 132 pour les mineurs de 21 ans et de 20 pour ceux de 16 ans, alors qu'en 1904 ils ont été de 429 et de 52 !

Si l'on songe que l'enquête faite en 1905 sur l'initiative d'une Commission spéciale nommée par M. le Ministre de l'Instruction publique en vue d'étudier les méthodes qu'il conviendrait d'appliquer à l'éducation des anormaux, a révélé la présence de 31.791 anormaux sur une population scolaire de 5.015.416 enfants, on sentira combien le problème qui se pose est grave, combien les mesures à prendre doivent être sérieuses et promptes, combien notre sollicitude doit se mettre spontanément à contribution.

Notre devoir, Messieurs, est de veiller avec un soin jaloux sur ces enfants (vies humaines fragiles ou improductives) ; ils sont une partie inerte de la richesse nationale ; c'est à nous qu'il appartient d'ouvrir leurs intelligences, de les arracher à leur état d'infériorité, de développer en eux le sentiment de la dignité et du devoir social, de les préparer à devenir des hommes ou des femmes capables de se faire une place honorable dans la Société, de les sauver de la décrépitude ou de l'indignité, de la prison ou du bagne !

Mais pour agir avec discernement et mettre toutes les chances de succès de notre côté pour une entreprise aussi délicate, il convient de s'inspirer des résultats acquis dans divers établissements déjà installés à Paris, et de profiter des lumières qui ne manqueront point de jaillir du 2^e Congrès national d'éducation sociale où le problème sera posé et discuté.

C'est dans ces sentiments que nous vous demandons de confier à M. l'Adjoint Beauvisage dont la haute compétence n'est égalée que par un dévouement intelligent et inlassable à la cause des enfants déshérités de la vie ou de la fortune, le soin de diriger une mission d'études qui comprendrait, à côté de lui, M. le docteur Chazal et trois instituteurs ou institutrices, désignés par M. l'Inspecteur d'Académie. Pour ce faire, nous vous demandons de voter une somme de 1.230 francs à prélever sur le crédit des : « Dépenses imprévues ».

Le Rapporteur,
Laurent CHAT.

(Ces conclusions sont mises aux voix et adoptées).

Dépenses imprévues. — 1^{er} semestre 1907. — Emploi du crédit.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre l'état des sommes ordonnancées sur le crédit des « Dépenses imprévues » de l'exercice courant, pendant le 1^{er} semestre 1907.

Cet état s'élève à la somme de 4.597 fr. 25.

RELEVÉ DES DÉPENSES ORDONNANCÉES.

Remboursement de droits de voirie induit perçus.....Fr.	118 85
Indemnités allouées à divers pour dommages causés par l'affaissement de la chaussée, grande rue de la Croix-Rousse et par la rupture d'une conduite d'eau.....	481 05
Subventions allouées pour l'érection des monuments Philippe Krauss, Jules Ferry et Eugène Manuel.....	850 »
Subventions à divers syndicats pour frais de fonctionnement et d'envoi de délégués aux Congrès corporatifs (dépenses votées par délibérations spéciales du Conseil municipal, en dates des 25 février, 25 mars, 29 avril et 3 juin 1907)...	1.220 30
Remboursement des sommes perçues en trop sur la taxe sur les chiens, en 1906.....	20 »
Indemnité allouée à M. Séguin, pour prise de possession prématurée de sa propriété, chemin de la Vitriolerie, 29.....	28 »
Subvention allouée à l'Œuvre des jeunes filles à la campagne, pour 1907.....	500 »
Droits d'enregistrement et de mutation relatifs aux legs faits à la Ville par M ^{me} Robin et Schetti. Allocation, pour entretien de l'élève Rondet, à l'Ecole pratique d'agriculture et de viticulture de Fontaines.....	963 25
Attribution à M. Brunetton, professeur, de droits d'inscription perçus, pour le cours de modèle vivant, pendant l'année 1906-1907 (complément pour insuffisance du crédit spécial).....	300 »
Frais de timbre et d'enregistrement relatifs à la concession accordée, au cimetière de la Croix-Rousse, à la mémoire de M. Du Bois, ancien adjoint au Maire de Lyon.....	51 »
Remboursement, à M. Robert, d'une retenue faite sur un coupon manquant à l'obligation, Ville de Lyon, n° 210.059.....	61 80
	3 »
Somme égale.....Fr.	4.597 25

Je vous propose, Messieurs, de vouloir bien me donner acte de cette communication et approuver, pour régularisation, les ordonnancements de dépenses effectués.

Lyon, le 16 septembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Le Conseil municipal, sur la proposition de M. CHAT, rapporteur de la Commission spéciale, donne acte à l'Administration de sa communication et approuve, pour régularisation, l'ordonnancement des « dépenses imprévues » effectuées pendant le premier semestre de 1907.

Caisse de retraites des sergents de ville de Lyon. — Pension Renaud (Alexandre).

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de placer sous vos yeux un rapport de M. le Préfet du Rhône au sujet de la demande en

liquidation de pension formée par M. Renaud (Alexandre), ancien garde de 4^e classe, à la 3^e compagnie du corps des gardiens de la paix de la ville de Lyon, à la suite d'une blessure reçue en service commandé et qui le met dans l'impossibilité de continuer ses fonctions.

Cette demande est conforme aux prescriptions du décret du 19 septembre 1863, instituant une caisse spéciale de retraites pour le corps des sergents de ville de Lyon.

Je vous propose, en conséquence, de vouloir bien émettre un avis favorable à la demande de M. Renaud (Alexandre), et de fixer à la somme de 650 francs la pension de retraite annuelle et viagère à lui accorder.

Cette pension serait imputée sur les fonds de la Caisse de retraites des sergents de ville de Lyon, et prendrait cours du 1^{er} août 1907, date à laquelle le garde Renaud a été rayé des contrôles.

Lyon, le 12 septembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Le Conseil municipal, sur la proposition de M. MOUSSET, rapporteur de la Commission spéciale, fixe à 650 francs la pension de retraite annuelle et viagère à allouer à M. Renaud.

Caisse de retraites des employés de l'Administration municipale. — Demande de secours annuel en faveur de l'orphelin Rogeron (Camille-Georges).

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre, avec le dossier des pièces s'y rapportant, une demande de secours annuel formée par M. Pillet (Cyrille), domicilié à Lyon, rue de la Poulallerie, n° 14, tuteur légal de l'orphelin Rogeron (Camille-Georges), né le 22 avril 1903, fils d'un ex-retraité de l'Octroi de Lyon.

La demande de M. Pillet étant conforme au règlement de la caisse de retraites des employés de l'Octroi, l'orphelin Rogeron peut prétendre à un secours annuel de 202 francs, somme équivalente à la pension dont jouissait sa mère, M^{me} veuve Rogeron, décédée à Lyon le 22 mars 1907.

Je vous propose, en conséquence, d'accueillir favorablement la demande de secours annuel formée en faveur de l'orphelin Rogeron.

Conformément aux dispositions de l'article 30 du règlement, ce secours sera servi à l'orphelin Rogeron jusqu'au jour où il aura atteint sa seizième année.

Le montant en sera prélevé, conformément à l'article 1^{er} du décret du 1^{er} décembre 1906, sur les fonds de la caisse de retraites des employés de l'Administration municipale et prendra cours à partir du 23 mars 1907, lendemain du décès de M^{me} veuve Rogeron.

Lyon, le 1^{er} octobre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

M. MOUSSET, rapporteur de la Commission spéciale, propose au Conseil d'allouer un secours annuel de 202 fr. à l'orphelin Rogeron jusqu'à sa seizième année.

(Adopté.)

Mise en état de viabilité de la rue Louis-Blanc, entre les rues Vendôme et Duguesclin, et de la rue Créqui, entre les rues Robert et Vauban.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, par une délibération en date du 22 juillet 1907 vous avez approuvé le projet de cession par les Hospices civils à la ville de Lyon, des terrains formant l'assiette des prolongements des rues Créqui et Louis-Blanc sur l'emplacement de l'ancien monument des victimes du siège de Lyon.

J'ai l'honneur de vous soumettre aujourd'hui un projet dressé par M. le Directeur du service municipal de la Voirie en vue de la mise en état de viabilité de ces portions de voie publique.

Ce projet comprend :

- 1° La construction des chaussées ;
- 2° L'établissement des canalisations de gaz et d'appareils pour l'éclairage ;
- 3° L'installation de conduites d'eau et de bouches d'arrosage.

1° Construction de chaussées.

Ce projet comporte l'exécution de travaux de terrassements et de remblaiement pour le nivellement des voies à ouvrir, l'établissement de chaussées en cailloux roulés avec rigoles en pavés d'échantillon de 0 m. 30 de largeur, la fourniture et la pose de bordures de trottoirs en granit.

Ainsi que l'indiquent le plan et les profils en long et en travers du projet, la rue Louis-Blanc sera prolongée sur une longueur de 183 m. 85 ; elle aura 14 mètres de largeur totale dont 8 mètres pour la chaussée et 3 mètres pour les trottoirs Nord et Sud. Le nivellement projeté partira de l'axe de la rue Vendôme et suivra une rampe de 0 m. 003 par mètre sur 81 mètres de longueur pour aboutir à l'axe projeté de la rue Créqui prolongée, puis il se raccordera avec l'axe actuel de la rue Duguesclin par une pente de 0 m. 0054 par mètre sur 102 m. 85 de longueur.

La rue Créqui sera prolongée sur sur 123 m. 30 de longueur ; la chaussée aura 8 mètres de largeur et les trottoirs Est et Ouest auront 2 m. 65 de chaque côté soit une largeur totale de 13 m. 30. Le nivellement projeté partira de l'axe de la rue Robert et suivra une pente de 0 m. 0022 par mètre sur 54 mètres de longueur pour aboutir à l'axe de la rue Louis-Blanc prolongée ; puis il se raccordera avec l'axe de la rue Vauban par une pente de 0 m. 0073 par mètre soit sur 69 m. 30 de longueur.

2° Etablissement de canalisations de gaz et d'appareils pour l'éclairage.

Les nouvelles voies exigeront pour leur éclairage l'installation de six nouvelles lanternes munies de bec Auer n° 2 en adoptant comme il convient un intervalle moyen de 32 mètres environ

entre les divers appareils. Il sera également utile d'améliorer l'éclairage dans les rues avoisinantes, afin de réduire au même intervalle les distances actuelles qui dépassent 50 mètres sur certains parcours.

En résumé, les installations projetées comprendront l'établissement de 11 nouvelles lanternes dont 9 pourvues de becs Auer n° 2 et 2 avec becs Auer n° 3, ces dernières établies sur le côté-Est de la promenade de la rue Vendôme. En outre, ces installations exigeront la pose de 308 mètres de canalisations de gaz, dont 264 mètres seront placés gratuitement par la Compagnie et 44 mètres resteront à la charge de la Ville par application de l'article 5 du traité de concession.

3° Installation de conduites d'eau et de bouches d'arrosage.

Les travaux prévus pour assurer

l'arrosage des nouvelles voies comprennent :

1° La fourniture et la pose de sept bouches d'arrosage neuves ;

2° Le déplacement d'une bouche d'arrosage existante ;

3° La fourniture et la pose de 315 mètres de conduites en fonte de 80 mm de diamètre intérieur, dont 185 mètres sur la rue Louis Blanc et 130 mètres sur la rue Créqui. Ces conduites sont destinées à alimenter les sept bouches d'arrosage à poser ; elles serviront, en outre, pour l'alimentation privée ;

4° La fourniture et la pose des robinets-vannes nécessaires pour le fonctionnement de ces conduites.

D'après les détails estimatifs joints au dossier, la dépense totale est évaluée à la somme de 20,700 francs se décomposant comme suit :

DÉSIGNATION DES TRAVAUX	MONTANT DES TRAVAUX			SOMMES à valoir	TOTAUX
	à adjuger	à confier aux entrepreneurs de l'entretien	à exécuter en régie		
1° Construction de chaussées :					
Terrassements et pavages.....	12.486 »	» »	» »	1.014 »	13.500 »
Travaux en régie	» »	» »	1.376 »	124 »	1.500 »
2° Eclairage	» »	1.835 87	» »	164 13	2.000 »
3° Fontainerie :					
Fournitures de tuyaux et pièces fonte.....	» »	1.082 88	» »	117 12	1.200 »
Pose de canalisations nouvelles.	» »	1.406 16	» »	193 84	1.600 »
Etablissement de bouches d'arrosage.....	» »	825 »	» »	73 »	900 »
TOTAUX.....	12.486 »	5.149 91	1.376 »	1.688 09	20.701 »

Je vous propose, Messieurs, de vouloir bien approuver le projet qui vous est soumis et décider :

1° Que les travaux de terrassements et les fournitures diverses pour le pavage feront l'objet d'une adjudication publique ;

2° Que les travaux de façon du pavage seront exécutés en régie par les ouvriers du service de la Voirie ;

3° Que les travaux d'installation de l'éclairage seront exécutés par la Compagnie du Gaz de Lyon, aux conditions de la soumission jointe au dossier et que la fourniture des candélabres et des lanternes sera confiée à l'adjudicataire de l'entreprise générale de ce genre de fourniture ;

4° Que les travaux de fontainerie seront confiés à l'entrepreneur du 1^{er} lot d'entretien de la fontainerie, et à la Société des Hauts-Fourneaux et Fonderies de Pont-à-Mousson, adjudicataire de la fourniture de tuyaux et pièces en fonte, aux conditions de leurs marchés.

Quant à la somme de 20,700 francs, montant de la dépense, elle pourra être imputée comme suit sur le budget de l'exercice 1907 :

a) 15,000 francs, montant des travaux de terrassements et de pavage, sur le

crédit inscrit à l'article 77, chapitre I^{er}, sous le titre : « Construction de chaussées en pavés d'échantillon, pavés de bois et autres pavages » ;

b) 2,000 francs, montant des travaux d'installation de l'éclairage, sur le crédit inscrit à l'article 82, chapitre I^{er}, pour : « Extension et amélioration de l'éclairage public » ;

c) 2,800 francs, montant des travaux de canalisations d'eau, sur le crédit inscrit à l'article 80, chapitre 1^{er}, pour : « Travaux neufs de canalisations et prises d'eau sur la voie publique » ;

d) 900 francs, représentant les frais de pose de bouches d'arrosage, sur le crédit inscrit à l'article 79, chapitre I^{er}, pour : « Construction de bornes-fontaines, bouches d'arrosage et bouches d'incendie ».

Lyon, le 12 septembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, l'Administration nous demande de voter un crédit de 20,700 fr. pour la mise en état de viabilité de la rue Louis-Blanc, entre les rues Vendôme et Duguesclin, et de la rue Créqui, entre

les rues Robert et Vauban. Cette somme est nécessaire : 1° pour la construction des chaussées ; 2° pour l'établissement des canalisations de gaz et d'appareils pour l'éclairage ; 3° pour l'installation de conduites d'eau et de bouches d'arrosage.

L'adjudication de ces divers travaux, et la répartition de cette somme, se fera conformément aux propositions de l'Administration.

Je vous propose, Messieurs, au nom de votre Commission générale, d'approuver ce projet.

Le Rapporteur,
BARBERO.

(Adopté.)

Subvention à la Chambre syndicale des ouvriers polisseurs sur métaux et nickelleurs, pour l'envoi d'un délégué à un Congrès.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre une demande par laquelle la Chambre syndicale des polisseurs sur métaux et nickelleurs sollicite de la Ville une subvention pour l'envoi d'un délégué au Congrès de la Métallurgie qui doit avoir lieu à Paris, du 19 au 23 septembre courant.

Après examen de cette demande, je vous propose, Messieurs, de l'accueillir favorablement.

Si vous partagez cet avis, la subvention à allouer serait décomptée de la façon suivante, conformément à vos délibérations des 21 novembre 1905 et 30 janvier 1906 :

Chemin de fer, 3 ^e classe, aller et retour.....	Fr. 40 45
Congrès, 5 journées; voyage, 2 journées, soit 7 journées à 8 francs	56 »
Total.....	Fr. 96 45

Le montant de cette subvention serait prélevé sur le crédit inscrit au budget de l'exercice courant sous le titre : « Dépenses imprévues ».

Lyon, le 18 septembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Le Conseil municipal, sur la proposition de M. ROGNON, rapporteur de la Commission générale, alloue à la Chambre syndicale des ouvriers polisseurs sur métaux et nickelleurs, une subvention de 96 fr. 45.

Allocation d'un secours à M. Pelletier, ancien concierge.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, en raison de son âge avancé, M. Pelletier, concierge de l'école de garçons, chemin des Grandes-Terres, 3, se voit dans l'obligation de cesser ses fonctions et comme il est sans ressources, il sollicite, de l'Administration municipale, l'attribution d'un secours.

M. Pelletier a dix-huit ans de services, pendant lesquels il n'a encouru aucun reproche.

Vu sa situation précaire, je vous propose, Messieurs, de lui allouer un secours annuel et renouvelable de 200 fr.

L'effet de cette décision partirait du 16 septembre courant et le montant de cette allocation serait imputé sur le crédit inscrit au budget pour : « Pensions et secours à la charge de la Ville. »

Lyon, le 16 septembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Au nom de la Commission spéciale, M. ROUSTANG, rapporteur, propose au Conseil d'allouer un secours annuel et renouvelable de 200 francs à M. Pelletier.

Subvention au Groupe lyonnais de l'Association des sous-agents des Postes, Télégraphes et Téléphones, pour l'envoi d'un délégué à un Congrès

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre une demande par laquelle le Groupe lyonnais de l'Association des sous-agents des Postes, Télégraphes et Téléphones sollicite de la Ville une subvention pour l'envoi d'un délégué à un Congrès corporatif qui doit avoir lieu à Paris, les 19, 20 21 et 22 septembre 1907.

Après examen de cette demande, je vous propose, Messieurs, de l'accueillir favorablement.

Si vous partagez cet avis, la subvention à allouer serait décomptée de la façon suivante, conformément à vos délibérations des 21 novembre 1905 et 30 janvier 1906 :

Chemins de fer, 3 ^e classe, aller et retour demi-tarif.....	Fr. 25 50
Congrès, 4 journées; voyage, 2 journées, soit 6 journées à 8 fr.	48 »
Total.....	Fr. 73 50

Le montant de cette subvention serait prélevé sur le crédit inscrit au budget de l'exercice courant sous le titre : « Dépenses imprévues ».

Lyon, le 14 septembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Sur la proposition de M. RENARD, rapporteur de la Commission générale, le Conseil alloue une subvention de 73 fr. 50.

Exposition d'hygiène. — Subvention aux Associations ouvrières.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, l'Exposition d'hygiène qui a eu lieu à Lyon en mai-juin 1907, comportait une *Maison dite ouvrière*, qui a été construite par plusieurs Sociétés coopératives de notre Ville.

Cette maison devait être édifiée pour le prix de 6,000 francs environ. Cette somme devait être en partie fournie par une subvention du Ministère du Travail; on escomptait, d'autre part, une subvention du Comité local des habitations à bon marché. A aucun moment,

la Ville n'a pris, sur ce sujet, d'engagement financier.

Le Ministère du Travail a versé aux associations une subvention de 4,500 fr. M. le Ministre des Finances a personnellement remis une somme de 1,000 fr. Le Comité local des habitations à bon marché n'a répondu, à ce jour, à aucune des demandes qui lui ont été adressées.

D'autre part, le règlement des mémoires, opéré sous la surveillance et la responsabilité de M. l'Architecte Bouilhères, a accusé une dépense totale de 9,997 francs. Les associations ouvrières se trouvent donc de ce fait en déficit d'une somme de 4,497 francs.

Il me paraît profondément regrettable que le budget de cette construction n'ait pas été établi avec plus de précision. Il est fâcheux de laisser croire aux ouvriers qu'on peut leur fournir au prix de 6,000 francs, une maison qui en coûte en réalité 10,000. Des imprudences de ce genre ne peuvent que compliquer le problème déjà si difficile des habitations ouvrières à bon marché. Je ne saurais trop regretter, d'autre part, que le Comité local des habitations à bon marché ait laissé échapper une des rares occasions qui s'offrent à lui de prouver sa vitalité.

Cependant, par égard pour les intérêts ouvriers engagés, et bien que la Ville ne puisse être à aucun degré responsable, je vous prie, Messieurs, de bien vouloir voter en faveur des Associations ouvrières, une subvention de 4,000 francs, sensiblement égale à celle qui leur a été remise par le Ministère du Travail.

Cette somme sera prélevée sur le crédit inscrit au budget de l'exercice courant, pour : « Dépenses imprévues ».

Lyon, le 5 octobre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, il s'agit du vote d'une somme destinée à décharger les Associations qui ont pris part à l'édification de la maison dite « ouvrière », à l'Exposition d'hygiène. Quoique la Ville ne soit pas engagée dans cette affaire, elle seule peut actuellement désintéresser les Associations ouvrières qui ont pris part à ce travail et qui attendent depuis de longs mois le règlement des dépenses qui obèrent considérablement leurs maigres ressources.

Nous vous proposons, Messieurs, d'approuver les conclusions de l'Administration.

Le Rapporteur,
V. FAGOT.

(Ces conclusions sont mises aux voix et adoptées.)

Avis.

La suite du compte rendu sténographique de la séance du 7 octobre 1907, paraîtra dans le *Bulletin municipal officiel* du 20 octobre.

59

ANNEXE

AU

BULLETIN MUNICIPAL OFFICIEL

DE LA VILLE DE LYON

du 20 octobre 1907

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 7 Octobre 1907

PROCÈS-VERBAL

(Suite)

SOMMAIRE

- Question** de M. Falconnier, sur le mode de paiement des secours aux bénéficiaires de l'assistance obligatoire..... 117
- Proposition** de MM. Chat et Baudry, tendant à la suppression des chappelles dans les lycées..... 117
- Question** de M. Jacquet, sur la construction de l'escalier de la rue Ozanam et le déplacement de l'édicule situé sur la place du Perron..... 117
- Question** de M. Barbero, sur la vente des fromages prohibés sur les marchés 118
- Question** de M. Rognon, au sujet du matériel de la Compagnie O.-T.-L. et sur ses services en général 119
- Question** de M. Marro, sur l'autorisation donnée aux cyclistes de circuler sur les quais du Rhône 124

Question de M. Falconnier, sur le mode de paiement des secours aux bénéficiaires de l'assistance obligatoire.

M. FALCONNIER : Messieurs, je renouvelle en séance publique du Conseil la question que j'ai posée à l'Administration municipale, dans la dernière séance de la Commission générale, au sujet de la distribution incomplète des secours dus aux indigents bénéficiaires de l'assistance obligatoire pour le 3^e trimestre de 1907. Ils ont reçu seulement la portion de leur pension afférente aux mois de juillet et d'août, tandis qu'ils auraient dû recevoir également celle du mois de septembre.

M. LE MAIRE : Je profite de l'occasion qui m'est offerte par la question de M. Falconnier, pour donner au public les éclaircissements qu'on m'a demandés sur la façon dont ces paiements de pensions ont été effectués jusqu'ici.

Une première liste d'environ 2.000 assistés, comprenant les anciens titulaires de la pension municipale des vieillards et de la pension départementale des invalides du travail, a été établie le 15 janvier 1907, par le Bureau d'assistance et arrêtée le 4 février dernier par le Conseil municipal; une deuxième liste, d'environ 1.800 assistés, a été dressée ensuite, le 8 mars, par le Bureau

d'assistance et arrêtée par le Conseil, dans sa séance du 25 mars 1907.

Ces deux listes, établies chacune en double exemplaire, ont été transmises à la Préfecture le 15 juin suivant. Vers le 5 juillet, elles m'ont été soumises pour visa et la Mairie les a retournées immédiatement à la Préfecture. Les paiements ont donc pu être effectués fin juillet, par les soins des Mairies d'arrondissement, en ce qui concernait le 1^{er} semestre 1907.

Une troisième liste d'assistés, comprenant 1.200 noms environ, a été établie par le Bureau d'assistance le 13 mai 1907, arrêtée par le Conseil municipal le 24 juin, puis transmise à la Préfecture le 22 juillet suivant.

En septembre, la Préfecture s'est occupée de faire payer les arrérages dus, c'est-à-dire les mois de juillet et d'août, pour les assistés inscrits sur les deux premières listes et les mois d'avril, mai, juin, juillet et août pour ceux qui figuraient sur la troisième liste. Elle m'a transmis fin septembre les états de paiement pour être soumis au visa; mais à ce moment, le mois de septembre n'était pas échu et il était impossible de le faire payer aux intéressés.

Un nouvel état de paiement comprenant seulement le mois de septembre, pour tous les assistés actuellement inscrits, m'a été soumis pour visa, dans les premiers jours d'octobre et a été transmis de suite à la Préfecture pour effectuer les paiements. A l'heure actuelle, les bons sont en cours d'établissement.

En résumé, pour répondre à la question posée par M. Falconnier, ce qui a fait que la mensualité de septembre n'a pas été payée avec les autres, c'est que l'état de paiement a été établi à un moment où le mois de septembre n'était pas encore échu.

C'est la seule cause du retard signalé.

M. FALCONNIER : Je vous remercie de vos explications, Monsieur le Maire.

Proposition de MM. Chat et Baudry, tendant à la suppression des chappelles dans les Lycées.

M. CHAT : Messieurs, notre collègue M. Baudry a fait, il y a un instant, une proposition qui n'a pas été mise aux voix. Permettez-moi de la renouveler en son nom et au mien sous la forme du vœu suivant :

Le Conseil municipal de Lyon

Invite le Gouvernement à supprimer tout service d'un culte quelconque dans les Lycées et Collèges de l'Etat.

M. LE MAIRE : Je mets aux voix le vœu présenté par MM. Baudry et Chat.

(Le Conseil adopte.)

Question de M. Jacquet, sur la construction de l'escalier de la rue Ozanam et le déplacement de l'édicule situé sur la place du Perron.

M. JACQUET : Monsieur le Maire, je désirerais vous poser une question sur l'exécution des travaux de construction de l'escalier de la rue Ozanam, qui devraient être terminés à l'heure actuelle et qui ne sont pas même commencés.

Lorsque j'ai rapporté le dossier qui les concernait en séance publique, le 25 mars dernier, j'ai pu constater que des engagements formels avaient été pris par l'entrepreneur chargé de la construction.

Aux termes de ces engagements, l'escalier devait être terminé fin juin; comment se fait-il que ce délai soit expiré depuis trois mois et que rien ne soit encore commencé? Le public se plaint avec juste raison, et la lenteur apportée dans l'exécution des travaux d'architecture et particulièrement de voirie, paraît lui donner raison.

Comment l'Administration a-t-elle pu tolérer un pareil retard? Comment donner maintenant, à l'entrée de l'hiver, satisfaction aux habitants? Car, vous le savez, c'est pendant la mauvaise saison que cet escalier est appelé à rendre les plus grands services.

Voilà, Monsieur le Maire sur quels points je voudrais être éclairé.

M. LE MAIRE : Monsieur Jacquet, voici les renseignements que vous désirez.

La soumission de M. Clet a été approuvée par décret de M. le Président de la République, à la date du 26 juin 1907. Nous avons pris tout de suite les mesures nécessaires et transmis des instructions à cet entrepreneur, en vue de la construction de l'escalier en question. Malheureusement il résulte des renseignements fournis par le service de la Voirie que M. Clet a souffert de retards apportés dans la livraison des pierres de taille et des fers. Nous avons attendu les matériaux de huit jours en huit jours, sans les recevoir; nous aurions évidemment pu faire un procès, soulever de grosses difficultés, mais nous ne l'avons pas jugé à propos.

A l'heure actuelle, tous les matériaux sont arrivés et le service de la Voirie m'a informé le 4 octobre, que les travaux de pose allaient commencer.

Voilà les renseignements qui m'ont été fournis.

M. JACQUET : Et l'on ne fixe aucun délai pour l'achèvement des travaux?

M. LE MAIRE : On m'assure que tout sera fini en novembre.

M. JACQUET : Si on met autant de temps à les exécuter qu'à les préparer, ces travaux ne sont pas encore terminés!

M. LE MAIRE : Ce n'est pas de notre faute, car nous avons fait tout ce qu'il nous était possible de faire. Lorsque les entrepreneurs souffrent de retards de la part de leurs fournisseurs que voulez-vous que nous y fassions?

M. JACQUET : J'avais, Monsieur le Maire, une autre question à vous poser, qui ne figure pas à l'ordre du jour.

Il s'agit du déplacement de l'édicule situé sur la place du Perron, déplacement promis depuis longtemps aux habitants du quartier. Or, ces jours derniers, j'ai fait une constatation curieuse. On a fait en cet endroit des canalisations pour une borne-fontaine, on a dépavé la chaussée, creusé des tranchées, puis on a remis le tout en ordre. Dans quelques jours, on va recommencer en pure perte les mêmes travaux pour le déplacement de l'édicule. C'est là du temps perdu et de l'argent jeté à la rue ! Pourquoi la Voirie n'a-t-elle pas fait faire tous ces travaux en une seule fois ? Elle aurait ainsi gagné du temps et évité des frais inutiles.

M. LE MAIRE : Voici ce qui s'est passé. Le déplacement de l'édicule auquel vous faites allusion fait partie d'un projet général qui va vous être soumis bientôt. Ce projet, avant de vous arriver, doit recevoir différentes approbations et notamment celle du service de la Navigation.....

M. JACQUET : Comment cela ?

M. LE MAIRE : Oui, nous devons, pour tous les travaux exécutés sur les quais, consulter le service de la Navigation.

Dès que le projet, au sujet duquel j'ai déjà donné des renseignements au Conseil, me fera retour, avec l'avis du service de la Navigation, je vous le soumettrai. Ce n'est que lorsque vous aurez statué sur l'ensemble que le service de la Voirie aura le droit de procéder aux travaux.

M. JACQUET : Je vous remercie, Monsieur le Maire, de ces renseignements.

Question de M. Barbero, sur la vente des fromages prohibés sur les marchés.

M. BARBERO : Messieurs, j'ai l'honneur d'être, auprès de vous, l'interprète du Syndicat des marchands de fromages, qui m'a soumis ses doléances, et qui se plaint amèrement que l'exécution des arrêtés municipaux de 1878 et 1903 ne soit ni observée, ni surtout surveillée par le service d'Inspection des marchés.

Ce Syndicat demande, et cela n'est pas une faveur, que les arrêtés et règlements qui régissent les marchés découverts au sujet de la vente des fromages sur leur emplacement, soient respectés par le service de l'Inspection.

Les fromages venant de la région et fabriqués par le propriétaire qui les apporte lui-même sur le marché ont été tolérés.

Les fromages industriels fabriqués en grand, en ont toujours été exclus.

Déjà le règlement de 1878 avait été modifié en 1903 par M. le docteur Augagneur, Maire, par une mesure de grande bienveillance en faveur des marchands vendant sur les marchés découverts.

Le nouveau règlement porte un préjudice considérable aux commerçants en boutiques, si éprouvés déjà par la concurrence des grands magasins et par l'accroissement continu de l'impôt. Or, malgré la tolérance qu'il comporte, une concurrence déloyale est faite journellement sur les marchés découverts aux marchands en boutiques par les vendeurs de fromages, qui ne craignent en aucune façon d'enfreindre les règlements.

Conformément à l'arrêté de 1903, il est interdit de vendre sur les marchés découverts : le Gruyère, le Roquefort, le Gex, le Brie et tous les fromages similaires.

Pour le Gruyère et le Roquefort appelé aussi Petit bleu, la vente se fait à peu près clandestinement, mais une surveillance tant soit peu active ne tarderait pas à faire trouver cette marchandise dans des paniers placés à côté ou au-dessous de l'étalage.

Quant au fromage de Brie, petit format, appelé aussi Coulommiers, la vente s'en fait ouvertement ; on croirait, à voir le sans-gêne avec lequel on l'expose, que sa vente est autorisée.

Il se vend également sur les marchés découverts des fromages Munster et Lorraine, appelés fromages de boîtes, et qui sont interdits également.

Voilà au point de vue du droit. Au point de vue hygiénique, la question est plus qu'importante.

Les fromages sont les marchandises qui absorbent le plus de matières dangereuses, parce qu'ils ne peuvent être ni cuits, ni lavés, pour la consommation.

Les allées et venues de ces marchandises qui ne se vendent, du reste, pas complètement à tous les marchés, font qu'elles absorbent les poussières à l'aller et au retour aussi bien que sur les marchés eux-mêmes où les jours de vent sont si fréquents ; les marchands dont je parle ne sont pas, en effet, tenus de prendre les précautions qui sont imposées aux boutiquiers : cloches, gazes, etc.

Par suite, le fromage, venant des marchés découverts, peut être nuisible et dangereux pour la santé publique, car il ne peut être lavé comme les légumes, les fruits, et, donné aux enfants, il n'est raclé qu'imparfaitement ou même pas du tout.

En conséquence, j'ai l'honneur d'insister auprès de l'Administration, dont la sollicitude pour les intérêts du petit commerce est bien connue, et qui est, en même temps, si soucieuse de l'hygiène en général, pour qu'elle veuille bien donner des ordres à MM. les Inspecteurs des marchés, afin que les arrêtés et règlements de 1878 et 1903 soient respectés. Ci-joint la liste des fromages autorisés et de ceux interdits sur les marchés :

Fromages autorisés : Mont-d'Or, Romans, Saint-Marcellin véritable, Saint-Marcellin imitation, Rougerets, fromage blanc dit caillé.

Fromages interdits : Brie ou Coulommiers, Gruyère, Roquefort et imitation, Lorraine et Munster (dits fromages de

boîtes), Gex, Gorgonzola, Camemberts, et tous fromages en boîtes. Les fromages similaires au Brie sont les Coulommiers, l'imitation Brie, l'Alpin, le Montalieu, le Rebrochon, le Saint-Remy, les Lorraine et Munster, dits « boîtes ».

M. LE MAIRE : La question est en effet la suivante :

L'arrêté réglementaire du 27 mai 1878 n'autorisait la vente, sur les marchés découverts, que des seuls fromages dits « de campagne ». L'article 18 de cet arrêté, établissait, ainsi qu'il suit, la liste des dits fromages :

Fromage blanc (dit caillé), Mont-d'Or, Rougerets de Maçon, Saint-Marcellin, Camemberts imités, fromages forts.

En 1903, lorsque la Ville décida de régir elle-même ses marchés, un nouveau tarif et une nouvelle réglementation intervinrent.

En ce qui concerne la vente des fromages, cette réglementation fut beaucoup plus large que la précédente. L'Administration municipale au lieu d'établir une liste limitative des catégories de fromages dont la vente était autorisée, énuméra, au contraire, les fromages dont la vente était interdite.

Cette exclusion porta sur les catégories suivantes de fromages : Gruyère, Gex, Roquefort, Brie et similaires.

Mais la difficulté consiste dans l'interprétation du mot « similaires ». Quels sont les fromages qui doivent être considérés comme étant similaires des fromages de Gruyère ou de Brie ? Comme le disait, d'ailleurs, M. Barbero, il y a un instant, la question se pose aussi pour le fromage dit « petit bleu » ; mais si j'ai bien compris sa question, le Syndicat des marchands de fromages demande seulement, pour l'instant, l'application des règlements existants. Or, j'ai donné satisfaction aujourd'hui même en invitant, par lettre, le chef du service de la surveillance des marchés découverts à appliquer, à la lettre, l'arrêté municipal de 1903. Les marchands en boutique peuvent donc, dès maintenant, avoir l'assurance que cet arrêté sera appliqué dans toute sa rigueur. Je regrette seulement que l'expression « et similaires » rende difficile l'interprétation de son article 18.

M. BARBERO : Vous voudrez bien noter que je tiens les renseignements que je vous ai donnés du Syndicat des marchands de fromage en boutique.

M. LE MAIRE : J'ai invité les membres de ce Syndicat à venir conférer avec les employés du service municipal chargé d'appliquer les règlements et à leur dire quels fromages devaient être, à leur avis, interdits ou tolérés. C'est une question qui ne peut être résolue que par l'entente du service et des représentants des intéressés. Je me déclare, quant à moi, tout à fait incompétent en cette matière et je serais très désireux que l'entente puisse se faire.

M. RENARD : Mais, Monsieur le Maire, pourquoi ne tolère-t-on pas tous les fromages sur les marchés ?

M. LE MAIRE : Pour empêcher la concurrence excessive que font les marchands forains aux commerçants en boutique, tout simplement !

M. RENARD : Il y a donc des fromages bourgeois et des fromages démocratiques ? (*Rires.*)

M. LE MAIRE : C'est une question très grave, Messieurs, et dont il ne faut pas rire, que la lutte des marchands forains et des marchands en boutique.

Les commerçants en boutique disent, avec beaucoup de raison : « Alors que nous nous imposons des frais considérables, que nous payons une patente, que nous avons de grosses dépenses d'éclairage, de chauffage, de personnel, que nous subissons des lois comme celle sur le repos hebdomadaire et que vous nous appliquez très strictement les règlements d'hygiène, les forains, qui n'ont pas à supporter ces charges, nous font une concurrence désastreuse. Nous serons tués par eux, nous n'avons plus qu'à disparaître si vous nous exposez, non seulement à la concurrence des marchands suburbains, concurrence qui est une des plus redoutables conséquences de la suppression de l'Octroi, mais aussi à celle des marchands forains, en autorisant la vente sur les marchés de tous les fromages, quels qu'ils soient. »

M. RENARD : Je crois que ceci est un peu exagéré !

M. LE MAIRE : Moins que vous ne le croyez, mon cher collègue !

D'autre part, une importante question d'hygiène se pose. Il nous est impossible d'imposer les règlements d'hygiène aux marchands en boutique, si nous autorisons les forains à établir des étalages en plein air où leurs marchandises sont en contact constant avec les poussières de la rue.

M. RENARD : Les commerçants doivent couvrir leurs marchandises de gaze !

M. LE MAIRE : C'est vrai, mais cette question-là est encore très délicate. Je l'ai étudiée et, tout d'abord, j'ai cru pendant un temps, que ce serait protéger réellement la santé publique que d'imposer aux commerçants l'emploi de la gaze pour couvrir les marchandises qu'ils exposent en devanture ou sur des étalages extérieurs. J'avais été, comme vous avez dû l'être vous-même, choqué par la vue des devantures de certains magasins notamment de celui qui appartient à la Société moderne d'alimentation et qui est situé à l'angle de la rue de la République et de la rue Grenette.

J'ai donné des instructions à nos inspecteurs pour que la gaze soit imposée à tous les commerçants, et en particulier à ceux qui ont des viandes, des comestibles en devanture. Mais, à l'expérience, on a reconnu que cette mesure présentait dans certains cas plus d'inconvénients que d'avantages ; il arrive ceci, en effet, que les corps étrangers se fixent sur la gaze, et que celle-ci devient un véritable réceptacle de poussières où les mouches s'abattent par légions ; en

outre, si cette gaze couvre de la viande, le sang s'y attache et s'y corrompt ; or comme nous ne pouvons pas avoir un service de surveillance suffisant pour assurer le renouvellement constant de cette gaze, celle-ci devient une cause d'infection au lieu d'être une cause de protection.

Voilà pourquoi nous avons dû renoncer à ce système.

Je le répète, nous ne pouvons pas tolérer qu'il soit fait au commerce en boutique une concurrence sur les marchandises dites de luxe ; parce que dans ces conditions, il ne pourrait plus vivre. Je ne suis pas partisan de la disparition des marchés forains, mais à la condition qu'on établisse l'équilibre entre les intérêts et les droits respectifs du commerce en boutique et du commerce de la rue.

M. RENARD : Il faudrait essayer de mettre d'accord les commerçants en boutique et les marchands forains, car si M. Barbero a reçu des plaintes des premiers, moi, j'en ai reçu des seconds. Il en sera toujours ainsi tant que la confusion sera possible entre ces deux genres de commerce.

M. LE MAIRE : Dites-vous bien, mon cher collègue, que le problème est aussi insoluble que celui de la quadrature du cercle ou du mouvement perpétuel. Il est très naturel de désirer la mort du prochain quand sa concurrence gêne. Aussi, sommes-nous obligés à faire de véritables tours de force et nous exposons-nous au mécontentement des uns et des autres pour tenir la balance égale entre ces deux catégories de commerçants.

Le conflit que nous sommes appelés à régler aujourd'hui et qui fait l'objet de la question posée par M. Barbero, n'est qu'un cas particulier dans leur lutte constante.

M. ARNAUD : Je rappelle une observation que j'avais faite, à savoir que l'on défend la vente, sur les marchés découverts, de certains fromages dits de luxe, tandis qu'on la tolère dans la rue, aux marchands des quatre-saisons.

M. LE MAIRE : Je croyais m'être suffisamment expliqué sur cette question. Vous m'avez demandé, Messieurs, de protéger le commerce en boutique contre le commerce des marchands forains, il n'y a pas d'autre façon de procéder que celle que je viens de vous exposer.

On a décidé, lorsqu'on a établi les marchés forains, qu'ils devaient mettre à la disposition des clients des marchandises de bonne qualité, mais on n'a pas parlé des marchandises de luxe, dont la vente doit être réservée au commerce en boutique.

L'arrêté de mon prédécesseur est très sage ; il a voulu établir une ligne de démarcation entre le commerce en boutique et l'autre, mais il n'a pu définir tous les genres de fromages dont la vente est interdite sur les marchés forains.

M. ARNAUD : Je signale à l'Administration que les marchands qui vont être

frappés par les mesures demandées par notre collègue M. Barbero, sont ceux qui vendent sur nos marchés et qui payent un droit de vente relativement élevé.

Les marchands protestent avec raison contre les revendeurs des quatre-saisons qui ne paient, en tout et pour tout, que 12 francs par an et qui ont le droit de colporter dans les rues des qualités de fromages dont on leur interdit, à eux, la vente.

M. LE MAIRE : Cela ne fait que compliquer le problème. Il est bien entendu, selon moi, que tous les fromages interdits sur les marchés, devront l'être sur les voitures des marchands des quatre saisons. Quand je parle du commerce de la rue, je parle aussi bien des marchands des quatre saisons que des commerçants des marchés découverts.

M. ARNAUD : Il n'en est pas ainsi actuellement !

M. LE MAIRE : Le rôle des agents de police devient de plus en plus compliqué, il faut le reconnaître. Ils doivent savoir quels sont les fromages défendus et ceux qui sont autorisés. Vous comprenez qu'ils sont un peu excusables s'ils ne parviennent pas à faire respecter scrupuleusement sur ce point, les arrêtés qui existent.

Question de M. Rognon, au sujet du matériel de la Compagnie O.-T.-L. et sur ses services en général.

M. ROGNON : Au cours de la séance du 24 juin 1907, mon collègue, M. Hoffherr, et moi, avions posé à l'Administration deux questions. La première avait trait à la suppression, à partir de 7 heures du soir, des buffalos sur la ligne « Gare de Vaise-Villeurbanne » ; la deuxième portait sur l'existence des gouttières qui se produisent les jours de pluie dans les tramways.

Vous avez bien voulu, Monsieur le Maire, m'adresser la réponse de la Compagnie O.-T.-L., dans laquelle elle explique que :

Si elle a supprimé les voitures remorquées pour les départs qui s'effectuent après 7 heures du soir, du terminus de Villeurbanne, c'est qu'à partir de cette heure le nombre des voyageurs diminue considérablement dans le sens « Villeurbanne-Vaise ». Le mouvement des voyageurs se produit à ce moment dans la direction « Vaise-Villeurbanne » et les voitures de remorque ont été maintenues dans ce sens jusqu'au départ de 7 h. 52 de la gare de Vaise.

Quant à l'existence des gouttières les jours de pluie, la Compagnie O.-T.-L. l'explique de la façon suivante :

Les voitures de tramway sont soumises à des vibrations continuelles et les toiles gonflées qui constituent leur couverture se plissent parfois, surtout après une longue période de chaleur, en laissant une ouverture invisible à l'endroit de leur recouvrement. Si un orage violent se produit, un peu d'eau pénètre sous le toit et donne lieu à une gouttière. Nos agents ont l'ordre de

signaler immédiatement les gouttières qui se révèlent au moment d'une pluie, et le dépôt change les toiles insuffisantes.

Ce n'est pas la première fois, Messieurs, que des interpellations ont lieu au Conseil municipal sur les agissements de la Compagnie, et chaque fois cette dernière fait des réponses analogues à celles dont je viens de vous donner lecture. Pour mon compte personnel, je considère que c'est se moquer du public lyonnais ou tout au moins de ses représentants que de nous donner des raisons semblables.

La véritable cause de l'existence de ces gouttières ne s'explique pas seulement par l'effet de la chaleur, il faut en faire remonter la cause à ce que la surveillance des voitures, qui devrait être faite par les employés de la Compagnie, est insuffisante, parce que ces employés sont en nombre trop restreint. Cette surveillance n'est pas efficace parce que la Compagnie se désintéresse du bien-être des voyageurs. Elle tient à transporter beaucoup de gens, mais elle ne se préoccupe pas le moins du monde de les transporter convenablement; elle ne cherche pas à satisfaire le public et, quand nous faisons entendre des protestations, elle nous donne des explications qui sont à côté de la question.

Il y a encore autre chose. Chaque tramway est muni de sablières qui devraient fonctionner d'une manière satisfaisante; nous avons pu constater, par nous-même et par les nombreuses plaintes contenues dans le journal *Le Tramway*, organe des employés de la Compagnie O.-T.-L., que ces sablières ne fonctionnent pas. Quand on veut les faire fonctionner, on s'aperçoit que le sable qu'elles contiennent ne coule pas sur la voie ou qu'elles ne contiennent pas de sable du tout.

Les freins électriques, d'autre part, ne fonctionnent pas; ils sont cependant de toute utilité! Lorsqu'on a substitué la traction électrique à la traction animale, on a reconnu qu'il était indispensable que toutes les voitures fussent munies de freins électriques. Aujourd'hui, ces freins ne fonctionnent pas du tout et lorsqu'un accident se produit sur la voie, il y a longtemps que la personne qui en est victime a passé sous les rails lorsque le wattman peut arriver à arrêter sa voiture. Il est cependant rendu personnellement responsable de l'accident.

Eh bien, Messieurs, il y a d'autres responsabilités que celles des employés; il y a la responsabilité de la direction de la Compagnie des Tramways, qui ne tient aucun compte des protestations du public, de celles de ses employés et de celles du Conseil municipal.

Il faut encore signaler un autre point à propos duquel la Compagnie en prend à son aise avec le public et avec la Ville.

Dans une dernière séance, un de nos collègues a signalé que la Compagnie profitait de la bonne volonté de la Ville pour utiliser la voie publique comme entrepôt pour ses voitures. Elle fait mieux encore, car sur la ligne « Gare de Vaise-

Villeurbanne », tous les soirs, on fait la manœuvre des buffalos avec des voyageurs dedans. C'est agir au mépris de la sécurité la plus élémentaire des voyageurs. Il me semble, Messieurs, que si l'on veut éviter des frais de personnel, on doit aussi prévenir les accidents et en la circonstance la Compagnie O.-T.-L. pourrait bien éviter de faire manœuvrer des voitures au moment où elles sont remplies de voyageurs. J'ai été très étonné l'autre soir en constatant ce fait et, pendant un moment, je me suis demandé à quel exercice se livrait la Compagnie avec ses voyageurs; il est infiniment regrettable que l'on ne puisse pas faire intervenir le service du Contrôle pour l'obliger à se montrer moins sans-gêne envers le public lyonnais, c'est à croire qu'il y a complicité entre la Compagnie et ce service.

L'Administration municipale est en dehors de la question, puisqu'elle n'a aucune autorité vis-à-vis du service du Contrôle et qu'elle ne peut, par conséquent, faire respecter les engagements qu'a pris la Compagnie O.-T.-L. envers le public.

M. LE MAIRE : Je vous remercie de votre loyauté, Monsieur Rognon.

M. ROGNON : Mais il faut bien cependant faire entendre les plaintes qui s'élèvent de toutes parts contre les agissements de la Compagnie qui semble être soutenue par les agents du Contrôle.

Lorsque nous avons interpellé à propos de l'établissement de la ligne « Gare de Vaise-Villeurbanne », nous avons demandé à la Compagnie qu'elle voulût bien accorder au public la faveur de la correspondance gratuite sur toutes les lignes à voie étroite.

C'était même une condition qu'on lui imposait.

Actuellement, on se trouve en présence d'une situation très bizarre : sur la ligne à voie étroite de Cusset, par exemple, on délivre des correspondances pour la ligne du Parc; mais sur d'autres, comme celle de la rue Moncey, on ne donne pas de correspondances. Je vais même plus loin, je dis que lorsque nous avons autorisé la création du tramway « Place du Pont - Gare basse du funiculaire de la rue Terme », nous avons demandé à la Compagnie O.-T.-L. de donner aux voyageurs de la ligne « Cordeliers-Monplaisir-la-Plaine » la correspondance gratuite avec le tramway « Gare de Vaise-Villeurbanne » et réciproquement. Eh bien, Messieurs, il n'en est rien. Je vous citerai un fait dont j'ai été témoin, il y a quelques jours : Une personne qui se trouvait dans le tramway de Monplaisir aux Cordeliers avait demandé une correspondance; lorsqu'elle est montée dans le tramway « Gare de Vaise-Villeurbanne », elle a été obligée de payer une seconde fois sa place, le conducteur lui ayant déclaré que son ticket de correspondance ne valait rien, alors qu'il était parfaitement réglementaire en ce qui concerne l'heure.

Les faits de ce genre sont très fréquents. Cela tient un peu à ce que la

Compagnie occupe trop d'employés auxiliaires qui, forcément, ne sont pas assez au courant de leur service. C'est profondément regrettable pour les voyageurs.

J'ai autre chose encore à signaler. Mes collègues ont pu voir comme moi — et sur ce point encore je fais appel à la surveillance que devrait exercer le service du Contrôle — que la Compagnie ne tient aucun compte de l'indication du nombre de voyageurs à admettre sur chaque voiture. Vers 6 ou 7 heures du soir, les tramways qui partent de Bellecour pour aller à Vénissieux, Montchat, Monplaisir, Villeurbanne ou le Bon-Coin, sont absolument bondés; on y tolère des voyageurs jusque sur le marchepied. Il pourrait se produire un tamponnement ou des gens pourraient tomber et nous aurions des accidents à déplorer. Nous avons le devoir de protester contre cette habitude fâcheuse d'entasser les voyageurs. La Compagnie, qui devrait avoir le souci de donner toute satisfaction au public, car, en somme, c'est le public qui fait ses recettes — et je ne crois pas qu'elles soient en décroissance, elles vont chaque jour en augmentant — ne fait absolument rien pour la commodité des voyageurs. Au contraire, à certaines heures, on accepte, dans les voitures, un nombre de voyageurs bien supérieur au chiffre réglementaire.

Lorsqu'une personne monte en première classe, elle escompte pouvoir être tranquille pendant le trajet qu'elle a à effectuer. Eh bien non, la porte de communication reste ouverte et bon nombre de voyageurs qui n'ont pu se placer en deuxième classe, pénètrent dans la partie du tramway réservée pour la première classe, où ils restent debout. Je constate qu'on fait même payer le tarif de la première classe à ceux qui ne peuvent s'asseoir, faute de place. C'est là une anomalie criante contre laquelle nous devons protester énergiquement.

Au sujet de l'état de propreté du matériel roulant, on pourrait faire encore des observations sérieuses. C'est presque de l'histoire ancienne, mais il est nécessaire de le répéter, j'ai constaté moi-même que certaines voitures étaient dans un état déplorable et pouvaient être une cause d'accident pour les voyageurs. Dernièrement, me trouvant sur une voiture remorque dite « buffalo », j'ai remarqué que la porte de la plateforme avant ne se tenait pas fermée. A chaque instant, cette porte s'ouvrait; le conducteur a essayé de la fixer, sans pouvoir y arriver, si bien qu'un voyageur se trouvant sur la plateforme aurait pu être projeté entre la voiture motrice et la remorque.

Les glaces, les coussins sont dans un état de malpropreté dont on ne se fait pas idée. Pourquoi? Parce que la Compagnie veut faire des économies sur son personnel et qu'elle n'emploie pas le nombre d'hommes qui serait nécessaire pour assurer le nettoyage de ses voitures. Ainsi, il n'y a que deux hommes au dépôt des Culattes pour nettoyer les tramways de la rue de Marseille, c'est-à-dire des lignes de Monplaisir et du

Parc. Aux dépôts des Charpennes et de la rue d'Alsace, le personnel est tout aussi insuffisant. C'est là qu'il faut chercher la cause de la malpropreté des voitures.

Il y a aussi quelque chose qui mériterait de retenir l'attention du Conseil municipal. Comment se fait-il que la Compagnie O.-T.-L. n'ait pas cru devoir encore étudier un nouveau système de chasse-corps ? Je sais bien qu'on a essayé sur une voiture un chasse-corps nouveau, et tout dernièrement je voyais quelqu'un de la Compagnie qui me disait : « Nous n'avons pas encore pu constater la façon dont se comporte cet appareil, puisque nous n'avons eu aucun accident à constater. Tant que nous n'aurons pas fait une expérience concluante, nous ne pourrions pas adopter définitivement le nouveau chasse-corps. » Dans l'intérêt du public, nous devons demander au service du Contrôle de faire le nécessaire pour obliger la Compagnie à munir ses voitures de chasse-corps qui préviendront les accidents et en éviteront une certaine quantité. Avec le système actuel, lorsqu'un malheureux est renversé par un tramway, il est d'abord repoussé par le chasse-corps, puis il est ressaisi deux secondes après et finalement écrasé, de sorte que le chasse-corps actuel, avec la façon dont il est placé, a pour résultat de maintenir sous le tramway le corps de la personne tombée plutôt que de le rejeter en dehors de la voie.

Des critiques peuvent également être adressées à la Compagnie, tant au sujet des horaires, qu'elle ne respecte pas, que pour l'application de la loi sur le repos hebdomadaire, qu'elle n'observe pas d'avantage. La Compagnie agit, à l'égard de son personnel, d'une façon toute particulière : lorsqu'un homme est malade, on lui compte ses jours de repos, mais la Compagnie ne le remplace pas. Autant de journées de maladie, autant de repos et autant d'indemnités en moins.

Enfin, la Compagnie respecte-t-elle son cahier des charges et les engagements qu'elle a contractés vis-à-vis de la Ville ? A cela je réponds : non. Je sais bien que la Compagnie dit très haut qu'elle rend de grands services au public, mais ce n'est pas une raison pour faire payer aux voyageurs 0 fr. 15, quand elle n'a pas le droit d'exiger plus de 0 fr. 10 dans la traversée de Lyon. Il s'agit, dans l'espèce, de la ligne de Décines ; la Compagnie donne pour prétexte de sa façon d'agir, que pour ce tracé elle facilite les voyageurs qui ont le parcours entier à faire. La Compagnie se borne donc à placer sur le côté de la voiture une petite pancarte indiquant que la voiture est à destination de Décines ; mais souvent le voyageur pressé monte en tramway sans voir cette plaque indicatrice et il est tout surpris de se voir réclamer en 2^e classe 0 fr. 15, alors que le cahier des charges fixe à 0 fr. 10 le prix du trajet de Bellecour au Bon-Coin. Naturellement, l'employé est obligé d'accomplir les fonctions qui lui sont confiées, mais le public n'est pas content et j'ai entendu

moi-même, plusieurs fois, des réclamations à ce sujet.

Maintenant, je ne crois pas que les diverses protestations que je viens de faire entendre à nouveau aient un grand effet auprès de la Compagnie, car je sais d'avance qu'elle se moque de toutes les observations et de toutes les critiques que nous pouvons formuler. La Compagnie O.-T.-L. semble être un obstacle insurmontable, un colosse indémontable, parce qu'elle se sent soutenue par le service du Contrôle. Je sais donc d'avance qu'il ne nous sera pas possible d'obtenir grand chose en fait d'améliorations, et que demain les voitures ne seront ni plus propres ni plus commodes, car la Compagnie O.-T.-L. est toujours soutenue par le service du Contrôle.

En face du cimetière de la Guillotière, la Compagnie met en dépôt un certain nombre de buffalos. Il y a quelques jours, une de ces voitures se mit en marche spontanément sur la pente que forme la voie dans la direction du chemin de fer. Le conducteur put heureusement sauter à temps sur la voiture, en serrer les freins et éviter ainsi un accident.

Si je cite au Conseil des faits de ce genre, c'est pour démontrer à la fois que la Compagnie O.-T.-L. en prend vraiment à son aise et que le service du Contrôle lui permet bien des choses. C'est pourquoi je désirerais que l'examen du cahier des charges de la Compagnie O.-T.-L. fût renvoyé à la prochaine séance. Nous aurions peut-être alors à revenir sur certains points litigieux, notamment ceux sur lesquels la Compagnie dépasse les limites de son contrat.

Je voudrais, en outre, que l'Administration municipale, de son côté, prit des dispositions pour examiner de nouveau, de concert avec une Commission composée d'administrateurs de la Compagnie et de représentants du Syndicat du personnel, les conditions dans lesquelles la Compagnie exploite actuellement son réseau.

M. FORET : Je voudrais ajouter aux observations présentées par M. Rognon, quelques mots au sujet des horaires.

A certaines heures de la journée, sur diverses lignes, la Compagnie a établi des départs à deux minutes d'intervalle, laissant ensuite la ligne complètement libre pendant quarante minutes.

C'est ainsi que cela se passe sur la ligne « Archevêché-Monplaisir » ; les départs qui ont lieu de deux en deux minutes cessent à partir de 11 h. 20 du soir, pour ne reprendre qu'à minuit. Je suis sûr que si la Compagnie agit ainsi c'est qu'elle y trouve un bénéfice, car si elle créait un départ entre 11 h. 20 et minuit 1, elle serait obligée d'allonger la journée de deux employés et d'avoir par suite un personnel plus nombreux. La Compagnie, à mon avis, comprend mal ses intérêts, car il y a suffisamment de voyageurs, à ce moment de la journée, pour garnir une voiture ; mais, comme elle se moque totalement du public, elle préfère employer le moyen qui consiste à faire circuler ses voitures après mi-

nuit, afin de faire payer aux voyageurs double tarif. Ce sont là ses agissements les plus familiers.

M. ARNAUD : Parmi les réclamations formulées par le personnel de la Compagnie O.-T.-L., dans sa circulaire du 15 mai dernier, une me paraît avoir une importance capitale. Elle a trait à l'insuffisance du délai accordé par la Compagnie à son personnel pour effectuer les différents trajets, ce qui a pour conséquence — comme le disent, d'ailleurs, les plaignants, — d'obliger le personnel à précipiter le public d'une façon parfois désobligeante. Vous savez tous, Messieurs, que trop fréquemment, des vieillards, des femmes, des enfants, des personnes impotentes sont précipitées sur la chaussée au moment où elles montent en tramway, par suite de la brusque mise en marche de la voiture ; le conducteur, poussé par la nécessité d'arriver à l'heure, se garde bien de jeter un regard en arrière pour voir si un voyageur n'est pas prêt à monter sur sa voiture ; il tire la sonnette, le tramway part et l'accident se produit.

Le public, la plupart du temps, incrimine l'employé qui n'est pas toujours responsable, car il n'a pas le temps d'être plus complaisant et plus prudent. Les seuls responsables sont ceux qui ont fait les horaires.

Cet état de choses ne saurait durer plus longtemps, car les accidents que je signale sont vraiment trop nombreux ; quelques-uns sont signalés sur les journaux, d'autres passent inaperçus, mais les nombreuses plaintes que nous avons reçues sont là pour appuyer mon dire.

Je prie M. le Maire de bien vouloir faire tous ses efforts pour remédier à cette situation, car il n'est pas admissible que pour la commodité et l'intérêt de la Compagnie O.-T.-L., le public lyonnais ne trouve pas, dans l'usage de nos lignes de tramways, toute la sécurité à laquelle il a droit.

M. THÉVENON : Pour faire suite aux observations présentées par M. Arnaud, je voudrais vous signaler, Messieurs, une autre cause d'accidents. Les voitures, dans certains croisements, ne sont pas suffisamment éloignées l'une de l'autre pour permettre à un voyageur descendant de l'une d'elles d'éviter l'autre. Un père de famille a été écrasé dans ces conditions, à l'angle de la rue Dauphine, sur la ligne « Perrache-Saint-Clair ». Si la Compagnie obligeait chaque conducteur à stationner, dans ces croisements, à une distance suffisante de la voiture qui vient en sens inverse et qui doit stationner au même arrêt, je crois que les voyageurs pourraient sans danger descendre des voitures.

Je vous demande, Monsieur le Maire, de vouloir bien faire votre possible pour que pareilles choses ne se reproduisent pas.

M. LE MAIRE : J'ai constaté, en effet, très souvent, près de chez moi, à la tête du pont Saint-Clair, qu'un voyageur descendant d'un tramway pouvait très bien être pris en écharpe par le tramway venant en sens inverse.

M. TIXIER : Messieurs, permettez-moi de profiter de l'occasion qui m'est offerte pour vous faire part des desiderata des habitants de la route de Vienne.

Pour abrégé encore le temps accordé par elle à son personnel pour accomplir le trajet, la Compagnie O.-T.-L. a éprouvé le besoin de supprimer certains arrêts. Il y avait autrefois, au passage à niveau, un arrêt forcé dans les deux sens. On a d'abord commencé par supprimer cet arrêt, lors de la suppression des passages à niveau; puis, sur l'intervention d'une personne très puissante, sans doute, on l'a reporté à un autre endroit; on a supprimé l'arrêt du chemin de la Croix-Barret et on l'a reporté à l'entrée du chemin de Vénissieux. Il est bien entendu que les habitants du chemin de Vénissieux ont intérêt à ce qu'il y existe un arrêt au commencement de ce chemin, c'est-à-dire immédiatement après le pont, mais il est évident que les habitants du chemin de la Croix-Barret ont un égal besoin de l'arrêt qui a été supprimé près de chez eux. Il est tout naturel de donner satisfaction à ces deux réclamations, puisque précédemment l'existence du passage à niveau rendait indispensable un arrêt à l'origine du chemin de Vénissieux.

Je prie donc l'Administration de bien vouloir intervenir auprès de la Compagnie pour faire aboutir les deux réclamations que je lui signale.

M. LE MAIRE : Messieurs, si personne ne demande plus la parole sur ce sujet, je vais essayer de répondre aux différentes questions soulevées par plusieurs de nos collègues.

Vous pensez bien que ce n'est pas moi qui vais prendre la défense de la Compagnie des Tramways. Je suis, depuis plus d'une année, en lutte continuelle avec elle; vous en avez le témoignage incessant. Aucune question n'a été, pour moi, plus difficile à traiter que celle des tramways et ne m'a amené des difficultés plus constantes.

Pour répondre d'une façon claire et précise, j'examinerai successivement les trois questions principales traitées au cours de la discussion.

Prenons, en premier lieu, la question du personnel; nous traiterons ensuite celle du matériel, et enfin celle des rapports de la Compagnie des Tramways avec la ville de Lyon, c'est-à-dire avec l'intérêt général de nos concitoyens.

Messieurs, en ce qui concerne la question du personnel, un certain nombre de réclamations sont en ce moment soumises à la Compagnie et aux Pouvoirs publics. Je vous demande la permission de dire ici — et je remercie notre collègue M. Rognon, qui a eu la loyauté de le reconnaître — que c'est bien à tort que dans certains documents on met l'Administration municipale en cause, et cela assez violemment. Permettez-moi donc de dire que j'ai été profondément affecté de voir incriminer directement l'Administration municipale, qui a la prétention d'avoir, dans toutes ces questions de personnel, fait tout son devoir et invité le Conseil municipal

à faire le sien. Des affiches récemment apposées sur certains murs et protestant contre l'attitude des Pouvoirs publics, mettaient en cause M. le Préfet du Rhône et le Maire de Lyon. Elles déclaraient que, le cas échéant, ils seraient tous deux rendus responsables de la violation par la Compagnie O.-T.-L. des droits de son personnel.

Dans un journal du 5 octobre, que voici, je lis le compte rendu d'une réunion où un orateur accuse perfidement la Municipalité lyonnaise et M. le Préfet du Rhône — la Municipalité surtout, je dois le dire — d'avoir, contre le droit et contre l'équité, pris fait et cause pour la Compagnie contre le Syndicat des employés de tramways. Au nom de la vérité, au nom de l'intérêt que nous portons tous, et que je porte en particulier à la classe ouvrière, je tiens à protester énergiquement contre cette affirmation qui prend le caractère d'une véritable injure!

M. BAUDRY : Très bien !

M. LE MAIRE : Nous avons fait tout le possible pour améliorer la situation des employés de tramways. L'Administration est prête à discuter ses actes dans n'importe quelle réunion publique, afin de montrer à tous les employés de bonne foi, c'est-à-dire à la corporation tout entière, que nous ne pouvions faire davantage pour elle. Vous vous rappelez, Messieurs, que, lorsqu'il s'est agi d'accorder à la Compagnie O.-T.-L. l'autorisation de fusionner avec la Compagnie N.-L.-T., question très grave qui a permis à la Ville de formuler un certain nombre de revendications, nous avons subordonné notre autorisation à la concession d'avantages nombreux pour le personnel. Je puis dire que c'est sous les auspices de la Municipalité — j'en ai des preuves nombreuses dans ce dossier — qu'a été signée la convention sur laquelle porte la discussion d'aujourd'hui. C'est ici affaire de simple bonne foi; nous ne pouvons pas laisser dire que, dans toutes ces questions, l'Administration n'a pas pris scrupuleusement la défense d'un personnel tout à fait intéressant et en faveur duquel le Conseil municipal et l'Administration ont toujours loyalement agi, en particulier lors de la convention qui date de l'année dernière.

Cette convention, le Syndicat des employés de tramways prétend qu'elle est inobservée en partie.

Si elle est inobservée, qui doit la faire respecter? Messieurs, c'est ici qu'à mon tour je dois préciser. Ce ne serait vraiment pas la peine d'avoir si souvent étudié et discuté cette question des tramways, d'avoir obtenu plusieurs lignes nouvelles, d'avoir si souvent combattu pied à pied les prétentions de la Compagnie, s'il fallait laisser dire que nous n'avons pas fait tout le possible pour défendre les droits de tous les intéressés; de la même façon que le Syndicat dégage sa responsabilité, j'ai le droit et le devoir de dégager la nôtre.

Nous avons fait les efforts les plus

énergiques pour aider le Syndicat des employés de tramways à obtenir la convention de 1906. Mais nous sommes, nous, pouvoir municipal, incapables de faire appliquer cette convention, parce que ce n'est pas notre rôle, parce que c'est celui du service du Contrôle.

L'Administration et le Conseil municipal ne se sont jamais refusés et ne se refusent pas aujourd'hui à seconder l'action des employés de tramways. Mais je vais vous dire tout à l'heure, de quelle façon nous pouvons le faire et quelles sont les limites que nous ne pouvons pas dépasser.

Il en est de même pour le matériel. Nous avons pris toutes les précautions que nous avons pu prendre, lorsque nous avons autorisé la fusion des deux lignes qui constituent aujourd'hui celle de « Vaise-Villeurbanne », pour imposer entre autres choses à la Compagnie O.-T.-L. l'acquisition d'un certain nombre de moteurs nouveaux. Ces obligations me paraissent avoir reçu un commencement d'exécution par la fermeture à l'avant des voitures motrices.

Nous poursuivrons de même de nouvelles améliorations et l'application stricte des contrats intervenus.

Si l'Administration peut apporter son appui moral aux réclamations légitimes du personnel de la Compagnie et du public, c'est au service du Contrôle seul qu'il appartient d'imposer à la Compagnie les modifications qui doivent être apportées à son exploitation. Ceci résulte du texte précis du décret de 1881, portant règlement d'administration publique. Je pourrais vous citer plusieurs articles de ce décret, je me contenterai de vous donner connaissance des suivants :

Art. 16.

Les travaux sont soumis au contrôle et à la surveillance du Préfet, sous l'autorité du Ministre des Travaux publics.

Ce contrôle et cette surveillance ont pour objet d'empêcher le concessionnaire de s'écarter des dispositions prescrites par le présent règlement et de celles qui résultent soit des cahiers des charges, soit des projets approuvés.

Art. 25.

Le concessionnaire est tenu de prendre à ses frais, partout où la nécessité en aura été reconnue par le Préfet, sur l'avis du service du Contrôle, et eu égard au mode d'exploitation employé, les mesures nécessaires pour assurer la liberté et la sécurité du passage des voitures et des trains sur la voie ferrée, et celle de la circulation ordinaire sur les routes et chemins que suit ou traverse la voie ferrée.

Vous voyez donc qu'en la circonstance, c'est l'Administration préfectorale qui doit intervenir; l'Administration municipale est impuissante, et je regrette beaucoup que la question soulevée ici, ce soir, n'ait pas été posée devant le Conseil général, parce que M. le Préfet, interrogé au sein de cette Assemblée, aurait certainement donné au service du Contrôle les instructions nécessaires....

M. MARRO : M. le Préfet du Rhône a

été averti depuis longtemps de la situation. Il n'a pas fait le nécessaire.

M. ROGNON : Il a renvoyé la question après les élections.

M. LE MAIRE : Il ne m'appartient pas d'usurper des attributions qui ne sont pas les miennes. En ce qui me concerne, je ne puis que démontrer que l'Administration municipale a fait tout ce qu'elle pouvait faire ; si elle n'a pas fait plus, c'est que le décret du 6 août 1881 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 11 juin 1880, ne lui en donne pas le pouvoir.

Voilà ce que je voulais préciser ce soir, parce que c'est la vérité, c'est le bon sens, c'est la bonne foi.

Nous avons demandé, cette année, beaucoup de réformes ou de créations à la Compagnie ; nous en avons encore beaucoup à demander. M. Rognon a tout à l'heure fait allusion aux manœuvres des buffalos ; je vais vous donner un exemple de notre impuissance. Dans son rapport du mois de mai, le Syndicat des employés de tramways signale cette manœuvre des buffalos comme présentant un danger réel. J'en ai fait l'observation à la direction de la Compagnie, qui m'a affirmé que cette manœuvre était strictement défendue. Elle me l'a affirmé ce matin même par la bouche de son Administrateur délégué et de M. l'Ingénieur Guillon. Qui peut savoir si cette manœuvre est toujours pratiquée, sinon le service du Contrôle ?

Je demande donc à M. Rognon de vouloir bien modifier sa proposition dans le sens que voici :

Je ne me refuse pas à mettre au service des intérêts qui sont en jeu, toute l'influence dont je peux disposer, mais la Commission dont M. Rognon a proposé la formation ne doit pas être nommée par le Maire ou le Conseil municipal ; il appartient à M. le Préfet, seul, de la réunir s'il le juge à propos.

Cette Commission pourrait comprendre des représentants du Syndicat des employés de tramways, des représentants de la Ville, des représentants du Conseil général, des représentants de la Compagnie, et je suis tout prêt à en faire partie moi-même. Mais je déclare que, seul, le Préfet a qualité pour la nommer, pour en régler la composition et pour donner aux décisions qui y seront prises les suites qu'elles comporteront.

M. ROGNON : Et si le Préfet s'y refuse ?

M. LE MAIRE : Si le Préfet s'y refuse, comment voulez-vous que j'accepte une responsabilité que je ne peux assumer, puisque je n'aurais aucun moyen de donner une sanction aux réclamations présentées et aux décisions prises.

M. ROGNON : Nous avons vu, en d'autres circonstances, l'Administration municipale convoquer les représentants de la Compagnie des Tramways. Pourquoi ne pourrions-nous pas convoquer en même temps les représentants de la Compagnie et ceux du Syndicat des employés de tramways ?

M. LE MAIRE : Encore une fois, je veux bien le faire.

M. ROGNON : pour mettre plus de clarté dans la discussion.

M. LE MAIRE : Je veux bien, mais c'est engager notre responsabilité sans disposer d'aucune sanction.

M. Rognon nous disait que nous étions en litige avec la Compagnie au sujet des correspondances. En effet, ce litige existe depuis que se discute la question de la fusion des deux lignes du tramway « Villeurbanne-Vaise ». Je suis arrivé ce matin seulement à obtenir de la Compagnie l'échange de correspondances gratuites entre la ligne « Villeurbanne-Vaise » et celles de Montchat et de Bron-Asile ; j'ai obtenu aussi de la Compagnie que la fréquence des passages de tramways sur la nouvelle ligne entre la place de l'Archevêché et les Cordeliers serait de 4 minutes, ce que je lui avais déjà demandé. Enfin, un de nos collègues, M. Gorjus, m'avait transmis une pétition au sujet du tramway de la Croix-Rousse et voici à ce sujet la réponse de la Compagnie que j'ai reçue ce soir même :

Monsieur le Maire,

Nous avons l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 5 octobre courant et de la pétition qui l'accompagnait.

Après examen, nous venons vous déclarer que notre Compagnie accepte les propositions qui s'y trouvent contenues, savoir :

Le prolongement de la ligne « Place du Pont-Croix-Rousse », par le Jardin-des-Plantes, jusqu'à la rencontre de la rue Hénon avec la rue Saint-Pothin en empruntant à partir de la place Bellevue, les rues de Belfort, Pailleuron et Hénon.

Comme conséquence, les itinéraires des deux lignes « Perrache-Croix-Rousse », aujourd'hui en exploitation, seraient modifiés comme suit :

1° Une ligne « Cours Bayard-Gare basse du funiculaire de la rue Terme » ;

2° Une ligne « Gare de Perrache-Place de la Croix-Rousse », par les boulevards des Chartreux et de la Croix-Rousse.

Ces deux lignes continueraient à suivre dans la presque leur itinéraire actuel.

Comme vous pourrez le constater, ce sont vos propositions sans aucune modification.

Veuillez agréer, Monsieur le Maire, l'expression de notre respectueuse considération.

L'Administrateur délégué,

Signé : Bussy.

Messieurs, si je vous ai lu ce document, c'est d'abord pour vous tenir au courant de la situation, ensuite pour démontrer encore une fois ce que j'ai tenu à établir au cours de cette discussion.

L'Administration n'a jamais cessé de défendre les droits du personnel des tramways et ceux du public, ni de réclamer le renouvellement du matériel en échange des avantages nouveaux résultant, pour la Compagnie, de la concession de lignes nouvelles. Mais pour obtenir ces améliorations, nous sommes obligés et nous sommes en droit d'attendre la collaboration de l'Administration préfectorale et du service du Contrôle.

M. PIC : En ce qui concerne les sanc-

tions à intervenir, le Syndicat des employés de tramways peut également user du droit que la loi lui confère, en matière de contrat collectif du travail. Nous sommes en présence d'une question de tarifs et d'horaires ; il a été jugé récemment que le Syndicat des employés d'omnibus de Paris avait le droit d'intervenir judiciairement dans une question semblable. Il existe même toute une série de précédents dans ce sens.

Les Syndicats d'employés ont juridiquement le droit d'agir auprès des Pouvoirs publics, bien que la loi ne leur reconnaisse pas ce droit d'une façon formelle.

M. LE MAIRE : Les employés de la Compagnie O.-T.-L. m'ont soumis un rapport que j'ai étudié et qui portait la date du 15 mai 1907. Ce rapport doit être complété par une note, signée de trois juristes, MM. Pic, Appleton et Lévy, disant que la marche à suivre était celle-ci : s'adresser à M. le Préfet du Rhône et lui demander de bien vouloir constituer la Commission dont je vous parlais tout à l'heure et qui devrait comprendre dans son sein des représentants de la Compagnie, du Syndicat et de la ville de Lyon. Cette note indiquait également que si les Pouvoirs publics, ne croyaient pas pouvoir donner satisfaction à ces réclamations — ce qu'il ne m'appartient pas de préjuger, ne voulant pas répondre ici pour M. le Préfet — le syndicat serait suffisamment qualifié pour actionner la Compagnie devant les tribunaux administratifs et même ordinaires.

M. PIC : Devant les tribunaux ordinaires, car il ne s'agit pas d'interpréter une convention.

M. MARRO : Il est évident que les tribunaux administratifs n'ont rien à faire dans cette question et qu'il ne s'agit pas d'interprétation du cahier des charges de la Compagnie. Le cahier des charges est clair est précis, mais il n'est pas appliqué ; c'est là la question. Les plaintes portent sur des voitures aux tôles défoncées, des banquettes de première classe dont les coussins n'ont pas été nettoyés depuis longtemps et qui sont dans un état défectueux, des lampes qui n'éclairent plus du tout et, en un mot, un service général qui n'est pas assuré d'une façon convenable.

L'Administration municipale n'a aucun pouvoir pour remédier à cet état de choses, c'est exact ; mais, puisque, d'un autre côté, le Syndicat des employés de tramways a fait des démarches auprès de la Préfecture pour obtenir les améliorations réclamées par le personnel et par le public et que le Préfet du Rhône s'est désintéressé de la question, il faut bien qu'on sache que si un conflit s'est élevé entre le Syndicat, d'une part, en vertu du droit que la loi lui accorde, et la Compagnie d'autre part, la responsabilité de ce conflit ne doit pas retomber sur le Syndicat.

Le personnel de la Compagnie O.-T.-L. a été conciliant, très conciliant même ; mais ce n'est pas parce qu'il l'a

été trop longtemps et qu'on a abusé de la classe ouvrière, que l'on peut dire aujourd'hui qu'aucune espèce de responsabilité puisse incomber aux employés de tramways. Même si la question n'est pas portée devant le Conseil général et si les employés se trouvent poussés à bout par la conduite de la Préfecture — l'Administration municipale restant en dehors du débat, je le reconnais, mais la Préfecture paraît ne pas vouloir se préoccuper de la question et le service du Contrôle semble tendre la main à la Compagnie — si le conflit s'aggrave, il ne faudra pas incriminer le Syndicat des employés de l'O.-T.-L., mais bien la Compagnie et la Préfecture....

M. LE MAIRE : Cette question aurait été utilement posée devant le Conseil général.

M. MARRO : puisque le Préfet du Rhône a pleins pouvoirs dans cette affaire et que des démarches ont été faites auprès de lui par le Syndicat.

Le personnel de la Compagnie a usé de conciliation; cette conciliation dure depuis plusieurs mois; il a envoyé délégation sur délégation à la Préfecture, et tout cela sans résultat. L'Administration de la Ville est en dehors de la question, c'est entendu; mais la patience des travailleurs a des limites et si le conflit devient plus aigu, il ne faudra pas que dans la presse, tous ceux qui ont des responsabilités, notamment le Préfet du Rhône, essayent de les rejeter sur les employés, comme on tente déjà de le faire dans l'opinion publique, en disant que le Syndicat est une organisation toujours mécontente.

L'emploi du compteur kilométrique est inscrit dans le cahier des charges de la Compagnie O.-T.-L.; on n'a jamais vu fonctionner cet appareil sur ses voitures; il est donc évident que, d'une part, ce cahier des charges est violé par la Compagnie et que, d'autre part, ceux qui sont chargés de le faire respecter ne le font pas, pas plus qu'ils ne font aboutir les justes doléances présentées par le Syndicat des employés. Mais, dans tout cela, il faut dire et répéter que la responsabilité n'incombe pas aux travailleurs des tramways.

M. LE MAIRE : Messieurs, ce que je vous demande ce soir, c'est de reconnaître que la responsabilité de l'Administration municipale ne peut pas être mise en cause....

M. MARRO : Nous vous l'accordons; mais la responsabilité ne peut pas être supportée davantage par les travailleurs.

M. LE MAIRE : Si demain vous nous apportez un moyen légal d'intervenir, je suis prêt à m'en servir. Mais ce que je regrette, c'est que le Conseil général du Rhône n'ait pas eu à s'occuper de cette question des tramways, car si les Ingénieurs du Contrôle ne sont pas responsables devant la ville de Lyon, ils le sont devant le Conseil général et, conformément à la loi, cette question aurait pu

être utilement discutée devant l'assemblée départementale.

M. MARRO : La Compagnie se livre, à l'égard du public, à une véritable spoliation. A la sortie des ateliers de Perrache, de l'Arsenal ou de la Manufacture des tabacs, bon nombre d'ouvriers prennent le tramway « Perrache-Parc de la Tête-d'Or »; dernièrement, j'ai été témoin du fait suivant: le tramway s'est arrêté sur l'avenue Berthelot, à la hauteur de la rue de Marseille. Il semble bien que lorsqu'on paie sa place, c'est pour être transporté par un tramway qui fonctionne; eh bien, les voyageurs qui se trouvaient là ont dû, par suite de l'arrêt de la voiture qui les portait, emprunter le tramway à voie étroite de la rue de Marseille et par conséquent payer leur place une seconde fois.

Si la Compagnie délivrait gratuitement des correspondances entre toutes celles de ses lignes à voie étroite ou à voie normale qui se rencontrent, ainsi d'ailleurs que cela lui a été imposé par le Conseil municipal lors de la fusion des deux Compagnies, ce double paiement n'aurait pas eu lieu et les nombreuses récriminations du public à l'égard des employés qui n'y sont pour rien auraient été évitées.

M. RENARD : Puisqu'on discute la question des tramways en général, je me fais l'interprète des habitants de Pierre-Scize et de Vaise, qui demandent à utiliser, place de la Comédie, la correspondance entre les lignes de Vaise à Bellecour et celle de Perrache aux Brotteaux, qui actuellement n'est valable qu'au croisement de Bellecour.

M. LE MAIRE : C'est une affaire que nous discuterons avec la Compagnie.

Je ne peux, pour le moment, qu'annoncer au Conseil qu'à partir du 15 octobre la ligne « Gare de Vaise-Villeurbanne » échangera des correspondances avec les lignes à voie étroite des Cordeliers à Montchat et à Bron.

M. ROGNON : On doit signaler que la surveillance de la ligne aérienne n'est pas suffisante. Ne pourrait-on pas demander à la Compagnie d'activer un peu plus les travaux de réparation des fils de trolley rompus? Samedi dernier, par suite de la rupture d'un fil de tension, la toile d'araignée qui se trouve place du Pont est tombée. Je suis repassé là, à midi et demi et les fils n'étaient pas réparés. Il est vrai qu'avant qu'on n'ait amené sur le lieu de l'accident la vieille patache qui sert aux réparations de fils aériens, il peut se passer un temps assez long.

Quand on compare les tramways de Lyon avec le système anglais, ce n'est pas flatteur pour notre Ville.

Monsieur le Maire, mettez-vous ma proposition aux voix?

M. LE MAIRE : Volontiers, je vous demanderai seulement de m'autoriser à la modifier dans le sens que je vous ai indiqué.

M. ROGNON : Je le veux bien, mais à la condition qu'une délégation du Con-

seil soit désignée pour nous représenter dans la Commission qui devra être nommée.

M. LE MAIRE : Voici les termes du vœu que je propose au Conseil d'adopter :

Le Conseil municipal de Lyon,

Prie M. le Préfet du Rhône, de vouloir bien provoquer la réunion d'une Commission composée d'un certain nombre de représentants du Conseil municipal et du Conseil général, de représentants de la Compagnie O.-T.-L. et du Syndicat des employés de tramways, des agents du service du Contrôle, afin d'examiner les réclamations qui sont adressées à la Compagnie O.-T.-L.

M. ROGNON : Nous sommes d'accord.

M. LE MAIRE : Si tout le monde s'y rallie, je mets cet ordre du jour aux voix.

(Le Conseil adopte.)

Question de M. Marro, sur l'autorisation donnée aux cyclistes de circuler sur les quais du Rhône.

M. MARRO : Messieurs, depuis quelque temps, les habitués des quais du Rhône sont surpris de voir que la partie de ces quais comprise entre le premier rang de platanes et le bord du trottoir était transformée en trottoir cyclable. Je sais bien, d'une part, que cette décision n'émane pas directement de M. le Maire et, d'autre part, que les travaux exécutés au bord des trottoirs pour en faciliter l'accès aux bicyclettes n'ont pas été faits aux frais de la Ville, mais je serais heureux de savoir si le service compétent a demandé l'avis du Maire de Lyon, et si l'autorisation qui a dû être donnée l'a été à titre définitif ou provisoire? Je demanderai, d'autre part, à M. le Maire, s'il a songé au danger qu'il y avait à laisser circuler des cyclistes sur des trottoirs?

Plusieurs accidents ont déjà eu lieu, dont des promeneurs ont été victimes, et d'autres se produiront encore, j'en suis certain. Les enfants de certaines écoles, en effet, prennent leurs récréations sur les quais. Or, lorsqu'il y a 150 enfants sur le quai du Rhône, il est bien difficile à ceux qui les surveillent de les empêcher de s'écarter et d'aller jusqu'à la piste, où un accident peut très bien se produire.

Ces trottoirs ont une largeur maximum de 1 m. 80 à 2 mètres qui n'est pas suffisante pour permettre aux cyclistes de voir ce qui se passe sur le quai. Une fois lancés, ils n'aperçoivent qu'un mur d'arbres, et ne voient pas les passants.

Des cyclistes raisonnables, dans le but d'éviter une femme, un enfant ou un vieillard, au lieu de sauter sur la chaussée, au risque de se casser les reins, et en cela ils ont raison, traversent la ligne des platanes et passent sur la promenade pour en ressortir quelques mètres plus loin; mais le règlement est enfreint et le cycliste encourt une contravention, alors que son

but a été d'éviter de renverser quelqu'un.

Si un accident arrivait aux élèves d'une école, comme d'autres accidents se sont produits au 2^e arrondissement, la Ville en serait certainement rendue responsable.

M. LE MAIRE : Je dois prendre les responsabilités qui m'incombent dans cette affaire. L'arrêté qui a autorisé le Touring Club de France à installer à ses frais un trottoir cyclable sur les quais du Rhône a été pris par le Préfet du Rhône sur l'avis favorable de la Mairie. J'ai donné cet avis à la date du 29 mars 1907.

La raison qui m'a fait agir est la suivante : il y a, à Lyon, bien peu de facilités de circulation pour les cyclistes ; la traversée de la Ville est longue et pénible, surtout lorsque l'on roule sur les pavés des quais. Presque toutes les grandes villes possèdent à l'heure actuelle des pistes cyclables ; il m'a donc semblé qu'il y avait intérêt à favoriser, dans notre Ville, un sport, ou plutôt un

moyen de locomotion tout à fait démocratique.

A l'endroit que j'habite, j'aperçois constamment des ouvriers qui, à l'heure du dîner, arrivent à bicyclette, de toutes les directions. J'ai donc cru, en donnant cette autorisation de circuler sur les trottoirs, faciliter le déplacement des ouvriers pour leur donner le moyen d'habiter un quartier où ils n'auraient pas pu se fixer s'il ne leur avait pas été possible de s'éloigner de leur atelier.

Je puis rassurer M. Marro en lui disant que toutes les précautions ont été prises dans l'arrêté d'autorisation qui comprend un certain nombre d'articles. L'article 6 notamment est ainsi conçu :

Art. 6. — La présente autorisation n'est accordée qu'à titre purement précaire et révocable. L'Administration se réserve d'ailleurs de la restreindre ou même de la supprimer, à quelle époque que ce soit, si elle le juge utile, sans que la Société permissionnaire puisse prétendre à indemnité pour ce fait. Cette dernière sera tenue, en outre, en cas de retrait de la présente autorisation, de remettre les lieux dans leur état primitif à ses frais et dans le plus bref délai.

J'ai pris jusqu'à ce jour, la précaution de faire interdire deux paliers ; celui de la place Tolozan et celui du pont Lafayette. Il y aura peut-être lieu d'en faire interdire d'autres.

Accordez-moi un peu de crédit et j'ai l'impression que lorsque cyclistes et piétons auront pris l'habitude de passer chacun sur la partie du quai qui leur est réservée, nous aurons donné sans inconvénients une facilité nouvelle à la circulation.

M. MARRO : Monsieur le Maire, je vous signale particulièrement l'école de la rue de Condé qui prend ses récréations sur le quai de la Charité.

M. LE MAIRE : Je ferai examiner ce point.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 11 h. 1/2.

1429 — Imp. Nouvelle Lyonnaise, rue S^{te}-Catherine
F. CHOUARD, directeur.

60 ANNEXE
AU
BULLETIN MUNICIPAL OFFICIEL
DE LA VILLE DE LYON
du 10 novembre 1907

CONSEIL MUNICIPAL

Quatrième Session ordinaire de 1907

Séance du 4 Novembre 1907

PROCESS-VERBAL

SOMMAIRE

Ouverture de la quatrième session ordinaire de 1907.....	128
Liste des présents et des absents	128
Election des Secrétaires	128
Formation du Conseil en Commissions	128
Adoption du procès-verbal de la séance du 7 octobre 1907.....	129
Recrutement. — Soutiens de famille. <i>Demandes d'allocation d'indemnité.</i> (Art. 22 de la loi du 21 mars 1905). <i>Demandes de congé.</i> (Art. 22 de la loi du 15 juillet 1889).....	129
Usines du service des Eaux. — Substitution de la force motrice électrique à la force motrice à vapeur. <i>Rapporteur : M. Roux.</i>	129
Les finances municipales et l'Etat.. <i>Rapporteur : M. RIVIÈRE.</i>	138
Immeubles rue Emile-Zola, 2, et rue de Pazzi, 3. — Approbation des comptes présentés par M. Baudet, régisseur..... <i>Rapporteur : M. RIVIÈRE.</i>	141
Pavage en pavés d'échantillon de la rue du Repos..... <i>Rapporteur : M. MENUT.</i>	142
Classement de la rue de la Métallurgie dans la vicinalité ordinaire.... <i>Rapporteur : M. MENUT.</i>	142
Hospices Civils. — Acquisition d'une propriété appartenant à M ^{me} veuve Page..... <i>Rapporteur : M. MENUT.</i>	142
Mise en état de viabilité de la rue Carry..... <i>Rapporteur : M. MENUT.</i>	143
Fournitures communes aux services municipaux. — Renouvellement de l'adjudication pour une période de trois années..... <i>Rapporteur : M. CHAT.</i>	143
Fondation Chevreau 1907. — Nomination de trois Conseillers..... <i>Rapporteur : M. CHAT.</i>	143
Feu d'artifice du 14 Juillet 1907. — Accidents. — Instances judiciaires. <i>Rapporteur : M. CHAT.</i>	144
Caisse de retraites des employés de l'Administration municipale. — Réversibilité de pension veuve Verdot. <i>Rapporteur : M. CHAT.</i>	144
Allocation d'un secours à M ^{me} Lacombe, ancienne femme de service... <i>Rapporteur : M. CHAT.</i>	144

Taxe sur les constructions neuves. — Instance Moutarde contre ville de Lyon devant le Conseil de Préfecture..... <i>Rapporteur : M. Pic.</i>	144
Taxe sur les constructions neuves. — Instance Compagnie P.-L.-M. contre ville de Lyon devant le Conseil de Préfecture..... <i>Rapporteur : M. Pic.</i>	144
Immeuble rue de Pazzi, n° 1. — Assurance contre l'incendie..... <i>Rapporteur : M. Pic.</i>	145
Ecoles municipales , ouvroirs et cantines scolaires. — Fourniture et entretien du mobilier. — Adjudication restreinte..... <i>Rapporteur : M. Pic.</i>	145
Création de trois cours à l'Université..... <i>Rapporteur : M. Pic.</i>	145
Ecoles communales et ouvroirs municipaux. — Fournitures diverses. — Adjudication publique..... <i>Rapporteur : M. Pic.</i>	146
Ecoles primaires publiques. — Fourniture de tables-bancs. — Soumission Falcot..... <i>Rapporteur : M. JACQUIER.</i>	146
Ancien presbytère de Saint-Bonaventure. — Location d'un appartement à M ^{lle} Riffard..... <i>Rapporteur : M. JACQUIER.</i>	146
Immeuble rue de la Vierge, 7. — Assurance contre l'incendie..... <i>Rapporteur : M. MARRO.</i>	146
Immeuble grande rue de la Guillotière, 28. — Assurance contre l'incendie..... <i>Rapporteur : M. MARRO.</i>	147
Assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et aux incurables. — Radiation du nommé Madelon, rue du Niger, 60, à Villeurbanne... <i>Rapporteur : M. FALCONNIER.</i>	147
Hospices civils. — Vente aux enchères publiques d'une parcelle de terrain dépendant de la masse n° 60 ter, aux Brotteaux..... <i>Rapporteur : M. FALCONNIER.</i>	147
Assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et aux incurables. — Approbation d'une quatrième liste de postulants. — Fixation du domicile de secours de 74 postulants, inscrits dans diverses communes, à la charge de la ville de Lyon..... <i>Rapporteur : M. FALCONNIER.</i>	147
Modification et agrandissement de la gare de la Croix-Rousse... <i>Rapporteur : M. GORJUS.</i>	150
Institution des sourds-muets de Villeurbanne. — Bourses municipales..... <i>Rapporteur : M. GORJUS.</i>	150
Lycée Ampère. — Bourses municipales..... <i>Rapporteur : M. GORJUS.</i>	150
Ecole d'horlogerie de Lyon. — Bourses municipales..... <i>Rapporteur : M. GORJUS.</i>	150
Agrandissement de la gare de la Croix-Rousse. — Prolongement de la rue Jacquard. — Fixation des alignements et du nivellement..... <i>Rapporteur : M. GORJUS.</i>	150
Lycée de jeunes filles. — Bourses municipales..... <i>Rapporteur : M. GORJUS.</i>	151
Cession par la Ville à M. Dupraz d'une parcelle de terrain située rue Belfort prolongée..... <i>Rapporteur : M. MANUS.</i>	151
Sapeurs-pompiers. — Demandes de secours formées par MM ^{mes} veuves Toutant, Montessuit, Vatoux et Poyet..... <i>Rapporteur : M. MANUS.</i>	152
Elargissement du chemin vicinal ordinaire n° 60, « de la Villette ». — Acquisition d'une parcelle de terrain appartenant aux époux Taihe-Vieux-Pelon..... <i>Rapporteur : M. RICHERAND.</i>	152
Voirie municipale. — Modification au règlement du personnel... <i>Rapporteur : M. JACQUET.</i>	152
Restauration de la façade de l'Ecole « La Martinière » des garçons, sur la place de ce nom..... <i>Rapporteur : M. JACQUET.</i>	152
Taxes de remplacement , de 1905. — Admission en non-valeur de cotes irrécouvrables..... <i>Rapporteur : M. FAGOT.</i>	152
Taxes sur les chiens , de 1906. — Admission en non-valeur de cotes irrécouvrables..... <i>Rapporteur : M. FAGOT.</i>	153
Sergents de ville. — Pensions Dunoyer (Etienne-Claude) et Métral (François)..... <i>Rapporteur : M. FAGOT.</i>	153
Application de la loi sur le repos hebdomadaire. — Demande en dérogation..... <i>Rapporteur : M. FAGOT.</i>	153
Sergents de ville. — Réversibilité de pension veuve Treff..... <i>Rapporteur : M. FAGOT.</i>	153
Sergents de ville. — Réversibilité de pension veuve Jaillet..... <i>Rapporteur : M. ROUSTANG.</i>	153
Dépôt de pétitions.....	154
Observation de M. GADOUD, à propos du rescindement des immeubles 1 et 4 ter de la rue de Belfort.....	154
Observation de M. GADOUD, demandant la fermeture des bancs de vente du marché couvert de la Croix-Rousse.....	154
Questions de M. MANUS : 1° Sur la fermeture du terrain appartenant à la Ville, rue Claude-Joseph-Bonnet et angle rue Denfert-Rochereau.....	155
2° Sur deux incidents concernant le service des Inhumations.....	156
Rapport de MM. JACQUIER et CARLE, au sujet de la célébration de la fête commémorative des Mobiles du Rhône et des défenseurs de Belfort morts au siège de cette ville en 1870-71.....	157

PRÉSIDENCE DE M. LE MAIRE

Secrétaire : M. CHAT.

Le lundi 4 novembre 1907, à 8 h. du soir, MM. les membres du Conseil municipal de Lyon, dûment convoqués le 2 du même mois en séance publique, par

M. le Maire, en vertu d'une autorisation spéciale de M. le Préfet du Rhône, en date du 31 octobre 1907, se sont réunis à l'Hôtel de Ville, dans la salle ordinaire de leurs délibérations.

M. LE MAIRE donne lecture de l'arrêté préfectoral en date du 10 octobre 1907, portant que la quatrième session ordinaire des Conseils municipaux pour l'année 1907, s'ouvrira le dimanche 3 novembre pour toutes les villes et communes du département du Rhône.

M. PIATON, secrétaire, procède à l'appel nominal.

Présents : MM. Bataillo, Beauvisage, Decleris (fils), Hoffherr, Abel, Veyron, Carle, Menut, Foret, Cusset, Tixier, Riche-
rand, Marro, Rognon, Falconnier, Curtelin, Roux, Fagot, Barbero, Piaton, Voillot, Gourju, Herriot, Faure (Jean), Bizet, Jacquet, Fort (Victor), Manus, Gorjus, Thévenon, Gadoud, Mermillon, Voidier, Renard, Vial, Novel, Roustang, Rivière, Jacquier, Arnoud, Baudry, Chat, Mousset, Pic, Arnaud.

Absents excusés : MM. Brunard, Cadet, Marietton, Nové-Josserand, Godart.

Election des secrétaires.

Conformément à l'article 53 de la loi du 5 avril 1884, le Conseil procède au scrutin secret et à la majorité absolue des membres présents, à la nomination des secrétaires dont le nombre est fixé à trois.

Le scrutin donne les résultats suivants :

Votants..... 38
Majorité absolue.. 20

Ont obtenu :

MM. Chat.....	29 voix.
Piaton....	27 —
Menut....	19 —
Rognon...	8 —
Manus....	4 —
Baudry...	3 —
Foret.....	2 —
Divers	12 —

M. LE MAIRE : En conséquence du vote qui vient d'être émis, MM. CHAT et PIATON, ayant obtenu la majorité des suffrages exprimés, sont proclamés secrétaires pour la durée de la quatrième session ordinaire de 1907.

Il reste, Messieurs, à nommer un troisième secrétaire, je vais consulter le Conseil sur sa désignation.

(M. MENUT est désigné pour remplir les fonctions de secrétaire pendant la durée de la session).

Formation du Conseil en Commissions.

M. LE MAIRE : L'ordre du jour appelle la formation du Conseil en Commissions.

Le Conseil entend-il conserver sa méthode actuelle de travail ?

Plusieurs Conseillers : Oui. Le statu quo.

M. JACQUET : Messieurs, au sujet de la formation des Commissions du Conseil municipal, je voudrais demander la nomination d'une Commission permanente des Travaux publics. Il existe déjà au sein du Conseil diverses Commissions permanentes, telles que celles des Invalides du travail, celle du quartier Grôlée, etc. ; il me semble qu'il serait nécessaire d'en nommer une pour les Travaux publics, et en voici la raison.

Cette Commission existe en fait ; mais toutes les fois qu'elle a l'occasion de se réunir, M. le Maire doit prendre un arrêté pour désigner les membres qui la composeront. Or, ces membres sont toujours les mêmes : ceux de nos collègues qui appartiennent au bâtiment et moi. Mais il arrive souvent que les convocations parviennent trop tardivement aux intéressés. Je n'en citerai pour exemple que le fait suivant : convoqué pour la réception d'un travail dans un bâtiment communal, j'ai reçu ma convocation à 4 heures de l'après-midi, alors que cette réception avait lieu le même jour à 2 heures.

Je suis persuadé que le même fait s'est produit vis-à-vis de mes collègues et qu'ils ont, comme moi, remarqué que si une Commission permanente était désignée d'avance, ces retards ne se produiraient pas ; le président de cette Commission recevrait directement de l'Administration municipale ses instructions et convoquerait ses collègues. De cette façon, les intéressés pourraient se trouver présents aux réceptions de travaux, tandis qu'avec le système actuellement en usage, les convocations ne parviennent sinon le jour même, du moins que la veille ou l'avant-veille du jour de la réunion, c'est-à-dire trop tard pour permettre de se rendre libre à l'heure voulue. Ces réceptions ayant toujours lieu l'après-midi, il est difficile d'y assister si l'on n'est pas prévenu plusieurs jours à l'avance.

Je demande donc à mes collègues de bien vouloir décider que la Commission des Travaux publics sera permanente.

M. LE MAIRE : Voici, Messieurs, l'observation que me suggère, avant toute étude plus approfondie, la proposition de M. Jacquet, à laquelle, d'ailleurs, je ne suis pas favorable. Vous en comprendrez facilement la raison. Il y a, pour les Conseillers municipaux, deux façons de travailler : ou bien le Conseil est décomposé en plusieurs Commissions : Finances, Travaux publics, Instruction publique ; ou, au contraire, l'Assemblée municipale se réunit tout entière chaque semaine en Commission générale, pour étudier devant l'unanimité de ses membres les affaires municipales. C'est ce dernier procédé qui est en usage au Conseil municipal de Lyon. Je crois donc qu'il y aurait un inconvénient à employer à la fois deux méthodes différentes. La proposition de M. Jacquet n'entraînerait qu'une complication de notre tâche.

Nous discuterons, si vous le désirez, cette proposition en séance de Commission générale ; je demande au Conseil la permission de lui faire remarquer qu'il existe déjà un certain

nombre de Sous-Commissions ; il en existe une pour les groupes scolaires, une pour les immeubles du quartier Grôlée ; une autre encore a été instituée récemment pour l'occupation des divers locaux du Palais du Commerce. A mon avis, il y aurait un véritable inconvénient, surtout à la fin de notre mandat, à augmenter le nombre de ces Sous-Commissions ; les responsabilités se trouvent atténuées ; des retards se produisent. Je crois qu'il serait mauvais d'introduire à l'heure actuelle, dans notre façon de travailler, une réforme aussi importante. Il appartiendra au Conseil municipal prochain, de régler d'une façon différente, s'il le désire, la marche de ses travaux.

M. JACQUET : La proposition que j'ai faite, Monsieur le Maire, n'a pas pour but de modifier l'ordre des travaux du Conseil municipal. La Commission dont je parle se réunit dans la journée pour les réceptions de travaux et les membres qui la composent sont toujours les mêmes. Ce que je demande, c'est qu'il ne soit plus nécessaire de prendre chaque fois un arrêté pour les investir de leurs fonctions, c'est de déclarer que ces membres seront désignés en permanence. De cette façon, lorsque leur réunion sera nécessaire, le moyen de les convoquer sera beaucoup plus simple et plus expéditif.

Cette Commission, qui fonctionne continuellement, mais à des jours indéterminés, devrait être en relation constante avec l'Administration ; ceux de nos collègues qui en font partie pourraient ainsi être prévenus assez tôt de ses réunions pour y assister.

M. LE MAIRE : Avez-vous encore beaucoup d'illusions sur le travail des Commissions, Monsieur Jacquet ?

M. JACQUET : Je vous demande pardon, Monsieur le Maire, cette Commission fonctionne constamment, parce qu'à chaque instant il faut procéder à la réception de travaux.

M. LE MAIRE : Vous venez de dire que souvent les convocations arrivent tardivement à leurs destinataires. Je rechercherai quelle est la raison de ce retard. De toute façon, il faudra prévenir les Conseillers du jour et de l'heure de la réunion. L'inconvénient que vous signalez subsisterait même si nous adoptions votre proposition.

Ce qu'il faut, c'est que les bureaux exécutent sans retard les ordres qui leur sont donnés. Pour ma part, je fais les réserves les plus expresses quant à la proposition de M. Jacquet, s'il en doit résulter une division nouvelle des travaux du Conseil, et j'en demande le renvoi pour étude à la Commission générale.

M. JACQUET : Les convocations dont il s'agit, Monsieur le Maire, sont faites sur votre ordre, mais vous vous trouvez dans l'obligation de prendre, chaque fois, un arrêté pour désigner les membres — toujours les mêmes — qui composeront la Commission. C'est uniquement cette formalité qui cause du retard,

car si l'Adjoint chargé de signer l'expédition de cet arrêté est absent ce jour-là ou le lendemain, il en résulte un retard de 24 ou de 48 heures dans l'envoi des convocations. Au contraire, si les membres de cette Commission étaient nommés en permanence, ils pourraient être convoqués sans attendre qu'un arrêté fût pris pour leur désignation.

M. LE MAIRE : Il y a peut-être à ces retards d'autres motifs. Le service de distribution, assuré par les gardiens de la paix, est fait peut-être en ce moment avec un peu de mollesse. Je veillerai à ce qu'il soit fait avec toute l'activité possible.

Messieurs, sous le bénéfice de ces observations, je mets aux voix le maintien de la formation actuelle du Conseil en Commission générale et en Commission spéciale, qui se réuniront, comme d'habitude, le jeudi, dans leurs bureaux respectifs.

(Le Conseil adopte.)

Adoption du procès-verbal de la séance du 7 octobre 1907.

M. LE MAIRE : Messieurs, vous avez tous pris connaissance du procès-verbal de la séance du 7 octobre 1907. Quelqu'un de vous a-t-il des observations à présenter sur la rédaction de ce procès-verbal ?

Si personne ne demande la parole, je mets son adoption aux voix.

(Adopté.)

Recrutement. — Demandes d'allocation d'une indemnité journalière. (Art. 22 de la loi du 21 mars 1905.)

DEUXIÈME ARRONDISSEMENT.

Le Conseil, sur la proposition de **M. JACQUIER**, rapporteur de la Commission spéciale, émet un avis favorable à la demande d'allocation d'une indemnité journalière, formée par le sieur Tournier (Jean-Louis), soldat au 158^e régiment d'infanterie.

M. PIC, rapporteur de la Commission spéciale, propose au Conseil d'émettre un avis très favorable à la demande d'allocation d'une indemnité journalière, formée par le jeune Dumas (Jean-Marie-Antoine), soldat au 2^e régiment d'artillerie.

(Le Conseil adopte.)

SIXIÈME ARRONDISSEMENT.

Au nom de la Commission spéciale, **M. FALCONNIER**, rapporteur, propose au Conseil d'émettre un avis très favorable à la demande d'allocation d'une indemnité journalière, formée par **M. Perret** (Marius-Joseph), soldat au 75^e régiment d'infanterie.

(Avis très favorable est émis.)

Recrutement. — Soutiens de famille. — Demandes de congé. (Art. 22 de la loi du 15 juillet 1889.)

Le Conseil, sur la proposition de **M. BAUDRY**, rapporteur de la Commission spéciale, émet un avis très favorable à la demande de congé, comme soutien de famille, formée par le nommé Chambournier (Henri-Raoul), soldat au 140^e régiment d'infanterie.

M. JACQUIER, rapporteur de la Commission spéciale, propose au Conseil d'émettre un avis très favorable à la demande de congé, à titre de soutien de famille, formée par le nommé Choquin (Alfred-Louis), soldat au 52^e régiment d'infanterie.

(Avis très favorable est émis.)

M. MOUSSER, rapporteur de la Commission spéciale, propose au Conseil d'émettre : 1^o un avis très favorable aux demandes de congé, à titre de soutiens de famille, formées par les nommés : Couturier (Hyacinthe), soldat au 158^e régiment d'infanterie ; 2^o un avis favorable aux demandes Lacour (Marius-Paul), soldat au 159^e régiment d'infanterie ; Mathis (René Charles), soldat au 2^e régiment d'artillerie ; Lesage (Pierre-Joseph), soldat au 14^e régiment de chasseurs à cheval.

(Le Conseil adopte.)

Le Conseil, sur la proposition de **M. MANUS**, rapporteur de la Commission spéciale, émet un avis très favorable aux demandes de congé, à titre de soutiens de famille, formées par les nommés : Berlion Marassat (Alexandre), soldat au 109^e régiment d'infanterie ; Rosset (Gaspard), soldat au 60^e régiment d'infanterie.

Sur la proposition de **M. NOVEL**, rapporteur de la Commission spéciale, le Conseil émet un avis très favorable à la demande de congé, à titre de soutien de famille, formée par le nommé : Place (Gabriel), soldat au 4^e régiment d'infanterie coloniale.

M. ROUSTANG, rapporteur de la Commission spéciale, propose au Conseil d'émettre un avis très favorable à la demande de congé, à titre de soutien de famille, formée par le nommé : Holl (Joseph), soldat au 21^e régiment d'infanterie.

(Le Conseil émet un avis très favorable.)

Le Conseil, sur la proposition de **M. FAGOT**, rapporteur de la Commission spéciale, émet un avis très favorable à la demande de congé, à titre de soutien de famille, formée par le nommé Dubuis (Antoine-Stéphane), soldat à la 14^e section d'infirmiers militaires.

Usines du service des Eaux. — Substitution de la force motrice électrique à la force motrice à vapeur.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre une proposition relative à la substitution de la force motrice électrique à la force motrice à vapeur pour le fonctionnement des usines élévatoires du service des Eaux.

Cette question est très complexe et nous allons en examiner successivement les points principaux.

Tout d'abord il faut déterminer, en se basant sur les résultats fournis par les années précédentes et autant que possible en réservant l'avenir, la nature et l'importance des installations nécessaires pour alimenter directement les cinq réservoirs de distribution (Bron, Saint-Clair, Montessuy, Rillieux, la Sarra).

Il faut arrêter ensuite le devis sommaire de ces installations ainsi que les autres dépenses de premier établissement et faire connaître également à quel prix l'énergie électrique pourra être fournie.

Une fois en possession de ces divers éléments, il sera facile d'établir le bilan de la future exploitation pour le comparer avec les dépenses correspondantes inscrites au budget de la Ville.

Je diviserai donc cet examen en quatre parties : Etude technique. — Dépenses de premier établissement. — Dépenses d'exploitation. — Personnel.

ETUDE TECHNIQUE.

La première question technique qui se pose est celle concernant le choix du système des pompes.

Les pompes à piston ont un rendement mécanique plus élevé que les pompes centrifuges et elles présentent, à cet égard, un avantage incontestable ; mais lorsqu'il s'agit de les commander électriquement, elles offrent le grave inconvénient de marcher à une allure modérée de telle sorte que leur accouplement avec les moteurs électriques — qui, eux, marchent à une allure très rapide — exige des organes intermédiaires (engrenages, courroies, etc.) qui diminuent, dans une proportion notable, le rendement final obtenu.

Il est certain, d'autre part, que la construction des pompes centrifuges a fait, dans ces dernières années, des progrès réels : on a atteint, en effet, des rendements qui ont permis d'adopter ce système dans beaucoup d'usines élévatoires actionnées électriquement ; ces pompes présentent, en outre, le grand avantage d'être des mécanismes d'une grande simplicité, d'un entretien à peu près nul et d'un encombrement très réduit par suite de la possibilité de les accoupler directement avec les moteurs électriques ; ce sont ces raisons qui me conduisent à vous proposer l'emploi des pompes centrifuges.

Plusieurs constructeurs indiquent comme rendement minimum garanti de leurs pompes, 70, 73 et même 75 % ;

d'autre part, pour les moteurs bien confectionnés on peut compter sur un rendement de 90 à 92 %; cela donne un rendement total de 63 à 69 %, soit une moyenne de 66 %; pour plus de sécurité nous n'admettons qu'un rendement de 65 %.

Pour la détermination de la puissance du groupe moteur-pompe, nous nous baserons sur une marche journalière de 20 heures seulement; il est bien entendu que lorsque la nécessité l'imposera on pourra marcher 22 heures et même 24 heures par jour; mais outre que cet arrêt journalier est une excellente précaution pour le bon entretien de l'installation, il permet d'obtenir des conditions plus avantageuses pour le prix d'achat de l'énergie électrique, sans autre sujétion que d'avoir un moteur un peu plus puissant que celui strictement nécessaire. Ce n'est pas là, d'ailleurs, une véritable sujétion en raison des besoins toujours croissants de la consommation.

J'ai rappelé déjà la nécessité d'alimenter directement les cinq réservoirs: Bron, par l'usine du Grand-Camp, et les quatre autres par l'usine Saint-Clair. Le réservoir de Montessuy, en tant que relais pour l'alimentation des réservoirs supérieurs, est un rouage onéreux et très gênant et sa suppression à ce point de vue s'impose.

Avec ces données générales, il est possible de déterminer la puissance de chaque installation.

A) Au Grand-Camp, le cube moyen journalier d'eau élevée, calculé sur les relevés annuels a été de :

1902...	58.228 mètres cubes.
1903...	60.284 —
1904...	62.827 —
1905...	61.311 —
1906...	62.928 —

Moyenne : 61.113 mètres cubes.

Les maxima et minima, pour une consommation journalière moyenne calculée sur les relevés mensuels, ont été de :

1904...	54.200 à 73.400 mètres cubes.
1905...	55.429 à 75.593 —
1906...	54.840 à 75.093 —

Admettons que les moteurs puissent élever en 20 heures de marche un cube de 78.000 mètres, cela paraît suffisant pour réserver l'avenir et pour faire face aux consommations exceptionnelles de certains jours d'été; en effet, en marchant pendant 22 heures ou 24 heures, les moteurs pourraient élever 85.800 à 93.600 mètres cubes, ce qui serait très largement suffisant, étant donné surtout que les captages peuvent à peine fournir ce volume; il ne faut pas perdre de vue que ces captages ont été établis pour donner un cube minimum journalier de 50.000 mètres cubes seulement.

En comptant donc sur une hauteur d'élévation de 55 mètres (y compris une perte de charge contrôlée par des observations manométriques) sur une marche journalière de 20 heures et sur un rendement total de 0,65, la puissance capable d'élever un cube de 78.000 mètres cubes, sera de :

$$\frac{78.000.000 \times 55 \times 24 \times 0,981}{86.400 \times 20 \times 0,65 \times 100} = 899 \text{ kilowatts}$$

Il sera nécessaire d'installer trois moteurs de 300 kilowatts, plus un de réserve ou de rechange en cas d'avarie ou de consommation tout à fait exceptionnelle, soit en tout quatre moteurs de 300 kilowatts.

B) A Saint-Clair pour le Bas-Service, le cube moyen d'eau élevée calculé sur les relevés annuels a été de :

1902...	15.938 mètres cubes.
1903...	15.830 —
1904...	17.852 —
1905...	16.648 —
1906...	17.076 —

Moyenne = 16.668 mètres cubes.

Les maxima et les minima pour une consommation journalière moyenne calculée d'après des relevés mensuels ont été de :

1904...	14.040 à 31.800 mètres cubes.
1905...	10.213 à 27.402 —
1906...	11.239 à 26.804 —

Admettons que les moteurs puissent élever en 20 heures de marche un cube de 29.000 mètres; en marchant pendant 22 ou 24 heures, ils pourraient donc élever environ 32.000 à 35.000 mètres cubes, volume qui paraît suffisant au moins pendant les premières années de fonctionnement de l'usine; si la consommation venait à s'accroître il serait très facile d'installer ultérieurement un ou deux groupes supplémentaires dont l'emplacement sera d'ailleurs réservé.

La hauteur d'élévation étant de 50 mètres, perte de charge comprise, la puissance des moteurs devra être de :

$$\frac{29.000.000 \times 50 \times 24 \times 0,981}{86.400 \times 20 \times 0,65 \times 100} = 304 \text{ kilowatts}$$

Deux moteurs de 150 kilowatts seront nécessaires.

C) A Saint-Clair le cube moyen journalier d'eau élevée pour les besoins du moyen service (réservoir de Montessuy) calculé sur les relevés annuels a été de :

1902...	4.924 mètres cubes.
1903...	4.917 —
1904...	5.073 —
1905...	5.094 —
1906...	4.990 —

Moyenne : 4.998 mètres cubes.

Les maxima et minima journaliers moyens calculés d'après les relevés mensuels ont été de :

1904...	4.780 à 5.920 mètres cubes.
1905...	4.591 à 5.828 —
1906...	4.498 à 5.707 —

En se basant sur un cube maximum de 6.000 mètres et comme la hauteur d'élévation est d'environ 100 mètres, la puissance du moteur devra être de :

$$\frac{6.000.000 \times 100 \times 24 \times 0,981}{86.400 \times 20 \times 0,65 \times 100} = 126 \text{ kilowatts}$$

Un moteur de 150 kilowatts paraît nécessaire.

D) Pour les besoins du haut service (réservoir de Rillieux), le cube moyen journalier d'eau élevée, calculé sur les relevés annuels a été de :

1902...	6.486 mètres cubes.
1903...	6.109 —
1904...	6.786 —
1905...	6.439 —
1906...	6.205 —

Moyenne : 6.405 mètres cubes.

Les maxima et minima journaliers moyens calculés d'après des relevés mensuels ont été de :

1904...	5.780 à 8.920 mètres cubes.
1905...	5.522 à 8.421 —
1906...	4.997 à 7.531 —

En se basant sur un maximum de 9.000 mètres cubes et comme la hauteur d'élévation est de 136 mètres, la puissance des moteurs devra être de :

$$\frac{9.000.000 \times 136 \times 24 \times 0,981}{86.400 \times 20 \times 0,65 \times 100} = 257 \text{ kilowatts}$$

Il convient de prévoir deux moteurs de 150 kilowatts.

E) Pour les besoins du service supérieur (réservoir de la Sarra), le cube journalier moyen calculé sur les relevés annuels a été de :

1902...	2.935 mètres cubes.
1903...	3.838 —
1904...	3.608 —
1905...	3.470 —
1906...	3.815 —

moyenne des quatre dernières années la première étant exceptionnelle : 3.683 mètres cubes.

Les maxima et minima journaliers moyens calculés d'après les relevés mensuels ont été de :

1904...	3.359 à 3.880 mètres cubes.
1905...	3.001 à 3.954 —
1906...	3.227 à 4.350 —

Prenons ce dernier chiffre déjà exceptionnellement élevé comme maximum : avec une marche de vingt-deux ou vingt-quatre heures, il correspond à un débit d'environ 4.800 ou 5.200 mètres cubes qui paraît largement suffisant.

La hauteur d'élévation, perte de charge comprise, est de 167 mètres; dans ces conditions la puissance devra être :

$$\frac{4.350.000 \times 167 \times 24 \times 0,981}{86.400 \times 20 \times 0,65 \times 100} = 152 \text{ kilowatts}$$

Il faudra donc un moteur de 150 kilowatts.

F) Pour les installations de Saint-Clair, il convient de prévoir, en outre, deux groupes de rechange ou de réserve de 150 kilowatts chacun : l'un pour les groupes B et C, l'autre pour les groupes D et E; le premier devra être absolument identique au groupe B et malgré un rendement un peu inférieur, il pourra servir de secours au groupe C; le second devra être absolument identique au groupe E et pourra servir de secours au groupe D qui a été établi un peu largement.

Deux groupes de réserve paraissent devoir être suffisants; en effet, les débits journaliers moyens élevés à Saint-Clair dans les quatre réservoirs ont été de :

$$16.668 + 4.998 + 6.405 + 3.683 = 31.754 \text{ m. c.}$$

Or les installations projetées (non compris les deux groupes de réserve, doivent pouvoir élever en vingt heures de marche :

$$29.000 \times 300/364 + 6.000 \times 150/126 + 29.000 \times 300/257 + 4.350 \times 150/152 = 28.618 + 7.143 + 10.525 + 4.293 = 50.579 \text{ mètres cubes.}$$

Quatre des six groupes prévus suffiraient donc pour élever

$$50.579 \times 4/6 = 33.719 \text{ mètres cubes,}$$

chiffre légèrement supérieur à la consommation générale moyenne. Cela signifie qu'en général et théoriquement on pourrait marcher avec deux groupes de réserve en plus des deux normalement prévus.

En résumé l'installation paraît devoir comporter :

1° Au Grand-Camp, quatre groupes de 300 kilowatts dont un de rechange ou de réserve ;

2° A Saint-Clair, huit groupes de 150 kilowatts dont deux de rechange ou de réserve.

G) Le calcul de l'énergie à acheter annuellement a été fait en prenant pour base, soit la moyenne des cinq années précédentes, soit les résultats de l'année 1906, savoir :

Moyenne.

A)	61.113	×	55	=	3.361.215
B)	16.668	×	50	=	833.400
C)	4.998	×	100	=	499.800
D)	6.405	×	136	=	871.080
E)	3.683	×	167	=	615.061
Totaux	92.867				6.180.556

Année 1906.

	62.928	×	55	=	3.461.040
	17.076	×	50	=	853.800
	4.990	×	100	=	499.000
	6.205	×	136	=	843.880
	3.815	×	167	=	637.105
Tot.	95.014				6.294.825

En supposant une marche ininterrompue cela correspond à une énergie instantanée constante de :

$$\frac{6.180.556.000 \text{ ou } 6.294.825.000 \times 0.981}{86.400 \times 0.65 \times 100} = 1.080 \text{ à } 1.100$$

kilowatts et pour une année entière à une fourniture de :

$$1.080 \text{ ou } 1.100 \times 24 \times 365 = 9.460.000 \text{ à } 9.630.000 \text{ kilowatts, soit un maximum de } 9.700.000 \text{ kilowatts-heures.}$$

DÉPENSES DE PREMIER ÉTABLISSEMENT.

D'après les renseignements obtenus, la partie mécanico-électrique (moteurs électriques et pompes centrifuges) occasionnerait une dépense d'environ 230.000 francs.

Au point de vue des installations nouvelles, elles seront réduites à peu de chose en raison du très faible encombrement des nouveaux groupes : au Grand-Camp, il sera facile d'installer les quatre groupes prévus entre les pompes existantes et au-dessus précisément du puisard d'aspiration ; à Saint-Clair, il sera nécessaire de construire un bâtiment spécial au-dessus de la galerie qui va des bassins filtrants au puisard des machines de Cornouailles ; on y installera les huit groupes prévus et l'on réservera la place pour quatre autres groupes en cas d'extension de la consommation (on pourrait même, le cas échéant, installer dans l'usine du Grand-Camp deux groupes supplémentaires) ; enfin, il faudra faire divers travaux de canalisation, soit pour relier les nouvelles pompes au réseau actuel de refoulement, soit pour permettre le refoulement direct dans les

réservoirs de Rillieux et de la Sarra, puisque l'installation de Montessuy sera supprimée en tant que relai.

Ces diverses dépenses s'élèveront à la somme d'environ 80.000 francs, ce qui portera la dépense totale à la somme approximative de : 230.000 + 80.000 = 310.000 francs.

Il convient de remarquer qu'on laissera subsister dans leur intégralité les installations actuelles ; cela paraît indispensable, non point que l'on doive s'en servir effectivement, mais parce que leur maintien s'impose comme mesure de sécurité.

DÉPENSES D'EXPLOITATION.

La question la plus importante à examiner maintenant est celle du prix d'achat de l'énergie électrique.

M. le Directeur du service de la Voirie avait tout d'abord pensé pouvoir traiter avec la Société des Forces motrices du Rhône, mais après de longs pourparlers cette dernière a déclaré ne pouvoir livrer l'énergie qu'au prix de 0 fr. 04 le kilowatt-heure et encore pour une fraction seulement de la puissance nécessaire.

Dans ces conditions, il s'est adressé à la Société grenobloise de Force et Lumière qui serait disposée à céder l'énergie au prix réduit de 0 fr. 035 le kilowatt-heure, dans la limite d'une puissance instantanée maximum de 1.500 kilowatts ; au delà de cette limite, cette même unité serait facturée à raison de 0 fr. 07.

Étant donné la facilité que nous aurons de pouvoir marcher vingt-deux et même vingt-quatre heures pendant les jours de forte consommation (en faisant fonctionner au besoin chaque groupe comme groupe de réserve), ce tarif majoré ne sera appliqué que tout à fait exceptionnellement.

Dans le cas où la Société Grenobloise ne serait pas en état de fournir l'énergie prévue au contrat, elle donnerait le droit de s'adresser ailleurs, dans l'espèce à la Société de Jonage, et de plus, elle paierait à la Ville une indemnité calculée à raison de 0 fr. 035 le kilowatt-heure pour l'énergie achetée dans ces conditions.

Ces propositions ne sont valables que jusqu'au 1^{er} octobre prochain.

M. le Directeur du service de la Voirie s'est entendu, d'autre part, avec la Société de Jonage pour qu'elle livre à titre de secours, l'énergie qui pourrait être nécessaire au taux de 0 fr. 07 le kilowatt-heure ; il en résulte que cette énergie de secours ne reviendra pas plus cher que celle fournie normalement par la Société Grenobloise ; de plus, cette combinaison permettra d'assurer, en toute hypothèse, la bonne marche des usines.

La consommation annuelle d'énergie a été évaluée à 9.700.000 kilowatt-heures ; c'est donc une dépense de 340.000 francs environ qui incombera à la Ville de ce chef.

Ce chiffre ne paraît pas devoir être sensiblement dépassé, du moins pendant la durée du marché qui serait fixée à 15 ans avec faculté pour la Ville seule de demander la résiliation à partir de la

dixième année ; si, en effet, il y a lieu de compter sur un développement normal et progressif des besoins de la consommation, par contre il convient de remarquer que les évaluations de débits journaliers ont été faites d'après le nombre de coups de pistons et le volume des cylindres des installations actuelles ; or, il se produit incontestablement un déchet sur ce dernier élément, dû à l'usure des garnitures des pistons, au retard dans la fermeture des clapets, à l'inertie de l'eau, etc., et l'on réalisera certainement, au moins dans les premières années, une économie appréciable sur le chiffre indiqué précédemment ; c'est précisément pour cette raison qu'il n'a été garanti à la Société Grenobloise qu'une recette minimum de 300.000 fr.

Admettons toutefois une dépense de 340.000 francs.

Pour l'entretien, l'on peut compter sur une dépense maximum de 5.000 fr.

Pour le personnel, une dépense de 30.000 francs paraît suffisante et même susceptible de réduction, si l'on veut traiter à forfait avec la Société Grenobloise pour la surveillance et le fonctionnement des machines.

Restent les dépenses relatives à l'amortissement des installations ; admettons une durée d'amortissement de vingt ans pour les machines (moteurs et pompes), soit par an 230.000 : 20 = 11.500 francs ; et de quarante ans pour les autres installations, soit 80.000 : 40 = 2.000 francs, soit au total 13.500 francs que nous porterons à 15.000 francs pour tenir compte des charges financières de l'amortissement.

Au total, les dépenses d'exploitation peuvent être prévues comme il suit :

Fourniture d'énergie électrique.....	Fr.	340.000
Personnel.....		30.000
Entretien.....		5.000
Amortissement.....		15.000
Total.....	Fr.	390.000

Les dépenses faites en 1906 pour le fonctionnement des usines des Eaux se sont élevées à 396.409 fr. 55, se répartissant ainsi :

Combustible et matières graissantes.....	279.603 47
Personnel.....	107.715 53
Entretien et dépenses diverses	9.090 55
Total égal.....	Fr. 396.409 55

soit un dépassement de 6.403 fr. 55 sur les dépenses prévues pour la nouvelle exploitation.

Au total, c'est l'économie importante réalisée sur le personnel qui constituera l'élément essentiel de cette nouvelle exploitation et qui permettra de faire face à l'accroissement notable de dépense résultant de l'achat de l'énergie électrique sous une forme toute prête à être utilisée.

La transformation projetée ne réalisera pas sur la situation actuelle une amélioration très notable au point de vue budgétaire ; toutefois, il paraît vraisemblable qu'on pourra amortir les dépenses des installations nouvelles et

obtenir de plus un boni de 5,000 francs au moins sur les crédits habituellement inscrits à ce chapitre; la transformation serait donc, même à ce point de vue, une bonne opération.

Mais il y a lieu de considérer en outre :

1° Que les usines ne pourront pas continuer à fonctionner longtemps dans leur état actuel et qu'il sera nécessaire de leur faire subir, à bref délai, des réparations très importantes;

2° Qu'il règne et qu'il régnera de plus en plus une incertitude sur le prix du charbon et même sur la possibilité de s'approvisionner en temps de forte hausse.

Considérée sous ces points de vue, la transformation s'impose nécessairement et elle est appelée à devenir, sans aucun doute, une bonne opération pour les finances municipales.

PERSONNEL.

Il est incontestable que l'adoption de la force motrice électrique entraîne comme conséquence la suppression presque totale de la main-d'œuvre occupée dans une usine à vapeur.

Mais il est difficile de formuler dès à présent et en détail des propositions au sujet du personnel actuellement en service; d'ailleurs, la transformation ne se fera pas du jour au lendemain; il faudra environ six mois pour la faire approuver définitivement et plus d'un an pour la réaliser complètement. Cela nous porte en 1909. On aura donc le temps d'étudier à loisir la question et de prendre une décision en ce qui concerne le personnel.

Actuellement, le personnel des usines compte quarante-neuf unités. Or, l'organisation future le réduira vraisemblablement à douze unités.

Le moment venu, l'Administration examinera comment on pourrait utiliser les ouvriers dont les emplois auront été supprimés et qui seront encore susceptibles de rendre des services.

Dans tous les cas, tous les ouvriers recevront les compensations nécessaires en tenant compte de leurs aptitudes et de leur ancienneté de services.

EXÉCUTION DES TRAVAUX DE TRANSFORMATION.

Pour l'exécution des travaux, M. le Directeur du service de la Voirie propose une combinaison de deux entrepreneurs (moteurs électriques et pompes centrifuges) qui ne donnerait lieu qu'à un marché unique. Il est, en effet, absolument nécessaire de n'avoir affaire qu'à un seul entrepreneur responsable de l'ensemble de la fourniture, de son rendement final, de son installation, etc.; lorsque la responsabilité est dédoublée, non seulement elle est diminuée, mais en fait, elle disparaît souvent presque complètement.

Les travaux pourraient faire l'objet d'un concours entre constructeurs spécialistes de groupes moteur électrique-pompe centrifuge sur les bases du programme joint au dossier.

Les résultats de ce concours seraient examinés et classés par une Commis-

sion spéciale nommée à cet effet. Le classement deviendrait définitif par l'approbation du Conseil municipal.

L'auteur du projet classé avec le n° 1 serait dès lors déclaré adjudicataire, à moins que la Ville ne renonçât à l'exécution des travaux, auquel cas une prime de 2,500 francs lui serait accordée.

Les auteurs des projets n° 2 et 3 recevraient respectivement une prime de 1,000 francs et de 500 francs.

Après l'approbation de son marché, l'adjudicataire aurait à déposer à la Caisse municipale un cautionnement de 10,000 francs.

CONCLUSIONS.

En résumé, j'ai l'honneur de vous proposer, Messieurs, de vouloir bien :

1° Approuver le projet de transformation des usines du service des Eaux, tel qu'il vient d'être décrit et décider que ce projet fera l'objet d'un concours entre constructeurs spécialistes;

2° Décider l'inscription au budget supplémentaire de l'exercice courant d'un crédit prévisionnel de 4,000 francs pour le paiement des primes allouées aux projets classés le cas échéant;

3° Autoriser l'Administration à traiter avec la Société grenobloise de Force et Lumière et avec la Société des Forces motrices du Rhône pour la fourniture de l'énergie électrique, dans les conditions ci-dessus indiquées.

4° Décider enfin que la dépense de transformation évaluée à la somme de 310,000 francs fera l'objet d'un crédit spécial à inscrire au budget de l'exercice 1908.

Lyon, le 18 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, le projet qui nous est présenté par l'Administration, en vue de la substitution de la force motrice électrique à la force motrice à vapeur aux usines élévatoires du service des Eaux, est motivé par les raisons suivantes, qui me semblent très justifiées.

Tenant compte, d'abord, de l'augmentation de plus en plus croissante du nombre des abonnés au service de distribution d'eau, l'Administration a prévu qu'à un moment donné le matériel existant ne permettra plus de faire face aux nécessités d'un service aussi important que celui de la distribution de l'eau à domicile.

Chacun de nous, Messieurs, a pu prendre connaissance du rapport de M. le Maire, sur le *Bulletin municipal* du 21 juillet dernier, et, par conséquent, nous sommes tous fixés sur ce projet qui est très complexe et qui a été l'objet d'études très sérieuses et très approfondies, soit de l'Administration, soit de M. l'Ingénieur en chef de la Ville, dont les rapports très importants et très complets sont joints au dossier.

Je crois donc inutile de vous donner lecture de ces rapports, ce qui serait

très long en raison des nombreux détails qui y sont exposés; je me bornerai simplement à vous donner quelques renseignements sur l'état actuel des installations des usines des eaux que j'ai visitées :

A l'usine de Saint-Clair, une nouvelle fuite importante s'est déclarée au bouilleur de la chaudière n° 21; on a dû rapporter une pièce sur la tôle fendue, ce qui porte à cinq les réparations de ce genre qui ont déjà été faites sur ce bouilleur.

L'usine de Saint-Clair se trouve en ce moment dans des conditions d'exploitation qui laissent beaucoup à désirer, tant au point de vue de la sécurité qu'à celui de la dépense; si l'on tarde trop à remplacer ces installations, il pourrait se produire des accidents graves et irréparables qui troubleraient profondément la marche du service.

Il y a donc un réel intérêt pour la ville de Lyon à transformer au plus tôt ses usines élévatoires par l'adoption de la force motrice électrique.

A l'usine de Saint-Clair, le remplacement complet du matériel mécanique s'impose :

Les machines à vapeur qui fonctionnent encore actuellement, et les chaudières surtout, sont presque hors de service; ce sont des anciennes machines à balanciers, dites « de Cornouailles », qui sont installées, je crois, depuis 1855. Les pompes à pistons qu'elles commandent pour élever l'eau sont dans les mêmes conditions.

Les deux machines à vapeur et les pompes qui donnent l'eau au réservoir de Montessuy et par extension à ceux de Rillieux et de la Sarra, sont également en très mauvais état; elles datent de 1863 et 1865.

En examinant ces machines, on se demande comment elles ont pu être entretenues ainsi jusqu'à ce jour dans un état de marche leur permettant d'assurer encore le service!

D'autre part, Messieurs, l'installation du Grand-Camp, qui date d'environ dix ans et qui est composée de cinq machines à vapeur, pompes et chaudières, a déjà été très surmenée, elle est devenue insuffisante, puisqu'elle permet à peine de donner le débit nécessaire pendant l'été où toutes les machines ensemble sont mises en mouvement.

Dans ces conditions, il faut toujours s'attendre à des surprises désagréables, car une ou plusieurs machines peuvent être arrêtées par suite d'accidents ou de réparations urgentes, et il est donc indispensable d'avoir au moins une machine en réserve ou de rechange pour assurer le service.

Or, après examen sur les lieux, je ne vois pas la possibilité d'installer une nouvelle machine avec pompe à piston et chaudière, la disposition et l'emplacement du local ne le permet pas, et voudrait-on construire un bâtiment pour loger ce matériel que le coût en serait presque aussi élevé que la somme nécessaire prescrite par le projet pour le remplacement complet de toute l'installation.

Dans le projet proposé, il est question

d'installer des pompes centrifuges marchant par des moteurs électriques en remplacement des machines à vapeur, chaudières et pompes à pistons.

On sait que les pompes centrifuges, appliquées dans certains endroits, tels que dans les puits de mines par exemple, peuvent donner lieu à des variations de rendement et à d'autres inconvénients qu'il est inutile d'énumérer, et qui résultent de ce que les pompes ont d'abord une très grande hauteur de refoulement et qu'elles aspirent, en même temps que l'eau, une quantité considérable de sable, de gravier, de quartz et autres matières qui usent très rapidement les ailettes.

Même les pompes à pistons, appliquées dans ces endroits-là, sont susceptibles des mêmes inconvénients.

Mais, nous ne sommes pas, heureusement, dans des conditions semblables, car l'eau que nous aspirons dans nos galeries et nos puits filtrants est absolument pure et exempte de matières étrangères susceptibles d'endommager les pompes et d'en diminuer leur rendement dans de notables proportions.

Je crois donc qu'il n'y a aucun inconvénient à installer les pompes centrifuges commandées par des moteurs électriques dont il est question dans le projet.

Examinons maintenant le projet au point de vue de l'installation :

Nous voyons qu'à l'usine du Grand-Camp, les quatre moteurs électriques-pompes centrifuges devant desservir le réservoir de Bron peuvent être installés entre les machines à vapeur existantes, et cela sans aucun frais que ceux de leur mise en place et de leur raccordement aux conduites de refoulement.

Sur ces quatre moteurs-pompes d'environ 400 chevaux chacun, trois seulement permettraient de donner un débit supérieur à celui des cinq pompes à vapeur actuelles, et il resterait le quatrième moteur-pompe en réserve en cas de nécessité.

A l'usine de Saint-Clair, les machines actuelles sont disséminées dans quatre bâtiments différents, ce qui est un inconvénient au point de vue de l'exploitation et de la surveillance des machines ; il y aurait donc intérêt à grouper toute l'installation de cette usine dans un nouveau bâtiment, peu coûteux d'ailleurs, où l'on appliquerait huit moteurs électriques-pompes centrifuges d'environ 200 chevaux chacun dont :

Trois pour le bas service (50 m. d'élévation) pour le réservoir de Saint-Clair ;

Un pour le moyen service (100 m. d'élévation) pour le réservoir de Montessuy ;

Deux pour le haut service (136 m. d'élévation) pour le réservoir de Rillieux ;

Et deux pour le service supérieur (167 m. d'élévation) pour le réservoir de la Sarra.

Il est à remarquer que la construction de ce bâtiment et de cette installation entraînerait la suppression de l'usine de Montessuy qui est par trop éloignée des autres services.

Toute cette installation complète (Grand-Camp et Saint-Clair), revien-

draît, d'après le projet, à la somme d'environ 310,000 francs.

Il ne faut pas oublier que les machines à vapeur, chaudières et pompes à pistons existantes resteraient installées dans leur intégralité, ce qui est indispensable, parce que leur maintien s'impose comme mesure de sécurité, et qu'elles devront être entretenues en état de bonne marche et toujours prêtes à fonctionner en cas de besoin urgent.

Il reste évident, Messieurs, qu'une installation électrique telle que celle que l'Administration nous propose va supprimer une bonne partie de la main-d'œuvre et par suite une partie du personnel actuellement occupé à ce service, mais c'est là une conséquence du progrès, auquel on ne peut s'opposer sans s'opposer au progrès lui-même, et il est certain, et nous pouvons affirmer, Messieurs, que la ville de Lyon ne rejettera pas sur le pavé les ouvriers dont elle pourrait ne plus avoir besoin, car elle peut utiliser dans d'autres services le personnel qui se trouverait sans emploi dans la future organisation.

D'autre part, il est à remarquer que la conservation de ce personnel est même une nécessité pour la Ville, si en cas d'invasion, de manque d'énergie électrique, de grève ou de cas de force majeure, elle se voyait forcée de remettre en marche les installations actuelles.

Je vous propose donc, Messieurs, conformément au rapport de M. le Maire, de bien vouloir :

1° Approuver ce projet de transformation et décider qu'il fera l'objet d'un concours entre constructeurs spécialistes français ;

2° Décider l'inscription au budget supplémentaire de l'exercice courant d'un crédit de 4,000 francs pour le paiement des primes allouées pour le concours ;

3° Autoriser l'Administration à traiter avec la Société Grenobloise de Force et Lumière et avec la Société des Forces motrices du Rhône pour la fourniture de l'énergie électrique dans les conditions indiquées ;

4° Décider enfin, que la dépense de transformation, évaluée à la somme de 310,000 francs, fera l'objet d'un crédit spécial à inscrire au budget de l'exercice de 1908.

Le Rapporteur,

F. Roux.

M. MARRO: Messieurs, dans notre dernière séance de la Commission générale, j'avais combattu le projet de transformation des usines du service municipal des Eaux, qui nous est présenté par l'Administration, et je tiens à faire également toutes mes réserves en séance publique du Conseil. Je ne crois pas qu'il y ait utilité pour la ville de Lyon, à engager une dépense comme celle qu'on nous propose, pour réaliser une aussi petite économie sur le fonctionnement de ces usines.

Ce n'est pas que je sois absolument hostile à l'emploi des pompes centrifuges, parce que si ces appareils n'ont pas

donné, il y a une dizaine d'années, toutes leurs preuves, il faut bien admettre que des progrès ont été réalisés depuis dans leur construction : mais je persiste à croire que les pompes centrifuges actionnées par des moteurs électriques, sont encore aujourd'hui inférieures comme rendement aux pompes à piston mues par des machines à vapeur. D'autre part, je trouve que l'économie à réaliser d'après le projet qui nous est soumis, ne nous permet pas d'engager une dépense aussi considérable.

M. le Maire nous dit, dans son rapport que l'installation actuelle ne peut pas subsister plus longtemps et qu'il est indispensable de procéder au remplacement total des machines et du matériel du service des Eaux.

Si, dans ce matériel, il y a quelque chose qui laisse à désirer, ce sont les chaudières, c'est incontestable ; mais il ne faut pas dire que l'ensemble des machines est en mauvais état. Au contraire, les pompes sont encore en très bon état. Ce ne serait pas à l'honneur du service technique si on laissait croire que des machines motrices et des pompes qui fonctionnent depuis dix ou quinze ans seulement sont déjà hors d'usage.

Je sais bien qu'à côté de ces appareils relativement récents, il y en a qui datent de 1855, il y en a aussi qui datent de 1875, et qui sont complètement démodés ; mais ils peuvent cependant fonctionner encore. La seule chose qu'on puisse leur reprocher, c'est de coûter trop cher en charbon. Je crois que le chiffre de 6,000 francs qu'on nous donne comme étant l'économie possible à réaliser est un peu excessif ; on s'est basé pour établir ce chiffre sur le prix du dernier achat de charbon. Cet achat a été fait à un prix très élevé. On me dira que cette année encore le prix des charbons est très élevé. Mais si l'on connaît pour cette année le prix du charbon, on ne peut prévoir ce qu'il sera dans les années suivantes.

S'il reste quelques chaudières en bon état, la Ville pourrait, non pas faire faire de nouvelles réparations, mais installer simplement, à titre d'essai, une batterie de pompes centrifuges, à côté du matériel existant. De cette façon une transformation complète serait évitée et le service serait assuré cependant.

Je sais que le matériel actuel est démodé en partie, et que certaines chaudières sont en mauvais état, mais il serait bon d'avoir sur cette question l'avis d'une Commission compétente, qui établirait d'une façon précise, si certaines chaudières sont réparables, s'il est nécessaire d'en remplacer quelques unes, ou si, au contraire, il y aurait avantage à procéder simplement à une installation supplémentaire de pompes centrifuges, que l'Administration pourrait mettre à l'étude pendant deux ou trois années pour s'assurer de leur bon fonctionnement. Ce délai de deux ou trois années permettrait de s'assurer que les pompes centrifuges peuvent donner de bons résultats dans les services publics ;

car il faut noter que certains de ces services ont abandonné ce système au bout d'un délai plus ou moins long.

M. Roux dit, dans son rapport, en parlant du mauvais fonctionnement de certaines pompes, qu'il s'agit de machines installées dans des mines et destinées à l'épuisement d'eaux boueuses. Sur ce point, notre collègue a raison; je crois néanmoins qu'il serait utile de faire des expériences. Il n'appartient pas, en effet, à une ville comme la nôtre qui ne peut supporter aucun arrêt dans le fonctionnement de son service des Eaux, d'entreprendre l'installation d'appareils qui n'ont pas encore donné des preuves certaines d'un fonctionnement régulier. Si, malgré tout, l'on veut tenter l'aventure il faut, à mon avis, remettre quelques chaudières en état et attendre qu'une batterie de pompes centrifuges ait fait ses preuves.

Vous dites, Monsieur le Maire, que par la substitution de l'électricité à la vapeur vous réalisez quelques 6.000 fr. d'économie. Or, si vous faites la transformation, vous allez être obligé de conserver, à côté des nouvelles pompes, l'ancien matériel qui entraînera des frais d'entretien. Il est impossible de conserver un matériel de l'importance de celui de la ville de Lyon, sans engager des frais pour le tenir en état de fonctionnement. Ne croyez-vous pas que ces frais vont grever sensiblement les 6.000 fr. d'économie que vous allez réaliser?

Messieurs, avant de continuer cette démonstration, permettez-moi de vous entretenir quelques instants d'un rapport émanant de l'Association de la Métallurgie, et dont vous avez certainement tous pris connaissance. Je tiens à me défendre de faire état de ce rapport.

L'Association de la Métallurgie est mal venue à nous donner des conseils sur le sort futur du personnel du service des Eaux, qui sera affecté, forcément, à d'autres services, l'Administration ne voulant nullement l'abandonner. L'Association oublie-t-elle qu'elle s'est complètement désintéressée du sort des ouvriers métallurgistes, lors de la dernière grève, et qu'elle a instauré, à l'encontre de ceux qui avaient formulé des revendications, un véritable système de fiches destiné à les poursuivre?

Je ne saurais donc faire usage d'un tel rapport, qui contient, du reste, plusieurs erreurs.

Ceci dit, je reprends ma démonstration.

M. le Maire nous disait en séance de Commission générale qu'il était opposé à la nomination d'une Commission à laquelle serait confié le soin de se rendre compte, sur place, de l'état du matériel actuel du service des Eaux, et de l'utilité qu'il y aurait à remplacer les pompes à vapeur par des pompes centrifuges actionnées par l'énergie électrique.

Or, permettez-moi de dire que l'on peut bien faire des réserves sur cette affirmation des agents techniques de la Ville, que le matériel en service n'est pas suffisant.

Monsieur le Maire, vous nous faisiez

remarquer que si vous employiez des agents techniques, que vous payez fort cher, c'était uniquement pour avoir des collaborateurs sur la compétence desquels vous puissiez compter. Eh bien! non. Je dis que si la Ville confie à des agents techniques à son service l'étude de questions de leur ressort et la rédaction de rapports sur ces questions, il appartient au Conseil municipal de ne pas accepter les conclusions de ces agents comme de véritables actes de foi et d'en faire contrôler l'exactitude, surtout lorsqu'elles entraînent de fortes dépenses, comme c'est le cas en l'espèce.

Les chefs des services municipaux sont sujets à erreur; et vous avez bien remarqué, Monsieur le Maire, qu'il ne fallait pas accepter d'emblée tout ce qui émanait d'eux, puisque vous avez été dans l'obligation de vous passer des services de l'un d'entre eux.

Je conclus donc à l'utilité de la nomination d'une Commission technique d'examen et je prie le Conseil de prendre cette proposition en considération.

Sans mettre en doute leur compétence, il est de notre devoir, je le répète, de contrôler les affirmations des agents techniques.

M. Roux, rapporteur: Je ferai simplement remarquer à M. Marro que nous avons visité les chaudières lors de notre visite aux installations des usines des Eaux. Nous ne sommes pas entrés dedans; mais nous les avons vues, nous avons constaté les réparations qui avaient dû y être faites. Nous avons pu nous convaincre qu'elles étaient dans un état déplorable et qu'on pouvait d'un moment à l'autre s'attendre à un désastre.

D'autre part, M. Marro exprime quelques craintes au sujet du fonctionnement des pompes centrifuges « qui, dit-il, n'ont pas encore fait leurs preuves ».

Mais, Messieurs, je vous assure que je n'ai pas eu besoin d'aller bien loin pour me renseigner. J'ai vu fonctionner, ici, à Lyon, dans une usine importante, une pompe centrifuge électrique système Rateau, qui, en ce moment, double une installation de pompes alternatives, actionnées par des moteurs à gaz pauvre. Cette pompe, d'une force de 75 chevaux, tourne à 1.410 tours à la minute et peut élever 300 mètres cubes de liquide à l'heure. Elle fonctionne depuis cinq ans et a donné un rendement de 72 %, qu'elle a maintenu jusqu'à l'heure actuelle.

Je crois que ce sont là des résultats assez satisfaisants pour que nous puissions les prendre pour base de notre opinion.

M. DECLÉRIS: Aux arguments fournis par M. Marro, il me semble que l'on pourrait en ajouter un autre.

Tous nos collègues ont dû recevoir un mémoire....

M. LE MAIRE: Permettez-moi de dire un pamphlet!

M. DECLÉRIS: où est exposé un nouveau projet qui ferait réaliser à la Ville, nous dit-on, une économie considérable par rapport à celui que nous

soumet l'Administration municipale. Je demande donc à M. le Maire de nous dire si ce projet est intéressant et, dans le cas où il n'aurait pas encore été étudié, de surseoir à notre décision.

M. MARRO: C'est un pamphlet anonyme!

M. LE MAIRE: Je suis très heureux de pouvoir donner au Conseil des explications sur les différentes questions que soulève le projet que nous vous avons soumis pour la substitution de la force motrice électrique à la force motrice à vapeur dans les usines du service des Eaux. Depuis de longs mois nous en poursuivons l'étude et nous n'avons rien négligé pour que cette étude fût aussi complète que possible. Le projet n'est pas nouveau; sa réalisation avait déjà été, vous le savez, envisagée par mon prédécesseur, je l'ai repris, je l'ai étudié à nouveau, je l'ai mis sur pied et à l'heure actuelle je suis prêt à le défendre de toute mon énergie, car je suis convaincu qu'il apportera une très sérieuse amélioration dans le fonctionnement de notre service des Eaux.

Je ne veux confondre en aucune façon les arguments présentés par nos collègues MM. Marro et Decléris avec ceux mis en avant par l'Association métallurgique du département du Rhône et par deux ou trois maisons de constructions industrielles à propos desquelles je m'expliquerai tout à l'heure.

L'Association métallurgique mène depuis quelques temps contre l'Administration municipale une campagne au cours de laquelle elle n'a reculé devant aucun procédé. Elle a essayé, Messieurs, de provoquer vos scrupules, de vous intimider. Elle n'a rien négligé pour obtenir la répétition du petit scandale qui s'est produit en 1896, lors de l'extension du service des Eaux dans les 3^e et 6^e arrondissements.

Vous savez tous, Messieurs, ce qui s'est passé à cette époque. L'établissement de notre usine hydraulique du Grand-Camp venait d'être décidé. Pour examiner et classer par ordre de mérite les projets présentés par les divers constructeurs, une Commission technique fut désignée. Cette Commission se composait de dix membres, dont huit ingénieurs. Devant sa décision, on se déclarait prêt à s'incliner; mais, sans doute, à la condition expresse que cette décision serait favorable aux intérêts que l'on défendait. Cette Commission procéda à une étude extrêmement consciencieuse des projets présentés. Je tiens à votre disposition le rapport où sont consignés les résultats de cette étude qui aboutit à la conclusion suivante: Le projet présenté par MM. Schneider et C^{ie}, au Creusot, obtint le premier rang. Cependant, ce n'est pas lui qui fut choisi. La sentence de la Commission technique n'était pas favorable aux intérêts de certaines personnes, qui firent tous leurs efforts pour la faire annuler; elles y réussirent. Ce procédé fut pour nous l'origine de nombreux ennuis et de nombreux désagréments. Voilà ce qui s'est passé en 1896; voilà ce que l'Administration municipale

ne voudrait, à aucun prix, voir se renouveler en 1907. Des faits de ce genre ne peuvent que déconsidérer une administration.

L'Association métallurgique répond à cet exposé des faits par un factum anonyme.....

M. CURTELIN : Et fort peu poli !

M. LE MAIRE : Elle prétend qu'il faut « beaucoup d'ignorance ou de mauvaise foi » — ceci est à mon adresse — pour interpréter comme je viens de le faire les résultats du concours de 1896. Les documents que j'ai sous les yeux et que nous conservons soigneusement, sont la preuve indéniable que les faits se sont bien passés comme je viens de vous les exposer.

Vous me permettrez, Messieurs, de faire en second lieu, justice du procédé qu'emploie l'Association métallurgique en se posant en défenseur des ouvriers lyonnais. M. Marro a déjà relevé cette prétention qui dépasse les bornes permises. C'est l'Administration municipale, c'est elle seule, qui s'est intéressée au sort des ouvriers métallurgistes lyonnais, lors de la dernière grève, qui a éclaté dans cette industrie ! C'est le Conseil municipal qui a voté les sommes nécessaires pour mettre fin aux misères nombreuses que cette grève avait entraînées ! Et, lorsqu'à la suite de ces événements je suis intervenu pour demander la réintégration dans les usines métallurgiques de deux ou trois ouvriers qui avaient été congédiés, je me suis heurté à un refus formel ! Dans ces conditions, j'ai le droit de dire que l'Administration municipale n'a de leçons à recevoir de personne quand il s'agit de protéger les ouvriers lyonnais ! (*Très bien ! Très bien !*)

Je n'en dirai pas plus.

Je regrette simplement que le Président de l'Association métallurgique ait, une fois au moins, revêtu de sa signature ce factum, qui, en particulier dans sa page 6, n'est rien moins que convenable à l'égard de l'Administration municipale et de ses employés.

Dans le premier mémoire qui nous a été adressé, je pourrais relever plusieurs inconvenances. Dans le second, dans ce factum anonyme que vous avez tous reçu, on a élevé contre certains de nos employés des insinuations que je ne puis laisser passer. Je ne puis admettre qu'à propos de l'état de nos machines on s'exprime ainsi :

Si ce matériel est aujourd'hui en mauvais état, après avoir connu de meilleurs jours, il ne faudrait peut-être s'en prendre qu'à ceux qui sont chargés d'en assurer le bon et facile entretien.

Il doit être on ne peut plus simple de vérifier que ce matériel est facile à bien entretenir et à maintenir à sa consommation de début, en faisant appel, s'il le faut, aux constructeurs respectifs qui l'ont fourni.

Je déclare, Messieurs, que nos agents techniques font tout leur devoir !

M. MARRO : Les machines sont très bien entretenues !

M. LE MAIRE : M. l'Ingénieur chargé

des usines des Eaux me donne, en particulier, pleine et entière satisfaction et je le couvre autant qu'il est possible à un chef de couvrir son subordonné.

Une nouvelle question s'est greffée sur celle que j'avais traitée dans mon rapport. On a proposé de joindre au projet de réorganisation des usines du service des Eaux un projet d'établissement d'une usine d'incinération d'immondices. Comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire, je ne suis pas le moins du monde hostile à l'installation, à Lyon, d'une usine d'incinération des ordures ménagères. Je le suis si peu que je viens de donner l'ordre à M. l'Ingénieur en chef de la Voirie de dresser le programme d'un concours en vue de la création dans notre Ville d'une usine de ce genre. Ce programme sera rendu public dès qu'il sera établi par l'Administration municipale, d'accord avec le service technique.

M. BIZET : Mes félicitations, Monsieur le Maire. Ce ne sera pas trop tôt.

M. LE MAIRE : Peut-être est-ce trop tôt, au contraire ! Je n'en suis pas bien sûr ! (*Rires.*)

La ville de Lyon ne doit pas tenter des expériences de laboratoire.....

M. MARRO : C'est pourtant ce que vous allez faire avec l'emploi des pompes centrifuges !

M. LE MAIRE : A l'heure actuelle, pourriez-vous me citer un procédé de destruction des immondices qui donne pleine satisfaction à ceux qui l'emploient ? On a parlé des usines de Bruxelles. Dans cette ville, toutes les usines sont de types différents. Ceci est bien la preuve que l'usine modèle n'est pas encore trouvée. Cependant, je tiens à ce que la ville de Lyon arrive en très bon rang quand il s'agit de l'application de tous les progrès. Toutes les maisons offrant des garanties sérieuses seront donc admises à prendre part au concours qui sera ouvert. C'est à ce moment-là que les auteurs du factum qui vous a été adressé pourront le plus utilement présenter leur projet.

M. Decléris nous demandait tout à l'heure de surseoir à notre décision pour attendre les propositions qui pourraient nous être faites. J'ai déjà reçu, de la Société des appareils destructeurs Horsfall et d'une autre maison que je ne désigne pas, des propositions que je ne peux pas accepter pour le moment. Peut-être en recevrai-je d'autres encore. Il y a quelques jours, s'est présenté à mon cabinet, en présence d'un Adjoint de la Mairie centrale, un ingénieur chargé de me soumettre un projet. Il n'a pas hésité à me demander de retarder le vote du Conseil ; il m'a fait beaucoup de promesses, mais pas une seule proposition ferme : il n'a même pas voulu me répondre lorsque je lui ai demandé de quelle maison il était le représentant. Malgré cela, j'ai demandé à M. l'Ingénieur en chef de me faire connaître son avis. Je vous demande la permission, Messieurs, de vous lire quelques lignes du rapport sommaire que m'a adressé aujourd'hui même ce chef de service :

.....Il ne m'est pas possible de vous donner un avis, même sommaire, sur les propositions de M. X....., attendu que ces propositions sont inexistantes.

M. X..... s'est présenté à moi comme le représentant (sans mandat) d'une Société (réelle ou hypothétique) dont il ne veut pas même divulguer le nom. J'ai eu avec lui une conversation dans laquelle je me suis rendu compte qu'il était disposé à accepter beaucoup de charges, à faire beaucoup de dépenses, à prendre beaucoup d'engagements....., mais à la condition — dont vous reconnaîtrez aisément toute l'importance au point de vue du lancement financier d'une affaire — qu'on lui garantisse pendant un certain temps le paiement d'une annuité de 600,000 à 700,000 francs, moyennant quoi il nous céderait l'énergie électrique obtenue par l'incinération des immondices pour la mise en marche de nos usines éleveuses du Grand-Camp et de Saint-Clair.....

Et un peu plus loin, dans le même rapport, M. l'Ingénieur en chef ajoute, d'une formule que je fais mienne et que j'approuve tout à fait :

..... Je verrais un inconvénient très grave à accorder à une firme une subvention sous forme d'annuités, car ces annuités, monnayées par les banques intéressées, servent plus d'appât que de gage aux emprunts émis dans le public.....

(*Très bien ! Très bien !*).

Ceci est très bien dit ; c'est une proposition que j'adopte entièrement pour mon compte.

Je suis donc tout disposé à étudier avec vous un projet de construction d'usine pour l'incinération des immondices. Mais, je suis absolument hostile à toute combinaison qui consisterait à lier des projets aussi vagues que celui qui nous a été présenté, d'une façon d'ailleurs assez grossière — et qui nécessiterait peut-être des études très coûteuses — avec l'entreprise projetée et immédiatement nécessaire de la réfection des usines du service des Eaux. Voici, Messieurs, ce que j'avais à répondre à tous ceux qui, soit dans la Presse, soit dans certains mémoires, ont essayé de démontrer que les deux affaires pouvaient être connexes. J'ajoute que certains représentants de grandes maisons de Paris se verront impitoyablement fermer les portes de l'Hôtel de Ville de Lyon s'ils continuent à procéder ainsi. Bien que nous ne représentions, ici, qu'une ville de province, nous n'avons pas l'habitude de discuter les affaires de cette façon-là. Le mémoire de la Compagnie Nationale d'assainissement, en particulier, est d'une inconvenance et d'une brutalité qui dépassent toutes les limites ; il contient, dans la page 3, des insinuations odieuses ; je ne recevrai plus l'ingénieur conseil de cette Société.

Je reviens, maintenant, aux arguments sérieux développés par M. Marro. Le projet de l'Administration a soulevé un certain nombre de critiques que nous avons étudiées. Je crois y avoir répondu jeudi dernier, devant la Commission générale. On a discuté, par exemple, la question du rendement des machines motrices. Nous ne nions pas qu'il existe une différence assez sensible entre le rendement d'une machine en usage depuis

plusieurs années, et celui d'une machine qui est à l'état de neuf ; mais, je le ferai remarquer au Conseil, la même différence existe pour les appareils à vapeur que pour les pompes centrifuges accouplées à des moteurs électriques. Je dirai même que, d'après tous les renseignements que je me suis procurés sur la question, la diminution de rendement est bien moins grande pour les moteurs électriques que pour les pompes à vapeur. Nous avons eu, il faut bien le dire, des mécomptes en ce qui concerne le rendement des machines qui fonctionnent actuellement dans une certaine partie des usines des Eaux. Pour les pompes centrifuges, la déperdition ne se manifeste que dans des conditions tout à fait particulières. Si M. Marro a pu nous dire, tout à l'heure, que l'on avait rencontré certains inconvénients dans l'emploi des pompes centrifuges mues par l'électricité, il faut reconnaître que c'est surtout dans les mines que ces inconvénients se sont produits. Dans ces exploitations, on élève de l'eau boueuse, chargée de détrit, alors que dans nos usines municipales on n'élève que des eaux spécialement pures. Ces eaux, prises dans les galeries de filtration, sont dépouillées de toute particule solide, et ne provoquent par conséquent, que très peu d'usure du matériel.

Nous avons, cependant, comme c'était notre devoir, établi les calculs du projet qui vous est soumis d'une façon très prudente. Pour les moteurs électriques en pleine charge, le rendement normal assuré est de 91 à 92 % ; pour les pompes centrifuges, des constructeurs très sérieux et très connus nous ont affirmé pouvoir réaliser un rendement de 75, 76 et même 78 %. Il aurait été imprudent, de notre part, de baser nos calculs sur un pareil rendement, qui doit être considéré comme un maximum, et nous l'avons ramené à 65 %. Nous avons donc largement tenu compte, dans nos calculs, des diminutions possibles de rendement causées par l'usage aux appareils d'élévation.

Je dirai aussi à M. Marro que ce n'est pas avec la seule intention de faire réaliser à la Ville des économies, que nous proposons de substituer un organisme neuf et moderne à l'organisme défaillant du service des Eaux. Non seulement, j'admets comme lui que, malgré quelques imperfections, un certain nombre de machines du Grand-Camp peuvent utilement fonctionner, mais je le crois si bien que je compte fermement sur elles en cas de besoin. A côté des machines du Grand-Camp qui sont de construction relativement récente, il en existe d'autres, à Saint-Clair, dites de « Cornouailles », qui datent de 1855. Ces machines qui, en leur temps, ont été excellentes et qui ont conservé un aspect assez séduisant, grâce au bon entretien dont elles ont été l'objet, peuvent à tout instant causer des accidents très graves. Il s'en est déjà produit que nous sommes seuls à connaître, car lorsqu'il survient un accident à une de nos machines, nous n'allons pas le raconter au public pour l'effrayer....

M. MARRO : Les accidents sont accidentels, c'est le cas de le dire !

M. LE MAIRE :.... Pendant la période de sécheresse prolongée de l'année dernière, plusieurs accidents graves ont éprouvé ces machines trop anciennes. Les rapports des Ingénieurs du service technique sont tous concordants sur ce point : les machines anciennes doivent être remplacées. Ces ingénieurs, il est certain que M. Marro n'a pas entendu les critiquer tout à l'heure.....

M. MARRO : Oh, non !

M. LE MAIRE :.... ce sont bien eux qu'il faut croire, puisqu'ils sont chargés d'assurer le fonctionnement des usines qu'ils surveillent constamment ! Pour ma part, quand je les entends dire que la plupart des organes mécaniques sont à bout et qu'il est indispensable de les remplacer, je les crois, comme les avait crus mon prédécesseur. Vous savez, Messieurs, les raisons pour lesquelles la réfection du matériel n'avait pu être faite sous son administration. Il avait fallu se rendre à des raisons qui, jusqu'à un certain point, paraissaient légitimes. Une expertise était en cours et l'on ne pouvait toucher à l'installation qui devait rester telle qu'elle avait été livrée à la Ville par la Compagnie des Eaux. Aujourd'hui, l'expertise est finie et il devient indispensable de remplacer le vieux matériel, qu'il est difficile d'utiliser sans courir de très grands risques.

M. Marro a proposé la nomination d'une Commission. Dans son esprit, cette Commission ne devrait pas être semblable à celle qui fut instituée en 1896 ; elle devrait être prise, partie parmi les membres du Conseil municipal, et partie parmi des techniciens. Elle pourrait aller sur les lieux se rendre compte de l'état du matériel.

Vous le savez, Messieurs, chacun des membres de l'Assemblée municipale est libre de visiter les installations de la Ville. Un certain nombre d'entre vous l'ont fait et, comme M. Marro, se sont rendus aux usines du service des Eaux. Chacun de vous a pu se rendre compte de l'urgence des modifications que l'Administration vous propose.

Le projet de l'Administration, sur lequel il y aurait beaucoup à dire, a été étudié très attentivement, aussi bien du point de vue financier que du point de vue technique. Si vous autorisez — selon moi le Conseil ne peut pas hésiter à le faire — cette transformation des usines du service des Eaux annoncée depuis longtemps, vous nous permettez de réaliser une installation offrant toute sécurité. La combinaison que nous vous proposons est très prudente.

La Société grenobloise de Force et Lumière nous fournit l'énergie électrique au prix exceptionnellement bas de 0 fr. 035 le kilowatt-heure dans la limite d'une puissance instantanée maxima de 1,500 kilow. Cette Société construit à Oullins une usine à vapeur, destinée à parer aux accidents qui pourraient survenir à ses canalisations. Si ces deux installations faisaient défaut, l'u-

sine de Jonage, qui s'y est engagée, nous fournirait l'énergie nécessaire à la marche de nos usines des Eaux. Par lettre en date du 23 octobre 1907, l'ingénieur directeur de la Société des Forces Motrices déclare que la Société serait disposée à donner à la Ville un secours pour son service des Eaux : 1° en cas de guerre ; 2° en cas d'émeute ; 3° en cas de non fourniture par la Société grenobloise pour cause de force majeure dûment établie.

Enfin, si par suite de je ne sais quels troubles atmosphériques ou sociaux, toutes ces sources d'énergie électrique venaient à manquer, il nous resterait comme suprême ressource nos machines à vapeur actuelles. Il est bien entendu que le personnel qui les conduit actuellement sera remplacé dans d'autres services municipaux. La transformation des usines une fois accomplie, ce personnel restera donc toujours à notre disposition. Chacun des ouvriers qui le composent pourra, en cas de besoin, reprendre son service auprès de la machine à laquelle il était attaché. Il y a dans ces dispositions de quoi rassurer les plus timides.

M. Marro disait tout à l'heure que sans transformer complètement notre service des Eaux, nous pouvions y mettre à l'essai un certain nombre de pompes centrifuges. Nous ne le pouvons pas. En effet, le prix exceptionnel de 3 centimes 1/2 le kilowatt-heure ne nous serait pas maintenu dans ce cas ; or, ce prix de 0,035 le kw-h., soit 0,026 le cheval-heure, est le plus bas prix de vente que je connaisse.

D'un autre côté, d'ailleurs, un essai est inutile. Ce n'est pas une expérience que va tenter la ville de Lyon. Il existe actuellement, un peu partout en Europe, des installations de pompes centrifuges. J'ai sous les yeux le « relevé des moteurs destinés à l'accouplement direct avec des pompes centrifuges, livrés jusqu'au 30 septembre 1906 », par une seule Société. Cette liste énumère les installations faites dans les villes les plus modernes et les plus importantes. Il existe de grandes installations employant des moteurs à courant alternatif à Berlin, Berne, Breslau, Bruxelles, au Caire, à Cologne, dans les usines municipales de gaz, d'électricité et d'eau ; je vous signalerai encore les installations de Essen (Société Krupp, 1,600 HP), Genève (services industriels de la ville, 1,000 HP), Milan (usine élévatoire municipale, 200 HP), Moscou (usines élévatoires). Il en est de même pour les moteurs à courant continu installés par exemple à Dusseldorf (usines municipales de gaz, d'eau et d'électricité). Une autre Société a installé une pompe centrifuge de 110 chevaux au service des Eaux de Francfort. Dans la Haute-Egypte, près d'Assouan, une usine élévatoire amène l'eau du fleuve à 22 m. 4. On y a installé des pompes dont chacune développe une force de 1,250 chevaux ; le rendement dépasse 80 %. Je pourrais multiplier les exemples. Il est donc bien établi qu'il ne s'agit pas de faire des expériences, il s'agit simplement, pour Lyon, de se

mettre au niveau des grandes villes modernes.

Voici ce que j'avais à vous dire, Messieurs, pour vous démontrer que vous pouvez voter en toute confiance le projet de l'Administration municipale.

M. MARRO : Permettez-moi d'ajouter quelques mots.

D'une part, j'ai voulu dire que la Commission, dont j'ai demandé la nomination, n'aurait rien de commun avec celle qui fonctionna en 1896.

D'autre part, j'ai essayé de démontrer que l'Administration propose la substitution d'un matériel moderne à celui actuellement en service. Toutes les installations que vous nous avez signalées sont situées dans des villes de l'étranger. Vous avez cité l'Allemagne, la Suisse, la Belgique, vous pourriez citer également l'Amérique, mais vous ne nous avez parlé d'aucune installation semblable fonctionnant en France.

M. LE MAIRE : Il en existe cependant.

M. MARRO : Pour les grandes distributions, il n'en existe pas. On trouve, pour des cas particuliers, des installations peu importantes, mais on ne trouve pas d'usine donnant un rendement égal à celui qui est nécessaire pour satisfaire aux exigences du service des Eaux de notre Ville.

D'un autre côté vous interdisez aux maisons étrangères toute participation au concours ; or vous ne citez comme exemples de bon fonctionnement, que des machines de marques étrangères. Je crois donc qu'il y aurait sur ce point des modifications à apporter au rapport de l'Administration au cas où il serait adopté.

Une autre de mes préoccupations a été de vous montrer que malgré que vous obteniez l'énergie électrique au prix de 3 centimes 1/2 le kilowattheure, vous ne réalisez que 6,000 francs d'économie sur les machines à vapeur et les pompes à pistons, alors que vous les qualifiez de « matériel qui ne tient plus debout. . . . »

M. LE MAIRE : En partie.

M. MARRO : . . . Ces 6,000 francs d'économie seront vite absorbés pour maintenir l'ancien matériel en bon état de fonctionnement.

Quant aux accidents que vous nous signalez, ils seront encore plus fréquents lorsque fonctionneront des pompes à grande vitesse.

Actuellement vous avez des pompes qui marchent à une vitesse de 15 à 30 tours à la minute. Vous allez installer des pompes centrifuges qui marcheront à plusieurs milliers de tours à la minute ; elles s'useront bien davantage que les machines actuelles et les accidents seront d'autant plus à craindre qu'elles tourneront plus vite.

M. LE MAIRE : Je voudrais rassurer M. Marro en répondant aux diverses objections qu'il a présentées.

Si je n'ai pas cité d'installation en France, c'était uniquement pour ne pas abuser de vous, mais il en existe beau-

coup. Je vois figurer sur la liste que j'ai sous les yeux, une installation de 180 chevaux à Lens (Pas de Calais).

M. MARRO : Dans une Société minière, n'est-ce pas ?

M. LE MAIRE : Oui, à la Société des mines de Lens. Je vois en outre qu'à Montceau, à la Compagnie des mines de houilles de Blanzay, fonctionnent des pompes centrifuges.

Dans la Meurthe-et-Moselle, plusieurs pompes sont employées à la Société civile des mines de Joudreville.

M. MARRO : Vous pourriez citer les Mines de Firminy qui les ont abandonnées.

M. LE MAIRE : Je vois qu'il y a des installations, à Paris-le-Bourget, à Paris-Puteaux, à Saint-Denis pour le Métropolitain.

M. MARRO : C'est très bien ! Mais vous énumérez des industries privées. Pourriez-vous nous citer un service public qui emploie ce système de pompes ?

M. LE MAIRE : Certainement. Je puis citer les usines de la ville de Nancy, qui donnent à tous les points de vue des résultats très satisfaisants, bien qu'elles se trouvent dans des conditions plus défavorables que celles où nous sommes placés. La ville de Nancy possède, de compte à demi avec l'Etat, une usine hydraulique pour l'élévation de son eau potable et l'alimentation de l'embranchement du canal de l'Est. Cette usine étant devenue insuffisante, la ville de Nancy a fait établir, il y a quelques années, trois groupes de moteurs électriques actionnant des pompes centrifuges, capables d'élever un débit journalier de 50,000 mètres cubes d'eau à 22 mètres de hauteur.

M. MARRO : Je vous ferai remarquer que notre eau doit être élevée à 140 mètres.

M. LE MAIRE : Nous avons à élever à 140 mètres une partie seulement de notre eau.

Ce qui est à remarquer, c'est que la ville de Nancy a obtenu des résultats satisfaisants par l'emploi des pompes centrifuges, et en payant sa force électrique 0 fr. 065 le kilowatt-heure. Nous pourrions obtenir des résultats financiers bien meilleurs, puisque la Société Grenobloise s'est engagée à nous fournir, au prix de 3 centimes 1/2 le kilowatt-heure, l'énergie électrique qui nous sera nécessaire.

Je dois aussi faire remarquer à M. Marro, qu'il s'exagère la vitesse de rotation des pompes centrifuges. Elles ne tournent pas à plusieurs milliers de tours à la minute.

M. ROUX, rapporteur : Elles tournent à une vitesse de 1.400 à 1.500 tours.

M. LE MAIRE : Elles n'atteignent 3.000 tours que dans des cas exceptionnels.

M. MARRO : J'admets qu'elles ne fassent que 2,000 tours à la minute et au

maximum, mais puisqu'avec nos machines actuelles, qui ont une vitesse de 15 à 30 tours à la minute, il arrive des accidents, ces accidents seront beaucoup plus fréquents avec des machines qui feront des 1,500 à 2,000 tours à la minute.

M. ROUX, rapporteur : Ce n'est pas du tout la même chose !

M. ARNAUD : Messieurs, sans tenir compte de l'origine du mémoire qui nous a été adressé, on peut se laisser impressionner par certains chiffres. Le projet présenté par l'Administration aboutirait, d'après ce mémoire, à une augmentation de dépense de 40,000 fr. par an.

M. MARRO : C'est une erreur du mémoire en question.

M. LE MAIRE : Les chiffres donnés ne sont fondés sur rien.

M. ARNAUD : Je ne défends ni le mémoire qui porte le timbre de l'Association métallurgique, ni les chiffres qu'il contient et que je n'ai pu vérifier. Mais je ne sais pas si, pour couvrir le Conseil et pour permettre à tous ses membres de voter en connaissance de cause, il ne serait pas prudent de nommer une Commission spéciale. Elle existe, je crois, et elle a fonctionné souvent depuis quinze à dix huit mois ; je crois même que plusieurs ingénieurs lyonnais en font partie.

M. LE MAIRE : Il existe seulement une Commission d'experts qui a été nommée pour évaluer le matériel du service à l'occasion de notre procès avec la Compagnie générale des Eaux.

Je la déclare incapable de nous renseigner sur notre devoir en ce qui concerne la réorganisation de l'usine.

M. ARNAUD : Est-ce que cette Commission n'est pas composée des meilleurs ingénieurs lyonnais ?

M. LE MAIRE : Je ne peux pas vous répondre sur ce point.

M. ARNAUD : Je connais quelques-uns de ses membres et je crois que le Conseil peut avoir entière confiance en eux. Il me semble que nous pourrions demander à cette Commission d'aller visiter sur place le matériel de nos usines des Eaux, et de nous donner son avis. En somme, l'économie réalisée par la substitution de la force électrique à la force à vapeur, ressort tout entière de la grande diminution du personnel ; le projet qui nous est soumis par l'Administration municipale aboutirait, sans cela, à une augmentation de dépenses. Je ne sais pas si, dans la circonstance, il ne vaudrait pas mieux envisager la modification du matériel actuel par des réparations. Ce serait, peut-être, le seul moyen d'avantager l'industrie lyonnaise, car j'ai bien peur qu'avec le projet de transformation et de substitution de la force électrique à la force motrice à vapeur, l'industrie locale ne soit évincée

par les industries concurrentes. Si l'on nous en faisait le reproche, le Conseil se trouverait couvert par les décisions prises par la Commission spéciale, décisions que nous n'aurions fait que ratifier.

M. LE MAIRE : Je suis résolument opposé à la nomination de cette Commission. Si la Ville doit recourir à l'avis de techniciens, c'est à ses propres agents techniques qu'elle doit s'adresser.

J'ai une entière confiance dans la compétence de M. l'Ingénieur en chef et je le juge mieux placé que toute autre personne pour savoir si le matériel actuel, qu'il voit fonctionner tous les jours, doit être transformé ou non.

Les chiffres du factum que vous avez reçu ne reposent sur rien, je vous le répète. En vous proposant la substitution de la force motrice électrique à la force motrice à vapeur pour nos usines du service des Eaux, l'Administration municipale n'a pas la prétention de chercher avant tout des économies. L'installation actuelle a coûté 396,409 fr. 25 en 1906.

Nous prévoyons pour l'installation nouvelle une dépense annuelle de 390,000 francs ; (énergie électrique, 340,000 francs ; personnel, 30 000 fr. ; entretien, 5,000 francs ; amortissement, 15,000 francs).

Il faut aussi tenir compte de la cherté croissante du charbon. Vous admettez bien avec moi que l'adoption de l'électricité comme force motrice constitue un réel progrès sur l'emploi de la vapeur. En signant le mémoire qui nous a été adressé par l'Association métallurgique du Rhône, le Président de cette Association a pris pour son compte un raisonnement aux termes duquel notre projet se traduirait par une augmentation de dépenses. Je vais vous démontrer par un exemple que ce raisonnement est faux et que les conclusions en sont artificielles.

On a fait entrer, dans les calculs, l'amortissement du capital engagé. Je regrette d'avoir à dire à l'honorable Président de l'Association métallurgique qu'il a vraiment peu de notions sur la comptabilité des administrations publiques. Cette dépense d'amortissement du capital doit être purement et simplement supprimée du calcul, car les villes n'ont point de capitaux ; elles n'ont, vous le savez, que des revenus. Or c'est avec les ressources ordinaires du budget que nous comptons transformer nos usines. Pour le matériel, nous admettons une durée d'amortissement de trente-deux ans.

La dernière fois que j'ai eu l'honneur de discuter le projet de transformation du matériel des usines des Eaux, en séance de Commission générale, j'ai réfuté en détail devant vous les arguments et les chiffres exposés dans le mémoire que vous savez.

Il est inutile d'y revenir.

Permettez-moi, en terminant, de placer plus haut la question. J'ai souci des intérêts de l'industrie lyonnaise autant que qui que ce soit. Mais, je le déclare et je prends toute la responsabilité de

cette opinion, ce serait bien mal comprendre les intérêts de notre industrie lyonnaise que de lui éviter toute concurrence. Nous avons demandé plusieurs fois pour l'industrie du tissage la protection qu'elle sollicitait. Nous lui avons ainsi évité l'occasion de réformer son outillage, ses procédés. Elle a conservé ses vieilles méthodes et s'est laissé devancer.

Il en est de même en ce qui concerne l'industrie métallurgique. La protéger, lui éviter toute concurrence serait lui rendre un service à court terme. Ce serait la servir aujourd'hui pour la ruiner demain. Pour mon compte, ce n'est pas de cette façon que je désire servir les intérêts de l'industrie lyonnaise, dans l'activité et la puissance de laquelle j'ai toute confiance. C'est par le jeu de la libre concurrence qu'elle doit triompher. Aussi ne discuterai-je pas plus longtemps les mémoires qui vous ont été adressés par l'Association métallurgique et qui sont inacceptables, ne serait-ce que par la forme.

L'intérêt privé et l'intérêt général se trouvent aujourd'hui en présence. Le premier doit céder au second. Nous voulons faire une usine, mais non un musée historique et rétrospectif. (*Aux voix ! aux voix !*)

Messieurs, je mets aux voix les conclusions du rapport présenté par M. Roux, au nom de la Commission générale.

(Adopté.)

Les Finances municipales et l'Etat.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, le 5 juillet courant, je vous ai proposé de voter un crédit de 300,000 francs pour faire face aux exigences de l'Administration de l'Enregistrement, devenues inéluctables à la suite du jugement rendu par le Tribunal de la Seine dans l'affaire des droits sur l'acte de reprise du service des Eaux.

D'autre part, le Tribunal de Grenoble, saisi après cassation de la question du droit de stationnement des voitures de vidanges, vient de décider que les actes de perception invoqués par la Ville étaient illégaux, bien que le droit ait été approuvé par M. le Préfet du Rhône sur le domaine de la petite Voirie en 1893.

Enfin, par un arrêt récent, la Cour de Cassation a également cassé un jugement du Tribunal de Lyon relatif au droit de place réclamé aux bouchers chevalins, en invoquant la prétendue irrégularité des tarifs approuvés par M. le Préfet du Rhône en 1875 et en 1888.

Ces diverses décisions de justice, intervenant après d'autres de même nature qui eurent une grave répercussion sur le budget de la Ville, m'ont paru avoir une portée qui dépasse la valeur des intérêts en jeu, et j'ai cru opportun de chercher si l'insuccès de nos demandes ou de nos défenses devant les hautes juridictions ne procéderait pas de causes plus élevées et plus générales qu'il ne semble au premier abord.

Les communes, dit la loi française, sont des mineures sous la tutelle de l'Etat. Si, de ce principe, il découle que les communes peuvent légitimement s'attendre à trouver dans l'Etat un défenseur avisé de leurs intérêts, il résulte de l'examen des faits que l'Etat paraît oublier ce devoir de protecteur. Il semble même qu'il le méconnaisse et aide à accabler ses pupilles, et en particulier les grandes villes, soit en prenant parti contre elles dans les procès qu'elles soutiennent contre des Sociétés financières, soit en leur imposant de lourdes charges.

Si nous nous reportons à l'arrêt du Conseil d'Etat du 23 février 1906, nous voyons ce haut Tribunal, sur les conclusions conformes du commissaire du Gouvernement, accorder à la Compagnie générale des Eaux une annuité de près de 600,000 francs par an, au détriment de la collectivité communale, en réformant un arrêté équitablement rendu par le Conseil de Préfecture du Rhône.

Puis, par l'intermédiaire d'une de ses plus importantes administrations, l'Etat ajoute encore aux charges que cette décision va faire peser sur les finances de la Ville, et fait réclamer une somme de 1,883,000 francs pour l'enregistrement de l'acte de reprise du service des Eaux. Le Tribunal de la Seine, dans une instance analogue engagée contre la ville de Paris, avait déclaré le 12 avril 1900, que le rachat d'une concession effectuée par acte administratif est exempt d'enregistrement ; ce jugement, contre lequel l'Enregistrement s'était pourvu, a été cassé le 17 juillet 1905 par la Chambre civile de la Cour de Cassation, qui déclare, elle, en vertu d'une théorie contre laquelle nous ne saurions trop protester, que le droit d'exploitation d'un service public constitue une valeur mobilière entrant dans le patrimoine des concessionnaires, et que le traité de reprise contient une rétrocession à titre onéreux de la valeur mobilière acquise par ceux-ci. S'inclinant devant cette décision, le Tribunal de la Seine revenait sur son jugement de 1900 et rejetait l'opposition de la Ville contre la contrainte décernée par l'Administration de l'Enregistrement. Et cependant, de l'avis de nombreux auteurs et de juristes éminents, de l'avis même de certains Tribunaux, les actes portant retrait de concessions de services publics ne sauraient être considérés comme des rétrocessions ; il n'y a dans ce cas que l'exécution d'une clause du contrat primitif, une substitution prévue dès l'origine entre les contractants, et dont la réalisation ne pouvait donner ouverture à aucun droit nouveau d'enregistrement.

J'ai signalé, au commencement du présent rapport, l'affaire des taxes de stationnement sur les voitures de vidanges. Ces taxes, dont le taux fut modifié en vertu d'une délibération du Conseil municipal du 21 novembre 1893, approuvée par M. le Préfet du Rhône le 1^{er} décembre suivant, existaient à Lyon de temps immémorial, et depuis 1853 elles rapportaient à la Ville une somme supérieure à 100,000 francs par an ; elles

étaient précédemment payées par les Compagnies, qui avaient vainement essayé de faire annuler la taxe fixée par la délibération du 19 septembre 1876 (Cass., 21 juin 1880).

Mais, en 1894, les Compagnies se refusent de nouveau à payer et, pour contester la légalité des taxes qui leur sont réclamées, elles trouvent dans le Gouvernement un allié aussi puissant qu'inattendu. Les bureaux du Ministère de l'Intérieur refusent d'approuver la taxe sur le domaine de la grande Voirie, et ce refus, habilement exploité par nos adversaires, a grandement contribué à faire échec à la thèse de la Ville. Ce sont les considérations invoquées par ces bureaux qui ont triomphé devant la Cour de cassation, puis devant le Tribunal de Grenoble. Il semble donc que, dans ces circonstances, le Gouvernement ait gravement manqué à son devoir.

La décision du Tribunal de Grenoble, qui prive la ville de Lyon d'une recette de plus de 1,600,000 francs figurant à son budget depuis de nombreuses années, enrichit du même coup les actionnaires des Compagnies de vidanges et les exonère, pour l'avenir, d'une redevance de plus de cent mille francs par an !

En considérant à un autre point de vue cette question des droits de stationnement des voitures de vidanges, il convient de faire remarquer qu'en vue d'assurer, dans l'intérêt de la salubrité publique, le contrôle des opérations des Compagnies, la ville de Lyon dépense annuellement une somme de 30,000 fr. pour les frais de personnel et de matériel nécessaires à ce contrôle spécial. A défaut d'un texte de loi l'autorisant à se récupérer de ces frais de contrôle par une taxe compensatrice, la Ville, par la perception du droit de stationnement, rentrait au moins dans ses déboursés. Il n'en sera plus de même dorénavant. Cependant l'Etat, qui perçoit des droits de vérifications des poids et mesures, des droits de visite des pharmacies et magasins de droguerie, des droits d'inspection des fabriques et dépôts d'eaux minérales, des droits d'épreuve des appareils à vapeur, etc., pour se récupérer des frais de la surveillance qui lui incombe pour sauvegarder la régularité des échanges ou la salubrité et la sécurité publiques, ne pourrait-il pas admettre que les communes établissent et perçoivent des taxes de police pour se rembourser des frais qu'elles ont à faire pour assurer les services de même nature confiés aux maires par l'art. 98 de la loi du 5 avril 1884 ? Il semble bien que rien ne serait plus logique et je vous proposerai prochainement, en développant ces raisons, le vote d'un vœu que nos élus soutiendront au Parlement, pour qu'une disposition législative consacre le pouvoir des Municipalités dans ce sens.

Dans l'affaire des droits d'enregistrement sur l'acte de reprise du service des Eaux, nous avons vu l'Etat directement posé en adversaire de la Ville, et cette attitude ne nous a pas paru celle

d'un tuteur vis-à-vis de sa pupille ; mais dans la question des droits de stationnement, dans celle des bouchers chevalins qui n'est pas terminée, une autre face de la question apparaît.

Comme cela a été dit plus haut, les tarifs du droit de stationnement des voitures de vidanges et du droit de place à l'abattoir chevalin ont été régulièrement approuvés par l'autorité compétente (en ces deux espèces, le Préfet du Rhône) et la Municipalité n'aurait pu, à aucun moment, percevoir l'une de ces taxes sans cette approbation ; le budget de la Ville, dans lequel le produit de ces droits figure en recettes, a été chaque année, après mûr examen et en toute connaissance de cause, approuvé par M. le Président de la République, et il semble bien, aujourd'hui que ces recettes légitimement escomptées nous échappent, que nous pourrions reprocher à l'Etat, notre tuteur, de ne pas nous avoir signalé, au moment où il les commettait, ces irrégularités que nous payons.

De plus, l'Etat qui se prémunit contre la répercussion que des répétitions à longue portée pourrait avoir sur son budget, refuse le bénéfice de ces sages dispositions aux communes. Vous avez vu, en effet, que ce ne sont pas seulement les recettes de l'année qui sont compromises et sujettes à des revisions imprévues, mais aussi les recettes des années précédentes, encaissées et utilisées pour le plus grand bien de tous.

Cette question de la prescription en matière de réclamations sur les taxes communales mérite d'être examinée.

L'article 247 de la loi du 28 avril 1816 impartit aux contribuables, desquels il aurait été exigé ou perçu quelque somme au delà du tarif ou d'après les seules dispositions d'instructions ministérielles, un délai de six mois pour formuler leurs demandes en restitution. Cet article s'applique à toutes les perceptions présentant le caractère des contributions indirectes, et les taxes de stationnement et d'abatage sont de celles-là ; mais la Cour de Cassation a interprété, et, s'écartant du sens rigoureux, a déclaré que la prescription de six mois ne pourrait s'appliquer au cas où des droits ont été perçus en vertu de tarifs incomplètement ou illégalement établis. L'article 1^{er} du décret de l'an XIII, qui prévoyait un délai de prescription de deux ans, quels que soient les cas, n'a pas été abrogé, et cependant nous voyons appliquer couramment aux demandes en restitution la seule prescription trentenaire du droit commun. Je n'ai pas besoin de m'étendre sur le trouble qui est ainsi jeté dans les budgets des grandes villes par une jurisprudence qui a contre elle nombre de jurisconsultes éminents, et qui, du reste, n'a pas été suivie, je suis heureux de le constater, par le Tribunal de Trévoux, lequel a récemment inauguré la résistance à cette jurisprudence par un jugement appliquant la prescription biennale dans une affaire de droits de stationnement.

En matière de contributions directes et de taxes assimilées, la prescription est encore plus courte, puisque les réclamations ne sont admises que dans les

trois mois qui suivent la publication des rôles.

Et ces courtes prescriptions ont leur raison d'être, puisqu'elles évitent qu'il se produise pour les impôts d'Etat ce qui se produit maintenant pour les taxes communales assimilées aux contributions indirectes : des coalitions d'intérêts ayant pour objet de rechercher les vices de forme que pourraient présenter les actes d'approbation des taxes municipales afin d'obtenir judiciairement la restitution des sommes perçues depuis trente ans en vertu de ces actes, et ce pour le plus grand dommage des communes et souvent pour le profit d'agents d'affaires.

De même que je l'indiquais tout à l'heure au sujet de l'établissement de taxes de police, il y aurait lieu également de demander qu'une loi assimile nettement aux contributions indirectes, en ce qui concerne la prescription, les taxes communales prévues à l'article 133 (paragraphe 5 et suivants) de la loi du 5 avril 1884, et mette ainsi les communes à l'abri des revendications que la négligence des administrations supérieures leur laisse opposer.

M. Augagneur, en 1905, avait demandé au Gouvernement de déposer dans ce sens une proposition de loi ; il reçut, à cette époque, de M. Rouvier, alors Président du Conseil et Ministre des Finances, une lettre qui rappelait la jurisprudence signalée plus haut, de la Cour de cassation, et dans laquelle il émettait cette opinion, — très contestable en l'espèce, — que : « quelles que soient les conséquences budgétaires que le remboursement de l'indû peut entraîner, le Trésor et les communes ne doivent pas conserver des perceptions *qui manquent de base légale* ».

Or, il semble que cet argument, qui met à tort sur le même pied le Trésor et les communes, puisque c'est justement là la question, frappe à faux. Il ne s'agit pas de supprimer le droit de réclamation, mais d'en restreindre la portée à une période déterminée, ainsi que le fait l'Etat pour ses diverses perceptions, qui se trouvent toutes validées dans des délais courts. Et si la taxe *manque de base légale*, à qui la faute, sinon à l'Etat, qui n'exerce pas avec suffisamment d'attention ses pouvoirs de tutelle !

Cette réponse est encore une marque de l'attitude indifférente sinon hostile de l'Etat à l'égard des finances des grandes villes. Cependant ces villes ont été dans le passé les protagonistes de l'idée républicaine, et elles sont encore à l'heure actuelle leur plus ferme soutien. Elles n'ont d'autre préoccupation que d'assurer, par une gestion sage et énergique à la fois, les améliorations et les réformes que commandent les programmes démocratiques. Elles auraient droit à plus de ménagement, sinon de bienveillance.

Déjà nous avons dû protester à diverses reprises, et malheureusement sans résultat, contre les dispositions de la loi du 25 juillet 1893, sur les traitements du personnel enseignant, qui déclare d'abord que les dépenses de l'enseignement

sont à la charge de l'Etat, puis que les grandes villes les paieront.

Depuis, diverses dispositions contraires aux intérêts des grandes villes ont été insérées, avec l'assentiment du Gouvernement, dans les lois relatives à la répartition du produit des amendes de police, à la répartition des crédits disponibles du budget des cultes, etc.

Aujourd'hui, il est question encore d'augmenter, à propos de l'impôt sur le revenu, la part contributive des villes dans l'impôt direct, en diminuant celles des communes rurales. Si partisans que nous soyons de l'impôt sur le revenu, nous ne pouvons admettre ces prétentions.

Il est temps de faire cesser cette persécution dont nous sommes atteints ou menacés. Des protestations énergiques doivent se faire entendre.

Je vous propose de les émettre sous la forme du vœu suivant, que je m'empresse de transmettre aux Pouvoirs publics et aux membres du Parlement, ayant qualité pour prendre notre défense.

Le Conseil municipal de la ville de Lyon,

A l'occasion de récentes décisions de justice qui ont pour résultat d'enrichir indûment de grandes Compagnies, au détriment de l'intérêt général et des ressources communales, proteste avec énergie contre le procédé en usage dans les administrations au service de l'Etat, qui ne remplissent pas, à l'égard des communes, le devoir de tutelle que la loi leur impose ;

Emet le vœu :

Que l'Etat aide, au lieu de les combattre, les administrations communales qui, s'inspirant des intérêts et des volontés de la démocratie, veulent défendre la fortune publique et l'intérêt général contre l'avidité de certains intérêts particuliers.

Lyon, le 20 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, à la date du 22 juillet dernier, M. le Maire vous soumettait un rapport, très documenté et très précis, dans lequel il vous exposait la série des échecs judiciaires subis par la Ville, vous prévenait de la répercussion de ces événements sur les finances municipales et vous invitait à protester par un vœu énergique contre la jurisprudence des hautes juridictions administratives et judiciaires sur les questions de concession de travaux et services publics et de rachat de ces concessions, et, d'une façon plus générale, contre l'attitude de l'Etat vis-à-vis des grandes communes, leurs Administrations et leurs budgets.

Votre Commission générale vous propose de faire votre ce vœu de l'Administration et d'y ajouter deux nouveaux dispositifs dus à l'initiative de quelques-uns de ses membres.

Et d'abord rappelons au Conseil l'objet et la solution de ces procès dont la perte peut être si lourde pour la Ville.

C'est d'abord le procès entre la Compagnie générale des Eaux et la ville de Lyon sur la fixation de l'indemnité de

rachat, terminé par arrêt du Conseil d'Etat en date du 23 février 1906; la question principale débattue devant cette juridiction d'appel, qui a admis une opinion diamétralement opposée à celle du Conseil de préfecture du Rhône, était celle de savoir si les 4 % d'intérêts du capital de premier établissement étaient des produits nets, comme le prétendait la Compagnie, ou des dépenses, comme le disait la Ville.

Le Conseil d'Etat a admis la thèse de la Compagnie, laquelle s'est traduite par une augmentation de notre annuité de rachat de la somme de 530,000 francs, ce qui porte à 1,300,000 francs la totalité de cette annuité qui, due pendant une période de cinquante-sept ans, coûtera à la Ville une somme totale de 75 millions, au lieu de celle de 45 millions, si notre thèse avait triomphé.

C'est en second lieu, et se rattachant à la même opération, la réclamation de l'Administration de l'Enregistrement sur les droits applicables au rachat de la concession, droits dont le total, si la jurisprudence du Tribunal civil de la Seine était définitivement adoptée par la Cour de Cassation, atteindrait le chiffre considérable de 1,883,000 francs.

C'est ensuite le jugement du Tribunal civil de Grenoble, statuant comme Tribunal de renvoi et annulant après la Chambre civile de la Cour de Cassation, les droits de stationnement dont les tarifs de 1893, qui avaient reçu cependant l'approbation de l'autorité supérieure, frappaient les voitures de vidange sur la petite voirie, décision qui nous prive dans le passé, depuis 1894, et dans l'avenir d'une recette annuelle de plus de 100,000 francs.

C'est enfin l'arrêt tout récent de la Cour de Cassation refusant à la Ville la perception des droits de place sur les boucheries chevalines, et effaçant ainsi une prévision annuelle de plus de 13,000 francs inscrite à nos recettes ordinaires.

Evidemment, la Ville ne peut que s'incliner devant l'autorité de ces choses jugées; forte de son droit, croyant que dans ces procès, où elle luttait contre des intérêts particuliers, la justice et l'équité plaident en faveur de ses causes, elle a porté devant les juridictions les plus hautes, la défense des grands intérêts dont elle a la garde; elle a succombé, elle ne peut qu'exécuter les décisions devenues définitives, mais il appartient à ses représentants soucieux de l'équilibre des finances municipales, d'émettre de légitimes considérations contre certaines tendances de la jurisprudence actuelle, et surtout contre l'attitude singulière de l'Etat vis-à-vis les grandes Administrations urbaines.

Et d'abord n'est-il pas choquant de voir supporter par la Ville les conséquences matérielles d'une annulation de taxes, alors que cette annulation n'a été prononcée qu'à cause d'un défaut ou d'une irrégularité d'autorisation? S'il n'est pas absolument vrai de dire que les communes sont des mineures sous la tutelle de l'Etat, elles vivent du moins sous son autorité, et lorsqu'elles présentent à son approbation des tarifs

de droits à percevoir, qui, pour être légalement perçus, doivent être homologués par lui ou ses agents, son premier et élémentaire devoir est de ne donner son approbation qu'à des taxes dont l'existence soit juridiquement irréprochable, et de ne pas se tromper surtout sur la qualité de l'autorité apte à la donner. Le spectacle nous serait épargné de voir certaines taxes approuvées d'abord par une autorité agissant administrativement, et annulées ensuite par elle, agissant juridictionnellement.

Que demander pour obvier à de pareils inconvénients? Demander que l'Etat accepte une responsabilité quelconque, cela est impossible. L'Etat à qui toutes les fautes sont permises, ne veut connaître aucune responsabilité. Demander au Parlement une loi qui interdise toute action en répétition ou en remboursement contre une commune, qui, sur la foi d'autorisations en apparence régulières, a perçu durant de longues années, des taxes sur des collectivités ou des particuliers, a inscrit ces taxes dans ses recettes budgétaires, et qui, comme telles, recevaient encore annuellement l'approbation de l'autorité supérieure? Nous ne verrions, quant à nous, aucune objection de principe à une pareille législation.

Mais ce qu'il est urgent de faire cesser par un texte impératif et précis, ce sont les controverses de la jurisprudence sur les prescriptions à opposer aux actions en répétition ou en remboursement de taxes perçues par une ville et déclarées illégales par la suite. L'Etat se couvre par de très courtes prescriptions contre de semblables revendications. Les communes cherchent un texte qui puisse, elles aussi, les mettre à l'abri. Qu'une loi édicte en leur faveur une très courte prescription, générale et absolue, qui éteindra dans leur source même ces multiples procès, dus à l'initiative de spéculateurs, qui, sous le couvert d'une prétendue irrégularité juridique, tendent à arracher aux villes de fortes prébendes, comme deux exemples à Lyon nous l'apprennent, en 1893, pour les droits de stationnement, et en 1906, pour les droits sur les boucheries chevalines.

M. le Maire émet, aussi, dans son rapport, l'idée que la commune, suivant en cela l'exemple de l'Etat, soit autorisée à percevoir une taxe compensatrice des frais de la surveillance et du contrôle qu'elle exerce dans certaines industries; la ville de Lyon dépense, à ce titre, une somme annuelle de 30,000 fr. pour le service des vidanges. L'Etat se rémunère, par des droits spéciaux qu'il perçoit sur les intéressés, de ses frais de contrôle, de surveillance et de vérification sur les poids et mesures dans le commerce et l'industrie, sur les pharmacies et drogueries, les eaux minérales, les appareils à vapeur, etc., etc. Votre Commission générale donne volontiers son adhésion à ce projet, dont le succès ne peut relever que de l'initiative des représentants au Parlement des grandes villes.

Dans un autre ordre d'idées, il serait

à souhaiter que la haute Administration française ne s'attardât plus dans une jurisprudence, qui répugne aux tendances contemporaines manifestées partout en faveur de l'industrialisme municipal ; beaucoup de pays étrangers ont devancé la France dans ces matières : l'Angleterre, l'Allemagne, la Suisse, la Belgique, la Hollande, et aussi l'Italie qui n'a pas craint de promulguer, à la date du 29 mars 1903, une loi spéciale sur la municipalisation des services publics. Le Conseil d'Etat français, malgré une doctrine administrative qui, chaque jour, s'affirme et progresse, résiste à ce mouvement général ; au nom d'arguments tantôt juridiques, tantôt économiques, cette assemblée repousse directement les projets de municipalisation, ou refuse aux communes les moyens financiers d'installer et exploiter la régie d'un service municipal. Certes, la loi municipale du 5 avril 1884 n'est peut-être pas, à elle seule, un instrument suffisant pour cette évolution administrative, dont elle n'a pas prévu toutes les conséquences, mais rien ne serait plus facile que de la compléter et de créer, à l'exemple de l'Italie, la législation économique de la commune moderne.

Et, sans attendre la fin des résistances du Conseil d'Etat, qui peuvent encore se prolonger, ou le vote d'une loi qui mettrait fin à ses scrupules juridiques, il serait à souhaiter que cette haute juridiction n'oubliait pas que, lorsqu'elle interprète et applique une convention portant concession d'un service public, elle ne se trouve pas en face d'un contrat de droit commun, d'ordre et de droit privé, mais bien en face d'une opération de puissance publique. Elle devrait reconnaître que les concessionnaires de ces services publics sont dans une situation privilégiée, délégataires qu'ils sont de la puissance publique, et que les actes qui les lient aux communes qui leur ont accordé ces concessions et avec elles une part de leur autorité publique, doivent être interprétés strictement, et que si une cause prête à doute, à obscurité et à incertitude, elle doit être interprétée au profit de la puissance publique qui ne fait que déléguer son droit à titre exceptionnel et précis. Cette opinion est empruntée presque littéralement à un jurisconsulte qui s'efforce depuis longtemps de vaincre les résistances et les hésitations du Conseil d'Etat en ces matières.

Telles sont les réflexions qu'ont suggérées à votre Commission générale les événements judiciaires qui ont fait l'objet du rapport de M. le Maire, et l'étude de leurs causes et de leurs conséquences : après leur exposé, il me semble opportun de protester une fois de plus contre le traitement de rigueur et de défaveur auquel sont soumises par l'Etat les grandes communes françaises ; l'Etat les associe dans une très large mesure à l'exécution de ses lois générales, de quelque ordre qu'elles relèvent. Et, aujourd'hui, cette tendance s'affirme de confier aux communes la charge de nouvelles mesures législatives élaborées quelquefois trop précipitamment ou trop imprudemment. Cette charge nous est singulière-

ment onéreuse : nos dépenses relatives à l'enseignement primaire public, à l'assistance publique, notamment des enfants assistés et des vieillards, et à tant d'autres matières où l'Etat fait un appel obligatoire au concours des villes, témoignent de constantes aggravations qui peuvent être un jour un sérieux péril pour nos finances. En compensation de ces charges nouvelles et sans cesse croissantes, l'Etat prend en quelque sorte à tâche de réduire ou de supprimer même nos ressources. Ses juridictions annulent nos taxes alors qu'elles sembleraient, pendant des années, avoir été régulièrement approuvées ; ses administrations refusent l'emploi de ressources qui paraissent normales, et ses lois mêmes, ou refusent aux villes une part dans la répartition des sommes provenant de budgets disparus, comme celui des cultes, ou encore menacent les contribuables urbains, sur qui déjà pèsent de si lourdes charges, de nouvelles majorations de taxes dans les projets d'impôt sur le revenu. Pour aider les villes à supporter ces obligations du présent et celles d'un avenir peut-être prochain, ne serait-il pas utile que l'Etat favorisât le plus possible l'extension de la municipalisation des services publics qui est la loi de l'avenir en même temps que la ressource suprême de nos budgets futurs qu'attendent encore tant de grosses obligations ?

Je vous propose donc, Messieurs, au nom de votre Commission générale, d'approuver le vœu présenté par l'Administration municipale :

Le Conseil municipal de la ville de Lyon,

A l'occasion de récentes décisions de justice qui ont pour résultat d'enrichir indûment de grandes Compagnies, au détriment de l'intérêt général et des ressources communales, proteste avec énergie contre le procédé en usage dans les administrations au service de l'Etat, qui ne remplissent pas à l'égard des communes, le devoir de tutelle que la loi leur impose ;

Emet le vœu :

Que l'Etat aide, au lieu de les combattre, les administrations communales qui, s'inspirant des intérêts et des volontés de la démocratie, veulent défendre la fortune publique et l'intérêt général contre l'avidité de certains intérêts particuliers.

Je vous propose, en outre, d'adopter le vœu suivant :

Le Conseil municipal,

Vu le rapport de M. le Maire ;

Vu les diverses décisions judiciaires qui en font l'objet ;

Considérant que les communes ne devraient pas être déclarées responsables des conséquences d'annulation de taxes pour défaut ou irrégularité d'autorisation ;

Considérant qu'en tous cas une très courte prescription, générale et absolue, devrait être édictée en faveur des communes contre toute action en remboursement ou en répétition, si du moins les textes existants ne peuvent l'établir ;

Considérant que la règle d'interprétation des actes de concessions de services publics devrait être de déterminer ces actes comme des opérations de puissance publique et non comme des contrats d'ordre et de droit privés ;

Considérant que la municipalisation des services publics trouve des obstacles dans la jurisprudence actuelle du Conseil d'Etat ; qu'il y a lieu d'inviter le Parlement à voter une loi à l'exemple de la loi italienne du 29 mars 1903 sur l'organisation économique des communes ;

Emet le vœu :

Que les communes soient déchargées de toute responsabilité en ce qui concerne les annulations de taxes ; que du moins une très courte prescription les protège contre toute répétition ;

Que les actes de concession de services publics soient considérés, suivant leur nature juridique, comme des actes de puissance publique et non contre des contrats privés ;

Qu'une loi nouvelle complète la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation économique de la commune ;

Qu'enfin l'Etat soumette toutes les communes françaises au même droit financier, quelle que soit leur importance.

Le Rapporteur,

Ch. RIVIÈRE.

(Ces conclusions sont mises aux voix et adoptées.)

Immeubles rues Emile-Zola, 2, et de Pazzi, 3. — Approbation des comptes présentés par M. Baudet, régisseur.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, le 26 mai 1906, M. de Laval de Bec de Lièvre s'engageait à vendre à la ville de Lyon ses deux immeubles des rues Emile-Zola, 2 et de Pazzi, n° 3. Cette promesse de vente fixait l'entrée en jouissance au jour de la signature de l'acte authentique ; mais à la suite d'un échange de correspondances, il fut définitivement convenu que la ville de Lyon percevrait les loyers à partir du 25 décembre 1906.

L'acte authentique n'ayant été signé que le 21 mars dernier, le régisseur, M. Baudet, continua à gérer les immeubles jusqu'à cette date.

Les loyers encaissés par ce régisseur se sont élevés à la somme de 2,012 fr. 70 et les dépenses effectuées pour ces immeubles à 758 fr. 42, y compris une somme de 328 fr. 54 représentant les honoraires du gérant (3 % sur un revenu semestriel brut de 10,951 fr. 50).

J'ai l'honneur de vous proposer, Messieurs, de vouloir bien approuver aux chiffres ci-dessus les comptes présentés par M. Baudet et d'autoriser le Receveur municipal à encaisser la somme de 1,254 fr. 28, formant l'excédent de recettes.

Lyon, le 2 octobre 1907.

• Le Maire de Lyon,

Edouard HERRIOT.

M. RIVIÈRE, rapporteur de la Commission générale, propose l'approbation des comptes présentés par M. Baudet, pour la régie, du 25 décembre 1906 au 21 mars 1907, des immeubles rue Emile-Zola, 2, et rue de Pazzi, 3.

(Le Conseil adopte ces conclusions).

**Pavage en pavés d'échantillon,
rue du Repos.**

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre un projet dressé par MM. les Agents voyers en vue de la construction d'une chaussée en pavés d'échantillon sur une partie du chemin vicinal ordinaire n° 77 du Repos.

La rue du Repos est entièrement canalisée; la chaussée est empierrée entre l'avenue des Ponts et le chemin de la Mouche et pavée en cailloux roulés entre ce chemin et la rue de la Madeleine; elle est difficilement praticable, surtout par les temps de pluies. D'autre part, la circulation sur cette voie publique est très active par suite du passage des convois funèbres qui se rendent aux cimetières de la Guillotière, et pour ces raisons, l'amélioration proposée, qui a d'ailleurs fait l'objet de nombreuses réclamations, est justifiée.

D'après un rapport de MM. les Agents voyers, en date du 10 août 1906, la transformation complète de la chaussée de la rue du Repos doit occasionner une dépense de 55,000 francs environ. En raison de l'importance de cette dépense, l'Administration a décidé de la répartir sur deux exercices.

C'est ainsi que le projet qui vous est soumis comprend seulement la construction d'une chaussée en pavés d'échantillon dans les parties de la rue du Repos situées :

1° Entre la rue de la Madeleine et le fort Lamothe, sur une longueur de 345 mètres;

2° Au nord de l'avenue des Ponts, sur une longueur de 30 mètres.

D'après le détail estimatif joint au dossier, le montant total des travaux s'élève à la somme de 26,484 fr. 29, non compris une somme à valoir de 1,015 fr. 71 pour travaux imprévus et frais de surveillance, soit en tout 27,500 francs.

Je vous propose, Messieurs, de vouloir bien approuver ce projet et décider que les travaux feront l'objet d'une adjudication publique.

Quant à la somme de 27,500 francs, montant de la dépense, elle sera imputée sur le crédit de 120,000 francs inscrit à l'article 77, chap. I^{er} du budget de l'exercice courant pour : « Construction de chaussées en pavés d'échantillon, pavés de bois et autres pavages ».

Lyon, le 12 septembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, l'Administration municipale nous soumet un projet concernant le pavage en pavés d'échantillon de la rue du Repos.

En raison de l'importance du projet qui doit occasionner une dépense d'environ 55,000 francs, l'Administration nous propose de faire porter la dépense sur deux exercices.

En conséquence, j'ai l'honneur de vous proposer, au nom de votre Commission générale, d'approuver le projet qui nous

est soumis et qui comprend seulement la construction d'une chaussée en pavés d'échantillon dans les parties de la rue du Repos situées :

1° Entre la rue de la Madeleine et le fort Lamothe, sur une longueur de 345 mètres;

2° Au Nord de l'avenue des Ponts, sur une longueur de 30 mètres.

Le montant total des travaux s'élèvera à la somme de 27,500 francs y compris une somme à valoir de 1,015 fr. 71 pour travaux imprévus et frais de surveillance.

Les travaux feront l'objet d'une adjudication publique.

La somme de 27,500 francs sera imputée sur le crédit de 120,000 francs inscrit à l'article 77 chapitre 1^{er} du budget de l'exercice courant pour : « Construction de chaussées en pavés d'échantillon, pavés de bois et autres pavages ».

Le Rapporteur,
André MENUT.

(Adopté.)

Classement de la rue de la Métallurgie dans la vicinalité ordinaire.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, par une pétition en date du 7 mai 1906, les habitants de la rue de la Métallurgie (3^e arrondissement), sollicitent le classement de cette voie publique dans la vicinalité ordinaire.

La rue dont il s'agit est une voie privée située dans le quartier des Maisons-Neuves; elle commence rue David (chemin vicinal ordinaire n° 188) et se termine rue Carry, dont le classement a été prononcé par une décision de la Commission départementale du 22 septembre 1906.

La longueur de la rue de la Métallurgie est de 240 mètres et sa largeur est de 10 mètres. Cette voie est entièrement bordée de constructions, murs ou palissades. Elle est en bon état d'entretien, les intéressés ayant fait exécuter récemment à leur frais, tous travaux de voirie utiles, nivellement du sol, empierrement et cylindrage, établissement de rigoles et de trottoirs.

En raison de sa situation dans un quartier industriel et populeux, la rue de la Métallurgie est appelée à rendre des services à la circulation. De plus, par une déclaration jointe au dossier, les propriétaires riverains de cette voie cèdent gratuitement et formellement à la ville de Lyon, sans aucune réserve, tous les droits de propriété, de possession, de passage ou autres qu'ils ont ou peuvent avoir sur le sol actuel de cette rue.

Ils déclarent, en outre, accepter tel qu'il est établi au profil en long, le nivellement de cette rue et renoncer à toute réclamation pour la gêne qui pourrait être apportée à l'accès de leurs propriétés, sauf à faire à leurs frais, les travaux qu'ils jugeront nécessaires, en se conformant au règlement de voirie.

Toutes les conditions imposées par

vos délibérations du 3 octobre 1905, relative au classement des voies privées se trouvant remplies, j'ai l'honneur de vous proposer de vouloir bien :

1° Accepter tel qu'il est présenté, le projet dressé par MM. les Agents voyers en vue du classement de la rue de la Métallurgie dans la vicinalité ordinaire, sous le n° 190;

2° Décider que ce projet sera soumis à une enquête dans les formes prévues par l'ordonnance du 23 août 1835;

3° Accepter l'offre de cession gratuite de terrains faite par les propriétaires riverains de ladite rue.

Lyon, le 30 septembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, en suite d'une pétition en date du 7 mai 1906 et par laquelle les habitants de la rue de la Métallurgie (3^e arrondissement), sollicitent le classement de cette voie publique dans la vicinalité ordinaire, l'Administration municipale nous en soumet le projet.

Au nom de votre Commission générale, j'ai l'honneur de vous proposer :

1° D'accepter tel qu'il est présenté le projet dressé par MM. les Agents voyers en vue du classement de la rue de la Métallurgie dans la vicinalité ordinaire, sous le n° 190;

2° De décider que ce projet sera soumis à une enquête dans les formes prévues par l'ordonnance du 23 août 1835;

3° D'accepter l'offre de cession gratuite de terrains faite par les propriétaires de ladite rue.

Le Rapporteur,
André MENUT.

(Ces conclusions sont adoptées.)

Hospices civils de Lyon. — Acquisition d'une propriété appartenant à M^{me} veuve Page.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, par une délibération du 17 juillet 1907, le Conseil général d'administration des Hospices civils de Lyon a sollicité :

1° L'autorisation d'acquérir, au prix global de 100,000 francs, une parcelle de terrain d'une contenance de 39.450 mètres carrés, située à Lyon, quartier de Monplaisir, au lieu dit : « Les Bachuts », à l'intersection de l'avenue Berthelot et de la route d'Heyrieux, et appartenant à M^{me} veuve Page;

2° L'ouverture au budget de l'exercice courant « Dépenses extraordinaires » d'un crédit de 115,000 francs, nécessaire au paiement de la dépense, comprenant le prix d'acquisition de ladite propriété et les frais et honoraires afférents aux actes à intervenir.

En exécution d'un arrêté de M. le Préfet du Rhône, en date du 1^{er} août 1907, ce projet d'acquisition a été soumis à une enquête, qui a eu lieu à la Mairie du

3^e arrondissement, du 2 au 10 septembre 1907 inclusivement, et au cours de laquelle aucune observation n'a été produite.

De son côté, M. le Commissaire enquêteur a émis un avis favorable au projet dont il s'agit.

Conformément aux prescriptions de l'article 10 de la loi du 7 août 1851, il vous appartient, Messieurs, de donner votre avis au sujet de cette affaire.

Lyon, le 1^{er} octobre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, au nom de votre Commission générale, j'ai l'honneur de vous proposer d'émettre un avis favorable à l'acquisition, par les Hospices civils de Lyon, d'une propriété appartenant à M^{me} veuve Page.

Cette propriété d'une contenance de 39,450 mètres carrés est située à Lyon, quartier de Monplaisir au lieu dit « Les Bachuts » à l'intersection de l'avenue Berthelot et de la route d'Heyrieux. Elle sera acquise au prix global de 100,000 francs.

Le Rapporteur,
André MENUT.

(Avis favorable est émis.)

Mise en état de viabilité de la rue Carry.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, par décision en date du 22 septembre 1906, la Commission départementale a prononcé le classement, dans la vicinalité ordinaire de la banlieue de Lyon, sous le n° 189, de la rue Carry, voie privée, située dans le 3^e arrondissement, quartier des Maisons-Neuves, et tendant de l'avenue Félix-Faure à la rue du Dauphiné.

D'autre part, un arrêté préfectoral en date du 9 octobre 1906, a rendu exécutoire la souscription offerte par les propriétaires riverains de ladite rue et comportant, outre la cession gratuite du sol, le versement d'une somme de 2,000 francs à titre de part contributive dans les travaux de viabilité.

Les intéressés ayant, à l'heure actuelle, effectué à la Caisse municipale le versement de cette subvention de 2,000 francs, j'ai l'honneur de vous soumettre un projet dressé par MM. les Agents voyers, en vue de la mise en état de viabilité de la rue Carry.

Ces travaux comprennent :

1^o Les terrassements nécessaires pour la régularisation et le nivellement du sol, suivant la pente du profil en long, joint au dossier ;

2^o La construction de trottoirs en terre, avec bordurettes en pierre de taille granitique ;

3^o La construction de rigoles pavées en cailloux roulés ;

4^o L'empierrement et le cylindrage de la chaussée.

D'après le détail estimatif, la dépense est évaluée à la somme de 4,000 francs, y compris une somme à valoir de 319 fr. 07 pour travaux imprévus et frais de surveillance.

Je vous propose, Messieurs, de vouloir bien approuver ce projet et décider que les travaux feront l'objet d'une adjudication publique, conformément à l'article 37 du règlement général sur les chemins vicinaux.

Quant à la somme de 4,000 francs, montant de la dépense, elle pourra être prélevée sur le crédit « d'Entretien des chemins vicinaux ordinaires. »

Lyon, le 16 octobre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, l'Administration municipale nous soumet un projet dressé par MM. les Agents voyers, en vue de la mise en état de viabilité de la rue Carry.

Ces travaux comprennent :

1^o Les terrassements nécessaires pour la régularisation et le nivellement du sol, suivant la pente du profil en long joint au dossier ;

2^o La construction de trottoirs en terre avec bordurettes en pierres de taille granitiques ;

3^o La construction de rigoles pavées en cailloux roulés ;

4^o L'empierrement et le cylindrage de la chaussée.

La dépense est évaluée à la somme de 4,000 francs, y compris une somme à valoir de 319 fr. 07 pour travaux imprévus et frais de surveillance.

Au nom de votre Commission générale, j'ai l'honneur de vous proposer de bien vouloir approuver ce projet et de décider que les travaux feront l'objet d'une adjudication publique.

La somme de 4,000 francs, montant de la dépense, sera prélevée sur le crédit d'« Entretien des chemins vicinaux ordinaires ».

Le Rapporteur,
André MENUT.

(Adopté.)

Fournitures communes aux services municipaux. — Renouvellement de l'adjudication pour une période de trois années.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, les marchés relatifs à la fourniture des articles de papeterie, broserie, quincaillerie, verrerie, bois de construction nécessaires et communs aux divers services municipaux, arrivant à expiration le 31 décembre prochain, il y a lieu de se préoccuper d'en assurer le renouvellement.

A cet effet, j'ai fait préparer les projets de cahier des charges et bordereaux des prix que j'ai l'honneur de vous soumettre.

Les clauses et conditions de ce projet

de cahier des charges sont les mêmes que celles de celui des marchés actuellement en cours. Toutefois, la durée des nouveaux marchés serait de trois ans au lieu de deux, de façon à permettre des conditions de prix plus favorables aux intérêts de la Ville.

Les bordereaux actuels des prix ayant révélé, dans la diversité des articles, des lacunes qu'il importait de combler, les objets manquants y ont trouvé place ainsi que les prix d'unité.

Ainsi modifiés et complétés, ces bordereaux paraissent devoir donner satisfaction aux besoins des services de la Ville.

J'ai, en conséquence, l'honneur de vous prier de vouloir bien :

1^o Approuver ces projets de cahier des charges et bordereaux de prix ;

2^o Décider la mise en adjudication publique au rabais et en 5 lots des fournitures ci-après désignées :

1^{er} lot : papeterie, articles de bureau.

2^e lot : broserie, sparterie.

3^e lot : verrerie, porcelaine, appareils de laboratoire.

4^e lot : quincaillerie et outils divers.

5^e lot : bois de construction.

Lyon, le 4 octobre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Au nom de la Commission générale, M. CHAT, rapporteur, propose au Conseil d'approuver la mise en adjudication publique, des fournitures communes aux services municipaux.

(Approuvé.)

Fondation Chevreau. — 1907.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, par délibération en date du 18 mars 1870, la Commission municipale a décidé de désigner chaque année trois de ses membres pour former, avec deux administrateurs des Hospices civils et deux Conseillers prud'hommes, la Commission chargée de distribuer annuellement les revenus de la fondation Chevreau.

Je vous prie, Messieurs, de vouloir bien désigner les Conseillers municipaux qui doivent faire partie de cette Commission.

Lyon, le 7 octobre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

M. Laurent CHAT, rapporteur de la Commission spéciale, propose au Conseil de désigner MM. Baudry, Manus et Mousset, pour faire partie de la Commission chargée de distribuer en 1907 les revenus de la fondation Chevreau.

(Adopté.)

Feu d'artifice du 14 Juillet 1907. — Accidents. — Instances judiciaires.**RAPPORT DE M. LE MAIRE.**

Messieurs, M. le Préfet du Rhône m'a transmis deux mémoires par lesquels M. Jean-Benoît Pernet et M^{me} Pierrette Vatoux, veuve Claude-Antoine Monnet, ont annoncé leur intention d'intenter une action judiciaire à la ville de Lyon, aux fins d'obtenir une indemnité pour les dédommager du préjudice qui leur a été causé par les blessures qui leur auraient été faites au feu d'artifice du 14 Juillet dernier.

J'en ai informé M. Aulagne qui avait été chargé de la fourniture du feu d'artifice et qui, aux termes de ses engagements, doit garantir la Ville contre tous les accidents pouvant résulter du tir du feu.

Par une lettre du 1^{er} octobre courant, que vous trouverez annexée au dossier, M. Aulagne reconnaît en effet que la Ville est garantie par lui. Il m'informe qu'il en avise la Compagnie d'assurance qui a contracté avec lui une police d'assurance.

Dans le cas où un arrangement amiable entre les intéressés n'interviendrait pas et que les demandeurs donneraient suite à leur intention, je vous propose de vouloir bien m'autoriser à défendre à l'action dont la Ville est menacée en appelant M. Aulagne en garantie.

Lyon, le 7 octobre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, nous vous proposons de donner à M. le Maire, l'autorisation éventuelle de défendre à l'action annoncée par M. Perret et M^{me} veuve Monnet, en appelant en garantie la maison Aulagne et C^{ie} qui, dans sa correspondance, reconnaît loyalement que sa responsabilité doit être substituée en fait à celle de la Ville, en raison du traité intervenu pour la fourniture du feu d'artifice du 14 Juillet.

Le Rapporteur,
Laurent CHAT.

(Adopté.)

Caisse de retraites des employés de l'Administration municipale. — Réversibilité de pension veuve Verdot.**RAPPORT DE M. LE MAIRE.**

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre une demande en liquidation de pension, avec réversibilité sur sa tête, formée par M^{me} Chappaz (Marie-Adeline), veuve de M. Verdot (Simon), ex-inspecteur au service des Subsistances, décédé à Lyon, le 11 août 1907.

Entré dans l'Administration le 1^{er} juillet 1896, M. Verdot pouvait prétendre, au moment de son décès, à une pension de 518 fr. 63, ainsi qu'il résulte du bordereau de décompte que vous trouverez joint au dossier.

M^{me} veuve Verdot se trouvant dans les conditions prévues par les articles 18 et 19 du règlement de la Caisse de retraites des employés municipaux, peut, par suite, prétendre à la moitié de cette pension, soit : 518 fr. 63 : 2 = 259 fr. 31.

C'est donc à la somme de 259 francs (centimes négligés) que je vous propose, Messieurs, de liquider la pension de retraite annuelle et viagère à accorder à M^{me} veuve Verdot.

Les arrérages en seront prélevés sur les fonds de la Caisse de retraites des employés de l'Administration municipale et prendront cours à partir du 12 août 1907, lendemain du décès de M. Verdot.

En demandant la réversibilité de sa pension, M^{me} veuve Verdot sollicite en outre l'attribution d'un secours annuel et renouvelable.

Les renseignements recueillis sur le compte de M^{me} Verdot font connaître qu'elle a à sa charge quatre jeunes enfants âgés de 11, 9, 8 et 6 ans, et d'autres ressources que son salaire journalier qui s'élève environ à 2 fr. 50.

En présence de cette situation intéressante et du chiffre minime de la pension accordée à M^{me} veuve Verdot, j'ai l'honneur de vous proposer, Messieurs, d'accueillir favorablement sa demande et de lui accorder un secours annuel et renouvelable de 300 francs, lequel élèvera à 559 francs le montant de ses ressources annuelles.

Ce secours sera prélevé sur le crédit inscrit au budget pour : « Pensions et secours à la charge de la Ville », et prendra cours, comme la pension, à partir du 12 août 1907.

Lyon, le 14 octobre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

M. Laurent CHAT, rapporteur de la Commission spéciale, propose d'accord avec l'Administration de fixer à 259 fr. la pension de retraite annuelle et viagère à accorder à M^{me} veuve Verdot, et de lui attribuer supplémentairement, tant à raison des bons services rendus par son mari qu'à raison de ses charges de famille, un secours annuel et renouvelable de 300 francs.

(Adopté.)

Allocation d'un secours à M^{me} Lacombe, ancienne femme de service.**RAPPORT DE M. LE MAIRE.**

Messieurs, en raison de son âge avancé (70 ans), M^{me} Lacombe, femme de service à l'école maternelle, place des Jacobins, se voit dans l'obligation de cesser ses fonctions et comme elle est sans ressources, elle sollicite de l'Administration municipale l'attribution d'un secours.

M^{me} Lacombe a vingt-six ans de services pendant lesquels elle n'a encouru aucun reproche. Vu sa situation précaire, je vous propose, Messieurs, de lui allouer un secours annuel et renouvelable de 360 francs.

L'effet de cette décision partirait du 1^{er} octobre courant et le montant de cette allocation serait imputé sur le crédit inscrit au budget pour : « Pensions et secours à la charge de la Ville ».

Lyon, le 17 octobre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Au nom de la Commission spéciale, M. Laurent CHAT, propose d'attribuer à M^{me} Lacombe, qui a vingt-six ans de services irréprochables, mais que l'âge et la maladie obligent à quitter ses fonctions, un secours annuel et renouvelable de 360 francs.

(Le Conseil adopte.)

Taxe sur les constructions neuves. — Instance Moutarde contre ville de Lyon devant le Conseil de Préfecture.**RAPPORT DE M. LE MAIRE.**

Messieurs, par un mémoire déposé le 20 juillet 1907 au greffe du Conseil de Préfecture du Rhône, M. Moutarde demande une réduction de la taxe sur les constructions neuves, qui lui a été imposée pour un bâtiment neuf et un exhaussement qu'il a fait exécuter rue Gorge-de-Loup, 23.

M. Moutarde prétend que c'est à tort que dans le bâtiment neuf a été compris un rez-de-chaussée qui n'existe pas en fait puisque c'est un passage destiné à desservir la cour de la maison qui en tient lieu.

Il résulte du rapport ci-joint du service de la Voirie et du plan annexé, que, bien que l'allégation du réclamant soit exacte, la particularité qu'il invoque n'est pas de nature à justifier sa demande.

Pour ce motif, je vous propose, Messieurs, de m'autoriser à défendre à l'instance engagée par M. Moutarde devant le Conseil de Préfecture du Rhône.

Lyon, le 30 septembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Au nom de la Commission spéciale, M. Pic, rapporteur, propose au Conseil d'autoriser l'Administration municipale à défendre à l'instance engagée contre la Ville, devant le Conseil de Préfecture par M. Moutarde.

(Adopté.)

Taxe sur les constructions neuves. — Instance Compagnie P.-L.-M. contre ville de Lyon devant le Conseil de Préfecture.**RAPPORT DE M. LE MAIRE.**

Messieurs, par un mémoire déposé au greffe du Conseil de Préfecture le 17 septembre 1907, la Compagnie P.-L.-M.

demande la décharge de la taxe sur les constructions neuves qui lui a été imposée à raison d'un mur de soutènement édifié à la gare de la Mouche.

La Compagnie P.-L.-M. conteste le principe de cette imposition prétendant que l'ouvrage en question étant une dépendance de la voie ferrée principale, il ne saurait être assujéti à la taxe des constructions neuves qui n'est pas applicable, d'après elle, aux travaux exécutés par les Compagnies de chemins de fer dans un intérêt général.

Au sujet d'une affaire reposant sur le même objet, le Conseil de Préfecture a décidé, par son arrêté du 26 juillet dernier, que la taxe sur les constructions neuves est régulièrement appliquée aux voies ferrées principales, l'article 5 de la loi du 28 juin 1901 ne faisant aucune distinction à leur égard. Pour ce motif et tous autres exposés dans mon rapport du 3 février 1906 concernant une réclamation analogue, je vous propose, Messieurs, de m'autoriser à défendre à l'instance engagée par la Compagnie P.-L.-M. devant le Conseil de Préfecture du Rhône.

Lyon, le 30 septembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Sur la proposition de M. Pic, rapporteur de la Commission spéciale, le Conseil autorise l'Administration municipale à défendre à l'instance engagée contre la Ville par la Compagnie P.-L.-M., devant le Conseil de Préfecture.

Immeuble rue de Pazzi, 1. — Assurance contre l'incendie.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre un projet de police consentie par la Société d'assurances immobilières *La Mutuelle de Lyon*, pour l'assurance contre l'incendie de la maison rue de Pazzi, 1, acquise en vue de la construction d'un groupe scolaire.

Ce projet est conclu pour une période de cinq années, à partir du 1^{er} janvier 1908.

Les parties se réservant cependant la faculté réciproque de le résilier annuellement en se prévenant par écrit six mois à l'avance.

Le capital garanti s'élève à la somme de 98.200 francs, moyennant le paiement d'une prime annuelle de 17 fr. 70, déduction faite de la bonification de 20 % accordée à la Ville.

Je vous propose, Messieurs, d'approuver ce projet de contrat.

Lyon, le 2 octobre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

M. Pic, rapporteur de la Commission spéciale, propose au Conseil d'approuver le projet de police consentie par la Compagnie *La Mutuelle de Lyon* pour

l'assurance contre l'incendie de l'immeuble rue de Pazzi, 1.

(Ces conclusions sont mises aux voix et adoptées.)

Ecoles municipales, ouvroirs et cantines scolaires. — Fourniture et entretien du mobilier. — Adjudication restreinte.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, le marché pour la fourniture et l'entretien du mobilier nécessaire aux écoles communales, aux ouvroirs et aux cantines scolaires prend fin le 31 décembre prochain.

Le montant de cette entreprise s'élève à environ 10.000 francs par an.

Jusqu'ici cette fourniture a été mise en adjudication restreinte en raison des spécialités qu'elle comporte.

J'ai l'honneur de vous soumettre le projet de cahier des charges de cette entreprise dont l'effet partira du 1^{er} janvier 1908 jusqu'au 31 décembre 1910.

Je vous propose, Messieurs, d'approuver ce projet et de m'autoriser à procéder à la mise en adjudication restreinte de la fourniture dont il s'agit.

Lyon, le 14 octobre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, la fourniture dont il s'agit, s'élevant à la somme approximative de 10.000 francs, a jusqu'ici fait l'objet d'une mise en adjudication restreinte, à raison des spécialités qu'elle comporte.

L'Administration vous propose de maintenir le même régime et d'ouvrir une nouvelle adjudication restreinte pour la période triennale prenant cours le 1^{er} janvier 1908.

Cette procédure, étant donnée la modicité relative de l'adjudication, nous paraît devoir être admise. Je vous propose, en conséquence d'approuver le projet qui vous est soumis.

Le Rapporteur,
P. Pic.

(Adopté.)

Création de trois cours à l'Université de Lyon.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, votre délibération, en date du 22 juillet 1907, m'autorisait à étudier de concert avec l'Administration académique et le Conseil de l'Université la création dans les locaux des Facultés de trois cours publics nouveaux.

Mon Administration a réglé aussitôt avec M. le Recteur de l'Académie les détails de fonctionnement de ces cours.

Aucune objection n'a été faite en ce qui concerne l'essentiel de cette organisation. M. le Recteur m'a chargé de

vous adresser des remerciements pour l'intérêt que vous portez aux études supérieures.

Deux modifications de détail à la délibération du 22 juillet sont nécessaires:

1^o Il y aurait lieu de remplacer à l'article 1^{er} la formule « à partir de la rentrée prochaine » par les mots « à partir de l'année prochaine », l'article 3 portant que la somme de 3.000 francs sera seulement portée au budget de 1908;

2^o A l'article 2, il y aurait lieu de supprimer les mots « avant d'être sanctionné par le Ministre de l'Instruction publique », les nominations devant être faites par M. le Recteur. Il y a lieu enfin de remplacer la formule « soumis à l'agrément du Conseil municipal » par la formule « après entente avec l'Administration municipale ». L'Université estime et le Conseil admettra sans doute qu'une discussion publique sur des noms de personnes entraînerait les plus graves inconvénients.

Je vous propose, Messieurs, de modifier en ce sens votre délibération du 22 juillet.

Lyon, le 16 octobre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, par votre délibération du 22 juillet 1907, vous avez autorisé M. le Maire de Lyon à étudier, de concert avec l'Administration académique et le Conseil de l'Université, la création dans les locaux des Facultés de Droit et des Lettres, de trois cours publics nouveaux.

Tous les détails de fonctionnement des cours à créer, dès le mois de novembre courant, ont été réglés d'un commun accord entre les deux Administrations.

Mais il importe d'apporter, pour éviter certaines difficultés au Ministère de l'Instruction publique, quelques modifications de détail à votre délibération du 22 juillet. La première est de pure forme, et ne saurait soulever aucune discussion.

La seconde est relative au remplacement de la formule « soumis à l'agrément du Conseil municipal », par les mots « après entente avec l'Administration municipale ». Cette modification a pour but de faire disparaître un équivoque. La première formule, prise à la lettre, permettait au Conseil de discuter en séance publique les noms proposés par l'Université, discussion qui présenterait des inconvénients de diverses natures sur lesquels il me paraît superflu d'insister. Une telle procédure serait d'ailleurs absolument anormale, puisque les noms des titulaires de l'enseignement supérieur municipal ne sont pas discutés en séance.

Pour ces motifs, je vous propose d'approuver les modifications proposées par l'Administration.

Le Rapporteur,
P. Pic.

(Le Conseil adopte.)

Ecoles communales et ouvroirs municipaux. — Fournitures diverses. — Adjudication publique.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, les traités relatifs aux fournitures de diverses natures nécessaires aux écoles communales et aux ouvroirs municipaux arrivent à expiration à la fin du mois de décembre 1907.

J'ai l'honneur de vous soumettre un projet de cahier des charges en vue de la mise en adjudication publique de ces fournitures pour les années 1908, 1909 et 1910.

Ces fournitures sont les suivantes :

SÉRIE A. — *Ecoles primaires supérieures, élémentaires et maternelles et ouvroirs municipaux.*

	Par an.
1 ^{re} Lot. — Papeterie et encre, environ.....Fr.	50.000 »
2 ^e Lot. — Matériel d'enseignement, environ.....	5.000 »
3 ^e Lot. — Lingerie, rouennerie, environ.....	10.000 »
4 ^e Lot. — Mercerie, environ....	1 000 »
5 ^e Lot. — Ferblanterie, quincaillerie, environ.....	3.200 »
6 ^e Lot. — Brosserie, vannerie, éponges, environ.....	3.000 »

SÉRIE B. — *Ecoles primaires supérieures et élémentaires.*

1 ^{re} Lot. — Livres classiques, environ.....	50.000 »
2 ^e Lot. — Livres et objets de récompenses, environ.....	10.000 »

SÉRIE C. — *Ecoles maternelles.*

1 ^{re} Lot. — Chaussures, environ.....	4 0 0 »
2 ^e Lot. — Bonneterie, —.....	3.000 »
3 ^e Lot. — Lingerie et lingerie confectionnée, environ.....	10.000 »
4 ^e Lot. — Vêtements, pèlerines et bérêts, environ.....	2.500 »

Je vous propose, Messieurs, d'approuver le projet de cahier des charges relatif à la mise en adjudication publique des fournitures dont il s'agit.

Lyon, le 16 octobre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, l'Administration vous soumet un projet de cahier des charges, en vue de la mise en adjudication publique des fournitures diverses destinées aux Ecoles communales et ouvroirs municipaux, pour les années 1908, 1909 et 1910.

Le montant des fournitures s'élèverait approximativement à 151,700 francs par an, pour les trois séries, savoir :

Pour la série A (Ecoles primaires supérieures, élémentaires et maternelles, ouvroirs, — fournitures diverses, matériel d'enseignement, papeterie, lingerie, etc., etc.) six lots.....Fr. 72.200

Pour la série B (Ecoles primaires supérieures et élémentaires, — livres classiques et objets de récompenses), deux lots.....60.000

Pour la série C (Ecoles maternelles, — chaussures, lingerie, vêtements, etc.), quatre lots.....19.500

Total général.....Fr. 151.700

Il est bien entendu, d'ailleurs, que ces chiffres ne sont donnés qu'à titre de simple indication et pour servir de base à l'enregistrement. Mais le montant de chaque entreprise reste indéterminé; il variera en plus ou en moins, suivant les besoins du service, sans que le fournisseur puisse soulever aucune réclamation de ce chef.

Le marché sera conclu pour trois années, du 1^{er} janvier 1908 au 31 décembre 1910. Les adjudicataires seront tenus, toutefois, d'assurer l'exécution du service un mois après l'expiration du marché.

Les clauses et conditions du cahier des charges sont conformes aux lois en vigueur, notamment en ce qui concerne la dispense de cautionnement dont bénéficient les associations ouvrières pour les travaux n'excédant pas 50,000 fr.

Je vous proposerai donc d'approuver le projet qui vous est soumis par l'Administration, sous une réserve toutefois. Vous n'ignorez pas que le système de récompenses, substitué par vous à l'ancien régime des distributions de prix n'a pas fonctionné régulièrement cette année, par suite d'un désaccord persistant entre les directeurs d'Ecole et leurs adjoints.

Ce conflit est d'autant plus regrettable qu'il eut pour résultat de mettre en échec les décisions du Conseil. Je vous propose donc d'inviter l'Administration à engager au plus tôt, ou mieux à reprendre, — car nous savons qu'elle s'est déjà préoccupée de ce fâcheux état de choses, — les négociations avec l'Administration académique, en vue d'aboutir à un *modus vivendi* acceptable. Il y va de l'intérêt des enfants de nos écoles et de l'intérêt même de l'enseignement public.

Sous le bénéfice de ces réserves, je vous propose d'approuver les conclusions de l'Administration, tendant à la mise en adjudication publique, pour trois ans, sur les bases du cahier des charges élaboré par ses soins, des fournitures précédemment énumérées.

Le Rapporteur,
P. PIC.

(Adopté.)

Ecoles primaires publiques. — Fourniture de tables-bancs. — Soumission Falcot.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, le marché relatif à la fourniture des tables-bancs destinées à l'ameublement des Ecoles communales, expire le 31 octobre prochain.

Le mobilier fourni par la maison Falcot frères, depuis 1887, a donné toute satisfaction, tant au point de vue de la durée que de la solidité.

Le montant du marché est d'environ 5,000 francs par an.

La maison Falcot propose un nouveau marché, établi sur les mêmes bases que le précédent. Il commencerait le

1^{er} novembre 1907, pour prendre fin le 31 octobre 1910.

J'ai l'honneur de vous proposer, Messieurs, d'approuver ce projet de traité.

Lyon, le 1^{er} octobre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Sur la proposition de M. JACQUIER, rapporteur de la Commission spéciale, le Conseil approuve le projet de traité passé avec MM. Falcot frères, pour la fourniture, du 1^{er} novembre 1907 au 31 octobre 1910, des tables-bancs nécessaires aux écoles communales.

Ancien presbytère de Saint-Bonaventure. — Location d'un appartement à M^{lle} Riffard.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre un projet de bail consenti à M^{lle} Riffard, sous la garantie de M. H. Riffard, son père, pour la location d'un appartement de quatre pièces, situé au 3^e étage au-dessus de l'entresol de l'immeuble rue Grôlée, 4, et dépendant de l'ancien presbytère de Saint-Bonaventure.

Ce projet de bail est conclu pour une période de neuf ans, à partir du 1^{er} janvier 1908, avec faculté réciproque pour les parties de le résilier à l'expiration de la sixième année, en se prévenant par écrit six mois à l'avance.

Le prix annuel de location est fixé à la somme de 800 francs, payable par semestre et d'avance à la Caisse municipale. Le preneur supportera, en outre, l'impôt des portes et fenêtres.

La Ville devra faire exécuter à ses frais les réparations indispensables de propreté et les travaux nécessaires pour créer une pièce en façade sur la rue Tupin. La dépense à engager est évaluée à la somme de 1,085 fr. 27, par M. l'Architecte en chef.

Je vous propose, Messieurs, de vouloir bien approuver ce projet de bail.

Lyon, le 21 octobre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Au nom de la Commission spéciale, M. JACQUIER, rapporteur, propose l'approbation du projet de bail consenti à M^{lle} Riffard, pour la location d'un appartement dans l'ancien presbytère de Saint-Bonaventure, rue Grôlée, 4.

(Le Conseil adopte.)

Immeuble rue de la Vierge, 7. — Assurance contre l'incendie.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre un projet de police consentie par la Compagnie d'Assurances générales

pour l'assurance contre l'incendie de l'immeuble situé rue de la Vierge, 7, acquis par la Ville pour la construction d'un groupe scolaire dans le quartier Béchevelin.

Ce projet est conclu pour une période de six années à partir du 1^{er} janvier 1908, avec faculté réciproque pour les parties de le résilier annuellement en se prévenant par écrit un mois avant l'échéance de la prime.

Le capital garanti est de 20,500 fr., moyennant une prime annuelle de 31 fr. 65.

Les conditions de faveur faites à la Ville et notamment la bonification de 20 %, sur le montant de la prime étant insérées dans ce contrat, je vous propose, Messieurs, de l'approuver.

Lyon, le 2 octobre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Le Conseil municipal, sur la proposition de M. RICHERAND, en remplacement de M. MARRO, rapporteur de la Commission spéciale, approuve le projet de police consentie par la Compagnie d'Assurances Générales, pour l'assurance contre l'incendie de l'immeuble communal situé rue de la Vierge, 7.

Immeuble grande rue de la Guillotière. 28. — Assurance contre l'incendie.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre un projet de police consentie par la Compagnie *Le Monde*, pour l'assurance contre l'incendie de l'immeuble, grande rue de la Guillotière, 28, récemment acquis par la Ville pour la construction d'un groupe scolaire.

Ce projet de contrat est conclu pour une période de 10 ans, 4 mois et 18 jours, à partir du 14 août 1907, avec faculté réciproque pour les parties de le résilier annuellement en se prévenant par écrit six mois avant l'échéance de la prime.

Le capital assuré s'élève à la somme de 217,000 francs et la prime annuelle à payer à 276 fr. 50. Cette somme est payable par le locataire, en vertu d'une clause spéciale de son bail.

Les conditions spéciales faites à la Ville, et notamment une réduction de 20 %, sur le montant de la prime, étant insérées dans le présent contrat, je vous propose, Messieurs, de vouloir bien l'approuver.

Lyon, le 2 octobre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

M. RICHERAND, en remplacement de M. MARRO, rapporteur de la Commission spéciale, propose au Conseil d'approuver le projet de police consentie par la Compagnie *Le Monde*, pour l'assurance contre l'incendie de l'immeuble

communal situé grande rue de la Guillotière, 28.

(Adopté).

Assistance obligatoire aux vieillards, infirmes et incurables. — Radiation du nommé Madelon, rue du Niger, n° 60, à Villeurbanne.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, par délibération en date du 25 mars dernier, vous avez admis au nombre des bénéficiaires de l'allocation accordée aux infirmes, en suite de la loi du 14 juillet 1905, le nommé Madelon (Claude), domicilié, rue du Niger, 60, à Villeurbanne.

Pour obtenir son inscription sur les listes de la Municipalité lyonnaise, M. Madelon a donné une adresse fictive chez un nommé Mollard, cordonnier, rue Montgolfier, 66.

En raison du grand nombre de demandes à instruire au début de l'année, ce subterfuge n'a pas été relevé par le distributeur du Bureau de bienfaisance chargé de l'enquête.

Bien que les listes des bénéficiaires soient à la disposition de tout électeur, pendant les vingt jours qui suivent la délibération du Conseil municipal, personne n'a demandé la radiation de cet individu, indûment inscrit.

Je vous propose, Messieurs, de prononcer la radiation de la liste d'assistance, du nommé Madelon (Claude) et d'inviter M. le Receveur du Bureau de bienfaisance à recouvrer les sommes qui lui ont été payées à tort depuis le 1^{er} janvier 1907.

Il est possible que la bonne foi et la vigilance des enquêteurs ait été surprises dans différents cas, en raison de la hâte mise à enquêter plusieurs milliers de demandes parvenues presque simultanément.

Une revision approfondie des dossiers permettra d'opérer les radiations de tout titulaire illégalement inscrit.

Je vous en soumettrai la liste en temps opportun, et je vous demanderai, Messieurs, l'autorisation de poursuivre par tous les moyens légaux, le recouvrement des sommes qui auraient été touchées en violation de la loi.

Lyon, le 2 octobre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Sur la proposition de M. FALCONNIER, rapporteur de la Commission générale, le Conseil prononce la radiation, de la liste d'assistance, du nommé Madelon, domicilié sur la commune de Villeurbanne.

Hospices civils de Lyon. — Vente aux enchères publiques d'une parcelle de terrain.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, par une délibération du 17 juillet 1907, le Conseil général d'administration des Hospices civils de Lyon

sollicite l'autorisation d'aliéner aux enchères publiques sur la mise à prix de 130 francs par mètre carré soit au prix total de 371,800 francs, une parcelle de terrain d'une superficie de 2,860 mètres carrés située sur les rues Vauban, Vendôme, Louis-Blanc et Créqui et dépendant de la masse n° 60 *ter* aux Brotteaux.

En exécution d'un arrêté de M. le Préfet du Rhône en date du 14 septembre 1907, ce projet de vente a été soumis à une enquête qui a été faite à la Mairie du 6^e arrondissement du 30 septembre au 8 octobre 1907 inclusivement et au cours de laquelle aucune observation n'a été produite.

De son côté, M. le Commissaire enquêteur a émis un avis favorable au projet d'aliénation dont il s'agit.

Conformément aux prescriptions de l'article 10 de la loi du 7 août 1851, il vous appartient, Messieurs, de donner votre avis au sujet de cette affaire.

Lyon, le 16 octobre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Au nom de la Commission spéciale, M. FALCONNIER, rapporteur, propose au Conseil d'émettre un avis favorable à la demande contenue dans la délibération du Conseil d'administration des Hospices, en date du 17 juillet 1907.

(Avis favorable est émis).

Assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et aux incurables.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, dans sa séance du 7 octobre 1907, le Bureau d'assistance de Lyon a établi une quatrième liste d'assistance comprenant des vieillards, des infirmes et incurables qui ont sollicité, au cours du deuxième trimestre, soit l'assistance à domicile, soit leur hospitalisation à l'Hôtel des Invalides du Travail, à Albigny, au Perron ou à l'Asile Magnin-Fournet.

Les dossiers de ces indigents, au nombre de 1,058, ont été constitués réglementairement ; ils ont été examinés par le Bureau d'assistance qui a émis un avis favorable pour 983 d'entre eux et un avis défavorable pour les 75 autres.

D'autre part, au cours de la même séance, le Bureau d'assistance a été appelé à statuer sur 74 dossiers concernant des assistés inscrits dans les diverses communes où ils ont leur résidence depuis moins de cinq ans, comme ayant leur domicile de secours à Lyon. Pour 51 postulants, les renseignements recueillis par les soins de l'Administration municipale indiquent qu'ils doivent être assistés à la charge de la ville de Lyon et le Bureau d'assistance a émis à ce sujet un avis favorable. Il a émis pour les 23 autres un avis défavorable à la fixation, à Lyon, de leur domicile de secours, en raison des renseignements consignés dans leurs dossiers.

J'ai l'honneur de vous proposer, Messieurs, de vouloir bien :

1° Admettre sans distinction au bénéfice de l'assistance à domicile les indigents lyonnais, au nombre de 983, pour lesquels le Bureau d'assistance a émis un avis favorable ;

2° Approuver la désignation de ceux qui doivent être hospitalisés à l'Hôtel des Invalides, à Albigny, au Perron et à l'Asile Magnin-Fournet ;

3° Fixer au 1^{er} octobre 1907 le point de départ de la jouissance de ces allocations mensuelles.

D'autre part, en ce qui concerne les postulants résidant actuellement dans une autre commune, je vous propose, Messieurs, de vouloir bien prendre une délibération conforme à l'avis émis par le Bureau d'assistance.

Lyon, le 17 octobre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, conformément aux propositions de M. le Maire, votre Commission générale vous propose :

1° D'admettre sans distinction au bénéfice de l'assistance à domicile les indigents lyonnais au nombre de 983, pour lesquels le Bureau de bienfaisance a émis un avis favorable ;

2° D'approuver la désignation de ceux qui doivent être hospitalisés à l'Hôtel des Invalides, à Albigny, au Perron et à l'Asile Magnin-Fournet ;

3° De fixer au 1^{er} juillet 1907 et non au 1^{er} octobre comme il est dit par erreur dans le rapport présenté par l'Administration, le point de départ de ces allocations mensuelles.

D'autre part, en ce qui concerne les postulants résidant actuellement dans une autre commune, il y a lieu d'émettre un avis conforme à celui du Bureau d'assistance.

Le Rapporteur,
FALCONNIER.

M. GORJUS : La population indigente de la Croix-Rousse est remuée par des réunions publiques, dans lesquelles on se plaint que la loi d'assistance aux vieillards et aux incurables soit appliquée de façon anormale dans notre arrondissement. On se plaint en outre de ce que des quantités d'indigents en instance depuis longtemps n'aient pas reçu satisfaction. On affirme que la faute en est aux lenteurs du Bureau de bienfaisance et de son directeur M. Buisson, et on incrimine la Sous-Commission d'arrondissement du Bureau d'assistance.

Je vous demande, Monsieur le Maire, de donner des explications sur les lenteurs et les omissions reprochées, ou de rétablir les faits, si aucun reproche ne peut être adressé à votre Administration.

Nous sommes convoqués pour mercredi à la Mairie de la Croix-Rousse, devant une Commission, nommée dans la réunion publique dont je viens de vous parler ; j'estime qu'il vaudrait mieux que la question fut élucidée devant le Conseil municipal par vos réponses.

M. LE MAIRE : Je ne vois pas de quelle façon on pourrait incriminer, dans cette affaire, l'Administration municipale. Dès le début, le service des pensions aux vieillards a fonctionné très régulièrement, comme vous avez pu le constater. Il ne s'agit pas, Messieurs, d'un règlement municipal, mais d'une loi que nous appliquons conformément à ses prescriptions, et conformément aux arrêtés et circulaires ministérielles qui l'ont suivie.

Toutes les demandes qui nous ont été adressées ont fait l'objet d'une enquête. Elles ont été transmises au Bureau d'assistance. Un certain nombre d'entre elles ont reçu un avis défavorable de la part des distributeurs du Bureau de bienfaisance, chargés de présenter un rapport à la Commission d'arrondissement du Bureau d'assistance.

Ce qu'on ne sait pas assez, dans le public, c'est comment fonctionne la loi sur l'assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et incurables. La répartition des pensions est faite par ce qu'on appelle le Bureau d'assistance. Or, le Bureau d'assistance n'est pas du tout, comme on le croit généralement dans le public, le Bureau de bienfaisance. Le Bureau d'assistance est une institution qui a été créée par la loi du 15 juillet 1893 sur l'assistance médicale gratuite. Il est composé des Administrateurs des Hospices et des membres de la Commission administrative du Bureau de bienfaisance. Le Bureau d'assistance fonctionne régulièrement, à Lyon, depuis le commencement de l'année. Pour activer ses travaux, il s'est divisé en un certain nombre de sous-Commissions, dites Commissions d'arrondissement, qui sont chargées de faire les enquêtes et de prendre les décisions que comportent les rapports présentés par les distributeurs du Bureau de bienfaisance. Le Bureau d'assistance discute ensuite, rejette ou adopte les décisions des Commissions d'arrondissement ; il arrête la liste des bénéficiaires ; cette liste est présentée, alors, au Conseil municipal, qui statue définitivement sur l'octroi des pensions.

Jusqu'à ce jour, aucune espèce d'irrégularité ne s'est produite dans le fonctionnement du service d'assistance ; ce fonctionnement a été tout à fait normal. Ce qui s'est produit quelquefois, ce qui se produit aujourd'hui où nous devons approuver une quatrième liste d'assistés, ce sont des contestations élevées entre la Ville et diverses communes au sujet du domicile de secours de certains demandeurs. Certains des pétitionnaires sont de véritables nomades ; il est nécessaire de savoir à laquelle des différentes communes où ils ont successivement résidé, incombe le devoir de leur servir la pension obligatoire. Il n'y a pas eu d'autres incidents.

M. GADOUD : Je n'ai pas très bien saisi l'observation que vient de présenter M. Gorjus ; mais ce que je sais bien, c'est que tous les Conseillers municipaux du 4^e arrondissement ont été convoqués — M. Gorjus comme mes collègues et moi — par la voie de la Presse, à une réunion publique, pour entendre les ré-

clamations de la population Croix-Rousse au sujet des pensions des vieillards.

M. GORJUS ne s'est pas présenté à cette réunion, où l'on a dit, en effet, que la Commission d'assistance ne s'était pas réunie depuis fin avril jusqu'à fin septembre, soit pendant cinq mois....

M. GORJUS : Je ne fais pas partie de cette Commission.

M. GADOUD : MM. Thévenon et Manus en font partie ; je leur demande si la Commission s'est réunie ?

M. LE MAIRE : Permettez-moi tout d'abord, Messieurs, de vous faire observer qu'il est bien inutile d'apporter dans la discussion des questions de personnes.

Je viens de dire que le Bureau d'assistance était formé par l'adjonction aux membres du Bureau de bienfaisance des administrateurs des Hospices. Par conséquent, ceux de nos collègues qui appartiennent à l'une ou à l'autre de ces Administrations font seuls partie du Bureau d'assistance.

M. GADOUD : A la réunion publique dont il s'agit, des vieillards sont venus se plaindre de n'avoir pu obtenir satisfaction. M. Gorjus, qui n'était pas présent, s'est permis de dire à plusieurs personnes et notamment aux membres de la délégation qui va venir vous rendre visite dans deux jours, que j'étais un menteur ! (Oh ! Oh !)

Une injure qui vient de M. Gorjus, je ne la relèverai jamais ! (Bruit.)

Voilà sur quoi roule la discussion.

Je sais qu'il a été convenu, prévu tout au moins que les vieillards inscrits depuis plusieurs années au Bureau de bienfaisance, ou postulant leur admission, soit à Albigny, soit à l'Hôtel des Invalides du travail, devaient être inscrits d'office pour recevoir la pension des vieillards.

M. LE MAIRE : Non !

M. GADOUD : Je sais bien que d'après la loi du 14 juillet 1905, il faut que ceux qui réclament la pension adressent une demande au Maire. Nous avons cherché par tous les moyens à leur faire comprendre que n'ayant pas formulé de demande, ils se trouvent dans leur tort ; seulement je persiste à croire qu'il y a eu quand même négligence de la part du Bureau de bienfaisance, qui n'a pas inscrit d'office des vieillards qu'il assiste depuis un grand nombre d'années.

Je connais un vieillard de 80 ans, qui est assisté depuis plus de quinze ans et qui a été évincé de la liste des pensionnés, parce qu'il n'avait pas fait de demande. C'était à l'employé à l'inscrire d'office. Il se présente des quantités de gens qui ne savent pas écrire, qui ne peuvent même pas signer leur nom quand ils vont toucher un bon ou un secours. Comment peut-on leur dire : « Adressez une demande écrite au Maire de Lyon » ? Je dis que le devoir des employés de la Mairie consiste à offrir à ces pauvres gens, qui ne savent pas écrire, de faire la demande pour eux ;

s'ils ne savent pas signer, ils mettront une croix.

M. LE MAIRE : Il s'est produit une confusion dans l'esprit de M. Gadoud ; je voudrais bien la faire disparaître. M. Gadoud considère comme obligatoire l'inscription d'office de tous les postulants à l'hospitalisation, soit à Albigny, soit à l'Hôtel des Invalides du travail, ainsi que de tous les indigents que le Bureau de bienfaisance assiste régulièrement ! Or la loi est formelle : pour obtenir l'assistance, les intéressés doivent faire une demande. Nous sommes ici simplement pour appliquer la loi.

M. GADOUX : Je le sais, Monsieur le Maire.

M. LE MAIRE : L'Administration a eu cependant le soin de faire inscrire d'office comme candidats à l'Assistance obligatoire tous ceux qui avaient fait une demande d'hospitalisation.

M. FORT (Victor), adjoint : Et ceux qui bénéficiaient de la pension des vieillards.

M. LE MAIRE : L'Administration a agi de même à l'égard des indigents titulaires des pensions municipale ou départementale. C'est à vous, Messieurs les Adjoints d'arrondissement, qu'il appartient de désigner les assistés du Bureau de bienfaisance qui peuvent profiter des droits que leur confère la loi de 1905. D'une façon générale, lorsqu'on rencontre un vieillard qui paraît avoir droit au bénéfice de la loi d'assistance, le meilleur service qu'on puisse lui rendre c'est non pas de lui faire un discours, mais de lui établir sa demande.

M. GADOUX : J'en fais tous les jours.

M. LE MAIRE : En le faisant, vous êtes dans votre rôle d'Adjoint d'arrondissement. M. Bataille, que je vois sourire, le fait très souvent. Beaucoup de vieillards ne savent pas comment s'y prendre ; le rôle de l'Adjoint, c'est de se mettre à la disposition de ces pauvres gens pour formuler la demande initiale et la faire parvenir à la Mairie centrale.

M. GADOUX : Vous devez connaître mon écriture, Monsieur le Maire ; vous devez savoir par suite combien j'ai fait de ces demandes que je vous ai adressées pour des habitants du 4^e arrondissement.

Je voudrais bien être renseigné sur les motifs qui ont empêché la Commission d'assistance de se réunir depuis fin avril jusqu'à septembre ?

M. LE MAIRE : Cette Commission s'est réunie, mon cher Collègue ; elle a même présenté dernièrement une liste de postulants à l'approbation du Conseil.

Si vous en avez ignoré la réunion, cela tient uniquement à ce que vous n'en faites pas partie. Ceux de vos collègues qui sont membres du Bureau de bienfaisance assistent seuls à cette Commission.

M. JACQUET : Nous avons adopté trois listes à trois époques différentes.

M. FALCONNIER, rapporteur : C'est la quatrième liste sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer en ce moment.

M. BATAILLE : J'ai entendu tout à l'heure que M. Gorjus mettait en cause, par ses critiques, le Secrétaire général du Bureau de bienfaisance.

Je tiens à faire remarquer d'une façon très catégorique, et tous mes collègues seront de mon avis, qu'il n'est pas possible que M. Buisson soit pour quelque chose dans l'inscription ou la non-inscription d'un vieillard sur la liste des postulants.

Il n'est pas juste d'accuser un homme d'un acte qui lui est tout à fait étranger.

M. LE MAIRE : Il serait utile de porter à la connaissance du public la loi d'assistance qu'il ignore. Elle est facile à trouver ; elle a été publiée au *Bulletin municipal officiel*. Nous nous y conformons strictement.

M. MANUS : En ma qualité de membre de la Sous-Commission du Bureau d'assistance, je crois qu'il est de mon devoir de rétablir la vérité.

M. Gadoud a fait remarquer que nous sommes restés un certain temps sans nous réunir. Nous nous sommes réunis pour la première fois le 29 avril, et pour la dernière le 27 septembre. Permettez-moi de vous faire remarquer que, jusqu'à aujourd'hui, nous avons eu à régler la situation de 660 pensionnaires et que, dans la réunion du 27 septembre, nous avons eu à examiner les 240 demandes de pensions qui font l'objet du rapport de M. Falconnier et qui seront payées incessamment, j'en suis sûr. Nous n'avons causé aucun retard, je ne vois donc pas pourquoi on incriminerait la Sous-Commission du 4^e arrondissement.

M. LE MAIRE : Il ne faut pas nous émouvoir des critiques que l'on fait à notre endroit. Il est plus facile de critiquer que d'exécuter. Il y aura toujours des mouches du coche.

Nous servons un grand nombre de pensions, vous le savez. Nous avons mis tout notre zèle à appliquer la loi de 1905. Mais pouvons-nous deviner quels sont ceux de nos concitoyens à qui elle est applicable ? Dans une ville de l'importance de Lyon, il est indispensable qu'ils se fassent connaître. On fait une demande pour se marier, on fait une déclaration pour poser sa candidature au Conseil municipal. (*Rires*). Pourquoi n'en ferait-on pas une pour obtenir l'assistance obligatoire ? On comprend toute l'utilité de cette mesure, lorsque, comme nos collègues MM. Curtelin et Bataille, comme MM. les Adjoints d'arrondissement, on voit de près les difficultés auxquelles nous nous heurtons pour l'application de la loi d'assistance.

M. CURTELIN : Nous nous heurtons, en effet, Messieurs, à des difficultés dont vous ne vous doutez pas, lorsqu'il s'agit d'instruire les demandes qui nous parviennent.

Un grand nombre de personnes croient que la loi est faite aussi bien pour ceux qui possèdent quelque chose, que pour ceux qui sont dans le dénûment le plus

complet. C'est ainsi que nous recevons des demandes de personnes qui touchent déjà 500 francs de pension. Il est dit dans la loi que pour bénéficier de ses dispositions, il faut être invalide ou indigent. Cela nous oblige à faire des enquêtes très minutieuses.

Quant aux distributeurs du Bureau de bienfaisance, ils ont une tâche très difficile. Ils font tout leur devoir.

M. LE MAIRE : Je m'associe pleinement à la déclaration de M. Curtelin. Toutes les enquêtes ont été faites avec une précision et une discrétion remarquables. On a été obligé, pour établir le domicile de secours de certains vieillards, de reconstituer leur vie presque mois par mois, durant plusieurs années.

M. THÉVENON : Messieurs, je tiens à déclarer que nous avons toujours fait notre devoir, M. Manus le sait. Lorsque j'ai reçu l'ordre de convoquer la Sous-Commission du Bureau d'assistance, je l'ai fait immédiatement. Malheureusement, les membres que j'appellerai civils et qui appartiennent à cette Commission, ne s'y rendent pas régulièrement. Dans la dernière réunion, par exemple, nous étions trois, M. Manus, M. Nolot et moi-même.

M. LE MAIRE : Vous êtes six, normalement ? C'est un rendement de 50 %. (*Rires*.)

M. THÉVENON : Malgré l'absence de nos collègues, je n'ai pas voulu apporter un nouveau retard dans l'examen des dossiers que la Sous-Commission a consultés aussitôt.

M. GOURJU : Par une expérience récente, toute personnelle, j'ai pu constater que la loi sur l'assistance aux vieillards est fort mal connue. Permettez-moi de vous en donner un exemple. Je reçus, un jour, à 7 kilomètres de Tarare, la visite d'un vieillard de 74 ans, qui, pour venir me consulter, avait fait à pied le long ruban de route qu'il allait être dans l'obligation de refaire. Il se plaignait de n'avoir pas reçu la pension légale. Je lui demandai s'il avait formé sa demande et il fut fort surpris d'apprendre qu'il en fallait préalablement former une.

Je lui dis qu'il était impossible de deviner son âge, que l'on ne pouvait lui servir une pension sans être sûr qu'il réunissait bien toutes les conditions exigées par la loi. Je l'invitai à se présenter à la Mairie de Tarare muni d'une demande régulière.

La loi exige une simple demande des personnes qui peuvent prétendre à une pension ; c'est bien le moins, en effet, lorsqu'on demande un secours, que l'on justifie de son âge et de sa situation.

Le vieillard fut enchanté de savoir qu'il avait des droits et qu'il pouvait les faire valoir. Il fut certainement moins satisfait de s'être livré inutilement à une gymnastique un peu pénible pour un homme de son âge, alors qu'il n'avait que quelques mètres à faire pour se rendre à la Mairie de Tarare.

M. LE MAIRE : Nos concitoyens se rendront compte plus tard des efforts méritoires que nous avons dû faire pour

appliquer la loi sans leur demander une contribution quelconque.

M. GADOUR : Mes collègues MM. Manus et Thévenon ont tous deux dégagé leur responsabilité ; je voudrais bien à mon tour dégager la mienne.

M. Gorjus faisait allusion, il y a un instant, à des déclarations faites dans une réunion publique. Je tiens à dire que dans cette occasion j'ai défendu les employés de l'Administration, et l'Administration elle-même, en déclarant que tout avait été fait pour le mieux, j'ai ajouté que si quelque chose avait cloché, la négligence des distributeurs du Bureau de bienfaisance en était la seule cause, cela nous a été démontré. Je n'accepterai jamais de la part de mon collègue, M. Gorjus.... (Bruit. — Aux voix ! Aux voix !).

M. LE MAIRE : Messieurs, je mets aux voix les conclusions du Rapporteur de la Commission générale.
(Adopté.)

Modification et agrandissement de la gare de la Croix-Rousse.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre le nouveau projet présenté par la Compagnie P.-L.-M. en vue de la construction du bâtiment pour voyageurs à la gare de la Croix-Rousse.

Ce projet, qui m'a été communiqué par M. le Préfet du Rhône pour avoir mon avis, a fait l'objet d'un rapport dans lequel MM. les Ingénieurs du Contrôle exposent que les propositions comportent l'établissement d'un perron de trois marches sur le trottoir de la grande rue de Cuire et que ledit perron devant être établi en partie sur les alignements approuvés de cette rue, sa construction doit être approuvée par la ville de Lyon.

Au cours de l'enquête parcellaire ouverte en septembre 1906, préalablement à l'expropriation des propriétés nécessaires à l'exécution du projet de modification de la gare de la Croix-Rousse, l'Administration municipale avait protesté contre l'établissement sur le côté Ouest de la grande rue de Cuire, de six emmarchements destinés à raccorder le plancher de la salle des bagages avec le trottoir de cette voie publique.

Dans les nouvelles dispositions présentées, les emmarchements sont en grande partie supprimés ; le perron projeté au Sud de la salle des bagages ne comporte plus que trois marches dont la saillie sur les alignements approuvés est peu importante et n'apportera aucune gêne à la circulation.

Les propositions de la Compagnie P.-L.-M. paraissant devoir concilier tous les intérêts, je vous propose, Messieurs, d'émettre un avis favorable au projet qui vous est soumis.

Lyon, le 4 octobre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, le dossier qui vous est soumis n'est que l'accomplissement d'une simple formalité administrative, qui consiste à approuver une modification heureuse du plan primitif de la gare. Cette modification qui avait été demandée par l'Administration municipale a été acceptée par la Compagnie P.-L.-M.

Dans le projet primitif, se trouvaient six emmarchements empiétant sur le trottoir de la grande rue de Cuire, et réduisant d'autant le passage des piétons.

Ces emmarchements disparaissent et sont remplacés par un perron de trois marches qui sera situé dans la partie considérablement élargie de la rue de Cuire à son débouché rue de la Terrasse.

Il est bien entendu que les remaniements de la chaussée et le déplacement de canalisations quelconques rue de la Terrasse, place des Tapis et grande rue de Cuire seront exécutés par la Compagnie P.-L.-M. et à ses frais.

Cette solution concilie tous les intérêts et votre Commission générale, en vous demandant de l'approuver, prie l'Administration municipale de veiller à ce que les travaux soient poussés activement.

Une remarque nous a été suggérée par l'étude du tracé des voies de la nouvelle gare.

Dans le tracé présenté, le passage à niveau de la rue Coste, sur la commune de Caluire, traversé par le tramway Croix-Rousse-Caluire et par de nombreuses voitures et de nombreux piétons, est exposé à être fréquemment encombré par les manœuvres.

Nous attirons sur ce point l'attention des ingénieurs du Contrôle, afin que des mesures soient prises pour éviter la multiplication des fermetures de ce passage à niveau.

Le Rapporteur,
Henry GORJUS.

(Ces conclusions sont adoptées.)

Institution des sourds-muets de Villeurbanne. — Bourses municipales.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, deux bourses municipales sont vacantes à l'Institution des sourds-muets de Villeurbanne.

Je vous propose, pour les remplacer, de vouloir bien désigner les jeunes Paquet et Sybellas, dont les dossiers sont ci-joints.

Ces désignations auraient leur effet à partir du 1^{er} octobre 1907.

Lyon, le 8 octobre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Sur la proposition de M. Gorjus, rapporteur de la Commission spéciale, le Conseil désigne les jeunes Paquet et Sybellas pour bénéficier à partir du 1^{er} octobre 1907, des deux bourses actuelle-

ment vacantes à l'Institution des sourds-muets de Villeurbanne.

Lycée Ampère. — Bourses municipales.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, une bourse de demi-pension est vacante au Lycée Ampère par suite du départ de l'élève Musy le 1^{er} octobre courant.

J'ai l'honneur de vous proposer d'attribuer cette bourse de demi-pension à l'élève Chaix déjà titulaire d'une bourse d'externe surveillé.

La jouissance de cette bourse aurait son effet à dater du 1^{er} novembre prochain.

Lyon, le 14 octobre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Sur la proposition de M. Gorjus, rapporteur de la Commission spéciale, le Conseil approuve les conclusions du rapport de M. le Maire.

Ecole d'horlogerie de Lyon. — Bourses municipales.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, par votre délibération du 16 septembre 1907, vous avez attribué une demi-bourse à l'Ecole professionnelle d'horlogerie à chacun des élèves Berrod et Virando.

Ce dernier ne peut pas bénéficier de cette faveur en raison de son état de santé. Le jeune Berrod dont les ressources sont nulles, ne pourrait pas, d'autre part, continuer son apprentissage s'il n'avait une bourse entière.

Je vous propose, Messieurs, de compléter sa bourse en lui attribuant celle laissée vacante par le jeune Virando.

Lyon, le 14 octobre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

M. Gorjus, rapporteur de la Commission spéciale, propose au Conseil d'approuver les conclusions de M. le Maire.

(Adopté.)

Agrandissement de la gare de la Croix-Rousse. — Prolongement de la rue Jacquard. Fixation des alignements et du nivellement.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, par une délibération du 3 juin 1907, vous avez approuvé le projet dressé par M. le Directeur du service municipal de la Voirie en vue de la fixation des alignements et du nivellement du prolongement de la rue Jacquard,

entre son extrémité orientale actuelle et la place des Tapis.

En exécution d'un arrêté de M. le Préfet du Rhône, en date du 5 août 1907, ce projet a été soumis à une enquête qui a été faite, du 3 au 20 septembre 1907, à la Mairie du 4^e arrondissement et au cours de laquelle il a été fait les observations suivantes :

1^{re} Déclaration collective de MM. Vauthier, Benoit et Bense.

Les signataires protestent contre le projet, pour les raisons suivantes :

« a) Le prolongement de la rue Jacquard devrait se faire de manière à « se raccorder à la petite rue de Cuire ».

A ce sujet, il convient de rappeler que par une délibération du 13 février 1905, vous avez rejeté comme étant trop onéreux le projet de transformation de la gare qui comportait le raccordement de la rue Jacquard avec la petite rue de Cuire, ainsi que la création d'une place devant la nouvelle gare et que vous avez adopté le projet de 1901, sous la réserve que la Compagnie P.-L.-M. modifierait l'emprise de cette gare, de manière à permettre l'exécution du prolongement de la rue Jacquard, tel qu'il est figuré au projet qui a été soumis à l'enquête.

Il n'y a donc pas lieu de retenir cette protestation.

« b) Le projet soumis à l'enquête diminue encore la surface de la place des Tapis et gêne la circulation des voitures et des piétons ».

Cette observation s'appliquerait au projet de transformation de la gare résultant de la délibération précitée, plutôt qu'au prolongement de la rue Jacquard qui en est le complément. Quoi qu'il en soit, la place des Tapis rectifiée sera encore suffisamment vaste pour que la circulation publique s'y effectue dans de bonnes conditions.

« c) La circulation de la grande rue de Cuire, déjà difficile au début de cette voie publique ne sera pas améliorée ».

Cette déclaration est également étrangère au but de l'enquête. Néanmoins, il convient de faire remarquer que le débouché de la grande rue de Cuire doit être modifié et élargi, ensuite de l'exécution par la Compagnie P.-L.-M. du projet d'installation de la gare qui vous est actuellement soumis.

2^e Déclaration de M. Delastre.

M. Delastre demande que le projet réduisant la place soit modifié en faisant communiquer la petite rue de Cuire avec la place des Tapis. M. Delastre fait, en outre, toutes réserves de droit, pour le trouble de jouissance que l'exécution du projet pourra apporter dans l'immeuble de M. Thollet dont il est le mandataire.

Cette protestation reproduit celle de MM. Vauthier, Benoit et Bense (§ a et b), à laquelle il a été répondu ci-dessus. En ce qui concerne les réserves formulées au sujet de l'immeuble Thollet, place des Tapis, 3, il convient d'en prendre acte pour les discuter, s'il y a lieu, en temps utile.

Avis de M. le Commissaire enquêteur.

Tout en exprimant le regret que le projet ne donne pas entière satisfaction au point de vue de l'établissement de la gare, M. le Commissaire enquêteur émet un avis favorable à la réalisation du prolongement projeté.

En conséquence, j'ai l'honneur de vous proposer, Messieurs, de vouloir bien accepter définitivement le projet de prolongement de la rue Jacquard, tel qu'il a été soumis à l'enquête et m'autoriser à poursuivre les formalités administratives d'approbation.

Lyon, le 16 octobre 1907.

Le Maire de Lyon,

Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, nous disions dans notre rapport du 13 février 1905, que la solution de la question de l'agrandissement de la gare de la Croix-Rousse et de la rectification des alignements de la rue Jacquard n'était pas très élégante, parce qu'elle laissait subsister le coude de la grande rue de Cuire et créait un autre coude à la rue Jacquard.

Nous trouvons le même désenchantement dans le rapport du Commissaire enquêteur, M. Guicherd, et dans la protestation de trois citoyens, au cours de l'enquête faite du 3 au 20 septembre 1907, à la Mairie du 4^e arrondissement.

Cependant, le Commissaire enquêteur émet un avis favorable à la réalisation du prolongement projeté, tel qu'il a été présenté à l'enquête.

C'est que nécessité fait loi, et si vous avez accepté la solution médiocre du projet P.-L.-M. de 1901, au moins ce projet a-t-il le mérite d'être mis en exécution, tandis que le projet de 1904, présenté par le P.-L.-M., qui aurait donné plus de satisfaction, demandait le concours de la Ville dans des proportions très onéreuses, et n'était présenté par la Compagnie que pour faire échouer toute réorganisation de la gare de la Croix-Rousse.

Votre Commission générale vous propose donc, Messieurs, de bien vouloir accepter définitivement le projet de prolongement de la rue Jacquard, tel qu'il a été soumis à l'enquête, et d'autoriser l'Administration municipale à poursuivre les formalités administrative d'approbation.

Quant à l'observation concernant la grande rue de Cuire, le rapport de M. le Maire fait remarquer, avec raison, que le débouché de cette rue sera considérablement élargi par l'établissement de la nouvelle gare. Cette observation, consignée à l'enquête, y est d'ailleurs étrangère.

Le rapport de M. le Maire prend acte des réserves formulées par le propriétaire de l'immeuble place des Tapis, 3 ; vous n'avez pas à en délibérer pour le moment.

Le Rapporteur,

Henry GORJUS.

(Ces conclusions sont adoptées).

Lycée de jeunes filles. — Bourses municipales.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, M^{lle} Cinquin, titulaire d'une bourse de demi-pension au Lycée de jeunes filles, a renoncé au bénéfice de sa bourse pour suivre les cours de l'Ecole supérieure de la rue Mazenod.

Je vous propose d'attribuer le bénéfice de cette bourse de demi-pension à M^{lle} Thiellet (Henriette), déjà titulaire d'une bourse d'externe surveillée.

M^{lle} Dumonsseau seule postulante, deviendrait, si vous la désignez, titulaire de la bourse d'externe surveillée devenue vacante.

Lyon, le 23 octobre 1907.

Le Maire de Lyon,

Edouard HERRIOT.

Sur la proposition de M. GORJUS, rapporteur de la Commission spéciale, le Conseil adopte les conclusions du rapport de M. le Maire.

Cession par la Ville à M. Dupraz, d'une parcelle de terrain située rue Belfort prolongée.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre un projet de traité intervenu entre la ville de Lyon et M. Dupraz, en vue de la cession à ce dernier, par application de la loi du 16 septembre 1807 et du décret du 26 mars 1852, d'une parcelle de terrain communal située en bordure de la rue Belfort prolongée et contiguë à l'immeuble qu'il possède grande rue de la Croix-Rousse, 106.

La parcelle de terrain dont il s'agit est représentée sur le procès-verbal de mensuration joint au dossier par une teinte rose. Elle mesure 12 m. 73 d. carrés.

Aux termes du projet de traité précité, M. Dupraz deviendrait propriétaire de ladite parcelle moyennant le prix de 30 francs le mètre carré, soit pour les 12 m. 73 d. carrés, la somme totale de 381 fr. 90.

Ce prix paraît convenablement établi. C'est du reste celui qui a été récemment accepté par M. Boubée pour une parcelle de terrain communal située dans la même rue, un peu plus à l'Est.

J'ai, en conséquence, l'honneur de vous proposer, Messieurs, de vouloir bien m'autoriser à passer le traité définitif.

Lyon, le 7 octobre 1907.

Le Maire de Lyon,

Edouard HERRIOT.

Le Conseil municipal, sur la proposition de M. MANUS, rapporteur de la Commission spéciale, autorise la cession, à M. Dupraz, d'une parcelle de terrain communal, située rue de Belfort prolongée.

Sapeurs-pompiers. — Demandes de secours formées par MM^{mes} veuves Toutant, Montessuit, Vatoux et Poyet.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre les dossiers de quatre demandes de secours formées par MM^{mes} Toutant, Montessuit, Vatoux et Poyet, veuves d'anciens sapeurs-pompiers décédés en activité de service sans avoir droit à une pension de retraite.

Des renseignements que vous trouverez joints au dossier, il résulte que les pétitionnaires sont dans une situation digne d'intérêt. De son côté, le Conseil d'administration du Bataillon, dans sa séance du 13 octobre 1907, a émis un avis favorable à leurs demandes.

Pour ces motifs, j'ai l'honneur de vous proposer, Messieurs, de vouloir bien allouer un secours, une fois donné, de 100 francs à chacune de MM^{mes} veuves Toutant, Montessuit, Vatoux et Poyet.

Ces sommes pourraient être prélevées sur le crédit inscrit au budget de l'exercice courant, sous le titre : « Pensions et secours à la charge de la Ville. »

Lyon, le 21 octobre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Sur la proposition de M. MANUS, rapporteur de la Commission spéciale, le Conseil alloue un secours de 100 francs, une fois donné, à MM^{mes} veuves Toutant, Montessuit, Vatoux et Poyet.

Elargissement du chemin de la Villette. — Acquisition d'une parcelle de terrain.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, par une pétition en date du 27 février 1907, M. Eugène Taithe, entrepreneur, demeurant à Lyon, chemin de la Villette, 79 bis, et propriétaire d'un immeuble portant les n^{os} 43 et 45 dudit chemin, sollicite le paiement d'une parcelle de terrain située au droit dudit immeuble, et qui a été incorporée à la voie publique par voie d'alignement.

La parcelle de terrain dont il s'agit est représentée par une teinte jaune sur le procès-verbal de mensuration joint au dossier. Elle occupe une superficie de 455 m. 60 d. carrés, estimée par MM. les Agents voyers à la somme de 17,312 fr. 80, se décomposant comme suit :

Terrain, 455 m. 60 d. carrés à 30 francs le mètre carré..	13.668 »
Indemnité spéciale représentant la valeur des constructions existant sur le terrain acquis et les frais d'enlèvement de ces constructions.....	3.644 80
Total égal.....	17.312 80

Cette estimation a été acceptée par les époux Taithe-Vieux-Pelon, qui ont signé le traité provisoire ci-joint.

Les conditions de ce traité paraissant acceptables pour la Ville, j'ai l'honneur de vous prier, Messieurs, de vouloir bien m'autoriser à passer le contrat définitif.

Quant à la somme de 17,312 fr. 80, montant de la dépense, elle pourra être imputée sur les crédits inscrits au budget pour : « Acquisition d'immeubles en saillie sur l'alignement des voies publiques et frais s'y rattachant. »

Lyon, le 7 octobre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Au nom de la Commission générale, M. RICHERAND, rapporteur, propose au Conseil d'autoriser l'Administration municipale à passer le contrat définitif pour l'acquisition d'une parcelle de terrain, située au droit des n^{os} 43 et 45 du chemin de la Villette.

(Adopté).

Voirie municipale. — Modification au règlement du personnel.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, par un rapport du 12 septembre dernier que vous trouverez annexé au présent rapport, M. le Directeur de la Voirie municipale m'a proposé :

1^o La suppression d'un emploi de conducteur à la Voirie, qui sera vacant à partir du 1^{er} janvier prochain, par suite de l'admission à la retraite du titulaire ;
2^o Le remplacement de cet employé par un dessinateur dont il conviendrait de créer l'emploi.

La modification demandée offre l'avantage de diminuer la dépense afférente au paiement du personnel du service de la Voirie ; elle constituera également une amélioration au point de vue du fonctionnement du service.

Je vous propose, Messieurs, d'approuver cette proposition.

Lyon, le 7 octobre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Sur la proposition de M. JACQUET, rapporteur de la Commission générale, le Conseil approuve la modification au règlement du personnel de la Voirie, exposée au rapport de M. le Maire.

Restauration de la façade de l'Ecole de « La Martinière » des garçons, sur la place de ce nom.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, par une pétition annexée au dossier ci-joint, M. Dubuisson, architecte de « La Martinière de garçons », demande l'autorisation d'exécuter divers travaux de restauration non réglementaires et de blanchiment sur la façade du bâtiment Nord de l'Ecole, place de la Martinière.

Dans un rapport également annexé au dossier, M. le Directeur de la Voirie expose que cette façade, de construction ancienne et très irrégulière, présente des surplombs et qu'afin de rendre au murson aplomb sur un parement régulier, le pétitionnaire, qui a fait commencer les travaux et construire entièrement le soubassement avant que l'Administration municipale ait été consultée, a dû adopter une saillie moyenne de 6 centimètres sur le mur réglementaire obtenue par brochage de certaines saillies et reprise au ciment des autres parties en retraite.

Après avoir indiqué l'ensemble des travaux exécutés, il estime que les empiétements et dérogations au règlement de Voirie décrits pourraient être accordés sans inconvénient étant donné :

1^o Le caractère du projet de restauration, qui apportera un embellissement de plus dans le nouveau quartier transformé ;

2^o L'utilité de l'Ecole « La Martinière » ;

3^o Les dimensions de la place dont la largeur varie de 18 à 50 mètres au droit de la façade dont il s'agit.

Tout en faisant des réserves expresses au sujet du procédé qui a consisté à commencer ces travaux, non réglementaires, sans avoir consulté l'Administration, je vous propose, Messieurs, de prendre une délibération les autorisant.

Lyon, le 9 octobre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

M. JACQUET, rapporteur de la Commission générale, propose au Conseil d'autoriser les dérogations au règlement de Voirie nécessitées par la restauration de la façade de la Martinière des garçons.

(Adopté.)

Taxes de remplacement, de 1905. — Admission en non-valeur de cotes irrécouvrables.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre divers états complémentaires de cotes irrécouvrables présentés par quatre percepteurs de Lyon, et se rapportant aux taxes de remplacement de l'année 1905.

Le montant de ces états s'établit comme suit :

Taxe sur les chevaux.....	Fr. 225 »
Taxe d'habitation.....	91 80
Taxe sur les locaux professionnels.....	3 59
Taxe sur les débits.....	239 20
Taxe sur la propriété bâtie....	15 »
Total.....	Fr. 574 59

En raison de l'irrécouvrabilité notoire de ces cotes, je vous propose, Messieurs,

de vouloir bien autoriser l'admission en non-valeur de la somme de 574 fr. 59, ainsi que celle de 11 fr. 20 à laquelle se sont élevés les frais de poursuites infructueuses exercés pour leur recouvrement.

Lyon, le 8 octobre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Le Conseil municipal sur la proposition de M. FAGOT, rapporteur de la Commission spéciale, autorise l'admission en non-valeur de la somme de 585 fr. 79 sur les taxes de remplacement de 1905.

Taxe sur les chiens, de 1906. — Admission en non-valeur de cotes irrécouvrables.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre les états de cotes irrécouvrables de la taxe sur les chiens, de l'exercice 1906, présentés par MM. les Percepteurs de Lyon et vérifiés par le service compétent.

Le montant de ces états, tel qu'il résulte du tableau ci-joint, s'élève à la somme de 7,757 fr. 50.

Division de Perception	NOMS DES PERCEPTEURS	Montant des Cotes irrécouvrables	Frais de poursuites
	MM.		
1 ^{re}	Pascalini.....	205 »	9 »
2 ^e	Turquan.....	267 »	19 60
3 ^e	Seitier.....	40 »	3 »
4 ^e	Lévy.....	80 »	1 70
5 ^e	Daubian-Delisle	130 »	» »
6 ^e	Couderchet....	765 »	15 40
7 ^A	Goin.....	1.830 »	59 10
7 ^B	Moussard.....	2.066 50	97 40
8 ^e	Gaillon.....	1.157 »	40 90
9 ^e	Montfalcon....	410 »	14 80
10 ^e	Hugues.....	807 »	147 20
	TOTAUX.....	7.757 50	408 10

Je vous propose, Messieurs, de vouloir bien autoriser l'admission en non-valeur de cette somme, ainsi que celle de 408 fr. 10, à laquelle se sont élevés les frais de poursuites exercées infructueusement pour le recouvrement de ces cotes.

Lyon, le 16 octobre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

M. FAGOT, rapporteur de la Commission spéciale, propose au Conseil d'admettre en non-valeur la somme de 8,165 fr. 60 sur la taxe sur les chiens de 1906.

(Le Conseil adopte ces conclusions.)

Caisse de retraites des sergents de ville de Lyon. — Pensions Dunoyer (Etienne-Claude) et Métral (François).

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de placer sous vos yeux deux rapports de M. le Préfet du Rhône au sujet des demandes en liquidation de pensions formées par MM. Dunoyer (Etienne-Claude), ancien sous-brigadier de 1^{re} classe, et Métral (François), ancien garde de 1^{re} classe à la 2^e compagnie du corps des gardiens de la paix de la ville de Lyon.

Ces demandes sont conformes aux prescriptions du décret du 19 septembre 1863, instituant une caisse spéciale de retraites pour le corps des sergents de ville de Lyon.

Je vous propose, en conséquence, de vouloir bien émettre un avis favorable à ces demandes, et de fixer ainsi les pensions de retraites annuelles et viagères à leur accorder, savoir :

M. Dunoyer (Etienne-Claude), à la somme de 833 francs ;

M. Métral (François), à la somme de 713 francs.

Ces pensions seraient imputées sur les fonds de la caisse de retraites des sergents de ville de Lyon, et prendraient cours du 1^{er} octobre 1907.

Lyon, le 16 octobre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Sur la proposition de M. FAGOT, rapporteur de la Commission spéciale, le Conseil fixe à la somme de 833 francs, la pension de retraite à allouer à M. Dunoyer et à 713 francs, la pension à allouer à M. Métral.

Application de la loi sur le repos hebdomadaire. — Demande en dérogation.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, la Préfecture nous transmet une demande en dérogation à la loi sur le repos hebdomadaire. Cette demande émane de l'Ecole lyonnaise de coiffure qui réclame pour toute la corporation — qui jouit déjà comme vous le savez de la dérogation facultative du lundi — la transformation de cette dérogation en celle du dimanche après-midi avec jour compensateur, soit la dérogation C.

Je ne sais pas jusqu'à quel point cette Ecole a le droit de parler au nom de tout un corps d'état pourvu de Syndicats patronaux et ouvriers, d'autant plus que tout le monde a pu voir dans

la Presse, il y a à peine quelques jours, une communication du Syndicat patronal. Cette communication reproduisait une lettre de M. le Préfet, maintenant la dérogation du lundi, et ajoutant qu'il était disposé à l'accorder à tous ceux qui la demanderaient. M. le Préfet déclarait même qu'il était prêt à tenir compte des situations particulières comme il l'avait déjà fait pour plusieurs veuves.

Dans ces conditions et jusqu'à ce que nous connaissions l'avis formel des organisations ayant qualité pour parler au nom de toute la corporation — ouvriers et patrons — je vous propose, Messieurs de donner à cette demande un avis défavorable.

Ceci dit, je vous propose d'émettre un vœu afin de mettre un terme au scandale hebdomadaire de ceux qui ne tiennent aucun compte de la loi et qui ouvrent tous les dimanches leurs magasins sans jouir d'aucune dérogation. Je les signalais déjà dans mon dernier rapport sur la question.

Que la Préfecture prenne une mesure générale, accordant à tous les détaillants qui la demanderaient à l'exclusion de tout autre, la dérogation C, dimanche après-midi avec jour compensateur par quinzaine, en obligeant tout le monde à s'y conformer. Après étude approfondie du jeu de la loi, je crois que ce serait le seul moyen d'en terminer avec les insurgés permanents de son application.

V. FAGOT.

Le Rapporteur,

(Adopté.)

Caisse de retraites des sergents de ville de Lyon. — Réversibilités de pensions.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de placer sous vos yeux deux rapports de M. le Préfet du Rhône au sujet des demandes en réversibilité de pension formées par M^{me} Treff (Josephite), née Mullatier, veuve d'un ancien sous-brigadier et M^{me} Jaillet (Victorine-Gabrielle), veuve d'un ancien brigadier de 2^e classe, au corps des gardiens de la paix de la ville de Lyon.

Ces demandes sont conformes aux prescriptions du décret du 19 septembre 1863, instituant une caisse spéciale de retraites pour le corps des sergents de ville de Lyon.

Je vous propose, en conséquence, de vouloir bien émettre un avis favorable à ces demandes et de fixer ainsi les pensions de retraites annuelles et viagères à leur accorder, savoir :

M^{me} veuve Treff, à la somme de 252 francs ;

M^{me} veuve Jaillet, à la somme de 325 francs.

Ces pensions seraient imputées sur les fonds de la Caisse de retraites des sergents de ville de Lyon, et prendraient cours : pour M^{me} veuve Treff, le 25 mai 1907, lendemain du décès du sieur Treff ;

pour M^{me} veuve Jaillet, le 16 juin 1907, lendemain du décès du sieur Jaillet.

Lyon, le 16 octobre 1907.

Le Maire de Lyon,
Elouard HERRIOT.

M. FAGOT, rapporteur de la Commission spéciale, propose au Conseil de fixer à la somme de 252 francs la portion de pension réversible en faveur de M^{me} Treff, veuve d'un ancien sous brigadier de gardiens de la paix.

(Le Conseil adopte ces conclusions)

Le Conseil municipal, sur la proposition de M. ROUSTANG, rapporteur de la Commission spéciale, fixe à la somme de 325 francs la pension de M^{me} Jaillet, veuve d'un ancien brigadier de gardiens de la paix.

Dépôt de pétitions.

Pétition des commerçants du 6^e arrondissement, établis aux environs de la gare de Genève, demandant l'installation d'un poste télégraphique au bureau auxiliaire des Postes et Télégraphes, situé au n° 30 du boulevard des Brotteaux et la délivrance dans ce bureau des mandats télégraphiques internationaux.

M. BARBERO : J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Conseil une pétition des commerçants des Brotteaux, près la gare de Genève, pétition revêtue de près de trois cents signatures, demandant l'extension des attributions du bureau auxiliaire des Postes sis boulevard des Brotteaux, 30. Ce bureau dont l'importance n'est pas à discuter, puisqu'il a émis la première année près de 4.500 télégrammes de moins de cinquante mots, est paralysé par suite de certains règlements. Je prie l'Administration de vouloir bien faire le nécessaire auprès de l'Administration des Postes et Télégraphes pour que satisfaction soit donnée au plus vite aux pétitionnaires.

M. LE MAIRE : Renvoyée à l'Administration municipale qui interviendra auprès de l'Administration des Postes et Télégraphes.

Pétition par laquelle les habitants du quartier de Monplaisir, demandent la transformation du mode de curage actuel des égouts.

M. RICHERAND : Monsieur le Maire, je me fais l'écho des plaintes des habitants de la banlieue lyonnaise, relativement au mode de curage des égouts. Cette opération s'effectue actuellement au moyen de seaux dont le contenu est vidé dans les rigoles le long du trottoir. Ce procédé ne me paraît pas très bon pour la santé publique ; je voudrais donc savoir s'il n'existe pas un autre mode de curage des égouts.

M. le MAIRE : Votre observation est très juste. J'ai eu connaissance d'une

réclamation des habitants de Monplaisir parue dans un journal et relative au curage des égouts dans la banlieue. Les pétitionnaires font remarquer que les boues jetées dans les rigoles peuvent, en été, occasionner des épidémies.

Cette réclamation m'a paru fondée. Les égoutiers ont procédé le 6 septembre dernier au curage des puisards des égouts. Suivant l'usage, ces ouvriers ont déposé sur la chaussée, aussi loin que possible des habitations, les matières liquides provenant du nettoyage. Comme d'habitude, ces boues une fois sèches ont été transportées, deux ou trois jours après, aux décharges publiques.

Jusqu'à présent cette opération de voirie faite deux fois par an, en mars et en septembre, dans des chemins bordés de champs de culture, n'avait donné lieu à aucune réclamation. Mais actuellement, un simple examen du plan du quartier en question montre que des constructions de diverses natures y ont été élevées ; il y a donc nécessité d'améliorer le système de nettoyage des égouts.

J'ai cherché à donner satisfaction aux pétitionnaires ; voici la solution que j'ai adoptée. Le curage des puisards des égouts tubulaires du service vicinal aura lieu la nuit. Les matières extraites seront mises dans des voitures spéciales fermées et transportées immédiatement aux décharges publiques les plus éloignées des habitations. Le modèle de voiture que nous emploierons pour ce service est identique à celui qui est utilisé pour le transport des ossements. Ce modèle est peu coûteux ; nous pourrions nous le procurer facilement ; le montant total de la dépense pourra être prélevé sur les crédits ordinaires d'entretien.

Je crois que de cette façon les pétitionnaires auront satisfaction ; l'inconvénient signalé aura tout à fait disparu.

M. RICHERAND : Je vous remercie, Monsieur le Maire, de ces déclarations.

Pétition des habitants et commerçants de la montée de la Grande-Côte, demandant la transformation du pavage de cette voie.

M. JACQUET : Au nom des habitants et des commerçants de la montée de la Grande-Côte, j'ai l'honneur de demander à M. le Maire s'il ne serait pas possible de remplacer le pavage actuel de cette montée par du macadam. Dans la partie basse de cette voie, les trottoirs, très étroits, sont encombrés par les étalages des magasins qui sont en bordure, et le public se voit obligé d'emprunter la chaussée dont le pavage est très mauvais et très fatigant. Je crois que le remplacement de ce pavage par du macadam ne présenterait aucune difficulté. Cela existe d'ailleurs pour la montée Saint-Barthélemy et la montée Saint-Sébastien qui sont aussi rapides que la montée de la Grande-Côte.

M. LE MAIRE : Nous étudierons cette question avec le vif désir de vous donner satisfaction.

Observation de M. Gadoud, à propos du rescindement des immeubles 1 et 4 ter de la rue de Belfort.

M. GADOUX : Monsieur le Maire, le cahier des charges de la Compagnie O.-T.-L. relatif à la concession du tramway « Perrache-Croix-Rousse » stipule que certains immeubles de la rue de Belfort et de la rue Centrale devaient être rescindés avant fin 1906. Nous voilà au mois de novembre 1907 et il n'y a encore rien de fait en ce qui concerne la rue de Belfort, tout au moins. L'immeuble du 22 de la rue Centrale a été démoli et reconstruit à l'alignement, mais les immeubles 1 et 4 ter de la rue de Belfort, qui sont en avancement sur cette rue, n'ont pas été touchés. Est-ce que la Compagnie attend qu'il y ait eu quelqu'un d'écrasé pour commencer les travaux ?

M. LE MAIRE : Si vous m'aviez prévenu de votre question, Monsieur Gadoud, j'aurais demandé à la Compagnie O.-T.-L. des explications pour vous les transmettre. Je suis intervenu déjà auprès d'elle à ce sujet. Elle m'avait demandé un délai pour étudier la question de la consolidation des immeubles dont il s'agit après leur rescindement. Ce délai doit être prêt à expirer, et je la prierai de procéder sans retard à l'élargissement de la rue de Belfort.

Observation de M. Gadoud, demandant la fermeture des bancs de vente du marché couvert de la Croix-Rousse.

M. GADOUX : Je demanderai à l'Administration municipale de vouloir bien obliger les propriétaires des bancs de vente du marché couvert de la place de la Croix-Rousse à les fermer, pendant la nuit, soit par des barrières, soit par des claies. Ces bancs servent de refuge à des gens peu recommandables et même dangereux. Nous avons constaté plusieurs matins, avec mon collègue Thévenon qui habite en face de ce marché couvert, que toutes sortes d'ordures étaient déposées pendant la nuit sur l'étal et les plots des bouchers. Si ces bancs de vente étaient fermés, ils ne pourraient servir de refuge et d'abri aux malfaiteurs qui viennent là attendre les passants pour leur faire le coup du père François ou pour les dévaliser. C'est une question de sécurité pour les habitants de la Croix-Rousse. Je connais des personnes habitant la grande rue de la Croix-Rousse qui, le soir, empruntent la rue Belfort pour rentrer chez eux, afin d'éviter de passer devant le marché couvert.

M. LE MAIRE : Il y a, en effet, vers minuit ou une heure du matin, sur la place

de la Croix-Rousse, une population tout à fait spéciale et peu recommandable. Elle ne mérite que d'être traquée. Avant de répondre à M. Gadoud sur la fermeture des bancs de vente installés sur ce marché couvert, il faut cependant que j'étudie la question.

M. THÉVENON : Il suffirait qu'il y eut un peu plus de surveillance de la part de la police; ce serait déjà quelque chose.

M. LE MAIRE : Et un peu plus d'éclairage peut-être. L'éclairage est la meilleure des polices !

M. THÉVENON : La place n'est pas mal éclairée.

Question de M. Manus sur la fermeture du terrain appartenant à la Ville, rue Claude-Joseph-Bonnet et angle rue Denfert-Rochereau.

M. MANUS : Monsieur le Maire, je viens au nom des commerçants et habitants des rues Claude-Joseph-Bonnet, Denfert-Rochereau et des rues s'y rattachant, protester énergiquement contre la fermeture du terrain appartenant à la Ville et formant place en rue Claude-Joseph-Bonnet.

En effet, depuis trois ou quatre jours, nous avons vu, à notre grande stupéfaction, entourer cette place de barrières, sans que rien ne justifiait cette mesure.

Je sais, Monsieur le Maire, que l'Administration a voulu faire acte de propriétaire. Je sais aussi que cette mesure a été prise pour tous les terrains de ce genre; mais il faut remarquer que si cette mesure est applicable dans certains endroits, elle ne l'est pas du tout en ce qui concerne celui que j'ai l'honneur de vous signaler. Car, ainsi que vous avez dû le constater vous-même, Monsieur le Maire, il n'y a dans ce quartier que cette place susceptible de permettre aux enfants de prendre leurs ébats en toute liberté, à l'abri des voitures et des tramways.

On peut objecter aussi que le Clos Jouve n'est pas très éloigné; mais à ceci, je répondrai que le Clos Jouve est un terrain appartenant au Génie, par conséquent exclusivement réservé à l'autorité militaire et surtout impropre aux promenades des enfants, en raison des nombreuses difformités du terrain.

Afin de vous montrer l'importance qu'ils ajoutent à cette place, les commerçants et propriétaires, habitant tout autour, s'engageaient dans une réunion à laquelle j'étais convoqué, à fournir de leurs propres deniers, les arbres et arbustes nécessaires pour en faire une place d'agrément. En ma qualité de Conseiller municipal j'ai publiquement refusé leur proposition, sachant bien que l'Administration possède des pépinières assez vastes pour parfaire à toutes les nécessités.

Je fais donc appel, Monsieur le Maire, à votre bienveillance, vous priant de rendre aux commerçants et habitants de ce quartier, qui végètent faute de distractions, cette place qui, depuis si longtemps, leur permet de se récréer et

d'y laisser amuser leurs enfants en toute liberté et surtout en toute sécurité.

M. LE MAIRE : Messieurs, je suis au courant de la petite émotion soulevée dans cette partie de la Croix-Rousse par la clôture du terrain communal situé rue Claude-Joseph-Bonnet à l'angle de la rue Denfert-Rochereau. Nous avons appliqué à ce terrain une mesure générale. Tous les terrains communaux qui se trouvent dans des conditions semblables à celui de la rue Claude-Joseph-Bonnet, ont été fermés par une barrière.

J'ai le devoir étroit, Messieurs, de gérer les propriétés de la Ville et je ne peux pas laisser aliéner en fait une partie du domaine communal. C'est ce qui serait arrivé à la Croix-Rousse; comme cela s'est produit en d'autres endroits. Il existe là, à l'intersection des rues Roussy, Denfert Rochereau et Claude-Joseph-Bonnet, un grand emplacement sur la propriété duquel depuis longtemps la Ville n'avait pas revendiqué ses droits.

L'Administration municipale ayant pris, d'accord avec le Conseil, la décision de faire clore tous les terrains lui appartenant, nous avons appliqué cette décision à la place Claude-Joseph Bonnet comme à tous les autres terrains communaux. Je ne partage pas du tout l'avis de M. Manus; cette mesure est aussi légitime pour le terrain dont il s'agit que pour tous les autres terrains communaux. Il n'y a pas, dans la ville de Lyon, de quartier aussi favorisé, au point de vue hygiénique, que celui qui avoisine cette place. Ce quartier de la Croix-Rousse a bénéficié d'une grande partie des anciennes fortifications cédées à la Ville par l'Etat. Elle possède le Clos Jouve qui est d'une réelle étendue. M. Manus prétend, à tort, que le Clos Jouve est réservé à l'autorité militaire. L'autorité militaire ne l'occupe pas exclusivement; il est un peu réservé aussi à l'autorité bouliste. J'y ai passé cette après-midi et j'y ai vu de nombreux joueurs de boules. A quelque distance du Clos Jouve et à deux pas de la rue Claude-Joseph Bonnet, se trouve la place Tabareau, très spacieuse elle aussi. Sur le côté Ouest de la rue Claude-Joseph-Bonnet, se trouve encore une petite bande de terrain entourée de boutiques, et qui est complètement indépendante du terrain portant l'écriteau « A louer ». Le boulevard de la Croix-Rousse est très spacieux. De nombreuses propriétés privées du quartier sont plantées d'arbres. Vous conviendrez donc, avec moi, que les réclamations dont vous venez d'entendre l'écho, ne sont pas fondées. Comme toujours, ce sont les plus favorisés qui se plaignent. Que devraient dire les habitants de certains quartiers de la Guillotière, des Brotteaux ou de Vaise ?

J'ai reçu deux sortes de réclamations contre la clôture de cette place. Les unes émanent des propriétaires des immeubles avoisinants; les autres, des commerçants ou habitants du quartier. Je n'admets pas plus les unes que les autres. Je ne suis pas du tout d'avis qu'en faisant le vide autour des établis-

sements des commerçants, on leur attirera la clientèle. Je crois, au contraire, que s'il se construit là des maisons, les commerçants d'alentour verront leur clientèle s'augmenter. Il m'est impossible, pour l'instant, de faire enlever les barrières qui clôturent ce terrain. Ce serait une faiblesse dont je ne veux pas me rendre coupable. Je déclare que je vais faire exercer une surveillance très sévère autour de cette barrière. Si elle était enlevée ou démolie, je ferai rechercher et poursuivre les auteurs de cet acte.

J'ai fait modifier l'écriteau portant l'inscription de « Terrain à vendre ou à louer » qui avait été placé par mon ordre au centre de ce terrain, devenu une véritable place publique. Aujourd'hui, cet écriteau ne porte plus que la mention : « Terrain à louer ». Si les habitants du quartier veulent en jouir pour y installer soit des jeux de boules, soit d'autres jeux, ils n'ont qu'à me faire des propositions de location.

M. MANUS : Je n'ai pas dit qu'il était illégitime que la mesure prise par l'Administration municipale, à propos des terrains communaux fût appliquée à la place Claude-Joseph-Bonnet; j'ai dit simplement que cette mesure n'était pas applicable en la circonstance. Je comprends fort bien que l'on mette des barrières autour des terrains communaux situés dans le quartier Saint-Paul, par exemple. Ces terrains proviennent de démolitions d'immeubles achetés par la Ville; ils lui étaient acquis de plein droit; mais il n'en est pas de même pour le terrain de la rue Claude-Joseph-Bonnet. Depuis très longtemps, les habitants jouissent de ce terrain qui a toujours été considéré comme une véritable place publique. Il leur a semblé que leur empêcher l'accès de cette place était une mesure un peu arbitraire. Je comprends que l'Administration fasse acte de propriétaire en clôturant tous les terrains qui lui appartiennent; je suis, comme tout le monde, d'avis que la Ville doit défendre ses intérêts; cependant, j'insiste auprès de M. le Maire et je le prie de revenir sur sa décision en la circonstance.

M. LE MAIRE : Je ne peux pas capituler devant les procédés qui ont été employés à l'égard de l'Administration municipale. Quand la manière d'agir des intéressés sera correcte, je serai tout disposé à entrer dans la voie de la conciliation; mais, tant que, par des notes comminatoires communiquées à la Presse, je serai invité à laisser fléchir l'intérêt général devant un intérêt privé.....

M. MANUS : Je ne crois pas !

M. LE MAIRE : Permettez-moi de vous dire que je ne le ferai pas !

Je prétends même que l'assimilation de ce terrain communal à une place publique n'est pas exacte, car il faudra bien, tôt ou tard, effectuer le prolongement de la rue des Tapis; je ne crois pas que les habitants de ce quartier s'en plaindront.

Nous avons renoncé à notre intention d'aliéner ce terrain; nous avons eu une offre d'acquisition, nous n'y avons pas donné suite; mais, s'il nous parvient une proposition de location, nous serons obligés, dans l'intérêt des finances de la Ville, d'accueillir cette proposition. Si l'on nous demande, d'une part, d'abandonner une partie du domaine communal et, d'autre part, d'acheter de nouveaux terrains, je répondrai que le procédé, au point de vue des intérêts dont nous avons la garde, serait déplorable. La concession que nous avons faite de ne pas vendre ce terrain représente le sacrifice maximum que nous puissions consentir. Si les commerçants riverains formulent une demande de location, nous aurons le devoir étroit de l'accepter; cela sera une source de revenus pour la Ville. Les habitants du quartier auront, d'ailleurs, la sagesse de comprendre que, dans notre conduite, nous ne sommes guidés que par l'intérêt public que nous avons mission de défendre.

M. MANUS: Je le regrette, Monsieur le Maire.

M. GADOUD: Mon collègue Manus est certainement du même avis que moi: toutes les fois que nous demandons quelque chose pour le 4^e arrondissement, l'Administration nous répond que la Croix-Rousse est le quartier le plus favorisé de Lyon, qu'on y respire l'air pur, *et cætera*. (Rires.)

Je me fais l'écho des réflexions des habitants du plateau, qui se demandent pourquoi, dans le quartier de la Martinière, on a dépensé 100,000 francs pour créer une place là où il n'en existait pas.... (Exclamations.)

Oui, on a planté des arbres, installé des bancs, tandis qu'à la Croix-Rousse on supprime les places qui existent.

M. LE MAIRE: Du tout, du tout!

M. GADOUD: On nous dit: «Vous avez le boulevard!» Ah! le boulevard, c'est bien beau. Mais je vous défends bien d'aller vous asseoir avec votre famille sur un des bancs du boulevard de la Croix-Rousse! Les tramways, les automobiles, la poussière, toutes sortes de choses désagréables l'empêchent. Sur la place dont il s'agit, au moins on pouvait être tranquille. Mais on nous dit maintenant que ce n'est même pas une place; il me semble cependant que l'on pourrait chercher longtemps les emplacements dénommés place Saint-Jacques ou place Forez, tandis que là il existe une véritable place publique. C'est un terrain qui appartient à la Ville, c'est entendu....

M. LE MAIRE: Cette propriété lui a même été contestée.

M. GADOUD:.... s'il était nécessaire de construire dans certains endroits et si les espaces manquaient à la Croix-Rousse, je dirais: «Oui, vendez ce terrain», mais il existe, à côté, des rues qui ne demandent qu'à être élargies et où les terrains sont très bon

marché; on peut y construire des maisons, des hôtels, des usines, tout ce qu'on voudra. Dans ces conditions, laissez donc libre l'accès de cette place. Je déclare, et mes collègues Manus et Thévenon le savent aussi bien que moi, que la mesure prise par l'Administration a produit un très mauvais effet dans tout le quartier de la Croix-Rousse.

M. LE MAIRE: Cette question ne peut intéresser que le quartier Claude-Joseph-Bonnet.

M. GADOUD: Ce n'est pas parce qu'une maladresse a été commise par quelques commerçants exigeants, qu'il faut en rendre responsable toute la population du 4^e arrondissement. Je ne veux pas entrer dans le détail de la question; je me place au point de vue général et je dis qu'il est regrettable que les habitants de ce quartier se trouvent privés de la facilité d'envoyer leurs enfants jouer sur cette place, plutôt que sur le boulevard où les tramways risquent de provoquer des accidents.

M. LE MAIRE: Je suis allé moi-même sur les lieux, cet après-midi; j'ai constaté que l'on conduit les enfants de nos écoles sur le boulevard de la Croix-Rousse.

M. GADOUD: Parce que la place Claude-Joseph-Bonnet est fermée!

M. LE MAIRE: Il ne faut pas dire cela. La moitié de la place a été clôturée; il reste encore un grand espace libre. A 3 heures exactement, j'ai pu me rendre compte aujourd'hui qu'il n'y avait absolument personne pour l'occuper. Si, cependant, quelques personnes y sont venues pour écouter notre conversation.

Que les commerçants nous donnent 400 francs par an et nous leur laisserons la libre disposition du terrain. Agir ainsi, est pour nous un devoir, avec lequel nous ne pouvons pas transiger.

M. MANUS: 400 francs par an, cela ne fait pas un bien gros revenu pour la Ville.

M. LE MAIRE: Ce sont les petits ruisseaux qui font les grandes rivières.

Je suis tout disposé à respecter les intérêts des commerçants, mais je ne céderai pas aux réclamations des propriétaires d'immeubles, ni ne me laisserai intimider par eux.

M. GADOUD: Et c'est pour punir quelqu'un, que vous privez de la jouissance d'une place publique toute la population de la Croix-Rousse?

M. LE MAIRE: Votre exagération est manifeste, Monsieur Gadoud. Il s'agit d'un petit coin de la Croix-Rousse, d'un emplacement où s'élevaient autrefois des fortifications; d'un terrain qui est resté nu depuis leur déclassement et que la population riveraine a qualifié de place publique sans qu'il y ait jamais eu, de la part du Conseil municipal, de sanction qui le permette.

Si l'on vient dire qu'il y a cent ans cet endroit était déjà considéré comme place publique, je réponds que c'est

inexact; les fortifications n'ont été démolies qu'en 1865.

M. MANUS: J'ai eu l'occasion de voir ce soir plusieurs habitants du quartier, qui m'ont dit à peu près ce qu'ils pensaient sur le meilleur mode d'utilisation de cette place. D'après ce que j'ai pu comprendre, les préférences de la population iraient à la création d'un square. Vous savez qu'il n'en existe pas à la Croix-Rousse.

M. LE MAIRE: Pourquoi ne demanderait-on pas un lac? Il en manque également à la Croix-Rousse! (Rires.)

M. MANUS: J'ai remarqué, avec beaucoup de satisfaction d'ailleurs, qu'on avait établi un magnifique square à la Mouche....

Plusieurs Conseillers! Ou cela?

M. MANUS: Sur la place Jean-Macé..

M. MENUT: La place Jean-Macé n'est pas à la Mouche!

M. MANUS:.... alors qu'il n'y a pas d'habitations autour.

M. LE MAIRE: Une partie des terrains de cette place a été cédée à la Ville par l'Administration des Domaines à des conditions déterminées. L'établissement d'un square était une de ces conditions.

Je dis qu'il serait de mauvaise administration de négliger une recette quelconque, au moment où nos dépenses augmentent chaque jour. En tout cas, nous ne plierons pas devant l'intimidation.

M. GADOUD: Est-ce qu'on va vendre aussi la place de la Croix-Rousse?

M. LE MAIRE: Les deux choses n'ont entre elles aucun rapport. Si je savais que l'on dût continuer à employer vis-à-vis de l'Administration municipale les moyens d'intimidation que vous connaissez, je donnerais dès demain l'ordre de replacer l'écriteau annonçant la mise en vente du terrain communal de la rue Claude-Joseph-Bonnet!

M. GADOUD: Qu'il soit fermé ou vendu, cela m'est bien égal! On peut bien vendre aussi le Gros-Caillou! (Rires.)

M. LE MAIRE: J'avais le devoir de défendre les intérêts de la Ville, j'ai conscience de l'avoir fait. L'intérêt général doit passer avant l'intérêt privé!

Il ne faut pas laisser croire qu'il suffit aujourd'hui que trois propriétaires se syndiquent, pour mettre en mouvement tous les Conseillers municipaux d'un arrondissement.

Monsieur Manus, vous avez d'autres questions à poser à l'Administration, je vous donne la parole.

Question de M. Manus, sur deux Incidents relatifs au service des inhumations.

M. MANUS: Monsieur le Maire, le 11 octobre dernier, j'avais l'honneur d'assister, ainsi que mon collègue M. Gadoud, aux funérailles purement civiles

de M^{me} Favre, épouse d'un de nos plus dévoués concitoyens, décédée à l'Hôpital de la Croix-Rousse.

Arrivé au cimetière, le corbillard, ne pouvant tourner dans l'allée, fut obligé de s'arrêter à la porte ; j'ai pu constater alors qu'il n'y avait que trois porteurs présents. Le premier était âgé de 79 ans ; le deuxième était un retraité de la Ville, faisant fonction d'auxiliaire, et dans l'impossibilité de faire du service pénible et enfin le troisième, nouveau rentré, ne connaissait que très imparfaitement son service ; il a fallu que le cocher, sur l'ordre de l'Ordonnateur, descende de son siège et abandonne son attelage, pour remplacer le quatrième porteur, et aider à porter le cercueil de 150 à 200 mètres.

A ce moment-là, une protestation indignée s'est élevée du public, qui, à juste raison, considérait cette cérémonie comme une mascarade.

Je ne sais, Monsieur le Maire, à qui incombent les responsabilités, mais, en ce qui me concerne, je proteste énergiquement contre le sans gêne de certains chefs de service, qui ont pour habitude d'en prendre par trop à leur aise, sans se soucier du respect des familles qui accomplissent un devoir pénible en la circonstance.

M. LE MAIRE : Mon cher collègue, je puis sur ce point vous donner toute satisfaction et j'en suis heureux. Vous avez raison, du moins dans la plus grande partie de vos observations. Je ne puis cependant pas laisser dire qu'un chef de service en prend trop à son aise, quand il remplit ses fonctions au contentement général ; mais il est certain qu'un convoi doit être accompagné de plus de trois porteurs. Il y en aura désormais quatre pour toutes les inhumations, à moins toutefois d'une autorisation spéciale délivrée par la Mairie centrale et pour des cas particuliers.....

M. FORT (Victor), adjoint : Et sauf pour les convois d'enfants.

M. LE MAIRE : Et pour les enfants, naturellement.

M. MANUS : D'autre part, le 13 octobre dernier, avait lieu à l'hôpital Saint-Pothin, la levée du corps du décédé Marduel, originaire d'une commune du Beaujolais.

La levée du corps avait lieu à 10 heures du matin ; la famille, le représentant de l'Administration municipale, ainsi

que le représentant de M. le Commissaire de police étaient présents. Ce n'est qu'à ce moment-là que l'on s'est aperçu qu'il n'y avait pas de cercueil.

Je remercie les représentants des administrations qui, en la circonstance, ont bien voulu prendre patience et attendre l'arrivée du cercueil pour permettre la mise en bière et la levée du corps à 10 heures 45 minutes.

La cérémonie devant avoir lieu à 3 heures du soir, dans le Beaujolais, n'a pu se faire qu'à 4 heures.

C'est un fait que je vous signale, Monsieur le Maire, comme très regrettable, vous priant de bien vouloir donner des ordres, pour qu'on ne le voie se reproduire à nouveau.

M. LE MAIRE : Vous avez, en la circonstance, parfaitement raison. J'ai infligé, à la Compagnie des Pompes funèbres, une amende de 50 francs. C'est le maximum de pénalité fixé par le cahier des charges. Je regrette de ne pouvoir lui infliger une amende plus forte.

M. FORT (Victor), adjoint : Ce n'est pas la première fois que la Compagnie des Pompes funèbres se trouve en faute.

Rapport de MM Jacquier et Carle, au sujet de la célébration de la fête commémorative des Mobiles du Rhône et des Défenseurs de Belfort, morts au siège de cette ville, en 1870-71.

Messieurs, chaque année la ville de Belfort organise un patriotique pèlerinage au cimetière du Vallon, où reposent de nombreux mobiles de Lyon et du Rhône, morts à l'ennemi pendant l'héroïque siège de 1870-71.

Chaque année aussi notre Conseil municipal se fait représenter à cette cérémonie commémorative, et deux de vos collègues sont allés déposer, en votre nom et au nom de la ville de Lyon, une couronne d'immortelles sur cette terre à laquelle sont mêlées les cendres des enfants du Rhône tombés sous les balles allemandes pour la défense de la Patrie.

Après s'être respectueusement inclinés devant le tombeau où ces braves reposent avec leur frères d'armes des autres départements, vos délégués ont apporté aux survivants leur tribut de reconnaissance et d'admiration pour leur brillante conduite durant ce siège mémo-

nable, où — comme le rappelait, il y a vingt-trois ans, notre regretté compatriote, le capitaine Thiers — « le canon de la forteresse belfortaine, pendant cent trois jours, sans trêve, sans relâche, a jeté sa voix énorme à l'Alsace comme un suprême espoir ».

Au banquet, qui a suivi la manifestation patriotique du Vallon, nous avons porté à la population du territoire, à son excellent Député-Maire, à sa Municipalité et à son Conseil municipal, en un mot : à la ville de Belfort et au département du Haut-Rhin, le salut fraternel de la ville de Lyon, des membres de son Conseil, et de tous les habitants du Rhône.

C'est dans cet esprit d'inaltérable affection qui unit l'une à l'autre les villes de Belfort et de Lyon, les deux cités-sœurs, que je vous prie, Messieurs, d'envoyer à l'honorable M. Schneider, qui représente si patriotiquement et si républicainement le territoire alsacien demeuré français, l'adresse suivante dont M. le Maire de Lyon voudra bien donner communication à son collègue de Belfort :

Le Conseil municipal de Lyon exprime à la population si française et si démocratique du Haut-Rhin, l'expression de son profond attachement.

Il renouvelle aux Belfortains et à ses dignes représentants le cordial salut qui leur a été apporté par ses délégués, dont la reconnaissance est profonde pour le magnifique accueil qu'ils ont reçu, et il donne à tous les habitants de ce coin d'Alsace, non annexé, l'assurance de ses sentiments de sympathie républicaine et de solidarité patriotique.

Les Rapporteurs,

L. JACQUIER, CARLE.

M. LE MAIRE : Je remercie MM. Jacquier et Carle d'avoir si dignement représenté notre Ville. Je transmettrai, avec le plus grand plaisir, à M. le Maire de Belfort, la motion qu'ils nous proposent et que je mets aux voix.

(Adopté).

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 11 heures.

61 ANNEXE
AU
BULLETIN MUNICIPAL OFFICIEL
DE LA VILLE DE LYON
du 1^{er} décembre 1907 (1)

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 26 Novembre 1907

PROCÈS-VERBAL

SOMMAIRE

Liste des présents et des absents....	159
Adoption du procès-verbal de la séance du 4 novembre 1907. — Observation de M. Gadoud.....	159
Recrutement. — Soutiens de famille. Demandes de congé. (Art. 22 de la loi du 15 juillet 1889).....	160
Questions diverses relatives à la Compagnie O.-T.-L. — Nomination d'une Commission.....	160
Construction d'un groupe scolaire au Point-du-Jour. — Acquisition de terrain.....	160
Rapporteur : M. ROUSTANG.	
Caisse de retraites des employés de l'Administration municipale. — Réversibilité de pension veuve Massonat.....	161
Rapporteur : M. ROUSTANG.	
Caisse de retraites des employés de l'Administration municipale. — Réversibilité de pension veuve Bernaix.....	161
Rapporteur : M. ROUSTANG.	
Envoi d'une mission d'études à Paris et à Bordeaux. — Compte rendu sommaire.....	162
Rapporteur : M. CHAT.	
Vente des matériaux à provenir de la démolition des immeubles situés sur l'emplacement du groupe scolaire de la Martinière.....	165
Rapporteur : M. CHAT.	
Erection d'un monument à Noyelles-sous-Lens à la mémoire des victimes de la catastrophe de 1906. — Souscription de la Ville.....	165
Rapporteur : M. CHAT.	
Frais et honoraires afférents à diverses instances en restitution de droits de stationnement introduites contre la Ville en 1892.....	166
Rapporteur : M. CHAT.	
Questions de M. CHAT : 1 ^o au sujet de l'exécution du tramway du 1 ^{er} arrondissement ; 2 ^o au sujet de la suppression de l'arrêt du tramway « Gare de Vaise-Villeurbanne », à l'intersection des rues Lanterne et Constantine.....	166
Construction d'un égout chemin des Culattes, entre le chemin des Chanées et l'égout du chemin de la Colombière.....	167
Rapporteur : M. TIXIER.	
Travaux de protection des pelouses de divers jardins publics.....	167
Rapporteur : M. CARLE.	
Hôtel des Invalides du travail. — Modification au règlement du personnel.....	168
Rapporteur : M. CARLE.	

Enlèvement des immondices.....	168
Rapporteur : M. CARLE.	
Allocations à la Caisse de prêts aux Tisseurs.....	169
Rapporteur : M. PIC.	
Hospices civils. — Mainlevée d'inscription hypothécaire.....	170
Rapporteur : M. PIC.	
Hospices civils. — Mainlevée d'inscription hypothécaire.....	170
Rapporteur : M. PIC.	
Ecole spéciale militaire. — Demande de bourse de l'Etat.....	170
Rapporteur : M. GORJUS.	
Renouvellement en 1908 de l'imposition extraordinaire de 4 centimes additionnels pour remboursement d'emprunts.....	170
Rapporteur : M. GORJUS.	
Institution des Sourds-Muets de Villeurbanne. — Bourse municipale.....	171
Rapporteur : M. GORJUS.	
Subvention de la Chambre de Commerce pour le fonctionnement de l'Ecole de Commerce et de Comptabilité pour jeunes filles. — Sentence arbitrale.....	171
Rapporteur : M. GORJUS.	
Laboratoire municipal. — Création de deux emplois de chimistes.....	171
Rapporteur : M. VIAL.	
Fournitures diverses nécessaires, en 1908, aux établissements hospitaliers municipaux. — Adjudication publique.....	172
Rapporteur : M. VIAL.	
Palais des Arts. — Résiliation du bail Drevon, place des Terreaux, 15 et 16.....	172
Rapporteur : M. DECLERIS.	
Palais des Arts, rue de l'Hôtel-de-Ville, 10. — Résiliation du bail de la Société française du Timbre Escompte général.....	172
Rapporteur : M. DECLERIS.	
Institution Denizières — Règlement de frais judiciaires.....	172
Rapporteur : M. RIVIÈRE.	
Travaux exécutés pour la recherche d'une fuite d'eau. — Instance engagée contre la Ville par M. d'Onieu de la Bâtie, propriétaire de l'immeuble, place Raspail, 2.....	173
Rapporteur : M. RIVIÈRE.	
Péristyle du Grand-Théâtre. — Bail Volatier.....	173
Rapporteur : M. MOUSSET.	
Péristyle du Grand-Théâtre. — Bail Nugues.....	173
Rapporteur : M. MOUSSET.	
Subvention à l'Union des Syndicats du Tissage de la région lyonnaise.....	173
Rapporteur : M. THÉVENON.	
Bureau de bienfaisance. — Conventions verbales avec les fournisseurs pour l'année 1908.....	174
Rapporteur : M. THÉVENON.	
Subvention à la Chambre syndicale des ouvriers tullistes réunis de Lyon, pour l'organisation d'un Congrès.....	174
Rapporteur : M. VOILLLOT.	
Musées. — Etablissement de taxes d'entrée.....	174
Rapporteur : M. JACQUET.	

Etats de propositions d'admission en non-valeurs de restes à recouvrer sur divers produits communaux de l'exercice 1906.....	175
Rapporteur : M. FAGOT.	
Ecole maternelle, rue Gilibert, 7. — Accident d'eau. — Règlement des dégâts.....	175
Rapporteur : M. JACQUIER.	
Immeuble rue du Plâtre, 5. — Projet de bail Joly.....	175
Rapporteur : M. BAUDRY.	
Ecole « La Martinière ». — Baux et résiliation de baux.....	175
Rapporteur : M. BAUDRY.	
Ville de Lyon. — Compte d'administration pour l'exercice 1906. — Nomination d'un Président.....	176
Ville de Lyon. — Compte d'administration pour l'exercice 1906.....	176
Rapporteur : M. GORJUS.	
Ville de Lyon. — Budget supplémentaire pour l'exercice 1907.....	185
Rapporteur : M. GORJUS.	
Dépôt et rappel de pétitions.....	191

PRÉSIDENCE DE M. LE MAIRE

Secrétaire : M. PIATON.

Le mardi 26 novembre 1907, à 8 h. du soir, MM. les membres du Conseil municipal de Lyon, dûment convoqués le 24 du même mois en séance publique, par M. le Maire, en vertu d'une autorisation spéciale de M. le Préfet du Rhône, eu date du 23 novembre 1907, se sont réunis à l'Hôtel de Ville, dans la salle ordinaire de leurs délibérations.

M. MENUT, secrétaire, procède à l'appel nominal.

Présents : MM. Bataille, Beauvisage, Decleris (fils), Hoffherr, Abel, Veyron, Carle, Menut, Foret, Cusset, Tixier, Richerand, Marro, Rognon, Falconnier, Curtelin, Roux, Fagot, Barbero, Piaton, Voillot, Nové-Josserand, Herriot, Faure (Jean), Jacquet, Manus, Gorjus, Thévenon, Gadoud, Mermillon, Voidier, Renard, Vial, Novel, Roustang, Rivière, Jacquier, Arnoud, Chat, Mousset, Pic, Arnaud.

Absents excusés : MM. Brunard, Cadet, Gourju, Marietton, Godart, Bizet, Fort (Victor). Baudry.

M. CHAT : Messieurs, je suis chargé de présenter au Conseil les excuses de nos collègues, MM. Bizet et Baudry.

Adoption du procès-verbal de la séance du 4 novembre 1907. — Observation de M. Gadoud.

M. LE MAIRE : Messieurs, vous avez tous lu le procès-verbal de la séance du 4 novembre 1907. Quelqu'un de vous a-t-il des observations à présenter sur la rédaction de ce procès-verbal ?

M. GADOUD : Messieurs, le *Bulletin municipal* du 10 novembre me fait, dans le compte rendu de la dernière séance

du Conseil, prononcer, au sujet de l'application de la loi sur l'assistance obligatoire, des paroles que je n'ai pas dites. D'après le texte du procès-verbal, j'aurais attribué la responsabilité des retards apportés dans l'exécution de la loi du 14 juillet 1905, aux distributeurs du Bureau de bienfaisance. Au contraire, j'ai défendu aussi bien que les employés de la Mairie les distributeurs, qui ont fait tout leur devoir et je n'ai incriminé que la Commission d'assistance et le Bureau de bienfaisance.

C'est cette simple rectification que j'avais à faire.

M. LE MAIRE: Sous le bénéfice de cette observation, je mets aux voix l'adoption du procès-verbal de notre dernière séance.

(Adopté.)

Recrutement. — Soutiens de famille. — Demandes de congé. (Art. 22 de la loi du 15 juillet 1889.)

M. DECLÉRIS, rapporteur de la Commission spéciale, propose au Conseil d'émettre un avis favorable aux deux demandes de congé formées par les nommés Bonnard (Auguste), soldat au 4^e régiment d'infanterie coloniale; Berrière (Arsène), soldat au 5^e régiment du génie.

(Avis favorable est émis.)

Questions diverses relatives à la Compagnie O.-T.-L. — Nomination d'une Commission.

M. LE MAIRE: Messieurs, l'ordre du jour appelle la nomination de la Commission qui sera chargée d'examiner, sous la présidence de M. le Préfet du Rhône, les diverses questions que comporte le conflit existant entre la Compagnie O.-T.-L. et les employés de cette même Compagnie.

Vous avez, en séance de Commission générale, désigné pour faire partie de cette Commission MM. Rivière, Rognon, Foret, Renard et moi-même. Je mets aux voix cette désignation.

(Le Conseil adopte.)

Construction d'un groupe scolaire au Point-du-Jour. — Acquisition de terrain.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre un dossier relatif à l'acquisition du terrain nécessaire à la construction d'un bâtiment scolaire au Point-du-Jour.

Bien que cette construction n'ait pas été comprise dans le programme général de construction de nouveaux groupes scolaires, il y a lieu, néanmoins, de remarquer qu'elle sera d'une grande utilité si l'on considère surtout que les écoles actuelles du Point-du-Jour sont instal-

lées dans des conditions défectueuses, dans des locaux pour lesquels la Ville paie un loyer annuel de 2.350 francs.

Ces écoles comptent, actuellement, celle des garçons, 20 élèves, et celle des filles, 53, dont 30 à la classe enfantine. Or, ainsi que l'explique M. l'Inspecteur d'Académie dans un rapport du 16 mars dernier, en admettant que la population fut doublée, un groupe comprenant une classe de garçons, une classe de filles et une classe enfantine serait suffisant pour assurer le service scolaire au Point-du-Jour.

La dépense de construction serait donc peu importante.

Quatre emplacements ont été proposés pour la construction projetée :

1^{re} Proposition Cabaret et Terras.

Le terrain proposé par MM. Cabaret et Terras est situé chemin de l'Etoile-d'Alaï, à l'extrémité Est du quartier du Point-du-Jour et à égale distance de l'école actuelle et du groupe scolaire de Saint-Just. Il n'est donc pas central et ne peut être accepté. D'autre part, il occupe une superficie de 2.000 mètres carrés, et comme le propriétaire a déclaré ne pas vouloir le céder à moins de 9 fr. 30 le mètre carré, l'acquisition coûterait :

$9 \text{ fr. } 30 \times 2.000 \text{ m.} = \text{Fr. } 18.600$

2^{re} Proposition Torrelli.

Le terrain de M. Torrelli est situé à l'intersection du nouveau et de l'ancien chemin des Mûres, à 50 mètres environ de la place du Point-du-Jour et il n'est pas visible de la place.

Comme la Ville serait tenue de prendre 2.000 mètres carrés de terrain environ et que le propriétaire demande le prix de 7 fr. 50 par mètre, la dépense à faire s'élèverait à la somme de 15.000 fr.

3^{re} Proposition veuve Denis.

Le terrain de M^{me} veuve Denis, qui est situé place du Point-du-Jour, occupe une superficie 1.691 m. 54 d. carrés. Il n'a qu'une façade sur le côté Sud de la place.

D'autre part, il est à côté d'une école congréganiste et des inconvénients pourraient résulter du fait de cette proximité. En outre, cette parcelle a été obtenue au moyen de remblais.

Enfin, la propriétaire demande le prix irréductible de 10 francs par mètre carré, ce qui porterait la dépense à :

$1.691 \text{ m. } 54 \text{ d. c.} \times 10 \text{ fr.} = 16.915 \text{ fr. } 40$

4^{re} Proposition Secret.

Le terrain proposé par M. Secret est situé chemin de l'Etoile-d'Alaï, 107. Il a une superficie de 1.369 m. 49 d. carrés. Del'avis de M. l'Inspecteur d'Académie, il est convenable et suffisant comme surface et, d'après un rapport du 9 janvier 1907, de M. l'Architecte en chef de la Ville, il se prêterait très bien, à tous les points de vue, à l'édification, dans de bonnes conditions hygiéniques, d'un groupe scolaire avec deux entrées et un conciergerie. D'autre part, il convient de remarquer que la Ville aurait droit de vue et de passage dans une impasse de 6 mètres de largeur longeant le terrain à l'Ouest et que le bâtiment à construire pourrait ainsi avoir deux façades

sur rue. Il serait facile, ainsi que le demande M. le Commandant du bataillon des sapeurs-pompiers, de prévoir dans ce bâtiment un local pour recevoir le matériel d'incendie.

M. Secret a consenti à céder son terrain au prix de 8 fr. 50 le mètre carré, soit, pour les 1.369 m. 49 d. carrés, la somme de 11.640 fr. 66.

Ces quatre emplacements ont été soumis à la Commission municipale des groupes scolaires qui, dans sa séance du 14 juin 1907, a émis un avis favorable à l'achat de ce dernier, de préférence aux autres.

Pour tenir compte de cet avis, M. le Directeur du service de la Voirie a fait signer à M. Secret, conformément, d'ailleurs, à mes instructions, un projet de traité que j'ai l'honneur de vous soumettre.

Aux termes de ce projet de traité la Ville deviendra propriétaire du terrain dont il s'agit, moyennant le prix de 11.640 fr. 66.

Le petit bâtiment loué à la Ville et servant actuellement de dépôt de matériel d'incendie, est compris dans la vente, sans augmentation de prix.

La Ville aura droit de jour et d'issue sur l'impasse située à l'Ouest et elle devra l'entretenir en état de viabilité au droit de sa propriété.

M. Secret s'engage à laisser le terrain clos jusqu'à ce que la Ville fasse construire, mais il se réserve d'enlever la barrière à ses frais à ce moment.

M. Secret prend, en outre, à sa charge, l'éviction du seul locataire, qui, à part la Ville, occupe en partie ledit terrain.

Les conditions de ce projet de traité paraissant acceptables pour la Ville, j'ai l'honneur de vous proposer, Messieurs, de vouloir bien m'autoriser à le rendre définitif.

Quant à la somme de 11.640 fr. 66, elle devra être prélevée sur un crédit spécial d'égal chiffre à inscrire au budget supplémentaire de l'exercice courant.

Lyon, le 1^{er} juillet 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous proposer, au nom de la Commission générale et pour les raisons indiquées au rapport de l'Administration municipale, d'approuver les conclusions que M. le Maire nous présente.

Le Rapporteur,
A. ROUSTANG.

M. RENARD: Messieurs, il est toujours ennuyeux d'intervenir dans les questions d'achats de terrains, faits pour le compte de la Ville. Mais il est de mon devoir de dire que le choix qui nous est proposé aujourd'hui par l'Administration rencontre, de la part des habitants du Point-du-Jour, une opposition très marquée. A tort ou à raison, ces habitants prétendent que le groupe futur devrait être édifié sur la place du Point-

du-Jour où un autre terrain est en vente.

Je ne veux pas discuter sur le prix et sur la valeur réelle des terrains en question. Je demande seulement au Conseil municipal de surseoir à la décision qu'il est invité à prendre ce soir, en ce qui concerne cet achat de terrain, et de procéder à une nouvelle enquête puisqu'un autre emplacement est proposé par les habitants intéressés.

M. JACQUET : Messieurs, j'ai été appelé, comme membre de la Commission des groupes scolaires, à étudier différentes propositions en vue de l'achat d'un terrain au Point-du-Jour. Lorsque ces propositions ont été présentées à la Commission, nous les avons examinées longuement. Il nous a semblé que nous servirions les intérêts de la Ville en choisissant le terrain dont l'Administration vous propose l'acquisition, et ceci pour deux raisons. D'une part, ce terrain nous a paru plus avantageux au point de vue du prix. D'autre part, il nous a semblé mieux situé. Nous avons, en effet, examiné la question du voisinage. Nous aurions pu nous prononcer en faveur d'un autre terrain — peut-être celui indiqué par M. Renard — mais nous avons cru voir un inconvénient à placer notre groupe à côté de l'école congréganiste. Cette situation permettrait aux élèves de l'école municipale d'entrer en lutte à la sortie et à l'entrée des classes avec ceux de l'école voisine.

Voilà quelles sont les raisons qui ont motivé notre choix. La Commission n'avait pas à envisager d'ailleurs d'autres questions que celles de la bonne situation du bâtiment et du prix du mètre de terrain.

M. LE MAIRE : L'Administration accepterait difficilement le renvoi à une date ultérieure de la décision qu'elle demande au Conseil de prendre dès ce soir. Elle vous a déjà fourni, Messieurs, en Commission générale, tous les renseignements nécessaires. Deux terrains, vous le savez, ont retenu spécialement notre attention. M. Jacquet vient de rappeler que la Commission des groupes scolaires s'est prononcée pour le premier, le terrain Secret. L'Administration se prononce également en faveur de ce terrain. Elle n'a pas de raison nettement péremptoire de choisir le terrain Secret. Cependant, plusieurs motifs ont entraîné son choix. La situation du terrain Secret nous permettra, d'abord, de donner plusieurs façades au bâtiment que nous allons construire. La disposition du terrain Denis ne nous permettait, au contraire, qu'une seule façade, sur la place du Point-du-Jour. Nous sommes obligés, vous le savez, de faire entrer, dans les écoles, des chargements de charbon, des voitures de gravier. Ces voitures ne pourraient pénétrer dans le bâtiment dont il s'agit que par un portail que nous serions dans l'obligation d'ouvrir dans son unique façade. Il serait, à mon avis, très désagréable d'ouvrir, sur la place du Point-du-Jour, un portail de ce genre.

Au contraire, le terrain Secret est

bordé par l'impasse privée dite « impasse Secret » qui est perpendiculaire au chemin de l'Etoile-d'Alai. Nous utiliserons cette disposition pour faire à l'école que nous projetons une seconde façade. L'école sera par suite mieux éclairée.

Je vous signale encore un troisième avantage. Nous avons installé sur le terrain Secret un dépôt de pompes à incendie ; si le Conseil municipal choisit ce terrain, il nous sera facile d'incorporer au bâtiment scolaire, le dépôt de pompes qui nous est nécessaire.

Enfin le terrain Secret est par sa nature même plus avantageux que le terrain Denis, qui est plutôt fait de terres rapportées et sur lequel, pour cette raison, il serait peut-être plus difficile de construire.

On a invoqué contre le choix du terrain Secret, ce prétexte que les automobiles passent en grand nombre sur le chemin de l'Etoile-d'Alai. Les enfants qui fréquenteraient le nouveau groupe scolaire seraient exposés par suite à un danger permanent. Ma réponse est bien simple. Il existe actuellement des écoles sur le chemin de l'Etoile-d'Alai et jamais le moindre accident ne s'est produit. Je crois même qu'au point de vue topographique le terrain Secret est plus à portée des besoins scolaires du quartier. Vous n'ignorez pas qu'un certain nombre de familles employées dans les habitations de plaisance, situées surtout dans la partie haute du Point-du-Jour, envoient de préférence leurs enfants à l'école congréganiste. Les jardiniers sont souvent dans ce cas. Les familles qui nous envoient leurs enfants habitent plus fréquemment, au contraire, dans la partie basse. Il y a donc intérêt à placer le groupe scolaire à la portée des besoins qu'il doit satisfaire.

Voilà les raisons qui ont guidé l'Administration dans son choix. J'invite les habitants du Point-du-Jour à s'y rendre. Je leur demande de nous encourager par leur acquiescement à notre projet. Cette question de terrain a beaucoup excité les esprits en raison de l'opposition des intérêts de certaines personnes. Nous aurions vraiment le droit d'être découragés si nous nous heurtions à des difficultés irréductibles, alors que nous essayons de devancer presque, les intérêts d'un quartier où notre clientèle scolaire n'est pas encore très considérable.

M. RENARD : Vous venez de dire, Monsieur le Maire, que les intérêts en présence avaient excité les esprits. Je déclare qu'aucun des membres du Comité de défense des intérêts des quartiers de Saint-Just, Saint Irénée, Point-du-Jour et des Minimes n'a un intérêt quelconque engagé dans cette question d'achat de terrain.

M. LE MAIRE : J'en suis convaincu. J'aurais été heureux de pouvoir donner satisfaction au Comité de défense dont vous me parlez. Je rends pleinement hommage au désintéressement de ses convictions. J'ai parlé des personnes qui

ont des terrains à vendre, et n'ai nullement eu l'intention de prendre à parti qui que ce soit.

Nous sommes depuis deux ans et demi, en pourparlers avec M. Secret. Cela ne veut pas dire que la Ville soit engagée matériellement vis-à-vis de lui. J'estime qu'à égalité de conditions, l'Administration devrait donner la préférence à celui qui a peut-être négligé des offres intéressantes, afin de conclure avec la Ville. Or, la différence entre le prix des deux terrains est assez importante. M. Secret nous demande 8 fr. 50 du mètre carré, tandis que M^{me} Denis en exige 10 francs.

Je mets aux voix les conclusions du Rapporteur de la Commission générale. (Adopté.)

Caisse de retraites des employés de l'Administration municipale. — Réversibilité de pension veuve Massonnat.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre une demande en réversibilité de pension formée par M^{me} Victor (Bernardine), veuve de M. Massonnat (Jacques), ex-retraité de l'Octroi, décédé à Lyon le 30 septembre 1907.

M^{me} veuve Massonnat se trouvant dans les conditions prévues par les articles 24 et 28 de l'ordonnance du 11 novembre 1842, réglementant la Caisse de retraites des employés de l'Octroi peut, par suite, prétendre au tiers de la pension de 904 francs dont jouissait son mari, soit 904 fr. : 3 = 301 fr. 33.

C'est donc à la somme de 301 fr. (centimes négligés), que je vous propose, Messieurs, de liquider la pension de retraite annuelle et viagère à accorder à M^{me} veuve Massonnat.

Les arrérages en seront prélevés, conformément à l'article 1^{er} du décret du 1^{er} décembre 1906, sur les fonds de la Caisse de retraites des employés de l'Administration municipale et prendront cours à partir du 1^{er} octobre 1907, lendemain du décès de M. Massonnat.

Lyon, le 4 novembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Au nom de la Commission spéciale, M. ROUSTANG propose au Conseil de fixer à la somme de 301 francs la pension de retraite annuelle et viagère à accorder à M^{me} Victor (Bernardine), veuve de M. Massonnat, ex-retraité de l'Octroi.

(Le Conseil adopte.)

Caisse de retraites des employés de l'Administration municipale. — Réversibilité de pension veuve Bernaix.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre une demande en réversibilité de

pension formée par M^{me} Guttin (Rosalie), veuve de M. Bernaix (Cirile-Joseph), ex-retraité de l'Administration municipale, décédé à Grenoble, le 26 septembre 1907.

M^{me} veuve Bernaix se trouvant dans les conditions prévues par l'article 19 du règlement de la Caisse de retraites des employés municipaux, peut prétendre à la moitié de la pension de 402 francs, dont jouissait son mari, soit 402 : 2 = 201 francs.

C'est donc à la somme de 201 francs que je vous propose, Messieurs, de liquider la pension de retraite annuelle et viagère à accorder à M^{me} veuve Bernaix.

Les arrérages en seront prélevés sur les fonds de la Caisse de retraites des employés de l'Administration municipale et prendront cours à partir du 27 septembre 1907, lendemain du décès de M. Bernaix.

Lyon, le 13 novembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Sur la proposition de M. ROUSTANG, rapporteur de la Commission spéciale, le Conseil fixe à la somme de 201 francs la pension de retraite annuelle et viagère à accorder à M^{me} Guttin (Rosalie), veuve de M. Bernaix, ex-retraité de l'Administration municipale.

Envoi d'une mission d'études à Paris et à Bordeaux. — Compte rendu sommaire.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, le 7 octobre dernier, vous avez décidé l'envoi à Paris et à Bordeaux d'une mission d'études, sous la présidence de M. le professeur Beauvisage, premier Adjoint, pour visiter, dans ces deux villes, les établissements où l'on s'occupe du traitement et de l'éducation des enfants anormaux.

J'ai l'honneur de vous soumettre ci-joint le rapport que M. l'adjoint Beauvisage m'a adressé sur les résultats de cette mission.

Ce compte rendu n'est, ainsi que l'indique M. Beauvisage, que la préface de l'important rapport technique, médico-pédagogique actuellement en préparation, qui exposera en détail les résultats pratiques de la mission et que je m'empresse de vous soumettre dès qu'il sera complet.

Je vous prie, Messieurs, en attendant, de me donner acte de la présente déclaration, et d'adresser les remerciements du Conseil municipal aux différentes organisations qui ont fait à ses délégués le plus parfait accueil. Je vous propose également de faire connaître par la même occasion, à ceux qui, à Bordeaux, ont apporté à la mission lyonnaise tout leur concours, que la Municipalité serait heureuse de les recevoir à Lyon et leur réserverait à cette occasion le meilleur accueil.

Lyon, le 20 novembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, M. l'adjoint Beauvisage a consigné, dans un important rapport qui n'est cependant que la préface d'un travail médico-pédagogique très complet actuellement en préparation, les impressions et les renseignements recueillis par la Mission d'études envoyée par le Conseil municipal de Lyon à Paris et à Bordeaux, aux fins de visiter les établissements consacrés aux enfants anormaux.

Nous vous demandons de décider que cet intéressant et instructif compte rendu sera inséré *in extenso* au *Bulletin municipal officiel*.

Nous vous demandons de vous associer également à la proposition de l'Administration consistant à adresser le témoignage de notre reconnaissance aux différentes organisations qui ont fait aux délégués de la ville de Lyon le plus parfait et le plus utile accueil, et à leur exprimer l'espoir qu'elles donneront bientôt à la ville de Lyon l'occasion de recevoir leurs délégués avec la même cordialité.

Enfin, il vous paraîtra certainement équitable de féliciter M. l'adjoint Beauvisage de son inaltérable et intelligent dévouement à la cause des enfants déshérités de la vie ou de la fortune. L'œuvre des enfants anormaux, placée sous sa paternelle direction, sera une filiale nouvelle de la Caisse des écoles et, quand elle aura son plein fonctionnement, il sera juste de se souvenir de ce voyage d'études accompli au nom de la ville de Lyon par notre respecté collègue, assisté de M. le docteur Chazal, M^{me} Michaud, directrice d'école, MM. Monternier et Roux, instituteurs, qui le secondèrent avec tant d'activité et de désintéressement.

Le Rapporteur,
Laurent CHAT.

M. LE MAIRE : L'Administration s'associe volontiers aux sentiments que vient d'exprimer M. Chat.

Messieurs, je mets aux voix les conclusions de ce rapport.

(Adopté.)

..

Compte rendu sommaire de la mission d'études envoyée par le Conseil municipal de Lyon à Paris et à Bordeaux pour visiter les établissements consacrés aux enfants anormaux.

Monsieur le Maire,

Dans sa séance du 7 octobre dernier, le Conseil municipal, sur le rapport de M. Laurent CHAT, a approuvé la proposition que vous lui aviez faite d'envoyer une mission d'études à Paris et à Bordeaux, pour visiter dans ces deux villes les établissements où l'on s'occupe du traitement et de l'éducation des enfants anormaux.

Cette mission d'études comprenait, sous ma direction, M. le docteur Chazal, médecin-interne du Bureau d'hygiène,

secrétaire-archiviste du Dispensaire médico-pédagogique municipal, et trois membres de l'Enseignement primaire public désignés par M. l'Inspecteur d'Académie, M^{me} Michaud, directrice d'école, MM. Monternier et Roux, instituteurs.

Partie de Lyon, le samedi matin 19 octobre, cette délégation y est rentrée le mardi matin 29, rapportant de son voyage un peu précipité, une ample moisson de souvenirs, de notes et de documents qui seront précieux pour éclairer et guider les efforts des Administrations municipale et académique de Lyon, dans l'institution des nouveaux établissements qu'elles se proposent de créer, en vue de l'éducation et du traitement des enfants déshérités dont elles se préoccupent.

Sans attendre la rédaction de l'important rapport technique, médico-pédagogique, actuellement en préparation, qui exposera en détail les résultats pratiques de la mission, je crois devoir, Monsieur le Maire, vous présenter un compte rendu sommaire de notre voyage, pour vous faire connaître l'emploi de notre temps, l'énumération des établissements que nous avons visités, et l'excellent accueil que nous avons reçu, partout où nous nous sommes présentés.

Divers contretemps nous ont empêchés de faire certaines visites projetées; d'autres qui n'avaient pas été prévues au programme, et qui nous étaient signalées comme intéressantes, n'ont pu être faites faute de temps, ou par suite de la difficulté de fixer des rendez-vous à trop brève échéance; à Paris surtout, quelques jours de plus eussent été nécessaires pour voir absolument tout. Mais nous avons vu tant de choses diverses que nous ne regrettons qu'à demi celles que nous n'avons pas vues, voulant espérer que celles-ci auraient fait simplement double emploi avec certaines des premières.

Notre séjour à Paris nous a été singulièrement facilité et rendu particulièrement agréable par l'aimable et large hospitalité que nous avons reçue de M. Baguer, membre de la Commission ministérielle pour l'éducation des enfants anormaux, Directeur de l'Institut départemental des sourds-muets et sourdes-muettes d'Asnières (Seine), et promoteur de la création des classes spéciales récemment instituées à Paris, à Levallois-Perret et à Bordeaux. M. Baguer nous a logés dans son établissement en nous y entourant des attentions les plus délicates, dont nous lui sommes profondément reconnaissants.

Nous avons passé deux matinées entières à visiter en détail les magnifiques installations matérielles de l'Institut départemental des sourds-muets et sourdes-muettes d'Asnières, dont les nouveaux bâtiments ont été tout récemment construits, dans les plus parfaites conditions d'hygiène et de confort, et logent actuellement plus de 350 enfants des deux sexes; ceux-ci sont répartis entre les trois sections, école maternelle, école de garçons et école

de filles, qui constituent un groupe scolaire complet avec internat, pourvu d'un personnel enseignant spécialisé, appartenant aux cadres de l'enseignement primaire public.

En visitant quelques-unes des nombreuses classes de ce bel établissement d'enseignement, nous avons pu étudier en détail, dans leurs procédés et leurs résultats pratiques, les méthodes employées pour l'éducation des sourds-muets, et qui sont pour la plupart applicables aux autres anormaux; nous avons retenu de cette visite, et des exercices faits en notre présence, les enseignements les plus profitables.

Le soir même de notre arrivée à Paris entre 5 h. 1/2 et 7 heures du soir, nous avons assisté à la très intéressante consultation du *Dispensaire médico-pédagogique du Patronage familial* (place Dauphine, 14), où nous étions attendus. A cette consultation, plusieurs enfants anormaux ont été examinés par MM. les docteurs Jean Philippe et L. Pierreson, qui nous ont donné de longues explications à leur sujet, et dont nous avons eu l'occasion par la suite, de mettre encore l'obligance à contribution.

C'est ainsi que le lendemain, dimanche 20 octobre, le docteur Jean Philippe, qui est chef des travaux du *Laboratoire de psychologie physiologique de la Sorbonne*, voulait bien, en l'absence du directeur, M. Alfred Binet, nous faire visiter ce laboratoire et nous exposer le fonctionnement des nombreux appareils scientifiques employés pour mesurer le degré d'activité des diverses fonctions psychiques, sensibilité, attention, suggestibilité, etc.

Le jour suivant, lundi 21, c'était le docteur Pierreson qui avait l'amabilité de nous accompagner à Montesson, près Sartrouville (Seine-et-Oise), pour y visiter l'*Ecole Théophile Roussel*, grand établissement de préservation, dans les nombreux pavillons duquel on reçoit environ 300 enfants délinquants, indisciplinés ou moralement abandonnés, internés d'office ou sur la demande des familles, non plus simplement pour les tenir emprisonnés, comme dans l'ancien pénitencier auquel cette Ecole a succédé, mais surtout pour essayer de les améliorer par l'instruction et l'éducation qu'on leur donne. Nous avons été guidés dans cette visite par le Directeur, qui nous a exposé le fonctionnement des divers services de l'Ecole.

La journée du mardi 22 octobre a été tout entière consacrée à la visite des divers établissements fondés et dirigés dans la banlieue de Paris par le docteur Bourneville, qui est, en matière d'éducation des enfants anormaux, un savant et énergique initiateur et un maître profondément respecté. Malgré son grand âge, il nous a fait lui-même parcourir en détail toutes les classes et tous les services des deux établissements qu'il dirige encore: la *Fondation Vallée*, à Gentilly, institution départementale spécialement réservée aux filles, qui y sont au nombre de 230 environ, et l'*Institut*

médico-pédagogique de Vitry-sur-Seine, établissement privé recevant un nombre plus restreint de pensionnaires payants des deux sexes.

Dans l'intervalle, M. le docteur Maurice Royer, ancien interne de la fondation Vallée, qui a récemment pris pour sujet de sa thèse inaugurale la question de l'assistance des enfants anormaux, nous a fait visiter les services, les classes et les ateliers que M. le docteur Bourneville avait fondés à l'*Hospice de Bicêtre*, et dont il a dû abandonner depuis peu la direction, par suite de son admission à la retraite, comme médecin de l'Assistance publique.

Les méthodes et procédés pédagogiques institués dans ces trois établissements par M. le docteur Bourneville, nous ont été montrés en détail, dans leur fonctionnement actif, et les délégués en ont retiré les enseignements les plus précieux pour l'organisation de nos futures classes ou écoles spéciales de perfectionnement.

Dans l'après-midi du mercredi 23 octobre, nous nous transportâmes à Eaubonne (Seine-et-Oise), pour y visiter l'*Institution des Enfants arriérés*, maison spéciale privée d'éducation et de traitement, fondée en 1847, le plus ancien des établissements institués à cet effet et subsistant encore aujourd'hui. Cette institution ne reçoit comme pensionnaires que des garçons, au nombre d'une centaine. Nous y fûmes fort bien accueillis par les directeurs actuels, M. A. Langlois, ancien professeur de l'Université, et M^{me} A. Langlois, qui sont à la tête de la maison depuis 1889. Ils ont maintenant pour associés leurs neveu et nièce, M. le docteur et M^{me} de Chabert, et pour collaborateurs leurs frère et belle-sœur, M. G. Langlois, ancien chef d'institution, et M^{me} G. Langlois. L'organisation de la maison est donc à la fois, non seulement médicale et pédagogique, mais encore particulièrement familiale. L'établissement, construit dans un vaste domaine de 10 hectares, comprend un assez grand nombre de pavillons distincts que nous avons parcourus successivement, en tirant tout spécialement de la visite des classes de fort instructives indications.

Le dimanche précédent, nous avions pu visiter un autre pensionnat privé, également installé à la campagne, à quelque distance de Paris, l'*Etablissement médico-pédagogique de Créteil* (Seine), mais dont la création ne remonte qu'à un petit nombre d'années. Occupant le château des Buttes et plusieurs pavillons annexes dispersés dans un parc de 4 hectares, cette institution familiale est particulièrement destinée aux enfants instables, indisciplinés et nerveux des deux sexes, et en reçoit actuellement environ 35. Elle est dirigée par M. le docteur Bérillon, médecin inspecteur des asiles d'aliénés, et par M. Quinque, professeur spécialiste. Là, en raison du dimanche, nous n'avons pas assisté à des classes, mais, au cours de la visite de l'établissement, nous avons vu les enfants en récréation et avons en-

tendu l'exposé sommaire des procédés employés pour leur amélioration.

Le jeudi suivant, 24 octobre, M. le docteur Bérillon nous a encore reçus au *Dispensaire pédagogique de la clinique des maladies nerveuses* qu'il dirige à Paris, rue Saint-André-des-Arts, 49. Mais, arrivés un peu en retard, nous n'avons pu assister qu'à une courte consultation et entendre diverses explications complémentaires sur la méthode spéciale hypno-pédagogique employée pour le traitement de diverses affections nerveuses, tics, habitudes vicieuses ou impulsives.

Les deux matinées du mercredi 23 et du jeudi 24 avaient été employées presque entièrement à la visite des *Classes de perfectionnement* récemment organisées dans des écoles publiques, à Paris et à Levallois-Perret. Nous avons pu y pénétrer régulièrement, grâce à l'autorisation spéciale qu'avait bien voulu nous accorder M. Bédorez, inspecteur d'Académie, directeur de l'enseignement primaire de la Seine.

Le mercredi, nous avons vu, à Paris, les classes spéciales qui fonctionnent dans les écoles de garçons de la rue Lecomte et de la rue des Ecluses-Saint-Martin, ainsi que dans l'école de filles de la rue de Belzunce.

Le jeudi, après avoir été reçus par le Maire de Levallois-Perret, dans le magnifique Hôtel de Ville de cette cité de plus de 70,000 habitants, nous sommes allés voir les deux classes spéciales créées dans l'école de garçons de la rue Marcelin et dans l'école de filles de la rue Rivet, où les élèves avaient été convoqués, ce jeudi, tout exprès pour nous.

Ces visites ont été tout particulièrement intéressantes, parce qu'elles nous faisaient voir, en pleine activité, les modèles des classes de perfectionnement que nous désirons tout d'abord voir installer dans des écoles municipales de Lyon.

Le même jeudi, 24 octobre, à 4 h. 1/2 du soir, nous nous retrouvions, comme à notre arrivée, au siège du *Patronage familial*, place Dauphine, 14, non plus cette fois pour suivre une consultation médicale, mais pour assister à la séance mensuelle de la section médico-pédagogique de cette Société, sur convocation de son secrétaire, le docteur Pierreson. Cette séance devait être présidée par M. le professeur Gilbert Ballet, de la Faculté de Médecine de Paris; celui-ci se trouvant un peu en retard, on voulut bien me faire l'honneur de m'inviter à le remplacer au fauteuil de la présidence. D'intéressantes communications furent faites, par M. G. Bessière, secrétaire général du Patronage familial (Le rôle des sections médico-pédagogiques); par M. le docteur J. Roubinovitch (Quels enfants anormaux relèvent de l'internat?), et par le docteur Jean Philippe (Les classes d'anormaux à Bordeaux). Je fus en outre prié de prendre la parole, et j'exposai sommairement à l'assemblée ce que la Municipalité de Lyon avait pu

fiare, avec le concours du Groupe régional lyonnais pour l'étude et la protection de l'Enfance anormale, et ce qu'elle se proposait de faire, à l'exemple de Paris, Levallois-Perret et Bordeaux, d'après les informations recueillies sur place par notre mission d'études. M. le professeur Gilbert Ballet, qui était arrivé peu de temps après l'ouverture de la séance, voulut bien me remercier de ma communication et prononcer quelques paroles aimables pour féliciter la Municipalité lyonnaise de son initiative.

Ce fut notre dernière visite à Paris, où nous regrettions de n'avoir pu voir les services hospitaliers d'enfants anormaux du docteur J. Voisin, à la Salpêtrière, du docteur Simon, à Sainte-Anne, du docteur Toulouse, à Villejuif et du docteur Blin, à la colonie de Vaucluse ; la consultation du docteur Manheimer-Gomès au Dispensaire Théophile-Roussel, et le laboratoire particulier de psychologie de M. A. Binet, rue Grange-aux-Belles.

Le soir même, nous partions pour Bordeaux.

Le vendredi 25 octobre, vers 7 heures du matin, nous débarquons à la gare de Bordeaux-Saint-Jean, où nous étions accueillis aussitôt par le Bureau du Comité Girondin de la Société pour l'Éducation sociale, composé de MM. Anselme Léon, conseiller à la Cour d'appel, président ; Georges Montpillié, conseiller municipal et le docteur Sigalas, vice-présidents ; Emile Martin, professeur au Lycée, conseiller municipal, secrétaire général ; le docteur Montéli, chef de laboratoire à la Faculté de Médecine, secrétaire ; Geo Delvaille, publiciste, trésorier.

Ces Messieurs nous exprimèrent tout d'abord leur vif regret de ce que le Congrès d'Éducation sociale, qui devait s'ouvrir ce jour même, n'eût pu se tenir à la date prévue. Ce Congrès devait être présidé par M. Léon Bourgeois ; celui-ci, retenu trop longtemps à la Conférence de la Haye, ne pouvait plus se rendre à Bordeaux à l'époque convenue, et l'ouverture du Congrès avait dû être remise au 21 décembre prochain.

Nous y avons assurément perdu l'audition des intéressantes communications annoncées. Mais, d'autre part, la délégation lyonnaise y a gagné d'être reçue à Bordeaux comme aurait pu l'être le Congrès tout entier. En particulier, M. Anselme Léon et ses collègues ont tout fait pour nous faire oublier ce contretemps, et ils y ont réussi. Non seulement ils avaient composé à l'avance, pour l'emploi de notre temps, un programme admirablement compris pour donner la plus complète satisfaction aux préoccupations qu'ils savaient être les nôtres, mais ils en ont dirigé eux-mêmes l'exécution en nous accompagnant, pendant deux jours entiers, dans tous les établissements qu'ils s'étaient promis de nous montrer.

Dans la matinée de vendredi, ce fut d'abord l'Asile public de Château-Picon, où fonctionne une classe spéciale d'enfants anormaux, et où nous fûmes reçus

par MM. le docteur Régis, professeur à la Faculté de médecine, le docteur Anglade, médecin en chef, le docteur Jacquin, médecin adjoint, et Josserand, directeur.

De là, nous nous transportâmes à la Colonie Saint-Louis, école de préservation, qui reçoit des enfants indisciplinés ou moralement abandonnés, et où le fondateur, M. Marin, un philanthrope ardemment dévoué à cette œuvre, a établi un régime très différent de celui que nous avions vu fonctionner à Montesson, dans l'école Théophile Roussel. Nous pûmes parcourir, dans toutes ses parties, le vaste domaine agricole où est installée la colonie.

Rentrés à Bordeaux, nous nous rendîmes à l'Hôtel de Ville pour y saluer le Maire de Bordeaux, M. Daney, qui, entouré de plusieurs de ses collaborateurs, dont MM. E. Couturier, premier adjoint, délégué aux finances, et de La Ville de Mirmont, délégué à l'Instruction publique, nous fit le plus aimable accueil, en nous invitant, pour le soir, à un dîner qu'il regrettait de ne pouvoir présider lui-même.

En attendant, il était midi passé, et nous dûmes nous rendre au déjeuner que nous offraient à ce moment nos aimables guides de la Société pour l'éducation sociale.

Dans l'après-midi, toujours accompagnés par eux, et aussi par diverses autres personnalités, parmi lesquelles il convient de nommer tout particulièrement MM. Alliaud, inspecteur d'Académie, Rotgès, inspecteur primaire, et le professeur Régis, nous avons visité les deux Classes de perfectionnement créées depuis quelques mois dans les écoles publiques de garçons de la rue Montgolfier et de la rue Saint Charles. Les conditions en sont très analogues à celles que nous avions vu fonctionner à Paris et à Levallois-Perret ; pourtant, ici, grâce au rôle très actif joué dans l'organisation de ces classes par M. le professeur Régis, qui paraît en être le principal initiateur, nous sentons un peu mieux les bienfaits de l'influence médicale, et nous voyons combien est, non seulement fructueuse, mais indispensable, la collaboration intime, en pareille matière, des médecins et des éducateurs.

Après avoir étudié en détail les procédés pédagogiques employés dans ces deux classes de perfectionnement, nous avons été heureux, profitant de l'invitation qui nous en était faite, d'aller visiter, à l'hôpital du Tondu, l'École d'infirmières laïques, organisée par M. le docteur Lande, ancien maire de Bordeaux, et dirigée par M^{lle} Elston, infirmière en chef. Bien que cette institution hospitalière n'ait pas un rapport direct avec la question des enfants anormaux, qui devait tout spécialement nous préoccuper, je crois accomplir un devoir en me faisant l'interprète des sentiments unanimes d'admiration que nous avons éprouvés au cours de cette très intéressante visite. Sans avoir à m'attarder à

des détails sur ce sujet, dont le Conseil municipal de Lyon a d'ailleurs été saisi, dans la séance du 24 septembre 1906, par notre collègue M. Novel, je me bornerai à souhaiter, comme lui, que Lyon puisse voir un jour fonctionner dans un de ses hôpitaux, une école d'infirmières laïques calquée sur le modèle parfait que nous avons admiré à Bordeaux.

Le soir était venu. Nous étions devenus les hôtes de la Municipalité bordelaise, qui nous recevait dans un banquet présidé par M. le premier adjoint Couturier, assisté de son collègue, délégué à l'Instruction publique, M. de La Ville de Mirmont, et après le dîner, nous offrait encore l'agrément d'assister, dans la loge municipale du Grand Théâtre, à une représentation du *Barbier de Séville*.

Le lendemain, samedi, 26 octobre, les membres du bureau de la Société pour l'éducation sociale venaient, dès le matin, nous prendre à notre hôtel et nous conduisaient tout d'abord à l'intéressant établissement privé des *Aveugles travailleurs du Sud-Ouest*, fondé et dirigé par un ecclésiastique, qui fournit du travail, en atelier, à une vingtaine d'aveugles adultes, et en place également au dehors, après leur apprentissage, chez des patrons broisseurs, vanniers ou chaisiers.

Nous nous transportâmes ensuite à l'Hôpital suburbain des enfants du Bouscat, où nous étions attendus par M. le professeur Régis, représentant M. le docteur Delaye, fondateur de l'Œuvre, empêché par un deuil de famille ; par MM. les docteurs Fromaget, Cruchet, Jacquin, Anderodias, Bégouin, Viaud, etc., médecins et chirurgiens de l'hôpital ; Thamin, recteur de l'Académie de Bordeaux ; Alliaud, inspecteur d'Académie ; Rotgès, inspecteur primaire, etc. Nous avons visité les principaux services de cet hôpital d'enfants, installé en pleine campagne, et tout particulièrement le pavillon spécial réservé aux enfants anormaux. Ceux-ci, comme ceux de l'Asile de Château-Picon, plus sérieusement atteints que ceux qu'on peut garder dans les écoles publiques, sont éduqués suivant les principes et les procédés du docteur Bourneville.

C'est encore à M. le professeur Régis qu'est due l'initiative de la création de ce service spécial ; ce sont les consultations instituées par lui et par le docteur Jacquin, depuis 1905, à l'hôpital du Bouscat, qui ont été le point de départ du récent mouvement bordelais en faveur de l'éducation des enfants anormaux, mouvement auquel se sont associées bientôt les Administrations académique et municipale.

A l'issue de cette visite, une nouvelle gracieuseté nous attendait. MM. les médecins et chirurgiens de l'hôpital du Bouscat, avaient eu l'amabilité de nous inviter, en même temps que les représentants de la Société pour l'éducation sociale, à un déjeuner qui fut présidé par M. le professeur Régis, et auquel prirent part la plupart des personnalités déjà signalées.

L'après-midi fut consacrée, en partie, à la visite de l'*Institution nationale des sourdes-muettes*, très bien installée, rue Saint-Sernin, dans de vastes bâtiments construits et aménagés tout exprès, il y a un certain temps déjà. Conduits par le directeur, M. Emile Bourbon, nous en parcourûmes les diverses classes, tenues par des religieuses, sous l'autorité d'une supérieure, que ses capacités spéciales et ses longs services ont fait décorer de la croix de la Légion d'honneur.

La délégation lyonnaise alla ensuite visiter le *Dispensaire antituberculeux* de la rue François-de-Sourdis, qui a été fondé, il y a bientôt quatre ans, par M. le docteur Dupeux, avec le concours actif de M. le docteur Gentès, médecin consultant, professeur agrégé à la Faculté de médecine. Cet établissement fonctionne sous les auspices d'une Œuvre privée, alimentée par de nombreux souscripteurs, et rend de grands services à la population pauvre de la Ville. Mais son installation matérielle, très simple et très restreinte, ne saurait être comparée à celle du Dispensaire antituberculeux de Lyon.

Ce samedi soir, après cette visite, nous pûmes enfin, pour la première fois depuis deux jours, prendre, entre nous cinq, un modeste repas sans appareil.

Le dimanche 27, fut consacré au repos et à une excursion au bord de l'Océan, à Arcachon.

Le lundi 28, la mission, conduite par M. Balans, directeur de l'école de la rue Saint-Charles, délégué tout exprès par M. l'Inspecteur primaire Rotgès, allait visiter, dans la matinée, quelques monuments de Bordeaux, et tout particulièrement le Musée des Beaux Arts, dont les honneurs lui furent faits, sur ordre du Maire, par le Conservateur lui-même.

A midi, elle recevait, à son tour, à déjeuner, un certain nombre des personnes qui l'avaient accueillie et guidée avec tant d'obligeance et de bonne grâce.

L'après-midi, M. Rotgès et quelques autres, voulurent bien encore accompagner les délégués lyonnais à l'Exposition maritime et internationale, installée sur la belle place des Quinconces, et leur faire visiter la Maison des Œuvres sociales, de la rue Beaubadat.

Le séjour à Bordeaux était terminé. Après un dernier échange de cordialités, la délégation prenait, le soir même, le train qui devait la ramener à Lyon.

Je ne saurais trop insister, en terminant, sur l'accueil si aimable et si empressé qui nous a été fait à Bordeaux par tant de personnes.

Aux trois banquets qui nous ont été successivement offerts, de nombreux toasts furent échangés. Les plus chaleureux compliments furent adressés au Conseil municipal et au Maire de Lyon, ainsi qu'à leurs délégués; je dus me faire à chaque fois l'interprète de ceux-ci pour

remercier nos hôtes bordelais de leur si charmant accueil et pour leur exprimer notre vive satisfaction d'avoir pu, grâce à leur aimable empressement, voir, dans un si court délai, tant de choses intéressantes et de modèles à imiter.

Je n'ai pu faire autrement que de répondre à toutes les gracieusetés dont nous étions l'objet, en invitant les Bordelais à nous faire visite à Lyon et en les assurant que la Municipalité lyonnaise leur réserverait, à l'occasion, un accueil digne de celui qu'ils avaient fait à ses délégués.

J'ai donc l'honneur de vous demander, Monsieur le Maire, de vouloir bien proposer au Conseil municipal de confirmer cet engagement, et d'adresser ses remerciements aux personnes qui nous ont si bien reçus :

A M. Bague, directeur de l'Institut départemental des sourds-muets et sourdes-muettes, à Asnières (Seine);

A M. Anselme Léon, conseiller à la Cour, président du Comité Girondin de la Société pour l'Education sociale (rue du Tondu, 227, à Bordeaux) et à ses collègues du Bureau de cette Société;

A M. le Maire de Bordeaux et à ses adjoints;

A M. le docteur Régis, professeur à la Faculté de Médecine de Bordeaux, et à ses confrères, médecins et chirurgiens de l'Hôpital suburbain du Bouscat;

A MM. Thamin, recteur de l'Académie de Bordeaux, Alliaud, inspecteur d'Académie, et Rotgès, inspecteur primaire.

Le présent compte rendu de notre voyage n'est pour ainsi dire qu'une introduction au rapport médico-pédagogique en préparation. Quand celui-ci sera terminé et vous sera remis, vous pourrez voir, Monsieur le Maire, par l'exposé de nos travaux, que notre mission d'études n'aura pas été inutile, et vous pourrez donner l'assurance au Conseil municipal que, grâce à elle, la ville de Lyon sera aussi bien armée que possible, pour entreprendre résolument l'œuvre sociale de l'éducation des enfants anormaux, dont on peut attendre, dans l'avenir, de si bienfaisants résultats.

Lyon, le 12 novembre 1907.

D^r G. BEAUVISAGE,
1^{er} adjoint.

Vente des matériaux à provenir de la démolition des immeubles situés sur l'emplacement du groupe scolaire de la Martinière.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, la tentative d'adjudication qui a eu lieu à l'Hôtel de Ville, le 28 juin dernier, pour la vente des matériaux à provenir de la démolition des immeubles situés sur l'emplacement du groupe scolaire de la Martinière, n'a pas donné de résultat, aucun soumissionnaire ne s'étant présenté.

Ensuite de cet insuccès, des offres ont été provoquées de la part de divers entrepreneurs.

Quatre personnes ont répondu à l'appel qui leur a été adressé et ont déposé les soumissions jointes au dossier.

La soumission qui semblait contenir les meilleures offres, m'a paru devoir être écartée, son signataire n'ayant pas versé le cautionnement par lui offert dans le délai qui lui avait été imparti.

Des trois autres soumissions, la plus avantageuse est celle de MM. Peyratoux et Labrune.

Aux termes de leur engagement, ces entrepreneurs laisseraient les remblais au niveau des voies existantes et les démolitions seraient terminées à fin septembre 1908.

La Ville leur paierait une somme de 2,000 francs, mais seulement à la fin des travaux.

Le cautionnement serait réduit à la somme de 2,000 francs.

Comme il n'a pas été possible d'obtenir de meilleures conditions, je vous serai obligé, Messieurs, de vouloir bien examiner s'il n'y aurait pas lieu d'accepter la soumission de MM. Peyratoux et Labrune, qui ont d'ailleurs versé le cautionnement ci-dessus indiqué.

Dans l'affirmative, la somme de 2,000 francs à payer par la Ville aux dits entrepreneurs, pourrait être prélevée sur un crédit spécial à inscrire au budget de l'exercice 1908.

Lyon, le 4 novembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, nous vous proposons d'accepter la proposition de MM. Peyratoux et Labrune qui ont versé le cautionnement exigé et qui s'engagent, moyennant une indemnité de 2,000 francs à inscrire au budget de l'exercice 1908, à démolir les immeubles situés sur l'emplacement du Groupe scolaire projeté, entre les rues Pareille à l'Ouest, la rue Bouteille au Nord, la rue Tourret à l'Est et la rue Sergent-Blandan au Sud, couvrant une superficie de 1,350 mètres carrés. Le terrain sera remblayé au niveau des rues qui l'entourent et les démolitions seront terminées à fin septembre 1908.

Les maisons sises rue Tourret, 3 et 5, seront laissées provisoirement en leur état actuel.

Le Rapporteur,
Laurent CHAT.

(Adopté.)

Erection d'un monument à Noyelles-sous-Lens à la mémoire des victimes de la catastrophe de 1906. — Souscription de la Ville.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, la Municipalité de Noyelles-sous-Lens (Pas-de-Calais) a pris l'initiative d'élever un monument à la

mémoire des victimes de la catastrophe de mars 1906. A cet effet, elle a ouvert une souscription et par la lettre ci-jointe elle fait appel au concours de la ville de Lyon afin de lui permettre de mener à bien l'œuvre qu'elle a entreprise.

Vous vous rappelez, Messieurs, l'émotion que suscita dans le pays et dans le monde entier la catastrophe qui coûta la vie à plusieurs centaines de personnes.

Je vous propose de vous associer à l'œuvre de la Municipalité de Noyelles en votant une souscription de 100 francs qui pourrait être prélevée sur le crédit des : « Dépenses imprévues ».

Lyon, le 6 novembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, vous tiendrez certainement à honneur d'associer la ville de Lyon à l'érection du monument qui sera élevé à Noyelles-sous-Lens (Pas-de-Calais), à la mémoire des 103 malheureuses victimes que fit dans cette seule commune la catastrophe du 10 mars 1906.

Aussi nous vous proposons de voter une souscription de 100 francs à prélever sur le crédit des : « Dépenses imprévues. »

Le Rapporteur,
Laurent CHAT.

(Adopté.)

Frais et honoraires afférents à diverses instances en restitution de droits de stationnement introduites contre la Ville en 1892.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre deux mémoires, présentés par M^r Pondeveaux, et tendant au paiement d'une somme totale de 4,538 fr. 25, représentant les débours et honoraires qui lui sont dus à raison de nombreuses instances en restitution de droits de stationnement introduites contre la ville de Lyon en 1892 et au cours des années précédentes.

Ces instances, au nombre de 191, n'ont pas été jugées, l'arrêt de cassation (toutes chambres réunies) du 13 février 1901 n'ayant porté que sur quelques affaires-types, choisies pour faire juger le point de droit soulevé par les demandeurs, à savoir si les tarifs en vertu desquels avaient été perçus les droits dont il s'agit étaient réguliers.

La Cour de Cassation s'est, comme vous le savez, prononcée pour l'affirmative, et à l'exception d'un seul, celui afférent aux bateaux-mouvants (qui n'est pas en cause en l'espèce), tous les tarifs furent validés.

Pour en revenir aux frais occasionnés par les 191 instances restées en suspens, diverses solutions ont été examinées pour en poursuivre la liquidation et le règlement. La question a été soumise à

la Commission du Contentieux qui, par un avis motivé que vous trouverez au dossier, a conclu qu'il y avait lieu de considérer ces instances comme virtuellement terminées, la Ville supportant les frais exposés par son avoué sur son ordre et dans son intérêt.

En conformité de ces conclusions, je vous propose, Messieurs, de m'autoriser à payer à M^r Pondeveaux le montant de ses deux mémoires susvisés. La dépense serait prélevée, jusqu'à concurrence de 3,764 fr. 56, sur le reliquat du crédit inscrit à l'article du budget supplémentaire de 1907, et pour le surplus, soit 773 fr. 69, sur le crédit ouvert à l'article 208 du chapitre I^{er} pour : « Dépenses des exercices clos ».

Lyon, le 11 novembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION SPÉCIALE.

Messieurs, étant donné qu'un certain nombre de redevables sont décédés, disparus ou insolvable ; que les assignations qui leur seraient adressées en péremption des instances en restitution introduites par eux, obligeraient la Ville à exposer de nouveaux frais qui pour partie tout au moins resteraient à sa charge, nous vous demandons, conformément à l'avis de la Commission du Contentieux, de considérer les instances dont s'agit comme virtuellement terminées et d'autoriser M. le Maire à payer à M^r Pondeveaux, le montant de ses deux mémoires, soit 4,538 fr. 25, à prélever, savoir : jusqu'à concurrence de 3,764 fr. 56 sur le reliquat du crédit inscrit à l'article du budget supplémentaire de 1907, le surplus sur le crédit ouvert à l'article 208 du chapitre I^{er} pour : « Dépenses des exercices clos. »

Le Rapporteur,
Laurent CHAT.

(Adopté.)

Questions de M. Chat : 1^o au sujet de l'exécution du tramway du 1^{er} arrondissement ; 2^o au sujet de la suppression de l'arrêt du tramway « Gare de Vaise-Villeurbanne », à l'intersection des rues Lanterne et Constantine.

M. CHAT : Monsieur le Maire, je tiens à vous exprimer, au nom de tous mes collègues et au mien, la surprise éprouvée par les habitants du 1^{er} arrondissement, particulièrement ceux de la partie moyenne de la Grande-Côte et rues avoisinantes, du retard inexplicable que met la Compagnie O.-T.-L. à exécuter ses engagements et à établir la seconde partie du tronçon de la ligne « Place du Pont-Croix-Rousse ». Il y a non seulement un intérêt pour la facilité de la circulation, mais le prolongement immédiat jusqu'au sommet du jardin des Plantes s'impose pour dégager les abords du funiculaire. Je n'insiste pas sur d'autres considérations que mon collègue, M. Baudry, se réserve de développer.

Pour le second point, je demande, au nom des habitants du quartier Constantine-Lanterne, le rétablissement de l'arrêt qui existait autrefois pour permettre le changement du mode de traction, et qui pourrait être reporté avant l'intersection des rues Constantine et Lanterne. La Compagnie a supprimé cet arrêt de sa propre autorité et là encore elle nous place en présence du fait accompli.

M. LE MAIRE : La Compagnie des Omnibus et Tramways de Lyon vient de soumettre à M. l'Ingénieur en chef de la Ville le projet du tracé de la seconde partie, la plus difficile à exécuter, de la ligne « Place du Pont Croix-Rousse ». M. l'Ingénieur en chef a demandé deux modifications à ce tracé. La Compagnie les étudie en ce moment ; elle s'est engagée à nous soumettre le résultat de ses études dans un délai de dix à quinze jours.

Le reste du projet est définitivement arrêté. Dès que nous aurons obtenu de la Compagnie O.-T.-L. la satisfaction que nous lui demandons, dès que nous l'aurons amenée à respecter autant que possible le jardin que la ligne doit traverser, les travaux pourront être commencés.

L'arrêt du tramway « Gare de Vaise-Villeurbanne », à l'intersection de la rue Constantine et de la rue Lanterne, est-il très nécessaire ? Au premier abord, on peut en douter.

A proximité de ces rues se trouve la place des Terreaux, où plusieurs lignes se croisent. Entre la rue Lanterne et la place des Terreaux, la distance est seulement de 93 mètres. Nous étudierons cependant la question. Si cet arrêt peut être véritablement utile aux habitants du quartier, nous nous empresserons de le faire établir. Je me suis déjà assuré que la Compagnie O.-T.-L. n'y ferait pas d'opposition.

M. PIC : Je tiens à signaler à l'Administration municipale l'imprudence dont certains wattmen font preuve sur plusieurs lignes de tramways, celle des « Cordeliers-Monplaisir » par exemple. Sur cette ligne, chaque voiture remorque un buffalo ; très souvent les wattmen démarrent sans avoir reçu le signal des deux conducteurs du buffalo et de la voiture motrice. Cela peut occasionner de graves accidents. L'autre jour, une dame descendait d'un tramway « Cordeliers-Monplaisir » ; sa fillette la suivait. La voiture remorque s'ébranla avant qu'elle fut à terre ; ce n'est que grâce au conducteur du buffalo qui put retenir l'enfant qu'un grave accident fut évité. Il faudrait que la voiture remorque ne fut jamais mise en marche avant que les deux signaux de départ n'aient été donnés. Le démarrage de ces voitures se fait en outre beaucoup trop rapidement. Il me semble que la Compagnie des Omnibus et Tramways de Lyon pourrait donner à ses employés des instructions pour éviter le retour de pareils faits.

M. JACQUET : Depuis quelques temps,

Messieurs, il se produit de très nombreux accidents sur nos lignes de tramways. Je crois qu'ils sont dus surtout à la présence des voitures dites buffalo à la suite des voitures auto-motrices. La Compagnie ne pourrait-elle pas rechercher le moyen d'éviter ces accidents ? Je n'ai pas étudié la question à fond ; je n'ai d'ailleurs peut-être pas la compétence nécessaire pour le faire. Il me semble cependant que si l'on plaçait un garde-corps entre la voiture motrice et le buffalo, beaucoup d'accidents pourraient être évités. Ces accidents sont surtout produits par le fait du happage du buffalo qui est plus large que la remorque. Toutes les personnes qui tombent du marchepied d'une voiture motrice sont sûrement ramenées sous la voie du buffalo.

M. LE MAIRE : Je ne veux pas ouvrir la discussion sur les tramways. Il serait trop difficile de la fermer (*Rires.*) Nous avons obtenu de M. le Préfet la nomination d'une Commission spéciale devant laquelle seront traitées toutes les affaires concernant les tramways. Le service du Contrôle sera appelé à prendre position devant elle à propos de ces questions. Il me semble délicat d'empêcher sur les décisions de cette Commission. L'Administration municipale n'a cessé d'étudier les questions relatives aux tramways ; elle a spécialement porté son attention sur celles qui ont été traitées au cours de la dernière séance où le Conseil municipal s'est occupé de la Compagnie O. T. L. La lettre de la Compagnie dont je vais vous donner connaissance, en est la preuve. La Compagnie nous donne satisfaction sur un certain nombre de points, en ce qui concerne son matériel.

Compagnie des Omnibus et
Tramways de Lyon. — Ser-
vice de l'exploitation.

Lyon, le 23 novembre 1907.

Monsieur le Maire,

Nous avons l'honneur de vous soumettre les dessins d'ensemble des voitures automotrices que nous comptons faire construire pour assurer le service sur le réseau actuel, ainsi que sur les lignes projetées.

Nous demandons l'autorisation de construire cinquante voitures, du type à voie normale, et dix voitures à voie étroite.

Toutes ces voitures auront les plateformes fermées par des châssis à glace, les parties correspondantes aux marchepieds seront munies de rideaux.

Elles seront munies du frein à mains avec commande par volant vertical et du frein électrique.

Nous installerons sur ces voitures le chasse-corps automatique du système Hudson-Browning.

Dans les voitures à voie normale, les banquettes seront.... etc.

Je vous soumettrai bientôt pour avis, les documents que voici. Le dossier contiendra les bleus des types nouveaux de voitures. La question du chasse corps est, vous le voyez, en voie de solution.

M. JACQUET : Le chasse-corps auquel je faisais allusion tout à l'heure, Monsieur le Maire, n'est pas celui qui doit

être placé à l'avant de la voiture motrice comme l'indique la Compagnie dans la lettre que vous venez de nous lire ; ce serait plutôt un garde-corps placé entre la voiture motrice et le buffalo.

M. LE MAIRE : La disposition du marchepied des voitures motrices est parfois défectueuse. J'ai déjà fait des observations à ce sujet à la Compagnie des Omnibus et Tramways. Toutes ces questions seront traitées dans les réunions de la Commission dont la formation est décidée.

M. JACQUET : Je soumettrai mes observations à cette Commission.

Construction d'un égout chemin des Culattes, entre le chemin des Chanées et l'égout du chemin de la Colombière.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, par une pétition du 21 juin 1906, MM. Guichard et Pascal, régisseurs d'immeubles, agissant au nom des propriétaires et des locataires des maisons situées le long du chemin des Culattes et portant les n° 117 à 127, ont demandé le prolongement de l'égout du chemin de la Colombière jusqu'au droit du chemin des Chanées, afin d'assurer l'évacuation des eaux pluviales et ménagères desdites maisons.

Cette demande est absolument fondée.

En effet, la construction récente d'un groupe de six maisons comprenant 120 ménages, à l'intersection du chemin des Chanées et du chemin des Culattes, occasionne le déversement sur la chaussée de cette dernière voie, d'une quantité importante d'eaux ménagères qui se rendent dans un puits perdu aménagé pour les absorber sur le chemin des Chanées, à proximité de l'église de Notre-Dame-des-Anges.

Par suite du mauvais fonctionnement ou de l'insuffisance de ce puits perdu, il se produit, sur les rues ou sur les terrains particuliers situés à proximité, des débordements qui donnent lieu à des odeurs insalubres en temps de sécheresse.

Pour remédier à cette situation, qui a fait l'objet de plusieurs réclamations, MM. les Agents voyers ont dressé, conformément à mes instructions, un projet de canalisation que j'ai l'honneur de vous soumettre.

D'après ce projet, l'égout à construire aurait une longueur de 290 m. 25, comprise entre la rue des Chanées et le chemin de la Colombière, et une hauteur intérieure de 1 m. 50.

La dépense est évaluée dans le détail estimatif à la somme de 9,000 francs, y compris une somme à valoir de 1,239 fr. 50 pour travaux imprévus et frais de surveillance.

Je vous propose, Messieurs, de vouloir bien approuver ce projet et décider que les travaux feront l'objet d'une adjudication publique, conformément à

l'art. 37 du règlement général sur les chemins vicinaux.

Quant à la somme de 9,000 francs, montant de la dépense, elle pourra être prélevée sur le crédit de 100,000 francs inscrit au budget de l'exercice courant pour : « Construction d'égouts ».

Lyon, le 14 octobre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, le projet qui vous est soumis comporte la construction, chemin des Culattes, d'un égout ovoïde en béton de ciment, d'une longueur de 290 m. 25, entre un puisard situé chemin des Chanées et l'égout du chemin de la Colombière, et entraîne une dépense de 9,000 francs pouvant être prélevée sur le crédit de 100,000 francs inscrit au budget de l'exercice courant pour construction d'égouts.

La construction de cet égout réclamée par plusieurs pétitions et notamment par le Comité des intérêts locaux de l'agglomération des quartiers de la Mouche, constituera une amélioration certaine au point de vue hygiénique. Aussi je vous propose, au nom de votre Commission générale, d'approuver le projet de l'Administration, les plans et devis dressés par MM. les Agents voyers du service vicinal et de décider que les travaux feront l'objet d'une adjudication publique conformément à l'article 37 du règlement général sur les chemins vicinaux.

Le Rapporteur,
E. TIXIER.

(Le Conseil adopte.)

Travaux de protection des pelouses de divers jardins publics.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, le budget de l'exercice courant comporte (art. 89, chap. I^{er}) un crédit de 3,000 francs pour travaux de protection des jardins publics.

Pour assurer l'emploi de ce crédit, M. le Directeur du service des Cultures a dressé un projet que j'ai l'honneur de vous soumettre.

Ce projet prévoit :

1° La pose de 15 mètres de treillage, modèle Bellecour, dans le jardin du séminaire, vers le débouché du pont du chemin de fer, et l'entourage de certaines pelouses de ce jardin encore dépourvues d'appareils de protection, par une tige de fer demi-rond, sur une étendue de 425 mètres ;

2° L'établissement d'un semblable entourage sur le pourtour du petit square Raspail sur une longueur de 90 mètres ;

3° La pose de 2835 mètres de fils de fer le long de diverses pelouses du Parc de la Tête-d'Or.

Les travaux seraient exécutés en régie par le service des Cultures, l'atelier du

Parc étant suffisamment outillé et possédant aujourd'hui une équipe d'ouvriers expérimentés pour ce genre de travail.

Les dés en mâchefer dans lesquels seront implantés les supports, les dés en pierre et les matières premières de la peinture seraient fournis par les adjudicataires de la Ville aux conditions de leurs marchés. Seuls les fers et fils de fer galvanisés seraient acquis à la Maison Cabaud, rue de Penthièvre, 5, qui s'est engagée, par une soumission spéciale, à les fournir jusqu'au 31 décembre 1907 aux prix du bordereau joint au dossier.

D'après le détail estimatif, la dépense est évaluée, rabais réduits, à la somme de 2,999 fr. 12 se décomposant comme suit :

1° Fourniture de fers et fils de fer	1.735 39
2° Dés en mâchefer.....	300 45
3° Dés en pierre.....	59 45
4° Droguerie pour peinture..	93 56
5° Travaux en régie	810 27
Total égal...	2.999 12

Je vous propose, Messieurs, de vouloir bien :

1° Approuver le projet qui vous est soumis ;

2° Approuver la soumission présentée par M. Cabaud, rue Penthièvre, 5, pour la fourniture de fers et fils des fer, et décider que les autres fournitures seront confiées aux adjudicataires de la Ville aux conditions de leurs marchés respectifs ;

3° Décider, de plus, que les travaux seront exécutés en régie par le service des Cultures.

Quant à la somme de 2.999 fr. 12, montant de la dépense, elle sera prélevée sur le crédit inscrit à l'article 89 du chap. I^{er} du budget de l'exercice courant, sous le titre : « Travaux de plantations et aménagements divers des jardins et promenades. Appareils de protection pour les jardins publics ».

Lyon, le 17 octobre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Au nom de la Commission générale, M. CARLE, rapporteur, propose au Conseil d'approuver les conclusions du Rapport de l'Administration.

(Ces conclusions sont adoptées.)

Hôtel des Invalides du travail. — Modification au règlement du personnel.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, par une lettre que vous trouverez jointe au présent rapport, M. le Directeur de l'Hôtel des Invalides du travail demande une modification au règlement du personnel en ce qui concerne le chauffeur-mécanicien attaché à l'établissement.

Le règlement du 26 décembre 1906 stipule que le titulaire de cet emploi

reçoit de l'établissement le logement et la nourriture et un traitement pouvant varier de 600 à 840 francs par an. M. le Directeur de l'Hôtel des Invalides propose que cet employé soit autorisé à prendre ses repas et à loger au dehors.

Bien que cette mesure doive se traduire par une élévation du traitement de l'employé intéressé, j'estime qu'il convient d'accueillir cette proposition.

En raison de la nature du service qui lui est confié et de la multiplicité des petits travaux qu'il peut être appelé à exécuter, j'estime qu'il y a intérêt à attacher d'une façon définitive le chauffeur-mécanicien à l'établissement.

Ce résultat ne peut être atteint si on lui impose l'obligation de loger et de prendre ses repas à l'Hôtel des Invalides.

Je vous propose donc de modifier le règlement du personnel sur ce point et de décider que cet emploi sera divisé en cinq classes auxquelles correspondraient les traitements de 2,100, 2,200, 2,300, 2,400, 2,500 francs.

Cet employé participerait à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

Lyon, le 7 novembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, le chauffeur-mécanicien de l'Hôtel des Invalides du Travail demande à l'Administration une augmentation de salaire. M. le Maire nous propose de modifier le règlement du personnel de cet établissement et de décider que cet emploi sera divisé en cinq classes correspondant à un traitement de 2,100, 2,200, 2,300, 2,400 et 2,500 francs.

En raison des travaux multiples qui sont confiés à cet employé, qui devra assurer sous peu la conduite de deux générateurs pour la cuisine à vapeur, il y a lieu de l'autoriser à prendre ses repas en dehors de l'établissement. Toutefois il ne devra pas se loger à plus d'une centaine de mètres de l'Hôtel pour qu'en cas d'accidents, il soit sous la main de la Direction.

Par conséquent votre Rapporteur, au nom de la Commission générale, vous propose d'adopter ce rapport.

Le Rapporteur,
CARLE.

(Le Conseil adopte.)

Enlèvement des immondices.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, l'Administration municipale se propose de modifier complètement le système actuellement en vigueur pour la collecte et l'évacuation des immondices. En ce qui concerne l'évacuation, nous avons cru devoir, après de longues études et plusieurs visites à l'étranger, vous proposer la création d'une usine d'incinération. Le *Bulletin*

municipal du 17 novembre courant a publié le programme du concours institué à cet effet. Au début de l'année 1908, vous aurez à choisir parmi les projets qui vous auront été présentés.

Il est de toute évidence que la transformation du système d'évacuation devra amener une transformation du système de collecte. Le procédé actuel consiste, en effet, à disséminer les immondices qui sont utilisées par l'agriculture. Avec une usine, il faudra instituer un procédé qui permette, au contraire, de faire converger les immondices au même point. Les agriculteurs qui voudront nous acheter des immondices devront alors venir les chercher dans les entrepôts de l'usine.

J'ai demandé à la Compagnie des Omnibus et Tramways de Lyon d'étudier un projet qui pourrait permettre d'utiliser la voie ferrée pour l'adduction rapide des immondices à l'usine. Le problème des automobiles lourds n'étant pas encore complètement résolu, il semble bien que l'utilisation de notre réseau de tramways soit le seul moyen pratique d'amener les immondices au lieu de combustion. Une pareille étude soulève d'ailleurs de nombreuses difficultés de détail ; il est vraisemblable que le nouveau système de collecte, s'il peut être mis au point, ne pourra fonctionner qu'avec le nouveau mode de transformation.

Dans ces conditions, Messieurs, les marchés pour l'enlèvement des immondices expirant le 31 décembre 1907, il importe de faire à nouveau des contrats à court terme. Il ne me paraît plus nécessaire d'essayer de mettre en usage des tombereaux dits « hygiéniques ». Ces tombereaux ne pourraient être achetés qu'aux frais de la Ville et nous n'aurions pas à notre disposition un délai suffisant pour amortir cette dépense. Le mieux est d'accélérer le plus possible l'installation de l'usine et la réforme de la collecte au moyen de wagons fermés. Il serait temps de revenir au système des tombereaux hygiéniques si le projet que nous avons demandé à la Compagnie O.-T.-L. se heurtait pratiquement à des difficultés techniques ou financières insurmontables.

Je vous propose donc, Messieurs, de m'autoriser ou à procéder à une adjudication publique, ou à traiter pour une période d'un an avec l'entrepreneur qui, dès maintenant, accepte de se charger au prix actuel de la totalité de l'entreprise.

Lyon, le 21 novembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

M. CARLE, rapporteur : Messieurs, depuis la séance de Commission générale de jeudi dernier, où vous avez approuvé les conclusions du rapport de M. le Maire au sujet de l'enlèvement des immondices, cette question s'est un peu modifiée, de nouvelles propositions ayant été faites au dernier moment. Je demande à M. le Maire ou de nous donner son opinion sur les soumissions reçues,

ou, s'il estime qu'il y a lieu de procéder à une étude nouvelle, de retirer le dossier.

M. LE MAIRE : Messieurs, l'Administration municipale vous prie simplement de confirmer ce soir votre vote de jeudi passé. Elle vous demandait de l'autoriser à traiter de gré à gré avec l'entrepreneur qui lui consentait les meilleures conditions. Elle vous demande aujourd'hui de lui donner pouvoir de traiter pour un an, avec faculté de prolongation de trois mois en trois mois, avec l'entrepreneur qui, offrant de suffisantes garanties, donnera à la Ville le plus d'avantages.

Il est en effet impossible de retarder davantage cette affaire. Le public ne peut être victime des luttes d'intérêts qui se produisent entre les entrepreneurs. Je demande donc au Conseil de vouloir bien confirmer la décision prise dans la dernière réunion de la Commission générale, et d'autoriser l'Administration à traiter de gré à gré avec celui des fournisseurs qui offrira à la Ville le plus d'avantages.

M. CARLE, rapporteur : Et des garanties, Monsieur le Maire.

M. LE MAIRE : Et des garanties, c'est évident, dont la première sera le dépôt d'un cautionnement. En agissant ainsi, nous n'excluons aucune des propositions qui peuvent nous être apportées.

M. FORET : Depuis la dernière séance de la Commission générale, les choses ont changé. Des propositions nouvelles ont été faites et d'autres peut-être peuvent se manifester encore. Dans ces conditions, je dis qu'on ne peut pas céder aux offres présentées par les entrepreneurs actuels. La loi de la concurrence nous commande de mettre les demandeurs en face les uns des autres et de traiter avec celui d'entre eux qui offrira les meilleures conditions.

M. LE MAIRE : C'est ce que nous allons faire.

M. FORET : Il faut, en d'autres termes, procéder à une adjudication restreinte.

M. LE MAIRE : C'est entendu. Nous ne pouvons pas mettre l'enlèvement des immondices en adjudication publique pour les raisons que je vous ai données. Des propositions me sont adressées dix minutes ou un quart d'heure avant l'ouverture de la séance ; il est possible que ces propositions soient intéressantes, mais vous voudrez bien convenir, Messieurs, qu'il m'est difficile de me prononcer sur elles immédiatement. Il est impossible d'administrer de cette façon-là. Je ne peux pas davantage retirer un dossier qui a été régulièrement déposé devant le Conseil municipal, pour entamer une nouvelle discussion avec tel ou tel entrepreneur insoupçonné hier et qui n'a pas voulu faire de propositions en temps utile.

M. FORET : Peut-être se révélera-t-il d'autres offres plus avantageuses encore que celles dont vous parlez. C'est

pour cela que je demande que les entrepreneurs soient mis en concurrence.

M. le MAIRE : C'est bien l'intention de l'Administration.

Les offres qui nous sont récemment parvenues prouvent que notre première décision était très heureuse. La proposition soumise au Conseil municipal tendait à traiter avec un M.X..., qui, seul, acceptait la totalité de l'entreprise, c'est-à-dire l'enlèvement des immondices sur l'ensemble des voies urbaines et vicinales des six arrondissements. Cette proposition fut adoptée à la séance de jeudi dernier. Depuis, cette décision a été connue et — cela n'a rien de regrettable, puisque cela se traduit par des avantages supérieurs offerts à la Ville — de nouvelles propositions ont été faites à l'Administration. Certaines de ces propositions émanent d'entrepreneurs qui avaient déclaré ne pouvoir assurer l'enlèvement complet des immondices. Nous les étudierons toutes. Je demande au Conseil municipal d'armer l'Administration de tous les pouvoirs nécessaires pour passer un marché de gré à gré dans les conditions les plus favorables pour la Ville. Il est nécessaire que ce marché soit à court terme et que nous puissions le résilier au moment voulu.

M. CARLE, rapporteur : C'est dans ce sens que je conclus également.

M. ROGNON : Je profite de la discussion de ce dossier pour signaler à l'Administration les conditions dans lesquelles est effectué l'enlèvement des immondices sur les chemins de la banlieue. Puisqu'on doit renouveler pour un an cette entreprise, je voudrais que le service fût fait d'une façon plus sérieuse.

Aux termes du cahier des charges, les immondices doivent être enlevées tous les deux jours ; les ronds ne passent que tous les huit, quand ce n'est pas tous les quinze jours. En plus de cela, ils déposent souvent en tas, les détritiques et les boues sur les trottoirs, ce qui occasionne des accidents.

Je signale ces faits à l'Administration pour que l'entrepreneur qui va prendre la suite du marché soit tenu de respecter les conditions de son cahier des charges.

M. LE MAIRE : Nous avons demandé une étude au service vicinal ; elle est jointe au dossier que possède M. le Rapporteur. Nous avons pris nos précautions pour que le nouveau cahier des charges contienne un certain nombre de dispositions précises et des pénalités.

M. TIXIER : Il faudrait une surveillance sévère.

M. LE MAIRE : Elle sera exercée.

M. CARLE, rapporteur : Si quelques amendes étaient infligées à l'entrepreneur, il ferait bien son service convenablement.

M. LE MAIRE : Messieurs, sous le bénéfice des observations qui ont été présentées, je mets aux voix les conclu-

sions de l'Administration acceptées par M. le Rapporteur.

(Adopté.)

M. LE MAIRE : Ces conclusions sont adoptées à l'unanimité.

Allocations à la Caisse de prêts aux Tisseurs.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, la Caisse de prêts aux tisseurs a récemment organisé un concours sur des questions relatives au relèvement du tissage lyonnais. Ce concours a donné les résultats les plus intéressants. Vingt-sept mémoires ont été déposés et des prix ont dû être distribués. Cette tentative ne peut pas nous laisser indifférents ; la ville de Lyon a le devoir de s'intéresser à tout ce qui peut contribuer à l'amélioration de la déplorable situation de nos tisseurs.

Je vous prie en conséquence, Messieurs, de bien vouloir voter une somme de 300 francs qui serait distribuée par la Caisse de prêts à ceux des concurrents qui n'ont pas encore été primés et qui le méritent cependant. De plus, je vous demanderai de bien vouloir voter une subvention de 200 francs pour le concours d'architecture que la Caisse de prêts organise (construction d'une cité ouvrière avec atelier et usine coopératifs.)

Ces sommes seraient prises sur le crédit des « Dépenses imprévues ».

Lyon, le 22 octobre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, dans une séance récente (22 juillet), j'attirais l'attention du Conseil sur les résolutions émises, en faveur de la participation des villes à l'œuvre des Habitations à bon marché, par le Congrès de l'Alliance d'hygiène sociale, réuni au mois de mai dans notre Ville, et par le Congrès radical-socialiste de Lyon, tenu au début de juillet.

Je pourrais citer, dans le même ordre d'idées, la motion identique votée, sur ma proposition, et en conformité du vœu émis par sa neuvième Commission dite « des lois ouvrières », par le Congrès national du parti radical et radical-socialiste tenu à Nancy il y a quelques semaines.

Or, Messieurs, l'intéressante initiative prise par la Caisse de prêts aux tisseurs nous fournit une occasion tout à fait favorable d'inaugurer dans notre Ville cette forme d'action sociale. Vous connaissez tous le double concours institué par cette Caisse sur la motion de notre collègue, M. Gorjus, au zèle éclairé duquel je tiens d'autant plus à rendre publiquement hommage que ses intentions généreuses ont été dénaturées par l'esprit de parti.

L'un de ces concours tendait à l'étude

d'un projet d'édification d'une cité ouvrière spécialement construite et aménagée pour les tisseurs ; l'autre à l'étude d'un projet de tissage à façon.

Ces deux concours ont été couronnés d'un plein succès. Vingt-sept mémoires ont été déposés, et plusieurs prix ont été décernés. — Mais la somme dont la Caisse disposait pour récompenser les efforts des concurrents est vraiment insuffisante. Aussi, l'Administration municipale, désireuse de donner à cette institution un témoignage d'estime, vous propose-t-elle, Messieurs, de voter :

1° Une somme de 300 francs, destinée à majorer les primes accordées, et à récompenser certains concours méritants qui n'ont pu être primés faute de ressources suffisantes ;

2° Une subvention de 200 francs pour le concours d'architecture organisé par la même Caisse (construction d'une cité ouvrière avec atelier et usine coopératifs).

L'atelier coopératif n'est ni une nouveauté, ni une tentative révolutionnaire. L'expérience en a été faite déjà, avec un plein succès, à l'étranger, notamment en Suisse, en Allemagne, en Autriche, en Angleterre : les ouvriers qui se groupent ainsi réalisent une sérieuse économie sur leurs frais généraux, et parviennent, à salaire ou prix de façon égal, à une condition matérielle sensiblement supérieure à celle des travailleurs isolés. — Plusieurs tentatives du même genre ont été faites en France. Il y a quelques semaines, était inauguré l'atelier de tissage coopératif de Roubaix. — L'immeuble, construit par les ouvriers eux-mêmes, comporte trois étages sur rez-de chaussée : Au rez-de-chaussée sont installés les métiers des coopérateurs (18 métiers Swoden acquis à tempérament), et un restaurant-estaminet ne débattant que des boissons hygiéniques ; au premier, se trouve une salle de fêtes ; le deuxième contient une salle de piquage et des magasins ; le troisième enfin est affecté à l'entrepôt et à la préparation des matières premières (Voir la *Démocratie du Sud-Est*, n° du 24 novembre 1907). Vingt ouvriers et ouvrières forment le personnel initial de cette petite usine coopérative, de production et de consommation tout à la fois. Mais ce n'est là qu'un début et, bien dirigée, cette entreprise est susceptible de sérieux développements.

L'institution, qui a fait ses preuves à l'étranger, qui est en voie de réussite à Roubaix, dont les tissages ne laissent pas que de présenter une certaine analogie avec les nôtres, doit également pouvoir s'acclimater à Lyon, au sein de la population laborieuse de la Croix-Rousse. Il est en tous cas du devoir d'une municipalité républicaine d'aider à ses débuts.

Aussi votre Commission générale vous propose-t-elle de voter, à cet effet, les crédits demandés par l'Administration, soit 500 francs au total. Cette somme sera prélevée sur le crédit des : « Dépenses imprévues ».

Le Rapporteur,
P. PIC.

(Ces conclusions sont adoptées.)

Hospices civils de Lyon. — Mainlevée d'inscription hypothécaire.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, par une délibération du 17 juillet 1907, le Conseil général d'administration des Hospices civils de Lyon, a demandé l'autorisation de donner mainlevée de l'inscription prise d'office au deuxième bureau des hypothèques de Lyon, le 15 décembre 1906, ainsi que des transcriptions de saisie et de dénonciation de saisie opérées au même bureau le 25 juin 1906, à l'effet de garantir aux dits hospices le paiement d'une somme de 2.103 fr. 45 qui leur était due par les consorts Lascombe et Farin, locataires d'une parcelle de la masse n° 166 bis, située aux Brotteaux, rue Bugeaud, 99, et qui a été mise à la charge de M. Mollard en suite de l'acquisition par ce dernier, à la barre du Tribunal civil de Lyon, des constructions édifiées sur ladite parcelle de terrain.

M. Mollard s'étant entièrement acquitté en capital et intérêts du montant des loyers mis à sa charge lors de l'adjudication, ainsi que le constate le certificat ci-joint délivré par M. le Receveur des Hospices, le 9 juillet 1907, rien ne paraît s'opposer à ce qu'il soit donné satisfaction à cette demande.

Il vous appartient néanmoins, Messieurs, conformément aux prescriptions de l'article 10 de la loi du 7 août 1851, de donner votre avis au sujet de cette affaire.

Lyon, le 4 novembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Sur la proposition de M. Pic, rapporteur de la Commission spéciale, le Conseil émet un avis favorable à la délibération du Conseil général d'administration des Hospices civils de Lyon, en date du 17 juillet 1907.

Hospices civils de Lyon. — Mainlevée d'inscription hypothécaire.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, par une délibération du 28 août 1907, le Conseil général d'administration des Hospices civils de Lyon a demandé l'autorisation de donner mainlevée de l'inscription de privilège de vendeur, prise d'office au bureau des hypothèques de Lyon, le 29 octobre 1898 à l'effet de garantir aux dits hospices le paiement du solde du prix de vente d'une parcelle de terrain dépendant de la masse n° 77 aux Brotteaux dont M. Ravier, notaire à Lyon était demeuré adjudicataire le 18 octobre 1898 pour le compte de diverses personnes et notamment de M. Jean-Baptiste Germain, rentier, demeurant à Lyon, avenue Félix-Faure, n° 188, à concurrence d'une superficie de 288 mètres carrés.

M. Jean-Baptiste Germain ayant complètement soldé son prix d'acquisition,

ainsi que le constate la quittance notariée ci-jointe, rien ne paraît s'opposer à ce qu'il soit donné satisfaction à cette demande.

Il vous appartient néanmoins, Messieurs, conformément aux prescriptions de l'article 10 de la loi du 7 août 1851, de donner votre avis au sujet de cette affaire.

Lyon, le 4 novembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Le Conseil, sur la proposition de M. Pic, rapporteur de la Commission générale, émet un avis favorable à la demande contenue dans la délibération des Hospices civils de Lyon, en date du 28 août 1907.

Ecole spéciale militaire. — Bourse de l'Etat.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre un dossier relatif à une demande de bourse de l'Etat à l'Ecole spéciale militaire de Saint-Cyr.

Il vous appartient, Messieurs, de donner votre avis au sujet de la suite à donner à cette demande.

Lyon, le 23 octobre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Au nom de la Commission spéciale, M. GORJUS, rapporteur, propose au Conseil, en raison de la situation de fortune du pétitionnaire, d'émettre un avis défavorable à la demande de bourse de l'Etat à l'école spéciale militaire de Saint-Cyr, formée par M. Gonnet, en faveur de son fils.

(Avis défavorable est émis.)

Renouvellement, en 1908, de l'imposition extraordinaire de 4 centimes additionnels pour remboursement d'emprunts.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, le projet de budget de 1908 comprend, à l'article 2 des recettes extraordinaires, une prévision de 305,200 francs, montant du produit de 4 centimes additionnels au principal de quatre contributions directes, spécialement affecté au remboursement des emprunts communaux.

Ces centimes devant être compris dans les rôles actuellement en préparation, il y a intérêt à ce qu'ils soient votés et approuvés le plus promptement possible. Je vous propose, en conséquence, d'émettre à ce sujet un vote spécial dans votre plus prochaine séance.

J'ajoute que cette imposition n'est que le renouvellement, pour l'année 1908, de l'imposition d'égal chiffre autorisée

en 1907; elle n'est donc pas destinée à aggraver les charges des contribuables.

Lyon, le 6 novembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION SPÉCIALE.

Messieurs, votre Commission spéciale vous demande d'approuver le renouvellement, pour 1908, de l'imposition extraordinaire de 4 centimes additionnels affectée au remboursement des emprunts communaux, ce qui n'aggrave pas les charges des contribuables.

Le Rapporteur,
Henry GORJUS.

(Ces conclusions mises aux voix sont adoptées.)

Institution des sourds muets de Villeurbanne. — Bourse municipale.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, une bourse municipale est vacante à l'Institution des sourds-muets de Villeurbanne.

Je vous propose, Messieurs, de vouloir bien l'attribuer au jeune Chapas (Francisque-Marius), dont le dossier est ci-joint.

Cette désignation aurait son effet à partir du 1^{er} novembre 1907.

Lyon, le 7 novembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Au nom de la Commission spéciale, M. GORJUS, rapporteur, propose au Conseil d'attribuer au jeune Chapas (Francisque-Marius), la bourse municipale vacante à l'Institution des sourds-muets de Villeurbanne.

(Le Conseil adopte.)

Subvention de la Chambre de Commerce pour le fonctionnement de l'Ecole de Commerce et de Comptabilité pour jeunes filles. — Sentence arbitrale.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, par délibération du 6 mars 1906, vous avez accepté le choix de M. Caillemer, doyen de la Faculté de Droit, comme arbitre dans le différend survenu entre la ville de Lyon et la Chambre de Commerce au sujet du refus, par cette dernière, de payer sa subvention annuelle de 8,000 francs à partir du 1^{er} janvier 1905, pour le fonctionnement de l'Ecole de Commerce et de Comptabilité pour jeunes filles.

La Ville et la Chambre de Commerce se sont engagées à se conformer à la sentence de M. Caillemer.

La conclusion de cet honorable arbitre est la suivante :

« Il estime que l'équité sera satisfaite par le versement que la Chambre de Commerce fera à la ville de Lyon de la moitié de la subvention promise, c'est-à-dire de quatre mille francs pour l'année 1905, et pour l'année 1906, d'une somme proportionnée au temps pendant lequel l'Ecole de Commerce et de Comptabilité a subsisté ».

L'Ecole a cessé de fonctionner le 31 juillet 1906, époque à laquelle elle a été fusionnée avec l'Ecole supérieure de filles du Palais des Arts.

C'est donc une somme totale de 6,333 fr. 33 (4,000 francs pour l'année 1905 et 2 333 fr. 33 pour l'année 1906), dont la Chambre de Commerce est redevable à la ville de Lyon.

Je vous propose, Messieurs, d'autoriser M. le Receveur municipal à recouvrer cette somme dont le montant figurera en recette au budget supplémentaire de 1908.

Lyon, le 8 novembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, nous ne pouvons que remercier M. Caillemer, l'éminent doyen de la Faculté de droit, d'avoir bien voulu accepter d'être arbitre amiable, à titre gracieux, dans le différend en question.

Votre Commission générale est d'avis d'autoriser M. le Receveur municipal à recouvrer la somme de 6,233 fr. 33, dont la Chambre de Commerce est redevable à la Ville de Lyon.

M. le Maire nous indique que cette somme figurera au budget supplémentaire de 1908; cependant le Comité de patronage et de perfectionnement de l'école primaire supérieure et de commerce de filles exprime le vœu que cette somme qui lui était destinée, soit remise à la Caisse des écoles, qui la convertirait en rentes. Ces rentes serviraient alors à doter les laboratoires de physique et de chimie d'instruments indispensables, et à acquérir, pour la bibliothèque spéciale, des ouvrages commerciaux.

Vous savez, en effet, Messieurs, combien les budgets des écoles supérieures sont pauvres et qu'ils ne peuvent acheter que très rarement des instruments d'études.

Le Rapporteur,
Henry GORJUS.

M. LE MAIRE : L'Administration accepte cette proposition.

Messieurs, je mets aux voix les conclusions de la Commission générale.

(Adopté.)

Laboratoire municipal. — Création de deux emplois de chimistes.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, par un rapport que je vous sou mets, M. le Directeur du Laboratoire

expose que l'application à Lyon de la loi du 1^{er} août 1905, sur la répression des fraudes alimentaires a eu pour conséquence d'augmenter d'une façon très sensible le nombre des analyses à effectuer par son service.

Avant la mise en vigueur de cette loi, les analyses exécutées au Laboratoire de notre Ville variaient de 1,600 à 1,800. Dans son rapport, M. Bellier indique que ce nombre pourra, à l'avenir, atteindre près de 5,000. Il conclut à l'impossibilité de faire face à ces analyses avec le personnel actuel et il demande qu'il soit mis à sa disposition deux chimistes supplémentaires.

J'estime que le surcroît de travail incombant au Laboratoire justifie la demande de M. Bellier. Je vous propose, en conséquence, de décider la création de deux emplois de chimistes, dont les titulaires seront désignés par voie de concours, comme l'exige le règlement.

J'ajoute que cette mesure n'imposera pas de charge nouvelle au budget, l'Etat, en vertu de la loi précitée, allouant à la Ville une subvention annuelle variable, laquelle s'élève à 11,700 francs pour 1907.

Si votre décision est favorable, la somme nécessaire au paiement de ces deux employés sera définitivement inscrite au budget de l'exercice 1908.

Mais comme j'ai dû, pour ne pas laisser les travaux d'analyse en souffrance, autoriser l'emploi dès à présent de deux chimistes auxiliaires, je vous propose de voter un crédit de 800 fr., destiné au paiement de ces deux employés, jusqu'au 31 décembre prochain.

Lyon, le 23 octobre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, l'application à Lyon de la loi du 1^{er} août 1905, sur la répression des fraudes alimentaires a eu pour conséquence d'augmenter d'une façon très sensible le nombre des analyses qui de 1,600 pourra dans l'avenir s'élever à 5,000.

L'Administration municipale, sur la demande du Directeur du Laboratoire, nous propose la création de deux emplois de chimistes. Votre Commission générale abonde dans ce sens d'autant plus volontiers que cette mesure n'imposera pas de charges nouvelles au budget; les appointements de ces deux nouveaux employés devant être prélevés sur la subvention annuelle que l'Etat alloue à la Ville dans ce but.

La Commission générale vous propose donc d'approuver les conclusions du rapport de M. le Maire.

Le Rapporteur,
VIAL.

(Adopté.)

Fournitures diverses nécessaires, en 1908, aux établissements hospitaliers municipaux. — Adjudication publique.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre un projet de cahier des charges pour la mise en adjudication publique de fournitures diverses nécessaires, en 1908, aux établissements hospitaliers municipaux.

Les entreprises sont sérieées par lot suivant le tableau ci-après :

A. — FOURNITURE DE PAIN.

Premier lot.

Asile municipal Magnin-Fournet. Fr.	1.200
Orphelinat municipal de jeunes filles.	3.500
	<u>4.700</u>

Deuxième lot.

Asile de nuit à Perrache. Fr.	1.200
Œuvre municipale de la Bouchée de pain.	11.000
	<u>12.200</u>

Troisième lot.

Hôtel des Invalides du Travail... Fr.	15 000
---------------------------------------	--------

B. — Fourniture de viande.

Premier lot.

Asile municipal Magnin-Fournet. Fr.	3.000
Orphelinat municipal de jeunes filles.	1.200
	<u>6.700</u>

Deuxième lot.

Hôtel des Invalides du Travail... Fr.	24.000
---------------------------------------	--------

C. — Fourniture d'épicerie.

Premier lot.

Asile municipal Magnin-Fournet. Fr.	1.200
Orphelinat municipal de jeunes filles.	1.200
	<u>2.400</u>

Deuxième lot.

Hôtel des Invalides du Travail... Fr.	7.000
---------------------------------------	-------

D. — FRUITS ET LÉGUMES SECS.

Lot unique.

Asile municipal Magnin-Fournet. Fr.	200
Orphelinat municipal de jeunes filles.	300
Hôtel des Invalides du Travail.	4.000
	<u>4.500</u>

E. — BEURRE, ŒUFS ET FROMAGES.

Lot unique.

Asile municipal Magnin-Fournet. Fr.	1.200
Orphelinat municipal de jeunes filles.	900
Hôtel des Invalides du Travail.	7.000
	<u>9.100</u>

F. — CHARCUTERIE, TRIPERIE.

Lot unique.

Hôtel des Invalides du Travail... Fr.	2.500
---------------------------------------	-------

G. — Fourniture de vin.

Lot unique.

Orphelinat municipal de jeunes filles.	1.000
Asile municipal Magnin-Fournet... Fr.	800
Hôtel des Invalides du Travail.	12.000
	<u>13.800</u>

H. — Fourniture de vêtements pour HOMMES.

Lot unique.

Hôtel des Invalides du Travail... Fr.	4.000
---------------------------------------	-------

I. — Fourniture de rouennerie et de vêtements pour FEMMES.

Lot unique.

Asile municipal Magnin-Fournet. Fr.	1.500
Orphelinat municipal de jeunes filles.	2.500
Hôtel des Invalides du Travail.	4.500
	<u>8.500</u>

J. — Fourniture de chaussures.

Lot unique.

Asile municipal Magnin-Fournet. Fr.	400
Orphelinat municipal de jeunes filles.	1.800
Hôtel des Invalides du Travail.	3.000
	<u>5.200</u>

Le montant de chaque entreprise reste indéterminé et il n'est indiqué ci-dessus que pour servir de base à l'enregistrement. Il variera suivant les besoins du service sans que le fournisseur puisse soulever aucune réclamation à cet égard.

Je vous propose, Messieurs, de vouloir bien approuver ce projet de cahier des charges et m'autoriser à mettre en adjudication publique les fournitures dont il s'agit.

Lyon, le 25 octobre 1907.

Le Maire de Lyon,

Edouard HERRIOT.

Sur la proposition de M. VIAL, rapporteur de la Commission générale, le Conseil approuve le cahier des charges pour la mise en adjudication publique des fournitures nécessaires en 1908 aux établissements hospitaliers municipaux.

Palais des Arts. — Résiliation du bail de M. Drevon, place des Terreaux, n° 15 et 16.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, par bail du 20 avril 1905, la Ville avait loué à M. Drevon au prix de 5.000 francs par an, un magasin situé place des Terreaux, 15 et 16, pour une durée de neuf années, avec faculté réciproque de dédit pour le 24 juin 1910.

Par lettre ci-jointe, M. Drevon demande la résiliation de son bail.

Les motifs invoqués par ce locataire me paraissant de nature à justifier la faveur qu'il sollicite, j'ai fait préparer un projet de résiliation que j'ai l'honneur de vous soumettre en vous proposant de vouloir bien l'approuver.

Lyon, le 23 octobre 1907.

Le Maire de Lyon,

Edouard HERRIOT.

Le Conseil municipal sur la proposition de M. DECLÉRIS, rapporteur, au nom de la Commission générale, approuve la résiliation du bail consenti à M. Drevon pour le magasin situé place des Terreaux, 15 et 16.

Palais des Arts, rue de l'Hôtel-de-Ville, 10. — Résiliation du bail de la Société française du Timbre Escompte général.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, par bail expirant le 24 juin 1914, avec clause de dédit pour le 24 juin 1908, la Ville avait loué à la Société

française du Timbre Escompte Général, un magasin situé dans le Palais des Arts, rue de l'Hôtel-de-Ville, 10. Le prix du loyer était de 3,400 francs.

Le 19 septembre dernier, M. Jules Simon, syndic de faillite à Nancy, m'a informé que cette Société a été déclarée en état de faillite par jugement du Tribunal de Commerce de Nancy, et il a dénoncé à la Ville le bail du local du Palais des Arts.

Le produit de la vente du matériel et des marchandises, effectuée le 11 courant, ne couvrira qu'incomplètement le loyer du semestre courant pour lequel la Ville est créancière privilégiée de la faillite.

Dans ces conditions, il me paraît que la Ville n'a pas intérêt à se faire inscrire au rang des créanciers chirographaires de la faillite, et je vous propose, Messieurs, de résilier purement et simplement, à partir du 25 décembre 1907, le bail de la Société française du Timbre Escompte général.

Lyon, le 28 octobre 1907.

Le Maire de Lyon,

Edouard HERRIOT.

Au nom de la Commission générale, M. DECLÉRIS, rapporteur, propose au Conseil de résilier à partir du 25 décembre 1907, le bail consenti à la Société française du Timbre escompte général pour le magasin situé rue de l'Hôtel-de-Ville, 10.

(Adopté.)

Institution Denuzières. — Règlement de frais judiciaires.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, par un jugement du Tribunal civil de Lyon, en date du 18 juillet 1906, la ville de Lyon a été condamnée à payer 200 francs de dommages-intérêts aux époux Esprit-Prel, locataires dans l'immeuble situé rue Victor-Hugo, 13, ainsi qu'à la moitié de tous les frais s'élevant à 551 francs.

Cet immeuble appartient à la ville de Lyon, pour les revenus être affectés à l'Institution Denuzières.

C'est donc sur le budget de cet établissement que devrait être prélevé le montant des dépenses occasionnées par la perte de ce procès, soit 750 francs environ.

Dans une lettre en date du 19 octobre courant, M. le Président du Conseil d'administration de l'orphelinat Denuzières expose, au nom du Conseil, que l'établissement ne possède plus aucune somme disponible pour le moment, et que pour l'avenir, en raison de travaux importants que nécessite l'état de l'immeuble en question, le Conseil d'administration serait dans la pénible obligation de réduire le nombre de ses pupilles.

Il demande donc à la ville de Lyon de prendre à sa charge les frais de ce procès.

J'ai pensé, Messieurs, qu'il convenait

de faire droit à cette demande. Les orphelins hospitalisés dans cet établissement doivent, pour y être admis, être nés à Lyon. Ce sont donc des enfants lyonnais qui tomberaient nécessairement à notre charge, alors que notre orphelinat n'est pas encore construit.

Je vous propose, Messieurs, de m'autoriser à prélever les frais relatifs à ce procès sur le crédit inscrit à l'article 194 du chapitre 1^{er} de l'exercice 1907 pour : « Frais judiciaires et d'actes ».

Lyon, le 23 octobre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

M. RIVIÈRE, rapporteur de la Commission générale, propose au Conseil d'autoriser l'Administration municipale à prélever les frais du jugement rendu au profit des époux Esprit-Prel sur l'article 194 du budget de l'exercice 1907.

(Le Conseil adopte.)

Travaux exécutés pour la recherche d'une fuite d'eau. — Instance engagée contre la Ville.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, par un mémoire introductif d'instance, déposé le 16 septembre 1907 au greffe du Conseil de Préfecture du Rhône, M. d'Oncieu de la Batie, propriétaire de l'immeuble situé place Raspail, 2, demande le remboursement d'une somme de 266 fr. 96, montant des travaux qu'il a fait exécuter sur la voie publique, au mois de février dernier, pour rechercher la cause d'infiltrations d'eau qui se produisaient dans les caves dudit immeuble, et qui lui paraissaient provenir d'une fuite sur la canalisation de la Ville.

Conformément aux avis émis par M. le Directeur du service de la Voirie et par la Commission du Contentieux, j'ai l'honneur de vous proposer, Messieurs, de vouloir bien m'autoriser à défendre à cette instance.

Lyon, le 5 novembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Le Conseil municipal, sur la proposition de M. RIVIÈRE, rapporteur de la Commission générale, autorise l'Administration municipale à défendre à l'instance engagée contre la Ville par M. d'Oncieu de la Batie.

Péristyle du Grand-Théâtre. — Bail Volatier.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre un projet de bail pour la location à M. Volatier, photographe, d'un emplacement situé à gauche de l'entrée principale du Grand-Théâtre, sous le péristyle de la place de la Comédie, pour y installer des vitrines pour l'exposition

et la vente d'appareils, accessoires et fournitures photographiques et phonographiques.

Ce projet comporte la location de l'emplacement loué précédemment à M. Garcin. Cette location aurait une durée de neuf années et sept jours, avec faculté réciproque pour les parties de résilier le bail pour les 31 décembre 1910 et 1913 en se prévenant par écrit six mois à l'avance.

Le prix annuel de location est fixé à la somme nette de 520 francs, payable par semestre et à terme échu à la Caisse de la Ville.

Le preneur s'engage à verser à la Caisse municipale, comme garantie de l'exécution du bail, un cautionnement égal à une année de location.

Enfin, le preneur ne pourra faire aucun scellement, ni modifier la disposition actuelle des vitrines sans l'autorisation de l'Administration municipale et devra se servir d'un poêle à appareil fumivore pour le chauffage d'hiver.

Je vous propose, Messieurs, de vouloir bien approuver ce projet de bail.

Lyon, le 28 octobre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION SPÉCIALE.

Messieurs, l'Administration nous soumet un projet de bail pour la location à M. Volatier d'un emplacement situé à gauche de l'entrée principale du Grand-Théâtre sous le péristyle de la place de la Comédie.

Cette location aurait une durée de neuf années et sept jours avec faculté réciproque pour les parties de résilier le bail pour les 31 décembre 1910 et 1913.

Le prix de la location est fixé à la somme de 520 francs payable par semestre et à terme échu.

Le preneur versera à la Caisse de la Ville comme garantie de l'exécution du bail une année de location.

Je vous propose, Messieurs, de vouloir bien approuver ce projet de bail.

Le Rapporteur,
F. MOUSSET.

(Adopté.)

Péristyle du Grand-Théâtre. — Bail Nugues.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre un projet de bail pour la location, à M. Nugues, d'un emplacement situé à gauche de l'entrée principale du Grand-Théâtre sous le péristyle de la place de la Comédie.

Ce projet comporte la location de l'emplacement occupé jusqu'à présent par M. Delorme. Cette location aurait une durée de neuf années et sept jours, à partir du 25 décembre 1907. Les parties se réservent cependant la faculté

réciproque de résiliation pour les 31 décembre 1910 et 1913.

Le prix du loyer est fixé à la somme nette de 520 francs, payable par semestre et d'avance à la Caisse municipale.

Enfin, le preneur s'interdit de faire aucun scellement et de placer aucune enseigne sans l'autorisation expresse de l'Administration municipale. Il s'engage, en outre, à supporter, sans indemnité, toutes les réparations qui pourraient être faites au bâtiment du Grand-Théâtre et à tenir l'emplacement qui lui est loué dans un état constant de propreté.

Je vous propose, Messieurs, de vouloir bien approuver ce projet de contrat.

Lyon, le 28 octobre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION SPÉCIALE.

Messieurs, il s'agit d'un projet de bail pour la location à M. Nugues d'un emplacement situé à gauche de l'entrée principale du Grand-Théâtre sous le péristyle de la place de la Comédie.

Cette location aurait une durée de neuf années et sept jours à partir du 25 décembre prochain.

Les parties se réservent la faculté de réciproque résiliation pour les 31 décembre 1910 et 1913.

Le prix du loyer est fixé à la somme nette de 520 francs payable par semestre et d'avance.

Je vous propose, Messieurs, de vouloir bien approuver ce projet de bail.

Le Rapporteur,
F. MOUSSET.

(Adopté.)

Allocation d'une subvention à l'Union des Syndicats du tissage de la région lyonnaise.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre une demande par laquelle l'Union des Syndicats du tissage de la région lyonnaise sollicite de la Ville une subvention devant lui permettre, en désignant un secrétaire permanent, de créer à son siège, Bourse du Travail, un bureau de placement gratuit pour les ouvriers et ouvrières du tissage mécanique de Lyon et de la région.

La dite organisation me paraît digne de la bienveillance de la Municipalité ; elle est arrivée à grouper à Lyon et dans la région vingt-deux sections qui réunissent 11.000 adhérents, et a réussi à obtenir diverses améliorations dans les conditions de travail des ouvriers.

En raison de l'intérêt que mérite la corporation du tissage, je vous propose, Messieurs, de vous intéresser au but poursuivi par l'Union des Syndicats du tissage, en lui allouant à partir du 1^{er} janvier 1908, une subvention de 500 francs, qui serait prélevée sur le crédit inscrit au budget pour : « Subventions

aux Syndicats ouvriers légalement constitués ».

Lyon, le 4 novembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Sur la proposition de M. THÉVENON, rapporteur de la Commission générale, le Conseil alloue à l'Union des Syndicats du tissage une subvention de 500 francs.

Bureau de bienfaisance. — Conventions verbales avec les fournisseurs pour l'année 1908.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, comme les années précédentes, le Bureau de bienfaisance demande l'autorisation de traiter de gré à gré, pour l'année 1908, pour la fourniture des divers objets de consommation, de chauffage et autres, distribués aux assistés ou nécessaires au service de l'Assistance.

Cette mesure aurait lieu, pour l'année 1908, dans les conditions suivantes :

1° Avec les boulangers pour la fourniture de pain dit « de ménage », avec une réduction de 0 fr. 02 par kilog sur le prix établi par le Syndicat patronal des boulangers ;

2° Avec les bouchers, pour la fourniture de la viande de bœuf de 2^e catégorie au prix maximum de 1 fr. 20 le kilog ;

3° Avec les marchands de charbon, pour la fourniture de ce combustible, qualité dite « menu sortant », au domicile des indigents, au prix maximum de 3 fr. 60 l'hectolitre ;

4° Avec les épiciers et marchands de légumes ou de lait, pour la fourniture des légumes, lait et autres denrées alimentaires aux conditions les plus avantageuses ;

5° Avec les restaurateurs de la Ville pour la fourniture de repas à 0 fr. 80 l'un aux ouvriers nécessiteux et sans travail ;

6° Avec les pharmaciens agréés par le Bureau, pour la fourniture des médicaments aux indigents malades des quartiers excentriques, au prix du tarif admis par le Bureau de bienfaisance et par le Syndicat des pharmaciens de Lyon et du Rhône, les prix de ce tarif étant considérés comme un maximum.

Conformément aux conventions verbales arrêtées en 1883 entre M. le Maire de Lyon et l'Administration des Hospices civils, ces derniers continueront à fournir, au prix de revient, les médicaments nécessaires aux malades assistés du Bureau de bienfaisance domiciliés dans les autres quartiers de la Ville ;

7° Avec les bandagistes, orthopédistes et opticiens désignés pour la fourniture des objets et appareils ressortissant à leur profession, aux prix convenus entre eux et le Bureau de bienfaisance ;

8° Avec les marchands de chaussures, pour la fourniture des galoches au prix de 2 fr. 40 la paire pour hommes et femmes, 2 fr. la paire pour garçons et fillettes, 1 fr. 85 la paire pour enfants.

Il est entendu que le système régulier de l'adjudication continuera à avoir lieu pour la fourniture, en 1908, des vêtements, linges de corps et couvertures.

9° Avec les papetiers et imprimeurs, pour la fourniture des articles de bureau et des imprimés de toute nature, aux prix les plus avantageux.

Il vous appartient, Messieurs, de donner votre avis sur la suite à donner à cette demande d'autorisation.

Lyon, le 13 novembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, au nom de la Commission générale, j'ai l'honneur de vous proposer d'émettre un avis favorable à la demande par laquelle le Bureau de bienfaisance sollicite l'autorisation de traiter de gré à gré, pour l'année 1908, pour les fournitures nécessaires au service de l'assistance.

Ces traités seront conclus aux prix indiqués dans le rapport de l'Administration, sauf en ce qui concerne le charbon, qualité « menu sortant », dont le prix doit être, en suite de la décision prise par le Bureau de bienfaisance dans sa réunion du 29 novembre, ramené à 3 fr. 50. Ce chiffre a été accepté par le Syndicat.

Le Rapporteur,
THÉVENON.

(Le Conseil émet un avis favorable.)

Subvention à la Chambre syndicale des ouvriers tullistes réunis de Lyon, pour l'organisation d'un Congrès.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre une demande par laquelle la Chambre syndicale des ouvriers tullistes réunis de Lyon sollicite de la Ville une subvention devant lui permettre d'organiser, de concert avec l'Union des tullistes en dentelles, un Congrès corporatif, qui doit avoir lieu à Lyon, le 17 novembre courant.

Après examen de cette demande, je vous propose, Messieurs, de l'accueillir favorablement, et d'allouer à la dite Chambre syndicale une subvention de 150 francs qui serait prélevée sur le crédit inscrit au budget de l'exercice courant sous le titre : « Dépenses imprévues ».

Lyon, le 5 novembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

M. VOILLAT, rapporteur de la Commission générale, propose au Conseil d'allouer à la Chambre syndicale des ouvriers tullistes réunis de Lyon, une subvention de 150 francs.

(Adopté.)

Musées. — Etablissement de taxes d'entrée.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, dans le courant de l'année, diverses toiles de nos musées ont été endommagées par des individus qu'il a

été impossible de découvrir jusqu'ici. Ce sont : deux toiles de Sicard (Nicolas), peintre lyonnais vivant ; une toile de Ricard (Louis-Gustave), peintre marseillais ; une de Maas (Dick), peintre hollandais, et enfin une de Risambourg (Fabien van), peintre lyonnais.

Les lacérations sont facilement réparables et n'ont pas intéressé les parties essentielles.

Il convient, Messieurs, de mettre à l'abri de pareilles déprédations les chefs d'œuvre de nos Musées. J'ai immédiatement prescrit au service municipal de l'Architecture des mesures urgentes qui sont à l'étude ou en cours d'exécution. C'est ainsi que l'on écartera à un mètre du mur la barre d'appui. Dans certaines salles (galerie française, par exemple), l'écartement n'est que de 0 m. 45 à 0 m. 50, ce qui permet à une personne s'appuyant sur cette barre de toucher, sans être vue, les toiles de cimaise. On en mettra dans les salles qui en sont dépourvues, comme dans la salle dite de la Momie, par exemple.

Il faut proscrire de nos galeries les parapluies, cannes et ombrelles. On établira un vestiaire à l'entrée principale, assez vaste et facile d'accès et organisé de façon à éviter tout encombrement du public.

J'ai également prescrit de mettre sous verre les petites toiles qui se trouvent placées à la cimaise.

Outre ces précautions, la Commission consultative des Musées, dans sa séance du 10 octobre dernier, a demandé qu'il soit établi un droit d'entrée dans nos Musées.

Pour prévenir le retour d'incidents aussi déplorable, je n'hésite pas à vous proposer d'adopter cette mesure. Elle existe déjà dans un grand nombre de musées étrangers. La ville de Dijon l'a adoptée et l'applique depuis le mois d'avril 1904. M. le Maire de cette ville déclare, dans la lettre ci-jointe du 25 octobre dernier, « que cette disposition a donné de très bons résultats à tous les points de vue et n'a nullement influé sur le nombre des visiteurs. Cette redevance, fixée à 1 franc par personne seule et à 0 fr. 50 par personne faisant partie d'un groupe de visiteurs, a produit, en 1906, la somme totale de 4,034 francs ».

Si vous acceptez le principe de cette taxe d'entrée, je vous demanderais, Messieurs, d'adopter les dispositions générales suivantes :

Le droit d'entrée dans les Musées, y compris le Muséum, serait fixé à 1 franc par personne isolée et à 0 fr. 50 par personne faisant partie d'un groupe de visiteurs.

Exception serait faite pour les jeudis après-midi, les dimanches et jours fériés où tous les visiteurs seraient admis à titre gratuit.

La perception se ferait au moyen de tickets détachés d'un registre à souche et délivrés par le gardien-chef des Musées, sous le contrôle de M. le Commissaire spécial du Palais des Arts.

Le montant des droits perçus serait versé chaque mois à la Recette municipale sur le vu d'un bordereau dressé et

certifié exact par M. le Commissaire spécial du Palais des Arts.

L'Administration des Musées aurait la faculté d'exonérer de cette redevance les personnes que leur qualité, leur emploi ou leur profession recommanderaient pour cette faveur.

Ces taxes seraient perçues à partir du 1^{er} janvier prochain. Il y aurait lieu d'ouvrir à cet effet un article en recette et en dépense au budget primitif de 1908.

Si vous adoptez, Messieurs, les dispositions que j'ai l'honneur de vous proposer, vous contribuerez à donner à nos Musées une sécurité indispensable à la conservation de nos précieuses collections d'œuvres d'art.

Lyon, le 7 novembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, au nom de la Commission générale, je vous propose d'adopter les conclusions du rapport de l'Administration, étant entendu que les tickets d'entrée seront délivrés soit par le gardien-chef, soit par un employé des musées.

La Commission vous propose aussi de décider que les cartes gratuites d'entrée seront nominatives et qu'elles seront délivrées par l'Administration municipale et par l'Administration des musées.

L'Administration donnera des instructions en ce qui concerne l'entrée gratuite des enfants.

Le Rapporteur,
L. JACQUET.

M. LE MAIRE : Messieurs, l'établissement d'une taxe d'entrée dans les musées de notre Ville n'a nullement pour but d'en restreindre l'accès ; nous voulons uniquement connaître l'identité des personnes qui ont l'habitude de s'y rendre. Il est bien entendu que nous ferons payer aux personnes aisées et aux étrangers une taxe dont le produit sera employé au bénéfice de nos musées eux-mêmes. Mais, d'autre part, nous sommes tout disposés à donner des cartes gratuites, soit temporaires, soit permanentes, à toutes les personnes que leur profession ou leur éducation artistiques appellent au Palais des Arts.

La mesure dont je vous demande l'approbation est une mesure de préservation de nos musées, victimes, dans ces temps derniers, de déprédations odieuses. Elle ne portera atteinte en aucune façon aux droits et aux intérêts légitimes de ceux qui fréquentent nos musées, attirés par leurs collections. Je donnerai les instructions les plus larges dans ce sens. J'ai même l'intention de mettre à la disposition du secrétaire de la Bourse du Travail, et sous sa responsabilité, un certain nombre de cartes nominatives qu'il pourra distribuer aux personnes qui justifieront de leur identité et de leur situation ; ces cartes permettront l'entrée gratuite dans les musées.

Messieurs, sous le bénéfice de ces

observations, je mets aux voix les conclusions du Rapporteur.

(Adopté.)

Etats de propositions d'admission en non-valeurs de restes à recouvrer sur divers produits communaux de l'exercice 1906.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre cinq états de propositions, dressées par M. le Receveur municipal, pour l'admission en non-valeurs de restes à recouvrer sur divers produits communaux de l'exercice 1906.

Ces restes, dont le recouvrement n'a pu être opéré pour les motifs indiqués dans lesdits états, s'élèvent :

Eu principal, à.....Fr.	25.027 89
Et en frais de poursuites à.....	1.605 55
Soit au total à.....Fr.	26.633 44

Je vous prie, Messieurs, de vouloir bien statuer sur ces propositions.

Lyon, le 11 novembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Le Conseil municipal, sur la proposition de M. FAGOT, rapporteur de la Commission spéciale, admet en non-valeur la somme de 26,633 fr. 44, montant de cinq états de propositions relatifs aux restes à recouvrer sur divers produits communaux de l'exercice 1906.

Accident d'eau à l'école maternelle, rue Gili bert, 7. — Règlement des dégâts.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre un dossier relatif à un accident d'eau survenu à l'immeuble situé cours Charlemagne, 8, par suite du mauvais état du réservoir de l'Ecole maternelle, rue Gili bert, 7, contigu à l'immeuble précité.

Dans un rapport en date du 18 octobre dernier, M. l'Architecte en chef de la Ville, estime qu'il y a lieu de régler cette affaire de la manière suivante :

A M^{me} Chopis, logée cours Charlemagne, 8, pour divers dégâts occasionnés à quelques objets, une indemnité de 110 francs, ci..... 110 »

A l'Assurance générale des Eaux et Accidents, rue de la Barre, 3, qui assure l'immeuble endommagé, une indemnité de 60 francs, ci..... 60 »

Total..... 170 »

Je vous propose, Messieurs, de vouloir bien donner satisfaction ainsi qu'il précède aux intéressés et m'autoriser à prélever cette somme de 170 francs sur

le crédit : d'« Entretien des bâtiments communaux ».

Lyon, le 13 novembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Le Conseil municipal, sur la proposition de M. JACQUIER, rapporteur de la Commission générale, autorise le paiement d'une somme de 170 francs pour règlement des dégâts causés par un accident d'eau à l'immeuble situé cours Charlemagne, 8.

Immeuble rue du Plâtre, 5. — Location de deux pièces à M. Joly. — Projet de bail.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre un projet de bail consenti par la Ville à M. Joly, pour la location de deux pièces situées au 3^e étage de l'immeuble rue du Plâtre, 5.

Ce projet est conclu pour une période de neuf ans, avec faculté réciproque de résiliation pour les troisième et sixième années en se prévenant par écrit six mois à l'avance.

Le prix annuel du loyer est fixé à la somme de 240 francs, non compris l'impôt des portes et fenêtres qui reste à la charge du preneur.

Enfin, la Ville devra faire effectuer diverses réparations d'entretien indispensables.

Je vous propose, Messieurs, d'approuver ce projet de bail.

Lyon, le 18 novembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Au nom de la Commission spéciale, M. BAUDRY, rapporteur, propose au Conseil d'approuver le projet de bail consenti à M. Joly, pour la location de deux pièces, rue du Plâtre, 5.

(Adopté.)

Ecole « La Martinière ». — Baux et résiliation de baux.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre trois baux ou résiliation de baux, en double exemplaire, consentis par la Commission administrative de « La Martinière », dans les immeubles situés place des Terreaux, 1, et rue Centrale, n° 38, appartenant à l'Ecole.

Je vous serais obligé, Messieurs, de vouloir bien émettre votre avis sur ces documents.

Lyon, le 18 novembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Sur la proposition de M. BAUDRY, rapporteur de la Commission spéciale, le Conseil émet un avis favorable aux baux ou aux résiliations de baux consentis par la Commission administrative de « la Martinière ».

Ville de Lyon. — Compte d'Administration pour l'exercice 1906. — Nomination d'un Président.

M. LE MAIRE: Messieurs, l'ordre du jour appelle l'examen du compte d'Administration pour l'exercice 1906.

Vous savez qu'aux termes de l'article

52 de la loi du 5 avril 1884, la partie de la séance dans laquelle se discute le compte administratif doit être présidée par un membre du Conseil, autre que le Maire.

En conséquence, je vous prie de vouloir bien désigner un président.

Par acclamation, M. FORET est désigné comme président.

(Il est 9 h. 15.)

PRÉSIDENCE DE M. FORET.

Ville de Lyon. — Compte d'administration pour l'exercice 1906.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre le compte d'administration de la ville de Lyon pour l'exercice 1906, clos au 31 mars 1907.

Au point de vue des opérations de caisse, ce compte présente les résultats généraux suivants :

RECouvreMENTS OPÉRÉS.

Recettes ordinaires...	Fr. 19.020.290 99	} 22.638.256 50
— extraordinaires.	3.364.272 08	
— supplémentaires.	253.693 43	

PAIEMENTS EFFECTUÉS.

Dépenses ordinaires...	Fr. 15.669.694 39	} 22.755.015 »
— extraordinaires.	4.925.734 03	
— supplémentaires.	2.159.586 58	

Excédent des paiements.... Fr. 116.758 50

A la clôture de l'exercice 1906, il existait en caisse..... Fr. (*) 4.013.732 14

Diminué de l'excédent de paiements sus-énoncé, l'encaisse à la clôture de l'exercice 1906 atteint..... Fr. 3.896.973 64

Mais, pour apprécier les résultats financiers de l'exercice 1906 et connaître la situation qui résulte des *droits constatés*, tant en recettes qu'en dépenses, il faut ajouter à l'encaisse précitée :

1° Le montant des sommes restant dues à la Ville au 31 mars 1907, sur les produits de l'exercice 1906 et des exercices antérieurs..... Fr. 6.194.710 »

2° Les fonds d'emprunts non réalisés à la même date. 6.500.000 »

Ensemble..... Fr. 16.591.683 64

(1) L'excédent du compte de 1905 s'élevait réellement à 3.947.762 fr. 86, s'appliquant au seul budget municipal ; on a dû y ajouter, pour avoir la situation exacte, 66.129 fr. 28 provenant des excédents de 1905 des comptabilités annexes (fondations Denuzière, Plén y Chazière, Grognard, etc.) incorporées à partir de 1906 dans le budget municipal.

Report..... 16.591.683 64

D'autre part, il faut en déduire :

1° Les restes à payer pour droits acquis au 31 décembre 1906...	Fr. 992.051 40	} 10.910.855 46
2° Les crédits pour l'emploi de ressources ayant une affectation spéciale....	150.611 98	
3° Les crédits applicables à des travaux à exécuter ou en cours d'exécution.....	9.768.192 08	

La différence, soit..... Fr. 5.680.828 18

représente le boni apparent de l'exercice, dont il faut encore déduire, pour avoir une situation exacte, les sommes dues par la Société du quartier Grôlée à titre de locations arriérées, et dont le recouvrement est incertain. Ces sommes s'élèvent au total à... 4.244.663 74 dont 379.377 25 concernent l'exercice 1906 et 3.865.286 49 proviennent des exercices antérieurs.

Il reste donc..... 1.436.164 44

comme boni réel de l'exercice 1906, c'est-à-dire comme excédent des ressources de toute nature sur les dépenses payées ou engagées pendant l'année.

D'autre part, si l'on n'envisage que les prévisions du budget primitif, les seules normales et permanentes, la situation serait la suivante :

Recettes encaissées ou constatées	ordinaires.....	19.237.082 »	} 22.980.731 33
	extraordinaires	3.743.649 33	
Dépenses payées ou engagées	ordinaires.....	15.936.509 88	} 21.521.712 08
	extraordinaires	5.585.202 20	
Excédent de recettes..... Fr.			1.459.019 25

Ces résultats démontrent que la situation financière de la Ville continue à être très satisfaisante.

Je vais maintenant procéder à l'examen détaillé, par chapitre et par section, des différences qui se sont produites entre les prévisions budgétaires et les réalisations tant en recettes qu'en dépenses.

DÉSIGNATION des RECETTES	RECETTES prévues AU BUDGET	PRODUITS constatés ou fixation définitive d'après le compte d'administration	RECOUVREMENTS opérés au 31 mars 1907	RESTES à RECOURIR	DIFFÉRENCE entre les prévisions et les constatations (col. 2 et 3)	
					EN PLUS	EN MOINS
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Recettes ordinaires						
Impôts directs et taxes assimilées.....	869.900	873.809 61	863.411 91	10.397 70	3.909 61	" "
Taxes de remplacement de l'octroi.....	9.765.000	10.042.695 84	9.899.239 37	143.456 47	277.695 84	" "
Abattoirs, marchés, entrepôts.....	1.504.700	1.481.504 57	1.431.326 57	178 "	126.804 57	" "
Droits de voirie.....	1.433.650	1.481.832 30	1.475.377 62	6.454 68	48.182 30	" "
Service des eaux.....	2.151.600	2.476.986 53	2.459.838 01	17.148 52	325.386 53	" "
Inhumations et cimetières.....	674.000	861.29 08	860.801 16	607 92	187.409 08	" "
Produits des propriétés communales, ren- tes et intérêts de fonds placés.....	559.935	574.797 33	568.390 82	6.406 51	14.862 33	" "
Théâtres municipaux.....	615.000	323.653 72	323 658 72	" "	" "	289.341 28
Redevances pour occupations du domaine public.....	429.447	469.584 61	460.423 61	461 "	31.137 61	" "
Fonds de concours, subventions et rem- boursements.....	706.101	732.860 15	701.831 94	31.028 21	26.759 15	" "
Droits et produits divers.....	88.432	1.108.234 22	108.009 22	225 "	19.802 22	" "
Fonds spéciaux.....	169.381	166.709 04	165.982 04	727 "	" "	2.671 96
TOTAUX.....	18.467.146	19.237.082	19.020.290 99	216.791 01	1.061.949 24	292.013 24
Recettes extraordinaires.						
Centimes additionnels.....	2.599.000	2.375.897 94	2.575.897 94	" "	" "	23.102 03
Ventes de terrains, subventions et autres recettes diverses.....	669.639 03	584.974 11	205.596 86	379.377 25	" "	84 664 92
Annuité de remboursement par la Société du quartier Grôlée (à 5,14 %/a).....	582.777 28	582.777 28	522.777 18	" "	" "	" "
TOTAUX.....	3.851.416 31	3.743.649 33	3.364.272 08	379.377 25	" "	107.766 98
Recettes supplémentaires.						
PREMIÈRE PARTIE						
Restes à recouvrer des exercices anté- rieurs.....	5.918.678 83	3.847.205 77	218.718 68	5.598.487 09	" "	101.473 06
Fonds d'emprunts non réalisés.....	6.500.000	6.500.000	" "	6.500.000	" "	" "
DEUXIÈME PARTIE						
Recettes non prévues au budget primitif. Recettes non prévues au budget supplé- mentaire.....	116.456 48	32.445 83	32.061 18	54 65	" "	84.340 65
	" "	2.913 57	2.913 57	" "	2.913 57	" "
TOTAUX.....	12.535.135 31	12.352.235 17	253.693 43	12.098.544 74	2.913 57	185.813 71
Récapitulation générale des recettes.						
Recettes ordinaires.....	18.467.146	19.237.082	19.020.290 99	216.791 01	1.061.949 24	292.013 24
Recettes extraordinaires.....	3.851.416 31	3.743.649 33	3.364.272 08	379 377 25	" "	107.766 98
Recettes supplémentaires.....	12.535.135 31	12.352.235 17	253.693 43	12.098.544 74	2.913 57	185.813 71
TOTAUX.....	34 853.697 62	35.332.966 50	22.638.256 50	12.694.710	1.064.862 81	585.593 93
En déduisant les restes à recouvrer au 31 mars 1907, s'élevant à.....		12.694.710			479.268 88	
Les recouvrements opérés pendant l'exer- cice 1906, s'élèvent à la somme totale de.....		22.638.256 50				

RECETTES ORDINAIRES.

Ces recettes, prévues pour..... Fr. 18.467.146 »
se sont élevées en droits constatés à..... 19.237.082 »
soit un excédent de..... Fr. 769.936 »
qui se répartit comme suit :

1° Impôts directs et taxes assimilées..... 3.909 61

Les centimes communaux et l'attribution sur le principal des patentes (art. 1 à 3) présentent, cette année, des fluctuations assez singulières: tandis que les centimes exclusivement basés sur les contributions foncière et personnelle-mobilière (art. 1^{er}) accusent une plus-value d'environ 1,300 francs, due à l'élévation du principal de ces deux impôts, les centimes basés sur l'ensemble des quatre contributions (art. 2) et l'attribution sur les patentes (art. 3) subissent une réduction sensible (10,700 fr.), provenant de l'abaissement du principal des patentes, lequel a été réduit de plus de 100,000 francs du fait de la loi du 19 avril 1905, abaissant les tarifs des classes inférieures.

L'attribution à la Ville d'un vingtième sur le
A reporter..... 3.909 61

Report..... 3.909 61
produit de la taxe sur les chevaux et voitures présente également une plus-value de 900 francs environ.

La part de la Ville dans le produit de la taxe sur les vélocipèdes atteint 30,440 francs, en augmentation de plus de 5,000 francs sur les prévisions budgétaires. Notons, en passant, que c'est la dernière fois que cette recette figure au budget. le nouveau mode de perception de la taxe et sa réduction à 3 francs ne comportant plus la participation de la Ville dans son produit.

L'attribution sur les permis de chasse dépasse de plus de 5,000 francs les évaluations. Les réclamations de la Municipalité relativement aux permis délivrés irrégulièrement dans certaines communes voisines à des chasseurs ayant leur domicile à Lyon, ne sont pas étrangères à ce relèvement.

La taxe municipale sur les chiens dépasse en droits constatés de près de 2,500 francs la prévision afférente à ce produit. Comme les années précédentes, mais dans une plus faible proportion, il reste à recouvrer sur ce produit diverses sommes (10,397 fr. 70), dont la plus grande partie est irrécouvrable et devra être admise en non-valeur.

A reporter..... 3.909 61

Report..... 3.909 61

2° Taxes de remplacement de l'Octroi..... 277.695 84

Ces taxes, qui constituent à elles seules plus de la moitié de nos recettes ordinaires, continuent dans leur ensemble à donner toute satisfaction par leur rendement.

Le tableau ci-après indique, pour chaque taxe, la comparaison entre les prévisions budgétaires et les droits constatés :

TAXES	ÉVALUATIONS	DROITS CONSTATÉS	DIFFÉRENCES	
			EN PLUS	EN MOINS
Chevaux et automobiles.....	545.000	566.319 60	21.319 60	"
Stalles et loueurs de chevaux.....	9.000	10.010 —	1.010	"
Constructions neuves	350.000	365.608 44	15.608 44	"
Entretien des constructions.....	604.000	610.701 89	6.701 80	"
Débites de boissons..	1.247.000	1.206.706 81	"	40.293 19
Propriétés bâties.....	3.006.000	3.052.455 16	46.455 16	"
— non bâties.....	93.000	87.654 20	"	5.345 80
Habitation.....	1.942.000	1.933.732	11.732	"
Locaux commerciaux	381.000	386.769 70	5.769 70	"
Cercles.....	24.000	26.760 99	"	1.239 01
Alcool.....	1.400.000	1.609.102 04	209.102 04	"
Spectacles.....	160.000	174.884 10	14.884 10	"
TOTAUX.....	9.765.000	10.042.695 84	324.573 84	46.878
			+ 277.695 84	

La taxe sur l'alcool présente par rapport aux évaluations budgétaires, une plus-value de 200.100 francs, qui témoigne de la modération de ces évaluations; par rapport au précédent exercice, il y a également une augmentation de près de 88.000 fr., due en grande partie aux introductions anormales qui se sont produites dans les derniers mois de l'année en prévision des nouveaux droits de consommation prévus au budget de 1907.

La taxe sur les constructions neuves, assise par le service de la Voirie, accuse un excédent de plus de 16.000 francs sur les prévisions. Cette plus-value démontre que cette taxe n'est pas un obstacle à la construction de nouveaux immeubles dans notre Ville.

La taxe sur les spectacles, qui avait fléchi l'année dernière, se relève cette année et donne une augmentation de 14.800 francs sur la prévision.

Les autres taxes, assises par l'Administration des Contributions directes, avaient été évaluées d'après le montant des rôles du dernier exercice connu, c'est-à-dire de 1905. Elles sont généralement en augmentation par rapport aux évaluations; et cet accroissement de la matière imposable est un indice de la prospérité et du développement de la cité.

La plus-value est de 21.300 francs sur la taxe des chevaux et automobiles, de 1.000 francs sur les stalles d'écuries, de 6.700 francs sur la taxe d'entretien, de 46.400 francs sur la taxe de la propriété bâtie, de 11.700 francs sur la taxe d'habitation et de 5.700 francs sur la taxe des locaux professionnels.

Parmi les moins-values, il convient de citer celle qui atteint la taxe sur les débits de boissons, en diminution de plus de 40.000 francs, due à la disparition de quelques-uns de ces établissements. La diminution de 5.300 francs que présente la taxe sur les propriétés non bâties, paraît résulter en grande partie de l'édification de constructions sur les terrains précédemment assujettis à cette taxe.

Le recouvrement des taxes s'est opéré d'une façon tout à fait satisfaisante. Au 31 mars 1907, il avait été recouvré 9.899.239 fr. 37 sur 10.012.695 fr. 84 de droits constatés.

Depuis cette date, d'autres encaissements, s'élevant à 55.358 fr. 81, ont été effectués. Ce qui n'a pu être encaissé s'applique à des débiteurs insolubles, décédés ou disparus, et devra être, en grande partie, admis en non-valeur.

A reporter..... 281.605 45

Report..... 281.605 45

3° Abattoirs, marchés, entrepôts..... 126.804 57

Le rendement de ces produits est des plus satisfaisants. Les taxes d'abatage sont en augmentation de 22.500 fr.; les droits de tripe et d'échouage, de 8.100 fr.; les droits d'attache et de place au marché aux bestiaux, de 27.800 fr.; les droits de pesage, de 12.300 fr.; les droits perçus à l'abattoir aux chevaux, de 23.000 francs.

Il en est de même de la plupart des produits ressortissant du service des subsistances. Les locations de cases de la Halle des Cordeliers donnent une plus-value de 3.800 fr.; les droits de place sur les marchés découverts sont en augmentation de 43.000 fr., et les droits d'attache au marché aux chevaux, récemment mis en régie, atteignent 4.100 francs sur une évaluation de 3.000 francs.

Par contre, il manque plus de 2.000 fr. aux droits d'attache des voitures et animaux pour atteindre les évaluations, qui sont décidément trop élevées.

Les droits de magasinage et de manutention des marchandises déposées à l'entrepôt des Douanes dépassent les prévisions budgétaires de plus de 7.900 francs.

4° Droits de voirie..... 48.182 3

Les droits de voirie se sont maintenus, sans grande fluctuation, dans le cadre des évaluations qui en avaient été faites.

Les augmentations suivantes sont à signaler : 18.600 francs sur les droits de voirie proprement dits; 7.900 francs sur les vogues et fêtes baladoires; 8.800 sur les installations diverses de la voie publique; 2.200 francs pour les locations d'emplacements occupés sur les rivières par les établissements flottants et entrepôts sur les bas-ports.

Le prélèvement sur les recettes de la Société des Forces motrices du Rhône provenant de la vente de l'éclairage aux particuliers ne se ralentit pas. Sa plus-value est de 14.500 francs. De même pour la redevance de cette même Société pour occupation du sol par ses câbles électriques, qui est en augmentation de 600 francs.

Le prélèvement sur les recettes de la Compagnie du Gaz de Lyon, provenant de la vente de l'éclairage aux particuliers est en décroissance de près de 3.000 francs, en raison de l'abaissement à 0 fr. 19 du prix du gaz. Mais cette diminution est largement compensée par l'augmentation de la recette correspondante de la Société des Forces motrices.

5° Service des Eaux..... 325.386 53

Le produit des concessions d'eau, perçu en régie, ne cesse de progresser. Cette année, il accuse encore une plus-value importante et, malgré le relèvement de la prévision, qui avait été de 2.060.000 à 2.150.000 francs, il la dépasse de 325.000 francs.

Ces résultats témoignent du bon fonctionnement du service; ils sont dus au développement intense qu'a pris le service des concessions d'eau par suite de l'extension du réseau de canalisation combiné avec la modicité des tarifs.

Les restes à recouvrer ne sont que de 17.100 fr. environ. Ils représentent à peine 0 fr. 75 % du produit.

6° Inhumations et cimetières..... 187.409 08

Le nouveau tarif des droits d'inhumations, résultant du monopole conféré aux municipalités par la loi du 28 décembre 1901, a été mis en vigueur à partir du 2 janvier 1906. Il a donné des résultats

A reporter..... 969.387 93

Report..... 969.387 93

avantageux pour la Ville. Le produit, évalué au budget à 440,000 francs, dépasse 607,000 francs, soit une plus-value de 167,000 francs.

Les autres produits de cette section sont également en augmentation par rapport aux évaluations; la plus-value est de 1,800 francs pour les *droits d'exhumations*, de 19,100 francs pour les *concessions de terrains* et de 5,000 francs pour les produits divers.

En conformité du règlement d'administration publique du 12 avril 1905, le produit des *vacations des commissaires de police* à l'occasion des exhumations a dû être porté aux services hors budget; de ce fait, la prévision de 6,000 francs inscrite pour ce produit est devenue sans objet, de même que le crédit correspondant d'égale somme inscrit en dépense.

7° *Produit des propriétés communales, rentes et intérêts des fonds placés*..... 14.862 33

L'ensemble de ces produits résulte de baux ou de traités qui ne permettent pas un écart considérable entre les évaluations et les réalisations.

Cependant, les *loyers des immeubles communaux* (art. 56 et 57) donnent une plus-value de 21.000 fr. produite surtout par les locations des immeubles acquis en vue d'opérations de voirie ou d'améliorations de services communaux.

Les locations des *terrains* (art. 58 et 59) sont en augmentation de 8 200 francs.

A signaler des plus-values de 1,700 francs sur la *vente des matériaux de maisons démolies* et de 1,500 francs sur la *vente de sujets ou objets en excès au Parc de la Tête-d'Or*.

L'intérêt des *fonds placés au Trésor* subit une diminution de près de 18,000 francs, due à la diminution du chiffre des placements.

9° *Redevances pour occupations du domaine public*..... 31.137 61

Les *droits de stationnement des voitures de la Compagnie des omnibus et tramways de Lyon* ont donné une plus-value de 2.000 francs, résultant de la redevance du nouveau tramway Perrache-Croix-Rousse, pour la période courue depuis la mise en exploitation de ce tramway. Pour ce même motif et également en raison du développement du trafic, il y a une augmentation d'environ 14.700 francs, sur les *redevances de cette même Compagnie*, au delà du chiffre de recette prévu par le traité de rétrocession du 28 juillet 1899.

La *redevance de la Compagnie Lyonnaise de tramways, à titre de droits de stationnement*, dépasse les prévisions de 2,750 francs, grâce au développement du trafic de ses lignes, récemment incorporées dans le réseau de l'O. T. L., et surtout en raison de l'application du nouveau tarif de redevances résultant de la récente convention passée avec cette Compagnie.

Le produit des *permis de stationnement et de vente sur la voie publique*, prévu pour 3,000 francs a produit 3,600 francs.

La *location d'emplacements occupés par les kiosques dits « bancs de tisane » et par les kiosques de fleuristes* donne une légère plus-value de 1,200 francs sur la prévision réduite inscrite de ce chef au budget de 1906.

A signaler également une augmentation de 2,200 francs sur les *kiosques et urinoirs lumineux*.

Quelques autres produits de cette section sont en légère décroissance. Il y a, notamment, une moins-value de 3,800 francs sur les *droits de stationnement des omnibus, fiacres et autres voitures de place*, par suite de la concurrence des nouvelles lignes de tramways.

A reporter..... 1.015.387 87

Report..... 1.015.387 87

10° *Fonds de concours, subventions et remboursements*..... 26.759 15

Le *remboursement par divers locataires de la Ville, des droits d'enregistrement, impôts et autres frais à leur charge* atteint près de 2.000 francs en augmentation de 600 francs sur les prévisions budgétaires.

La *subvention de l'Etat pour les Sapeurs-Pompiers* prévue pour 10.000 francs s'est élevée à 10.971 fr. 55.

Il y a une augmentation de 14.500 francs sur le *remboursement des visites médicales et des fournitures pharmaceutiques (service de nuit)*, mais cette augmentation n'est qu'apparente, la plus grande partie, soit 14.300 francs, concerne des débiteurs insolvables, décédés ou disparus, et devra être admise en non-valeur.

Les *dégrèvements accordés à la Ville sur les contributions des propriétés communales* donnent une plus-value de 2.200 francs due à l'attention particulière avec laquelle sont présentées et suivies les réclamations servant de base à ces dégrèvements.

Les *redevances pour frais de réfection de pavage voirie urbaine* ont produit 15,600 francs sur une (évaluation de 10,000 francs).

Il y a également une augmentation de 8,200 fr. produite par le *remboursement des frais de séjour d'aliénés traités dans divers établissements*.

Les parts contributives de l'Etat et du département dans les *secours accordés aux familles nécessiteuses* des réservistes et territoriaux (art. 106 et 107) dépassent de 1,800 francs les évaluations budgétaires.

Les *fonds de concours et remboursements divers* s'élèvent à près de 14 000 francs, alors que les prévisions ne sont que de 1,000 francs. A signaler dans ces remboursements celui de 2,659 fr. 45 provenant d'une somme non employée sur l'allocation de 15,000 francs accordée aux délégués de la Ville pour frais de voyage et de séjour en Angleterre.

Les *excédents de versements sur produits communaux*, recette d'ordre, donnent une plus-value de 3.000 francs.

Ces diverses augmentations sont en partie atténuées par les diminutions suivantes:

1,000 francs sur les *frais de désinfection* remboursés par les familles (l'évaluation de 4,000 fr. inscrite pour ce produit était trop élevée);

6,000 francs pour la *part contributive de l'Etat dans les dépenses de l'instruction primaire*. Cette part représente le produit des huit centimes additionnels généraux perçus par l'Etat sur le principal des quatre contributions directes, lequel, comme cela a été dit plus haut (voir art. 1^{er}), a été sensiblement diminué en 1906;

11,000 francs pour les *subventions accordées par divers pour le fonctionnement de l'Ecole de commerce de jeunes filles*. L'annonce de la suppression de cette école, effectuée le 1^{er} octobre 1906, a paralysé le recouvrement de ces subventions.

11° *Droits et produits divers* 19.802 22

L'ensemble de ces articles n'a pas donné lieu à des écarts bien sensibles entre les réalisations et les prévisions budgétaires.

Les augmentations à signaler sont les suivantes: 500 francs sur les *droits d'expédition de l'état civil*;

600 francs sur les *droits de dépôts de dessins aux Conseils de prud'hommes*;

700 francs sur les *produits de la fourrière municipale* récemment organisée;

3,100 francs sur les *droits de vérification et de poinçonnage des compteurs à gaz et d'électricité*;

A reporter..... 1.061.949 24

Report..... 1.061.949 24

1.100 francs sur le droit de vérification des appareils à gaz placés chez les particuliers;
5.600 francs sur la vente de tickets des cantines scolaires, augmentation compensée par une dépense à peu près équivalente.

Quelques réductions, également peu importantes, portent sur les articles suivants:

1.000 francs sur le produit de la vente du Bulletin municipal;

Droits de vérification et de contrôle des installations électriques faites chez les particuliers: 500 francs;

Vente de mobilier hors d'usage: 300 francs;

Droits d'inscription à l'Ecole de Commerce et de comptabilité pour jeunes filles: 230 francs (diminution motivée par la suppression de cette école).

Total des sections en plus-value Fr. 1.061.949 24

Il y a lieu de déduire de ces augmentations les diminutions qui se sont produites dans les deux sections suivantes:

8° Théâtres municipaux..... 289.341 28

Cette diminution s'applique aux recettes du Grand-Théâtre pour 142.500 francs et à celles du Théâtre des Célestins pour 146.800 francs. Ces moins-values sont dues au nouveau mode de gestion de ces théâtres, qui ont été concédés, à partir du 1^{er} septembre 1906, à deux directeurs pécuniairement responsables; elles sont plus que compensées par les économies réalisées sur les trois crédits inscrits au budget pour le fonctionnement de ces théâtres, lesquels présentent une annulation totale de 298.000 francs.

12° Fonds spéciaux..... 2.671 96

Il s'agit de fluctuations sans importance et qui, vu la spécialité de ces recettes, ont leur contrepartie dans une égale diminution des dépenses correspondantes.

Total des sections en diminution.....Fr. 292.013 24

Report des sections en augmentation..... 1.061.949 24

Reste pour plus-value définitive.....Fr. 769.936 »

(Egal au chiffre ci-dessus indiqué.)

RECETTES EXTRAORDINAIRES.

Ces recettes, prévues pour Fr. 3.851.416 31

ont été fixées en droits constatés à 3.743.649 33

soit une moins-value de Fr. 107.166 98

portant sur les articles suivants:

Centimes additionnels extraordinaires (art. 1 et 2).....Fr. 23.102 06

Cette moins-value a les mêmes causes que celles indiquées plus haut pour les centimes ordinaires additionnels au principal des quatre contributions directes.

Ventes prévisionnelles de terrains communaux..... 72.997 76

Ces ventes n'ont atteint que le chiffre de 27.002 fr. 24 c., alors que l'évaluation s'élevait à 100.000 fr.

A reporter..... 96.099 82

Report..... 96.099 82

Impôts à percevoir sur les obligations d'emprunt de la Ville..... 11.667 16

Cette diminution est compensée par une économie équivalente en dépense sur le crédit d'ordre correspondant.

Total.....Fr. 107.766 98

RECETTES SUPPLÉMENTAIRES.

Ces recettes étaient prévues au budget supplémentaire pour Fr. 12.535.135 31
déduction faite de 3,947,702 fr. 86 c., s'appliquant à l'excédent de l'exercice 1905 et qui n'y figuraient que pour ordre.

Leur fixation définitive, d'après les titres justificatifs, s'est élevée à 12.352.235 17

Soit une moins-value, sur les évaluations budgétaires, de.....Fr. 182.900 14

Seule la 5^e section: Recettes non prévues au budget supplémentaire, donne une plus-value de 2,913 fr. 57 qui s'applique aux articles suivants:

Taxes sur les constructions neuves. — Affaire Lessentier 1.498 fr. 94;

Redevances des Compagnies de Tramways pour publicité: 1.414 fr. 63, s'appliquant à la période courue du 29 août, date d'approbation par décret de la nouvelle convention passée avec la Compagnie O.-T.-L., jusqu'au 31 décembre 1906.

Deux autres sections présentent les diminutions suivantes:

2° Restes à recouvrer des exercices antérieurs.....Fr. 101.473 06

Cette diminution est due à des non-valeurs régulièrement admises par le Conseil municipal, ensuite de l'irrécouvrabilité constatée de créances et taxes diverses.

Elle porte notamment sur les articles suivants: taxe municipale sur les chiens, 14,000 francs. Taxes de remplacement, années 1904 et 1905, environ 48,500 francs. Droits de voirie et de stationnement, environ 10,500 francs. Produits des concessions et ventes d'eau, environ 11,500 francs. Location de biens communaux et autres produits, 2,500 francs. Remboursement des visites médicales et des fournitures pharmaceutiques de nuit, 12,600 francs.

3° Recettes non prévues au budget primitif. 84.340 65

Le produit des Concerts Bellecour présente une diminution de 4.500 francs sur la prévision habituelle de 20.000 francs.

L'incorporation dans le budget municipal, à partir de 1906, des comptabilités particulières de diverses fondations (Denuzières, Plénery, Grognard, Chazière, etc.), avait donné lieu à l'inscription en recette d'une somme de 66.000 francs environ, provenant de l'excédent, au 31 mars 1906, des comptes particuliers de ces fondations. Il s'agissait là d'une opération d'ordre destinée à permettre l'inscription en dépense des crédits correspondants. Mais, en fait, aucun recouvrement n'a été et ne pouvait être opéré sur cette somme, qui est simplement venue s'ajouter à l'excédent du budget municipal, comme cela a été expliqué en tête du présent rapport.

Il avait été inscrit au budget supplémentaire une prévision de 11.111 fr. 11, s'appliquant à la location du théâtre des Célestins pour la période du 1^{er} septembre au 31 décembre 1906. Aucun recouvrement n'a été opéré de ce chef, le Conseil municipal ayant décidé, par une délibération du 31 juillet

A reporter..... 185.813 71

Report..... 185.813 71

1906, de ne pas exiger le paiement de cette location en compensation des dépenses prises en charge par le Directeur pour la restauration du théâtre et jusqu'à concurrence du montant de ces dépenses. De ce fait, le crédit d'égale somme inscrit en dépense pour ces travaux de restauration a été annulé.

Les 1^{re} et 3^e sections ne présentent aucune fluctuation.

Total des sections en diminution..Fr. 185.813 71

La 5^e section présentant une augmentation de..... 2.913 57

La moins-value finale ressort, ainsi qu'il est dit plus haut, à.....Fr. 182.900 14

RÉCAPITULATION.

Plus-value des recettes ordinaires..... Fr. 769.936 »
dont il y a lieu de déduire :

Moins-value des recettes extraordinaires 107.766 98 } 290.667 12

Moins-value des recettes supplémentaires 182.900 14 }

Reste pour plus-value définitive.....Fr. 479.268 88

RESTES A RECOUVRER.

Les recouvrements qui n'ont pu être opérés avant la clôture de l'exercice s'élèvent, ainsi qu'il a été dit, à 6,194,710 francs., non compris les fonds d'emprunts non réalisés (6,500,000 fr.), lesquels ne figurent que pour ordre dans cette catégorie.

Ces restes se décomposent comme suit :

Taxes de remplacement de l'Octroi (1904, 1905, et 1906).....Fr. 228.791 80

Une partie de cette somme a été recouvrée depuis la clôture de l'exercice; une autre partie fait l'objet de contestations pendantes devant les Tribunaux administratifs; le reste s'applique à des débiteurs insolubles, disparus ou décédés et devra être admis en non-valeur.

Produit des concessions et ventes d'eau (1905 et 1906) 18.086 12

Cette somme a été recouvrée en partie; le surplus concerne également des débiteurs insolubles, décédés ou disparus et devra être admis en non-valeur.

A reporter 246.877 92

Report..... 246.877 92

Droits de stationnement des voitures de vidanges 1.636.504 92

Les contestations soulevées par les Compagnies de vidanges au sujet du paiement de ces droits ont été récemment solutionnées au désavantage de la Ville par le Tribunal civil de Grenoble.

Ce reste à recouvrer devra donc être annulé au budget supplémentaire de 1907.

Produit de la location des terrains à la Société du Quartier Grôlée (de 1892 à 1906)..... 4.244.663 74

La situation de cette société ne s'est pas améliorée. Elle a, toutefois, pu verser de ce chef, une somme totale de 350.000 francs dont 261.603 fr. 32 ont été perçus à titre d'intérêts sur locations arriérées, et le surplus soit 88.396 fr. 68 à valoir sur le capital. Mais ce versement, opéré à la date du 1^{er} mai 1907, a été porté au compte de 1907 et ne figurera dès lors que dans les recettes de cet exercice.

Fonds de concours, subventions et remboursements..... 39.028 21

Cette somme comprend notamment : la subvention de l'Etat pour les sapeurs-pompiers, 10.971 f.55 (somme encaissée le 15 avril 1907); le solde de la part contributive de l'Etat dans les dépenses du personnel de l'enseignement primaire public : 4.019 fr. 11 (somme encaissée le 23 avril 1906); le remboursement des visites médicales et des fournitures pharmaceutiques (service de nuit) : 14.362 fr. 35 (somme à admettre en non-valeur); la subvention de la Chambre de Commerce pour le fonctionnement de l'Ecole de Commerce et de comptabilité pour jeunes filles : 8.000 francs (affaire soumise à l'arbitrage de M. Caillemet, doyen de la Faculté de droit).

Droits et produits divers..... 47.635 21

Cette catégorie s'applique aux articles suivants : taxe municipale sur les chiens : 11.550 francs, à admettre en non-valeur pour la presque totalité; droits de Voirie : 6.600 francs en grande partie irrécouvrables; locations diverses : 6.400 francs dont 1.750 francs sont garantie par un cautionnement, le reste probablement irrécouvrable; locations d'emplacements sur les bas-ports et rivières, droits d'attache et d'amarrage des bateaux mouches, etc., recouvrables en partie.

Total égal.....Fr. 6.194.710 »

DÉSIGNATION des DÉPENSES	CRÉDITS OUVERTS		DROITS constatés au 31 décembre 1906	TOTAL des paiements effectués au 31 mars 1907	CRÉDITS OU PORTIONS DE CRÉDITS	
	par le budget primitif	par le budget et les autorisations supplémentaires			à reporter à l'exercice 1907	annulés faute d'emploi au 31 déc. 1906
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Dépenses ordinaires.						
Frais généraux d'administration.....	579.200 »	» »	565.952 83	563.750 43	202 40	13.247 27
Frais d'exploitation et de régie.....	903.270 »	5.010 »	860.145 15	844.673 81	33.471 34	48.174 83
Justice, police et hygiène publique.....	247.120 »	694.730 07	938.350 50	938.390 50	» »	3.459 57
Service d'incendie.....	200.500 »	4.971 55	196.649 51	190.051 78	6.537 73	9.162 04
Inhumations et cimetières.....	444.721 »	» »	344.713 94	344.713 94	» »	100.007 06
Bâtiments communaux.....	1.216.655 »	26.296 78	1.221.019 85	1.191.509 06	29.510 79	21.931 93
Service des eaux.....	1.435.920 »	» »	1.432.377 35	1.432.377 35	» »	3.542 63
Voirie urbaine.....	3.621.623 »	1.600 »	3.538 173 13	3.493.054 33	63.118 73	68.051 87
Voirie vicinale.....	318.101 »	» »	328.200 »	307.811 38	20.388 62	» »
Service des cultures.....	179.275 »	» »	177.480 68	176.218 19	1.261 69	1.794 92
Instruction publique.....	2.668 520 »	32.000 »	2.626.094 34	2.623.496 30	2.993 04	74.423 66
Beaux-Arts, Sciences et Arts.....	386.110 »	» »	369.121 55	363.558 85	5.562 70	16.988 45
Théâtres municipaux.....	1.077.026 »	2.400 »	780.028 67	779.586 67	442 »	299 467 33
Assistance publique.....	1.344.395 »	86.319 36	1.358.818 49	1.294.306 41	64.512 07	71.595 88
Subventions.....	562.237 »	» »	551.077 93	547.527 93	3.550 »	11.859 07
Dépenses diverses.....	534.130 »	7.200 »	461.550 19	448.099 23	13.450 96	79.779 81
Fonds spéciaux.....	169.381 »	447 82	166.726 38	146.968 21	19.758 17	3.102 44
TOTAUX.....	15.902.353 »	861.005 58	15.936.509 88	15.639.691 39	266.815 49	826.830 70
Dépenses extraordinaires.						
Emprunts.....	4.702.780 88	» »	4.519.897 31	4.278.450 26	271.417 05	152.883 57
Travaux publics.....	813.500 »	60.000 »	888.634 11	513.067 70	375 66 41	14.865 89
Dépenses diverses.....	161.000 »	» »	116.670 78	134.216 67	12.454 71	14.392 22
TOTAUX.....	5.707.280 88	60.000 »	5.585.202 20	5.925.734 03	639.468 17	182.078 68
Dépenses supplémentaires.						
PREMIÈRE PARTIE						
Restes à payer des exercices antérieurs..	» »	1.152.940 14	1.144.124 69	717.042 27	427.082 42	8.815 45
Crédits d'ordre pour l'emploi de ressource ayant une affectation spéciale.....	» »	109.038 57	109.038 57	47.891 82	61.146 75	» »
Crédits ou portions de crédits applicables à des travaux à exécuter ou en cours d'exécution.....	» »	10.099.117 35	9.909.013 61	1.104.048 04	3.894.965 57	190.103 76
DEUXIÈME PARTIE						
Crédits votés par délibérations spéciales..	» »	799.710 »	792.779 23	174.209 12	618.570 11	6.910 77
Dépenses proposées.....	» »	4.069.042 43	186.532 23	113.725 28	72.806 93	3.882.510 20
Crédits non compris dans les budgets...	» »	2.670 05	2.670 05	2.670 05	» »	» »
TOTAUX.....	» »	16.232.518 54	12.144.158 38	2.159.586 58	9.984.571 30	4.088.360 16
Récapitulation générale des dépenses.						
Dépenses ordinaires.....	15.902.353 »	861.005 58	15.936.509 88	15.669.691 39	266.815 49	826.830 70
Dépenses extraordinaires.....	5.707.280 88	60.000 »	5.585.202 20	4.925.734 03	639.468 17	182.078 68
Dépenses supplémentaires.....	» »	16.232.518 54	12.144.158 38	2.159.586 58	9.984.571 30	4.038.360 16
TOTAUX GÉNÉRAUX.....	21.609.635 88	17.153.524 12	33.665.870 46	22.755.015 »	10.910.855 46	5.097.289 54
TOTAL égal à celui des droits constatés au 31 décembre 1906.....				33.665.870 46		
BALANCE.....	38.763.160 »				38.763.160 »	

Il résulte de ce tableau que les crédits ouverts pour l'exercice 1906 s'élevaient :

- 1° D'après le budget primitif, à.....Fr. 21.609.635 88
2° D'après le budget supplémentaire, à... 17.153.524 12

Ensemble.....Fr. 38.763.160 »

Les paiements effectués pendant ledit exercice ayant atteint..... 22.755.015 »

Il est resté, sur les crédits ouverts.....Fr. 16.008.145 »

Il faut déduire de cette somme :

1° La réserve pour l'emploi en dépenses des sommes dues par la Société du quartier Grôlée, dont le recouvrement est incertain 4.244.663 74

2° Les crédits ou portions de crédits restés sans emploi, à annuler comme excédant le montant réel des dépenses faites ou des droits acquis au 31 décembre 1906, soit 852.625 80

Le surplus, soit la somme de.....Fr. 10.910.855 46

déjà indiquée au commencement de ce rapport, s'applique aux *crédits à reporter* à l'exercice 1907, soit pour droits acquis au 31 décembre 1906, soit pour emploi de ressources ayant une affectation spéciale, soit enfin pour travaux à exécuter ou en cours d'exécution.

La nécessité de ces reports se justifie par les considérations suivantes :

1° Restes à payer proprement dits.

Ces restes s'élèvent à la somme de 992,051 fr. 40 ; ils s'appliquent pour 461,664 fr. 03 aux obligations amorties et coupons échus de l'emprunt de 1880 et des anciens emprunts convertis, dont les porteurs n'ont pas encore réclamé le paiement. La différence, soit 530,387 fr. 37, se rapporte à des sommes dues à divers entrepreneurs, fournisseurs et autres créanciers à titre de retenues de garantie ou pour des causes diverses, telles que : productions tardives de comptes, contestations dans les règlements, empêchements d'acquitter et autres difficultés qui se produisent couramment dans la comptabilité publique.

2° Ressources ayant une affectation spéciale.

Les reports de cette catégorie s'élèvent au chiffre de 150,611 fr. 98 ; ils comprennent surtout l'emploi de subventions et d'arrérages de rentes sur l'Etat provenant de legs et fondations, lesquels, pour diverses causes, n'ont pu être employés dans le courant de l'exercice.

3° Travaux à exécuter ou en cours d'exécution.

Les crédits de cette catégorie s'élèvent au chiffre de 9,768,192 fr. 08, sur lequel 6,500,000 francs environ s'appliquent aux travaux de construction des nouveaux abattoirs de la Mouche et à l'amélioration du quartier Moncey, dépenses à exécuter avec une partie de l'emprunt de 62 millions contracté en 1898. Le surplus comprend des travaux et des entreprises votés par le Conseil municipal, dont l'achèvement n'a pu être terminé en raison de leur importance ou qui même ne sont pas encore entrés dans la période d'exécution, soit parce que l'étude n'en est pas terminée, soit parce que les formalités d'approbation ne sont pas entièrement remplies.

Mais ces crédits n'en doivent pas moins être reportés, l'Administration supérieure subordonnant son approbation à la justification préalable des ressources nécessaires par l'inscription de ces crédits au budget.

ANNULATIONS DE CRÉDITS OU PORTIONS DE CRÉDITS.

Comme on l'a vu plus haut, ces annulations se sont élevées au chiffre total de 5,097,289 fr. 54, dont 826,850 fr. 70 pour les *dépenses ordinaires*, 182,078 fr. 68 c. pour les *dépenses extraordinaires*, et 4,088,360 fr. 16 c. pour les *dépenses supplémentaires*.

Ces annulations ont porté sur les crédits suivants :

Dépenses ordinaires.

Art. 7. — Publication et impression du <i>Bulletin municipal officiel</i>	4.063 87
Art. 18. — Dégrevements et non-valeurs relatifs aux taxes de remplacement de l'octroi. (Cette nouvelle prévision de dépense paraît avoir été escomptée un peu largement).....	42.396 70
Art. 24. — Conseils des prud'hommes. — Indemnités aux conseillers, etc.....	3.033 21
Art. 30. — Personnel du Bataillon des sapeurs-pompiers (vacances dans les cadres des Compagnies).....	7.367 54
Art. 35. — Personnel du service des inhumations et cimetières. (Réductions et vacances dans le personnel).....	5.847 78
Art. 36. — Fabrication et livraison de cercueils et ornements accessoires. (Annulation provenant de l'énorme rabais fait par l'adjudicataire de ce service).....	83 440 11
A reporter....	146.149 21

Report....	146.149 21
Art. 37. — Matériel et dépenses diverses des inhumations et cimetières.....	4.719 17
Art. 38. — Vacations des commissaires de police à l'occasion des exhumations (dépense correspondant à une recette équivalente non réalisée).....	6.000 »
Art. 43. — Matériel de balayage et de nettoyage des services municipaux. (Même observation qu'à l'article 18 ci-dessus).....	4.539 59
Art. 48. — Eclairage des bâtiments communaux et services municipaux.....	3.817 81
Art. 50. — Locations à la charge de la Ville...	4.758 45
Art. 52. — Contributions des propriétés communales (conséquence des dégrèvements accordés à la Ville en suite de réclamations reconnues fondées).....	4.137 83
Art. 60. — Matériel de nettoyage des voies publiques, enlèvement des immondices, arrosage au tonneau.....	8.178 58
Art. 61. — Enlèvement des neiges et des glaces	5.410 93
Art. 63. — Entretien des voies pavées et empierrées et des promenades.....	22 093 40
Art. 66. — Entretien des égouts, aqueducs et travaux d'art autres que ponts.....	6.144 59
Art. 70. — Entretien des urinoirs et latrines et des bassins des fontaines monumentales.....	3.062 76
Art. 71. — Eclairage des voies publiques.....	6.117 65
Art. 72. — Matériel, entretien et autres dépenses du service technique des Eaux.....	4.066 54
Art. 81. — Personnel enseignant. — Traitements et indemnités. (Un crédit supplémentaire de 20,000 francs, un peu large, avait été voté pour faire face à cette dépense).....	13.314 25
Art. 83. — Enseignement ménager. — Dépenses de fonctionnement.....	4.494 41
Art. 92. — Distribution de prix aux élèves des écoles primaires municipales. (Suppression de crédit votée par le Conseil municipal).....	35.000 »
Art. 102. — Ecole de commerce et de comptabilité pour jeunes filles. (Suppression de cette école à partir du 1 ^{er} octobre 1906).....	9.853 70
Art. 112. — Bibliothèques municipales.....	3.983 80
Art. 122. — Ecole nationale des Beaux-Arts de Lyon (ajournement de la création de l'Ecole régionale d'architecture et autres causes).....	10.299 66
Art. 124. — Dépenses de fonctionnement du Grand-Théâtre.....	34 312 30
Art. 125. — Dépenses de fonctionnement du théâtre des Célestins.....	152.229 35
Art. 126. — Services généraux communs aux deux théâtres.....	111.443 24
Pour ces trois articles, les annulations de crédit sont la conséquence de l'affermage des deux théâtres à partir du 1 ^{er} septembre 1906.	
Art. 129. — Part de la Ville dans les frais de transport et de séjour d'aliénés indigents hospitalisés ou secourus à domicile.....	7.049 57
Art. 144. — Œuvre de la Rouchée de pain. — Fonctionnement.....	3.836 90
Art. 145. — Hôtel des invalides du Travail. — Fonctionnement (prévision de dépenses basée sur un nombre de pensionnaires qui n'a pas été atteint).....	45.441 57
Art. 177. — Subventions à la Bourse du Travail et aux syndicats ouvriers légalement constitués, pour location de locaux, cours professionnels et bureau de placement.....	4.428 80
Art. 178. — Subventions aux caisses de chômage organisées par les syndicats ouvriers (toutes les demandes de subventions justifiées ont été accueillies).....	7.405 27
Art. 185. — Logement des troupes de passage et frais de casernement.....	4.742 85
Art. 187. — Fêtes publiques (réduction de dépenses résultant d'une délibération du Conseil municipal).....	54.269 12
Art. 197. — Revision des listes électorales et frais d'élections (peu d'élections en 1906).....	9 112 58
Art. 200. — Remboursements d'excédents de versements sur produits communaux.....	4.981 10
Annulations diverses au-dessous de 3,000 francs, ensemble.....	81.455 72
Total.....Fr.	826.850 70

Dépenses extraordinaires.

Art. 2 — Abonnement au timbre des obligations et frais divers relatifs aux emprunts.....	2.102 60
Art. 3. — Emprunt de 62 millions contracté au Crédit Foncier (bonification d'intérêts sur les fonds laissés dans les caisses de cette Société).....	145.555 55
Art. 5. — Suppression des passages à niveau de la ligne de Lyon à Genève. Remboursement par annuités des avances faites par la Compagnie P.-L.-M. — Chiffre provisionnel.....	5.225 42
Art. 9. — Etablissement de trottoirs neufs (pénurie de demandes des propriétaires).....	9.953 92
Art. 21. — Versement au Trésor des impôts à percevoir sur les obligations d'emprunts municipaux (crédit d'ordre ; économie compensée par une diminution de recette équivalente).....	14 225 35
Annulations diverses, ensemble.....	5.015 84
Total	Fr. 182.078 68

Dépenses supplémentaires.

Art. 16. — Frais de curage des fosses d'aisances appartenant à la Ville.....	3.056 13
Art. 66. — Construction d'un édifice pour le service des inhumations et cimetières (rabais d'adjudication).....	48.093 82
Art. 76. — Construction d'égouts (économie résultant des rabais d'adjudication).....	25.561 03
Art. 77. — Construction de chaussées en pavés.....	
A reporter...	76.710 98

Report... 76.710 98

d'échantillons, pavés de bois et autres pavages (rabais d'adjudication).....	27.331 62
Art. 80. — Construction d'urinoirs et de latrines.....	3.538 14
Art. 83. — Extension et amélioration de l'éclairage public (1903-1904) (économie dans les évaluations).....	35.000 »
Art. 85. — Amélioration du quartier de la Martinière (rabais d'adjudication).....	46.126 52
Art. 161. — Dépenses de la Caisse spéciale en faveur des sapeurs-pompiers retraités.....	3.878 76
Art. 168. — Réserve pour l'emploi en dépense de la créance sur la Société du quartier Grôlée, dont le recouvrement est incertain (annulation égale à la dette de cette Société, non recouvrée) ..	3.865.286 49
Art. 177. — Travaux de restauration du théâtre des Célestins. — Premier fonds.....	11.111 11
(Voir les explications données à l'occasion de la recette correspondante non recouvrée).	
Annulations diverses au-dessous de 3,000 francs.....	19.376 54
Total	Fr. 4.088.360 16

Je vous propose, Messieurs, d'approuver le présent compte d'administration aux chiffres indiqués au commencement du présent rapport.

Lyon, le 17 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

M. LE PRÉSIDENT : Messieurs, je donne la parole à M. GORJUS, rapporteur.

Rapport de la Commission du budget.

Messieurs, votre Commission générale, constituée en Commission de budgets, a examiné attentivement le compte d'administration pour 1906, qui lui était soumis par M. le Maire.

Le résultat final de l'exercice, débarrassé des bonis apparents, présente un excédent réel de recettes de 1,459,019 fr. 25 cent.

Ce résultat est très satisfaisant, quand on considère que la Ville a à faire face à des charges toujours croissantes, nécessitées par le progrès social et résultant aussi des questions d'instruction publique et d'assistance.

En effet, dans les dépenses de l'Instruction publique, nous constatons des augmentations dues au jeu de la loi Symian, au nombre toujours croissant d'élèves fréquentant nos écoles, aux emplois nouveaux d'instituteurs et aux créations de classes que ces élèves entraînent.

Dans le chapitre Assistance publique, nous remarquons l'augmentation du contingent de la Ville dans les dépenses des Enfants assistés, et l'occupation du quatrième pavillon de notre Hôtel des Invalides du travail ; soit pour les pensions des vieillards, soit pour notre Hôtel des Invalides du travail, nous avons devancé le législateur.

A signaler aussi les augmentations contenues des dépenses de police qui de 585,000 francs en 1902 ont passé à 693,130 fr. 07 en 1906.

Dans les moins-values de recettes, nous remarquons l'abaissement du produit de l'attribution qui nous est faite

par l'Etat sur le principal des patentes et centimes additionnels communaux, par suite des diminutions de patentes pour les classes inférieures. (Loi du 19 avril 1905.)

Il ressort de ces augmentations de dépenses et diminutions de recettes provoquées par les lois récemment votées, que notre tuteur, l'Etat, se débarrasse sur les communes, et surtout sur les grandes villes, de ses obligations morales et financières, sans leur donner jamais aucune compensation.

Vous avez protesté contre cette étrange manière de faire et nous espérons que les conférences entre maires de grandes villes, pour résister à l'arbitraire de l'Etat, auront bientôt un heureux résultat.

Nous avons pu compenser ces aggravations de charges grâce au bon rendement de nos taxes de remplacement de l'Octroi et aux produits des régies municipales, service des Eaux, inhumations, abattoirs, entrepôts, marchés et droits d'attache, qui ont donné les excellents résultats que vous avez constatés et qui permettent d'envisager l'avenir avec confiance.

Les protestations que nous pourrions adresser au Gouvernement étant contenues en partie dans le rapport du Maire que vous avez approuvé dernièrement sur les finances municipales et l'Etat, nous ne vous proposons aucun vœu et nous vous demandons de bien vouloir prendre la décision suivante :

Le Conseil municipal,

Vu le compte d'administration de 1906, présenté par M. le Maire ;

Vu le rapport de M. le Maire sur ce compte ;

Vu les articles 52 et 151 de la loi du 5 avril 1884 ;

Sa Commission du budget entendue ;

Délibère :

Est approuvé le compte d'administration de 1906, clos au 31 mars 1907 tel qu'il a été présenté par M. le Maire.

Le Rapporteur,
Henry GORJUS.

M. LE PRÉSIDENT : Messieurs, si personne ne demande la parole, je vais mettre aux voix l'approbation du compte administratif de l'exercice 1906, ainsi que le rapport de la Commission spéciale.

M. LE MAIRE quitte la salle des séances.

(Les conclusions de M. le Rapporteur, tendant à approuver le compte d'administration de la ville de Lyon pour l'exercice 1906, sont adoptées.)

M. LE MAIRE reprend possession du fauteuil de la présidence.

(Il est 9 h. 30.)

PRÉSIDENCE DE M. LE MAIRE

Ville de Lyon. — Projet de budget supplémentaire pour l'exercice 1907.

RAPPORT DE M. LE MAIRE

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre le projet de budget supplémentaire de la ville de Lyon, pour l'exercice 1907.

Ce budget présente deux parties distinctes : la première comprend les recettes et les dépenses prévues aux budgets des exercices antérieurs et qui, n'ayant pu être effectuées pour des motifs divers avant le 31 mars 1907, doivent être reportées à l'exercice suivant ; la seconde, les recettes et les dépenses non prévues au budget primitif.

Je vais analyser successivement les éléments constitutifs de ces deux grandes divisions du budget.

PREMIÈRE PARTIE. — REPORTS DES EXERCICES ANTÉRIEURS.

Le projet de budget supplémentaire, tel qu'il avait été préparé il y a une quinzaine de jours, après avoir fait état de toutes les recettes et dépenses nouvelles à y incorporer, se soldait par un excédent de recettes de .Fr. 775.829 61 que je vous aurais proposé d'affecter à des améliorations de voirie ou à des travaux d'édilité.

Mais depuis est intervenu le jugement du Tribunal de Grenoble, qui a débouté la Ville de ses réclamations relatives aux droits de stationnement des voitures de vidanges. Ces droits, accumulés depuis 1894, figuraient aux restes à recouvrer pour une somme de .Fr. 1.636.504 92 qui, de ce fait, doit disparaître du budget.

Cette déduction faite, l'excédent de recettes se change en un excédent de dépenses de .Fr. 860.675 31 que j'ai dû combler en annulant ou en réduisant un certain nombre de crédits de report devenus inutiles ou qui ne sont pas susceptibles d'être employés en totalité au cours de la présente année.

Ces crédits sont les suivants :

Art. 7. — Locations à la charge de la Ville.. 135.932 76

Art. 40. — Impôts afférents aux immeubles du quartier Grôlée..... 91.150 05

Ces deux crédits se rapportent à des sommes dues par la Ville à la Société du quartier Grôlée pour location de l'ancien presbytère de Saint-Bonaventure et du local du service des Eaux, et pour le remboursement de la part revenant à la Ville dans le produit des contributions foncières et des portes et fenêtres établies sur les immeubles de ce quartier.

Depuis l'année 1900, la Ville n'a pu annuellement se libérer du paiement de ces sommes par suite des oppositions dont elles étaient frappées. La convention récemment conclue avec la Compagnie foncière de France pour la reprise du quartier Grôlée permet à la Ville de se les approprier, en compensation d'une partie de la dette de la Société.

Il n'y a donc pas lieu de maintenir au budget ces deux crédits, devenus inutiles.

Art. 68. — Installation d'un musée historique dans l'hôtel de Gadaigne (1^{er} fonds)..... 100.000 »

A reporter....Fr. 327.082 81

Report..... 327.082 81

Art. 69. — Construction d'une caserne pour les sapeurs-pompiers..... 69.000 »

Le crédit reporté était de 163.996 fr. 77. D'une étude faite par l'architecte, M. Duret, il résulte que 94.996 fr. 77 seront suffisants pour solder les dépenses effectuées. Le surplus du crédit, résultant d'économies ayant pour cause les rabais d'adjudication, est devenu inutile.

Art. 70. — Construction de mairies dans les 3^e et 6^e arrondissements (1^{er} fonds)..... 110.000 »

Ces deux crédits prévisionnels s'appliquent à des projets qui n'ont pas encore été préparés et qui peuvent être ajournés sans inconvénient.

Art. 90. — Suppression des passages à niveau de la ligne de Lyon à Genève. — Travaux de voirie..... 400.000 »

Le crédit de 800.000 francs inscrit sous cet article peut, sans inconvénient, être réduit à 400.000 francs. D'après un rapport du service de la Voirie, la dépense à faire au cours de la présente année ne dépassera pas 300.000 fr. Pour plus de sécurité, nous en maintenons 400.000.

La différence pourra être imputée sur le prochain budget.

Art. 91. — Prolongement du cours Charlemagne..... 100.000 »

Le crédit de 197.223 fr. 73 inscrit au budget ne peut être employé en totalité au cours de la présente année. La seule dépense à prévoir pour le moment est celle relative aux expropriations, qui ne dépassera certainement pas les 97.223 fr. 73 maintenus. Le surplus sera inscrit au budget de 1908.

TOTAL.....Fr. 1.006.082 81

Ces réductions opérées, le budget supplémentaire de 1907 présente, comme on le verra plus loin, un excédent disponible de 145.407 fr. 50, nécessaire pour faire face aux imprévus qui peuvent se produire d'ici à la fin de l'année.

Cet exposé préalable était nécessaire pour expliquer les différences qui vont apparaître dans les chiffres des reports constituant la première partie du budget, si on les compare aux chiffres originaires du compte d'administration de 1906.

RECETTES. — Les recettes ou prévisions de recettes de 1906 et des exercices antérieurs à reporter au budget supplémentaire de 1907 sont inscrits sous les art. 1^{er} à 39, et comprennent :

1^{er} L'excédent de caisse à la clôture de l'exercice 1906.....Fr. 3.896.973 64

2^{es} Les restes à recouvrer sur les produits constatés mais non réalisés au 31 mars 1907. 4.558.205 08

Ces restes à recouvrer, d'après le compte d'administration, s'élevaient à 6.194.710 francs ; mais il y a lieu d'en déduire, comme on l'a vu plus haut, le montant des droits de stationnement des voitures de vidanges, s'élevant à 1.636.504 fr. 92.

3^e Les fonds d'emprunts non encaissés..... 6.500.000 »

TOTAL.....Fr. 14.955.178 72

DÉPENSES. — Les crédits ou portions de crédit provenant des exercices antérieurs et s'appliquant à des dépenses impayées ou non encore employées à la clôture de l'exercice 1906, sont inscrits sous les art. 1^{er} à 146 pour les sommes suivantes :

1 ^{re} Restes à payer proprement dits.....	Fr. 764.968 59
2 ^{re} Emploi des ressources ayant une affectation spéciale.....	150.611 98
3 ^{re} Travaux à exécuter ou en cours d'exécution.....	8.989.192 08

Cette somme se répartit comme suit :

Architecture et Beaux-Arts.....	6.290.598 51
Voirie urbaine, eaux et promenades.....	2.395.906 97
Voirie vicinale.....	109.813 56
Divers services.....	192.873 04
TOTAL.....	Fr. 9.904.772 65

Pour les motifs ci-dessus exposés, cette catégorie de crédits, qui s'élevait originellement à 10.910.855 fr. 46, a dû subir une réduction de 1.006.082 fr. 81.

Le rapport sur le compte d'administration de 1906 que j'ai eu l'honneur de vous soumettre, donne sur ces deux natures de recettes et de dépenses des explications qu'il me paraît superflu de reproduire à nouveau.

DEUXIÈME PARTIE. — OPÉRATIONS PROPRES A L'EXERCICE 1907.

RECETTES. — Les recettes non prévues au budget primitif s'élèvent à 5.476.626 fr. 03, et s'appliquent aux prévisions suivantes :

Art. 40. — Réception du Président de la République et des Municipalités anglaises et écossaises. — Participation du département dans la dépense..... 20.000 »

Par une délibération du 10 avril 1907, le Conseil général du Rhône a décidé de coopérer dans ces dépenses jusqu'à concurrence de ladite somme de 20,000 francs.

Art. 41. — Remboursement d'une somme payée en trop, à titre de contingent de la Ville, dans la dépense des enfants assistés en 1905..... 41.815 17

La dépense prévisionnelle inscrite en 1905, au budget départemental, pour le service des enfants assistés, n'ayant pas été atteinte, la participation proportionnelle des communes, établie et payée d'après cette dépense prévisionnelle, s'est trouvée sensiblement réduite. De là un remboursement qui s'est élevé, pour la ville de Lyon, à la somme indiquée ci-dessus.

Art. 42. — Part contributive de la Chambre de Commerce dans les frais de réfection et de décoration du Palais du Commerce..... 5.000 »

Ensuite de l'invitation qui m'a été faite par le Conseil municipal dans sa séance du 25 mars 1907, j'ai obtenu de la Chambre de Commerce sa coopération pour une somme de 5,000 francs, dans la dépense occasionnée par la réfection du perron du Palais du Commerce et par l'installation au devant de ce perron du bas-relief de Vermare, représentant le Rhône et la Saône.

Art. 43. — Intérêts sur les sommes dues à la Ville par la Société du quartier Grôlée..... 261.603 32

Cette Société a fait à la Recette municipale, le 1^{er} mai 1907, un versement de 350,000 francs sur ses locations arriérées. Sur cette somme, 88,396 fr. 68 c. ont été appliqués au capital de la créance (voir art. 172 des dépenses ci-après), et 261,603 fr. 32 c., représentant les intérêts de la somme due au jour du versement, ont fait l'objet du présent article de recette.

Art. 44. — Redevances de la Société des Forces motrices du Rhône pour les années 1898 à 1905. — Complément et intérêts..... 22.305 52

A reporter.. 350.724 01

Report..... 350.724 01

Un arrêt du Conseil d'Etat du 7 août 1906 a décidé, contrairement aux prétentions de cette Société, que les redevances dont il s'agit devaient être calculées sur la totalité de ses recettes. A la seule exception de celles provenant des fournitures faites à la ville de Lyon.

Le complément ci-dessus s'applique aux redevances afférentes aux autres établissements publics qui avaient été réservées en attendant la solution du litige. Il comprend, en outre, les intérêts de la créance de la Ville depuis le jour de la demande en justice.

Art. 45. — Recettes diverses de l'année 1906, non contestées au compte de cet exercice..... 1.000 »

Prévision destinée à englober toutes les recettes de l'exercice clos, qui, pour diverses causes, n'étaient pas connues ou constatées au moment de la clôture de l'exercice.

Art. 46. — Participation de l'Etat dans les dépenses du Laboratoire municipal..... 5.850 »

En exécution d'un arrêté ministériel du 18 février 1907, le Laboratoire municipal a été désigné comme Laboratoire régional pour faire les analyses des denrées alimentaires et des boissons prélevées par application de la loi du 1^{er} août 1905. A cet effet, il bénéficiera d'une allocation annuelle, fixée à 5,850 francs pour 1907.

Art. 47. — Rentes 3% sur l'Etat acquises avec les fonds disponibles..... 31.556 50

Deux délibérations du Conseil municipal des 14 novembre 1906 et 4 février 1907 ont affecté à l'achat de rentes sur l'Etat une somme de 2 millions, à prélever sur les fonds libres déposés en compte courant au Trésor.

Cette opération a été effectuée dans le courant du 2^e trimestre 1907. Une somme de 63,113 francs de rentes, jouissance du 1^{er} avril 1907, a été acquise et figurera dorénavant dans nos budgets. De ce fait, la Ville réalisera un bénéfice annuel de 33,113 fr. sur ses placements de fonds.

La prévision ci-dessus représente les arrérages de la rente aux échéances des 1^{er} juillet et 1^{er} octobre 1907.

Art. 48. — Produit de l'aliénation éventuelle des rentes acquises avec les fonds disponibles.. 2.000.000 »

Il s'agit là d'une opération d'ordre prévue par la délibération du 14 novembre 1906, et qui forme la contrepartie des crédits d'attente inscrits au budget.

Il reste entendu que l'aliénation même partielle de ces rentes ne serait effectuée que si le compte courant de la Ville au Trésor devenait insuffisant pour faire face aux paiements exigibles. Ce n'est pas avant longtemps que cette éventualité se réalisera.

Art. 49. — Participation des Conseils de prud'hommes dans les frais d'entretien du Palais du Commerce..... 3.250 »

Cette somme représente la part contributive de ces Conseils dans les frais communs d'éclairage, de chauffage et d'entretien du Palais du Commerce.

Ces frais, évalués en totalité à 13,000 francs, sont répartis entre les occupants du Palais d'après 3,250 francs chacun. Jusqu'à présent, la Chambre de Commerce, le Tribunal de Commerce et le Syndicat des Agents de change ont seuls payé cette redevance ; il est juste que les Conseils de prud'hommes la supportent également, ce qui permettra à la Ville de récupérer la part qui revient dans cette dépense aux communes suburbaines comprises dans la circonscription de ces Conseils.

Quant à la part de la Ville, elle fait l'objet d'un crédit spécial inscrit à l'article 148 ci-après.

Art. 50. — Recettes de l'exposition d'hygiène.. 35.000 »

A reporter.. 2.427.380 51

Report..... 2.427.380 51

Bien que ces recettes aient été, en fait, confondues avec celles du concours national agricole, il convient de les prévoir au budget supplémentaire pour leur produit approximatif, qui vient en augmentation de la prévision de 70.000 francs inscrite à l'article 11 du chapitre II du budget primitif.

A l'heure actuelle, le total des recettes encaissées tant pour le concours agricole et l'exposition d'horticulture que pour l'exposition d'hygiène, atteint 110.658 fr. 25.

Art. 51. — Réalisation de l'emprunt contracté au Crédit Foncier en vue de la reprise du quartier Grölée..... 3.000.000 »

Somme à recevoir en vertu du traité approuvé par délibération du Conseil municipal du 25 mars 1907.

Cette recette a sa contrepartie en dépense, aux articles 129 et 130.

Art. 52. — Produit, en capital et intérêts, de divers dons et legs faits à la Ville..... 10.000 »

Plutôt que d'inscrire une prévision spéciale pour chaque legs, on fera recette sous cette prévision générale de tous les dons et legs faits à la Ville et encaissés pendant l'année.

Ce procédé, employé par d'autres administrations publiques, facilitera la classification des recettes et des dépenses et ne fera pas obstacle à la spécialisation et à l'affectation des libéralités.

Art. 53. — Remboursement, par l'Etat, des dépenses faites par la Ville pour la mise en état de viabilité des voies publiques ouvertes sur le nouvel emplacement de la Manufacture des tabacs..... 39.245 52

Exécution de l'art. 3 de la convention passée entre l'Etat et la Ville, et acceptée par une délibération du Conseil municipal du 31 juillet 1906.

TOTAL..... Fr. 5.476.626 03

DÉPENSES. — Les dépenses nouvelles forment deux sections et comprennent : la première, les crédits votés par délibérations spéciales du Conseil municipal, inscrits sous les n° 118 à 144, s'élevant ensemble à..... Fr. 5.387.176 63

la seconde, les crédits mentionnés aux articles 145 à 173, sous le titre : *Dépenses proposées*, et formant un total de..... 4.994.447 97

Ensemble..... Fr. 10.381.624 60

A) Dépenses votées par délibérations spéciales.

Ainsi qu'il est dit plus haut, l'ensemble de ces dépenses s'élève à la somme totale de... 5.387.176 63

Le Conseil municipal ayant déjà voté ces crédits, il paraît inutile de reproduire ici les explications fournies en leur temps.

Il y a lieu toutefois de signaler que, dans ce chiffre, figurent pour 3.000.000 de francs les crédits nécessités par la reprise du quartier Grölée, et dont il est fait mention à l'article 51 des recettes.

B) Dépenses proposées.

Ces dépenses ont été classées en trois catégories correspondant à leur nature et à leur destination.

1° Crédits destinés au paiement de dépenses arriérées de 1906 et exercices antérieurs.

Art. 145. — Allocation à la Caisse des retraites des employés de l'Administration municipale..... 897 1

A reporter..... 897 12

Report... 897 12

Crédit destiné à combler l'insuffisance du crédit ouvert au budget de 1906 pour cette allocation.

Art. 146. — Ecole municipale de tissage.... 3.823 39

Supplément de dépenses nécessité par la réorganisation de l'atelier de tissage mécanique, la transformation et l'installation des locaux du troisième étage et un achat plus important de matière nécessaires à la fabrication.

2° Crédits additionnels à ceux ouverts au budget primitif de 1907.

Art. 147. — Frais d'assiette et de perception des taxes de remplacement de l'octroi..... 8.000 »

Crédit destiné à payer aux employés de la taxe sur l'alcool, l'indemnité qui leur a été attribuée par la délibération du Conseil municipal du 24 décembre 1906, postérieure au vote du budget primitif.

Art. 148. — Conseils de Prud'hommes.... 2.500 »

Crédit destiné à payer la part de la Ville dans la dépense obligatoire résultant des frais de chauffage, d'éclairage et d'entretien du Palais du Commerce.

Voir les explications données, d'autre part, à l'article 49 des recettes.

Art. 149. — Personnel du bureau d'Hygiène.... 3.500 »

Crédit destiné à faire face, jusqu'à concurrence de 1.800 francs, au paiement du titulaire d'un emploi d'expéditionnaire créé par une délibération du Conseil municipal du 30 janvier 1906. Cet emploi a été omis au budget primitif.

Le surplus du crédit sera affecté à la création d'un emploi de contrôleur à 1.700 francs, chargé de l'application du règlement sanitaire.

Art. 150. — Entretien, renouvellement et transport du matériel d'incendie..... 2.400 »

L'augmentation du prix des fourrages, qui s'est manifestée au cours de la présente année d'une façon intensive, nécessite ce supplément de crédit.

Art. 151. — Matériel et dépenses diverses des inhumations et cimetières..... 1.700 »

Ce supplément de dépenses est nécessité par la transformation projetée de la tenue des porteurs des convois funèbres, qui a fait l'objet d'un rapport spécial soumis au Conseil municipal le 10 juin dernier.

Art. 152. — Entretien des bâtiments communaux et de leur mobilier..... 25.000 »

La nécessité de ce crédit résulte en majeure partie de la loi de séparation, qui a rendu à la Ville l'usage des presbytères et de leurs dépendances. Pour tirer parti de ces bâtiments, il a été nécessaire d'y faire d'importantes réparations et modifications dont la dépense imprévue a grevé le crédit d'entretien des bâtiments communaux, déjà insuffisant.

Art. 153. — Assurances contre l'incendie des propriétés communales..... 2.000 »

Art. 154. — Contributions des propriétés communales..... 3.000 »

Ces deux suppléments de crédits, comme le précédent, sont nécessités par l'incorporation dans le domaine communal des presbytères et d'un certain nombre d'immeubles acquis en vue de la construction de groupes scolaires.

Art. 155. — Frais d'études pour la construction de nouveaux ponts..... 7.000 »

Voir le rapport spécial présenté au Conseil municipal le 15 mars 1907, au sujet de ces frais d'études.

A reporter... 59.820 51

<i>Report.....</i>	59.820 51
Art. 156. — Personnel enseignant. — Traitements et indemnités.....	15.000 »
Cette augmentation de dépense résulte en majeure partie de l'application de la loi de finances du 22 avril 1905 dont l'article 52 porte augmentation générale des traitements du personnel enseignant à effectuer par quart en quatre années. La prévision inscrite à cet effet au budget primitif a été dépassée. Il y a lieu de tenir compte également des nombreuses créations d'emplois nécessitées par l'accroissement du nombre des élèves fréquentant les écoles publiques.	
Art. 157. — Cours spéciaux des Ecoles primaires supérieures.....	300 »
Le crédit de 500 francs affecté à l'Ecole primaire supérieure du Palais des Arts pour achat d'instruments de physique et de chimie et entretien du matériel d'enseignement est devenu insuffisant par suite de l'adjonction à cette école de la section commerciale remplaçant l'ancienne Ecole de commerce de jeunes filles. Cette section possède un matériel spécial et notamment neuf machines à écrire, nécessitant des dépenses d'entretien importantes. Il y a lieu de la doter d'un crédit supplémentaire de 300 francs pour faire face à ces dépenses.	
Art. 158. — Traitements et salaires des gens de service attachés aux écoles.....	5.000 »
Cette somme est destinée : 1^o A l'augmentation des traitements des femmes de service dans les écoles maternelles (insuffisance de prévision au budget primitif pour l'application du nouveau règlement).....Fr. 460 2^o Aux frais de suppléance pour cause de maladie..... 840 3^o Aux indemnités allouées aux femmes des concierges chargées du chauffage dans les écoles..... 3.700 Somme égale.....Fr. 5.000	
Art. 159. — Cantines scolaires.....	5.000 »
En 1906, la dépense occasionnée par le fonctionnement de ces cantines s'est élevée à 53.369 francs ; il est certain qu'elle ne sera pas inférieure à ce chiffre en 1907. Le crédit inscrit à l'article 100 du budget primitif n'étant que de 50.000 francs, il convient de le compléter par une allocation supplémentaire de 5.000 francs en prévision des aléas qui peuvent se produire.	
Art. 160. — Garderies du jeudi.....	780 »
Un emploi nouveau a été créé à chacune des garderies des écoles de garçons, rue Vendôme, 50, et route de Vienne, 119, à partir du 1^{er} janvier 1907. Ces créations ont entraîné une dépense supplémentaire de 600 francs, à laquelle il convient d'ajouter une indemnité de 180 francs spécialement accordée à un maître qui a fait pendant six mois une surveillance supplémentaire dans une garderie.	
Art. 161. — Cours de modèle vivant.....	75 »
Allocation supplémentaire destinée à permettre d'assimiler le surveillant de ce cours aux surveillants des écoles municipales de dessin.	
Art. 162. — Placement à la campagne d'orphelins pauvres.....	3.000 »
Le Conseil général du Rhône, par une délibération du 22 août 1906, confirmée par une dépêche ministérielle du 8 mars 1907, a élevé le tarif des prix de pension mensuelle des orphelins placés à la campagne aux frais de la Ville. Cette élévation de tarif occasionnera une dépense supplémentaire annuelle d'environ 3.000 francs.	
A reporter...	88.975 51

<i>Report.....</i>	88.975 51								
Art. 163. — Service des transports municipaux.....	4.600 »								
Sur cette somme, 3.600 francs sont destinés à la nourriture et à la litière des chevaux, dont la dépense a augmenté par suite de l'élévation considérable du prix des fourrages en 1907. Une somme de 1.000 francs est en outre prévue pour les frais de construction d'une nouvelle voiture destinée au transport du lait stérilisé.									
Art. 164. — Pensions et secours à la charge de la Ville.....	4.600 »								
Supplément nécessaire pour faire face aux nouveaux secours annuels renouvelables résultant de votes récents du Conseil municipal.									
3^e Crédits d'ordre et divers.									
Art. 165. — Rupture de la conduite des eaux rue de l'Hôtel-de-Ville. — Règlement des dégâts.....	845 40								
Voir le rapport spécial présenté au Conseil municipal, le 29 avril 1907, au sujet de cette affaire.									
Art. 166. — Emploi du produit de divers dons et legs faits à la Ville.....	10.000 »								
Dépense d'ordre. — Voir les explications données à l'art. 52 des recettes.									
Art. 167. — Droits d'enregistrement de l'acte de reprise du service des Eaux et frais d'instance.....	300.000 »								
Voir le rapport spécial présenté au Conseil municipal, le 5 juillet 1907, au sujet de cette affaire.									
Art. 168. — Construction d'un bâtiment d'habitation pour les gardes du Parc (1^{er} fonds).....	40.000 »								
Un rapport spécial sera prochainement présenté au Conseil municipal au sujet de cette construction.									
Art. 169. — Construction de groupes scolaires. — Acquisition d'immeubles.....	300.000 »								
Cette somme est nécessaire pour achever de payer les acquisitions faites en vue de la construction de nouveaux groupes scolaires dans les divers quartiers de la Ville. Il y a avantage à effectuer ce paiement le plus tôt possible, afin d'éviter le paiement des intérêts à 4 % dont sont passibles ces acquisitions.									
Art. 170. — Exhaussement de diverses voies publiques dans le quartier Saint-Paul. — Indemnités et frais d'instances.....	60.000 »								
Ces travaux d'exhaussement ont occasionné un grand nombre de réclamations de la part des propriétaires et locataires riverains des voies remaniées. Quelques-unes de ces réclamations ont déjà été jugées par le Conseil de Préfecture et ont donné lieu à des indemnités figurant au présent budget sous les art. 140 et 141, pour une somme totale de 55.800 francs. Les autres instances seront jugées dans le courant de la présente année, et il y a lieu de prévoir la somme nécessaire pour parer aux frais qu'elles nécessiteront.									
Art. 171. — Exposition d'hygiène. — Crédit supplémentaire.....	15.900 »								
Les divers crédits ouverts au budget pour le concours agricole, l'exposition d'hygiène et la réception de M. le Président de la République et des Municipalités anglaises et écossaises s'élèvent au total de..... 20.000 » Les dépenses effectuées ont atteint environ : <table> <tr> <td>Concours agricole et exposition d'horticulture.....</td><td>86.200 »</td></tr> <tr> <td>Exposition d'hygiène..</td><td>49.600 »</td></tr> <tr> <td>Fêtes et réceptions....</td><td>90.100 »</td></tr> <tr> <td>Total.....</td><td>225.900 »</td></tr> </table>		Concours agricole et exposition d'horticulture.....	86.200 »	Exposition d'hygiène..	49.600 »	Fêtes et réceptions....	90.100 »	Total.....	225.900 »
Concours agricole et exposition d'horticulture.....	86.200 »								
Exposition d'hygiène..	49.600 »								
Fêtes et réceptions....	90.100 »								
Total.....	225.900 »								
A reporter...	824.920 91								

Report..... 824.920 91

Il en résulte une insuffisance de... 15.900 »
qu'il y a lieu de combler par une allocation supplé-
mentaire d'égale somme.

Art. 172. — *Dégâts occasionnés aux murs
de l'église Saint-Bonaventure. — Arrêt du
Conseil d'Etat*..... 13.260 »

Voir le rapport spécial du 9 juillet 1907.

Art. 173. — *Réserve pour l'emploi en dé-
pense de la créance sur la Société du quartier
Grôlée*..... 4.156.267 06

Suivant l'usage et en attendant la liquidation défini-
tive de cette affaire, il y a lieu d'inscrire en dépense
une prévision correspondante à la recette incertaine
qui figure aux restes à recouvrer.

Toutefois, la Société ayant versé sur cette
créance une somme de 88.396 fr. 68 (voir art. 43
des recettes ci-dessus), l'emploi en dépense a été
diminué d'une somme égale à ce dernier chiffre.

TOTAL à reporter... Fr. 4.994.447 97

Report du total..... 4.994.447 97

Report des crédits votés par délibérations
spéciales..... 5.387.176 63

Ensemble..... Fr. 10.381.624 60

RÉCAPITULATION ET BALANCE.

En résumé, Messieurs, le budget supplémentaire de
l'exercice 1907 présente les résultats généraux suivants :

RECETTES

Provenant des exercices an-
térieurs..... Fr. 14.955.178 72 }
Propres à l'exercice 1907.. 5.476.626 03 } 20.431.804 75

DÉPENSES

Provenant des exercices an-
térieurs..... Fr. 9.904.772 65 }
Propres à l'exercice 1907.. 10.381.624 60 } 20.286.397 25

Excédent des recettes Fr. 145.407 50

Lyon, le 17 juillet 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Rapport de la Commission du budget.

Messieurs, le budget supplémentaire
pour l'exercice 1907 n'a donné lieu à au-
cune observation importante de la part
des membres présents de la Commission
générale, formée en Commission des
budgets.

Un fait le domine tout entier : c'est le
procès perdu par la Ville devant le Tri-
bunal de Grenoble. La Ville a été débou-
tée de ses réclamations relatives aux
droits de stationnement des voitures de
vidanges, malgré la décision rendue en
notre faveur par le Tribunal civil de
Lyon.

La somme de 1,636,504 fr. 92, restes
accumulés depuis 1894 jusqu'à 1901,
disparaît de nos réserves. Afin de réta-
blir l'équilibre, l'Administration muni-
cipale s'est vue forcée de réduire ou
d'annuler quelques crédits relatifs à cer-
tains travaux de voirie et de construc-
tion. Ces travaux ne seront que retardés,
car les crédits seront rétablis au
suivant exercice.

D'autres travaux, tels que la construc-
tion et l'appropriation des maisons d'é-
cole et autres établissements d'ensei-
gnement public, la construction d'un
Orphelinat de garçons si longtemps
attendue, sont cependant inscrits dans
le budget supplémentaire. Les premiers
fonds nécessaires à la construction des
abattoirs de la Mouche y figurent aussi.

Il eût été pénible de voir retarder ces
utiles travaux qui vont entrer dans la
voie d'exécution aussitôt que le Conseil
aura statué sur les rapports qui lui sont
soumis.

Les événements saillants au point de
vue municipal de l'année 1907, sont : les
fêtes données à l'occasion de la réception
du Président de la République et de la
visite des délégués des Municipalités
anglaises et écossaises, pendant la se-
maine du Concours national agricole.

Ces fêtes ont nécessité l'ouverture
d'un crédit de 80,00 francs, mais le pro-
duit des entrées au Concours national
agricole et à l'Exposition d'hygiène ur-
baine, la subvention de 20,000 francs

votée par le Conseil général du Rhône à
cette occasion, enfin les avantages qu'en
a retirés le commerce lyonnais, en géné-
ral, ont largement compensé cette dé-
pense.

Les visites réciproques des délégués
du Conseil municipal de Lyon, en
Grande-Bretagne, sur l'invitation de ces
Municipalités que nous avons invitées
à notre tour, ont été une démonstration
pacifique de fraternité et d'entente inter-
nationale qui, nous le croyons, a été
bien jugée par la population lyonnaise ;
elle n'a d'ailleurs pas ménagé sa sym-
pathie à nos hôtes et nous l'en remer-
cions.

L'Exposition d'hygiène civile et ur-
baine a été une source d'enseignement
pour beaucoup et a vivement intéressé
le public ; il est à souhaiter qu'elle se
renouvelle.

Le Conseil municipal a voté la créa-
tion d'une salle de concert et de réunion ;
bientôt nous verrons dans le 1^{er} arron-
dissement s'ouvrir cette salle qui man-
quait à Lyon.

La reprise des presbytères, à la suite
de la non constitution des associations
culturales prévues par la loi, a donné
lieu à des locations avantageuses pour
la Ville.

Cette année a vu l'extension du réseau
de tramways par la création de deux li-
gnes nouvelles, celle de l'« Avenue Du-
quesne-Cordeliers-Archevêché », et celle
de la ligne « Place du Pont-Rue Terme ».
Cette dernière ligne sera prolongée, par
les pentes du 1^{er} arrondissement, jus-
qu'au cimetière de la Croix-Rousse et
rendra ainsi de grands services à la po-
pulation lyonnaise, en même temps
qu'elle rendra l'animation et la vie aux
quartiers traversés, quartiers jadis peu-
plés et prospères.

Nous avons la promesse de l'Adminis-
tration municipale de profiter des con-
cessions arrachées à grand peine à la
Compagnie des Tramways pour recti-
fier le plus vite possible la rue des Ta-
bles-Claudiennes à son débouché sur la
Grande-Côte.

Enfin, nous avons assisté à l'établis-
sement d'une école de plein air, dans la

propriété municipale du Vernay, pour
les enfants malades de nos écoles. Cette
expérience ayant pleinement réussi,
Lyon se doit de la continuer et de la dé-
velopper en y faisant passer plus d'en-
fants et d'étendre aux deux sexes le bé-
néfice de cette création.

Le budget supplémentaire pour 1907,
se solde ainsi :

Recettes 20.431.804 75
Dépenses 20.360.575 86
Excédent 71.228 89

Nous vous proposons de l'adopter
sans modification.

Le Rapporteur,
Henry GORJUS.

M. LE MAIRE : Messieurs, selon la tra-
dition, je crois qu'il n'est pas nécessaire
de voter ce budget supplémentaire arti-
cle par article.

Je vais donc en mettre aux voix les
différents paragraphes, sauf en ce qui
concerne les dépenses proposées qui
n'ont pas encore été soumises à votre
approbation et que je lirai en détail.

RECETTES

TITRE PREMIER

RECETTES SUPPLÉMENTAIRES

PREMIÈRE PARTIE. — Reports.

§ 1^{er}. — *Excédent de l'exercice précé-
dent.*

Chiffre présenté par l'Administration et admis
par la Commission..... Fr. 3.896.973 64
(Mis aux voix, ce chiffre est adopté.)

§ 2. — *Restes à recouvrer (art. 1 à 38).*
Recettes proposées par l'Administration et ad-
mises par la Commission..... Fr. 4.558.205 08
(Adopté.)

§ 3. — *Fonds d'emprunts non réalisés
(art. 39).*

Recette proposée par l'Administration et admise
par la Commission..... Fr. 6.500.000 »
(Mis aux voix, ce chiffre est adopté.)

M. LE MAIRE : Messieurs, je mets aux

voix le total de la première partie des recettes s'élevant à 14,955,178 fr. 72.

(Adopté.)

DEUXIÈME PARTIE. — *Recettes supplémentaires proprement dites.*

§ 4. — *Recettes non prévues au budget primitif* (art. 40 à 53).

Recettes proposées par l'Administration et admises par la Commission. Fr. 5 476.626 03

M. LE MAIRE : Je mets aux voix le total du quatrième paragraphe des recettes (deuxième partie), s'élevant à 5,476,626 fr. 03.

(Ce chiffre est adopté.)

RÉCAPITULATION DES RECETTES.

Première partie...	Fr. 14,955,178 72
Deuxième partie	5,476,626 03
Total.....	Fr. 20,431,804 75

(Le total des recettes, mis aux voix, est adopté.)

DÉPENSES

TITRE II

DÉPENSES SUPPLÉMENTAIRES

PREMIÈRE PARTIE. — *Reports.*

§ 1^{er}. — *Restes à payer des exercices antérieurs* (art. 1 à 48).

Crédits proposés par l'Administration et admis par la Commission. Fr. 764 968 59

(Ce chiffre, mis aux voix, est adopté.)

§ 2. — *Crédits d'ordre pour l'emploi de ressources ayant une affectation spéciale* (art. 49 à 65).

Crédits proposés par l'Administration et admis par la Commission. Fr. 150.611 98

(Adopté.)

§ 3. — *Crédits ou portions de crédits applicables à des travaux à exécuter ou en cours d'exécution* (art. 66 à 117).

Crédits proposés par l'Administration et admis par la Commission. Fr. 8.959.192 08

(Le total du troisième paragraphe est mis aux voix et adopté à ce chiffre.)

M. LE MAIRE : Maintenant, je mets aux voix le total de la première partie des dépenses, s'élevant à 9,904,772 fr. 65.

(Le Conseil adopte.)

DEUXIÈME PARTIE. — *Dépenses supplémentaires proprement dites.*

§ 4. — *Crédits votés par délibérations spéciales* (art. 118 à 14).

Crédits proposés par l'Administration et admis par la Commission. Fr. 5.381.176 63

(Ce chiffre, mis aux voix, est adopté.)

§ 5. — *Dépenses proposées* (art. 145 à 183).

Crédits proposés par l'Administration et admis par la Commission. Fr. 5.068.626 58

M. LE MAIRE : Messieurs, voici le détail des articles de ce paragraphe.

1^{er} Crédits destinés au paiement de dépenses arriérées de 1905 et exercices antérieurs.

Art. 145. — *Allocation à la Caisse de*

retraites des employés de l'Administration municipale : 897 fr. 12.

(Adopté.)

Art. 146. — *Ecole municipale de tissage* : 3,823 fr. 39.

(Adopté.)

2^o Crédits additionnels à ceux ouverts au budget primitif de 1906.

Art. 147. — *Frais d'assiette et de perception des taxes de remplacement de l'Octroi* : 8,000 francs.

(Adopté.)

Art. 148. — *Conseils des prud'hommes. — Indemnités aux conseillers, traitement des employés, frais de bureau* : 2.500 fr.

(Adopté.)

Art. 149. — *Personnel du bureau d'hygiène* : 3.500 francs.

(Adopté.)

Art. 150. — *Entretien, renouvellement et transport du matériel d'incendie* : 2.400 francs.

(Adopté.)

Art. 151. — *Matériel et dépenses diverses des inhumations et cimetières* : 1.600 francs.

(Adopté.)

Art. 152. — *Entretien des bâtiments communaux et locaux en location et de leur mobilier* : 25.000 francs.

(Adopté.)

Art. 153. — *Assurances contre l'incendie des propriétés communales* : 2.000 fr.

(Adopté.)

Art. 154. — *Contributions des propriétés communales* : 3.000 francs.

(Adopté.)

Art. 155. — *Frais d'études pour la construction de nouveaux ponts* : 7.000 fr.

(Adopté.)

Art. 156. — *Personnel enseignant. — Traitements et indemnités* : 15.000 francs.

(Adopté.)

Art. 157. — *Cours spéciaux des écoles primaires supérieures* : 300 francs.

(Adopté.)

Art. 158. — *Traitements et salaires des gens de service attachés aux écoles* : 5.000 francs.

(Adopté.)

Art. 159. — *Cantines scolaires* : 5.000 fr.

(Adopté.)

Art. 160. — *Gardiennes du jeudi* : 780 fr.

(Adopté.)

Art. 161. — *Cours de modèle vivant* : 75 francs.

(Adopté.)

Art. 162. — *Placement et entretien à la campagne d'orphelins pauvres* : 3.000 fr.

(Adopté.)

Art. 163. — *Service des transports municipaux* : 4.600 francs.

(Adopté.)

Art. 164. — *Pensions et secours à la charge de la Ville* : 4.600 francs.

(Adopté.)

3^o Crédits d'ordre et divers.

Art. 165. — *Rupture de la conduite des eaux de la rue de l'Hôtel-de-Ville. — Règlement des dégâts* : 845 fr. 40 c.

(Adopté.)

Art. 166. — *Emploi du produit de divers dons et legs faits à la Ville* : 10,000 fr.

(Adopté.)

Art. 167. — *Droits d'enregistrement de l'acte de reprise du service des Eaux et frais d'instance* : 300,000 francs.

(Adopté.)

Art. 168. — *Construction d'un bâtiment d'habitation pour les gardes du Parc (1^{er} fonds)* : 40,000 francs.

(Adopté.)

Art. 169. — *Construction de groupes scolaires. — Acquisition d'immeubles* : 300,000 francs.

(Adopté.)

Art. 170. — *Exhaussement de diverses voies publiques dans le quartier Saint-Paul. — Indemnités et frais d'instances. — Crédit complémentaire* : 60,000 francs.

(Adopté.)

Art. 171. — *Exposition d'hygiène. — Crédit complémentaire* : 15,900 francs.

(Adopté.)

Art. 172. — *Dégâts occasionnés aux murs de l'église Saint Bonaventure. — Arrêt du Conseil d'Etat* : 13,260 francs.

(Adopté.)

Art. 173. — *Réserve pour l'emploi en dépense de la créance sur la Société du quartier Grôléz* : 4,156,267 fr. 06.

(Adopté.)

Art. 174. — *Erection, au cimetière de Loyasse, d'un monument à la mémoire de Paul Chenavard* : 6,880 francs.

(Adopté.)

Art. 175. — *Rupture d'un joint sur la conduite de refoulement du réservoir de Montessuy. — Indemnité pour dommages* : 845 fr. 75.

(Adopté.)

Art. 176. — *Chemin vicinal ordinaire n° 45, « de la Colombière ». — Instance Girard et Teillard. — Transaction* : 2,152 fr. 20.

(Adopté.)

Art. 177. — *Usines du service des Eaux. — Substitution de la force électrique à la force motrice à vapeur. — Frais d'études* : 4,000 francs.

(Adopté.)

Art. 178. — *Construction d'un groupe scolaire au Point-du-Jur. — Acquisition de terrain* : 11,640 fr. 66.

(Adopté.)

Art. 179. — *Laboratoire municipal. — Création de deux emplois de chimiste* : 800 francs.

(Adopté.)

Art. 180. — *Restitution de droits de stationnement à la Compagnie de vidanges : « La Coopérative ». Frais de procès* : 12 000 francs.

(Adopté.)

Art. 181. — *Subvention au Dispensaire*

antituberculeux, pour la désinfection des logements contaminés : 960 francs.
(Adopté.)

Art. 182. — Consolidation des rochers situés au-dessous du jardin des Chartreux (6^e fonds) : 30,000 francs.
(Adopté.)

Art. 183. — Dépenses imprévues. — Crédit complémentaire : 5,000 francs.
(Adopté.)

M. LE MAIRE : Messieurs, je mets aux voix le total du paragraphe 5 des dépenses, s'élevant au chiffre de 5,068,626 fr. 58.
(Le Conseil adopte.)

(Le total de la deuxième partie des dépenses s'élevant à 10,455,803 fr. 21, est mis aux voix et adopté.)

RÉCAPITULATION DES DÉPENSES.

Première partie... Fr.	9.904.772 65
Deuxième partie.....	10.455.803 21
Total.....Fr.	20.360.575 86

(Le total des dépenses, mis aux voix, est adopté.)

M. LE MAIRE : Maintenant, Messieurs, je mets aux voix la récapitulation générale du budget supplémentaire.

BALANCE.

Recettes.....Fr.	20.431.804 75
Dépenses.....	20.360.575 86
Excédent de recettes. Fr.	71.228 89

(Le Conseil adopte.)

Dépôt et rappel de pétitions.

Pétition déposée par M. MOUSSET et par laquelle les propriétaires et habitants du cours Eugénie et de la rue Jeanne-d'Arc à Montchat sollicitent le remplacement des nombreux arbres morts de ces voies.

M. MOUSSET : J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Conseil une pétition demandant le remplacement des arbres morts qui, à l'origine, étaient destinés à donner de l'ombre sur le cours Eugénie et dans la rue Jeanne-d'Arc. A cette pétition sont jointes trois photographies qui démontrent la nécessité de ce remplacement.

M. LE MAIRE : C'est une question à étudier, je le sais. Nous essaierons de donner satisfaction aux pétitionnaires en remplaçant les morts par des vivants.

Pétition déposée par M. MOUSSET et par laquelle les habitants de Montchat demandent la suppression de deux bureaux auxiliaires des Postes et leur remplacement par une recette simple.

M. MOUSSET : Messieurs, j'ai l'honneur de déposer sur votre bureau la copie d'une pétition adressée à M. le Sous-Secrétaire d'Etat des Postes et Télégraphes, par laquelle les habitants de Montchat demandent la suppression des deux bureaux auxiliaires des Postes et leur remplacement par une recette simple des Postes et Télégraphes.

Ainsi que le font très judicieusement remarquer les pétitionnaires, le quartier de Montchat a, depuis quelques années pris une importance considérable, de nombreuses usines s'y sont installées, le commerce local s'y est développé dans des proportions très appréciables.

Or, ce quartier qui compte à l'heure actuelle une population de dix mille habitants environ, est éloigné de plusieurs kilomètres de toute recette des Postes. De là un préjudice énorme porté aux habitants, aux commerçants et aux industriels du quartier, par la perte de temps journalière que leur occasionne un déplacement aussi long.

En raison du bien fondé et de la légitimité de la pétition des habitants de Montchat, j'ai l'honneur de prier le Conseil municipal d'inviter l'Administration à insister énergiquement auprès de M. le Sous-Secrétaire d'Etat des Postes et Télégraphes, dans le but d'obtenir à très bref délai, l'établissement à Montchat d'une recette simple des Postes et Télégraphes et la suppression des deux Bureaux auxiliaires qui y sont installés.

M. LE MAIRE : Nous appuyerons cette pétition auprès de l'Administration supérieure.

Pétition déposée par M. VEYRON, et par laquelle la Commission d'intérêt local de Monplaisir demande le pavage complet de la grande rue de Monplaisir.

Renvoyée à l'Administration pour examen.

Pétition des commerçants, habitants et propriétaires de la rue des Girondins, d'une partie du chemin des Culattes et des confins immédiats de cette voie publique, demandant l'abatage des arbres en bordure de ce chemin, le long de la lône du fort de la Vitriolerie.

M. VEYRON : Messieurs, par une péti-

tion que je dépose sur le bureau du Conseil, l'abatage ou l'élagage des arbres du chemin des Culattes, le long de la lône de la Vitriolerie est demandé. Ces arbres sont placés de telle façon qu'ils ombragent les toits des maisons et non la route. Leurs feuilles tombent sur ces toits et y amènent des gouttières.

M. LE MAIRE : L'élagage me paraît une meilleure solution que l'abatage. Nous étudierons cela.

Pétition, déposée par M. VEYRON, demandant qu'une dénomination nouvelle soit donnée au chemin du Vinatier.

M. LE MAIRE : Nous sommes toujours prêts à donner des noms. C'est peu coûteux.

Rappel d'une pétition demandant la plantation d'arbres sur la rue Hénon.

M. GORJUS : Je rappelle à M. le Maire que depuis fort longtemps la plantation d'arbres de la rue Hénon nous est promise. Pouvons-nous espérer satisfaction pour ce printemps ?

M. LE MAIRE : Je demanderai à M. le Directeur du service des Cultures si cela est possible.

Nous vous avons donné des bancs. C'est déjà du bois ! (Rires.)

Protestation de M. NOVÉ-JOSSERAND contre le mauvais état d'entretien du quai Perrache.

M. NOVÉ-JOSSERAND : Je prie l'Administration municipale de faire le nécessaire pour remédier à la mauvaise tenue, au point de vue de la propreté, d'une partie du quai Perrache. Les détritus à certains endroits ne sont pas enlevés régulièrement, d'après la plainte qui m'a été faite. Je compte sur elle pour donner des ordres afin que cet état de chose cesse.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 10 heures.

62 ANNEXE
AU
BULLETIN MUNICIPAL OFFICIEL
DE LA VILLE DE LYON
du 29 décembre 1907

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 23 Décembre 1907

PROCES-VERBAL**SOMMAIRE**

Liste des présents et des absents....	193
Adoption du procès-verbal de la séance du 26 novembre 1907.....	193
Recrutement. — Soutiens de famille.	
Demandes d'allocation d'indemnité journalière. (Art. 22 de la loi du 21 mars 1905).....	193
Demandes de congé. (Art. 22 de la loi du 15 juillet 1889).....	193
Ville de Lyon. — Projet de budget primitif pour l'exercice 1908	194
Rapport de M. le Maire.....	194
Rapport de la Commission spéciale..	207

Recettes ordinaires :

Impôts directs et taxes assimilées....	213
Taxes de remplacement de l'Octroi...	214
Abattoirs, marchés, entrepôts.....	214
Droits de Voirie.....	214
Service des Eaux.....	215
Inhumations et cimetières.....	215
Produit des propriétés communales, rentes et intérêts des fonds placés..	215
Redevances pour occupations du domaine public.....	215
Fonds de concours, subventions et remboursements.....	215
Droits et produits divers.....	215
Fonds spéciaux.....	215
Récapitulation des recettes ordinaires.....	215
Recettes extraordinaires	215
Récapitulation générale des recettes.....	215

Dépenses ordinaires :

Frais généraux d'administration....	215
Frais de perception, d'exploitation et de régie.....	215
Justice, police et hygiène publique....	215
Service d'incendie.....	216
Inhumations et cimetières.....	216
Bâtiments communaux	216
Service des concessions d'eau.....	217
Voirie urbaine	217
Voirie vicinale.....	218
Cultures et promenades.....	218
Instruction publique.....	218
Lettres, sciences et arts.....	220
Assistance publique... ..	221
Subventions	221
Dépenses diverses.....	223
Fonds spéciaux.....	223
Récapitulation des dépenses ordinaires.....	223

Dépenses extraordinaires :

Emprunts et dettes à long terme	223
Dépenses diverses.....	224
Récapitulation des dépenses extraordinaires	224
Récapitulation générale des dépenses.....	224
Balance.....	224
Création d'un poste permanent de sapeurs-pompiers à Vaise. — Location de l'immeuble rue du Tunnel, 35.....	224
Rapporteur : M. ROUSTANG.	
Groupe scolaire de Montchat. — Installation d'une annexe avenue du Château, 44.....	224
Rapporteur : M. MOUSSET.	
Lycée de jeunes filles. — Bourse municipale	224
Rapporteur : M. GORJUS.	
Crèche municipale, rue d'Isly, 8. — Renouvellement du bail.....	224
Rapporteur : M. GORJUS.	
Projet de construction des Abattoirs et du Marché aux bestiaux de la Mouche.....	225
Rapporteur : M. JACQUET.	
Avis	231

PRÉSIDENCE DE M. LE MAIRE

Secrétaire : M. MENUT.

Le lundi 23 décembre 1907, à 8 h. du soir, MM. les membres du Conseil municipal de Lyon, dûment convoqués le 21 du même mois en séance publique, par M. le Maire, en vertu d'une autorisation spéciale de M. le Préfet du Rhône, en date du 20 décembre 1907, se sont réunis à l'Hôtel de Ville, dans la salle ordinaire de leurs délibérations.

M. MENUT, secrétaire, procède à l'appel nominal.

Présents : MM. Bataille, Beauvisage, Hoffherr, Abel, Veyron, Carle, Menut, Foret, Cusset, Tixier, Richerand, Marro, Rognon, Cadet, Falconnier, Curtelin, Roux, Fagot, Barbero, Piaton, Voillot, Nové-Josserand, Herriot, Godart, Faure (Jean), Bizet, Jacquet, Manus, Gorjus, Thévenon, Gadoud, Mermillon, Voidier, Renard, Vial, Novel, Roustang, Rivière, Arnoud, Baudry, Chat, Mousset, Pic, Arnaud.

Absents excusés : MM. Decléris (fils), Brunard, Gourju, Marietton, Fort (Victor), Jacquier.

M. ABEL : M. Decléris, absent de Lyon pour cause de santé, m'a chargé de l'excuser auprès du Conseil.

M. LE MAIRE : J'ai reçu également les excuses de M. Gourju, retenu à Paris par les travaux du Sénat.

Adoption du procès-verbal de la séance du 26 novembre 1907

M. LE MAIRE : Messieurs, vous avez tous lu le procès-verbal de la séance du

26 novembre 1907. Quelqu'un de vous a-t-il des observations à présenter sur la rédaction de ce procès-verbal ?

Si personne ne demande la parole, je mets son adoption aux voix.

(Adopté).

Recrutement. — Soutiens de famille.
— Demandes d'allocation d'une indemnité journalière. (Art. 22 de la loi du 21 mars 1905).

Au nom de la Commission spéciale, M. JACQUIER, rapporteur, propose au Conseil d'émettre un avis favorable à la demande d'allocation d'une indemnité journalière formée par le nommé Trouilhier (Jean-Marie), soldat au 11^e régiment de dragons, appelé de la classe 1906.

(Ces conclusions sont adoptées).

M. FALCONNIER, rapporteur de la Commission spéciale, propose au Conseil d'émettre : 1^o un avis très favorable aux demandes d'allocation d'une indemnité journalière formées par les sieurs Besson (Philippe); Chausson (Félix); Gazelle (Claude-Charles-Fernand); Moncorgé (Alfred); Zwallen (Joseph-Ennemond), appelés de la classe de 1905; Anthonio (Félix-Joseph); Barberet (Eugène); Caradot (Antoine); Lelarge (Charles-Henri); Perret (Marius-Joseph); Perrin (Emile-Marius-Laurent), appelés de la classe de 1906; 2^o un avis favorable aux demandes des sieurs : Hollinger (Paul-Auguste); Jaccoud (Alfred), appelés de la classe de 1906.

(Le Conseil adopte).

Recrutement. — Soutiens de famille.
— Demandes de congé. (Art. 22 de la loi du 15 juillet 1889).

Au nom de la Commission spéciale, M. JACQUIER, rapporteur, propose au Conseil d'émettre un avis favorable à la demande de congé, comme soutien de famille, formée par le nommé Mathieu (Henri-Louis), soldat au 52^e régiment d'infanterie.

(Avis favorable est émis.)

M. ROGNON, rapporteur de la Commission spéciale, propose au Conseil d'émettre un avis très favorable à la demande de congé, comme soutien de famille, formée par le sieur Coudert (Jean-Baptiste), soldat au 158^e régiment d'infanterie.

(Le Conseil émet un avis très favorable.)

Le Conseil, sur la proposition de M. ROUSTANG, rapporteur de la Commission spéciale, émet un avis très favorable à la demande de congé formée par le jeune Rangheard (Jean-Marie), de la classe 1904, soldat au 5^e régiment d'infanterie coloniale.

Ville de Lyon. — Projet de budget pour 1908.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre le projet de budget de la ville de Lyon pour l'exercice 1908.

Comparé au budget de 1907, ce projet présente les différences d'ensemble résumées dans le tableau ci-après :

Les frais de police de l'agglomération lyonnaise, s'élevant à 691,538 fr. 40, n'ont pas été compris dans les dépenses ci-dessus; si on les déduit de l'excédent apparent de 696,796 fr. 27 c., le budget de 1908 se solde avec un excédent réel de recettes de 5,257 fr. 87.

Le budget de 1908 diffère peu, dans ses grandes lignes,

	RECETTES			DÉPENSES			EXCÉDENT des RECETTES
	ORDINAIRES	Extraordinaires	TOTAL	ORDINAIRES	Extraordinaires	TOTAL	
Budget de 1907 ...	18,400,360	3,897,216 31	22,307,576 31	17,507,856 40	4,794,842 89	22,302,699 28	4,877 03
Projet de budget de 1908 ...	18,644,215	3,993,661 78	22,637,876 78	16,828,135	5,113,045 14	21,941,180 51	696,796 27
Différences pour 1908							
{ en plus.....	233,855	96,445 47	330,300 47	"	318,202 63	"	691,919 24
{ en moins.....	"	"	"	679,821 49	"	361,618 77	"

de celui de 1907. En y ajoutant les frais de police, les dépenses auxquelles il doit faire face atteignent 22,632,000 fr., en augmentation d'environ 330,000 francs sur celles du précédent budget. Cette augmentation résulte, soit du développement normal des services, soit des obligations créées par les nouvelles lois d'enseignement et autres, soit enfin de récentes décisions du Conseil municipal.

Parmi ces dernières, il y a lieu de citer celle ayant trait au rachat du quartier Grôlée. Les diverses redevances à payer par la Société concessionnaire étaient prévues au budget de 1907 pour une somme totale de 962,154 fr 53, dont une partie était irrécouvrable; il convient d'y ajouter 31,000 francs environ de taxes municipales sur la propriété bâtie et sur l'entretien, lesquelles ne seront plus recouvrées, la Ville ne s'imposant pas elle-même. Par contre, du fait de la résiliation du contrat, le crédit spécial de 55,000 francs, ouvert à l'article 7 du chapitre II pour le remboursement de certains impôts d'Etat afférents aux immeubles de ce quartier, disparaît du budget. En résumé, et toute compensation faite entre les produits et les charges, la concession du quartier Grôlée donnait *nominalement* aux précédents budgets une ressource d'environ 938,000 francs.

Pour 1908, cette situation est sensiblement modifiée. Le produit des locations et revenus divers des immeubles de ce quartier est évalué à 1,133,800 francs, montant des locations actuellement existantes. Ce chiffre ne comprend pas les locaux non loués, dont le produit est estimé à 194,285 fr. En regard de cette recette de 1,133,800 francs, on a dû inscrire en dépense : d'une part, le prix d'entretien et de gestion des immeubles, évalué à 205,000 francs; d'autre part, l'annuité d'amortissement du nouvel emprunt de 3 millions de francs contracté pour le rachat, soit 117,252 fr. 63. Au total 322,200 francs de dépenses nouvelles, réduisant à 811,600 francs le produit net.

L'écart entre cette dernière somme et celle de 938,008 fr. ci-dessus reproduite constitue pour le budget de 1908 une charge nouvelle de 126,400 francs. Mais je me hâte d'ajouter que ce n'est là qu'une apparence, car cette somme est encore inférieure à l'insuffisance des versements de la Société concessionnaire, lesquels n'atteignaient guère que 800,000 fr. par an en moyenne, sur 962,000 francs de droits constatés, le surplus tombant définitivement en non-valeur par suite de l'insolvabilité de cette Société. En outre, il y a tout lieu d'espérer que cet écart sera rapidement comblé par la location des locaux actuellement inoccupés, et dont la valeur locative, comme on l'a vu plus haut, représente le chiffre important de 194,285 francs.

Indépendamment des crédits habituels pour travaux neufs de construction d'égouts, de chaussées et de trottoirs (275.000 francs), pour l'extension de l'éclairage public (20.000 francs), pour l'établissement de canalisation et orifices de distribution d'eau (123.000 francs), le budget de 1908 prévoit un crédit de 100.000 francs pour l'installation de l'énergie électrique dans les usines du service des eaux. Ce projet a été longuement exposé dans mon rapport du 18 juillet 1907, et c'est en prévision de son adoption par le Conseil que j'ai cru devoir inscrire au budget le premier fonds nécessaire à son exécution. On ne peut faire un meilleur usage des plus-values annuelles que donne la régie du

service des eaux, et dont le produit est escompté pour une somme à peu près égale au budget des recettes.

Aux dépenses extraordinaires figure une nouvelle prévision de 305.000 francs pour assurer l'amortissement du futur emprunt destiné aux constructions scolaires. Les projets de ces constructions vous seront prochainement soumis, en même temps que les conditions de réalisation de l'emprunt.

Cette dépense de 305.000 francs ne constitue pas une charge nouvelle pour le budget. Elle est compensée par une nouvelle réduction de 133.000 francs sur les annuités d'amortissement de l'emprunt de 1880 et par la suppression du crédit de 182.000 francs ouvert au budget de 1907 pour construction de groupes scolaires. Ce dernier crédit sera remplacé, au budget supplémentaire, par de nouvelles allocations faisant emploi des ressources spéciales créées par l'emprunt scolaire projeté.

Je dois signaler, une fois de plus, l'accroissement continu du crédit affecté aux traitements et indemnités du personnel enseignant. L'augmentation pour 1908 est de 55.600 francs, dont 20.000 francs pour création de nouveaux emplois et 35.600 francs pour promotions. La presque totalité de cette dernière somme s'applique à la quatrième et dernière annuité de l'élévation générale des traitements résultant de l'article 52 de la loi de finances du 22 avril 1905. Cette disposition légale a occasionné à la ville de Lyon une dépense globale d'environ 150.000 francs, sans que la participation de l'Etat dans cette dépense se soit manifestée, le produit des centimes généraux constituant cette participation étant resté stationnaire.

Il me paraît nécessaire, à cette occasion, de renouveler nos protestations antérieures contre le sans-gêne avec lequel l'Etat impose aux grandes villes de nouvelles dépenses qui, légitimement, lui incombent. On ne saurait trop insister sur l'injustice flagrante dont nous sommes victimes.

En outre des dépenses qui viennent d'être énumérées, le fonctionnement normal des services nécessite le relèvement de divers crédits, parmi lesquels il convient de citer ceux affectés à l'entretien et aux grosses réparations des bâtiments communaux, dont l'insuffisance s'est manifestée à diverses reprises au cours de ces dernières années. Une augmentation totale de 70.000 francs est prévue de ce chef.

L'élévation continue du prix des charbons nous oblige à augmenter de 21.000 francs le crédit du chauffage des bâtiments communaux et de 20.000 francs celui du fonctionnement des machines du service des eaux.

L'extension de l'éclairage public, qui s'est développé considérablement ces dernières années, nécessite également une augmentation de crédit de 12.500 francs pour la consommation de gaz et d'électricité des nouveaux appareils.

Malgré ces accroissements de dépenses, l'équilibre du budget est assuré grâce à l'augmentation des recettes, qui porte notamment sur le produit des concessions d'eaux, des redevances et locations du domaine public, des centimes communaux et de certaines taxes de remplacement.

Je vais maintenant indiquer en détail, par sections et par articles, les augmentations ou diminutions de recettes et de dépenses que présente le budget de 1908 comparé à celui de 1907.

RECETTES

DÉSIGNATION DES PRODUITS PAR SECTION	RECETTES	RECETTES	DIFFÉRENCES	
	INSCRITES pour 1907	PROPOSÉES pour 1908	en plus	en moins
Recettes ordinaires.				
1 ^{er} Impôts directs et taxes assimilées	860,000 »	844,200 »	»	15,800 »
2 ^{es} Taxes de remplacement de l'Octroi	9,765,000 »	9,775,060 »	10,000 »	»
3 ^{es} Abattoirs, marchés, entrepôts.....	1,339,850 »	1,339,600 »	»	250 »
4 ^{es} Droits de voirie.....	1,111,650 »	1,134,550 »	22,900 »	»
5 ^{es} Service des Eaux.....	2,349,600 »	2,451,600 »	102,000 »	»
6 ^{es} Inhumations et cimetières.....	773,000 »	773,000 »	»	»
7 ^{es} Produit des propriétés communales.....	557,435 »	598,680 »	41,245 »	»
8 ^{es} Redevances pour occupations du domaine public.....	439,897 »	486,627 »	46,730 »	»
9 ^{es} Fonds de concours, subventions et remboursements.....	929,800 »	952,650 »	22,850 »	»
10 ^{es} Droits et produits divers	112,166 »	115,752 »	3,586 »	»
11 ^{es} Fonds spéciaux.....	171,962 »	172,556 »	594 »	»
TOTAUX.....	18,410,360 »	18,644,215 »	249,905 »	16,050 »
Différence en plus.....			233,855 »	
Recettes extraordinaires.				
Centimes additionnels.....	2,569,800 »	2,594,600 »	24,800 »	»
Produits divers	1,327,416 31	1,399,061 78	71,645 47	»
TOTAUX.....	3,897,216 31	3,993,661 78	96,445 47	»
Différence en plus.....			96,445 47	

RECETTES ORDINAIRES

1^{re} SECTION. — Impôts directs et Taxes assimilées.

Art. 1 à 8.

		Augmentations.	Diminutions
Budget de 1907....	860.000 »		
Budget de 1908....	844.200 »		
Diminution.....	15.800 »		

ARTICLE PREMIER. — Cinq centimes additionnels au principal des contributions foncière et personnelle-mobilière ..

2.300 » " "

Augmentation due à l'élévation du principal de ces deux contributions, sur lequel sont basés ces centimes.

ART. 2. — Quatre centimes spéciaux pour chemins vicinaux, additionnels au principal des quatre contributions

2.900 » " "

L'année dernière, le mouvement ascensionnel du principal des quatre contributions, constant depuis nombre d'années, avait subi un temps d'arrêt et même de recul en ce qui concerne la contribution des patentes, par suite de la mise en vigueur de la loi du 19 avril 1905, abaissant certains tarifs de patentes, notamment ceux applicables aux petits patentables du tableau A (7^e et 8^e cl.).

La diminution de principal résultant de cet abaissement des tarifs n'a eu d'effet que sur le budget de 1907. L'augmentation du nombre des patentables, survenue depuis, permet de relever sensiblement ce produit et d'atténuer, dans une certaine mesure, le fléchissement de l'année dernière.

ART. 3. — Attribution de huit centimes sur les patentes

1.500 » " "

Les causes de cette diminution sont indiquées à l'art. 2 ci-dessus.

A reporter..... 6.700 » " "

Report.....

Augmentations. Diminutions.

6.700 » " "

ART. 4. — Produit de la taxe des vélocipèdes

» » 24.500 »

Les communes, qui recevaient un quart du produit de cette taxe, se sont vu frustrer de cette allocation par les récentes lois de finances, réduisant à 3 francs le taux de la taxe et modifiant son mode d'assiette et de recouvrement.

ART. 7. — Attribution sur les permis de chasse

2.000 » " "

Ce produit subit depuis quelques années des variations assez sensibles.

Aussi, malgré qu'il se soit élevé à plus de 15,000 francs en 1906, il convient de rester prudent dans l'évaluation de son rendement, qui n'a été fixée qu'à 13,000 fr. pour 1908, en augmentation de 2,000 francs sur 1907.

Totaux..... 8.700 » 24.500 »

Diminution finale..... 15.800 »

2^e SECTION. — Taxes de remplacement de l'Octroi.

Art. 9 à 21.

Budget de 1907....	9.765.000 »
Budget de 1908....	9.775.000 »
Augmentation...	10.000 »

Les taxes sur l'alcool, sur les stalles, sur les cercles et sur les spectacles restent sans changement, bien que des plus-values importantes aient été constatées en 1906 sur les évaluations de quelques-unes de ces taxes. Malheureusement, en ce qui concerne l'alcool, la plus-value ne s'est pas maintenue en 1907 et, par l'effet des récentes lois sur les boissons, le rendement de cette taxe a subi, au cours de cette année, un fléchissement inquiétant, qui ne

paraît cependant pas devoir réduire son produit au-dessous de la prévision de 1,400,000 francs.

Les prévisions des autres taxes, comparées à celles de l'année dernière, présentent les différences suivantes :

	Augmentations.	Diminutions.
ART. 10. — Chevaux et automobiles...	5.000 »	» »
ART. 13. — Entretien des constructions.	2.000 »	» »
ART. 14. — Débits de boissons.....	» »	22.000 »
ART. 15. — Propriétés bâties.....	» »	15.000 »
ART. 16. — Propriétés non bâties.....	2.000 »	» »
ART. 17 et 18. — Habitation.....	30.000 »	» »
ART. 19. — Locaux commerciaux.....	8.000 »	» »
TOTAUX.....	47.000 »	37.000 »
Différence en plus.....	10.000 »	

La diminution de 15,000 francs que présente la taxe sur la *propriété bâtie* n'est qu'apparente. Cette taxe serait, au contraire, en augmentation de 13,000 francs, si l'on n'avait dû réduire l'évaluation des 28,000 francs représentant l'imposition des immeubles du quartier Grölée, qui disparaît par suite de la reprise par la Ville de ces immeubles. Pour le même motif, l'augmentation de la taxe d'entretien, qui aurait été d'environ 5,000 francs, a dû être réduite à 2,000 francs.

Une autre taxe foncière, celle sur la *propriété non bâtie*, est également en augmentation de 2,000 francs.

Le relèvement des taxes sur les *chevaux*, les *automobiles*, l'*habitation* et les *locaux commerciaux*, qui s'était déjà manifesté l'année dernière, se maintient et s'accroît même dans une proportion assez sensible en ce qui concerne la *taxe d'habitation*.

Comme précédemment, la taxe sur les *débits de boissons* présente une diminution assez sensible, due à la disparition progressive de ces établissements.

3^e SECTION. — Abattoirs, Marchés, Entrepôts.

Art. 22 à 36.

Budget de 1907....	1.339.850 »
Budget de 1908....	1.339.600 »
Diminution...	250 »

	Augmentations.	Diminutions.
ART. 27. — Droits de pesage et de mesurage.....	» »	1.500 »

La ferme de ces droits, qui arrivait en expiration en 1906, a été réadjudgée à un prix moindre que précédemment. De 11,100 fr. le produit tombe à 9,600 fr.

ART. 29. — Factorats de la Halle des Cordeliers.....	1 250 »	» »
--	---------	-----

Résultat du renouvellement de la ferme de ces factorats, consentie avec une augmentation de 5,000 francs à partir du 1^{er} avril 1907.

L'année dernière, il avait déjà été fait état de l'augmentation de 3,750 francs afférente à 1907.

TOTAUX.....	1.250 »	1.500 »
Diminution finale.....	250 »	

4^e SECTION. — Droits de Voirie. — Art. 37 à 49.

Budget de 1907....	1.111.650 »
Budget de 1908....	1.134.550 »
Augmentation...	22.900 »

ART. 39. — Locations temporaires d'emplacements à l'occasion des vogues.	2 000 »	» »
--	---------	-----

Cette prévision de recette avait été abaissée de 5,000 francs au précédent budget à la suite d'un fléchissement qu'on

A reporter.....	2.000 »	» »
-----------------	---------	-----

Augmentations.	Diminutions.
2.000 »	» »

Report.....

pouvait craindre durable, mais qui n'était que passager. En effet, au cours de l'année dernière, ces locations ont produit près de 58,000 francs, dépassant de 12,000 francs l'évaluation ainsi réduite.

Tenant compte de ces indications, il convient de rehausser la prévision, mais seulement de 2,000 francs, afin d'éviter tout mécompte.

ART. 43. — Prélèvement sur les recettes de la Compagnie du gaz de Lyon, provenant de la vente de l'éclairage aux particuliers.....

10.000 »	» »
----------	-----

L'année dernière cette recette avait été réduite de 20,000 francs en prévision de la réduction qu'elle devait subir du fait de l'abaissement à 0 fr. 19 du prix du mètre cube de gaz.

En fait, cette réduction a été moins sensible qu'on le supposait. On peut donc sans crainte relever de 10,000 francs l'évaluation de ce produit.

ART. 45. — Prélèvement sur les recettes de la Société des Forces motrices du Rhône, provenant de la vente de l'éclairage aux particuliers.....

10.000 »	» »
----------	-----

Cette augmentation est en rapport avec l'élévation continue des recettes de cette Société.

ART. 46. — Redevance de la Compagnie du gaz de Lyon pour l'occupation du sol par ses câbles électriques.....

300 »	» »
-------	-----

ART. 47. — Redevance de la Société des Forces motrices du Rhône pour le même objet.....

600 »	» »
-------	-----

Augmentation en rapport avec les produits constatés au compte de 1906.

Total en augmentation.....	22.900 »	» »
----------------------------	----------	-----

5^e SECTION. — Service des Eaux. — Art. 50 et 51.

Budget de 1907.....	2.349.600 »
Budget de 1908.....	2.451.600 »
Augmentation..	102.000 »

Cette augmentation porte uniquement sur l'article 50 : *Produit des concessions d'eau*.

Ce produit a atteint, en 1906, le chiffre de 2,475,000 francs. Il n'est évalué, pour 1908, qu'à 2,450,000 francs, laissant ainsi une assez forte marge aux plus-values probables.

6^e SECTION. — Inhumations et Cimetières. — Art. 52 à 55.

Budget de 1907....	773.000 »
Budget de 1908....	773.000 »

Sans changement.

7^e SECTION. — Produit des Propriétés communales.

Art. 56 à 74.

Budget de 1907.....	557.435 »
Budget de 1908.....	598.680 »
Augmentation...	41 245 »

ART. 56. — Locations dans les bâtiments communaux.....

10.000 »	» »
----------	-----

La séparation des églises et de l'Etat a rendu à la Ville la jouissance des presbytères et de certaines constructions adjacentes aux églises Saint-Nizier, Saint-Pierre et Saint-Paul.

Le produit des locations de ces bâtiments a été incorporé dans le présent article d'après une évaluation modérée de 10,000 francs.

A reporter.....	10.000 »	» »
-----------------	----------	-----

	Augmentations.	Diminutions.
<i>Report.....</i>	10.000 »	» »
ART. 58. — <i>Locations dans les maisons acquises en vue d'opération de voirie ou d'amélioration de services communaux.</i>	20.000 »	» »
La prochaine démolition des immeubles acquis en vue de la construction du groupe scolaire du quartier Saint-Vincent (rues Touret et Pareille) et de l'amélioration du quartier Saint-Paul (rue Lainerie, 11) occasionne une diminution de près de 8,000 francs dans le produit de ces locations. Cette réduction est largement compensée par le produit des nouveaux immeubles acquis en vue de la construction des groupes scolaires de la place des Jacobins et de la grande-rue de la Guillotière. Déduction faite des vacances et non-valeurs probables, le revenu de ces immeubles peut être évalué à 28,000 fr.		
ART. 59. — <i>Locations de terrains dans la presqu'île de Perrache.....</i>	» »	10.000 »
Le produit de ces locations subit une forte décroissance du fait de l'échange intervenu récemment avec les Hospices civils, auxquels la Ville a cédé une partie de ces terrains en compensation de divers immeubles destinés à la construction de groupes scolaires.		
ART. 61. — <i>Locations de divers terrains communaux.....</i>	10.000 »	» »
Cette augmentation est due, pour partie, à de nouvelles locations de terrains précédemment improductifs, et pour le surplus, aux acquisitions résultant de l'échange intervenu avec les Hospices, qui a fait passer dans le domaine communal les terrains actuellement loués, destinés à recevoir ultérieurement les constructions des groupes scolaires de la rue Robert et du quartier Béchevelin.		
ART. 64. — <i>Droits d'affichage sur les murs des propriétés communales.....</i>	3.132 »	» »
Augmentation résultant de la nouvelle adjudication de cette ferme à partir du 1^{er} janvier 1908.		
ART. 70. — <i>Rentes sur l'Etat sans affectation spéciale.....</i>	63.113 »	» »
Recette nouvelle résultant de l'acquisition de rentes 3 % faite au moyen des fonds disponibles de la Ville, en vertu des délibérations du Conseil municipal des 14 novembre 1906 et 16 avril 1907.		
ART. 73. — <i>Intérêts des fonds placés en compte courant au Trésor.....</i>	» »	55.000 »
L'achat de rentes ci-dessus a eu pour conséquence de réduire de 30,000 francs les intérêts du compte courant au Trésor. Mais il y a lieu de tenir compte, en outre de la diminution sensible qui s'est manifestée depuis quelques temps dans le produit de ces intérêts. La prévision de 70,000 francs figurant au précédent budget, n'était plus en rapport avec les réalisations, et, il aurait fallu la réduire de 20,000 à 25,000 francs. C'est ce dernier chiffre qui a prévalu, pour plus de sécurité.		
TOTAUX.....	106.245 »	65.000 »
Augmentation finale.....	41.245 »	

8^e SECTION. — **Redevances pour occupations du domaine public.** — Art. 74 bis à 89.

Budget de 1907.....	439.897 »
Budget de 1908.....	486.627 »
Augmentation	46.730 »

	Augmentations.	Diminutions.
ART. 74 bis. — <i>Droits de stationnement des voitures de vidanges.....</i>	» »	1 »
Cette prévision de recette, inscrite pour mémoire, doit disparaître en suite du récent jugement du Tribunal civil de Grenoble, confirmant l'arrêt de Cassation quia débouté la Ville de ses réclamations à cet égard.		
ART. 75. — <i>Droits de stationnement des fiacres, omnibus et voitures de place.</i>	» »	2.000 »
L'extension considérable qu'ont prise dans notre ville les entreprises de tramways, a pour conséquence de réduire toujours davantage le nombre des omnibus et des fiacres. Le droit de stationnement de ces derniers subit le contre-coup de cette diminution, qui est constatée tous les ans, et ne semble pas encore avoir atteint son maximum. Par réductions graduelles, ce produit, qui s'élevait à 60,000 francs en 1897, n'est plus prévu, en 1908, que pour 30,000 fr.		
ART. 77. — <i>Redevance de la Compagnie des Omnibus et Tramways de Lyon....</i>	9.000 »	» »
Cette augmentation de redevance est en rapport avec le produit constaté au compte de 1906.		
ART. 78. — <i>Redevance de la Nouvelle Compagnie lyonnaise de tramways à titre de droits de stationnement.....</i>	11.000 »	» »
Même observation qu'à l'article ci-dessus.		
ART. 82. — <i>Droit de placement de chaises sur les promenades publiques.....</i>	» »	4.133 »
Ce droit a été réaffirmé à partir du 1^{er} janvier 1907, moyennant le paiement d'une redevance annuelle de 16,267 fr., inférieure de 4,133 francs à celle précédemment payée par l'adjudicataire.		
ART. 85. — <i>Kiosques et urinoirs lumineux.....</i>	4.124 »	» »
Supplément de redevance résultant de l'installation de nouveaux kiosques.		
ART. 87. — <i>Location d'emplacements occupés par les «bancs de tisane».....</i>	23.740 »	» »
Résultat de la récente réadjudication de ces emplacements à de nouvelles conditions.		
TOTAUX.....	52.864 »	6.134 »
Augmentation finale.....	46.730 »	

9^e SECTION. — **Fonds de concours, subventions et remboursements.** — Art. 90 à 109.

Budget de 1907.....	929.800 »
Budget de 1908.....	952.650 »
Augmentation.....	22.850 »

ART. 90. — <i>Remboursement, par divers locataires de la Ville, des droits d'enregistrement, impôts, etc.....</i>	600 »	» »
---	-------	-----

Augmentation en rapport avec les produits constatés au compte de 1906.

ART. 92. — <i>Participation du département du Rhône dans les dépenses obligatoires du Bureau d'hygiène.</i>	2.000 »	» »
---	---------	-----

Recette nouvelle, inscrite en prévision de l'approbation de la délibération du Conseil municipal du 3 juin 1907, demandant que le département participe à ces dépenses en conformité des dispositions de l'article 26 de la loi du 15 février 1902 sur la protection de la santé publique.

A reporter	2.600 »	» »
------------------	---------	-----

	Augmentations.	Diminutions.
<i>Report</i>	2.600 »	» »
ART. 93. — <i>Remboursement des frais de désinfection et autres dépenses du service sanitaire</i>	» »	1.000 »

La prévision a été mise en concordance avec les produits constatés en 1906.

ART. 94. — *Participation de l'Etat dans les dépenses du Laboratoire municipal et du service des prélèvements. — Analyses payantes du Laboratoire*....

13.000 » » »

Un arrêté ministériel du 18 février 1907, rendu en exécution de la loi du 1^{er} août 1905 et du décret du 31 juillet 1906, sur la répression des fraudes, a désigné le Laboratoire municipal de Lyon pour faire les analyses des boissons, denrées alimentaires et produits agricoles dans les six départements du Rhône, de la Savoie, de la Haute-Savoie, de l'Isère, de la Drôme et des Hautes-Alpes.

De ce fait, la Ville encaissera une subvention forfaitaire de l'Etat pour les frais de ces analyses. Cette allocation est fixée prévisionnellement à 11,700 francs.

Il y a lieu également de prévoir une allocation de 1,300 francs pour les prélèvements supplémentaires faits par le service d'inspection des denrées alimentaires, par application de la récente loi sur les fraudes et des instructions ministérielles y afférentes.

ART. 97. — *Parts contributives des occupants du Palais du Commerce dans les frais d'entretien et autres du Palais*.

3.250 » » »

Cette somme représente la part contributive des deux Conseils de Prud'hommes dans les frais communs d'éclairage, de chauffage et d'entretien du Palais du Commerce.

Ces frais, évalués en totalité à 13.000 fr., sont répartis entre les occupants du Palais à raison de 3,250 francs chacun. Jusqu'à présent, la Chambre de Commerce, le Tribunal de Commerce et le Syndicat des Agents de change ont seuls payé cette redevance; il est juste que les Conseils des Prud'hommes la supportent également, ce qui permettra à la Ville de récupérer la part qui revient dans cette dépense aux communes suburbaines comprises dans la circonscription de ces Conseils.

Quant à la part de la Ville, elle fait l'objet d'une prévision inscrite à l'art. 23 ci-après.

ART. 99. — *Redevances pour frais de réfection du pavage des tranchées ouvertes sur les voies publiques urbaines*.....

5.000 » » »

Augmentation en rapport avec les produits constatés au compte de 1906.

TOTAUX.....	23.850 »	1.000 »
Augmentation finale.....	22.850 »	

10^e SECTION. — Droits et produits divers. — Art. 110 à 133.

Budget de 1907.....	112.166 »
Budget de 1908.....	115.752 »
Augmentation.....	3.586 »

ART. 113. — *Abonnement et vente du « Bulletin municipal »*.....

» » 1.000 »

Le produit de la vente du *Bulletin* accuse depuis quelque temps une légère diminution, dont il convient de tenir

A reporter..... » » 1.000 »

	Augmentations	Diminutions
<i>Report</i>	» »	1.000 »
compte en réduisant de 1.000 francs la prévision de recette relative à cet objet. Cette diminution est du reste compensée par une économie d'égale somme sur le crédit des frais d'impression du <i>Bulletin</i> (voir art. 7 des dépenses).		

ART. 118. — *Produits de la fourrière municipale*.....

4.500 » » »

Les recettes de la fourrière municipale, qui autrefois provenaient exclusivement de la capture des chiens, ont sensiblement augmenté depuis que cet établissement reçoit tous les objets déposés sur la voie publique et les animaux errants.

L'augmentation proposée est en rapport avec le produit constaté au compte de 1906.

ART. 130. — *Droits d'inscription au cours de modèle vivant*.....

86 » » »

Prévision relevée pour la mettre en concordance avec le nombre des élèves fréquentant ce cours.

TOTAUX.....	4.586 »	1.000 »
Augmentation finale.....	3.586 »	

11^e SECTION. — Fonds spéciaux. — Art. 134 à 151.

Budget de 1907.....	171.962 »
Budget de 1908.....	172.556 »
Augmentation....	594 »

ART. 140. — *Rentes provenant de la Fondation Rosset*.....

500 » » »

Résultat de la capitalisation de ces rentes.

ART. 142. — *Rentes diverses affectées à l'Œuvre des Enfants à la Montagne*..

94 » » »

Acquisition d'une nouvelle rente avec le produit du legs de M^{me} veuve Schetti.

TOTAL en augmentation.....	594 »	» »
----------------------------	-------	-----

RECETTES EXTRAORDINAIRES

Budget de 1907....	3.897.216 31
Budget de 1908....	3.993.661 78
Augmentation ...	96.445 47

ARTICLE PREMIER. — *Trente centimes additionnels au principal des quatre contributions directes pour remboursement d'emprunts*.....

Augmentations.	Diminutions.
21.900 »	» »

Les causes de cette augmentation et de celle figurant à l'article suivant sont indiquées à l'article 2 des recettes ordinaires ci-dessus.

A reporter..... 21.900 » » »

	Augmentations.	Diminutions.
Report.....	21.900 »	» »
ART. 2. — Quatre centimes additionnels pour remboursement d'emprunts.....	2.900 »	» »
ART. 3. — Ventes prévisionnelles de terrains communaux.....	» »	30.000 »

Cette prévision de recette avait déjà été ramenée l'année dernière de 100,000 à 50,000 francs. Comme ce dernier chiffre est encore supérieur aux réalisations de l'année dernière, et qu'il s'agit là d'un produit très aléatoire, il semble préférable de ramener la prévision à 20,000 francs. Ce chiffre sera certainement atteint, et s'il est dépassé, la plus-value sera employée à doter le budget supplémentaire.

ART. 6. — Impôts à percevoir sur les obligations d'emprunt de la Ville.....	» »	10.000 »
---	-----	----------

Cette réduction est la conséquence du nombre d'obligations Ville de Lyon amorties en 1906.

Elle a sa contre-partie en dépense.

ART. 7. — Quartier Grôlée. — Produit des locations et revenus divers.....	1.133.800 »	» »
---	-------------	-----

Recette nouvelle, résultant de la récente convention passée avec la Compagnie Foncière de France, laquelle a pour conséquence la résiliation des traités passés avec la Société du quartier Grôlée et la reprise par la Ville de la jouissance des immeubles de ce quartier.

Il n'a été tenu compte, dans l'évaluation de ce produit, que des locations actuellement existantes.

A reporter..... 1.158.600 » 40.000 »

	Augmentations.	Diminutions.
Report.....	1.158.600 »	40.000 »
ART. 7 bis. — Remboursement par la Société du quartier Grôlée des sommes avancées pour les constructions.....	» »	582.777 28

ART. 7 ter. — Location à la Société du quartier Grôlée des terrains sur lesquels sont édifiées les constructions.....	» »	379.377 25
---	-----	------------

Ces deux prévisions de recettes disparaissent par suite de la résiliation des traités passés en 1888 avec la Société du quartier Grôlée.

ART. 10 bis. — Concours national agricole.....	» »	70.000 »
--	-----	----------

Rien à prévoir de ce chef pour 1908, ce concours n'ayant lieu que tous les deux ans.

ART. 11. — Produit en capital et intérêts de divers dons et legs faits à la Ville.....	10.000 »	» »
--	----------	-----

Plutôt que d'inscrire une prévision spéciale pour chaque legs, on fera recette sous cette prévision générale de tous les dons et legs faits à la Ville et encaissés pendant l'année.

Ce procédé, employé par d'autres administrations publiques, facilitera la classification des recettes et des dépenses et ne fera pas obstacle à la spécialisation et à l'affectation des libéralités.

TOTAUX.....	1.168.600 »	1.072.154 53
Augmentation finale.....	96.445 47	

DÉPENSES

DÉSIGNATION DES DÉPENSES PAR SECTION	CRÉDITS	CRÉDITS	DIFFÉRENCES	
	ADMIS pour 1907	PROPOSÉS pour 1908	en plus	en moins
Dépenses ordinaires.				
1 ^o Frais généraux d'administration	784,900 "	784,900 "	" "	" "
2 ^o Frais de perception, d'exploitation et de régie	745,900 "	751,900 "	10,000 "	" "
3 ^o Justice, police et hygiène publique.....	944,538 40	304,040 "	" "	640,518 40
4 ^o Service d'incendie.....	167,600 "	174,140 "	6,540 "	" "
5 ^o Inhumations et cimetières.....	387,500 "	392,500 "	5,000 "	" "
6 ^o Bâtiments communaux	1,460,035 "	1,348,975 "	" "	111,080 "
7 ^o Service des concessions d'eaux	1,446,520 "	1,442,020 "	" "	4,500 "
8 ^o Voirie urbaine	4,252,515 "	4,377,895 "	125,380 "	" "
9 ^o Voirie vicinale.....	329,700 "	329,700 "	1,000 "	" "
10 ^o Cultures et promenades.....	240,550 "	103,453 "	" "	37,097 "
11 ^o Instruction publique	2,783,250 "	2,862,050 "	78,800 "	" "
12 ^o Lettres, sciences et arts	734,410 "	734,010 "	" "	400 "
13 ^o Assistance publique.....	1,931,249 "	1,816,349 "	" "	118,000 "
14 ^o Subventions.....	562,837 "	553,417 "	" "	9,420 "
15 ^o Dépenses diverses	542,350 "	536,230 "	13,880 "	" "
16 ^o Fonds spéciaux.....	171,962 "	172,556 "	594 "	" "
TOTAUX.....	17,507,836 40	16,828,035 "	241,191 "	921,015 40
Différence en moins.....			679,821 40	
Dépenses extraordinaires.				
1 ^o Emprunts.....	4,519,812 88	4,808,045 51	288,202 63	" "
2 ^o Dépenses diverscs.....	275,000 "	305,000 "	30,000 "	" "
TOTAUX.....	4,794,812 88	5,113,045 51	318,202 63	" "
Différence en plus.....			318,202 63	

DÉPENSES ORDINAIRES

1^{re} SECTION. — Frais généraux d'administration.

Art. 1 à 13.

Budget de 1907.....	784.900 »
Budget de 1908.....	784.900 »

Sans changement dans le total.

	Augmentations.	Diminutions.
ART. 7. — Publication et impression du Bulletin municipal officiel.....	» »	1.000 »

La dépense d'impression est en relation étroite avec le chiffre du tirage. Celui-ci ayant un peu baissé, il y a lieu de ré-

A reporter..... » » 1.000 »

	Augmentations	Diminutions
<i>Report</i>	» »	1.000 »
duire le crédit d'une somme égale à la diminution opérée sur la recette inscrite à l'article 113 ci-dessus.		
ART. 9. — <i>Service médical administratif</i>	1.000 »	» »
Pour permettre d'augmenter le traitement d'un des deux médecins du service, qui, depuis sa nomination, remontant à près de vingt années, est resté au même traitement et a cependant vu s'accroître, dans de sensibles proportions, le travail lui incombant en raison du développement des services municipaux.		
Totaux égaux.....	1.000 »	1.000 »

2^e SECTION. — Frais de perception, d'exploitation et de régie. — Art. 14 à 22.

Budget de 1907.....	745.900 »
Budget de 1908.....	755.900 »
Augmentation....	10.000 »

Cette augmentation s'applique au seul article 17 : *Frais d'assiette et de perception des taxes de remplacement de l'Octroi*. Elle est destinée à permettre à payer aux employés de la taxe sur l'alcool l'indemnité éventuelle qui leur a été accordée par la délibération du Conseil municipal du 24 décembre 1906, en cas de dépassement du produit de la taxe au delà du chiffre de 1 million 500,000 francs.

3^e SECTION. — Justice, Police et Hygiène publique. Art. 23 à 28.

Budget de 1907.....	944.558 40
Budget de 1908.....	304.010 »
Diminution...	640.518 40

ART. 23. — *Conseils des Prud'hommes. — Indemnités, traitements et frais de bureau*.....

Augmentations	Diminutions
1.420 »	» »

Ce crédit a été augmenté de la somme nécessaire pour faire face au paiement de la part contributive de ces deux Conseils dans les frais d'entretien, de chauffage et d'éclairage du Palais du Commerce, déduction faite du contingent des communes suburbaines intéressées. (Voir, au surplus, l'article 97 des recettes ci-dessus.)

ART. 24. — *Police générale de l'agglomération lyonnaise. — Contingent*.....

Suivant l'usage, et tenant compte des votes récents du Conseil, aucun crédit n'est proposé pour ce contingent en 1908.

ART. 25. — *Personnel des services d'hygiène et de police administrative*....

La plus grande partie de cette augmentation est apparente; elle résulte du transfert au Bureau d'hygiène du personnel de l'inspection des vidanges, détaché du service de la Voirie. Cette opération, prescrite par la délibération du Conseil municipal du 3 juin 1907, élève de 33,320 francs le présent crédit,

A reporter..... 48.270 » 691.538 40

	Augmentations	Diminutions
<i>Report</i>	48.270 »	691.538 40
en diminuant d'égal chiffre celui de l'article 54 ci-après.		

L'application de la loi sur les fraudes et la désignation du Laboratoire municipal comme laboratoire régional comportent également une augmentation de dépense de 7,600 francs, largement compensée par les nouvelles recettes inscrites à l'article 94 ci-dessus. Cette somme de 7,600 francs est destinée : pour 4,600 francs au paiement de deux chimistes auxiliaires et pour 3,000 francs à des indemnités diverses au personnel chargé des prélèvements et des analyses.

Une somme de 3,500 francs est destinée à la création de deux emplois au Bureau d'hygiène, l'un d'expéditionnaire, l'autre de contrôleur chargé de l'application du règlement sanitaire. La première de ces créations a été admise par une délibération du Conseil municipal du 30 janvier 1906.

Le surplus de l'augmentation de crédit demandée a pour objet de permettre l'élévation des traitements de divers employés remplissant les conditions requises pour obtenir de l'avancement.

ART. 26. — *Matériel et dépenses diverses des services d'hygiène et de police administrative*.....

2.750 » » »

Sur cette somme, 2,000 fr. sont destinés aux frais des analyses des prélèvements supposés fraudés (emploi de la subvention de l'Etat). Le surplus comprend : 1^{er} 300 francs pour le matériel du service des vidanges, rattaché au Bureau d'hygiène (somme diminuée du crédit du matériel de la Voirie, art. 57 ci-après); 2^e des augmentations réelles de 250 fr. et de 200 francs pour le matériel des services d'inspection de la boucherie et des marchés, insuffisamment dotés.

TOTAUX.....	51.020 »	691.538 40
Diminution finale.....	640.518 40	

4^e SECTION. — Service d'incendie. — Art. 29 à 31.

Budget de 1907.....	167.600 »
Budget de 1908....	174.140 »
Augmentation...	6.540 »

Par une délibération du 24 juin 1907, le Conseil municipal a fixé à 182,210 francs le montant des crédits à inscrire au budget pour le service d'incendie, en stipulant que la différence entre cette somme et la dépense réellement effectuée serait affectée à l'achat de matériel pour la réorganisation du service.

Par application de cette mesure, un premier crédit de 6,540 fr. représentant la différence entre les crédits ouverts au budget de 1907 pour le fonctionnement du service d'incendie et ladite somme de 182,210 francs, a été inscrit à l'article 32 sous le titre : *Réorganisation du service d'incendie. — Achat de matériel*.

Cette modification est la seule que comporte cette section.

5^e SECTION. — Inhumations et Cimetières. — Art. 32 à 35

Budget de 1907.....	387.500 »
Budget de 1908....	392.500 »
Augmentation...	5.000 »

Cette augmentation porte sur le seul article 35 : *Matériel et dépenses diverses*; elle est destinée à permettre le remplacement de deux corbillards en mauvais état.

6^e SECTION. — Bâtiments communaux. — Art. 37 à 49.

Budget de 1907.....	1.460.055 »
Budget de 1908.....	1.348.975 »
Diminution...	<u>111.080 »</u>

Augmentations.	Diminutions.
41.820 »	» »

ART. 39. — *Entretien des bâtiments communaux et locaux en location et de leur mobilier*.....

L'insuffisance de ce crédit s'est manifestée à diverses reprises au cours de ces dernières années. Elle va encore être accrue du fait de la reprise par la Ville des presbytères et de divers bâtiments dont la jouissance avait été concédée aux fabriques.

Il y a lieu de prévoir de ces divers chefs une augmentation de crédit de 45,120 fr., réduite à 41,820 francs par suite du transfert à l'article 44 d'une somme de 3,300 fr. destinée à l'entretien des appareils d'éclairage électrique, et précédemment prélevée sur le présent crédit.

ART. 41 bis. — *Entretien des horloges et pendules de la Ville*.....

Crédit réuni à l'article 44 ci-après.

ART. 42. — *Assurance contre l'incendie des propriétés communales*.....

Cette augmentation est due à l'incorporation dans le domaine communal des presbytères et à l'acquisition de divers immeubles destinés à la construction de groupes scolaires.

ART. 41. — *Téléphones, horloges et éclairage électriques*.....

On a réuni à ce crédit celui de 4,000 fr. prévu à l'article 41 bis pour l'entretien des horloges et pendules de la Ville, ce dernier service étant dorénavant placé sous la direction du chef électricien. D'autre part, les dépenses d'entretien de l'éclairage électrique, autrefois prélevées sur le crédit général d'entretien des bâtiments communaux (voir art. 39), en ont été distraites pour être réunies au présent crédit où elles sont mieux à leur place; de là une seconde augmentation fictive de 3,300 francs.

L'augmentation réelle de dépenses est seulement de 300 fr.; elle a pour but de relever à 800 francs la prévision pour l'entretien et le renouvellement des appareils téléphoniques; cette prévision est manifestement insuffisante, étant donné le nombre considérable d'installations à entretenir et la nécessité de leur renouvellement.

ART. 45. — *Chauffage des bâtiments communaux et services municipaux*....

Le prix des charbons tend à augmenter depuis quelques années, et les marchés passés avec les fournisseurs sont de plus en plus onéreux pour la Ville. A cette cause principale du relèvement du crédit, il convient d'en ajouter une autre, qui réside dans le nombre toujours croissant des locaux à chauffer (création de classes dans les écoles, etc.)

ART. 46. — *Locations à la charge de la Ville*.....

Cette réduction est la conséquence de la suppression des locations des presbytères de Saint-Bonaventure et de Saint-Vincent (14,500 fr.), résultat de la loi de séparation. Le local du service des Eaux,

A reporter..... 73.420 » 28.500 »

Report.....

Augmentations.	Diminutions.
73.420 »	28.500 »

rue Grölée (8,700 fr.) disparaît également par suite de la reprise par la Ville des immeubles de ce quartier. D'autre part, on a tenu compte des réductions de prix obtenues lors du renouvellement du bail des locaux de la Voirie (2,000 fr.) et de divers autres services.

Par contre, l'allocation pour locations nouvelles a été relevée de 4,500 francs, en prévision des créations d'écoles ou de classes en perspective.

ART. 47. — *Contributions des propriétés communales*.....

1.000 » » »

Une économie de 4,000 francs a été réalisée sur ce crédit par suite de l'affectation à des services publics des locaux occupés autrefois dans le Palais des Arts par la Société Lyonnaise. Mais cette économie est au delà compensée par les impôts afférents aux presbytères dont la jouissance a fait retour à la Ville, et aux récentes acquisitions d'immeubles faites pour la construction de l'abattoir de la Mouche et de divers groupes scolaires (place des Jacobins, rue de la Vierge, etc.).

ART. 47 bis. — *Construction et appropriation de maisons d'écoles*.....

» » 182.000 »

Le prélèvement effectué l'année dernière sur les ressources générales du budget pour être affecté à cette destination doit servir à gager une partie de l'emprunt projeté pour la construction de groupes scolaires (voir article 7 du chapitre II ci-après). Il n'est donc pas possible de maintenir au budget primitif de 1908 le présent crédit; mais, dès que l'emprunt scolaire sera réalisé, des crédits pour l'emploi en dépense des ressources extraordinaires ainsi créées seront inscrits au budget supplémentaire.

ART. 49. — *Travaux de grosses réparations aux édifices communaux*.....

25.000 » » »

Le crédit de 35,000 francs inscrit pour la première fois au budget de 1907, pour ces grosses réparations, ne paraît pas suffisant pour faire face aux importants travaux de restauration que nécessite la remise en état de divers bâtiments. Il convient de le porter à 60,000 francs, soit 25,000 francs de plus.

TOTAUX..... 99.420 » 210.500 »

Diminution finale... 111.080 »

7^e SECTION. — Service des concessions d'Eaux. —

Art. 50 à 53.

Budget de 1907	1.446.520 »
Budget de 1908	1.442.020 »
Diminution ...	<u>4.500 »</u>

ART. 50. — *Personnel du service des concessions*.....

1.000 » » »

Cette augmentation est nécessaire pour permettre de donner au personnel l'avancement réglementaire.

ART. 52. — *Remboursement des sommes indument payées et timbres-quittances*.....

» » 5.500 »

A reporter..... 1.000 » 5.500 »

	Augmentations.	Diminutions.
<i>Report</i>	1.000 »	5.500 »
La modification, apportée au règlement de la comptabilité du service des Eaux par un récent arrêté, a pour conséquence de diminuer dans de fortes proportions le chiffre des remboursements faits aux concessionnaires par application de l'article 3 du règlement des concessions. De 6,000 francs, le chiffre des remboursements prévus peut, sans inconvénient, être ramené à 2,000 francs. En outre, la prévision de 1,800 francs pour le remboursement de la différence de 0 fr. 15 à la charge de la Ville, sur les timbres-quittances des recettes faites en vertu d'anciens traités passés avec la Compagnie des Eaux, peut être ramenée de 1,800 francs à 300 francs, en raison de la disparition graduelle de ces abonnements.		
TOTAUX	1.000 »	5.500 »
Diminution finale....	4.500 »	

8^e SECTION. — Voirie urbaine. — Art. 54 à 83.

Budget de 1907	4.252.515 »
Budget de 1908.....	4.377.895 »
Augmentation.....	125.380 »

ART. 54. — *Personnel des Ingénieurs, conducteurs et employés*..... » » 33.320 »

Cette diminution n'est qu'apparente : elle résulte du transfert au Bureau d'hygiène du service d'inspection des vidanges (voir article 25 ci-dessus).

ART. 55. — *Personnel des usines des Eaux* 1.280 » » »

Augmentation destinée à mettre le crédit en concordance avec la dépense réellement effectuée d'après la composition actuelle de ce personnel.

ART. 56. — *Personnel des cantonniers, égoutiers et gardes de ponts*..... 10.700 » » »

Cette augmentation est due aux causes suivantes :

1^o Création de cinq emplois d'égoutiers : 8,700 francs (2^e fonds). Des explications ont été données dans le rapport sur le projet de budget de 1907 au sujet de cette création, admise en principe par le Conseil municipal, et qui doit porter sur vingt-deux emplois, à raison de cinq pendant les années 1907 et 1908 et de six pendant les deux années suivantes.

2^o Elévation du prix de la journée payée aux manœuvres auxiliaires : 2.000 francs. Les auxiliaires étaient payés précédemment à raison de 3 fr. 50 et 3 fr. 75 par jour, suivant leur ancienneté et leur capacité professionnelle. Suivant les ordres de l'Administration, le salaire de 3 fr. 50 ayant été porté à 3 fr. 75 à partir du 1^{er} janvier 1907, il y aurait lieu de faire bénéficier de la même faveur les ouvriers qui étaient payés 3 fr. 75, en portant le prix de leur journée à 4 francs. C'est dans ce but qu'est proposée l'augmentation de crédit demandée.

ART. 57. — *Matériel et dépenses diverses des bureaux de la Voirie*..... » » 300 »

Somme représentant les frais de bureau du service des vidanges, transférés à l'article 26 ci-dessus.

A reporter.....Fr. 11.980 » 33.620 »

	Augmentations.	Diminutions.
<i>Report</i>	11.980 »	33.620 »
ART. 62. — <i>Réfection du pavage des tranchées ouvertes sur les voies publiques urbaines</i>	12.000 »	» »
Cette augmentation comprend : pour 5,000 francs l'emploi de la recette correspondante inscrite en plus aux fonds de concours (voir art. 99 ci-dessus), et pour 7,000 francs la somme nécessaire aux réparations des tranchées ouvertes par le service technique des Eaux. Depuis le renouvellement de l'entreprise de l'entretien de la fontainerie, ces réparations ne sont plus à la charge des adjudicataires : elle sont effectuées par le service de la voie publique. La somme de 7,000 francs ne constitue pas une augmentation réelle de dépense, elle est distraite du crédit inscrit ci-après à l'art. 80.		
ART. 69. — <i>Eclairage des voies publiques</i>	12.500 »	» »
Cette augmentation est la conséquence de l'extension du service d'éclairage des voies publiques, faite pendant l'année 1907 ou à faire pendant le prochain exercice.		
ART. 70. — <i>Entretien des canalisations et réservoirs du service des Eaux</i>	1.520 »	» »
Il y a lieu d'augmenter de 4,500 francs la prévision des travaux à forfait, en raison du développement des canalisations et de la fontainerie ; par contre, on peut réduire de 3,000 francs la prévision pour travaux hors forfait à effectuer l'année prochaine. Le surplus de l'augmentation (20 francs) résulte d'une nouvelle redevance pour occupation du domaine public.		
ART. 71. — <i>Matériel et dépenses diverses des usines des Eaux</i>	22.000 »	» »
La hausse des charbons nous oblige à prévoir une augmentation de 20,000 fr. sur les marchés à passer en 1908. Le surplus de l'augmentation (2,000 fr.) est nécessité par le débutage des chaudières de l'usine du Grand-Camp, pour procéder au deuxième nettoyage complet après cinq années de marche.		
ART. 72. — <i>Indemnités et dommages résultant d'accidents survenus dans les installations d'eau</i>	3.000 »	» »
Au cours de chaque année, des accidents occasionnés par la rupture des conduites d'eau se produisent sur la voie publique. Ces accidents déterminent parfois des dégâts chez les particuliers, que la Ville est obligée d'indemniser. C'est en prévision du règlement d'indemnités de cette nature qu'est proposé le présent crédit de 3,000 francs.		
ART. 80. — <i>Service des Eaux. — Travaux neufs de canalisations et de prises d'eau</i>	» »	7.000 »
Diminution correspondant à l'augmentation d'égale somme inscrite à l'art. 62 ci-dessus pour la réfection des tranchées ouvertes sur la voie publique pour les canalisations et prises d'eau.		
ART. 81. — <i>Usines des Eaux. — Travaux d'installation de l'énergie électrique (1^{er} fonds)</i>	96.000 »	» »
En remplacement du crédit de 4,000 fr. ouvert l'année dernière pour divers travaux dans les usines et non renouvelables, nous proposons d'inscrire un premier fonds de 100,000 francs pour la mise en œuvre des travaux d'installation de l'énergie électrique, suivant projet récemment approuvé par le Conseil municipal.		
A reporter	159.000 »	40.620 »

	Report.....	Augmentations.	Diminutions.
		159.000 »	40.620 »
ART. 82. — <i>Frais d'études pour la construction de nouveaux ponts</i>		7.000 »	» »
Voir le rapport spécial présenté à ce sujet au Conseil municipal le 15 mars 1907.			
TOTAUX.....		166.000 »	40.620 »
Augmentation finale		125.380 »	

9^e SECTION. — Voirie vicinale. — Art. 84 à 86.

Budget de 1907.....	328.700 »
Budget de 1908.....	329.700 »
Augmentation...	1.000 »

ART. 84. — <i>Chemins de grande communication. — Contingent de la Ville</i>	» »	707 »
ART. 85. — <i>Chemins d'intérêt commun. — Contingent de la Ville</i>	707 »	» »

Ces deux contingents restent, dans leur ensemble, fixés à la somme totale de 123.972 francs; les fluctuations qui se produisent dans leur évaluation se compensent exactement.

ART. 86. — <i>Chemins vicinaux ordinaires</i>	1.000 »	» »
---	---------	-----

Cette augmentation fait état d'une partie de celle qui s'est manifestée dans le produit des centimes spéciaux affectés à l'entretien de ces chemins (voir art. 2 du chap. 1^{er} des recettes). Elle est destinée à augmenter la prévision pour travaux d'entretien.

TOTAUX.....	1.707 »	707 »
Augmentation finale.....	1.000 »	

10^e SECTION. — Cultures et promenades. — Art. 87 à 89.

Budget de 1907.....	240.550 »
Budget de 1908.....	203.453 »
Diminution.....	37.097 »

ART. 87. — <i>Personnel titulaire et auxiliaire</i>	6.223 »	» »
ART. 88. — <i>Matériel et entretien</i>	» »	6.200 »

Les modifications apportées à ces deux articles se compensent à peu près exactement. Elles résultent du transfert de l'un à l'autre des dépenses du personnel auxiliaire d'ouvriers en régie, actuellement payés sur le matériel, et qu'il y a lieu de comprendre dans le personnel en raison du caractère permanent de leur emploi.

ART. 89. — <i>Travaux de plantations et aménagements divers des jardins et promenades</i>	» »	120 »
---	-----	-------

Les travaux de plantations sur le cours Charlemagne, entre le cours Bayard et la rue Casimir-Périer, nécessiteront une dépense de 3.600 francs au lieu de 3.720 fr. qui était prévue en 1907 pour les plantations du boulevard du Nord

A reporter.....	6.223 »	6.320 »
-----------------	---------	---------

	Report.....	Augmentations.	Diminutions.
		6.223 »	6.320 »
Article non reproduit.....		» »	37.000 »
Cet article a trait aux travaux de consolidation des rochers du jardin des Chartreux, qui nécessitent, depuis plusieurs années, des crédits relativement importants, ce qui permet de supposer que ces travaux touchent à leur fin.			
TOTAUX.....		6.223 »	43 320 »
Diminution finale.....		37.097 »	

11^e SECTION. — Instruction publique. — Art. 78 à 107.

Budget de 1907.....	2.783.250 »
Budget de 1908.....	2.860.450 »
Augmentation.....	77.200 »

ART. 90. — <i>Personnel enseignant. — Traitements et indemnités</i>	55.650 »	» »
---	----------	-----

Cette augmentation importante est due: pour 20.000 francs à la création d'emplois nouveaux, suivant délibérations du Conseil municipal du 22 juillet 1907; pour environ 34.500 francs à la quatrième et dernière annuité de l'augmentation des traitements, par application de l'article 52 de la loi de finances du 22 avril 1905; et pour le surplus à des promotions dans le personnel.

ART. 91. — <i>Cours spéciaux des Ecoles primaires supérieures</i>	3.000 »	» »
---	---------	-----

Augmentation résultant de la création de nouveaux cours et de l'élévation des traitements de divers professeurs.

Le matériel de la section commerciale de l'école de filles du Palais des Arts nécessite 300 francs de plus pour l'entretien des nombreuses machines à écrire dont est dotée cette école.

ART. 94. — <i>Traitements et salaires des gens de service attachés aux écoles</i>	7.300 »	» »
---	---------	-----

La presque totalité de cette augmentation est due à l'élévation des traitements des femmes de service des écoles maternelles, résultant du nouveau règlement récemment adopté par le Conseil municipal.

ART. 97. — <i>Mobilier et matériel scolaires</i>	2.000 »	» »
--	---------	-----

Augmentation nécessaire pour répondre aux exigences toujours croissantes résultant des nombreuses classes créées par suite de la fréquentation toujours plus grande des écoles publiques.

ART. 99. — <i>Cantines scolaires</i>	3.600 »	» »
--	---------	-----

Augmentation nécessitée par l'extension de ce service et l'accroissement des dépenses qu'il occasionne.

Une partie de cette augmentation (1.000 francs) est destinée à relever le salaire des surveillants et surveillantes les plus anciens et les plus méritants.

ART. 102. — <i>Récompenses aux élèves des Ecoles primaires publiques</i>	» »	10.000 »
--	-----	----------

ART. 103. — <i>Ecole de plein air</i>	10.000 »	» »
---	----------	-----

Par une délibération en date du 25 mars 1907, le Conseil municipal a décidé la création d'une école de plein air, et il a affecté au fonctionnement de cette école une somme de 10.000 francs, à distraire du crédit des récompenses aux élèves.

Cette institution ayant pleinement réussi, il y a lieu d'en prévoir le maintien pour l'année 1908.

A reporter.....	81.550 »	10.000 »
-----------------	----------	----------

	Augmentations.	Diminutions.
<i>Report</i>	81.550 »	10.000 »
ART. 104. — <i>Enseignement de la gymnastique</i>	150 »	» »
Pour mettre en concordance le crédit avec la dépense résultant des traitements actuels du personnel chargé de cet enseignement.		
ART. 107. — <i>Garderies du jeudi</i>	600 »	» »
Création de deux emplois nouveaux à chacune des garderies des écoles de garçons, rue de Vendôme, 50, et route de Vienne, 119.		
ART. 112. — <i>Ecole municipale de tissage</i>	3.050 »	» »
L'allocation de 650 fr. pour la distribution des prix a été supprimée, la commission administrative de l'Ecole ayant émis le vœu que toutes les récompenses accordées aux élèves méritants consistent en mentions tissées par les lauréats eux-mêmes.		
Est également supprimée la prévision de 1.000 fr. pour l'installation matérielle du cours de garage effectuée au cours de la présente année.		
La somme prévue pour le tissage des portraits et des étoffes, étant insuffisante, a dû être augmentée de 2.000 fr. ; mais cette augmentation aura sa contre-partie dans le produit de la vente de ces objets.		
L'organisation nouvelle des ateliers de l'Ecole, l'agrandissement des locaux, la mise en marche des métiers nouveaux, ont provoqué l'insuffisance des prévisions pour entretien du matériel et achat de matières. Ces deux prévisions ont été respectivement relevées de 800 fr. et de 1.900 fr.		
ART. 114. — <i>Cours de modèle vivant</i>	450 »	» »
Cette somme est nécessaire pour permettre d'assurer le fonctionnement de ce cours jusqu'au 31 mai au lieu du 31 mars, comme l'a récemment décidé le Conseil municipal.		
ART. 120. — <i>Cours municipaux à l'Université</i>	3.000 »	» »
En conformité de la délibération du Conseil municipal du 22 juillet 1907, ce nouveau crédit est destiné à la création, à l'Université lyonnaise, de deux cours municipaux ayant pour objet l'enseignement : l'un, de l'histoire des religions, l'autre, de l'histoire des doctrines économiques et sociales.		
La dépense de 3.000 fr. que nécessitera cet enseignement est compensée par une économie d'égale somme sur le crédit du Muséum (voir art. 127 ci-après).		
TOTAUX.....	88.800 »	10.000 »
Augmentation finale.....	78.800 »	

12^e SECTION. — **Lettres, Sciences et Arts.** — Art. 123 à 137.

Budget de 1907	754.410 »
Budget de 1908	754.010 »
Diminution....	400 »

On a réincorporé dans cette section les *théâtres municipaux*, qui en avaient été distraits lors de l'établissement de la régie.

Les théâtres ne produisant plus aucune recette d'exploitation, il n'y a pas lieu de maintenir une ventilation qui n'avait d'autre raison d'être que la nécessité de faire apparaître distinctement la balance des produits et des frais d'exploitation en régie des deux théâtres.

	Augmentations.	Diminutions.
ART. 123. — <i>Bibliothèques municipales. — Personnel</i>	} " "	2.400 "
ART. 124. — <i>Bibliothèques municipales. — Matériel</i>		
La division de ce crédit en dépenses de personnel et de matériel a été faite conformément aux instructions sur la formation des budgets. La diminution de 2.400 fr., qui apparaît sur l'ensemble des crédits, résulte de la suppression de l'emploi d'inspecteur des bibliothèques d'arrondissement, le titulaire de cet emploi étant récemment décédé et ne devant pas être remplacé.		
ART. 111. — <i>Muséum d'histoire naturelle</i>	" "	3.000 "
La cause de cette diminution est expliquée à l'art. 120 ci-dessus.		
ART. 137. — <i>Participation de la Ville dans les frais d'acquisition de nouveaux décors au Grand-Théâtre</i>	5.000 "	" "
Crédit prévisionnel résultant de la délibération du Conseil municipal du 4 février 1907.		
TOTAUX.....	5.000 "	5.400 "
Diminution finale.....	400 "	

13^e SECTION. — **Assistance publique.** — Art. 138 à 159.

Budget de 1907	1.934.249 »
Budget de 1908.....	1.816.249 »
Diminution ...	118.000 »

ART. 141. — <i>Contingent de la Ville dans les frais d'assistance obligatoire des vieillards, des infirmes et des incurables</i>	» »	116.000 »
--	-----	-----------

Le crédit de 910.644 fr. voté pour ce contingent au budget de 1907 était basé sur une évaluation incertaine de la dépense, étant donnée l'ignorance où l'on se trouvait alors du nombre éventuel des assistés à domicile et des conditions financières du fonctionnement de la loi.

On est aujourd'hui un peu mieux fixé à cet égard, et la dépense incombant à la Ville paraît pouvoir être évaluée à un chiffre inférieur de 116.000 fr. à celui prévu pour 1907.

ART. 146. — <i>Placement à la campagne d'orphelins pauvres</i>	3 000 »	» »
--	---------	-----

Le Conseil général du Rhône, par une délibération du 22 août 1906, confirmée par une dépêche ministérielle du 8 mars 1907, a élevé le tarif des prix de pension mensuelle des orphelins placés à la campagne aux frais de la Ville.

Cette élévation de tarif occasionnera une dépense supplémentaire annuelle d'environ 3.000 francs.

ART. 153. — <i>Hôtel des Invalides du Travail</i>	3.000 »	» »
---	---------	-----

Augmentation résultant du rétablissement de deux emplois : l'un de surveillant général, l'autre de suppléant permanent.

ART. 157 bis. — <i>Secours temporaires aux travailleurs réduits à la misère par maladie ou accidents</i>	» »	8.000 »
--	-----	---------

A reporter.....	6.000 »	124.000 »
-----------------	---------	-----------

	Augmentations.	Diminutions
Report	6.000 »	124.000 »
Crédit diminué de moitié, la dépense qui en fait l'objet se confondant avec celle inscrite à l'article 141 pour l'assistance obligatoire des infirmes et des incurables.		
TOTAUX.....	6.000 »	124.000 »
Diminution finale.....	118.000 »	

14^e SECTION. — Subventions. — Art. 160 à 194.

Budget de 1907	562.837 »
Budget de 1908 ...	553.417 »
Diminution...	9.420 »

ART. 160 bis. — Subvention à l'Ecole La Martinière pour la remise gratuite aux élèves des fournitures classiques.... » » 4.500 »

Conséquence de la décision prise de n'accorder la gratuité des fournitures classiques, dans les écoles primaires supérieures et spéciales, qu'aux enfants dont les parents en font la demande.

ART. 168. — Subvention à l'Union mutualiste du Rhône..... » » 1.000 »

Cette allocation est progressivement réduite, conformément à la décision prise par le Conseil municipal au cours de la discussion du budget de 1906.

ART. 175. — Subvention au Dispensaire antituberculeux pour la désinfection des logements contaminés..... 960 » » »

Crédit nouveau résultant de la délibération du Conseil municipal du 6 mars 1906.

ART. 185. — Subventions aux caisses de chômage..... » » 5.000 »

Les dépenses faites et constatées au cours de ces dernières années ont atteint tout au plus 18,000 francs. Il est dès lors convenable de ramener le crédit de 25,000 à 20,000 francs.

ART. 194. — Subvention à la Société d'encouragement à l'art et à l'industrie, pour un prix à décerner au nom de la Ville..... 120 » » »

Cette Société, fondée en 1889 et reconnue d'utilité publique par décret du 21 janvier 1905, a pour but principal de développer de plus en plus l'union de l'art et de l'industrie en France, en créant des prix et des bourses à décerner après concours entre les élèves des écoles de toute la France.

Dans sa séance du 18 avril 1907, le Conseil d'administration de l'Ecole des Beaux-Arts de Lyon a émis le vœu que la ville de Lyon, marquant ainsi de l'intérêt pour le rôle social joué par cette Société, lui accorde une subvention de 120 francs pour créer un prix annuel à décerner au nom de la Ville.

TOTAUX.....	1.080 »	10.500 »
Diminution finale.....	9.420 »	

15^e SECTION. — Dépenses diverses. — Art. 195 à 213.

Budget de 1907.....	542.350 »
Budget de 1908.....	556.230 »
Augmentation....	13.880 »

	Augmentations.	Diminutions.
ART. 197. — Service des transports municipaux.....	1.600 »	» »

Pour la création d'un emploi de cocher, nécessitée par l'extension du service.

ART. 200. — Redevances pour occupations d'emplacements sur les dépendances du domaine national.....	7.500 »	» »
---	---------	-----

L'augmentation du prix de location des bancs de tisane (voir art. 87 des recettes ci-dessus) a sa répercussion sur les redevances payées au Trésor pour ceux de ces kiosques établis sur les quais. Ces redevances sont, en effet, proportionnelles aux prix de ces locations.

ART. 201. — Dépenses du service postal et télégraphique à la charge de la Ville.....	» »	2.000 »
--	-----	---------

Réduction de la redevance payée à l'Etat pour frais de distribution gratuite, au moyen d'express, des télégrammes et messages téléphonés destinés aux habitants de Lyon domiciliés en dehors de l'agglomération.

ART. 203. — Pensions et secours à la charge de la Ville.....	3.000 »	» »
--	---------	-----

Augmentation due à de nouveaux secours et pensions accordés par diverses délibérations du Conseil municipal aux anciens employés de la Ville et à leurs veuves.

ART. 204. — Versements à la Caisse d'Epargne de la Croix-Rousse et à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, en faveur du personnel subalterne des services municipaux.....	2.000 »	» »
---	---------	-----

L'élévation des traitements du petit personnel participant à la Caisse nationale des retraites a eu pour conséquence une sensible augmentation de la contribution de la Ville, proportionnelle à ces traitements. La prévision de 5,000 fr., inscrite de ce chef au budget de 1907, a été insuffisante, et il convient de l'élever de 2,000 francs.

ART. 208. — Revision des listes électorales et frais d'élections.....	2.000 »	» »
---	---------	-----

En prévision des élections qui auront lieu l'année prochaine pour le renouvellement intégral du Conseil municipal et qui nécessiteront des dépenses supplémentaires de confection des listes, cartes d'électeurs et installation matérielle des bureaux de vote.

ART. 209. — Bureau municipal de placement gratuit pour dames.....	» »	220 »
---	-----	-------

Economie résultant du remplacement de la directrice par une nouvelle titulaire ayant le traitement de début.

TOTAUX.....	16.100 »	2.220 »
Augmentation finale.....	13.880 »	

16^e SECTION. — Fonds spéciaux. — Art. 214 à 231.

Budget de 1907.....	171.962 »
Budget de 1908.....	172.556 »
Augmentation ..	<u>594 »</u>

Les causes de cette augmentation ont été indiquées plus haut à la 11^e section des recettes (*fonds spéciaux*), dont les présentes dépenses forment la contre-partie exacte.

DÉPENSES EXTRAORDINAIRES

1^{re} SECTION. — Emprunts et Dettes à long terme.

ART. 1 à 7.

Budget de 1907....	4.519.842 88
Budget de 1908....	4.808.045 51
Augmentation ...	<u>288.202 63</u>

Augmentations. Diminutions.

ARTICLE PREMIER. — *Emprunt de 68,507,600 francs, autorisé par la loi du 23 décembre 1879 et remboursable en 34 annuités (29^e annuité).....*

» » 133.050 »

Le tableau d'amortissement de cet emprunt de conversion a prévu des réductions d'annuité correspondant aux époques d'amortissement complet des anciens emprunts convertis. C'est ainsi que l'annuité initiale de 3,866,000 francs a déjà été réduite de 516,000 francs en 1896, de 606,000 francs en 1904, de 601,000 fr. en 1906 et de 181,938 francs en 1907.

Il n'y aura pas d'autre diminution avant 1911.

ART. 2. — *Abonnement au timbre des obligations et frais divers relatifs aux emprunts.....*

» » 1.000 »

Cette réduction s'applique aux frais d'abonnement au timbre, qui diminuent en raison des obligations annuellement amorties.

ART. 6. — *Emprunt de 3,000,000 de francs autorisé par décret du 11 juillet 1905 et remboursable en 60 ans.....*

117.252 63 » »

Crédit nouveau destiné au paiement de la première annuité de l'emprunt récemment contracté au Crédit Foncier de France, ledit emprunt ayant pour objet le rachat du quartier Grôlée, suivant convention intervenue avec la Compagnie Foncière de France.

ART. 7. — *Emprunt pour la construction de groupes scolaires.....*

305.000 » » »

Prévision pour l'annuité à payer en 1908 de l'emprunt projeté destiné à ces constructions. Cette prévision est égale au produit des 4 centimes spéciaux précédemment autorisés pour ces constructions et dont la prorogation sera demandée pour une durée égale à celle de l'amortissement de l'emprunt.

TOTAUX..... 422.252 63 134.050 »

Augmentation finale..... 288.202 63

2^e SECTION. — Dépenses diverses. — Art. 8 à 10.

Budget de 1907.....	275.000 »
Budget de 1908.....	305.000 »
Augmentation...	<u>30.000 »</u>

Augmentations. Diminutions.

ART. 8. — *Versement au Trésor des impôts à percevoir sur les obligations d'emprunts municipaux.....*

» » 10.000 »

Crédit d'ordre correspondant à la recette prévue à l'article 6 des recettes extraordinaires. (Voir les explications données à cet article.)

ART. 8 bis. — *Impôts afférents aux immeubles du quartier Grôlée.....*

» » 55.000 »

Par suite de la reprise par la Ville de ces immeubles, les dépenses comprises dans ce crédit spécial se trouvent confondues dans celles prévues à l'article suivant.

ART. 9. — *Quartier Grôlée. — Frais d'entretien et de gestion des immeubles.*

205.000 » » »

Crédit nouveau résultant de l'entrée en jouissance par la Ville des immeubles de ce quartier.

La dépense de 205,000 francs se répartit comme suit :

Frais de gestion : Personnel et matériel.....	14.100 »
Impôt foncier et des portes et fenêtres.....	79.300 »
Taxe de mainmorte.....	42.550 »
Assurance et éclairage...	8.500 »
Gages des concierges et fournitures.....	7.000 »
Entretien des toitures et ramonage.....	2.700 »
Réparations de propreté et d'aménagement.....	30.000 »
Réparations d'entretien général.....	20.000 »
Divers et imprévu.....	800 »
Ensemble.....	<u>205.000 »</u>

Il n'a pas été fait état des taxes municipales sur la propriété bâtie et sur l'entretien des immeubles, pas plus que de la fourniture des eaux, ces dépenses disparaissant par suite de la municipalisation des immeubles. Elles sont évaluées approximativement à 31,000 francs, non compris la taxe municipale afférente au revenu des terrains appartenant à la Ville, laquelle n'était déjà pas imposée et représentait une somme d'environ 19.000 fr.

ART. 9 bis. — *Concours national agricole.....*

» » 110.000

Rien à prévoir de ce chef, ce concours ne devant pas avoir lieu en 1908.

TOTAUX..... 205.000 » 175.000 »

Augmentation finale..... 30.000 »

Lyon, le 12 septembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE et du Budget

Président : M. TIXIER.

Rapporteur : M. GORJUS.

MESSIEURS,

Le budget de 1908, que nous avons examiné en commun, est le dernier de notre mandat; il résume notre travail municipal.

Nous pouvons sans crainte récapituler ce qui a été fait pendant ces quatre années et montrer à nos concitoyens que nous n'avons laissé périliter aucune des institutions et créations que nous avaient léguées les Municipalités précédentes, mais que, bien au contraire, nous les avons développées et améliorées.

Nous avons été assez heureux pour pouvoir, sans établir de nouveaux impôts, sans recourir à des emprunts, faire de nouvelles créations. Ces créations, qui répondent à des besoins anciens et nouveaux, ont réalisé soit des améliorations matérielles, comme les travaux et les constructions, soit des améliorations morales, par les sommes affectées aux dépenses pour l'instruction publique, les sciences, les Beaux-Arts, l'Assistance, l'Hygiène et la Santé publiques.

Lyon, qui se calomnie toujours ou se laisse calomnier, est maintenant, parmi les villes de notre pays, la mieux éclairée, la plus propre, la plus saine, la plus riche en promenades ombragées de beaux arbres — trait spécial à notre cité — en un mot elle est une des plus belles villes de France et même de l'étranger.

En outre, nous pouvons être fiers de constater que les questions sociales ont déjà commencé chez nous à recevoir leur application sans soulever trop de récriminations de la part des intérêts froissés. Le bon sens de la population a fait justice des exagérations et de la partialité; il a compris que l'intérêt général doit primer les intérêts particuliers et les réformes entreront peu à peu dans le domaine des choses admises.

Le budget de 1908 diffère peu, comme chiffres, de celui de 1907 et les totaux des recettes et des dépenses s'éloignent peu de ceux des années précédentes. Nous sommes en effet obligés de nous mouvoir dans les limites du montant des recettes pour y conformer nos dépenses.

Il est établi conformément aux bonnes traditions, en tablant sur le maximum pour les prévisions de dépenses et sur le minimum pour les évaluations de recettes.

Les recettes ordinaires et extraordinaires sont évaluées à Fr. 22.637.876 78

Les dépenses ordinaires et extraordinaires sont prévues pour.....Fr. 21.946.280 51

Le budget laisse donc un excédent total de recettes de.....Fr. 691.596 27

De cet excédent devront être déduits les frais de police de l'agglomération lyonnaise que l'Etat inscrira d'office dans nos dépenses, soit.....Fr. 691.538 40

M. le Maire n'a pas fait état de cette somme dans son projet, et vous n'avez pas voulu rétablir ce crédit, pour protester, comme vous l'avez toujours fait, contre les procédés du Gouvernement. Nous ne pouvons nous contenter, en effet, de la vaine satisfaction d'un coup d'œil jeté par M. le Maire seul, sur la justification de l'emploi des fonds, sans qu'aucune note soit prise et sans qu'aucun chiffre puisse être communiqué au Conseil.

L'excédent réel nous laissera une marge certaine par la plus-value des recettes prévues.

Examinons maintenant dans leurs grandes lignes les chapitres du projet de budget primitif de 1908 et le rapport de M. le Maire.

RECETTES ORDINAIRES

Les recettes ordinaires étaient admises au budget de 1907

pour.....Fr. 18.410.360 »

L'évaluation proposée au budget de 1908 est de.....Fr. 18.644.215 »

DÉSIGNATION DES PRODUITS PAR SECTION	RECETTES PROPOSÉES pour 1908	DIFFÉRENCES	
		en plus	en moins
1° Impôts directs et taxes assimilées.....	844 200 »	»	15.800 »
2° Taxes de remplacement de l'Octroi.....	9.775.000 »	10.000 »	»
3° Abattoirs, marchés, entrepôts.....	1.339.600 »	»	250 »
4° Droits de voirie.....	1.134.550 »	22.900 »	»
5° Service des eaux.....	2.451.600 »	102.000 »	»
6° Inhumations et cimetières.....	773.000 »	»	»
7° Produit des propriétés communales.....	598.600 »	41.245 »	»
8° Redevances pour occupations du domaine public.....	486.627 »	46.730 »	»
9° Fonds de concours, subventions et remboursements.....	952.650 »	22.850 »	»
10° Droits et produits divers.....	115.752 »	3.586 »	»
11° Fonds spéciaux.....	172.556 »	594 »	»
TOTAUX.....	18.644.215 »	249.905 »	16.050 »
Différence en plus.....		233.855 »	

Vous avez admis ces prévisions dont les augmentations, aussi bien que les diminutions, sont légitimées par les résultats des exercices précédents.

L'augmentation des prévisions de recettes ordinaires pour 1908 résulte surtout du chiffre proposé pour le produit des concessions d'eaux. Ce produit n'était escompté dans le budget de 1907 que pour la somme de 2,349,600 francs, alors qu'il a atteint en 1906 le chiffre de 2,475,000 francs.

En l'évaluant pour 1908 à 2,451,600 fr., nous laissons ainsi une assez forte marge aux plus-values probables.

La marche ascendante des recettes de ce service démontre combien nos devanciers avaient eu raison de le municipaliser et de mettre l'eau à la portée du plus humble ménage (0 fr. 033 par jour pour location au-dessous de 300 francs-palier).

Instrument de moralisation, d'hygiène, de gain de temps et de confort, l'eau est tellement indispensable à la société moderne, qu'il est absolument nécessaire de vaincre les dernières résistances qui s'opposent à ce que toutes les maisons et tous les appartements la possèdent.

Il y a lieu de signaler aussi les augmentations de redevances des Compagnies O.-T.-L. et N.-L.-T., provenant de l'extension des services de transports de voyageurs et de la création de nouvelles lignes réclamées par le public et énergiquement demandées par le Conseil

municipal. Depuis le 8 mai 1906, les redevances à payer sur les recettes des lignes de la Compagnie N.-L.-T. ont été assimilées à partir de la somme de 1.401.000 francs, à celles de la Compagnie O.-T.-L.. L'Administration municipale a triomphé du mauvais vouloir et de la parcimonie des Compagnies en leur arrachant de haute lutte toutes ces améliorations profitables au public et, quoi qu'on dise, de fortes et solides améliorations matérielles et morales en faveur de leurs employés.

Nous relevons parmi les diminutions de recettes ordinaires celle qui atteint la taxe sur les débits de boissons, par suite de la disparition d'un certain nombre de ces débits. La population ne peut se plaindre de ce résultat que nous constatons sans regrets, malgré qu'il affecte nos recettes. Les débits sont assez nombreux pour satisfaire aux besoins.

Mais la disparition de notre budget des recettes du quart du produit de la taxe sur les vélocipèdes qui avait produit 30,440 fr. 62 en 1906 nous indignes spécialement. Il semble que l'Etat ait fait la gageure d'enlever du budget des communes, tout ce qu'il pouvait en retirer pour ménager son propre budget. Nous verrons plus loin d'autres exemples de cette manière d'agir.

RECETTES EXTRAORDINAIRES

Les recettes extraordinaires étaient prévues au budget de 1907 pour

3,897,216 fr. 31 ; les prévisions admises par vous pour l'exercice 1908 atteignent le chiffre de 3,993,661 fr. 78.

Ces prévisions admettent une légère augmentation, malgré la liquidation de l'affaire du quartier Grölée, qui fait disparaître de nos comptes le remboursement des avances faites à la Société concessionnaire et le produit de la location des terrains à cette même Société.

Ce traité, source de procès avec une compagnie insolvable, qui eût touché si elle avait obtenu gain de cause, et n'aurait pu payer si elle eût été condamnée, a été résilié au cours de l'année 1907. La reprise de la jouissance des immeubles du quartier Grölée a été faite à la faveur d'une convention passée avec le Crédit Foncier de France qui nous a avancé environ 3 millions, remboursables en 60 ans, (Rapport de M. Rivière, 25 mars 1907).

La Ville devenant immédiatement propriétaire, le produit des locations actuellement existantes est porté en recettes pour 1,133,800 francs. Cette recette sera susceptible d'une forte plus-value quand tous les locaux vacants dans ce beau quartier seront loués et que la circulation des tramways aura vivifié ses belles voies.

DÉPENSES ORDINAIRES

Dépenses inscrites au budget de 1907.....Fr.	17.507.856 40
Dépenses proposées au budget de 1908..Fr.	16.823.235 »
Différence en moins. Fr.	684.621 40

Cette diminution n'est qu'apparente ; elle est due à la non-inscription au chapitre 1^{er}, pour 1908, du contingent de la Ville dans les frais de police de l'agglomération lyonnaise, comme il est dit plus haut.

Les dépenses ordinaires sont donc évaluées, à peu de chose près, aux mêmes chiffres que dans les budgets précédents.

Vous n'avez changé les chiffres proposés par le projet de budget, qu'en ce qui concerne les acquisitions d'immeubles en saillie sur les voies publiques dont vous avez diminué les évaluations de 42,000 francs, pour porter cette somme à l'amélioration des chemins vicinaux ; en outre, vous avez voté l'inscription aux dépenses d'un crédit de 5.000 francs affecté au personnel chargé de l'enseignement des enfants anormaux. Vous avez alloué enfin une subvention de 200 francs à l'Œuvre lyonnaise de la chanson populaire. Ces modifications ont été faites d'accord avec l'Administration municipale.

Les dépenses définitivement admises sont donc les suivantes :

DÉSIGNATION DES DÉPENSES PAR SECTION	CRÉDITS admis pour 1907	CRÉDITS proposés pour 1908	DIFFÉRENCES	
			En plus	En moins
1 ^{er} Frais généraux d'administration..	781.900 »	781.900 »	»	»
2 ^o Frais de perception d'exploitation	745.903 »	753.900 »	10.000 »	»
3 ^o Justice, police et hygiène publique et de régie	914.558 40	304.810 »	»	639.748 40
4 ^o Service d'incendie.....	167.600 »	174.140 »	6.540 »	»
5 ^o Inhumations et cimetières.....	387.360 »	39.50 »	5.000 »	»
6 ^o Bâtimens communaux.....	1.460.055 »	1.338.225 »	»	121.830 »
7 ^o Service des concessions d'eaux...	1.446.520 »	1.442.020 »	»	4.500 »
8 ^o Voirie urbaine.....	4.252.515 »	4.355.095 »	82.580 »	»
9 ^o Voirie vicinale.....	328.700 »	371.70 »	43.000 »	»
10 ^o Cultures et promenades.....	210.551 »	201.453 »	»	37.097 »
11 ^o Instruction publique.....	2.783.231 »	2.867.050 »	83.800 »	»
12 ^o Lettres, sciences et arts.....	744.40 »	751.010 »	»	400 »
13 ^o Assistance publique.....	1.934.249 »	1.869.999 »	»	117.250 »
14 ^o Subventions.....	562.837 »	553.617 »	»	9.220 »
15 ^o Dépenses diverses.....	542.350 »	555.230 »	13.880 »	»
16 ^o Fonds spéciaux.....	171.952 »	172.555 »	503 »	»
TOTAUX.....	17.507.856 40	16.823.235 »	245.394 »	9.011 40
Différence en moins.....			684.621 40	

Lors de l'examen des dépenses relatives au service des inhumations, vous avez renouvelé vos critiques sur les livraisons défectueuses de cercueils faites par le concessionnaire ; l'Administration municipale vous a donné raison. Des amendes ont souvent été infligées à ce sujet.

L'énorme rabais consenti lors de l'adjudication publique est la cause de ces mauvaises fournitures. Les scandales qui se sont produits appellent des mesures spéciales qu'il convient de prendre

au plus tôt. L'Administration municipale est formellement résolue, si cela est possible, à assurer en régie directe l'exploitation de ce service.

DÉPENSES EXTRAORDINAIRES

Ces dépenses sont admises comme elles ont été présentées par l'Administration.

DÉSIGNATION DES DÉPENSES PAR SECTION	CRÉDITS		DIFFÉRENCES	
	admis pour 1907	proposés pour 1908	en plus	en moins
1 ^{er} Emprunts.....	4.519.842 88	4.808.045 51	288.202 63	»
2 ^o Dépenses diverses.....	275.000 »	315.000 »	40.000 »	»
TOTAUX.....	4.794.842 88	5.123.045 51	328.202 63	»
Différence en plus.....			328.202 63	

Révision.

En terminant ce rapport, nous croyons devoir résumer ce qui a été fait, au cours de ces quatre années, en vue de la réalisation du programme sur lequel nous avons été élus.

Ce programme, nous l'avons exécuté sans recourir à l'impôt, malgré des difficultés financières considérables, résultant de la perte de procès importants. Les ressources qui nous ont été enlevées par des décisions judiciaires récentes, que nous persistons à considérer comme injustifiées, nous eussent permis d'entretenir de nombreux vieillards indigents ou incurables.

Quant à nous, nous pouvons affirmer sans crainte : « que nous avons amélioré les services existants avant 1904 ; « que nous avons fait des créations « utiles depuis cette époque ; que le

« budget de 1908 contient ce qui nous « restait à faire sur notre programme ».

Allègement de charges.

Tout d'abord, l'année 1904 a vu appliquer la diminution de la taxe d'habitation de 9 % à 6 %.

Cet allègement de charges pour les contribuables a causé aux budgets une diminution de recettes considérable d'environ 900,000 francs annuellement. La taxe prévue au budget de 1903 pour 2,864,000 francs, ne produit plus en effet aujourd'hui que 1,950,000 francs.

Pertes de recettes et augmentation de charges.

L'Etat a enlevé aux communes l'attribution d'une partie de la *taxe sur les vélocipèdes* : cette taxe avait rapporté en 1906.....Fr. 30.440 62

Vidanges. — La perte du procès fait aux Compagnies de vidanges qui avaient payé les droits de stationnement jusqu'en 1894, nous enlève une prévision de recettes accumulées depuis et sur laquelle nous étions en droit de compter. L'équité importe peu quand la ville de Lyon est en cause.

Eaux. — Nous l'avons bien vu pour un autre procès perdu au Conseil d'Etat, qui nous condamne à payer pendant cinquante-sept ans à la Compagnie générale des Eaux, et au seul bénéfice des actionnaires de cette Compagnie, une somme bien supérieure à celle qu'elle pouvait légitimement nous réclamer pour le rachat de sa concession. Heureusement que l'excellent état de nos finances nous a permis de parer ce coup, qui sans cela eût été fatal à l'équilibre du budget.

Et pour combler la mesure, l'Etat, notre excellent tuteur, vient encore nous réclamer contre toute justice 1,883,000 francs de droits d'enregistrement relatifs à l'opération du rachat de la concession.

Instruction publique. — Vous avez protesté dans maintes occasions et vous protesterez encore contre les charges d'instruction publique mises au compte des villes de plus de 150.000 habitants, et pour lesquelles l'Etat ne nous rétrocède que 600,000 francs environ sur une dépense de plus de 2,000,000 francs. Ces dépenses vont constamment en augmentant et cette année encore nous supportons le contre-coup de l'amendement Symian, qui a graduellement élevé depuis quatre ans les dépenses pour le personnel enseignant.

Enseignement secondaire supérieur et spécial. — Nous n'avons pas plus à nous louer de l'Etat quant aux autres dépenses d'instruction primaire supérieure, d'enseignement secondaire et supérieur que pour l'enseignement spécial et professionnel ; tandis que d'autres villes reçoivent des subventions, Lyon ne reçoit que des félicitations pour ses utiles créations, et l'Etat lui fait même attendre, et souvent longtemps, la part contributive qu'il doit pour l'érection de bâtiments.

Assistance. — Dans les augmentations de charges récemment imposées aux communes, se trouvent celles résultant de l'application de la loi sur l'Assistance aux vieillards, infirmes et incurables. Nous ne nous en plaignons pas et nous sommes allés au devant de cette réforme en obligeant l'Etat à appliquer la loi à partir du 1^{er} janvier 1907. Cela n'empêche pas que nous devons trouver dans notre budget une somme de près de 800,000 francs, pour payer notre contingent dans cette dépense. Il est vrai qu'en même temps disparaissent du budget les crédits relatifs aux dépenses facultatives d'assistance, que depuis de longues années la ville de Lyon y inscrivait bénévolement, devançant en cela la loi du 15 juillet 1905. Mais ces crédits qui concernaient les *pensions municipa-*

les et départementales des vieillards, les contingents pour Albigny, les frais de séjour d'incurables et d'épileptiques dans divers hospices, étaient loin d'atteindre comme importance ceux que nous consacrons actuellement à cette œuvre de solidarité sociale.

Telles sont, résumées brièvement, les aggravations de charges et les manques en recettes de nos budgets précédents et de notre budget actuel, causés par les événements.

..

Voyons maintenant les augmentations de dépenses et améliorations faites volontairement par nous dans les différents services municipaux en vue du bien public.

DÉPENSES ORDINAIRES

Frais généraux d'Administration.

Continuant la réforme commencée en 1900, vous avez amélioré la situation du *petit personnel* de la Ville en modifiant le règlement des employés dans un sens favorable à leurs intérêts.

L'Administration municipale a donné à son personnel le repos hebdomadaire, bien que la loi ne visât aucunement les employés municipaux.

Par plusieurs mesures, qui s'étaient traduites par un supplément de dépense d'environ 100,000 francs, le Conseil municipal de 1900-1904 avait porté à 1,420 francs par an, le traitement de début des petits employés et agents de la Ville. L'année dernière vous avez fixé à 1,520 francs le salaire minimum de ce personnel, sauf en ce qui concerne plusieurs catégories d'employés qui jouissent d'avantages spéciaux.

Cette mesure et l'élévation générale des salaires résultant de l'application du nouveau règlement ont entraîné une augmentation de dépense de 165,000 francs, que vous avez fait figurer au budget de 1907.

Les *agents préposés à la perception de la taxe municipale sur l'alcool* n'ayant pas pu, en raison de leur situation, bénéficier de cette mesure, vous les avez intéressés au produit de la recette qu'ils perçoivent en leur attribuant 10 % du montant de cette recette au-dessus de 1,500,000 francs. Ces employés étaient restés tributaires de l'ancienne caisse des employés de l'Octroi ; vous les avez en outre rendus justiciables de la caisse des employés de la Ville en provoquant la fusion de ces deux caisses.

Enfin, pour faire face aux besoins croissants des services, vous avez fait plusieurs *créations d'emplois* au bureau d'Hygiène, au service des Inhumations, à l'Hôtel des Invalides du travail et à la Voirie (service du nettoyage), etc.

Tous les employés de la Ville ont été admis à bénéficier de l'institution du Conseil de discipline. Cette mesure de sécurité complète le statut des fonctionnaires municipaux lyonnais, que les autres employés municipaux français prennent comme base de leurs réclamations.

Service d'Incendie.

Vous avez assuré plus de sécurité en cas d'incendie en acceptant, par votre délibération du 24 juin 1907, le projet de réorganisation de ce service, qui comprend notamment : la création d'un matériel puissant au dépôt central, dans la nouvelle caserne ; l'établissement de postes permanents à Vaise, la Croix-Rousse, la Mouche et Montchat ; l'emploi de l'automobilisme et l'augmentation du nombre de sapeurs de la Compagnie active.

La diminution des Compagnies volontaires, par extinction ou par retraites anticipées, largement accordées aux officiers, sous-officiers et sapeurs âgés, n'affectera pas ce service, et cette réorganisation n'aggravera pas les charges financières de la Ville. Les Compagnies d'assurances' a qui profitent les efforts fait pour diminuer leurs risques, devraient volontairement ou légalement contribuer aux dépenses de ce service ; il n'en est pas ainsi malheureusement.

Depuis 1904, 43 bouches d'incendie ont été établies dans les divers arrondissements, et les bouches d'arrosage portées à 468, concourent à assurer le service.

Inhumations et Cimetières.

La loi donnant aux communes le monopole des Inhumations n'a rien innové à Lyon, où ce service était déjà assuré par la Municipalité ; elle nous a cependant permis d'étendre à certaines catégories d'objets le monopole de fait qui existait précédemment, et cela à l'avantage du public et du budget municipal.

La substitution des corbillards à l'ancien usage du transport à bras a été unanimement approuvé, ainsi que la *nouvelle tenue* des porteurs, très heureusement modifiée cette année même.

Les tarifs établis favorisent les classes moyennes et pauvres, et ne donneraient lieu qu'à peu de récriminations, si malgré les soins pris par l'Administration pour avertir les familles, celles-ci ne se laissaient tromper par des intermédiaires inutiles.

Bâtiments communaux.

Un des crédits de cette section, celui relatif aux constructions de maisons d'écoles disparaît du budget en 1908. Mais cette disparition n'est que momentanée ; vous avez, en effet, récemment voté le programme de nouvelles constructions scolaires à effectuer avec un emprunt projeté de 6,000,000, dont l'emploi serait fait au budget supplémentaire. Nous trouverons plus loin l'énumération des projets de l'Administration à ce sujet.

Les crédits affectés à l'entretien et aux grosses réparations des bâtiments communaux ont été sensiblement relevés, tant à cause de leur insuffisance que pour permettre de faire face à l'entretien des églises et presbytères qui sont dévolus à la commune et dans les cas prévus par la loi.

Le Laboratoire municipal, le Bureau d'hygiène et l'Inspection de la boucherie, installés dans l'immeuble loué rue du Bât-d'Argent, seront transférés au rez-de-chaussée du Palais des Arts, où ils seront mieux à la portée du public et plus grandement logés; cet agrandissement est aussi nécessaire par l'application de la loi sur les fraudes.

Le théâtre des Célestins a été complètement restauré, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur (scène, salle et éclairage) aux frais de la Ville en 1906. Pour le paiement de cette dépense, qui s'est élevée à 75,000 francs, il sera fait état pendant trois ans de la location de ce théâtre, inscrite pour 25,000 francs au budget.

Service des Eaux

Du service des concessions d'eau, rien à dire de particulier, sinon qu'il se développe de plus en plus, grâce à l'abaissement des tarifs, mis aujourd'hui à la portée de toutes les bourses. Ce service est malheureusement grevé jusqu'en 1957 de l'annuité provisoire de rachat à payer à la Compagnie générale des Eaux. Cette annuité figure au budget pour une somme de 1,300,000 francs, que nous espérons bien voir réduire après le jugement définitif des conflits qui se sont élevés ensuite du rachat de la concession.

Le service technique des Eaux est doté chaque année d'une somme suffisante pour répondre à tous les besoins de canalisation neuves et des prises d'eau sur la voie publique occasionnées par les demandes de concessions, que nous voudrions voir encore plus nombreuses.

Vous venez de voter les premiers fonds pour l'installation de l'énergie électrique en remplacement des machines à vapeur anciennes et fatiguées; ces fonds sont compris pour 100,000 fr. dans le budget de 1908.

Vous allez avoir à voter une somme de 2 millions pour l'amélioration des canalisations et du service général.

Nous croyons que la population est satisfaite de la régie des Eaux, tant en ce qui concerne le bon marché des concessions, que la quantité d'eau attribuée à chaque concessionnaire, et si le public voulait considérer que les mesures prises contre le *gaspillage* ne sont pas vexatoires, et sont édictées dans l'intérêt commun, nous n'aurions jamais de réclamations pour manque d'eau dans les étages supérieurs.

Vous avez cette année appliqué à la fontaine Bartholdi le récupèrement, par les moyens mécaniques, de l'eau dépensée pour les jets; l'expérience nous dira s'il faut étendre le procédé aux autres fontaines monumentales.

Voirie urbaine et vicinale.

Le budget de la Ville comporte chaque année 120,000 francs pour pavage et 100,000 francs pour égouts. L'emploi en est réparti sur tout le territoire de la Ville.

Le nombre de *cantonniers* et *égoutiers* a été augmenté; il est actuellement de

451 contre 410 en 1903. Le salaire des auxiliaires a été porté de 3 fr. 50 et 3 fr. 75 à 3 fr. 75 et 4 francs. Le repos hebdomadaire est accordé à ce personnel comme à tous les employés municipaux.

L'éclairage est porté au budget pour 1,066,000 francs auxquels il faut ajouter 20,000 francs prévus pour l'extension et l'amélioration du service. La rue de la République possède l'éclairage électrique et l'éclairage par le gaz; au 5^e arrondissement plusieurs voies seront également pourvues de l'éclairage électrique. Les dépenses pour éclairage sont des plus utiles, la lumière constituant souvent la meilleure des polices.

L'enlèvement des immondices est un des plus importants problèmes des grandes cités; il n'est résolu nulle part. M. le Maire nous a promis sous peu un mode de collecte qui supprimerait le *tombereau découvert* et les *rondes du matin*, si anti-hygiéniques.

L'utilisation ou la destruction des immondices est une autre question, résolue en parties dans certaines villes de pays froids par l'incinération. Un concours est ouvert sur ce sujet: souhaitons qu'il apporte une solution complète.

Vous avez fixé à 258,000 francs le crédit pour *acquisition d'immeubles en saillie* sur l'alignement des voies publiques. En 1906, il avait été dépensé 200 000 fr.

Les prévisions de l'Administration pour 1908 étaient de 300,000 francs; mais vous avez soustrait une somme de 42,000 francs pour la reporter sur le crédit des *chemins vicinaux ordinaires*.

L'augmentation de ce dernier article est justifiée par le grand nombre de plaintes justement formulées par nos concitoyens habitant la banlieue lyonnaise. Il est regrettable que nous ne puissions, cette année, augmenter le nombre des cantonniers; ceux-ci ont à entretenir des cantonnements de 3 kilomètres à 3 kilomètres et demi en moyenne.

Cultures et promenades.

La somme inscrite à ce chapitre est chaque année en augmentation. Aussi notre Parc et nos promenades sont bien entretenus et font plus l'admiration des étrangers que des Lyonnais, surtout dans la partie botanique, peu visitée par nos concitoyens. Nous pourrions souhaiter d'avoir un *jardin zoologique* plus important.

Vous avez décidé, pour servir de *logements aux gardes*, la construction d'un pavillon dans lequel seront réunies toutes les améliorations modernes. Ce pavillon ne déparera pas, quoi qu'on en dise, la beauté du Parc, pas plus que la Vacherie municipale ne l'a enlaidi.

Instruction publique.

Une somme de 2,862,050 francs, pour l'instruction publique, figure au budget de 1908; ces dépenses, que nous faisons volontiers, dans l'intérêt général, augmentent chaque année. Nous continuons à protester contre le *régime d'exception*

que subissent les villes de plus de 150,000 habitants. C'est à peine si l'Etat restitue à la Ville une somme de 600,000 francs sur celle de plus d'un million qu'elle consacre aux traitements du personnel enseignant.

L'augmentation porte sur le *traitement des instituteurs*, conséquence de l'amendement Symian, les *emplois nouveaux* et les *créations de classes* nécessitées par le nombre d'élèves toujours croissant dans nos écoles maternelles et primaires.

Dans notre rapport sur le compte d'Administration de 1906, nous exprimions l'espoir que les conférences entre Maires de grandes villes arriveraient à faire disparaître l'arbitraire de l'Etat en ce qui concerne les obligations qu'il impose aux grandes agglomérations, et surtout en ce qui concerne les dépenses de l'instruction publique.

Nous craignons aujourd'hui que ces conférences ne soient insuffisantes. Les paroles prononcées par M. le Ministre des Finances à la séance de la Chambre des députés, lors de la discussion du budget de l'Instruction publique, le 6 novembre 1907, sont significatives à cet égard. La ville de Lyon peut s'attendre à avoir une longue lutte à soutenir contre l'oppression du Gouvernement central.

L'Ecole primaire supérieure de filles de la rue Mazenod a été complétée l'année passée par la création d'une 4^e année; celle du Palais des Arts a reçu une *section commerciale*. Le Ministère du Commerce devrait subventionner cette section, mais comme les écoles relèvent du département de l'Instruction publique, le Ministre du Commerce a refusé de donner suite au vœu que nous avions voté lors du transfèrement de l'Ecole de Commerce de jeunes filles à l'Ecole primaire supérieure du 1^{er} arrondissement. Cette Ecole était entretenue par la Ville, aidée par la Chambre de Commerce et recevait des subventions du Ministère du Commerce.

L'enseignement ménager a été très bien organisé dans les écoles primaires supérieures de filles; il serait à souhaiter que des cours d'adultes y fussent donnés, en utilisant le personnel et le matériel existants.

Les récompenses aux élèves pendant le cours des études, remplaçant la traditionnelle distribution annuelle et solennelle des prix, sont inscrites au budget pour 25,000 francs et seront distribuées régulièrement dans les écoles à la fin de chaque trimestre. Après un moment d'émotion, dont nous avons eu les échos au Conseil municipal, cette réforme est maintenant acceptée par la population entière qui a compris les motifs élevés qui ont guidé la Municipalité et le personnel enseignant.

Cette transformation a permis de faire cette année l'expérience de l'école de *plein air*, au Vernay. Cet heureux essai permettra, à partir de maintenant, d'admettre des enfants malades des deux sexes aux bienfaits de la vie au grand air et des méthodes nouvelles appropriées.

Nous trouvons plus loin, au chapitre de l'Assistance publique, une augmentation de crédits pour les *enfants arriérés et anormaux*, qui montre la sollicitude de l'Administration municipale pour ces malheureux enfants, susceptibles de pouvoir être instruits et ramenés plus tard à la vie sociale. M. l'adjoint Beauvisage s'est consacré à cette œuvre méritoire.

Les crédits pour *fournitures gratuites de livres et de papeterie, pour les cantines scolaires, classes de vacances, garderies du jeudi, garderies du matin et soupes scolaires*, ont dû être augmentés.

Au sujet des *cantines scolaires* une observation doit être faite pour renseigner le public qui croit, à tort, que le prix de 0 fr. 15 fixé par repas et les recettes provenant de la vente des tickets couvrent les frais de fonctionnement sans que la Ville ait à y participer. L'examen des dépenses montre qu'il en est autrement. Il a été payé pour achats de denrées, salaires des surveillants, rétribution des cantiniers, en 1906 Fr. 52.000 »

Les recettes pour ventes de tickets en 1906 se sont élevées à 31.122 45

La Ville a donc pris à sa charge Fr. 20.877 55

soit 40 %, non compris les dépenses de matériel, d'entretien et de chauffage imputées sur d'autres chapitres. Le prix de revient d'un repas est d'environ 30 centimes et les parents ou les sociétés de bienfaisance n'y participent que pour 15 centimes, le surplus étant à la charge du budget.

Enseignement spécial et professionnel.

Une vigoureuse impulsion a été donnée à notre *Ecole de tissage et de broderie*; le matériel a été renouvelé, des métiers neufs et de nouveaux modèles achetés, des cours nouveaux créés; aussi, de 29,100 francs en 1904, le crédit a été élevé, pour 1908, à 35,400 francs, non compris la location des bâtiments. Si l'Ecole n'a pas des locaux spacieux, on peut affirmer que l'instruction y donne des résultats féconds.

Les *cours publics de langues vivantes* sont en progrès continus et la création, en 1904, de bourses de voyage à l'étranger, a complété heureusement les efforts faits pour la vulgarisation si nécessaire des langues étrangères.

En 1906, vous avez rétabli le *cours de modèle vivant*; les résultats ont été excellents. Ce cours est très suivi par des personnes sérieuses des deux sexes.

Des bourses ont été libéralement accordées à l'Ecole de chimie et de tannerie, à l'Ecole centrale lyonnaise et à l'Ecole d'horlogerie.

Enseignement secondaire et supérieur.

Dans le chapitre de l'enseignement secondaire, les chiffres n'ont guère varié depuis plusieurs années. Les *bourses mu-*

nicipales aux lycées de garçons et de filles sont en nombre à peu près suffisant, grâce aux ressources que nous créent les fondations Gognard, Goutte-noire et veuve Delaroche.

Dans l'enseignement supérieur, nous trouvons quelques augmentations sur l'année 1906.

Pour les *cours municipaux* au Palais Saint-Pierre : 10,100 francs sont prévus en 1908, au lieu de 8,247 francs prévus en 1904. Ces cours, toujours très suivis, ont été modifiés et augmentés.

Trois cours publics municipaux : *enseignement de l'histoire des religions, histoire des doctrines économiques et principes de législation financière*, ont été créés par votre initiative en 1907. Ils seront faits à l'Université et attireront certainement un grand nombre d'auditeurs qu'intéressent vivement ces graves questions.

Lettres, Sciences et Arts.

La création d'une *Ecole régionale d'architecture*, pour l'année scolaire 1906-1907, a fait porter le crédit de l'Ecole nationale des Beaux-Arts de 82,800 fr. en 1906 à 106,300 francs en 1908. On ne peut encore préjuger de l'importance que prendra cette école, pour laquelle la Ville reçoit une subvention de l'Etat.

Nous n'aurions à signaler, dans les encouragements donnés aux arts, que l'*exposition rétrospective* faite, en 1904, dans le bâtiment municipal nouvellement inauguré, quai de Bondy, 18. Cette exposition a été un succès artistique et devra être renouvelée. Notre musée s'est enrichi d'œuvres de grande valeur, offertes par des amateurs éclairés, à la suite de cette exposition.

Nous consacrons, chaque année, 10,000 francs à l'*achat d'œuvres d'art aux salons lyonnais*; en 1907, la Commission a été bien inspirée en consacrant une partie de cette somme à l'achat d'émaux et de céramiques à la section d'Arts décoratifs.

Théâtres.

L'expérience de la *régie municipale* avait produit d'excellents résultats moraux; pendant sa durée, nous eûmes des représentations lyriques dignes de la seconde ville de France, et nous devancions même la capitale dans la création et l'exécution de certaines œuvres.

Nous eûmes aussi des représentations d'œuvres saines, morales et fortes, aux Célestins.

Nous avions assuré aux artistes, aux musiciens et au petit personnel la sécurité de leur situation. Si la tentative de Lyon n'avait pas été isolée et si d'autres villes avaient suivi son exemple, la régie aurait pu donner des résultats financiers.

Il semble que l'avenir de l'art et des théâtres réside dans ce trust des grandes villes.

Les exigences du public et des agences théâtrales ont paralysé notre essai.

Vous avez cédé, plusieurs à contre-cœur, devant les raisons exposées par M. le Maire et devant les difficultés actuelles de la question théâtrale. Vous avez rétabli le mode de concession des scènes municipales en prenant les mesures nécessaires pour sauvegarder les intérêts du petit personnel. Les dispositions prises garantissent aussi la Ville qui met son matériel à la disposition des directeurs.

Assistance publique.

Ce chapitre est le plus intéressant; c'est celui que nous voudrions pouvoir doter le plus largement; mais au cours de ces quatre années, vous avez eu à faire des réserves sérieuses à propos des injustices créées par des lois d'Etat. C'est ainsi que la loi du 27 juin 1904 a donné aux Conseils généraux le pouvoir de fixer le contingent des communes; le Conseil général du Rhône en a profité pour imposer à la ville de Lyon un contingent extrêmement élevé, au mépris de toute justice et sans tenir compte de ce que la Ville assiste déjà des orphelins et des enfants incurables, qui devraient entrer dans le décompte des Enfants assistés du département.

Malgré cela, vous avez porté à 52 le nombre des pensionnaires de l'*Orphelinat de jeunes filles*; vous avez voté la construction de l'*Orphelinat de garçons* et l'agrandissement de l'*Orphelinat de filles*; les travaux vont commencer prochainement et bientôt 70 orphelines et 50 orphelins seront hospitalisés.

La Ville prenait déjà à sa charge 163 orphelins des deux sexes, placés à la campagne, entièrement à ses frais; le crédit de cet article s'élève pour 1908 à 23,000 francs, en augmentation sur les années précédentes.

Le crédit affecté aux *crèches municipales* passe de 18,200 francs en 1904 à 21,720 francs seulement en 1908, mais les modifications importantes qui ont été réalisées ont provoqué un relèvement sensible du nombre de journées de présence.

La *vacherie du parc*, qui a commencé à fonctionner en 1906, fournit le lait de vaches saines et constamment visitées. Le lait que la Ville payait auparavant 0 fr. 33 le litre, revient, produit et stérilisé à la vacherie, à un prix plutôt inférieur.

Lyon est la première ville qui aura érigé en service municipal la production du lait stérilisé pour nourrissons.

La *distribution de ce lait* se fait gratuitement et aux indigents seulement. Il est délivré aussi dans les crèches municipales pour les enfants qui leur sont confiés.

Le Conseil municipal a porté aussi son attention sur les *œuvres complémentaires*, sur la *puériculture*. La Ville alloue depuis 1905 une subvention à la Mutualité maternelle qui aide la Ville, dans une certaine mesure, dans son œuvre de protection des enfants du premier âge. Pour les enfants infirmes ou chétifs, une série de subventions vient compléter les efforts de l'initiative privée. Nous y relevons les subventions

données aux écoles d'avengles, de sourds-muets, aux colonies de vacance, les sommes affectées aux envois à la montagne et à la mer, allouées à l'association des jeunes filles à la campagne, etc.....

Vieillards et invalides du travail.

Nous avons parlé précédemment de l'effet de la loi du 14 juillet 1905, sur l'assistance obligatoire; rappelons seulement qu'en 1906, un 4^e pavillon a été inauguré à l'Hôtel des Invalides du travail, portant ainsi à 400 le nombre de lits susceptibles d'être occupés.

Avec les 400 lits que Lyon s'est réservé à l'asile départemental d'Albigny, les 30 lits de l'asile Magnin Fournet, et les 150 d'épileptiques et incurables hospitalisés dans les Hospices du Perron et de l'Antiquaille, nous donnons asile à 980 personnes incapables de subvenir à leurs besoins. Les 2016 pensions, dites des vieillards et les 180 pensions de 120 francs partagées par Lyon et le département, composaient les secours déjà alloués aux indigents et aux infirmes et incurables avant l'application de la loi de 1905. Si nous y ajoutons la subvention annuelle de 350,000 francs au Bureau de bienfaisance et les 245,000 francs qui constituent la part de la Ville dans les frais de transport et de séjour d'aliénés, nous avons le tableau assez complet des efforts que s'impose la ville de Lyon pour ses services d'assistance.

L'asile municipal de nuit, l'œuvre de la Bouchée de pain ont aussi des crédits en augmentation.

Subventions.

Le chapitre des subventions a subi une diminution sur les années précédentes. Cela ne prouve nullement que la Ville se désintéresse des œuvres qu'elle soutenait; quelques-unes, la Société des courses par exemple, n'ont plus besoin d'être aidées, d'autres en ont moins besoin qu'au début de leur formation, comme l'Union mutualiste du Rhône dont la subvention est diminuée chaque année de 1,000 francs.

Les Sociétés de tir doivent, à notre avis, être subventionnées par l'Etat.

Par contre, vous avez admis depuis 1904 comme bénéficiaires: Le dispensaire anti-tuberculeux qui reçoit 12,000 fr. plus 960 francs destinés à la désinfection des logements contaminés.

L'Œuvre de l'assistance des femmes par le travail reçoit 1,000 francs.

La Mutualité maternelle, 1,500 francs.

Le Syndicat d'initiative de Lyon, 1,500 francs.

L'Ecole nautique sportive, 400 francs.

L'Université, pour un cours d'histoire de Lyon à la Faculté des lettres, 1,200 francs.

L'Office social, 1,000 francs.

La Caisse des écoles enfin, reçoit 8,000 francs.

Les autres subventions n'ont subi aucun changement par rapport aux anciens

budgets, sauf en ce qui concerne le fonctionnement de la Bourse du Travail et les Syndicats ouvriers légalement constitués, dont le crédit est porté à 26,366 fr.

Un grave dissentiment avait éclaté entre la Bourse du Travail et la Municipalité. Grâce au bon sens des syndicats et sur l'initiative de M. le Maire, l'apaisement s'est fait et le Conseil municipal radical-socialiste et socialiste de Lyon a été heureux de voir se terminer un conflit regrettable.

Depuis 1904, un crédit est ouvert au budget pour subvention aux Caisses de chômage organisées par les Syndicats ouvriers; la Ville bonifie d'autant les sacrifices faits par ces Syndicats. Le crédit n'a jamais été épuisé, non qu'il n'y ait pas eu de chômage, mais bien parce que les Syndicats n'ont pas pu consacrer de sommes suffisantes à ce risque professionnel.

Vous avez voté occasionnellement de 1904 à 1908, différentes subventions dans l'intérêt corporatif; c'est ainsi qu'en 1906, vous avez alloué 4,000 francs au Comité des Chambres syndicales pour la défense des soieries et de nombreuses subventions pour Congrès tenus à Lyon.

En 1905, vous avez réglementé les subventions à accorder pour l'envoi de délégués aux Congrès corporatifs nationaux et internationaux. Vous avez décidé que ces subventions seraient accordées aux seuls Syndicats exclusivement ouvriers ayant au moins un an d'existence et que chaque Syndicat ne serait subventionné que pour l'envoi d'un délégué.

Votre intention de limiter l'effort de la Ville et de stimuler celui des Syndicats a produit un excellent résultat; ainsi que le montrent les chiffres ci-après, le nombre des Syndicats bénéficiaires de ces subventions a été plus élevé en 1906 que précédemment.

En 1904, il a été attribué à 44 Syndicats 8,750 francs.

En 1905, il a été attribué à 18 Syndicats 8,240 francs.

En 1906 il a été attribué à 56 Syndicats 8,228 francs.

La règle générale établie nous évite désormais toute possibilité d'erreur ou d'injustice involontaire. D'autre part, il est à noter combien le Conseil municipal a facilité aux Syndicats ouvriers ces voyages d'études, puisque, avant 1904, il n'y a eu qu'un nombre beaucoup plus restreint de Syndicats appelés à en bénéficier (17 Syndicats en 1903, 15 Syndicats en 1902).

Dépenses diverses.

Rien à remarquer dans ce chapitre, peu de changement d'ailleurs sur les budgets précédents.

Le chiffre des versements de la Ville à la Caisse nationale des retraites est encore cette année en légère augmentation par suite du relèvement des salaires du petit personnel.

Rappelons, en passant, que les anciens employés d'Octroi et le personnel du Bureau de bienfaisance sont devenus

tributaires de la Caisse de retraites des employés de l'Administration municipale.

Fonds spéciaux.

Ce chapitre comprend les comptabilités particulières insérées obligatoirement dans le budget; les dépenses ont leur contre-partie en recettes.

DÉPENSES EXTRAORDINAIRES

Ce chapitre contient principalement les annuités à payer pour les emprunts faits par la Ville. Ces emprunts sont les suivants:

1^o L'emprunt de 1880 qui était à l'origine de 68 millions et qui sera amorti en 1913. L'annuité destinée à cet amortissement permettrait de gager un nouvel emprunt destiné aux grands travaux constamment nécessaires dans une cité moderne, sans que les générations présentes en supportent le poids. Les disponibilités annuelles du budget suffiront largement.

2^o L'emprunt de 1898, qui était de 62,000,000 francs, et qui est amorti déjà de neuf années. Il a été employé aux grands travaux exécutés depuis cette période.

3^o L'emprunt de 1906, de 3,000,000, remboursable en 60 ans et destiné au rachat du quartier Grôlée.

4^o Enfin un emprunt à faire pour l'exécution des groupes scolaires que vous avez voté. Cette annuité est prévue pour 1908 à 305,000 francs: elle sera gagée sur les 4 centimes additionnels actuellement existants.

..

Voici rapidement résumée l'œuvre municipale des années administratives 1904, 1905, 1906 et 1907. Il n'entre aucun sentiment de vanité dans cette recapitulation; nous avons honnêtement tenu ce que nous avons promis. Par le budget de 1908, par les affaires qui vous seront prochainement soumises, nous compléterons la série des améliorations ou créations utiles.

C'est ainsi que l'Administration municipale a, dès maintenant, préparé l'exécution des abattoirs et des groupes scolaires. Pour les groupes scolaires, l'avant-projet approuvé par la Commission est soumis au Gouvernement; en même temps lui sera demandée l'autorisation nécessaire pour le premier emprunt inscrit au budget. Il faut espérer que les Commissions départementales ou autres, ne compliqueront pas cette opération par des exigences ou des retards, comme cela est toujours le cas dans notre pays où la commune est mineure.

Pour les abattoirs, le Conseil aura à approuver le projet qui lui est actuellement soumis, projet d'une importance très considérable puisqu'il nécessite une dépense de 14,228,401 fr. 22. Une somme de 4.896.730 fr. 44 est inscrite au

budget supplémentaire de 1907. Le reste sera prélevé sur l'emprunt des grands travaux.

L'Administration compte, en effet, vous soumettre au cours de cet hiver d'importants projets de travaux publics.

D'abord l'*usine d'incinération des immondices*, déjà mise au concours. Ensuite un *four crématoire* pour les corps qui serait installé au cimetière de la Guillotière; un *groupe scolaire*, — école primaire supérieure pour garçons et filles au 6^e arrondissement, — le *lycée de garçons*. Enfin les *ponts* dont le service de la Voirie termine en ce moment l'étude.

Nous aurons ainsi répondu aux engagements que nous avons pris et seuls l'*Hôtel des petits ménages* et le *Tout à l'égout* n'auront pu être entrepris. Des études ont déjà été faites pour le tout à l'égout. Quant aux petits ménages, la loi sur l'assistance obligatoire a changé quelque peu la question en nous imposant des charges nouvelles. Si, comme cela a été la pensée du Conseil municipal, des pensions plus élevées peuvent plus tard leur être accordées, les vieillards préféreront cette assistance à l'internement qui les déracine des quartiers qu'ils ont habités et où ils ont leurs parents, amis et connaissances.

Voici, Messieurs, les constatations que nous ne pouvions manquer de faire en comparant aux budgets des années précédentes celui qui nous est présenté par l'Administration municipale pour l'exercice 1908. Nous vous proposons de voter ce budget avec les peu importantes modifications que votre Commission y a apportées. Il est la preuve que nous avons fait tout ce qu'il nous était possible de faire pour tenir nos engagements envers nos électeurs.

Le Rapporteur,
Henry GORJUS.

M. LE MAIRE: Messieurs, vous avez tous pris connaissance du rapport présenté par M. GORJUS, rapporteur de la Commission du budget.

Quelqu'un d'entre vous demande-t-il la parole sur ce rapport, ou pour la discussion générale sur l'ensemble du budget de 1908?

Personne ne demandant la parole, nous allons passer à l'examen des articles du projet de budget.

Titre premier. — RECETTES.

CHAPITRE PREMIER.

RECETTES ORDINAIRES.

1^{er} Impôts directs et taxes assimilées. (Art. 1 à 8 inclus.)

Prévisions de l'Administration, admises par la Commission.....Fr. 844.200 »

(Les articles 1 à 8, successivement mis aux voix, sont adoptés aux chiffres proposés par l'Administration et acceptés par la Commission.)

M. TIXIER: Messieurs, au sujet du paragraphe 1^{er} de nos recettes: *Impôts directs et taxes assimilées*, je me suis livré

à un petit travail que je désire communiquer à mes collègues.

Même pour ceux qui ont l'habitude des chiffres, la lecture d'un budget n'est pas précisément récréative. Aussi est-il certain que, sans cesser un instant de se plaindre, la très grande majorité des contribuables paie, mais ne songe pas à rechercher où va l'argent versé au percepteur.

Laissant de côté les taxes de remplacement de l'Octroi, impôts exclusivement municipaux dont chacun peut facilement contrôler l'emploi, j'ai eu l'idée de rechercher comment sont répartis les impôts directs payés par les contribuables lyonnais.

Comme sans doute beaucoup de mes concitoyens, lorsque je reçois l'« avertissement » de M. le Percepteur, je regarde d'abord le total. Cette année, après avoir vérifié multiplications et additions, j'ai retourné cette feuille, et au

verso, tout en haut, j'ai lu: Avis aux contribuables: « Les contribuables pourront prendre connaissance, au secrétariat de la Mairie, d'un tableau indiquant la division du montant de chaque contribution entre l'Etat, le Département et la Commune, etc. »

Muni de ma feuille d'impôts, j'ai demandé à l'aimable secrétaire de la Mairie du 3^e arrondissement, communication dudit tableau.

Nos concitoyens sont vraiment trop peu curieux de savoir où vont leurs deniers, puisque je suis, au moins depuis longtemps, le seul contribuable ayant demandé communication de ce tableau à la Mairie du 3^e arrondissement. Au reste, les Mairies d'arrondissement ne le possèdent pas: l'Administration des contributions directes en adresse un unique exemplaire à la Mairie centrale.

De ce tableau j'ai extrait les chiffres suivants:

CONTRIBUTIONS DIRECTES DE 1907. — COMMUNE DE LYON.

	FONCIÈRE		PERSONNELLE	PORTES ET	PATENTES
	Propriétés bâties	Propriétés non bâties	MOBILIÈRE	FENÊTRES	
	4.630,795 61	79,817 01	4,047,317 66	1,914,089 54	6,259,995 33
Etat.....	2,363,541 67	41,948 30	2,290,738 49	1,238,160 32	3,998,268 33
Département.....	1,334,316 91	22,286 37	1,033,776 28	345,857 94	991,794 37
Commune.....	932,937 03	15,582 34	722,802 91	330,071 28	1,249,932 63

De ces chiffres, il ressort que les contribuables de la ville de Lyon paient 16,942,015 francs d'impôts directs. Sur cette somme, l'Etat prélève près de 59 %, le Département 22 %, et la part de la Commune est seulement d'un peu plus de 19 %.

L'étude du tableau fourni par l'Administration des Contributions directes m'a amené à bien d'autres constatations intéressantes, mais vous les faire connaître en ce moment, serait trop long.

Cependant, mis en goût, j'aurais voulu étudier les tableaux des années antérieures. Malheureusement ces documents ne sont pas conservés, paraît-il, et le tableau le plus éloigné en date que j'ai pu consulter est de 1903. En le comparant à celui de 1907, j'ai constaté, en faveur de 1907, une augmentation de 398,625 francs, se répartissant comme suit: 66,322 fr. 32 pour la part de l'Etat, 313,883 fr. 86 pour la part du Département et 18,418 fr. 96 pour la part de la Commune.

L'augmentation importante en faveur du Département provient d'un vote du Conseil général, ajoutant 3 centimes 1/2 aux centimes additionnels, figurant déjà au tableau de 1903.

L'examen du tableau des Contributions directes pour tout le département du Rhône serait aussi fort instructif, mais je n'ai pu me procurer aucun document officiel. Des chiffres qui m'ont été officieusement communiqués, il résulte que les titres mis en recouvrement, dans

le département du Rhône, en 1907, forment un total, en chiffres ronds, de 25,800,000 francs. La commune de Lyon fournit à peu près les deux tiers de cette somme, soit en chiffres ronds 17,000,000 de francs.

Je ne croirais pas avoir perdu mon temps, si ces indications sommaires pouvaient solliciter la curiosité d'un certain nombre de contribuables et les amener à étudier avec soin la répartition entre l'Etat, le Département et la Commune, des impôts qu'ils paient, à se rendre un compte exact des responsabilités des Assemblées qui votent les divers budgets alimentés par leurs deniers.

Pour faciliter les recherches de tous, contribuables ou élus, je prie l'Administration de faire publier, chaque année, au *Bulletin municipal*, le tableau que lui adresse la Direction des Contributions directes.

M. GORJUS, rapporteur: Je tiens à faire remarquer, à l'appui de ce que vient de dire M. Tixier, que les centimes communaux n'ont pas varié et que ce n'est pas à la Ville que les contribuables peuvent s'en prendre de l'augmentation constante des impôts directs.

M. LE MAIRE: Messieurs, je mets aux voix l'ensemble du 1^{er} paragraphe des recettes ordinaires, s'élevant à la somme de 844,200 francs.

(Le Conseil adopte.)

2° Taxes de remplacement de l'Octroi. (Art. 9 à 21 inclus.)

Prévisions de l'Administration, admises par la Commission Fr. 9.775.000 »

(Les articles 9 à 20, successivement mis aux voix, sont adoptés aux chiffres proposés par l'Administration et acceptés par la Commission.)

Art. 21. — *Taxe sur les spectacles* Fr. 150.000 »

M. ARNAUD : Je voudrais demander à M. le Maire, si les cinématographes, si nombreux à Lyon, paient régulièrement la taxe sur les spectacles ?

M. LE MAIRE : Mais oui.

M. ARNAUD : Cette taxe est-elle perçue par abonnement ou en perception directe ?

M. LE MAIRE : Tous les cinématographes lyonnais ont contracté des abonnements pour cette taxe. Pour un seul d'entre eux, la taxe est perçue à l'entrée par un contrôleur.

M. ARNAUD : Ces spectacles sont devenus des théâtres véritables et il serait inadmissible qu'ils n'acquittassent pas la taxe municipale.

M. LE MAIRE : Je me suis occupé plusieurs fois des cinématographes en vue de les réglementer. Je suis intervenu autrefois par un arrêté en date du 25 avril 1906 pour réglementer leurs conditions d'installation et de fonctionnement. J'ai dû, en outre, prendre des mesures pour limiter le nombre des entrées ; il y avait, en effet, un réel inconvénient à laisser pénétrer dans ces salles plus de personnes qu'elles n'en peuvent contenir normalement.

M. ARNAUD : Il est indispensable que les tenanciers de cinématographes paient la taxe sur les spectacles qu'ils perçoivent d'ailleurs eux mêmes. J'ai sous les yeux le programme d'un de ces spectacles, qui indique le prix des places « taxe municipale non comprise ».

M. LE MAIRE : Les cinématographes sont assujettis aux mêmes obligations que les autres théâtres.

M. ARNAUD : Ils ont moins de charges que les théâtres et gagnent plus d'argent.

M. LE MAIRE : Je mets aux voix l'article 21, ainsi que le total du paragraphe 2 des recettes ordinaires, s'élevant à 9,775,000 francs.

(Adopté.)

3° Abattoirs, Marchés, Entrepôts. (Art. 22 à 36 inclus.)

Prévisions de l'Administration, admises par la Commission Fr. 1,339,600 »

(Les articles 22 à 36, successivement mis aux voix, sont adoptés conformément aux propositions de l'Administration et de la Commission.)

M. LE MAIRE : Je mets aux voix l'ensemble du paragraphe 3, au chiffre de 1,339,600 francs.

(Le Conseil adopte.)

4° Droits de Voirie. (Art. 37 à 49 inclus.)

Prévisions de l'Administration, adoptées par la Commission Fr. 1,134,550 »

Art. 37. — *Droits de voirie proprement dits* Fr. 350.000 »

M. RENARD : Messieurs, les réclamations que j'ai reçues de divers commerçants du 5^e arrondissement, assujettis à des droits de voirie me font un devoir de formuler à l'occasion du vote du budget primitif de 1908, quelques observations et d'appeler l'attention de l'Administration sur certains inconvénients que présentent l'établissement et même le recouvrement de cette nature de taxes communales.

Je me permettrai, tout d'abord, de demander à l'Administration municipale comment et pourquoi il se fait que les assujettis à des droits de voirie ne reçoivent pas un premier avertissement ou bordereau, régulièrement établi par le service de la Voirie, indiquant la nature et les bases de la taxe dont ils sont redevables, comme cela se faisait autrefois et comme cela se fait par exemple pour toutes les taxes de remplacement des droits d'octroi.

Depuis trois ou quatre ans, les assujettis à des droits de voirie, ne reçoivent en fait de premier avertissement qu'une seule et unique sommation sans frais, de couleur verte, non signée par l'huissier qui l'établit, et ne contenant d'autre indication que la menace d'avoir à payer dans les dix jours la somme de tant, sous peine de poursuites par voie d'huissier.

Avec ce système dont on se plaint, tout contribuable qui est indûment ou trop imposé, se trouve dans l'obligation d'avoir à payer la somme qui lui est réclamée avant d'avoir eu la possibilité de recourir, par une réclamation à l'Administration, contre la taxe à laquelle il est indûment ou trop imposé.

Je prierais donc l'Administration de vouloir bien revenir à l'état de choses qui existait il y a trois ou quatre ans, c'est-à-dire de faire établir par le service de la Voirie un premier avertissement indiquant la nature et les bases des taxes de voirie auxquelles sont assujettis près de dix-huit mille commerçants lyonnais, auxquels, sans distinction de parti, nous portons tous ici le plus grand intérêt.

Je demanderai d'autre part à l'Administration d'intervenir auprès du Ministre des Finances pour qu'il soit inséré dans la prochaine loi de finances votée chaque année par le Parlement, un article ayant pour but de modifier la qualification des taxes de voirie, au lieu de les laisser figurer dans la nomenclature des taxes spéciales indirectes soumises, quant aux poursuites que leur recouvrement provoque, au droit commun, de les assimiler au contraire aux contribu-

tions directes, comme le sont la prestation, la taxe sur les chiens et nos taxes de remplacement des droits d'octroi.

L'intérêt de cette réforme ne vous échappera pas, Messieurs, quand vous saurez qu'un commerçant redevable d'une taxe de voirie de 6 francs par exemple est, avec la législation actuelle, poursuivable, comme premier degré de poursuite, par voie de commandement, dont le coût est de 7 fr. 50, alors que son propriétaire étant redevable de la somme de 1,000 ou 2,000 francs pour la taxe de remplacement sur les propriétés bâties ne sera poursuivi, comme premier degré de poursuite, que par voie de sommation avec frais dont le coût est de 0 fr. 20, quatre sous, et plus tard par voie de commandement, dont le coût est de 1 fr. 30, et par voie de saisie, dont le coût est de 4 fr. 95.

Je vous laisse, Messieurs, le soin d'apprécier comme il convient la différence de régime qui existe entre ces deux contribuables, de positions sociales si différentes, l'un ne vivant péniblement que du fait de son travail de commerçant, l'autre possédant pignon sur rue et ne travaillant généralement pas. Aussi, vous demanderai-je de vous associer à moi, pour que nous tâchions de remédier à de semblables inégalités qui frappent dix-huit mille de nos commerçants lyonnais.

Je résume et je formule les deux propositions suivantes :

1° Délivrer à chaque assujetti à des droits de voirie un premier avertissement indiquant la nature et les bases des taxes dont il est redevable ;

2° Demander aux Pouvoirs publics que les taxes de voirie soient, en raison du grand nombre d'assujettis à ces taxes, dans les grandes villes, assimilées aux contributions directes et recouvrées par la perception, afin d'éviter aux contribuables assujettis à cette nature de taxe des frais de poursuite exagérés, et d'autre part des désagréments multiples préjudiciables à leurs intérêts.

M. LE MAIRE : Je ne puis prendre dès maintenant des engagements à ce sujet. Je dois d'abord rechercher les raisons qui ont amené l'Administration municipale à percevoir comme elle l'a fait jusqu'ici les droits de voirie. J'étudierai la question, et dès que j'aurai recueilli des renseignements précis, je les soumettrai au Conseil en lui indiquant en même temps les résolutions de l'Administration. Il faut qu'on sache bien qu'il n'y a rien d'arbitraire dans l'établissement des droits de voirie, qui sont perçus d'après des tarifs approuvés et connus.

M. RENARD : D'après des tarifs dont les détails ne sont pas connus des contribuables.

M. LE MAIRE : Je vous demande pardon, mon cher collègue ; les contribuables connaissent parfaitement les tarifs des droits qu'ils ont à payer à la Ville pour permissions de voirie. Ces droits sont perçus suivant des tarifs approuvés par décision ministérielle du 1^{er} juillet

1903 et par arrêtés préfectoraux des 25 février 1874, 22 mars 1878, 20 août 1879 et 2 juillet 1903. Je le répète, j'étudierai la question et vous ferai connaître mes conclusions.

Messieurs, je mets aux voix l'art. 37, au prix de 350,000 francs.

(Adopté.)

(Les articles 38 à 49, successivement mis aux voix, sont adoptés aux chiffres proposés par l'Administration et acceptés par la Commission.)

M. LE MAIRE : Je mets aux voix l'ensemble du paragraphe 4, s'élevant à 1,134,550 francs.

(Adopté.)

5° Service des Eaux.

(Art. 50 et 51.)

Prévisions de l'Administration adoptées par la Commission.....Fr. 2.451,600 »

(Les articles 50 et 51, successivement mis aux voix, sont adoptés conformément aux propositions de l'Administration et de la Commission, ainsi que l'ensemble du paragraphe 5.)

6° Inhumations et Cimetières.

(Art. 52 à 55 inclus.)

Prévisions de l'Administration admises par la Commission.....Fr. 773.000 »

(Les articles 52 à 55, successivement mis aux voix, sont adoptés aux chiffres proposés par l'Administration et acceptés par la Commission.)

M. LE MAIRE : Je mets aux voix l'ensemble du paragraphe 6, s'élevant à 773,000 francs.

(Adopté.)

7° Produit des propriétés communales, rentes et intérêts des fonds placés.

(Art. 56 à 74 inclus.)

Prévisions de l'Administration adoptées par la Commission.....Fr. 598.680 »

(Les articles 56 à 74 successivement mis aux voix, sont adoptés conformément aux propositions de l'Administration et de la Commission.)

M. LE MAIRE : Je mets aux voix l'ensemble du paragraphe 7, au chiffre de 598,680 francs.

(Le Conseil adopte.)

8° Redevances pour occupations du domaine public.

(Art. 74 bis à 89 inclus.)

Recettes proposées par l'Administration et admises par la Commission.....Fr. 486.627 »

(Les articles 74 bis à 89 inclus, mis successivement aux voix, sont adoptés

sans observations, aux chiffres proposés par l'Administration et admis par la Commission ainsi que l'ensemble du paragraphe 8 qui s'élève à 486,627 fr.)

9° Fonds de concours, subventions et remboursements.

(Art. 90 à 109 inclus.)

Propositions de l'Administration adoptées par la Commission.....Fr. 952.650 »

(Les articles 90 à 109 inclus, successivement mis aux voix, sont adoptés aux chiffres proposés par l'Administration et acceptés par la Commission.)

M. LE MAIRE : Je mets aux voix l'ensemble du paragraphe 9, s'élevant à 952,650 francs.

(Adopté.)

10° Droits et produits divers.

(Art. 110 à 133 inclus.)

Propositions de l'Administration admises par la Commission.....Fr. 115.752 »

(Les articles 110 à 133, successivement mis aux voix, sont adoptés aux chiffres proposés par l'Administration et acceptés par la Commission, ainsi que l'ensemble du paragraphe 10, qui s'élève à 115,752 francs.)

11° Fonds spéciaux.

(Art. 134 à 151 inclus.)

Propositions de l'Administration admises par la Commission.....Fr. 172.556 »

(Les articles 134 à 151 inclus, sont successivement mis aux voix et adoptés, ainsi que l'ensemble du paragraphe 11, au chiffre de 172,556 francs.)

RÉCAPITULATION DES RECETTES ORDINAIRES.

M. LE MAIRE : Maintenant, Messieurs, je mets aux voix la récapitulation des recettes ordinaires, aux chiffres suivants :

1° Impôts directs et taxes assimilées.....	Fr. 844.200
2° Taxes de remplacement de l'Octroi.....	9.775.000
3° Abattoirs, marchés, entrepôts.....	1.339.600
4° Droits de Voirie.....	1.134.550
5° Service des Eaux.....	2.451.600
6° Inhumations et cimetières..	773.000
7° Produit des propriétés communales, rentes et intérêts des fonds placés....	598.680
8° Redevances pour occupation du domaine public.....	486.627
9° Fonds de concours, subventions et remboursements.	952.650
10° Droits et produits divers...	115.752
11° Fonds spéciaux.....	172.556

Total.....Fr. 18.644.215

(La récapitulation des recettes ordinaires est adoptée au chiffre de 18 millions 644,215 francs.)

CHAPITRE II

RECETTES EXTRAORDINAIRES.

(Art. 1 à 12 inclus.)

Recettes proposées par l'Administration et acceptées par la Commission...Fr. 3.993.661 78

(Les articles 1 à 12, mis successivement aux voix, sont adoptés conformément aux propositions de l'Administration admises par la Commission.)

M. LE MAIRE : Messieurs, je mets aux voix l'ensemble des recettes extraordinaires, au chiffre de 3,993,661 fr. 78.

(Le Conseil adopte.)

RÉCAPITULATION GÉNÉRALE DES RECETTES.

Recettes ordinaires.....	Fr. 18.644.215 »
— extraordinaires...	3.993.661 78
Total général..	Fr. 22.637.876 78

M. LE MAIRE : Je mets aux voix le total général des recettes, s'élevant à 22,637,876 fr. 78.

(Le Conseil adopte.)

Titre II. — DÉPENSES

CHAPITRE PREMIER.

DÉPENSES ORDINAIRES.

1° Frais généraux d'administration.

(Art. 1 à 13 inclus.)

Crédits proposés par l'Administration et admis par la Commission.....Fr. 784.900 »

(Les articles 1 à 13 inclus sont successivement mis aux voix et adoptés sans discussion.)

M. LE MAIRE : Messieurs, je mets aux voix l'ensemble du paragraphe 1°, au chiffre de 784,900 francs.

(Adopté.)

2° Frais de perception, d'exploitation et de régie.

(Art. 14 à 22 inclus.)

Crédits proposés par l'Administration et admis par la Commission.....Fr. 755.900 »

(Les articles 14 à 22 inclus sont adoptés aux chiffres proposés.)

M. LE MAIRE : Je mets aux voix l'ensemble du paragraphe 2, dont le montant s'élève au chiffre de 755,900 francs.

(Adopté.)

3° Justice, Police et Hygiène publique

(Art. 23 à 28 inclus.)

Crédits proposés par l'Administration et admis par la Commission.....Fr. 304.840 »

(L'article 23, mis aux voix, est adopté au chiffre de 49.600 francs.)

Art. 24. — Police générale de l'agglomération lyonnaise. — Contingent.

M. LE MAIRE: Messieurs, conformément à la tradition, je me suis refusé à inscrire sous cette rubrique une somme quelconque, si minime soit-elle, pour représenter la part contributive de la Ville dans les dépenses de police de l'agglomération lyonnaise. Le Conseil municipal entendra certainement maintenir sa protestation contre les procédés de l'Etat relatifs aux dépenses de la police à Lyon.

M. CHAT: Il importe d'autant plus de renouveler, cette année, notre protestation, que l'on nous annonce une aggravation de la situation...

M. LE MAIRE: Qui se traduira par une augmentation de notre contribution. Messieurs, je mets aux voix le refus d'inscrire au budget de 1908 le crédit relatif au contingent de la ville de Lyon dans les frais de police de l'agglomération lyonnaise.

Que ceux qui sont d'avis de refuser l'inscription du crédit veuillent bien lever la main.

(Le Conseil se prononce à l'unanimité pour le refus de l'inscription.)

Art. 25. — Personnel des services d'hygiène et de police administrative, ci Fr. 197.900 »

M. LE MAIRE: Je vous demande, Messieurs, la permission de faire des réserves sur le sous-détail de cet article. La perte du procès que la Ville a dû soutenir contre les Compagnies de vidanges a entraîné des suppressions d'emplois dans le service d'inspection des vidanges. En revanche, il y a lieu d'améliorer, ainsi que me l'a fait remarquer M. l'Adjoint Beauvisage, le service d'inspection médicale des écoles. Sans que les dépenses du personnel des services d'hygiène et de police administrative soient augmentées, nous aurons à les répartir autrement. Je vous soumettrai, d'ailleurs, un rapport où seront détaillées ces modifications.

Sous cette réserve, je mets aux voix l'article 25 au chiffre de 197.900 fr.

(Adopté.)

Art. 26. — Matériel et dépenses diverses des services d'hygiène et de police administrative. Fr. 20.650 »

M. ROGNON: J'ai déjà signalé, Messieurs, quel inconvénient résultait de ce fait qu'un seul des chevaux du service d'incendie est employé pour le transport des malades dans l'intérieur de la Ville. Cette façon de procéder immobilise, en effet, une pompe, pendant un certain temps.

J'ai signalé, d'autre part, la façon dont on procède pour transporter les malades dans les Hospices. Qu'il s'agisse de la Charité ou de l'Hôtel Dieu, on est obligé d'aller chercher un fiacre sur la place publique et de l'amener dans la cour de l'hôpital. Là, le cheval est dé-

telé pour être mis dans les brancards de la voiture de l'hôpital. Je faisais remarquer que les Hospices devraient posséder un cheval pour leur voiture.

Je crois qu'il serait préférable, puisque les frais de transport des malades sont relativement élevés, d'avoir une voiture d'ambulance de plus.

M. LE MAIRE: Votre remarque me paraît juste, Monsieur Rognon. Si les renseignements que j'ai demandés me démontrent que la création que vous préconisez peut être avantageuse pour la Ville, nous ferons cette réforme le plus tôt possible.

Messieurs, je mets aux voix l'article 26 au chiffre de 20,650 francs.

(Adopté.)

(Les articles 27 et 28 sont successivement mis aux voix et adoptés sans discussion.)

M. LE MAIRE: Messieurs, je mets aux voix l'ensemble du paragraphe 3, au chiffre de 304,840 francs.

(Adopté.)

4^e Service d'incendie.

(Art. 29 à 32 inclus.)

Crédits proposés par l'Administration et adoptés par la Commission. Fr. 174.140 »

(Les articles 29 à 32 inclus, successivement mis aux voix, sont adoptés conformément aux propositions de l'Administration et de la Commission, ainsi que l'ensemble du paragraphe 4, qui s'élève au chiffre de 174,140 francs.)

5^e Inhumations et Cimetières.

(Art. 33 à 36 inclus.)

Prévisions de l'Administration admises par la Commission. Fr. 392.500 »

(Les articles 33 à 36 inclus sont successivement mis aux voix et adoptés, ainsi que l'ensemble du paragraphe 5, dont le montant s'élève à 392,500 fr.)

6^e Bâtiments communaux.

(Art. 37 à 49 inclus.)

Crédits proposés par l'Administration et admis par la Commission. Fr. 1.338.225 »

(Les articles 37 à 39 inclus, sont mis aux voix et adoptés aux chiffres proposés par l'Administration et admis par la Commission.)

Art. 40. — Matériel de balayage et de nettoyage des services municipaux. Fr. 15.675 »

M. BAUDRY: Je demanderai à l'Administration municipale s'il ne pourrait pas y avoir, dans chaque groupe scolaire, un placard où l'on rangerait le matériel de balayage et de chaque école.

De cette façon, le chef de service chargé de la distribution de ce matériel pourrait, s'il y avait lieu, se rendre compte de l'état de ces objets.

Je crois que ce matériel est quelquefois employé à tout autre usage qu'à celui auquel il est destiné et je demande que l'Administration veuille bien faire cette amélioration.

M. LE MAIRE: Vous protestez, Monsieur Baudry, si je vous ai bien compris, contre le gaspillage qui pourrait être fait des fournitures de vêtements et de matériel?

M. BAUDRY: Je ne parle pour le moment que du gaspillage du matériel destiné au nettoyage des groupes scolaires.

Dans certains groupes, ce matériel, qui est laissé à la libre disposition des directeurs ou directrices, n'est pas employé au service unique de la Ville.

M. LE MAIRE: Messieurs, je ne peux pas laisser soupçonner l'ensemble des directeurs et directrices d'écoles, pas plus d'ailleurs que l'ensemble des concierges de nos groupes scolaires. La question soulevée par notre collègue ne peut être traitée sous cette forme. Je ne crois pas qu'il y ait de gaspillage de matériel dans nos écoles. Si M. Baudry a des précisions à établir à ce sujet, ce n'est pas en séance publique qu'il y a lieu de le faire, en tout cas.

Il ne faut, d'ailleurs, pas croire que les directeurs ou directrices d'écoles soient chargés de la distribution du matériel de balayage et de nettoyage des groupes scolaires; le Magasin municipal assure seul cette distribution. C'est à M. le Directeur du magasin municipal qu'incombe la surveillance de l'emploi de ces fournitures.

M. BAUDRY: J'incrimine seulement l'emploi qui est fait de ce matériel, je n'incrimine pas sa distribution.

M. LE MAIRE: L'observation faite ce soir par M. Baudry n'est qu'un incident de l'éternel conflit qui existe entre directeurs et concierges de nos groupes scolaires. Ce conflit n'est pas sur le point d'être terminé, j'en ai peur.

Sous le bénéfice de ces observations, je mets aux voix l'article 40, au chiffre de 15.675 francs.

(Le Conseil adopte.)

(Les articles 41 et 42 sont adoptés tels qu'ils sont proposés.)

Art. 43. — Eclairage des bâtiments communaux et services municipaux. Fr. 120.000 »

M. CHAT: Je ferai observer à M. le Maire que pendant un certain temps l'horloge de l'Hôtel de Ville n'a pas été éclairée.

M. LE MAIRE: Je voudrais croire que c'était pendant mon absence. (Rires) Messieurs, nous avons déjà beaucoup amélioré l'éclairage de l'horloge de l'Hôtel de Ville; je crois qu'aujourd'hui il est satisfaisant.

Je mets aux voix l'article 43 au chiffre de 120,000 francs.

(Le Conseil adopte.)

(Les articles 44 à 47 inclus sont successivement mis aux voix et adoptés.)

Art. 48. — *Travaux de grosses réparations aux édifices communaux* Fr. 60.000 »

M. ARNAUD : Cette somme de 60,000 francs comprend-elle le crédit destiné aux améliorations à apporter aux bâtiments de l'entrepôt des douanes, notamment pour le service des bureaux.

M. LE MAIRE : Non, Monsieur Arnaud; les aménagements à faire aux bâtiments de l'entrepôt des douanes, feront l'objet d'un rapport spécial qui sera déposé très prochainement sur le bureau du Conseil. J'ai arrêté ces jours derniers le détail des modifications à apporter à ces bâtiments. Nous allons faire procéder à l'exhaussement du bâtiment central, à l'agrandissement des magasins, à l'établissement d'une grande plaque tournante et enfin nous ferons élargir la voie ferrée qui donne accès aux parties de l'entrepôt situées derrière le bâtiment principal. Le coût de ces modifications sera d'environ 100,000 francs. Cette somme sera prélevée sur un crédit spécial à inscrire au budget supplémentaire.

Je mets aux voix l'article 48 au chiffre de 60,000 francs.

(Le Conseil adopte.)

(L'article 49 est ensuite mis aux voix et adopté ainsi que l'ensemble du paragraphe 6, dont le total est de 1,338,225 francs.)

7. Service des concessions d'eaux.

(Art. 50 à 53 inclus.)

Crédits proposés par l'Administration et admis par la Commission Fr. 1,442,020 »

(Les articles 50 à 53 inclus sont mis aux voix et adoptés sans discussion.)

M. LE MAIRE : Messieurs, je mets aux voix l'ensemble du paragraphe 7, dont le montant s'élève au chiffre de 1,442,020 francs.

(Adopté.)

8. Voirie urbaine.

(Art. 54 à 83 inclus.)

Crédits proposés par l'Administration Fr. 4.377.695 »

Crédits proposés par la Commission 4.335.095 »

Diminution Fr. 42.600 »

(Les articles 54 à 66 inclus sont mis aux voix et adoptés.)

Art. 67. — *Ponts, pavillons et bac à traîlle. — Réparations et entretien* Fr. 69.000 »

M. GODART : Je demanderai à M. le Maire de vouloir bien intervenir auprès du service des Ponts et Chaussées pour protester contre la mutilation que subit en ce moment le pont de la Guillotière. Sous prétexte de réparations on le recrépit et on le reblanchit. Il y a là une véritable erreur au point de vue esthétique. Il importe de ne pas laisser détruire la physionomie de notre vieux

pont de la Guillotière. Je demande donc au Conseil de mandater expressément M. le Maire, afin qu'il proteste énergiquement contre cet acte de vandalisme.

M. LE MAIRE : Les travaux dont il s'agit ont soulevé dans l'opinion publique une certaine émotion. Quelques journaux se sont fait l'écho des protestations légitimes d'un grand nombre de personnes indignées par la façon dont on répare le pont de la Guillotière. J'ai fait connaître au public par la voie de la presse, que l'Administration municipale n'était pour rien dans cette entreprise. Si le Conseil veut s'associer à la protestation faite par M. Godart, j'aime à croire que son intervention aura plus de poids auprès de l'Administration des Ponts et Chaussées que celle de nos concitoyens.

M. ROGNON : Ou le même succès que notre protestation ensuite de l'établissement du quai Claude-Bernard et du déplacement des bateaux à laver.

M. BATAILLE : Je me demande ce qu'on peut faire encore au pont de la Guillotière ?

M. BIZET : L'Administration des Ponts et Chaussées a l'habitude de jeter de l'argent au Rhône, cette fois c'est au-dessus du Rhône qu'elle le place.

Nous ne protesterons jamais trop contre les dépenses exagérées faites pour des travaux inutiles. En ce moment, on est en train de ruiner le pont de la Guillotière, et vous verrez l'effet qu'il produira avec le beau crépissage dont on le revêt.

M. LE MAIRE : Il ne faut pas exagérer; le pont de la Guillotière avait besoin de réparations....

M. BIZET : Il ne s'agit pas de véritables réparations; on refait simplement les joints.

M. LE MAIRE : mais elles sont effectuées sans goût et sans souci de l'aspect extérieur, qui n'a rien à voir avec la solidité d'un édifice. Cet aspect sera, après les travaux entrepris, absolument déplaisant. Je ne sais pas s'il n'y aurait pas lieu de saisir de la question la Commission des monuments historiques et de lui demander d'intervenir pour faire respecter le caractère archaïque de notre vieux pont de la Guillotière.

Sous le bénéfice de ces observations, je mets aux voix l'article 67, au chiffre de 69,000 francs.

(Adopté.)

(L'article 68 mis ensuite aux voix, est adopté sans modification.)

Art. 69. — *Eclairage des voies publiques* Fr. 1.066.000 »

M. TIXIER : A l'occasion de cet article, je me permettrai, Monsieur le Maire, de vous demander si vous n'avez pas l'intention de faire disparaître, dans un délai plus ou moins long, les lanternes de l'ancien type qui éclairent les voies canalisées de la banlieue.

On a fait cette observation que les riverains de ces voies publiques ne payaient pas les taxes de remplacement.

Je ferai remarquer que sur certaines de ces voies, les lanternes sont de type moderne. Cette raison ne porte donc pas, le traitement devant être le même pour tous.

En tous cas, les voies qui sont encore éclairées par les anciennes lanternes de jadis, produisent un fâcheux effet. Il est facile de s'en rendre compte sur une partie importante de la route d'Heyrieux.

Un contribuable, qui est en même temps un bon républicain, me signalait un fait que j'ai vérifié moi-même : le chemin dit « allée du Sacré-Cœur », qui forme la limite entre notre Ville et la commune de Villeurbanne est éclairé, du côté de Lyon par trois ou quatre lanternes vieux modèle, et du côté de Villeurbanne par une seule lanterne à incandescence qui donne plus de lumière que les nôtres réunies.

Un de vos prédécesseurs, M. Gailleton, a une demande d'augmentation du nombre des gardiens de la paix dans les quartiers suburbains, répondait que le meilleur système de protection était l'augmentation du nombre des becs de gaz. Je ne demande pas qu'on augmente le nombre des reverberères sur les chemins de la banlieue, mais qu'on remplace les vieilles lanternes démodées par des becs à incandescence.

M. LE MAIRE : Je vous ai écrit précisément à ce sujet cet après midi, Monsieur Tixier. La question de l'amélioration de l'éclairage des chemins de la banlieue ne peut pas être tranchée au cours de la discussion du budget; une délibération spéciale du Conseil municipal est nécessaire. Voici, cependant quelques explications :

L'article 18 de la loi sur les taxes de remplacement dit : « Par mesure transitoire, la partie de la commune de Lyon non actuellement assujettie aux droits d'octroi sera temporairement affranchie des taxes de remplacement.... » et plus loin : « Ne bénéficieront pas de cette exception provisoire, les locataires et propriétaires riverains des voies publiques qui sont ou seront canalisées et éclairées. »

Par conséquent, les parties de la commune qui ont bénéficié jusqu'à ce jour de l'exemption temporaire des taxes de remplacement sont exclues des travaux de transformation, et l'éclairage par incandescence a été établi seulement sur les voies englobées dans l'ancien périmètre de l'Octroi, auxquelles on a joint toutefois les rues de la banlieue qui étaient pourvues de canalisation d'égout.

Je veux bien cependant étudier la question et soumettre un rapport au Conseil municipal, mais il est hors de doute que nous rencontrerons des difficultés d'ordre financier. D'abord, les frais de transformation des lanternes ne pourraient pas être prélevés sur le crédit de l'éclairage public; une somme spéciale sera nécessaire pour faire face à cette dépense.

Voici, Messieurs, quelques chiffres :

En adoptant comme prix de base unitaire celui de 23 fr. 20, qui avait été prévu par la convention du 24 décembre 1901 pour la transformation antérieure, ces frais pourraient être évalués, pour les 1.200 lanternes à transformer, à 29,000 fr. environ. C'est donc une somme de 29,000 francs qu'il conviendrait de demander au Conseil municipal, s'il était d'avis d'autoriser cette modification d'éclairage.

Une autre question financière se présente : rien ne prouve que la Compagnie du Gaz consentirait à éclairer et à entretenir les lanternes, ainsi transformées, aux mêmes conditions que celles qu'elle a acceptées précédemment lors de la transformation générale de l'éclairage. Si l'on se base sur les prix de 1901, c'est-à-dire si la Compagnie accepte les prix et conditions de l'éclairage ordinaire, l'augmentation des frais d'éclairage et d'entretien s'élèverait à 3,036 francs par an.

M. TIXIER : Je vous remercie de vos explications, Monsieur le Maire. Si cette transformation ne peut pas se faire immédiatement sur toute l'étendue de la banlieue de la Ville, je demanderai qu'il y soit procédé au moins là où elle est nécessaire.

M. LE MAIRE : Je vous communiquerai le rapport de la Voirie, Monsieur Tixier, et nous verrons ensemble ce qu'il convient de faire dans cette circonstance.

M. GADOUD : Est-ce qu'il ne serait pas possible d'améliorer l'éclairage de la place de la Croix-Rousse et de la place de Belfort ?

Un jour où je vous signalais, Monsieur le Maire, le danger que faisaient courir les apaches aux habitants de la Croix-Rousse, vous avez répondu que l'éclairage était insuffisant. On pourrait peut-être profiter de l'occasion qui se présente pour renforcer l'éclairage actuel par une installation supplémentaire, pour laquelle on utiliserait les vieilles lanternes qu'on parle de supprimer.

M. LE MAIRE : Nous étudierons la question de l'amélioration de l'éclairage dans le 4^e arrondissement comme nous l'avons fait pour le 5^e ; nous examinerons s'il y a possibilité d'établir sur certains points l'éclairage électrique.

M. ROGNON : Je tiens à signaler à l'Administration la situation déplorable de l'éclairage du square qui se trouve à l'extrémité du pont de la Guillotière. Dans la partie du square où se trouve le buste de Raspail il n'existe pas une seule lanterne. Le soir, en été, ce square sert de lieu de rendez-vous à une catégorie spéciale d'individus, et beaucoup de personnes se trouvent empêchées d'y stationner par la présence de gens peu recommandables. Je demande à l'Administration de bien vouloir faire installer dans ce petit jardin, au moins une lanterne, fût-elle de l'ancien système.

M. LE MAIRE : Nous prenons note de votre proposition, Monsieur Rognon.

Messieurs, je mets aux voix l'article 69, au chiffre de 1,066,000 francs.

(Adopté).

(Les articles 70 à 73, successivement mis aux voix, sont adoptés conformément aux propositions de l'Administration et de la Commission).

Art. 74. — *Acquisition d'immeubles en saillie sur l'alignement des voies publiques et frais s'y rattachant.*

Credit proposé par l'Administration.	300.000	•
— la Commission ..	258.000	•
Diminution.....	42.000	•

M. LE MAIRE : Cette somme a été reportée sur l'art. 86 relatif aux chemins vicinaux. Personne ne demandant la parole sur cet article, je le mets aux voix, au chiffre de 258,000 fr. proposé par la Commission.

(Le Conseil adopte).

(Les articles 75 à 83 inclus sont successivement mis aux voix et adoptés, ainsi que l'ensemble du paragraphe 8, au chiffre rectifié de 4.335.095 francs).

9^e Voirie vicinale

(Art. 84 à 86 inclus).

Credit proposé par l'Administration.	339.700	•
— la Commission...	371.700	•
Augmentation.....	42.000	•

(Les articles 84 et 85, mis successivement aux voix, sont adoptés sans observation, aux chiffres proposés par l'Administration et admis par la Commission).

Art. 86. — *Chemins vicinaux ordinaires.*

Credit proposé par l'Administration.	205.728	•
— la Commission ..	247.728	•
Augmentation.....	42.000	•

M. TIXIER : Je remercie l'Administration et la Commission du budget d'avoir bien voulu relever ce crédit de 42,000 fr. J'espère qu'on ne s'arrêtera pas là, car je crois que dans l'esprit des Agents voyers, cette somme supplémentaire est exclusivement destinée à améliorer la qualité des matériaux à employer pour l'entretien des chemins vicinaux.

Cette amélioration était urgente, je le reconnais ; mais cela ne suffit pas. Les chemins vicinaux de la banlieue de Lyon s'étendent sur une longueur de 120 kilomètres et trente-trois cantonniers seulement sont chargés d'en assurer l'entretien. Ceci fait ressortir à plus de 3.600 mètres la longueur moyenne de chaque cantonnement. Certains atteignent même jusqu'à 5 kilomètres. Il faudrait près d'une heure à un cantonnier pour faire le tour de son cantonnement.

Je demande à l'Administration de bien vouloir prendre des renseignements. Les riverains des chemins vicinaux, qui paient de gros impôts, ont des besoins nouveaux, et la situation ac-

tuelle n'est plus tenable, parce que les besoins deviennent chaque jour plus grands.

Depuis 1870, d'après les recherches que j'ai faites, ce crédit n'a été augmenté que de 10,000 francs. Il est certain que ce chiffre n'est pas en proportion avec l'importance qu'ont prise les chemins vicinaux depuis trente-sept ans, en raison de la construction d'un grand nombre d'usines et de maisons d'habitations dans la banlieue.

M. LE MAIRE : Nous avons fait une enquête, Monsieur Tixier, et les renseignements que nous avons recueillis sont identiques à ceux que vous venez de donner au Conseil municipal. Vous voudrez bien constater que nous faisons tous nos efforts, puisque le crédit inscrit au budget de 1908 est de 247,728 fr. au lieu de 204,728 francs qui y figuraient en 1907.

Messieurs, je mets aux voix l'article 86 au chiffre de 247,728 francs.

(Le Conseil adopte.)

(L'ensemble du paragraphe 9 des dépenses ordinaires est ensuite mis aux voix et adopté, au chiffre rectifié de 371,700 francs.)

10^e Cultures et Promenades.

(Art. 87 à 89 inclus.)

Propositions de l'Administration admises par la Commission..... Fr. 203,453 •

(Les articles 87 à 89, mis successivement aux voix, sont adoptés conformément aux propositions de l'Administration et de la Commission.)

M. LE MAIRE : Messieurs, je mets aux voix l'ensemble du paragraphe 10, dont le total s'élève à 203,453 francs.

11^e Instruction publique.

(Art. 90 à 122 inclus.)

Crédits proposés par l'Administration.....	Fr. 2.862.050	•
Crédits proposés par la Commission	2.867.000	•
Augmentation.....	Fr. 5.000	•

Art. 90. — *Personnel enseignant. — Traitements et indemnités.*

Credit proposé par l'Administration.....	Fr. 2.015.000	•
Credit proposé par la Commission.....	2.050.000	•
Augmentation.....	Fr. 5.000	•

M. LE MAIRE : L'augmentation de crédit portée à cet article se rapporte au personnel qui sera spécialement chargé de l'enseignement des enfants anormaux. La Commission a donné satisfaction à la demande faite à ce sujet par M. l'Adjoint Beauvisage.

(L'article 90 est mis aux voix et adopté au chiffre de 2,050,000 francs.)

(Les articles 91 à 98 successivement mis aux voix, sont adoptés tels qu'ils sont proposés.)

Art. 99. — *Cantines scolaires*.....Fr. 53.600 »

M. RENARD: Je demande que le crédit des cantines scolaires soit élevé à 60,000 francs pour permettre à l'Administration d'organiser des cantines le jeudi. Vous savez que le jeudi, les enfants sont livrés à la rue plus que tout autre jour, étant donné que les gardiennages ne fonctionnent que l'après-midi et que les enfants ne sont pas obligés d'aller à l'école le matin. Cependant les parents que leur travail appelle hors de chez eux, ne peuvent les surveiller. Je crois qu'il y aurait lieu d'organiser des cantines le jeudi comme les autres jours, et j'estime qu'avec une somme de 7,000 à 8,000 francs, on pourrait donner satisfaction à cette demande en faveur des élèves des écoles laïques.

M. LE MAIRE: Je ne suis pas le moins du monde hostile à cette proposition. Il est nécessaire de lutter contre l'œuvre des patronages cléricaux, qui attirent les enfants par une distribution de petits pains le jeudi. J'estime que nous pouvons organiser aussi cette distribution à l'aide des œuvres scolaires.

Je ne ferai à la proposition de M. Renard, qu'une seule objection: il y aurait un inconvénient à réaliser la réforme qu'il demande par voie budgétaire.

M. RENARD: Pourquoi, Monsieur le Maire?

M. LE MAIRE: Parce que cela modifierait l'économie du budget. Il faudrait trouver en recettes la contre-partie de cette dépense.

M. RENARD: Le budget présente assez d'élasticité pour que l'on puisse augmenter les dépenses de la somme nécessaire.

M. le MAIRE: En apparence et pour la raison que vous savez; mais quand on aura prélevé sur l'excédent de recettes le contingent des frais de police, il n'en sera pas de même.

Dans l'établissement du budget de 1908, nous avons voulu que les recettes soient sensiblement égales aux dépenses, et nous pensons avoir établi ainsi notre budget comme il doit l'être. Il me semble préférable, Monsieur Renard, que la réforme que vous proposez soit soumise au Conseil municipal, sous la forme d'un rapport spécial.

M. MARRO: Est-ce qu'on pourra véritablement organiser des garderies complètes du jeudi avec 7,000 francs?

M. LE MAIRE: Ce ne sont pas des gardiennages qu'il s'agit d'organiser mais des cantines scolaires qui fonctionneraient le jeudi.

Il y a deux choses qu'il faudrait développer. Les études surveillées et les garderies du jeudi. On a souvent protesté à tort contre les internats et les externats surveillés. Les parents seraient bien souvent heureux de confier leurs enfants à la vigilance du maître.

M. MARRO: Cela est vrai; dans les usines, les pères de famille se plaignent souvent de ne pouvoir le faire.

M. LE MAIRE: Si nous n'avons pu faire tout ce que nous voudrions, la faute en est à l'Etat. Comme vous le savez, il laisse aux villes des charges considérables, relatives à l'instruction publique, et qui ne devraient pas leur incomber. En dehors des dépenses d'instruction pure, la ville de Lyon supporte les frais des cantines, des garderies, des classes et des colonies de vacances. Je veux croire que la population démocratique de notre Cité comprend toute l'importance de nos efforts.

A Lyon, dans différentes assemblées pédagogiques, dans plusieurs réunions d'instituteurs on a protesté contre l'insuffisance des crédits relatifs à l'enseignement. Il est évident qu'on devrait faire davantage; mais, pour cela il faudrait que l'Etat n'abandonnât pas complètement les Municipalités des grandes villes. J'ai prié dernièrement les représentants du Rhône de déposer, dans ce sens, soit devant la Chambre, soit devant le Sénat, un amendement qui, s'il était adopté, nous donnerait satisfaction. J'ai reçu à son sujet des nouvelles assez bonnes, sinon absolument rassurantes.

Pour en revenir à la proposition de M. Renard, je dirai que la création des goûters scolaires le jeudi, me paraît une très bonne chose. Le fonctionnement des cantines scolaires, le jeudi, devra être étudié.

M. RENARD: Le crédit relatif aux cantines scolaires est de 53,600 francs. La vente des tickets de cantines scolaires est portée en recettes pour 45,500 fr. La Ville a donc à déboursier 12,100 fr. seulement pour les dépenses du personnel et du matériel. Je crois qu'une somme de 7,000 à 8,000 francs serait largement suffisante pour faire face aux frais que nécessiterait l'établissement des cantines le jeudi, même en y ajoutant les allocations supplémentaires à donner au personnel.

M. LE MAIRE: Mon cher collègue, il est nécessaire, vous le savez, que la Commission du budget soit consultée avant que le Conseil se prononce.

M. GADOUD: Je voudrais, Monsieur le Maire, que la proposition de notre collègue Renard fût prise en considération. Tous les jeudis, les enfants se rendent à l'école à une heure pour le gardiennage. Il vaudrait bien mieux qu'ils s'y rendent à onze heures et qu'ils y prennent un repas, après lequel ils se rendraient au gardiennage. Je suis certain que les parents paieraient avec plaisir le prix de ce repas.

Je demande que le Conseil prenne, ce soir, en considération la proposition de M. Renard, afin que les cantines du jeudi soient installées dès le mois de janvier.

M. LE MAIRE: L'Administration municipale fera tout son possible pour vous donner satisfaction.

Sous le bénéfice de ces observations, je mets aux voix l'article 99, au chiffre de 53,600 francs.

(Le Conseil adopte).

(Les articles 100 et 101, successivement mis aux voix, sont adoptés conformément aux propositions de l'Administration et de la Commission.)

Art. 102. — *Récompenses aux élèves des écoles primaires municipales*.....Fr. 25.000 »

M. PIC: Vous n'ignorez pas, Messieurs, que le crédit autrefois affecté aux distributions solennelles de prix est aujourd'hui destiné à un nouveau mode de distribution de récompenses.

Notre décision a soulevé une certaine émotion dans le personnel enseignant. La plupart des directeurs et adjoints se sont, par la suite, mis d'accord au sujet des nouvelles listes de récompenses qu'il conviendrait de distribuer.

Une liste a été soumise à l'Administration municipale au mois de juin.

Or, il n'a été fait de distribution d'aucune sorte aux enfants de nos écoles; il en est résulté une grande déception dans les milieux scolaires.

On a fait allusion, il y a un instant, à la concurrence des écoles libres. Il serait évidemment très fâcheux que cette concurrence pût trouver un encouragement, à mon avis très regrettable dans cet état de choses.

Je demanderai donc à l'Administration de se mettre en mesure de procéder aux distributions de récompenses dans la mesure du crédit que nous allons voter.

M. LE MAIRE: L'Administration municipale a pris toutes les mesures qui dépendaient d'elle. La somme inscrite au budget est à la disposition du personnel enseignant. C'est à ces Messieurs qu'incombe la tâche d'organiser les distributions sur les bases indiquées par le Conseil municipal.

M. PIC: Une liste de récompenses a été adressée à l'Administration au mois de juin dernier, je le répète. Il ne me semble pas que l'on en ait fait état; les propositions faites n'ont pas dû être agréées, pour quel motif, l'ignore, n'ayant pas eu connaissance d'un conflit quelconque entre les directeurs et les adjoints.

M. LE MAIRE: Sauf erreur, ces propositions ont été retouchées à l'Inspection Académique.

M. PIC: Je puis me tromper; en tout cas, je demande que la question soit étudiée et que l'année prochaine nos écoliers ne soient pas à nouveau frustrés des récompenses sur lesquelles ils comptent.

M. LE MAIRE: C'est entendu. Il s'agit de savoir à qui incombent les responsabilités. Lorsque la Ville a voté un crédit de 25,000 francs et qu'elle a, par

des rapports détaillés, réglé les conditions d'attribution des récompenses, elle a fait tout son devoir, l'Inspection Académique doit faire le reste. Je l'inviterai, au nom du Conseil municipal, à prendre toutes mesures utiles afin d'assurer la distribution des récompenses.

Je crois que la principale cause de la non-distribution des récompenses, n'est pas celle que vous croyez. C'est le conflit que vous connaissez qui doit en être rendu responsable. Dès qu'il aura cessé, rien ne s'opposera plus à ce que le crédit voté soit employé selon les désirs du Conseil municipal.

M. BARBERO : Et si la situation n'a pas changé en juin prochain, Monsieur le Maire, que ferez-vous ?

M. LE MAIRE : Que voulez-vous que je fasse ? Vous n'ignorez pas que je n'ai aucune autorité sur l'Inspection Académique. Je ne puis que prier M. le Préfet du Rhône d'intervenir ! En matière d'enseignement, la Ville n'a que le droit de payer ; nous protestons, c'est tout ce que nous pouvons faire. D'ailleurs, au fond de cette affaire, il doit n'y avoir qu'un malentendu ; je travaillerai à le dissiper.

M. CURTELIN : Effectivement, il n'y a pas eu l'an dernier de distribution de récompenses ; il serait, à mon avis, très regrettable que cela se renouvelât, et il ne faudrait pas que le conflit dont on a parlé fût un prétexte à ne rien distribuer.

Les personnes ignorantes de ces détails rejettent la faute sur le Conseil municipal.

L'Inspection Académique a le devoir de faire tous ses efforts pour dénouer cette situation.

M. LE MAIRE : J'écirai à M. l'Inspecteur d'Académie pour lui rappeler que le Conseil municipal a affecté un crédit de 25,000 francs à la distribution de récompenses aux élèves des écoles municipales. Je le prierai de bien vouloir tenir compte de ce vote ; je lui demanderai si des difficultés s'opposent à l'exécution de cette mesure, et dans l'affirmative je vous en saisisrai.

Sous le bénéfice de ces observations, je mets aux voix l'article 102, au chiffre de 25,000 francs.

(Le Conseil adopte.)

(Les articles 103 à 122 inclus, successivement mis aux voix, sont adoptés sans observation.)

M. LE MAIRE : Je mets aux voix l'ensemble du paragraphe 11, au chiffre rectifié de 2,867,050 francs.

(Adopté.)

12^e Lettres, Sciences et Arts.

(Art. 123 à 137 inclus.)

Propositions de l'Administration et de la Commission.....Fr. 754.010 »

Art. 123. — *Personnel des bibliothèques municipales*.....Fr. 36.690 »

M. PIC : M. le Maire pourrait-il nous donner quelques renseignements sur l'état de la question du transfert des bibliothèques à l'Archevêché ?

M. LE MAIRE : Messieurs, cette affaire est engagée depuis le mois de février. A la fin du mois de janvier, l'Archevêque de Lyon fut prié de quitter les locaux mis par le Gouvernement à sa disposition. J'engageai immédiatement des négociations avec M. le Ministre de l'Instruction publique pour obtenir que les bâtiments vacants, fussent mis à notre disposition. Nous devons installer là nos deux bibliothèques, du Palais des Arts et de la rue Gentil. L'affaire, assez aisée au début, me paraissait résolue, lorsque je fus surpris d'apprendre que par suite d'une décision du Conseil des Ministres, l'affaire passait dans les attributions du Ministère des Finances. En d'autres termes, on donnait à la question soulevée un caractère fiscal.

Obligé de me retourner vers le Ministre des Finances et les Administrations dépendant de son ressort, je me mis en rapport avec M. le Directeur de l'Administration de l'Enregistrement des domaines et du timbre du département du Rhône. J'exposai à ce haut fonctionnaire qu'il y avait lieu, dans les évaluations qu'il soumettrait à son Administration, de tenir compte de la destination que la Ville réservait aux bâtiments de l'Archevêché. En effet, les bibliothèques publiques, outre qu'elles font partie d'un service général que l'Etat doit favoriser, sont la propriété de ce dernier, du moins en ce qui concerne les fonds antérieurs à la Révolution. Il paraissait tout naturel que l'Etat fit des concessions, puisqu'il s'agissait d'abriter ce qui est en partie sa propriété. D'autre part, je faisais remarquer à M. le Directeur de l'Enregistrement, l'impossibilité où serait l'Etat de trouver, pour un établissement de ce caractère et de cette importance, un locataire ou un acheteur, autre que la ville de Lyon. J'insistais sur ce fait que cette nouvelle attribution conserverait aux bâtiments de l'Archevêché leur caractère historique.

M. le Directeur de l'Administration de l'Enregistrement des domaines et du timbre entra dans mes vues avec beaucoup de bonne volonté et j'en remercie. Il me fit des propositions que je considérai comme raisonnables. Ces propositions furent transmises au Ministre des Finances. J'avais tout lieu de croire que l'affaire était définitivement résolue et que le Ministre des Finances allait sanctionner les propositions faites par son chef de service dans le département du Rhône.

Par malheur, le Ministre est en ce moment d'une fiscalité excessive.....

M. RIVIÈRE : Et pour cause !

M. LE MAIRE : Le Directeur de la comptabilité au Ministère conseilla au Ministre des Finances de ne pas accepter les propositions du Directeur de

l'enregistrement. Ce dernier dut donc venir me demander si la Ville accepterait de traiter sur de nouvelles bases, le Ministre refusant de tenir compte de ce fait que les bâtiments de l'Archevêché étaient destinés à un service public. Je n'ai naturellement pas accepté, et suis obstinément resté sur le terrain où je m'étais placé. Je suis allé dernièrement à Paris, vous le savez. Je n'ai malheureusement pu y voir le Ministre qui m'avait fixé un rendez-vous auquel j'ai seul été présent. J'ai eu cependant l'honneur d'être reçu par M. le Directeur général de la comptabilité. Ce haut fonctionnaire m'a promis d'user de toute son influence pour faire sanctionner les propositions de M. le Directeur de l'Enregistrement du département du Rhône. Je pense donc bien pouvoir vous soumettre, cet hiver, un projet de convention.

M. PIC : Il serait désirable que M. le Ministre de l'Instruction publique protestât contre les prétentions de M. le Ministre des Finances.

M. LE MAIRE : Veuillez ne pas y compter. (*Sourires.*)

M. PIC : La question est liée à celle du lycée Ampère, qui intéresse directement le Ministre de l'Instruction publique. J'espère que les représentants de la Ville au Parlement voudront bien nous aider de tout leur pouvoir.

M. LE MAIRE : La solution de cette affaire me paraît devoir être satisfaisante pour la Ville.

(L'article 123 est mis aux voix et adopté, ainsi que les articles 124 à 131.)

Art. 132. — *Conservatoire de musique et de déclamation*.....Fr. 40.500 »

M. VOIDIER : Je demanderai à M. le Maire de vouloir bien faire achever l'exécution et l'aménagement de la salle de concerts et de fêtes de notre Conservatoire de musique. C'est le seul établissement au 5^e arrondissement où l'on puisse donner des fêtes et tenir certaines réunions artistiques. En ce moment, nous sommes obligés d'avoir recours à l'hospitalité des autres arrondissements. Dernièrement une société dont le républicanisme est connu, a été obligée d'aller au 2^e arrondissement donner sa fête annuelle. Si la salle des fêtes du palais du quai de Bondy avait été terminée, cette société aurait pu donner là sa réunion.

M. LE MAIRE : Il nous sera peut-être possible de prélever sur les fonds de l'emprunt que nous allons contracter, les crédits nécessaires à l'achèvement de la salle des fêtes du Conservatoire de musique et de déclamation. D'ores et déjà, je fais des réserves sur l'attribution de cette salle. Il ne faudra pas compter y donner des fêtes tous les dimanches.

M. VOIDIER : On estime à 30,000 fr.,

le coût des travaux qui restent à exécuter. Cette somme n'est pas très importante.

M. LE MAIRE : La dépense s'élèvera au moins au double. Elle dépassera certainement même 60,000 francs.

M. MENUT : Elle sera de 130,000 francs.

M. VOIDIER : Les habitants du 5^e arrondissement paient leurs contributions comme ceux des arrondissements voisins. On leur a promis cette salle, j'estime que son aménagement doit être achevé pour qu'ils puissent y tenir leurs réunions.

M. LE MAIRE : Pas les réunions politiques.

M. VOIDIER : J'ai voulu parler des réunions artistiques, Monsieur le Maire.

M. ROGNON : C'est au nom de la Commission chargée de recevoir les bâtiments communaux et dont je fais partie que je tiens à donner quelques renseignements à notre collègue, M. Voidier.

Lorsque cette Commission s'est réunie pour recevoir la dernière partie des travaux exécutés au Conservatoire de musique, nous avons reconnu qu'il était inadmissible que la salle des fêtes de ce bâtiment soit laissée dans l'état où elle est. L'ensemble des travaux à exécuter, y compris la pose du mobilier et les modifications à l'aération qu'il y a lieu de faire, l'installation des monte-charges pour élever les pièces de sculpture et les grands tableaux, s'élèveraient au total de 130,000 francs.

J'espère que lorsque la Commission de réception des bâtiments communaux demandera à l'Administration municipale l'exécution de ces différents travaux, elle ne rencontrera aucune opposition de sa part ni de la part du Conseil. Il ne faut pas plus de 130,000 francs pour mettre en état l'ensemble de ce palais.

M. LE MAIRE : Nous attendrons que la Commission dont fait partie M. Rognon nous ait soumis son rapport pour conclure.

Messieurs, je mets aux voix l'art. 132 au chiffre de 40.500 francs.

(Adopté.)

(Les articles 133 à 137 sont successivement mis aux voix et adoptés, ainsi que l'ensemble du paragraphe 12, au chiffre de 754,010 francs.)

13^e Assistance publique.

(Art 138 à 159 inclus.)

Propositions de l'Administration et de la Commission Fr. 1.816.999 »

(Les articles 138 à 151 inclus sont mis aux voix et adoptés aux chiffres proposés par l'Administration et admis par la Commission.)

Art. 152. — Œuvre de la Bouchée de Pain. — Fonctionnement....Fr. 14.000

M. TIXIER : Est-ce qu'il n'y aurait pas possibilité, Monsieur le Maire, d'améliorer l'installation de ce service? Il est très fâcheux que les pauvres gens qui ont recours à cette œuvre soient obligés d'attendre la distribution du pain dans la rue, exposés à la curiosité des passants. Il y en a qui y sont habitués et que cela ne gêne guère, mais il en est d'autres pour lesquels cela est très pénible. Il y aurait peut-être un moyen, sans faire beaucoup de frais, de mettre ces pauvres gens à l'abri et de les dérober à la curiosité des allants et venants.

M. LE MAIRE : Je vous promets d'étudier cette question.

M. ROGNON : Les pauvres malheureux qui vont chercher là un morceau de pain sont exposés non seulement à la curiosité du public, mais, ce qui est beaucoup plus dangereux, à toutes les intempéries. Il n'y a pas de refuge pour leur permettre de s'abriter en attendant le moment de la distribution.

Dernièrement, accompagné d'un chef de bureau de la Mairie centrale, je me suis rendu, grande rue de la Guillotière, dans le bâtiment où l'Œuvre de la Bouchée de pain est installée.

Il y a dans la cour de ce bâtiment un local qui appartient à la Ville et qui pourrait être aménagé pour servir de refuge aux malheureux tributaires de la Bouchée de pain.

Nous avons demandé à la personne chargée de la garde de ce local de vouloir bien en ouvrir les portes et y laisser s'abriter ces miséreux. L'autre jour, j'ai vu, sous la pluie, une centaine de pauvres gens. Je leur ai de nouveau fait ouvrir la porte du local inoccupé pour qu'ils puissent s'abriter.

Je ne crois pas, après l'observation que je fais ici, que la personne chargée de la garde de cette maison s'obstine plus longtemps à ne pas en ouvrir les portes.

Il est inutile de vous dire, Messieurs, que ce local a besoin d'être nettoyé, il n'a pas été réparé ni nettoyé depuis le départ du dernier locataire. Il faudrait que l'Administration municipale fit procéder le plus tôt possible au nettoyage de cette maison, qu'elle y installât même quelques bancs. Les miséreux doivent pouvoir attendre la distribution du pain sans être exposés à la pluie et au froid.

M. LE MAIRE : Si vous voulez, Monsieur Rognon, nous irons ensemble visiter ces locaux avec l'Architecte de la Ville, et nous verrons ce qu'il y a à faire pour réaliser l'amélioration que vous demandez.

M. ROGNON : C'est entendu, Monsieur le Maire.

M. LE MAIRE : Messieurs, je mets aux voix l'article 152, au chiffre de 14,000 fr.

(Le Conseil adopte.)

(Les articles 153 à 159 inclus sont ensuite mis aux voix et adoptés aux chiffres proposés par l'Administration et admis par la Commission.)

M. LE MAIRE : Messieurs, je mets aux voix l'ensemble du paragraphe 13, au chiffre de 1,816,999 francs.

(Le Conseil adopte.)

14^e Subventions.

(Art. 160 à 194 bis inclus.)

Propositions de l'Administration.... 553.417 »
— de la Commission..... 553.617 »
Augmentation..... 200 »

(Les articles 160 à 167 inclus sont mis aux voix et adoptés aux chiffres proposés par l'Administration et admis par la Commission.)

Art. 163. — Subvention à l'Union mutualiste du Rhône Fr. 10.000 »

M. BARBERO : Je crois, Monsieur le Maire, que vous avez l'intention de modifier le libellé de cet article et de transformer l'attribution de l'allocation qui y est inscrite. Je serais très heureux que les renseignements que vous avez donnés sur ce point soient connus du public. Les mutualistes connaîtront ainsi les intentions de l'Administration municipale et du Conseil à leur égard. Tous ici, nous sommes des partisans de la mutualité et nous serions heureux si vous vouliez nous exposer vos intentions à ce sujet.

M. LE MAIRE : Vous savez, sans doute, Messieurs, quelle est l'origine de la subvention qui, depuis plusieurs années, est accordée à l'Union mutualiste du Rhône.

A l'origine, une somme de 15,000 fr. lui avait été allouée pour lui permettre d'organiser un certain nombre de pharmacies mutualistes; aujourd'hui, ces pharmacies sont créées. L'Union mutualiste du Rhône n'a donc pu trouver étonnant que chaque année nous réduisions le chiffre de cette subvention. Nous l'avons ainsi ramenée à 10,000 francs. Je n'ai pas eu de peine à faire comprendre à cette Société qu'un jour ou l'autre l'allocation accordée sous cette forme devait disparaître du budget. Voici ce que j'ai l'intention de proposer au Conseil.

Un certain nombre de grandes villes ont des maisons de la Mutualité. A Bordeaux, par exemple, on peut voir une maison de la Mutualité qui est un modèle; il en existe une autre à Marseille, une autre encore à deux pas de Lyon, à Saint-Etienne. Si les mutualistes lyonnais veulent placer au-dessus des divisions particulières l'intérêt général de la mutualité, s'ils veulent suivre l'exemple de Bordeaux et de Marseille, je suis tout prêt à proposer au Conseil municipal, l'attribution d'une subvention pour l'édification d'une maison de la Mutualité. La subvention dont il s'agit, serait dans ce cas votée sous une forme qui serait à étudier et que nous pourrions arrêter après entente avec les différentes sociétés.

Voilà les déclarations que j'ai faites au cours de la discussion du budget et que je suis heureux de renouveler ici.

M. BARBERO : Je vous remercie, Monsieur le Maire, des explications que vous venez de nous donner.

M. LE MAIRE : Je mets aux voix l'article 168, au chiffre de 10,000 francs.

(Adopté.)

(Les articles 169 à 181 sont ensuite mis aux voix et adoptés aux chiffres proposés par l'Administration et admis par la Commission.)

Art. 182. — *Subvention à la Société lyonnaise pour le sauvetage de l'enfance*.....Fr. 1.000 »

M. ROGNON : Je suis très partisan, Messieurs, de venir en aide par des subventions aux œuvres d'assistance, mais je voudrais que ces sociétés observent la plus grande tolérance à l'égard des opinions de ceux qu'elles assistent.

Je connais une famille de braves ouvriers qui s'est trouvée dans l'obligation d'avoir recours à une de ces sociétés. Après plusieurs observations, les personnes dont il s'agit ont été obligées de mettre leurs enfants dans une école cléricale, alors qu'ils avaient toujours fréquentés auparavant les écoles laïques.

Il est inadmissible que des sociétés que nous subventionnons ne respectent pas mieux les opinions de chacun.

M. BAUDRY : L'observation de mon collègue, M. Rognon vient à l'appui de l'observation que je faisais en 1905 au sujet de la même société.

M. LE MAIRE : Je crois qu'il y a lieu de différencier la Société de patronage des enfants pauvres de la Société lyonnaise pour le sauvetage de l'enfance. Je me porte garant de la haute valeur morale de la Société de patronage des enfants pauvres ; quant à l'autre, je la connais beaucoup moins.

Je demande au Conseil municipal de vouloir bien voter la subvention de 1,000 francs inscrite au budget en faveur de la Société lyonnaise pour le sauvetage de l'enfance, avec la réserve suivante : si le fait signalé ce soir par M. Rognon est exact — je ne doute pas de la sincérité de M. Rognon, mais il pourrait avoir été trompé — si ce fait, dis-je est exact, la subvention sera supprimée.

Sous le bénéfice de ces observations, je mets aux voix l'article 182 au chiffre de 1,000 francs.

(Adopté.)

M. LE MAIRE : Cet article est adopté à l'unanimité des membres présents moins une voix.

(L'article 183 est ensuite mis aux voix et adopté au chiffre de 1,500 francs).

Art. 184. — *Subvention à la Bourse du Travail et aux Syndicats ouvriers légalement constitués pour location de locaux, cours professionnels et bureaux de placement*....Fr. 26,366 »

M. MARRO : Est-ce que vous n'avez pas reçu, Monsieur le Maire, de l'Administration de la Bourse du Travail, une demande d'augmentation de subvention, destinée à la création d'un Sous-Secrétariat ?

M. LE MAIRE : Voici la réponse que j'ai faite au Secrétariat de la Bourse du Travail : j'ai déclaré que si je n'étais pas entièrement hostile à la création d'un emploi de Secrétaire adjoint, je n'en étais pas non plus très partisan. Je considère que les responsabilités ne doivent pas être divisées et que les rapports sont plus faciles avec une seule personne qu'avec deux. Cependant, et sans intervenir dans le fonctionnement intérieur de la Bourse du travail, je reconnais volontiers qu'à certains moments le Secrétaire a besoin d'être aidé ; j'estime même que le sous-détail de l'article actuellement en discussion aura besoin d'être révisé dans un délai assez prochain, par exemple dans cinq ou six mois.

Je suis tout disposé à nommer une Commission pour étudier cette question. Les Syndicats ont une tendance à demander des locaux distincts. Il faudrait que le Conseil pût en toute liberté d'esprit procéder à la révision du sous-détail. Je suis tout prêt à soumettre au Conseil municipal les propositions du Secrétaire et des membres du Conseil d'administration de la Bourse du travail. Peut-être devrons-nous augmenter quelque peu le crédit. Il y aura peut-être lieu aussi d'attacher à la Bourse du travail un interprète.

M. MARRO : L'Administration de la Bourse du travail l'a demandé également.

M. LE MAIRE : C'est pour ces raisons qu'il serait peut-être nécessaire de relever le montant de la subvention de la Ville ; en même temps il serait sage, je crois, de réviser l'ensemble de la répartition du crédit, de majorer les chiffres de certains sous-détails et d'en minorer certains autres.

Messieurs, sous le bénéfice des observations qui viennent d'être présentées, je mets aux voix l'article 184, au chiffre de 23,366 francs.

(Adopté.)

(Les articles 185 à 194 sont successivement mis aux voix et adoptés sans discussion).

Art. 194 bis. — *Subvention à l'Œuvre Lyonnaise de la Chanson populaire*.....Fr. 200 »

M. LE MAIRE : L'Administration a demandé à la Commission d'inscrire au budget une subvention de 200 francs en faveur de l'Œuvre Lyonnaise de la Chanson populaire. Vous savez, Messieurs, que cette œuvre, qui n'a jamais refusé son concours aux fêtes de bienfaisance, a un caractère d'éducation générale tout à fait intéressant ; son but est de réunir, le dimanche matin, dans un local mis à sa disposition par la Ville,

de jeunes ouvrières pour leur apprendre à chanter. La ville de Lyon n'a jamais ménagé ses encouragements aux initiatives morales et artistiques, et je demande au Conseil municipal de ratifier la décision de la Commission du budget.

(L'article 194 bis, mis aux voix, est adopté au chiffre de 200 francs).

M. RIVIÈRE : Messieurs, l'Administration et le Conseil municipal ont été saisis de plusieurs demandes tendant au rétablissement de la subvention de 7,500 francs accordée autrefois aux sociétés lyonnaises de tir.

Vous savez que j'ai formulé une proposition devant la Commission du budget ; je la renouvelle ce soir en séance publique. Cette proposition consiste à rétablir les subventions qui ont figuré dans nos budgets jusqu'en 1904, avec cette différence toutefois que le chiffre total, qui était précédemment de 7,500 francs serait réduit à 4,500 francs, soit une allocation de 1,500 francs à chacune de nos trois sociétés de tir.

Vous avez reçu, Messieurs, un exposé des motifs concernant cette proposition ; je n'y ajouterai rien, si ce n'est une considération spéciale au sujet de la Société de tir de Lyon qui, à tort ou à raison, passe pour la plus riche des trois sociétés lyonnaises. Voici les renseignements que j'ai recueillis sur cette société :

L'école de tir, entretenue par la Société de tir de Lyon, compte 1,950 élèves, c'est-à-dire, en chiffres ronds, 2,000 jeunes gens auxquels la Société fournit gratuitement l'éducation du tir, le stand, les armes et les cartouches. A côté de cela, elle a pris la charge d'enseigner le tir aux élèves de nos écoles supérieures, à ceux du Lycée, de l'Ecole normale, etc. C'est donc là un ensemble de services très intéressants qu'elle rend à la jeunesse des écoles.

Les subventions accordées par la ville de Lyon aux sociétés de tir ont été supprimées d'une façon quelque peu inopinée, puisqu'elles figuraient encore au projet de budget présenté par l'Administration, pour l'exercice 1905, et qu'elles en ont été rayées brusquement, sur la proposition de quelques membres de cette Assemblée.

M. CHAT : D'une façon inopinée, dites-vous, mais renouvelée.

M. RIVIÈRE : Ces subventions, je le maintiens, ont été supprimées d'une façon inopinée pour les sociétés de tir. Je sais bien que le Conseil municipal a agi avec réflexion et qu'en votant la suppression de ces subventions, nos collègues savaient ce qu'ils faisaient. Mais ce vote a été pour les sociétés de tir un résultat inattendu et leur a causé un grave préjudice.

Depuis leur fondation, qui remonte au lendemain de la guerre — je crois que l'une d'elles a été fondée en 1871 ou 1872 — les sociétés lyonnaises de tir recevaient de la Municipalité une subvention qui constituait un élément important dans leur budget. Tout à coup, en 1904, à la fin de l'année, le Conseil municipal décida de supprimer

toute allocation à ces sociétés. Vous admettez bien, Messieurs, que cette brusque décision n'a pas été sans jeter un certain trouble dans leur fonctionnement.

Malgré la subvention de la Ville, les sociétés de tir se trouvaient déjà dans une situation financière malaisée. Depuis 1904, si l'on en croit les rapports de leurs Conseils d'administration, elles seraient en déficit. Toutes, je crois, ont accusé en 1905, une perte sèche correspondant à la subvention municipale qu'elles avaient toujours encaissée jusqu'alors.

M. VOILLOT : Parlez-vous du concours international de tir ? Au Conseil général, on n'a pas pu obtenir un bilan exact.

M. RIVIÈRE : Je ne crois pas que le bilan dont parle notre collègue M. Voillot ait pu être inexact, à moins qu'on ne le considère comme frauduleux. En tout cas, le Conseil général subventionne les sociétés de tir.

M. VOILLOT : Mais il a refusé de combler le déficit causé par le concours.

M. RIVIÈRE : Je répète au Conseil municipal l'un des arguments dont je me suis déjà servi pour demander à la Commission du budget le rétablissement de ces subventions, c'est qu'une récente circulaire ministérielle provoquait dans chaque commune la création d'œuvres post-scolaires de tir.

M. LE MAIRE : Cela ne coûte pas cher au Gouvernement. (*Rires.*)

M. RIVIÈRE : Et maintenant, j'arrive à l'observation qui me sera forcément faite et que je prévois d'avance de la part de M. le Rapporteur : que c'est à l'Etat qu'il appartient de subventionner les Sociétés de cette catégorie pour leur permettre de rendre les services que ces Associations sont appelées à rendre. C'est peut-être exact ; mais, comme le disait M. le Maire à propos d'une observation d'un de nos collègues, c'est encore là une expérience qui ne se réalisera probablement jamais.

N'appartient-il donc pas à une Ville comme la nôtre de donner l'exemple en accordant des subventions à ces Sociétés ? Après le vote de la loi militaire qui a réduit à deux ans la durée du service actif, quand nous allons voir la période des vingt-huit jours réduites à quinze et peut-être à neuf jours, n'est-il pas de notre devoir de favoriser les Sociétés de tir ?

Il est incontestable que les services rendus par ces Sociétés sont d'un intérêt général et que les Municipalités ont le devoir de les encourager comme l'a fait la ville de Lyon de 1871 à 1904. Subventionner les Sociétés de tir, c'est les aider à rendre des services précieux à la défense nationale, et en demandant le vote au scrutin public, je propose au Conseil municipal de rétablir les subventions qui existaient dans nos anciens budgets, non pas au chiffre total de 7,500 francs, mais en ramenant ce chiffre à 4,500 francs, c'est à dire en al-

louant une subvention de 1,500 francs à chacune des trois Sociétés lyonnaises de tir : la Société de tir de Lyon, la Société de tir de l'armée territoriale et la Société des tireurs du Rhône.

Je demande l'appel nominal.

M. LE MAIRE : Je ne suis pas du tout d'accord avec M. Rivière.

Le Conseil municipal connaît cette question, et l'Administration oppose chaque année le même argument aux demandes qui lui sont faites. L'Administration soutient, et croit en avoir le droit, que seul le Gouvernement a le devoir d'encourager les Sociétés de tir. Je dirai même, contrairement à l'opinion de M. Rivière, que s'il y a une Société intéressante, c'est surtout la Société de tir de l'armée territoriale, organisée d'une façon tout à fait démocratique, et qui a toujours fonctionné sous le contrôle et la surveillance de véritables républicains. Il faut bien que cette Société sache que si nous lui refusons toute subvention, nous ne mettons pas en doute son caractère démocratique.

L'occasion est excellente pour que nos députés et nos sénateurs interviennent auprès du Gouvernement et réclament une subvention en faveur des Sociétés de tir. Si le Gouvernement réalise la réforme qui lui est demandée, des 28 et 13 jours, il fera de ce fait des économies qui pourraient lui permettre d'encourager les initiatives dont on nous entretient. Nous n'avons qu'à nous retourner du côté de nos représentants en les priant d'intervenir dans ce sens auprès du Gouvernement. L'Administration s'oppose, pour des raisons d'économie, à la réinscription au budget de la subvention aux sociétés de tir.

Messieurs, je mets aux voix la proposition de M. Rivière. Ceux d'entre vous qui sont d'avis de l'adopter voteront *oui*, les autres voteront *non*.

Ce vote n'a pas du tout le caractère d'une manifestation dirigée contre des gens que nous estimons ; mais nous croyons en administrateurs conscients de notre devoir, que la Ville ne doit pas supporter cette charge.

Le vote par appel nominal donne les résultats suivants :

Votants.....	40
Majorité absolue.....	21
Oui.....	5
Non.....	35

(Le Conseil n'a pas adopté.)

Ont voté OUI : MM. Hoffherr, Jacquet, Nové-Josserand, Pic, Rivière.

Ont voté NON : MM. Abel, Arnaud, Arnoud, Barbero, Bataille, Baudry, Beauvisage, Bizet, Cadet, Carle, Chat, Curtelin, Cusset, Fagot, Falconnier, Faure (Jean), Foret, Gadoud, Godart, Gorjus, Manus, Marro, Menut, Mousset, Novel, Renard, Richerand, Rognon, Roustang, Roux, Thévenon, Tixier, Veyron, Voidier, Voillot.

Absents au moment du vote ou n'y ayant pas pris part : MM. Herriot, Mermillon, Piaton, Vial.

Absents excusés : MM. Brunard, Decléris, Fort (Victor), Gourju, Jacquier, Marietton.

M. LE MAIRE : Messieurs, je mets aux voix l'ensemble du paragraphe 14, au chiffre de 553,617 francs.

(Adopté.)

15^e Dépenses diverses.

(Art. 195 à 213 inclus.)

Crédits proposés par l'Administration et admis par la Commission Fr. 556.230

(Les articles 195 à 213 inclus sont mis aux voix et adoptés sans discussion.)

M. LE MAIRE : Messieurs, je mets aux voix l'ensemble du paragraphe 15 au chiffre de 556,230 francs.

(Le Conseil adopte.)

16^e Fonds spéciaux.

(Art. 214 à 231 inclus.)

Crédits proposés par l'Administration et admis par la Commission Fr. 172.556

(Les articles 214 à 231, mis successivement aux voix, sont adoptés conformément aux propositions de l'Administration et de la Commission, ainsi que l'ensemble du paragraphe 16 dont le total s'élève à la somme de 172.556 fr.)

RÉCAPITULATION DES DÉPENSES ORDINAIRES.

La récapitulation des dépenses ordinaires est mise aux voix et adoptée aux chiffres suivants :

1 ^o Frais généraux d'administration.....	Fr. 784.900
2 ^o Frais de perception et de régie.....	755.900
3 ^o Justice, police et hygiène publique.....	304.840
4 ^o Service d'incendie.....	174.140
5 ^o Inhumations et cimetières.....	392.500
6 ^o Bâtiments communaux.....	1.338.225
7 ^o Service des concessions d'eaux.....	1.442.020
8 ^o Voirie urbaine.....	4.335.095
9 ^o Voirie vicinale.....	371.700
10 ^o Cultures et promenades.....	203.453
11 ^o Instruction publique.....	2.867.050
12 ^o Lettres, sciences et arts.....	754.010
13 ^o Assistance publique.....	1.816.999
14 ^o Subventions.....	553.617
15 ^o Dépenses diverses.....	556.230
16 ^o Fonds spéciaux.....	172.556
Total.....	Fr. 16.823.235

CHAPITRE II.

DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.

1^o Emprunts et dettes à long terme.

(Art. 1 à 7 inclus.)

Crédits proposés par l'Administration et admis par la Commission Fr. 4.808.045

(Les articles 1 à 7, successivement mis aux voix, sont adoptés aux chiffres proposés par l'Administration et la Commission.)

M. LE MAIRE : Je mets aux voix le total du paragraphe 1^{er} des dépenses extraordinaires, s'élevant à 4,808,045 fr. 51.

(Adopté.)

2^e Dépenses diverses. (Art. 8 à 11 inclus.)

Crédits proposés par l'Administration et admis par la Commission.....Fr. 315.000 »

(Les articles 8 à 11, mis aux voix successivement, sont adoptés aux chiffres proposés par l'Administration et la Commission.)

M. LE MAIRE: Je mets aux voix le total du paragraphe 2, au chiffre de 315,000 francs.

(Adopté.)

RÉCAPITULATION DES DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.

La récapitulation des dépenses extraordinaires, mise aux voix, est adoptée aux chiffres suivants :

1 ^o Emprunts et dettes à long terme.....Fr.	4.808.045 51
2 ^o Dépenses diverses.....	315.000 »
Total.....Fr.	5.123.045 51

RÉCAPITULATION GÉNÉRALE DES DÉPENSES.

M. LE MAIRE: Messieurs, je mets aux voix la récapitulation générale des dépenses, aux chiffres suivants :

Dépenses ordinaires...Fr.	16.823 235 »
— extraordinaires .	5.123.045 51
Total.....Fr.	21.946.280 51

(Adopté.)

BALANCE.

M. LE MAIRE: La récapitulation du projet du budget municipal pour l'exercice 1908 se traduit ainsi :

Recettes.....Fr.	22.637.876 78
Dépenses.....	21.946.280 51
Excédent de recettes..Fr.	691.596 27

Messieurs, je mets aux voix la récapitulation générale, se soldant par un excédent de recettes de 691.596 fr. 27 ainsi que l'ensemble du projet de budget pour 1908.

(Le Conseil adopte.)

M. LE MAIRE: L'ensemble du budget est adopté à l'unanimité moins une voix.

M. ARNAUD: Je me permettrai de demander à notre collègue M. Nové-Josserand, pourquoi il n'a pas voté l'ensemble du budget pour 1908, alors qu'il n'a présenté aucune observation au cours de la discussion ?

M. NOVÉ-JOSSERAND: Monsieur Arnaud, je trouve votre question un peu étrange, ma réponse sera très simple. Le budget est établi suivant la manière de voir de la majorité du Conseil qui n'est pas la mienne; en conséquence, je ne le vote pas.

M. LE MAIRE: Il est du droit strict de notre collègue de voter contre le projet de budget. Je regrette seulement qu'il n'ait pas cru devoir me faire l'honneur de me poser une seule question; j'aurais eu plaisir à lui répondre.

Création d'un poste permanent de sapeurs-pompiers dans le quartier de Vaise. — Location de l'immeuble rue du Tunnel, 35.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre un projet de bail consenti à la Ville par M. Joly, propriétaire, pour la location de l'immeuble rue du Tunnel, 35, destiné à l'installation d'un premier poste permanent de sapeurs-pompiers, dont la création a été décidée par votre délibération du 24 juin dernier.

Ce projet comporte la location de la totalité de l'immeuble rue du Tunnel, 35, d'un entrepôt dépendant du n° 12 de la rue Cottin et d'une cour commune aux deux immeubles, pour une période de dix-huit années à partir du 25 décembre 1907.

Le prix annuel de location est fixé à la somme de 3,000 francs, plus le remboursement de l'impôt des portes et fenêtres et des taxes municipales assises sur l'immeuble.

La création de ce poste nécessitera divers travaux de transformation et d'aménagement nécessaires pour supprimer les servitudes que deux locataires de la rue Cottin, 12, possèdent sur le n° 35 de la rue du Tunnel.

La Ville devra, en outre, entretenir les locaux loués de toutes les réparations locatives pendant la durée du bail.

Enfin, la Ville se réserve la faculté d'affecter cet immeuble à tous autres services publics et même de le sous-louer en tout ou partie si elle le désire.

Je vous propose, Messieurs, d'approuver ce projet de bail.

Lyon, le 18 décembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Sur la proposition de M. ROUSTANG, rapporteur de la Commission spéciale, le Conseil approuve le projet de bail consenti par M. Joly.

Groupe scolaire de Montchat. — Installation d'une annexe avenue du Château, 44.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre un projet de bail consenti à la Ville par M. Morandy, pour la location du rez-de-chaussée de la maison située avenue du Château, 44. Ce local est destiné à l'installation d'une classe annexe au groupe scolaire de Montchat, devenu insuffisant.

Ce projet de bail est conclu pour une période de neuf années qui commencera le 24 décembre prochain, avec faculté annuelle de dédit pour la Ville seulement à partir de la 3^e année.

Cette dernière clause réserve à la Ville la possibilité de transférer cette classe dans le groupe scolaire de Montchat, dès que les travaux d'agrandissement de ce groupe seront terminés, sans conserver la charge de ce local.

Le prix annuel du loyer est fixé à la somme nette de 400 francs, payable par semestre à la Caisse municipale.

Enfin, la Ville devra supporter toutes les réparations et transformations nécessaires à l'aménagement du local, et devra à son départ remettre les lieux en leur état actuel.

Je vous propose, Messieurs, d'approuver ce projet de bail.

Lyon, le 2 décembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, il s'agit d'un projet de bail consenti à la Ville par M. Morandy, pour la location du rez-de-chaussée de sa maison située avenue du Château, 44. Ce local est destiné à l'installation d'une classe annexe au groupe scolaire de Montchat devenu insuffisant.

Le prix annuel du loyer est fixé à la somme nette de 400 francs.

Je tiens à signaler à l'Administration l'extrême urgence qu'il y a à hâter les travaux d'agrandissement de ce groupe, dont certaines classes ont 70 et même 80 élèves.

En conséquence, Messieurs, je vous propose, au nom de votre Commission générale, d'approuver ce projet de bail avec les clauses et conditions qui y sont indiquées.

Le Rapporteur,
F. MOUSSET.

(Le Conseil adopte.)

Lycée de jeunes filles. — Bourse municipale.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, il existe une bourse vacante d'externe surveillée, au lycée de jeunes filles.

J'ai l'honneur de vous proposer de l'attribuer à M^{lle} Marie-Louise Beaudevin, qui remplit les conditions réglementaires.

Cette désignation aura son effet à partir du 1^{er} janvier 1908.

Lyon, le 5 décembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Sur la proposition de M. GORJUS, rapporteur de la Commission spéciale, le Conseil accorde une bourse d'externe surveillée à M^{lle} Marie Louise Beaudevin.

Crèche municipale rue d'Isly, 8. — Renouvellement du bail.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre un projet de bail consenti à la Ville par M^{me} veuve Visseaux, pour le renouvellement de la location de la crèche municipale installée rue d'Isly, 8.

Ce projet comporte la location des mêmes locaux que ceux occupés actuellement par la Ville, pour une période de neuf années, qui commencera le 24 décembre 1907. La Ville se réserve cependant la faculté de pouvoir donner congé annuellement à partir de la troisième année.

Le prix du loyer reste fixé à la somme nette de 400 francs.

Enfin, la propriétaire devra faire exécuter diverses réparations et améliorations demandées par le Bureau d'hygiène.

Je vous propose, Messieurs, d'approuver ce projet de bail.

Lyon, le 9 décembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Le Conseil, sur la proposition de M. GORJUS, rapporteur de la Commission spéciale, approuve le projet de renouvellement de bail, pour la crèche, rue d'Isly, 8.

Projet de construction des Abattoirs et du Marché aux bestiaux de la Mouche.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre le projet dressé par M. Tony Garnier, architecte, en vue de la construction des abattoirs et du marché aux bestiaux projetés à la Mouche.

Ce projet a été étudié, remanié et arrêté enfin par une Commission technique instituée à cet effet, de telle façon que les établissements projetés puissent être des établissements modèles.

L'emplacement des futurs établissements est situé entre le chemin de la Vitriolerie à Saint-Fons, le chemin de Debourg, le chemin des Culattes et une ligne allant de ce dernier chemin au chemin de la Vitriolerie. Il mesure une superficie de 210.000 mètres carrés.

La voie ferrée de service traversera le terrain et aura deux issues : l'une au Sud-Est pour le raccordement par le chemin des Ballonnières avec la gare de la Mouche ; l'autre au Nord-Ouest pour le raccordement par le pont projeté sur le Rhône avec la gare de Perrache 2. Sur son parcours intérieur seront disposés des quais pour le débarquement des animaux.

Les bâtiments seront orientés du Nord au Sud. Cette orientation satisfaisant à l'éclairage des bâtiments et à la circulation des vents de la région sera favorable à l'enlèvement rapide des odeurs.

Le marché aux bestiaux, les écuries, les abattoirs et l'abattoir hippophagique seront desservis par des entrées distinctes.

MARCHÉ AUX BESTIAUX ET ÉCURIES.

L'entrée du marché sera située sur le chemin de Debourg près du chemin de

la Vitriolerie. A l'entrée seront disposés les services suivants : au centre, un bureau vitré de surveillance ; à gauche, le bâtiment d'administration ; à droite le logement du gardien, le bureau du vétérinaire, le logement du percepteur, etc.

En face de l'entrée se trouvera la grande halle du marché des animaux de boucherie, pouvant contenir 2.100 bœufs, 2.000 veaux et 8.000 moutons. Sa toiture sera supportée par une charpente métallique ; l'éclairage sera fait au moyen de baies verticales dont les éléments mobiles permettront une ventilation à volonté ; le sol sera pavé avec des pavés de grès cérame ; des bascules seront placées aux endroits indiqués sur le plan par les lettres C. E. G.

Autour de cette grande halle, une voie de plus de 20 mètres de largeur sera plantée d'arbres. Sur cette voie, à gauche et au nord, sera le passage réservé aux animaux se rendant du marché à l'abattoir de boucherie, avec poste de surveillance et bassin pédiluve. Au sud et du même côté, sera le passage réservé aux porcs destinés à la charcuterie, avec mêmes dépendances, poste et bassin pédiluve. A droite, la voie sera bordée par les parcs des animaux débarquant directement des trains ou se réembarquant.

Aux deux extrémités Nord et Sud de cette grande halle seront les services de contrôle et de perception, de nombreux lavabos, water-closets et urinoirs.

A la suite sera le *Marché aux porcs*, dont la construction présentera beaucoup d'analogie avec celle des animaux de boucherie.

Ce marché servira en même temps d'écurie et pourra contenir 3.680 porcs. Bien que plus petit que le précédent, il aura les mêmes dépendances et, en plus, une cuisine pour les animaux. Un service de waggons bas avec bascules automatiques permettra de peser et de conduire les animaux du marché aux écuries d'attente de la charcuterie.

Un peu à droite se trouvera l'emplacement réservé à l'enlèvement des fumiers. Cet emplacement sera surélevé et percé de trémies par lesquelles on projetera les fumiers dans les wagons qui stationneront au-dessous.

Au fond, seront les quais de débarquement des porcs et les parcs.

Les *bâtiments des écuries* occuperont le Sud du terrain. Ils seront séparés par une grille de ceux du marché et de l'abattoir pour permettre de contrôler les animaux au passage. L'accès au marché sera pourvu d'un poste de surveillance et de bassins pédiluves. Les bâtiments des écuries contiendront plusieurs rangs d'animaux ou de box, séparés par des allées ou passages au nombre de quatre.

Les six bâtiments seront ainsi répartis : trois seront réservés aux gros animaux et pourront contenir 2.062 bœufs ; un sera réservé aux veaux et pourra en contenir 2.184 ; les deux autres seront réservés aux moutons et pourront en contenir 9.072.

Partout les mangeoires en grès seront

pourvues d'eau. A chaque rang d'animaux se trouveront les installations nécessaires pour assurer les services : abat-foin, W.-C. pour les gens de service, escaliers et monte-charge pour les fenils.

Les fenils seront situés au dessus des écuries et desservis chacun dans toute la longueur par des voies et waggons pour le transport des fourrages. Des ponts relieront entre eux, au premier étage, les divers bâtiments. A l'Ouest, seront les ascenseurs. Les extrémités Sud des écuries feront face aux quais. Les parcs servant au débarquement des animaux et correspondant d'un côté avec les portes des wagons donneront, de l'autre côté, par d'autres portes, accès aux écuries et aux rues les séparant.

ABATTOIRS.

L'entrée des abattoirs sera sur le chemin des Culattes, et les services suivants y seront disposés : au centre, un bureau vitré de surveillance ; à gauche, le bâtiment d'Administration où se trouveront les bureaux et services du Directeur, des vétérinaires, du percepteur, des contrôleurs, et l'Inspection des viandes foraines. Des logements sont prévus au premier et au deuxième étage ; à droite, le bâtiment des Syndicats, avec l'habitation d'un gardien et le bureau pour les postes, télégraphes et téléphones. Ce bâtiment contiendra une grande salle de réunion et une vingtaine de bureaux, répartis dans les deux étages, avec les dépendances nécessaires : vestiaires, water-closets, lavabos.

A la suite du bâtiment de l'Administration, se trouvera la cour de service autour de laquelle seront les écuries et remises pour les charcutiers ; de même, après le bâtiment des Syndicats, sera la cour de service des écuries et remises à l'usage des bouchers.

Près du bâtiment de l'Administration sera l'habitation du Directeur ; elle donnera sur le chemin des Culattes, un petit jardin la séparera du bâtiment des laboratoires.

En face de l'entrée sera une grande rue couverte ou hall d'intercommunication, des deux côtés de laquelle seront disposés les bâtiments des abattoirs.

C'est dans cette rue que circuleront les voitures pour le chargement des viandes ; c'est aussi là que seront installés les rails aériens destinés à transporter les viandes soit aux voitures, soit à l'entrepôt frigorifique.

La boucherie, sur la droite de la rue couverte, se composera de quatre salles d'abatage ; chacune de ces salles servira à l'abatage des gros animaux sur l'un de ses côtés et à l'abatage des petits animaux sur l'autre côté. Les cinq écuries d'attente dans lesquelles seront répartis les animaux venant du marché, seront situées entre les salles d'abatage, de manière que les animaux n'aient en sortant qu'une rue à traverser pour arriver à l'endroit désigné pour l'abatage.

Chacune des salles d'abatage sera pourvue de toutes les dépendances nécessaires : service de contrôle, service

1° CONSTRUCTION DES BATIMENTS

N° des chapitres	DÉSIGNATION DES TRAVAUX	ECURIES du MARCHÉ	SECTION SANITAIRE	ÉCURIES MARCHÉ DES PORCS	MARCHÉ DES ANIMAUX DE BOUCHERIE	ABATTOIRS BOUCHERIE	GRAND HALL d'insémination	CHANDRIERIE	ENTREPOSITS frigorifiques	MACHINES (Châssis d'Essai)	TRIPIERIES ET ANNEXES	SERVICE de l'entrée des Abattoirs	ABATTOIR hygiénique	FUMIERS	TOTAL PAR NATURE DE TRAVAUX
1	Clôtures des chantiers.....														15.500 »
1bis	Terrassements, remblais.....	62.600 »	13.251 »	45.036 »	101.799 »	53.015 »	47.637 20	20.831 »	30.784 50	43.098 »	38.896 »	34.046 »	9.060 »	300 »	410.353 70
2	Maçonneries.....	512.000 »	427.749 »	93.064 »	299.404 »	304.985 »	40.795 80	436.970 »	113.929 50	161.952 »	160.104 »	199.154 »	62.140 »	3.100 »	2.212.344 30
3	Pierres de taille.....	45.200 »	27.560 »	60.040 »	241.940 »	46.380 »	46.780 »	18.700 »	12.750 »	83.090 »	59.500 »	170.900 »	24.000 »	1.200 »	778.040 »
4	Ciments.....	34.400 »	7.360 »	2.250 »	3.450 »	17.902 »		2.130 »	830 »	4.578 »	3.300 »	3.560 »	1.500 »		77.960 »
5	Charpente métallique.....		8.000 »	183.040 »	1.037.760 »	40.320 »	142.560 »	140.800 »	24.000 »	40.480 »		12.000 »			1.628.960 »
6	Ciments armés pour planchers et toitures, bandeaux en terre cuite, ciment pignoux pour toitures.....	661.600 »	63.200 »	5.888 »	87.357 50	265.798 »	50.000 »	69.320 »	163.700 »	44.700 »	74.200 »	92.100 »	30.100 »	10.200 »	1.618.163 50
7	Zinguerie.....	13.000 »	9.880 »	55.447 40	207.892 50	34.300 »	23.200 »	19.150 »	8.750 »	2.102 »	9.800 »	9.300 »	2.500 »		395.321 90
8	Menuiserie.....				11.000 »	9.800 »		5.790 »			2.700 »	54.300 »	5.800 »		89.390 »
9	Serrurerie.....	54.000 »	15.200 »	59.400 »	422.200 »	60.400 »	21.000 »	13.709 »	4.800 »	18.400 »	40.000 »	42.400 »	16.700 »		465.209 »
10	Plâtrerie, peinture.....	24.600 »	6.400 »	17.584 60	84.100 »	25.900 »	9.427 »	14.700 »	8.356 »	7.100 »	9.600 »	50.440 »	6.500 »		204.707 60
11	Vitrierie.....	9.500 »	2.500 »	12.150 »	29.700 »	13.950 »	5.000 »	12.000 »	14.600 »	2.700 »	6.300 »	20.100 »	2.900 »		131.400 »
12	Carrelages, revêtements en céramique.....	85.700 »	20.500 »	61.000 »	244.700 »	122.250 »		97.000 »	87.000 »	17.700 »	40.500 »	67.000 »	12.500 »		855.850 »
13	Appareils sanitaires.....	8.000 »	2.000 »	5.000 »	13.000 »	18.000 »		8.000 »		1.800 »	4.600 »	14.000 »	4.000 »		78.400 »
14	Marbrerie.....				900 »							4.000 »	300 »		5.200 »
15	Fumisterie.....				600 »							2.300 »	300 »		3.200 »
	TOTAL par bâtiments.....	4.510.600 »	303.600 »	569.900 »	2.455.500 »	1.010.000 »	326.400 »	559.100 »	466.500 »	394.700 »	449.500 »	775.600 »	178.300 »	14.800 »	9.030.000 »
	Travaux en dehors des bâtiments :														
16	Pavages, cours, chaussées.....	91.790 »	27.716 »	32.500 »	225.000 »	80.950 »	85.000 »	9.025 »	75.000 »	25.000 »	142.500 »	127.500 »	29.500 »	951.481 »	951.481 »
17	Egouts.....													230.000 »	230.000 »
18	Voies ferrées.....													170.000 »	170.000 »
	TOTAL des Travaux.....														9.955.574 »
	Honoraires de l'Architecte et frais d'agence 5 %/..													451.500 »	451.500 »
	Travaux imprévus, 1/20.....													474.074 »	474.074 »
	TOTAL du devis de la construction (à reporter).....														11.307.055 »

2° INSTALLATIONS SPÉCIALES

N° des chap.	1° ^{er} des chap.	Report
19	Moteurs à vapeur et transmissions.....	85.760 »
20	Chaudières et tuyauteries de vapeur.....	498.287 »
21	Matériel d'abattoir.....	1.564.317 50
22	Chemin de fer à voie étroite.....	56.595 »
23	Serrurerie spéciale.....	131.630 »
24	Appareils de pesage.....	24.450 »
25	— de levage.....	9.600 »
26	Pompes et conduites d'eau.....	83.501 »
27	Eclairage et conduites électriques.....	111.815 »
28	Chauffage à vapeur.....	120.654 »
29	Groupe électrogènes et moteurs électriques.....	67.810 »
	A reporter.....	2.454.019 50
	Report.....	2.454.019 50
30	Appareils frigorifiques.....	284.500 »
31	Atelier de réparations.....	14.515 »
32	Installation des laboratoires.....	29.200 »
	TOTAL.....	3.781.234 50
	Honoraires de l'architecte et frais d'agence 5 %/..	139.411 70
	TOTAL du 2° devis.....	2.921.346 20
	TOTAL du 1° ^{er} devis.....	11.307.055 »
	TOTAL des deux devis.....	14.228.401 20

de perception avec pesage automatique, réfectoire pour les garçons bouchers, lavabos, water-closets, urinoirs, salles de douches et vestiaires personnels.

Les écuries d'attente auront des dépendances analogues à celles des écuries du marché.

Les treuils d'abatage, au nombre de 188, seront reliés au frigorifique et à la rue couverte par de nombreux rails aériens destinés à assurer, soit le départ à volonté des viandes, soit leur dépôt au frigorifique.

Chaque boucher aura deux espaces, séparés seulement par la circulation aérienne des viandes abattues : l'un, pour l'abatage des gros animaux, l'autre, pour l'abatage des petits.

Les salles aérées et éclairées verticalement recevront le chauffage à vapeur dans la saison froide. L'eau potable et non potable y sera distribuée en grande abondance.

La *Triperie* sera située derrière les salles d'abatage, c'est-à-dire du côté du chemin de Debourg.

A son entrée, en venant de l'extérieur, se trouvera la cour des écuries et remises à l'usage des tripiers ; puis, à l'entrée du bâtiment principal, les services et dépendances : contrôle, perception, réfectoire, vestiaires personnels, lavabos, w. cl., urinoirs, salles de douches.

En venant de la boucherie, se trouvera le hall couvert pour l'ouverture et le vidage des panses. Les trémies du sol permettront de projeter les matières stomacales dans les wagons destinés à leur transport. Ces wagons seront situés en-dessous des trémies. De grands bacs seront installés pour un lavage sommaire.

A la suite sera une salle destinée au premier travail ; de grandes cuves et des bacs en grand nombre seront répartis sur les parois.

La seconde salle, atelier des tripiers aura un emplacement pour chacun où s'opérera le finissage. Les tripiers auront à leur disposition des cuves, des bacs et des tables en grand nombre, l'eau chaude, l'eau froide et l'eau potable. Cette dernière salle pourra être chauffée en hiver.

De l'autre côté de l'entrée, en venant de la boucherie, seront les magasins pour les os, le sang, la graisse, les poils, les ongles, cornes, etc., et le magasin des peaux.

Chacun de ces bâtiments sera isolé, éclairé et ventilé de toutes parts.

La *charcuterie* sera à gauche de la rue couverte.

Deux bâtiments figurent sur le plan mais un seul, pouvant suffire amplement aux besoins actuels, sera à exécuter.

A l'entrée du bâtiment projeté seront les services de contrôle, de perception, avec pesage automatique, un réfectoire, des vestiaires personnels, des lavabos, des W.-C., des urinoirs et des salles de douches.

Le surplus du bâtiment sera divisé en quatre parties dont une seule sera vraiment close par des portes : celle qui servira d'écurie d'attente, contenant les animaux amenés du marché et répartis

dans des box. Des portes donneront accès à la seconde partie, ou espace réservé à l'abatage. Des grues prendront les animaux pour les porter soit dans les cuves, pour les ébouillanter, soit dans les brûloirs (huit cuves et deux brûloirs sont prévus). Ces mêmes grues les reprendront pour les déposer sur les tables à épiler. De là, des ponts roulants les transporteront à n'importe quelle place du pendoir (3^e partie) pour le travail définitif. Une triperie ou dégraissoir subdivisée, constituera la quatrième partie du bâtiment et contiendra un service complet de bacs et tables pour chaque opérateur.

Entre le pendoir et la triperie circuleront les chariots, sur rails aériens, qui transporteront les animaux, soit pour le chargement direct à l'extérieur, soit au frigorifique.

L'*entrepôt frigorifique*, sur la gauche de la rue couverte, sera divisé en trois parties, savoir : 1^o la salle de vente communiquant par ces rails avec les deux dépôts ; 2^o le dépôt sera divisé lui-même en deux parties : le rafraichissoir et la salle des cases ; ces cases, de 1 m. 50 x 2 mètres seront au nombre de 510 environ ; 3^o le dépôt pour la charcuterie, composé du rafraichissoir, de la salle des cases et du saloir. Les cases, de mêmes dimensions que celles du dépôt de boucherie, seront au nombre de 290 environ. Le saloir comportera environ 86 bacs à saisons de dimensions diverses. La température sera appropriée aux besoins de chacun des services.

Il convient de remarquer que le frigorifique pourrait être doublé, si la nécessité venait à être reconnue, en exhaussant le bâtiment d'un étage.

Le *bâtiment des machines*, à l'entrée de la rue couverte et à gauche, recevra les chaudières, les machines, les condenseurs, les réfrigérants. Il aura comme dépendances : un atelier de réparations, un W.-Cl., des urinoirs, des lavabos-douches, un réservoir d'eau et un dépôt de charbons. Les machines serviront à alimenter tous les bâtiments en eau potable et en eau non potable chaude ou froide. Elles pourvoiront, en outre, au chauffage, au rafraichissement et à l'éclairage électrique.

La *section sanitaire* sera située entre les écuries du marché et l'entrée des écuries des animaux amenés à pied, entrée qui donnera sur le chemin des Culattes.

A cette entrée seront ménagés des parcs pour l'examen des animaux. De ces parcs, les animaux suspects seront dirigés sur la section sanitaire.

Les écuries de cette section pourront recevoir un grand nombre d'animaux en cas d'épidémie ; au premier étage, des fenils seront aménagés d'une façon semblable à ceux des écuries déjà décrites. Un abattoir complet, avec salles d'autopsie et de dénaturations de viandes saisies sera annexé à la section sanitaire.

Des quais de débarquement serviront aux animaux signalés au départ ou ramenés en wagon.

L'*abattoir hippophagique* aura son en-

trée chemin des Culattes, près du passage de la voie ferrée.

Un quai de débarquement et des parcs pour l'arrivée des animaux, une écurie, une salle d'abatage, une triperie, une resserve des viandes abattues, des dépendances (vestiaires, contrôle, perception, w.-c., urinoirs, lavabos, douches), composeront l'abattoir.

Des écuries et remises seront également réservées à l'usage des bouchers.

L'enlèvement des fumiers et des matières stomacales se fera par la même voie qui servira à l'enlèvement des matières provenant de l'abattoir de la section sanitaire.

Un logement de garde servira à la surveillance de cet établissement ainsi qu'à celle du passage des voies.

Les bâtiments auront des toitures à faible pente, vu leur très grande largeur ; ces toitures seront soit en ciment armé et recouvertes de ciment ligneux, soit en tôle ondulée, galvanisée.

Les rues seront pavées et les pavés seront noyés dans du bitume. Elles seront bordées de trottoirs dans toutes les parties où circuleront les voitures.

Le sol des bâtiments sera pavé en pavés de grès, à part celui des écuries, qui sera en plotets vitrifiés. Les bâtiments des services recevront des planchers appropriés.

Les murs seront revêtus de produits céramiques jusqu'à une hauteur d'environ deux mètres.

De puissants ventilateurs seront installés dans toutes les salles de travail.

Des égouts de large section déverseront les eaux usées dans un bassin d'assainissement situé à l'extérieur, près du Rhône.

D'après les devis dressés par M. Garnier, la dépense pour la *construction totale des bâtiments* est évaluée à la somme de 14,228,401 fr. 20, se répartissant comme il est indiqué dans le tableau ci-dessous.

Il y a lieu de remarquer que cette évaluation se rapporte à la *totalité des constructions et installations* indiquées sur le plan d'ensemble joint au dossier.

Or, de l'avis de M. l'Inspecteur principal de la boucherie, chargé de la direction des abattoirs, on peut, sans nuire pour cela aux besoins de la consommation, ajourner à une époque indéterminée la construction du hall de la charcuterie (côté Ouest), ainsi que la construction du hall d'abatage et de l'écurie des veaux situés également sur le côté Ouest de l'abattoir.

Dès lors, le devis pourra être réduit d'une somme de 800,000 francs environ, et la dépense à faire immédiatement s'élèvera à la somme de 13,428,400 fr. environ, en chiffre rond.

Sous réserve des modifications à apporter au devis en vue de cette réduction de dépense, j'ai l'honneur de vous proposer, Messieurs, de vouloir bien approuver le projet qui vous est soumis et décider que la dépense sera imputée jusqu'à concurrence de 4,896,730 fr. 44, sur le crédit inscrit au budget supplémentaire de l'exercice 1906 sous le titre : « Construction d'un abattoir à la

Mouche», lequel crédit sera reporté au budget supplémentaire de l'exercice courant.

Le surplus devra être prélevé sur le produit d'un emprunt spécial à contracter et au sujet duquel des propositions vous seront soumises prochainement.

Un rapport vous sera également soumis ultérieurement au sujet de la division des lots et de la mise en adjudication des travaux.

Lyon, le 26 juillet 1906.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, à la suite d'une ordonnance en date du 30 août 1839, supprimant toutes les tueries particulières dans l'intérieur de la ville de Lyon, un abattoir fut créé dans le quartier de Perrache et ouvert le 1^{er} janvier 1840.

A cette époque, les communes de Vaise, la Croix-Rousse et la Guillotière, étaient encore des communes distinctes de celle de Lyon, s'administrant à leur gré.

Cependant, attirées par les commodités et le confort que présentaient cet établissement, ces communes demandèrent et obtinrent l'autorisation d'y être admises.

Quelques années plus tard, le 30 juin 1854, la Municipalité lyonnaise, constatant l'exiguïté de l'abattoir de Perrache, se vit dans la nécessité de permettre aux bouchers des trois communes, pourtant déjà annexées à la ville de Lyon, de tuer chez eux comme autrefois.

Cet état de choses ne pouvait durer et le 15 avril 1858, s'ouvraient le marché et l'abattoir de Vaise, accessibles à tous les arrondissements de la Ville.

Ces constructions réalisaient de notables progrès sur les précédentes mais, comme nous le verrons plus loin, elles étaient bien loin des installations de notre époque, à tous les points de vue.

De 1858 à 1893, soit pendant trente-cinq années, l'exploitation des deux abattoirs et du marché a été laissée à une Compagnie concessionnaire qui réalisa de ce chef de gros bénéfices.

A dater du 9 décembre 1893, la Ville reprenait la gestion de ce service qui, aujourd'hui encore, fonctionne en régie directe.

L'importance du marché de Vaise est considérable.

La situation topographique de notre Ville en fait un centre d'approvisionnement de premier ordre.

Tous les pays d'élevage du centre et du Sud de la France nous expédient leurs produits, et nous voyons nos voisins de Suisse et d'Allemagne venir s'approvisionner sur notre marché.

Avant l'application de certains tarifs douaniers, l'Italie et l'Espagne faisaient avec notre Ville des transactions importantes. Cette source commerciale, tarie jusqu'à nouvel ordre, a été compensée par les éleveurs du Dauphiné, des Savoies, de la Provence, du Charolais, du Forez, de la Bresse et de l'Auvergne.

Le gros contingent de l'espèce ovine nous vient de l'Algérie et de la Tunisie.

Après cet hommage rendu à la valeur commerciale de notre marché, nous sommes bien obligés de reconnaître que ses défauts sont nombreux; nous allons les énumérer :

Aucune règle de l'hygiène n'a présidé à son installation et même, on peut le dire, à son fonctionnement actuel.

Le sol, soit du marché, soit des rues séparant les unes des autres les diverses constructions de nos abattoirs, est un vaste borborygme, dans lequel il faut bien se garder de s'aventurer sans être chaussé comme un chasseur partant au marais.

Tous les bâtiments sont en ruine, les murs décrépis, les dallages brisés et polis par l'usage, les plafonds cachés par les toiles d'araignées, les boiseries disloquées, rapiécées de toutes parts, les toitures faisant fonction de filtres des eaux pluviales.

Tel est l'état des bâtiments.

Ajoutons à cela que les locaux sont mal aérés, mal éclairés, les conduites d'eau perforées en maints endroits, les robinets fatigués laissant couler l'eau d'une façon à peu près permanente et nous aurons une fidèle description de nos antiques abattoirs qui, dans un temps, heureusement peu éloigné maintenant, auront vécu. *Requiescat in pace.*

Quelle comparaison peu flatteuse pour nous de mettre en parallèle nos abattoirs démodés avec celui si coquet, si bien aménagé de notre petite sœur Oullins.

Je n'aurai pas la cruauté d'établir la comparaison avec les établissements si vastes, si hygiéniques, de Cologne, de Dusseldorf, de Francfort, de Leipsig, de Munich, de Nuremberg, etc.

Parlerai-je de celui d'Offenbach, qui joint aux avantages de ceux des autres villes d'Allemagne un luxe que nous n'osons pas rêver pour nos futurs abattoirs.

Des plafonds décorés, des vitraux artistiques, des peintures murales, des bâtiments à l'aspect monumental et jusqu'à un joli lac, bien ombragé, qui en agrément et en embellit l'entrée.

Dans tous les abattoirs de l'Allemagne, le bois est presque absolument proscrit et remplacé par du fer (exception faite, bien entendu, pour les bureaux et appartements.)

Le sol des divers locaux est généralement en grès ou briques pressées, les murs revêtus en faïence sur une partie de leur hauteur.

Les vitrages en fer sont mus automatiquement par des mécanismes ingénieux qui en permettent l'ouverture partielle ou totale, selon les besoins.

Le pavage des voies entre les bâtiments est placé sur bitume, ce qui rend les joints parfaitement étanches et leur nettoyage facile.

Partout des appareils élévatoires rendent le travail commode et d'une exécution beaucoup plus rapide.

Des rails aériens sillonnent les salles

de travail et permettent de transporter sans peine les viandes d'un local à l'autre.

Le service d'inspection des viandes est l'objet d'un soin tout spécial des vétérinaires attachés à ce service.

Des laboratoires et même des musées permettent de conserver certaines pièces intéressantes.

Que dirons-nous des vestiaires à l'usage des bouchers, charcutiers et tripiers?

Alors que chez nous, ils sont absolument nus, dépourvus de tout le nécessaire et même de l'hygiène la plus élémentaire, en Allemagne, ils sont d'une propreté remarquable, munis de petits placards, avec rayons et portemanteaux.

Ils sont chauffés l'hiver et contigus à des lavabos, salles de douches et water-closets.

Une vaste salle sert de restaurant et en cas de besoin de salle de réunions.

Des bureaux sont à la disposition des syndicats.

Des écuries et remises sont installées à proximité de leur travail, pour les bouchers, charcutiers et tripiers.

Des garages de bicyclettes existent dans chaque abattoir.

Enfin, notre attention a été particulièrement retenue par les frigorifiques et les salles de machines.

Des machines puissantes servent à produire l'énergie et la lumière électriques, qui sont distribuées à profusion dans tous les locaux, en même temps qu'elles produisent la température que l'on maintient entre 2 et 4 degrés au-dessus de zéro.

Les frigorifiques sont habituellement installés en sous-sol, cependant il en existe à plusieurs étages.

Ils sont divisés en petits compartiments, ayant l'aspect de multiples cages de fer, avec sol en grès et revêtements céramiques sur les murs.

Chaque cage est munie d'une lampe électrique. Souvent l'allumage de cette lampe se fait automatiquement en ouvrant la porte et s'éteint seule en refermant.

Les cages ont de 2 à 4 mètres de superficie et sont louées aux bouchers, charcutiers et à divers autres commerçants de l'alimentation qui conservent là leurs produits : beurre, œufs, poissons, etc.

Dans chaque abattoir existe une section hippophagique, absolument distincte des autres.

Certains abattoirs ont même une section réservée aux chiens; il est probable que nos concitoyens ne la réclameraient pas dans nos futurs abattoirs.

Il existe aussi une section sanitaire où les animaux, à leur arrivée, sont mis en observation, abattus dans des locaux particuliers et les parties mauvaises aussitôt détruites par incinération.

Si nous avons à prendre beaucoup chez nos voisins d'outre-Rhin, il est une chose que nous n'avons pas à leur envier, c'est leur « Freibank ».

La « Freibank » est une sorte de magasin où se vendent au détail des viandes.

des inférieures qui ne sont pas très dangereuses, mais qui cependant ont été saisies par l'inspection.

La «Freibank» ressemble assez à l'entrée de nos théâtres avant l'ouverture des portes.

Des barrières à claire-voie canalisent les malheureux qui viennent s'approvisionner là de viande à bon marché, sans aucun souci pour leur santé.

Chez nous, ces viandes ne seraient même pas vendues pour la nourriture des animaux.

C'est peut-être la seule critique sérieuse qu'ait pu formuler la Commission qui a visité les abattoirs étrangers.

Cette Commission, dont la visite avait été annoncée par le Maire de Lyon, n'a qu'à se louer de la façon aimable dont elle a été reçue partout.

En général, le directeur ou un sous-directeur se mettait à sa disposition pour la conduire dans les divers services de l'établissement et lui fournir toutes les explications nécessaires sur leur fonctionnement.

Ces Messieurs, poussaient même l'amabilité jusqu'à donner à chacun de nous, des plans et des albums illustrés, contenant toutes les vues d'ensemble et de détail de leurs établissements respectifs.

L'Administration de la ville de Lyon voudra bien aussi, je l'espère, lorsque seront installés nos nouveaux abattoirs et marchés, les vulgariser par ce même procédé de bonne courtoisie.

Nous ne terminerons pas cette étude sans parler du système d'abatage.

Nous possédons encore dans nos abattoirs actuels le système primitif et barbare qui consiste à saigner les porcs sans les avoir préalablement assommés.

Les cris perçants de ces animaux se répercutent au loin, pendant un temps assez long et se multiplient en raison du nombre des victimes, au point qu'il devient impossible parfois de s'entendre parler lorsqu'on est à proximité.

En Allemagne, le tueur tient de la main gauche une sorte de masque à perforateur qu'il applique sur le crâne de l'animal et de la main droite frappe avec un maillet de bois sur un perforateur pénétrant sans peine dans le crâne du porc qui tombe sans pousser un cri. L'animal est alors saigné sans douleur apparente et surtout sans cris.

Les moutons, les veaux, sont assommés d'abord au maillet avant d'être saignés. Pour les gros animaux : bœufs, vaches, taureaux, nos tueurs de Vaise et de Perrache assomment bien à la masse de fer, mais ce travail est fait souvent par des garçons bouchers, maladroits dans leurs débuts et ne pouvant venir à bout de l'animal qu'après un grand nombre de coups de masse.

J'ai même été témoin, lors de ma récente visite à l'abattoir de Vaise, du fait suivant qui démontre le danger de ce système d'abatage :

L'animal à abattre était vigoureux ; un premier coup de masse ne donne aucun résultat, un second coup est lancé mais, à ce moment la masse se détache

du manche et va frapper un mur à proximité.

Elle eût pu frapper l'une des nombreuses personnes présentes dans la salle et la blesser grièvement.

Le tueur alla dans une autre salle chercher une nouvelle masse, ce qui nécessita un certain délai.

Pendant ce temps l'animal souffrait, maintenu le muffle à terre par une corde que tenait un gamin qui n'aurait certainement pas eu la force de résister à un effort de la bête, qui aurait pu alors se précipiter furieuse à travers l'abattoir et faire peut-être des victimes.

En Allemagne, l'abatage des gros animaux se fait toujours par perforation du crâne ; il n'y a d'exception que pour les bouchers juifs qui pratiquent l'égorgeement au sabre, après avoir mis l'animal hors d'état de nuire, en lui liant solidement ensemble, par des chaînes, les quatre pieds.

Plusieurs systèmes sont employés pour la perforation, mais il en est un que nous devons rejeter d'office pour les dangers qu'il fait courir aux personnes se trouvant à proximité ; nous voulons parler de la perforation par le pistolet.

En effet, que l'animal fasse un mouvement de la tête au moment précis où le coup part et le projectile ira chercher une autre victime.

Or, comme on ne saurait prendre trop de précautions pour éviter tout accident, nous préconisons l'emploi du masque fixe à perforateur.

Ce masque cache les yeux de l'animal, ce qui assure son immobilité au moment où le tueur frappe sur le perforateur.

Aussitôt le coup porté, l'animal tombe sur le flanc, il est foudroyé ; l'égorgeur peut alors opérer son travail sans que l'animal ait une souffrance apparente.

Cependant, il nous a été donné d'assister à une opération barbare et que nous croyons tout à fait inutile : c'est celle qui consiste, une fois l'animal à terre et le masque enlevé, à introduire dans le trou béant laissé par le perforateur, une baguette d'acier que l'on enfonce profondément et que l'on retire, en répétant vivement et un certain nombre de fois cet exercice.

La douleur est si vive que l'animal galvanisé s'agit convulsivement, même quand l'exercice est terminé.

Il est aussi inhumain qu'inutile de faire souffrir ces animaux.

Ces comparaisons faites, voyons maintenant ce que seront nos futurs abattoirs et marchés.

Ainsi que le dit M. le Maire dans son rapport, le projet dressé par M. Tony Garnier, architecte, prix de Rome, a été longuement étudié, remanié et arrêté enfin par une Commission technique dont faisaient partie des délégués de toutes les corporations intéressées : bouchers, charcutiers, tripiers et commissionnaires en bestiaux, de telle façon que ces établissements puissent être, à tous les points de vue, des établissements modèles.

Ils occuperont un vaste quadrilatère de plus de 210,000 mètres carrés, sis dans le quartier de la Mouche, à proximité du Rhône, entre le chemin de la

Vitriolerie à l'Ouest, le chemin de Debourg au Nord, le chemin des Culattes à l'Est et une voie à créer au Sud.

Deux voies ferrées amèneront au marché les animaux, l'une se raccordant à la gare de la Mouche, l'autre à la gare de Perrache, par un pont à établir sur le Rhône.

Les animaux arrivant ainsi, généralement par ces voies ferrées, nos rues seront débarrassées du défilé incommode et même dangereux des troupeaux se rendant au marché ou aux abattoirs.

À l'Ouest et au Sud seront disposés des quais de débarquement, avec parcs de comptage faisant face aux écuries et marchés.

Les animaux seront ainsi dispensés d'un long trajet pédestre assaisonné des brutalités des toucheurs et offriront une viande plus saine aux consommateurs.

Chaque service aura son entrée distincte :

Le marché aux bestiaux et les écuries auront leur entrée chemin de Debourg, près du chemin de la Vitriolerie.

Les abattoirs, chemin des Culattes.

Une deuxième entrée, sur ce même chemin, sera réservée aux animaux amenés à pied, et une troisième entrée, toujours sur le chemin des Culattes, mais près de la voie ferrée, sera affectée à l'abattoir hippophagique.

La section sanitaire sera placée près de la voie ferrée, entre l'abattoir hippophagique et les écuries du marché.

Tout le long du quai de débarquement, au Sud, seront installées des écuries capables de recevoir plus de 13,000 animaux, bœufs, veaux et moutons.

À l'angle Sud-Ouest du quadrilatère, seront les écuries-marché pouvant contenir 3,680 porcs.

Derrière ce bâtiment, le service de Voirie.

Tout le long du quai Ouest de débarquement se trouvera un immense bâtiment affecté au marché des bœufs, veaux et moutons, ayant place pour plus de 12,000 animaux.

Au Centre, et séparés par un grand hall couvert, la partie Nord renfermera tous les abattoirs des animaux de boucherie ; la partie Sud-Ouest, la charcuterie, et celle Sud-Est les machines et entrepôts frigorifiques.

Au Nord, en bordure sur le chemin de Debourg, le service de triperie et ses annexes ; enfin, en bordure au Nord sur le chemin des Culattes, le bâtiment des Syndicats.

Pour compléter cet aperçu, pris à vol d'oiseau et tracé à grands traits, il nous reste à parler du grand laboratoire, qui sera contigu à l'habitation du directeur sur le chemin des Culattes, du bâtiment d'administration, sur ce même chemin, qui fera symétrie avec celui des Syndicats, occupant chacun un côté de la grande entrée des abattoirs.

Diverses constructions, d'importance secondaire, recevront les laboratoires, les bureaux, les postes de surveillants, etc., etc.

De vastes écuries et remises seront à la disposition des bouchers, charcutiers, tripiers et marchands de bestiaux.

Enfin, de nombreux locaux hygiéniques : lavabos, salles de douches, urinoirs et water-closets seront disséminés à travers cette véritable ville, pour satisfaire à toutes les nécessités.

Tous les services seront munis de bassins pédiluves, de bascules, de contrôles et de bureaux de perception.

Les fenils seront situés au-dessus des écuries et des écuries, dans toute leur longueur, par des voies à wagonnets pour le transport des fourrages.

Des passerelles relieront entre eux, au 1^{er} étage, les divers bâtiments et les feront ainsi tous communiquer.

Des ascenseurs donneront accès au 1^{er} étage.

Dans le bâtiment d'administration se trouveront les bureaux et service du directeur, des vétérinaires, du percepteur, des contrôleurs, ainsi que l'inspection des viandes foraines.

Dans le bâtiment des syndicats seront installés les postes, télégraphes et téléphones.

Une grande salle de réunion et une vingtaine de bureaux seront répartis dans les deux étages et pourvus de W. C., lavabos, vestiaires, etc.

En face de l'entrée principale des abattoirs, existera un grand hall d'intercommunication qui rejoindra perpendiculairement une grande voie de plus de 20 mètres de largeur, plantée d'arbres, séparant les abattoirs des marchés.

Le marché aux porcs contiendra une cuisine pour les animaux et un service de wagonnets bas, avec bascules automatiques, permettra de peser et conduire facilement les animaux du marché aux écuries d'attente de la charcuterie.

La charcuterie, la triperie seront munies de tout le confort moderne; au point de vue de l'hygiène, elles ne le céderont en rien à ce qui existe à ce jour de plus perfectionné. Des cuves nombreuses et des bacs, avec eau chaude, eau froide et eau potable seront installés en quantité suffisante pour répondre à tous les besoins.

Le service de voirie a fait l'objet, de la part de l'architecte, d'une étude minutieuse. Les fumiers ne séjourneront pas à la vue; à leur arrivée, ils seront déversés dans des trémies qui les projeteront dans des wagons installés au-dessous et conduits de là dans un dépôt spécial ou livrés aux agriculteurs désirant les utiliser.

Des égouts de large section recueilleront les eaux usées des divers services et les conduiront dans un bassin d'assainissement où elles seront transformées, désodorisées et purifiées avant d'être rendues au Rhône.

Pour donner un aperçu général du mode de construction adopté par l'architecte, nous ferons remarquer que les fondations seront en béton jusqu'au sol du rez-de-chaussée. Au-dessus les murs seront en maçonnerie de moellons ou en béton bouché, ou en scories selon qu'il s'agira d'écuries, abattoirs ou habitations et bureaux.

Les toitures, à faible pente, seront en ciment armé recouvert de ciment li-

gneux, quelques-unes en tôle ondulée galvanisée.

Les façades seront garnies de vastes baies vitrées, avec parties ouvrantes.

De puissants ventilateurs assureront l'aération des locaux.

Les murs seront revêtus de produits céramiques jusqu'à environ 2 mètres au-dessus des sols intérieurs.

Ces sols seront pavés de grès, sauf ceux des écuries qui seront en plotets vitrifiés.

Le matériel sera commandé à des spécialistes ayant fait leurs preuves et donnant toutes les garanties que nous avons le devoir d'exiger.

En un mot, toutes les précautions seront prises pour ne rien laisser à l'imprévu et pour que nos abattoirs et marchés n'aient rien à envier à ceux qui, actuellement, sont les modèles du genre.

Quant au côté financier, il se traduira par une dépense totale de : 14,228,491 fr. 20 c., y compris les honoraires de l'architecte et frais d'agence, se répartissant comme suit :

1° POUR LES BATIMENTS.

Clôture des chantiers Fr.	15.500 »
Terrassements et remblais.....	410.353 70
Maçonnerie.....	2.212.344 30
Pierre de taille.....	778.040 »
Ciment.....	77.960 »
Charpente métallique...	1.628.960 »
Ciment armé et ciment ligneux.....	1.618.163 50
Zinguerie.....	395.321 90
Menuiserie.....	89.390 »
Serrurerie.....	465.209 »
Plâtrerie et peinture....	264.707 60
Vitrerie.....	131.400 »
Carrelages et céramique.	855.850 »
Appareils sanitaires....	78.400 »
Marbrerie.....	5.200 »
Fumisterie.....	3.200 »
Travaux imprévus 1/20 ^e .	474.074 »
Honoraires et frais d'agence.....	451.500 »
Soit pour les bâtiments..	9.955.574 »

2° TRAVAUX AUTOUR DES BATIMENTS

Pavages, cours, chaussées.....	951.481 »
Egouts.....	230.000 »
Voies ferrées.....	170.000 »
Total : voirie et voies ferrées.....	1.351.481 »

3° INSTALLATIONS SPÉCIALES.

Moteurs à vapeur et transmissions.....	85.760 »
Chaudières et tuyauterie à vapeur.....	198.287 »
Matériel d'abattoir.....	1.564.217 50
Chemins de fer à voie étroite.....	56.595 »
Serrurerie spéciale....	131.630 »
Appareils de pesage....	24.150 »
Appareils de levage....	9.600 »
Pompes et conduites d'eau.....	83.501 »

A reporter..... 2.153.740 50

Report..... 2.543.740 50

Eclairage et conduites électriques.....	111.815 »
Chauffage à vapeur....	120.654 »
Groupe électrogènes et moteurs électriques...	67.810 »
Appareils frigorifiques..	284.500 »
Atelier de réparations..	14.515 »
Installation des laboratoires.....	29.200 »
Honoraires et frais d'agence..	139.111 70
Total : installations spéciales.....	2.921.346 20

RÉCAPITULATION.

Bâtiments.....	9.955.574 »
Voirie et voies ferrées...	1.351.481 »
Installations spéciales..	2.921.346 20
Total général...Fr.	14.228.401 20

Il convient de remarquer que ce chiffre de plus de 14 millions se rapporte à la totalité du projet prévu par les plans et devis de l'architecte, M. Tony Garnier.

Mais, M. le Directeur des Abattoirs est d'avis que l'on pourrait ajourner *sine die*, sans nuire en rien aux besoins actuels de la consommation, la construction de l'un des deux halls de la charcuterie, ainsi qu'un hall d'abattage et une écurie des veaux, côté Ouest.

Ces suppressions réduiraient d'environ 800,000 francs la dépense totale et la ramèneraient, en chiffres ronds, à 13,428,400 fr.

Vu l'importance des travaux, nous estimons qu'il y aurait lieu de diviser le travail en trois sections bien distinctes : l'une comprenant toute la partie Sud le long de la voie ferrée; la deuxième, comprenant la partie centrale, à l'exception des bâtiments pour habitations et bureaux en façade sur le chemin des Culattes; enfin, la troisième, qui comprendrait tous les bâtiments en bordure du chemin des Culattes et du chemin de Debourg, ainsi que les barrières et services des entrées sur ces deux chemins.

Les travaux des bâtiments et ceux de voirie feraient l'objet d'une adjudication publique dans les formes admises depuis quelques années et empêchant toute coalition d'intérêts.

Les installations spéciales ne pouvant se mettre en adjudication publique feraient l'objet de marchés spéciaux au mieux des intérêts de la Ville.

L'Administration désignerait elle-même trois métreurs présentant toutes les garanties désirables, à qui seraient confiés la mensuration et l'établissement des mémoires respectifs de chaque section.

Chacun de ces métreurs serait tenu d'avoir un bureau, avec un employé en permanence sur le chantier, afin de relever au fur et à mesure et contradictoirement avec les intéressés tous les attachements.

Un carnet spécial à chaque entrepreneur serait visé et paraphé au premier jour de son emploi, par l'Architecte-directeur des travaux, et les attachements

pris seraient chaque jour datés et approuvés par les entrepreneurs ou leurs mandataires dûment autorisés.

Des états d'avancement d'œuvre seraient établis à la fin de chaque mois, pour permettre à l'Administration de délivrer des acomptes proportionnés aux travaux exécutés.

Afin de donner à ces états toute la sincérité désirable, ils contiendraient des croquis indiquant les travaux y figurant et qui devraient toujours se rapporter à un repère général donné par l'Architecte-directeur.

Ces états seraient payés aux métreurs à raison de 0 fr. 25 % sur leur montant brut, la valeur des feuilles timbrées en sus.

Les mémoires définitifs leur seraient payés à raison de 1 % de leur montant après redressement opéré par l'Architecte, mais sans tenir compte du rabais d'adjudication.

Les honoraires des métreurs seraient retenus aux entrepreneurs sur chaque mandat à eux délivré et également au moyen de mandats établis aux mêmes époques.

Les honoraires de l'Architecte-directeur seraient également payés au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

Cependant, vu les frais considérables occasionnés par un projet de cette importance, l'Administration pourrait faire à l'Architecte une avance sur ses honoraires.

L'importance en est laissée à son appréciation.

Sous réserve de tout ce qui précède, votre Commission vous propose, d'accord avec la Sous-Commission spéciale et l'Administration d'approuver le projet des abattoirs et marché qui vous est soumis et de décider que la dépense y afférente sera imputée, jusqu'à concurrence de : 4,896,730 fr. 44, sur le crédit

de pareille somme inscrit au budget supplémentaire de l'exercice courant sous le titre : « Construction d'un abattoir à la Mouche », lequel crédit sera reporté au budget de l'exercice courant.

Le surplus devra être prélevé sur le produit d'un emprunt spécial à contracter et au sujet duquel l'Administration doit nous soumettre prochainement des propositions.

Ce sera, Messieurs, l'honneur de ce Conseil d'avoir enfin réalisé une amélioration de la plus haute importance.

Le Rapporteur,

L. JACQUET.

Les membres de la Sous-Commission,
ROGNON, PIC.

M. RENARD : Messieurs, notre collègue, M. Jacquet, vient de nous lire un rapport très documenté, mais erroné dans son préambule.

Je tiens à calmer les scrupules qui ont pu surgir dans votre esprit, en écoutant la lecture du début de ce rapport. Ne craignez rien, si les abattoirs de la Mouche ne sont pas encore debout, il n'y a rien de si urgent à abandonner ceux de Vaise ; la viande n'y est pas encore saupoudrée de la poussière des bâtiments.

Je proteste contre la partie du rapport de M. Jacquet qui prétend que nos abattoirs de Vaise sont remplis de toiles d'araignées et menacent ruines. Il suffirait d'aller sur les lieux pour se rendre compte du contraire. Les abattoirs de Vaise peuvent suffire pendant longtemps encore aux besoins de la Ville.

Tous les conseillers du 5^e arrondissement qui sont de mon avis, tiendront à voter contre les propositions de l'Administration et les conclusions de M. Jacquet.

M. LE MAIRE : Je mets aux voix le rapport de la Commission générale.

(Adopté).

M. LE MAIRE : Ces conclusions sont adoptées à l'unanimité moins 5 voix.

Je comprends très bien, Messieurs, la grande déception qu'éprouvent nos collègues du 5^e arrondissement de voir disparaître de leur quartier les abattoirs. Il faudra évidemment donner à cette partie de la Ville une compensation.

M. RENARD : Enlever les abattoirs, c'est ruiner le quartier de Vaise ; il ne reste plus qu'à le rayer du plan de la Ville.

M. LE MAIRE : En établissant le projet des nouveaux abattoirs, nous avons dû songer avant tout à l'intérêt général ; mais je reconnais que le quartier de Vaise a droit à une compensation, et je ferai mon possible pour la lui donner aussi importante que possible.

M. RENARD : Nous prenons bonne note de votre promesse.

Avis. — La suite du compte rendu sténographique de la séance du 23 décembre, paraîtra dans le *Bulletin* du 5 janvier 1908.

63 ANNEXE
AU
BULLETIN MUNICIPAL OFFICIEL

DE LA VILLE DE LYON
du 5 janvier 1908

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 23 Décembre 1907

PROCÈS-VERBAL

(Suite.)

SOMMAIRE

Construction d'un port public, quai Rambaud. — Demande, par l'Etat, de la participation de la Ville.....	233
<i>Rapporteur</i> : M. ARNAUD.	
Revision des listes électorales...	237
<i>Rapporteur</i> : M. MOUSSET.	
Taxe sur les constructions neuves. — Instance Compagnie P.-L.-M. contre la Ville de Lyon (construction de voies à la gare de la Guillotière)..	237
<i>Rapporteur</i> : M. MOUSSET.	
Présentation aux fonctions de répartiteur des contributions directes pour 1908.....	238
<i>Rapporteur</i> : M. MOUSSET.	
Secours annuel à M^{me} Dervieux.....	239
<i>Rapporteur</i> : M. BATAILLE.	
Chemins vicinaux ordinaires n^{os} 44, 45, 148 et 149. — Fixation des alignements et du nivellement. — Décision de la Commission départementale.....	239
<i>Rapporteur</i> : M. MENUT.	
Vente à M. Babolat, d'une parcelle de terrain située avenue de Saxe prolongée.....	240
<i>Rapporteur</i> : M. MENUT.	
Bibliothèques populaires. — Etablissement et vente d'un catalogue.	240
<i>Rapporteur</i> : M. PIC.	
Restitution de droits de stationnement à la Compagnie de vidanges « La Coopérative ».....	240
<i>Rapporteur</i> : M. RIVIÈRE.	
Remboursement de cautionnement à la Compagnie de vidanges « La Lyonnaise ».....	241
<i>Rapporteur</i> : M. RIVIÈRE.	
Service des Eaux. — Opposition à un commandement.....	211
<i>Rapporteur</i> : M. RIVIÈRE.	
Droits de stationnement. — Revision des tarifs.....	241
<i>Rapporteur</i> : M. RIVIÈRE.	
Chômage dans l'industrie du tissage. — Subvention supplémentaire au Bureau de bienfaisance....	241
<i>Rapporteur</i> : M. THÉVENON.	
Agrandissement du nouveau cimetière de la Croix-Rousse. — Réclamation de M. Cavarrier.....	242
<i>Rapporteur</i> : M. THÉVENON.	
Assurance contre les accidents d'eau et la responsabilité civile de divers immeubles. — Avenant de résiliation aux polices.....	243
<i>Rapporteur</i> : M. CHAT.	

Répartition de la contribution personnelle-mobilière en 1908. — Exemptions.....	243
<i>Rapporteur</i> : M. CHAT.	
Caisse de retraites des employés de l'Administration municipale. — Compte et budgets.....	243
<i>Rapporteur</i> : M. CHAT.	
Caisse de retraites des employés de l'Octroi. — Compte administratif de l'exercice 1906.....	243
<i>Rapporteur</i> : M. CHAT.	
Conseil des Prud'hommes. — Revision de la liste électorale.....	243
<i>Rapporteur</i> : M. CHAT.	
Grand-Théâtre. — Paiement par la Ville, des deux tiers des décors neufs exécutés pour les représentations de <i>Marie-Madeleine</i> et de <i>La Flûte enchantée</i>	243
<i>Rapporteur</i> : M. CHAT.	
Taxe sur les constructions neuves. — Instance Compagnie P.-L.-M. contre la ville de Lyon (suppression des passages à niveau de la ligne de Lyon à Genève).....	244
<i>Rapporteur</i> : M. FAGOT.	
Application de la loi sur le repos hebdomadaire. — Demande en dérogation.....	244
<i>Rapporteur</i> : M. FAGOT.	
Assurance contre l'incendie des Musées. — Avenant à la police.....	244
<i>Rapporteur</i> : M. DECLÉRIIS.	
Sergents de ville. — Réversibilité de pension veuve Corget.....	244
<i>Rapporteur</i> : M. DECLÉRIIS.	
Hospices civils. — Mainlevée d'inscription hypothécaire.....	245
<i>Rapporteur</i> : M. DECLÉRIIS.	
Hospice civils. — Mainlevée d'inscription hypothécaire.....	245
<i>Rapporteur</i> : M. DECLÉRIIS.	
Elargissement de la rue des Tables-Claudiennes.....	245
<i>Rapporteur</i> : M. BAUDRY.	
Assurance contre l'incendie de l'immeuble, rue Pareille, 18. — Avenant de résiliation.....	246
<i>Rapporteur</i> : M. BAUDRY.	
Etablissement d'une enseigne en mosaïque sur trottoir. — Pétition Muthuon.....	246
<i>Rapporteur</i> : M. JACQUIER.	
Service des Eaux. — Fourniture des charbons pour l'année 1908.....	246
<i>Rapporteur</i> : M. TIXIER.	
Service des Eaux. — Insuffisance du crédit pour achat de charbons en 1907.....	246
<i>Rapporteur</i> : M. TIXIER.	
Location d'une pièce située au-dessus de la sacristie de l'église Saint-Paul, rue Saint-Nicolas, 9 bis. — Bail M ^{me} Robert.....	246
<i>Rapporteur</i> : M. ROUSTANG.	
Questions de M. ARNAUD, relatives : 1 ^o au prolongement du cours Charlemagne; 2 ^o à l'école maternelle de la rue Gilibert; 3 ^o à l'Hôtel des Postes; 4 ^o à la construction d'urinoirs; 5 ^o à la construction de maisons ouvrières.	247
Question de M. RICHERAND, au sujet de la subvention allouée au Syndicat des ouvriers cordonniers.....	249

Question de M. FORET, sur les résultats de la suppression des Octrois.	249
Question de M. RENARD, relative au quartier Saint-Paul.....	250
Dépôt et rappel de pétitions.....	251

Construction d'un port public quai Rambaud. — Demande, par l'Etat, de la participation de la Ville.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, une dépêche de M. le Ministre des Travaux publics en date du 13 juin dernier, dont copie m'a été transmise par M. le Préfet, m'a fait connaître que MM. les Ingénieurs du service spécial du Rhône ont étudié les moyens de donner satisfaction au commerce lyonnais par l'ouverture, sur la Saône, d'un nouveau port fluvial raccordé aux voies du chemin de fer P.-L.-M.

Deux solutions ont été proposées : La première consistant à poursuivre la construction du port aval de l'Arsenal, déclaré d'utilité publique par décret du 9 novembre 1881 et dont l'exécution entraînerait une dépense d'un million; la seconde comportant l'aménagement du port Rambaud, situé en aval du précédent et dont les frais d'établissement sont évalués à 700,000 francs seulement.

Après avoir, pour des considérations d'ordres divers, et notamment pour des raisons d'économie, donné sa préférence au second de ces deux projets, M. le Ministre demande la participation financière de la Ville, laquelle, dit-il, lui paraît devoir être fixée à la moitié du coût des travaux par analogie avec ce qui s'est passé lors de la construction des quais Claude-Bernard et de l'Industrie.

Ces précédents invoqués ne m'ont pas paru de nature à justifier le concours de la Ville dans les dépenses de construction du port Rambaud, et, à la date des 28 juin et 10 juillet 1907 j'ai, sous réserve de votre approbation, fait connaître à M. le Ministre que le service de la Navigation étant essentiellement un service d'Etat, il m'était impossible d'admettre que la Ville ait à supporter des dépenses que le budget national devait seul assumer.

En vous demandant de vouloir bien par une délibération, confirmer cette manière de voir, il me reste à vous faire connaître les motifs pour lesquels je crois devoir la maintenir.

Je n'ignore pas, et M. le Ministre prend soin de me le rappeler dans une dépêche ultérieure, que de nombreux ports fluviaux ont été, dans ces dernières années surtout, construits à frais commun entre l'Etat et les villes intéressées. Mais il s'agissait le plus souvent de projets profitables, surtout au commerce local, et dès lors l'intervention de l'Etat, en dehors de sa compétence exclusive sur le domaine fluvial, ne conservait guère que le caractère d'une subvention, laquelle n'atteignait parfois que le quart de la dépense.

Il ne saurait en être de même pour le projet qui nous occupe. La construction d'un port public à Lyon est, à n'en pas douter, d'utilité générale. L'Etat l'avait compris quand, en 1881, il inscrivait à son budget un crédit d'un million pour cet objet, sans qu'à aucun moment la participation de la Ville eût été réclamée. C'est la réalisation pure et simple de ce projet que nous demandons et si celui qui lui est substitué réalise, sur les prévisions premières, une économie de 300.000 francs, l'Etat est d'autant moins fondé à réclamer la participation de la Ville.

Il est incontestable, en effet, que notre Ville réunit toutes les conditions nécessaires pour devenir un grand port de navigation intérieure, et même en faisant abstraction des réclamations du commerce lyonnais, qu'on pourrait croire intéressées, il me suffira de rappeler que de nombreuses Chambres de commerce de notre région, ou même des régions du Nord de la France, ont émis des vœux pressants pour la création d'un port public à Lyon. L'opinion de M. le Ministre semble, du reste, faite à ce sujet, puisqu'il déclare lui-même dans sa dépêche du 13 juin dernier, que le nouveau port, raccordé au chemin de fer P.-L.-M., sera le complément indispensable du canal de la Marne à la Saône.

Dès lors, l'assimilation qu'on veut faire entre ces travaux et ceux de construction des bas-ports des quais Claude-Bernard et de l'Industrie, n'apparaît pas fondée.

D'une part, ces derniers ont eu pour résultat immédiat l'embellissement de notre Cité. D'autre part, au point de vue de la batellerie, ces ports, privés de tout moyen de raccordement avec les voies ferrées et accessibles seulement aux charrois, ont une destination presque locale. Ces considérations justifient pleinement le concours de la Ville dans leur établissement.

Je m'empresse d'ajouter que pour le bas-port du quai Claude Bernard en particulier, l'indifférence du Ministère aux réclamations soulevées d'abord par la durée interminable des travaux, ensuite par l'état déplorable du lit du fleuve, ne nous a pas encore permis de juger des effets bienfaisants de cette amélioration.

Enfin, sans exposer à nouveau l'histoire de cette affaire, je crois devoir vous rappeler qu'aux termes de conventions antérieures, la ville de Lyon peut réclamer à la Compagnie P.-L.-M. l'exécution d'engagements précis, de nature à donner satisfaction au commerce local. Il est vrai qu'aux réclamations adressées jusqu'à ce jour la Compagnie a opposé la force d'inertie la plus complète.

Votre délibération du 8 mai 1906 l'invitant à remettre en état la gare d'eau de Perrache et demandant à M. le Ministre de veiller à la stricte observation des obligations contractées par elle, est restée sans effet. Trois lettres de rappel adressées à M. le Ministre les 8 novembre 1906, 5 février et 12 mars

1907 pour le même objet ont abouti le 2 avril dernier à quelques vagues promesses dont nous attendons encore la réalisation.

Faut-il, pour comprendre les raisons de cette attitude passive, rapprocher la lettre de M. le Directeur de la Compagnie P.-L.-M. du 25 juin 1906, de celle adressée par M. le Ministre des Travaux publics à M. le sénateur Gourju le 1^{er} mai 1907, qui l'une et l'autre concluent à l'inutilité des travaux de remise en état de la gare d'eau de Perrache.

Dans la première, en effet, M. Noblemaire dit en substance que le maintien de la gare d'eau est inutile, que sa remise en état, fut-elle possible, ne donnerait aucune satisfaction au commerce lyonnais, et que l'unique solution pratique, vers laquelle il n'a cessé d'orienter les efforts de nombreuses personnalités, parmi lesquelles M. le Directeur des chemins de fer au Ministère des Travaux publics, lui paraît être la création d'un embranchement reliant les voies de Perrache 2 au cours Rambaud.

D'un autre côté, M. le Ministre dans sa lettre à M. le sénateur Gourju, en l'informant qu'il compte entreprendre prochainement des pourparlers avec la Compagnie P.-L.-M. en vue du raccordement du port projeté avec la ligne de chemin de fer, déclare que, d'ici là, et pour ne pas nuire aux négociations, il semble qu'il n'y a pas lieu d'adresser à la Compagnie une mise en demeure au sujet de la gare d'eau, mais qu'il se réserve de la faire si la combinaison indiquée par lui rencontrait une opposition de la part de la Compagnie P.-L.-M.

Pour M. le Ministre, comme pour M. le Directeur de la Compagnie P.-L.-M. la construction d'un port sur la Saône semble donc impliquer l'abandon par la Ville des droits qui lui sont reconnus par les conventions antérieures.

Cette tendance paraît confirmée du reste par les termes d'une lettre en date du 2 avril 1907 dans laquelle M. le Ministre décide de ne demander à la Compagnie P.-L.-M. que l'exécution des travaux indispensables pour mettre la gare d'eau en état de satisfaire aux besoins du commerce jusqu'à l'achèvement du nouveau port.

Je ne puis admettre cette manière de voir et fais d'ores et déjà toutes réserves pour le maintien de ces droits.

Mais en tous cas, soit que le projet qui nous occupe se substitue à celui de remise en état de la gare d'eau, soit qu'il vienne s'ajouter à ce dernier, il ne saurait être question, à mon avis, de grever les finances de la Ville pour obtenir une amélioration que des sacrifices consentis par le traité du 31 mai 1826 nous permettent d'exiger gratuitement.

En raison de tout ce qui précède, et nonobstant les arguments présentés dans la lettre ministérielle, je vous propose, donc, Messieurs, de décider qu'il n'y a pas lieu pour la Ville, de contribuer aux dépenses résultant de l'aménagement d'un port public quai Rambaud.

Lyon, le 27 août 1907.

Le Maire de Lyon.

Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, à la date du 9 novembre 1881, M. le Président de la République signait le décret suivant, qui était contresigné par M. le Ministre des Travaux publics :

« 1^o Sont déclarés d'utilité publique, « les travaux de construction, sur la rive « gauche de la Saône, dans la traversée « de Lyon (Rhône), de deux nouveaux « ports, dits : *Port de Perrache* et *Port « aval de l'Arsenal*, avec une rampe de « tirage des bois à l'extrémité du second « port, conformément aux dispositions de « l'avant-projet et des avis du Conseil « général des Ponts et Chaussées des « 7 avril et 31 août 1881 ;
« 2^o La dépense, évaluée à 1,500,000 fr., « sera imputée sur les ressources extra- « ordinaires inscrites au budget de cha- « que exercice pour travaux d'amélior- « ration de rivières. »

(Bulletin des Lois, n° 688, 1^{er} semestre 1882, page 377.)

Depuis cette époque, c'est-à-dire depuis un quart de siècle, la ville de Lyon attend la réalisation de la promesse contenue dans le décret qui précède.

La question a cependant souvent été reprise, soit par la Chambre de Commerce, soit par le Conseil municipal de Lyon, mais jusqu'à ce jour leurs réclamations sont demeurées sans résultat.

Il est inutile de refaire ici l'histoire des nombreuses démarches tentées soit auprès de M. le Ministre des Travaux publics, soit auprès de la Direction de la Compagnie des chemins de fer P.-L.-M., qui est partie dans le débat, pour aboutir à cette solution : procurer à la ville de Lyon les moyens de transports fluviaux qui lui faisaient et lui font encore actuellement défaut.

Il suffira à votre Rapporteur de rappeler qu'il avait eu l'honneur d'attirer une première fois votre attention sur cet important projet de la création d'un port public sur la Saône, dans notre séance du 26 décembre 1905, au cours d'un rapport sur le prolongement du cours Charlemagne.

Depuis, la question a été inscrite à nouveau à l'ordre du jour de nos séances des 6 mars, 8 mai, 1^{er} décembre 1906 et du 29 avril 1907, date à laquelle M. le Maire nous donnait connaissance d'une lettre de M. le Ministre des Travaux publics, paraissant contenir une promesse d'exécution des travaux projetés.

Nos réclamations, Messieurs, — qu'il n'est peut-être pas inutile de formuler une fois de plus — portaient sur les trois points principaux suivants :

Le premier concernait la non-exécution par la Compagnie P.-L.-M. d'engagements remontant au traité passé en 1827 entre la ville de Lyon et les frères Séguin, traité qui obligeait ces derniers (et par suite leurs successeurs) à relier leurs voies ferrées à la voie fluviale, ce qui n'a jamais été fait. Aujourd'hui encore la Compagnie P.-L.-M., pour éluder l'obligation lui incombant du chef d'une des clauses du traité du 30 octobre 1827, essaie de prétendre que cette

clause a été annulée par des conventions ultérieures, et notamment par celle du 20 août 1856, ce qui n'est pas exact.

Le deuxième avait trait au refus injustifié de la Compagnie P.-L.-M. d'entretenir la gare d'eau de Perrache en bon état de viabilité et aussi d'ouvrir cette gare au transport, du bateau sur le wagon et inversement, de toutes les marchandises en transit *sans restriction de provenance ni de destination*.

Or jusqu'à présent, par un abus criant, la Compagnie P.-L.-M., sous prétexte que cette gare d'eau serait sa propriété privée, ce qui n'est pas admissible, l'a assimilée à la gare terrestre de Perrache 2, laquelle n'est ouverte qu'aux marchandises en douane ou aux marchandises à destination ou en provenance de Saint-Etienne ou du Bourbonnais, fermée par conséquent aux directions transversales de Genève et de Grenoble, précisément celles pour lesquelles elle serait vraiment utile.

Le troisième enfin visait la construction par l'Etat, d'un nouveau port sur le quai Rambaud, celui-là même décrété d'utilité publique en 1881, lequel devrait être complété par un port de refuge en aval du pont de la Mulatière.

Encore à l'heure actuelle, on ne peut séparer ces trois ordres de réclamations car avant que le port Rambaud soit construit — et nous avons malheureusement tout lieu de craindre que ce ne soit pas de sitôt — il y a urgence à améliorer les moyens bien insuffisants de transports fluviaux que nous possédons, de façon à ce que le commerce lyonnais souffre le moins possible de l'absence de ce grand port public, pourvu d'un outillage moderne et suffisant, dont la construction est réclamée non seulement par la Chambre de Commerce et le Conseil municipal de Lyon, mais encore — et plus vivement que jamais depuis l'ouverture du Canal de la Marne à la Saône — par toutes les Chambres de Commerce des centres industriels pouvant communiquer, par les canaux, avec la région lyonnaise.

A la suite de démarches répétées de M. le Maire de Lyon, ce dernier recevait enfin communication, au mois de juin dernier, d'une dépêche de M. le Ministre des Travaux publics disant :

« Les Ingénieurs du service spécial du Rhône ont sur mon invitation, étudié les moyens de donner satisfaction au commerce lyonnais par l'ouverture immédiate, sur la rive gauche de la Saône, d'un nouveau port fluvial raccordé au chemin de fer P.-L.-M. et qui serait le complément indispensable du canal de la Marne à la Saône.

« Ils ont proposé deux solutions : la première (tracé rouge) consisterait à poursuivre la construction du port aval de l'Arsenal, déclaré d'utilité publique par un décret du 9 novembre 1881 ; la seconde (tracé vert) à aménager le port Rambaud situé un peu en aval du précédent ; le premier de ces deux projets entraînerait une dépense de un million environ, le deuxième ne compte une évaluation que de 700,000 francs.

« Après examen en Conseil général des Ponts et Chaussées, j'ai reconnu qu'il y avait lieu de donner la préférence au tracé vert. Le port Rambaud, en effet, permet beaucoup mieux que le port de l'Arsenal le raccordement avec les voies de la Compagnie P.-L.-M. ; il présente une largeur plus grande, est plus facilement extensible et enfin est sensiblement moins coûteux. Dans ces conditions, j'invite les Ingénieurs à dresser et à présenter d'urgence, en vue de l'enquête d'utilité publique et des conférences mixtes, l'avant-projet du port Rambaud. J'appelle leur attention sur l'opportunité d'examiner dans leur rapport la question des communications par eau avec le Rhône et des difficultés que peut entraîner pour ces communications le voisinage du pont biais de la Mulatière.

« Tout en ménageant dès à présent les moyens de raccorder ultérieurement le port Rambaud avec les voies ferrées adjacentes, les Ingénieurs devront donner au terre-plein de ce port une pente transversale suffisante pour en bien assurer l'assèchement ; ils examineront de plus s'il ne conviendrait pas d'abaisser notablement le couronnement des murs de quais et s'il ne suffirait pas de le placer au-dessus du niveau des crues ordinaires de la Saône, sans chercher à le rendre insubmersible par les crues exceptionnelles comme l'a été celle de 1856.

« Je vous prie de vouloir bien, dès que l'avant-projet sera dressé, inviter le Conseil municipal de Lyon à débattre sur la question de participation de la Ville à la dépense ; cette participation me paraît devoir être fixée à la moitié du coût des travaux, par analogie avec ce qui a eu lieu lors de la construction des quais Claude-Bernard et de l'Industrie. »

En réponse à cette dépêche, contenant la prétention de faire participer la ville de Lyon aux dépenses de construction du futur port Rambaud, M. le Maire a fait connaître à la date des 28 juin et 10 juillet 1907, à M. le Ministre des Travaux Publics que les précédents invoqués n'étaient pas selon lui de nature à justifier la participation de la Ville dans des dépenses concernant le service de la Navigation qui est essentiellement un service d'Etat.

Dans le rapport qui nous est soumis aujourd'hui, M. le Maire, complétant les explications qu'il a fournies à M. le Ministre des Travaux publics, dit avec raison :

« Je n'ignore pas, et M. le Ministre prend soin de me le rappeler dans une dépêche ultérieure, que de nombreux ports fluviaux ont été dans ces dernières années surtout, construits à frais communs entre l'Etat et les Villes intéressées. Mais il s'agissait le plus souvent de projets profitables surtout au commerce local, et dès lors l'intervention de l'Etat en dehors de sa compétence exclusive sur le domaine fluvial, ne conservait guère que le caractère d'une subvention, la-

« quelle n'atteignait parfois que le quart de la dépense.

« Il ne saurait en être de même pour le projet qui nous occupe. La construction d'un port public à Lyon est, à n'en pas douter d'utilité générale. L'Etat l'avait compris quand, en 1881, il inscrivait à son budget un crédit d'un million pour cet objet, sans qu'à aucun moment la participation de la Ville eût été réclamée. C'est la réalisation pure et simple de ce projet que nous demandons, et si celui qui lui est substitué réalise sur les prévisions premières une économie de 300,000 fr., l'Etat est d'autant moins fondé à réclamer la participation de la Ville.

« Il est incontestable, en effet, que notre Ville réunit toutes les conditions nécessaires pour devenir un grand port de navigation intérieure, et même en faisant abstraction des réclamations du commerce lyonnais, qu'on pourrait croire intéressées, il me suffirait de rappeler que de nombreuses Chambres de Commerce de notre région ou même des régions du Nord de la France ont émis des vœux pressants pour la création d'un port public à Lyon. L'opinion de M. le Ministre semble du reste faite à ce sujet, puisqu'il déclare lui-même dans sa dépêche du 13 juin dernier que le nouveau port raccordé au chemin de fer P.-L.-M. sera le complément indispensable du Canal de la Marne à la Saône.

« Dès lors, l'assimilation qu'on veut faire entre ces travaux et ceux de construction des bas-ports des quais Claude-Bernard et de l'Industrie n'apparaît pas fondée. D'une part, ces derniers ont eu pour résultat immédiat l'embellissement de notre Cité. D'autre part, au point de vue de la batellerie, ces ports, privés de tous moyens de raccordement avec les voies ferrées et accessibles seulement aux charrois ont une destination presque locale. Ces considérations justifient pleinement le concours de la Ville dans leur établissement. »

Et M. le Maire conclut en proposant au Conseil municipal de décider qu'il n'y a pas lieu pour la Ville de contribuer aux dépenses résultant de l'aménagement du port public projeté.

Messieurs, quel que soit le désir que nous ayons de voir réaliser rapidement une amélioration qui aura une grosse importance pour notre Cité et qui est réclamée depuis si longtemps par les intéressés, et bien que les conclusions du rapport de M. le Maire aient pour résultat comme l'a annoncé M. le Ministre des Travaux publics, de retarder l'examen du dossier préparé pour l'enquête par le service de la Navigation, votre Rapporteur ne peut que vous proposer, au nom de votre Commission générale, d'approuver le refus opposé par M. le Maire aux prétentions de M. le Ministre des Travaux publics.

Mais votre Rapporteur vous propose aussi, Messieurs, de protester énergiquement, au nom de la ville de Lyon, contre le mauvais vouloir de l'Etat qui

se refuse, en 1907, à tenir les engagements pris, en 1881, envers notre cité, en ce qui concerne le port à créer sur la Saône.

Ainsi que le fait très bien remarquer M. le Maire dans son rapport, il ne s'agit pas d'une question locale et d'une amélioration devant profiter seulement à la ville de Lyon.

Bien au contraire, ce sont les houillères du Nord, les industries de l'Est, le commerce de la Bourgogne et du Midi, qui sont les plus intéressés à trouver à Lyon un port fluvial suffisamment vaste et parfaitement outillé, permettant le débarquement rapide des marchandises à destination de la Ville ou le transbordement facile, du bateau sur le wagon et inversement, pour les marchandises en transit.

Or, il faut que vous sachiez, Messieurs, qu'à l'heure actuelle, certains industriels de notre Ville ne peuvent trouver place sur le quai de la Saône pour la réception de leurs marchandises et notamment pour le débarquement des charbons. Et c'est ainsi qu'une importante usine de Perrache se voit obligée, ces jours-ci, de demander la permission d'installer à ses frais une sorte de débarcadère privé pour la houille qui lui est expédiée.

Pour assurer son trafic fluvial, Lyon ne possède présentement que la gare d'eau de Vaise, monopolisée par la Compagnie générale de Navigation, les quelques installations particulières qui encombrant les quais de la rive gauche de la Saône, du pont de Serin au pont du Midi, et enfin le port actuel de Perrache, ne comportant que quelques grues à vapeur et qui n'est pas relié, comme il devrait l'être, à la voie ferrée.

Cependant le seul examen des chiffres concernant le trafic de la batellerie, dans la traversée de Lyon, justifie l'installation d'un véritable port fluvial au confluent du Rhône et de la Saône.

Voici la statistique qui a été publiée récemment par le *Journal Officiel*. Ces chiffres concernent seulement le premier semestre de l'année 1907 :

Rhône. — Du Parc, près Seyssel, à Lyon, 3.307 bateaux chargés et 85.143 tonnes de marchandises. De Lyon à Arles, 2.959 bateaux chargés et 307.420 tonnes de marchandises.

Saône. — De Saint-Jean-de-Losne à l'Île-Barbe : bateaux 2.693 ; tonnage 370.854. De l'Île-Barbe à la Mulatière : bateaux 1.849 ; tonnage 272.626.

Le tonnage total annuel dans la traversée de Lyon, peut être évalué à près d'un million de tonnes.

Au surplus, Messieurs, sans vouloir entrer ici dans des considérations générales superflues, ne devons-nous pas rappeler à ceux qui ont la responsabilité de diriger le pays qu'un des remèdes les plus sûrs que nous puissions appliquer au mal provenant de la concurrence étrangère est précisément le développement de nos voies fluviales ?

Et dans cet ordre d'idées, qui pourrait nier que Lyon devrait être, par sa position géographique, un port intérieur de tout premier ordre ?

Ainsi que l'écrivait M. Jean Coignet, vice-président de la Chambre de Commerce, dans une intéressante étude sur la *Navigation à Lyon* (1), peut-on oublier que « l'ouverture du tunnel du Simplon » donne un nouvel argument pour hâter « la construction de tous ces ports de « raccordement qui, en unissant les « efforts de la navigation et des chemins « de fer, permettrait au trafic français « de lutter en Suisse contre la zone de « pénétration du trafic italien par le « Simplon » ?

Aussi, Messieurs, pouvons-nous nous étonner à bon droit que M. le Ministre des Travaux publics, revenant sur un engagement pris par ses prédécesseurs, hésite aujourd'hui à consentir une dépense de quelques centaines de mille francs pour un projet dont l'exécution intéresse non seulement une grande cité, mais encore l'essor de la navigation fluviale dont dépend en partie la prospérité même du pays.

Peut-être pourrions nous aussi regretter le silence de MM. les Députés du Rhône lors de la récente discussion du budget des Travaux publics, lequel comportait, croyons-nous, une réduction du crédit précédemment prévu pour la construction du port Rambaud, égale à la participation que l'on voudrait exiger de la ville de Lyon.

Nous espérons que nos représentants au Parlement, désormais mieux renseignés par le rapport de M. le Maire, prendront énergiquement, dans l'avenir, la défense des finances municipales contre les prétentions de l'Etat, en ce qui concerne le port de Lyon.

On essaiera peut être, Messieurs, — et il faut que nous mettions nos élus, Sénateurs et Députés, en garde contre ces diversions habiles, — on essaiera peut-être de retarder la solution de la question par des considérations compliquées sur les divers moyens capables d'assurer le raccordement nécessaire au Sud de Lyon, entre la navigation et le réseau du chemin de fer.

On reviendra sans doute sur la question de la gare d'eau de Perrache et très probablement on discutera à nouveau la possibilité de la faire disparaître.

En un mot, on essaiera de compliquer le problème pour éviter de le résoudre.

C'est d'ailleurs ce qu'a toujours fait la Compagnie P.-L.-M., notamment dans la lettre adressée par M. Noblemaire à M. le Maire de Lyon à la date du 25 juin 1906.

C'est encore le procédé qu'a employé M. le Ministre des Travaux publics lui-même dans la lettre qu'a reçu M. le sénateur Gourju à la date du 1^{er} mars 1907 et dont copie est au dossier.

Nous ne devons pas nous laisser entraîner dans une discussion qui n'a qu'un but et qui n'aurait qu'un résultat : retarder indéfiniment la solution d'une question qui revêt maintenant un caractère d'urgence.

Que le comblement de la gare d'eau doive s'imposer un jour ou l'autre, c'est l'avis de votre Rapporteur, qui pense

(1) *La Navigation à Lyon*, par Jean Coignet. A. Rey et C^{ie}, Lyon 1906, page 17.

que la presque île de Perrache aurait tout à gagner à la disparition de cette sorte de mare.

Mais, en attendant, la gare d'eau devrait pouvoir rendre au commerce lyonnais les services que celui-ci est en droit d'en attendre. Et c'est, jusqu'à présent, ce que nous n'avons pu obtenir de la Compagnie P.-L.-M., qui semble redouter la concurrence de la batellerie.

Nos réclamations, Messieurs, en ce qui concerne le développement du trafic fluvial à Lyon sont basées sur des droits certains, établis par des documents authentiques.

Ce sont ces revendications légitimes que je vous demande de bien vouloir formuler, une fois de plus, dans le vœu suivant qui, nous l'espérons, sera entendu des Pouvoirs publics :

Le Conseil municipal de Lyon,

Considérant que la construction d'un port public sur le quai Rambaud est décrétée d'utilité publique depuis 1881 et qu'à cette époque l'Etat, reconnaissant l'utilité de cette amélioration concernant un service national, en avait assumé toute la dépense ;

Considérant qu'à l'heure actuelle les moyens dont la ville de Lyon dispose, en ce qui concerne la navigation fluviale, sont tout à fait insuffisants et que cet état de choses est préjudiciable non seulement au commerce lyonnais, mais encore à l'industrie et au commerce de diverses régions de la France ;

Considérant que le développement de la navigation fluviale devient un problème urgent de la solution duquel dépend en partie l'avenir du pays ;

Que, dans ces conditions, la construction d'un port fluvial est une amélioration d'intérêt national, dont la dépense doit incomber à l'Etat seul ;

Proteste contre la prétention de M. le Ministre des Travaux publics, contenue dans sa dépêche du 13 juin dernier, de faire participer la ville de Lyon aux dépenses de construction du port Rambaud ;

Demande à M. le Ministre des Travaux publics de revenir sur sa décision et de décider le commencement immédiat des travaux projetés, aux frais de l'Etat ;

Invite MM. les Sénateurs et Députés du Rhône à s'entendre avec leurs collègues des départements intéressés à la construction du port de Lyon, pour poursuivre énergiquement, au sein du Parlement — et au besoin par voie d'interpellation — la réalisation de la promesse contenue dans le décret d'utilité publique en date du 9 novembre 1881.

Le Conseil municipal,

Considérant en outre qu'en attendant l'aménagement du port Rambaud, il est urgent de remédier à l'insuffisance des moyens de transports mixtes offerts par les conditions actuelles d'exploitation de la gare d'eau de Perrache ;

Prie M. le Ministre des Travaux publics d'exiger de la Compagnie des Chemins de fer P.-L.-M. l'observation des obligations qui lui incombent et d'obtenir notamment :

1^o Que la gare d'eau de Perrache soit mise et maintenue en bon état de fonctionnement ;

2^o Qu'elle soit ouverte à toutes sortes de marchandises sans restriction de provenance ni de destination ;

3^o Que conformément à une disposition du traité du 30 octobre 1827, la ligne du chemin de fer ait, dès à présent, un embranchement sur le port actuel du quai Rambaud.

Le Rapporteur,
Edouard ARNAUD.

M. LE MAIRE : L'Administration est tout à fait d'accord avec M. le Rapporteur sur la façon d'envisager cette grave question. Je sais que MM. Gourju et Godart ont fait des démarches pour obtenir que satisfaction soit donnée à la ville de Lyon ; je les en remercie et je les engage à persévérer. Il faut que nos députés prennent résolument l'initiative d'une interpellation afin d'amener M. le Ministre des Travaux publics à sortir des attermoissements où il semble vouloir se réfugier.

M. GODART : Je prends volontiers l'engagement de porter la question à la tribune de la Chambre et de mettre en demeure M. le Ministre des Travaux publics de donner satisfaction à la ville de Lyon.

M. LE MAIRE : La Compagnie des chemins de fer P.-L.-M. oppose à toutes nos réclamations une force d'inertie qui ne peut être vaincue que par une interpellation publique. Nous pouvons conjecturer que si cette affaire reste dans les bureaux, la Compagnie P.-L.-M. fera une opposition telle à nos réclamations que nous n'obtiendrons jamais satisfaction.

Il faut soumettre cette question à l'opinion publique, et pour cela il n'y a qu'un moyen : l'interpellation.

Messieurs, je mets aux voix les conclusions du rapport présenté par M. Arnaud. Que ceux qui sont d'avis de les adopter veuillent bien lever la main.

(Adopté.)

M. LE MAIRE : Adopté à l'unanimité.

Revision des listes électorales.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, aux termes de l'article 7 de la loi du 7 juillet 1874, la Commission chargée de dresser les listes électorales doit être composée :

1° Du Maire ou d'un Adjoint ou d'un Conseiller municipal pris dans l'ordre du tableau ;

2° D'un délégué de l'Administration désigné par le Préfet ;

3° D'un délégué choisi par le Conseil municipal.

En outre, suivant les dispositions de l'article 2, deux délégués par section électorale doivent être adjoints à cette Commission, pour statuer sur les demandes en inscription ou en radiation formées après la publication des listes.

D'une circulaire en date du 31 décembre 1875, il résulte que les trois délégués ne doivent pas être pris obligatoirement dans le sein du Conseil municipal, qui reste libre de désigner d'autres personnes possédant sa confiance, à la condition toutefois qu'elles soient électeurs dans la commune.

La ville de Lyon étant divisée en six sections électorales, il y a donc lieu de nommer six délégués pour la première Commission et douze pour la seconde.

J'ai l'honneur de vous proposer, Messieurs, de vouloir bien procéder à ces désignations.

Lyon, le 4 novembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION SPÉCIALE.

Messieurs, au nom de votre Commission spéciale, j'ai l'honneur de vous proposer pour faire partie des Commissions chargées de la revision électorale de 1907, les personnes dont les noms suivent :

1^{re} Commission :

M. Pinton, rue Rivet, 36, pour le 1^{er} arrondissement.

M. Duroule, cours du Midi, 36, pour le 2^e arrondissement.

M. Leblanc, rue Duguesclin, 136, pour le 3^e arrondissement.

M. Vassel, grande rue de la Croix-Rousse, 71, pour le 4^e arrondissement.

M. Autin, grande rue de Vaise, 36, pour le 5^e arrondissement.

M. Grumel, rue Vauban, 133, pour le 6^e arrondissement.

2^e Commission :

MM. Blanc et Sœnen, pour le 1^{er} arrondissement.

MM. Fourrier et Dupau, pour le 2^e arrondissement.

MM. Audemard et Reynaud, pour le 3^e arrondissement.

MM. Simonet et Picot, pour le 4^e arrondissement.

MM. Tribondeau et Tracol, pour le 5^e arrondissement.

MM. Gras et Garnier, pour le 6^e arrondissement.

Le Rapporteur,
F. MOUSSET.

M. ROGNON : Je demande la réinscription du nom du citoyen Vial sur la liste que nous présente notre collègue M. Mousset. M. Vial, qui faisait partie de la 2^e Commission l'an passé, est un bon républicain qui n'a jamais démerité de la démocratie.

M. LE MAIRE : M. le Rapporteur voit-il un inconvénient à donner satisfaction à M. Rognon ?

M. MOUSSET : La Commission spéciale s'est prononcée pour la liste dont je viens de vous donner connaissance. Je me rangerai à l'avis du Conseil.

M. LE MAIRE : Messieurs, il est impossible de renvoyer ce dossier devant la Commission générale. La Commission chargée de reviser les listes électorales doit être nommée avant le 1^{er} janvier.

Il est donc nécessaire que les représentants du 3^e arrondissement se prononcent aujourd'hui.

M. MOUSSET, rapporteur : Après entente avec mes collègues, je propose au Conseil de rétablir M. Vial comme membre de la 2^e Commission.

M. LE MAIRE : Je mets aux voix les conclusions du Rapporteur, avec les noms de MM. Audemard et Vial pour le 3^e arrondissement.

(Adopté.)

Taxe sur les constructions neuves. — Instance Compagnie P.-L.-M. contre ville de Lyon (construction de voies à la gare de la Guillotière.)

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, par un mémoire déposé au greffe du Conseil de Préfecture du Rhône le 28 octobre 1907, la Compagnie P.-L.-M. demande une réduction de la taxe municipale sur les constructions neuves qui lui a été imposée pour l'établissement de voies ferrées à la gare de la Guillotière.

Cette réclamation porte sur l'imposition de l'acier et de la fonte employés, métaux que la Compagnie P.-L.-M. prétend non passible de la taxe comme n'étant pas expressément désignés dans la nomenclature inscrite dans la 7^e catégorie de l'article 5 de la loi du 28 juin 1901.

Or, à l'occasion de diverses instances reposant sur le même objet, dont une introduite par la Compagnie P.-L.-M., le Conseil de Préfecture a, par ses arrêtés des 7 décembre 1906 et 26 juillet 1907, entièrement admis la manière de voir de l'Administration municipale qui soutenait que la fonte et l'acier étant des dérivés du fer, étaient passibles de la taxe au même titre que ce dernier.

La réclamation de la Compagnie P.-L.-M. ne peut donc pas être admise et je vous propose, Messieurs, de m'autoriser à défendre à l'action engagée par cette Compagnie devant le Conseil de Préfecture du Rhône.

Lyon, le 26 novembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION SPÉCIALE.

Messieurs, il s'agit d'un mémoire déposé au greffe du Conseil de Préfecture du Rhône le 28 octobre 1907, par la Compagnie P.-L.-M., demandant une réduction de la taxe municipale sur les constructions neuves qui lui a été imposée pour l'établissement des voies ferrées à la gare de la Guillotière.

Or, à l'occasion de diverses instances reposant sur le même objet, dont une introduite par la Compagnie P.-L.-M., le Conseil de Préfecture a, par ses arrêtés des 7 décembre 1906 et 26 juillet 1907, entièrement admis la manière de voir de l'Administration municipale.

En conséquence, Messieurs, je vous propose d'autoriser M. le Maire à défendre à l'action engagée par cette Compagnie devant le Conseil de Préfecture du Rhône.

Le Rapporteur,
F. MOUSSET.

(Adopté.)

Présentation aux fonctions de répartiteur des Contributions directes pour l'année 1908.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, aux termes de l'article 61, paragraphe 5 de la loi du 5 avril 1884, le Conseil municipal doit présenter chaque année des candidats pour les fonctions de répartiteur des impôts directs.

Pour la ville de Lyon, le nombre des répartiteurs à présenter au choix du Préfet est fixé à dix titulaires et à dix suppléants par arrondissement.

Afin de vous permettre de procéder à cette désignation, j'ai l'honneur de vous soumettre des listes contenant un nombre de noms double de celui ci-dessus indiqué.

Lyon, le 3 décembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION SPÉCIALE.

Messieurs, au nom de votre Commission spéciale, je vous propose de désigner les répartiteurs suivants :

1^{er} ARRONDISSEMENT.

Titulaires.

- M. Martin (Jean), entrepreneur-poêlier, rue Sergent-Blandan, 32.
- M. Meysson (Jean-François), employé, montée de la Grande-Côte, 7.
- M. Riel (Paul), rentier, boulevard de la Croix-Rousse, 122.
- M. Moyne (Jean-Baptiste), rentier, rue d'Algérie, 19.
- M. Hartaud (Camille), fabricant de pâtes, côte des Carmélites, 10.
- M. Jouffray (Paul), propriétaire, rue Imbert-Colomès, 8.
- M. Monarque (Joseph), propriétaire, rue Imbert-Colomès, 27.
- M. Gourmond (Jean-Etienne) ex-fabricant, rue de l'Alma, 11.
- M. Forges (Claude), marchand-tailleur, montée de la Grande-Côte, 102.
- M. Vignon (Eugène), propriétaire, avenue de Saxe, 137.

Suppléants.

- M. Anglade (Léon), plâtrier, impasse des Chartreux, 16.
- M. Bourgeois (Victor), tulliste, cours des Chartreux, 19.
- M. Dupuis (François-Alexandre), bijoutier, cours des Carmélites, 11.
- M. Carry (Anthelme), menuisier, rue Pierre-Blanc, 9.
- M. Biollay (Benoît-Marius), rentier, rue du Sergent-Blandan, 18.
- M. Coquard (Jules), employé, quai de la Pêcherie, 9.
- M. Aynard (Théodore-Alexandre), ingénieur, quai Saint-Clair, 11.
- M. Dupont (Gabriel), rentier, montée de la Grande-Côte, 11.
- M. Dupeyroux (Jean), cordonnier, montée de la Grande Côte, 62.
- M. Sapanet (Emile), propriétaire, rue du Palais-de-Justice, 1.

2^e ARRONDISSEMENT.

Titulaires.

- M. Tournier (Théophile), quai Tilsitt, 19.
- M. Boyer (Pierre-Michel), rue Casimir-Perier, 31.
- M. Rohmer (Jules-Léon), quai Perrache, 14.
- M. Cimetière (Louis), rue Dugas-Montbel, 30.
- M. Letocart (Louis), cours Suchet, 40.
- M. Bouchet-Drivet (Raphaël), rue des Marronniers, 7.
- M. Genest (François), cours du Midi, 9.
- M. Guigue (Marie-Joseph), quai Gailleton, 37.
- M. Menu (Henri), rue des Marronniers, 8.
- M. Burdin (Ferdinand), rue Condé, 28.

Suppléants.

- M. Péliesson (Claude-Antoine), rue Auguste-Comte, 36.
- M. Nonidi (Jean), rue Marc-Antoine-Petit, 3.
- M. Farge (Claude), rue Dubois, 23.
- M. Soulier (Jean-Baptiste), rue Ferlandière, 32.
- M. Grange (Jean-Baptiste), rue Laurencin, 1.
- M. Pauflique (Jean), rue Centrale, 12.
- M. Douëgne (Charles-Marie-Joseph), quai Perrache, 27.
- M. Streichenberger (Rodolphe), rue des Deux-Maisons, 4.
- M. Guillet (Luc), place Bellecour, 29.
- M. Dutroux (Louis), cours Charlemagne, 12.

3^e ARRONDISSEMENT.

Titulaires.

MM.

- Collomb (Victor-Ennemond), propriétaire, cours Henri, 101.
- Berlioz (Georges), propriétaire, cours de la Liberté, 72.
- Thomas (Pierre), propriétaire, cours de la Liberté, 60.
- Peyret (Jean), propriétaire, rue Sébastien-Gryphe, 65.
- Rémond (Gabriel), propriétaire, cours de la Liberté, 64.
- Marchand (Charles), propriétaire avenue Berthelot, 31.
- Carra (Emile-André), propriétaire, rue Clos-Suiphon, 17.
- Bridet (Maximilien), propriétaire, cours de la Liberté, 40.
- Broussas (Louis), propriétaire, chemin de Gerland, 87.
- Théral (Jean-Baptiste), propriétaire, cours Gambetta, 15.

Suppléants.

MM.

- Gallay (Antoine), propriétaire, rue Jeanne-d'Arc, 52 bis.
- Griffon (Jean-Claude), propriétaire, chemin de Gerland, 79.
- Beurrier (Claude-Marie), propriétaire, avenue Berthelot, 220.
- Dubayle (Jean), propriétaire, grande rue de Monplaisir, 133.

MM.

- Rubaud (Jean-Adrien), propriétaire, rue Chaponnay, 9.
- Rognat (Benoît-Louis), propriétaire, avenue de Saxe, 281.
- Goyon (Jean), propriétaire, rue Crons-tadt.
- Blachon (Jean), propriétaire, rue Nouvelle, 4.
- Bourgeat (Pierre), propriétaire, quai de la Guillotière, 22.
- Charron (Fernand), propriétaire, place de l'Abondance, 9.

4^e ARRONDISSEMENT.

Titulaires.

MM.

- Silvent (Joseph), employé, rue Perrod, 10.
- Baille (Fleury), tisseur, rue Daviard, 8.
- Chol (Etienne), maître charpentier, rue Pelletier, 9.
- Merle (Louis), rentier, petite rue de Cuire, 8.
- Colin (Simon), propriétaire, rue Villeneuve, 7-9.
- Favre (Sébastien), chapelier, grande rue de la Croix-Rousse, 8.
- Sordet (Jean-Joseph), tisseur, rue Célu, 6.
- Botton (Denis), rentier, rue Dumont-d'Urville, 16.
- Morisot (Edmond), cafetier, boulevard de la Croix-Rousse, 153.
- Linossier (Anthelme-Jean), régisseur d'immeubles, rue Villeneuve, 2.

Suppléants.

MM.

- Manissier (Claude), tisseur, rue Daviard, 8.
- Trichard (Paul), propriétaire, petite rue d'Enfer, 14.
- Grinand (Jean-Marie), employé, rue Josephin-Soulary, 20.
- Fallevoz (Maurice-François), boulanger, rue Villeneuve, 4.
- Guinet (Michel), employé, place Tabareau, 19.
- Guicherd (Claude-Benoît), tisseur, rue Gigodot, 8.
- Faure (Jean), propriétaire, place Tabareau, 14.
- Seignier (François), cordonnier, rue Célu, 13.
- Gadoud (Claude-Benoît), plieur, rue Gigodot, 12.
- Magnin (Pierre), rentier, grande rue de la Croix-Rousse, 30.

5^e ARRONDISSEMENT.

Titulaires.

- M. Poncet (Louis), rue du Mont-d'Or, n° 14.
- M. Beaubaton, rue de la Favorite, 28.
- M. Raton, avenue de la Gare, 1 (Demi-Lune).
- M. Vial, grande rue de Vaise, 41.
- M. Quinty, rue Tramassac, 50.
- M. Larrivé, rue des Chevaucheurs, 15.
- M. Pernon, quai Pierre-Scize, 73.
- M. Georges (Louis), rue Saint-Georges, 94.

M. Germain, rue Saint-Pierre-le-Vieux, 12.

M. Bodin, rue de la Duchère, 16,

Suppléants.

M. Poncet (Marin), rue Berjon, 26.

M. Allioud, montée du Gourguillon, 43.

M. Rive, rue des Farges, 20.

M. Sigaud, rue de Trion, 67.

M. Marsanoux, rue des Farges, 20.

M. Bernard, chemin de Champagne, n° 54.

M. Seux, rue de Bourgogne, 19.

M. Deboille, rue de la Grange, 48.

M. Blanchon, chemin de Francheville, 17.

M. Gonin, rue de Trion, 27.

6^e ARRONDISSEMENT.

Titulaires.

M. Michon (Marius), négociant, rue Louis-Blanc, 47.

M. Seigle (Célestin), boulanger, rue Cuvier, 60.

M. Farat (Floribert), serrurier, rue Créqui, 93.

M. Clermont (Claude), entrepreneur, rue Vauban, 73.

M. Charcot (François), chaudronnier, rue Crillon, 41.

M. Baudin (Alphonse), entrepreneur, rue Félix-Jacquier, 23.

M. Bellot (Jean), propriétaire, rue Bossuet, 72.

M. Benezeth (Philippe), modelleur, rue Montgolfier, 31.

M. Duret (Auguste), architecte, rue Crillon, 82.

M. Pétavit (Claudius), entrepreneur, rue Duguesclin, 95.

Suppléants.

M. Foriel (Léon), chaudronnier, rue Bellecombe, 79.

M. Rolandez (Honoré), marchand de bois, rue Cuvier, 73.

M. Chatoux (Jean), entrepreneur, place Edgar-Quinet, 3.

M. Duchez (Jean), piqueur, rue Vauban, 100-202.

M. Brizon (Joseph), entrepreneur, rue Masséna, 25.

M. Barrier (Michel), plâtrier, rue du Musée, 32.

M. Serre (Auguste), négociant, rue Suchet, 6.

M. Latour (Jean-Marie), marchand de fourrages, rue Créqui, 123.

M. Bouvier (Adrien), marchand de chiffons, rue Louis-Blanc, 14.

M. Flacher (Etienne), restaurateur, rue Vauban, 68.

Le Rapporteur,
F. MOUSSET.

M. LE MAIRE : Messieurs, je mets aux voix ces désignations.

(Le Conseil adopte.)

Secours annuel à M^{me} Dervieux.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, M^{me} veuve Dervieux m'a adressé une demande pour solliciter la réversibilité de la pension de retraite à laquelle son mari pouvait prétendre le jour de son décès, survenu le 19 août dernier.

Or, aux termes des articles 7, 13 et 18 du règlement de la Caisse des retraites des employés municipaux, la demande de M^{me} veuve Dervieux ne pourrait recevoir satisfaction que si son mari avait accompli dix ans révolus de services.

Ce n'est malheureusement pas le cas : M. Dervieux, installé dans ses fonctions le 10 septembre 1897, et décédé le 19 août 1907, ne comptait par conséquent que neuf ans, onze mois et dix jours de services.

Le règlement de la Caisse des retraites n'est donc pas applicable à M^{me} Dervieux.

Mais en raison des services rendus par son mari au Bureau de bienfaisance, j'ai pensé qu'il pourrait lui être attribué un secours annuel et renouvelable.

La Commission administrative du Bureau de bienfaisance, à qui j'avais demandé de vouloir bien examiner cette question, a, par délibération du 25 octobre dernier, voté, à cet effet, une somme de 156 francs qui sera attribuée annuellement à M^{me} Dervieux à titre de secours.

Je vous propose, Messieurs, de vouloir bien décider qu'une allocation d'un chiffre égal à celui voté par le Bureau de bienfaisance, sera servie par la ville de Lyon à M^{me} Dervieux. Ce secours, renouvelable chaque année sur la demande de l'intéressée, serait payé trimestriellement et partirait du 20 août 1907, lendemain du décès de M. Dervieux. Il serait prélevé sur le crédit inscrit au budget pour : « Pensions et secours à la charge de la Ville ».

Lyon, le 7 novembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION SPÉCIALE.

Messieurs, M. Dervieux qui remplissait les fonctions de receveur au Bureau de bienfaisance depuis le 10 septembre 1897 et qui était tributaire de la Caisse des retraites des employés municipaux, étant décédé le 19 août dernier, sa veuve sollicite la réversibilité de la pension à laquelle son mari aurait pu prétendre.

M. le Maire explique dans son rapport que le règlement de ladite Caisse ne donne droit à pension qu'après dix ans de services et que malheureusement ce n'est pas le cas de M. Dervieux, auquel il manque vingt jours pour avoir le temps réglementaire ; mais, ajoute M. le Maire, en raison des excellents services rendus, la ville de Lyon et le Bureau de bienfaisance pourraient se concerter pour attribuer à sa veuve un secours annuel et renouvelable. Pour se conformer à ce sentiment de justice, le Bureau de bienfaisance, le 25 octobre dernier, votait un

secours annuel de 156 francs à M^{me} veuve Dervieux et M. le Maire vous proposait de voter une somme égale à ce chiffre, ce qui aurait porté à 312 francs le secours annuel accordé à la veuve d'un serviteur dévoué, mort en fonctions, à la veille d'avoir droit à une retraite proportionnelle et ne laissant pas de fortune. Pour ces raisons, quelques-uns de nos collègues et votre Rapporteur ont cru devoir en proposer le relèvement. La Commission administrative du Bureau de bienfaisance a consenti à entrer dans cette voie et par délibération du 29 novembre a voté un secours annuel de 250 francs à M^{me} Dervieux. En présence de cette décision, nous avons pensé que la ville de Lyon ne pouvait moins faire que s'associer à ce relèvement ; à cet effet des démarches ont été faites auprès de M. le Maire. Nous vous proposons donc, d'accord avec l'Administration municipale, de décider qu'un secours annuel et renouvelable de 400 francs sera servi par la ville de Lyon à M^{me} veuve Dervieux. Ce secours qui partirait du 30 août 1907, sera prélevé sur le crédit inscrit au budget pour : « Pensions et secours à la charge de la Ville ».

Le Rapporteur,
BATAILLE.

(Adopté.)

Chemins vicinaux ordinaires n° 44, 45, 148 et 149. — Fixation des alignements et du nivellement.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, par décision du 21 septembre 1907, la Commission départementale a :

1° Prononcé le classement dans la vicinalité ordinaire de la banlieue de Lyon, du tronçon de chemin à ouvrir sur 1.219 m. 85 de longueur entre le Rhône et le chemin vicinal ordinaire n° 14, « de la Guillotière à Gerland » comme prolongement de la première partie du chemin vicinal ordinaire n° 148, « des Ballonnières », comprise entre les chemins vicinaux ordinaires n° 14, « de la Guillotière à Gerland » et n° 117, « de Saint-Jean-de-Dieu » ;

2° Fixé le tracé et les alignements du prolongement du chemin vicinal ordinaire n° 148, « des Ballonnières », à ouvrir sur la longueur de 1.219 m. 85 ci-dessus mentionnée, lesquels alignements sont attributifs d'une largeur totale de 20 mètres ;

3° Fixé le nivellement des chemins vicinaux ordinaires suivants : n° 44, « des Culattes » dans la partie de 823 m. 50 de longueur à ouvrir ou à redresser suivant le tracé et les alignements approuvés le 23 mai 1903, le long et aux abords des futurs abattoirs de la Mouche, entre le chemin vicinal ordinaire n° 48, « des Cures au Rhône » et le prolongement précité du chemin vicinal ordinaire n° 148, « des Ballonnières » ; n° 45, « de la Vitriolerie à Saint-Fons », dans la partie de 793 mètres de longueur, également comprise le long et

aux abords des futurs abattoirs de la Mouche entre le chemin vicinal ordinaire n° 48, « des Cures au Rhône » et le prolongement du chemin vicinal ordinaire n° 148, « des Ballonnières » ; n° 148, « des Ballonnières », tant sur la longueur de 1.219 m. 85 du prolongement à ouvrir entre le Rhône et le chemin vicinal ordinaire n° 14, « de la Guillotière à Gerland », que dans la première partie de 577 mètres de longueur existant entre ce dernier chemin et le chemin vicinal ordinaire n° 117, « de Saint-Jean-de-Dieu » ; n° 149, « de Debourg », tant sur la longueur de 402 m. 90 du prolongement à ouvrir suivant les tracés et alignements approuvés le 23 mai 1903, entre le chemin vicinal ordinaire n° 45, « de la Vitriolerie à Saint-Fons » et l'ancien chemin vicinal ordinaire n° 44, « des Culattes » que dans la partie de 309 m. 50 de longueur existant entre l'ancien chemin des Culattes et l'avenue de Saxe prolongée.

Pour me conformer à la loi du 10 août 1871, j'ai l'honneur de placer sous vos yeux une copie de cette décision et des plans qui l'accompagnent.

Je vous serais obligé, Messieurs, de vouloir bien me donner acte de cette communication.

Lyon, le 11 novembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Sur la proposition de M. MENUT, rapporteur de la Commission générale, le Conseil donne acte à l'Administration municipale de sa communication.

Vente à M. Babolat d'une parcelle de terrain située avenue de Saxe prolongée.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, par une pétition du 2 octobre 1907, M. Revol, agissant comme mandataire de M. Babolat, propriétaire, demeurant à Lyon, rue Pierre-Corneille, n° 107, a demandé à acquérir par application de l'article 53 de la loi du 16 septembre 1807 et de l'article 2 du décret du 26 mars 1852, un délaissé de terrain communal situé avenue de Saxe prolongée à l'angle du chemin des Cures et joignant une propriété qu'il possède en façade sur ledit chemin.

Le délaissé dont il s'agit est représenté sur le procès-verbal de mensuration joint au dossier par une teinte rose. Il mesure une superficie exacte de 103 m. 51 d. carrés, estimés par M. le Directeur du service de la Voirie à la somme de 1.552 fr. 65, soit à raison de 15 francs le mètre carré.

Cette estimation a été acceptée par M. Babolat, qui a signé un projet de traité que j'ai l'honneur de vous soumettre.

Les conditions de ce projet de traité

paraissant acceptables, je vous propose, Messieurs, de vouloir bien m'autoriser à le rendre définitif.

Lyon, le 25 novembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, au nom de votre Commission générale, j'ai l'honneur de vous proposer d'autoriser M. le Maire à passer le traité définitif concernant la vente à M. Babolat, propriétaire, demeurant à Lyon, rue Pierre-Corneille, 107, d'une parcelle de terrain communal située avenue de Saxe prolongée, à l'angle du chemin des Cures et joignant une propriété que M. Babolat possède en façade sur le dit chemin.

Le Rapporteur,
André MENUT.

(Adopté.)

Bibliothèques populaires. — Etablissement et vente d'un catalogue.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, par deux lettres que je vous sou mets, M. le Bibliothécaire en chef de la Ville, chargé de la réorganisation et du fonctionnement des bibliothèques populaires des Mairies d'arrondissement, propose : 1° l'établissement aux frais de la Ville de petits catalogues des ouvrages existant dans chacune de ces bibliothèques. Ces catalogues seraient mis à la disposition des emprunteurs, qui pourraient les acquérir au prix de 0 fr. 10 l'exemplaire ; 2° la création dans chacune des bibliothèques des 1°, 2°, 4° et 5° arrondissements d'un emploi de garçon distributeur.

J'estime, comme M. Cantinelli, que la création d'un catalogue sera appréciée par les personnes qui fréquentent nos bibliothèques. Je vous propose de l'approuver en décidant que le produit des ventes qui seront faites par voie de régie sera encaissé par le Receveur municipal sous la rubrique « Recettes accidentelles à différents titres », (art. 130 du budget de l'exercice courant).

Je vous propose également d'approuver les créations d'emplois qu'il demande et qui sont justifiées par l'impossibilité dans laquelle se trouve l'unique employé de ces bibliothèques à assurer seul le service dans des conditions satisfaisantes. Ces garçons surveillants recevraient une somme de 400 francs, laquelle serait prélevée sur le crédit de 2.400 francs devenu sans affectation depuis le décès de M. Nugues, inspecteur des bibliothèques des Mairies d'arrondissement.

Lyon, le 14 novembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, M. le Bibliothécaire en chef de la Ville, chargé de la réorganisation des bibliothèques populaires des Mairies d'arrondissement, propose : 1° l'établissement, aux frais de la Ville, de petits catalogues des ouvrages existant dans chacune de ces bibliothèques ; ces catalogues seraient mis à la disposition des emprunteurs qui pourraient en faire l'acquisition au prix de 0 fr. 10 l'exemplaire ; 2° la création d'un emploi de garçon distributeur dans chacune des bibliothèques des 1°, 2°, 4° et 5° arrondissements.

L'Administration partage entièrement les vues de M. Cantinelli. L'utilité de catalogues méthodiques, permettant d'orienter dans leurs lectures les habitués de nos bibliothèques, et de contribuer ainsi à former le goût du public en lui faisant connaître des ouvrages de valeur qu'il ignore, n'est plus à démontrer. C'est un instrument de recherches primordial qui ne devrait faire défaut dans aucune bibliothèque. Nous vous proposons, en conséquence, d'approuver cette création et de décider que le produit des ventes qui seront faites par voie de régie sera encaissé par le Receveur municipal sous la rubrique « Recettes accidentelles à différents titres ». (Art. 130 du budget).

Les créations d'emplois demandées ne sont pas moins justifiées. L'unique employé de ces bibliothèques est, en effet, dans l'impossibilité d'assurer seul le service dans des conditions satisfaisantes ; les garçons surveillants recevraient une somme de 400 francs, prélevée sur le crédit de 2.400 francs devenu sans affectation depuis le décès de M. Nugues, inspecteur des bibliothèques des Mairies d'arrondissement.

Les propositions de l'Administration ont été approuvées par votre Commission générale, et nous vous invitons à les sanctionner.

Le Rapporteur,
P. PIC.

(Adopté.)

Restitution de droits de stationnement à la Compagnie de vidanges « La Coopérative ».

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, le Tribunal civil de Grenoble, par deux jugements des 5 juillet et 14 août 1907 adoptant la jurisprudence de la Cour de Cassation, a déclaré que la délibération du Conseil municipal du 21 novembre 1893, portant tarif du droit de stationnement des voitures de vidanges, ne pouvait servir de base légale à la perception de ce droit, même sur le domaine de la petite voirie.

Ces jugements ont, en conséquence, débouté la Ville des poursuites qu'elle exerçait contre les Compagnies l'Union mutuelle et la Coopérative pour le paiement des droits afférents aux années 1894 et postérieures.

En outre, le jugement du 14 août 1907 a condamné la Ville à restituer à la *Coopérative* une somme de 9,382 fr. 20 payée par cette Société en vertu du tarif sus énoncé dans les premiers mois de l'année 1894.

Par une lettre du 16 octobre 1907, cette Compagnie a demandé le paiement de cette somme et le remboursement du cautionnement de 10,000 francs, devenu sans objet depuis la décision du Tribunal de Grenoble.

Je vous propose, en conformité de l'avis émis par la Commission du Contentieux dans sa séance du 9 novembre courant de m'autoriser à donner satisfaction à ces demandes, tout en protestant contre les réserves faites devant le Tribunal en ce qui concerne d'autres remboursements qui pourraient être ultérieurement réclamés.

Pour le remboursement de la somme de 9,382 fr. 20 et le paiement des frais d'instance relatifs aux affaires des droits de stationnement des voitures de vidanges, je vous propose d'ouvrir au budget supplémentaire de l'exercice courant, un crédit prévisionnel de 12,000 francs.

Lyon, le 19 novembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

M. RIVIÈRE, rapporteur de la Commission générale, propose au Conseil des conclusions conformes au rapport de M. le Maire.

(Le Conseil adopte.)

Remboursement de cautionnement à la Compagnie de vidanges « La Lyonnaise ».

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, en janvier 1906, la Compagnie de vidanges *La Lyonnaise* a intenté à la ville de Lyon une instance judiciaire à l'effet d'obtenir le remboursement du cautionnement de 15,000 francs qu'elle avait déposé dans la Caisse municipale, par application de l'article 6 de l'arrêté réglementaire du 19 octobre 1876.

Une délibération du Conseil municipal du 3 avril 1906 a autorisé la Municipalité à défendre à cette instance, qui n'était nullement justifiée, la question du droit de stationnement de voitures de vidanges, alors pendante devant le Tribunal de Grenoble, n'était pas définitivement jugée.

Les récentes décisions de ce tribunal ne permettent pas à la Ville de conserver un cautionnement qui n'avait sa justification que dans la nécessité de garantir à la Ville le paiement éventuel des droits de stationnement contestés.

Je vous propose, en conséquence, de m'autoriser à effectuer le remboursement demandé, et, conformément à l'accord intervenu avec M. Feys, syndic

liquidateur de la Compagnie *La Lyonnaise*, de mettre fin au procès actuel pendant, chaque partie supportant les frais exposés par elle.

Lyon, le 19 novembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Au nom de la Commission générale, M. RIVIÈRE, rapporteur, propose d'autoriser le remboursement à la Compagnie de vidanges *La Lyonnaise* de son cautionnement.

(Adopté.)

Service des Eaux. — Opposition à un commandement.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, à la date du 26 novembre dernier, j'ai fait signifier un commandement à un concessionnaire d'eau qui est redevable envers la Ville d'une somme de 24 francs pour les causes indiquées par le rapport de M. le Directeur du service commercial des Eaux que je vous soumetts.

Ce commandement, qui a suivi plusieurs demandes de paiement restées infructueuses, a fait l'objet d'une opposition qui m'a été signifiée le 27 novembre dernier.

Le droit de la Ville au paiement de la somme réclamée n'étant pas contestable, je vous propose, Messieurs, de m'autoriser à poursuivre la validité du commandement qui a été signifié à ce concessionnaire.

Lyon, le 3 décembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Sur la proposition de M. RIVIÈRE, rapporteur de la Commission générale, le Conseil autorise l'Administration municipale à poursuivre la validité du commandement signifié à un concessionnaire d'eau redevable envers la Ville d'une somme de 2.000 francs.

Droits de stationnement. — Revision des tarifs.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, les tarifs des droits de place et de stationnement sur le domaine de la grande et de la petite Voirie et leurs dépendances, approuvés par décisions ministérielle et préfectorale des 1^{er} et 2 juillet 1903 sont révisables tous les cinq ans et, en l'espèce, le 1^{er} juillet prochain.

Profitant de cette clause, j'ai l'honneur de vous soumettre le projet de revision des taxes ci-après :

1^{re}. — 8^e CATÉGORIE : *Droits de place applicables aux fêtes baladoires.*

§ 2. — Balançoires à mouvement alternatif ou circulaire dans un mouvement vertical, l'appareil :

Pour une durée de deux jours, 35 fr. au lieu de 25 francs.

Pour une durée de trois jours, 45 fr. au lieu de 30 francs.

Pour une durée de neuf jours, 100 fr. au lieu de 50 francs.

Pour une durée de seize jours, 150 fr. au lieu de 70 francs.

Ce genre d'installation étant devenu très luxueux et de grand rapport, l'augmentation proposée me paraît entièrement justifiée.

2^e — 9^e CATÉGORIE : *Droits afférents à l'occupation de la voie publique par les propriétaires riverains.*

Etais appuyés sur la voie publique par étau et par an ;

1^{re} classe, 10 francs au lieu de 15 fr.

2^e classe, 7 francs, sans changement.

3^e classe, 4 francs au lieu de 3 francs.

C'est par erreur que l'on a appliqué à ces installations les taxes des étalages ; nous les ramenons à celles prévues par le tarif des droits de voirie actuellement en vigueur.

Je ne vois pas d'autres modifications à apporter à ces tarifs et vous serai obligé, Messieurs, de vouloir bien les approuver après avoir, s'il y a lieu, décidé leur mise à l'enquête, conformément aux prescriptions de la circulaire ministérielle du 20 août 1825.

Lyon, le 4 décembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

M. RIVIÈRE, rapporteur de la Commission générale, propose de reviser le tarif des droits de stationnement conformément aux chiffres indiqués dans le rapport de M. le Maire.

(Ces conclusions, mises aux voix, sont adoptées.)

Chômage dans l'industrie du tissage. — Subvention supplémentaire au Bureau de bienfaisance.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, au mois de juin dernier, différentes organisations syndicales m'ont signalé la situation malheureuse dans laquelle se trouvaient certaines familles par suite de la crise que subissait à ce moment l'industrie du tissage.

J'ai immédiatement demandé au Bureau de bienfaisance de remettre aux Mairies d'arrondissements intéressées des bons de secours en nature, destinés à faire face aux besoins les plus pressants, créés par cette crise temporaire.

Par lettre du 15 novembre courant, que vous trouverez ci-jointe, M. le Vice-Président du Bureau de bienfaisance fait connaître que cette crise peut être considérée comme terminée et il demande le remboursement de la somme de 1,191 fr. 20 qu'il a avancée pour cette distribution exceptionnelle.

Je vous propose, Messieurs, de m'autoriser à prélever cette somme sur le crédit inscrit à l'article 183 du budget

primitif de l'exercice courant, sous le titre : « Subvention aux caisses de chômage organisées par les Syndicats ouvriers ».

Lyon, le 23 novembre 1907.

Le Maire de Lyon.

Edouard HERRIOT.

Le Conseil, sur la proposition de M. THÉVENON, rapporteur de la Commission générale, approuve le remboursement au Bureau de bienfaisance, de la somme de 1,191 fr. 20 avancée par cet établissement pour secours exceptionnels pendant la crise qu'a subie, au mois de juin, l'industrie du tissage.

Agrandissement du nouveau cimetière de la Croix-Rousse. — Réclamation de M. Cavernier.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, par une lettre en date du 23 octobre 1907, M. Cavernier, demeurant à Lyon, quai de la Charité, 35, entrepreneur adjudicataire des travaux d'agrandissement du nouveau cimetière de la Croix-Rousse, sur l'expropriété Ronzière, demande :

1° Le règlement définitif des travaux exécutés ;

2° Le remboursement de la somme de 800 francs qu'il a versée à titre de cautionnement ;

3° Le remboursement de la somme de 1,646 fr. 98 qui lui a été retenue comme garantie des travaux exécutés ;

4° Une indemnité qu'il évalue à 2,023 fr. 91, pour compenser la perte des bénéfices qu'il n'a pu réaliser en raison des modifications apportées dans l'importance de certaines natures de fournitures prévues dans le projet et de la diminution dans la masse des travaux.

Le projet d'agrandissement du nouveau cimetière de la Croix-Rousse, sur l'expropriété Ronzière, a été approuvé par une délibération du Conseil municipal du 24 juillet 1905.

Ce projet comprenait notamment les travaux d'aménagement des allées à créer, la construction d'un tronçon d'égout et de rigoles en cailloux roulés, la restauration des murs de clôture, et enfin l'extraction de 3,400 mètres cubes de terre végétale qui devait être mise à la disposition du service des cultures, pour être employée dans les travaux de plantation d'arbres, à exécuter dans le nouveau cimetière. En outre, une fourniture de 3,050 mètres cubes de gravier était prévue pour remplacer la terre végétale extraite et pour le remblaiement de diverses allées.

Le montant total du projet s'élevait à la somme de 31,000 francs, se décomposant ainsi :

Travaux à adjuger.....	27.403 20
Somme à valoir pour travaux imprévus.....	1.496 80
Travaux en régie.....	2.100 »
Total.....	31.000 »

Le 31 octobre 1905, M. Cavernier fut déclaré adjudicataire de ces travaux moyennant un rabais de 3 fr. 05 %.

Les travaux commencés le 27 novembre 1905 furent interrompus le 31 juillet 1906, l'emplacement des allées restant à exécuter étant occupé par diverses constructions en bordure sur la rue Saint-Pothin et appartenant à la Ville.

Après avoir fait procéder à de nombreux sondages, M. le Directeur du service des Cultures reconnut que la nature du terrain qui constituait le sol de la propriété Ronzière était propice et favorable à la bonne venue des essences d'arbres qu'il se proposait de faire planter. Par suite, il devenait inutile de procéder aux travaux d'extraction de terres végétales prévus au projet, et de ce fait la quantité de gravier à fournir se trouva considérablement diminuée et fut réduite à 649 mètres cubes au lieu de 3,050.

L'économie réalisée de ce chef par la Ville s'est élevée à la somme de 12,721 fr. 50 se décomposant ainsi :

Extraction de terre végétale :	
3.400 mètres cubes à 0 fr. 80.	2.720 »
Transport de terre végétale :	
3.400 mètres cubes à 0 fr. 47.	1.598 »
Gravier cru pour remblai :	
3.050 — 649 = 2.401 m. c., à	
3 fr. 50	8.403 50
Total.....	Fr. 12.721 50

Ce qui représente, par rapport à l'ensemble des travaux adjugés, une diminution équivalant à une proportion de 12,721 fr. 50 : 27,403 fr. 20 = 0,464, soit environ du 2/5.

Or, aux termes de l'article 31 du cahier des clauses et conditions générales imposées aux entrepreneurs des Ponts et Chaussées, et auxquels M. Cavernier est soumis en vertu de l'article 14 du cahier des charges de son entreprise, lorsque la diminution dans la masse des travaux est de plus du sixième, l'entrepreneur reçoit, s'il y a lieu, à titre de dédommagement, une indemnité qui, en cas de contestation, est fixée par le Conseil de Préfecture, sans préjudice du droit à la résiliation immédiate du marché.

D'autre part, l'article 32 stipule que « lorsque les changements ordonnés ont pour résultat de modifier l'importance de certaines natures d'ouvrages, de telle sorte que les quantités prescrites diffèrent de plus d'un quart en plus ou en moins des quantités portées au détail estimatif, l'entrepreneur peut présenter en fin de compte, une demande en indemnité basée sur le préjudice que lui auraient causé les modifications apportées à cet égard dans les prévisions du projet.

Enfin, aux termes de l'article 34, l'ajournement des travaux pour plus d'une année, donne à l'entrepreneur le droit de demander qu'il soit procédé à la réception définitive des travaux exécutés et, par suite, que la retenue de garantie qui a été exercée sur lesdits travaux lui soit remboursée.

De ce qui précède il résulte que la

réclamation de M. Cavernier est fondée, et que le droit de prétendre à une indemnité ne peut être mis en doute.

Les travaux qui restent à exécuter sont peu importants, ils nécessiteront une dépense de 500 francs environ ; leur achèvement est subordonné à la démolition des constructions situées au droit de la rue Saint-Pothin, sur l'emplacement des allées projetées. Ces constructions sont indiquées par une teinte jaune, sur le plan ci-joint.

J'ai pensé qu'il y aurait intérêt à faire procéder à cette démolition dans le plus bref délai, afin de ne pas retarder plus longtemps l'achèvement des travaux adjugés à M. Cavernier, et j'ai prié M. le Directeur de la Voirie, de vouloir bien offrir à cet entrepreneur, sous réserve de votre approbation et en compensation de sa renonciation à toute indemnité, de lui confier les travaux de démolition des bâtiments et murs de clôture qui lui seraient payés au prix des bordereaux de son entreprise, et de l'entreprise d'entretien à laquelle se réfère le cahier des charges du projet d'agrandissement du cimetière, les matériaux utilisables tels que tuiles, bois de charpentes et autres, restant sa propriété. Ces matériaux dont l'état laisse fort à désirer ne peuvent être employés pour les besoins de la Ville.

M. Cavernier serait en outre chargé de reconstruire et de remettre en état dans les mêmes conditions de prix diverses parties de murs de clôture au droit de la rue Saint-Pothin. Le montant des travaux ainsi confiés à cet entrepreneur s'élèverait à la somme de 6,000 francs environ.

M. Cavernier ayant déclaré accepter ces propositions qui sont de nature à sauvegarder les intérêts de la Ville, j'ai l'honneur de vous proposer, Messieurs de vouloir bien m'autoriser :

1° A faire rembourser à M. Cavernier, la somme de 800 francs qu'il a déposée à la Caisse municipale, le 31 octobre 1905, à titre de cautionnement ;

2° A prononcer la réception définitive des travaux exécutés et à rembourser à cet entrepreneur la somme de 1,646 fr. 98 cent. retenue comme garantie des travaux exécutés ;

3° A lui confier, aux conditions précitées, les travaux de démolition des murs et bâtiments appartenant à la Ville et situés sur l'emplacement des allées à achever, ainsi que la reconstruction des parties de murs de clôture au droit de la rue Saint-Pothin.

Quant à la somme de 6,000 francs, montant de la dépense, elle pourra être prélevée sur le crédit inscrit au budget supplémentaire de l'exercice courant pour : « Agrandissement du nouveau cimetière de la Croix-Rousse sur l'expropriété Ronzière », lequel présente un disponible suffisant.

Lyon, le 3 décembre 1907.

Le Maire de Lyon,

Edouard HERRIOT.

Au nom de la Commission générale, M. THÉVENON, rapporteur, propose au Conseil d'adopter les conclusions du rapport de M. le Maire.

(Adopté.)

Assurance contre les accidents d'eau et la responsabilité civile de divers immeubles. — Avenant de résiliation aux polices.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, la Ville a acquis dans le courant de l'année 1907, un certain nombre d'immeubles en vue de la construction de groupes scolaires. Quelques-uns de ces immeubles étaient assurés contre les accidents d'eau et la responsabilité civile par leurs anciens propriétaires.

La Ville ne garantissant pas ses maisons contre ces risques, j'ai demandé à la Compagnie « Assurance générale des Eaux », de vouloir bien résilier les polices par lesquelles elle assurait les immeubles rues de Pazzi, 1, Emile-Zola, 2, grande rue de la Guillotière, 28 et place des Jacobins, 7.

Cette Société ayant adhéré à ma proposition moyennant le paiement d'une indemnité forfaitaire de 70 francs, je vous propose, Messieurs, de vouloir bien approuver le projet d'avenant de résiliation ci-joint.

Lyon, le 25 novembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Sur la proposition de M. CHAT, rapporteur de la Commission générale, le Conseil approuve l'avenant de résiliation consenti par la Compagnie Assurance générale des Eaux.

Répartition de la contribution personnelle-mobilière en 1908. — Exemptions.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous proposer de vouloir bien prendre une délibération relative à la répartition, en 1908, de la contribution personnelle-mobilière et aux exemptions à accorder aux contribuables indigents.

Cette délibération serait conforme à celles que le Conseil municipal a déjà prises les années précédentes pour le même objet.

Lyon, le 2 décembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION SPÉCIALE.

Messieurs, au nom de la Commission spéciale, je vous propose de prendre la délibération suivante :

Le Conseil municipal,

Vu les articles 12 et 17 combinés de la loi du 21 avril 1832 ;

Délibère :

Sont exemptés de toute cotisation les habitants payant un loyer inférieur à 200 francs,

et de la contribution mobilière ceux dont le loyer est inférieur à 300 francs. Les habitants payant une location de 200 à 300 francs (ce dernier chiffre non compris) ne seront ainsi assujettis qu'à la contribution personnelle ;

2° Ne seront pas compris dans ces exonérations : les propriétaires, les rentiers, les contribuables ayant à Lyon un simple pied-à-terre, les patentables autres que ceux inscrits aux 7^e et 8^e classes du tableau A, et, d'une manière générale, toutes les personnes ayant une situation pécuniaire suffisante pour leur permettre d'acquitter l'impôt.

Le Rapporteur,
Laurent CHAT.

(Le Conseil adopte.)

Caisse de retraites des employés de l'Administration municipale. — Compte et budgets.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre le compte administratif de l'exercice 1906, le budget additionnel de 1907 et le budget primitif de 1908 de la Caisse de retraites des employés de l'Administration municipale.

Ces compte et budgets présentent les résultats suivants :

Compte administratif de 1906 :

Recettes.....Fr.	341.745 20
Dépenses.....	232.732 61
Excédent de recettes..Fr.	109.012 59

Budget additionnel de 1907 :

Recettes.....Fr.	195.964 43
Dépenses.....	195.964 43

Budget primitif de 1908 :

Recettes.....Fr.	434.400 »
Dépenses.....	434.400 »

Je vous propose, Messieurs, de vouloir bien délibérer sur ces documents.

Lyon, le 2 décembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Le Conseil, sur la proposition de M. CHAT, rapporteur de la Commission spéciale, approuve les compte et budgets de la Caisse de retraites des employés de l'Administration municipale.

Caisse de retraites des employés de l'Octroi. — Compte administratif de l'exercice 1906.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre le compte administratif de l'exercice 1906, de la Caisse de retraites des employés de l'Octroi.

Ce compte présente les résultats suivants :

Recettes.....Fr.	292.897 33
Dépenses.....	206.842 61
Excédent de recettes..Fr.	86.054 72

lequel sera reporté au chapitre des recettes du budget supplémentaire de 1907 de la Caisse des retraites des employés

de l'Administration municipale, par suite de la fusion de ces deux caisses, approuvée par décret du 1^{er} décembre 1906.

Je vous propose, Messieurs, de vouloir bien délibérer sur ce document.

Lyon, le 2 décembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Au nom de la Commission spéciale, M. CHAT, rapporteur, propose l'approbation du compte administratif, pour l'exercice 1906, de la Caisse de retraites des employés de l'Octroi.

(Adopté.)

Conseil des Prud'hommes. — Revision de la liste électorale.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, par un arrêté du 14 novembre 1907, M. le Préfet du Rhône a ordonné qu'il serait procédé à la revision de la liste des électeurs prud'hommes.

Aux termes de l'article 4 de cet arrêté les listes doivent être certifiées par le Maire et deux assesseurs. En conformité de l'article 10 de la loi du 26 mars 1907, ces assesseurs doivent être désignés par le Conseil municipal, contrairement à l'ancienne législation qui donnait au Maire le droit de les choisir.

D'accord avec MM. les Présidents du Conseil des Prud'hommes de Lyon, je vous propose de désigner pour remplir cette mission MM. Gaget, électeur prud'homme ouvrier et Morel, électeur prud'homme patron.

Lyon, le 3 décembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Sur la proposition de M. CHAT, rapporteur de la Commission générale, le Conseil désigne MM. Gaget et Morel.

Grand-Théâtre. — Paiement par la Ville de deux tiers des décors neufs exécutés pour les représentations de « Marie-Madeleine » et de « La Flûte enchantée ».

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, par votre délibération du 4 février 1907 vous avez décidé que la Ville participerait, à partir du 1^{er} janvier de l'année courante, et jusqu'à concurrence des deux tiers, dans les dépenses d'acquisition de décors nouveaux, de location de décors ou de réparation de décors anciens au Grand-Théâtre.

En conformité de cette disposition, MM. les Directeurs de ce théâtre demandent que la Ville prenne à sa charge les deux tiers de la dépense de 771 fr. 11, coût des décors exécutés pour les représentations de *Marie-Madeleine* et de *La Flûte enchantée*, soit 514 fr. 08.

Comme il n'existe au budget de la Ville aucune prévision pour le paiement de cette somme, je vous propose, Messieurs, de vouloir bien voter un crédit supplémentaire de pareille somme.

Lyon, le 4 décembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Sur la proposition de M. CHAT, rapporteur de la Commission générale, le Conseil décide de payer, conformément à sa délibération du 4 février 1907, la somme de 514 fr. 08, représentant les deux tiers du coût des décors neufs exécutés pour les représentations de *Marie-Madeleine* et de *La Flûte Enchantée*.

Taxe sur les constructions neuves. — Instance Compagnie P.-L.-M. contre ville de Lyon (suppression des passages à niveau de la ligne de Lyon à Genève).

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, par un mémoire déposé au greffe du Conseil de Préfecture du Rhône le 14 novembre 1907, la Compagnie P.-L.-M. renouvelle, à l'occasion du deuxième tiers de la taxe sur les constructions neuves qui lui a été appliquée pour les travaux de suppression des passages à niveau de la ligne de Lyon à Genève, l'instance qu'elle avait introduite, lors de l'établissement du premier tiers, et qui a fait l'objet de l'arrêté de rejet du Conseil de Préfecture en date du 26 juillet 1907.

La Compagnie P.-L.-M. n'invoque aucun argument de fait ou de droit nouveau; sa réclamation n'a d'autre but que de parer à la forclusion qui pourrait éventuellement lui être opposée.

Dans ces conditions, je vous propose, Messieurs, de me renouveler en cette circonstance, l'autorisation que vous m'avez accordée par votre délibération du 3 avril 1906 de défendre à l'action engagée à ce sujet par la Compagnie P.-L.-M.

Lyon, le 26 novembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

RAPPORT DE LA COMMISSION SPÉCIALE.

Messieurs, sans invoquer aucune raison nouvelle, la Compagnie P.-L.-M. intente à la Ville une action en non-paiement des taxes de remplacement pour le deuxième tiers de ses travaux de la nouvelle gare de Genève, alors qu'elle a déjà été condamnée pour le premier.

Il y a donc tout lieu d'autoriser l'Administration à défendre à cette instance, au nom de votre Commission spéciale; je vous propose des conclusions dans ce sens.

Le Rapporteur,
V. FAGOT.

(Adopté.)

Application de la loi sur le repos hebdomadaire. — Demande en dérogation.

RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Messieurs, s'autorisant du vœu que je vous ai prié d'émettre dans mon dernier rapport sur la question du repos hebdomadaire, deux Syndicats de coiffeurs, la Chambre des maîtres coiffeurs de Lyon et de la région, et le Syndicat des patrons coiffeurs de Lyon et la banlieue, nous demandent aujourd'hui sans toucher d'ailleurs à la dérogation du lundi, de leur accorder conjointement la dérogation C, dimanche après-midi avec un jour compensateur par quinzaine.

Avant de vous présenter notre rapport et l'avis favorable que nous allons vous demander, nous nous sommes assurés auprès de M. le Secrétaire général Cacaud, qu'il avait pris toutes les mesures pour faire appliquer la loi avec ses propres agents — puisque les Inspecteurs du travail sont manifestement insuffisants — à tous les commerçants de détail et surtout à ceux qui ont résisté jusqu'à ce jour. Mais la loi sera appliquée comme l'indique le Parlement dans ses dernières délibérations, en accordant avec largesse, selon les exigences diverses du travail, toutes les dérogations prévues: soit dimanche midi avec jour compensateur, soit dimanche midi, au lundi midi, ou enfin même le repos par jour, par groupes ou en totalité, etc.

Pour ceux qui comme moi ont suivi de près les tentatives d'application de cette loi, il est évident, puisque dès le début on n'a pas trouvé le moyen de l'imposer à tous, qu'il faut maintenant qu'on en a constaté la défectuosité et surtout les résistances intéressées, arriver à tout prix à son application en la facilitant par tous les moyens pour la faire entrer dans les mœurs, quitte à la resserrer ensuite sous peine de la voir tomber rapidement en complète désuétude. C'est ce qu'on peut constater déjà dans plusieurs commerces que je pourrais citer où le roulement appliqué au début ne l'est plus du tout maintenant; c'est ce que nous avons exprimé en votre nom à M. le Secrétaire général avec lequel nous nous sommes trouvés en parfaite communion d'idées.

Dans ces conditions et étant donné le régime nouveau qui va suivre pour tous les autres commerçants de détails, nous vous proposons, Messieurs, de donner un avis favorable à la demande de dérogation de deux Syndicats cités plus haut. Le régime des coiffeurs se composerait donc:

- 1° De ceux qui conserveraient la fermeture du dimanche, principe de la loi;
- 2° De ceux qui garderaient la dérogation du lundi;
- 3° De ceux qui préféreraient le dimanche midi avec jour compensateur.

Le Rapporteur,
V. FAGOT.

(Adopté.)

Assurance contre l'incendie des Musées. — Avenant à la police.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, les polices assurant contre l'incendie les musées municipaux garantissent toutes les collections et objets divers qui sont régulièrement inscrits au catalogue.

Il arrive cependant que des objets d'arts soumis à l'examen de la Commission des musées en vue de leur acquisition restent un certain temps en dépôt au secrétariat ou dans d'autres locaux du Palais des Arts.

En cas de sinistre, la Ville resterait son propre assureur pour ces objets et devrait indemniser elle-même les propriétaires.

Pour mettre fin à cette situation, j'ai proposé et les Compagnies ont accepté un avenant comprenant les tableaux, gravures et autres objets d'art déposés pour l'examen dans les locaux du Palais des Arts au nombre des risques garantis par la police de 6,000,000 de francs consentie à la Ville pour l'assurance des musées contre l'incendie.

Cet avenant n'entraînant aucune nouvelle dépense pour la Ville, je vous propose, Messieurs, de l'approuver.

Lyon, le 6 novembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

M. ABEL, au nom de M. DECLÉRIS, rapporteur de la Commission spéciale, propose au Conseil d'approuver l'avenant d'augmentation à la police d'assurance des Musées.

(Adopté.)

Caisse de retraites des sergents de ville de Lyon. — Réversibilité de pension veuve Corget.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de placer sous vos yeux un rapport de M. le Préfet du Rhône au sujet de la demande en réversibilité de pension formée par M^{me} veuve Corget, née Rey (Marie), veuve d'un ancien sous-brigadier à la compagnie du corps des gardiens de la paix de la ville de Lyon.

Cette demande est conforme aux prescriptions du décret du 19 septembre 1863, instituant une Caisse spéciale de retraites pour le corps des sergents de ville de Lyon.

Je vous propose, en conséquence, de vouloir bien émettre un avis favorable à la demande de M^{me} veuve Corget et de fixer à la somme de 244 francs la pension de retraite annuelle et viagère à lui accorder.

Cette pension serait imputée sur les fonds de la Caisse de retraites des sergents de ville de Lyon, et prendrait cours du 30 octobre 1907, lendemain du décès du sieur Corget.

Lyon, le 29 novembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

M ABEL, au nom de M. DECLÉRIS, rapporteur de la Commission spéciale, propose au Conseil de fixer à 244 francs la pension annuelle et viagère à allouer à M^{me} veuve Corget.

(Le Conseil adopte.)

Hospices civils de Lyon. — Mainlevée d'inscription hypothécaire.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, par une délibération du 9 octobre 1907, le Conseil général d'administration des Hospices civils de Lyon a demandé l'autorisation de donner mainlevée de l'inscription de privilège de vendeur prise au 2^e Bureau des hypothèques de Lyon, le 1^{er} mars 1907 à l'effet de garantir auxdits hospices, le paiement du solde du prix de vente de l'immeuble dit du « Logis de l'Ange », situé à Lyon, grande rue de la Guillotière, 28, dont la ville de Lyon s'est rendue adjudicataire les 31 juillet et 1^{er} août 1906 par élection de command de M. Brunon à son profit, moyennant le prix de 210.000 francs.

La ville de Lyon ayant complètement soldé son prix d'acquisition ainsi que le constate la quittance notariée ci-jointe, rien ne s'oppose à ce qu'il soit donné satisfaction à cette demande.

Il vous appartient néanmoins, Messieurs, conformément aux prescriptions de l'article 10 de la loi du 7 août 1851 de donner votre avis au sujet de cette affaire.

Lyon, le 3 décembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Le Conseil municipal, sur la proposition de M. ABEL, au nom de M. DECLÉRIS, rapporteur de la Commission spéciale, émet un avis favorable à la délibération du Conseil général d'administration des Hospices civils en date du 9 octobre 1907.

Hospices civils de Lyon. — Mainlevée d'inscription hypothécaire.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, par une délibération du 9 octobre 1907, le Conseil général d'administration des Hospices civils de Lyon a demandé l'autorisation de donner mainlevée de l'inscription prise d'office au 2^e bureau des hypothèques de Lyon, le 30 novembre 1906 à l'effet de garantir auxdits Hospices le paiement d'une somme de 868 fr. 60 qui leur était due par M^{me} veuve Ponthoux, née Annette Caillat, locataire d'une parcelle de terrain, située rue Félix-Jacquier, 28 (masse n° 5, aux Brotteaux), laquelle somme a été mise à la charge de M. Gorse, en suite de l'acquisition par ce dernier, à la barre du Tribunal civil de Lyon, de constructions édifiées sur ladite parcelle de terrain.

M. Gorse s'étant entièrement acquitté du montant des loyers mis à sa charge lors de l'adjudication ainsi que le constate le certificat ci-joint, délivré par M. le Receveur des Hospices, le 9 octobre 1907, rien ne paraît s'opposer à ce qu'il soit donné satisfaction à cette demande.

Il vous appartient néanmoins, Messieurs, conformément aux prescriptions de l'article 10 de la loi du 7 août 1851 de donner votre avis au sujet de cette affaire.

Lyon, le 4 décembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Sur la proposition de M. ABEL, en remplacement de M. DECLÉRIS, rapporteur de la Commission spéciale, le Conseil émet un avis favorable à la délibération du Conseil général d'administration des Hospices civils de Lyon, en date du 9 octobre 1907.

Elargissement de la rue des Tables-Claudiennes.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, depuis 1883, et à diverses reprises, les habitants du quartier de la rue des Tables-Claudiennes ont demandé l'élargissement de la partie Ouest de cette voie publique comprise entre l'ancienne place des Petits-Pères et la montée de la Grande-Côte.

Cette partie de la rue des Tables-Claudiennes est actuellement ouverte sur une longueur de 30 mètres environ à partir de la montée de la Grande-Côte avec une largeur de 3 m. 30 qui va en s'élargissant progressivement à 5 m. 50 jusqu'à l'ancienne place des Petits-Pères. Ces largeurs sont absolument insuffisantes pour satisfaire aux besoins de la circulation, notamment en raison de la proximité du groupe scolaire de la rue Neyret.

Aussi les habitants réclament-ils avec insistance l'élargissement de ladite rue.

Cet élargissement est projeté sur le plan du quartier Nord de la Ville, approuvé par ordonnance du 8 août 1848, suivant des alignements tracés en prolongement des alignements réalisés entre la place des Petits-Pères et la rue Camille Jordan; mais, depuis cette époque, la rue des Tables-Claudiennes a été prolongée à l'Ouest de la montée de la Grande-Côte, en longeant le Jardin des Plantes auquel elle sert de limite. On ne peut moins faire aujourd'hui que de la raccorder avec ce nouveau tronçon, en abandonnant le projet approuvé en 1848 qui ne s'harmonise plus avec l'état de chose actuel.

Il y aurait donc lieu de conserver à très peu de choses près l'alignement Sud actuel, sauf à le régulariser au fur et à mesure de la reconstruction des maisons portant les numéros 6, 8 et 10. L'alignement Nord pourrait être tracé à 10 mètres de distance de l'alignement

Sud. Ce projet aurait l'avantage très appréciable de ne frapper que les immeubles situés sur le côté Nord et d'être ainsi d'une réalisation plus économique.

C'est dans ce sens que M. le Directeur du service de la Voirie a dressé, conformément d'ailleurs à mes instructions, un projet d'alignement que j'ai l'honneur de vous soumettre.

Ce projet a pour but : de faire rapporter les alignements approuvés par l'ordonnance du 8 août 1848 et de faire approuver le nouvel alignement Nord AB tracé en rouge sur les plans en maintenant l'alignement Sud actuel CDEF bordé d'un liseré noir.

Le nouvel alignement AB suivrait une ligne droite partant du point X, situé à l'angle Nord-Ouest de la rue des Tables-Claudiennes et de la montée de la Grande Côte et aboutissant au point Y, intersection de la rue Capponi projetée à 7 mètres de largeur et de l'alignement Nord approuvé du tronçon oriental de la rue des Tables-Claudiennes.

Le nivellement partirait de l'axe de la montée de la Grande-Côte (à la cote 205.83) et suivrait une rampe de 0.03806 par mètre sur 49 m. 65 de longueur, puis une rampe de 0 m. 0076 par mètre sur 11 m. 80 de longueur, pour aboutir au point culminant (à la cote 207 m. 81); il s'abaisserait ensuite avec une pente de 0.086 par mètre sur 10 m. 40 de longueur jusqu'à l'axe de la rue Capponi et suivrait une autre pente de 0.031 par mètre sur 13 m. 70 de longueur pour se raccorder avec la chaussée actuelle (à la cote 207 m. 29).

L'élargissement projeté donnerait lieu, y compris les travaux de Voirie, à une dépense totale et approximative de 236.000 francs.

Je vous propose, Messieurs, de vouloir bien approuver ce projet et décider qu'il sera soumis à une enquête dans les formes prévues par l'ordonnance du 23 août 1835.

Quant à la somme de 236.000 francs, montant de la dépense, elle serait prélevée sur le produit d'un emprunt que l'Administration vous proposera prochainement de contracter en vue de l'exécution de travaux urgents à entreprendre, (ponts, transformation du service des Eaux, orphelinat, four crématoire, etc).

Lyon, le 26 novembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Le Conseil, sur la proposition de M. BAUDRY, approuve le projet d'élargissement de la rue des Tables-Claudiennes et décide qu'il sera soumis à une enquête dans les formes prévues par l'ordonnance du 23 août 1835.

Police assurant contre l'incendie l'immeuble rue Pareille, 18. — Avenant de résiliation.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre un projet d'avenant de résiliation à la police assurant contre l'incendie l'immeuble rue Pareille, 18, cet immeuble étant en voie de démolition.

Je vous propose, Messieurs, d'approuver ce projet d'avenant.

Lyon, le 16 décembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Au nom de la Commission spéciale M. BAUDRY, rapporteur, propose au Conseil d'approuver l'avenant de résiliation à la police assurant contre l'incendie un immeuble en démolition situé rue Pareille, 18.

(Le Conseil adopte ces conclusions.)

Etablissement d'une enseigne en mosaïque sur trottoir. — Pétition Muthuon.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, par une pétition du 15 novembre 1907, M. Muthuon, directeur des Magasins de Paris-Londres, rue Président-Carnot, 7, demande à établir sur le trottoir de ladite rue, au droit de son magasin, une enseigne en mosaïque de 11 m. 20 d. carrés portant l'inscription « Paris-Londres, Maison du Grand Tailleur ».

Dans son rapport, M. le Directeur du service de la Voirie, à qui cette pétition a été communiquée, émet l'avis que l'autorisation sollicitée peut être accordée, à la condition que M. Muthuon se conformera à certaines prescriptions énumérées dans ledit rapport.

En outre, M. Muthuon devra verser annuellement à la Caisse municipale pour location du sol de la voie publique, une redevance de 96 francs calculée à raison de 8 francs par mètre carré ou fraction de mètre carré, plus 2 francs de droit fixe de Voirie pour la première année seulement.

J'ai l'honneur de vous prier, Messieurs, de vouloir bien prendre une délibération au sujet de cette affaire.

Lyon, le 3 décembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Sur la proposition de M. RIVIÈRE, pour M. JACQUIER, rapporteur de la Commission spéciale, le Conseil décide d'autoriser M. Muthuon, aux fins de sa demande.

Service des Eaux. — Fourniture des charbons pour l'année 1908.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, les marchés de gré à gré se rapportant à la fourniture des charbons nécessaires au fonctionnement des usines du service municipal des Eaux, doivent arriver à expiration le 31 décembre prochain.

Dans un rapport du 28 novembre 1907, M. le Directeur du service de la Voirie fait connaître que les conditions obtenues pour l'année 1907, avantageuses malgré la hausse générale des prix, lui permettent d'affirmer que le système d'achat par voie d'adjudication n'aurait pas donné des résultats meilleurs, puisque les prix payés par la Ville sont, malgré cette hausse, inférieurs à tous ceux obtenus par les administrations ou industries ayant une consommation au moins égale.

Il propose, en conséquence, de conclure, pour 1908, de nouveaux marchés par voie de soumissions débattues de gré à gré avec les fournisseurs ayant précédemment offert les meilleures conditions de prix, qualités et garanties de livraisons régulières.

Adoptant cette manière de voir, j'ai l'honneur de vous proposer. Messieurs, de vouloir bien m'autoriser à traiter de gré à gré, aux mieux des intérêts de la Ville, pour la fourniture des charbons nécessaires au service des Eaux pendant l'année 1908.

Lyon, le 3 décembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

M. TIXIER, rapporteur de la Commission générale, propose au Conseil d'autoriser l'Administration municipale à traiter de gré à gré, au mieux des intérêts de la Ville, pour la fourniture des charbons nécessaires en 1908 au service municipal des Eaux.

(Adopté.)

Service des Eaux. — Insuffisance du crédit pour achat de charbons en 1907.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, les prévisions budgétaires faites en 1906 pour la fourniture de charbons aux usines des eaux, pendant l'année 1907, n'ont pu faire état de la hausse qui s'est produite dans les derniers mois de 1906 sur les prix des combustibles, hausse qui a obligé la Ville à subir, pour le renouvellement des marchés de 1907, une augmentation moyenne de 3 francs par tonne.

Le service de la Voirie avait espéré pouvoir compenser, au moins en partie, la dépense supplémentaire par une économie sur le tonnage; mais, bien que l'été de 1907 ait été moins sec que le précédent, la consommation de charbon pour l'année courante sera sensiblement égale à celle de 1906.

En effet, d'une part le nombre des abonnés va toujours croissant (76,812 en 1906 et 82,575 en 1907) et, d'autre part, la réparation de certaines chaudières et machines a nécessité l'emploi, pendant quelque temps, de vieilles chaudières d'un rendement très inférieur.

Ces circonstances ayant empêché la réalisation de l'économie escomptée sur le tonnage, le crédit pour achat de charbons en 1907 sera insuffisant.

Or, la dépense engagée de ce chef au 31 octobre, c'est-à-dire pour dix mois, s'élève à environ 255,000 francs. Les deux derniers mois de l'exercice courant donnent lieu à une dépense proportionnellement égale,

soit $255,000 : 10 \times 2 = 51,000$ fr.
ou, en chiffres ronds, 50,000 francs.

La dépense sera donc pour toute l'année de :

$255,000 + 50,000 = 305,000$ francs.

Les prévisions budgétaires n'étant que de 280,000 francs, il en résultera une insuffisance de crédit de :

$305,000 - 280,000 = 25,000$ francs.

Pour couvrir cet excédent de dépense, j'ai l'honneur de vous proposer, Messieurs, de vouloir bien décider l'inscription au budget supplémentaire de l'exercice courant d'un crédit spécial de 25,000 francs.

Lyon, le 5 décembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Le Conseil, sur la proposition de M. TIXIER, rapporteur de la Commission générale, décide l'inscription au budget supplémentaire de l'exercice courant, d'un crédit de 25,000 francs, nécessaire pour couvrir l'excédent de dépense faite pour l'achat des charbons nécessaires en 1907 au service des Eaux.

Location d'une pièce située au-dessus de la sacristie de l'église Saint-Paul, rue Saint-Nicolas, 9 bis. — Bail veuve Robert.

RAPPORT DE M. LE MAIRE.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre un projet de bail pour la location à M^{me} Robert d'une pièce, située au-dessus de la sacristie de l'église Saint-Paul.

Ce projet est conclu pour une période de neuf ans, à partir du 1^{er} janvier prochain, avec faculté réciproque de dédit pour la sixième année, moyennant le paiement d'un loyer annuel de 90 francs, payable par semestre et d'avance à la Caisse municipale.

M^{me} Robert sera chargée, pendant la durée du bail, de toutes les réparations nécessaires à cette pièce.

Je vous propose, Messieurs, de vouloir bien approuver ce projet de bail.

Lyon, le 9 décembre 1907.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Sur la proposition de M. ROUSTANG, rapporteur de la Commission spéciale, le Conseil approuve le projet de bail consenti à M^{me} Robert, pour la location d'une pièce située au-dessus de la sacristie de l'église Saint-Paul.

Questions de M. Arnaud, relatives
1° au prolongement du cours Charlemagne ; 2° à l'école maternelle de la rue Gilibert ; 3° à l'Hôtel des Postes ; 4° à la construction d'urinoirs ; 5° à la construction de maisons ouvrières.

M. ARNAUD : Messieurs, j'ai reçu mandat du Comité de concentration des forces socialistes du 2^e arrondissement, de demander à M. le Maire où en sont les projets qui intéressent nos quartiers. Depuis ma demande d'interpellation, il a été publié au *Bulletin municipal officiel* un rapport relatif à la prolongation du cours Charlemagne. Je suis moi-même chargé de le rapporter devant le Conseil ; je sais donc que cette affaire suit son cours. J'ai lu, en outre, dans le *Bulletin* que, pour donner un commencement d'exécution au prolongement du cours Charlemagne, l'Administration municipale a décidé l'ouverture d'une décharge publique entre la rue Terrasson et le quai Perrache.

Je demanderai donc simplement à M. le Maire dans combien de temps il espère pouvoir réaliser ce prolongement. Je le prierai à ce sujet de nous donner un renseignement précis.

D'autre part, ma question sera plus brève, puisque le rapport que j'ai entre les mains et que j'aurai l'honneur de rapporter bientôt devant la Commission générale, explique pourquoi le crédit relatif à l'exécution de ce projet est réduit à la somme de 232.000 fr. qui sera imputée jusqu'à concurrence de 100.000 francs environ sur le crédit inscrit au budget supplémentaire de l'exercice courant, sous le titre « Prolongement du cours Charlemagne » et pour le surplus sur un crédit spécial à comprendre dans l'emprunt que l'Administration nous demandera prochainement l'autorisation de contracter pour l'exécution de grands travaux. Je me bornerai donc à demander à l'Administration dans quel délai cette amélioration va être réalisée.

M. LE MAIRE : C'est pour hâter l'exécution du prolongement du cours Charlemagne et non pour la retarder que j'ai fait ouvrir un crédit spécial de 100.000 fr. au budget supplémentaire de 1907. J'ai donc dégagé d'une somme égale le crédit inscrit au budget ordinaire. Je compte prendre le surplus de la somme nécessaire sur les fonds de l'emprunt que nous allons contracter.

J'ai donné l'ordre que les travaux soient commencés immédiatement et ils seront poursuivis avec la plus grande hâte. Mais, je ne voudrais pas vous tromper ; je ne puis donc pas dire ce soir

exactement à quelle date ils seront terminés. J'ai demandé à ce sujet des renseignements au service de la Voirie ; je le prierai d'évaluer le temps nécessaire à l'achèvement des travaux. Cette évaluation ne peut être faite que par des techniciens. Dès que je serai renseigné, je vous renseignerai à mon tour. En tout cas, les travaux seront poursuivis sans interruption ; je prie l'Ingénieur en chef de la Voirie de prendre ses dispositions en ce sens.

M. ARNAUD : Au sujet de l'arrêt dans la construction de l'école maternelle de la rue Gilibert, vous avez bien voulu, Monsieur le Maire, nous faire savoir, dans une précédente séance, que c'est par la faute de l'ancien Architecte en chef de la Ville que les travaux ont été suspendus et qu'ils n'ont pas été repris.

L'Architecte n'a pas profité des beaux jours de l'année pour faire continuer la construction de cette école ; nous voici maintenant en hiver, et les enfants du quartier sont encore obligés de se rendre à l'école provisoire. On se demande s'ils devront y aller toujours. Le Comité de défense des intérêts du quartier Perrache signale à l'Administration l'urgence de l'achèvement de cette construction.

M. LE MAIRE : La question de l'école de la rue Gilibert est une de celles qui ont causé à l'Administration, ces temps derniers, les difficultés les plus graves et les plus désagréables. J'avais demandé à plusieurs reprises des renseignements à l'Architecte en chef de la Ville, chargé de ce travail par mon prédécesseur. Il n'y a que peu de temps que j'ai pu connaître les raisons pour lesquelles il n'a pas poursuivi, au cours de cette année, l'exécution des travaux. Je vous répéterais les raisons exposées par lui dans un rapport que j'ai sous les yeux, si je n'en étais empêché par l'obligation où je serais de mettre en cause un ancien membre de l'Administration dont je ne veux pas citer ici le nom. Je me bornerai à préciser des dates. L'avant-projet fut soumis à l'Administration municipale le 27 décembre 1906, c'est-à-dire il y a un an ; il fut communiqué par moi le jour même à la Commission des groupes scolaires. Celle-ci désigna deux rapporteurs, mais ce ne fut qu'à la séance du 14 juin 1907 qu'elle reçut un rapport verbal et de là vient le retard.

Je ne veux pas prendre la responsabilité de ce retard que l'Architecte en chef aurait dû me faire connaître. C'est pour avoir négligé de le faire que je l'ai mis à la retraite ; le non-achèvement de l'école maternelle de la rue Gilibert a été le principal motif que j'ai invoqué pour prendre à son égard cette grave résolution.

Depuis lors, le projet définitif à l'échelle de 2 centimètres pour mètre a été établi. Le travail peut être repris. La seule question qui se pose est celle de savoir par qui seront exécutés les travaux et fournitures de terrassements, maçonnerie, pierres de taille, ciment, carrelages et revêtements qui composent

le premier lot de l'entreprise et dont l'adjudicataire est décédé. Plusieurs solutions sont en présence :

Le traité de gré à gré avec un seul entrepreneur. Le traité de gré à gré en scindant le lot, c'est-à-dire en traitant avec un entrepreneur pour la maçonnerie, un fournisseur pour la pierre de taille, un entrepreneur pour les ciments et un quatrième entrepreneur pour les mosaïques, carrelages et revêtements. L'adjudication restreinte, en provoquant des offres de plusieurs entrepreneurs pour chacun de ces lots. Enfin, l'adjudication publique.

Si le Conseil municipal autorise l'Administration à traiter de gré à gré pour ces travaux dont l'importance n'est pas considérable, je prends l'engagement de mettre les ouvriers sur le chantier cet hiver, de façon à faire achever la construction au printemps.

M. ARNAUD : Le devis des travaux non adjugés s'élève à combien ?

M. LE MAIRE : Je n'ai pas le devis sous les yeux. Mais il s'agit en somme de construire une petite école maternelle de 3 ou 4 classes. Si l'Administration municipale est autorisée à traiter de gré à gré, les travaux seront entrepris tout de suite ; si, au contraire, on doit procéder à une adjudication publique, il n'en sera pas de même ; les délais administratifs sont assez longs.

Je consulte donc le Conseil municipal sur cette question. Le Conseil est-il d'avis de décider que les travaux et fournitures qui faisaient l'objet du premier lot seront confiés à un entrepreneur par voie de traité de gré à gré ?

M. RENARD : Ce serait, je crois, un précédent fâcheux.

M. LE MAIRE : Ce lot est de peu d'importance.

M. BIZET : Pourquoi ne confierait-on pas l'exécution de ces travaux aux entrepreneurs de l'entretien des bâtiments communaux, chacun en ce qui concerne son marché ?

M. LE MAIRE : J'accepte cette solution pour le lot disponible, c'est-à-dire pour la maçonnerie, les autres lots ayant été déjà publiquement adjugés.

Messieurs, je mets aux voix la proposition de M. Bizet. Que ceux qui sont d'avis de confier l'exécution des travaux et fournitures restant à adjudger dans la construction de l'école de la rue Gilibert, aux entrepreneurs adjudicataires de l'entretien des bâtiments communaux, veuillent bien lever la main.

(Le Conseil adopte.)

M. LE MAIRE : Il est bien entendu que si, au 15 janvier, les travaux ne sont pas repris, je désignerai un autre architecte.

M. ARNAUD : Vous savez, Messieurs, qu'à diverses reprises le Conseil municipal a insisté pour la création à Lyon

de bureaux nouveaux des Postes et Télégraphes et notamment pour l'installation d'un bureau dans la partie comprise entre la rue Victor Hugo, Bellecour et la place Ampère. Ce bureau a été demandé par plus de deux mille pétitionnaires. Non seulement, rien n'a été encore fait, mais nous ne savons pas s'il sera jamais donné satisfaction à nos réclamations sur ce point, qui préoccupe vivement les habitants du quartier et particulièrement ceux qui sont voisins de l'ancienne halle Ampère.

On sait qu'il est à peu près certain maintenant que l'Hôtel des Postes ne sera pas édifié sur l'emplacement primitivement choisi, ce qui n'empêche pas qu'on a barricadé ce terrain, que l'on n'y construit rien, et qu'on a fait le désert dans un quartier qui a connu autrefois beaucoup d'activité.

Je voudrais, Monsieur le Maire, que vous essayiez d'obtenir de M. le Sous-Secrétaire d'Etat aux Postes une solution, d'abord la création du bureau que je viens d'indiquer, qui déchargerait celui de la rue des Archers, et surtout l'utilisation du terrain désigné pour recevoir l'Hôtel des Postes. Que la Ville en obtienne la rétrocession et le mette en vente si elle veut, mais qu'on ne laisse pas subsister plus longtemps le vide si triste de cet emplacement au sein du 2^e arrondissement.

M. LE MAIRE : Messieurs, vous connaissez tous la question de la construction à Lyon d'un Hôtel des Postes, et vous savez combien elle est difficile à résoudre.

Une convention a été passée entre la ville de Lyon et l'Etat. Nous avons exécuté la partie de la convention qui concerne les obligations de la Ville : nous avons fait démolir la Halle de la place Ampère et le terrain est désormais à la disposition de l'Etat. A l'heure actuelle, le Sous-Secrétaire d'Etat aux Postes, Télégraphes et Téléphones, M. Simyan, s'oppose à la construction de l'Hôtel des Postes sur cet emplacement. Je discute avec lui, mais je suis en tout cas bien décidé à ne pas laisser cet établissement émigrer du 2^e arrondissement. Sans préjuger de la décision de M. le Sous-Secrétaire d'Etat, nous avons envisagé deux solutions. M. le Sous-Secrétaire a envoyé à Lyon, en mission spéciale, M. le Directeur du matériel et il semble bien que son choix s'est limité à deux emplacements : le premier, disponible le jour où les Bibliothèques municipales seront transférées dans les bâtiments de l'Archevêché, est la partie du Lycée en façade sur la rue Gentil ; le second, qui fait en ce moment l'objet d'une étude et dont il est peut-être prématuré d'entretenir le Conseil municipal, serait rendu libre par la désaffectation de l'Hôtel-Dieu. Si cette désaffectation se réalisait, il serait indispensable que l'Etat prit en location ou acheta une partie du grand palais du quai, ce palais devant être de toute façon conservé. L'Hôtel des Postes pourrait trouver sa place dans ces bâtiments.

Quelle que soit la solution éventuellement adoptée, il est impossible que la Ville reste avec la charge de l'emplacement que l'Etat avait tout d'abord choisi et qu'il refuse maintenant d'occuper. L'Etat, au cas où une solution n'interviendrait pas, doit à la ville de Lyon un dédommagement pour le tort qu'il lui aura causé en l'obligeant à détruire sans compensation un établissement d'utilité publique.

Il faut que les habitants du quartier intéressé aient la sagesse de comprendre que nous cherchons la solution de cette question, mais que nous avons le devoir de conserver l'avantage de notre position contre l'Etat, qui a tous les torts et qui ne gagnerait pas le procès que nous lui intenterions s'il y avait lieu.

M. ARNAUD : Il faudrait trouver le moyen de garder barre sur l'Etat sans laisser le terrain inoccupé.

M. LE MAIRE : Cela paraît impossible, Monsieur Arnaud. L'Etat tirerait argument de cette utilisation.

M. ARNAUD : Je suis obligé, Monsieur le Maire, de vous reparler de la construction d'un certain nombre d'urinoirs près des voûtes de Perrache.

Je sais bien que vous avez compris ces constructions dans un projet général, mais permettez-moi d'insister, car la question est urgente.

Depuis la construction à Perrache des services du tri, plusieurs centaines de facteurs passent tous les jours sous les voûtes du cours Charlemagne. Je vous assure que l'aspect de ces voûtes n'a rien d'agréable à certaines heures de la journée.

Il est indispensable de placer au plus tôt en cet endroit deux urinoirs écrans. C'est une petite dépense que vous pourriez peut-être, Monsieur le Maire, dégager du crédit destiné à couvrir les frais d'exécution du projet général. En ce faisant vous rendriez service au quartier de Perrache.

M. LE MAIRE : Comme vous l'avez dit, Monsieur Arnaud, nous sommes sur le point de soumettre au Conseil un projet d'ensemble. Certaines installations, celle par exemple que vous demandez, sont plus urgentes que d'autres ; dès que le Conseil les aura votées, je les ferai exécuter.

M. GADOUD : Et l'urinoir de la rue Hénon, Monsieur le Maire ?

M. LE MAIRE : Il est compris dans le projet que je vais soumettre.

M. ARNAUD : Permettez-moi maintenant, Monsieur le Maire, de vous parler des habitations ouvrières dans la presqu'île de Perrache.

Ce quartier perd le bénéfice des installations industrielles ou administratives qui y existent actuellement et qui lui causeront certains inconvénients (comme, par exemple, le dépôt des tramways), car les ouvriers et employés, ne trouvant pas de logements à proximité de leur travail, émigrent vers d'autres points de la Ville.

Le Conseil s'est occupé plusieurs fois de cette question d'habitations à bon marché. Je voudrais savoir, Monsieur le Maire, s'il ne vous serait pas possible d'intervenir auprès des Sociétés qui s'occupent de la construction de logements ouvriers afin que l'établissement en soit tenté dans notre presqu'île ; peut-être une combinaison, qui hâterait la solution du problème, pourrait-elle être faite entre la ville de Lyon et les Sociétés compétentes. Je le répète, il y a urgence à résoudre le problème.

M. LE MAIRE : Il est vrai que la population de la presqu'île de Perrache émigre parce qu'elle manque de logements et ce serait une opération intéressante au point de vue social que d'essayer de provoquer la construction, dans la presqu'île de Perrache, de logements ouvriers.

Je me suis occupé déjà de la question, et M. Pic peut m'en être témoin ; j'ai eu recours à une science juridique pour savoir dans quelles conditions la ville de Lyon pourrait appliquer la loi du 12 avril 1906.

Il y a en particulier à Perrache, un terrain situé entre les rues Quivogne, Smith, Ravat, et le cours Bayard, qui se prêterait à la construction de 144 logements ouvriers.

Que faut-il faire pour arriver à l'utiliser ? D'abord constituer une Société. La Ville peut difficilement en prendre l'initiative ; il faut que la Société se constitue sous les conditions édictées par la loi. Le Comité de patronage des habitations à bon marché, nouvellement réorganisé par la loi, aura qualité pour cela. Si une Société sérieuse, donnant toutes garanties morales et financières à l'Administration municipale, vient nous proposer une combinaison, nous serons tout disposés à lui venir en aide.

La loi prévoit différentes formes pour l'assistance que les communes peuvent donner aux Sociétés d'habitations à bon marché. Deux, surtout, m'ont paru pratiques. L'une consiste à réduire, dans une proportion qui peut aller jusqu'à 50 %, le prix des terrains que les départements ou les communes mettent à la disposition des Sociétés ou des Comités d'habitations à bon marché ; l'Etat n'autorise pas la cession gratuite des terrains communaux ou départementaux. L'autre forme consiste, pour les communes ou les départements, à garantir jusqu'à concurrence de 3 %, au maximum, le dividende des actions ou l'intérêt des obligations. Le cas échéant, nous choisirions un de ces deux systèmes.

L'important est de constituer une Société sérieuse qui pourrait trouver un appui auprès d'une administration telle que le Mont de Piété de Lyon ou la Caisse d'Epargne. Au reste, cette dernière administration ayant des capitaux engagés dans l'affaire Mangini, qui rapporte 4 %, ne s'engagerait peut-être pas volontiers dans une autre affaire ne rapportant que 3 %.

Cette question présente des difficultés que l'on peut vaincre. C'est aux Comités

légalement constitués qu'il appartiendra de préparer des projets. Le jour où ces projets existeront, l'Administration n'hésitera pas à donner à ces œuvres son appui.

M. PIC : Une question doit être résolue tout d'abord, celle de la constitution d'un Comité de patronage. Ce Comité, qui dépend de la Préfecture, doit être formé au plus tôt. Nous ferons tous nos efforts pour y parvenir.

La loi ne permet pas aux villes de faire construire en régie des habitations ouvrières ; nous n'adopterions d'ailleurs pas cette solution, pas plus que celle qui consisterait à souscrire un certain nombre d'actions, la moitié ou les deux tiers par exemple.

La solution que vous nous indiquez, Monsieur le Maire, me paraît plus pratique. Il semble préférable, plutôt que de courir les risques de l'entreprise, de donner une garantie d'intérêt aux actions ou aux obligations émises par une Société indépendante de la Ville, mais présentant les garanties exigées par la loi de 1906. Nous pourrions également faire usage du droit que cette loi nous confère de céder des terrains à moitié prix. La réunion de ces deux combinaisons permettrait de donner toutes les sécurités nécessaires aux capitalistes sérieux, désireux de s'intéresser à une œuvre sociale.

Nous verrions comment serait constituée la Société. Si, de l'avis du Comité de patronage, elle offrait toutes les garanties désirables, la Ville serait toute disposée à lui venir en aide.

M. ARNAUD : Je vous remercie, Monsieur le Maire, de vos explications. Je suis persuadé que les intéressés trouveront dans les promesses que vous venez de faire devant le Conseil, un puissant encouragement à constituer une Société sérieuse.

M. LE MAIRE : Nous devons nous conformer à la loi, mais il est possible, avec de la bonne volonté, d'arriver à une bonne solution.

Question de M. Richerand, au sujet de la subvention allouée au Syndicat des ouvriers cordonniers.

M. RICHERAND : Monsieur le Maire, je désirerais connaître les motifs pour lesquels la subvention qui était allouée à la Chambre syndicale des ouvriers cordonniers depuis 1889 ne figure pas au budget de 1908.

D'autre part, je voudrais savoir pourquoi ce Syndicat a été expulsé de son local de la rue Louis-Blanc.

L'industrie de la chaussure, qui est une des plus importantes à Lyon, subit une transformation mécanique qui a plongé la plupart des ouvriers dans la misère. Le maintien de la subvention de la Ville pour le cours syndical, leur permettrait de perfectionner leurs connaissances professionnelles et de pouvoir ainsi mieux se défendre dans la lutte pour la vie.

M. LE MAIRE : L'Administration municipale n'est pour rien dans l'expulsion de la Chambre syndicale des ouvriers cordonniers, de son local.

Ce Syndicat a été expulsé de son local le 3 décembre dernier, à la requête de MM. Genin et Escoffier, propriétaires, et en vertu d'un jugement de défaut rendu par M. le Juge de paix du 7^e canton, le 17 juillet 1907.

La Ville avait accordé à la Chambre syndicale des cordonniers une subvention qu'elle est toute disposée à continuer, comme à toute organisation constituée qui a pour but de défendre les intérêts des travailleurs d'une corporation.

Question de M. Foret, sur les résultats de la suppression des Octrois.

M. FORET : Messieurs, le Congrès des Maires, qui vient d'avoir lieu à Paris, a remis en actualité la question de la suppression des Octrois.

La discussion qui s'est ouverte à ce Congrès sur cette question, et dont les journaux nous ont donné des comptes rendus plus ou moins fidèles, nous a fait connaître que certains Maires de nos grandes villes françaises, n'apprécient guère la réforme qu'a faite si courageusement la ville de Lyon.

C'est ainsi qu'au cours de cette discussion, M. le Maire de Marseille, adversaire de la réforme, a fait supporter à la suppression des Octrois de Lyon, la crise assez violente du bâtiment, qui suivit cette mesure.

Ceux qui connaissent bien la ville de Lyon, qui savent ce qui s'y est fait, qui ont suivi son évolution et qui n'ont pas de parti-pris contre cette réforme, savent qu'à l'époque de la suppression des Octrois la crise du bâtiment était imminente, inévitable, car depuis plus de dix ans l'on construisait à outrance et mal à propos.

Au lieu de construire sur des terrains de prix modestes, des immeubles pour la classe ouvrière, qui sont de bon rapport, l'on construisait sur des terrains beaucoup trop coûteux, des immeubles bourgeois, très luxueux, et comme l'on ne crée pas des bourgeois pour les habiter, aussi facilement que l'on bâtit les immeubles, ces derniers restaient inoccupés. Or, les immeubles neufs non loués au moment de la suppression des Octrois étaient en grand nombre et comme la taxe d'habitation en remplacement des Octrois venait frapper même les logements non occupés, les entrepreneurs furent pris alors de sagesse et s'abstinrent de construire aussi mal à propos pendant un certain temps.

Voilà la vérité sur cette fameuse crise que l'on exploite contre la suppression des octrois et M. Chanot est mal venu en venant nous présenter à ce Congrès la ville de Marseille comme la grande réparatrice des torts qu'a pu causer la ville de Lyon ; car, si certain entrepreneur, ruiné à Lyon, est allé se refaire à Marseille, la ville de Lyon n'est pas en reste de générosité de ce côté-là.

Nous avons en effet dans notre Cité bon nombre de Marseillais qui ont retrouvé une situation qu'ils avaient perdue dans la Ville qu'administre M. Chanot.

On a prétendu également dans ce Congrès, qu'à Lyon, la suppression des droits d'octroi sur les denrées alimentaires, n'avait pas amené une diminution du prix de ces denrées, qui étaient demeurées aussi chères après qu'avant, et que les consommateurs n'avaient nullement profité de cette suppression.

Cette prétention n'est pas plus justifiée que la précédente. Si dès le début il y a eu de la part de certains commerces et de certains commerçants, quelque résistance à ne pas baisser les prix, la loi de la concurrence est vite venue les y obliger.

Malheureusement, depuis la disparition des Octrois à Lyon, le prix du bétail a toujours été en augmentant, de telle sorte que la viande a vu son prix plutôt se raffermir que baisser, mais cette situation n'est pas spéciale à Lyon, qui est encore à l'heure actuelle la Ville où l'on mange la meilleure viande et au prix le moins cher. Si l'on compare le prix de la vie à Lyon au coût de la vie à Marseille, Bordeaux, Nancy, etc., et autres villes importantes, on est obligé de convenir que c'est à Lyon, comme grande ville, où la vie est le meilleur marché et la disparition des Octrois y est certainement pour quelque chose.

Il est donc profondément injuste de dire que cette réforme n'a donné à Lyon aucun bien-être à la classe laborieuse.

Cette discussion qui a eu lieu à Paris a fait renaître certaines espérances à Lyon parmi les adversaires de la réforme, et depuis quelques jours des bruits, peut-être intéressés, circulent dans certains milieux.

On prétend que les taxes de remplacement des Octrois ont donné des mécomptes dans les recettes, que de ce fait l'équilibre du budget municipal devient très difficile et que l'Administration municipale et vous, Monsieur le Maire de Lyon, en particulier, vous seriez fort préoccupé de cette situation. Comme conséquence fatale, on va jusqu'à assurer que vous ne seriez pas hostile au rétablissement de l'Octroi ; on ne dit pas pourtant que vous y seriez favorable.

Messieurs, vous comprendrez tout l'intérêt et toute l'importance que donnent à ces bruits ceux qui les colportent.

Nous arrivons bientôt aux élections municipales, et la discussion de cette question de la suppression des Octrois au Congrès des Maires, fournit à Lyon un terrain électoral à ceux qui ont combattu la réforme en son temps.

Il ne faut pas qu'il y ait d'équivoque sur cette réforme et ses conséquences.

Nous ne pouvons laisser dire que les taxes de remplacement des Octrois ont donné lieu à des mécomptes dans les recettes, alors qu'au contraire elles ont dépassé les prévisions et qu'elles ont permis, peut-être à tort, le dégrèvement de 3 % sur les taxes d'habitation.

C'est pourquoi, Messieurs, j'ai voulu

demander à M. le Maire et à son Administration son avis sur les intentions que certains lui prêtent.

M. LE MAIRE : Messieurs, mes intentions sont aussi formelles que possible. Je ne consentirai jamais à me prêter, en aucune façon, à un rétablissement ouvert ou déguisé des anciens Octrois. Je l'ai dit à Paris au Congrès des Maires. Ce n'est pas ma faute si une agence de renseignements a donné, de mes paroles, une version que j'ai tenu à démentir moins de vingt-quatre heures après.

M. Godart a assisté à la fois à ma comparaison devant la Commission de la Chambre et à mon étonnement lorsque j'ai lu les comptes rendus publiés par les journaux et reproduisant des déclarations que j'aurais faites au Congrès des Maires. Ce qui est vrai, c'est que pendant deux longues heures j'ai défendu la réforme accomplie par mon prédécesseur. J'ai déclaré que c'était une réforme qu'il y aurait lieu de retoucher sur certains points, mais dont l'ensemble est excellent. C'est mon opinion absolue; j'ai l'intention de vous soumettre prochainement un projet de modification de la loi nous autorisant à percevoir des taxes de remplacement. Il y a des inégalités à compenser, des injustices à faire disparaître. D'autre part, il est évident que le problème de la suppression des Octrois est un problème local.

On m'a demandé, pour Marseille, une solution que je n'ai pas. C'est ce que j'ai répondu à nos amis de cette Ville. La solution appliquée à notre Ville, située loin des frontières, n'est pas bonne pour Marseille, port de mer dont la population comporte cent mille étrangers de passage. J'ai donné d'autres considérations économiques. J'ai déclaré qu'il fallait retoucher toute œuvre importante, au fur et à mesure que l'expérience acquise donnait des renseignements nouveaux. C'est pour cela que je vous proposerai de modifier les taxes portant sur les bouchers.

M. FORET : Ce ne sont pas eux, mais les commissionnaires en bestiaux, qui ont bénéficié de la suppression des Octrois.

M. LE MAIRE : Nous nous adressons aussi aux commissionnaires dans le nouveau projet.

Il y a lieu, à mon avis, d'exercer également une sorte de répétition contre les suburbains qui ont profité, sans nous faire bénéficier d'aucune réciprocité, de la suppression de l'Octroi.

Il convient de prendre des mesures pour protéger le commerce local contre les suburbains qui apportent en Ville certains de leurs produits, tels que le lait, et qui en profitent pour introduire, dans les habitations, du beurre, des salaisons, de la viande même, sans payer les droits auxquels sont assujettis nos commerçants lyonnais. C'est pour cette raison que j'ai fait insérer au dernier numéro du *Bulletin municipal Officiel*, une note informant le public de la remise en vigueur de l'arrêté de 1898,

obligeant les personnes qui introduisent en Ville des marchandises pour les mettre en vente, à se présenter sur les marchés. La mesure m'a semblé juste.

Les éleveurs de bestiaux qui envoient leurs animaux chez nous ont aussi largement bénéficié de la suppression. C'est pourquoi je disais aux représentants du Syndicat des commissionnaires avec lesquels je discutais la question : « Si je vous impose un supplément de taxe, retournez-vous du côté des éleveurs et demandez-leur, à eux aussi, un supplément ».

La grande œuvre de la Municipalité précédente peut être retouchée sur certains points; c'est mon intention de le faire. Mais je le déclare, je suis un partisan résolu de la suppression des Octrois. C'est ce qui s'est dégagé avec la plus grande évidence de toutes les déclarations que j'ai faites à la Chambre, déclarations qui, d'ailleurs, ont été sténographiées et enregistrées.

M. FORET : Les personnes qui ont interprété vos paroles en ont complètement dénaturé le sens, pour s'en servir.

M. LE MAIRE : Cela prouve que la discussion économique n'a pas été comprise par les représentants des agences qui y assistaient.

M. MARRO : Il n'y a qu'une chose à regretter depuis la suppression de l'Octroi, c'est l'augmentation des loyers. Il est impossible à un ouvrier de trouver un logement de 2 ou 3 pièces à moins de 350 francs. Dans les bâtiments neufs construits à la Guillotière, tous les logements sont de 300 et 400 francs et j'ai été très étonné de lire dans les journaux qu'à la tribune de la Chambre il avait été apporté une statistique sur les prix des logements ouvriers, affirmant que la population ouvrière lyonnaise se logeait pour 180 francs par an. Cette statistique est tout à fait erronée. Cependant ces renseignements sont reproduits en toutes lettres dans le *Journal officiel de la République*; ils ont été fournis à la Chambre par le Ministre des Finances, lors de la discussion du transfert de la Manufacture des Tabacs. Le Ministre a même attesté à cette occasion la parole autorisée du Maire de Lyon.

M. LE MAIRE : Je ferai une recherche. Je ne vois pas à quoi vous pouvez faire allusion.

M. MARRO : Ces renseignements ont été donnés au moment de l'intervention de M. Cazeneuve sur le transfert de la Manufacture des Tabacs. On s'est servi d'une statistique dressée par le Ministre de l'Agriculture d'après des renseignements fournis par le Maire de Lyon.

M. LE MAIRE : Il y a 25 ans que ces renseignements ont été fournis, sans doute!

M. MARRO : Je suis heureux de savoir, Monsieur le Maire, que vous n'êtes en rien responsable de ces déclarations, mais s'il y a un moyen à prendre pour enrayer l'augmentation croissante des loyers, il faut le prendre.

M. ROGNON : Il faut multiplier les habitations ouvrières.

Question de M. Renard, relative au quartier Saint-Paul.

M. RENARD : Messieurs, je tiens à signaler à l'Administration municipale, l'état lamentable dans lequel se trouve le quartier Saint-Paul, non seulement par suite du grand nombre de terrains qui y sont inoccupés, mais aussi par la situation qui est faite aux commerçants qui y habitent.

Vous savez que depuis quelque temps il est question d'une transformation de ce quartier. Cette transformation s'est faite aussi mal qu'elle pouvait se faire. On a coupé des rues, on a démoli des maisons sans tenir aucun compte du préjudice considérable qui était causé aux commerçants avoisinants. Quelques-uns ont obtenu des indemnités, mais d'autres n'ont rien touché et ont indirectement beaucoup souffert de tous ces travaux.

Beaucoup d'entre eux, par exemple, qui possédaient un petit commerce, ont vu disparaître des maisons de quatre à cinq ménages qui s'approvisionnaient chez eux. Or, je crois qu'il y aurait moyen d'amener un peu de vitalité dans le quartier en profitant des terrains inoccupés pour construire des maisons ouvrières. Ce quartier est aujourd'hui on ne peut plus désert et conformément à ce que disait tout à l'heure notre collègue M. Arnaud, je crois que la Ville pourrait, d'après la loi du 12 avril 1906, intervenir auprès des Sociétés d'habitations à bon marché pour leur demander la construction de maisons ouvrières. Dans une réunion, M. le Maire disait qu'il ne voulait pas aliéner les propriétés communales. On peut louer des terrains à ces Sociétés sans les aliéner.

On pourrait aussi profiter de ces terrains pour donner satisfaction à une partie de notre programme municipal; je veux parler des logements pour vieux ménages ouvriers. M. le Maire nous disait l'autre jour que cette partie de notre programme n'était pas réalisable pour le moment; je crois cependant qu'il y a là un côté pratique à examiner. Nous pourrions donner des subventions à une Société qui se chargerait de la construction de maisons à bon marché et réserver à chaque étage les plus petits logements pour deux vieux ménages ouvriers.

En procédant de cette façon, non seulement vous soulageriez de pauvres ouvriers, mais encore vous donneriez de la vitalité à un quartier qui est presque ruiné en ce moment.

Vous allez faire construire un groupe scolaire tout près de la place Saint-Paul. Permettez-moi de dire, Monsieur le Maire, que l'endroit est bien mal choisi; d'ailleurs, dans le projet que vous allez nous proposer, vous nous dites vous-même qu'il n'y aura pas de place pour

une école maternelle, pas même pour une cour, ce sera donc une véritable caserne.....

M. LE MAIRE : C'est vraiment décourageant d'entreprendre des travaux publics dans ces conditions !

M. RENARD : Vous ne voulez donc mettre dans ce quartier que des monuments publics ?

M. LE MAIRE : Vous venez de demander tout à l'heure l'achèvement du palais du quai de Bondy !

M. RENARD : Nous vous avons demandé d'amener le public à ce monument. Nous vous demandons la construction de maisons ouvrières, nous vous demandons d'aider des Sociétés de logements à bon marché, pour leur permettre de faire des constructions dans le quartier Saint-Paul. Ce n'est pas décourageant du tout !

Vous avez l'intérêt général à défendre, nous le reconnaissons ; mais nous avons, nous, à protéger les intérêts particuliers de notre arrondissement.

On a fait au 5^e arrondissement une situation tout à fait anormale, en lui enlevant les abattoirs. Dites donc alors que vous voulez rayer le 5^e arrondissement de la carte de la Ville !

M. LE MAIRE : Vous savez bien, Monsieur Renard, que je suis tout le premier à reconnaître que nous devons une compensation au 5^e arrondissement, mais je vous demande la permission de vous mettre en garde contre certains intérêts particuliers qui pourraient bien vous tromper.

Il est nécessaire de mettre là une école. Je veux bien étudier la question de la construction de logements économiques, mais je fais des réserves ; la première, c'est que je ne crois pas possible d'installer de vieux ménages dans un quartier comme celui qui nous occupe. Je vous ai donné déjà les raisons qui, à mon avis, s'opposent à la réalisation de ce projet. D'ailleurs, il ne faut pas oublier, Messieurs, que nous faisons de l'assistance à domicile sur une très vaste échelle.

Du jour où vous aurez logé de vieux ménages ouvriers, qui les nourrira ? Qui les soignera quand ils seront malades ? Et si l'un des conjoints vient à décéder, que ferez-vous de l'autre ?

M. RENARD : Nous l'hospitaliserons.

M. LE MAIRE : Ce n'est pas si facile que cela, car les hôpitaux sont destinés en principe aux malades.

Comment administrerez-vous les maisons de vieux ménages ? Qui se chargera d'eux s'ils sont impotents ? Il y a là trop de difficultés à résoudre, Monsieur Renard, et vous êtes trop loyal pour ne pas reconnaître qu'il ne faut pas donner au corps électoral des espérances que nous ne pourrions pas réaliser.

Je suis tout à fait favorable à la construction de logements économiques. Je favoriserai de toutes mes forces la

Société qui voudra par intérêt philanthropique se mettre d'accord avec la loi du 12 avril 1906. Mais je serai intraitable pour tous ceux qui songeraient à s'appuyer sur cette loi pour faire des spéculations financières. Il y a beaucoup de personnes qui voudraient en profiter pour spéculer... (*Très bien ! Très bien !*) pour élever des habitations à bon marché, mais à bon marché pour eux ! Je veux des logements économiques pour le public, pour l'ouvrier. Je suis sûr que vous êtes de mon avis. En ce moment-ci, je ne peux prendre aucune espèce d'engagement précis, que j'aurais la crainte de ne pouvoir tenir. Je suis très désireux de ramener la vitalité dans le 5^e arrondissement et en particulier dans le quartier Saint-Paul, mais il faudrait trouver une bonne solution et je ne crois pas que celle que vous indiquez, Monsieur Renard, soit la meilleure.

M. RENARD : Je ne dis pas que des maisons à construire devraient être réservées exclusivement au logement de vieux ménages ; je considère, au contraire, qu'on doit abriter les vieux ménages dans des immeubles habités également par d'autres locataires. Si des maisons étaient spécialement affectées à l'usage de nos vieillards, ce serait précisément les signaler à l'opinion publique, tandis que si, dans des constructions ouvrières, on réservait à chaque étage un ou deux appartements pour les vieux ménages, les autres locataires prendraient même à cœur de venir en aide aux vieux qui seraient logés auprès d'eux.

M. LE MAIRE : Je vous ai fait connaître mon avis sur la question du logement des vieux ménages. Je vous répète que je crois votre conception très intéressante en principe, mais pratiquement irréalisable.

M. RENARD : Je prétends au contraire qu'elle est très réalisable, car : 1^o nous donnons de la vitalité à ce quartier ; 2^o nous mettons à exécution un point de notre programme concernant les vieux ménages, et en 3^e lieu nous donnons à la classe laborieuse le moyen d'avoir des logements à bon marché et de désertier les maisons insalubres.

Je prie donc l'Administration de bien vouloir étudier les moyens de la rendre réalisable.

Dépôt et rappel de pétitions.

Pétition déposée par M. HOFFHERR, et par laquelle les habitants du cours Lafayette, de l'avenue de Saxe et du quartier Saint-Paul demandent le rétablissement de l'ancien service du tramway de Saint-Paul au chemin de Gerland par l'avenue de Saxe.

M. LE MAIRE : Nous étudierons cette question dont le service du Contrôle a déjà été saisi.

Pétition déposée par M. VOILLOT, demandant la suppression de l'arrêt de l'Horloge, proche de 20 mètres de l'arrêt de la rue Moncey, et de six autres arrêts sur la ligne de tramway « Villeurbanne-Vaise ».

M. LE MAIRE : Renvoyée à l'Administration pour examen.

Pétition des habitants du quartier des Rivières, à la Mouche, demandant l'établissement d'une boîte aux lettres aux environs du n° 117 du chemin des Culattes.

Pétition de la Commission d'intérêt local de Monplaisir, demandant le numérotage régulier et définitif des immeubles situés sur le chemin des Sablonniers.

Pétition de la Commission d'intérêt local de Monplaisir demandant le changement du nom du chemin de Saint-Denis-de-Bron.

Pétition de la Commission d'intérêt local demandant : 1^o la mise à l'alignement du côté Ouest de la place de Monplaisir avec la rue Croix-Morlon à sa jonction avec la Grande-Rue ; 2^o le bitumage de la partie Ouest et Sud de la place.

Ces pétitions, déposées par M. VEYRON, sont renvoyées à l'Administration pour instruction.

Pétition des habitants des quartiers de la Mouche et des Rivières, demandant l'achèvement de la ligne de tramway « Saint-Paul-Gerland ».

Cette pétition, déposée par M. FORET, au nom de M. Mousset et au sien, est renvoyée à l'Administration pour examen.

Pétition déposée par M. BIZET et par laquelle les habitants de la rue Pizay demandent la canalisation de cette rue.

M. LE MAIRE : Renvoyée à l'Administration pour instruction.

Pétition déposée par M. NOVEL, demandant le percement d'un tronçon d'égout de 77 mètres de longueur, entre la rue Jacques Moyron et le boulevard du Nord par la rue Duquesne.

M. NOVEL : Le percement de l'égout que je demande est réclamé par les

égoutiers. Il supprimerait le cul de sac qui existe dans cette rue, où se trouvent une fabrique d'eau de javel, un urinoir et deux cliniques médicales. Les égoutiers se plaignent d'être étouffés dans cette partie d'égout où les lampes s'éteignent d'elles-mêmes.

M. LE MAIRE : Je demanderai à la Voirie un rapport à ce sujet. Je vous le communiquerai dès que je l'aurai reçu.

..

Rappel d'une pétition demandant la construction de bains publics gratuits sur le Rhône.

M. NOVEL : Le 5 décembre 1904 j'ai soumis au Conseil une proposition de construction de bains publics gratuits sur le Rhône. Cette proposition signée par 32 de nos collègues, avait été renvoyée à l'étude de l'Administration.

Depuis, j'ai, le 3 octobre 1905, rappelé

cette proposition; aujourd'hui je viens encore vous demander où en est la question.

Cette construction de bains publics gratuits s'impose. Cette année encore plus de vingt personnes se sont noyées en se baignant dans le Rhône ou dans la Saône; l'absence de bains gratuits est une des causes principales de ces accidents.

Cette question des bains publics gratuits est portée depuis plus de vingt ans dans les programmes électoraux des Conseillers municipaux.

Il est nécessaire pour nous, à la veille de nouvelles élections, de trancher définitivement cette question, simplement parce que nous sommes d'honnêtes gens qui tenons à remplir les promesses faites aux électeurs.

Devant l'insuffisance des crédits disponibles, je ne vous ai pas demandé, Monsieur le Maire, d'inscrire au budget la somme de 160 000 francs nécessaire au projet, mais la promesse ferme, comme on l'a fait pour le pont de l'Homme de la Roche, d'inscrire les

bains publics et gratuits au nombre des premiers grands travaux à effectuer avec les fonds du premier emprunt qui doit se faire sous peu.

Je vous demande, Messieurs, de vous prononcer d'une façon catégorique sur la question..

M. CHAT : J'appuie la proposition de M. Novel.

M. LE MAIRE : Nous demanderons un rapport au service de la Voirie et nous vous le soumettrons.

(L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à minuit et quart.)

2385 — Imp. Nouvelle Lyonnaise, rue Ste-Catherine, 3.
F. CHOUARD, directeur.

TABLE DES MATIÈRES

DES PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES DU CONSEIL MUNICIPAL

Du Deuxième Semestre 1907

(Annexe du *Bulletin municipal officiel*)

Abattoirs et marchés.		Hôtel des Invalides du Travail. — Rétablissement de l'emploi de surveillant général.....		Vente aux enchères publiques d'une parcelle de terrain dépendant de la masse n° 60 ter, aux Brotteaux.....	
Construction d'un abattoir à la Mouche. — Demande de M. Garnier, architecte.....	3	Rapporteur : M. CARLE.	36	Rapporteur : M. FALCONNIER.	147
Projet de construction des Abattoirs et du Marché aux bestiaux de la Mouche	225	Réfections des canalisations extérieures de gaz à l'Hôtel des Invalides du Travail.....	49	Mainlevée d'inscription hypothécaire..	170
Rapporteur : M. JACQUET.		Rapporteur : M. GORJUS.		Rapporteur : M. PIC.	
		Hôtel des Invalides du Travail. — Modification au règlement du personnel.	168	Mainlevée d'inscription hypothécaire..	170
		Rapporteur : M. CARLE.		Rapporteur : M. PIC.	
		Fournitures diverses nécessaires, en 1908, aux établissements hospitaliers municipaux. — Adjudication publique	172	Mainlevée d'inscription hypothécaire..	245
		Rapporteur : M. VIAL.		Rapporteur : M. DECLÉRIS.	
Assistance publique.		HOSPICES CIVILS.		Assurances.	
Question de M. FALCONNIER, sur le mode de paiement des secours aux bénéficiaires de l'assistance obligatoire.....	117	Legs Bertholon-Mourier. — Ouverture de crédit.....	13	Assurance contre l'incendie des édifices affectés au culte.....	19
Assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et aux incurables. — Radiation du nommé Madelon, rue du Niger, 60, à Villeurbanne.....	147	Rapporteur : M. JACQUET.		Rapporteur : M. CHAT.	
Rapporteur : M. FALCONNIER.		Instance Thouzelier-Brintel.....	18	Assurance contre l'incendie de la Bourse du Travail. — Projet de police.....	25
Assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et aux incurables. — Approbation d'une quatrième liste de postulants. — Fixation du domicile de secours de 74 postulants, inscrits dans diverses communes, à la charge de la ville de Lyon.....	147	Rapporteur : M. GORJUS.		Rapporteur : M. FAGOT.	
Rapporteur : M. FALCONNIER.		Charité. — Instance judiciaire contre les parents de l'enfant Benon (Alexis).	20	Assurance contre l'incendie des immeubles rue Emile-Zola, 2, et rue de Pazzi, 3.....	74
		Rapporteur : M. CHAT.		Rapporteur : M. PIC.	
		Projet d'échange avec MM. Bouffier et Pravaz, de diverses parcelles de terrains situés dans les 3 ^e et 6 ^e arrondissements.....	24	Assurance contre l'incendie de l'immeuble rue de Pazzi, n° 1.....	145
		Rapporteur : M. FAGOT.		Rapporteur : M. PIC.	
BUREAU DE BIENFAISANCE.		Amélioration des services de l'Hôtel-Dieu. — Ouverture de crédit.....	47	Assurance contre l'incendie de l'immeuble rue de la Vierge, 7.....	146
Comptes et budgets.....	58	Rapporteur : M. ROGNON.		Rapporteur : M. MARRO.	
Rapporteur : M. NOVEL.		Ouverture de crédit.....	54	Assurance contre l'incendie de l'immeuble grande rue de la Guillotière, 28..	147
Participation du personnel à la Caisse de retraites des employés municipaux. — Observations de la Commission administrative.....	73	Rapporteur : M. ROGNON.		Rapporteur : M. MARRO.	
Rapporteur : M. CUSSET.		Action judiciaire contre M. Galland. — Remboursement de frais d'hospitalisation.....	61	Assurance contre les accidents d'eau et la responsabilité civile de divers immeubles. — Avenant de résiliation aux polices.....	243
Proposition de M. TIXIER, relative à la vacance d'un emploi au Bureau de bienfaisance.....	76	Rapporteur : M. CHAT.		Rapporteur : M. CHAT.	
Changement de local. — Réparations.	111	Legs dame Mourier.....	66	Assurance contre l'incendie des Musées. — Avenant à la police.....	244
Rapporteur : M. CHAT.		Rapporteur : M. FAGOT.		Rapporteur : M. DECLÉRIS.	
Conventions verbales avec les fournisseurs pour l'année 1908.....	174	Vente aux enchères publiques d'une parcelle de terrain dépendant de la masse n° 151, aux Brotteaux.....	67	Assurance contre l'incendie de l'immeuble, rue Pareille, 18. — Avenant de résiliation.....	246
Rapporteur : M. THÉVENON.		Rapporteur : M. FAGOT.		Rapporteur : M. BAUDRY.	
Chômage dans l'industrie du tissage. — Subvention supplémentaire au Bureau de bienfaisance.....	241	Acquisition de la propriété des mariés Tisseur, à Villeurbanne.....	68	Beaux-Arts.	
Rapporteur : M. THÉVENON.		Rapporteur : M. BARBERO.		Concerts publics. — Renouvellement du traité avec la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique.	4
ÉTABLISSEMENTS PARTICULIERS.		Instance contre la commune de Vizille	74	Rapporteur : M. CHAT.	
Dispensaire général de Lyon. — Comptes et budgets.....	25	Rapporteur : M. PIC.		Erection d'un monument à la mémoire du professeur Gailleton, ancien Maire de Lyon.....	31
Rapporteur : M. FAGOT.		Compte administratif de 1906. — Budget supplémentaire de 1907. — Budget prévisionnel de 1908.....	94	Rapporteur : M. RIVIÈRE.	
Mont-de-Piété de Lyon. — Comptes et budgets.....	25	Rapporteur : M. GORJUS.			
Rapporteur : M. FAGOT.		Acquisition d'une propriété appartenant à M ^{me} veuve Page.....	142		
		Rapporteur : M. MENUT.			

Conservatoire de musique. — Rapport de M. l'Inspecteur de l'enseignement musical.....	63
<i>Rapporteur : M. CHAT.</i>	
Musées. — Etablissement de taxes d'entrée.....	174
<i>Rapporteur : M. JACQUET.</i>	
Grand-Théâtre. — Paiement par la Ville, des deux tiers des décors neufs exécutés pour les représentations de <i>Marie-Madeleine</i> et de <i>La Flûte enchantée</i>	243
<i>Rapporteur : M. CHAT.</i>	

Chemins de Fer et Tramways.

Projet d'établissement de la ligne « Parc (Porte-Tête-d'Or)-Avenue de l'Archevêché ».....	5
<i>Rapporteur : M. RIVIÈRE.</i>	
Compagnie des Omnibus et Tramways de Lyon. — Substitution aux deux lignes « Cordeliers-Villeurbanne » et « Gare de Vaise-Place du Pont », d'une ligne unique « Gare de Vaise-Villeurbanne ». — Réunion, en une seule, des deux lignes « Bellecour-Montchat » et « Bellecour-Gare de Vaise ».....	15
<i>Rapporteur : M. MENUT.</i>	
Question de M. JACQUET, relative à la situation des employés du funiculaire « rue Terme-Croix-Rousse ».....	82
Observation de M. CHAT, relative à la fréquence des accidents sur la ligne de tramway de Lyon à Neuville.....	83
Question de M. ROGNON, au sujet du matériel de la Compagnie O.-T.-L. et sur ses services en général.....	119
Modification et agrandissement de la gare de la Croix-Rousse.....	150
<i>Rapporteur : M. GORJUS.</i>	
Observation de M. GADOUR, à propos du rescindement des immeubles 1 et 4 ter de la rue de Belfort.....	154
Questions diverses relatives à la Compagnie O.-T.-L. — Nomination d'une Commission.....	160
Questions de M. CHAT : 1° au sujet de l'exécution du tramway du 1 ^{er} arrondissement ; 2° au sujet de la suppression de l'arrêt du tramway « Gare de Vaise-Villeurbanne », à l'intersection des rues Lanterne et Constantine....	166

Conseil Municipal.

Allocution de M. LE MAIRE à l'occasion du décès de M. Gipon. — Concessions gratuites et perpétuelles de terrains pour les sépultures de MM. Lavigne et Gipon.....	47
XIV ^e Congrès international de la Libre-Pensée à Prague. — Demande d'adhésion du Conseil municipal de Lyon..	72
<i>Rapporteur : M. CUSSET.</i>	
Retrait de la délégation de M. l'Adjoint Cadet.....	88
Communication par M. LE MAIRE, d'un télégramme de M. le Maire de Belfort.	88
Nomination de la Commission chargée de l'examen du compte d'administration de 1906, du budget supplémentaire de 1907 et du projet de budget primitif pour 1908.....	89

Désignation d'un Conseiller municipal comme membre du Conseil d'administration des sapeurs-pompiers...	109
<i>Rapporteur : M. TIXIER.</i>	
Ouverture de la quatrième session ordinaire de 1907. Election des Secrétaires. — Formation du Conseil en Commissions.....	128
Fondation Chevreau 1907. — Nomination de trois Conseillers.....	143
<i>Rapporteur : M. CHAT.</i>	

Procès verbaux.

Adoption du procès-verbal de la séance du 24 juin 1907.....	2
Adoption du procès-verbal de la séance du 22 juillet 1907. — Observation de M. Cadet.....	47
Adoption du procès-verbal de la séance du 16 septembre 1907. — Observations de MM. Fort (Victor) et Rognon.....	87
Adoption du procès-verbal de la séance du 7 octobre 1907.....	129
Adoption du procès-verbal de la séance du 4 novembre 1907. — Observation de M. Gadoud.....	159
Adoption du procès-verbal de la séance du 26 novembre 1907.....	193

Pétitions.

1^{er} Arrondissement.

Pétition des habitants et commerçants de la montée de la Grande-Côte, demandant la transformation du pavage de cette voie.....	154
M. JACQUET.	
Pétition par laquelle les habitants de la rue Pizay demandent la canalisation de cette rue.....	251
M. BIZET.	

2^e Arrondissement.

Pétition des habitants et commerçants de la rue Mercière, demandant la remise en vigueur de l'arrêté préfectoral du 8 octobre 1874.....	42
M. ARNAUD.	
Pétition du Comité de concentration des Forces socialistes du 2 ^e arrondissement, demandant : 1° la réinstallation, sur la place Carnot, des bornes-fontaines qui y ont été supprimées ; 2° l'intervention de l'Administration municipale pour faire installer dans un immeuble un branchement pour l'eau potable....	43
M. ARNAUD.	
Pétition par laquelle les commerçants et maraîchers du quai Saint-Antoine protestent contre la suppression partielle du stationnement de voitures sur ledit quai, entre les rues Dubois et Grenette.....	75
M. ARNAUD.	
Protestation contre le mauvais état d'entretien du quai Perrache.....	191
M. NOVÉ-JOSSERAND.	

3^e Arrondissement.

Pétition des habitants de la rue Sébastopol demandant l'établissement de bouches d'arrosage entre le n° 59 de cette rue et la rue Paul-Bert....	42
M. ROGNON.	

Pétition des habitants du quartier de la Buire, demandant l'amélioration de l'éclairage de cette place.....	42
MM. CUSSET et FORET.	
Pétition des habitants de la place de l'Abondance et de la rue de Créqui, demandant l'établissement d'un arrêt facultatif des tramways à l'angle de ces deux voies.....	42
MM. CUSSET et FORET.	
Rappel d'une pétition demandant le changement de nom de la rue de Bonald.....	43
M. MENUT.	
Rappel d'une pétition des habitants de la rue de la Métallurgie, demandant la mise en état de viabilité de cette rue.....	75
M. BATAILLE.	
Pétition par laquelle les habitants de la partie comprise entre les n° 31 et 39 de l'avenue Berthelot, demandent la plantation d'arbres sur le côté Nord de la dite avenue.....	75
M. ROGNON.	
Pétition des habitants de la rue S ^{te} -Jeanne, demandant l'établissement d'une bouche d'arrosage sur cette voie.....	75
M. BATAILLE.	
Rappel d'une pétition relative au classement dans la Voirie urbaine de la rue Carry.....	75
M. BATAILLE.	
Pétition par laquelle les habitants du quartier de Monplaisir, demandent la transformation du mode de curage actuel des égouts.....	154
M. RICHERAND.	
Pétition demandant qu'une dénomination nouvelle soit donnée au chemin du Vinatier.....	191
M. VEYRON.	
Pétition par laquelle la Commission d'intérêt local de Monplaisir demande le pavage complet de la grande rue de Monplaisir.....	191
M. VEYRON.	
Pétition par laquelle les propriétaires et habitants du cours Eugénie et de la rue Jeanne-d'Arc, à Montchat, sollicitent le remplacement des nombreux arbres morts de ces voies....	191
M. MOUSSET.	
Pétition par laquelle les habitants de Montchat demandent la suppression de deux bureaux auxiliaires des Postes et leur remplacement par une recette simple.....	191
M. MOUSSET.	
Pétition des commerçants, habitants et propriétaires de la rue des Girondins d'une partie du chemin des Culattes et des confins immédiats de cette voie publique, demandant l'abatage des arbres en bordure de ce chemin le long de la lône du fort de la Vi-triolerie.....	191
M. VEYRON.	
Pétition de la Commission d'intérêt local de Monplaisir demandant : 1° la mise à l'alignement du côté Ouest de la place de Monplaisir avec la rue Croix-Morlon à sa jonction avec la Grande-Rue ; 2° le bitumage de la partie Ouest et Sud de la place.....	251
M. VEYRON.	
Pétition de la Commission d'intérêt local de Monplaisir, demandant le numérotage régulier et définitif des	

Digitized by Google

Travaux de protection des pelouses de divers jardins publics.....	167	Construction d'un port public, quai Rambaud. — Demande, par l'Etat, de la participation de la Ville.....	233	Question de M. ARNAUD, sur le mode de distribution des cartes électorales lors des élections cantonales.....	83
<i>Rapporteur</i> : M. CARLE.		<i>Rapporteur</i> : M. ARNAUD.		Conseil des Prud'hommes. — Revision de la liste électorale.....	243
Divers.		Présentation aux fonctions de répartiteur des contributions directes pour 1908.....	238	<i>Rapporteur</i> : M. CHAT.	
Fêtes publiques. — Règlement des comptes.....	4	<i>Rapporteur</i> : M. MOUSSET.		Revision des listes électorales.....	237
<i>Rapporteur</i> : M. CHAT.		Bibliothèques populaires. — Etablissement et vente d'un catalogue.....	240	<i>Rapporteur</i> : M. MOUSSET.	
Renouvellement du droit d'affichage sur les murs des bâtiments communaux et sur les murs de refend. — Demande de l'Agence Fournier.....	11	<i>Rapporteur</i> : M. PIC.		Enseignement.	
<i>Rapporteur</i> : M. VIAL.		Application de la loi sur le repos hebdomadaire. — Demande en dérogation.....	244	Construction d'un groupe scolaire dans le quartier Béchevelin. — Acquisition d'un immeuble appartenant à M ^{me} Prautheaux.....	16
Renouvellement de l'entreprise relative aux travaux de ferronnerie et de quincaillerie à exécuter pour le service de la Voirie.....	30	<i>Rapporteur</i> : M. FAGOT.		<i>Rapporteur</i> : M. MENUT.	
<i>Rapporteur</i> : M. BIZET.		Question de M. FORET, sur les résultats de la suppression des Octrois.....	249	Personnel enseignant de la ville de Lyon. — Indemnités de logement. — Modifications trimestrielles.....	19
Revision et reproduction autographique d'une partie du plan de la Ville au 1/500 ^e . — Soumission de M. Saint-Denis et de la Société des Imprimeries Réunies.....	35	Question de M. RENARD, relative au quartier Saint Paul.....	250	<i>Rapporteur</i> : M. GORIUS.	
<i>Rapporteur</i> : M. DECLÉRIE.		Dons et legs.		Création de trois cours à l'Université de Lyon. — Modifications.....	21
Question de M. ARNAUD, sur l'entrepôt des douanes.....	40	Legs fait à la ville de Lyon par M. César Bellochovic. — Acceptation.....	21	<i>Rapporteur</i> : M. PIC.	
Suppression de l'emploi d'Inspecteur des Bibliothèques populaires.....	48	<i>Rapporteur</i> : M. CHAT.		Demande de secours en faveur d'une ex-institutrice.....	70
<i>Rapporteur</i> : M. ARNAUD.		Don de M. le Président de la République à la Caisse des Ecoles. — Emploi en rentes 3 % sur l'Etat.....	21	<i>Rapporteur</i> : M. THÉVENON.	
Service municipal électrique et service de remontage des pendules et horloges de la Ville.....	55	<i>Rapporteur</i> : M. CHAT.		Question de M. CURTELIN, relative à la non distribution des récompenses aux élèves des écoles municipales.....	76
<i>Rapporteur</i> : M. ROGNON.		Legs de M ^{me} Jeanne-Julienne Dumas au Sou des Ecoles du 2 ^e arrondissement. — Acceptation.....	28	Education des enfants anormaux. — Envoi d'une mission d'études à Paris et à Bordeaux.....	111
Allocation à M. Gaget, conseiller prud'homme, de l'indemnité mensuelle de M. Roussel, invalidé.....	56	<i>Rapporteur</i> : M. JACQUIER.		<i>Rapporteur</i> : M. CHAT.	
<i>Rapporteur</i> : M. ROGNON.		Legs de M. Osiris à la ville de Lyon. — Acceptation.....	53	Ecoles municipales, ouvroirs et cantines scolaires. — Fournitures et entretien du mobilier. — Adjudication restreinte.....	145
Abandon par la Ville à l'Etat de la nue propriété de l'immeuble des Recluses. — Modification au texte primitif de la convention.....	64	<i>Rapporteur</i> : M. RICHÉRAND.		<i>Rapporteur</i> : M. PIC.	
<i>Rapporteur</i> : M. RIVIÈRE.		Service des Eaux.		Création de trois cours à l'Université. — Modifications.....	145
Service des Subsistances. — Modification du règlement du personnel.....	70	Entretien des prises et branchements sur la voie publique. — Modification du règlement.....	51	<i>Rapporteur</i> : M. PIC.	
<i>Rapporteur</i> : M. RENARD.		<i>Rapporteur</i> : M. MOUSSET.		Ecoles communales et ouvroirs municipaux. — Fournitures diverses. — Adjudication publique.....	146
Chauffage de l'Hôtel-de-Ville. — Prorogation du marché Martin.....	74	Rupture d'un joint sur la conduite de refoulement du réservoir de Montessuy. — Dégâts occasionnés dans l'immeuble Revel, grande rue de Saint-Clair, 77.....	74	<i>Rapporteur</i> : M. PIC.	
<i>Rapporteur</i> : M. BIZET.		<i>Rapporteur</i> : M. PIC.		Ecoles primaires publiques. — Fourniture de tables-bancs. — Soumission Falcot.....	146
Question de MM. RENARD et Laurent CHAT, au sujet de la suppression, par la Compagnie des Bateaux-Mouches, de plusieurs pontons sur la Saône.....	77	Service des Eaux. — Renouvellement de l'entreprise de transport des charbons. — Projet de cahier des charges.....	106	<i>Rapporteur</i> : M. JACQUIER.	
<i>Rapporteur</i> : M. FAGOT, sur le programme municipal.....	78	<i>Rapporteur</i> : M. TIXIER.		Envoi d'une mission d'études à Paris et à Bordeaux. — Compte rendu sommaire.....	162
Application au personnel des services municipaux, de la loi sur le repos hebdomadaire.....	108	Usines du service des Eaux. — Substitution de la force motrice électrique à la force motrice à vapeur.....	129	<i>Rapporteur</i> : M. CHAT.	
<i>Rapporteur</i> : M. TIXIER.		<i>Rapporteur</i> : M. ROUX.		Bourses.	
Immeubles rues Emile-Zola, 2, et rue de Pazzi, 3. — Approbation des comptes présentés par M. Baudet, régisseur.....	141	Service des Eaux. — Insuffisance du crédit pour achat de charbons en 1907.	246	Ecole navale. — Demandes de bourses de l'Etat.....	17
<i>Rapporteur</i> : M. RIVIÈRE.		<i>Rapporteur</i> : M. TIXIER.		<i>Rapporteur</i> : M. GORIUS.	
Fournitures communes aux divers services municipaux. — Renouvellement de l'adjudication pour une période de trois années.....	143	Service des Eaux. — Fourniture des charbons pour l'année 1908.....	246	Ecole du service de Santé militaire. — Demandes de bourses de l'Etat.....	17
<i>Rapporteur</i> : M. CHAT.		<i>Rapporteur</i> : M. TIXIER.		<i>Rapporteur</i> : M. GORIUS.	
Application de la loi sur le repos hebdomadaire. — Demande en dérogation.	153	Elections.		Ecole d'Arts et Métiers de Cluny. — Demandes de bourses de l'Etat.....	17
<i>Rapporteur</i> : M. FAGOT.		Tribunal de Commerce. — Revision de la liste électorale consulaire. — Délégués du Conseil municipal.....	61	<i>Rapporteur</i> : M. GORIUS.	
Rapport de MM. JACQUIER et CARLE, au sujet de la célébration de la fête commémorative des Mobiles du Rhône et des défenseurs de Belfort morts au siège de cette ville en 1870-71.....	157	<i>Rapporteur</i> : M. CHAT.		Ecole centrale des Arts et Manufactures. — Demande de bourse de l'Etat.	18
				<i>Rapporteur</i> : M. GORIUS.	
				Ecole polytechnique. — Demandes de bourses de l'Etat.....	18
				<i>Rapporteur</i> : M. GORIUS.	
				Ecole supérieure de Commerce de Lyon. — Boursiers de la Ville. — Notes trimestrielles.....	18
				<i>Rapporteur</i> : M. GORIUS.	

Ecoles publiques. — Création d'emplois. <i>Rapporteur</i> : M. GORJUS.	18	Finances et Comptabilité.	Voirie urbaine.....	217
Cours municipaux de langues vivantes étrangères. — Bourses de voyage à l'étranger..... <i>Rapporteur</i> : M. GORJUS.	19	Compte de gestion présenté par M. Dehelo, Receveur municipal de Lyon, pour l'exercice 1906..... <i>Rapporteur</i> : M. NOVEL.	Voirie vicinale.....	218
Ecole nationale d'agriculture de Montpellier. — Demandes de bourses de l'Etat..... <i>Rapporteur</i> : M. GORJUS.	19	Droits d'enregistrement réclamés à la Ville sur l'acte de reprise du service des Eaux..... <i>Rapporteur</i> : M. RIVIÈRE.	Cultures et promenades.....	218
Ecole spéciale militaire. — Demandes de bourses de l'Etat..... <i>Rapporteur</i> : M. GORJUS.	19	Taxes de remplacement en 1903, 1904 et 1905. — Admission en non-valeur de cotes irrécouvrables..... <i>Rapporteur</i> : M. FAGOT.	Instruction publique.....	218
Facultés des Lettres. — Notes semestrielles..... <i>Rapporteur</i> : M. GORJUS.	49	Dépenses imprévues. — 1 ^{er} trimestre de 1907. — Emploi du crédit..... <i>Rapporteur</i> : M. CHAT.	Lettres, sciences et arts.....	220
Ecole pratique d'Agriculture d'Ecully. — Demande de bourse départementale..... <i>Rapporteur</i> : M. GORJUS.	50	Les Finances municipales et l'Etat..... <i>Rapporteur</i> : M. RIVIÈRE.	Assistance publique.....	221
Ecole nationale d'Agriculture de Montpellier. — Demande de bourse de l'Etat..... <i>Rapporteur</i> : M. GORJUS.	50	Taxes de remplacement de 1905. — Admission en non-valeur de cotes irrécouvrables..... <i>Rapporteur</i> : M. FAGOT.	Subventions.....	221
Ecole supérieure de commerce de Lyon. — Demande de bourse de l'Etat..... <i>Rapporteur</i> : M. GORJUS.	50	Taxes sur les chiens en 1906. — Admission en non-valeur de cotes irrécouvrables..... <i>Rapporteur</i> : M. FAGOT.	Dépenses diverses.....	223
Ecole professionnelle d'horlogerie de Lyon. — Bourses municipales en 1907-1908..... <i>Rapporteur</i> : M. FAGOT.	67	Renouvellement en 1908 de l'imposition extraordinaire de 4 centimes additionnels pour remboursement d'emprunts..... <i>Rapporteur</i> : M. GORJUS.	Fonds spéciaux.....	223
Lycée Ampère. — Bourses municipales en 1907-1908. <i>Rapporteur</i> : M. GORJUS.	95	Etats de propositions d'admission en non-valeur de restes à recouvrer sur divers produits communaux de l'exercice 1906..... <i>Rapporteur</i> : M. FAGOT.	Récapitulation des dépenses ordinaires. Dépenses extraordinaires :	223
Institution des sourds-muets de Villeurbanne. — Bourses municipales..... <i>Rapporteur</i> : M. GORJUS.	150	Ville de Lyon. — Compte d'administration pour l'exercice 1906. — Nomination d'un Président.....	Emprunts et dettes à long terme....	223
Lycée Ampère. — Bourses municipales. <i>Rapporteur</i> : M. GORJUS.	150	Ville de Lyon. — Compte d'administration pour l'exercice 1906..... <i>Rapporteur</i> : M. GORJUS.	Dépenses diverses.....	224
Ecole d'horlogerie de Lyon. — Bourses municipales..... <i>Rapporteur</i> : M. GORJUS.	150	Ville de Lyon. — Budget supplémentaire pour l'exercice 1907..... <i>Rapporteur</i> : M. GORJUS.	Récapitulation des dépenses extraordinaires.....	224
Lycée de jeunes filles. — Bourses municipales..... <i>Rapporteur</i> : M. GORJUS.	151	Ville de Lyon. — Projet de budget primitif pour l'exercice 1908.....	Récapitulation générale des dépenses. Balance.....	224
Ecole spéciale militaire. — Demande de bourse de l'Etat..... <i>Rapporteur</i> : M. GORJUS.	170	Rapport de M. le Maire.....	Répartition de la contribution personnelle-mobilière en 1908. — Exemptions..... <i>Rapporteur</i> : M. CHAT.	243
Institution des sourds-muets de Villeurbanne. — Bourse municipale... <i>Rapporteur</i> : M. GORJUS.	171	Rapport de la Commission spéciale... M. GORJUS.		
Lycée de jeunes filles. — Bourse municipale..... <i>Rapporteur</i> : M. GORJUS.	224	Recettes ordinaires :		
La Martinière.		Impôts directs et taxes assimilées.....	Hygiène et Salubrité.	
Ecole « La Martinière ». — Baux et renouvellement de baux..... <i>Rapporteur</i> : M. BAUDRY.	23	Taxes de remplacement de l'Octroi...	Question de M. PIC sur les habitations à bon marché.....	36
Caisse de retraites des employés et professeurs de l'Ecole « La Martinière ». — Compte administratif de 1906. — Budget additionnel de 1907. — Budget primitif de 1908..... <i>Rapporteur</i> : M. CHAT.	110	Abattoirs, marchés, entrepôts.....	Congrès des Gouttes de Lait. — Envoi d'un délégué du service d'Hygiène.. <i>Rapporteur</i> : M. BARBERO.	36
Ecole « La Martinière ». — Budget additionnel de 1907 et budget principal de 1908..... <i>Rapporteur</i> : M. CHAT.	111	Droits de Voirie.....	Congrès international d'hygiène et de démographie de Berlin. — Envoi d'un délégué..... <i>Rapporteur</i> : M. BARBERO.	36
Ecole « La Martinière ». — Baux et résiliation de baux..... <i>Rapporteur</i> : M. BAUDRY.	175	Service des Eaux.....	Question de M. TIXIER, sur la mare du Pré-Castillon.....	38
		Inhumations et cimetières.....	Question de M. ROGNON, sur l'amélioration de l'aération d'une justice de paix et sur la restauration d'un immeuble.	42
		Produit des propriétés communales, rentes et intérêts des fonds placés...	Laboratoire municipal. — Création de deux emplois de chimistes..... <i>Rapporteur</i> : M. VIAL.	171
		Redevances pour occupations du domaine public.....		
		Fonds de concours, subventions et remboursements.....	Inhumations et Cimetières.	
		Droits et produits divers.....	Service des Inhumations. — Transformation de la tenue des porteurs.... <i>Rapporteur</i> : M. PIATON.	16
		Fonds spéciaux.....	Erection, au cimetière de Loyasse, d'un monument à la mémoire de Paul Chenavard..... <i>Rapporteur</i> : M. ROGNON.	17
		Récapitulation des recettes ordinaires.	Concessions gratuites et perpétuelles pour les sépultures de MM. Lavigne et Gipon.....	47
		Recettes extraordinaires.....	Concession gratuite et perpétuelle d'un terrain au cimetière de la Croix-Rousse, pour la sépulture de M. Barodet..... <i>Rapporteur</i> : M. JACQUIER.	69
		Récapitulation générale des recettes...	Question de M. MANUS, sur deux incidents concernant le service des Inhumations.....	156
		Dépenses ordinaires :	Agrandissement du nouveau cimetière de la Croix-Rousse. — Réclamation de M. Cavarner..... <i>Rapporteur</i> : M. THÉVENON.	242
		Frais généraux d'administration.....		
		Frais de perception, d'exploitation et de régie.....	Justice et police.	
		Justice, police et hygiène publique...	Modification des circonscriptions cantonales et des circonscriptions des justices de paix..... <i>Rapporteur</i> : M. CUSSET.	33
		Service d'incendie.....		
		Inhumations et cimetières.....		
		Bâtiments communaux.....		
		Service des concessions d'eau.....		

Question de MM. JACQUIER et ARNAUD, sur une demande de la Compagnie Industrielle des pétroles.....	80	Immeuble rue du Plâtre, 5. — Projet de bail Joly.....	175	Octroi.	
Question de M. ARNAUD, sur la répression des délits de pêche.....	81	Rapporteur: M. BAUDRY.		Personnel licencié de l'Octroi. — Attribution de secours annuels et viagers. — Demande veuve Chambon.....	58
Question de M. BARBERO, sur la vente des fromages prohibés sur les marchés.....	118	Crèche municipale, rue d'Isly, 8. — Renouvellement du bail.....	224	Rapporteur: M. NOVEL.	
Question de M. MARRO, sur l'autorisation donnée aux cyclistes de circuler sur les quais du Rhône.....	124	Rapporteur: M. GOURUS.		Caisse de retraites des employés de l'Octroi. — Compte administratif de l'exercice 1906.....	243
Observation de M. GADOUD, demandant la fermeture des bancs de vente du marché couvert de la Croix-Rousse.....	154	Création d'un poste permanent de sapeurs-pompiers à Vaise. — Location de l'immeuble rue du Tunnel, 35.....	224	Rapporteur: M. CHAT.	
		Rapporteur: M. ROUSTANG.			
		Groupe scolaire de Montchat. — Installation d'une annexe avenue du Château, 41.....	224	Sergents de ville.	
		Rapporteur: M. MOUSSET.		Réversibilité de pension veuve Berthet (Marie-Joséphine).....	14
		Location d'une pièce située au-dessus de la sacristie de l'église Saint-Paul, rue Saint-Nicolas, 9 bis. — Bail M ^{me} Robert.....	246	Rapporteur: M. NOVEL.	
		Rapporteur: M. ROUSTANG.		Pensions Mathieu (Jean-Pierre-Alexandre) et Imbert (Casimir-Sylvain)....	14
				Rapporteur: M. NOVEL.	
				Pensions Bardet (Philibert-Léon) et Bernard (Victor-Emmanuel).....	29
				Rapporteur: M. FALCONNIER.	
				Pension Ageron (Jean-André).....	53
				Rapporteur: M. DECLÉRIS.	
				Pension Chapel (François-Emile-Marius).....	53
				Rapporteur: M. DECLÉRIS.	
				Pension Liboz (Charles-Casimir).....	53
				Rapporteur: M. DECLÉRIS.	
				Pension Renaud (Alexandre).....	113
				Rapporteur: M. MOUSSET.	
				Réversibilité de pension veuve Jaillet..	153
				Rapporteur: M. ROUSTANG.	
				Réversibilité de pension veuve Treff..	153
				Rapporteur: M. FAGOT.	
				Pensions Dunoyer (Etienne-Claude) et Métrol (François).....	153
				Rapporteur: M. FAGOT.	
				Réversibilité de pension veuve Corget.	244
				Rapporteur: M. DECLÉRIS.	
				Sapeurs-Pompiers.	
				Pensions Chaziz (François-Antoine) et Desprez (Henry).....	51
				Rapporteur: M. MARRO.	
				Demandes de secours formées par MM ^{mes} veuves Cotisson, Solviche, Berthet et Guyon-Vernier.....	52
				Rapporteur: M. MARRO.	
				Demandes de secours formées par MM ^{mes} veuves Toutant, Montessuit, Vatoux et Poyet.....	152
				Rapporteur: M. MANUS.	
				SECOURS.	
				Secours annuel et renouvelable à MM. Michal, jardinier, et Pernon, faisanier.....	68
				Rapporteur: M. ROUSTANG.	
				Allocation d'un secours à M. Pelletier, ancien concierge.....	115
				Rapporteur: M. ROUSTANG.	
				Allocation d'un secours à M ^{me} Lacombe, ancienne femme de service.....	144
				Rapporteur: M. CHAT.	
				Secours annuel à M ^{me} Dervieux.....	239
				Rapporteur: M. BATAILLE.	
				Recrutement. — Soutiens de famille.	
				Exonération de la taxe militaire.....	2
				Demandes d'allocation d'une indemnité journalière. (Art. 22 de la loi du 21 mars 1905).....	2

TABLE DES MATIÈRES (PROCES-VERBAUX DES SÉANCES)

267

Demandes de congé. (Art. 22 de la loi du 15 juillet 1889).....	3	Subvention au Syndicat des employés de commerce, de bureau et d'industrie, pour l'envoi d'un délégué à un Congrès.....	49	Subvention à la Chambre syndicale des ouvriers lithographes de Lyon, pour l'envoi d'un délégué à un Congrès...	73
Demande de congé. (Art. 22 de la loi du 15 juillet 1889).....	47	<i>Rapporteur</i> : M. TIXIER.		<i>Rapporteur</i> : M. CUSSET.	
Demandes de congé. (Art. 22 de la loi du 15 juillet 1889).....	88	Subvention au Syndicat des ouvriers égoutiers de la ville de Lyon, pour l'envoi d'un délégué à un Congrès..	49	Subvention au Syndicat des ouvriers mouleurs, fondeurs en métaux, pour l'envoi d'un délégué à un Congrès...	74
Demandes d'allocation d'indemnité. (Art. 22 de la loi du 21 mars 1905)...	129	<i>Rapporteur</i> : M. TIXIER.		<i>Rapporteur</i> : M. VOILLOT.	
Demandes de congé. (Art. 22 de la loi du 15 juillet 1889).....	129	Subvention au Syndicat des ouvriers du service municipal des Eaux, pour l'envoi d'un délégué à un Congrès...	52	Exposition d'hygiène. — Subvention aux Associations ouvrières.....	115
Demandes de congé. (Art. 22 de la loi du 15 juillet 1889).....	160	<i>Rapporteur</i> : M. MARRO.		<i>Rapporteur</i> : M. FAGOT.	
Demandes d'allocation d'indemnité journalière (Art. 22 de la loi du 21 mars 1905).....	193	Subvention à la Chambre syndicale des ouvriers du bronze, pour l'envoi d'un délégué à un Congrès.....	52	Subvention au Groupe lyonnais de l'Association des sous-agents des Postes, Télégraphes et Téléphones, pour l'envoi d'un délégué à un Congrès.....	115
Demandes de congé. (Art. 22 de la loi du 15 juillet 1889).....	193	<i>Rapporteur</i> : M. MARRO.		<i>Rapporteur</i> : M. RENARD.	
		Subvention à la Fédération lyonnaise des chauffeurs-mécaniciens-électriciens, pour l'envoi d'un délégué à un Congrès.....	52	Subvention à la Chambre syndicale des polisseurs sur métaux et nickeleurs, pour l'envoi d'un délégué à un Congrès.....	115
		<i>Rapporteur</i> : M. MARRO.		<i>Rapporteur</i> : M. ROGNON.	
		Subvention à la Chambre syndicale des menuisiers en sièges de la ville de Lyon, pour l'envoi d'un délégué à un Congrès.....	54	Erection d'un monument à Noyelles-sous-Lens, à la mémoire des victimes de la catastrophe de 1906. — Souscription de la Ville.....	165
		<i>Rapporteur</i> : M. ROGNON.		<i>Rapporteur</i> : M. CHAT.	
		Subvention à la Chambre syndicale des ouvriers ébénistes de Lyon, pour l'envoi d'un délégué à un Congrès.....	55	Allocations à la Caisse de prêts aux Tisseurs.....	169
		<i>Rapporteur</i> : M. ROGNON.		<i>Rapporteur</i> : M. PIC.	
		Subvention au Syndicat des ouvriers tapissiers de Lyon, pour l'envoi d'un délégué à un Congrès.....	56	Subvention de la Chambre de Commerce pour le fonctionnement de l'Ecole de Commerce et de Comptabilité pour jeunes filles. — Sentence arbitrale.....	171
		<i>Rapporteur</i> : M. ROGNON.		<i>Rapporteur</i> : M. GORJUS.	
		Subvention au Syndicat des ouvriers et ouvrières de la sparterie et similaires de Lyon et banlieue, pour l'envoi d'un délégué à un Congrès.....	56	Subvention à l'Union des Syndicats du Tissage de la région lyonnaise.	173
		<i>Rapporteur</i> : M. ROGNON.		<i>Rapporteur</i> : M. THÉVENON.	
		Subvention à la Chambre syndicale des ouvriers papetiers de Lyon, pour l'envoi d'un délégué à un Congrès.....	57	Subvention à la Chambre syndicale des ouvriers tullistes réunis de Lyon, pour l'organisation d'un Congrès....	174
		<i>Rapporteur</i> : M. BAUDRY.		<i>Rapporteur</i> : M. VOILLOT.	
		Subvention à la section centrale de l'Union des Syndicats du tissage de la région lyonnaise, pour l'envoi d'un délégué à un Congrès.....	57	Question de M. RICHERAND, au sujet de la subvention allouée au Syndicat des ouvriers cordonniers.....	249
		<i>Rapporteur</i> : M. BAUDRY.			
		Subvention à la Chambre syndicale de la bijouterie lyonnaise, pour l'envoi d'un délégué à un Congrès.....	59		
		<i>Rapporteur</i> : M. FALCONNIER.			
		Subvention à la Fédération des Sociétés musicales du Rhône et du Sud-Est, pour l'organisation d'une fête fédérale.....	60		
		<i>Rapporteur</i> : M. CHAT.			
		Subvention à la Chambre syndicale des sténographes et dactylographes commerciaux, pour l'envoi d'un délégué à un Congrès.....	61		
		<i>Rapporteur</i> : M. CHAT.			
		Subvention à la Société « Lyon Nautique ».....	68		
		<i>Rapporteur</i> : M. BARBERO.			
		Subvention au Syndicat des aides-pharmaciens de Lyon, pour l'organisation d'un Congrès.....	68		
		<i>Rapporteur</i> : M. BARBERO.			
		Subvention à la Chambre syndicale des ouvriers en voitures de Lyon, pour l'organisation d'un Congrès...	68		
		<i>Rapporteur</i> : M. ROUSTANG.			
		Subvention à la Chambre syndicale des ouvriers meuniers et similaires du Rhône et des départements voisins, pour l'organisation d'un Congrès....	71		
		<i>Rapporteur</i> : M. THÉVENON.			

Subventions.

Travaux publics.

ARCHITECTURE.

Entretien des bâtiments communaux, 4 ^e série, 6 ^e lot. — Substitution de M. Brochay à M. Flachat.....	62
<i>Rapporteur</i> : M. CHAT.	
Construction d'un Orphelinat de garçons.....	91
<i>Rapporteur</i> : M. GORJUS.	
Construction de groupes scolaires.....	96
<i>Rapporteur</i> : M. JACQUET.	
Parc de la Tête d'Or. — Construction d'un bâtiment pour les gardes.....	98
<i>Rapporteur</i> : M. CURTELIN.	
Vente des matériaux à provenir de la démolition des immeubles situées sur l'emplacement du groupe scolaire de la Martinière.....	165
<i>Rapporteur</i> : M. CHAT.	
Questions de M. ARNAUD, relatives : 1 ^o au prolongement du cours Charlemagne ; 2 ^o à l'école maternelle de la rue Gilibert ; 3 ^o à l'Hôtel des Postes ; 4 ^o à la construction d'urinoirs ; 5 ^o à la construction de maisons ouvrières.	247

VOIRIE.			
Etablissement d'ouvertures dans un mur mitoyen avec un délaissé de terrain communal. — Projet de convention.	13	Cession par la Ville d'une parcelle de terrain située rue de Belfort prolongée.	27
Rapporteur : M. JACQUET.		Rapporteur : M. THÉVENON.	
Service de la Voirie. — Fourniture de balais. — Renouvellement du marché.	14	Fixation des alignements des chemins vicinaux ordinaires n° 44 et 45, le long du fort de la Vitriolerie — Décision de la Commission départementale.	48
Rapporteur : M. NOVEL.		Rapporteur : M. TIXIER.	
Chemins vicinaux ordinaires n° 91 et 101. — Déclassement du sol et rétrocession à l'Etat. — Décision de la Commission départementale.	16	Elargissement du chemin vicinal ordinaire n° 45, « de la Colombière ». — Acquisition d'une parcelle de terrain appartenant aux mariés Peytoud-Bergeret.	50
Rapporteur : M. MENUT.		Rapporteur : M. MOUSSET.	
Question de M. FAGOT sur le programme municipal.	78	Elargissement des chemins vicinaux ordinaires n° 17, « des Pins » et 130, « des Sablonniers ». — Acquisition d'une parcelle de terrain appartenant aux époux Terrier.	54
Chemin vicinal ordinaire n° 72, « de Bellecombe ». — Modification du nivellement.	104	Rapporteur : M. ROGNON.	
Rapporteur : M. ROUX.		Elargissement du chemin vicinal ordinaire n° 17, « des Pins ». — Acquisition d'une parcelle de terrain appartenant à M. Blanchard (Jean-Baptiste).	54
Prolongement du chemin de Gerland et classement dans la vicinalité, élargissement et prolongement du chemin de Surville.	104	Rapporteur : M. ROGNON.	
Rapporteur : M. TIXIER.		Elargissement de la rue des Fossés-de-Trion. — Acquisition d'une parcelle de terrain appartenant à M. Madinier.	59
Mise en état de viabilité de la rue Louis-Blanc, entre les rues Vendôme et Duguesclin, et de la rue Créqui, entre les rues Robert et Vauban.	114	Rapporteur : M. NOVEL.	
Rapporteur : M. BARBERO.		Renouvellement du bail Verchère pour l'occupation d'un terrain, montée du Chemin-Neuf, 13.	59
Classement de la rue de la Métallurgie dans la vicinalité ordinaire.	142	Rapporteur : M. NOVEL.	
Rapporteur : M. MENUT.		Construction d'un immeuble en saillie sur l'alignement du chemin vicinal ordinaire n° 124, « des Alouettes ». — Pétition Teillon père et fils.	63
Restauration de la façade de l'Ecole « La Martinière » des garçons, sur la place de ce nom.	152	Rapporteur : M. CARLE.	
Rapporteur : M. JACQUET.		Elargissement de la rue Adélaïde-Perin. — Acquisition d'une parcelle de terrain appartenant aux héritiers Michaud.	69
Voirie municipale. — Modification au règlement du personnel.	152	Rapporteur : M. JACQUIER.	
Rapporteur : M. JACQUET.		Chemin vicinal n° 23, « de la Maladière ». — Concession, par la Compagnie P.-L.-M., à la ville de Lyon, de la jouissance d'une parcelle de terrain.	71
Construction d'un égout chemin des Culattes, entre le chemin des Chanées et l'égout du chemin de la Colombière.	167	Rapporteur : M. VIAL.	
Rapporteur : M. TIXIER.		Acquisition de l'immeuble Pouzet, rue Pareille, 13.	98
Enlèvement des immondices.	168	Rapporteur : M. JACQUET.	
Rapporteur : M. CARLE.		Acquisition, par voie d'alignement, de trois parcelles de terrain appartenant aux Hospices civils de Lyon.	104
Droits de stationnement. — Revision des tarifs.	241	Rapporteur : M. FALCONNIER.	
Rapporteur : M. RIVIÈRE.		Agrandissement de la gare de la Croix-Rousse. — Prolongement de la rue Jacquard. — Fixation des alignements et du nivellement.	150
Elargissement de la rue des Tables-Claudiennes.	245	Rapporteur : M. GORIUS.	
Rapporteur : M. BAUDRY.		Cession par la Ville à M. Dupraz d'une parcelle de terrain située rue Belfort prolongée.	151
Etablissement d'un enseigne en mosaïque sur trottoir. — Pétition Muithuon.	246	Rapporteur : M. MANUS.	
Rapporteur : M. JACQUIER.		Elargissement du chemin vicinal ordinaire n° 60, « de la Villette ». — Acquisition d'une parcelle de terrain appartenant aux époux Taithe-Vieux-Pelon.	152
Alignements et Terrains.		Rapporteur : M. RICHERAND.	
Cession par les Hospices civils de Lyon des terrains nécessaires au prolongement des rues Créqui et Louis-Blanc. — Classement de diverses voies publiques dans la voirie urbaine.	25	Question de M. MANUS, sur la fermeture du terrain appartenant à la Ville, rue Claude-Joseph-Bonnet et angle rue Denfert-Rochereau.	155
Rapporteur : M. FAGOT.			
Construction d'un immeuble sur le prolongement d'une rue A projetée entre les rues Rachais et Garibaldi. — Pétition de MM. Pansu frères.	26		
Rapporteur : M. MOUSSET.			
Elargissement du chemin vicinal ordinaire n° 60, « de la Villette ». — Pétition Drevet.	27		
Rapporteur : M. BATAILLE.			
		Construction d'un groupe scolaire au Point-du-Jour. Acquisition de terrain.	160
		Rapporteur : M. ROUSTANG.	
		Chemins vicinaux ordinaires n° 44, 45, 148 et 149. — Fixation des alignements et du nivellement. — Décision de la Commission départementale.	239
		Rapporteur : M. MENUT.	
		Vente à M. Babolat, d'une parcelle de terrain située avenue de Saxe prolongée.	240
		Rapporteur : M. MENUT.	
		Bouches d'eau. — Eclairage. — Egouts. Passages. — Trottoirs. — Urinoirs.	
		Eclairage électrique de diverses voies publiques du 5 ^e arrondissement.	11
		Rapporteur : M. VIAL.	
		Concession de distribution d'électricité de l'ilot Bellecour. — Substitution de M. Grialou à M. de Mercey.	26
		Rapporteur : M. MOUSSET.	
		Cylindrage à vapeur des chaussées empierrées. — Renouvellement de l'entreprise.	30
		Rapporteur : M. TIXIER.	
		Construction d'un égout chemin de Corne-de-Cerf, entre la rue d'Aubigny et la rue de l'Ordre.	57
		Rapporteur : M. RICHERAND.	
		Construction d'un égout rue Créqui, entre le cours Morand et la rue Vauban.	60
		Rapporteur : M. FALCONNIER.	
		Chemin vicinal ordinaire n° 52, de « Monplaisir à Saint-Alban ». — Construction d'une canalisation.	63
		Rapporteur : M. CARLE.	
		Mise en état de viabilité de l'avenue Félix-Faure, entre les rues Vendôme et Créqui.	71
		Rapporteur : M. CUSSET.	
		Entretien et construction des trottoirs en asphalte. — Remboursement de retenues de garantie.	91
		Rapporteur : M. VIAL.	
		Projet d'établissement de bouches d'incendie dans les 3 ^e , 4 ^e , 5 ^e et 6 ^e arrondissements.	102
		Rapporteur : M. PIATON.	
		Concession de distribution d'électricité à la Société grenobloise de Force et Lumière. — Modification au cahier des charges.	103
		Rapporteur : M. ROUX.	
		Construction d'un égout route de Vienne, entre la rue Bernard et le chemin des Quatre-Maisons.	106
		Rapporteur : M. TIXIER.	
		Construction de chaussées en pavés d'échantillon.	109
		Rapporteur : M. TIXIER.	
		Question de M. JACQUET, sur la construction de l'escalier de la rue Ozanam et le déplacement de l'édicule situé sur la place du Perron.	117
		Pavage en pavés d'échantillon de la rue du Repos.	142
		Rapporteur : M. MENUT.	
		Mise en état de viabilité de la rue Carry.	143
		Rapporteur : M. MENUT.	

